

125

2440

CODE
OF
CIVIL PROCEDURE
OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

TEXT

**FRENCH AND ENGLISH (AS AMENDED UP TO AND INCLUDING
SESSION III, ED. VII, 1903)**

ANNOTATED

**WITH THE WHOLE OF THE JURISPRUDENCE FROM
1897 TO DATE**

BY

S. W. JACOBS, LL.M., B.C.L.

AND

LÉON GARNEAU, B.C.L.

ADVOCATES OF THE MONTREAL BAR

1903

21417

THE CARSWELL COMPANY, LIMITED

**Toronto
30 Adelaide St. E.**

**Montreal
1586½ Notre Dame St.**

**'LIBRARY
SUPREME COURT
OF CANADA**

C

rè
m
aù

qu
ou

tr
qu
da
di
ti

pr
da
co
tr
au
au
le
ré
sa
pr

CODE DE PROCEDURE CIVILE

DE LA

PROVINCE DE QUEBEC

PREMIÈRE PARTIE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

CHAPITRE I.

Dispositions Déclaratoires et Interprétatives.

1. Les lois sur la procédure et les règles de pratique existant lors de la mise en vigueur du présent code sont abrogées :

1. Dans les cas où ce code contient quelque disposition qui a expressément ou implicitement cet effet ;

2. Dans les cas où elles sont contraires à, ou incompatibles avec quelque disposition de ce code, ou dans les cas où ce code contient des dispositions expresses sur le sujet particulier de ces lois ou de ces règles ;

Néanmoins, pour ce qui concerne les procédures, matières et choses pendantes lors de la mise en vigueur de ce code, ou les droits d'appel et les restrictions relatives à un droit matériel antérieurs à cette mise en vigueur, et auxquels on ne pourrait en appliquer les dispositions sans produire un effet rétroactif, les dispositions de la loi qui, sans ce code, s'appliqueraient à ces procédures, matières, choses, droits et

1. The laws concerning procedure and the rules of practice in force at the time of the coming into force of this Code, are abrogated :

1. In all cases in which this Code contains any provision having expressly or impliedly that effect ;

2. In all cases in which such laws or rules are contrary to or inconsistent with any provision of this Code, or in which express provision is made by this Code upon the particular matter to which such laws or rules relate.

Nevertheless, as regards proceedings, matters and things pending at the coming into force of this Code, or rights of appeal and limitations as to substantive rights existing anterior to such coming into force, and to which its provisions could not apply without having a retroactive effect, the provisions of law which, without this Code, would apply to such proceedings, matters, things, rights and limitations,

restrictions, restent en vigueur et s'y appliquent ; et ce code ne s'y applique qu'en autant qu'il coïncide avec ces dispositions.

Les règles concernant la preuve, contenues dans ce code, s'appliquent aux causes, matières et choses faites ou pendantes lors de son entrée en vigueur.—*Nouveau, partie ; C. P. C., 1360, amendé ; Loranger, C. C., 152 et seq. ; Attorney-general vs Sillem, 10 H. L. C., 704.*

2. Dans le cas de différence entre les textes anglais et français du présent code dans quelque article fondé sur les lois existant à l'époque de sa promulgation, le texte le plus compatible avec les dispositions des lois existantes sur lesquelles il est fondé doit prévaloir. Si la différence se trouve dans un article modifiant les lois existantes, le texte le plus compatible avec l'intention de l'article d'après les règles ordinaires d'interprétation légale doit prévaloir. — C. P. C., 1361.

3. Si ce code ne contient aucune disposition pour faire valoir ou maintenir un droit ou une réclamation, toute procédure adoptée qui n'est pas incompatible avec quelque disposition de la loi ou de ce code doit être accueillie et est valable.—C. P. C., 21, *partie, amendé.*

4. Les règles et dispositions concernant la procédure s'interprètent les unes par les autres et de manière à leur donner tout l'effet requis.—C. P. C., 21, *partie, amendé.*

5. Les mots, termes, expressions et dispositions énumérés dans les dispositions déclaratoires et interprétatives de l'article 17 du Code civil et des articles 12 à 36 inclusivement des Statuts refondus, chaque fois qu'ils se

remain in force and apply to them ; and this Code applies to them only in so far as it coincides with such provisions.

The rules as to evidence contained in this Code apply to causes, matters and things done or pending at the time of its coming into force.—*New, in part ; C. C. P., 1360, amended ; Loranger, C. C., 152 et seq. ; Attorney-general vs Sillem, 10 H. L. C., 704.*

2. If in any article of this Code, founded on the laws existing at the time of its promulgation, there be a difference between the English and the French text, that version shall prevail which is most consistent with the provisions of the existing laws on which the article is founded. If there be any such difference in an article changing the existing laws, that version shall prevail which is most consistent with the intention of the article ; and the ordinary rules of legal interpretation shall apply in determining such intention.—C. C. P., 1361.

3. Whenever this Code does not contain any provision for enforcing or maintaining any right or claim, any proceeding adopted which is not inconsistent with law or the provisions of this Code is received and held to be valid.—C. C. P., 21, *in part, amended.*

4. All rules and provisions concerning procedure are interpreted with reference to each other, and in such a manner as to give them all the effect intended.—C. P. C., 21, *in part, amended.*

5. The words, terms, expressions and enactments enumerated in the declaratory and interpretative provisions of Article 17 of the Civil Code, and of Articles 12 to 36, inclusive, of the Revised Statutes, wherever used in this

rencontrent dans ce code, sont interprétés en la manière y indiquée.

Chaque fois que les mots, termes et expressions qui suivent sont employés dans ce code ou dans des amendements à icelui, ils sont interprétés en la manière ci-après indiquée, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

1. Les mots : " Code de procédure civile " désignent le présent code :

2. Les mots : " Statuts refondus " signifient les Statuts refondus de la province de Québec :

3. Les mots : " autres provinces du Canada " signifient les provinces du Canada autres que la province de Québec, et comprennent les territoires :

4. Les mots : " cour de revision " signifient la cour supérieure siégeant en revision :

5. Le mot : " juge " signifie le juge en chef, un juge puiné ou un juge suppléant du même tribunal :

6. Le mot : " protonotaire " signifie le protonotaire de la cour supérieure, ou le greffier de toute autre cour à laquelle la disposition est applicable :

7. Le mot : " greffe " signifie le bureau du protonotaire, ou du greffier de toute cour à laquelle la disposition est applicable.—*Nouveau, partie : C. P. C., 26, partie : 5, partie.*

8. Les formules contenues dans l'appendice de ce code, ou d'autres de même teneur, sont bonnes et suffisantes lorsqu'elles sont employées dans les cas pour lesquels elles sont proposées.—*C. P. C., 1359, amendé*

9. Sont jours non juridiques :

1. Les dimanches ;

2. Le premier jour de l'an ;

3. La fête de l'Épiphanie, le mercredi des Cendres, le vendredi saint, le lundi de Pâques, les fêtes de l'Ascension, la Toussaint, la Conception et Noël ;

Code, are interpreted in the manner therein specified.

Whenever the following words, terms and expressions are used in this Code, or in any amendments thereto, they are construed in the manner hereinafter mentioned, unless the context otherwise requires :

1. The words : " Code of Civil Procedure," mean the present Code.

2. The words : " Revised Statutes," mean the Revised Statutes of the Province of Quebec :

3. The words : " other Provinces of Canada," mean the Provinces of Canada other than the Province of Quebec, and include the Territories.

4. The words : " Court of Review," mean the Superior Court sitting in review :

5. The word : " judge," means the chief justice, judge, or assistant-judge of the same Court ;

6. The word : " prothonotary," means the prothonotary of the Superior Court, or the clerk of any other court to which the provision is applicable :

7. The words : " Office of the Court," mean the office of the prothonotary, or of the clerk of any court to which the provision is applicable.—*New, in part; C. C. P., 26, in part ; 5, in part.*

8. The forms contained in the appendix to this Code, or others to the same effect, are valid and sufficient, when used in the cases to which they are intended to apply.—*C. C. P., 1359, amended.*

9. The following days are non-judicial :

1. Sundays ;

2. New Year's Day.

3. The Epiphany, Ash Wednesday, Good Friday, Easter Monday, the Ascension, All Saints' Day, the Conception, and Christmas Day ;

4. L'anniversaire de la naissance du souverain, ou le jour fixé par proclamation pour sa célébration ;

5. Le premier jour de juillet, ou le deuxième jour si le premier est un dimanche ;

6. Tout autre jour fixé par proclamation royale ou par proclamation du gouverneur-général ou du lieutenant-gouverneur comme jour de fête publique ou comme jour de jeûne ou d'actions de grâces générales, ou comme fête du travail.—C. P. C., 2, *partie*, *amendé* ; S. R., 5854 ; 56 V., c. 40 ; S. R. C., c. 1, s. 2, s.s. 7 ; 56 V., (C), c. 30.—2 Edw. VII., c. 12.

8. Si le jour auquel une chose doit être faite est ou devient non juridique, la chose peut se faire avec le même effet le jour juridique qui suit immédiatement.

Cette règle s'applique aussi au rapport des brefs et aux ventes par autorité de justice.—C. P. C., 2, *partie*, 3, *amendé* ; S. R., 20.

9. Lorsqu'une personne est assignée à comparaître à jour fixe, ni le jour de la signification, ni celui de l'échéance ne sont comptés dans les délais fixés pour les assignations.

Le temps du délai court les dimanches et jours fériés ; mais si le délai expire un dimanche ou un jour férié, il est de plein droit continué au jour juridique suivant.

Les mêmes règles s'appliquent à tout autre délai de procédure. — C. P. C., 24, *amendé*.

10. Dans la computation des délais relatifs à la plaidoirie ou à l'instruction, le premier septembre est censé être le jour suivant immédiatement le trente juin, et une partie ne peut être tenue de procéder entre ces deux jours, à moins d'un ordre exprès du tribunal ou du juge, sauf dans les matières ou causes énumérées dans l'article 15

4. The anniversary of the Birthday of the Sovereign, or the day fixed by proclamation for its celebration ;

5. The first day of July, or the second day of the month if the first is a Sunday ;

6. Any day appointed by royal proclamation or by proclamation of the Governor-General or of the Lieutenant-Governor as a public holiday or as a day of general fast or thanksgiving, or as Labor Day.—C. C. P., 2, *in part*, *amended* ; R. S., 5854 ; 56 Vict., c. 40 ; R. S. C., c. 1, s. 2, ss. 7 ; 56 Vict., (C), c. 30.—2 Edw. VII., c. 12.

8. If the day on which anything ought to be done is or becomes a non-judicial day, such thing may be done with like effect on the next following judicial day

This rule applies also to the return of writs and to sales by authority of justice.—C. C. P., 2, *in part*, 3, *amended* ; R. S., 20.

9. Wherever a person is summoned to appear on a day fixed, neither the day of service nor the terminal day is counted in computing delays for summoning.

Delays continue to run upon Sundays and holidays ; but if a delay expires on a Sunday or a holiday, it is of right extended to the next following judicial day.

The same rules apply to all other delays in procedure. — C. C. P., 24, *amended*.

10. In reckoning delays for pleading or trial, the first day of September is deemed to be the next day after the thirtieth day of June, and no party can be obliged to proceed between those two days, without a special order of the court or a judge, except in the matters enumerated in Article 15.

Any days between the thirtieth day

Cependant les jours entre le trente juin et le premier septembre sont comptés dans les délais de huit jours fixés par les articles 1196 et 1202.—C.P.C., 463 ; l. §§6, 7 ; 317, §3 ; S.R., 5898.

11. Le lieu, le temps et la durée des termes et séances des divers tribunaux sont réglés par des lois particulières.—C.P.C., 1, *partie* ; S.R., 5853.

12. Les termes ainsi fixés peuvent, suivant les circonstances, être abrégés par le tribunal, ou être continués par ajournement de jour en jour, ou à un ou à plusieurs jours ultérieurs avant le terme suivant ; et, à chaque séance en vertu de cet ajournement, le tribunal peut entendre et déterminer toutes causes, matières ou choses soumise, qu'elles aient été commencées avant ou depuis l'ajournement.—C. P. C., 1, *partie*, amendé ; S. R., 5853.

13. En l'absence du juge qui doit présider le tribunal, le protonotaire peut ajourner la cour à un jour ultérieur durant le terme, ou, sur l'ordre du juge, à tout jour ou à tous jours en dehors du terme.—C. P. C., 1, *partie*, amendé ; S.R., 5853.

14. Les tribunaux ne peuvent siéger les jours non juridiques.—C. P. C., 1, *partie* ; S.R., 5853.

15. Les tribunaux ne peuvent siéger entre le 30 juin et le premier septembre, et, en outre, ne sont pas tenus de siéger entre le trente et un août et le dix septembre, ni entre le vingt décembre et le dix janvier, excepté, dans chacun de ces cas, lorsqu'il s'agit :

1. Des actions qui résultent des rapports entre locateurs et locataires ;
2. De l'instruction et des jugements par défaut de comparaître dans les matières ordinaires ou sommaires ;
3. De l'instruction et des juge-

of June and the first of September are, however, included in the delay of eight days fixed by Articles 1196 and 1202.—C.C.P., 463 ; l. §§ 6, 7 ; 317 ; § 3 ; R. S., 5898.

11. The place, time and duration of the sittings of the different courts are regulated by particular statutes.—C.C.P., 1, *in part* ; R.S., 5853.

12. The court may, according to circumstances, shorten the terms thus fixed, or it may prolong them by adjournment, either from day to day, or to any subsequent day or days before the following term ; and at any sitting held in virtue of such adjournment the court may hear and determine all causes, matters or things brought before it, whether such causes were begun before or since such adjournment.—C. C. P., 1, *in part*, amended ; R. S., 5853.

13. In the absence of the judge who should preside over the court, the prothonotary may adjourn the court to a subsequent day during the term, or, upon the order of the judge, to any day or days out of term.—C.C.P., 1, *in part*, amended ; R.S., 5853.

14. The courts cannot sit on non-judicial days.—C. C. P., 1, *in part*, amended ; R.S., 5853.

15. The courts cannot sit between the thirtieth day of June and the first day of September, and in addition they are not obliged to sit between the thirty-first day of August and the tenth day of September, or between the twentieth day of December and the tenth day of January, except, in either case, as regards :

1. Actions arising from the relation of lessor or lessee ;
2. Trial and judgment by default to appear in ordinary and in summary

ments par défaut de plaider dans les matières sommaires, à moins que la comparution ne soit accompagnée d'une déposition sous serment affirmant que cette comparution est produite de bonne foi et nullement dans le but de retarder injustement les procédures ;

4. Des jugements sur confession de jugement ;

5. Des procédures relatives aux corporations et fonctions publiques ;

6. Des oppositions aux mariages ;

7. Des brefs d'*habeas corpus* en matière civile ;

8. Des procédures réglées par les articles 713, 733, 749, 750, 761, 762 et 763, 782, 792, 800, 849 à 977 inclusivement ; (62 Vic., c. 52, s. 1).

9. Des cours de magistrats de district ;

10. Des cours des commissaires pour la décision sommaire des petites causes ;

11. De la cour du banc de la Reine ;

12. Des districts de Gaspé, Saguenay et Chicoutimi.

Les protonotaires ont, relativement aux matières qui sont énumérées ci-dessus et qui sont de leur compétence, les mêmes pouvoirs en vacance qu'en tout autre temps.—C.P.C., 1, *partie*, 317, *partie*, amendé ; S. R., 5853 ; *Nolan vs Dastous*, 4 Q. L. R., 335.

16. Les audiences d'un tribunal et les séances d'un juge sont publiques. Peut cependant le tribunal ou le juge ordonner par écrit qu'elles seront à huis clos si la discussion publique devait porter atteinte aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.—*Nouveau* ; C. P. F., 87 ; C. P. G., 84 ; Bellot, 611.

17. Ceux qui assistent aux séances des tribunaux et des juges doivent s'y tenir découverts et en silence.—C. P. C., 4, amendé.

18. Toute personne qui, pendant

matters ;

3. Trial and judgment by default to plead in summary matters, unless the appearance is accompanied with an affidavit that it is filed in good faith, and without intent to unjustly delay the proceedings ;

4. Judgments upon confession of judgment ;

5. Proceedings concerning corporations and public offices ;

6. Oppositions to marriages ;

7. Applications for writs of *Habeas Corpus* in civil matters ;

8. The proceedings governed by Articles 713, 733, 749, 750, 761, 762 and 763, 782, 792, 800, 849 to 977 inclusively ; (62 Vic., c. 52, s. 1).

9. District Magistrates' Courts ;

10. Commissioners' Court for the summary trial of small causes ;

11. The Court of Queen's Bench, and

12. The district of Gaspé, of Saguenay, and of Chicoutimi,

The prothonotaries have, in respect of the matters hereinabove enumerated which are within their jurisdiction, the same powers during vacation as they have at any other time.—C. C. P., 1, *in part*, 317, *in part*, amended ; R. S., 5853 ; *Nolan vs Dastous*, 4 Q. L. R., 335.

16. The sittings of a court or of a judge are public. Nevertheless, the judge may order in writing that they be held *in camera*, if a public hearing would be prejudicial to good morals or public order.—*New* ; C. P. F., 87 ; C. P. G., 84 ; Bellot, 611.

17. Persons present at sittings of the courts or of judges must remain uncovered and in silence.—C. C. P., 4, amended.

18. Any person who, during the

l'audience du tribunal ou la séance du juge, ou partout ailleurs où les juges exercent leurs fonctions, trouble l'ordre, fait des signes d'improbation ou d'approbation, ou refuse de se retirer ou d'obéir aux injonctions du tribunal ou du juge ou aux avertissements des officiers agissant sous son autorité, peut être condamnée sur-le-champ à l'amende ou à l'emprisonnement, ou aux deux, suivant la discrétion du tribunal ou du juge.—C.P.C., 5, 6, 7, *amendé*; C. C., 2273; R. C. C. S., Art. 240; C. P. F., 88 et ss.; Cal., 1209; N. Y. C., 8 et ss.

19. Si le trouble est causé par un individu remplissant une fonction près le tribunal, la suspension peut lui être infligée, en sus des pénalités mentionnées en l'article qui précède.—C. P. C., 8.

20. Les tribunaux et les juges peuvent, suivant les circonstances, dans les causes dont ils sont saisis, prononcer, même d'office, des injonctions ou des réprimandes, supprimer des écrits ou les déclarer calomnieux.—C. P. C., 9 *amendé*.

21. Le juge peut nommer un interprète et lui allouer une rémunération raisonnable, qui fait partie des frais du procès.—C. P. C., 10.

22. Le juge a droit d'exiger le serment lorsqu'il l'estime nécessaire.—C. P. C., 11, *partie*.

23. Le juge, le protonotaire, ou le commissaire autorisé à cet effet, peut faire prêter et recevoir le serment, dans tous les cas où il est requis par la loi, les règles de pratique ou l'ordre du tribunal ou du juge, à moins que ce droit ne soit restreint par quelque disposition de la loi.—C. P. C., 30, *partie, amendé*.

24. Le tribunal a, sur les matières dont la compétence est attribuée à un

sitting of the court or of the judge, or wherever judges are in the exercise of their function, disturbs order, utters signs of approbation or disapprobation, or refuses to withdraw or to obey the orders of the court or judge or the admonitions of the officers acting under its or his authority, may be condemned at once to a fine or imprisonment, or both, according to the discretion of the court or the judge.—C. C. P., 5, 6, 7, *amended*; C. C., 2273; R. C. C. S., Art. 240; C. P. C. F. 88 et seq.; Cal. 1209; N. Y. C., 8 et seq.

19. If the disturbance is caused by a person discharging any function before the court, he may, in addition to the punishment imposed in the preceding article, be suspended from such function.—C. C. P., 8.

20. Courts or judges may, in all cases brought before them, according to circumstances, even of their own motion, pronounce orders or reprimands, and suppress writings or declare them libellous.—C. C. P., 9, *amended*.

21. The judge may appoint an interpreter and allow him a reasonable compensation, which forms part of the costs of the suit.—C. C. P., 10.

22. The judge may require an oath when it is deemed necessary.—C. C. P., 11, *in part*.

23. The judge, the prothonotary, or a commissioner authorized for that purpose, has a right to administer and receive the oath whenever it is required by law, by rules of practice, or by order of a court or judge, unless such right be restricted by some provision of law.—C. C. P., 30, *in part, amended*.

24. The court has the same powers as a judge upon matters assigned to

Juge, les mêmes pouvoirs que ce juge.
—*Nouveau*.

the latter.—*New*.

95. Le juge de la cour supérieure, dans le district où il remplit ses fonctions, peut, au moyen d'une ou plusieurs commissions sous le sceau de la cour, nommer autant de personnes qu'il le trouve nécessaire, commissaires pour recevoir les affidavits qui doivent servir dans une cour, dans un district quelconque de la province.—C. P. C., 30, *partie*.

95. The judge of the Superior Court may, in the district in which he discharges his functions, appoint, by one or more commissions under the seal of the court, as many persons as he finds necessary, as commissioners to receive affidavits therein, to be used in any court in any district of the Province.—C. C. P., 30, *in part*.

96. Le juge en chef et un autre juge de la cour supérieure et, dans le cas de décès du juge en chef ou de son absence de la province, deux juges de la cour supérieure peuvent nommer, par une ou plusieurs commissions sous le sceau du tribunal, autant de personnes qu'il le jugent convenable, résidant dans une autre province du Canada, commissaires pour y recevoir les affidavits qui doivent servir dans les cours de la province.—C. P. C., 30, *partie*.

96. The chief justice and any other judge of the Superior Court, and, in the case of the death of the chief justice or of his absence from the Province, any two judges of the said Court, may, by one or more commissions under the seal of the Court, appoint as many persons as they think necessary, within the limits of any of the other provinces of Canada, as commissioners to receive affidavits therein to be used in any court in the Province.—C. C. P., 30, *in part*.

97. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes compétentes résidant dans tout pays situé hors des limites du Canada, commissaires pour y recevoir les affidavits qui peuvent servir dans une des cours de la province ou qui sont nécessaires à un acte ou document qui doit être mis à exécution ou avoir des effets civils dans la province.—C. P. C., 30, *partie*, 30a, *partie*, amendé; S. R., 5859.

97. The Lieutenant-Governor in Council may appoint competent persons residing in any country outside the limits of Canada, as commissioners to receive affidavits for use in any court of the Province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the Province.—C. C. P., 30, *in part*, 30a, *in part*, amended; S. R. 5859.

98. Tout commissaire nommé en vertu des trois articles précédents porte le nom de "Commissaire de la cour supérieure pour le district de... (ou la province de Québec, suivant le cas)."
—*Nouveau*; C. P. C., 30a, *partie*.

98. Any commissioner named under the three preceding Articles is designated as "Commissioner of the Superior Court for the district of... (or the Province of Quebec, as the case may be)."
—*New*; C. C. P., 30a, *in part*.

99. Les affidavits reçus par ces commissaires ont la même validité que s'ils avaient été reçus cour tenante.—C. P. C., 30, *partie*, 30a, *partie*, amen-

99. Affidavits received by such commissioners have the same force as if they had been received in open court.—C. C. P., 30, *in part*, 30a, *in*

dés.

30. La même validité et les mêmes effets sont attachés aux affidavits reçus devant un commissaire autorisé par le lord chancelier à administrer les serments en Angleterre ; ou un notaire public, sous son seing et sceau d'office ; ou le maire ou magistrat en chef d'une cité, bourg ou ville constituée en corporation dans la Grande-Bretagne ou l'Irlande, ou dans une colonie de Sa Majesté, ou dans un pays étranger, sous le sceau commun de cette cité, bourg ou ville ; ou un juge d'une cour supérieure d'une colonie de Sa Majesté ou d'une de ses dépendances ; ou un consul, vice-consul, consul temporaire, proconsul ou agent consulaire de Sa Majesté exerçant ses fonctions en pays étranger.—C.P.C., 30, *partie* ; 26 V., c. 41.

31. Chaque fois qu'un dossier ou document doit être, en vertu de la loi, transmis d'un tribunal à un autre, ou dans un endroit différent, cette transmission doit se faire par la poste ou par express, par le protonotaire ; et la partie qui requiert la transmission est tenue d'avancer les frais de port.

Le retard causé par la partie qui néglige de payer ces frais lui est imputé comme une faute.

Du consentement de toutes les parties, le dossier peut être transmis par toute autre voie, mais par le même officier.—C.P.C., 25, *amendé*.

32. Deux juges ou plus de la cour supérieure ou de la cour de circuit exerçant leurs fonctions dans le même circuit ou district, peuvent et doivent, chaque fois que la dépêche des affaires l'exige, siéger en même temps et au même endroit dans des salles séparées, pendant ou hors des termes ; et chacun d'eux a juridiction pour entendre et

part, amended.

30. Like force and effect are given to all affidavits received before a commissioner authorized by the Lord Chancellor to administer affidavits in England ; or before a notary public, under his hand and official seal ; or before the mayor or chief magistrate of any city, borough or incorporated town in Great Britain or Ireland, in any of Her Majesty's colonies, or in any foreign country, under the common seal of such city, borough or town ; or before any judge of a superior court, in any of Her Majesty's colonies or dependencies ; or before any consul, vice-consul, temporary consul, proconsul or consular agent of Her Majesty, exercising his functions in a foreign country.—C.C.P., 30, *in part* ; 26 Vic., c. 41.

31. Whenever a record or document is required by law to be transmitted from one court to another, or to a different place, the transmission must be effected through the post-office or by express by the prothonotary, and the party requiring it is bound to advance the charges.

For any delay caused by the neglect of such party to pay such charges, he is deemed to be in fault.

With the consent of all the parties the record may be transmitted by any other means, but by the same officer.—C.C.P., 25, *amended*.

32. Two or more judges of the Superior Court, or of the Circuit Court, discharging their duties in the same circuit or district, may, and must, whenever the despatch of business requires it, sit at the same time and at the same place in separate apartments in or out of term ; and each of such judges has jurisdiction for hearing and

décider les causes et matières qui lui sont soumises, et exerce les mêmes pouvoirs que s'il siégeait seul en cet endroit.—C.P.C., 464, *amendé* ; S.R., 5899.

33. Lorsqu'il n'y a pas de juge compétent à connaître d'une matière au chef-lieu d'un district, ou lorsque le juge est incapable pour une raison quelconque d'y remplir ses devoirs, le protonotaire en remplit les fonctions, dans les cas de nécessité évidente, ou lorsque, à raison du délai, un droit pourrait autrement se perdre ou être en danger.

L'ordonnance ou le jugement rendu par le protonotaire peut être révisé par le tribunal, à la séance suivante, ou par un juge de la cour supérieure présent ensuite dans le district, pourvu que la partie qui se prétend lésée produise, sous trois jours, au greffe, une exception énonçant les motifs pour lesquels la révision est demandée, accompagnée du dépôt fixé par les règles de pratique.

La décision du tribunal ou du juge annulant l'ordonnance ou le jugement du protonotaire, remet les choses dans le même état qu'elles auraient été si l'ordonnance ou jugement n'avait pas été rendu.—*Nouveau, partie* ; C.P.C., 465 ; S.R., 5900 (62 Vic., c. 52, s. 2)

34. En l'absence de règles spéciales, le délai de signification de toute pièce de procédure est d'au moins un jour franc.—*Nouveau*.

35. Dans tous les cas où le shérif est intéressé ou concerné personnellement dans une demande ou action, la procédure ou le bref qu'il devrait signifier ou exécuter doit être adressé au coroner du district et être par lui signifié ou mis à exécution.—C. P. C., 466, *amendé*.

determining all causes and matters submitted to him, and has the same powers as if he were the only judge sitting in such place.—C.C.P., 464, *amended* ; R.S., 5899.

33. Whenever there is not at the chief place of a district any judge who has jurisdiction in a matter, or whenever the judge is unable to discharge his duties for any reason whatsoever, the prothonotary may perform his duties in cases of evident necessity on a by delay a right might otherwise be lost or a wrong sustained.

Any order or judgment rendered by the prothonotary may be revised by the court at its next sitting, or by any judge subsequently present in the district, provided that the party complaining files within three days at the office of the court an exception stating the grounds upon which the revision is demanded, accompanied with a deposit fixed by the rules of practice.

The decision of the court or judge, setting aside the order or judgment of the prothonotary, causes things to be placed in the same state in which they would have been if the order or judgment had not been rendered.—*New, in part* ; C.C.P., 465 ; R.S., 5900. (62 Vic., c. 52, s. 2).

34. In the absence of special provisions, the delay of service of any written proceeding is at least one clear day.—*New*.

35. Whenever the sheriff is interested or personally concerned in any suit or action, any writ or other proceeding which ought to be executed or served by him must be addressed to and served or executed by the coroner of the district.—C.C.P., 466, *amended*.

36. Si le shérif est en même temps coroner, le protonotaire ou son député agit au lieu et place du shérif, de même que si la procédure ou le bref lui était personnellement adressé.—C. P. C., 467, *amendé*.

37. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier, révoquer ou amender les tarifs d'honoraires payables aux protonotaires, greffiers, shérifs, coroners et huissiers-audenciers, conformément aux dispositions des articles 2710, 2711, et 2712 des Statuts refondus.

L'officier ou autre personne qui perçoit des honoraires ou émoluments autres ou plus élevés que ceux portés dans les tarifs ci-dessus pour l'accomplissement des devoirs et services y mentionnés, est passible, à moins de dispositions particulières, d'une amende de quatre-vingt piastres pour chaque contravention, recouvrable par action civile devant la cour de circuit et payable moitié à la couronne et moitié au poursuivant.—C. P. C., 29, *partie*, *amendé*; S. R., 5858.

38. Les juges de la cour supérieure, ou dix au moins d'entre eux, peuvent faire des tarifs d'honoraires pour les commissaires enquêteurs et autres officiers nommés par la cour supérieure, dont le salaire n'est pas, en vertu de la loi, fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil; ces tarifs doivent être promulgués de la manière prescrite pour les règles de pratique.—C. P. C., 29, *partie*.

39. Des dispositions exceptionnelles relatives à certaines matières de procédure dans les districts de Saguenay, Chicoutimi, Gaspé et les îles de la Madeleine, se trouvent dans les Statuts refondus.—C. P. C., 27; S. R., 2333, 2342, 2368-2405, 5714, 5715.

36. If the sheriff is also coroner, the prothonotary, or his deputy, acts in the place and stead of the sheriff, as though the writ or proceeding had been addressed to him personally.—C. C. P., 467, *amended*.

37. The Lieutenant-Governor in Council may make, modify, revoke or amend the tariffs of fees payable to prothonotaries, clerks, sheriffs, coroners and criers, in accordance with the provisions of Articles 2710, 2711 and 2712 of the Revised Statutes.

Any officer or other person receiving any other or greater fees or emoluments than are specified in such tariffs for the discharge of the duties and services therein mentioned, is liable, except where it is otherwise provided, to a penalty of eighty dollars for each offence, recoverable by civil action before the Circuit Court, and payable one half to the Crown, and the other half to the party prosecuting.—C. C. P., 29, *in part*, *amended*; R. S., 5858.

38. The judges of the Superior Court, or any ten or more of them, may make any tariffs of fees for examiners and other officers appointed by the Superior Court, whose salaries are not by law fixed by the Lieutenant-Governor in Council; and all such tariffs must be promulgated in the manner prescribed for rules of practice.—C. C. P., 29, *in part*.

39. Exceptional provisions concerning certain matters and proceedings in the districts of Saguenay, Chicoutimi, Gaspé and the Magdalen Islands are contained in the Revised Statutes.—C. C. P., 27; R. S., 2333, 2342, 2368 to 2405, 5714, 5715.

CHAPITRE II.

Pouvoir et Jurisdiction des Cours.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

40. Les tribunaux qui ont, dans la province, juridiction en matière civile, sont :

1. La cour du banc de la reine, siégeant en appel ;
2. La cour supérieure ;
3. La cour de circuit ;
4. La cour des commissaires ;
5. La cour de magistrat de district ;
6. Le tribunal des juges de paix ;
7. La cour du recorder ;
8. La cour d'échiquier du Canada,

qui est une cour d'institution fédérale.

La juridiction de la cour du banc de la reine, de la cour supérieure, de la cour de circuit et du tribunal des juges de paix, est générale et embrasse toute la province ; la juridiction de la cour des commissaires et de la cour du recorder est limitée à des droits particuliers. — *Nouveau* ; S. R., 2289.

41. Les tribunaux suivants ont aussi une juridiction, par voie d'appel des tribunaux civils de la province :

1. La cour suprême du Canada ;
2. Sa Majesté en son conseil privé.

— *Nouveau*.

SECTION II.

COUR DU BANC DE LA REINE SIÉGEANT EN APPEL.

42. La cour du banc de la reine siégeant en appel et les juges qui la composent ont une juridiction civile d'appel dans toute l'étendue de la province, avec compétence sur toutes

CHAPTER II.

Powers and Jurisdiction of the Courts.

SECTION I

GENERAL PROVISIONS.

40. The courts which have jurisdiction in civil matters in the Province are :

1. The Court of Queen's Bench, sitting in appeal ;
2. The Superior Court ;
3. The Circuit Court ;
4. The Commissioners' Court ;
5. The District Magistrate's Court ;
6. The Court of Justices of the Peace ;
7. The Recorder's Court ;
8. The Exchequer Court of Canada,

which is a court of federal constitution.

The jurisdiction of the Court of Queen's Bench, of the Superior Court, of the Circuit Court, and of the Court of Justices of the Peace is general and covers the whole Province ; the jurisdiction of the Commissioners' Court, and of the Recorder's Court is limited to certain localities. — *New* ; R.S., 2289.

41. The following tribunals also exercise jurisdiction by way of appeal from the civil courts of the Province :

1. The Supreme Court of Canada ;
2. Her Majesty in Her Privy Council. — *New*.

SECTION II.

COURT OF QUEEN'S BENCH, SITTING IN APPEAL.

42. The Court of Queen's Bench, sitting in Appeal, and the judges thereof have an appellate civil jurisdiction throughout the Province over all causes, matters or things appealed from

les causes, matières ou choses susceptibles d'appel, venant de tous les tribunaux dont, suivant la loi, il y a appel, à moins que cet appel ne soit expressément affecté à la compétence d'un autre tribunal.—*Nouveau*; S.R., 2295.

43. A moins qu'il ne soit autrement édicté par statut, il y a appel à la cour du banc de la reine, siégeant en appel, de tout jugement final rendu par la cour supérieure, excepté :

1. Dans les cas de *certiorari* ;
2. Dans les matières concernant les corporations municipales ou offices municipaux, tel que porté en l'article 1006 ;
3. Dans les causes où la somme demandée ou la valeur de la chose réclamée est de moins de deux cents piastres, et dans lesquelles jugement a été rendu par la cour de revision ;

4. A la poursuite de la partie qui a inscrit en revision une cause autre que celle mentionnée dans le paragraphe précédent, et qui a procédé à jugement sur cette inscription, lorsque ce jugement confirme celui rendu en première instance. — C. P. C., 1115, *amendé* ; S. R., 2313, 6005 ; 54 V., c. 48, s. 2.

44. Il y a également appel à la cour du banc de la reine siégeant en appel des jugements suivants de la cour de circuit :

1. Lorsque la somme demandée ou la valeur de la chose réclamée est de cent piastres ou plus, sauf dans les poursuites pour le recouvrement des cotisations d'écoles ou maisons d'écoles, ou pour rétribution mensuelle d'écoles, et dans celles pour le recouvrement des cotisations imposées pour la construction ou réparation des églises, presbytères ou cimetières ;

2. Lorsque la demande, au-dessous de cent piastres, se rapporte à des honoraires d'office, droits, rentes, revenus ou sommes d'argent payables à Sa Majesté ;

all courts and jurisdictions wherefrom an appeal by law lies, unless such appeal is expressly directed to be to some other court.—*New* ; R.S., 2295.

43. Unless where otherwise provided by statute, an appeal lies to the Court of Queen's Bench, sitting in appeal, from any final judgment rendered by the Superior Court, except :

1. In matters of *certiorari* ;
2. In matters concerning municipal corporations or offices, as provided in Article 1006 ;
3. In matters in which the sum claimed or value of the thing demanded is less than two hundred dollars, and in which judgment has been rendered by the Court of Review ;

4. At the instance of any party who has inscribed in review any cause other than those mentioned in the preceding paragraph, and has proceeded to judgment on such inscription, when such judgment confirms that rendered in first instance.—C.C.P., 1115, *amended* ; R.S., 2313, 6005 ; 54 Vic., c. 48, s. 2.

44. An appeal also lies to the Court of Queen's Bench, sitting in appeal, from judgments of the Circuit Court in the following cases :

1. When the sum claimed or the value of the thing demanded amounts to or exceeds one hundred dollars ; except in suits for the recovery of assessments for schools or school-houses, or for monthly contributions for schools, and in suits for the building or repairing of churches, parsonages and churchyards ;

2. When the demand is less than one hundred dollars, but relates to fees of office, duties, rents, revenues, or sums of money payable to Her Majesty ;

3. Lorsque la demande, au-dessous de cent piastres, a rapport à des droits immobiliers, rentes annuelles ou autres matières dans lesquelles les droits futurs des parties peuvent être affectés ;

4. Dans toutes les actions en déclaration d'hypothèque.

Néanmoins, il n'y a pas d'appel à la cour du banc de la reine, dans les causes de la cour de circuit susceptibles d'appel, dans lesquels jugement a été rendu par la cour de révision.—C.P.C., 1142, *partie* ; 1142a, *amendé* ; S.R., 6008 ; 54 V., c. 48, s. 3.

45. Des dispositions particulières régissent l'appel des jugements rendus dans les îles de la Madeleine.—C.P.C., 1142, *partie* ; 58 Vic., c. 48, s. 3.

46. Il y a également appel de tout jugement interlocutoire dans les matières susceptibles d'appel, dans les cas suivants :

1. Lorsqu'il décide en partie le litige.

2. Lorsqu'il ordonne qu'il soit fait une chose à laquelle il ne peut être remédié par le jugement final ;

3. Lorsqu'il a l'effet de retarder inutilement l'instruction du procès.—C.P.C., 1116 ; 54 Vic., c. 48, ss. 2, 4.

47. L'appel des jugements rendus dans les districts de Montréal, Ottawa, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Richelieu, Saint-François, Bedford, Saint-Hyacinthe, Iberville et Beauharnois est porté, plaidé et jugé dans la cité de Montréal ; et celui des jugements rendus dans les districts de Québec, Trois-Rivières, Saguenay, Chicoutimi, Gaspé, Rimouski, Kamouraska, Montmagny, Beauce et Arthabaska est porté, plaidé et jugé dans la cité de Québec.—C.P.C., 1117, *amendé* ; 54 V., c. 48, s. 2.

Néanmoins, l'appel des jugements rendus par la Cour de Circuit dans et pour le comté du Lac Mégantic, est porté, plaidé et jugé dans la cité de Québec.—(3. Ed. VII., c. 50.)

3. When the demand, although less than one hundred dollars, relates to titles to lands or tenements, annual rents, or other matters in which the rights in future of the parties may be affected ;

4. In all actions in recognition of hypothecs.

Nevertheless, no appeal lies to the Court of Queen's Bench in causes of the Circuit Court susceptible of appeal in which judgment has been rendered by the Court of Review.—C.C.P., 1142, *in part* ; 1142a, *amended* ; R.S., 6008 ; 54 Vic., c. 48, s. 3.

45. Special provisions regulate appeals from judgments rendered in the Magdalen Islands.—C.C.P., 1142, *in part* ; 58 Vic., c. 48, s. 3.

46. An appeal also lies from interlocutory judgments in matters susceptible of appeal in the following cases :

1. When they in part decide the issues :

2. When they order the doing of anything which cannot be remedied by the final judgment.

3. When they unnecessarily delay the trial of the suit.—C.C.P., 1116 ; 54 Vic., c. 48, ss. 2, 4.

47. Appeals from judgments rendered in the districts of Montreal, Ottawa, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Richelieu, St. Francis, Bedford, St. Hyacinthe, Iberville and Beauharnois are brought, heard and determined in the City of Montreal ; and appeals from judgments rendered in the districts of Quebec, Three Rivers, Saguenay, Chicoutimi, Gaspé, Rimouski, Kamouraska, Montmagny, Beauce and Arthabaska are brought, heard and determined in the City of Quebec.—C.C.P., 1117, *amended* ; 54 Vic., c. 48, s. 2.

Nevertheless, appeals from judgments rendered by the Circuit Court in and for the County of Lake Mégantic are brought, heard and determined in the City of Quebec.—(3. Ed. VII., c. 50.)

SECTION III.

COUR SUPÉRIEURE ET COUR DE REVISION.

48. La cour supérieure connaît en première instance de toute demande ou action qui n'est pas exclusivement de la juridiction de la cour de circuit ou de la cour d'échiquier du Canada ; et, dans le district de Québec, elle exerce une juridiction exclusive en première instance dans les matières de pétition de droit.—C.P.C., 28, *amendé*; S.R., 5858 ; 54-55 V., (C.) ; c. 29.

49. La cour supérieure connaît en première instance, par voie d'évocation, de toute action ou poursuite portée devant la cour de circuit, et se rapportant à :

1. Un honoraire d'office ;
2. Un droit, rente, revenu ou somme d'argent payable à Sa Majesté ;
3. Un titre à des terres ou héritages ;
4. Des rentes annuelles ou autres matières qui peuvent affecter des droits futurs.—C.P.C., 1058, *partie*.

50. A l'exception de la cour du banc de la reine, tous les tribunaux, juges de circuit, magistrats et autres personnes, corps politiques et corporations dans la province, sont soumis au droit de surveillance et de réforme, aux ordres et au contrôle de la cour supérieure et de ses juges, en la manière et forme que prescrit la loi.—S.R., 2329, *partie, amendé*.

51. La cour de revision exerce une juridiction exclusive en première instance pour décider toute cause réservée pour sa considération par le juge présidant un procès par jury.—*Nouveau*.

52. Il y a lieu à appel à la cour de revision :

1. De tout jugement final de la cour supérieure et de la cour de circuit susceptible d'appel à la cour du banc de la reine :

SECTION III.

SUPERIOR COURT AND COURT OF REVIEW.

48. The Superior Court has original jurisdiction in all suits or actions which are not exclusively within the jurisdiction of the Circuit Court or of the Exchequer Court of Canada ; and in the district of Quebec it has exclusive original jurisdiction in cases of petition of right —C.C.P., 28, *amended* ; R.S., 5858 ; 54-55 Vic., (C.), c. 29.

49. The Superior Court has original jurisdiction by means of evocation in all suits and actions instituted in the Circuit Court, relating to :

1. Fees of office ;
2. Duties, rents, revenues or sums of money payable to the Crown ;
3. Titles to lands or tenements ;
4. Annual rents or other matters by which rights in future may be affected.—C.C.P., 1058, *in part*.

50. Excepting the Court of Queen's Bench, all courts, circuit judges and magistrates, and all other persons and bodies politic and corporate, within the Province, are subject to the superintending and reforming power, order and control of the Superior Court and of the judges thereof in such manner and form as by law provided.—R.S., 2329, *in part, amended*.

51. The Court of Review has exclusive original jurisdiction to determine cases reserved for its consideration by the presiding judge at a jury trial.—*New*.

52. An appeal lies to the Court of Review :

1. From any final judgment of the Superior Court or of the Circuit Court, susceptible of appeal to the Court of Queen's Bench :

2. De tout jugement rendu en ordre donné par un juge dans les matières non contentieuses en vertu des dispositions contenues dans la dixième partie de ce code;

3. De tout jugement rendu sur motion ou requête pour mettre de côté ou annuler une saisie avant jugement ou un *capias ad respondendum*;

4. De tout jugement dans les matières concernant les corporations municipales et les offices municipaux, sur les procédures prises en vertu du chapitre quarante de ce code. — C.P.C., 494, amendé; S.R., 5906; 54 V., c. 48, s. 1.

53. La révision des jugements rendus dans les districts de Montréal, Ottawa, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Richelieu, St. François, Bedford, St. Hyacinthe, Iberville et Beauharnois a lieu dans la cité de Montréal; et celle des jugements rendus dans les districts de Québec, Trois-Rivières, Saguenay, Chicoutimi, Gaspé, Rimouski, Kamouraska, Montmagny, Beauce et Arthabaska a lieu dans la cité de Québec.

Néanmoins, la révision des jugements rendus par la Cour de circuit dans et pour le Comté du Lac Mégantic, a lieu dans la cité de Québec (3. Ed. VII., c. 50).

Cet article s'applique également aux causes réservées pour la considération de la cour de révision par le juge président un procès par jury. — *Nouveau, partie*; C.P.C., 496, amendé.

SECTION IV. COUR DE CIRCUIT.

54. La cour de circuit connaît en dernier ressort et privativement à la cour supérieure :

1. De toute demande dans laquelle la somme demandée ou la valeur de la chose réclamée est moindre que cent piastres, sauf les exceptions portées dans l'article qui suit, les causes qui tombent exclusivement sous la juridiction de la cour d'échiquier du Canada et les matières de pétition de droit;

2. De toute demande pour taxes ou

2. From any judgment or order rendered by a judge in non-contentious matters under the provisions contained in the Tenth Part of the Code;

3. From any judgment rendered on any motion or petition to set aside or quash an attachment before judgment or a *capias ad respondendum*;

4. From any judgment in matters concerning municipal corporations and municipal officers, on proceedings taken in virtue of Chapter Fortieth of this Code. — C. C. P., 494, amended, R.S., 3906; 54 Vic, 48, s. 1

53. The review of judgment rendered in the districts of Montreal, Ottawa, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Richelieu, St. Francis, Bedford, St. Hyacinthe, Iberville and Beauharnois takes place at the City of Montreal; that of judgments rendered in the districts of Quebec, Three Rivers, Saguenay, Chicoutimi, Gaspé, Rimouski, Kamouraska, Montmagny, Beauce and Arthabaska at the City of Quebec.

Nevertheless, the review of judgments rendered by the circuit Court in and for the County of Lake Magentic, takes place in the City of Quebec. (3. Ed. VII. 50).

This article applies also to cases reserved for the consideration of the Court of Review by the judge presiding at a trial by jury. — *New, in part*; C.C.P., 496, amended.

SECTION IV. CIRCUIT COURT.

54. The Circuit Court has ultimate jurisdiction to the exclusion of the Superior Court :

1. In all suits wherein the sum claimed or the value of the thing demanded is less than one hundred dollars, saving the exceptions contained in the following Article, such cases as fall exclusively within the jurisdiction of the Exchequer Court of Canada, and matters of petition of right;

2. In all suits for school-taxes or

rétributions d'écoles et pour cotisations pour la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières, quel qu'en soit le montant.—C.P.C., 886a, 1053; S.R., 5976, 5993; 54-55 V., (C) c. 26.

55. Excepté au chef-lieu de chaque district, la cour de circuit connaît en première instance et privativement à la cour supérieure, mais sujet à appel :

1. De toute demande dans laquelle la somme demandée ou la valeur de la chose réclamée est de cent piastres ou plus, mais ne dépasse pas deux cents piastres, sauf l'exception contenue dans le deuxième paragraphe de l'article qui précède ;

2. De toute demande pour honoraires d'office, droits, rentes, revenus ou sommes de deniers payables à la couronne, ou relatives à des droits immobiliers, rentes annuelles ou autres matières qui peuvent affecter des droits pour l'avenir, lors même que cette demande est pour moins de cent piastres.—C.P.C., 1054; S.R., 5994.

56. La cour de circuit connaît, par voie d'évocation, de toute demande portée devant la cour des commissaires pour la décision sommaire des petites causes, dans les cas spécifiés en second lieu dans l'article qui précède.—C.P.C., 1055.

57. La cour de circuit a, de la même manière que la cour supérieure, juridiction sur les jugements rendus dans les limites de son arrondissement par la cour des commissaires mentionnée en l'article 56, et par les juges de paix, par voie de *certiorari*, dans les cas qui en sont susceptibles.

C.P.C., 1056, *Amendé*.

58. La cour de circuit connaît encore, par voie d'appel, des jugements

school-fees, and all suits concerning assessments for the building and repairing of churches, parsonages, and churchyards, whatever may be the amount of such suits.—C.C.P., 1053, 886a; R.S., 5976, 5993; 54-55 Vic., (C.) c. 26.

55. Except at the chief place of each district, the Circuit Court has original jurisdiction, to the exclusion of the Superior Court, but subject to appeal :

1. In all suits wherein the sum claimed or value of the thing demanded amounts to or exceeds one hundred dollars, but does not exceed two hundred dollars, saving the exception contained in the second paragraph of the preceding article ;

2. In all suits for fees of office, duties, rents, revenues or sums of money payable to the Crown, or which relate to any immoveable rights, to annual rents or such like matters whereby rights in future may be bound; even though the amount claimed be under one hundred dollars.—C.C.P., 1054; R.S., 5994.

56. The Circuit Court may take cognizance, upon evocation, of any suits brought before the Commissioners' Court for the summary trial of small causes, in the cases secondly enumerated in the preceding Article.—C.C.P., 1055.

57. The Circuit Court has jurisdiction in the same manner as the Superior Court, over judgments rendered within the limits of the district or circuit for which it is held, by the Commissioners' Court mentioned in Article 56, or by Justices of the Peace, by means of *certiorari* wherever it lies.—C.C.P., 1056, *amended*.

58. The Circuit Court has also an appellate jurisdiction over judgments

rendus par la cour des commissaires ou par les juges de paix, pour taxes, cotisations ou amendes imposées suivant les dispositions du Code municipal.—C.P.C., 1057; S.R., 5995.

SECTION V.

COUR DES COMMISSAIRES.

59. La cour des commissaires prend connaissance et juge en dernier ressort :

1. Des demandes en recouvrement de répartitions pour la construction ou réparation d'églises, presbytères et cimetières, n'excédant pas la somme de vingt-cinq piastres ;

2. De toute demande d'une nature purement personnel ou mobilière, résultant d'un contrat ou quasi-contrat et n'excédant pas la somme ou la valeur de vingt-cinq piastres, contre un défendeur résidant :

(a) Dans la localité même ;

(b) Dans une autre localité, mais dans un rayon de quinze milles, si la dette a été contractée dans la localité pour laquelle la cour est établie ; ou

(c) Dans une localité voisine où il n'y a pas de commissaires, ou dont les commissaires ne peuvent siéger à raison de maladie, absence ou autre cause d'incompétence, pourvu que cette localité soit dans le district et dans un rayon n'excédant pas trente milles.

Elle n'exerce pas de juridiction dans les cités de Québec, Montréal, Trois-Rivières et St-Hyacinthe, s'il s'y trouve d'autres tribunaux pour prendre connaissance de la question en litige.—C.P.C., 1188, 1190; S.R., 6011; 53 V., c. 62, s. 1.

60. Elle ne peut connaître des actions pour injures verbales, ni pour assaut ou batterie, ni des demandes relatives à l'état civil des personnes, à la paternité, à la séduction ou aux frais

rendered by the Commissioners' Court or by Justices of the Peace for taxes, assessments or penalties, imposed under the Municipal Code.—C.C.P., 1057; R.S., 5995.

SECTION V.

COMMISSIONERS' COURT.

59. The Commissioners' Court exercises an ultimate jurisdiction :

1. In suits for the recovery of assessments, not exceeding twenty-five dollars, imposed for the building and repairing of churches, parsonages and churchyards ;

2. In all suits purely personal or relating to moveable property, which arise from contracts or quasi-contracts, wherein the sum or value demanded does not exceed twenty-five dollars, and the defendant resides :

(a) In the locality of the court ;

(b) In another locality, but within a distance of fifteen miles, if the debt has been contracted in the locality for which the court is established ; or

(c) In a neighbouring locality in which there are no commissioners, or in which the commissioners cannot sit by reason of illness, absence, or other inability to act, provided such locality is in the same district within a distance of thirty miles. It has no jurisdiction in the cities of Quebec, Montreal, Three Rivers and St. Hyacinthe, if there are other courts having jurisdiction to take cognizance of the matter in issue.—C.C.P., 1188, 1190; R.S., 6011; 53 Vic., c. 62, s. 1.

60. It has no jurisdiction in suits for slander, or for assault or battery, or relating to civil statutes, paternity, or seduction, or lying-in expenses ; or in suits for the recov-

de gâine, non plus que pour le recouvrement d'amendes ou pénalités quelconques. —C.P.C., 1189.

SECTION VI.

COUR DE MAGISTRAT DE DISTRICT.

61. La cour de magistrat de district a une juridiction civile pour entendre et juger en dernier ressort :

1. Les actions personnelles ou réelles dans lesquelles la somme réclamée ou la valeur de la chose demandée n'excède pas quatre-vingt-dix-neuf piastres dans le comté de Pontiac, dans le comté d'Ottawa, dans le comté du Lac St. Jean, dans le comté de Gaspé y compris les îles de la Madeleine, dans le comté de Bonaventure, et dans le comté de Saguenay pour la partie d'icelui s'étendant à l'est jusqu'aux îles Jérémie, et cinquante piastres dans les autres parties de la province; (3. Ed. VII., c. 51.)

2. Les actions en recouvrement de taxes, cotisations et contributions scolaires, ou de contributions, taxes, cotisations, pénalités, dommages ou sommes de deniers dus et exigibles en vertu du code municipal, de tout statut spécial d'organisation municipale, des règlements faits en vertu de ces mêmes lois, ou des lois qui ont rapport aux abus préjudiciables à l'agriculture;

3. Les actions en recouvrement de pénalités encourues ou de deniers dus au trésor de la province en vertu de la loi des licences.

Toutefois, dans ces actions, la résidence du défendeur doit être dans le comté, la cité ou la ville pour laquelle la cour est tenue, ou la dette doit y avoir été contractée et le défendeur doit résider dans la province. —C.P.C., 1215a, S.R., 6013; 59 V., c. 45, a. 1.

62. Ce tribunal a, quand le montant du loyer ou des dommages réclamés n'excède pas cinquante piastres,

ery of any fine or penalty whatever. —C.C.P., 1189, English version, amended.

SECTION VI.

DISTRICT MAGISTRATE'S COURT.

61. The Magistrate's Court has ultimate civil jurisdiction to hear and determine :

1. All suits, whether personal or real, wherein the sum claimed or value of the thing demanded does not exceed ninety-nine dollars in the County of Pontiac, in the County of Ottawa, in the County of Lake St. John, in the County of Gaspé including the Magdalen Islands, in the County of Bonaventure, and also in the County of Saguenay for that part of it extending to the East as far as the Jeremy Islands, and fifty dollars in the rest of the Province; (3. Ed. VII., c. 51.)

2. All suits for the recovery of school-rates, taxes, assessments or contributions, or of rates, taxes, assessments, penalties, damages or sums of money whatever, due or payable in virtue of the Municipal Code, or in virtue of any special municipal act of incorporation, or in virtue of any by-laws or regulations made under the authority of such acts, or under the laws respecting abuses prejudicial to agriculture;

3. All suits for the recovery of penalties incurred, and of sums due to the treasury of the Province under the licence law.

In all such suits, however, the defendant must reside within the county, city or town for which the court is held, or the debt must have been contracted therein and the defendant be resident in the Province. —C.C.P., 1215a, R.S., 6013; 59 Vic., c. 45, a. 1.

62. When the amount of rent claimed or the amount of damages alleged does not exceed fifty dollars,

jurisdiction pour entendre et juger les actions en résiliation ou rescision de bail, et en recouvrement des dommages résultant des infractions à quelques-unes des conventions du bail ou du défaut d'accomplissement des obligations que la loi y attache ou qui résultent des rapports entre locateur et locataire.—C.P.C., 1215*b*, *partie*; S. R., 6013.

SECTION VII.

JUGES DE PAIX, COUR DU RECORDER ET AUTRES JURIDICTIONS INFÉRIEURES.

62. Les juges de paix ont juridiction en certaines matières civiles, telles que le recouvrement des taxes d'écoles, des cotisations pour la construction ou réparation des églises, presbytères et cimetières, dommages causés par les animaux et autres matières concernant l'agriculture, différends entre maîtres et serviteurs dans certaines localités, salaire des matelots, réclamations des emprunteurs contre les prêteurs sur gages, et autres matières.—C.P.C., 1216.

64. Dans certaines localités, la cour du recorder connaît aussi des actions en recouvrement de certaines créances municipales, ainsi que des demandes relatives aux différends entre locateurs et locataires, et entre maîtres et serviteurs.—C.P., 1217, *amendé*.

65. Les commissaires du havre exercent de même une juridiction civile relativement aux rives du fleuve St-Laurent et des rivières qui s'y déchargent, et aux salaires et indemnités des pilotes.—C. P., 1218, *amendé*.

66. L'étendue de la compétence de ces tribunaux spéciaux et la manière d'y procéder sont réglées par les statuts qui les constituent ou qui y

the Magistrate's Court has jurisdiction in actions to annul or to rescind a lease, or to recover damages resulting from the contravention of any of the stipulations of the lease, or the non-fulfillment of any of the obligations which the law attaches to it, or which result from the relation of lessor and lessee.—C.C.P., 1215*b*, *in part*; R.S. 6013.

SECTION VII.

JUSTICES OF THE PEACE, RECORDER'S COURT AND OTHER INFERIOR JURISDICTIONS.

63. Justices of the Peace have jurisdiction in certain civil matters, such as the recovery of school-taxes, of assessments for the building or repairing of churches, parsonages or churchyards, damages caused by animals, and other matters relating to agriculture, disputes between masters and servants in certain localities, seamen's wages, claims of pawners against pawnbrokers, and other matters.—C. C. P., 1216.

64. In certain localities the Recorder's Court has also jurisdiction for the recovery of certain municipal claims, and in matters of dispute between lessors and lessees, and masters and servants.—C. C. P., 1217, *amended*.

65. The Harbour Commissioners also exercise a civil jurisdiction in matters relating to the shores of the River St. Lawrence and of the rivers flowing into it, and also with regard to the wages and indemnities due to pilots.—C.C.P., 1218, *amended*.

66. The extent of the jurisdiction of these special courts and the manner of proceeding before them are regulated by the statutes creating or relating

ont rapport, et à certains égards par la pratique qui y est suivie.—C.P., 1219, *amendé*.

to them, and in certain respects by the practice therein followed. — C. C. P., 1219, *amended*.

SECTION VIII.

COUR SUPRÊME DU CANADA ET COUR D'ÉCHIQUEUR DU CANADA.

67. L'étendue de la juridiction de la cour suprême du Canada, ainsi que de la cour d'échiquier du Canada, et la manière d'y procéder sont réglées par des statuts particuliers.—S.R.C., c. 135, s. 2; 54-55 V., (C) c. 25, 26, 29.

SECTION VIII.

SUPREME COURT OF CANADA, AND EXCHEQUER COURT OF CANADA.

67. The extent of the jurisdiction of the Supreme Court of Canada, and of the Exchequer Court of Canada, and the procedure therein are regulated by special statutes.—R.S.C., c. 135, s. 2; 54-55 V., (C), cc. 25, 26, 29.

SECTION IX.

SA MAJESTÉ EN SON CONSEIL PRIVÉ.

68. Il y a appel à Sa Majesté en son conseil privé de tout jugement final rendu par la cour du banc de la reine en appel :

1. Dans tous les cas où la matière en litige se rapporte à quelque honoraire d'office, droit, rente, revenu ou somme d'argent payable à sa Majesté;

2. Lorsqu'il s'agit de droits immobiliers, rentes annuelles ou autres matières qui peuvent affecter les droits futurs des parties ;

3. Dans toute autre cause où la matière en litige excède la somme ou valeur de cinq cents louis sterling.—C.P.C., 1178; *amendé*; C.C., 17.

69. Les causes jugées en revision qui sont susceptibles d'appel à Sa Majesté en son conseil privé, mais dont l'appel à la cour du banc de la reine est prohibé par les articles 43 et 44, peuvent néanmoins être portées en appel à Sa Majesté.—C.P.C., 1178a, *partie*; S. R., 6009, *partie*.

HER MAJESTY IN HER PRIVY COUNCIL.

68. An appeal lies to Her Majesty in Her Privy Council from final judgments rendered in appeal by the Court of Queen's Bench

1. In all cases where the matter in dispute relates to any fee of office, duty, rent, revenue, or any sum of money payable to Her Majesty ;

2. In cases concerning titles to lands or tenements, annual rents or other matters in which the rights in future of the parties may be affected ;

3. In all other cases wherein the matter in dispute exceeds the sum or value of five hundred pounds sterling.—C.C.P., 1178, *amended*; C.C. 17.

69. Causes adjudicated upon in review, which are susceptible of appeal to Her Majesty in Her Privy Council, but the appeal whereof to the Court of Queen's Bench is taken away by Articles 43 and 44, may nevertheless be appealed to Her Majesty.—C. C. P., 1178a, *in part*; R.S., 6009, *in part*.

CHAPITRE III.

Jurisdiction du Juge en Chambre.

70. Sont de la compétence du

CHAPTER III.

Jurisdiction of Judges in Chambers.

70. The judge in chambers has

juge en chambre les matières qui sont déclarées l'être par la loi ou par les règles de pratique.—*Nouveau, partie.*

71. Le tribunal peut, de lui-même ou à la demande d'une des parties, et aux conditions qu'il juge à propos, renvoyer de l'audience à la chambre toute affaire qui peut y être plus commodément instruite et jugée; et, pour le même motif, le juge peut renvoyer toute affaire de la chambre à l'audience.—*Nouveau; R.P.O., 548.*

72. Les décisions rendues par le juge en chambre, dans des affaires dont la connaissance lui est attribuée, ont les mêmes valeur et effets que les jugements du tribunal et sont, de même que ces derniers, sujets à révision, à appel et aux autres recours contre les jugements.—*Nouveau; R.P.O., 549.*

CHAPITRE IV.

Règles de Pratique.

73. Des règles de pratique, applicables à un ou à plusieurs circuits ou districts et nécessaires à la mise à exécution des dispositions de ce code, peuvent être faites :

1. Pour la cour du banc de la reine, par la majorité des juges de cette cour à une assemblée convoquée pour cet objet par le juge en chef de la cour ;

2. Pour la cour supérieure et pour la cour de circuit, par au moins les deux tiers des juges de la cour supérieure, à une assemblée convoquée pour cet objet par le juge en chef de la cour supérieure.

Néanmoins, dans les districts où il y a des juges de circuit, ces derniers peuvent seuls faire des règles de pratique pour la cour de circuit du district pour lequel ils sont nommés.—*Nouveau, partie; C. P. C., 20, partie; 1177,*

jurisdiction over such matters as are assigned to him by law or by the rules of practice.—*New, in part.*

71. The court may, of its own motion or at the instance of one of the parties, and upon such conditions as it deems proper, adjourn to chambers any matter which can thus be more conveniently tried and determined; and the judge may, for the same reason, adjourn any matter in chambers to open court.—*New; R.P.O., 548.*

72. Decisions rendered by the judge in chambers upon matters within the jurisdiction assigned to him have the same force and effect as judgments of the court, and are in like manner subject to review, appeal, and other remedies against judgments.—*New; R.P.O., 549.*

CHAPTER IV.

Rules of Practice.

73. Rules of Practice applicable in one or more circuits or districts, and necessary for the effectual execution of the provisions of this Code, may be made :

1. For the Court of Queen's Bench, by the majority of the judges thereof present at any meeting convened for that purpose by the Chief Justice of the Court ;

2. For the Superior Court and the Circuit Court, by at least two thirds of the judges of the Superior Court, in meeting assembled for that purpose by the Chief Justice of the Superior Court.

Nevertheless, in districts in which there are circuit judges, they may make rules of practice only for the Circuit Court of the district for which they are appointed.—*New, in part; C. C. P., 20, in part; C. C. 1177, in*

partie; S. R., 5858, *partie*.

74. Ces règles de pratique ne doivent pas être incompatibles avec les dispositions du présent code.—C. P. C., 29, *partie*; 1177, *partie*; S. R., 5858, *partie*.

75. Elles viennent en vigueur dix jours après leur publication dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Elles doivent, immédiatement après cette publication, être transcrites par le greffier des appels, le protonotaire ou le greffier de la cour de circuit, suivant le cas, dans le registre de chaque tribunal respectivement, dans les circuits ou districts pour lesquels elles sont faites.

Le greffier des appels, le protonotaire ou le greffier de la cour de circuit doit en outre afficher au greffe un avis indiquant que de nouvelles règles de pratique ont été transcrites dans le registre du tribunal, et faisant connaître la date de leur entrée en vigueur.—C. P. C., 29, *partie*; S. R., 5858, *partie*.

part; R. S., 5858, *in part*.

74. The rules of Practice must not be incompatible with the provisions of this Code.—C. C. P., 29; 1177, *in part*; R. S., 5858, *in part*.

75. The Rules of Practice come into force ten days after their publication in the *Quebec Official Gazette*.

They must, immediately after publication, be copied by the clerk of appeals, the prothonotary or the clerk, as the case may be, into the register of each court respectively, in the circuits or districts for which they were made.

The clerk of appeals, the prothonotary, or the clerk, must, moreover, post in the office of the court a notice stating that new rules of practice have been copied into the registers, and mentioning when they will come into force.—C. C. P., 29, *in part*; R. S., 5858, *in part*.

DEUXIÈME PARTIE

RÈGLES APPLICABLES A TOUTES LES ACTIONS.

CHAPITRE V.

Actions et Personnes qui peuvent y être parties.

76. Celui qui prétend à une chose ou à un droit qu'on lui refuse, doit, pour l'obtenir, former sa demande devant le tribunal compétent.—C. P., 12.

77. Pour former une demande en justice, il faut y avoir intérêt.

Cet intérêt, excepté dans les cas de dispositions contraires, peut n'être qu'éventuel.—*Nouveau*, *partie*; C. P. C., 13; R. C. C. S., 265.

78. Il faut avoir le libre exercice

76. Whoever seeks to obtain a thing or a right which is denied him, must sue for it before the proper court.—C. C. P., 12.

77. No person can bring an action at law unless he has an interest therein.

Such interest, except where it is otherwise provided, may be merely eventual.—*New*, *in part*; C. C. P., 13, R. C. C. S., art. 265.

78. No person can be a party to an

de ses droits pour ester en justice, en demandant ou en défendant, sous quelque forme que ce soit, sauf le cas de dispositions spéciales.

Ceux qui n'ont pas le libre exercice de leurs droits doivent être représentés, assistés ou autorisés de la manière fixée par les lois qui règlent leur état ou leur capacité respective.—C.P.C., 14, § § 1, 2.

79. Une corporation ou personne, dûment autorisée à l'étranger à ester en justice, peut exercer cette faculté devant tout tribunal de la province.—C.P.C., 14, § 3.

80. Une personne qui, par les lois d'un pays étranger, a droit de représenter une personne qui y est décédée ou y a fait son testament, laissant des biens dans la province, peut également ester en justice devant les tribunaux de la province, en cette qualité.—C.P.C., 14, § 4.

81. Personne ne peut plaider avec le nom d'autrui, si ce n'est le souverain par ses officiers reconnus.

Les tuteurs, curateurs et autres, représentant ceux qui n'ont pas le libre exercice de leurs droits, plaident en leur propre nom en leur qualité respective.

Les corporations plaident en leur nom corporatif.—C.P.C., 19.

82. Il ne peut être adjugé sur une demande judiciaire, sans que la partie contre laquelle elle est formée ait été entendue ou dûment appelée.—C.P.C., 16.

CHAPITRE VI.

Mode de comparution des parties et élection de domicile.

83. Les parties à une instance ou à une procédure quelconque ne peu-

action, either as claimant or defendant, in any form whatever, unless he has the free exercise of his rights, saving where special provisions apply.

Those who have not the free exercise of their rights must be represented, assisted or authorized in the manner prescribed by the laws which regulate their particular status or capacity.—C.C.P., 14, § § 1, 2

79. All foreign corporations or persons, duly authorized under any foreign law to appear in judicial proceedings, may do so before any court in the Province.—C.C.P., 14, § 3.

80. Any person who, according to the laws of a foreign country, is authorized to represent a person who has died or made his will therein, leaving property in the Province, may also appear as such in judicial proceedings before any court in the Province.—C.C.P., 14, § 4.

81. A person cannot use the name of another to plead, except the Crown through its recognized officers.

Tutors, curators and others representing persons who have not the free exercise of their rights, plead in their own name in their respective qualities.

Corporations plead in their corporate name.—C.C.P., 19.

82. No judicial demand can be adjudicated upon unless the party against whom it is made has been heard or duly summoned.—C. C. P., 16.

CHAPTER VI.

Mode of Appearance of the Parties and Election of Domicile.

83. Any party to an action or to any other judicial proceeding can

vent comparaître et plaider qu'en personne ou par le ministère d'un avocat.

Les notaires peuvent faire les procédures mentionnées dans la dixième partie de ce code et les présenter au juge ou au protonotaire, et peuvent même signer, au nom des parties requérantes, toutes les requêtes nécessaires dans ces procédures.—C.P.C., 23 ; S.R., 5857.

84. Toute partie qui comparait en personne est réputée élire domicile au greffe où elle a produit l'acte de sa comparution.—C.P.C., 84, *partie* ; S.R., 5868, *partie*.

85. Dans tous les cas où une des parties a, depuis le commencement de l'instance, quitté la province, ou n'y est pas domiciliée, tout ordre, ordonnance, avis ou autre pièce de procédure peut lui être signifiée au greffe, pourvu que le shérif ou l'huissier allègue dans son procès-verbal qu'il a fait en vain des diligences pour la trouver et qu'au meilleur de sa connaissance elle ne se trouve pas dans les limites de la province.—C.P.C., 84, *partie* ; S.R., 5868, *partie*.

86. Les avocats et procureurs sont tenus d'élire domicile dans un rayon n'excédant pas un mille de l'édifice

où siège le tribunal, et de faire enregistrer cette élection, ainsi que tout changement qui peut y survenir, au greffe, dans le registre tenu à cet effet.

A défaut de cette élection de domicile, de l'enregistrement de cette élection ou de tout changement de domicile, ou dans le cas où le domicile est trouvé fermé, ils sont censés avoir élu domicile au greffe du tribunal, où toute signification peut leur être faite valablement.—C.P.C., 85, *amendé* ; *Lemay vs Gingras*, 12 Q.L.R., 17.

only appear and plead in person or through the ministry of an advocate.

Notaries may prepare the proceedings specified in the Tenth part of this Code, and submit the same to the judge or to the prothonotary, and may even sign in the name of the petitioners, all petitions necessary for such proceedings.—C.C.P., 23 ; R.S., 5857.

84. Every party appearing in person is held to have elected domicile in the office of the court in which the appearance is filed.—C.C.P., 84, *in part* ; R.S., 5868, *in part*.

85. Whenever one of the parties has, since the commencement of the action, left the Province, or has no domicile therein, all orders, rules, notices or other proceedings may be served upon him at the office of the court, provided the sheriff or bailiff alleges in his return that he has made fruitless endeavours to find him, and that, to the best of his belief, he is not within the limits of the Province.—C.C.P., 84, *in part* ; R.S., 5868, *in part*.

86. Advocates and attorneys are bound to elect domicile within a distance of one mile from the building in

which the court is held, and to have the same, as well as any subsequent change thereof, registered in the office of the court, in the register kept for that purpose.

In default of making such election of domicile, or of registering the same or any change thereof, or in case the domicile is found closed, such advocates and attorneys are held to have elected domicile at the office of the court, where all services upon them may be validly made.—C.C.P., 85, *amended* ; *Lemay vs Gingras*, 12 Q.L.R., 17.

CHAPITRE VII.

Cumul des causes d'action.

87. On peut joindre dans la même demande plusieurs causes d'action, pourvu que les poursuites ne soient pas incompatibles ni contradictoires, qu'elles tendent à des condamnations de même nature, que leur cumul ne soit pas défendu par quelque disposition expresse, et qu'elles puissent être instruites par le même mode d'enquête.

On ne peut diviser une dette échue pour en demander le recouvrement au moyen de plusieurs actions.— C.P.C., 15.

CHAPITRE VIII.

Actions contre les Officiers Publics.

88. Nul officier public ou personne remplissant des fonctions ou devoirs publics ne peut être poursuivi pour dommages à raison d'un acte par lui fait dans l'exercice de ses fonctions, et nul verdict ou jugement ne peut être rendu contre lui, à moins qu'avis de cette poursuite ne lui ait été donné au moins un mois avant l'émission de l'assignation.

Cet avis doit être par écrit; il doit exposer les causes de l'action, contenir l'indication des noms et de l'étude du procureur du demandeur ou de son agent et être signifié au défendeur personnellement ou à son domicile.— C.P.C., 22, *amendé*.

CHAPITRE IX.

Procédures "In Forma Pauperis."

89. Excepté lorsqu'il s'agit d'une poursuite en recouvrement de pénalités ou de dommages-intérêts à raison de diffamation verbale ou écrite, le juge peut permettre à une partie de plaider

CHAPTER VII.

Joinder of causes of action.

87. Several causes of action may be joined in the same suit, provided they are not incompatible or contradictory that they seek condemnations of a like nature, that their joinder is not prohibited by some express provision, and that they are susceptible of the same mode of trial

A creditor cannot divide his debt for the purpose of suing for the several portions of it by different actions.— C.C.P., 15.

CHAPTER VIII.

Actions against Public Officers.

88. No public officer or other person fulfilling any public function or duty can be sued for damages by reason of any act done by him in the exercise of his functions, nor can any verdict or judgment be rendered against him, unless notice of such action has been given him at least one month before the issue of the writ of summons.

Such notice must be in writing, it must state the grounds of the action and the name of the plaintiff's attorney or agent, and indicate his office; and must be served upon him personally or at his domicile.— C. C P., 22, *amended*.

CHAPTER IX.

Proceedings in "Forma Pauperis."

89. Except in actions for penalties or for damages caused by slander or libel, the judge may permit a party to plead *in forma pauperis*, and order the officers of the court to afford him

in forma pauperis et ordonner que les officiers de justice lui prêtent leur ministère sans exiger aucune rémunération.

Cette permission ne comprend pas toutefois l'exemption du paiement de la taxe du gouvernement ni des frais des huissiers.

Si cette partie succombe, elle n'est pas exemptée de la condamnation aux dépens en faveur de l'autre ; mais l'avocat ou procureur qui la représente ne peut recevoir d'elle aucun honoraire ou autre compensation pour ses services, sans se rendre coupable de mépris de cour.—*Nouveau, partie ; C.P.C., 31, partie ; S.R., 5860 ; R.C. C.S., 167.*

90. La permission de plaider *in forma pauperis* est accordée sur requête, accompagnée d'un affidavit établissant que la partie requérante a un bon droit d'action ou une bonne défense et qu'elle ne possède pas les moyens nécessaires pour subvenir aux déboursés.

Le juge peut permettre la production d'affidavits contradictoires, la transquestion des personnes qui ont donné les affidavits, et l'examen oral de nouveaux témoins.—*Nouveau, partie ; C.P.C., 31, amendé ; S.R., 5860.*

91. La permission de plaider *in forma pauperis* peut être révoquée par le juge, s'il est établi que la partie est, depuis, devenue en état de subvenir aux déboursés nécessaires, ou a commis des manœuvres indignes, ou a retardé la procédure volontairement sans nécessité.—*Nouveau, partie ; C.P.C., 32, amendé ; N.Y.C., 462.*

92. Si la partie contre laquelle il est procédé *in forma pauperis* encourt des frais sur quelque incident au cours de l'instance, elle ne peut être contrainte de les payer avant le jugement final, et ces frais peuvent alors être compensés par ceux encourus par la

their services without any remuneration

Such permission, nevertheless, does not exempt the party from paying the government tax or the costs of bailiffs.

Such party, if he fails in the action, is not exempt from condemnation to pay costs to the other party ; but no advocate or attorney who represents any such party may receive from him any fee or other compensation for his services, without rendering himself guilty of contempt of court.—*New, in part ; C.C.P., 31, in part ; R.S., 5860 ; R.C. C.S., 167.*

90. Permission to plead *in forma pauperis* is granted upon a petition, supported by affidavit, establishing that the petitioner has a good ground of action or a good defence, and that he has not the means necessary to make the disbursements.

The judge may allow the production of adverse affidavits, the cross-examination of persons who have already made affidavits, and the oral examination of new witnesses.—*New, in part ; C.C.P., 31, amended ; R.S. 5860.*

91. Such leave may be revoked by the judge upon proof that the party has since become able to make the necessary disbursements, or that he is guilty of improper conduct or of wilful and unnecessary delay.—*New, in part ; C. C. P., 32, amended ; N. Y. C., 462.*

92. If the party against whom proceedings are taken *in forma pauperis* incurs costs upon any incident in the suit, he cannot be compelled to pay the same before final judgment, and such costs may then be compensated with those incurred by the opposite

partie adverse.—*Nouveau*

93. Si la partie qui a procédé *in formâ pauperis* obtient jugement en sa faveur, l'autre partie peut être condamnée à payer les dépens, y compris ceux des officiers de justice, qui ont alors droit à une exécution pour s'en faire payer, par voie de distraction, par la partie condamnée.

Il ne peut néanmoins être délivré qu'une seule exécution pour tous les dépens taxés et restant dus, cette exécution est émise à la poursuite du prothonotaire ou de toute partie intéressée, et les deniers sont rapportés au greffe pour y être payés à qui de droit et sans frais.—C. P. C., 33, *amendé*

CHAPITRE X.

Lieu de l'introduction de l'action.

94. En matières purement personnelles, autres que celles mentionnées dans les articles 96, 97, 98, 103 et 104, le défendeur peut être assigné :

1. Devant le tribunal de son domicile ; et, en cas d'élection de domicile pour l'exécution d'un acte, devant le tribunal du domicile élu ;

2. Devant le tribunal du lieu où la demande lui est signifiée personnellement ;

3. Devant le tribunal du lieu où toute la cause d'action a pris naissance, ou s'il s'agit d'une poursuite pour diffamation publiée dans un journal, devant le tribunal de tout district où circule ce journal, et dans lequel réside le demandeur.—1 Edw VII, c. 33.

4. Devant le tribunal du lieu où se trouvent ses biens, en tout ou en partie, lorsqu'il a laissé son domicile dans la province ou n'y a jamais eu de domicile, mais y a des biens et que la

party.—*New.*

93. If a party proceeding *in formâ pauperis* obtains judgment in his favour, the other party may be condemned to pay costs, including those of the officers of the court, who are then entitled to an execution to obtain payment thereof from such party, by means of distraction.

No more than one execution can, however, be issued for all the taxed costs remaining unpaid ; it is issued at the instance of the prothonotary, or of any party interested, and the moneys are returned into the office of the court and are paid, free of charge, to the parties thereto entitled.—C. C. P., 33, *amended.*

CHAPTER X.

Place of instituting Actions.

94. In matters purely personal, other than those mentioned in Articles 96, 97, 98, 103 and 104, the defendant may be summoned :

1. Before the court of his domicile, and in the case of election of domicile for the execution of an act, before the court of the domicile so elected ;

2. Before the court of the place where the action is personally served upon him ;

3. Before the court of the place where the whole cause of action has arisen, or if it concerns a suit for libel published in a newspaper, before the court of any district in which paper is circulated, and in which the plaintiff resides.—1 Edw VII, c. 33.

4. Before the court of the place where the whole or part of his property is situated, when he has left his domicile in the Province, or has never had such domicile, but has property

cause d'action n'y a pas pris naissance.—*Nouveau partie*; C.P.C., 34, § 1 S.R., 5861, *partie*, C.C., 85; 62 V., c. 48, S.R.B.C., c. 83, s. 61.

5. Devant le tribunal du lieu où le contrat a été fait.—63 Vic., c. 41.

95. Une compagnie d'assurance contre le feu ou sur la vie peut être assignée par l'assuré, ses héritiers et ayants cause, pour un droit résultant d'une police d'assurance contre le feu, devant le tribunal où se trouvaient les meubles ou les immeubles assurés, et, pour un droit résultant d'une police d'assurance sur la vie, devant le tribunal où l'assuré a ou avait son domicile.—C.P.C., 34, § 2; S.R., 5861, *partie*

96. Dans la demande en séparation, soit de corps et de biens, soit de biens seulement, l'assignation doit être donnée devant le tribunal du domicile de l'époux, ou, s'il a abandonné son domicile, devant le tribunal du dernier domicile commun des époux.—C.P.C., 35, *amendé*.

97. L'action en dommages contre un officier public, à raison d'un acte par lui fait dans l'exercice de ses fonctions, doit être portée devant le tribunal du lieu où cet acte a été commis.—C.P.C., 36.

98. Dans les actions en garantie et celles en reprises d'instance, les défendeurs sont assignés au lieu où la demande principale a été portée, quel que soit leur domicile.—C.P.C., 40.

99. Lorsque plusieurs causes d'action réunies dans une même action personnelle ont pris naissance dans différents districts, l'assignation peut être donnée devant le tribunal du lieu où l'assignation peut être donnée pour chacune d'elles.—*Nouveau*,

therein, and the cause of action has not arisen therein.—*New, in part*; C. P., 34, § 1; R. S., 5861, *in part*; C.C., 85; 62 Vic., c. 48; C.S.L.C., c. 83, s. 61.

5. Before the court of the place where the contract was made.—63 Vic., c. 41.

95. A fire or life insurance company may be summoned by the insured, his heirs and assigns, for rights arising out of a fire insurance policy, before the court of the place in which the insured moveables or immoveables were, and for rights arising out of a life policy, before the court of the place in which the insured had or has his domicile.—C.C.P., 34, § 2; R.S., 5861, *in part*.

96. In an action for separation from bed and board, or for separation of property only, the defendant must be summoned either before the court of the domicile of the husband, or, if he has left his domicile, before that of the last common domicile of the consorts.—C.C.P., 35, *amended*.

97. Any action in damages against a public officer by reason of an act done by him in the exercise of his functions, must be brought before the court of the place where such act was committed.—C.C.P., 36.

98. In actions in warranty and in continuance of suit, the defendants are summoned at the place where the principal action was brought, wheresoever their domicile may be.—C.C.P., 40.

99. When a personal action is founded upon several causes of action arising in different districts, it may be brought before any court which has jurisdiction by reason of one of such causes of action.—*New*.

100. Dans toute action réelle ou mixte, le défendeur peut être assigné devant le tribunal de son domicile ou devant celui du lieu où se trouve l'objet en litige.—C.P.C., 37.

101. Lorsque l'objet de l'action réelle est un immeuble ou des immeubles situés partie dans un district ou circuit et partie dans un autre, la poursuite peut être portée dans l'un ou l'autre indistinctement, ou dans le district ou circuit où le défendeur a son domicile.—C.P.C., 41, *amendé.*

102. Dans les matières de succession, l'assignation est donnée devant le tribunal du lieu de l'ouverture de cette succession, si elle s'ouvre dans la province; sinon, devant celui du lieu où sont situés les biens, ou celui du domicile du défendeur ou de quelqu'un des défendeurs.—C.P.C., 39.

103. En matière purement personnelle, s'il y a plusieurs défendeurs dans la même action résidant dans différents districts, ils peuvent tous être cités devant le tribunal du district où l'un d'eux a été assigné, pourvu que cette assignation ne soit pas faite dans le but de soustraire les véritables parties à la juridiction du tribunal qui autrement serait compétent.

En matière réelle, ils doivent être tous assignés devant le tribunal du lieu où est situé l'objet en litige.

En matière mixte, ils le sont devant le tribunal du lieu où est situé l'objet en litige ou devant celui du domicile de l'un des défendeurs.—C.P.C., 38, *amendé.*

104. Si le juge chargé seul d'administrer la justice dans un district est récusable, ou partie, l'action peut être portée dans un des districts voisins, en alléguant dans la demande les motifs

100. In every real or mixed action the defendant may be summoned before the court of his domicile or before that of the place where the object in dispute is situated.—C.C.P. 37.

101. When a real action has for its object an immovable or immovables, situated partly in one district or circuit, and partly in another, the suit may be brought in either, or in the district or circuit where the defendant has his domicile.—C.C.P., 41, *amended.*

102. In matters of succession, the parties are summoned before the court of the place where the succession devolves, if it opens in the Province; otherwise, before that of the place where the property is situated, or of the domicile of the defendant or of any one of the defendants.—C.C.P., 39.

103. In matters purely personal, if there are several defendants in the same action residing in different districts, they may all be brought before the court of the district in which one of them has been summoned, provided that such summons be not made with the intention of withdrawing the real parties from the courts which would otherwise have jurisdiction.

In real actions, they must be summoned before the court of the place where the object in dispute is situated.

In mixed actions, before the court of the place where the object in dispute is situated, or before the court of the domicile of one of the defendants.—C.C.P., 38, *amended.*

104. If the sole judge administering justice in any district is liable to be recused, or if he must be a party to the suit, the action may be brought in one of the adjoining districts, the

de récusation ou d'incompétence ; et, si ces motifs sont insuffisants ou ne sont pas prouvés, le tribunal ordonne que la cause soit renvoyée au tribunal ordinaire.—C.P.C., 42.

CHAPITRE XI.

Règles générales relatives à la plaidoirie écrite.

105. Dans chaque procédure, il suffit d'énoncer avec concision, distinctement et de bonne foi les faits et les conclusions, sans qu'il soit nécessaire d'employer une formule particulière, et sans entrer dans aucune argumentation.

Ces énonciations doivent être interprétées suivant le sens des termes dans le langage ordinaire.—*Nouveau, partie* ; C.P.C., 20 ; R.P.O., 399.

106. Les dates, les nombres et les quantités peuvent être indiqués par des chiffres.—*Nouveau ; Eng. R.*, 200.

107. Toute formule de renvoi à une loi ou partie de loi suffit, si elle peut se comprendre.—C.P.C., 26, *partie* ; S.R., 15.

108. Les allégations sont divisées en paragraphes numérotés consécutivement, et chaque paragraphe ne doit contenir, autant que faire se peut, qu'une allégation.—*Nouveau ; Eng. R.*, 200.

109. Les admissions et les dénégations sont faites et les explications données par voie de référence au paragraphe énonçant le fait admis, nié ou expliqué, en autant que faire se peut.

La répétition d'une allégation, dans les pièces de procédure subséquentes, est faite par un simple renvoi au paragraphe de la pièce antérieure contenant l'allégation répétée.—*Nouveau ; R.P.O.*, 401.

grounds of recusation or disability being alleged in the demand ; and if these grounds are insufficient or not proved, the court may order the case to be sent back to the court before which it would have been brought in the ordinary course.—C.C.P., 42.

CHAPTER XI.

General Rules of Pleading.

105. In any proceeding it is sufficient that the facts and conclusions be concisely, distinctly and fairly stated, without any special form being necessary, and without entering into argument.

Such statements are interpreted according to the meaning of words in ordinary language.—*New ; in part* ; C.C.P., 20 ; R.P.O., 399.

106. Dates, numbers and quantities may be denoted by figures.—*New Eng. R.*, 200.

107. Any form of reference to an act or part of an act is sufficient if it is intelligible.—C.C.P., 26, *in part*, R.S., 15.

108. The allegations are divided into paragraphs, numbered consecutively ; and each paragraph must contain, as nearly as may be, only one allegation.—*New ; Eng. R.*, 200.

109. Admissions and denials are made, and explanations given, in so far as practicable, by referring to the paragraph containing the fact admitted, denied or explained.

Repetition of an allegation in subsequent pleadings is made by a simple reference to the paragraph of the former pleading containing the allegation repeated.—*New ; R.P.O.*, 401.

110. Tout fait qui, s'il n'était pas allégué, serait de nature à prendre par surprise la partie adverse ou à soulever une contestation qui ne relève pas des plaidoiries, doit être expressément plaidé.—*Nouveau* ; *Eng. R.*, 211.

111. Tout fait allégué par la partie adverse, dont l'existence ou la vérité n'est pas niée d'une manière expresse ou qui n'est pas déclaré n'être pas à sa connaissance, est censé admis.—*C. P.C.*, 144, *partie, amendé*.

112. Chaque affidavit doit être rédigé à la première personne, et les allégations en doivent être divisées en paragraphes numérotés consécutivement.

Il doit y être fait mention des noms, de l'occupation et du domicile de celui qui le donne.

Le jour et le lieu de l'attestation doivent être insérés dans le jurat.—*Nouveau* ; *A.R.O.*, 95, 96, 97.

113. Le tribunal ne peut adjuger au-delà des conclusions, mais il peut les restreindre et n'en accorder qu'une partie.—*C.P.C.*, 17.

114. L'inconstitutionnalité d'une loi de la Province ou du Canada ne peut être plaidée devant les tribunaux de première instance ou d'appel, à moins que la partie qui la plaide n'ait, huit jours au moins avant le jour fixé pour la plaidoirie, donné au procureur général un avis de la question qu'elle entend plaider, avec les développements suffisants pour lui faire connaître la nature de sa prétention.

Après cet avis, le procureur général peut intervenir dans la cause, au nom de la couronne, et y prendre par écrit des conclusions sur ces questions.

Le jugement du tribunal doit faire mention de cette intervention et de ces conclusions, sur lesquelles il prononce

110. Every fact which, if not alleged, is of a nature to take the opposite party by surprise or to raise an issue not arising from the pleadings, must be expressly pleaded.—*New* ; *Eng. R.*, 211.

111. Every fact alleged by the opposite party, the existence or truth of which is not expressly denied or declared to be unknown, is held to be admitted.—*C. C. P.*, 144, *in part, amended*.

112. Every affidavit must be divided into paragraphs, numbered consecutively, and be in the first person.

The names, occupation and domicile of the person making the affidavit must be inserted therein.

The date when and the place where it was sworn, must be inserted in the jurat.—*New* ; *A.R.O.*, 95, 96, 97.

113. The court cannot adjudicate beyond the conclusions, but it may reduce them and grant them only in part. *C.C.P.*, 17.

114. The unconstitutionality of any statute of the Province or of Canada, cannot be pleaded before the courts of original jurisdiction or of appeal unless the party pleading the same has, at least eight days before the day fixed for the hearing, given to the Attorney-General notice of the question which he intends to raise, with sufficient information to enable him to understand the nature of his pretensions.

Upon such notice, the Attorney-General may intervene in the case on behalf of the Crown, and take issue in writing on such questions.

The judgment of the court must mention such intervention and such

comme si le procureur général était partie au procès.

Copie de ce jugement est transmise sans délai au procureur général — C.P.C., 20a, amendé; S.R., 5856.

115. Excepté lorsqu'il est autrement prescrit, toute pièce de la contestation doit être signifiée à la partie adverse, à défaut de quoi elle n'est pas régulièrement produite. — *Nouveau, partie*; C.P.C., 462, § 1.

116. Lorsqu'une pièce de procédure ou un bref doit être signifié hors du district, la signification peut, en l'absence de dispositions contraires, en être faite soit par le shérif ou un huissier du district où siège le tribunal, soit par le shérif ou un huissier du district où la signification doit être faite; mais, dans le premier cas, il ne peut être accordé plus de frais de signification que dans le dernier, à moins que le juge n'en ordonne autrement s'il l'estime juste.

Cette disposition s'applique aussi aux exécutions contre les meubles et aux saisies-arêts avant ou après jugement. — C.P.C., 461, amendé; S.R., 5897.

conclusions, on which it renders judgment as if the Attorney-General were a party to the suit...

A copy of such judgment is forwarded without delay to the said Attorney-General. — C.C.P., 20a, amended; R.S., 5856.

115. Except where it is otherwise provided, every proceeding of the contestation must be served upon the opposite party; otherwise it is not deemed to be regularly filed. — *New, in part*; C.C.P., 462, § 1.

116. When any writ or paper whatever requires to be served out of the district, the service may, in the absence of any provision to the contrary, be made either by the sheriff or a bailiff of the district in which the court is held, or by the sheriff or a bailiff of the district in which such service is to be made; but no more costs can be allowed in the former case than in the latter, unless the judge otherwise orders if he deems proper.

This provision applies also to executions against moveable property and to attachments before or seizures after judgment. — C.C.P., 461, amended; R.S., 5897.

TROISIÈME PARTIE.

PROCÉDURES DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE.

CHAPITRE XII.

Assignment.

117. Toute action devant la cour supérieure commence par un bref d'assignation au nom du souverain, sauf les exceptions contenues dans ce code, et les autres cas auxquels il est prévu par des lois particulières. — C.P.C., 43.

117. Every action before the Superior Court is instituted by means of a writ of summons, in the name of the Sovereign; saving the exceptions contained in this Code, and other cases provided for by special laws. — C.C.P., 43.

118. Ce bref d'assignation est rédigé en français ou en anglais, signé et attesté par le protonotaire, et expédié par lui sur réquisition par écrit du demandeur.—C.P.C., 44, 45, 46, *amendé*.

119. Dans les cas urgents, le bref peut être émis en dehors des heures de bureau, même un dimanche ou un jour férié, sans timbres judiciaires, pourvu que le montant de ces timbres soit déposé entre les mains de l'officier qui émet le bref, lequel les appose sur le *fiat* aussitôt que possible.—C.P.C., 467a, *amendé*; S.R., 5801.

120. Le bref d'assignation reste en vigueur durant six mois à compter de sa date s'il n'a pas été signifié; mais le juge ou le protonotaire peut avant l'expiration de ce délai, sur preuve par procès-verbal d'huissier ou par affidavit que la signification en a été impossible, le remettre en vigueur pour une autre période de six mois, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il soit signifié.—*Nouveau*; R.P.O., 238.

121. Sauf les cas particuliers d'exceptions ci-après mentionnées, le bref d'assignation peut être adressé au shérif ou à un huissier du district ou est délivré le bref et par lui signifié dans ce district ou dans tout autre district, ou être adressé au shérif ou à un huissier du district où la signification doit être faite, lui enjoignant d'ajourner le défendeur à comparaître devant le tribunal dans le délai et au lieu qui y sont indiqués.

S'il y a plusieurs défendeurs résidant dans différents districts, plusieurs brefs, adressés de la même manière, peuvent être délivrés.—C.P.C., 48, *amendé*; S.R., 5863.

Le juge ou le protonotaire peut, sur demande verbale et sans frais,

118. This writ of summons is drawn up either in French or in English, is signed and attested by the prothonotary, and is issued by the latter upon the written requisition of the plaintiff.—C.C.P., 44, 45, 46, *amended*.

119. In cases of urgency, the writ may be issued outside office hours, and even on a Sunday or holiday, without judicial stamps thereon, provided the amount of such stamps be deposited with the officer issuing the writ, who must affix the stamps upon the *fiat* as soon as possible.—C.C.P., 467a, *amended*; R.S., 2901.

120. The writ of summons remains in force, while unserved, during six months from its date, but the judge or prothonotary may, before the expiry of such delay, upon its being established by affidavit or bailiff's return that service was impossible, continue it for another period of six months, and so on from time to time until service is made.—*New*, R.P.O., 238.

121. Saving the particular exceptions hereinafter mentioned, writs of summons may be directed to the sheriff or to any bailiff of the district in which such writ issues, and may be by him served in such district or in any other district, or they may be directed to the sheriff or to any bailiff of the district in which such writ is to be served, commanding him to summon the defendant to appear before the court within the delay and at the place therein mentioned.

If there are several defendants residing in different districts, several writs may issue, directed in the same manner.—C.C.P., 48, *amended*; R.S. 5863.

The judge or prothonotary may, upon verbal application and without

autoriser la signification de tel bref ou de toute autre pièce de procédure, excepté dans les municipalités où réside un huissier par toute personne lettrée, majeure de vingt et un ans. Le procès-verbal de cette signification sera fait de la manière indiquée en l'article 153, *mutatis mutandis*, et attesté sous serment devant un juge de paix ou un commissaire de la Cour supérieure. Celui fait par un secrétaire-trésorier de corporation municipale le sera sous son serment d'office. Cette autorisation devra apparaître sur le bref.—2 Edw. VII., c. 40.

199. Le bref doit contenir les

noms, occupation, qualité et domicile du demandeur, et les noms et la résidence actuelle du défendeur ou sa dernière résidence connue.

Le procureur général du Canada et celui de la province sont suffisamment désignés par leur nom d'office, lorsqu'ils plaident au nom du souverain.

La femme mariée et la veuve défenderesse peuvent être désignées sous le nom du mari ou du mari défunt, en ajoutant les mots "épouse de" ou "veuve de", selon le cas, et les noms ou une désignation suffisante du mari ou du mari défunt.

Dans les poursuites sur lettres de change, billets, ou autres écrits sous seing privé, négociables ou non, il suffit de donner les initiales des prénoms du défendeur, telles qu'elles se trouvent sur les lettres de change, billets ou écrits.

Si le défendeur n'a ni domicile, ni résidence, ni place d'affaires dans la province, et que ses noms soient incertains ou inconnus, il suffit de le désigner de manière que son identité puisse être clairement constatée, pourvu que le bref lui soit personnellement signifié.

Lorsqu'un corps légalement consti-

costs, authorize the service of such writ or of any other proceeding except in municipalities in which a bailiff resides, to be made by any literate person, who is over twenty-one years of age. The return of such service shall be made in the manner indicated in article 153, *mutatis mutandis*, and be sworn to before a justice of the peace or a commissioner of the Superior Court. That made by a secretary-treasurer of a municipal corporation shall be made under his oath of office. Such authorization must appear on the writ.—2 Edw. VII., c. 40.

199. The writ must state the

names, the occupation or quality and the domicile of the plaintiff, and the names and the present or last known residence of the defendant.

The Attorney-General for Canada, or for the Province, is sufficiently designated by the name of his office whenever he pleads on behalf of the Crown.

Married women and widows may be described as defendants under the surname of their husband or of their deceased husband, adding the words: "wife of" or "widow of", respectively, and the names or a sufficient designation of the husband or of the deceased husband.

In actions upon bills of exchange, promissory notes, or other private writings, whether negotiable or not, it is sufficient to give the initials of the Christian or first names of the defendant, such as they are written upon such bills, notes or instruments.

If the defendant has no domicile, residence or place of business in the Province, and his names are uncertain or unknown, it is sufficient to describe him so that he may be clearly identified, provided that the writ is served upon him personally.

When a corporate body is a party to

tué est partie en cause, il suffit d'insérer son nom collectif et le lieu où il a son principal établissement.

Lorsqu'une société commerciale, dont le principal bureau d'affaires est hors du district et dont la raison sociale n'est pas enregistrée dans le district, est partie défenderesse, il suffit d'insérer sa raison sociale et l'endroit où elle a son principal bureau d'affaires; mais le jugement rendu contre elle est alors exécutoire contre les biens de la société seulement.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 4^e; S.R., 5864; R.P.O., 317.

123. Un exposé des causes de la demande doit être contenu dans le bref même, ou dans une déclaration qui y est jointe.

Dans les poursuites sur actes de vente ou obligations notariées, sur lettres de change, billets, écrits sous seing privé ou sur comptes, il suffit de mettre dans le bref ou d'annexer au bref une déclaration, rédigée conformément à la cédule A de l'appendice de ce code.

La déclaration devra être signée par le procureur du demandeur, ou par le demandeur lui-même s'il n'a pas de procureur.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 50.

124. Si l'objet de la demande est un corps certain, il doit être décrit de manière à établir clairement son identité.

S'il s'agit d'un immeuble corporel ou de partie d'un immeuble corporel, situé dans une circonscription où le cadastre est en vigueur, il doit être décrit conformément aux dispositions de l'article 2168 du Code civil.

S'il est question d'un lot ou de partie d'un lot situé dans un endroit où le cadastre n'est pas en vigueur, il faut le décrire avec certitude et précision, en indiquant sa nature, la cité,

the suit, it is sufficient to insert its corporate name and to indicate its principal place of business.

If a commercial partnership, having its principal place of business outside the district, is not registered therein, it may be summoned by its firm name, with mention of the place where such principal place of business is situated; but the judgment rendered against it is then executory only against partnership property.—*New, in part*; C.C. P., 49; R.S., 5864; R.P.O., 317.

123. The causes of action must be stated in the writ or in a declaration annexed to it.

In actions upon deeds of sale or notarial obligations, bills of exchange, promissory notes, private writings, or for accounts, it is sufficient to insert in or annex to the writ a declaration drawn up in accordance with the forms contained in Schedule A in the Appendix to this Code.

Such declaration must be signed by the attorney for the plaintiff, or by the plaintiff himself if he has no attorney.—*New, in part*; C. C. P., 50.

124. If the object of the demand is a thing certain, it must be described in such a manner as to clearly establish its identity.

If the demand relates to the whole or part of a corporeal immovable situated in a division where the official plan and book of reference are in force, it must be described in accordance with the provisions of Article 2168 of the Civil Code.

If it relates to a lot or part of a lot situated in a locality where the official plan and book of reference are not in force, it must be described with cer

ASSIGNATION.

37

ville, village, paroisse ou canton, rue, rang ou concession où il est situé, ainsi que ses tenants et aboutissants; et, si l'immeuble est connu sous un nom distinct, il suffit d'en donner le nom et la situation.

S'il s'agit de rentes constituées pour le rachat de droits seigneuriaux, ou de droits se rattachant à une seigneurie, ils doivent être décrits suivant les dispositions des articles 5720 à 5727 des Statuts réformés.—C. P. C., 52; C. C., 2168; N. Y. C., 1511.

125. Aucune assignation ne peut être donnée le dimanche ni un jour férié, sans la permission du juge ou du protonotaire.—C. P. C., 54, *amendé*.

126. L'assignation ne peut être donnée avant sept heures du matin, ni après sept heures de l'après-midi, sans la permission du juge ou du protonotaire.

Cette disposition ne s'applique pas au *capias ad respondendum*.—C. P. C., 55, *amendé*.

127. L'assignation se fait en faisant au défendeur une copie du bref d'assignation et de la déclaration, s'il y en a.

Cette copie doit être certifiée véritable, soit par le protonotaire, soit par le procureur du demandeur, soit par le demandeur lui-même s'il n'a pas de procureur, et doit contenir au dos, sous la signature de l'officier qui la signifie, mention de la date de la signification.

Cet endossement n'est pas requis lorsqu'un bref contient mention du jour auquel la partie assignée doit comparaitre.—C. P. C., 56, *amendé*

tainty and precision, by mentioning its nature, the city, town, village, parish or township, street, range or concession wherein it is situated, and also the lands conterminous to it; and if it is a piece of land known under a particular name, it is sufficient to give its name and its situation.

If the demand relates to rents constituted for the redemption of seigniorial rights, or to rights relating to any seignory, they must be described according to the provisions of Articles 5720 to 5727 of the Revised Statutes.—C. C. P., 52 *amended*; C. C., 2168; N. Y. C., 1511.

125. No summons can be served on a Sunday or a holiday without the leave of the judge or the prothonotary.—C. C. P., 54, *amended*

126. No summons can be served before seven o'clock in the morning, or after seven o'clock in the afternoon, without the leave of the judge or the prothonotary.

This provision does not apply to cases of *capias ad respondendum*.—C. P. C., 55, *amended*.

127. Service is effected by leaving with the defendant a copy of the writ of summons, and of the declaration, if there is one.

The copy must be certified either by the prothonotary or by the attorney for the plaintiff, or by the plaintiff himself, if he has no attorney; and it must be indorsed with a statement, signed by the officer who makes the service, of the date of service

Such indorsement is not required whenever a writ specifies the day upon which the party summoned must appear.—C. C. P., 56, *amended*.

128. Cette signification se fait, soit au défendeur en personne, soit à son domicile, soit au lieu de sa résidence ordinaire en parlant à une personne raisonnable faisant partie de la famille.

A défaut de domicile régulier ou de résidence ordinaire, l'assignation peut être donnée au défendeur, à son bureau d'affaires ou établissement de commerce, s'il en a un.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 57.

129. L'assignation peut être donnée au domicile élu ou à la personne désignée pour cette fin par la partie.—C.P.C., 72, *amendé*.

130. Dans tous les cas où le défendeur réside au même domicile que le demandeur, l'assignation doit lui être donnée en personne, à moins d'une permission du juge ou du protonotaire.—C.P.C., 58, *amendé*.

131. S'il y a plusieurs défendeurs, l'assignation leur est donnée comme ci-dessus, séparément et distinctement, et une copie laissée à chacun d'eux, sauf les cas auxquels il est ci-après prévu.—C.P.C., 59.

132. L'assignation d'un maître ou patron de vaisseau, ou autre marinier, qui n'a pas de domicile dans la province, peut se faire à bord du bâtiment sur lequel il navigue, en parlant à quelqu'un des employés du bord.—C.P.C., 66.

133. La femme séparée de corps doit avoir signification distincte de celle de son mari.

La femme non séparée de corps est suffisamment assignée par la signification faite au mari.—C.P.C., 67, *partie*.

134. L'assignation d'une personne incarcérée peut lui être donnée personnellement entre les guichets.—C.P.C., 70.

128. Service must be made either upon the defendant in person, or at his domicile or at the place of his ordinary residence, speaking to a reasonable person belonging to the family.

In the absence of a regular domicile or ordinary residence, service may be made upon the defendant at his office or place of business, if he has one.—*New, in part*. C.C.P., 57.

129. Service of the summons may be made at the domicile elected, or upon the person indicated for that purpose by the party.—C.C.P., 72, *amended*.

130. In all cases in which the defendant resides in the same domicile with the plaintiff, he must be served personally, except upon leave granted by the judge or the protonotary.—C.C.P., 58, *amended*.

131. If there are several defendants, they are served in the manner above-mentioned, separately and distinctly, and a copy of the summons is left with each of them, except in the cases hereinafter provided.—C.C.P., 59.

132. Service upon masters or captains of ships, or other mariners, who have no domicile in the Province, may be made on board the ship they belong to, speaking to a person in the ship's employ.—C.C.P., 66.

133. A wife separated from bed and board must be served separately from her husband.

A wife not separated from bed and board is sufficiently summoned by service made upon her husband.—C.C.P., 67, *in part*.

134. Persons imprisoned may be summoned by personal service between the wickets.—C.C.P., 70.

135. Toute signification aux héritiers d'une personne décédée depuis moins de six mois peut leur être faite collectivement, sans désignation de leur nom ni de leur résidence, au domicile qu'avait le défunt ; néanmoins, si ce domicile n'était pas dans la province, s'il est fermé ou s'il n'y reste plus aucune personne de la famille du défunt, la signification peut être faite à un ou à plusieurs des héritiers en la manière prescrite pour les assignations ordinaires. — *Nouveau* : C. P. G., 41.

135. Any service upon the heirs of a person deceased within the previous six months, may be made upon them collectively, without mentioning their names or residences, at the former domicile of the deceased ; if, however, there was no such domicile in the Province, or if it is closed, or is no longer occupied by any member of the deceased's family, the service may be made upon one or more of the heirs in the manner prescribed for ordinary summons. — *New* : C. P. G., 41.

136. Si un défendeur qui est absent de la province n'y a pas de domicile, ni lieu de résidence ordinaire, ni place d'affaires ; ou

136. When a defendant who is absent from the Province has no domicile, ordinary residence, or place of business therein ; or

Si un époux poursuivi en séparation de corps est absent de la province ;

When a consort, sued for separation from bed and board, is absent from the Province ;

Le juge ou le protonotaire, sur procès verbal l'attestant, peut ordonner à la partie défenderesse de comparaître dans un mois à compter de la dernière publication, en la manière ci-après indiquée, de l'ordonnance qu'il rend.

The judge, or prothonotary, upon a return to that effect, may order the defendant to appear within one month from the last publication, in the manner hereinafter prescribed, of the order thus rendered.

Un résumé de l'ordonnance, rédigé conformément à la formule contenue dans la cédule B de l'appendice de ce code, doit être inséré deux fois, dans les langues française et anglaise, dans un journal publié dans chaque langue respectivement dans le district où siège le tribunal. S'il n'y a pas tel journal dans ce district, la publication est faite dans semblable journal de la localité la plus proche. Ces journaux sont désignés dans l'ordonnance. — C. P. G., 62, 67, *partic*, 68, *amendé* ; S. R., 5866 ; 63 V., c. 55, s. 2.

A synopsis of the order, drawn up in accordance with the form contained in Schedule B in the Appendix to this Code, is twice inserted in French and in English, in a newspaper published in each language respectively, in the district where the court sits. If there is no such newspaper in the district, it is inserted in a similar newspaper in the nearest locality. Such newspapers are mentioned in the order. — C. C. P., 62, 67, *in part*, 68, *amended* ; R. S., 5866 ; 53 Vic., c. 55, s. 2.

137. Dans les cas énoncés dans l'article précédent et sans préjudice du mode d'assignation qui y est prescrit, le juge ou le protonotaire, sur preuve par affidavit ou autrement que le dé-

137. In the cases mentioned in the preceding Article and without prejudice to the mode of summons therein prescribed, the judge, or the prothonotary, upon proof by affidavit or

fendeur a son domicile ou sa résidence ordinaire dans une autre province du Canada, peut autoriser la signification du bref au lieu du domicile ou de la résidence de ce défendeur.

L'autorisation est inscrite au dos du bref, qui peut alors être signifié par une personne lettrée, qui annexe au bref un procès-verbal de signification reconnu sous serment devant un juge de paix ayant juridiction à l'endroit où la signification a été faite, ou devant un commissaire de la cour supérieure pour cette province, ou par un huissier de la dite cour.—C.P.C., 69, *amendé*; S.R., 5867; 53 V., c. 55, s. 3.

138. Les fabriques de paroisse ou d'église sont assignées en laissant copie de l'assignation séparément au curé ou recteur, ou personne exerçant les fonctions curiales dans la paroisse, et au marguillier en charge.—C.P.C., 65.

139. L'assignation d'une société en nom collectif se donne à son bureau d'affaires, et, si la société n'en a pas, à l'un des associés.—C.P.C. 60.

140. L'assignation d'une société par action non constituée en corporation se donne à son bureau d'affaires en parlant à un employé de ce bureau, ou ailleurs à son président, secrétaire ou agent.—C.P.C., 61, *amendé*.

141. Si la société n'a ni bureau ou lieu d'affaires connu, ni président, secrétaire ou agent connu, le juge peut ordonner sur procès-verbal l'attestant, qu'elle soit assignée par avis inséré deux fois pendant un mois dans au moins un journal.—C.P.C., 62, *amendé*.

142. L'assignation d'une corporation se fait de la manière portée dans sa charte, et, en l'absence de telle disposition, de la manière prescrite par

otherwise that the defendant has his domicile or ordinary residence in another Province of Canada, may grant leave to serve the writ at such domicile or residence.

This leave is indorsed in writing upon the writ, which may then be served by any literate person, who makes an affidavit of service, sworn to before any Justice of the Peace having jurisdiction in the place where the service was made, or before a Commissioner of the Superior Court for this Province, or by any bailiff of the said Court.—C.C.P., 69, *amended* R.S., 5867, 53 Vic., c. 55, s. 3.

138. Church *fabrics* and vestries are served by leaving copies of the summons separately with the *curé* or rector, or person performing his functions in the parish, and with the then acting churchwarden.—C.C.P., 65.

139. Service upon a general partnership may be made at its place of business, or, if it has none, upon one of the partners.—C.C.P., 60.

140. Service upon an unincorporated joint-stock company may be made at its office, by speaking to a person employed in such office, or elsewhere upon its president, secretary or agent.—C.C.P., 61, *amended*.

141. If the company has no known office or place of business and no known president, secretary or agent, the judge, upon a return to that effect, may order that it be summoned by advertisement to be inserted twice during one month in at least one newspaper.—C.C.P., 62, *amended*.

142. Service upon a body corporate is made in the manner provided by its charter, and, in the absence of such provision, in the manner prescribed in

les deux articles précédents.—C. P. C., 63.

the two preceding Articles.—C. C. P., 63.

143. Les compagnies ou corporations étrangères, et les personnes ayant la qualité d'exécuteurs testamentaires, administrateurs ou représentants de la succession d'une personne qui avait des biens dans cette province, lorsqu'elles ont un bureau ou un agent dans la province ou y font affaires, peuvent y être assignées en la manière prescrite en l'article 140, et, si elles n'y ont pas de bureau, en la manière prescrite en l'article 141.

Si ces compagnies, corporations ou personnes sont domiciliées ou ont leur principale place d'affaires dans une autre province du Canada, l'assignation peut se faire en la manière prescrite en l'article 137.—C.P.C., 64, § 1, amendé; S. R., 5865.

144. Les compagnies étrangères qui ont le contrôle, soit comme propriétaires, soit comme locataires, d'une ligne de chemin de fer, de télégraphe ou de téléphone s'étendant à cette province ou y passant, et qui n'y ont pas de bureau d'affaires, de président, de secrétaire ou d'agent, sont suffisamment assignées par la signification faite à une personne en charge d'une gare, d'un bureau de télégraphe ou de téléphone, suivant le cas, appartenant à ces compagnies ou étant sous leur contrôle.—C. P. C., 64, *partie*, amendé; R. P. O., 268.

145. Le juge peut, si les circonstances l'exigent, prolonger ou réduire le délai indiqué dans les articles 136 et 141, ou ordonner un autre mode de signification que celui qui est prescrit par ces articles, ainsi que par les articles 143 et 144.—*Nouveau*; C.P.G., 54.

146. Si le défendeur se soustrait frauduleusement à la signification de l'assignation, le juge peut, sur procès-verbal l'attestant, prescrire le mode de signification qu'il juge à propos.—*Nouveau*.

143. Foreign companies or corporations, and all executors of wills, administrators, or representatives of the successions of persons having had property in the Province, may, if they have an office or an agent in the Province or carry on business therein, be summoned there, in the manner provided in Article 140, and if they have no such office, in the manner prescribed in Article 141.

If such companies, corporations or persons are domiciled or have their principal place of business in any other Province of Canada, they may be summoned in the manner prescribed in Article 137.—C.C.P., 64, § 1, amended; R.S., 5865.

144. Foreign companies which control, either as owners or lessees, any line of railway, of telegraph or of telephones, extending to or passing through the Province, and which have no office, president, secretary or agent therein, are sufficiently summoned by service made upon any person in charge of a station, or of a telegraph or telephone office, respectively, belonging to such companies or under their control.—C.C.P., 64, *in part*, amended; R. P. O., 268.

145. The judge may, if circumstances require it, shorten or extend the delay mentioned in Articles 136 and 141, or order a mode of service other than that prescribed in those Articles and in Articles 143 and 144.—*New*; C.P.G., 54.

146. If the defendant fraudulently evades service of the summons, the judge may, upon a return to that effect, prescribe whatever mode of service he deems proper.—*New*.

147. On ne peut donner d'assignation dans l'église, ni à l'audience, ni à un membre de la législature dans le lieu et le temps des séances. — C. P. C., 71, amendé

148. Un huissier ne peut exploiter dans les affaires où il a intérêt, ni dans celles qui concernent ses parents et alliés jusqu'au degré de cousin germain inclusivement. — C. P. C., 74.

149. Dans les causes ordinaires le défendeur est assigné à comparaître dans un délai de six jours après le jour de la signification qui lui est faite du bref, lorsque la distance du lieu de signification au lieu des séances du tribunal n'excède pas cinquante milles.

Lorsque la distance excède cinquante milles, le délai est augmenté d'un jour à raison de chaque cinquante milles additionnels, de telle sorte cependant que le délai ne soit jamais de plus de vingt jours, quelle que soit la distance. — *Nouveau*, C. P. C., 75, partie; *Smith vs Donovan*, 19 J., 336.

150. En tout temps après l'émission, mais avant la signification du bref d'assignation, le défendeur peut obtenir du juge une ordonnance enjoignant au demandeur de lui signifier, sous peine de nullité du bref, la copie du bref et de la déclaration dans un délai indiqué — *Nouveau*.

CHAPITRE XIII.

Entrée de la cause.

151. Le bref d'assignation doit être produit au greffe du tribunal pendant les heures de bureau le ou avant le dernier jour du délai accordé pour comparaître — C. P. C., 76, 81, amendés.

152. Le bref doit être accompagné

147. A summons cannot be served in church, or in court, or upon a member of the Legislature upon the floor of the House. — C. C. P., 71, amended.

148. Bailiffs cannot make services in matters in which they are interested, or in matters which concern their relations by blood or by affinity, to the degree of cousin-german inclusively. — C. C. P., 74.

149. In ordinary cases the defendant is summoned to appear within a delay of six days from the date of the service upon him of the writ, when the distance from the place of service to the place where the court is held does not exceed fifty miles.

When the distance exceeds fifty miles, the delay is increased one day for each additional fifty miles, provided always that the delay need never exceed twenty days, whatever the distance — *New*, C. C. P., 75, in part; *Smith vs Donovan*, 19 L. C. J., 336.

150. At any time after the issue but before the service of the writ of summons, the defendant may obtain from the judge an order commanding the plaintiff, under penalty of the summons being discharged, to serve upon him a copy of the writ and of the declaration within a specified delay. — *New*.

CHAPTER XIII

Return of Actions.

151. The writ of summons must be filed in the office of the court, during office hours, on or before the last day of the delay allowed for appearance — C. C. P., 76, 81, amended.

152. The writ must be accom-

PRODUCTION DES PIÈCES.

d'un procès-verbal de la signification.
—C.P.C., 77.

153. Ce procès-verbal doit mentionner, s'il est fait par un huissier :

1. Son nom, sa résidence et le district où il est immatriculé ;

2. Le jour et l'heure de la signification ;

3. Le lieu où et la personne à qui copie de l'assignation a été remise ;

4. La distance de la résidence de l'huissier au lieu où la signification a été faite ;

5. La distance du lieu des séances du tribunal au lieu de la signification ;

6. Le montant des frais de la signification.

Si le procès-verbal est fait par le shérif, il doit contenir les mêmes énoncés, sauf celui en premier lieu mentionné —C.P.C., 78, *amendé*.

154. Si le bref n'est pas rapporté le défendeur peut, après un avis donné au demandeur dans les trois jours de l'expiration du délai accordé pour comparaître et sur dépôt de la copie du bref qui lui a été signifiée, obtenir du juge d'arrêt contre le demandeur et congé de l'assignation avec dépens.

Le juge peut, toutefois, permettre l'entrée de l'action aux conditions qu'il juge à propos, si demande en est faite dans le même délai de trois jours.

Le demandeur ne peut se pourvoir de nouveau pour la même cause d'action avant d'avoir payé les frais adjugés contre lui sur le congé-défaut.—C.P.C., 82, *amendé*.

CHAPITRE XIV.

Production des Pièces.

155. Le demandeur doit, en produisant l'exploit d'assignation, mettre

panied with a certificate of service.—C.C.P., 77.

153. Such certificate of service, if made by a bailiff, must state :

1. His name, his residence, and the district for which he is appointed ;

2. The day and hour of the service ;

3. The place where, and the person with whom a copy of the writ was left ;

4. The distance from the bailiff's residence to the place of service ;

5. The distance from the Court House to the place of service ;

6. The amount of the costs of service.

If the certificate is made by the sheriff, it must contain the same statements, with the exception of what is mentioned in the first paragraph.

154. If the writ is not returned, the defendant may, upon giving notice to the plaintiff within three days from the expiry of the delay for appearance, and depositing the copy of the writ served upon him, obtain from the judge an entry of default against the plaintiff, and be discharged from the suit with costs.

The judge may, nevertheless, allow the return of the action upon such conditions as are thought proper, if application is made within the same delay of three days.

The plaintiff cannot institute a new suit for the same cause of action until he pays the costs to which he has been condemned by reason of such default.—C.C.P., 82, *amended*.

CHAPTER XIV

Filing of Exhibits.

155. The plaintiff must, at the time that he returns the writ, file in

au greffe les preuves littérales invoquées au soutien de sa demande, avec une liste ou inventaire de ces pièces.

S'il ne le fait pas, il ne peut ensuite les produire qu'en en donnant avis à la partie adverse.—C.P.C., 99, 106, amendés.

156. Aucune production en blanc ni inventaire dont les cotes ne sont pas remplies ne peuvent être reçus.—C.P.C., 105.

157. Jusqu'à ce que les pièces aient été produites en la manière ci-dessus prescrite, le demandeur ne peut procéder sur sa demande.—C.P.C., 103.

158. Toute pièce produite devient commune à toutes les parties en l'instance, qui peuvent s'en faire expédier des copies par le protonotaire tant qu'il en est ainsi dépositaire.—C.P.C., 104.

159. Les pièces produites ne peuvent être déplacées, à moins que ce ne soit du consentement de la partie adverse, et sur récépissé.—C.P.C., 101.

160. Une personne qui est en possession de quelque pièce produite et formant partie d'un dossier, ou qui l'a prise ou reçue, peut être, sur motion, contrainte par corps à la remettre, sans préjudice du recours pour les dommages.—C.P.C., 102.

CHAPITRE XV.

Comparution et défaut de comparaître.

161. Le défendeur dûment assigné doit produire un acte écrit de sa com-

the office of the court the written proofs which he has alleged in support of his demand, together with a list or inventory of such exhibits.

If he fails to do so, he cannot afterwards file them without giving notice to the opposite party.—C.C.P., 99, 106, amended.

156. An exhibit in blank, or a list of exhibits in which the designation of any exhibit is not filled up, cannot be received.—C.C.P., 105.

157. Until the exhibits have been filed in the manner hereinabove prescribed, the plaintiff cannot proceed with his demand.—C.C.P., 103.

158. Every exhibit filed becomes common to all the parties to the suit, who may obtain copies thereof from the protonotary, so long as it remains in his hands.—C.C.P., 104.

159. Exhibits filed cannot be taken out of the office, unless the opposite party consents, and a receipt is given.—C.C.P., 101.

160. A person who is in possession of a document filed and forming part of a record, or who has taken or received it, may, upon motion, be coerced by imprisonment to return the same, without prejudice to his liability for damages.—C.C.P., 102.

CHAPTER XV.

Appearance and default to appear

161. The defendant, when duly summoned, must file a written appear-

parution au greffe du tribunal le ou avant le dernier jour du délai accordé pour comparaître:

Si le défendeur n'a pas comparu et que le demandeur n'ait fait aucune procédure, le défendeur peut comparaître, mais il n'a pas droit à un délai plus étendu pour la production de ses défenses que s'il avait comparu dans le délai prescrit, à moins que le juge n'en ordonne autrement.—*Nouveau, partie; C.P.C., 83.*

162. Si le défendeur ne comparait pas dans les délais prescrits, le demandeur peut faire enregistrer défaut contre lui par le protonotaire, et, sur certificat de cet enregistrement, le demandeur peut procéder à jugement.—*C.P.C., 86, amendé.*

163. Nonobstant toute procédure faite par le demandeur, le défendeur peut, en tout temps avant jugement, en montrant cause suffisante, obtenir du juge la permission de comparaître, aux conditions estimées convenables.—*C.P.C., 87, amendé.*

CHAPITRE XVI.

CONTESTATION EN CAUSE.

SECTION I.

Exceptions Préliminaires.

§ 1.—RÈGLES COMMUNES A TOUTES LES EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES.

161. Les exceptions préliminaires sont proposées par voie de motion, dont avis doit être donné à la partie adverse dans les trois jours de l'entrée de la cause ou de la production de la pièce qui y donne lieu, sauf les cas portés dans les articles 177, § 6, 178 et 181.

Cette motion doit être présentée au tribunal aussitôt que faire se peut après l'expiration du délai auquel a

ance in the office of the court on or before the last day of the delay allowed for appearance.

If the defendant does not so appear and the plaintiff does not take any proceeding in the case, the defendant may appear, but he is not entitled, unless the judge otherwise orders, to any longer delay for pleading to the action than if he had appeared within the delay prescribed.—*New, in part; C. C. P., 83.*

162. If the defendant does not appear within the delays prescribed, the plaintiff may obtain from the protonotary an entry of default against him, and, upon obtaining a certificate of such entry, may proceed to judgment.—*C. C. P., 86, amended.*

163. Notwithstanding any proceeding on the part of the plaintiff, the defendant may, at any time before judgment, upon sufficient cause shown, obtain from the judge leave to appear, upon such conditions as are deemed proper.—*C. C. P., 87, amended.*

CHAPTER XVI.

CONTESTATION OF THE ACTION.

SECTION I.

Preliminary Exceptions.

§ 1.—RULES COMMON TO ALL PRELIMINARY EXCEPTIONS.

161.—Preliminary exceptions must be urged by way of motion, of which notice must be given to the opposite party within three days from the return of the action or the filing of the pleading to which they relate, saving the cases mentioned in Articles 177, Paragraph 6, 178 and 181.

Such motion must be presented to the court as soon as it is possible to do so after the expiry of the

droit la partie adverse.

Le tribunal peut, lors de la présentation de la motion, permettre à chaque partie de répondre par écrit et de faire une enquête, si c'est nécessaire. — *Nouveau*; C. P. C., 107

165. Cette motion ne peut être présentée, à moins qu'elle ne soit accompagnée d'un certificat du prothonotaire, dont avis doit avoir été donné à la partie adverse en même temps que de la motion, constatant le dépôt au greffe de la somme fixée par les règles de pratique. — *Nouveau*; C. P. C., 112.

Le dépôt n'est requis que sur les motions faites en vertu des articles 170, 173, 174, 177, 183 et 190, lesquelles sont considérées comme des plaidoyers préliminaires à l'action.

Le dépôt n'est pas requis sur les motions pour particularités, production des documents, rejet de partie des allégations de la demande, et autres motions semblables. — *Edw. VII.*, c. 34.

166. Toutes les exceptions préliminaires, sauf dans les cas des articles 177, § 6, 178 et 181, doivent être proposées en même temps; mais l'exception déclinatoire doit être d'abord vidée et les autres moyens sont ensuite décidés par le tribunal compétent. — *Nouveau*; C. P. C. 107

167. En tout temps avant jugement sur les exceptions préliminaires, sauf dans les cas prévus par les articles 177, § 6, 178 et 181, le demandeur peut, s'il croit que ces exceptions sont proposées uniquement pour retarder la cause, requérir, par écrit, le défendeur de plaider au mérite, et le forclore, si la défense n'est pas produite dans les six jours qui en suivent la demande; et, dans ce dernier cas, le tribunal ne

delay to which the opposite party is entitled.

The court may, when the motion is presented, allow either party to answer in writing, and to adduce evidence, if necessary. — *New*; C. C. P., 107

165. The motion cannot be presented unless it is accompanied with a certificate from the prothonotary, of which notice must have been given to the opposite party at the same time as the motion, establishing the deposit in the office of the court of the sum fixed by the rules of practice. — *New*; C. C. P., 112.

The deposit is not required except upon motions made under articles 170, 173, 174, 177, 183 and 190, which are considered as preliminary pleas to the action.

The deposit is not required upon motions for particulars, for production of documents, to reject some of the allegations of the declaration, and other like motions. — *Edw. VII.*, c. 34.

166. All preliminary exceptions are urged at the same time, except in the case of Article 177, Paragraph 6, 178 and 181; but the declinatory exception is first disposed of, and the other exceptions are then decided by the competent court. — *New*; C. C. P., 107

167. At any time before judgment upon preliminary exceptions, saving the cases stated in Articles 177, Paragraph 6, 178 and 181, the plaintiff may, if he thinks the exception is filed solely in order to retard the suit, require the defendant, in writing, to plead to the merits, and may foreclose him if a defense is not filed within six days from the demand thereof, in which latter case the court takes cognizance

peut prendre connaissance d'aucune autre contestation que de celle liée sur les exceptions préliminaires.—C.P.C., 120, 128, 131, *amendés*.

158. Si le défendeur produit sa défense, l'enquête a lieu sur toute la contestation, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement ; et, s'il réussit sur l'exception préliminaire, il a droit de recouvrer du demandeur les frais encourus sur la contestation au mérite à laquelle il a été forcé suivant les dispositions de l'article qui précède.—C.P.C., 132, *amendé*.

159. Lorsque le défendeur a opposé une exception dilatoire qui est ensuite maintenue, la forclusion de plaider au mérite, obtenue contre lui suivant l'article 167, n'a pas d'effet ; mais il est tenu de produire sa défense dans les six jours après l'expiration des délais accordés sur son exception, à défaut de quoi la forclusion reprend son effet.

S'il a plaidé au mérite sur la mise en demeure du demandeur, il peut, dans les six jours qui suivent le jugement maintenant son exception dilatoire, amender sa défense ou en produire une nouvelle, sans encourir de frais à cet égard ; à défaut de ce faire, il est présumé s'en tenir au plaidoyer produit.—C.P.C., 133, *amendé*.

§ 2.—EXCEPTION DÉCLINATOIRE.

170. La partie qui a été appelée devant un tribunal autre que celui qui doit connaître de la contestation, peut demander son renvoi devant le tribunal compétent, ou le déboute de l'action s'il n'y a pas de tel tribunal. Mais, si en produisant son exception déclinatoire, le défendeur dépose le montant réclamé, le juge, au lieu de renvoyer le dossier devant le tribunal compétent, déboute le demandeur de son action.—C.P.C., 113, *amendé* ; C.P.F., 168, 169 ; C.P.G., 65.

of no other issues than those raised upon the preliminary exceptions.—C.P.C., 120, 128, 131, *amended*.

158. If the defendant files his defence, proof takes place upon all the issues unless the court otherwise orders ; and if he succeeds upon the preliminary exception, he may recover from the plaintiff the costs incurred upon the contestation on the merits to which he was forced under the provisions of the preceding Article.—C.C.P., 132, *amended*.

159. When the defendant has pleaded a dilatory exception which is afterwards maintained, the foreclosure from pleading to the merits, obtained against him under Article 167, is without effect ; but he is bound to file his defence within six days after the expiry of the delays granted upon his exception, and in default of his so doing, the foreclosure holds good.

If, upon being required to do so by the plaintiff, the defendant has pleaded to the merits, he may, within six days after the judgment maintaining his dilatory exception, amend his defence or plead anew, without thereby incurring any costs ; in default of his doing so, he is presumed to abide by the defence filed.—C.C.P., 133, *amended*.

§ 2.—DECLINATORY EXCEPTIONS.

170. A party summoned before a court other than that which should hear the issues, may ask that he be referred to the competent court, or that the action be dismissed if there is no such court.

But if the defendant, upon filing his declinatory exception, deposits the sum claimed, the judge must, instead of referring the case to the competent court, dismiss the action.—C.C.P., 113, *amended* ; C.P.F., 168, 169 ; C.P.G., 65.

171. Lorsque le tribunal est incompétent à raison de la matière, le renvoi peut être demandé en tout état de cause ; et, si le renvoi n'est pas demandé, le tribunal est tenu de renvoyer d'office devant qui de droit. — C.P.C., 114, *amendé*.

172. Sur déclaration d'incompétence, le tribunal peut adjuger les dépens suivant les circonstances. — C.P.C., 115.

§ 3.—EXCEPTION DE LITISPENDANCE.

173. Le défendeur peut, en cas de litispendance, demander par voie d'exception préliminaire que le demandeur soit débouté de son action. — *Nouveau* ; C.P.C., 136.

§ 4.—EXCEPTION A LA FORME.

174. Le défendeur peut invoquer par exception à la forme, lorsqu'il lui cause un préjudice, les moyens résultant :

1. Des irrégularités dans le bref, la déclaration ou la signification ;
2. De l'incapacité du demandeur ou du défendeur ;
3. De l'absence de qualité du demandeur ou du défendeur ;
4. De ce qu'un exposé des causes de la demande n'est pas contenu dans le bref ni dans la déclaration ;
5. De ce que l'objet de la demande est décrit d'une manière irrégulière. — C.P.C., 116.

175. Les irrégularités dans le bref, la déclaration ou la signification, causant un préjudice, n'emportent nullité que dans les cas où il n'y est pas remédié. — *Nouveau*.

176. Les irrégularités dans le bref, la déclaration ou la signification sont couvertes par la comparution du défendeur et son défaut de les invoquer

171. If, nevertheless, the court has no jurisdiction by reason of the subject-matter of the action, the reference may be demanded at any stage of the case ; and if the reference is not demanded, the court is obliged of its own motion to refer the case to the proper authority. — C.C.P., 114, *amended*.

172. The Court in declaring itself incompetent may award costs according to circumstances. — C. C. P. 115.

§ 3.—EXCEPTIONS OF *lis pendens*.

173. The defendant may, in case of *lis pendens*, ask by a preliminary exception that the action be dismissed. — *New* ; C.C.P., 136.

§ 4.—EXCEPTION TO THE FORM.

174. The defendant may invoke any of the following grounds by exception to the form, whenever they cause a prejudice :

1. Irregularities in the writ, declaration or service ;
2. Incapacity of the plaintiff or of the defendant ;
3. Absence of quality in the plaintiff or in the defendant ;
4. The fact that a statement of the causes of action is not contained in the writ or in the declaration ;
5. Irregular description of the object of the demand. — C.C.P., 116.

175. Irregularities in the writ or service or in the declaration, which cause a prejudice, entail nullity only when they are not remedied. — *New*.

176. Irregularities in the writ or service or in the declaration are waived by the appearance of the defendant and his failure to take advantage of them

dans les délais fixés. — C.P.C., 119, amendé.

within the delays prescribed. — C.C.P., 119, amended.

§ 3.—EXCEPTION DILATOIRE.

177. La partie défenderesse peut, par exception dilatoire, arrêter la poursuite de la demande :

1. Si les délais auxquels elle a droit pour faire inventaire et délibérer, comme héritière, légataire ou commune en biens, ne sont pas expirés ;

2. Si le défendeur a droit d'exiger du demandeur des cautions ou l'exécution de quelque obligation préjudicielle ;

3. Si le demandeur enfreint la règle que les parties doivent rester avec les mêmes avantages jusqu'à ce que la justice en ait autrement ordonné ;

4. Si le défendeur a droit d'exercer un recours en garantie contre un tiers ;

5. Lorsque le défendeur a droit de demander la discussion des biens du débiteur principal ou originaire ;

6. Si le demandeur a cumulé dans sa demande plusieurs recours incompatibles ou contradictoires, ou qui ne tendent pas à des condamnations de même nature, ou dont le cumul est défendu par quelque disposition expresse, ou qui sont sujets à des modes d'instruction différents ; et dans ces cas le défendeur ne peut être tenu d'y répondre avant que le demandeur ait fait option ;

7. Si le demandeur ne réside pas dans la province, et qu'il ne soit pas produit une procuration de sa part ;

8. Si, dans le cas de dette ou de droit indivisible, toutes les parties intéressées et dont la présence est nécessaire ne sont pas en cause. — C.P.C., 120.

§ 3.—DILATORY EXCEPTIONS.

177. The defendant may stay the suit by dilatory exception :

1. If the delays to which he is entitled for the purpose of making an inventory and deliberating, whether as heir or legatee, or in the case of community of property, have not expired .

2. If the defendant has a right to demand security from the plaintiff, or the execution of some precedent obligation ;

3. If the plaintiff contravenes the rule that the parties must remain in their respective positions until these are changed by judicial authority ;

4. If the defendant has a right to exercise a recourse in warranty against a third party ;

5. If the defendant has a right to demand the discussion of the principal or original debtor ;

6. If the plaintiff has joined in his action several claims which are incompatible or contradictory, or which do not seek condemnations of a like nature, or the joinder of which is prohibited by some express provision, or which are susceptible of different modes of trial ; and in such cases the defendant cannot be bound to answer the action until the plaintiff has declared his option ;

7. If the plaintiff does not reside in the Province, and a power of attorney from him is not produced ;

8. If, in the case of an indivisible right or claim, all the parties interested and whose presence is necessary, are not made parties to the suit. — C.C.P., 120.

178. Si l'exception dilatoire est fondée sur délai légal pour faire inventaire et délibérer, les délais pour répondre à la demande, et même pour plaider les autres moyens préliminaires, ne courent contre le défendeur qu'à compter de l'expiration du temps qui lui est accordé pour faire cet inventaire et délibérer. — C. P. C., 121.

179. Tout individu ne résidant pas dans la province qui y porte, intente ou poursuit une action, une instance ou un procès, est tenu de fournir à son adversaire, qu'il soit ou non sujet de Sa Majesté, caution pour la sûreté des frais qui peuvent résulter de ses procédures. — *Nouveau* ; C. C., 29.

180. Le défendeur peut exiger que le demandeur soit tenu de donner caution pour le paiement des dépens dans les actions populaires ou poursuites *qui tam* pour recouvrement d'amendes ou de pénalités. — *Nouveau, partie* ; C. P. C., 128 ; R. P. O., 1242 *et seq.* ; S. R., 5716.

181. Dans les cas où une partie est tenue de donner caution, l'instance est suspendue, à la demande de la partie adverse, jusqu'à ce que le cautionnement soit fourni.

Les détails pour produire les exceptions préliminaires et la défense ne courent qu'après la date de la signification d'un avis, adressé au procureur du défendeur, l'informant que ce cautionnement a été fourni. — C. P. C., 128, *amendé* ; S. R. 5871 ; C. C., 29.

182. La demande de cautionnement pour sûreté des frais peut être faite devant le juge, ou le protonotaire

178. If the dilatory exception is founded upon the legal delay for making an inventory and deliberating, the delays for pleading to the action and even for setting up preliminary exceptions do not begin to run against the defendant until after the time allowed him to make such inventory and to deliberate. — C. C. P., 121.

179. Any person not resident in the Province who brings or institutes any action, suit or proceeding in its courts, is bound to give to the opposite party, whether a subject of Her Majesty or not, security for the costs which may be incurred in consequence of such proceeding. — *New* ; C. C., 29.

180. The defendant may require that the plaintiff be ordered to give security for the payment of the costs in popular or *qui tam* actions for the recovery of fines or penalties. — *New, in part* ; C. C. P., 128 ; R. P. O., 1242 *et seq.* ; R. S., 5716.

181. Whenever a party is bound to give security, all proceedings in the case may, upon application by the opposite party, be stayed until such security has been given.

The delays for filing preliminary exceptions and the defence do not begin to run until after the date of the service upon the defendant's attorney of a notice informing him that such security has been given. — C. C. P. 128, *amended* ; R. S., 5871 ; C. C. 29.

182. The application for security for costs may be made before the judge, or the protonotary out of

hors de terme, et il peut y être fait droit sur-le-champ

A défaut par la personne tenue au cautionnement de le fournir dans le délai fixé, la partie adverse peut demander le renvoi de la demande, sauf à se pourvoir.

Sans préjudice de la disposition précédente, toute personne de qui on peut exiger caution, peut en tout temps, que demande lui en ait été faite ou non, donner un cautionnement après un jour franc d'avis à la partie adverse. —C. P. C., 120, *amendé*.

182. Si le défendeur a des garants à mettre en cause, il peut, au moyen d'une exception dilatoire, obtenir que les délais pour plaider à l'action ne courent qu'après que les garants auront été mis en cause et tenus de plaider au mérite. —C. P. C., 122.

184. Le délai pour appeler garants est de quatre jours après la décision de l'exception dilatoire et, en sus, de tout le temps requis pour l'assignation des garants, comptés d'après les règles ordinaires, à moins que le tribunal ne fixe un autre délai. —C. P. C., 123, *amendé*.

185. L'action en garantie doit contenir un exposé sommaire des causes de la demande en garantie, et une copie de la demande principale et des pièces de plaidoirie qui nécessitent la mise en cause du garant. —C. P. C., 124, *amendé*.

186. En garantie simple le garant ne peut prendre le fait et cause du défendeur; il peut seulement intervenir et contester la demande principale, si bon lui semble. —C. P. C., 125

term, and may be adjudicated upon forthwith.

If the person bound to give security fails to do so within the delay fixed, the opposite party may obtain a judgment of nonsuit.

Saving the foregoing provision, any person, from whom security may be demanded, may at any time, whether the same has been demanded or not, put in such security after one day's notice to the opposite party.—C. C. P. 120, *amended*.

182. If the defendant has warrantors to call in, he may, by means of a dilatory exception, obtain leave that his delays to plead to the action be not computed until the warrantors have been called in and held to plead to the merits.—C. C. P., 122.

184. The delay to call in warrantors is four days after the decision of the dilatory exception, exclusively of whatever time may be required to summon the warrantors, computed according to the ordinary rules, unless the court fixes other delays.—C. C. P. 123, *amended*.

185. The demand in warranty must contain a summary statement of the grounds upon which it is made, with a copy of the principal demand and of the pleadings which require the calling in of the warrantors.—C. C. P., 124, *amended*.

186. In cases of simple or personal warranty, the warrantor cannot take up the defence of the defendant, but can merely intervene and contest the principal demand, if he thinks proper.—C. C. P., —125.

187. En matière de garantie formelle, l'acquéreur troublé ou évicé n'est pas tenu d'assigner immédiatement son garant direct, mais il a droit d'assigner en garantie tout arrière-garant qui peut éventuellement être tenu d'intervenir dans la cause.—C. P.C., 126.

188. En garantie formelle, le garant peut prendre le fait et cause du garanti qui est mis hors de cause, s'il le requiert.

Cependant, quoique mis hors de cause, il peut y assister et agir pour la conservation de ses droits.

Les jugements rendus contre le garant sont, après signification au garanti, exécutoires contre ce dernier.—C. P.C., 127.

189. Lorsque l'exception dilatoire maintenue a pour motif la mise en cause de garants, le défendeur principal ne peut être forcé de plaider qu'après l'expiration de six jours à compter de celui où le garant aurait pu être forcé lui-même de plaider à l'action en garantie.

Le garant peut, dans les délais accordés au garanti, plaider à l'action portée contre ce dernier, soit qu'il y ait eu déjà défense par le garanti ou non.—C. P. C., 134, amendé.

190. L'exception de discussion, dans les cas où elle a lieu, est sujette aux règles générales contenues dans cette section et aux règles spéciales contenues au code civil, articles 1941,

187. In cases of real warranty the purchaser who is disturbed or evicted is not bound to call in his immediate warrantor first, but may summon in warranty any more remote warrantor who may eventually be bound to intervene in the suit.—C. C. P., 126.

188. In case of real warranty, the warrantor may take up the defence of the warrantee, who is relieved from the contestation, if he requires it.

Nevertheless, although relieved from the contestation, he may remain in the suit and act in it for the protection of his rights.

Judgment rendered against the warrantor may, after being served on the warrantee, be executed against the latter.—C. C. P., 127.

189. When the object of the dilatory exception maintained is the calling in of warrantors, the defendant in the principal suit cannot be foreclosed from pleading until after the expiration of six days from the day on which the warrantor could himself have been foreclosed from pleading to the action in warranty.

The warrantor may, within the delays granted to the warrantee, plead to the action brought against the latter, whether the warrantee has already pleaded to it or not.—C. C. P., 134, amended.

190. The exception of discussion, whenever it lies, is subject to the general rules contained in this Section, and to the special provisions contained in Articles 1941, 1942, 1943, 2066

1942, 1943, 2066 et 2067.—C.P.C.,
130

and 2067 in the Civil Code.—C.C.P.,
130

SECTION II.

CONTESTATION AU MÉRITE.

§ 1.—INSCRIPTION EN DROIT.

101. Il y a lieu de plaider en droit à toute ou partie de la demande, lorsque les faits invoqués ou quelques-uns de ces faits ne donnent pas ouverture au droit réclamé.—C. P. C., 147, *amendé*.

102. Le plaidoyer en droit est proposé par voie d'inscription pour un jour fixe, qui est produite en même temps que la défense et qui contient tous les moyens au soutien.

Nul moyen qui n'y est pas allégué ne peut être soulevé lors de sa discussion.—*Nouveau*, R.P.C.S., 35.

103. La contestation sur l'inscription en droit est liée par la production d'icelle, dont toutes les allégations sont censées niées par la partie adverse.—*Nouveau*.

104. L'audition sur l'inscription ne peut avoir lieu que trois jours après sa signification à la partie adverse.—*Nouveau*; C.P.C., 462, § 2.

105. Nulle contestation en fait ne peut être inscrite avant le jugement sur l'inscription en droit.—*Nouveau*.

§ 2.—DÉFENSE.

106. Le défendeur peut faire valoir par sa défense :

1. Les moyens résultant de ce que le terme apposé à l'action n'est pas échu ni la condition arrivée ;

2. Les moyens qui ont éteint l'action ou réduit le droit réclamé par le demandeur ;

3. La fausseté des allégations ou

SECTION II.

CONTESTATION ON THE MERITS.

§ 1.—INSCRIPTION IN LAW.

101. An issue of law may be raised as to the whole or part of the demand whenever the facts alleged or some of them do not give rise to the right claimed.—C.C.P., 147, *amended*

102. An issue of law is raised by means of an inscription for a fixed day, which must be filed at the same time as the defence and contain all the grounds relied upon.

No ground which is not therein alleged can be urged at the hearing.—*New*, R.P.S.C., 35.

103. Issue is joined upon the inscription in law by the filing thereof; and all its allegations are deemed to be denied by the opposite party.—*New*.

104. The hearing upon the inscription can only be had upon the expiry of three days after its service upon the opposite party.—*New*; C.C.P., 462, § 2.

105. No issue of fact can be inscribed before judgment on the inscription in law.—*New*.

§ 2.—DEFENCE.

106. The defendant may plead by defence :

1. The non-completion of the term, or the non-fulfilment of the condition, upon which the right of action depends ;

2 The extinction, in whole or in part, of the right claimed by the plaintiff ;

de partie des allégations de l'action — *Nouveau. partie*, C. P. C., 136.

197. La défense doit être produite dans les six jours à compter de l'expiration du délai accordé pour comparaitre.

Si des exceptions préliminaires ont été produites, le délai ci-dessus court depuis le jugement sur ces exceptions, sauf lorsqu'il est autrement prévu dans la section précédente. — *Nouveau. partie*: C. P. C., 137.

13 — RÉPONSE ET RÉPLIQUE

198. Dans les six jours, le demandeur doit répondre à une défense contenant des faits nouveaux, et le défendeur à une réponse de même nature.

Si ces pièces de plaidoirie sont insuffisantes pour développer les moyens des parties, le juge peut accorder la permission de produire des pièces de plaidoirie additionnelles. — *Nouveau*, C. P. C. 138, 139, 148.

199. Le juge peut permettre à chaque partie, aux conditions qu'il juge convenables, de faire valoir, par voie de défense supplémentaire ou de réponse supplémentaire des faits essentiels, arrivés depuis la contestation. — *Nouveau*; CAL. 464; BOONE, s. 83.

200. Les moyens de droit, à l'encontre d'une défense ou d'une autre pièce de plaidoirie, sont proposés par voie d'inscription, conformément aux dispositions des articles 191 à 195, et les moyens d'exception préliminaire, par voie de motion, conformément aux règles des articles 164, 165 et 166 — *Nouveau*, C. P. C., 138, *partie*.

14 — PRODUCTION DES PIÈCES

201. Les dispositions des articles 155 à 160 régissent, en autant qu'elles

3 The falsity, in whole or in part, of the allegations of the action — *New, in part*, C. C. P., 136

197. The defence must be filed within six days after the expiry of the delay allowed for appearance.

Whenever preliminary exceptions have been filed, this delay runs from the time of judgment upon such exceptions, except where it is otherwise provided in the preceding section — *New, in part*, C. C. P., 137.

3.—ANSWER AND REPLY.

198. Within a delay of six days, the plaintiff must answer a defence containing new facts, and the defendant must reply to an answer of like nature.

If such pleadings are not sufficient to fully set forth the contentions of the parties, the judge may grant leave to file additional pleadings — *New*, C. C. P., 138, 139, 148.

199. The judge may allow either party, upon such conditions as are deemed proper, to plead, by way of supplementary defence or supplementary answer material facts which have arisen since issue joined. — *New* CAL. 464, BOONE, § 83

200. Grounds of law against any defence or other pleading are urged by way of inscription, in accordance with Articles 191 to 195, and grounds in the nature of preliminary exceptions are urged by motion, in conformity with Articles 164, 165 and 166. — *New* C. P. C., 138 *in part*

14 — FILING OF EXHIBITS.

201. The provisions contained in Articles 155 to 160 govern in so far as

sont applicables, la production des pièces ou preuves littérales invoquées à l'appui des défenses et réponses.

Si ces pièces ou preuves littérales ne sont pas produites avec la plaidoirie, elles ne peuvent l'être ensuite que du consentement de la partie adverse ou avec la permission du juge.

Le juge peut prolonger le temps pour la production de ces pièces ou preuves littérales.—*Nouveau, partie; C.P.C., 141, partie.*

5.—DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DÉFENSES, RÉPONSES ET RÉPLIQUES.

302. Chaque partie est tenue de répondre spécialement et catégoriquement aux allégations de la partie adverse, en les admettant, les niant ou déclarant qu'elles ne sont pas à sa connaissance.

Elle peut, cependant, nier généralement toutes ces allégations; mais la dérogation générale exclut toutes autres défenses, réponses ou répliques en fait.—*Nouveau.*

303. La partie qui plaide paiement, novation, remise, compensation ou prescription, peut rédiger sa plaidoirie conformément aux formules contenues dans la cédule E de l'appendice de ce code.—*Nouveau.*

304. Lorsqu'un amendement à une pièce de plaidoirie a été permis, le délai pour répondre à cette pièce court du jour où l'amendement a été fait et signifié, sans qu'il soit besoin de mise en demeure.—*C.P.C., 142.*

305. Après l'expiration du délai pour produire une pièce de plaidoirie, la partie défaillante est de plein droit exclue de le faire sans le consentement de la partie adverse ou la permission du juge.—*C.P.C., 140, amendé.*

may be the filing of exhibits referred to in the defence and answers.

If such exhibits are not filed with such pleading, they cannot afterwards be filed without the consent of the opposite party or leave of the judge.

A judge may extend the delay for filing the exhibits or written proofs.—*New, in part; C.C.P., 141, in part.*

5.—RULES APPLICABLE TO DEFENCES, ANSWERS AND REPLIES.

302. Each party must reply specially and categorically to the allegations of the opposite party, either by admitting or denying them, or by declaring that he is ignorant of them.

The party may, nevertheless, deny generally all such allegations; but a general denial excludes any other defence, answer or reply upon the facts of the case.—*New.*

303. Any party who pleads payment, novation, release, compensation, or prescription, may draw up his plea in accordance with the forms contained in Schedule E in the Appendix to this Code.—*New.*

304. When an amendment to any pleading has been allowed, the delay to answer such pleading is reckoned from the day on which the amendment is made and served, without any demand of answer being necessary.—*C.C.P., 142.*

305. After the expiry of the delay for filing a pleading, the party in default is by law foreclosed from doing so unless with the consent of the opposite party, or leave of judge.—*C.C.P., 140, amended.*

306. Cette forclusion, néanmoins, ne peut avoir lieu sans l'ordre du juge, si l'autre partie n'a pas produit, en la manière prescrite, avec sa plaidoirie, les pièces ou preuves littérales qui y sont invoquées — C.P.C., 141. *partie, amendé.*

307. Dans le cas de forclusion du défendeur de plaider, le demandeur peut procéder *ex parte* à jugement. — C.P.C., 143. *partie.*

308. La déségation de la signature ou d'une partie importante d'une lettre de change, d'un billet ou de tout autre écrit ou document sous seing privé sur lequel est basée une demande, ou de l'accomplissement des formalités requises par la loi pour rendre ce document valable, doit être accompagnée d'un affidavit attestant la vérité des faits allégués.

Dans les cas ci-dessus, la déclaration, que peuvent faire les héritiers ou représentants légaux d'un signataire, faiseur ou endosseur, qu'ils ne connaissent pas l'écriture ou la signature de leur auteur doit également être sous serment.

La défense fondée sur le défaut de présentation d'une lettre de change ou d'un billet au lieu indiqué, doit être accompagnée d'un affidavit attestant qu'à l'époque de l'échéance il y avait provision au lieu indiqué : sinon la présentation à l'échéance au lieu indiqué est présumée à l'encontre du faiseur et de l'accepteur — C.P.C., 145. *partie amendé.*

309. La déségation d'un document désigné dans l'article 1220 du Code civil, doit être accompagnée d'un cautionnement pour les frais de la commission nécessaire pour faire la preuve de ce document.

306. Such foreclosure does not, however take place without an order from the judge, if the opposite party has not filed with his pleadings, in the manner prescribed, the exhibits or written proofs upon which they are founded. — C. C. P., 141, *in part, amended.*

307. When the defendant is foreclosed from pleading, the plaintiff may proceed to judgment *ex parte*. — C. C. P., 143, *in part.*

308. The denial of a signature or of a material part of a bill of exchange, promissory note, or any other private writing or document, upon which any action is founded, or of the fulfilment of the formalities required by law to render the document valid, must be accompanied with an affidavit establishing the facts alleged.

In the above cases the declaration by the heir or legal representatives of a signer, maker, or indorser, that they do not know the writing or the signature of the person represented, must also be under oath.

The defence founded upon failure to present a bill of exchange or promissory note at the place fixed, must be supported by an affidavit establishing that at maturity provision had been made for payment at the appointed place, and in default thereof, presentation at the appointed place is presumed against the maker and acceptor — C. C. P., 145, *in part, amended.*

309. The denial of any document specified in Article 1220 of the Civil Code must be accompanied with the giving of security for the costs of the commission required to obtain the proof of such document.

Dans les cas des paragraphes 5 et 6 du même article, la dénégation de l'original déposé doit de plus être accompagnée d'un affidavit de la partie, énonçant qu'elle a des doutes et qu'elle ne croit pas que l'original en question a été signé par la personne ou exécuté de la manière y mentionnée. Il est alors du devoir de la partie qui veut faire usage de la copie produite, d'en prouver l'original, et, à cette fin, sur l'ordre d'un juge, la partie qui a la garde de l'original est tenue de le déposer au greffe du tribunal, dans la cause où l'authenticité en est contestée : et le protonotaire est tenu de lui en remettre une copie par lui certifiée, aux frais du contestant.

L'original, dont l'authenticité est niée comme susdit, peut être annexé à la commission requise pour en faire la preuve.—C.P.C., 145, § 3.

310. La défense qui a été ou qui aurait pu être faite à l'encontre de l'action originaire, peut être opposée à la poursuite basée sur un jugement rendu hors du Canada.—C.P.C., 42a, *amendé* : R.S., 5862.

311. La défense qui aurait pu être faite à l'encontre de l'action originaire, peut être opposée à la poursuite basée sur un jugement rendu dans une autre province du Canada, s'il n'y a pas eu d'assignation personnelle dans cette province ou s'il n'y a pas eu de comparution du défendeur.—C.P.C., 42d, *amendé* : R.S., 5862.

312. Semblable défense ne peut être faite, si le défendeur a été assigné personnellement dans cette province, ou s'il a comparu lors de l'action originaire, sauf dans les cas où il s'agit de décider d'un droit affectant un immeu-

In the cases of paragraphs 5 and 6 of the same Article, the denial of the original deposited must, moreover, be accompanied with an affidavit of the party making the denial, stating that he doubts and does not believe that the original in question has been signed by the person, or executed in the manner therein mentioned. The party wishing to make use of the copy filed is then bound to prove the original, and for this purpose the person who has charge of the original is bound, upon the order of a judge, to deposit it in the court in which its genuineness is contested; and the prothonotary is bound to furnish him, at the expense of the contesting party, with a copy thereof certified by such prothonotary.

The original, the authenticity of which is thus denied, may be annexed to the commission required to obtain its proof.—C.C.P., 145, § 3.

310. Any defence which was or might have been set up to the original action may be pleaded to an action brought upon a judgment rendered out of Canada.—C.C.P., 42a, *amended* : R.S., 5862.

311. Any defence which might have been set up to the original action may be pleaded to an action brought upon a judgment rendered in any other Province of Canada, provided that the defendant was not personally served with the action within such other Province or did not appear in such action.—C.C.P., 42d, *amended* : R.S., 5862.

312. Any such defence cannot be pleaded if the defendant was personally served in such province, or appeared in the original action, except in any case involving the decision of a right affecting immovables in this pro-

ble situé dans cette province, ou de la juridiction d'une cour étrangère concernant ce droit.—C.P.C., 42*b*, *amendé*; S.R., 5862; 54 V., c. 42, s. 1.

913. Dans le cas de poursuite contre une corporation, la signification faite dans une autre province conformément à la loi de cette province, est censée être une signification personnelle, dans le sens des deux articles précédents.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 42*c*; S.R., 5862.

SECTION III.

CONTESTATION LIÉE.

914. La contestation d'une cause est liée :

1. Par la demande et la défense, quand cette dernière ne soulève pas de faits nouveaux ;
2. Par la demande, la défense qui soulève des faits nouveaux et la réponse qui n'en soulève pas ;
3. Par la demande, la défense et la réponse qui soulèvent des faits nouveaux et les répliques ;
4. Par la demande, la défense, la réponse, la réplique, et par toute autre pièce de plaidoirie supplémentaire dont la production a été permise par le juge ; ou
5. Par la forclusion ou omission de produire des réponses à des défenses soulevant des faits nouveaux, ou des répliques à une réponse soulevant de pareils faits.—C.P.C., 148, *partie, amendé*.

CHAPITRE XVII.

Incidents.

SECTION I.

DEMANDE INCIDENTE ET DEMANDE RECONVENTIONNELLE.

vince or the jurisdiction of a foreign court concerning such right.—C.C.P., 42 *b*, *amended*; R.S., 5862; 54 V., c. 42, s. 1.

913. In any action against a corporation, any service made within another Province in conformity with the law thereof is considered as a personal service within the meaning of the two preceding Articles.—*New, in part*: C.C.P., 42*c*; R.S., 5862.

SECTION III.

JOINDER OF ISSUES.

914. The issues are completed .

1. By the demand and the defence, when the latter does not contain new facts ;
2. By the demand, the defence which contains new facts, and the answer which does not contain new facts ;
3. By the demand, the defence and the answer which contain new facts, and the reply ;
4. By the demand, the defence, the answer, the reply, and any other additional pleading allowed by the judge ; or
5. By a foreclosure, or the failure to file an answer to a defence containing new facts, or to file a reply to an answer containing new facts.—C.C.P., 148, *in part, amended*.

CHAPTER XVII.

Incidental proceedings.

SECTION I.

INCIDENTAL AND CROSS DEMANDS.

915. le cours incident

1. Principale qui forme la cause d'instance

2. Depuis la demande qui est principale ;

3. Pour laquelle il a été invoqué l'art. 149, amendé

916. par voie de C.P.C.,

917. demande en réclamation qui a même son origine qu'il ne

Dans la demande en réclamation, le demandeur ne peut pas invoquer une réclamation distincte de la demande principale

Lorsqu'il y a deux demandes, l'une peut être déclarée distincte de l'autre

918. nulle est la demande incidente avec la demande principale

valable le jour où elle est produite

C.P.C., 152

215. Le demandeur peut, pendant le cours de l'instance, former demande incidente :

1. Pour ajouter à la demande principale quelque chose qu'il a omis en la formant et qui lui est dû sur une même cause d'action ;

2. Pour demander un droit échu depuis l'assignation, et lié avec celui qui est exercé par la demande principale ;

3. Pour demander quelque chose dont il a besoin pour écarter un moyen invoqué par le défendeur.—C.P.C., 18, 149, *amendés*.

216. La demande incidente se fait par voie de déclaration ordinaire.—C.P.C., 150, *amendé*.

217. Le défendeur peut exercer par demande reconventionnelle toute réclamation qui résulte en sa faveur de la même source que l'action principale, et qu'il ne peut faire valoir par défense.

Dans le cas où la demande principale tend à une condamnation en deniers, le défendeur peut aussi former une demande reconventionnelle pour une réclamation de deniers qu'il peut avoir résultant d'autres causes ; mais cette demande reconventionnelle est distincte de l'action principale et ne peut la retarder.

Lorsque le tribunal adjuge sur les deux demandes en même temps, il peut déclarer qu'il y a compensation.—C.C.P., 151, 1110, *amendés*.

218. La demande reconventionnelle est de la même forme que la demande incidente, et doit être produite avec la défense à moins que pour raison valable le juge n'en permette plus tard la production.—*Nouveau, partie* ; C.P.C., 152.

215. The plaintiff may, in the course of the suit, make an incidental demand

1. In order to add to the principal suit something he has omitted to include in it and which arises from the same cause of action ;

2. In order to claim a right accrued since the service of the principal suit and connected with the right claimed by such suit ;

3. In order to demand something which he requires for the purpose of defeating a ground set up by the defendant.—C.C.P., 18, 149, *amended*.

216. This demand is made by means of an ordinary declaration.—C.C.P., 150, *amended*.

217. The defendant may set up by cross demand any claim arising out of the same causes as the principal demand, and which he cannot plead by defence.

When the principal demand is for the payment of a sum of money, the defendant may also make a cross demand for any claim for money arising out of other causes ; but such cross demand is distinct from and cannot retard the principal action.

The court, whenever it renders judgment upon both demands at the same time, may declare that there is compensation.—C.C.P., 151, 1110, *amended*.

218. A cross demand is in the same form as an incidental demand, and must be served with the defence unless for cause shown the judge allows it to be filed afterwards.—*New, in part* ; C.C.P., 152.

919. La contestation sur demande incidente ou reconventionnelle est liée de la même manière que sur demande principale, et est assujettie aux mêmes règles et délais.—C.P.C., 153, *amendé*.

SECTION II.

INTERVENTION.

920. Celui qui a intérêt dans un procès survenu entre d'autres parties, peut y intervenir en tout temps avant jugement.—C.P.C., 154, *amendé*, 156, *partie*.

921. L'intervention est formée par voie de déclaration ordinaire, contenant tous les moyens qui justifient la partie d'intervenir.—*Nouveau*, C.P.C., 155.

922. Elle ne peut arrêter la procédure sur l'instance principale, à moins qu'elle ne soit reçue par le juge.—*Nouveau*; C.P.C., 156.

923. Lorsque l'intervention a été reçue par le juge, l'instance est suspendue pendant trois jours; et, à défaut par l'intervenant de la signifier pendant ce délai aux parties en cause et d'en produire un certificat, elle est censée non avenue et n'a aucun effet. La production du certificat du protonotaire constatant ce défaut équivaut à un jugement renvoyant l'intervention.

La signification est faite au greffe pour les parties non représentées par procureur.—C.P.C., 157, *amendé*.

924. La procédure est soumise aux mêmes règles que l'action au cours de laquelle elle est produite, et les délais pour plaider se comptent du jour de la signification de l'intervention.—*Nouveau*, C. P. C., 158, *amendé*.

919. Issue is joined upon incidental or cross demand in the same manner as upon the principal demand, and the contestation is subject to the same rules and delays.—C.C.P., 153, *amended*.

SECTION II.

INTERVENTIONS.

920. Every person interested in an action between other parties may intervene therein at any time before judgment.—C.C.P., 154, *amended*, 156, *in part*.

921. An intervention is made by a declaration, in ordinary form, containing all the grounds which justify the party in intervening.—*New*, C.C.P., 155.

922. It cannot stay the proceedings in the principal action unless it is allowed by the judge.—*New*; C.C.P., 156.

923. When the intervention is allowed by the judge, the action is suspended during three days; and, if the intervening party fails within that period to have it served upon the parties in the cause and to file a certificate of such service, it is held not to have been filed, and has no effect. The filing of the certificate of the protonotary as to such default is equivalent to a judgment dismissing the intervention.

Service is made at the office of the court upon parties not represented by attorney.—C.C.P., 157, *amended*.

924. The proceedings are subject to the same rules as the action during which they are made, and the delays for pleading are computed from the date of the service of the intervention.—*New*; C.C.P., 158, *amended*.

SECTION III.

INSCRIPTION EN FAUX.

225. Outre l'action en faux qui peut être intentée comme principale, une partie peut s'inscrire en faux contre une pièce authentique produite, soit par elle si elle en a demandé la nullité, soit par la partie adverse.—C.P. C., 159, § 1 ; 160, *partie, amendé.*

226. L'inscription en faux incident se forme par une requête, tendant à ce qu'il soit permis à la partie de s'inscrire en faux contre la pièce qui y est indiquée, et à ce que la partie adverse soit tenue de déclarer si elle entend se servir de cette pièce.

La requête doit être signée par la partie elle-même, ou par son procureur muni d'une procuration spéciale produite avec la requête, à peine de nullité.—C.P.C., 161.

227. La présentation de cette requête doit être précédée du dépôt au greffe de la somme réglée par le juge pour répondre des frais encourus, en tout ou en partie, dans le cas où l'inscription en faux serait renvoyée.—C. 163, *amendé.*

228. Cette demande peut être faite en tout état de cause jusqu'à la clôture de l'enquête, et même après, jusqu'à jugement, en justifiant que la connaissance du faux a été acquise depuis la clôture de l'enquête.

La procédure sur le principal est suspendue jusqu'à ce qu'il ait été fait droit sur l'inscription en faux.—C.P. C., 164.

229. Dans les six jours après la présentation de la requête, à moins que ce délai ne soit prolongé par le juge, la partie adverse doit faire signifier au demandeur en faux et produire au

SECTION III.

IMPROBATION

225. Besides the action of improbation which may be brought as a principal action, a party in a suit may proceed by improbation against an authentic document produced by him, which he has asked to have declared null, or by the opposite party.—C.C. P., 159, § 1 ; 160, *in part, amended.*

226. Incidental improbation is begun by a petition, praying that the party be allowed to proceed by improbation against the document therein designated, and that the opposite party be held to declare whether he intends to make use of such document.

The petition must, under pain of nullity, be signed by the party himself, or by his attorney under a special power filed with the petition.—C.C. P., 161.

227. The presentation of the petition must be preceded by a deposit in the office of the court of a sum fixed by the judge, to meet the costs to be incurred, in whole or in part, in the event of the improbation being dismissed.—C.C. P., 163, *amended.*

228. Improbation may be begun at any stage of the suit until the closing of the proof, and even afterwards before judgment, upon proof that the falsity was not ascertained until after the proof was closed.

All proceedings in the principal suit are suspended until the improbation is decided.—C.C. P., 164.

229. Within six days after the presentation of the petition, unless the delay is extended by the judge, the opposite party must serve upon the plaintiff in improbation and file in the

greffe sa déclaration, signée d'elle ou d'un procureur spécial, si elle entend ou non se servir de la pièce arguée de faux.

Si elle ne fait pas cette déclaration dans le délai fixé, ou si elle déclare ne pas vouloir s'en servir, la pièce est rejetée du dossier, et est aussi déclarée nulle s'il y a conclusion à cet effet.—C.P.C., 165, 166, *amendés*.

230. Si le défendeur en faux déclare qu'il entend se servir de la pièce, le juge, sur la demande qui en est faite par l'une ou l'autre des parties, ordonne que la pièce et la minute, s'il y a lieu, soient déposées au greffe à la diligence de celui qui s'en prévaut, et que les dépositaires y soient contraints par toutes voies que de droit.—C.P.C., 167, *amendé*.

231. Les parties prennent communication au greffe, sans déplacement de la pièce arguée de faux.—C.P.C., 169, *amendé*.

232. Six jours après la production au greffe de la pièce arguée de faux, ou, si elle était au greffe lors de la déclaration prévue par l'article 229, dans les six jours de cette déclaration, le demandeur doit produire ses moyens de faux.—C.P.C., 170, *amendé*.

233. Au surplus, la contestation sur l'inscription en faux est liée et instruite comme l'action au cours de laquelle elle est faite, et est sujette aux mêmes règles et délais.—C.P.C., 172, *amendé*.

234. Par le jugement sur l'inscription de faux, il est aussi statué sur la remise de la pièce à qui de droit.—C.P.C., 173.

office of the court a declaration, signed by himself or by his special attorney, as to whether he intends to avail himself of the document attacked.

If he fails to make such declaration within the delay fixed, or if he declares that he does not intend to avail himself of the document, the latter is struck from the record, and is also declared null if there are conclusions to that effect.—C.C.P., 165, 166, *amended*.

230. If the defendant in improbation declares that he intends to make use of the document, the judge, upon the demand of either of the parties, orders that such document, and the original thereof if necessary, be deposited in the office of the court at the diligence of the party who relies upon it, and that the parties in charge thereof be compelled by all legal means to deposit it.—C.C.P., 167, *amended*.

231. The parties take communication of the impugned document at the office of the court, without removing it.—C.C.P., 169, *amended*.

232. Six days after the filing of the impugned document, or, if it has been already filed along with the declaration required by Article 229, within six days from such declaration, the plaintiff must file his reasons of improbation.—C.C.P., 170, *amended*.

233. In other respects the issues are joined and tried in the same way as in the action during which they are made, and are subject to the same rules and delays.—C.C.P., 172, *amended*.

234. The judgment which decides upon the improbation likewise determines to whom of right the document shall be handed over.—C.C.P., 173.

235. Les dispositions de cette section, à l'exemple de celles contenues en l'article 227, en autant qu'elles peuvent s'appliquer, doivent être observées dans l'action directe en faux. —C.P.C., 175.

SECTION IV.

CONTESTATION DES PROCÈS-VERBAUX.

236. La vérité d'un procès-verbal de shérif, d'huissier ou autre officier judiciaire, ou d'une autre personne autorisée à faire un procès-verbal de signification, est contestée par motion. —Nouveau ; C.P.C., 159, § 1, *partic*, 2, 3 ; 79.

SECTION V

RÉCUSATION.

237. Tout juge peut être récusé :

1. S'il est parent ou allié de l'une des parties jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ;

2. S'il a un procès sur question pareille à celle dont il s'agit dans la cause ;

3. S'il a donné conseil sur le différend ou s'il en a connu auparavant comme arbitre ; s'il a sollicité pour l'une des parties, ou s'il a ouvert son avis hors de l'instance et jugement ;

4. S'il a procès en son nom devant le tribunal où l'une des parties sera juge ;

5. S'il y a eu de sa part menace verbale ou par écrit contre l'une des parties, depuis l'instance, ou dans les six mois qui ont précédé la récusation ; ou s'il y a eu inimitié capitale sans réconciliation ;

6. S'il est syndic ou protecteur de quelque ordre, corps ou communauté, partie dans la cause, ou tuteur honoraire ou onéraire, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire de l'une des parties ;

235. The provisions of this Section, except those of Article 227, are observed, in so far as they apply, with regard to direct actions of improbation. —C.C.P., 175.

SECTION IV

CONTESTATION OF RETURNS.

236. The truth of any return by a sheriff, bailiff or other judicial officer, or by any other person authorized to make a return, is contested by motion. —New ; C.P.C., 159, § 1, *in part*, 2, 3 ; 79.

SECTION V

RECUSATION.

237. A judge may be recused :

1. If he is related or allied to one of the parties within the degree of cousin-german, inclusively ;

2. If he has an action involving a question similar to the one in dispute ;

3. If he has given advice upon the matter in dispute, or has previously taken cognizance of it as an arbitrator ; if he has acted as solicitor for either of the parties or has made known his opinion extrajudicially ;

4. If an action is pending in his name before a court in which one of the parties will sit as judge ;

5. If he has made verbal or written threats against one of the parties since the beginning of the action or within six months previous to the recusation ; or if there has been mortal enmity, between them without reconciliation ;

6. If he is the manager or patron of any order, corporation, or community, which is a party to the suit, or the tutor, honorary tutor, subrogate-tutor, or curator, or heir presumptive, or donee of either of the parties ;

7. S'il a quelque intérêt à favoriser une des parties.—C.P.C., 176, *amendé*.

8. S'il est parent ou allié de l'avocat ou du conseil ou de l'associé de l'avocat ou du conseil de l'une des parties à l'instance, soit en ligne directe, soit jusqu'au deuxième degré en ligne collatérale.—Edw. VII., c. 35.

236. Le juge est inhabile si lui ou sa femme est intéressé dans le procès.—C.P.C., 177, *amendé*.

239. Le juge qui connaît cause valable de récusation en sa personne, est tenu, sans attendre qu'elle soit proposée, d'en faire la déclaration par écrit, pour être mise au dossier.—C.P.C., 179.

240. Une partie qui sait cause de récusation contre le juge, est également tenue de la faire connaître aussitôt qu'elle vient à sa connaissance.—C.P.C., 180.

241. Après la déclaration du juge ou de l'une des parties, celle qui veut le récuser est tenue de le faire sous huit jours à compter de la signification de cette déclaration, délai après lequel elle n'y est plus reçue, à moins que le tribunal ne prolonge le délai pour cause suffisante.—C.P.C., 181.

242. S'il n'a été fait aucune déclaration ainsi que requis ci-dessus, la récusation peut être faite en tout état de cause avant jugement, en par la partie affirmant que les causes de récusation sont venues depuis peu à sa connaissance.—C.P.C., 182.

243. La récusation est proposée par requête, qui en contient les moyens et qui doit être signée par la partie elle-même ou par son procureur s'il a une procuration spéciale.

Si la partie est absente de la province, son procureur *ad litem* peut, sans procuration spéciale, signer la requête demandant que le juge s'abstienne.—C.P.C., 183.

7. If he has any interest in favouring any of the parties.—C.C.P., 176, *amended*.

8. If he is related or allied to the attorney or counsel, or to the partner of the attorney or Counsel of one of the parties to the suit, either in the direct line or to the second degree in the collateral line.—Edw. VII., c. 35.

236. A judge is disqualified if he or his wife is interested in the action.—C.C.P., 177, *amended*.

239. A judge who is aware of a ground of recusation to which he is liable, is bound, without waiting until it is invoked, to make a written declaration of it, to be filed in the record.—C.C.P., 179.

240. A party who is aware of a ground of recusation against a judge, is bound to make it known as soon as it comes to his knowledge.—C.C.P., 180.

241. After the declaration of the judge or of one of the parties, the party desirous of recusing the judge is bound to do so within eight days from the service of such declaration; after which he cannot do so, unless the court, for sufficient reasons, has extended the delay.—C.C.P., 181.

242. If no declaration as above mentioned has been made, the judge may be recused at any stage of the case before judgment, upon the declaration of the party that the grounds of recusation have only recently come to his knowledge.—C.C.P., 182.

243. A recusation is proposed by means of a petition containing the grounds thereof, which must be signed by the party himself or by his attorney under a special power.

If the party is absent from the Province, his attorney *ad litem* may, without special power, sign the petition asking that the judge abstain from sitting.—C.C.P., 183.

244. Lorsque la récusation est faite avant que le juge ait fait sa déclaration, elle doit lui être communiquée, et il doit déclarer par écrit si les faits sont véritables ou non ; il est ensuite procédé par un autre juge au jugement sur la récusation, sans que le juge récusé puisse y être présent.—C. P.C., 184.

245. Si la récusation est proposée contre le seul juge résidant dans le district, elle est portée au chef-lieu d'un district voisin indiqué par le juge récusé, et le dossier y est immédiatement transmis par le protonotaire.—C. P.C., 185.

246. Si le récusant n'a point de preuve écrite au soutien de sa récusation, le juge en est cru à sa déclaration, sans que le récusant puisse être reçu à la preuve par témoins, ni même à demander délai pour rapporter une preuve par écrit.—C. P.C., 186.

247. Si la récusation est jugée valable, le juge ne peut, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit, être présent à l'audience pendant la plaidoirie et le jugement.—C. P.C., 187.

248. Si la récusation a été portée devant le tribunal d'un autre district et est jugée valable, ce tribunal reste saisi de la cause, dont le dossier dès ce moment fait partie de ses archives.

Mais si la récusation est jugée mal fondée, la cause est renvoyée devant le tribunal originaire.—C. P.C., 188, 189.

249. La partie qui a droit de faire la récusation peut y renoncer en produisant un consentement par écrit que le juge prenne connaissance de la cause et la décide, sauf le cas de l'article 238.—C. P.C., 190.

244. When the recusation is made before the judge has made his declaration, communication of it must be given to him, and he must declare in writing whether the grounds are true or not ; another judge then proceeds to determine whether the recusation is well-founded, without the recused judge having a right to be present.—C. C. P., 184.

245. If the recusation is proposed against the sole judge residing in a district, it is carried to the chief-place of a neighbouring district, designated by the judge who is recused, and the record is forthwith transmitted to such place by the prothonotary.—C. C. P., 185.

246. If the recusing party has no written proof in support of his recusation, the judge's declaration is conclusive, and the recusing party cannot produce oral testimony, or even obtain delay to produce written evidence.—C. C. P., 186.

247. If the recusation is maintained, the judge cannot, for any cause or under any pretext whatever, be present in court during the hearing of the case or the rendering of the judgment.—C. C. P., 187.

248. If the recusation has been carried before a court of another district and is maintained, such court remains seized of the case, and the record from that period forms part of its records.

But if the recusation is dismissed, the case is sent back to the former court.—C. C. P., 188, 189.

249. A party who has a right to recuse a judge may renounce his right by filing a written consent that the judge hear and decide the case, except in the case mentioned in Article 238.—C. C. P., 190.

250. Dans ce cas, néanmoins, de même que lorsque la partie est en défaut de récuser, le juge n'est cependant pas tenu de siéger, à moins que les motifs de récusation n'aient été déclarés insuffisants.—C.P.C., 191.

SECTION VI.

DÉSARVEU.

251. La partie peut désavouer le procureur *ad litem* qui a excédé ses pouvoirs.

Elle peut également désavouer celui qu'elle n'a pas constitué, sans préjudice de ses droits, 'le ne le fait pas.—C.P.C., 192.

252. Le désaveu peut être formé pendant l'instance ou après le jugement.

Il est question du premier dans cette section.

Le second est soumis aux mêmes règles de procédure qu'une action ordinaire. Il ne suspend pas l'exécution, à moins d'un ordre de sursis donné par le juge.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 193, § 1; 1 *Pigeon*, 55; 3 *Rousseau & Laines*, 630; *Union Bank vs Dawson*, 11 Q.L.R., 329.

253. Il n'y a que la partie elle-même ou son procureur fondé de procuration spéciale, qui puisse former le désaveu, et il faut que la partie elle-même déclare qu'elle n'a pas donné pouvoir de faire la procédure épudiée.—C.P.C., 194.

254. Le désaveu se forme par une déclaration au greffe du tribunal où l'instance est pendante, que la partie désavoue l'acte en question, comme n'ayant jamais donné pouvoir de le faire.—C.C.P., 195.

255. Le désavouant est tenu de procéder sans délai à faire déclarer la

250. In such case, however, as also when the party fails to recuse, the judge is not bound to sit, unless the grounds of recusation have been declared insufficient.—C.C.P., 191.

SECTION VI.

DISAVOWAL.

251. A party may disavow his attorney *ad litem* who has exceeded his powers.

He may also disavow an attorney whom he has not employed, without prejudice to his rights if he does not do so.—C.C.P., 192.

252. A disavowal may take place during the suit or after judgment.

The former is treated in this Section.

The latter is subject to the rules of procedure in ordinary actions. It does not suspend the execution unless upon an order of the judge to that effect.—*New, in part*: C.C.P., 193, § 1; 1 *Pigeon*, p. 555; 3 *Rousseau & Laines*, p. 630; *Union Bank vs Dawson*, 11 Q.L.R., 329.

253. A disavowal can be made only by the party himself or by his attorney under a special power, and the party himself must declare that he did not authorize the proceeding which he repudiates.—C.C.P., 194.

254. Disavowal is made by filing in the office of the court before which the case is pending, a declaration that the party disavows the act in question, as never having authorized the same.—C.C.P., 195.

255. The party disavowing is bound to proceed without delay to

désaveu valable et ce. par requête signifiée tant au procureur désavoué ou à ses héritiers qu'à la partie adverse.—C.P.C., 196

236. Après la dénonciation du désaveu, il est sursis à toute procédure sur l'instance principale.—C.P.C., 197.

237. La procédure sur le désaveu est poursuivie comme toute instance ordinaire.—C.P.C., 198.

238. Si le désaveu est jugé valable, les actes désavoués sont mis à néant, et les parties remises au même état qu'à l'époque où les actes désavoués ont été faits.—C.P.C., 199.

SECTION VII.

CONSTITUTION DE NOUVEAU PROCUREUR.

239. Si la cause n'a pas été entendue au mérite, les procédures faites ou les jugements rendus après que le procureur de l'une des parties est décédé, ou lorsque ce procureur ne peut plus postuler ou s'est retiré, sont nuls, s'il n'y a comparution personnelle, constitution de nouveau procureur ou mise en demeure et défaut de le faire.—C.P.C., 200, amendé.

240. Le procureur, qui, de son gré, veut cesser d'occuper pour une des parties, doit en donner avis à celle qu'il représente et à la partie adverse.—C.P.C., 201.

241. Si le procureur d'une partie cesse ses fonctions, soit par la nomination à une charge publique incompatible avec la profession de procureur, soit par suspension ou décès, la partie adverse, si elle est représentée par procureur *ad litem*, en est censée satisfaite.

have the disavowal declared valid, and this is done by a petition served upon both the attorney disavowed or his heirs and the opposite party.—C.C.P., 196

236. After notice of the disavowal has been given, all proceedings in the principal action are stayed.—C.C.P., 197.

237. The procedure upon the disavowal is the same as in ordinary actions.—C.C.P., 198.

238. If the disavowal is maintained, the acts disavowed are annulled, and the parties are placed in the same position as they were in at the time when the acts were done.—C.C.P., 199.

SECTION VII.

CHANGE OF ATTORNEYS.

239. If the case has not been heard on the merits all proceedings had or judgments rendered after the attorney of one of the parties has died, or when such attorney can no longer act or has withdrawn, are null, unless such party has appeared in person, or appointed another attorney, or, after being called upon to do so, has made default.—C.C.P., 200, amended.

240. An attorney who desires of his own accord to cease representing a party, must give notice to such party and to the opposite party.—C.C.P., 201

241. If the attorney of one of the parties ceases to act as such, either in consequence of being appointed to a public office incompatible with his profession, or of suspension or death, the opposite party, when represented by an attorney *ad litem*, is deemed to

ment informée, sans qu'il soit besoin d'autre avis.—C.P.C., 202.

202. Lorsqu'une des parties cesse d'être représentée avant que la cause ait été soumise à la considération du tribunal, la partie adverse doit la mettre en demeure de nommer un nouveau procureur.—C.P.C., 203.

203. A défaut par le défendeur de constituer un nouveau procureur ou de comparaître en personne, le demandeur peut procéder dans l'instance *ex parte*.

Si c'est le demandeur qui est ainsi en défaut, il peut être débouté de son action, sauf à se pourvoir.—C.P.C., 204.

204. Une partie ne peut révoquer son procureur qu'en lui payant ses honoraires et déboursés, taxés contradictoirement ou après avis.—C.P.C.,

205. La partie qui a révoqué son procureur en doit nommer immédiatement un nouveau, sans que la partie adverse soit tenue de la mettre en demeure; et, à défaut de cette nomination, il est procédé tel que prévu en l'article 203.—C.P.C., 206.

SECTION VIII.

REPRISE D'INSTANCE.

206. Lorsque la cause est en état, elle ne peut être retardée, ni par le changement d'état des parties, ni par la cessation des fonctions dans lesquelles elles procédaient.—C.P.C., 434.

207. La cause est en état lorsque l'instruction est terminée et que la cause a été mise en délibéré.—C.P.C., 435.

be sufficiently informed without further notice.—C.C.P., 202.

203. When one of the parties ceases to be represented before the case is submitted to the consideration of the court, the opposite party must notify him to appoint another attorney.—C.C.P., 203.

204. If the defendant fails to appoint another attorney or to appear in person, the plaintiff may proceed with the suit *ex parte*.

If the plaintiff is the party thus in default he may be nonsuited.—C.C.P., 204.

205. A party's revocation of the powers of his attorney is not valid unless he pays him his fees and disbursements, taxed after hearing or notice given.

206. A party who revokes the powers of his attorney must immediately appoint another, without being notified to that effect by the opposite party; and in default of his doing so the case is proceeded with as provided in Article 203.—C.C.P., 206.

SECTION VIII.

CONTINUANCE OF SUIT.

206. When a cause is ready for judgment, it cannot be retarded either by change of the civil status of the parties or by cessation of the functions within which they were acting.—C.C.P., 434.

207. The case is ready for judgment when the trial is completed and the case is under advisement.—C.C.P., 435.

268. Le procureur qui connaît le décès ou changement d'état de sa partie, ou la cessation des fonctions dans lesquelles elle procédait, est tenu de le signifier à l'autre.

Les poursuites sont valables jusqu'au jour de cette signification.—C.P.C., 436.

269. Dans les affaires qui ne sont pas en état, toute procédure faite postérieurement à la notification de la mort ou du changement d'état de l'une des parties, ou de la cessation des fonctions dans lesquelles elle procédait, est nulle, et l'instance est suspendue jusqu'à ce qu'elle soit reprise par les intéressés ou que ces derniers aient été appelés en cause.—C.P.C., 437.

270. L'instance peut être reprise

- 1 Par les héritiers ou ayants cause de la partie décédée.
2. Par le pupille devenu majeur.
3. Par celui qui a épousé une partie dans la cause.
4. Par la femme qui a obtenu séparation de biens d'avec son mari, dans toute cause affectant ses propres.
5. Par celui qui remplace la partie dont les fonctions ont cessé.—C.P.C., 438.

271. La reprise d'instance est formée par requête produite au greffe.

La contestation sur cette demande est soumise aux règles et délais de l'action au cours de laquelle elle est faite.—C.P.C., 439, *amended*.

272. Si la reprise d'instance n'est pas contestée dans les délais fixés, elle

268. The attorney who is aware of the death or change of civil status of his party, or of the cessation of the functions within which such party was acting, is bound to notify the opposite party.

All proceedings had up to the day when such notice is given are valid.—C.C.P., 436.

269. In causes which are not ready for judgment, all proceedings had subsequently to notice given of the death or change of status of one of the parties, or of the cessation of the functions within which he was acting, are null, and the suit is suspended until its continuance by those interested, or until the latter have been called in to continue.—C.C.P., 437.

270. A suit may be continued

- 1 By the heirs or representatives of a deceased party.
2. By a minor who has attained full age.
3. By the husband who has married a party in the action.
- 4 By a wife who has obtained separation of property from her husband, when the suit affects her private property.
- 5 By a person who replaces a party whose functions have ceased.—C.C.P., 438.

271. The continuance is effected upon petition, filed in the office of the court.

The contestation of the petition is governed by the same rules and delays as apply to the action during which it is made.—C.C.P., 439, *amended*.

272. If the continuance is not contested within the delays prescribed, it

est censée admise. — C.P.C., 440, *partie*.

373. Si les parties intéressées ne reprennent pas l'instance, la partie en cause peut les y contraindre par une demande, en la forme ordinaire, qui est jointe à l'instance originaire et qui est soumise aux mêmes règles et délais que cette instance. — C. P. C., 441, *amendé*.

374. La reprise d'instance a lieu en continuant les derniers errements valides de la poursuite originaire. — C. P. C., 442, *amendé*.

SECTION IX. DESISTEMENT.

375. Une partie peut, en tout temps avant jugement, se désister de sa demande ou procédure, à la condition de payer les frais. — C. P. C., 450.

376. Le désistement peut être formé par une simple déclaration, signée par la partie ou par son procureur et présentée à l'audience ou produite au greffe.

Sauf s'il est fait à l'audience, la partie adverse présente, il n'a d'effet à son égard qu'autant qu'il lui a été signifié — C. P. C., 451, *amendé*. *La Banque d'Exchange vs Gilman*, 17 Can. S. C. R., 108.

377. Le désistement remet en plein droit les choses au même état qu'elles auraient été si la demande ou procédure n'avait pas eu lieu. — C. P. C., 452.

378. La partie qui s'est désistée ne peut recommencer avant d'avoir préalablement payé les frais encourus par la partie adverse sur la demande ou procédure abandonnée. — C. P. C., 453.

is held to be admitted. — C. C. P., 440, *in part*.

373. If the parties interested do not continue the suit, the party remaining in it may compel them to do so by a demand in the usual form, which is joined to the original suit and is subject to the same rules and delays as such suit. — C. C. P., 441, *amended*.

374. The continuance is effected by following up the last valid proceedings originally had in the suit. — C. C. P., 442, *amended*.

SECTION IX. DISCONTINUANCE.

375. A party may, at any time before judgment, discontinue his suit or proceeding on payment of costs. — C. C. P., 450.

376. Discontinuance may be effected by a simple declaration, signed by the party or his attorney, and presented to the court or filed in the office thereof.

Except when it is made at the trial, in presence of the opposite party, it has no effect against him unless it has been served upon him. — C. C. P., 451, *amended*; *Exchange Bank vs Gilman*, 17 Can. S. C. R., 108.

377. Discontinuance replaces matters as of course in the state in which they would have been, had the suit or proceeding not been commenced. — C. C. P., 452.

378. A party who has effected a discontinuance cannot begin again unless he previously pays the costs incurred by the opposite party upon the suit or proceeding discontinued. — C. C. P., 453.

SECTION X.

PÉREMPTION D'INSTANCE.

279. Toute instance est éteinte par la discontinuation de poursuites pendant deux ans.—C.P.C., 454, *amended*.

280. Néanmoins la péremption n'a pas lieu :

1. Lorsque la partie a cessé d'être représentée par procureur, dans les cas des articles 260 et 261 ;

2. Lorsque la partie elle-même est décédée ou a changé d'état ;

3. Lorsque la procédure est forcément arrêtée par un incident ou un jugement interlocutoire.—C.P.C., 455.

281. La péremption court contre les corporations et toutes personnes, même mineures lorsqu'elles sont représentées, sauf leurs recours contre ceux qui les représentent.

Elle ne court pas contre le souverain.—C.P.C., 456.

282. La péremption doit être déclarée par le tribunal, sur motion signifiée au procureur, ou à la partie elle-même si elle n'a pas de procureur.—C.P.C., 457, *amended*.

283. La péremption est couverte par toute procédure utile adoptée après les deux ans et avant la signification de la demande en déclaration de péremption ; mais elle ne peut être empêchée ou affectée par un acte de procédure subséquent à la signification de cette demande.—C.P.C., 458, *amended*.

284. La péremption n'éteint pas le droit d'action, mais seulement l'instance ou procédure.—C.P.C., 459.

285. En déclarant l'instance pé-

SECTION X.

PÉREMPTION OF SUITS.

279. Suits are perempted when no proceeding has been had therein during two years.—C.C.P., 454, *amended*.

280. Peremption, however, does not take place :

1. When the party has ceased to be represented by attorney in the cases mentioned in Articles 260 and 261 ;

2. When the party himself dies or has changed his civil status ;

3. When proceedings are compulsorily stayed by an incidental proceeding or by an interlocutory judgment.—C.C.P., 455.

281. Peremption takes place against corporations and against all individuals, even minors, when they are represented, saving their recourse against those who represent them.

It does not take place against the Crown.—C.C.P., 456.

282. Peremption must be declared by the court, upon a motion of which notice is given to the attorney, or if there is no attorney, to the party himself.—C.C.P., 457, *amended*.

283. Peremption is covered by any useful proceeding taken after the lapse of two years and before the service of the motion to have it declared ; but it cannot be prevented or affected by any proceeding taken subsequently to the service of such motion.—C.C.P., 458, *amended*.

284. Peremption does not extinguish the right of action, but only the suit or proceeding.—C.C.P., 459.

285. The court, in declaring the

mée. le tribunal peut, suivant les circonstances, condamner le poursuivant à tous les dépens.—C.P.C., 460.

SECTION XI.

EXAMEN PRÉALABLE ET INSPECTION
DE DOCUMENTS.

286. En tout temps avant l'instruction, mais après la production de la défense, une partie peut assigner à comparaître devant le juge ou le protonotaire, pour être interrogé comme témoin sur tous faits se rapportant à la demande ou à la défense :

1. La partie adverse ;
2. Si la partie adverse est une corporation, le président, le gérant, le trésorier ou le secrétaire de cette corporation ;
3. Si la partie adverse est une société étrangère ou une corporation étrangère faisant affaires en cette province, l'agent de cette société ou corporation.—*Nouveau*; C.P.C., 251a ; S. R., 5879 ; R.P.O., 488 *et seq.* ; Eng. R., 343.

287. Les règles relatives à l'assignation, à l'examen et à la punition des témoins, ainsi qu'à la prise des dépositions, régissent les cas prévus par l'article précédent, en autant qu'elles sont applicables.

Dans le cas où l'examen a lieu devant le protonotaire, s'il s'élève quelques difficultés, les parties sont renvoyées devant le juge pour adjudication.—*Nouveau* ; C.P.C., 225, *partie*.

288. La déposition prise en vertu des articles précédents doit servir de preuve dans la cause ; mais si la partie interrogée comme témoin est encore dans la province et peut être produite lors de l'instruction, elle peut y être examinée de nouveau.

peremption of the suit, may, according to circumstances, condemn the plaintiff to pay all costs.—C.C.P., 460.

SECTION XI.

DISCOVERY AND INSPECTION OF
DOCUMENTS.

286. At any time before trial, but after defence filed, any party may summon any of the following persons to answer as a witness, before the judge or the prothonotary, upon all facts relating to the action or the defence :

1. The opposite party ;
2. When the opposite party is a corporation, the president, manager, treasurer, or secretary of such corporation ;
3. When the opposite party is a foreign firm or corporation doing business in this Province, the agent of such firm or corporation.—*New*, C.C.P., 251a ; R.S., 5879 ; R.P.O., 488 *et seq.* ; Eng. R., 343.

287. The rules governing the summoning, examination and punishment of witnesses and the taking of evidence, apply, in so far as may be, to the cases mentioned in the preceding Article.

If any dispute arises during the examination before the prothonotary, the parties are sent before the judge to have it decided.—*New* ; C.C.P., 225, *in part*.

288. The deposition taken by virtue of the preceding Articles shall be used as evidence in the case ; but if the party examined as a witness is still in the Province, and can be produced at the trial he may be again examined.

La déposition prise avant l'instruction doit, dans tous les cas, former partie du dossier, et ce qu'elle a coûté entre en taxe.—*Nouveau*.

280. Sur demande d'une partie, le juge peut, en tout temps après la production de la défense et avant l'instruction, ordonner à la partie adverse d'exhiber tout objet, ou de donner communication ou copie, ou de laisser prendre copie de tout livre ou document, dont elle a le contrôle et qui se rapporte à la demande ou à la défense, aux conditions, temps et lieu, et en la manière qu'il juge à propos.—*Nouveau*; C.P.C., 273; N.Y.C., 803, 804, 805; R.P.O., 507 *et seq.*

290. Les frais de l'examen font partie de ceux de la cause, à moins que le juge, en adjugeant sur les dépens de l'instance, n'en ordonne autrement.—*Nouveau*; Eng. R., 345.

SECTION XII.

RÉUNION D'ACTIONS.

201. Deux ou plusieurs actions entre les mêmes parties, dans lesquelles les questions en litige sont en substance les mêmes ou dont les matières pourraient être convenablement réunies en une seule, peuvent être réunies par ordre du juge aux conditions estimées justes.—*Nouveau*; A.R.O., 33.

202. Le juge peut en outre ordonner que plusieurs actions soient instruites en même temps et jugées sur la même preuve, ou que la preuve faite dans une action serve dans une autre action, ou que l'une de plusieurs actions soit instruite et jugée la première et que les autres actions soient suspendues jusqu'à jugement sur la première.—*Nouveau*; A.R.O., 34.

The deposition taken before the trial shall in any case form part of the record, and the costs thereof shall enter into taxation.—*New*.

280. Upon the application of any party, the judge may, at any time after defence filed and before trial, order the opposite party to exhibit any object, or to give communication or furnish a copy or allow a copy to be made of, any book or document in his control, relating to the action or the defence, at such times and places, under such conditions and in such manner as are deemed proper.—*New*; C.C.P., 273; N.Y.C., 803, 804, 805; R.P.O., 507 *et seq.*

290. The costs of such examination form part of the costs in the cause unless the judge, in adjudicating upon costs, orders otherwise.—*New*; Eng. R., 345.

SECTION XII.

JOINDER OF ACTIONS.

201. Two or more actions between the same parties, in which the questions at issue are substantially the same, or for matters which might properly be combined in one action, may be consolidated by order of the judge upon such terms as are deemed proper.—*New*; A.R.O., 33.

202. The judge may also order several actions to be tried at the same time and decided on the same evidence, or the evidence in one action to be used as evidence in another, or may order one of several actions to be tried and decided first and the other actions to be stayed until judgment in such action.—*New*; A.R.O., 34.

CHAPITRE XVIII

Instruction.

SECTION I

INSCRIPTION.

393. La cause qui ne doit pas être instruite devant un jury peut être inscrite par l'une ou l'autre des parties pour preuve et audition, après l'expiration des trois jours qui suivent la contestation liée.—*Nouveau*. C.P.C., 220, 234, 243, *partie*.

394. Pour les fins de cette inscription, le protonotaire doit tenir un rôle sur lequel les causes sont inscrites.—C.P.C., 237, *amended*.

395. Nulle cause ne peut être mise sur le rôle à moins qu'une copie des pièces de plaidoirie nécessaires pour lier la contestation ne soit produite au greffe pour l'usage du juge président au procès.

Le protonotaire doit, avant l'audition des témoins, exiger de chaque partie un dépôt de dix piastres pour rencontrer le paiement des honoraires du sténographe, et exiger de plus, au cours de l'instruction, s'il y a lieu, des dépôts additionnels.—*Nouveau*; C.P.C., 320a, § 4, 320b, S.R., 5888; Eng. R., 454; N.Y.C., 981.

396. Un avis d'au moins six jours du jour fixé pour enquête et audition doit être donné à la partie adverse.—*Nouveau, partie*, C.P.C., 235.

SECTION II

ASSIGNATION DES TÉMOINS.

397. Les témoins et les parties, s'ils ne consentent à paraître, sont assignés à la diligence de la partie qui en a besoin, par bref de *subpoena*, dont copie leur est signifiée au moins douze

CHAPTER XVIII

Trial.

SECTION I.

INSCRIPTION.

393. When the case is not to be tried by a jury it may be inscribed by either party for proof and hearing after the expiry of three days from issue joined.—*New*. C.C.P., 220, 234, 243, *in part*.

394. For the purpose of such inscription, the prothonotary must keep a roll on which the cases are inscribed.—C.C.P., 237, *amended*.

395. No case can be inscribed on the roll unless a copy of all pleadings necessary to join the issue, is filed in the office of the court for the use of the trial judge.

The prothonotary has the right, before the witnesses are heard, to require from each party a deposit of ten dollars to cover stenographer's fees, and further, if necessary, to require during the trial additional deposits.—*New*; C.C.P., 320a, § 4, 320b; R.S., 5888; Eng. R., 454; N.Y.C., 981.

396. Notice must be given to the opposite party at least six days before that fixed for proof and hearing.—*New, in part*. C.C.P., 235.

SECTION II

SUMMONING WITNESSES.

397. Witnesses and parties who do not appear voluntarily are summoned at the diligence of the party requiring their attendance by a writ of subpoena, a copy of which is served

heures, si l'assignation leur est donnée dans la cité, ville ou municipalité locale où siège la cour, et, dans les autres cas, au moins un jour, avant celui fixé pour leur examen.

Lorsque la distance excède cinquante milles, le délai est augmenté d'un jour à raison de chaque cinquante milles.—C.P.C., 244, *amendé*.

298. Le témoin peut être assigné, soit pour déclarer ce qu'il connaît, soit seulement pour produire quelque document qui se trouve en sa possession, soit pour ces deux objets à la fois.—C.P.C., 245, *amendé*.

299. Toute personne résidant dans la province d'Ontario peut être contrainte à comparaître comme témoin, si le juge le trouve nécessaire, pourvu qu'il n'y ait pas d'action pendante pour la même cause dans la province d'Ontario.—C.P.C., 246, *amendé*; S.R.C., c. 79, ss. 4, 5, 6.

300. L'assignation, dans le cas de l'article qui précède, ne peut être faite sans une ordonnance spéciale rendue par le juge, s'il le croit nécessaire, et mention de cette ordonnance doit être faite sur le bref de *subpoena*.—C.P.C., 247, *amendé*; S.R.C., c. 79, s. 7.

301. La signification du bref de *subpoena* est faite en la manière indiquée pour la signification des brefs d'assignation.

Dans la province d'Ontario, la signification est faite par une personne quelconque, qui en doit dresser procès-verbal sous serment.—C.P.C., 248, § 1, *amendé*; S.R., 5878.

302. Si la personne à assigner comme témoin est incarcérée, la partie

upon them at least twelve hours in advance, if the service is made upon them in the city, town or local municipality where the court sits, and, in other cases, at least one day before that fixed for their examination.

When the distance exceeds fifty miles, the delay is increased one day for each fifty miles.—C.C.P., 244, *amended*.

298. Witnesses may be summoned either to declare what they know, or merely to produce some document in their possession, or to do both.—C.C.P., 245, *amended*.

299. Any person residing in the Province of Ontario may be compelled to appear as a witness, if the judge deems it necessary, provided an action for the same cause be not pending in the Province of Ontario.—C.C.P. 246, *amended*; C.S.C. c. 79, ss. 4, 5, 6.

300. The service in the case mentioned in the preceding Article cannot be made without a special order granted by the judge, if deemed necessary; and such order must be mentioned upon the writ of *subpoena*.—C.C.P., 247, *amended*; C.S.C., c. 79, s. 7.

301. Service of the writ of *subpoena* is made in the manner provided for service of writs of summons.

In the Province of Ontario the service is made by any person whatever who must make return thereof under oath.—C.C.P., 248, *amended*; R.S. 5878.

302. If the person to be summoned as a witness is in prison, the

qui en a besoin peut obtenir une ordonnance du juge enjoignant au préfet ou au geôlier de le conduire devant le tribunal pour y rendre son témoignage. —C.P.C., 253, *amendé*.

303. Le témoin assigné qui, sans raison suffisante, ne comparait pas au lieu, jour et heure indiqués, peut, sur ordonnance préalable à lui signifiée personnellement, ou, s'il se cache, signifiée en la manière indiquée par le juge, être condamné à une amende n'excédant pas quarante piastres, laquelle est prélevée en faveur de la couronne de la même manière que toute autre somme adjugée par jugement, ou au paiement des dépens exécutatoires prélevables par voie d'exécution en la manière ordinaire, ou aux deux, sans préjudice du recours de la partie qui l'a assigné, pour les dommages qu'elle souffre par ce défaut et de l'emprisonnement pour mépris de cour, s'il y a lieu; mais seulement dans le cas où il a été, lors de la signification de l'ordre, offert une somme suffisante pour défrayer les frais de voyage du témoin au taux ordinaire alloué par le tribunal de son domicile.

Si le témoin défaillant réside dans la province d'Ontario, il n'est, pour son défaut, punissable que par le tribunal de sa résidence, sur transmission d'un certificat, donné par la cour, de son défaut de comparaître, suivant les dispositions qui précèdent. —C.P.C., 249, *amendé*; S.R.C., c. 79, s. 8.

SECTION III.

MARCHE DE L'INSTRUCTION ET
AJOURNEMENT

301. Si, au jour fixé pour le procès, une des parties ne produit pas de témoins et ne fournit pas d'excuse

party requiring him may obtain an order from the judge commanding the warden or gaoler to bring him before the court to give his evidence. —C.C.P., 253, *amended*.

303. Any witness summoned who, without sufficient cause, fails to attend at the place, day and hour appointed, may, upon a rule personally served upon him, or, if he evades service, served in the manner prescribed by the judge, be condemned to a fine not exceeding forty dollars, to be recovered, for the use of the Crown, in the same manner as any other sum awarded by judgment, or to the payment of the costs incurred by his default, which may be levied by execution in the ordinary way, or to both, independently of any recourse to the party who summoned him may have for damages caused by such default, and of imprisonment for contempt, if it lies; provided, always, that at the time he was served with the subpoena, a sufficient sum was tendered him for travelling expenses, at the rate usually allowed by the court of his domicile.

If the defaulting witness resides in the Province of Ontario, he can be punished for his default only by the court within whose jurisdiction he resides, upon a certificate, transmitted by the court, of his default to appear according to the foregoing provisions. —C.C.P., 249, *amended*; C.S.C., c. 79, s. 8.

SECTION III.

ORDER OF TRIAL AND ADJOURN-
MENT.

301. If, on the day fixed for the trial, one of the parties does not produce any witnesses and give any valid

valable de leur absence, son enquête peut être déclarée close.—C. P. C., 283, amendé.

304. Si, au jour fixé pour le procès, un témoin d'une des parties est absent pour une raison valable, la cause peut être ajournée à un jour ultérieur, pourvu que la partie justifie de sa diligence et jure que le témoin absent est nécessaire et que cette absence n'est due à aucune manœuvre de sa part.—*Nouveau* ; C. P. L., 464.

306. Lorsqu'une partie demande l'ajournement de la cause à raison de l'absence d'un témoin, la partie adverse peut la requérir de déclarer sous serment les faits qu'elle entend prouver par ce témoin ; et, si cette partie admet la vérité de ces faits ou si elle admet que le témoin témoignerait de ces faits, il est procédé à l'instruction comme si ce témoin était examiné.—*Nouveau* ; C. P. L., 465, 466.

307. Lorsqu'il est constaté sous serment qu'un témoin, par suite de maladie ou d'infirmité, ne peut se rendre à l'audience, le tribunal, au lieu d'ajourner la cause, peut ordonner que son témoignage soit pris conformément à l'article 356.—*Nouveau* ; C. P. L., 467.

308. Pour toute autre raison jugée valable, le tribunal peut aussi accorder l'ajournement d'une cause à toute partie qui en fait la demande.—*Nouveau* ; C. P. L., 468.

309. Dans tous les cas ci-dessus, le tribunal, en accordant l'ajournement, impose les conditions qu'il juge convenables.—*Nouveau*.

310. C'est à la partie ou, laquelle repose le fardeau de la preuve à procéder la première à l'examen de ses

reason for their absence, his proof may be declared closed.—C. C. P., 283, amended.

305. If, on the day fixed for the trial, a witness of one of the parties is absent for any valid reason, the case may be adjourned to a future day, provided the party shows that he has been diligent and makes oath that the absent witness is necessary and that such absence is not due to any contrivance on his part.—*New* ; C. P. L., 464.

306. When a party asks for an adjournment of the case on account of the absence of a witness, the opposite party may require him to declare on oath what facts he intends to prove by such witness ; and, if such party admits their truth, or admits that the witness would have sworn to them, the trial is proceeded with as if such witness had been examined.—*New* ; C. P. L., 465, 466.

307. When it is established under oath that a witness, by reason of illness or infirmity, cannot attend the trial, the court, instead of adjourning the case, may order the deposition to be taken in conformity with Article 356.—*New* ; C. P. L., 467.

308. The court may also grant an adjournment of a case to any party who applies therefor, for any other good cause shown.—*New* ; C. P. L., 468.

309. In all the above cases, the court, in granting the adjournment, imposes such conditions as it deems proper.—*New*.

310. The party upon whom the burden of proof lies must proceed first to the examination of his witnesses.

témoins.

La partie adverse procède ensuite à faire sa preuve, après quoi l'autre partie peut faire une contre-preuve.

Le tribunal peut, à sa discrétion, permettre l'examen d'autres témoins.—*Nouveau*, C.P.C., 282; C.P.L., 476, 477; H. et L., 594

311. L'enquête étant close, la partie sur laquelle reposait le fardeau de la preuve plaide la première; la partie adverse la suit; l'autre réplique, et, si dans sa réplique elle soulève un nouveau point de droit, son adversaire peut lui répondre.

Nulle autre plaidoirie ne peut avoir lieu sans la permission du tribunal.—*Nouveau*; C.P.L., 485.

SECTION IV.

EXAMEN DES TÉMOINS.

312. Le témoignage d'un seul témoin est suffisant dans tous les cas où la preuve testimoniale est admise.—*Nouveau*; C.C., 1230.

313. Chaque partie peut demander que pendant l'examen d'un témoin les autres se retirent de la salle d'audience.—C.P.C., 254, *amendé*

314. Toutes personnes sont témoins compétents excepté :

1. Celles qui sont dépourvues d'intelligence par défaut d'âge, démence ou autre cause ;
2. Celles qui ignorent ou méconnaissent l'obligation religieuse du serment ;
3. Celles qui sont mortes civilement ;

The opposite party then proceeds to make his proof, after which the other party may adduce evidence in rebuttal.

The court may, in its discretion, allow the examination of other witnesses.—*New*, C.C.P., 282; C.P.L., 476, 477; H. & L., 594

311. At the conclusion of the evidence, the party upon whom the burden of proof lies, addresses the court first; the opposite party follows, and the other party replies, and if in his reply he raises a new point of law, his opponent may answer.

No other address can be made, unless with the permission of the court.—*New*; C.P.L., 485

SECTION IV.

EXAMINATION OF WITNESSES.

312. The testimony of one witness is sufficient in all cases in which proof by testimony is admitted.—*New*; C.C., 1230

313. Any party may demand that during the examination of a witness the other witnesses retire from the room where the trial is held.—C.C.P., 254, *amended*.

314. All persons are competent to render testimony except

1. Persons deficient in understanding, whether from immaturity of age, insanity or other cause ;
2. Those who are insensible to the religious obligation of an oath
3. Those civilly dead

4. Les époux l'un contre l'autre. N^o 4. Ormeina, si les époux sont séparés de biens et que l'un des deux ait administré en qualité d'agent des propriétés appartenant à l'autre, l'époux qui a ainsi administré peut être examiné comme témoin contre l'autre au sujet de tout fait ayant trait à cette administration, pourvu que le tribunal soit d'avis, dans les circonstances de la cause, qu'il est à propos d'ordonner cet examen. Le défaut de la partie de faire entendre son conjoint en sa faveur ne peut pas être invoqué contre elle.—(3. Ed. VII., c. 53.)

315. Toutes les personnes habiles à être témoin sont soumises aux mêmes règles.

La parenté, l'alliance et l'intérêt ne sont cause de reproche contre un témoin, que relativement au degré de créance qu'on doit accorder à son témoignage.—C. P. C., 252, *partie, amendé*; S. R., 5680.

316. Une partie peut être interrogée par la partie adverse et son témoignage peut servir de commencement de preuve par écrit.

Elle peut aussi rendre témoignage en sa faveur.—*New*: C. P. C., 251, 54 V., c. 45, a. 2.

317. Le défant par une partie d'offrir son témoignage ne peut être interprété contre elle.—C. P. C., 251, *partie*; 54 V., c. 45, a. 2.

318. Sur inscription de faux contre un acte authentique, les notaires, les témoins instrumentaux ou autres fonctionnaires qui ont attesté l'acte, peuvent être admis à rendre témoignage.—C. P. C., 252, *partie*; S. R., 5680.

319. Une personne atteinte d'une infirmité qui la rend incapable de parler, ou d'entendre et de parler, peut être admise comme témoin, soit en rédigeant son serment ou affirmation et ses réponses par écrit, soit en donnant son témoignage à l'aide de signes, par l'intermédiaire d'un interprète.—

4. Husband or wife against each other. Nevertheless, if consorts are separate as to property and one of them as agent has administered property belonging to the other, the consort who has so administered may be examined as a witness against the other in relation to any fact connected with such administration; provided the court is of opinion, in view of the circumstances of the case, that it is just and advisable to order such examination. The default of a party to examine his consort in his favor, cannot be invoked against him.—(3. Ed. VII., c. 53.)

315. Persons competent to give evidence are all subject to the same general rules.

Relationship, connection by marriage, and interest are objections only to the credibility of a witness.—C. C. P., 252, *in part, amended*; R. S., 5680.

316. A party may be examined by the opposite party, and his evidence may be used as a commencement of proof in writing.

He may also give testimony in his own behalf.—*New*: C. C. P., 251; 54 V., c. 45, a. 2.

317. The fact that a party does not offer his testimony cannot be construed against him.—C. C. P., 251, *in part*; 54 V., c. 45, a. 2.

318. Upon the imputation of an authentic deed, the testimony of the notaries, attesting witnesses or other functionaries who witnessed the deed, may be received.—C. C. P., 252, *in part*; R. S., 5680.

319. A person afflicted with an infirmity which renders him unable to speak, or to hear and speak, may be examined as a witness either by writing down his oath or affirmation and his answers, or by giving his evidence with the aid of signs, through an interpreter.—C. C. P., 261, *amended*; 56

C.P.C., 261, *amendé*; 56 V. (C), c. 31, s. 6; *Stephen, Evid.*, art. 107.

330. L'huissier qui a signifié le bref d'assignation ne peut être reçu à témoigner des faits ou admissions dont il a eu connaissance après l'émission du bref d'assignation, si ce n'est à l'égard de cette assignation même. — *Nouveau*; C.P.C., 262.

331. Avant que le témoin soit admis à déposer, le juge ou le protonotaire doit lui faire jurer de dire la vérité, ou si c'est un quaker, le mot *jur* doit être remplacé pour ceux de déclarer et affirmer solennellement, sincèrement et véritablement. — C.P.C., 255.

332. La formule du serment et la manière de le faire peuvent être changées suivant la croyance religieuse du témoin, de manière néanmoins à le lier à ne déclarer que la vérité. — C.P.C., 256.

333. Un témoin qui refuse de faire le serment ou affirmation est censé refuser de rendre témoignage. — C.P.C., 257.

334. Avant d'être admis à faire serment, le témoin peut être examiné par l'une ou l'autre des parties sur sa croyance religieuse; et il ne peut être admis à faire le serment ou l'affirmation, ou à rendre témoignage, s'il ne croit en Dieu et à l'existence de récompenses et de punitions après la mort. — C.P.C., 259.

335. Une personne présente dans la salle d'audience peut être examinée comme témoin et est tenue de répondre, comme si elle avait été régulièrement assignée. — C.P.C., 250, *amendé*.

Vic., (C), c. 31, s. 6; *Stephen, Evid.*, art. 107.

330. The bailiff who served the writ of summons cannot testify to any facts or admissions which came to his knowledge after the issue of the writ of summons, except in relation to the service itself. — *New*. C.C.P., 262.

331. Before a witness can be heard, he must swear before the judge, or the prothonotary, to tell the truth, or, in the case of a Quaker, the word: "swear" is replaced by the words: "solemnly, sincerely, and truly declare and affirm." — C.C.P., 255.

332. The form of oath and the manner of taking it may be changed according to the religious belief of the witness, in such a manner, however, as to bind him to declare nothing but the truth. — C.C.P., 256.

333. A witness refusing to take the oath or affirmation is deemed to refuse to give evidence. — C.C.P., 257.

334. Before the witness is admitted to be sworn, he may be examined by either of the parties as to his religious belief; and he cannot take the oath or affirmation, or give evidence, if he does not believe in God, and in a state of rewards and punishments after death. — C.C.P., 259.

335. Any person who is present in the room in which the trial is being held may be examined as a witness, and is bound to answer, as if he had been regularly summoned. — C.C.P. 250, *amended*.

326. Le témoin présent ne peut refuser de répondre sous prétexte qu'on ne lui a pas fourni les deniers nécessaires pour payer ses frais de déplacement.—C.P.C., 268.

327. Le témoin doit d'abord être interpellé de déclarer et doit déclarer ses noms, âge, qualité ou occupation et domicile.—C.P.C., 267.

328. Il est permis à la partie adverse de constater, par examen préalable du témoin produit, ou de toute autre manière, les causes de reproche contre lui.—C.P.C., 268.

329. La partie qui produit un témoin ne peut le reprocher, mais elle peut prouver par d'autres le contraire de ce qu'il a dit, ou, avec la permission du tribunal, prouver qu'il a, à une autre époque, fait des déclarations incompatibles avec son témoignage actuel, pourvu que, dans ce dernier cas, le témoin ait d'abord été interrogé à cet égard.—C.P.C., 269.

330. Le témoin qui, sans raison valable, refuse de répondre ou de produire des pièces ou autres choses concernant le litige, qu'il a en sa possession, peut y être contraint par corps.—C.P.C., 277.

331. Le témoin n'est pas tenu de répondre aux questions qui lui sont faites, si ces réponses peuvent l'exposer à une poursuite criminelle.

Lui seul peut élever cette objection.—C.P.C., 274.

332. Il ne peut être contraint de déclarer ce qui lui a été révélé confidentiellement à raison de son caractère professionnel comme aviseur religieux ou légal, ou comme fonctionnaire de

326. A witness who is present cannot refuse to give evidence under pretext that the necessary amount to defray his travelling expenses has not been paid to him.—C.C.P., 258.

327. The witness must first be asked and must declare his names, age, quality or occupation, and domicile.—C.C.P., 267.

328. The opposite party may establish by a preliminary examination of any witness produced, or in any other manner, whatever grounds he may have for objecting to such witness.—C.C.P., 268.

329. A party cannot impeach the credit of a witness produced by himself, but he may prove by others the contrary of what such witness has stated, or, by leave of the court, he may prove that at other times he has made statements inconsistent with his present testimony, provided, in the latter case, the witness be first questioned upon the subject.—C.C.P., 269.

330. A witness who, without valid reason, refuses to answer or to produce documents or other things connected with the suit and in his possession, may be held by coercive imprisonment to do so.—C.C.P., 277.

331. A witness is not bound to answer questions put to him if his answering would expose him to a criminal prosecution.

This objection can be made only by the witness himself.—C.C.P., 274.

332. He cannot be compelled to declare what has been revealed to him confidentially in his professional character as religious or legal adviser, or as an officer of state where public

l'Etat lorsque l'ordre public y est concerné.—C.P.C., 275.

333. Lorsque des témoins sont appelés à constater l'identité d'un objet qui se trouve en la possession d'une des parties, le juge peut ordonner que la partie exhibe l'objet, soit devant le tribunal, soit en tous autres lieu et temps convenables, aux témoins ainsi appelés à en témoigner; et, à défaut par la partie de produire l'objet, l'identité en est réputée établie.

Le juge peut de la même manière ordonner au témoin qui est en possession de quelque objet en litige, de le produire sous les mêmes pénalités que pour refus de répondre à des questions pertinentes.—C.P.C., 273, *amendé*.

334. Le témoin est tenu de produire tout document concernant le litige, qu'il a en sa possession, et d'en laisser prendre copies ou extraits, si ce document est sous usage privé; et ces copies ou extraits, certifiés par le protonotaire, font foi de même que si l'original était produit.—C.P.C., 276.

335. Le protonotaire est tenu de demander au témoin s'il requiert taxe, et, si elle est requise, il doit l'octroyer eu égard à la qualité du voyage et au séjour du témoin.—C.P.C., 280, *amendé*.

336. La taxe est exécutoire contre la partie qui a fait citer le témoin, de la manière et après le délai prescrits pour tout jugement.

Le témoin peut faire émettre exécution contre la partie adverse condamnée à payer ses frais, pourvu qu'il n'ait pas déjà été décerné d'exécution à la poursuite de la partie qui a obtenu jugement, ou que le montant alloué au

policy is concerned.—C.C.P., 275.

333. When witnesses are called to prove the identity of any object in the possession of one of the parties, the judge may order that the party shall, either in court or at any other convenient place or time, exhibit such object to the witnesses thus called to give evidence concerning it; and, in default of his so exhibiting the object, it will be held to have been identified.

The judge may likewise order any witness who is in possession of any object which is the subject of the litigation, to produce it, under the same penalties in case of default as for refusing to answer pertinent questions.—C.C.P., 273, *amended*.

334. A witness is bound to produce any document in his possession touching the matter in issue, and to allow copies or extracts thereof to be taken if it is a private writing; and such copies or extracts, certified by the prothonotary, are entitled to the same credence as would be given to the originals.—C.C.P., 276.

335. It is the duty of the prothonotary to ask the witnesses if they require taxation, and, if they do, to tax their expenses with due regard to the nature of the voyage and the duration of their stay.—C.C.P., 280, *amended*.

336. The taxation may be enforced by execution against the party who summoned the witness, in the manner and after the delay prescribed for any judgment.

A witness may sue out execution against the opposite party condemned to pay his expenses, provided that no execution has already been sued out by the party who obtained the judg-

témoïn n'ait pas déjà été payé à cette partie ou à son procureur en vertu d'un mémoire de frais dûment acquitté.—C. P. C., 281, *amendé*.

337. La partie qui fait entendre plus de cinq témoins sur un même fait, ne peut répéter les frais des autres dépositions, sans la permission du juge. — *Nouveau*; C. P. C. F., 281; *Boilard*, n. 496.

338. Le témoin ne peut se retirer sans la permission du tribunal.—C. P. C., 278, *amendé*.

339. Le témoin est examiné par la partie qui le produit ou par son conseil, mais seulement sur les faits de la contestation. Les questions ne doivent pas être formulées de manière à suggérer la réponse, à moins que le témoin ne cherche manifestement à éluder la question ou à favoriser l'autre partie.—C. P. C., 270.

340. Lorsque la partie a fini d'interroger le témoin qu'elle a produit, la partie adverse peut le transquestionner de toutes manières sur les faits dont il a été question dans l'examen en chef, ou bien faire constater son refus de le transquestionner.—C. P. C., 271.

341. Le témoin peut être ré-examiné par la partie qui le produit, lorsque de nouveaux faits ont été déclarés sur les transquestions ou pour expliquer les réponses aux transquestions.—C. P. C., 272.

342. Si le témoin ne peut terminer son examen le même jour de sa comparution, il est tenu de se représenter le jour juridique suivant, ou tel autre jour qui lui est assigné par le

ment, or that the amount allowed the witness has not already been paid to such party or his attorney in virtue of a duly receipted bill of costs.—C. P. C., 281, *amended*.

337. A party who has examined more than five witnesses on the same fact cannot recover the costs of the other depositions without the permission of the judge — *New*; C. P. C. F., 281; *Boilard*, n. 496.

338. A witness must not withdraw without the permission of the court.—C. C. P., 278, *amended*.

339. Witnesses are examined by the party producing them or by his counsel, but only touching the facts in issue. The questions must not be leading, unless the witness evidently attempts to elude the question or to favour the other party.—C. C. P., 270.

340. When a party has ceased examining a witness he has produced, the opposite party may cross-examine such witness in every shape upon the facts referred to in the examination in chief, or he may require an entry to be made of his declining to cross-examine.—C. C. P., 271.

341. A witness may be re-examined by the party producing him, when new facts have been elicited on the cross-examination, or for the purpose of explaining his answers to the cross-questions.—C. C. P., 272.

342. If the examination of a witness cannot be completed on the day he appears, he is bound to attend again on the next following juridical day, or on such other day as is as-

tribunal et qui est porté sur le registre de la cour. Son défaut le rend passible des mêmes peines que le refus de se présenter à l'assignation.—C.P.C., 279, *amendé*.

343. La déposition donnée lors d'une première instruction de la même demande ou d'une autre demande basée en partie ou pour le tout sur la même cause d'action, est reçue en preuve, s'il est établi que le témoin qui l'a donnée est mort, ou est malade au point de ne pouvoir voyager, ou est absent de la province, et que la partie adverse a eu pleine liberté de contre-interroger le témoin.—*New ; C. Crim.*, 687; *Stephen, Ev.*, 32.

344. Sauf lorsqu'il est autrement prescrit, dans toute cause contestée, le témoin est interrogé à l'audience, la partie adverse présente ou dûment appelée.

Le juge peut faire au témoin les questions qu'il croit nécessaires.—C.P.C., 263, *partie, amendé*; S.R., 5881.

SECTION V.

COMMENT LES DÉPOSITIONS SONT PRISES.

345. Les témoignages sont pris par le moyen de la sténographie sous la direction du tribunal, à moins que celui-ci n'en ordonne autrement.—*New au, partie*; C.P.C., 320a, § 5; S.R., 5888.

346. Le tribunal peut ordonner que les notes du sténographe soient lues au témoin et corrigées sur le champ.—C.P.C., 320a, § 6. *première partie, amendé*; S.R., 5888.

347. Les notes du sténographe ne sont transcrites que lorsque le juge l'ordonne, ou dans les cas de révision ou d'appel, ou à la suite d'un procès

signed to him by the court and is entered upon the registers of the court. In default he is liable to the same penalties as for refusing to attend upon the subpoena.—C.C.P., 279, *amended*.

343. A deposition given at a former trial of the same action or of another action founded in whole or in part upon the same cause of action, may be given in evidence, if it is established that the witness who made it is dead, or is so ill as to be unable to travel, or is absent from the Province, and that the opposite party had a full chance to cross-examine the witness.—*New ; Crim. Code.*, 687; *Stephen, Evd.*, 32.

344. Unless where it is otherwise provided, the witnesses in any contested case are examined in open court, the opposite party being present or duly notified:

The judge may ask them any questions he deems necessary.—C.C.P., 263, *in part, amended*; R.S., 5881.

SECTION V.

TAKING DOWN EVIDENCE.

345. The evidence is taken down by means of stenography, under the direction of the court, unless it orders otherwise.—*New, in part*; C.C.P., 320a, § 5; R.S., 5888.

346. The court may order that the stenographer's notes be read to the witness and corrected in open court.—C.C.P., 320a, § 6, *in part, amended*; R.S., 5888.

347. The stenographer's notes are transcribed only when the judge so orders, or in case of review or of appeal, or at the conclusion of a jury

par jury lorsqu'il y a demande pour nouveau procès, ou pour un jugement différent, ou pour jugement dans une cause réservée. Chaque partie paye alors le coût de transcription de ses propres témoignages, lequel est néanmoins considéré comme faisant partie des frais de la cause.

Chaque partie peut obtenir, sur paiement de l'honoraire exigible, qui n'entre pas en taxe, une transcription totale ou partielle des notes.—*New*; C.P.C., 320a, § 6, *deuxième partie*; S.R., 5888; C.N.V., 82-88; Ont. A. J., 146; R.P.O., 205, 206, 802.

318. Le sténographe certifie sous son serment d'office la vérité et la fidélité de la transcription de ses notes.

Sur demande d'une partie intéressée, le juge qui a entendu le témoignage peut faire corriger les erreurs qui se sont glissées dans la copie ainsi transcrite. Les frais de correction doivent être payés par la personne en défaut.

Le sténographe doit déposer les livres contenant ses notes sténographiques à l'endroit et en la manière déterminées par les règles de pratique.—*Nouveau*, *partie*; C.P.C., 320a, § 6, *partie*; § 7, *amendé*; S.R., 5888.

319. Lorsque le tribunal ordonne qu'un témoignage ne sera pas pris par le moyen de la sténographie, il prend ou fait prendre par écrit, sous sa direction, des notes des parties importantes des témoignages et de toutes les objections sur lesquelles une des parties insiste, ainsi que des décisions sur ces objections.—C.P.C., 263, § 1, *partie*, *amendé*; S.R., 5881.

320. Lorsque le témoignage est ainsi pris par écrit, le témoin le lit ou lecture lui en est donnée dès qu'il l'a

trial when there is a motion for a new trial, for a different judgment, or for judgment in a reserved case. Each party then pays the cost of transcribing his evidence, which is nevertheless considered as forming part of the costs in the cause.

Each party may obtain, upon payment of a fee fixed, which is not taxable, a transcription of the whole or of part of the notes.—*New*; C.C.P., 320a, § 6, *in part*; R.S., 5888; N.Y. C., 82-88; Ont. J.A., 146; R.P.O., 205, 206, 802.

318. The stenographer certifies, under his oath of office, to the truth and correctness of the transcription of the notes.

Upon application by any party interested, the judge who heard the evidence may order the correction of any errors in the copy so transcribed. The costs of revision and correction must be paid by the party in default.

The stenographer must deposit the books containing his stenographic notes at the place and in the manner determined by the rules of practice.—*New*, *in part*; C.C.P., 320a, § 6, *in part*; § 7 *amended*; R.S., 5888.

319. Whenever the court orders that a deposition be not taken down by means of stenography, it takes down or causes to be taken down in writing under its direction, notes of the material parts of the evidence and of all objections insisted upon by either of the parties, with the decisions thereupon.—C.C.P., 263, § 1, *in part*, *amended*; R.S., 5881.

320. When the deposition is thus taken down in writing, it is read to or by the witness as soon as he has finish-

terminé ; il est ensuite interpellé de déclarer si la déposition contient la vérité, s'il y persiste et s'il ne sait rien de plus ; et il doit la signer.

S'il ne peut signer, il en est fait mention, ainsi que de la lecture qui lui a été donnée de la déposition.

Les notes du témoignage prises par le juge ou sous sa direction, sont ensuite signées par le juge ou le protonotaire, et elles constituent et elles sont considérées comme le témoignage du témoin.—C. P. C., 264, *partie*, 293, *amendé*.

351. Si le témoin ajoute, retranche ou change quelque partie de son témoignage, les changements doivent être insérés à la marge ou à la fin, avant la clôture de la déposition.—C. P. C., 264, *partie*, 294, *amendé*.

352. Il n'est ajouté aucune foi aux renvois non parafés, aux surcharges ni aux interlignes.

Le nombre des mots rayés et des renvois en marge doit être mentionné dans le certificat d'affirmation.—C. P. C., 295.

353. Au commencement de la déposition, il est fait mention du nom du juge présidant à l'instruction, de la désignation des parties, des noms, âge, qualité ou occupation et domicile ou résidence du témoin, et de l'affirmation ou du serment par lui fait.—C. P. C., 286, § 2, *amendé*; S. R., 5887.

354. Le juge prend ou fait prendre par le protonotaire notes de toutes les admissions faites de vive voix par les parties ; et ces notes, signées par le juge, font foi, de même que si elles étaient signées par les parties.—C. P. C., 266.

ed it ; he is then asked to declare whether it contains the truth, whether he persists therein, and whether he knows anything further ; and he must sign it.

If he cannot sign, mention is made thereof, as well as of the reading of the deposition.

The notes of evidence, taken by the judge or under his direction, are afterwards signed by the judge or the prothonotary, and they constitute and shall be considered as the evidence of the witness.—C. C. P., 264, *in part*, 293, *amended*.

351. If the witness adds to, strikes out, or alters any portion of his deposition, the changes must be inserted in the margin or at the end, before the closing of the deposition.—C. C. P., 264, *in part*, 294, *amended*.

352. No credence is given to unauthenticated marginal notes or to words written upon others, or to interlineations.

The number of words struck out and of marginal notes must be mentioned in the jurat.—C. C. P., 295.

353. At the commencement of the deposition must be mentioned the name of the judge presiding at the trial, the designation of the parties, the names, age, quality or occupation, domicile or residence of the witness ; and the fact of his having been sworn or having affirmed.—C. C. P., 286, § 2, *amended* ; R. S., 5887.

354. The judge takes down ; or causes the prothonotary to take down, notes of all admissions made orally by the parties ; and such notes, signed by the judge, make proof in the same manner as if they were signed by the parties.—C. C. P., 266.

CHAPITRE XIX.

Incidents de la preuve et de l'instruction.

SECTION I.

EXAMEN DES TÉMOINS DE CONSENTEMENT.

355. Le tribunal peut dispenser un témoin de comparaître à l'audience ou recevoir son témoignage pris de consentement.

Toutes les objections faites au cours de ce témoignage doivent être réservées pour audition lors de l'instruction.—*Nouveau* ; C.P.C., 239, 285, 290.

SECTION II.

EXAMEN DES TÉMOINS MALADES OU SUR LE POINT DE QUITTER LA PROVINCE.

356. Dans tous les cas où il est établi sous serment qu'un témoin est sur le point de quitter la province, ou que, par suite de maladie ou d'infirmité, il ne pourra se rendre à l'audience, le juge, le protonotaire, ou un commissaire de la cour supérieure, sur l'ordre du juge, peut prendre la déposition de ce témoin, en tout état de cause après l'assignation, les parties présentes ou dûment appelées ; et cette déposition a le même effet que si elle était prise à l'instruction.

Si le témoin peut être produit lors de l'instruction, il doit être examiné de nouveau en la manière ordinaire, lorsque l'une ou l'autre des parties le requiert. — C. P. C., 240, *amendé*.

SECTION III.

EXAMEN DES TÉMOINS DANS UN ENDRUIT AUTRE QUE CELUI OU LA CAUSE EST PENDANTE.

CHAPTER XIX.

Incidents of trial and of evidence.

SECTION I.

EXAMINATION OF WITNESSES BY CONSENT.

355. The court may dispense with the attendance of a witness in open court or receive his deposition taken by consent.

All objections raised during the taking of any such deposition must be reserved for hearing at the trial.—*New* ; C.C.P., 239, 285, 290.

SECTION II.

EXAMINATION OF WITNESSES WHO ARE ILL OR ABOUT TO LEAVE THE PROVINCE.

356. In any case wherein it is established upon oath that a witness is about to depart from the Province, or is prevented by illness or infirmity from attending before the court, the judge, the prothonotary or a commissioner of the Superior Court upon the order of the judge, may, at any stage of the proceedings after service of summons, receive the deposition of such witness, in presence of, or after due notice to, the parties ; and such deposition has the same effect as if it were taken at the trial.

If the witness can be produced at the trial, he must be examined anew in the ordinary manner, if it is required by either party.—C.C.P., 240, *amended*.

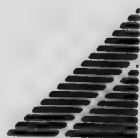
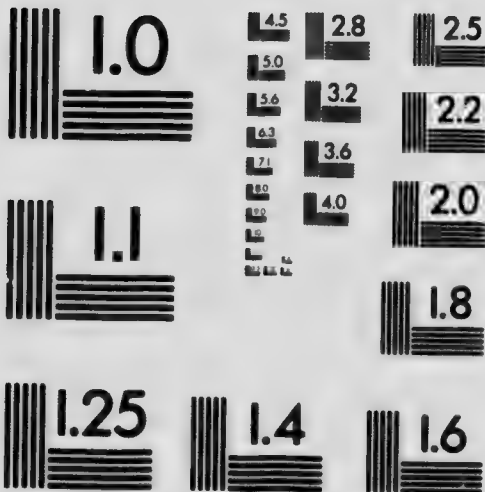
SECTION III.

EXAMINATION OF WITNESSES ELSEWHERE THAN WHERE THE CASE IS PENDING.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

357. Le juge peut, à sa discrétion et sans aucune commission ou autre formalité, ordonner que l'enquête ou l'examen de toute personne, même des parties sur faits et articles ou autrement, ait lieu en tout autre endroit où siège la cour supérieure ou la cour de circuit, devant le juge qui s'y trouve. Dans ces cas, après que le dossier a été pendant quatre jours entre les mains du protonotaire ou du greffier du lieu auquel la cause a été envoyée, les parties peuvent y procéder comme si la cause y était pendante.—C.P.C., 241.

358. Copie de cette ordonnance est transmise au protonotaire ou au greffier du tribunal à l'endroit indiqué, avec la partie du dossier qui peut être nécessaire, et le protonotaire ou greffier peut, là-dessus, faire les procédures nécessaires pour forcer les témoins ou parties à comparaître à l'endroit indiqué, tout jour fixé par le juge et auquel un juge sera présent.

Dans les cas de cet article et de l'article précédent, il y a lieu à l'application des règles contenues aux articles 301, 303 et 557. — C.P.C., 242, *amendé*.

SECTION IV

FAITS ET ARTICLES.

359. Les parties peuvent être interrogées sur faits et articles, aussitôt après la production de la défense, sur la contestation telle qu'alors engagée, sans retarder l'instruction non plus que le jugement.

Lorsque le défendeur est en défaut de comparaître ou de répondre à l'action, il peut être interrogé sur faits et articles aussitôt après son défaut.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 221; S.R., 5673.

357. The judge may, in his discretion, and without any commission or other formality, order the proof to be taken, or any person, even if he is a party, to be examined either upon articulated facts, or otherwise, at any place where sittings of the Superior Court or of the Circuit Court are held, before any judge at such place.

In such cases, after the record has been four days in the hands of the prothonotary or clerk at the place to which it has been sent, the parties may proceed as if the case were there pending.—C.C.P., 241.

358. A copy of such order is transmitted to the prothonotary or clerk of the court at the place mentioned, together with such part of the record as may be necessary; and the prothonotary or clerk may thereupon take the necessary proceedings to compel the witnesses or the parties to appear at the place named on any day fixed by the judge, on which a judge will be present at such place.

In the case of this and of the preceding Article, the rules contained in Articles 301, 303 and 557, apply.—C.C.P., 242, *amended*

SECTION IV.

INTERROGATORIES UPON ARTICULATED FACTS.

359. The parties may be examined upon articulated facts as soon as the defence is filed, upon the facts in issue as then joined, and without retarding the trial or the judgment.

If the defendant is in default to appear or to plead to the action, he may be examined on articulated facts as soon as he is so in default.—*New, in part*; C.C.P., 221, *amended*; R.S. 5673.

359. L'assignation pour répondre sur faits et articles est donnée en vertu d'un ordre, au nom du souverain, délivré par le protonotaire sur réquisition qui lui en est faite par écrit, et elle enjoint à la partie de comparaître devant le tribunal, le juge ou le protonotaire pour répondre aux interrogatoires qui lui seront soumis et qui sont annexées au bref dont copie lui est signifiée.—C.P.C., 222, 226, *partie, amendé*

361. L'assignation pour répondre sur faits et articles est donnée à la partie personnellement ou à son domicile, et non à son procureur, excepté lorsqu'elle est absente ou se cache ; et copie doit lui être laissée tant de l'ordre que des interrogatoires.

Au cas d'absence, le procureur à qui l'assignation a été signifiée peut demander qu'un délai soit accordé pour la comparution de sa partie ; ou, s'il indique le lieu où elle se trouve alors, il peut demander que la partie adverse la fasse interroger sur commission rogatoire.—C.P.C., 223, *amendé*

362. La partie assignée à répondre sur faits et articles doit comparaître en personne pour donner ses réponses après serment prêté.—C.P.C., 224, § 1 *amendé* : B.R., 5874.

363. Dans le cas d'assignation d'une corporation ou communauté légalement reconnue, les réponses peuvent être données sous serment par le président, le gérant, le secrétaire, le trésorier ou un autre officier ou employé, s'il est le porteur d'une autorisation générale ou spéciale à cet effet ou les réponses qu'il doit donner et affirmer comme étant celles que la corporation entend donner, peuvent être spécifiées par une délibération spéciale.

360. Parties are summoned to answer interrogatories upon articulated facts by means of a process issued by the prothonotary, in the name of the Sovereign, upon a written requisition to that effect, and ordering the party to appear before the court, the judge, or the prothonotary, to answer the interrogatories to be put to him, which are annexed to the process and are served upon him.—C.C.P., 222, 226, *in part, amended.*

361. The order to answer upon articulated facts is served upon the party personally or at his domicile, and not upon his attorney, unless such party is absent or absconding ; and a copy both of the order and of the interrogatories must be left with him.

If the party is absent, the attorney who has been served may apply to have delay given him to appear ; or, if he declares the place where such party then is, the opposite party may require that he be examined under a commission.—C.C.P., 223, *amended*

362. A party summoned to answer interrogatories upon articulated facts must appear personally to give his answers, under oath.—C.C.P., 224, § 1, *amended* ; R.S., 5874.

363. When the service is made upon a corporation or legally recognized body or community, the answers may be given under oath by the president, manager, secretary, treasurer, or other officer or employee, if he holds a general or special authorization for that purpose ; or the answers which he must give and swear to as being those which the party summoned intends to give, may be specified by special resolution

364. Si la partie assignée ne comparait pas ou ne répond pas aux questions qui lui sont proposées, défaut est enregistré contre elle et les faits peuvent être tenus pour avérés.

Le juge peut, néanmoins, pour raison valable et aux conditions qu'il juge à propos d'imposer, permettre à la partie défaillante de répondre ensuite aux faits et articles, avant la clôture de l'enquête de la personne qui l'a assignée.—C.P.C., 225, *partie, amendé.*

365. Les interrogatoires doivent être rédigés d'une manière claire et précise, de telle sorte que l'absence de réponse soit une admission du fait dont on veut obtenir l'aveu.—C.P.C., 227.

366. Les réponses sont prises par écrit et signées par la partie.

Le tribunal ou la personne devant laquelle la partie est assignée à venir répondre, peut proposer tous autres interrogatoires qu'elle considère nécessaires et pertinents.

Si la partie refuse de répondre à ces interrogatoires, le tribunal, le juge ou le protonotaire, suivant le cas, les fait mettre par écrit au dossier et ils sont réputés avérés.—C.P.C., 226, *amendé.*

367. Les réponses doivent être directement à la question, catégoriques et précises.

S'il s'élève quelques difficultés au cours de l'examen, les parties sont renvoyées devant le juge, pour adjudication.—C.P.C., 225, 228, *partie, amendé.*

368. La réponse qui n'est pas directe, catégorique et précise peut

364. If the party served with the rule fails to attend or to answer the questions put to him, a default is recorded against him, and the facts may be held to be admitted.

The judge may, nevertheless, for cause shown and upon such conditions as he thinks fit, allow the party so in default to answer the interrogatories afterwards, before the conclusion of the evidence of the party who summoned him.—C.C.P., 225, *in part, amended.*

365. The interrogatories must be drawn up in a clear and precise form, in such a manner that the absence of an answer shall be an admission of the fact sought to be proved.—C.C.P., 227.

366. The answers are taken down in writing and signed by the party.

The court or the person before whom the party is summoned to answer, may put any other interrogatories he may deem necessary and pertinent.

If the party refuses to answer such interrogatories, the court, the judge or the protonotary, as the case may be, causes them to be written out and placed in the record, and they are held to be admitted.—C.C.P., 226, *amended.*

367. The answers must be direct to the question, categorical and precise.

If any dispute arises during the examination, the parties are sent before the judge to have it decided.—C.C.P., 225, 228, *in part, amended.*

368. Every answer which is not direct, categorical and precise, may be

être rejetée, et les faits mentionnés en l'interrogatoire déclarés et tenus pour avérés.—C. P. C., 229.

369. Les frais résultant des interrogatoires sur faits et articles forment partie des frais de la cause.—C. P. C., 232, *amendé*; S. R., 5875.

370. La partie, en recevant une assignation à répondre sur faits et articles, peut exiger les deniers nécessaires pour son déplacement; mais lorsqu'elle est devant le tribunal, le juge ou le protonotaire, elle ne peut refuser de prêter serment ou de répondre avant d'être payée.

Elle a droit de demander que ses frais soient taxés, et cette taxe est exécutoire contre l'autre partie.—C. P. C., 233.

SECTION V.

SERMENT DEFERE PAR LE TRIBUNAL.

371. Quand il a été fait quelque preuve de la demande ou de la défense, le tribunal peut, dans sa discrétion, ordonner que l'une ou l'autre des parties ou toutes deux comparaissent pour compléter la preuve nécessaire à la détermination du montant pour lequel jugement devrait être donné.—C. P. C., 448; C. C., 1254, *amendé*.

372. Le serment sur la valeur de la chose demandée ne peut être référé par le tribunal à la partie qui fait la demande, que lorsqu'il est impossible d'établir autrement cette valeur.—C. C., 1256.

SECTION VI.

ENQUÊTE DEVANT UN COMMISSAIRE ENQUÊTEUR.

373. Le juge peut nommer une personne compétente commissaire en-

rejected, and the facts mentioned in the interrogatory declared and held to be proved.—C. C. P., 229.

369. The expense of interrogatories upon articulated facts forms part of the costs in the cause.—C. C. P., 232, *amended*; R. S., 5875.

370. Any party, on being served with a rule to answer interrogatories upon articulated facts, may demand the necessary funds to pay his travelling expenses; but when he is before the court, the judge or the protonotary, he cannot refuse to be sworn or to answer unless he is paid.

He has a right to have his expenses taxed, and such taxation may be enforced by execution against the opposite party.—C. C. P., 233.

SECTION V.

OATHS PUT BY THE COURT.

371. When some proof has been made of the demand or defence, the court may, in its discretion, order either or both of the parties to appear and answer on oath, in order to complete the proof necessary for the decision of the cause, or for determining the amount for which judgment ought to be given.—C. C. P., 448; C. C., 1254, *amend. d.*

372. The oath upon the value of the thing demanded can only be put by the court to the party claiming when it is impossible to establish such value otherwise.—C. C., 1256.

SECTION VI.

PROOFS BEFORE EXAMINERS.

373. The judge may appoint a competent person as an examiner to

quêteur pour faire l'enquête, lorsque, à raison de la nature du litige ou du nombre et de l'éloignement des témoins à examiner, il est démontré par une des parties, que les fins de la justice seront mieux remplies par la nomination de ce commissaire.—C.P.C., 300, *amendé*.

371. L'ordonnance qui nomme ce commissaire doit contenir l'indication de l'endroit où l'enquête sera faite, et le délai dans lequel elle devra être terminée.

Ce délai peut être prolongé par le juge pour cause suffisante.—C.P.C., 301, *amendé*.

375. Avant d'entrer en fonctions, le commissaire enquêteur doit faire serment devant un juge ou un commissaire de la cour supérieure de remplir fidèlement et impartialement ses devoirs, et ce serment doit être rédigé par écrit et attaché à son rapport.—C.P.C., 302, *amendé*.

376. Il doit donner aux parties un avis d'au moins six jours du temps et du lieu où il commencera l'enquête.—C.P.C., 303, *amendé*.

377. Les témoins sont assignés à comparaître devant le commissaire enquêteur, par bref de *subpoena* émis par le tribunal saisi de la cause.

Le commissaire peut faire prêter serment aux témoins et recevoir toute preuve littérale offerte par les parties, et a tous les pouvoirs du juge président à l'instruction, pour ce qui regarde l'examen des témoins.—C.P.C., 304, *amendé*.

378. Chaque partie peut également être assignée à répondre sur

take the proof, when, by reason of the nature of the dispute, or the number and distance of the witnesses to be examined, it is shown by any of the parties concerned that the ends of justice will be better attained by the appointment of such examiners.—C.P.C., 300, *amended*.

374. The rule appointing an examiner must specify the place where the proof shall be taken, and the delay within which it must be concluded.

This delay may be extended by the judge upon sufficient cause shown.—C.C.P., 301, *amended*.

375. The examiner, before entering upon his functions, must be sworn before a judge or a commissioner of the Superior Court to fulfil his duties faithfully and impartially, and such oath must be in writing and be annexed to his return.—C.C.P., 302, *amended*.

376. He must give the parties at least six days' notice of the time and place at which he will begin the examination.—C.C.P., 303, *amended*.

377. The witnesses are summoned to appear before the examiner by means of a writ of *subpoena* issuing from the court before which the suit is pending.

The examiner may administer the oath to them, may receive any documentary evidence produced by the parties, and has all the powers, in respect of the taking of evidence, of a judge presiding at the trial.—C.C.P. 304, *amended*.

378. Any party may also be summoned to answer interrogatories upon

faits
enqu
juge
l'enr

Ce
dispo
autar
P.C.,

37
quête
faire
avant
306, a

38
ou qu
réside
la pro
des sé
besoin
comm
person
ceux d
C.P.C.

38
dans le
liée, à
res lais
est acc
mission
C.P.C.

38
comme
Si le
mission
quatre

Sur la
tranche
noms,
juge, et
juge er
est ad

Si le
la com
sonnes

faits et articles devant le commissaire enquêteur, qui a tous les pouvoirs d'un juge pour la conduite d'un examen et l'enregistrement du défaut.

Ces faits et articles sont régis par les dispositions des articles 359 à 370, en autant qu'elles sont applicables. — C. P.C., 305, *amende*.

379. Après avoir complété l'enquête, le commissaire enquêteur doit faire rapport de ses procédures le ou avant le jour fixé par le juge. — C. P. C. 306, *amende*.

articulated facts before the examiner, who has the same power as a judge in respect of conducting the examination and entering default.

Such articulated facts are subject to the provisions of Articles 359 to 370 in so far as they are applicable. — C.C.P., 305, *amended*.

379. After completing the proof the examiner must make a return of his proceedings on or before the day fixed by the judge. — C.C.P., 306, *amended*.

SECTION VII.

COMMISSION ROGATOIRE.

380. Lorsque quelqu'un des témoins ou quelqu'une des parties à interroger réside hors de la province, ou même dans la province à plus de cent milles du lieu des séances du tribunal, la partie qui a besoin de les examiner peut obtenir une commission nommant une ou plusieurs personnes pour recevoir les réponses de ceux dont le témoignage est ainsi requis. C.P.C., 307, *amende*.

381. Cette demande doit être faite dans les quatre jours après la contestation liée, à moins de circonstances particulières laissées à l'arbitrage du juge; et elle est accordée, si la nécessité de cette commission lui est démontrée par affidavit. — C.P.C., 308, *amende*.

382. Les commissaires ont choisi comme suit :

Si les parties concourent dans la commission, chacune d'elles doit fournir quatre noms.

Sur la liste ainsi fournie, les parties re-tranchent alternativement chacune deux noms, à l'audience ou en présence du juge, et, sur les quatre noms restant, le juge en nomme trois à qui la commission est adressée.

Si les parties ne concourent pas dans la commission, elle est adressée aux personnes indiquées par celle qui la demande.

SECTION VII.

COMMISSION FOR THE EXAMINATION
OF WITNESSES.

380. When any of the witnesses or of the parties reside outside the Province, or even within the Province at a distance of more than one hundred miles from the place where the court is held, the party who requires to examine them may obtain a commission appointing one or more persons to receive the answers of such witnesses or parties. — C.C.P. 307, *amended*.

381. Application for that purpose must be made within four days after issue joined, except under the particular circumstances left to the decision of the judge; and it is granted upon the necessity for such commission being shown by affidavit. — C.C.P., 308, *amended*.

382. The commissioners are chosen as follows :

If the parties join in the commission each furnishes four names.

From the list thus formed, each party alternately strikes out two names, in the presence of the court or judge, who, out of the four remaining names, chooses three, to whom the commission is addressed.

If the parties do not join in the commission, it is addressed to the persons chosen by the party who applies for it.

323. Du consentement des parties la commission peut n'être adressée qu'à une seule personne choisie par les parties, et, à défaut d'entente sur le choix, nommée par le juge. — *Nouveau.*

324. Le juge fixe le nombre de commissaires qui devront être présents pour exécuter la commission, et règle et autorise la manière dont les témoins seront assermentés. — C.P.C., 310, *amendé.*

325. A cette commission sont attachés les interrogatoires et les transcriptions que les parties respectivement auront fait admettre par le juge, après avis à la partie adverse. — C.P.C., 311, *amendé.*

326. La commission est aussi accompagnée d'instructions adressées aux commissaires, sous la signature du juge, pour les guider dans son exécution. — C.P.C., 312.

327. Le rapport se fait par un certificat des commissaires qui ont agi, écrit sur le dos de la commission et énonçant que l'exécution en est constatée par les cédulés qui y sont annexées.

Il doit être scellé, avec endossement du titre de la cause et indication du contenu.

Il ne peut être ouvert et publié que par ordre du juge. — C.P.C., 313, *amendé.*

328. La partie qui demande la commission doit la faire transmettre et exécuter à sa diligence. — C. P. C., 314.

329. Si les parties ont concouru dans la commission, elles sont également tenues de la faire transmettre et exécuter. — C.P.C., 315, *amendé.*

323. If the parties consent, the commission may be addressed to one person only, chosen by them, or in default of such choice, appointed by the judge. — *New.*

324. The judge fixes the number of commissioners who must be present in order to execute the commission, and gives directions and authority for swearing witness. — C.C.P., 310, *amended.*

325. Annexed to the commission are the interrogatories and cross-interrogatories of each party which have been allowed by the judge after notice to the other party. — C.C.P., 311, *amended.*

326. The commission must also be accompanied with instructions addressed to the commissioners, under the signature of the judge, to guide them in its execution. — C.C.P., 312.

327. The return consists of a certificate of the commissioners who acted, indorsed upon the commission, and stating that the execution appears by the schedule thereto annexed.

The return must be sealed, and be indorsed with an indication of its contents and the name of the cause.

It cannot be opened and published without an order from the judge. — C. C. P., 313, *amended.*

328. The party who applies for a commission must, at his own diligence, cause it to be transmitted and executed. — C.C.P., 314.

329. If the parties have joined in the commission they are equally bound to have it transmitted and executed. — C.C.P., 315, *amended.*

390. Le défaut de rapporter la commission ne peut empêcher le tribunal de procéder à l'audition de la cause dans les cas suivants :

1. S'il paraît que la commission n'a été demandée que dans la vue de retarder le jugement ;

2. Si le rapport est retardé plus longtemps que la justice et l'équité ne le requièrent. — C. P. C., 316.

390. A failure to return the commission cannot prevent the court from proceeding with the hearing in the following cases :

1. If it appears that the party applied for the commission solely in order to retard the judgment ;

2. If the return has been delayed longer than justice and equity required. — C. C. P., 316.

SECTION VIII.

EXPERTISE, VISITE DES LIEUX, RENVOI EN MATIÈRE DE COMPTES ET ARBITRAGE.

391. Avant de faire droit sur le mérite de la cause, le juge, s'il est nécessaire, peut ordonner une instruction extraordinaire dans les cas ci-après mentionnés avant, pendant ou après l'instruction. — C. P. C., 321, *amendé*.

SECTION VIII.

EXPERTS, VIEWERS, REFERENCES IN MATTERS OF ACCOUNT, AND ARBITRATORS.

391. Before deciding upon the merits of the case, the judge may, if necessary, order an extraordinary investigation in the cases hereinafter mentioned, either before, during or after the trial. — C. C. P., 321, *amended*.

§ 1. — EXPERTISE ET VISITE DES LIEUX.

392. Lorsque quelque fait contesté entre les parties ne peut être vérifié que par la visite de l'objet ou des lieux, ou lorsque la preuve faite de part et d'autre est contradictoire, ou lorsque la nature du litige le requiert, le tribunal, d'office ou sur réquisition de l'une des parties, ou le juge, sur réquisition de l'une des parties, peut ordonner que les faits soient constatés par experts et gens à ce connaissant.

Le jugement qui l'ordonne doit énoncer clairement et distinctement les choses à vérifier. — C. P. C., 322, *amendé*.

§ 1. — VIEWERS AND EXPERTS.

392. Whenever the facts in contestation between the parties can be verified only by view of the object or premises, or the evidence produced by the parties is contradictory, or the nature of the contest requires it, the court, of its own accord or upon the application of either party, or the judge, upon the application of either party, may order the facts to be verified by experts and persons skilled in the matter.

The order for experts must specify clearly and distinctly the matters to be verified. — C. C. P., 322, *amended*.

393. Les experts sont au nombre

393. The experts are three in

de trois convenus par les parties ; toutefois, si les parties y consentent ou si le juge le croit à propos, eu égard à la nature de l'objet du litige, il n'en sera nommé qu'un seul.—C. P. C. 323, *amendé* ; C.P.C.F., 303 ; C.P.G., 216.

number, and are agreed upon by the parties ; nevertheless, if the parties consent or if the judge thinks proper by reason of the nature of the object in dispute, only one need be named.—C.C.P., 323, *amended* ; C.P.C.F., 303 ; C.P.G., 216.

394. Si, lors du jugement qui ordonne l'expertise, les parties se sont accordées pour nommer les experts, le même jugement leur donne acte de cette nomination.—C.P.C., 324.

394. If, at the time of the order for experts, their appointment has been agreed upon by the parties, the order records such appointment.—C. C.P., 324.

395. Si les parties ne conviennent pas des experts le juge fixe un jour auquel les parties doivent comparaitre devant le tribunal ou le juge pour procéder à la nomination ; et, à défaut de cet ordre, peut une partie assigner l'autre à comparaitre ainsi dans un délai raisonnable pour procéder à cette nomination.—C.P.C., 325, *amendé*.

395. If the experts are not agreed upon by the parties, the judge fixes a day on which the latter must attend before the court or judge in order to appoint them ; and in default of an order to that effect, either party may summon the other to attend as aforesaid within a reasonable delay for the purpose of such appointment.—C.C.P., 325, *amended*.

396. Les parties sont tenues de comparaitre au jour fixé, et, si elles ne peuvent alors convenir des experts, le juge les nomme pour elles.

Au cas de récusation jugée valable, il est nommé, en la manière ci-dessus prescrite, d'autres experts au lieu de ceux qui sont récusés.—C.P.C., 326, *amendé*.

396. The parties are bound to attend on the day appointed, and if they then fail to agree upon the experts, the judge makes the appointment in their stead.

In the case of a recusation being maintained against any of the experts, others are appointed in their stead in the manner above described.—C.C.P., 326, *amended*.

397. Les causes de récusation :

397. The grounds for recusing an

d'un expert sont :

1. La parenté ou alliance jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ;

2. L'intimité ;

3. L'inimitié ;

4. La subornation ;

5. L'intérêt ;

6. La domesticité ou autre emploi au service de l'une des parties ;

7. Si la personne proposée a un procès semblable, ou si elle est procureur ou agent de l'une des parties dans l'instance.

8. Généralement les causes d'exclusion applicables aux témoins.—C.P., C., 327, *amendé*.

expert are :

1. Relationship by blood or affinity, to the degree of cousin-german inclusively ;

2. Intimacy.

3. Enmity ;

4. Subornation ;

5. Interest ;

6. Being in the domestic service or other employ of one of the parties ;

7. Being a party in a similar suit, or the attorney or agent of a party in the cause ;

8. And, generally, the grounds of exclusion applicable to witnesses.—C. C.P., 327, *amended*.

398. Aussitôt après la nomination des experts, l'une ou l'autre des parties peut leur en signifier l'ordonnance avec réquisition de se faire assementer.—C.P.C., 328, *amendé*.

398. As soon as the experts are named, either party may have the order served upon them, together with a requisition calling upon them to be sworn.—C.C.P., 328, *amended*.

399. Si quelqu'un des experts néglige ou refuse de faire serment ou d'agir, une des parties peut assigner la partie adverse devant le juge, pour procéder à la nomination d'un remplaçant.—C.P.C., 329, *amendé*.

399. If any one of the experts neglects or refuses to be sworn or to act, either of the parties may summon the other to attend before a judge, in order that another person may be named to replace such expert.—C.C.P., 329, *amended*.

400. Avant de s'immiscer dans l'expertise, les experts doivent, à peine de nullité, faire serment de remplir leurs fonctions avec impartialité et au meilleur de leur connaissance.

Cette prestation du serment doit être dressée par écrit et certifiée par la personne devant qui elle a lieu.—C.P.C., 330.

400. The experts, before taking any proceedings in the investigation, must, on pain of nullity, be sworn to perform their functions with impartiality and to the best of their ability.

The oath must be in writing, and be certified by the person who administers it.—C.C.P., 330.

401. La prestation du serment doit se faire devant le juge ou le protonotaire, un commissaire de la cour supérieure, un expert déjà régulièrement assermenté ou une autre personne indiquée par le jugement qui ordonne l'expertise.—C. P. C., 331, *amendé*.

402. Copie du jugement qui ordonne l'expertise, avec les pièces nécessaires, doit être remise aux experts, par le protonotaire qui en prend récépissé.—C. P. C., 332.

403. Il est du devoir des experts de fixer le lieu et le temps pour procéder à l'expertise, et d'en donner avis aux parties, en observant un délai d'au moins trois jours lorsque la distance du domicile des parties au lieu indiqué n'excède pas cinquante milles, et d'un jour supplémentaire pour chaque cinquante milles de plus.—C. P. C., 333, *amendé*.

404. Les experts doivent entendre les parties et leurs témoins, conformément aux termes de l'ordonnance qui les nomme ; et chacun d'eux est autorisé à faire faire serment aux témoins et aux parties, selon le cas, et les témoins sont assignés à comparaître devant les experts, quelle que soit la distance.—C. P. C., 334.

405. Les témoignages doivent être pris par écrit, certifiés et annexés au rapport des experts ; et il doit être fait mention si les témoins sont parties, parents ou alliés des parties et à quel degré, ou s'ils sont leurs serviteurs, ou intéressés dans le procès.—C. P. C., 335, *amendé*.

406. Si tous les experts s'accordent, ils font un seul et même rapport ; sinon chacun d'eux fait un rapport séparé, s'il le juge à propos.—C. P. C., 336, *amendé*.

401. The oath must be taken before a judge or the prothonotary, before a commissioner of the Superior Court, before an expert already duly sworn, or before any other person indicated in the order for experts.—C. C. P., 331, *amended*.

402. A copy of the order for experts, together with the necessary papers, must be handed to them by the prothonotary, who takes a receipt therefor.—C. C. P., 332.

403. The experts are bound to fix the time and place at which they will proceed with the investigation, and to notify the parties, allowing a delay of at least three days when the distance from the domicile of the parties to the place indicated does not exceed fifty miles, and one day more for every additional fifty miles.—C. C. P., 333, *amended*.

404. The experts must hear the parties and the witnesses in accordance with the terms of the order naming them ; and each of them is authorized to administer the oath to the witnesses or the parties, as the case may be, and the witnesses are summoned to attend before the experts, whatever may be the distance.—C. C. P., 334.

405. The evidence must be taken down in writing, certified and annexed to the report of the experts ; and it must mention whether the witnesses are related or allied to the parties, and in what degree, and whether they are in the employ of either party, or interested in the suit.—C. C. P., 335, *amended*.

406. If all the experts agree, they make one and the same report ; if not, each of them makes a separate report, if he thinks proper.—C. C. P., 336, *amended*.

407. Le rapport des experts doit être fait le ou avant le jour fixé par le juge.

Il doit être motivé et détaillé de manière à mettre le tribunal en état d'apprécier les faits, et être signé par les experts, sinon être reçu en la forme notariée et en brevet.—C.P.C., 337, *amendé*.

408. En cas de retard ou de refus de la part des experts de déposer leur rapport, ils peuvent être assignés, dans les délais de la procédure ordinaire par ordonnance du tribunal, pour se voir contraindre, même par corps, à le faire.—C.P.C., 338.

409. Le tribunal n'est pas astreint à suivre l'opinion des experts, ni celle de la majorité d'entre eux.—C.P.C., 339.

§ 2.—RENVOI EN MATIÈRE DE COMPTES A DES AUDITEURS OU PRATICIENS.

410. Lorsqu'il s'agit de redditions ou règlements de compte ou de matières qui exigent des calculs, ou de matières de séparation de biens, ou de partages de communautés ou de successions, le juge peut renvoyer la cause à une ou plusieurs personnes versées dans ces matières, et ces personnes sont assujetties aux règles prescrites ci-dessus relativement aux experts.

Ces auditeurs et praticiens ont les pouvoirs accordés aux experts par les articles qui précèdent, et sont tenus de procéder suivant les prescriptions du juge; et leurs rapports sont suivis, homologués ou rejetés, de même que les rapports d'experts.—C.P.C., 340, *amendé*.

§ 3.—ARBITRAGE.

411. Le tribunal, d'office ou à la

407. The report of the experts must be made on or before the day fixed by the judge

It must contain facts and details, so as to enable the court to appreciate the facts, and must also be signed by the experts or be in the form of a notarial original.—C.C.P., 337, *amended*.

408. If the experts delay or refuse to file their report, they may be summoned, with the same delays as in ordinary procedure, by a rule of court, to show cause why they should not be condemned, and even by coercive imprisonment, to do so.—C.C.P., 338.

409. The court is not bound to adopt the opinion of the experts or that of the majority of them.—C.C.P., 339.

§ 2.—REFERENCES IN MATTERS OF ACCOUNT TO ACCOUNTANT AND PRACTITIONERS.

410. In matters where accounts have to be rendered or adjusted, or which require calculations to be made, and in matters of separation of property, or partition of community or succession, the judge may refer the case to one or more persons skilled in such matters; and such persons are subject to the rules above prescribed concerning experts.

Such accountants and practitioners have the powers given to experts by the foregoing Articles, and are bound to follow the directions of the judge; and their reports are adopted, homologated or rejected in the same manner as reports of experts.—C.C.P., 340, *amended*.

§ 3.—ARBITRATORS.

411. The court, of its own motion

demande de l'une des parties, ou le juge, à la demande de l'une des parties, peut renvoyer la cause à la décision d'arbitres, dans le cas de différends entre parents, relativement au partage ou à d'autres matières de faits dont l'appréciation est difficile pour le tribunal, et du consentement des parties dans tout autre cas.—C.P.C., 341, *amendé*.

412. Les dispositions qui précèdent relativement aux experts, en tant qu'elles ne sont pas incompatibles avec le présent paragraphe, s'appliquent aux arbitres; néanmoins, les arbitres ne sont tenus de prêter serment que dans les cas où l'ordonnance l'exige.—C.P.C., 342.

413. Les arbitres ne peuvent adjuger que sur les matières qui leur sont soumises.

Ils sont tenus d'observer les mêmes formalités que les experts dans l'investigation des faits, suivant les articles 404 et 405, à moins qu'ils ne soient en même temps nommés amiables compositeurs, mais ils ne sont pas obligés de motiver leur décision. Ils ne peuvent adjuger sur les dépens, à moins que le tribunal ne leur en ait donné le pouvoir.—C.P.C., 343.

§ 4.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX TROIS PARAGRAPHES QUI PRÉCÈDENT.

414. Les experts, auditeurs, praticiens et arbitres peuvent exiger que le montant de leurs émoluments, frais et déboursés soit déposé en cour, avant l'ouverture de leur rapport, sujet à l'adjudication du tribunal.

Lorsque ce dépôt n'est pas exigé par eux, ils ont leur recours solidaire contre toutes les parties en cause.—C.P.C., 344.

or upon the application of either party, or the judge, upon the application of either party, may refer to the decision of arbitrators any case of dispute between relations, concerning partitions or other matters of fact which it is difficult for the court to appreciate, and also any other case if the parties consent to it.—C.C.P., 341 *amended*.

412. The preceding provisions relating to experts apply to arbitrators, in so far as they are compatible with those of the present Paragraph, nevertheless, arbitrators need not be sworn unless the order appointing them requires it.—C.C.P., 342.

413. Arbitrators can only adjudicate upon the matters submitted to them.

They are bound to observe the same formalities as experts in the investigation of facts, according to Articles 404 and 405, unless they are at the same time appointed mediators, but they are not bound to give the reasons of their decision.

They cannot award costs, unless the court has empowered them to do so.—C.C.P., 343.

§ 4.—GENERAL PROVISIONS APPLICABLE TO THE THREE PRECEDING PARAGRAPHS.

414. Experts, accountants, practitioners and arbitrators may demand that the amount of their remuneration, costs and disbursements be paid into court previously to the opening of their report and subject to the order of the court.

If they do not demand this deposit, they have a recourse against all the parties to the suit, jointly and severally.—C.C.P., 344.

ENQUÊTE PAR DÉFAUT ET EX PARTE.

113. La partie qui entend se prévaloir d'un rapport d'experts, d'auditeurs ou de praticiens, doit demander qu'il soit reçu : et, si la partie adverse veut se prévaloir des irrégularités ou nullités qui s'y rencontrent, elle doit le faire par une demande contraire.—C.P.C., 345.

116. Si le rapport des experts, des auditeurs ou des praticiens n'est entaché d'aucune irrégularité ou nullité, il forme, avec les témoignages et documents qui y sont annexés, partie de la preuve de la cause.—C.P.C., 346.

117. S'il s'agit d'un rapport d'arbitres, la partie qui entend s'en prévaloir peut demander qu'il soit homologué et que jugement soit rendu conformément à sa teneur.

L'autre partie ne peut s'y opposer que par une demande aux fins de le faire déclarer non admissible pour cause d'irrégularité ou d'autre nullité.—C.P.C., 347.

CHAPITRE XX.

ENQUÊTE ET AUDITION ET ENQUÊTE PAR DÉFAUT ET EX PARTE.

412. Nonobstant les dispositions de l'article 532, lorsque le défendeur ne comparait pas ou ne répond pas à l'action, le demandeur, dans toutes les causes, peut inscrire :

1. Pour procéder à l'enquête en terme ou hors du terme, si une enquête est nécessaire ; et la preuve se fait alors devant le juge, ou devant le protonotaire qui doit faire prêter serment aux témoins, faire prendre note de leur témoignage, par sténographie ou autrement, de la même manière que dans les causes contestées, et faire toutes autres choses relatives à la preuve qu'un juge est tenu de faire ; ou

101.

113. The party who intends to avail himself of a report of experts, accountants or practitioners must make application to have it received ; and if the opposite party desires to take advantage of any irregularities or causes of nullity therein, he must do so by a counter application.—C.C.P., 345.

116. If a report of experts, accountants or practitioners is free from irregularities or causes of nullity, it forms, together with the depositions and documents annexed, part of the evidence in the case.—C.C.P., 346.

117. In the case of an award of arbitrators, the party intending to avail himself of it may apply for its homologation and for judgment in conformity with it.

The other party cannot oppose it except by an application to have the report declared inadmissible on the ground of irregularity or of some other cause of nullity.—C.C.P., 347.

CHAPTER XX.

PROOF AND HEARING, AND PROOF, IN CASES BY DEFAULT AND *ex parte*.

412. Notwithstanding the provisions of Article 532, when the defendant fails to appear or to plead to the action, the plaintiff may in all cases inscribe the cause :

1. For proof in term or out of term, if any is necessary ; and such proof is then proceeded with before the judge, or before the prothonotary who must swear the witnesses, have notes of their evidence taken by stenography or otherwise, in the same manner as in contested cases, and do such other things in regard to the evidence, as it would be the duty of the judge to do ; or

2. Pour preuve et audition en même temps.

Un avis d'un jour de l'inscription doit être donné au défendeur forcé de plaider.

Ce dernier peut transquestionner les témoins, et faire les objections qu'il croit convenables, dont il doit être pris notes, mais il ne peut produire aucun témoin.—C.P.C., 317, § 1, 2, *amendé*.

410. Dans les causes par défaut, et avec le consentement des parties ou de leurs avocats dans les causes *ex parte*, les dépositions des témoins peuvent être prises, en tout état de cause, par la sténographie ou autrement, en la manière indiquée en l'article 355, à quelque endroit que ce soit, chaque jour juridique pendant ou hors des termes.—C.P.C., 239, *amendé*; 54 V., c. 44, s. 1.

420. Lorsque la preuve offerte par le demandeur n'est pas prise en présence du juge, elle est produite et demeure au dossier.—*Nouveau*; C.P.C., 318.

CHAPITRE XXI

Procès par Jury.

SECTION I.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

431. Le procès par jury peut avoir lieu dans toute action fondée sur dette, promesse ou convention d'une nature commerciale, soit entre commerçants, soit entre une partie qui est commerçante et une autre qui ne l'est pas; et aussi dans toute poursuite en recouvrement de dommages résultant de torts personnels ou de délits et quasi-délits contre la propriété mobilière.—C.P.C., 348, *amendé*.

2. For proof and hearing at the same time.

One day's notice of inscription must be given to a defendant foreclosed from pleading.

The latter may cross-examine the witnesses, and make whatever objections he thinks proper, of which notes must be taken; but he is not entitled to produce witnesses.—C.C.P., 317, § 1, 2, *amended*.

410. In cases by default, and in *ex parte* cases with the consent of the parties or their attorneys, the evidence of witnesses may be taken at any stage of the case by means of stenography or otherwise, in the manner prescribed in Article 355, at any place whatever, on any juridical day in or out of term.—C.C.P., 239, *amended*; 54 V., c. 44, s. 1.

420. When the evidence offered by the plaintiff is taken out of the presence of the judge, it is filed and remains of record.—*New*; C.C.P., 318.

CHAPTER XXI

Trial by Jury.

SECTION I.

PRELIMINARY PROVISIONS.

431. A trial by jury may be had in all actions founded on debts, promises or agreements of a commercial nature, either between traders or between traders and non-traders; and also in all actions for the recovery of damages resulting from personal wrongs or from offences or quasi-offences against moveable property.—C.C.P., 348, *amended*.

492. Il a lieu sur la demande de l'une des parties, lorsque la somme réclamée par l'action excède quatre cents piastres.—C.P.C., 349, *amendé*.

493. L'option peut en être faite, soit par la déclaration ou par les défenses, soit par une demande spéciale présentée au juge dans les trois jours qui suivent la contestation liée.—C.P.C., 350, *amendé*.

494. Le procès n'est fixé qu'après que le juge a décidé les contestations au sujet du droit au procès par jury, et a, sur la motion de quelqu'une des parties, défini le fait ou les faits dont le jury doit s'enquérir.—C.P.C., 352, *amendé*.

495. Chacune des parties doit fournir au juge un mémoire des faits qu'elle croit nécessaire de soumettre à l'appréciation du jury.—C.P.C., 353.

496. La définition des faits par le juge peut être omise du consentement écrit de toutes les parties.—C.P.C., 354.

497. Le juge présidant au procès peut, en tout temps avant verdict, d'office ou à la demande d'une des parties, rejeter ou modifier les faits ainsi définis, ou en ajouter d'autres, s'il est d'avis qu'il assure ainsi une instruction plus complète des faits en contestation.—*Nouveau*.

498. Le procès doit se faire au lieu où l'action a été portée, à moins que, pour quelque motif suffisant, le juge n'ordonne qu'il ait lieu dans un autre district; et, dans ce cas, le verdict est rapporté avec le dossier au lieu où la poursuite a été commencée.—C.P.C., 355, *amendé*.

499. Dans toute poursuite en dommages contre un officier public, à raison de quelque illégalité dans l'exécution de ses fonctions, le juge peut

492. It is had at the option of either of the parties when the amount claimed by the action exceeds four hundred dollars.—C.C.P., 349, *amended*.

493. The option is made either in the declaration or in the defence, or by a special application to the judge within three days after issue joined.—C.C.P., 350, *amended*.

494. The trial is not fixed until the judge has decided all issues raised respecting the right to trial by jury, and, upon the motion of either party, has assigned the fact or facts to be inquired into by the jury.—C.C.P., 352, *amended*.

495. Each party must furnish the judge with a statement of the facts which he considers ought to be submitted to the jury.—C.C.P., 353.

496. The assignment of facts may be dispensed with by the consent in writing of all the parties to the suit.—C.C.P., 354.

497. The judge presiding at the trial may, at any time before verdict, of his own motion or on the application of either party, strike out, add to, or amend any of the facts so assigned, if he considers that by doing so a more perfect trial of the issues will be secured.—*New*.

498. The trial must be had at the place where the action is brought, unless for sufficient cause the judge orders that it shall be had in another district; and in such case the verdict is returned with the record to the place where the suit was commenced.—C.C.P., 355, *amended*.

499. In any action for damages brought against a public officer by reason of any illegal act done by him in the performance of his functions

ordonner que le procès ait lieu dans un autre district, s'il est démontré que la cause ne peut être instruite avec impartialité dans le district où l'action a été portée.—C.P.C., 356, *amendé*.

the judge may order that the trial shall be held in another district if it is shown that the case cannot be tried impartially in the district in which the suit is brought.—C.C.P., 356, *amended*.

SECTION II.

JURY.

430. Le protonotaire de la cour supérieure de chaque district est tenu de faire une liste des personnes habiles à servir comme jurés dans les causes civiles, en prenant dans la liste indiquant les personnes ayant les qualités requises pour être grands jurés dans les cours criminelles, déposée dans son bureau, les noms de tous les individus résidant dans un rayon de quinze milles du siège de la cour, dans l'ordre dans lequel il se présente.

Si le siège de la cour est dans une localité autre que les cités de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke ou St. Hyacinthe ou la ville de St. Jean, les noms de toutes les personnes apparaissant sur la liste des grands jurés doivent être entrés par le protonotaire sur la liste des personnes habiles à servir comme jurés dans les causes civiles.—C.P.C., 357, *amendé*.

431. Immédiatement après la réception de l'avis donné par le shérif que la revision des listes des grands jurés a été faite par lui, le protonotaire est tenu de corriger sans délai la copie en sa possession pour la rendre conforme aux listes des jurés ainsi revisées; et ces corrections sont certifiées par le shérif.

La liste des jurés en matière civile est revisée par le protonotaire sur celle des grands jurés en matière criminelle ainsi revisée, en retranchant les noms des personnes décédés, absentes ou

SECTION II.

THE JURY.

430. The prothonotary of the Superior Court in each district is bound to make a list of the persons qualified to serve as jurors in civil cases, by taking from the list of persons qualified to serve as grand jurors in criminal cases, which is deposited in his office, the names of all persons residing within a distance of fifteen miles from the court, in the order in which such names appear.

If the court is held in any place other than the cities of Quebec, Montreal, Three Rivers, Sherbrooke or St. Hyacinthe or the town of St. John, the names of all persons appearing on the list of grand jurors must be entered by the prothonotary upon the list of persons qualified to serve as jurors in civil cases.—C.C.P., 357, *amended*.

431. Immediately after receipt of the notice given by the sheriff that he has completed the revision of the grand jury lists, the prothonotary is bound to forthwith correct the copy in his possession so as to make it conform to the jury-lists so revised; and such corrections are certified by the sheriff.

The list of jurors for civil cases is revised by the prothonotary according to the list of grand jurors for criminal cases so revised, by striking out the names of deceased, absent or disqua-

incompétentes, et en ajoutant les noms des nouvelles personnes capables de servir comme jurés.

Le protonotaire est aussi tenu de temps à autre de rayer sur sa copie les noms de tous ceux que le shérif, dans une cause pendante, rapporte comme décédés, absents ou incompetents, ou que le tribunal a déclarés tels.—C.P.C., 361, *amendé* S.R., 2636, 2641 5893.

439. Les causes d'exemption des jurés sont, les mêmes qu'en matière criminelle.—C.P.C., 360, *amendé*, S.R., 2621, 5892, 59 V. c. 43, s. 2.

SECTION III

FORMATION DU TABLEAU ET DU RÔLE.

432. Le juge, sur motion de l'une des parties, peut fixer un jour pour la formation du rôle et un autre jour pour le procès, soit pendant un des termes de la cour, soit pendant les vacances, et ordonner l'assignation d'un corps de jurés pour instruire la cause, au lieu où siège le tribunal ou dans tout autre district, suivant les circonstances, et dans ce dernier cas, ordonner la transmission du dossier au greffe du tribunal, à l'endroit fixé.—C.P.C., 362, *amendé*.

434. La motion aux fins de fixer un jour pour un procès par jury doit être accompagnée de la consignation au greffe de la somme déterminée par les règles de pratique.—C.P.C., 366, *amendé*, R.P.C.S., 65.

435. Si la demande est d'une nature commerciale, les jurés à assigner sont pris et choisis seulement parmi les personnes, parlant la langue requise, désignées dans la liste des jurés comme marchands ou commerçants, dans

listed persons, and adding the names of new persons qualified to serve as jurors.

The prothonotary is also bound to strike out from time to time the names of all persons whom the sheriff, in any pending case, returns as dead, absent or disqualified, or who are declared by the court to be so.—C.C.P., 361, *amended*, R.S., 2636, 2641, 5893.

439. The grounds of exemption from serving as jurors are the same as in criminal matters.—C.C.P., 360, *amended* R.S., 2621, 5892, 59 Vict., c. 43, s. 2

SECTION III

FORMATION OF THE SPECIAL LIST AND STRIKING THE PANEL.

432 The judge, upon motion of either of the parties may fix a day for striking the panel, and another day for the trial, either in term or in vacation, and order the summoning of a jury to try the issues, either at the place where the court is held or in any other district, according to circumstances, and in the latter case order the record to be sent to the prothonotary of the court at the appointed place.—C.C.P., 362, *amended*

434. The motion for the fixing of a day for trial must be accompanied with a deposit in the office of the court, of the amount fixed by the rules of practice.—C.C.P., 366, *amended*; R.P.S.C., 65.

435. If the action is of a commercial nature, the jurors to be summoned are taken and selected only from amongst the persons, speaking the required language, who are designated in the jury-list as merchants or traders,

l'ordre qu'elles occupent sur la liste, et, dans les causes où l'une des parties n'est pas commerçante et objecte à un jury entièrement composé de commerçants, le juge peut ordonner que la moitié seulement des personnes à assigner comme jurés soit composée de commerçants.

S'il ne se trouve pas sur la liste des jurés autant de marchands ou de commerçants qu'il en doit être assignés pour former le jury, le tableau est complété en prenant d'autres noms sur la liste dans l'ordre ci-dessus prescrit.—C.P.C., 363.

436. Sur la demande de l'une des parties, sans opposition de la partie adverse, le juge peut ordonner que le jury soit composé exclusivement de personnes parlant la langue française ou de personnes parlant la langue anglaise.

Si les parties sont d'origines différentes et qu'une d'elles demande un jury *de medietate linguae*, ou si cette demande est faite par une corporation qui est partie à l'instance, le juge ordonne que le jury soit composé en égal nombre de personnes parlant la langue française et de personnes parlant la langue anglaise.—C.P.C., 364 *amendé*.

437. Après que l'ordonnance a été rendue, le protonotaire extrait de la liste des jurés pour les matières civiles, en commençant par le nom du premier juré que se trouve à la suite du dernier juré inclus dans le dernier tableau fait, les noms de quatre-vingts jurés qui se trouvent les premiers sur la liste, ayant dans les cas spéciaux, les qualités requises par l'ordonnance du juge, et il en dresse un tableau spécial pour former partie du dossier de la cause.—C.P.C., 336, *amendé*, 3 Ed. VII C. 54 §. 1.

438. Aux jours et heures fixés pour

in the order in which they stand upon the list; and in cases where one of the parties is not a trader and objects to a jury composed wholly of traders, the judge may order that one half only of the jury be composed of traders.

If there are not upon the jury-list the number of merchants or traders that should be summoned to form the jury, the special list is completed by taking other names from the jury-list in the order hereinbefore prescribed.—C.C.P., 363.

436. Upon the application of either party, if the opposite party does not object, the judge may order the jury to be composed exclusively of persons speaking the French language or of persons speaking the English language.

If the parties are of different origin, and one of them demands a jury *de medietate linguae*, or if such application is made by a corporation which is a party to the suit, the judge orders the jury to be composed of equal numbers of persons speaking the French language and of persons speaking the English language. — C. C P., 364, *amended*.

437. Upon the order being granted, the protonotary takes from the list of jurors for civil matters, commencing with the name of the first juror following that of the last juror included in the special list previously made, the names of eighty jurors, whose names are next on the list, having, in the special cases, the qualifications required according to the order of the judge, and makes a special list thereof, to be form part of the record in the case.—C.C.P., *amended*, 3 Edw. VII., c. 54, s. 1.

438. Upon the day and at the

la formation du rôle, les parties doivent comparaître au greffe pour y procéder.—C.P.C., 367

439. Le protonotaire raye alors du tableau qu'il a préparé les noms des personnes y dénommées qu'il sait, personnellement ou par notoriété publique, être mortes ou absentes du district, ainsi que les noms de celles qui, sur affidavit ou sur preuve par écrit, paraissent être décédées ou absentes du district.

S'il reste alors sur le tableau cinquante-deux noms ou plus, les parties rayent alternativement du tableau le nom d'une des personnes y dénommées jusqu'au nombre de douze chacune, en paraphant chaque rature. Les premiers vingt-huit noms restant forment le rôle sur lequel est pris le nombre des douze jurés qui doivent servir dans la cause.

Lorsque, dans les cas prévus par les articles 435 et 436, des qualités spéciales sont requises des jurés par l'ordonnance du juge, les noms des premiers quatorze commerçants et des premiers quatorze non commerçants, ou les premières quatorze personnes parlant la langue française et les premières quatorze personnes parlant la langue anglaise restant alors, forment le rôle.—(3 Ed. vii. c. 54)

439a. S'il ne reste pas sur le tableau cinquante-deux noms après que le protonotaire a ainsi rayé les noms des personnes mortes ou absentes du district, il doit immédiatement y ajouter les premiers dix noms de la liste des jurés en matière civile, à la suite du dernier nom déjà pris, des personnes, ayant dans les cas spéciaux les qualités requises, s'il en a été ainsi ordonné par le juge, et il doit, comme auparavant, rayer de ce tableau les noms des personnes mortes ou absentes du district, et, s'il y a encore moins que cinquante-deux noms sur le tableau, il doit ajouter dix autres noms de la liste des jurés en matière civile, et y rayer les noms des personnes mortes ou absentes du district, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il reste cinquante-deux noms sur le tableau, après quoi les parties procèdent de la manière indiquée dans l'article précédent.—(3 Ed. vii. c. 54).

439b. Sur demande d'une des parties accompagnée d'un affidavit exposant qu

hour fixed for striking the panel, the parties must attend for that purpose at the office of the court.—C.C.P., 367.

439. The prothonotary then strikes from the list prepared by him the names of all persons entered thereon, whom he, personally or by public notoriety, knows to be dead or absent from the district, as well as the names of those who, by affidavit or written proof, appear to be so dead or absent from the district.

If there then remain upon the list fifty-two names or over, the parties proceed alternatively to strike from the list the name of one of the persons therein designated, to the number of twelve each, paraphing each name struck out. The first twenty-eight names then remaining form the panel from which the twelve jurors who are to serve in the case are taken.

Whenever, in the cases provided for by Articles 435 and 436, the jurors are under the judge's order to be specially qualified, the names of the first fourteen traders and of the first fourteen non-traders, or of the first fourteen persons speaking the French language and of the first fourteen persons speaking the English language then remaining, form such panel. (3 Ed. vii. c. 54).

439a. If there do not remain upon such special list fifty-two names, after the prothonotary has so struck the names of the persons who are dead or absent from the district, he shall, at once, add thereto the first ten names on the list of jurors in civil matters, after the last name already taken, of the persons who are specially qualified if it has been so required by the order of the judge, and he shall, as before, strike from such list the names of those persons who are dead or absent from the district, and, if there are still less than fifty-two names on the special list, he shall add ten other names from the list of jurors in civil matters and strike therefrom such as are dead or absent from the district and so on until fifty-two names remain on the special list, after which the parties proceed as provided by the previous Article.—(3 Ed. vii. c. 54).

439b. Upon application by one of the parties, supported by affidavit setting forth

une personne dont le nom est inscrit sur le tableau est sujette à une cause d'incapacité ou d'incompétence, ou est exempté de servir comme juré, le protonotaire peut, du consentement des deux parties, rayer ce nom du tableau.

Si, cependant, une des parties demande que le protonotaire raze du tableau un nom, et si l'autre partie s'y oppose, le protonotaire doit alors préparer un tableau supplémentaire contenant un nombre de jurés égal au nombre des jurés auxquels on s'est opposé, lesquels noms doivent être ajoutés au rôle, mais ces jurés ne peuvent être appelés à servir qu'en remplacement de ceux auxquels il a été fait objection.

Si, lors du procès, les objections opposées aux jurés ne sont par maintenues, les frais additionnels ainsi encourus sont taxés contre la partie qui a fait ces objections.—(3 Ed. vii. a. 54).

440. Dans le cas des articles 435 et 436, chacune des parties ne peut retrancher les noms de plus de six des personnes parlant la langue française, ni plus de six parlant la langue anglaise, ou les noms de plus de six commerçants ou non-commerçants, suivant le cas.—C.P.C., 369.

441. Si l'une des parties ne comparait pas pour la formation du rôle, le protonotaire en vertu des dispositions de l'article 439 retranche les noms de ceux qui sont morts ou absentes du district, et retranche pour elle douze des noms portés sur le tableau, en observant les prescriptions des articles qui précèdent.—C.P.C., 370.—3 Ed. vii. a. 54, a. 3.

442. A défaut par la partie qui a demandé le procès par jury de procéder sur cette demande dans les trente jours qui suivent celui où la cause est mûre pour le procès, ou pour un nouveau procès elle est en plein droit déchu de la faculté de le faire; mais le juge peut, sur demande faite dans l'intervalle, lui accorder un délai additionnel pour raison valable.

L'autre partie peut, dans les quinze jours après l'expiration de ce délai, procéder au procès par jury.

A défaut de le faire dans aucun de ces cas, la cause peut être inscrite pour enquête et audition en la manière ordinaire.—Nouveau, C. P. C.

that any person whose name is entered on the special list is subject to any disqualification or disability, or is exempt from serving as a juror, the prothonotary may with the consent of both parties, strike off such name from such list.

If, however, any party applies for the striking by the prothonotary of any name on the list, and the other party objects, the prothonotary shall thereupon prepare a supplementary list containing a number of jurors equal to those objected to, which names shall be added to the panel, but such jurors shall not be called upon to serve unless in place of those who have been objected to.

If, at the time of the trial, the objections taken to the jurors are not sustained, the additional costs, occasioned thereby, shall be taxed against the party taking the same.—(3 Ed. vii., a. 54).

440. In the case of Articles 435 and 436, neither party can strike out the names of more than six persons speaking the French language or of more than six persons speaking the English language, or the names of more than six traders or non-traders, as the case may be.—C.C.P., 369.

441. If either of the parties fails to attend for the purpose of striking the panel, the prothonotary may proceed under the provisions of Art. 439 to strike the names of those who are dead or absent from the district, and may strike twelve names from the special list on his behalf, observing the rules prescribed in the preceding Article.—C.C.P., 370.—(3 Ed. VII., a. 54, a. 3.)

442. When any party who has demanded a trial by jury allows a delay of thirty days to elapse from any date at which the case stands ready for trial or for a new trial, without proceeding to bring on the trial, he is thereupon by the sole operation of law deprived of his right to a jury trial; but the judge may upon application made within the delay, extend it for cause shown.

The other party may, within fifteen days from the expiry of the said delay, proceed to a trial by jury.

If the delay elapses, in either case, without such proceedings being taken, the case may be inscribed for proof

SECTION IV.

ASSIGNATION DES JURÉS.

443. Aussitôt que le rôle est formé, le protonotaire délivre à la partie qui le demande un bref de *venire facias*, au nom du souverain, signé et attesté par le protonotaire, enjoignant au shérif d'assigner à comparaître les vingt-huit personnes dont les noms composent le rôle, avec les personnes dont les noms sont ajoutés en vertu de l'article 439b. Copie du rôle est annexée à ce bref.—C.P.C., 372, amendé.—3 Ed. vii., c. 54, s. 4.

444. Cette assignation doit être donnée au moins quatre jours avant celui fixé pour le procès.—C.P.C., 373.

445. Le shérif n'est pas tenu de laisser à chaque personne une copie du bref de *venire facias*, mais seulement un avis portant sa signature, lui intimant, en vertu du dit bref, de comparaître au jour, heure et lieux fixés pour le procès.

Cet avis doit contenir les noms des parties, les noms, qualité et résidence de la personne assignée pour être juré, les jours, heures et lieux fixés pour le procès, l'assignation à y comparaître comme juré, la date du bref de *venire facias*, la date du avis et la signature de l'officier à qui le bref est adressé.—C.P.C., 374, amendé.

SECTION V.

COMPOSITION DU JURY ET RECUSATIONS.

446. Aussitôt que la cause est appelée au jour fixé, le shérif doit rapporter à l'audience le bref de *venire facias*, auquel est annexée une copie du rôle des jurés, et doit faire en même

and hearing in the ordinary manner.—*New*; C.C.P., 371.

SECTION IV.

SUMMONING OF JURORS.

443. As soon as the panel is formed, the prothonotary delivers to the party who applies for it a writ of *Venire Facias*, in the name of the Sovereign, signed and attested by the prothonotary, ordering the sheriff to summon the twenty-eight persons whose names compose the panel, together with those persons whose names are added under Article 439b. A copy of such panel is annexed to the writ.—C.C.P., 372, amended.—3 Ed. vii., c. 54, s. 4.

444. The jurors must be summoned at least four days before the day fixed for the trial.—C.C.P., 373.

445. The sheriff is not bound to leave a copy of the writ of *Venire Facias* with each person, but merely a notice under his signature, summoning him in virtue of such writ to appear upon the day, at the hour, and at the place fixed for the trial.

This notice must give the names of the parties to the case, the names, occupation and residence of the person summoned as a juror, and the day, hour and place fixed for the trial, the summons to appear as juror, the date of the writ of *Venire Facias*, the date of the notice, and the signature of the officer to whom the writ is addressed.—C.C.P., 374, amended.

SECTION V.

FORMATION OF THE JURY AND CHALLENGES.

446. As soon as the case is called on the appointed day, the sheriff must return before the court the writ of *Venire Facias* to which is annexed the copy of the panel of jurors, and must

temps rapport de ses opérations, y compris les certificats d'assignation ou d'essais d'assignation aux personnes dont les noms se trouvent sur ce rôle. — *Nouveau*; C.P.C., 375, 377; S.R., 2667.

also report his proceedings, including the certificates of service upon, or attempts to serve, those persons whose names appear in the panel. — *New*; C.P.C., 375, 377; R.S., 2667.

417. Au jour fixé, les personnes assignées pour être jurés doivent comparaître à l'heure indiquée, au lieu des séances du tribunal et sous peine d'une amende n'excédant pas vingt-cinq piastres, qui peut être infligée immédiatement par le tribunal.

417. On the day fixed for the trial, the persons summoned as jurors must appear at the appointed hour, at the place where the court is held, under a penalty not exceeding twenty-five dollars, which may be immediately imposed by the court.

Cette amende est prélevée par le shérif sur les biens meubles de la personne ainsi condamnée, laquelle, à défaut de biens meubles pour satisfaire à cette condamnation, peut être incarcérée pour un terme n'excédant pas quinze jours.

Such penalty is levied by the sheriff on the goods and chattels of the person so fined; and in default of sufficient goods and chattels, such person may be imprisoned for a period not exceeding fifteen days.

Peut néanmoins le tribunal pour raison valable, réduire ou remettre entièrement l'amende ou l'emprisonnement.

The court may, however, for good cause shown, reduce or remit such penalty or imprisonment.

Le juré dûment assigné qui ne comparait pas au temps et lieu indiqués, sans excuse valable, est en outre responsable envers les parties des dommages causés par son défaut. — C.P.C., 376, amendé; S.R., 5894.

Any juror duly summoned who without sufficient cause fails to attend at the time and place appointed, is furthermore liable to the parties for all damages caused by his default. — C.C.P., 376, amended; R.S., 5894.

418. Après que les jurés assignés ont été appelés et qu'il s'en trouve un nombre suffisant pour former le jury, l'une ou l'autre des parties peut récuser le rôle entier, pour les motifs que l'officier qui a rapporté le rôle a été partial, a agi frauduleusement et a fait preuve d'incurie volontaire, ou à raison des nullités qui peuvent se rencontrer dans l'assignation des jurés, ou dans la confection des listes et du rôle. — C.P.C., 377, amendé; C. Crim., 666, § 1.

418. After the jurors summoned have been called and a sufficient number to form the jury are in attendance, either party may challenge the array on the ground of partiality, or of fraud, or of wilful misconduct, on the part of the officer by whom the panel was returned, or on the ground of such causes of nullity as may be found in the summoning of the jurors or in the making up of the lists or panel. — C.P.C., 377, amended; C. Crim. Code, 666, § 1.

419. Cette récusation doit être par écrit, doit énoncer les moyens invoqués et conclure au rejet du rôle. —

419. The challenge must be in writing, stating the causes of nullity relied upon, and must conclude by

C.P.C., 378.

130. Le juge siégeant décide de la validité de cette récusation, et peut exiger, s'il y a lieu, l'affirmation sous serment des faits sur lesquels elle est basée.—C.P.C., 379.

131. Si la récusation est admise, la partie qui a demandé le procès doit poursuivre l'émission d'un autre bref de *venire facias*.—C.P.C., 380.

132. S'il n'y a pas de récusation du rôle entier, ou si la récusation est déclarée non recevable, le protonotaire, afin de former le jury, procède à appeler et à assermenter douze des personnes assignées, en suivant l'ordre dans lequel elles se trouvent sur le rôle, sauf les cas dans lesquels le choix doit être fait à raison de qualités spéciales.—C.P.C., 381, *amendé*; S.R.B.C., c. 84, s. 43.

133. Dans les causes d'une nature commerciale, les noms des marchands ou commerçants assignés pour être jurés doivent être appelés les premiers, et, s'ils ne sont pas en nombre suffisant, le jury est complété à même les autres personnes assignées.—C.P.C., 390, *amendé*.

134. Chacune des parties peut récusar pour cause toute personne appelée à faire partie du jury, avant qu'elle ait prêté le serment; mais lorsqu'il y a plusieurs parties d'un même côté, elles doivent se réunir pour faire leur récusation.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 382; Cal., 601.

135. Les causes de récusation d'un jury sont :

1. Qu'il est sujet à une cause d'incapacité ou d'incompétence prévue par la loi ;

demanding that the panel be quashed.—C.C.P., 378.

130. The presiding judge decides the challenge, and may, if necessary, order the facts upon which it is based to be substantiated on oath.—C.C.P., 379

131. If the challenge is pronounced valid, the party who applied for a trial by jury must obtain the issue of another *Venire Facias*.—C.C.P., 380.

132. If there is no challenge to the array, or if the challenge is overruled, the prothonotary, in order to form the jury, proceeds to call and swear in twelve of the persons summoned, following the order in which they appear on the panel, saving the cases in which the selection is to be made with reference to special qualifications.—C.C.P., 381, *amended*; C.S.L.C., c. 84, s. 43.

133. In cases of a commercial nature, the names of the merchants or traders summoned as jurors must be called first, and, if they are not in sufficient number, the jury is completed from among the other persons summoned.—C.C.P., 390, *amended*.

134. Either of the parties may challenge for cause any person called to form part of the jury, before such person is sworn; but where there are several parties on the same side they must join in making a challenge.—*New, in part.* C.C.P., 382; Cal. 601.

135. The grounds of challenges to the polls are :

1. That any juror is subject to any disqualification or disability, as provided by law ;

2. Qu'il est parent ou allié d'une des parties jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ,

3. Qu'il est intéressé dans la cause ou n'est pas impartial.—*Nouveau* ; C. P.C., 384, S. R., 2620 ; 58 V., c. 31, s. 6 ; C. Crim., 668, §§ 4, 5.

456. Le tribunal peut, à sa discrétion, exiger que la partie qui fait la récusation la présente par écrit.—*Nouveau* , C. Crim., 668, § 6.

457. La récusation est décidée sommairement par les deux derniers jurés assermentés, ou, si deux jurés n'ont pas encore été assermentés, par deux personnes présentes que la cour choisira, et qui seront assermentées pour la décider impartialement.

Si, après ce que la cour juge un temps suffisant, les vérificateurs ne peuvent s'entendre, le tribunal peut les dispenser de rendre jugement et ordonner d'assermenter d'autres personnes à leur place.—C.P.C., 386, 387, C. Crim., 668, § 8, *in fine*.

458. Le jury récusé peut être examiné sous serment sur les faits articulés contre lui.—C.P.C., 388, *amendé*.

459. La récusation fondée sur une condamnation judiciaire doit être accompagnée d'un certificat authentique de la condamnation.—C.P.C., 389.

460. Si plusieurs des jurés sont récusés ou font défaut, ou sont exemptés, ou sont incompetents, et qu'ainsi le nombre de douze jurés ayant les qualités requises ne puisse être complété, le tribunal ou le juge siégeant peut, du consentement des parties et non autrement, ordonner par écrit au shérif ou à l'officier qui le remplace, de remplir le nombre en prenant immédia-

2. That any juror is related to, or connected by affinity with, any party to the suit, within the degree of cousin-german, inclusively ;

3. That any juror is interested in the suit, or is not indifferent between the parties.—*New* ; C.C.P., 384 ; R.S., 2620 ; 58 Vic., c. 31, s. 6 ; *Crim. Code*, 668, §§ 4, 5.

456. The court may, in its discretion, require the challenge to be reduced to writing by the party making it.—*New* ; *Crim Code*, 668, § 6.

457. The challenge is summarily decided by the two jurors last sworn ; or, if two jurors have not yet been sworn, by any two persons present who are appointed by the court, and who must be sworn to try the challenge impartially.

If, after what the court considers a reasonable time, the triers are unable to agree, the court may discharge them from giving a decision, and may direct other persons to be sworn in their place.—C.C.P., 386, 387 ; *Crim. Code*, 668, § 8, *in fine*.

458. The juror himself may be examined on oath as to the matter of the challenge.—C.C.P., 388, *amended*.

459. A challenge founded upon a judicial condemnation must be accompanied with an authentic certificate of such condemnation.—C.C.P., 389

460. If several of the jurors summoned are challenged or fail to attend, or are exempt or incapable, so that the number of twelve duly qualified jurors cannot be completed, the court or sitting judge may, with the consent of the parties, but not otherwise, give an order in writing to the sheriff or the officer acting in his stead, to make up the number by taking forthwith from

tenent parmi les personnes présentes à l'audience autant de personnes habiles à servir comme jurés; mais le jury ne peut être entièrement composé de suppléants, et si tous les jurés font défaut ou sont valablement récusés, le procès ne peut alors avoir lieu.—C.P.C., 391. amendé.

461. Lorsque le juré appelé n'est pas récusé ou que la récusation est mise de côté, il doit faire serment de s'enquérir de la matière en litige et de donner son verdict d'une manière juste, impartiale et suivant la preuve.—C.P.C., 392.

SECTION VI.

PROCEDURE DEVANT LE JURY.

462. Trois jours au moins avant celui auquel doit avoir lieu le procès, chacune des parties doit déposer, sous enveloppe scellée, entre les mains du protonotaire, pour l'usage du juge qui doit présider au procès, une copie des pièces de plaidoirie nécessaires pour lier la contestation, ainsi qu'un *factum* ou mémoire contenant un énoncé des faits de la cause, et les autorités que la partie invoque au soutien de ses prétentions.—C.P.C., 393, amendé.

463. Après le rapport du bref de *venire facias* au jour fixé pour le procès, si aucune des parties ne comparait, les jurés sont libérés; si le demandeur comparait et que le défendeur soit en défaut, ce défaut est enregistré et le demandeur peut procéder *ex parte*; si le demandeur seul fait défaut, ce défaut est enregistré et jugement de débouté sauf recours est enregistré contre le demandeur, qui est condamné à payer les dépens.—C.P.C., 394.

464. Le demandeur peut aussi se retirer de l'audience ou se désister de la demande en tout état de cau-

among the persons present in court the requisite number of individuals qualified to serve as jurors; but the jury cannot be wholly composed of *tales*; and if all the jurors summoned fail to attend, or are lawfully challenged, the trial cannot then proceed.—C.P.C., 391. amended.

461. If a juror called is not challenged, or if the challenge is overruled, he is sworn to try the matter at issue and to give his verdict in a just and impartial manner according to the evidence.—C.C.P., 392.

SECTION VI.

PROCEEDINGS BEFORE THE JURY.

462. Three days at least before that fixed for the trial, each party must deliver to the prothonotary, for the use of the judge who is to preside at the trial, a copy of the pleadings necessary to join the issue, together with a *factum* or case, inclosed within a sealed cover, containing a statement of the facts of the case and of the authorities upon which he relies.—C.P., 393, amended.

463. After the return of the *Venire Facias* on the day fixed for the trial, if neither party appears, the jurors are discharged; if the plaintiff appears and the defendant makes default such default is recorded and the plaintiff may proceed *ex parte*; if the plaintiff alone fails to appear, his default is recorded, and judgment of nonsuit is entered against him, with costs to the defendant.—C.C.P., 394.

464. The plaintiff may also, at any time before verdict, withdraw from court or abandon his suit, and a

se avant le verdict, et semblable jugement de débouté sauf à se pourvoir est prononcé avec dépens.—C.P.C., 395.

465. Aucun écrit ne peut être lu au jury sans la permission du juge ; et, s'il n'est pas authentique, la preuve en doit être préalablement faite.—C.P.C., 395.

466. Le protonotaire rédige, sous la surveillance du juge, des notes pleines et entières des procédures de l'instruction, comprenant toutes les admissions et toutes les exceptions ou objections faites verbalement à l'audience.—C.P.C., 397, *partie, amendé*.

467. Une copie de ces notes est faite par le protonotaire, laquelle, après avoir été certifiée par le juge, est mise au dossier et est considérée comme formant le véritable dossier de toutes procédures y mentionnées, et comme tenant lieu de toutes exceptions faites à la preuve ou au procès par les parties.—C.P.C., 398, *amendé*.

468. Les témoins sont entendus de vive voix devant le jury, sauf les dispositions des articles 343, 356, 359 à 370 et 380 à 390.—C.P.C., 397, *partie*, 399, 402.

469. Chaque fois que le juge est d'avis que le demandeur n'a pas fait de preuve suffisante pour justifier un verdict, il peut renvoyer l'action.—*New*.

470. Les règles ordinaires relatives à la conduite des causes inscrites pour preuve et audition s'appliquent, en autant que faire se peut, au procès par jury.—*New* ; C.P.C. 399a ; S.R., 589b.

471. C'est à celui sur lequel repose le fardeau de la preuve à exposer au jury sa demande et à faire sa

like judgment of nonsuit, with costs, is rendered against him.—C. C. P., 395.

465. No paper can be read to the jury without leave from the judge ; and if it is not authentic, it must first be proved.—C.C.P., 396.

466. The prothonotary keeps, under the direction of the judge, full minutes of the proceedings at the trial, including all admissions, and all exceptions taken, or objections made, orally in court.—C.C.P., 397, *in part, amended*.

467. A copy of such minutes is made out by the prothonotary, and, after being certified by the judge, is filed of record, and is held to be the true record of all proceedings mentioned therein, and stands in lieu of any bill of exceptions by either party against the evidence or the trial.—C. C. P., 398, *amended*.

468. The witnesses give their evidence orally in the presence of the jury, saving the provisions of Articles 343, 356, 359 to 370, and 380 to 390.—C.C.P., 397, *in part*, 399, 402.

469. Whenever the judge is of opinion that the plaintiff has given no evidence upon which a jury could find a verdict, he may dismiss the action.—*New*.

470. The ordinary rules as to the conduct of cases inscribed for proof and hearing apply, so far as may be, to jury trials.—*New* ; C.C.P., 399a ; R.S., 589b.

471. The party upon whom the burden of proof lies opens the case and adduces his evidence.

preuve.

La partie adverse procède ensuite à exposer sa cause et à faire sa preuve ; et immédiatement après la contre-preuve, ou s'il n'y a pas de contre-preuve immédiatement après sa preuve, elle plaide sa cause devant le jury.

La partie qui a commencé a ensuite le droit de réplique.

Si son adversaire n'a fait aucune preuve, la partie qui a commencé plaide sa cause immédiatement après son enquête, et la partie adverse a droit de réplique.—C. P. C., 403, *amend.* R. P. O., 875.

472. Après que les parties ont exposé leurs moyens et fait leur preuve respective, le juge en donne un résumé au jury, s'il le croit nécessaire.—C. P. C., 404.

473. Si l'une des parties objecte au résumé du juge, ce dernier doit, soit sur-le-champ, soit aussitôt qu'il le peut convenablement, mettre par écrit la partie de son résumé à laquelle il est objecté et faire mention de l'objection qui y a été faite ;

Cet écrit après avoir été signé par le juge fait partie du dossier.—C. P. C., 405, *amend.*

SECTION VII.

CE QUI EST DU RESSORT DU JUGE ET DU JURY.

474. Au juge appartient de déclarer s'il y a preuve, et si cette preuve est légale.—C. P. C., 406, *amend.*

475. C'est au jury à constater les faits, mais il doit suivre la direction du juge sur les matières de droit.—C. P. C., 407.

SECTION VIII.

VERDICT.

The opposite party in turn opens his case and adduces his evidence ; and upon the conclusion of any evidence in rebuttal, or if there is no evidence in rebuttal upon the conclusion of his evidence, addresses the jury upon the case.

The party who began is thereupon entitled to reply.

If his opponent does not adduce evidence, the party who began addresses the jury at the close of his case, and the opposite party then replies.—C. P. C., 403, *amended* ; R. P. O., 875.

472. When each party has stated his case and adduced his evidence, the judge, if he deems it necessary, sums up the evidence to the jury.—C. P. C., 404.

473. If either party objects to the judge's charge, the judge must, either immediately or as soon as he conveniently can, reduce to writing the portion of his charge which is objected to, mentioning the objection made.

What is thus written is signed by the judge and forms part of the record in the case.—C. P. C., 405, *amended*.

SECTION VII.

PROVINCES OF JUDGE AND JURY.

474. It is the province of the judge to declare whether there is any evidence and whether that evidence is legal.—C. P. C., 406, *amended*.

475. The jury find the facts, but must be guided by the directions of the judge as regards the law.—C. P. C., 407.

SECTION VIII.

VERDICT.

476. Après que la cause, est définitivement soumise aux jurés, ils peuvent rendre leur verdict sur-le-champ ou se retirer pour délibérer.

S'ils se retirent, ils doivent rester ensemble dans un lieu convenable, sous la garde d'un officier préposé par le tribunal, jusqu'à ce qu'ils s'accordent sur un verdict.

L'officier en charge ne leur permet pas de communiquer avec qui que ce soit, à moins que le tribunal ne l'ordonne; et il ne doit faire connaître à personne, avant que le verdict soit rendu, ni leurs délibérations ni le verdict sur lequel ils se sont accordés.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 408, § 1; *Cal.*, 613.

477. Le juge peut, néanmoins, pendant leurs délibérations, de même que pendant l'instruction, permettre aux jurés de se séparer sous l'obligation de se représenter à un temps fixé.

A défaut par les jurés de se représenter ainsi, il sont passibles des pénalités attachées au mépris de cour, sans préjudice du recours des parties contre eux pour les dommages.—C.P.C., 408, § 2; 409.

478. Si les jurés sont autorisés à se séparer, le juge doit les avertir de ne pas parler de la cause avec d'autres ni de permettre à d'autres de leur en parler.—*Nouveau*; *Cal.*, 611.

479. Le jury peut en tout temps, même après le résumé du juge, mais en sa présence, cour tenante et avec sa permission, examiner de nouveau les témoins entendus.

Il peut également demander l'opinion du juge sur les questions de droit qui se présentent, et avec sa permission, prendre communication des documents au dossier.—C. P. C., 410, *amendé*.

476. When the case is finally submitted to the jury they may render a verdict immediately or retire for deliberation.

If they retire, they must remain together in some convenient place, under charge of an officer appointed by the court, until they agree upon a verdict.

The officer so acting must not suffer them to communicate with any person, except by order of the court; and he must not, before their verdict is rendered, communicate to any person their deliberations or the verdict agreed upon.—*New, in part*: C.C.P., 408, § 1; *Cal.*, 613.

477. The judge may, nevertheless, during the trial or while the case is under deliberation, permit them to separate, and order that they attend again at a specified time.

If the jurors fail so to attend, they are liable to the penalties attached to contempt of court, without prejudice to the recourse of the parties against them for damages.—C.C.P., 408, § 2; 409.

478. If the jury are permitted to separate, they must be admonished by the judge not to converse with or suffer themselves to be addressed by any other persons in reference to the case.—*New*; *Cal.*, 611.

479. The jury may at any time, even after the summing up by the judge, but in his presence and with his permission, in open court, examine again the witnesses already heard.

They may also ask the opinion of the judge upon any questions of law which present themselves, and may, with his permission, take communication of any document of record.—C.C.P., 410, *amended*.

480.
douze
un ver

481.
s'accor
jury pe
être re
cation
amendé

482.
constat
reçoit l
au regi
leurs no
bre de
verdict
C. 413

483.
faits, le
cite et
—C. P.

484.
ont com
tion de
soit en
somme
fendeur

485.
d' don
partie q
ry ait p
me d'u
qu'à du

A dé
l'autre
gé don
avec dé
mandé
compre
cès et l
allocati
qu'elle

Le dé
droit de
procès p

480. Le concours de neuf des douze jurés est suffisant pour rendre un verdict.—C.P.C., 411.

481. Si neuf des jurés ne peuvent s'accorder sur le verdict à rendre, le jury peut, à la discrétion du tribunal, être renvoyé, et il y a lieu à la convocation d'un autre jury.—C.P.C., 412, *amendé*.

482. Le protonotaire, après avoir constaté la présence de tous les jurés, reçoit leur verdict et en fait une entrée au registre de la cour, en inscrivant leurs noms et en mentionnant le nombre de ceux qui ont concouru dans le verdict s'il n'est pas unanime.—C.P.C., 413.

483. Lorsqu'il y a définition des faits, le verdict doit être spécial, explicite et articulé sur chaque fait soumis.—C.P.C., 414, *amendé*.

484. Dans le cas où les parties ont consenti à l'omission de la définition des faits, le verdict est général, soit en faveur du demandeur pour une somme définie, soit en faveur du défendeur.—C.P.C., 415.

485. Les jurés ne sont pas tenus de donner leur verdict avant que la partie qui a demandé le procès par jury ait payé pour chacun d'eux la somme d'une piastre pour chaque jour qu'à duré le procès.

A défaut de paiement par l'une ou l'autre des parties, le jury est déchargé dès qu'il soit rendu de verdict, avec dépens contre la partie qui a demandé le procès par jury. Ces dépens comprennent ceux encourus sur le procès et l'allocation des jurés; et cette allocation leur est payée aussitôt qu'elle est recouvrée par le protonotaire.

Le défaillant est en ce cas de plein droit déchu de son droit d'avoir un procès par jury.—C.C.P.

480. The agreement of nine of the twelve jurors is sufficient to return a verdict.—C.C.P., 411.

481. If nine of the jurors cannot agree upon the verdict to be returned, the jury may, in the discretion of the court, be discharged, and another jury may be summoned.—C.C.P., 412, *amended*.

482. The prothonotary, after ascertaining that all the jurors are present, receives their verdict and enters it in the registers of the court, inserting their names and stating the number of those who concur in the verdict if it is not unanimous.—C.C.P., 413.

483. When there is an assignment of facts the verdict must be special, explicit and articulated upon each fact submitted.—C.C.P., 414, *amended*.

484. When the parties have agreed to dispense with an assignment of facts, the verdict is general, either in favour of the plaintiff for a specific sum, or in favour of the defendant.—C.C.P., 415.

485. The jurors are not bound to render their verdict until the party demanding the trial by jury has paid the sum of one dollar for each of them for each day that the trial has lasted.

In default of payment by either party, the jury are discharged without rendering a verdict, with costs against the party who demanded a trial by jury.

Such costs include the costs incurred upon the trial and the allowance for the jurors; and such allowance is paid them as soon as it is recovered by the prothonotary.

The defaulting party is thereupon deprived, by the operation of law, of his right to a trial by jury.—C.C.P.,

486. Le protonotaire doit aussitôt, au cas de défaut de paiement, émettre contre la partie ainsi condamnée, pour le recouvrement de l'allocation des jurés, un bref d'exécution qui est mis à effet par le shérif.—C. P. C., 417.

487. Le verdict doit porter sur tous les points de la contestation soumise au jury.—C. P. C., 418.

488. Le verdict ne peut en aucune manière prononcer sur les dépens.—C. P. C., 419.

489. Le juge siégeant peut ordonner la rectification des erreurs cléricales qui ont pu se glisser dans toute procédure de la cause soumise au jury, ou dans le verdict.—C. P. C., 420, § 1.

490. Si, en quelque temps avant verdict, un juré devient, à raison de maladie ou d'une autre cause, empêché ou en défaut d'accomplir son devoir, le juge peut ajourner la cause ou libérer le juré; et, dans ce dernier cas, le procès peut être continué devant les jurés qui restent, ou un autre juré peut être assermenté et le procès commencé de nouveau, ou le jury peut être libéré et un autre jury assermenté, devant lequel se fait le procès.—*Nouveau*; C. P. C., 420, § 2; *Cal.*, 615; *C. I. C. F.*, 394; *Dallos, Rep.*, v° *Instruction criminelle*, n. 1846, 1804 et seq.

SECTION IX.

JUDGMENT APRÈS LE VERDICT.

491. Le juge président au procès doit, sur-le-champ ou après délibéré, rendre jugement pour la partie en faveur de laquelle le verdict a été prononcé, à moins que, pour des raisons spéciales alléguées dans un certificat mis au dossier, il ne réserve la cause

486. The prothonotary, in the case of such default to pay, must immediately issue, against the party condemned to costs, a writ of execution, to be enforced by the sheriff, for the recovery of the allowance due the jurors.—C. C. P., 417.

487. The verdict must be given upon all the issues submitted to the jury.—C. C. P., 418.

488. The verdict cannot in any manner pronounce upon the costs.—C. C. P., 419.

489. The presiding judge may order the amendment of any clerical errors that have occurred in any proceeding in the case before the jury or in the verdict.—C. C. P., 420, § 1.

490. If at any time before verdict a juror becomes through illness or any other cause unable or in default to perform his duty, the judge may adjourn the case, or order him to be discharged; and, in the latter case, the trial may proceed with the remaining jurors, or another juror may be sworn and the trial be begun anew, or the jury may be discharged and a new jury be impanelled to try the case.—*New*; C. C. P., 420, § 2; *Cal.*, 615; *C. I. C. F.*, 394; *Dallos, Rep.*, v° *Instruction Criminelle*, n. 1846, 1804 et seq.

SECTION IX.

JUDGMENT AFTER VERDICT.

491. The trial judge must, either at once or after a delay for further consideration, render judgment for the party in whose favour the verdict has been given, unless for special causes stated in a certificate filed of record, he reserves the case for the consideration of

pour la considération de la cour de revision.—*Nouveau* ; R.P.O., 682.

SECTION X.

MOYENS DE SE POURVOIR CONTRE LES JUGEMENTS, ET PROCÉDURES DANS LES CAUSES RÉSERVÉES.

§ 1.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

492. Il y a lieu à appel du jugement final rendu par le juge président au procès, de la même manière qu'un jugement final de la cour supérieure.—*Nouveau*.

493. L'appelant doit joindre à son inscription en revision ou en appel un exposé concis des raisons sur lesquelles il se base, ainsi que les conclusions pour obtenir un nouveau procès, ou un jugement différent, ou alternativement chacun de ces remèdes.—*Nouveau*.

494. Quand le juge président au procès a réservé la cause pour la considération de la cour de revision, l'une des parties peut demander jugement sur ce verdict par voie de motion.

Motion peut aussi être faite pour obtenir un nouveau procès, ou un jugement différent du verdict, ou alternativement chacun de ces remèdes. Un exposé des raisons à l'appui, semblable à celui mentionné dans l'article précédent, doit être joint à la motion.

Les motions doivent être faites devant la cour de revision, le premier ou le second jour du terme suivant, commençant au moins dix jours après le jour où la cause a été réservée.—*Nouveau*.

495. Le jugement, de la cour de revision, rendu dans l'exercice de la juridiction de première instance de cette cour dans les causes réservées, est exécutoire et sujet à appel, de la même manière qu'un jugement final.

the Court of Review.—*New* ; R.P.O., 682.

SECTION X.

REMEDIES AGAINST JUDGMENTS, AND PROCEEDINGS IN RESERVED CASES.

§ 1.—GENERAL PROVISIONS.

492. An appeal lies from the final judgment rendered by the trial judge, in the same manner as from any final judgment of the Superior Court.—*New*.

493. The appellant must annex to his inscription in review or appeal a statement in concise language of the grounds upon which he relies, with conclusions for a new trial, or for a different judgment, or alternatively for any of these remedies.—*New*.

494. When the trial judge has reserved the case for the consideration of the Court of Review, a party may move before that Court for judgment in accordance with the verdict.

A motion may also be made for a new trial or for a judgment different from the verdict, or alternatively for any of these remedies. A statement of reasons similar to that mentioned in the preceding Article must then be annexed to the motion.

The motions must be made before the Court of Review on the first or second day of its next term beginning at least ten days after the day on which the case was reserved.—*New*.

495. The judgment of the Court of Review, rendered in the exercise of its original jurisdiction in reserved cases, is executory and subject to appeal in the same manner as any final judgment of the Superior Court.

de la cour supérieure.—*Nouveau.*

New.

496. La cour peut, dans toute cause où le jugement rendu par le juge présidant au procès, ou le verdict rendu dans une cause réservée, est attaqué, appliquer le remède qu'il juge le plus propre à remplir les fins de la justice, même si ce remède n'a pas été spécialement demandé par une des parties.—*Nouveau* ; R.P.O., 735.

496. The Court may, in all cases where the judgment of the trial judge, or the verdict in a reserved case, is attacked, apply any remedy by which it considers that the ends of justice will be attained, even if such remedy has not been specifically demanded by any of the parties.—*New* ; R.P.O., 735.

497. On ne reçoit pas d'affidavit exposant les raisons et motifs qui ont influencé les jurés, ou alléguant que le verdict rendu n'est pas celui que les jurés avait l'intention de rendre.—C. P.C., 428, 429, *amendé*.

497. Affidavits are not admissible for the purpose of showing the reasons and motives which influenced the jurors, or of establishing that the verdict rendered is not that which the jurors intended to give.—C.C.P., 428, 429, *amended*.

§ 2.—NOUVEAU PROCÈS.

§ 2.—NEW TRIALS.

498. Sujet aux dispositions des articles ci-après, un nouveau procès peut être accordé dans les cas suivants :

498. Subject to the qualifications stated in the next following Articles, a new trial may be granted in any of the following cases :

1. Si la définition des faits est insuffisante ou défectueuse ;

1. When the assignment of facts is insufficient or defective ;

2. Si le juge a illégalement admis ou rejeté quelque preuve ;

2. When the judge has improperly admitted or rejected evidence ;

3. Si le juge a mal avisé les jurés ou refusé de les éclairer sur un point de droit, et si la partie plaignante a objecté à ce refus ou à ce mauvais avis ;

3. When the judge has misdirected the jury or refused to instruct them on a matter of law, and the party complaining has duly excepted to such misdirection or refusal ;

4. Si le verdict est contraire à la loi ou évidemment contraire au poids de la preuve ;

4. When the verdict is contrary to law, or clearly against the weight of evidence ;

5. Si le montant accordé est excessif ou insuffisant ;

5. When the amount awarded is either excessive or insufficient ;

6. Si la partie a été surprise ou si une nouvelle preuve concluante a été découverte depuis le procès ;

6. When the party has been taken by surprise, or when new evidence of a conclusive nature has been discovered since the trial ;

7. S'il a été commis, de la part du jury ou d'un jury, des actes d'inconduite de nature à empêcher la considération et la décision justes et impartiales de la cause ;

7. When there has been, on the part of the jury or of any juror, such misconduct as prevented a fair and judicial consideration and decision of

500

8. Si un témoin important était absent au moment du procès sans la faute de la partie qui l'a assigné, et que son témoignage puisse encore être obtenu ;

9. Si une récusation de la liste entière ou une récusation d'un juré a été erronément admise ou rejetée.—C. P.C., 426, *amendé*.

499. Les défauts entachant la définition des faits doivent être de nature à empêcher de juger les points essentiels, et il doit être établi qu'une objection a été faite exposant les modifications qui auraient dû être faites, et qu'elle a été repoussée avant le verdict.—C.P.C., 426, § 1, *amendé* ; *Cannon vs Huot*, 1 Q.L.R., 139.

500. Il n'est pas accordé de nouveau procès pour cause d'erreur dans le résumé du juge ou d'admission ou de rejet à tort de quelque preuve, à moins qu'un préjudice réel n'ait été ainsi occasionné ; et, s'il est constaté que ce préjudice n'affecte qu'une partie de la matière en contestation, la cour peut ordonner un nouveau procès sur cette partie seulement.—*Nouveau* ; C.P.C., 426, §§ 2, 3, 4 ; *Eng. R.*, 556 ; R.P.O., 791.

501. Un verdict n'est pas considéré comme étant contraire à la preuve, à moins qu'il ne soit de telle nature que le jury, en examinant toute la preuve, n'aurait pu raisonnablement le rendre.—*Nouveau* ; C.P.C., 426, § 13 ; *Metropolitan Ry Co. vs Wright*, 11 App. Cas., 152.

502. Un nouveau procès est accordé quand le montant adjugé est si minime ou tellement excessif qu'il est évident que les jurés ont été mus par des motifs indus ou ont été induits en erreur.—C.P.C., 426, § 11, *amendé*.

The case :

8. When a material witness was absent at the time of the trial without any fault attributable to the party who had summoned him, and his evidence is still obtainable ;

9. When a challenge to the array or to the polls has been erroneously maintained or overruled.—C. C. P., 426, *amended*.

499. The defects in the assignment of facts must be such as to prevent a trial of the material issues, and it must be shown that an objection stating the necessary amendment was made and overruled before verdict rendered.—C.C.P., 426, § 1, *amended* ; *Cannon vs Huot*, 1 Q.L.R., 139.

500. A new trial is not granted on the ground of misdirection, or of the improper admission or rejection of evidence, unless some substantial prejudice has been thereby occasioned ; and, if it appears that such prejudice affects a part only of the matter in controversy, the court may direct a new trial as to such issues only.—*New* ; C.C.P., 426, §§ 2, 3, 4 ; *Eng. R.*, 556 ; R.P.O., 791.

501. A verdict is not considered against the weight of evidence unless it is one which the jury, viewing the whole of the evidence, could not reasonably find.—*New* ; C.C.P., 426, § 13 ; *Metropolitan Ry Co. vs Wright*, 11 App. Cas., 152.

502. A new trial is granted whenever the amount awarded is so grossly excessive or insufficient that it is evident that the jurors have been influenced by improper motives or led into error.—C.C.P., 426, § 11, *amended*.

503. Si le montant accordé par le verdict est de beaucoup excessif, la cour peut refuser un nouveau procès, pourvu que le demandeur consente à ce que les dommages soient réduits à un montant que la cour ne considère pas excessif. — *Nouveau* ; C.P.C., 426 ; *Bell vs Lawes*, 12 Q.B.D., 356 ; *Mail Printing Co. vs Laflamme*, 12 L.N., 33 ; *Taylor vs Northern Assurance Co.*, 35 J., 6.

504. Si le montant accordé par le jury est de beaucoup insuffisant, la cour peut aussi refuser un nouveau procès, pourvu que le défendeur consente à ce qu'il soit porté à un montant que la cour ne considère pas insuffisant. — *Nouveau* ; *Bell vs Lawes*, 12 Q.B.D., 358.

505. La découverte de nouvelle preuve depuis le verdict ne peut servir de base à une demande pour nouveau procès que lorsque la partie qui la fait, démontre :

1. Que la preuve est telle que si elle avait été faite en temps, le résultat eût probablement été différent ;

2. Qu'à l'époque où cette preuve aurait dû être faite, ni la partie ni son procureur ou agent ne la connaissait ;

3. Qu'elle ne pouvait pas, avec toute diligence raisonnable, être découverte en temps pour s'en servir ;

4. Que diligence raisonnable a été faite après la découverte de la nouvelle preuve. — *Nouveau* ; C.P.C., 426, § 16 ; H. et L., 595, 596.

506. Les moyens mentionnés aux paragraphes 1, 2, 3 et 9 de l'article 498 ne peuvent être jugés que sur les notes des procédures de l'instruction et lorsque la partie y a fait entrer ses objections. — C.P.C., 427, amendé.

507. Si le jugement sur le verdict a été infirmé et qu'aucun ordre n'ait

503. If the amount awarded by the verdict is grossly excessive, the court may refuse a new trial, provided that the plaintiff agrees that it be reduced to an amount which the court considers not excessive. — *New* ; C.C.P. 426 ; *Bell vs Lawes*, 12 Q.B.D., 356 ; *Mail Printing Co vs Laflamme*, 12 L.N., 33 ; *Taylor vs Northern Assur. Co.*, 35 J., 6.

504. If the amount awarded by the jury is grossly insufficient, the court may also refuse a new trial, provided that the defendant agrees to its being increased to an amount which the court considers not insufficient. — *New* ; *Bell vs Lawes*, 12 Q.B.D., 358.

505. The discovery of new evidence since the verdict is ground for a new trial only when the party applying therefor shows :

1 That the evidence is such that if it had been brought forward in time, it would probably have changed the result ;

2. That at the time he might so have used it, neither he nor his attorney or agent had knowledge of it ;

3. That it could not, with reasonable diligence, have been discovered in time to be so used ;

4. That reasonable diligence was used after the discovery of the new evidence. — *New* ; C.C.P., 426, § 16 ; H & L., pp. 595, 596.

506. The causes mentioned in paragraphs 1, 2, 3 and 9 of Article 498 can be ascertained only by means of the minutes of trial, and when the party has caused his objections to be entered therein. — C.C.P., 427 amended.

507. If the judgment upon the verdict has been set aside, and no fur-

été donné, un nouveau procès doit avoir lieu.—C.P.C., 430, *amended*.

ther order has been given, a new trial must be had—C.C.P., 430, *amended*.

3.—JUGEMENT DIFFÉRENT.

3.—DIFFERENT JUDGMENT.

308. Un jugement différent, en tout ou en partie, de celui rendu par le juge président au procès, ou du verdict dans une cause réservée, peut être rendu dans chacun des cas suivants :

308. A judgment different, in whole or in part, from that rendered by the trial judge, or from the verdict in a reserved case, may be rendered in any of the following cases :

1. Lorsque les faits, tels que constatés par le jury, exigeaient que le jugement fût en faveur de la partie qui fait la motion ou qui inscrit, ou lorsque le juge s'est trompé relativement à l'effet véritable du verdict ;

1. When the facts as found by the jury require a judgment in favour of the party moving or inscribing, or the judge has erred as to the real effect of the verdict ;

2. Lorsque les allégations de la partie en faveur de laquelle le verdict ou le jugement a été rendu, ne sont pas suffisantes en droit pour soutenir ses prétentions ;

2. When the allegations of the party in whose favour the verdict or the judgment has been rendered, are not sufficient in law to maintain his pretensions ;

3. Lorsqu'il appert d'une manière évidente de toute la preuve, que nul jury ne serait fondé à rendre un verdict autre qu'en faveur de la partie qui fait la motion ou qui inscrit — *Nouveau*, C.P.C., 431, 432, 433 ; R.P.O., 798, 749, 755 ; *Eng. R.*, 568 ; H. & L., 640, 641.

3. When it is absolutely clear from all the evidence, that no jury would be justified in finding any verdict other than one in favour of the party moving or inscribing.—*New* ; C.C.P., 431, 432, 433 ; R.P.O., 798, 749, 755 ; *Eng. R.*, 568 ; H. & L., pp. 640, 641.

CHAPITRE XXII.

CHAPTER XXII.

ADJUDICATION SUR UN POINT DE DROIT LORSQUE LES FAITS SONT ADMIS.

DECISION OF QUESTIONS OF LAW UPON FACTS ADMITTED.

309. Excepté lorsqu'il s'agit de nullité de mariage, de séparation de corps et de biens, de séparation de biens, de dissolution de corporation ou de demande pour annulation de lettres patentes, les personnes majeures et capables qui ne s'entendent pas sur une question de droit susceptible de faire la base d'une action entre elles, tout en s'accordant sur les faits, peuvent la soumettre au tribunal pour adjudication, en produisant au greffe un *factum* ou mémoire conjoint conte-

309. Except in cases relating to nullity of marriage, separation from bed and board, separation as to property, dissolution of corporations, or suits for the annulment of letters-patent, persons of full age and capacity who are at variance upon a question of law capable of being the subject of an action between them, but who are in agreement as to the facts, may submit it for the decision of the court, upon filing in the office of the court a joint *factum* or case, containing a statement

nant un exposé de la question de droit en litige et des faits qui y donnent lieu, et les conclusions de chacune des parties, accompagné d'une déposition sous serment de chacune des parties, attestant que les faits sont vrais, que le débat est réel, et qu'il n'a pas seulement pour objet l'attention d'une opinion. — *Nouveau* : *Eng. R.*, 389 *et seq.* ; *N.Y.C.*, 1279 *et seq.* ; *Cal.*, 1138 ; *R. P.O.*, 554 *et seq.*

310. Immédiatement après la production du factum conjoint, l'une ou l'autre des parties peut inscrire pour audition, suivant les règles ordinaires. — *Nouveau*, *Ibid.*

311. La décision rendue par le tribunal a la même valeur et les mêmes effets qu'un jugement dans une instance. — *Nouveau*, *Ibid.*

312. Les parties à une instance peuvent, en tout état de cause, soumettre à la décision du tribunal les questions de droit résultant de l'action, par voie de factum conjoint, en se conformant aux exigences de l'article 509. — *Nouveau* ; *R.P.O.*, 554.

CHAPITRE XXIII.

AMENDEMENTS.

313. Le bref d'assignation et la déclaration signifiés au défendeur peuvent être amendés ou changés sans frais, une fois, sans la permission du juge, en tout temps avant la signification d'une exception préliminaire ou de la défense. — *Nouveau* ; *C.P.C.*, 53 ; *R.P.O.*, 424 ; *N.Y.C.*, 542.

314. La défense peut être amendée ou changée sans frais, une fois, sans la permission du juge, en tout temps avant que le demandeur ait signifié sa réponse.

Lorsqu'aucune réponse n'est néces-

of the question of law involved, and of the facts which give rise to it, and the conclusions of each party, accompanied with the affidavit of each party establishing that the facts are true, that the controversy is real, and that neither party is merely seeking to obtain an opinion. — *New* ; *Eng. R.*, 389 *et seq.* ; *N.Y.C.*, 1279 *et seq.* ; *Cal.*, 1138 ; *R.P.O.*, 554 *et seq.*

310. Immediately after the filing of the joint case, either party may inscribe the issue for hearing in accordance with the ordinary rules. — *New* ; *Ibid.*

311. The decision rendered by the court has the same force and effect as a judgment in an action. — *New* ; *Ibid.*

312. The parties to an action may, at any stage of the case, submit for the decision of the court any questions of law resulting from the action, by means of a joint case, upon conforming to the requirements of Article 509. — *New* ; *R.P.O.*, 554.

CHAPTER XXIII.

AMENDMENTS.

313. The writ of summons and the declaration served upon the defendant may be once amended or changed, without costs, without leave of the judge, at any time before the service of a preliminary exception or of the defence. — *New* ; *C.C.P.*, 53 ; *R.P.O.*, 424 ; *N.Y.C.*, 542.

314. The defence may be once amended or changed, without costs, without leave of the judge, at any time before the plaintiff has served his answers.

When no answer is necessary, the

saire, les amendements ou changements doivent être faits avant la signification de l'inscription.—*Nouveau* ; C.P.C., 53 ; R.P.O., 425 ; N.Y.C., 542.

515. Tout autre pièce de plaidoirie peut être également amendée ou changée sans frais, une fois, sans la permission du juge, en tout temps avant la signification de la réponse de la partie adverse à cette plaidoirie ; et, lorsque cette réponse n'est pas nécessaire, avant la signification de l'inscription.—*Nouveau* ; *Ibid.*

516. Dans tous les cas non prévus par les articles qui précèdent, les parties peuvent, en tout temps avant jugement, avec la permission du juge, aux conditions jugées convenables, amender le bref d'assignation, la demande, la défense ou toute autre pièce de plaidoirie.—*Nouveau* ; C.P.C., 117 ; R.P.O., 390, 429, 444 ; N.Y.C., 497.

517. Si la copie d'une pièce de plaidoirie est incorrecte ou différente de l'original, la partie qui l'a fait signifier peut, avant la signification d'une réponse à icelle, en fournir à l'autre partie une copie correcte, sans permission du juge, et avec cette permission après la signification de cette réponse, aux conditions jugées convenables.—C.P.C., 118, *amendé*.

518. Le juge peut, de lui-même, en tout temps avant jugement et aux conditions qu'il juge à propos, ordonner l'amendement immédiat, dans une pièce de plaidoirie, des erreurs de rédaction, de calcul ou d'écriture, et de toute irrégularité de forme qui ne cause pas de préjudice.—*Nouveau* ; R.C.C.S., 249 ; R.P.O., 446.

519. Le juge peut permettre d'amender toute erreur qui se trouve dans un procès-verbal fait par un shérif, un

amendments or changes must be made before service of the inscription.—*New* ; C.C.P., 53 ; R.P.O., 425 ; N.Y.C., 542

515. Any other pleading may likewise be once amended or changed, without costs, without leave of the judge, at any time before the service of an answer to such pleading by the opposite party ; and, when an answer is not necessary, before service of the inscription.—*New* ; *Ibid.*

516. In all cases not provided for by the preceding Articles, the parties may, at any time before judgment, with the leave of the judge, upon such conditions as are deemed proper, amend the writ of summons, the declaration, the defence or any other pleading.—*New* ; C.C.P., 117 ; R.P.O., 390, 429, 444 ; N.Y.C., 497.

517. If any copy of a pleading is incorrect or different from the original, the party who served it may, before the service of an answer to the same, furnish a correct copy thereof to the other party, without leave of the judge, and with such leave after the service of the answer, upon such conditions as are deemed proper.—C.P., 118, *amended*.

518. The judge may, without being thereto moved, at any time before judgment and upon such conditions as are deemed proper, order the immediate amendment in any pleading of errors of expression, calculation or writing, and of any other irregularities of form which do not cause a prejudice.—*New* ; R.C.C.S., 249 ; R.P.O., 446.

519. The judge may grant leave to amend any error appearing in a return made by a sheriff, bailiff or other

huissier ou autre personne autorisée.
—C. P. C., 80, *amendé*, 159, § 4,
amendé.

authorized person. — C. C. P. 80,
amended; 159, § 4, *amended*.

520. Le juge peut, en tout temps avant jugement, aux conditions qu'il croit justes, permettre d'amender toutes pièces de la plaidoirie de manière à coïncider avec les faits prouvés; et il suffit, pour soutenir une pièce de plaidoirie, que les faits qui y sont allégués s'accordent suffisamment avec ceux qui sont prouvés, et que le juge soit d'avis que la partie adverse n'a pu être induite en erreur sur la nature réelle des faits qu'on a eu l'intention d'alléguer et de prouver.—C.P.C., 320.

520. The judge may, at any time before judgment, upon such conditions as he considers just, allow a pleading to be amended so as to agree with the facts proved; and a pleading is sufficiently sustained if the facts alleged agree sufficiently with the facts proved, and if, in the opinion of the judge, the opposite party has not been led into error as to the real nature of the facts intended to be alleged and proved.—C.C.P., 320, *amended*.

521. Le défaut de mise en cause d'une personne dont la présence est nécessaire n'entraîne pas nullité, pourvu que, par amendement, elle soit faite partie à l'action.—*Nouveau*; R. C.C.S., 176½; R.P.O., 324; N.Y.C., 723.

521. Non-joinder in the suit of a person whose presence is necessary does not entail nullity, if by amendment he is made a party to the action.—*New*; R.C.C.S., 176½, R.P.O., 324; N.Y.C., 723.

522. Nul amendement ne peut être fait ni permis s'il change la nature de la demande.

522. No amendment can be made or allowed, if it changes the nature of the demand.

Le tribunal peut, cependant, en tout temps avant jugement, permettre de rectifier, modifier et augmenter les conclusions, pourvu que les faits allégués donnent ouverture au nouveau remède légal demandé.—*Nouveau*; C.P.C., 53, *partie*; *E.C. R.*, 309 *et seq.*; *Russel vs Lefrançois*, 7 L.N., 57; 8 Can. S.C.R., 335.

The court may, nevertheless, at any time before judgment, allow the conclusions to be corrected, modified or even enlarged, provided that the facts alleged give rise to the new relief demanded.—*New*; C.C.P., 53, *in part*; *Eng. R.*, 309 *et seq.*; *Russell vs Lefrançois*, 7 L.N., 57; 8 Can. S.C.R., 335.

523. La partie qui fait un amendement doit le faire signifier sans délais.

523. The party making an amendment must serve it forthwith.

Si l'amendement est fait à la suite d'une permission, la partie doit le faire signifier et le produire dans le délai fixé par l'ordonnance, et, si aucun délai n'est prescrit, dans les trois jours de la date de l'ordonnance; à défaut de quoi, la permission devient ineffective.

If the amendment is made in pursuance of leave granted, the party must serve and file it within the delay fixed in the order, and if no delay is fixed, within three days from the date of the order; in default of which the leave becomes inoperative.

When the amendment is made in

Lorsque l'amendement est fait à l'audience, au cours du procès, en présence de la partie adverse, il n'est pas nécessaire de le lui signifier, à moins que le tribunal ne l'ordonne.—*Nouveau*; R.P.O., 430, 433.

524. Dans les cas où un amendement ne peut être fait qu'avec permission, l'amendement projeté et avis du jour auquel cette permission sera demandée doivent être signifiés à la partie adverse, au moins un jour avant celui fixé pour faire cette demande.

Néanmoins, lorsqu'un amendement est demandé à l'audience, au cours de l'instruction, en présence de l'autre partie, il n'est pas nécessaire qu'il soit précédé de l'avis ci-dessus, à moins que le tribunal ne l'ordonne.—*Nouveau*.

525. Lorsqu'un nouveau défendeur est joint à une action, il doit lui être signifié une copie du bref d'assignation et de la déclaration en la manière habituelle; et l'action, à son égard, n'est censée avoir commencé que depuis cette signification.—*Nouveau*; R.P.O., 324, 326.

526. Le juge peut, en tout temps, aux conditions qu'il juge à propos, permettre au demandeur de signifier de nouveau le bref d'assignation et la déclaration, lorsque la signification est irrégulière.—*Nouveau*.

CHAPITRE XXIV.

Jugement.

SECTION I.

CONFESSION DE JUGEMENT.

527. Le défendeur peut, à toute phase de la procédure, produire ou faire prendre par écrit au greffe, une confession de jugement pour la totalité ou partie de la demande.

open court during the trial, in presence of the opposite party, it need not be served upon him unless the court so orders.—*New*; R.P.O., 430, 433.

524. Whenever an amendment can only be made with leave, the proposed amendment and notice of the day upon which the application therefor will be made, must be served upon the opposite party at least one day in advance.

Nevertheless, when the amendment is applied for in open court, during the trial, in the presence of the opposite party, notice thereof need not be given in the manner above-mentioned, unless the court so orders.—*New*.

525. When a new defendant is joined in an action, he must be served with a copy of the writ of summons and of the declaration in the ordinary manner; and the action, in so far as he is concerned, is considered to have commenced only with such service.—*New*; R.P.O., 324, 326.

526. The judge may at any time, upon such conditions as are deemed proper, allow the plaintiff to serve anew the writ of summons and declaration, when the service is irregular.—*New*.

CHAPTER XXIV.

Judgment.

SECTION I.

CONFESSION OF JUDGMENT.

527. The defendant may, at any stage of the proceedings, file, or cause to be taken down in writing, at the office of the court, a confession of judgment for the whole or any part of

Cette confession doit être signée par le défendeur, ou être faite par un procureur spécial, dont la procuration en forme authentique doit être produite avec la confession.—C. P. C., 94, *amendé*.

528. Si la personne qui se présente comme défendeur pour confesser jugement est inconnue du protonotaire, ce dernier doit exiger qu'elle produise la copie de l'assignation ou le contre-seing de son procureur *ad litem*.—C. P. C., 95.

529. Si le demandeur accepte cette confession, il peut inscrire sa cause pour jugement immédiatement, et le protonotaire dressera un jugement conformément à cette confession, lequel est considéré comme rendu par le tribunal.—C. C. P., 96, 1, *amendé*.

530. Si la confession de jugement n'est pas acceptée, le demandeur, dans le délai de trente jours à compter de la signification qui lui est faite par le défendeur d'une copie de la confession de jugement doit donner avis au défendeur que la confession de jugement n'est pas acceptée.

A compter de la signification de cet avis la cause est poursuivie suivant le cours ordinaire; et, si le tribunal n'accorde pas au demandeur plus que ce dernier aurait eu sur la confession, le demandeur ne peut avoir plus de frais que si la confession de jugement eut été acceptée.

A défaut par le demandeur de donner l'avis ci-dessus, la confession de jugement est considérée acceptée, et le défendeur peut aussi inscrire la cause pour jugement immédiatement en la manière prescrite par l'article précédent. 1 Ed. vii., c. 396.

531. Lorsqu'il y a, dans la même instance, plusieurs défendeurs dont quelques-uns seulement confessent jugement, le demandeur peut procéder sur cette confession contre ceux qui ont reconnu la dette sans préjudice de son droit de procéder contre les autres.—C. P. C., 98.

the demand.

The confession must be signed by the defendant, or be made by his special attorney, whose power of attorney in authentic form must be filed with the confession.—C. C. P., 94, *amended*.

528. If the person who appears as defendant in order to confess judgment is unknown to the prothonotary, the latter must require him to produce the copy of the summons or to procure the counter-signature of his attorney *ad litem*.—C. C. P., 95.

529. If the plaintiff accepts such confession, he may inscribe the case forthwith for judgment, and the prothonotary draws up in conformity with such confession a judgment which is held to be the judgment of the court.—C. C. P., 96, § 1, *amended*.

530. If the confession of judgment is not accepted, the plaintiff must within a delay of thirty days after the service upon him of a copy of the confession of judgment, give notice to the defendant that the confession of judgment is not accepted.

After such notice the case is proceeded with in the ordinary manner, and if the plaintiff does not obtain more from the court than he would have had upon the confession, he is not entitled to more costs than if the confession of judgment had been accepted.

In default of the plaintiff giving the notice, the confession of judgment is deemed to be accepted, and the defendant may also inscribe the case forthwith for judgment in the manner prescribed by the preceding article.—1 Edw. vii., c. 36.

531. If there are several defendants in the same suit some only of whom confess judgment, the plaintiff may proceed upon such confession against those who have acknowledged their indebtedness, without prejudice to his right to proceed against the others.—C. C. P., 98.

SECTION II.

JUGEMENT SUR DÉFAUT DE COMPARAÎTRE
OU DE PLAIDER.

532. Si le défendeur est en défaut de comparaître ou de plaider, le juge ou le protonotaire, au nom du tribunal, peut, en terme ou hors de terme, rendre jugement dans les actions énumérées dans les paragraphes suivants, de la manière y indiquée :

1. Sans preuve, après inscription pour jugement, sur vu de la pièce qui fait la base de l'action, dans toute action fondée sur acte authentique, lettre de change, billet, cédule, chèque, écrit ou acte sous seing privé ;

2. Sur production, avec l'inscription pour jugement, d'un affidavit du demandeur ou de l'un des demandeurs, ou de toute autre personne digne de foi, constatant que le montant réclamé est dû, à la connaissance du dépositaire, par le défendeur au demandeur, dans toute action fondée sur convention verbale pour le paiement d'une somme fixe de deniers, ou sur compte en détail, ou pour effets ou marchandises vendus et livrés, ou pour deniers prêtés, ou pour services professionnels ou autres.—C.P.C., 89, 90, 91, 92, *amendés*.

533. Dans toutes les causes par défaut, la signification de l'inscription n'est pas nécessaire.—*Nouveau*.

534. Dans toutes les causes *ex parte*, avis de l'inscription doit être au défendeur au moins un jour franc avant celui fixé pour le jugement.—*Nouveau. partie* ; C.P.C., 317, 462, *partie*.

535. S'il y a plusieurs défendeurs dont quelques-uns comparaissent et plaident et dont les autres font défaut

SECTION II.

JUDGMENT IN CASES BY DEFAULT AND
Ex parte.

532. If the defendant fails to appear or to plead, the judge or the prothonotary in the name of the court,

may, in term or out of term, render judgment in the actions enumerated in the following paragraphs, according to the manner therein prescribed :

1. Without proof, after inscription for judgment, upon examining the document upon which the action is founded, in any action brought upon an authentic deed, bill of exchange, promissory note, schedule, cheque act or private writing ;

2. Upon the filing, with the inscription for judgment, of an affidavit of the plaintiff or one of the plaintiffs, or of any other credible person, establishing that the amount claimed is due, to the knowledge of the deponent, by the defendant to the plaintiff, in any action founded upon verbal agreements to pay specific sums of money, or upon detailed accounts, or for goods or effects sold and delivered, or for money lent, or for professional or other services.—C.C.P., 89, 90, 91, 92, *amended*.

533. In all cases by default, service of inscription is not necessary.—*New*.

534. In all *ex parte* cases, notice of inscription must be given to the defendant at least one clear day before that fixed for judgment.—*New. in part* ; C.C.P., 317, 462, *in part*.

535. If some of several defendants appear and plead, and others make default to appear or plead, the plaintiff

de comparaître ou de plaider, le demandeur peut obtenir jugement et exécution contre ces derniers, sans préjudice de son droit de procéder contre les premiers.—*Nouveau* : C.P.C.F., 153 ; C.P.G., 135 ; R.P.O., 706.

may proceed to judgment and execution against the latter, without prejudice to his right to proceed against the former.—*New* : C.P.C.F., 153 ; C.P.G., 135 ; R.P.O., 706.

SECTION III.

RÈGLES GÉNÉRALES RELATIVES AUX JUGEMENTS.

536. Le jugement dans une cause prise en délibéré peut être prononcé à tout jour juridique.—C.P.C., 469, *partie* ; 470, *amendé*.

537. Les jugements doivent être prononcés à l'audience, sauf dans les affaires qui sont de la compétence d'un juge en chambre, et dans les causes prévues par les articles 529 et 532.—C.P.C., 469, *partie*, *amendé*.

538. Chaque fois qu'un juge qui a entendu une cause est incapable par suite de maladie, d'éloignement ou d'une autre cause de rendre jugement en personne, il peut en transmettre la minute, par lui certifiée, au protonotaire, avec instructions d'enregistrer ce jugement et de le lire ou de le communiquer sur demande aux parties ou à leurs procureurs, le jour qu'il fixe à cet effet.

Le protonotaire, sur réception de la minute du jugement et des instructions qui l'accompagnent, est tenu de se conformer à ces instructions ; et le jugement ainsi enregistré a le même effet que s'il avait été prononcé par le juge, séance tenante.—C.P.C., 469a, *amendé* ; S.R., 5002.

539. Le jugement de l'instance qui est en délibéré ne peut être différé à cause de la mort des parties ou de leur procureur.—C.P.C., 468, *partie*.

540. Si un juge ou un juge suppléant qui a entendu une cause est

SECTION III.

GENERAL RULES AS TO JUDGMENT.

536. Judgment may be rendered on any juridical day in cases taken under advisement.—C.C.P., 469, *in part* ; 470, *amended*.

537. Judgment must be rendered in open court, except in matters within the jurisdiction of a judge in chambers, and in the cases stated in Articles 529 and 532.—C.C.P., 469, *in part*, *amended*.

538. Whenever a judge who has heard a cause is unable, on account of illness, absence or other cause, to render judgment in person, he may transmit the draft of the judgment, certified by him, to the protonotary, with instructions to record such judgment, and to read it or to give communication of it on demand to the parties or to their attorneys, on the day which he fixes for that purpose.

The protonotary, on receiving the draft of judgment and the instructions accompanying it, is obliged to conform to such instructions ; and the judgment so enregistered has the same effect as if it had been rendered by the judge during the sitting of the court.—C.C.P., 469a, *amended* ; R.S., 5002.

539. Judgment in a suit which is under advisement cannot be stayed by reason of the death of the parties or of their attorneys.—C.C.P., 468, *in part*.

540. If a judge or assistant judge before whom a case has been heard, is

nommé juge en chef ou juge de la même cour, ou juge en chef ou juge d'une autre cour, ou obtient un congé, il peut rendre jugement, de même que s'il n'était survenu aucun changement.—C.P.C., 468, *partie*.

511. Le jugement doit contenir les causes de la demande et doit être susceptible d'exécution.

S'il y a eu contestation, le jugement doit en outre contenir un sommaire des points de droit et de faits soulevés et jugés, les motifs de la décision, et le nom du juge qui l'a rendue.—C.P.C., 472

512. Tout jugement en dommages-intérêts doit en contenir la liquidation.—C.P.C., 471.

513. Tout jugement condamnant à la restitution de fruits et revenus doit en ordonner la liquidation, et ce par experts, s'il y a lieu ; et la partie condamnée est tenue de représenter à cette fin les comptes et papiers de recette, les baux des héritages, et un état des frais de labours, semences et récoltes par elle faits. — C. P. C., 475.

514. Le jugement doit être entré sans délai dans le registre du tribunal, conformément à la minute parafée par le juge.—C.P.C., 473.

515. Au cas de différence entre la minute du jugement et la transcription qui en est faite au registre, c'est à la minute qu'on doit s'en rapporter ; et le tribunal peut, sans formalité, ordonner la rectification du registre. — C.P.C., 474.

516. Le juge peut, en tout temps, à la demande d'une des parties, corriger les erreurs cléricales entachant un jugement.—*Nouveau*.

appointed chief justice or judge of the same court, or chief justice or judge of another court, or obtains leave of absence, he may render judgment as if no change had taken place.—C.C.P., 468, *in part*.

511. Every judgment must mention the cause of action, and must be susceptible of execution.

In contested cases it must moreover contain a summary statement of the issues of law and of fact raised and decided, the reasons upon which the decision is founded, and the name of the judge by whom it was rendered.—C. C. P., 472.

512. Every judgment for damages must contain a liquidation thereof.—C.P.C., 471.

513. Every judgment condemning a party to the restitution of rents, issues and profits, must order the liquidation thereof; and this is done by experts if the case requires it; and the party condemned is bound for that purpose to produce all accounts and documents showing the receipts, all leases of immovables, and a statement of the costs of tilling, sowing and harvesting incurred by him.—C.C.P., 475.

514. The judgment must be entered without delay in the register of the court, in conformity with the draft paraphed by the judge.—C.C.P. 473.

515. In the case of difference between the draft and the entry thereof in the register, the draft is to be followed; and the court may, without any formality, order the rectification of the register.—C.C.P., 474.

516. The judge may, at any time, at the instance of one of the parties, correct any clerical error affecting a judgment.—*New*.

547. A moins d'une injonction spéciale ou d'une disposition de la loi, ou à moins qu'il ne s'agisse d'un jugement en déclaration d'hypothèque contre un défendeur qui a un domicile connu dans cette province, il n'est pas nécessaire que le jugement soit signifié à la partie condamnée. — C.P.C., 476, *amendé*.

548. Une partie peut, en en donnant avis à la partie adverse, se désister du jugement rendu en sa faveur pour une portion seulement, ou pour le tout, et en obtenir acte du protonotaire; et dans le dernier cas la cause est remise dans l'état dans lequel elle était avant le jugement. — C.P.C., 93, *amendé*; 477.

CHAPITRE XXV.

DÉPENS.

549. La partie qui succombe doit supporter les dépens, à moins que, pour des causes spéciales, le tribunal ne les mitige, ne les compense ou n'en ordonne autrement. — C.P.C., 478, § 1, *amendé*.

550. Dans les actions en recouvrement de dommages pour torts personnels, si les dommages adjugés n'excèdent pas huit piastres, il ne peut être accordé de dépens au-delà du montant de ces dommages. — C.P.C., 478, § 2, *amendé*.

551. Dans les actions pour pension alimentaire, il ne peut être accordé plus de dépens au demandeur, qu'il n'en serait accordé dans une action pour le montant de la pension mensuelle adjugée. — *Non ren.*

552. Les tuteurs, curateurs ou autres administrateurs, qui abusent de leur qualité pour faire des contestations évidemment mal fondées, peuvent être condamnés aux dépens per-

547. Unless where it is expressly ordered, or where there is a provision of the law, or in the case of judgments in recognition of hypothecs rendered against defendants having a known domicile in the Province, it is not necessary to have the judgment served on the party condemned. — C.C.P., 476, *amended*.

548. A party may, on giving notice to the opposite party, renounce either a part only or the whole of any judgment rendered in his favour, and have such renunciation recorded by the prothonotary; and in the latter case the cause is placed in the same state as it was in before the judgment. — C.C.P., 93, *amended*; 477.

CHAPTER XXV.

COSTS.

549. The losing party must pay all costs, unless for special reasons the court reduces or compensates them, or orders otherwise. — C.C.P., 478, § 1, *amended*.

550. In actions of damages for personal wrongs, if the damages awarded do not exceed eight dollars, no greater sum can be allowed for costs than the amount of such damages. — C.C.P., 478, § 2, *amended*.

551. In suits for alimentary allowances, no more costs can be allowed to the plaintiff than in an action for the monthly allowance granted. — *Non ren.*

552. Tutors, curators or other administrators, who abuse their quality by carrying on proceedings which are clearly unfounded, may be condemned personally to cost without

sonnellement et sans répétition. — *Nouveau* ; 1 *Pigeon*, 418 ; C. P. C. F., 132 ; C. P. G., 119 ; *Cal.*, 1031.

553. Toute condamnation aux frais emporte, en plein droit, distraction en faveur du procureur de la partie à laquelle ils sont accordés. — *Nouveau*.

554. Les dépens sont taxés par le protonotaire après un avis d'un jour à la partie adverse sur production d'un mémoire, conformément aux tarifs établis.

Pour les fins de la taxation, la classe de l'action est déterminée par le montant ou la nature du jugement, à moins que le tribunal n'ait autrement ordonné.

Le protonotaire peut, pour ces fins, recevoir des affidavits, et, s'il est nécessaire, assigner des témoins et les entendre.

La taxe peut être soumise à la révision du juge dans les six mois, en donnant à la partie adverse l'avis que le juge trouve suffisant.

La demande en révision ne peut cependant suspendre l'exécution du jugement, non plus que le délai accordé pour cette révision, sauf le recours du débiteur dans le cas où le prélèvement ou le paiement aurait eu lieu avant cette révision. — C. P. C., 479, amendé.

555. La partie dont le procureur a un jugement de distraction pour ses frais peut exécuter ce jugement en son propre nom, du consentement de son procureur, pourvu qu'il n'en résulte aucun préjudice aux droits que le débiteur peut faire valoir à l'encontre du procureur. Ce consentement du procureur doit apparaître sur le fiat demandant l'émission du bref d'exécution. — *Nouveau*.

556. Les frais portent intérêt du jour du jugement qui les accorde. — C. P. C., 478a ; S. R., 5904.

being entitled to reimbursement. — *New* ; 1 *Pigeon*, 418 ; C. P. C. F., 132 ; C. P. G., 119 ; *Cal.*, 1031.

553. Every condemnation to costs involves, by the operation of law, distraction in favour of the attorney of the party to whom they are awarded. — *New*.

554. Costs are taxed after one day's notice to the opposite party by the prothonotary upon production of a bill thereof, according to the tariffs in force.

For the purposes of taxation, the class of the action is determined by the amount or the nature of the judgment, unless the court has otherwise ordered.

The prothonotary may, for such purposes, receive affidavits, and, when necessary, summon and hear witnesses.

The taxation may within six months be submitted to a judge for revision, after the opposite party has received such notice as the judge deems sufficient.

Neither the application for revision, however, nor the delay allowed for such revision, can suspend the execution of the judgment, saving the debtor's recourse in the event of the amount being levied or paid before such revision. — C. C. P., 479, amendé.

555. Any party, whose attorney has a judgment of distraction for his costs, may execute such judgment in his own name, with the consent of his attorneys, provided no prejudice is caused to any rights which the debtor is entitled to set up against such attorney. The consent of the attorney must appear on the fiat for the issue of the writ of execution. — *New*.

556. Costs bear interest from the date of the judgment granting them. — C. C. P., 478a ; S. R., 5904.

557. Dans les cas où un témoin est assigné hors de la juridiction, les frais n'en peuvent être taxés, à l'encontre de la partie adverse, à plus qu'il en aurait coûté pour l'examiner sur une commission, à moins que le juge n'en ordonne autrement.—C. P. C., 480.

558. Dans les cas des articles 137 et 299, il ne peut être accordé plus de frais de signification que si l'assignation eût été signifiée par un huissier résidant dans le comté.—C. P. C., 481.

CHAPITRE XXVI.

Exécution volontaire des jugements.

SECTION I.

RÉCEPTION DE CAUTIONS.

559. Tout jugement ordonnant de fournir cautions doit fixer le temps où elles seront présentées.

Le cautionnement est donné au greffe.—C. P. C., 514, *amendé*, 515 *partie*

560. Les cautions sont présentées après avis signifié à la partie adverse.—C. P. C., 515, *partie*, *amendé*.

561. Sauf les cas où la loi ne requiert qu'une justification personnelle, si la caution est contestée, elle peut être contrainte de donner une déclaration de ses biens immeubles, avec pièces justificatives.

La caution peut, dans tous les cas, être requise de justifier sous serment de sa solvabilité.—C. P. C., 516, *amendé*.

562. La caution peut être contestée :

1. Si elle n'a pas les qualités requises par le Code civil, au titre du *Cautionnement* ;

557. Whenever witnesses are summoned from beyond the jurisdiction, their expenses cannot be taxed against the opposite party for more than it would have cost to examine them by means of a commission, unless the judge otherwise orders.—C. C. P., 480.

558. In the cases of Articles 137 and 299, no greater costs of service can be allowed than if such service had been made by a bailiff residing in the county.—C. C. P., 481

CHAPTER XXVI.

Voluntary execution of judgments.

SECTION I.

PUTTING IN SECURITY.

559. Every judgment ordering security to be given must fix the time within which sureties shall be offered.

The security-bond is entered into at the office of the court.—C. C. P., 514, *amended* ; 515, *in part*.

560. Sureties are offered after notice served upon the opposite party.—C. C. P., 515, *in part*, *amended*.

561. Except in cases where the law requires only personal justification, a surety may, if he is objected to, be required to give in a declaration of his real property, together with his titles thereto.

Sureties may in all cases be required to justify their sufficiency on oath.—C. C. P., 516, *amended*.

562. A surety may be objected to

1. If he has not the qualifications required according to the title of *Suretyship* in the Civil Code ;

2. Si elle n'est pas suffisante.—C. P. C., 517.

563. La suffisance de la caution doit être jugée sur pièces et affidavits produits, sans qu'il puisse être ordonné d'enquête.—C. P. C. 518.

564. Si la caution est admise, l'acte de cautionnement est rédigé et reçu conformément au jugement, et demeure au greffe comme partie du dossier de la cause.—C. P. C., 519.

565. Les réceptions de cautions sont jugées sommairement, sans requête ni écritures, et s'exécutent notwithstanding opposition ou appel et sans préjudicier.—C. P. C., 520.

SECTION II

REDDITION DE COMPTES

566. Tout jugement qui ordonne une reddition de compte doit porter le délai pour ce faire.—C. P. C., 521.

567. Le compte doit être rendu nominativement à la personne qui y a droit; il doit être affirmé sous serment et produit au greffe dans le délai fixé, avec les pièces justificatives.

Néanmoins, le juge peut, sur motion, prolonger le délai pour rendre compte.—C. P. C., 522, *amended*.

568. Le compte doit contenir, dans des chapitres distincts, la recette et la dépense, et se terminer par la récapitulation des recettes et dépenses, en établissant la balance, sauf à faire un chapitre particulier de tout ce qui est à recouvrer.—C. P. C. 523.

569. Le chapitre de la recette doit contenir toutes les sommes que le rendant-compte a reçues et toutes celles qu'il a dû recevoir pendant sa

2. If he is not sufficient.—C. C. P., 517.

563. The sufficiency of a surety is decided upon the documents and affidavits produced, without proof being ordered.—C. C. P. 518.

564. If the surety is accepted, the bond is drawn up and entered into in conformity with the judgment, and remains in the office of the court as part of the record in the case.—C. C. P., 519.

565. The acceptance of sureties is decided upon summarily, without any petition or writings, and the bond is entered into notwithstanding oppositions or appeals, and without prejudice thereto.—C. C. P., 520.

SECTION II.

ACCOUNTING.

566. Every judgment ordering an account must fix a delay for rendering it.—C. C. P., 521.

567. The account must be rendered nominately to the party entitled to it; it must be sworn to and be filed in the office of the court within the delay fixed, together with the vouchers in support of it.

The judge may, however, upon motion, extend the delay for rendering the account.—C. C. P., 522, *amended*.

568. The account must contain, under separate heads the receipts and expenditure, and close with a recapitulation of such receipts and expenditure, establishing the balance, whatever remains to be recovered is reserved for a separate head.—C. C. P., 523.

569. Under the head of receipts must be placed all sums which the accounting party has received and all those that he ought to have received

gestion.—C.P.C., 524.

570. Le rendant-compte ne peut porter en dépense les frais du jugement qui le condamne à le rendre à moins qu'il n'y soit autorisé par le tribunal; mais il peut y faire entrer ses frais de voyage, les vacations du procureur qui a mis en ordre les pièces du compte, les frais de préparation, de présentation et d'affirmation, et toutes copies du compte requises.—C.P.C., 525, *amendé*

571. Si la recette excède la dépense, l'oyant peut demander provisoirement l'exécutoire pour ce reliquat, sauf à contester le reste du compte.—C.P.C., 526.

572. L'oyant est tenu de prendre connaissance du compte et des pièces justificatives au greffe, et de produire ses débats du compte, s'il le conteste, dans un délai de quinze jours, qui peut être prolongé par le juge sur requête.—C.P.C., 527, *amendé*.

573. Les oyants qui ont le même intérêt doivent nommer un seul procureur, faute de s'accorder sur le choix, le premier poursuivant doit occuper, sauf aux autres oyants à employer un procureur particulier en payant tous les frais qui en résultent.—C.P.C., 528

574. Le rendant-compte a un délai de six jours après la production des débats pour fournir ses soutènements, et l'oyant un même délai pour fournir ses réponses.—C.P.C., 529 *amendé*.

575. A défaut de produire les

during his management.—C.C.P., 524.

570. The accounting party cannot place under the head of expenditure the costs of the judgment ordering him to account, unless he is authorized to do so by the court; but he may charge under that head his travelling expenses, the attendances of the attorney who made up the account, the cost of preparing, presenting and verifying it, and of whatever copies thereof are required.—C.C.P., 525, *amended*.

571. If the account shows an excess of receipts over expenditure, the party to whom it is rendered may provisionally demand execution for the balance, saving his right to contest the remainder of the account.—C.C.P., 526.

572. The party accounted to is bound to take communication of the account and vouchers at the office of the court and to file his contestations of the account, if he contests it, within a delay of fifteen days, which may be extended by the judge upon application.—C.C.P., 527, *amended*.

573. Parties accounted to, whose interests are the same, must name the same attorney; if they do not agree in their choice, the attorney first in the case remains attorney of record saving the right of the other parties accounting to, to employ attorneys of their own, upon payment of all costs occasioned thereby.—C.C.P., 528.

574. The accounting party has a delay of six days after the filing of the contestation to file his answers in support of his account, and the other party has a similar delay to file his replications.—C.C.P., 529, *amended*.

575. In default of filing the con-

débats, les soutènements ou les réponses dans le délai fixé, la partie défaillante est censée admettre le contenu de la pièce qu'elle ne conteste pas. — C. P. C., 530, *amendé*.

576. Après la contestation liée, les parties procèdent à l'instruction en la manière ordinaire ; mais le tribunal peut, en tout temps avant jugement, renvoyer la cause devant des arbitres, un praticien ou un auditeur, suivant le cas. — C. P. C., 531, *amendé*.

577. Le jugement sur l'instance de compte doit contenir le calcul de la recette et de la dépense, et former le reliquat précis, s'il en existe. — C. P. C., 532, *amendé*.

578. A défaut par le défendeur de rendre le compte, le demandeur peut procéder à l'établir en la manière portée dans l'article 568. — C. P. C., 533.

SECTION III.

DÉLAISSEMENT

579. L'exécution volontaire de tout jugement qui ordonne de rendre et livrer une chose mobilière ou immobilière se fait, à moins de dispositions différentes dans le jugement, en livrant l'objet mobilier, ou en abandonnant la possession de l'immeuble, de manière que la partie qui y a droit puisse s'en saisir ; et ce conformément aux dispositions du jugement et à celles du code civil, au titre des *Obligations*. — C. P. C., 534.

580. L'exécution volontaire d'un jugement condamnant à délaisser un immeuble hypothéqué, se fait par une déclaration du défendeur au greffe qu'il délaisse au désir du jugement, et par l'abandon qu'il fait de la détention

testations, answers or replications within the delay fixed, the party so in default is held to admit whatever is contained in the document he fails to contest. — C. C. P., 530, *amended*.

576. After the issues are completed the parties proceed to trial in the ordinary manner, but the court may, at any time before judgment, refer the case to arbitrators, or to a practitioner or an accountant, according to its nature. — C. C. P., 531, *amended*.

577. The judgment upon the account must contain a computation of the receipts and expenditure, and establish the balance if there is any. — C. C. P., 532, *amended*.

578. If the defendant fails to render an account, the plaintiff may proceed to have one made out in the manner mentioned in Article 568. — C. C. P., 533.

SECTION III.

SURRENDER.

579. The voluntary execution of any judgment ordering the restitution and delivery of any movable or immovable is effected, unless the judgment otherwise provides, by delivering the movable object or surrendering the possession of the immovable, in such a manner that the party entitled thereto may take possession of it ; and this must be done in conformity with the judgment and the provisions contained in the title *Of Obligations* in the Civil Code. — C. C. P., 534.

580. The voluntary execution of a judgment ordering the surrender of an hypothecated immoveable, is effected by means of a declaration of the defendant, in the office of the court, to the effect that he makes such sur-

de l'immeuble.—C.P.C., 535.

581. A la suite du délaissement, le juge, à la requête du demandeur ou d'un autre créancier à défaut du demandeur, nomme au délaissement un curateur contre qui les procédures sont dirigées.—C.P.C., 536, *amendé*.

582. Le curateur a droit de percevoir les fruits et revenus dus et échus à compter du délaissement, et même peut faire bail, si la vente est arrêtée pendant un temps considérable.

Tous les fruits et revenus de l'immeuble délaissé sont immobilisés et distribués de la même manière que le prix —C P C . 537

SECTION IV

OFFRES RÉELLES, JUDICIAIRES ET AUTRES, ET CONSIGNATION

583. Les offres ou la mise en demeure d'accepter doivent décrire les objets offerts, et, si ce sont des espèces, en contenir l'énumération et la qualité —C.P.C., 538

584 Les offres peuvent être faites par acte authentique, ou de toute autre manière, sauf à en faire une preuve légale.

Celles qui sont faites dans une instance le sont par une simple demande d'acte, et doivent être accompagnées de la consignation.—C.P.C., 539

585. Les offres peuvent être faites au domicile élu par la convention.—C P.C., 540.

586. L'acte authentique des offres, s'il y en a un, doit contenir la réponse faite par le créancier ou par son représentant, avec mention de l'interpella-

render in compliance with the judgment, and by his relinquishing his possession.—C.C.P., 535.

581. When an immovable is thus surrendered, the judge, upon application by the plaintiff, or by any other creditor if the plaintiff fails to so apply, appoints a curator to the surrender, against whom all ulterior proceedings are directed.—C.C.P., 536, *amended*.

582. The curator has a right to collect the rents, issues and profits due and accrued from the time of the surrender, and may even grant leases if the sale is prevented during any considerable time.

The rents, issues and profits of the immovable surrendered are treated as realty, and are distributed in the same manner as the price.—C.C.P., 537.

SECTION IV.

TENDER AND PAYMENT INTO COURT.

583. A tender or a putting in default to accept must describe the object offered; and if it be of money, it must contain an enumeration and description thereof —C.C.P., 538.

584. Tender may be made by an authentic document, or in any other manner which admits of its being legally proved.

Tender may be made in a suit by demanding record thereof, and must be accompanied with payment into court —C.C.P., 539

585 Tender may be made at the domicile elected in a contract.—C.C.P., 540

586. The authentic document recording the tender, if there is one, must state the answer made by the creditor or by the person representing

OFFRES RÉELLES.

tion de signer cette réponse, et constater s'il a signé, refusé ou déclaré ne pouvoir signer.—C.P.C., 541, *amendé*.

587. Le débiteur qui a fait des offres et est ensuite poursuivi, peut les renouveler par sa défense et en consigner le montant.

Si, toutefois, la consignation en a été régulièrement faite au bureau général des dépôts de la province, la production du reçu de cette consignation tient lieu de ce renouvellement d'offres dans la défense.—C. P. C., 542, *amendé*; S.R., 5912.

588. Les deniers consignés en justice ne peuvent, sans l'autorisation du tribunal, être retirés par celui qui les a déposés.

A moins que les offres ne soient conditionnelles, la partie à qui elles sont faites peut toucher les deniers, sans compromettre ses droits quant au surplus.—C.P.C., 543.

589. Les frais des offres réelles sont à la charge du débiteur; mais si elles sont déclarées suffisantes, les frais de la consignation sont à la charge du créancier.—C.P.C., 544.

him, the fact of his being called upon to sign such answer, and of his having signed, or of his having refused or declared himself unable to sign.—C.C.P., 541, *amended*.

587. A debtor who has made a tender and is afterwards sued, may renew it in his defence and pay the amount into court.

However, if the debtor has regularly deposited the sum in the general deposit office of the Province, the production of the receipt for such deposit avails in lieu of the renewal of the tender in the defence.—C.C.P., 542, *amended*; R.S., 5912.

588. Moneys paid into court cannot, without the authorization of the court, be withdrawn by the party who paid them in

Unless the tender is conditional, the party to whom it is made is entitled to receive the moneys paid in, without prejudicing his claim to the remainder—C.C.P., 543

589. The expense of the tender is borne by the debtor; but, if is declared sufficient, the costs attending the payment into court are borne by the creditor.—C.C.P., 544.

CHAPITRE XXVII.

EXAMEN DES DÉBITEURS APRÈS JUGEMENT.

590. Après le rapport d'un bref d'exécution accompagné d'un procès-verbal de carence, ou d'un procès-verbal constatant qu'il a été satisfait à partie du bref seulement, le créancier qui a fait émettre l'exécution peut assigner à comparaître devant le juge ou le protonotaire, pour répondre aux questions qui leur seront posées relativement aux biens et créances du débiteur

CHAPTER XXVII

EXAMINATION OF DEBTORS AFTER JUDGMENT.

590. Upon the return of a writ of execution accompanied with a certificate of *nulla bona*, or a certificate that it has been satisfied in part only, the creditor at whose instance the execution issued may summon any of the following persons to appear before the judge or the prothonotary, to answer such questions as may be put to them concerning the debtor's property and assets:

1. Le débiteur.
2. Si le débiteur est une corporation, le président, le gérant, le trésorier ou le secrétaire de cette corporation ;
3. Si le débiteur est une société étrangère ou une corporation étrangère faisant affaires en cette province, l'agent de cette société ou corporation. — *Nouveau* ; R.P.O., 926, 928 ; *Eng. R.*, 610 ; *Cal.*, 714 ; *N.Y.C.*, 1871, 1878.

591. A la demande du créancier, le juge peut ordonner la production des livres ou documents se rapportant aux matières énumérées dans l'article précédent, et l'examen, devant le juge ou le protonotaire, des personnes qu'il croit en état de donner quelques renseignements sur ces matières. — *Nouveau* ; *Eng. R.*, 610, 611, R.P.O., 927

592. Les règles relatives à l'assignation, à l'examen et à la punition des témoins, ainsi qu'à la prise des dépositions, régissent les cas prévus par les deux articles précédents, en autant qu'elles sont applicables.

S'il s'élève quelques difficultés devant le protonotaire, les parties sont renvoyées devant le juge pour adjudication. — *Nouveau*.

593. Les frais de l'examen font partie de ceux de l'exécution, à moins que le juge n'en ordonne autrement. — *Nouveau* ; *Eng. R.*, 612.

CHAPITRE XXVIII.

EXÉCUTION PROVISOIRE.

594. L'exécution provisoire peut être ordonnée, nonobstant revision ou appel, avec ou sans caution, à la demande de la partie, s'il s'agit :

1. D'une demande basée sur un titre authentique ou un acte sous seing

1. The debtor.
2. When the debtor is a corporation, the president, manager, treasurer or secretary of such corporation ;
3. When the debtor is a foreign firm or corporation doing business in this Province, the agent of such firm or corporation. — *New* ; R.P.O., 926, 928 ; *Eng. R.*, 610, *Cal.* 714 ; *N.Y.C.*, 1871, 1878.

591. The judge may, at the instance of the creditor, order the production of any books or documents relating to the matters mentioned in the preceding article, as well as the examination before the judge or the prothonotary, of any persons whom he considers capable of giving information about such matters. — *New* ; *Eng. R.*, 610, 611 ; R.P.O., 927

592. The rules governing the summoning, examination and punishment of witnesses, and the taking of evidence, also apply, in so far as may be, to the cases mentioned in the two preceding Articles.

If any dispute arises during the examination before the prothonotary, the parties are sent before the judge to have it decided. — *New*.

593. The costs of such examination form part of the costs of execution, unless the judge orders otherwise. — *New* ; *Eng. R.*, 612.

CHAPTER XXVIII.

PROVISIONAL EXECUTION.

594. Provisional execution may be ordered, upon application of the party, notwithstanding any review or appeal, and with or without security being required, in any of the following matters :

EXECUTION PROVISOIRE.

privé.

2. Du pouvoir ;
3. D'appositions et levées de scellés, ou confections d'inventaire ;
4. De réparations urgentes ;
5. D'expulsion des lieux, lorsqu'il n'y a pas de bail ou que le bail est expiré, résilié, ou annulé ;
6. De nomination de tuteurs, curateurs ou autres administrateurs, et de reddition de comptes ;
7. De pension ou provision alimentaire ;
8. Des sentences de séquestre.—*Nouveau, Ord. 1667, t. 17, art. 13, 15 ; C.P.C.F., 135 et seq. ; C.P.G., 315, 316 ; C.C.P., 885*

595. L'exécution provisoire ne peut être ordonnée pour les dépens, quand même ils seraient adjugés pour tenir lieu de dommages-intérêts.—*Nouveau ; C.P.F., 137*

596. Si le tribunal a omis de prononcer l'exécution provisoire, elle ne pourra plus être ordonnée si ce n'est sur revision ou appel.—*Nouveau ; C.P.F., 136.*

597. Le tribunal devant lequel l'appel est porté, lorsque demande en est faite pendant un terme, ou, lorsque la demande en est faite hors de terme, deux juges de la cour du banc de la reine ou deux juges de la cour supérieure, selon que l'appel a été porté à la cour du banc de la reine ou à la cour de revision, peuvent :

1. Ordonner l'exécution provisoire, si elle n'a pas été prononcée dans les cas où elle est autorisée ;
2. Défendre l'exécution provisoire si elle a été ordonnée hors des cas prévus par la loi ; et, suivant les circonstances, la défendre ou la suspendre dans les autres cas ;
3. Assujettir à fournir caution la

1. Actions based upon authentic acts or private writings ;

2. Possessory actions ;

3. Affixing and removing seals, or making inventories ;

4. Urgent repairs ;

5. Ejectment, when there is no lease or the lease has expired or has been cancelled or annulled ;

6. Appointments of tutors, curators, or other administrators, and rendering accounts

7. Alimentary pensions or allowances ;

8. Judgments of sequestration.—*New ; Ord. 1667, tit. 17, arts. 13, 15 ; C.P.C.F., 135 et seq. ; C.P.G., 315, 316 ; C.C.P., 885*

595. Provisional execution cannot be ordered for costs, even when they are awarded in lieu of damages.—*New ; C.P.F., 137*

596. If the court omits to order provisional execution, it cannot thereafter be allowed except upon review or appeal.—*New ; C.P.F., 136.*

597. The court before which the appeal is brought, whenever the application is made during term, or two judges of the Court of Queen's Bench or of the Superior Court, according as the appeal has been taken to the Court of Queen's Bench or the Court of Review, whenever the application is made out of term, is empowered :

1. To allow provisional execution, when it has not been allowed in any case wherein it lies ;

2. To refuse provisional execution, when it has been allowed in any case wherein it does not lie by law ; and, according to circumstances, to refuse or stay such execution in other cases ;

3. To order that security be given

partie qui en a été dispensée par le tribunal de première instance lors du jugement permettant l'exécution provisoire.—*Nouveau*; C. P. F., 458, 459; C.P.G., 317, 318.

by any party who was exempted from doing so by the court of original jurisdiction at the time when the judgment was rendered allowing provisional execution.—*Nouveau*; C. P. F., 458, 459; C.P.G., 317, 318.

CHAPITRE XXIX.

CHoses qui ne peuvent être saisies.

398. Il doit être laissé au débiteur à son choix :

1. Les lits, literies et bois de lits à son usage et à celui de sa famille ;
2. Les vêtements ordinaires et nécessaires pour lui et sa famille ;
3. Deux poêles et leurs tuyaux, une crémaillère et ses accessoires, une paire de chenets, une paire de pincettes et une pelle ;

4. Tous les ustensiles de cuisine, les couteaux, fourchettes et cuillers et la vaisselle à l'usage de la famille, deux tables, deux buffets ou bureaux, une lampe, un miroir, un bureau de toilette avec sa garniture d'articles de toilette, deux coffres ou valises, les tapis ou pièces d'étoffes couvrant les planchers, une horloge, un sofa et douze chaises ; pourvu que la valeur totale de ces effets n'excèdent pas la somme de cinquante piastres ;

5. Tous rouets à filer et métiers à tisser destinés à l'usage domestique, une hache, une scie, un fusil, six pièges, les rets, lignes et seines de pêche ordinairement en usage, une cuvette, une machine à laver, une machine à tordre le linge, un moulin à coudre, deux seaux, trois fers à repasser, une brosse à souliers, une brosse à plancher, un balai ;

6. Cinquante volumes, et tous les dessins et peintures exécutés par le débiteur ou les membres de sa famille et à son usage ;

CHAPTER XXIX.

EXEMPTIONS FROM SEIZURE.

398. The debtor may select and withdraw from seizure :

1. The bed, bedding and bedsteads in use by him and his family ;

2. The ordinary and necessary wearing apparel of himself and his family ;

3. Two stoves and their pipes, one pot-hook and its accessories, one pair of adirons, one pair of tongs and one shovel ;

4. All the cooking utensils, knives, forks, spoons and crockery in use by the family, two tables, two cupboards or dressers, one lamp, one mirror, one washing-stand with its toilet accessories, two trunks or valises, the carpets or matting covering the floors, one clock, one sofa and twelve chairs, provided that the total value of such effects does not exceed the sum of fifty dollars ;

5. All spinning wheels and weaving looms intended for domestic use, one axe, one saw, one gun, six traps, such fishing nets, lines and seines as are in common use, one tub, one washing machine, one wringer, one sewing machine, two pails, three flat-irons, one blacking brush, one scrubbing brush, one broom ;

6. Fifty volumes of books, and all drawings and paintings executed by the debtor or the members of his family, for their use ;

7. Fuel and food sufficient for the

7. Des combustibles et des comestibles suffisants pour le débiteur et sa famille pour trois mois ;

8. Deux chevaux ou deux bœufs de labour ; un cheval, une voiture d'été et une voiture d'hiver et l'attelage dont le charretier ou cocher se sert pour gagner sa vie ; une vache, deux cochons, quatre moutons, la laine de ces moutons, l'étoffe fabriquée avec cette laine, et le foin et autres fourrages destinés à la nourriture de ces animaux ; de plus, les instruments ou objets aratoires suivants : une charue, une herse, un traineau de travail, un tombereau, une charrette à foin avec ses roues et les harnais nécessaires et destinés à la culture ;

9. Les livres relatifs à la profession, art ou métier du saisi, jusqu'à la somme de deux cents piastres ;

10. Les outils, instruments ou autres effets ordinairement employés pour l'exercice de sa profession, art ou métier, jusqu'à la somme de deux cents piastres ;

11. Les abeilles, jusqu'à la quantité de quinze ruches ;

12. Les objets énumérés dans les articles 1743 à 1748 des Statuts refondus et leurs amendements.

Néanmoins, les choses et effets mentionnés aux paragraphes 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 ne sont pas exempts de la saisie et de la vente, lorsqu'il s'agit du prix de leur acquisition ou lorsqu'ils ont été donnés en gage.—C.P.C., 556, amendé ; S.R., 3917 ; 52 Vic., c. 50, s. 3 ; 53 Vic., c. 58, s. 1.

500. Sont insaisissables :

1. Les vases sacrés ou autres effets servant au culte religieux ;
2. Les portraits de famille ;
3. Les immeubles déclarés insaisissables par le donateur ou le testateur ou par la loi ; et les sommes et objets

debtor and his family for three months.

8. One span of plough-horses or a yoke of oxen ; one horse, one summer vehicle and one winter vehicle, and the harness used by a carter or driver for earning his livelihood ; one cow, two pigs, four sheep, the wool from such sheep, the cloth manufactured from such wool, and the hay and other fodder intended for feeding the said animals ; and moreover, the following agricultural tools and implements : one plough, one harrow, one working sleigh, one tumbril, one hay-cart with its wheels, and all harness necessary and intended for farming purposes ;

9. Books relating to the profession, art or trade of the debtor, to the value of two hundred dollars ;

10. Tools and implements or other chattels ordinarily used in his profession, art or trade to the value of two hundred dollars.

11. Bees to the extent of fifteen hives ;

12. The things mentioned in Articles 1743 to 1748 of the Revised Statutes and their amendments.

Nevertheless, the things and effects mentioned in Paragraphs 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 are not exempt from seizure and sale when the suit is to recover the price of their purchase, or when they have been given in pawn.—C.C.P., 556, amended ; R.S., 3917 ; 52 Vic., c. 50, s. 3 ; 53 Vic., c. 58, s. 1.

500. The following are exempt from seizure :

1. Consecrated vessels and things used for religious worship ;
2. Family portraits ;
3. Immoveables declared by a donor or testator, or by law, to be exempt

donnés ou légués sous la condition d'insaisissabilité ;

4. Les provisions alimentaires adjugées par la justice, et les sommes et pensions données à titre d'aliments, encore que le donateur ou le testateur ne les ait pas expressément déclarées insaisissables. Elles peuvent cependant être saisies pour dettes alimentaires ;

5. Les bâtiments, bateaux et autres embarcations de pêche, les appareils, filets, rets, seines ou autres ustensiles de pêches et les provisions appartenant à un pêcheur, qui sont nécessaires à sa subsistance et à celle de sa famille ou à ses opérations. Ces effets peuvent, cependant être saisis et vendus pour le prix de leur acquisition, mais non entre le premier mai et premier novembre ;

6. La solde et la pension des militaires et des marins sur les vaisseaux de l'Etat ;

7. Le casuel et les honoraires dus aux ecclésiastiques et aux ministres du culte, à raison de leurs services actuels et les revenus des titres cléricaux ;

8. Le salaire des professeurs, des précepteurs et des instituteurs ;

9. Les traitements des fonctionnaires publics, sauf quant à ceux des officiers publics, permanents ou non, de la province, qui sont insaisissables pour :

(a) Un cinquième du paiement mensuel d'un traitement ou salaire n'excédant pas mille piastres par année ;

(b) Un quart du paiement mensuel d'un traitement ou salaire excédant mille piastres mais n'excédant pas deux mille piastres par année ;

(c) Un tiers du paiement mensuel d'un traitement ou salaire excédant deux mille piastres par année ;

10. Les salaires des greffiers de cité ou de ville des autres fonctionnaires et employés municipaux et des estimateurs de cité ou de ville dans les cités ou villes constituées en

from seizure ; and sums of money or objects given or bequeathed upon the condition of their being exempt from seizure ;

4. Alimentary allowances granted by a court, and sums of money or pensions given as alimony, even though the donor or testator has not expressly declared them to be exempt from seizure. They may, however be seized for alimentary debts ;

5. All vessels, boats, and other fishing craft, tackle, nets, seines, lines or other fishing apparatus, and provisions belonging to any fisherman and necessary for his subsistence and that of his family or for his fishing operations. Such effects may, however, be seized and sold for their purchase price, but not between the first day of May and the first day of November ;

6. Pay and pensions of persons belonging to the Army or to the Navy ;

7. Contingent emoluments and fees due to ecclesiastics and ministers of worship by reason of their current services and the income of their clerical endowment ;

8. The salary of professors, tutors and school-teachers ;

9. Salaries of public officers ; with the exception of those of public officers and employees of the Province, whether permanent or not, which are seizable for :

(a) One-fifth of every monthly salary not exceeding one thousand dollars per annum ;

(b) One-fourth of every monthly salary exceeding one thousand dollars but not exceeding two thousand dollars per annum, and

(c) One-third of every monthly salary exceeding two thousand dollars per annum ;

10. Salaries of city or town clerks and of other municipal officers and employees, and of city or town assessors

corporation, excepté quant aux parties mentionnées au paragraphe 9, (3 Ed. vii., c. 55).

11. Tous autres traitements, salaires, et gages, à quelque époque et de quelque manière qu'ils soient payables pour.

(a) Quatre cinquièmes, s'ils n'excèdent pas trois piastres par jour,

(b) Trois quarts, s'ils excèdent trois piastres mais n'excèdent pas six piastres par jour;

(c) Deux tiers, s'ils excèdent six piastres par jour

12. Les livres de compte, titres de créances et autres documents en la possession du débiteur, sauf ce qui est mentionné en l'article 641. — *Nouveau, partie* : C.P.C., 558, amendé, 556 § 5, partie, S.R., 5918, 52 V., c. 50, s. 4; 54 V., c. 12, s. 2, C.P.C., 628, partie, amendé; S.R., 5931; 54 V., c. 12, s. 3, C.P.C., 632, partie, 557

13. Toutes pensions accordées par les institutions financières ou autres à leurs employés, en vertu de caisses de retraite ou fonds de pensions établis entre les dits employés, ainsi que les versements payés ou à être payés pour former les dits fonds de pensions et donner droit aux avantages en découlant. — (62 Vic., c. 53).

14. Le quatre cinquième du salaire ou de la rémunération ou des gains des membres de la corporation des pilotes pour le Havre de Québec et au-dessous, pour le pilotage des vaisseaux. — (3 Ed. vii., c. 56)

CHAPITRE XXX

Exécution forcée des jugements

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

600. Le jugement du tribunal ne peut être mis à exécution qu'au moyen d'un bref au nom du souverain. — C.P.C., 515, partie, amendé, S.R., 5913.

in incorporated cities or towns, except as to the proportions mentioned in paragraph 9. (3 Ed. vii., c. 55.)

11. All other salaries and wages, at whatever time and in whatever manner payable for

(a) Four-fifths, when they do not exceed three dollars per day,

(b) Three-quarters, when they exceed three dollars but do not exceed six dollars per day, and

(c) Two-thirds when they exceed six dollars per day.

12. Books of account, titles of debt and other papers in the possession of the debtor, except as mentioned in Article 641 — *New, in part*, C.C.P., 558, amended, 556 § 5, in part, R.S., 5918, 52 Vic., ch 50, s 4, 54 Vic., c. 12, s. 2, C.C.P., 628, in part, amended, R.S., 5931, 54 Vic., c. 12, s. 3, C.C.P., 632, in part, 557

13. All pensions granted by financial or other institutions to their employees, by means of retiring funds or pension funds established among the said employees, as well as the instalments paid, or to be paid, to form such pension funds and to give a right to the benefits arising therefrom — (62 Vic., c. 53).

14. Four-fifths of the salary, remuneration or earnings of members of the Corporation of Pilots for and below the harbor of Quebec, for the pilotage of vessels. — (3 Ed. vii., c. 56).

CHAPTER XXX

Compulsory execution of judgments

SECTION I

GENERAL PROVISIONS

600. The judgments of a court can be put into execution only by means of a writ issuing in the name of the Sovereign. — C.C.P., 515, in part, amended, R.S., 5913.

601. A moins de dispositions contraires, le bref est adressé au shérif ou à un huissier du district où il est délivré, et par lui exécuté dans ce district ou dans tout autre, ou adressé au shérif ou à un huissier du district dans lequel il doit être exécuté.

Si le bref est adressé au shérif, celui-ci peut le faire exécuter par ses officiers.—C. P. C., 545, *partie, amendé*; S. R., 5913.

602. Il doit contenir la date du jugement à exécuter, et doit être attesté et signé par le protonotaire, et expédié par lui sur réquisition par écrit de la partie poursuivant l'exécution.—C. P. C., 545, *partie, amendé*; S. R., 5913.

603. Il reste en vigueur tant qu'il n'y a pas été satisfait.—*Nouveau*.

604. Lorsqu'un bref d'exécution a été perdu ou détruit, le créancier peut en obtenir un nouveau avec la permission du juge.

Si, cependant, il appert du procès-verbal de l'officier chargé du bref perdu ou détruit, que des biens ont été saisis en vertu d'icelui mais non vendus, le créancier peut, de la même manière, obtenir un bref de *venditioni exponas* enjoignant à l'officier compétent de procéder à la vente des biens saisis.—*Nouveau*. C. P. C., 579, *amendé*.

605. En cas de décès ou de changement d'état du débiteur, l'exécution commencée sur ses biens est continuée contre lui, ses héritiers, ses représentants ou ayants cause, selon le cas, sans qu'il y ait lieu à suspension ni à reprise d'instance.

S'il n'y a point d'exécution commencée, les jugements contre le débiteur ne peuvent, sous peine de nullité, être mis à exécution contre lui, ses héritiers, ses représentants ou ayants

601. Except where it is otherwise provided, the writ is addressed to the sheriff or a bailiff of the district in which it issues, who may execute it in such district or in any other district, or to the sheriff or a bailiff of the district in which it is to be executed.

If the writ is addressed to the sheriff, he may have it executed by his officers.—C. C. P., 545, *in part, amended*; R. S., 5913.

602. It must mention the date of the judgment to be executed, be attested and signed by the prothonotary, and be issued by him upon the written requisition of the party prosecuting the execution.—C. C. P., 545, *in part, amended*; R. S., 5913.

603. It remains in force while unsatisfied.—*New*.

604. Whenever a writ of execution is lost or destroyed, the creditor may, with the leave of the judge, obtain a new one.

If, however, it appears by the return of the officer charged with the writ so lost or destroyed, that property was seized thereunder but not sold, the creditor may, in like manner, obtain a writ of *venditioni exponas* commanding the competent officer to proceed to the sale of the property seized.—*New*; C. C. P., 579, *amended*.

605. In the event of the death of the debtor, or of his change of status, the execution commenced upon his property is continued against him, his heirs, representatives or assigns, as the case may be, without suspension or continuance of suit being thereby rendered necessary.

If execution has not been so commenced, judgments cannot, on pain of nullity, be executed against the debtor, his heirs, representatives or assigns,

EXÉCUTION FORCÉE.

cause que huit jours après qu'ils leur auront été signifiés personnellement ou à leur domicile ou résidence ordinaire. — *Newman* : C.P.C., 546 ; C.P.G., 399, 400 ; *Bellet*, 153 *et seq.*

606. Les dispositions de l'article 135, applicables au cas d'exécution sur les biens délaisés par le débiteur décédé, ne le sont pas à celui d'exécution sur les biens personnels de l'héritier, des représentants ou des ayants cause du débiteur. — *Newman* : C.P.G., 401 ; *Bellet*, 155.

607. Si le jugement n'a pas pour objet une chose purement personnelle au demandeur, il peut être exécuté en son nom, même après son décès ; mais s'il s'élève quelque contestation sur l'exécution, les représentants de la partie décédée doivent intervenir dans la contestation. — C.P.C., 547.

608. Lorsque le jugement a pour objet l'accomplissement de quelque acte physique, l'officier chargé de l'exécuter peut employer la force requise pour y parvenir, en observant les formalités voulues. — C.P.C., 548.

609. Une première exécution d'un bref dispense de la demande de paiement lors de toute nouvelle exécution dans la même cause. — C.P.C., 548a, *amended* ; S.R., 5914.

SECTION II.

EXÉCUTION SUR ACTION RÉELLE.

610. Lorsque la partie condamnée à délaisser ou à restituer un immeuble refuse de le faire dans les délais prescrits, le demandeur peut obtenir un bref de possession pour expulser le défendeur et se faire mettre en possession. — C.P.C., 549.

611. L'officier chargé de l'exécution

until the expiry of eight days after they have been served upon such parties personally or at their domicile or ordinary residence. — *New* : C.C.P., 546 ; C.P.G., 399, 400 ; *Bellet*, 153 *et seq.*

606. The provisions of Article 135, governing execution upon property left by a deceased debtor, do not apply to execution upon the private property of the heirs, representatives or assigns of the debtor. — *New* : C.P.G., 401 ; *Bellet*, 155.

607. If the judgment does not order a thing that is purely personal to the plaintiff, it may be executed in his name even after his death ; but if any contestation arises upon the execution, the representatives of the deceased party must intervene in the contestation. — C.C.P., 547.

608. When the judgment orders the performance of any physical act, the officer charged with its execution may use the force necessary for that purpose ; observing, however, at the same time, all necessary formalities. — C.C.P., 548.

609. The previous execution of a writ renders a demand of payment unnecessary under any subsequent execution in the same suit. — C.C.P., 548a, *amended* ; R.S., 5914.

SECTION II

EXECUTION IN REAL ACTIONS.

610. When a party condemned to surrender or restore an immovable refuses to do so within the delay prescribed, the plaintiff may obtain a writ of possession to eject him and to be placed in possession. — C.C.P., 549.

611. The officer intrusted with the

tion de ce bref doit être accompagné d'un témoin et doit rédiger procès-verbal de ses procédures.—C.P.C., 550, *amendé*.

execution of such writ must be accompanied by one witness, and must draw up a minute of his proceedings.—C.C.P., 550, *amended*.

SECTION III.

EXÉCUTION SUR ACTION PERSONNELLE.

§ 1.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

612. Un jugement portant condamnation au paiement d'une somme de deniers ne peut être exécuté avant l'expiration de quinze jours à compter de sa date.

Néanmoins, sur requête du créancier, accompagnée d'une déposition constatant quelque une des circonstances où l'arrêt simple peut être émis avant jugement, le juge peut permettre la saisie avant l'expiration des quinze jours, mais la vente ne peut avoir lieu plus tôt que si le bref avait été émis après le délai ordinaire.—C.P.C., 551, *amendé*

613. Le créancier peut faire saisir et exécuter les biens, soit meubles, soit immeubles, du débiteur qui sont en la possession de celui-ci, ainsi que les meubles corporels qui sont en la possession du créancier ou en celle des tiers, si ceux-ci y consentent.—C.P.C., 553, *partie, amendé*; S.R., 5915.

614. Le créancier peut exercer en même temps les différents moyens d'exécution que la loi lui accorde.

Il peut faire saisir, en vertu du même bref, les biens meubles et immeubles du défendeur, mais il ne peut faire procéder à la vente des immeubles qu'après discussion des biens meubles : sauf les dispositions spéciales relatives aux sociétés de construction, le cas de gage et celui de l'article 1032, les jugements rendus pour le recouvrement des rentes constituées en vertu de l'acte seigneurial de 1854 et les jugements en déclai-

SECTION III.

EXECUTION IN PERSONAL ACTIONS.

§ 1.—GENERAL PROVISIONS.

612. Judgments for the payment of a sum of money cannot be executed before the expiry of fifteen days from their date

Nevertheless, upon an application of the creditor accompanied with an affidavit establishing circumstances under which simple attachment might issue before judgment, the judge may allow execution to issue before the expiry of fifteen days, but the sale cannot take place any sooner than if the writ of execution had issued after the ordinary delay.—C. C. P., 551, *amended*.

613. A creditor may seize in execution the moveable or the immoveable property of his debtor, in such debtor's possession, as well as any corporeal moveables in the possession of the creditor or of third parties who consent thereto.—C.C.P., 553, *in part, amended*; R.S., 5915.

614. A creditor may exercise at the same time the different means of execution allowed him by law.

He may cause the moveable and the immoveable property to be seized under the same writ, but he cannot proceed to the sale of the immoveables until after the moveable property has been discussed, saving the special provisions concerning building societies, cases of pledge, and the case mentioned in Article 1032, judgments rendered for the recovery of rents constituted under the Seigniorial Act of 1854,

ration d'hypothèque. Néanmoins, un bref subséquent peut être noté comme opposition à fin de conserver, sans nouvelle discussion des biens meubles. — *Nouveau, partie* : C. P. C., 554, amendé.

615. Si le créancier a reçu quelque partie de sa créance, il est tenu d'en faire mention au dos du bref d'exécution. — C. P. C., 555, § 3 ; S. R., 5916.

616. Lorsque les biens à saisir sont à plus de neuf milles du lieu où le bref est émis, ou du bureau ou du domicile de l'officier auquel le bref est adressé, cet officier est tenu, à la demande par écrit du créancier ou de son procureur, d'employer, pour faire la saisie, les annonces et l'adjudication, l'huissier qui lui est indiqué, résidant dans la localité où se trouvent les biens meubles ou immeubles.

Le saisissant peut également, pour éviter des frais, se charger de la transmission des pièces de procédure relatives à l'exécution, et l'huissier est tenu de les lui remettre. — C. P. C., 555, § 4, amendé ; S. R., 5916 ; C. P. C., 635, partie, amendé.

§ 2.—EXÉCUTION DES BIENS MEUBLES.

I.—SAISIE DES BIENS MEUBLES

617. Dans le cas de saisie-exécution de biens meubles, le bref est adressé au shérif ou à un huissier du district où le bref est émis, lequel peut l'exécuter dans ce district ou dans tout autre, ou adressé à un shérif ou à un huissier du district où sont situés les biens meubles du débiteur ou dans lequel ce dernier a son domicile, enjoignant à ce shérif ou à cet huissier de prélever le montant de la dette, de l'intérêt et des frais tant du jugement

and judgments declaring hypotheca. Nevertheless, a subsequent writ may be noted as an opposition for payment without again discussing the moveable property. — *New, in part* : C. C. P., 554, amended.

615. When the creditor has received part of his judgment claim, he must make mention of it on the back of the writ of execution. — C. C. P., 555, § 3 ; R. S., 5916.

616. When the property to be seized is at a distance of more than nine miles from the place where the writ issues, or from the office or from the domicile of the officer to whom the writ is addressed, such officer is, upon the written demand of the creditor or of his attorney, obliged to employ a bailiff designated by the creditor and residing in the locality in which the moveable or immovable property is situate, to make the seizure, publications and adjudication.

The seizing creditor may likewise to save costs, undertake the transmission of the documents relating to the execution, and the bailiff must hand them over to him. — C. C. P., 555, § 4, amended ; C. C. P., 635, in part, amended ; R. S., 5916.

§ 2.—EXECUTION UPON MOVEABLE PROPERTY.

I SEIZURE OF MOVEABLE PROPERTY.

617. In the seizure of moveable property in execution, the writ is addressed to the sheriff or a bailiff of the district in which the writ issues, who may execute it in such district or in any other district, or is addressed to the sheriff or a bailiff of the district where the debtor's moveable property is situated, or in which the debtor has his domicile, ordering him to levy the amount of the debt, the interest, and the costs both of the suit and of the

que de la saisie-exécution.—C.P.C., 555, §§ 1, 2, *amendés*; S.R., 5916.

618. La saisie ne peut se faire avant sept heures du matin, ni après sept heures du soir, sans la permission du juge ou du protonotaire, à moins qu'il n'y ait détournement.

Elle peut être continuée les jours suivants, s'il en est besoin, en apposant les scellés ou mettant garnison.—C.P.C., 574, *amendé*.

619. La saisie ne peut se faire un dimanche ni un jour férié sans la permission du juge ou du protonotaire, si ce n'est dans le cas de détournement ou lorsque les effets sont rencontrés dans un chemin.—C.P.C., 575, *amendé*.

620. Si le débiteur est absent, ou s'il n'y a personne pour ouvrir les portes de la maison, les armoires, les coffres ou les autres lieux fermés, ou s'il y a refus de les ouvrir, l'officier saisissant doit en faire procès-verbal; et, sur le vu de ce procès-verbal, le juge, ou, en son absence, le protonotaire, peut ordonner l'ouverture par les voies nécessaires, en présence de deux témoins, avec toute la force requise, sans préjudice de la contrainte par corps, s'il y a refus, violence ou autre obstacle physique.—C. P. C., 569, *amendé*; S.R., 5921.

621. L'officier pratiquant la saisie est tenu d'accepter le dépositaire solvable offert par le saisi, et, dans ce cas, il n'est pas responsable des actes de ce dépositaire, s'il établit que ce dernier était, au temps de son acceptation, solvable au montant de la valeur des articles confiés à sa garde.—C.P.C., 560, § 7; S.R., 5920.

622. L'officier ne peut prendre pour gardien ou dépositaire aucun de ses parents ou alliés jusqu'au degré de cousin germain, ni le saisi, sa femme

execution.—C.C.P., 555, §§ 1, 2, *amendé*; R.S., 5916.

618. The seizure cannot be made before seven o'clock in the morning, or after seven in the evening without the leave of the judge or of the prothonotary, except in cases of fraudulent removal.

It may, if necessary, be continued on the following days, upon affixing seals or placing guards.—C.C.P., 574, *amended*.

619. Seizures cannot be made on Sundays or holidays without the leave of the judge or of the prothonotary, except in cases of fraudulent removal or where the property is found upon the highway.—C.C.P., 575, *amended*.

620. If the debtor is absent, or if there is no person to open the doors of the house, cupboards, trunks, or other closed places, or in the case of refusal to open them, the seizing officer must draw up a minute of the fact; and thereupon the judge, or in his absence the prothonotary, may order the opening to be effected by all necessary means in the presence of two witnesses and with such force as may be required, without prejudice to coercive imprisonment in case of refusal, violence or other physical impediment.—C.C.P., 569, *amended*; R.S., 5921.

621. The officer making the seizure is bound to accept a solvent depositary offered by the debtor, and in such case he is not answerable for the acts of the depositary, if he proves that when he accepted him such depositary was solvent to the amount of the property entrusted to his care.—C.C.P., 560, § 7; R.S., 5920.

622. The seizing officer cannot take, as guardians or depositaries of the things seized, his relations or connections, to the degree of cousins-ger-

ou ses enfants, à peine de tous dépens et dommages-intérêts.

Tous les autres parents et alliés de l'un ou de l'autre sont compétents. — C.P.C. 560, §§ 8, 9, *amendé*, S.R. 5920.

623. Si les biens meubles ont déjà été saisis et le débiteur dépossédé, le second saisissant doit nommer le même gardien qui est tenu d'accepter et qui ne peut être déchargé que par la vente des effets, le consentement de tous les saisissants ou l'ordonnance du juge. — C.P.C. 577 *amendé*.

624. Le gardien ou le dépositaire a le droit, lors de sa nomination, d'enlever les effets saisis pour les tenir sous sa garde, et de mettre garnison, au besoin, dans le lieu où ils sont placés. — C.P.C. 562, § 1

625. Si la personne nommée gardien ou dépositaire devient, pendant la durée ou suspension de la saisie, incapable de répondre des effets saisis, le juge peut permettre la nomination d'une autre personne solvable ou de confiance, et ordonner que les effets saisis soient mis sous sa garde ou en sa possession par le shérif ou un huissier, en recolant les effets et dressant procès-verbal du tout — C.P.C. 562, § 3, *amendé*

626. L'officier chargé du bref peut exiger d'avance du poursuivant ou de son procureur la somme qui est estimée suffisante par le juge ou le protonotaire pour la garde des effets saisis. — C.P.C., 568, 847, *amendés*.

627. A mesure que les avances qu'il a reçues sont dépensées, il peut renouveler cette demande : et, à défaut

man or the judgment debtor, or his wife or children, on pain of being liable for all costs and damages.

All other relations, by blood or affinity, of either party, may be appointed — C.C.P. 560, §§ 8, 9 *amended* R.S., 5920

623. If the moveable property has already been seized and the debtor dispossessed, any creditor making a second seizure is bound to name the same guardian, who is bound to accept and can be discharged only by the sale of the property so seized, the consent of all the seizing parties, or the order of a judge — C.C.P. 577 *amended*.

624. The guardian or depositary has a right at the time of his appointment to remove the property under seizure in order to keep it in charge, and to place guards if necessary in the place where it is — C.C.P. 562, § 1

625. If the person appointed guardian or depositary becomes, while the seizure lasts or is suspended, insufficient to be responsible for the property seized, the judge may authorize the appointment of another person sufficiently solvent or reliable and may order that the property seized be placed under his care or in his possession by the sheriff or a bailiff, after a verification and inventory of the whole has been made — C.C.P., 562, § 3, *amended*

626. The seizing officer may demand in advance from the party suing out the writ or his attorney, such sum as may be deemed sufficient by the judge or the protonotary for the safe-keeping of the effects seized. — C.C.P. 568, 847, *amended*

627. As often as the sum so advanced is expended, he may renew such demand, and, if the amount fixed

de paiement, dans le délai prescrit, de la somme fixée par le juge ou le proto-notaire, la saisie devient caduque.—C. P.C., 568, 848, *amendé*.

628. Si l'officier saisissant ne peut trouver de gardien ou dépositaire solvable, il peut, après avoir signifié le procès-verbal au saisi, faire enlever les effets saisis et les transporter en lieu sur, jusqu'à ce qu'il trouve un gardien ou dépositaire.—C. P.C., 562, § 2, *amendé*.

629. La saisie des biens meubles est constatée par un procès-verbal du shérif, de son député, ou de l'huissier par lui autorisé à ce faire, ou de l'huissier chargé du bref d'exécution.—C. P.C., 559 ; S.R., 5919.

630. Le procès-verbal doit contenir

1. L'indication du domicile actuel du créancier ;
2. La mention du bref d'exécution, de sa date et de l'ordre qui y est contenu ;
3. Un inventaire contenant la description des objets saisis, leur nombre, poids et mesure, suivant leur nature ; et, en outre, s'il s'agit de la saisie d'un navire enregistré, la copie du certificat de propriété de ce navire ou des principales dispositions de ce certificat ;
4. La nomination d'un gardien ou l'indication du dépositaire fourni par le débiteur ;
5. La mention du jour et de l'heure où la saisie est faite ;
6. La signature du gardien ou dépositaire, et des témoins dans le cas de l'article 620, ou la mention qu'ils ne peuvent signer, et la signature de l'officier saisissant.

Le saisi doit également, s'il est présent, être appelé à signer le procès-verbal ; et cette interpellation, et son refus ou son incapacité de signer, ou

by the judge or prothonotary is not paid within the delay prescribed, the seizure is discharged.—C. C. P., 568, 848, *amended*.

628. If the seizing officer cannot find a responsible guardian or depositary, he may, after serving the minutes upon the debtor, have the things taken away and removed to a place of safety, until he obtains such a guardian or depositary.—C. C. P., 562, § 2, *amended*.

629. The seizure of moveable property is recorded by minutes made by the sheriff or his deputy, or by a bailiff authorized by him to that effect, or by the bailiff intrusted with the writ of execution.—C. C. P., 559 ; R.S., 5919.

630. The minutes must contain :
1. Mention of the present domicile of the creditor ;

2. Mention of the writ of execution, its date and its purport ;

3. A description of the things seized, their number, weight and measure, according to their nature ; and, in addition, in the case of the seizure of a registered vessel, a copy of the certificate of ownership of such vessel, or of the principal contents thereof.

4. The appointment of a guardian, or the name of the depositary furnished by the debtor ;

5. Mention of the day and hour when the seizure is made ;

6. The signature of the guardian or depositary, and of the witnesses, in the case of Article 620, or mention that they cannot sign, and the signature of the seizing officer

The debtor must also, if he is present, be called upon to sign the minutes ; and entry must be therein made as to his being so called upon, and as to his refusal or inability to do so or

son absence, doivent être constatés.—
C.P.C., 560, §§ 1 à 6, 10, *amendés*; S.
R., 5920.

631. Si des deniers ayant cours
légal sont saisis, mention de leur na-
ture et quantité doit être faite au
procès-verbal, et il en doit être fait
rapport avec les autres deniers préle-
vés.—C.P.C., 564.

632. Le procès-verbal doit être
fait et signé au moins en triplicata,
dont un exemplaire doit être donné
au gardien ou dépositaire, et un au
saisi.—C.P.C., 561, *amendé*.

633. Si le débiteur n'a ni domi-
cile, ni résidence, ni place d'affaires
dans le district où le jugement est
rendu, un exemplaire du procès-ver-
bal de saisie à lui destiné est laissé au
greffe du tribunal.—C. P. C., 570,
amendé; S.R., 5922.

634. Si les choses saisies sont
d'une nature périssable ou sont sus-
ceptibles de détériorations, le juge
peut ordonner que la vente en ait lieu
et que les deniers en provenant soient
consignés au greffe.—C.P.C., 572,
amendé.

635. Avis doit être donné sans
délai au débiteur, ainsi qu'au gardien
ou dépositaire, des lieu, jour et heure
auxquels les meubles seront mis en
vente.

Si le débiteur n'a ni domicile, ni ré-
sidence, ni place d'affaires dans le dis-
trict où le jugement est rendu, l'avis
peut être déposé à son adresse au
greffe du tribunal.—C. P. C., 571,
amendé; S.R., 5923.

636. La vente des effets saisis ne
peut être commencée avant dix heures
de l'avant-midi, ni être continuée après
cinq heures de l'après-midi.—*Nouveau*.

637. Le juge peut, à la demande
d'une partie intéressée, autoriser l'offi-

his absence.—C.C.P., 560, §§ 1 to 6,
10, *amended*; R.S., 5920.

631. If current money is seized,
mention of its kind and quantity must
be made in the minutes, and it must
be returned with the other moneys
levied.—C.C.P., 564.

632. The minutes must be made
and signed at least in triplicates, one
of which must be given to the guar-
dian or depositary, and another to the
debtor.—C.C.P., 561, *amended*.

633. If the debtor has no domi-
cile, residence or place of business in
the district in which the judgment is
rendered, the triplicate of the minutes
of seizure is left for him at the office
of the court.—C.C.P., 570, *amended*;
R.S., 5922.

634. If the things seized are of a
perishable nature or are liable to de-
teriorate, the judge may order them
to be sold and the proceeds of the sale
to be deposited in the office of the
court.—C.C.P., 572, *amended*.

635. Immediate notice must be
given to the debtor and to the guar-
dian or depositary, of the place, day
and hour at which the moveable pro-
perty will be offered for sale.

If the debtor has no domicile, resi-
dence or place of business in the dis-
trict in which the judgment was ren-
dered, the notice may be addressed to
him and left at the office of the court.
—C.C.P., 571, *amended*; R.S., 5923.

636. Sales of moveable property
cannot be commenced before ten
o'clock in the morning, or continued
after five in the afternoon.—*New*.

637. The judge may, upon the
application of any interested party,

cier saisissant à transporter les effets saisis dans un endroit indiqué, pour les y vendre, s'ils peuvent y être plus avantageusement vendus. — C. P. C., 563, *amendé*.

634. Sauf l'exception portée dans l'article qui suit, la vente des effets saisis doit être annoncée par affiche et lecture à haute et intelligible voix à la porte de l'église de la paroisse où la saisie a été faite, à l'issue du service du matin le dimanche qui suit la saisie : et, si la saisie n'a pas été faite dans une paroisse, dans quelque endroit public de la municipalité.

Certificat de cette publication doit être annexé au dossier de la saisie.

La vente ne peut avoir lieu avant l'expiration de huit jours après le jour de la publication. — C. P. C., 572 ; *amendé*.

639. Dans les cités de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke, St Hyacinthe et Sorel, et dans la ville de St-Jean, la vente des effets saisis est annoncée au moyen d'un avis énonçant sommairement les noms des parties, la nature des effets, le lieu, le jour et l'heure de la vente, inséré en français dans un journal publié dans cette langue, et en anglais dans un journal publié dans cette langue ; et, s'il n'y a qu'un journal dans la localité ou que tous soient de la même langue, inséré dans les deux langues dans le même journal.

Un double de l'avis doit être affiché au bureau du shérif, depuis la publication dans le journal jusqu'au jour de la vente.

La vente ne peut avoir lieu avant l'expiration de huit jours après le jour

allow the seizing officer to remove the property under seizure to any other specified place, so as to sell it there, if it can so be sold to greater advantage. — C. C. P., 563, *amended*.

638. Saving the exception contained in the following article, the sale of moveable property under seizure must be advertized by posting a notice and reading it in a loud and distinct manner at the door of the church of the parish where the seizure has been made, immediately after morning service on the Sunday next after the seizure ; and if such seizure is not made within a parish, the publication must be made at some public place in the municipality.

A certificate of such publication must be annexed to the record of the execution.

The sale cannot take place before the expiry of eight days, to be computed from the day of such publication. — C. C. P., 572, *amended*.

639. In the cities of Quebec, Montreal, Three Rivers, Sherbrooke, St. Hyacinthe and Sorel, and in the town of St. John's, the sale of moveable property under seizure is advertized by a notice stating summarily the names of the parties, the nature of the effects, and the place, day and hour of sale, inserted in French in a newspaper published in that language, and in English in a newspaper published in the English language ; and if there should be but one paper in the place, or if all the papers are published in but one of such languages then the notice must be inserted in both languages in one paper.

A duplicate of such notice must be posted in the sheriff's office from the time of such advertisement in a newspaper until the day of the sale.

de la publication.—C.P.C., 573, amendé; S.R., 5924.

640. S'il y a eu saisie provisionnelle des biens meubles avant jugement, il n'est pas nécessaire de procéder à un recouvrement, mais il suffit de donner avis au débiteur et au gardien ou dépositaire du lieu, du jour et de l'heure de la vente, tel que prescrit par l'article 635, et de donner l'avis requis par l'article 638 ou l'article 639, suivant le cas.—C.P.C., 576.

641. Les obligations, billets, négociables ou non, actions dans une corporation, et autres effets payables au porteur ou par endossement, y compris les billets de banques, peuvent être saisis comme les autres effets mobiliers du débiteur.—C.P.C., 565, partie, amendé.

642. La saisie des actions dans une corporation s'opère en signifiant une copie du bref d'exécution à cette corporation, avec un avis que toutes les actions possédées par le débiteur dans cette corporation sont saisies.

Même avis est donné au débiteur.—C.P.C., 566, amendé.

643. Si la corporation a plus d'un lieu où les assignations peuvent lui être faites, la signification ci-dessus prescrite, faite dans un autre lieu que celui où le transfert des actions et le paiement des dividendes peuvent se faire valablement, n'a d'effet contre les tiers acquéreurs qu'après l'expiration d'un laps de temps suffisant pour que l'avis de cette signification puisse être transmis du bureau où elle a été faite à celui où le transfert des actions doit être entré, transmission que la corporation doit faire elle-même.

The sale cannot take place until after the expiry of eight days from the day of such publication.—C.C.P., 573, amended; R.S., 5924.

640. If the moveable property has been provisionally attached before judgment, it is not necessary to proceed to a verification, but it is sufficient to give notice to the debtor, and to the guardian or depositary, of the place, day and hour of sale, as prescribed in article 635, and to give the notice required by article 638 or article 639, as the case may be.—C.C.P., 576.

641. Debentures, promissory notes, whether negotiable or not, shares in corporations and other instruments payable to order or to bearer, bank-notes included, may be seized like all other moveable effects belonging to the debtor.—C.C.P., 565, in part, amended.

642. The seizure of shares in any corporation is made by serving such corporation with a copy of the writ of execution, together with a notice that all the shares held by the debtor in such corporation are placed under execution.

A similar notice is served upon the debtor.—C.C.P., 566, amended.

643. If there is more than one place at which the corporation may be served, the service hereinabove mentioned, when made elsewhere than at the place where the transfer of shares and the payment of dividends may be validly made, has no effect against subsequent purchasers until a sufficient time has elapsed to allow notice of the service to be transmitted from the place where it was made to the place where transfers of shares should be entered, and the corporation is bound to effect such transmission.

La saisie de ces actions s'étend à tous les bénéfices et profits qui s'y rattachent.—C.P.C., 567.

The seizure of such shares includes all benefits and profits attached to them.—C.C.P., 567.

2.—OPPOSITION À LA SAISIE-EXÉCUTION.

2.—OPPOSITIONS TO THE SEIZURE OF MOVEABLE PROPERTY.

6-11. La saisie-exécution peut être contestée par voie d'opposition, soit par le saisi lui-même, soit par les tiers.—C.P.C., 580.

6-11. A seizure of moveable property in execution may be contested by opposition, either by the debtor himself or by third parties.—C.C.P., 580.

6-15. Le saisi peut demander la nullité de la saisie-exécution :

6-15. The debtor may demand the nullity of a seizure of moveable property in execution :

1. Pour irrégularité dans la saisie, lorsque cette irrégularité cause un préjudice ;

1. On the ground of irregularities in the seizure, whenever they cause a prejudice ;

2. Pour cause d'insaisissabilité de quelques-uns des effets saisis ;

2. On the ground of any of the effects being exempt from seizure ;

3. Pour cause d'extinction de la dette ;

3. On the ground of the extinction of the debt ;

4. Pour quelque autre cause de nature à affecter le jugement dont l'exécution est poursuivie.

4. On any other ground of a nature to affect the judgment sought to be executed.

Dans le cas où les moyens invoqués par le saisi n'affectent qu'une partie des effets saisis ou qu'une partie du montant réclamé, le saisi ne peut demander la nullité de la saisie que pour cette partie.—C.P.C., 581, amendé.

Whenever the grounds relied upon by the debtor relate only to a part of the property under seizure, or to a part of the amount claimed, the debtor can only demand the nullity of the seizure for such part.—C.C.P., 581, amended.

6-16. L'opposition peut aussi être faite par toute partie ayant un droit de propriété ou de gage sur les effets saisis.

6-16. The execution may also be opposed by any party who has a right of ownership or of pledge in the property seized.

Le locataire ne peut, cependant, s'opposer à la saisie et vente des biens meubles affectés à son gage ; il ne peut exercer son privilège que sur le produit de la vente.—C.P.C., 582.

A lessor cannot, however, oppose the seizure and sale of the moveable property subject to his privilege ; he can exercise such privilege only upon the proceeds of the sale.—C.C.P., 582.

6-17. L'opposition doit être accompagnée d'une déposition sous serment affirmant que les faits allégués sont vrais, et que l'opposition n'est pas faite dans le but de retarder injustement la vente, mais d'obtenir justice.—C.P.C., 583, partie, amendé.

6-17. Oppositions must be accompanied with an affidavit that the allegations contained in them are true, and that they are made without intent to unjustly retard the sale, and solely with the view of obtaining justice.—C.C.P., 583, in part, amended.

648. Les oppositions sont signifiées au shérif ou à l'huissier en lui en laissant l'original.—C.P.C., 585, *partic, amendé.*

649. La signification de l'opposition opère sursis de la saisie et de la vente; et l'officier chargé du bref d'exécution doit sans délai faire rapport au tribunal de l'opposition et du bref, ainsi que de toutes les procédures sur icelui.

Si, cependant, l'opposition ne tend qu'à faire réduire le montant réclamé, ou qu'à faire distraire de la saisie une partie des effets saisis, l'officier chargé du bref en fait rapport sans délai avec toutes ses procédures sur icelui, et prépare et certifie une copie du bref et du procès-verbal de saisie, en vertu de laquelle il procède à la vente pour satisfaire à la partie de la réclamation non contestée, ou vend la partie des effets qui ne font pas l'objet de l'opposition, comme s'il était encore porteur du bref original. Peut dans ce cas le juge, à la demande d'une partie intéressée, ordonner le sursis pour le tout. — *Nouveau*; C.P.C., 583, *partic*, 585, *partic*; C.P.L., 642, § 4.

650. Après le rapport de l'opposition, l'opposant peut faire signifier un avis à la partie saisissante ou à son avocat, ainsi qu'aux autres parties en cause, que l'opposition est rapportée, et qu'elle devra être contestée dans les douze jours de la signification de cet avis.—*Nouveau*; C.P.C., 586, *partic*.

651. En tout temps après le rapport de l'opposition et avant l'expiration des quatre jours qui suivent la signification de l'avis de ce rapport, le juge peut, sur motion d'une des parties, renvoyer l'opposition si elle est

648. Oppositions are served upon the sheriff or the bailiff by leaving with him the original thereof.—C.C.P., 585, *in part, amended.*

649. The service of the opposition causes a stay of proceedings upon the seizure and sale; and the officer charged with the writ of execution must forthwith ret. rn into court the opposition and the writ, with all proceedings thereon.

If, however, the opposition is founded on grounds which can only go to reduce the amount claimed, or to withdraw from seizure a part of the effects seized, the officer charged with the writ is bound to return it forthwith with all his proceedings thereon, and to prepare and certify a copy of the writ and of the minutes of seizure, under which he proceeds to the sale in order to satisfy that part of the claim which is not contested, or proceeds to sell that part of the effects against which the opposition is not directed, in the same manner as if he were still charged with the original writ. The judge may, in any such case, at the instance of any interested party, order all proceedings to be stayed.—*New*; C.C.P., 583, *in part*; 585, *in part*; C.P.L., 642, § 4.

650. After the return of the opposition, the opposant may serve the seizing party or his attorney, and the other parties in the cause, with a notice that the opposition has been returned, and must be contested within twelve days from the service of such notice.—*New*; C.C.P., 586, *in part*.

651. At any time after the return of the opposition and before the expiry of four days from the service of the notice of such return, the judge may, upon the motion of any party, dismiss the opposition if it is made

faite dans le but de retarder injustement la vente, ou ordonner l'examen de l'opposant et la renvoyer après cet examen.—*Nouveau.*

652. Si les parties ne produisent pas leur contestation dans les douze jours qui suivent la signification de l'avis du rapport de l'opposition, ou, lorsque la motion mentionnée dans l'article qui précède a été produite, dans les six jours qui suivent le jugement sur icelle, l'opposant peut faire enregistrer défaut contre elles, et, sur certificat de cet enregistrement, et inscription conformément aux dispositions de l'article 534, il a droit à mainlevée avec dépens contre le saisi, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement.—*Nouveau.*

653. Si les autres parties ou quelqu'une d'elles contestent l'opposition, la contestation est assujettie aux règles et délais des causes sommaires.—C. P. C., 587, *amendé.*

654. Quand toutes les criées et annonces requises par la loi ont été faites et publiées légalement lors d'une première opposition, l'exécution ne peut être arrêtée par opposition que pour des causes subséquentes aux procédures qui ont fait suspendre la vente en premier lieu, et sur un ordre de suris accordé par le juge.

Dans les districts de Québec et de Montréal, ce suris doit être accordé par un des juges qui y administrent la justice; dans les autres districts, sauf ceux de Gaspé, Rimouski, Beauce et Chicoutimi, il ne peut l'être que par un juge résidant dans le district où l'opposition doit être produite, excepté en cas d'absence de ce juge constatée par le certificat du protonotaire.

Ce suris n'est accordé qu'après qu'un avis d'un jour a été signalé à la partie adverse.—C. P. C., 588a : B. R.,

with the intent of unjustly retarding the sale, or order the examination of the opposant, and dismiss it after such examination.—*New.*

652. If the parties do not file their contestations within twelve days from the service of the notice that the opposition is returned, or, when the motion mentioned in the preceding Article has been filed, within six days from the judgment upon such motion, the opposant may obtain an entry of default against them, and is entitled, upon producing a certificate of such entry and an inscription in accordance with the provisions of Article 534, to be relieved from the seizure, with costs against the judgment debtor, unless the court orders otherwise.—*New.*

653. If the other parties or any of them contest the opposition, the contestation is subject to the same rules and delays as summary matters.—C. C. P., 587, *amended.*

654. When all the publications and advertisements required by law have been duly published and made at the time of a former opposition, the execution cannot be stopped by opposition unless for reasons subsequent to the proceedings by which the sale was stopped in the first instance, and upon the judge's order.

In the districts of Quebec and Montreal, such order must be given by one of the judges administering justice therein; in the other districts, except those of Gaspé, Rimouski, Beauce and Chicoutimi, such order cannot be made except by the judge who resides in the district in which the opposition is to be filed, except in the absence of the judge established by the certificate of the protonotary.

Such order is made only after one day's notice to the opposite party.—

3925 C.P.C., 664; S.R., 5936.

C.C.P., 588a, R.S., 5925; C.C.P., 664; R.S., 5936.

III.—VENTE DES BIENS-MEUBLES.

635. S'il n'y a pas d'obstacle à la vente des effets saisis, elle a lieu au jour, heure et endroit indiqués dans les avis.

S'il y a eu quelque obstacle écarté subseqüemment, et aussi dans les cas où il n'y a pas d'enchérisseurs de nouveaux avis et annonces doivent être faits —C.P.C., 589, *amended*.

636. Le premier saisissant qui ne fait pas diligence ne peut empêcher la vente à la poursuite du second saisissant. —C.P.C., 578, § 1.

637. Au temps indiqué pour la vente, le gardien ou dépositaire est tenu de représenter tous les effets saisis dont il s'est chargé. —C.P.C., 590 *amended*.

638. Le gardien ou dépositaire doit même sous peine de contrainte par corps, représenter les effets dont il s'est chargé ou payer le montant dû au saisissant. Il peut, néanmoins, en établissant la valeur des effets non représentés, se libérer par le paiement de cette valeur. —C.P.C., 597.

639. Le gardien ou dépositaire a droit à une décharge ou quittance des effets qu'il représente, et le procès-verbal de vente doit contenir la mention des effets qui ne sont pas représentés. —C.P.C., 596.

640. L'officier saisissant ne peut, ni directement ni indirectement, enchérir sur les effets mis en vente, ni en rendre adjudicataire —C.P.C., 591, *amended*.

641. L'officier chargé de la vente doit en dresser un procès-verbal énon-

III.—SALE OF MOVEABLE PROPERTY

635. If there is nothing to prevent the sale of the moveable property seized it takes place at the day, hour and place mentioned in the notice.

If the sale has been retarded by any obstacle, subsequently removed or if there are no bidders, new notices and publications must be given —C.C.P., 589, *amended*.

636. The creditor first seizing, who does not proceed with proper diligence, cannot prevent the sale by the next seizing creditor —C.C.P., 578, § 1.

637. At the time fixed for the sale, the guardian or depositary is bound to produce all the effects seized which were placed in his charge. —C.C.P., 590, *amended*.

638. The guardian or depositary may be condemned, even on pain of coercive imprisonment, to produce the property he took in charge, or pay the amount due the seizing creditor. He may however upon establishing the value of the effects which he fails to produce, be discharged upon payment of such value. —C.C.P., 597.

639. The guardian or depositary has a right to a discharge or receipt for the effects which he produces, and the minutes of sale must make mention of any effects which have not been produced —C.C.P., 596.

640. The seizing officer cannot either directly or indirectly bid upon the property put up for sale, or become purchaser thereof —C.C.P., 591 *amended*.

641. The officer conducting the sale must make minutes thereof, spec.

cant chaque article mis en vente, les noms et la résidence de chaque adjudicataire et le prix d'adjudication.—C.P.C., 592.

laying each article put up for sale, the names and residence of each purchaser, and the price of each purchase.—C.C.P., 592.

662. La chose saisie est adjugée au plus offrant et dernier enchériseur, en par lui payant sur-le-champ le prix de la vente, et, à défaut de paiement, elle est remise immédiatement à l'enchère.

662. The thing seized is adjudged to the last and highest bidder, subject to immediate payment of the price; and in default of such payment it is immediately put up again.

Néanmoins, s'il n'y a qu'un seul enchériseur, il doit être déclaré adjudicataire.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 593.

If, however, there is only one outbidder, he must be declared purchaser.—*New, in part*; C.C.P., 593.

663. L'officier chargé de la vente ne peut rien prendre ni recevoir directement ni indirectement outre le prix d'adjudication.—C.P.C., 594, *amendé*.

663. The officer conducting the sale cannot either directly or indirectly receive anything beyond the purchase price.—C.C.P., 594, *amended*.

664. A moins que le saisi n'y consente, il n'est procédé à la vente que jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire pour le paiement de la créance en principal, intérêts et frais.

664. Unless the judgment debtor consents, the sale must not proceed beyond the amount necessary to pay the debt in principal, interest and costs.

A cet effet, le saisi a droit de prescrire l'ordre dans lequel les effets doivent être mis en vente.—C.P.C., 595, *amendé*.

To this end the judgment debtor has a right to determine the order in which the things are to be put up for sale.—C.C.P., 595, *amended*.

665. L'adjudication des biens meubles sur exécution transfère de plein droit la propriété des effets ainsi adjugés.—C.P.C., 596, § 1.

665. The adjudication of moveable property under execution transfers by law the ownership of the things thus adjudged.—C.C.P., 596, § 1.

666. Les effets mentionnés en l'article 641 sont vendus comme les autres effets mobiliers du débiteur.—C.P.C., 596, *partie*.

666. The objects mentioned in article 641 are sold in the same manner as the other moveable property of the debtor.—C.C.P., 596, *in part*.

667. Dans le cas de saisie d'actions dans une corporation, l'officier saisissant est tenu, dans les dix jours après la vente, de signifier à la corporation, en la manière prescrite par les articles 642 et 643, une copie certifiée du bref d'exécution avec un certificat désignant la personne à laquelle il a adjugé les actions saisies.

667. In the case of seizures of shares in any corporation, the seizing officer is bound, within ten days after the sale, to serve such corporation in the manner mentioned in articles 642 and 643, with a certified copy of the writ of execution, indorsing thereon a certificate designating the person to whom he adjudged the shares seized.

Cet adjudicataire devient dès lors actionnaire de la corporation et en a

Such purchaser thereupon becomes a shareholder in the corporation, and

tous les droits et obligations ; et l'officier compétent de la corporation doit faire une entrée à cet effet en la manière voulue par la loi.—C P.C., 598, § 2, *amended*.

666. Sans préjudice du recours de la partie lésée contre le saisissant et ceux qui agissent pour lui, aucune demande en nullité ou résolution de vente de meubles sur saisie-e s'écution n'est recevable à l'encontre de l'adjudicataire qui a payé le prix d'adjudi-

cation, sauf le cas de fraude ou de collusion.

669. Aussitôt après la vente, les frais encourus sur icelle, y compris le salaire du gardien d'office, doivent être taxés.—C P.C., 600, *amended*.

4.—RAPPORT DU BREF ET PAYEMENT ET DISTRIBUTION DES DENIERS PRÉLEVÉS.

670. Quatre jours après la vente le shérif ou l'huissier paye au créancier saisissant les deniers saisis ou prélevés, après déduction des frais taxés et des droits dus sur le prélèvement, si aucune opposition afin de conserver n'a été mise entre ses mains ; au cas contraire, il doit rapporter les deniers devant le tribunal pour être adjugés à qui de droit.—C.P.C., 601, *amended*; S.R., 5926.

671. Dans les six jours après la vente, le shérif ou l'huissier doit rapporter son bref avec toutes ses procédures sur icelui au greffe du tribunal —*Nouveau*.

672. Lorsque les deniers prélevés sont rapportés devant le tribunal le saisissant a droit de les toucher par préférence à tous autres créanciers chirographaires, sauf, néanmoins, le droit d'un saisissant antérieur pour ses frais, le cas de la déconfiture du saisi et les cas de privilège.—C.P.C., 602, *amended*.

673. Lorsque les deniers sont rapportés et qu'il y a allégation de la

has all the rights and obligations of one; and the officer appointed for that purpose by the corporation, must make an entry to that effect in the manner prescribed by law —C.C.P., 598 § 2 *amended*.

668. Without prejudice to the recourse of the party aggrieved against the seizing creditor and those acting in his behalf, no demand to annul or rescind a sale of moveable property under execution can be received against a purchaser who has paid the

price, saving the case of fraud or collusion.

669. Immediately after the sale, the costs thereof, including the pay of the appointed guardian, must be taxed. —C C P 600 *amended*

4.—RETURN OF THE WRIT AND PAYMENT AND DISTRIBUTION OF THE MONEYS LEVIED.

670. Four days after the sale the sheriff or bailiff pays the moneys seized or levied, after deducting the duties thereon and taxed costs, to the seizing creditor, if no opposition for payment has been received ; otherwise he must return them into court, to be adjudged to such persons as are thereto entitled. —C C P., 601, *amended* ; R S., 5926

671. Within six days after the sale, the sheriff or the bailiff must return the writ with all his proceedings thereunder into the office of the court. —*New*

672. When the moneys levied have been returned into court, the seizing creditor has a right to be paid in preference to all other chirographic creditors, saving the right of a prior seizing party for his costs, the case of the insolvency of the debtor and the case of privileged claims.—C. C. P. 602, *amended*.

673. When the moneys are returned, and the insolvency of the

déconfiture du débiteur, la distribution n'en peut avoir lieu avant que les créanciers généralement soient appelés.

Cet appel se fait sur l'ordre du juge, publié deux fois dans les langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, enjoignant aux créanciers de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion.

La même règle s'applique, dans les mêmes circonstances, à tous les cas où il y a lieu à distribuer des deniers qui ne représentent pas des immeubles ou des deniers dont il est rendu compte en justice.—C.P.C., 603, amendé; S. R., 5927.

674. Il suffit que la réclamation énonce les noms, occupation et résidence du réclamant, la nature et le montant de sa demande.

Elle doit être accompagnée d'un affidavit que la somme réclamée est justement due, ainsi que des pièces justificatives, s'il y en a.—C. P. C., 604, amendé.

675. La distribution des deniers se fait suivant l'ordre prescrit par le Code civil, au titre des *Privileges et Hypothèques*, et à celui des *Bâtiments marchands*, par les statuts et par les dispositions contenues dans ce code.—C. P. C., 605, amendé.

676. L'ordre suivant est observé quant à la collocation des frais de justice :

1. Les frais de saisie et de vente ;
2. Les taxes dues sur les deniers prélevés ou consignés ;
3. Les honoraires de l'officier qui reçoit les deniers prélevés ou consignés ;
4. Les honoraires sur le rapport de distribution ;
5. Ceux dus à l'avocat poursuivant

debtor is alleged, the distribution of the moneys cannot take place until his creditors generally have been called in.

The creditors are called in upon the order of the judge, published twice in the French and English languages in the *Quebec Official Gazette*, requiring them to file their claims within fifteen days from the date of the first insertion.

The same rule applies, under similar circumstances, to all cases where moneys other than the proceeds of immovables, or moneys of which an account has been rendered into court, are to be distributed.—C. C. P., 603, amended; R. S., 5927.

674. It is sufficient for the claims to state the names, occupation and residence of the claimant, and the nature and amount of his claim.

They must be accompanied with an affidavit that the sum claimed is lawfully due, and with vouchers, if there are any.—C. C. P., 604, amended.

675. The moneys are distributed according to the order prescribed in the title *Of Privileges and Hypothecs*, and the title *Of Merchant Shipping*, in the Civil Code, in the statutes, and in the provisions contained in this Code.—C. C. P., 605, amended.

676. The following order is observed as regards the collocation of judicial costs :

1. Costs of seizure and of sale ;
2. The duty payable upon moneys levied and paid into court ;
3. The fees of the officer receiving moneys levied or paid in ;
4. The fees upon the report of distribution ;
5. The fees of the advocate prosecuting the distribution ;

la distribution.

6 Les frais postérieurs au jugement encourus pour arriver à la saisie et à la vente, et suivant la priorité de date et de privilège lorsqu'il y a plusieurs saisissants, les frais du premier saisissant ont la préférence sur ceux faits par un second saisissant. néanmoins, si deux brefs d'exécution ou plus sont délivrés sur des jugements rendus le même jour contre le même débiteur, les frais en sont payés par concurrence;

7. Les frais des scellés et inventaires ordonnés par le tribunal;

8 Les frais d'action du saisissant.
—C.P.C., 606, amendé; S.R., 5928;
Tansey vs Bethune 3 D.C.A., 333.

§ 3.—SAISIE-ARRÊT.

677. L'exécution des effets mobiliers du débiteur qui sont en la possession d'un tiers, peut, dans tous les cas et doit, lorsque ce tiers ne consent pas à leur saisie immédiate, se faire par voie de saisie-arrêt.

La même procédure doit être adoptée lorsqu'il s'agit d'exécuter les créances du débiteur autres que celles mentionnées dans l'article 641.—C.P.C., 612.

678. La saisie-arrêt est faite au moyen d'un bref délivré par le tribunal qui a rendu jugement, et revêtu des formes requises pour les brefs d'assignation.

Il contient la mention de la date et du montant du jugement enjoint au tiers de se point de dessaisir des effets mobiliers qu'il a en sa possession appartenant au débiteur, ni des deniers ou autres choses qu'il peut lui devoir ou aura à lui payer, avant qu'il en ait été ordonné par le tribunal, et de comparaître au jour et à l'heure fixés pour déclarer sous serment quels effets il a en sa possession appartenant au débiteur.

6 Costs, subsequent to judgment, incurred in order to effect the seizure and sale and according to the priority of date or of privilege when there are several seizing creditors, the costs of a prior seizing party have a preference over those of a subsequent one; nevertheless, if two or more writs of execution issue upon judgments rendered on the same day against the same debtor, the costs thereon are paid concurrently.

7 Costs of seals, or of inventories, when ordered by the court.

8 Costs of suit of the seizing creditor.—C.C.P., 606, amended; R.S., 5928; *Tansey vs Bethune*, 3 Q.B.R., 333.

§ 3.—SEIZURE BY GARNISHMENT.

677. Execution upon the moveable property of a debtor, which is in the possession of a third party, may, in all cases, and must, when such third party does not consent to its immediate seizure, be effected by means of seizure by garnishment.

The same means must be adopted in executing upon debts due to the debtor, other than those mentioned in article 641.—C.C.P., 612.

678. Seizure by garnishment is made by means of a writ, issuing from the court which rendered the judgment, and clothed with the formalities of writs of summons.

It mentions the date and amount of the judgment, orders the garnishees not to dispossess themselves of the moveable property belonging to the debtor which is in their possession or of such moneys or other things as they owe him or will have to pay him, until the court has pronounced upon the matter and to appear on a day and at an hour fixed to declare under oath what property they have in their pos-

et quelles sommes de deniers ou autres choses il lui doit ou aura à lui payer ; il assigne également le débiteur à comparaître au jour fixé pour voir déclarer la saisie-arrêt valable.

Lorsqu'il s'agit de la saisie des traitements, salaires et gages, le bref doit aussi contenir la mention de la résidence du défendeur, de la nature de ses fonctions et de l'endroit où il les exerce.—*Nouveau, partie ; C. P. C., 613, 614, amendés.*

679. Les règles concernant la signification des assignations ordinaires s'appliquent à la saisie-arrêt.

Néanmoins, le tiers-saisi ne peut être condamné par défaut, à moins que le bref d'assignation ou une autre ordonnance de comparution ne lui ait été signifiée personnellement ou à son domicile.

Si le défendeur dans l'action originale n'a ni domicile, ni résidence, ni place d'affaires dans le district où le jugement a été rendu, la saisie-arrêt peut lui être signifiée au greffe du tribunal.—*C. P. C., 615, amendé.*

680. L'effet de la saisie-arrêt est de mettre les effets et créances dont le tiers-saisi est débiteur sous la main de la justice et de séquestrer les objets corporels entre ses mains, de même que s'il en était nommé constitué gardien.—*C. P. C., 616.*

681. Les délais dans lesquels le débiteur est tenu de plaider à la saisie-arrêt sont ceux des matières sommaires. Néanmoins, si la déclaration est faite ou complétée après le jour du rapport, les délais pour plaider commencent à courir du jour où la déclaration est complétée.

Au surplus, cette contestation est assujettie aux mêmes règles et délais que les matières sommaires.—*Nou-*

session belonging to the debtor, and what sums of money or other things they owe him or will have to pay him ; it also summons the debtor to appear on the day fixed and show cause why the seizure should not be declared valid.

In seizing salaries and wages, the writ must also state the defendant's place of residence, and the nature and place of his occupation.—New, in part ; C. C. P., 613, 614, amended.

679. The rules concerning the service of ordinary writs of summons apply to seizures by garnishment.

Nevertheless, the garnishee cannot be condemned by default, unless the writ of summons or other order to appear has been served upon him personally or at his domicile.

If the defendant in the original action has no domicile, residence or place of business in the district where judgment was rendered, the seizure by garnishment may be served upon him at the office of the court.—*C. C. P., 615, amended.*

680. The effect of seizure by garnishment is to place the property and debts of which the garnishee is debtor under judicial control, and to sequester in his hands all corporeal things, in the same manner as if he had been specially appointed guardian.—*C. C. P., 616.*

681. The delays within which the debtor must plead to the proceedings by garnishment are the same as in summary matters

If, however, the declaration is made or completed after the day of return, the delays for pleading are computed only from the day when the declaration is completed.

In other respects the contestation is subject to the same rules and delays as

veau. C.P.C., 615, *partie*.

662. La déclaration du tiers-maisi doit être faite au jour et à l'heure fixés dans le bref.

Elle peut, néanmoins, être faite en tout temps, avant le jour du rapport, si un avis d'un jour, en indiquant le jour et l'heure, est donné au saisissant —C. P. C., 615, *amendé*

663. Le tiers-maisi doit faire sa déclaration sous serment devant le protonotaire au greffe du tribunal qui a émis le bref de saisie-arrêt.

Néanmoins, lorsque le tiers-maisi demeure dans un district autre que celui où le bref de saisie-arrêt a été émis, il peut, en donnant deux jours d'avis au saisissant, faire sa déclaration le ou avant le jour fixé pour le rapport du bref, devant le juge ou le protonotaire de son domicile, et ce protonotaire doit la transmettre au greffe du tribunal où le bref est émis —C. P. C., 617, *partie*, *amendé* : S. R., 5929.

Le tiers saisi doit, sur l'offre à lui faite de ses frais de voyage, faire sa déclaration au greffe du tribunal qui a émis le bref. Ce dernier paragraphe ne s'applique pas aux corporations.
2 Ed. vil. c. 41.

664. Lorsque la saisie-arrêt a lieu entre les mains d'une corporation, la déclaration est faite par un procureur ou par toute autre personne autorisée en la manière réglée en l'article 363 pour les réponses sur faits et articles.

Cependant, lorsqu'il s'agit d'une corporation municipale, le trésorier, et, en l'absence du trésorier, le greffier ou le secrétaire-trésorier peut faire cette déclaration. —C. P. C., 617, *partie*, *amendé* : S. R., 5929

summary matters. —New. C. C. P., 615, *in part*

662. The garnishee's declaration must be made on the day and at the hour mentioned in the writ.

It may, however, be made at any time before the return day, provided that one day's notice of the day and hour is given to the seizing creditor. —C. C. P., 615, *amended*

663. The garnishee is bound to make his declaration under oath before the prothonotary in the office of the court which issued the writ of seizure by garnishment.

Nevertheless, if the garnishee resides in a district other than that in which the writ issued, he may, upon giving two days notice to the seizing creditor, make his declaration on or before the day fixed for the return of the writ before the judge or the prothonotary of his domicile, and such prothonotary is bound to transmit the same to the office of the court whence the writ issued —C. C. P., 617, *in part*, *amended* : R. S., 5929

The garnishee, upon being tendered his traveling expenses, must make his declaration at the office of the court whence the writ issued. This clause shall not apply to corporations.
2 Ed. vil. ch. 41.

664. When a seizure by garnishment is made in the hands of a corporation, the declaration is made by an attorney or by any other person authorized in the manner prescribed in Article 363 for answering interrogatories upon articulated facts.

Nevertheless, in the case of a municipal corporation, the treasurer, and in default of the treasurer, the clerk, or the secretary-treasurer, may make such declaration. —C. C. P., 617, *in part*, *amended* : R. S., 5929

685. Le tiers-saisi doit déclarer les choses dont il était débiteur à l'époque où la saisie lui a été signifiée, celles dont il est devenu débiteur depuis, la cause de la dette, et les autres saisies faites entre ses mains.

Si la dette n'est pas échue, il doit déclarer l'époque où elle le sera.

Si le paiement de la dette est conditionnel ou suspendu par quelque empêchement, il doit également le déclarer.

Il doit donner un état détaillé des effets mobiliers qu'il a en sa possession appartenant au débiteur, et déclarer à quel titre il les détient.—C. P. C., 619, *partie*.

686. Le saisissant a droit d'être présent lorsque le tiers saisi fait sa déclaration, et de lui soumettre toute question tendant à établir quelque obligation de la part du tiers-saisi envers le saisi.

S'il s'élève quelque difficulté au cours de l'examen, les parties sont renvoyées devant le juge pour adjudication.—C. P. C., 619, *partie, amendé*.

687. Le tiers-saisi a droit d'être taxé comme un témoin par le juge ou par le protonotaire qui reçoit sa déclaration, et il peut retenir le montant de la taxe sur les deniers qu'il doit.

S'il ne doit rien, cette taxe est exécutoire contre le poursuivant, de la manière et après le délai prescrits pour les jugements en matières sommaires.—C. P. C., 620, *amendé*.

688. Si le tiers-saisi déclare ce rien devoir et qu'on ne puisse pas justifier qu'il doit, le tribunal doit, sur motion du tiers-saisi ou du saisi, donner congé de la saisie-arrêt et condamner le saisissant aux dépens.—C. P. C., 631 : 53 V. c. 69, s. 3.

685. The garnishee must declare in what he was indebted at the time of the service of the writ upon him, in what he has become indebted since that time, the cause of the indebtedness, and any other seizures made in his hands.

If the debt is not yet payable, he must declare when it will be.

If his indebtedness is conditional or suspended by any hindrance, he must also declare it.

He must furnish a detailed statement of the moveable property in his possession belonging to the debtor, and declare by what title he holds it.—C. P. C., 619, *in part*.

686. The seizing creditor has a right to be present when the garnishee makes his declaration, and to put any questions to him tending to prove any obligation of the garnishee towards the judgment debtor.

If any difficulty arises during the examination, the parties are sent before the judge to have it decided.—C. P. C., 619, *in part, amended*.

687. The garnishee is entitled to be taxed as a witness by the judge or by the prothonotary who receives his declaration, and he may retain the amount of the taxation out of the sums in which he is indebted.

If he owes nothing, such taxation may be enforced by execution against the party suing out the writ, in the manner and after the delay prescribed for judgments in summary matters.—C. P. C., 620, *amended*.

688. If a garnishee declares that he is not indebted, and he cannot be proved to be so, the court, upon motion by the garnishee or by the debtor, orders him to be discharged from the seizure and condemns the seizing party to pay the costs.—C. P. C. 631 : 53 Vic., c. 69, s. 3.

689. Si la déclaration du tiers-saisi n'est pas contestée et s'il n'a pas déclaré que quelque autre saisi lui a été notifiée, le juge ou le protonotaire, sur inscription pour jugement par l'une ou l'autre des parties, ordonne au tiers-saisi de payer au saisissant sur ou jusqu'à concurrence de sa créance, les deniers saisis, suivant leur suffisance.

Ce jugement doit être signifié et le délai pour l'exécution ne court que du jour de cette signification.—C.P.C., 621, *amendé*, 53 v., c. 59, a. 1.

690. Si les deniers ou autres choses dus par le tiers-saisi ne sont payables qu'à terme, il peut être condamné à les payer à l'échéance, et, s'ils ne sont dus que sous des conditions qui ne sont pas encore accomplies, le tribunal peut, à la demande du saisissant, ordonner que la saisie-arrêt soit déclarée tenante jusqu'à l'avènement de la condition.

Sauf le cas d'allégation de déconfiture du débiteur commun, lorsque la saisi d'une créance conditionnelle ou à terme a été déclarée tenante, le montant en est distribué en la manière prescrite par le troisième paragraphe de l'article 679, parmi les créanciers porteurs de jugements, qui ont déposé dans le dossier de la cause copie de leurs jugements, et qui en ont donné avis aux parties intéressées.—C.P.C., 623, *amendé*.

691. Le tiers-saisi qui ne fait pas sa déclaration, est condamné comme débiteur personnel du saisissant au payment de la créance de ce dernier.

Si le saisissant ne procède pas contre le tiers-saisi défaillant, le saisi peut obtenir le renvoi de la saisie, avec dépens contre lui, ou il peut inscrire la cause pour jugement par défaut contre le tiers-saisi et procéder à l'exécution de ce jugement au nom du créancier saisissant.

Néanmoins, le tiers-saisi peut en tout temps obtenir la permission de faire sa déclaration, même après juge-

689. If the declaration of the garnishee is not contested and he has not declared that any other seizure has been made in his hands, the judge or the prothonotary, upon an inscription for judgment by either party, orders him to pay to this seizing creditor on account of or to the extent of his debt, the moneys seized, according to their sufficiency.

Such judgment must be served, and the delay for executing it is computed only from the day of such service.—C.C.P., 621, *amended*, 53 v., c. 59, a. 1.

690. If the moneys or other things due by the garnishee are payable only at a future time, he may be condemned to pay them when such time arrives, and if they are due under conditions which are not yet fulfilled, the court may upon motion of the seizing creditor, declare the seizure binding until such conditions are fulfilled.

Without prejudice to the case in which the insolvency of the common debtor is alleged, whenever the seizure of a conditional debt or of a debt payable with a term has been declared binding, the amount thereof is distributed in the manner provided in Article 679, third paragraph, among such creditors as have filed copies of their judgements in the record of the case, and have given notice to the parties interested.—C.C.P., 623, *amended*.

691. Any garnishee who fails to make a declaration is condemned as a personal debtor of the seizing creditor, to the payment of his claim.

If the seizing creditor fails to proceed against such garnishee, the debtor may obtain the dismissal of the seizure, with costs against him, or he may inscribe the case for judgment by default against the garnishee, and execute it in the name of the seizing creditor.

A garnishee may, however, obtain leave to make his declaration at any time, even after judgment, upon pay-

ment, en payant tous les dépens encourus par son défaut.—C.P.C., 624; S.R., 5930 : 53 V., c. 59, s. 2.

692. Le jugement rendu sur la déclaration de dette d'un tiers-saisi équivalait à une cession judiciaire, en faveur du saisissant, du titre de créance du saisissant et opère subrogation.—C.P.C., 625.

693. La contestation de la déclaration du tiers-saisi doit être signifiée au tiers-saisi et produite au greffe dans les six jours du jugement rendu sur la contestation par le saisissant de la saisie-arrêt, ou, en l'absence de cette contestation, de l'expiration des délais pour la produire.

Au surplus, la contestation de la déclaration du tiers-saisi est soumise aux mêmes règles et délais que la contestation dans l'instance à la suite de laquelle elle est faite.—C.P.C., 626, 627, *amendés*.

694. S'il y a plusieurs saisies-arrêts de la part de divers créanciers entre les mains des mêmes tiers, chaque saisissant est préféré aux saisissants postérieurs, suivant la date de la signification aux tiers-saisis, sauf les cas de privilège, à moins qu'il n'y ait allégation de déconfiture du débiteur commun, auquel cas il doit être procédé sur la première saisie-arrêt à appeler les créanciers, tel que porté en l'article 673; et les tiers-saisis sont, en ce cas, condamnés à déposer en cour le montant qu'ils ont reconnu devoir.—C.P.C., 622.

695. Si le tiers-saisi a déclaré avoir en sa possession des effets mobiliers, le jugement ordonne qu'ils seront vendus, et le tiers-saisi est tenu de les représenter à l'officier chargé d'en faire la vente.

Dans le cas où le tiers-saisi a entre ses mains des valeurs ou titres de

ment of all costs incurred by his default.—C.C.P., 624; R.S., 5930 : 53 Vic., c. 59, s. 2.

692. The judgment rendered upon a garnishee's declaration of indebtedness, is equivalent to a judicial assignment to the seizing creditor of the judgment debtor's title of debt, and effects subrogation.—C.C.P., 625.

693. The contestation of a garnishee's declaration must be served upon the garnishee and filed in the office of the court within six days, to be computed from the judgment rendered upon the contestation of the seizure by the debtor, or, in the absence of such contestation, from the expiry of the delays for producing it.

In other respects, the contestation of a garnishee's declaration is subject to the same rules and delays as the original action.—C.C.P., 626, 627, *amended*.

694. If there are several seizures at the suit of different creditors in the hands of the same garnishee, each seizure has a preference over the subsequent seizures according to the date of its service upon the garnishee, except in cases of privilege, unless the insolvency of the common debtor is alleged, in which case proceedings must be taken upon the first seizure to call in the creditors in the manner provided in Article 673; and the garnishees in such case are condemned to pay into court the amounts they acknowledge to owe.—C.C.P., 622.

695. If a garnishee declares that he has in his possession moveable property, the judgment orders that it shall be sold, and the garnishee must deliver it to the officer charged with selling it.

If the garnishee has in his hands negotiable paper or titles of debt payable to bearer, he may be condemned

créance payable au porteur, il peut être condamné à les déposer au greffe ou à les délivrer à la personne indiquée par le tribunal, suivant les circonstances.

—C.P.C., 629

696. Les deniers provenant de la vente de ces effets mobiliers sont ensuite payés ou distribués comme tous autres deniers prélevés par saisie-exécution.—C.P.C., 630.

697. S'il s'agit de la saisie des traitements, salaires ou gages mentionnés dans les paragraphes 10 et 11 de l'article 599, la saisie-arrêt est tenue pour la partie saisissable aussi longtemps que le contrat ou l'engagement continue ou que le débiteur est à l'emploi du tiers-saisi.

Les autres créanciers porteurs de jugements contre le débiteur peuvent déposer dans le dossier de la cause copie de ces jugements, et en donnent avis aux parties intéressées.

Le protonotaire, après avoir colloqué le premier saisissant pour ses frais, distribue au marc la livre, entre le premier saisissant et les créanciers qui se sont conformés au paragraphe précédent, la somme à diviser, et fixe d'une manière sommaire sur le bref de saisie-arrêt ou sur une feuille y annexée le montant revenant à chacun des créanciers.

Le tiers-saisi doit, en faisant sa déclaration, déposer le montant saisissable qu'il reconnaît devoir; et, si le défendeur continue à demeurer à son service, il doit, chaque mois, ou renouveler sa déclaration et faire le dépôt requis, ou transmettre au protonotaire, par lettre recommandée, une déclaration sous serment indiquant ce dont il est débiteur, accompagnée du montant qui doit être déposé.

S'il néglige de le faire, il peut y être contraint par une ordonnance du

to deposit them in the office of the court, or to deliver them to a person named by the court, according to circumstances.—C.C.P., 629.

696. The proceeds of the sale of such moveable property are afterwards paid or distributed in the same manner as other moneys levied under execution against moveable property.—C.C.P. 630.

697. In seizing salaries or wages mentioned in paragraphs 10 and 11 of article 599, the seizure by garnishment remains binding for the proportion which is seizable, so long as the contract or engagement continues, or so long as the debtor remains in the employ of the garnishee.

The other creditors who have judgments against the debtor, may file a copy of such judgments in the record of the cause, and must give notice thereof to the parties interested.

The protonotary, after collocating the first seizing party for his costs, distributes rateably among the first seizing creditor, and the creditors who have fulfilled the requirements of the preceding paragraph, the sum to be divided, and determines in a summary manner upon the writ or upon a sheet annexed thereto, the amount coming to each of the creditors.

The garnishee must, on making his declaration, deposit the sum which he owes, and if the defendant continues in his service, the garnishee must every month either renew his declaration in the office of the court and make the required deposit, or transmit to the protonotary, by registered letter, a sworn declaration stating the amount in which he is indebted, accompanied with the amount to be deposited.

If he neglects so to do, he may be

Juge.

Si le débiteur quitte son service, le tiers-saisi en fait la déclaration.

Le tiers-saisi peut, en faisant sa première déclaration, indiquer tout jour, avant le quinze d'un mois, où il renouvelera sa déclaration.

Les deniers saisis et déposés restent entre les mains du protonotaire, qui les remet au demandeur et aux autres créanciers, à leur demande, trois jours après qu'ils ont été déposés, s'il n'y a pas d'opposition.

Pour le surplus, la saisie des traitements est assujettie aux mêmes règles que toute autre saisie-arrêt.—C.P.C., 628, *partic. amendé* : S.R., 5931.

608. Lorsque, en exécution d'un jugement rendu contre un associé personnellement, une saisie-arrêt est signifiée à une société commerciale dont cet associé forme partie, la société, si elle ne doit pas au saisi une somme suffisante pour couvrir le montant de la saisie-arrêt, doit, en outre de ce que requis par l'article 685, mentionner dans la déclaration quelle est la part du débiteur tant dans le capital que dans les profits de la société.

Cette saisie demeure tenante même pour les profits non encore faits et pour ceux en voie d'être faits lors de la signification.

Si, postérieurement à la déclaration, la société devient débitrice du saisi, ou si elle est dissoute, les tiers-saisis doivent de suite déclarer de nouveau.

Dans le but de rendre cette saisie efficace, le juge peut, s'il est nécessaire, ordonner la production de livres, documents, et états, permettre l'examen de témoins, et donner d'autres ordres.

Si la société est en défaut d'observer

thereto compelled by a judge's order.

If the defendant quits his service, the garnishee makes a declaration to that effect.

The garnishee may, upon making his original declaration, fix the day of the month, not later than the fifteenth, at which he will renew his declaration.

The moneys seized and deposited remain in the hands of the protonotary, who pays them over to the plaintiff and the other creditors on demand three days after they are deposited, if there are no oppositions.

In other respects, the seizure of salaries is subject to the same rules as seizures by garnishment in general.—C.C.P., 628, *in part, amended* : R.S., 5931.

608. Whenever, by virtue of a judgment rendered against a partner personally, a seizure by garnishment is served upon a commercial partnership to which he belongs, the partnership must, if it is not indebted to the judgment debtor in an amount sufficient to discharge the seizure, state in its declaration as garnishee, in addition to the requirements of Article 685, the share of the judgment debtor in the stock and profits of the partnership.

The seizure remains binding even as to profits not earned or in process of being earned at the time of its service.

If, after the declaration, the partnership becomes indebted to the judgment debtor, or if it is dissolved, the garnishees must forthwith make a new declaration.

For the purpose of rendering such seizure effectual, the judge may order the production of such books, documents and statements, allow the examination of such witnesses, and give such other orders as he deems necessary.

les règles ci-dessus, elle encourt les mêmes responsabilités que si elle avait fait défaut de déclarer originairement.

Cette règle ne s'applique pas aux sociétés par actions, formées sous l'autorité d'une charte royale ou en vertu d'un acte du parlement ou de la législature. — *Nonvan*

If the partnership fails to comply with the above rules, it becomes subject to the same responsibility as in the case of failure to make the original declaration.

This rule does not apply to joint stock companies incorporated by royal charter or by act of parliament or of the legislature. — *New.*

§ 4. — EXÉCUTION DES IMMEUBLES

1. — SAISIE DES IMMEUBLES.

699. On ne peut saisir les immeubles que sur la personne condamnée, qui les possède ou est réputée les posséder *animo domini*. — C. P. C., 632, *partie*.

700. Les rentes constituées représentant les droits seigneuriaux sont saisies et vendues avec les formalités prescrites par les articles 5720 à 5727 des Statuts Refondus.

Des dispositions exceptionnelles régissent le mode de saisie et de vente des immeubles pour le paiement des taxes et cotisations municipales. — C. P. C., 632, *partie*; 633, *partie*.

701. Dans le cas de saisie réelle, le bref est adressé au shérif du district dans lequel se trouvent les immeubles appartenant au débiteur condamné, et lui enjoint de saisir les immeubles du débiteur et de les vendre pour satisfaire à la condamnation portée contre lui en principal, intérêts et dépens. — C. P. C., 633, *partie*, *amendé*, 634, *partie*.

702. Le bref est exécuté par le shérif lui-même ou par quelqu'un de ses officiers. — C. C. P., 634, *partie*.

703. Lorsqu'un immeuble est situé partie dans un district et partie dans un autre, il peut être saisi en totalité dans l'un ou l'autre de ces districts. — C. P. C., 636, *amendé*.

§ 4. — EXECUTION UPON IMMOVABLES.

1. — SEIZURE OF IMMOVABLES.

699. The seizure of immovables can only be made against the judgment debtor, and he must be, or be reputed to be, in possession of the same *animo domini*. — C. C. P., 632, *in part*.

700. Constituted rents representing seigniorial dues are seized and sold according to the formalities prescribed by articles 5720 to 5727 of the Revised Statutes.

Exceptional provisions regulate the seizure and sale of immovables for the payment of municipal taxes and assessments. — C. C. P., 632, *in part*; 633, *in part*.

701. In the case of seizure of immovables, the writ is addressed to the sheriff of the district in which the immovables belonging to the judgment debtor are situate, and orders him to seize the immovables of the debtor and to sell them in satisfaction of the condemnation pronounced against the latter in principal, interest and costs. — C. C. P., 633, *in part*, *amended*, 634, *in part*.

702. The writ is executed by the sheriff himself or by one of his officers. — C. C. P., 634, *in part*.

703. When an immovable is situated partly in one district and partly in another, it may be wholly seized in either of such districts. — C. C. P., 636, *amended*.

704. Avant de procéder à la saisie, le shérif peut exiger, de la personne qui lui remet le bref, une somme suffisante pour faire face aux déboursés nécessaires par la saisie et les annonces.—C.P.C., 647, *amendé*.

705. Avant de procéder à la saisie, l'officier interpelle le défendeur de lui indiquer et désigner ses biens immobiliers, excepté lorsqu'il s'agit :

1. Des immeubles d'un défendeur n'ayant ni domicile, ni résidence, ni place d'affaires dans le district où sont situés en tout ou en partie les immeubles ;

2. D'immeubles délaissés en justice ;

3. D'immeubles hypothéqués dont les propriétaires sont inconnus ou incertains ;

4. D'immeubles affectés d'un gage ou d'une hypothèque en faveur d'une société de construction dans une poursuite intentée par cette société.

A défaut par le débiteur de faire cette indication ou désignation, l'officier peut procéder à saisir les biens qui sont en la possession du débiteur, aux risques et périls de ce dernier.—C.P.C., 637, *amendé*.

706. La saisie des immeubles est constatée par un procès-verbal qui doit contenir :

1. L'énonciation du titre en vertu duquel la saisie est faite ;

2. La mention de l'interpellation faite conformément à l'article qui précède ;

3. La description des immeubles saisis, indiquant la cité, la ville, le village, la paroisse ou le canton, ainsi que la rue, le rang ou la concession où ils sont situés, et le numéro de chaque immeuble, s'il existe un plan officiel de la localité, sinon les tenants et aboutissants.

704. The sheriff may, before proceeding to the seizure, exact from the party who places the writ in his hands a sum sufficient to meet the disbursements rendered necessary by the seizure and the publications.—C.C.P..

705. Before proceeding to the seizure, the officer calls upon the debtor to declare and specify his immovable property, except in the cases of :

1. Immoveables belonging to a defendant having no domicile, residence or place of business in the district in which the immoveables are situate in whole or in part ;

2. Immoveables surrendered in a suit ;

3. Immoveables subject to hypothecs, belonging to proprietors who are unknown or uncertain ;

4. Immoveables subject to a right of pledge or hypothec in favour of a building society, in proceedings consequent upon an action instituted by such society.

Upon the debtor's failure so to declare and specify, the officer may seize the property in the possession of the debtor, at the risk and peril of the latter.—C.C.P., 637, *amended*.

706. The seizure of immoveables is recorded by minutes which must contain :

1. Mention of the title under which the seizure is made ;

2. Mention of the debtor having been called upon, as required by the preceding Article ;

3. A description of the immoveables seized, indicating the city, town, village, parish or township, as well as the street, range or concession in which they are situated, and the number of each immovable, if there exists an official plan of the locality, if not, it must mention the contiguous lands.

Si les biens à saisir sont des droits incorporels, tels que rentes, baux ou autres charges, il doit être fait mention du titre en vertu duquel ils sont dus, avec une désignation du fonds de terre qui y est affecté tel que ci-dessus.

Si les biens à saisir consistent en une ligne de chemin de fer et ses accessoires et que cette ligne ne soit pas cadastrée conformément à l'article 5668 des Statuts réformés, il suffit de mentionner le nom de cette ligne et ses points de départ et d'arrivée de manière que l'identité en puisse être constatée, sans qu'il soit besoin d'indiquer les numéros des immeubles qu'elle traverse :

4. La mention que le procès-verbal est fait en double, et qu'il en a été donné un exemplaire au saisi conformément à l'article suivant.—C.P.C., 638, *partie, amendé*; 57 Vic., c. 48, s. 1.

707. Le procès-verbal est rédigé en double, dont un exemplaire est signifié au saisi, personnellement, ou à son domicile, ou à sa résidence, ou à sa place d'affaires.

Si, cependant, le saisi n'a ni domicile, ni résidence, ni place d'affaires dans le district où les immeubles sont situés en tout ou en partie, le double du procès-verbal peut être laissé au greffe du tribunal.—*Nouveau, partie*, C.P.C., 638, *partie, amendé*.

708. Le procès-verbal n'est pas nécessaire lorsqu'il s'agit de poursuites intentées par les sociétés de construction pour faire vendre les immeubles qui sont affectés à leur hypothèque ou droit de gage, ou d'immeubles hypothéqués appartenant à des propriétaires inconnus ou incertains.—C.P.C., 641, *amendé*; 907.

709. Le saisi, de même que le

If the property to be seized consists of incorporeal rights, such as rents, leases, or other charges, mention must be made of the title under which they are due, with a description as above mentioned of the real property charged with the same.

If the property to be seized consists of a line of railway and its appurtenances, and a plan of such railway has not been made in accordance with Article 5668 of the Revised Statutes, it is only necessary to mention the name of such railway, with its terminal points, in such a manner as to establish its identity, without stating the numbers of the immovables through which it passes;

4. Mention that the minutes are made in duplicate, and that one duplicate thereof has been delivered to the judgment debtor, in accordance with the next following Article.—C.C.P., 638, *in part, amended*; 57 Vic., c. 48, s. 1.

707. The minutes are made in duplicate, and one duplicate is served upon the judgment debtor personally or at his domicile, residence or place of business.

If, however, the debtor has no domicile, residence or place of business in the district where the immovables are situate, in whole or in part, the duplicate minutes may be left at the office of the Court.—*New, in part*; C.C.P., 638, *in part, amended*.

708. No minutes are necessary in the case of suits instituted by building societies for bringing to sale immovables subject to their hypothec or right of pledge, or in the case of immovables subject to hypothecs, belonging to proprietors who are unknown or uncertain.—C. C. P. 641, *amended*, 907.

709. The judgment debtor, as

saisissant, peut faire insérer au procès-verbal les charges foncières et les rentes dont sont grevés les immeubles saisis, mais il n'est pas nécessaire d'y insérer la charge des rentes établies pour le rachat des droits seigneuriaux, et les oppositions faites pour cet objet ne peuvent suspendre la vente, mais sont rapportées par le shérif, sans que l'opposant puisse en obtenir les frais.—C.P.C., 640, *amendé*.

710. Il y a élection de domicile de la part du saisissant au bureau du shérif, sans qu'il soit nécessaire d'en faire mention au procès-verbal.—C.P.C., 639, *amendé*.

711. Le shérif, qui a saisi un immeuble sur un débiteur, ne peut le saisir de nouveau à la poursuite d'un autre créancier, ou du même créancier pour une autre dette, tant que la première saisie subsiste; mais il est tenu de noter tout bref d'exécution subsequent comme opposition à fin de conserver au premier bref, et la première saisie ne peut en ce cas être discontinuée ou suspendue que par suite d'une opposition ou par suite du consentement du créancier saisissant et des créanciers dont la saisie a été notée, ou sur l'ordre du juge.—C.P.C., 642, *amendé*.

712. Dans le cas où le saisissant se désisterait de sa saisie ou recevrait le paiement de ce qui lui est dû, le shérif est tenu de continuer ses procédures au nom du premier saisissant et aux frais des créanciers dont les brefs ont été notés, pour satisfaire aux créances spécifiées dans les brefs d'exécution ultérieurs, pourvu que la saisie faite soit revêtue de toutes les formalités requises.—C.P.C., 643.

713. Les immeubles saisis restent

well as the seizing creditor, may cause the ground rents and charges upon the immoveables seized to be mentioned in the minutes, but it is not necessary to insert mention of their being subject to rents established in redemption of seigniorial rights, and any oppositions filed for that purpose cannot retard the sale, but must be returned by the sheriff, and no costs can be obtained thereon by the opposants.—C.C.P., 640, *amended*.

710. The seizing creditor's domicile is elected at the sheriff's office, without its being necessary to mention it in the minutes.—C.C.P., 639, *amended*.

711. When the sheriff has seized an immovable upon a debtor, he cannot seize it again at the suit of another creditor, or of the same creditor for another debt, so long as the first seizure subsists, but he is bound to note any subsequent writ of execution as an opposition for payment upon the first writ, and in such case the first seizure cannot be discontinued or suspended, except in consequence of an opposition or with the consent as well of the seizing creditor as of subsequent creditors whose writs of execution have been noted, or by an order of a judge.—C.C.P., 642, *amended*.

712. In the event of the seizing creditor discontinuing the seizure or receiving payment of his claim, the sheriff is bound to continue the proceedings in the name of the seizing creditor and at the costs of the judgment creditors whose writs have been noted, in order to satisfy the claims specified in the subsequent writs of execution, provided the seizure was made with all requisite formalities.—C.C.P., 643.

713. The immoveables under sei-

en la possession du saisi jusqu'à l'adjudication ; mais si la vente est arrêtée par quelque opposition, le saisissant peut, suivant les circonstances et à la discrétion du juge, obtenir la nomination d'un séquestre pour en percevoir les revenus.—C.P.C., 645, *amendé* ; S.R., 5932

714. Nul ne peut faire une coupe de bois ni dégradation quelconque sur les immeubles saisis, à peine d'un emprisonnement pour un terme n'excédant pas six mois, prononcé par le tribunal ou par un juge hors de terme.—C.P.C., 646, *amendé*.

715. A compter de la saisie, le débiteur ne peut aliéner les immeubles saisis, sous peine de nullité.

Néanmoins, l'aliénation a son effet si la saisie est déclarée nulle, ou si, avant le jour fixé pour l'adjudication, l'acheteur ou le débiteur consigne entre les mains du shérif une somme suffisante pour acquitter les réclamations du créancier au nom de qui la saisie a été faite, ainsi que celle des créanciers dont les brefs d'exécution ont été notés ; et le montant ainsi déposé est immédiatement payé par le shérif au créancier qui y a droit.—C.P.C., 644.

2.—ANNONCES ET PUBLICATIONS.

716. Le shérif est tenu de faire insérer dans la *Gazette Officielle de Québec*, en langues française et anglaise, deux fois dans l'espace d'un mois, la première fois au moins trente jours avant la vente, un avis contenant :

1. Le numéro de la cause et la nature du bref ;

2. Les noms du demandeur dans l'instance, ou, s'il y en a plusieurs, la

zure remain in the possession of the judgment debtor until the adjudication ; but if the sale is stopped by an opposition, the seizing creditor may, according to circumstances and in the discretion of the judge, obtain the appointment of a sequestrator to receive the revenues of the immovables.—C.C.P., 645, *amended* ; R. S., 5932

714. Any person who cuts timber on the property seized or in any manner deteriorates the same, is liable to imprisonment for a term not exceeding six months, imposed by the court or by a judge out of term.—C.C.P. 646, *amended*.

715. From the moment that immovables have been seized, the debtor cannot, on pain of nullity, alienate them.

The alienation avails, however, if the seizure is declared null or if, before the day fixed for the adjudication, the purchaser or the debtor deposits with the sheriff a sum sufficient to discharge the claims of the creditor in whose name the seizure was effected, as well as of any creditors whose writs of execution have been noted ; and the amount thus deposited is forthwith paid by the sheriff to the creditors entitled to it.—C.C.P., 644.

2.—ADVERTISEMENTS AND PUBLICATIONS.

716. The sheriff must insert in the *Quebec Official Gazette*, in the French and English languages, two separate times during one month, the first publication being at least thirty days before the sale, a notice stating :

1. The number of the cause and the nature of the writ ;

2. The names of the plaintiff in the suit, or if there are several plaintiffs, a designation of the first named

désignation du premier nommé dans le bref, avec indication qu'il y en a d'autres;

3. Les noms du défendeur, ou, s'il y en a plusieurs, la désignation du premier nommé, avec indication qu'il y en a d'autres. Si la partie demanderesse ou défenderesse agit comme tuteur, il suffit d'énoncer que c'est en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs de la personne décédée, sans désigner ces mineurs nominativement;

4. La désignation de l'immeuble ou des rentes, suivant le cas, telle qu'insérée au procès-verbal, avec les charges y mentionnées et celles dont le saisissant requiert d'ailleurs par écrit l'insertion, et aussi mention de celui des débiteurs sur lequel est faite la saisie;

5. Le jour, l'heure et le lieu où les immeubles ou rentes seront mis aux enchères et adjugés.

Les annonces de vente par le shérif doivent être imprimées consécutivement et être précédées d'un avis rédigé conformément à la cédule L de l'appendice de ce code.—C.P.C., 648, amendé; 649; S.R., 5933.

717. Le shérif est en outre tenu :

1. Si la saisie a été faite dans la cité de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke, St-Hyacinthe ou Sorel, ou dans la ville de St-Jean, de faire insérer, quinze jours au plus tard avant la vente, un avis énumérant brièvement les détails de la vente dans un journal publié dans la langue française et dans un journal publié dans la langue anglaise de la localité, et, s'il n'y a qu'un journal dans la localité ou que tous soient publiés dans la même langue, de faire insérer l'avis dans les deux langues dans le même journal, et d'afficher une copie de l'avis dans son bureau

in the writ, with an indication that there are others;

3. The names of the defendant in the suit, or if there are several defendants, a designation of the one first named in the writ, with an indication that there are others. If the plaintiff or defendant is acting as a tutor, it is sufficient to state that he is acting as tutor to the minor children of the deceased person, without designating the minors by name;

4. A designation of the immovables or of the rents, as the case may be, as inserted in the minutes, with the charges therein mentioned, and also those which the seizing creditor has requested in writing to have inserted, together with mention upon which of the debtor the property is seized;

5. The day, hour and place at which the immovables or rents will be put up for sale and adjudged.

The advertisements of sheriff's sales must be printed consecutively and be preceded by a notice according to Schedule L in the Appendix to this Code.—C.C.P., 648, amended; 649; S.R., 5933.

717. It is also the sheriff's duty

1. When seizures are made in the cities of Quebec, Montreal, Three Rivers, Sherbrooke, St. Hyacinthe and Sorel, and in the town of St. John's, to publish, at the latest fifteen days before the sale, a notice briefly detailing the particulars of the sale in a newspaper published in French, and in one published in English, in the locality, and, if there is only one newspaper in the locality or all are published in the same language, to publish the notice in both languages in the same newspaper, and to post a copy of the notice in his office after the publication; or

depuis la publication ; on

2. Si la saisie a été faite dans une paroisse autre que celles comprises dans les localités ci-dessus, de faire publier et afficher le même avis le troisième dimanche avant le jour fixé pour la vente à la porte de l'église de la paroisse où les immeubles saisis sont situés, à l'issue du service du matin, ou, s'il n'y a pas d'église, à l'endroit le plus public de la localité. S'il n'y a pas de service, l'affichage suffit.—C. P. C., 650*b*, *partie, amendé*, 650, *amendé*.

718. Lorsqu'il s'agit d'une ligne de chemin de fer passant à travers plusieurs municipalités, l'avis requis par le second paragraphe de l'article qui précède doit être donné par le secrétaire-trésorier de chacune de ces municipalités.—C. P. C., 650, *partie, amendé*. 57 V., c. 48, s. 2.

719. Dès que l'avis requis par l'article 716 a été publié, le shérif doit, par lettre recommandée en transmettre une copie imprimée au registrateur de la division d'enregistrement dans laquelle se trouve l'immeuble saisi, qui est tenu de la notifier aux intéressés en la manière prescrite au Code civil.

Le défaut de donner ces avis n'annule pas les procédures, mais l'officier défaillant est responsable de tous les dommages en résultant.

Lorsque la saisie est annulée et que le saisissant est condamné à en payer les frais, les dépenses encourues pour l'avis et pour la radiation de cet avis sont à la charge de celui-ci.—C. P. C., 650*a*, 650*c*, 650*d*, *amendés*; S. R., 5934.

719*a*. Quand la saisie a été faite dans une localité autre que celles mentionnées au paragraphe 1 de l'article 717, en outre des avis et annonces qu'il est tenu de faire lorsque aucune

2. When the seizure is made in a parish other than those contained in the above mentioned localities, to publish and post such notice on the third Sunday before the day fixed for the sale, at the door of the church of the parish in which the property seized is situated, immediately after morning service, or if there is no church, at the most public place in the locality. If there is no service, it is sufficient to merely post the notice.—C. C. P., 650*b*, *in part, amended*; 650, *amended*.

718. In the case of a line of railway passing through several municipalities, the notice required by the second paragraph of the preceding Article must be given by the secretary-treasurer of each of such municipalities.—C. C. P. 650, *in part, amended*; 57 Vict., c. 48, s. 2.

719. As soon as the notice prescribed by Article 716 has been given, the sheriff must send a printed copy thereof in a registered letter to the registrar of the registration division in which the immovable under seizure is situated, who must give notice thereof to the parties interested in the manner prescribed by the Civil Code.

The omission to give such notices does not invalidate the proceedings, but the officer in default is responsible for all damages which may result therefrom.

When the seizure is annulled, and the seizing creditor is condemned to pay the costs thereof, the expenses of the notice and of the cancellation of the notice of seizure are borne by him.—C. C. P., 650*a*, 650*c*, 650*d*, *amended*; S. S., 5934.

719*a*. When the seizure has been made in a locality other than that mentioned in paragraph 1 of article 717, in addition to the notices and advertisements which he is bound to

opposition n'a été faite à la saisie ou vente, ou si une opposition ayant été faite, elle a été annulée, le shérif doit faire publier, dans au moins un numéro d'un journal français et un numéro d'un journal anglais les plus rapprochés de la localité où est situé l'immeuble sous saisie, un avis énumérant brièvement les détails de cette vente.

Le défaut de donner cet avis n'annule pas les procédures, mais l'officier défaillant est responsable de tous les dommages en résultant.

Lorsque la saisie est annulée et que le saisissant est condamné à en payer les frais, les dépenses encourues pour l'avis sont à la charge de celui-ci.

61 V., ch. 47, s. 4.

790. Après que mainlevée d'une saisie a été accordée, le protonotaire doit en donner un certificat à toute personne qui en fait la demande.—C. P.C., 650e, amendé; S.R., 5934.

III.—SUSPENSION DE LA VENTE ET OPPOSITIONS.

791. La vente ne peut être suspendue que dans les cas suivants :

1. Du consentement des parties
2. Sur l'ordre d'un juge ;
3. A la suite d'une opposition.—C. P.C., 651, *partie*, amendé.

I.—OPPOSITION A FIN D'ANNULER.

792. Le saisi peut s'opposer à la saisie ou à la vente de ses immeubles ou rentes dans les cas et en la manière énoncés en l'article 645.

Les tiers sont également recevables à faire semblable opposition, lorsqu'ils y ont un intérêt actuel.—C. P.C., 657, amendé.

II.—OPPOSITION A FIN DE DISTRAIRE.

793. L'opposition à fin de dis-

give, when no opposition has been made to the seizure or sale, or if an opposition, having been made, has been set aside, the sheriff shall cause to be published, in at least one number of a French newspaper, and in one number of an English newspaper, published nearest to the place in which the immovable under seizure is situated, a notice briefly setting forth the details of such sale.

The omission to give such notice does not invalidate the proceedings, but the officer in default is responsible for all damages which may result therefrom.

When the seizure is annulled and the seizing party is condemned to pay the costs thereof, the expenses of the notice are borne by him.

790. After any seizure has been released, the prothonotary must deliver a certificate of such release to any person requiring it.—C.C.P., 630e, amended. R.S., 5934.

III.—SUSPENSION OF THE SALE AND OPPOSITIONS.

791. The sale can be suspended in the following cases only

1. By the consent of the parties ;
2. By a judge's order
3. By reason of an opposition.—C. P.C., 651, *in part*, amended.

I.—OPPOSITIONS TO ANNUL.

792. The party whose immovables or rents are seized may oppose the seizure or the sale thereof, in the cases and in the manner declared by article 645.

Third parties may likewise file similar oppositions when they have an actual interest therein.—C.C.P., 657, amended.

II.—OPPOSITIONS TO WITHDRAW.

793. Oppositions to withdraw lie

traire est accordée au tiers qui réclame la propriété de partie d'un immeuble ou d'une rente saisie.—C.P.C., 658, *amendé*.

3.—OPPOSITION A FIN DE CHARGE.

794. L'opposition à fin de charge peut être formée par un tiers, lorsque l'immeuble saisi est annoncé en vente sans mention d'une charge dont l'immeuble est grevé en sa faveur et qui peut être purgée par le décret.—C.P.C., 659, *partie, amendé*.

795. Cette opposition n'est pas nécessaire et ne peut être reçue :

1. Pour la conservation des servitudes ;

2. Pour la conservation des prestations ou rentes établies en remplacement des prestations seigneuriales ou censuelles. — C. P. C., 659, *partie*.

4.—OPPOSITIONS AUX CHARGES IMPOSÉES SUR LES IMMEUBLES SAISIS.

796. Toute personne, dont les intérêts sont lésés par l'imposition de quelque charge annoncée comme grevant à son préjudice un immeuble saisi, peut s'opposer à ce que la vente ait lieu soumise à cette charge, à moins que bonne et suffisante caution ne lui soit fournie que l'immeuble sera vendu à un prix suffisant pour lui assurer le montant de ce qui lui est dû.

Cette opposition peut être également faite, soit par le saisissant, soit par le saisi, lorsque la mention de la charge a été faite sans la participation de l'opposant.—C.P.C., 660.

5.—OPPOSITIONS GÉNÉRALES.

797. L'opposition à la saisie et à la vente doit être accompagnée d'un affidavit rencontrant les conditions

in favour of third parties who claim as their property part of any immovable or rent under seizure.—C.C.P., 658, *amended*.

3.—OPPOSITIONS TO SECURE CHARGES.

794. Oppositions to secure charges lie in favour of third parties when an immovable under seizure is advertised to be sold without mention being made of any charges to which it is subject in their favour and from which it might be discharged by a sheriff's sale.—C.C.P., 659 *in part, amended*.

795. Such oppositions are unnecessary and cannot be received :

1. For the purpose of securing servitudes ;

2. For the purpose of securing dues or rents created in the place of seigniorial rights or of *cens et rentes*.—C.C.P., 659, *in part, amended*.

4.—OPPOSITIONS TO CHARGES UPON IMMOVABLES UNDER SEIZURE.

796. Any person aggrieved by reason of an immovable being advertised as subject to a charge which prejudices his claim, may file an opposition to the end that the property be not sold subject to such charge, unless good and sufficient security be given him that it will be sold at a sufficient price to ensure payment of the amount due him.

This opposition may likewise be made either by the seizing creditor, or by the judgment debtor, when the mention of such charge has been made without the participation of the opposant.—C.C.P., 660.

5.—GENERAL PROVISIONS.

797. Oppositions to the seizure and sale must be accompanied with an affidavit in accordance with the re-

énoncées en l'article 647.—C.P.C., 651, *partie, amendée.*

728. L'opposition à la saisie et à la vente doit être signifiée au shérif en lui en laissant l'original, au plus tard le douzième jour avant celui fixé pour la vente.

L'opposition produite après ce terme ne peut arrêter la vente excepté sur un ordre du juge, accordé pour causes suffisantes, mais si l'opposition a pour objet de revendiquer l'immeuble ou la rente sous saisie, en tout ou en partie, ou d'imposer à l'adjudicataire quelque charge qui se trouverait purgée par décret, elle a l'effet d'une opposition à fin de conserver sur les deniers prélevés.—C.P.C., 652, *partie, 654, amendés.*

729. La signification de l'opposition opère sursis de la saisie et de la vente, et le shérif est tenu, sauf dans le cas de l'article précédent, de faire au greffe, dans les vingt-quatre heures, rapport de l'opposition, du bref d'exécution et de toutes les procédures sur icelui, y compris un exemplaire de l'avis publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, et, soit un exemplaire de l'avis publié dans les journaux, soit le certificat de la criée, lorsqu'ils ont eu lieu.

Si l'opposition ne tend qu'à faire réduire le montant réclamé ou à faire distraire de la saisie une partie des immeubles ou rentes saisis, le shérif procède en la manière prescrite en l'article 649.

Si l'opposition, s'appliquant au premier bref seulement n'est pas basée sur des moyens de forme, le shérif doit, avant de rapporter les procédures, préparer et attester copie du premier bref, du bref noté et du procès-verbal de saisie, et procéder ensuite à l'exécution

quirements of Article 647.—C.C.P., 651, *in part, amended.*

728. Every opposition to the seizure and sale must be served on the sheriff by delivering to him the original thereof, at the latest on the twelfth day before that fixed for the sale.

No opposition filed after this period can stop the sale, except upon a judge's order, granted on sufficient cause shown; but if the object of the opposition is to withdraw, in whole or in part, the immovable or the rent under seizure, or to impose upon the purchaser any charge which would be destroyed by a sheriff's sale, such opposition has the effect of an opposition for payment out of the moneys levied.—C.C.P., 652, *in part, 654, amended.*

729. The service of the opposition causes a stay of proceedings upon the seizure and sale, and the sheriff is bound, saving the cases mentioned in the preceding Article, to return into court, within twenty-four hours, the opposition, the writ of execution, and all proceedings thereon, including a duplicate of the notice in the *Quebec Official Gazette*, and either a copy of the notice published in the newspapers or a certificate of the oral publications, if such have been made.

When the opposition is founded on grounds which only tend to reduce the amount claimed, or to withdraw from seizure a part of the immovables or rents seized, the sheriff proceeds in the manner prescribed by Article 649.

When the opposition relates to the first writ only, and is not based upon matters of form, the sheriff must, before returning the proceedings, prepare and certify a copy of the first writ, of the writ noted, and of the minutes of seizure, and must there-

du bref noté, conformément aux dispositions de l'article 649.

Le juge peut, à la demande d'une partie intéressée, dans les cas régis par les deux alinéas précédents, ordonner la suspension de la vente.

Si une opposition s'applique au bref subséquent seulement, le shérif fait rapport du bref contre lequel l'opposition est dirigée, et continue ses procédures sur le premier bref. — *Nouveau, partie* ; C.P.C., 651, *partie* ; 655 ; 653, § 2, *amendé* ; C.P.L., 642, § 4.

730. Nonobstant toute opposition faite à la saisie ou vente des immeubles ou rentes, le shérif est tenu de continuer les publications ci-dessus prescrites ; mais il ne peut, en ce cas, procéder à la vente sans l'ordre du tribunal, si ce n'est dans les cas mentionnés dans l'article précédent. — C. P.C., 653, *partie, amendé*.

731. Pour le surplus, il est procédé sur les oppositions à la saisie ou vente des immeubles ou rentes de même que sur les oppositions à la saisie ou vente des meubles. — C.P.C., 661, *amendé*.

732. L'opposant à la vente d'un immeuble ou d'une rente, qui succombe, est tenu envers le saisissant et le saisi, non seulement des dépens encourus sur son opposition, mais encore de tous dommages qui peuvent en résulter, y compris les intérêts de la somme due au poursuivant pendant le sursis. — C.P.C., 656, *amendé*.

733. Si l'opposition est décidée avant le jour fixé pour la vente et que la saisie ne soit pas invalidée, le shérif procède à la vente au jour fixé.

upon proceed to satisfy the writ noted, in accordance with the provisions of Article 648

The judge may, upon the demand of an interested party, in the cases mentioned in the two preceding paragraphs, order the sale to be suspended.

If the opposition applies to a subsequent writ only, the sheriff returns the writ against which the opposition is directed, and continues his proceedings upon the first writ. — *New, in part* ; C.C.P., 651, *in part* ; 655, 653, § 2, *amended* ; C.P.L., 642, § 4.

730. Notwithstanding the filing of any opposition to the seizure or sale of immovables or rents, the sheriff is bound to continue the publications hereinabove prescribed ; but he cannot in such case proceed with the sale without an order from the court, except in the cases mentioned in the preceding Article. — C.C.P., 653, *in part, amended*.

731. The proceedings upon oppositions to the seizure or sale of the immovables or rents are in other respects the same as those upon oppositions to the seizure or sale of moveable property. — C.C.P., 661, *amended*.

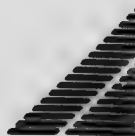
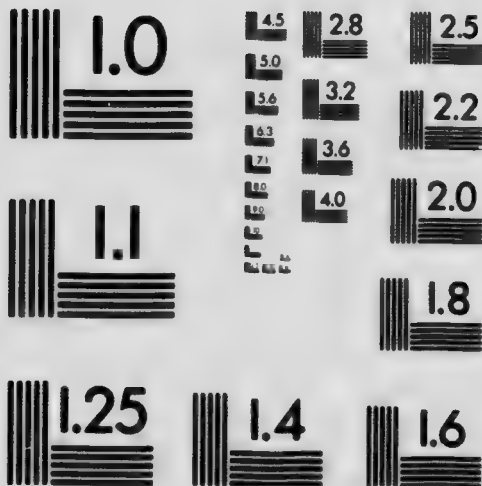
732. Every party who opposes unsuccessfully the sale of an immovable or of a rent under seizure, is liable towards the seizing creditor and the debtor, not only for the costs incurred upon his opposition, but also for all damages resulting therefrom, including interest upon the amount due to the seizing creditor for the time during which the sale was stopped. — C. C. P., 656, *amended*.

733. When oppositions are decided before the day fixed for the sale, if the seizure is not set aside, the sheriff on the day of sale proceeds to sell.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

Lorsque, néanmoins, l'opposition a été déterminée après le jour fixé, le shérif doit, avant de procéder à la vente, faire insérer dans la *Gazette Officielle de Québec*, quinze jours au plus tard avant la vente, un avis rédigé conformément à la cédule M de l'appendice, et, en outre, le faire publier conformément aux règles des articles 717 et 718.

Le shérif doit, dans tous ces cas, observer les conditions prescrites par le jugement.—C.P.C., 662, *amendé*, 663, *partie*; S.R., 5935.

734. L'article 654 s'applique à la saisie-exécution des immeubles.—C.P.C., 664, *amendé*; S.R., 5936.

4.—ENCHÈRES ET VENTE.

735. L'offre et les enchères peuvent être produites par écrit au bureau du shérif, en tout temps après la saisie, mais avant les quatre jours qui précèdent celui fixé pour la vente.—C.P.C., 665, *amendé*.

736. Chaque offre ou enchère doit être rédigée par écrit et signée par celui qui l'a fait, à moins qu'elle ne soit en forme authentique et en brevet, et indiquer :

1. La cause dans laquelle elle est faite ;
2. Les noms, qualité et résidence de celui qui la fait ;
3. L'immeuble ou la rente, objet de l'enchère ;
4. Le montant offert.—C.P.C., 668, *amendé*.

737. L'enchère doit être accompagnée d'un affidavit alléguant qu'elle est faite de bonne foi et nullement dans l'intention de retarder les procédures, et, si celui qui l'a fait est un créancier, indiquant la nature et le montant de sa créance.

Le shérif est autorisé à recevoir cet

But if the oppositions are decided after the day fixed, the sheriff, before proceeding to the sale, must insert in the *Quebec Official Gazette*, at the latest fifteen days before the sale, a notice in accordance with Schedule M in the Appendix and must, moreover, cause it to be published in conformity with the rules contained in Articles 717 and 718.

In all such cases the sheriff must observe the conditions prescribed in the judgment.—C.C.P., 662, *amended*; 663, *in part*. S.R., 5935.

734. Article 654 applies to seizure in execution against immovables.—C.C.P., 664, *amended*; R.S., 5936.

4.—BIDDING AND SALE.

735. Bids may be given in writing at the sheriff's office at any time after the seizure but at least four days previous to the date fixed for the sale.—C.C.P., 665, *amended*.

736. Every such bid must be in writing, and be signed by the bidder, unless it is in the form of a notarial original, and must state :

1. The name of the cause in which it is made ;
2. The names, quality and residence of the bidder ;
3. The immovable or rent bid upon ;
4. The amount offered.—C.C.P., 668, *amended*.

737. Every such bid must be accompanied with an affidavit declaring that it is made in good faith and not to delay the proceedings, and, if the bidder is a creditor, stating the nature and amount of his claim.

The sheriff may receive the affidavit.—C.C.P., 668, *amended*; 667, *in*

affidavit.—C.P.C., 668, *amendé*; 667, *part.*

738. Si celui qui fait l'offre ou l'enchère n'est pas créancier, le shérif peut, s'il le juge convenable, exiger de lui un cautionnement ou le dépôt d'une somme de deniers suffisante pour payer les frais encourus par le saisissant jusqu'au temps de cette offre ou enchère, et ceux d'une revente à la folle enchère, au cas où elle serait requise.—C.P.C., 667, *partie, amendé.*

739. Le shérif est tenu d'inscrire au dos de chaque offre ou enchère la date de sa production, et de rapporter au greffe les offres et enchères avec ses autres procédures.—C.P.C., 669, *amendé.*

740. Le shérif doit fournir à l'officier chargé de procéder à la vente un bordereau des offres et enchères régulièrement produites.—C.P.C., 670, *amendé.*

741. Les immeubles doivent être mis aux enchères et vendus à la porte de l'église paroissiale de la localité où ils sont situés, sauf dans les cas suivants :

1. Les immeubles situés dans une paroisse qui n'est pas érigée civilement, doivent être mis aux enchères locales et adjugés au bureau du registraire dans la division duquel ils sont situés ;

2. Les immeubles situés dans une paroisse qui est comprise en tout ou en partie dans les limites de l'île de Montréal, ou ailleurs dans toute cité, ville ou chef lieu où se tient le bureau du shérif, ou dans la banlieue, doivent être mis aux enchères et vendus à ce bureau ;

3. Les lignes de chemins de fer doivent être mises en vente au bureau du shérif chargé du bref.

Le juge peut permettre au shérif, à

738. If the person bidding is not a creditor, the sheriff may, if he thinks fit, require security from such bidder, or a deposit of a sufficient sum to cover the costs incurred by the seizing creditor up to the time of such bid, and the costs of a resale upon false bidding, in case it should be necessary.—C.C.P., 667, *in part, amended.*

739. The sheriff must indorse on every such bid the date of its filing, and return it into court with his other proceedings. — C.C.P., 669, *amended.*

740. The sheriff must furnish the officer by whom the sale is to be made with a list of the bids duly filed.—C.C.P., 670, *amended.*

741. All immoveables must be bid upon and sold at the door of the parish church of the locality where they are situated, except in the following cases :

1. Immoveables situated in a parish not civilly erected, must be offered for final bidding and adjudication at the registry office for the registration division in which they are situated ;

2. Immoveables situated within the limits of a parish wholly or partially contained in the Island of Montreal, and those situated elsewhere in any city, town or chief-place where the sheriff's office is kept, or within the suburban limits (*banlieue*) thereof, must be bid upon and sold at the sheriff's office ;

3. Lines of railway must be sold at the office of the sheriff charged with the writ.

The judge may, upon the application

la demande d'une partie intéressée, de vendre les immeubles dans un autre endroit indiqué, s'ils y peuvent être vendus plus avantageusement.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 671, S.R., 5937; 57 V., c. 48, s. 3.

712. Avant de procéder à la vente, le shérif peut exiger du saisissant une somme suffisante pour payer les déboursés nécessités par la vente, ainsi que ceux nécessités par la saisie et les annonces si la somme déposée en vertu de l'article 704 est insuffisante pour y faire face, ou si aucune somme n'a été exigée en vertu de cet article — *Nouveau*.

713. Aux jour et lieu indiqués pour la vente, l'officier chargé d'y procéder, après avoir donné lecture de l'annonce, des charges et conditions de la vente et des offres et enchères produites au bureau du shérif, met les immeubles à l'enchère, en prenant pour mise à prix l'offre, s'il en a été fait une au shérif et qu'il n'y ait pas eu d'enchère, et, s'il y a eu enchère, la plus haute enchère offerte.—C.P.C., 673.

714. A moins que le saisi n'y consente, il n'est procédé à la vente que jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire pour le paiement de la créance en capital, intérêts et frais.—*Nouveau*.

715. Les conditions de vente par le shérif doivent exprimer toutes celles qui résultent des articles 746, 747, 758, 759, 779 et 780, dans les annonces et dans tout jugement affectant la vente.—C.P.C., 675, *amendé*.

716. Aucune offre ou enchère ne peut être reçue, à moins que celui qui la fait ne déclare ses noms, qualité ou occupation et sa résidence.

Les offres et enchères verbales peu-

of any interested party, allow the sheriff to sell the immoveables at any other specified place, if they can there be sold to greater advantage.—*New, in part*; C.C.P., 671; R.S., 5937; 57 Vic., c. 48, s. 3.

712. The sheriff may, before proceeding to the sale, require from the seizing creditor a sum sufficient to cover the disbursements necessitated by the sale, as well as the disbursements necessitated by the seizure and publications whenever the sum deposited under Article 704 is insufficient therefor, or whenever no sum has been required in virtue of that Article.—*New*.

713. On the day and at the place appointed for the sale, the officer conducting the same, after reading the notice, the charges and the conditions of the sale, and the bids filed in the sheriff's office, offers the immoveables for sales, taking as an upset price the only bid or the highest bid filed with the sheriff, if any have been so filed.—C.C.P., 673.

714. Unless the judgment debtor consents, the sale must not proceed beyond the amount necessary to pay the debt, in principal, interest and costs.—*New*.

715. The conditions of the sheriff's sale must express all those contained in Articles 746, 747, 758, 759, 779 and 780, in the advertisements, and in any judgment affecting the sale.—C.C.P., 675, *amended*.

716. No bid can be received unless the bidder declares his names, quality or occupation and residence.

Verbal bids may be made by proxy.

vent être faites par procureur.

Il est dressé procès-verbal des offres et enchères reçues.—C. P. C., 674, *partie, amendé*; 677.

717. Toute offre ou enchère comporte l'engagement d'acheter la chose au prix offert, sous la condition qu'il ne surviendra aucune enchère valable.—C. P. C., 674, *partie, amendé*.

718. Ne peuvent offrir, enchérir ou devenir adjudicataires :

1. Le saisi, débiteur personnel de la dette ;

2. Les personnes énumérées dans l'article 1484 du Code civil ;

3. Le shérif ou autre officier employé pour faire la vente ;

4. Le fol enchérisseur qui n'a pas purgé sa folle enchère.—*Nouveau, partie* ; C. P. C., 676.

719. L'officier procédant à la vente doit exiger de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, le dépôt d'une somme égale à celle des frais alors dus au saisissant sur le jugement et la saisie, lorsque le juge, dans les cas suivants, a imposé cette condition :

1. A la demande du saisissant, dans le cas de vente à la folle enchère ou dans le cas où la vente a été suspendue par suite d'une opposition ;

2. Sur production d'un affidavit déclarant que le déposant est informé d'une manière croyable et qu'il croit que le saisi, pour retarder la vente, fera adjuger l'immeuble à un insolvable ou à un inconnu

Il n'est pas nécessaire que les annonces fassent mention de cette condition.—C. P. C., 678, 679, *amendés* ; S. R., 5938, 5939.

730. Dans le cas où une folle enchère a déjà eu lieu, le juge peut, à la

Minutes are taken of the bids received.—C. P. C., 674, *in part, amended* ; 677.

717. Every bid implies an undertaking to buy the property at the price of such bid, subject to the condition that no higher valid bid will be taken.—C. C. P., 674, *in part, amended*.

718. The following persons cannot be bidders or purchasers at the sale :

1. The party upon whom the property is sold, if personally liable for the debt ;

2. The persons mentioned in Article 1484 of the Civil Code ;

3. The sheriff or other officer intrusted with the sale ;

4. The false bidder who has not purged his default.—*New, in part* ; C. C. P., 676.

719. The officer conducting the sale must require from every bidder, before he receives his bid, a deposit of a sum of money equal to the costs then due to the seizing creditor upon the judgment and seizure, whenever the judge, in the following cases, has imposed such condition :

1. At the instance of the seizing creditor, in any case of resale upon false bidding or whenever the sale has been stopped by an opposition ;

2. Whenever an affidavit is produced, stating that the deponent is credibly informed and believes that the debtor will, with a view to retard the sale, cause the immovable to be adjudged to some insolvent or unknown person.

The advertisements need not mention such condition.—C. C. P., 678, 679, *amended* ; R. S., 5938, 5939.

730. In any case wherein a resale upon false bidding has taken place,

demande d'une partie intéressée, ordonner qu'il sera exigé, de toute personne qui fait une offre ou une enchère, un dépôt d'une somme égale au tiers de la dette due au saisissant, en capital, intérêts et frais, mais n'excédant dans aucun cas quatre cents piastres.—C.P.C., 680, *amendé*; S. R. 5940, 58 Vic., c. 47, s. 1.

751. L'officier procédant à la vente peut, du consentement par écrit de la personne qui a obtenu l'imposition de la condition ou de son procureur, recevoir une offre ou une enchère sans exiger le dépôt prescrit.

Si la personne qui a obtenu l'imposition de la condition n'est pas le saisissant, le consentement écrit de ce dernier ou de son procureur est également requis.—C.P.C., 681, *amendé*.

752. A défaut par celui qui fait l'offre ou l'enchère de consigner immédiatement le dépôt requis, son offre ou enchère est non avenue et il est procédé sur la précédente.—C.P.C., 682.

753. Immédiatement après l'adjudication, l'officier procédant à la vente est tenu de remettre à tout offrant ou enchérisseur autre que l'adjudicataire le montant par lui déposé.

Le dépôt fait par l'adjudicataire est retenu comme partie du prix d'adjudication.—C.P.C., 683, *amendé*.

754. Quand plusieurs immeubles ne peuvent être vendus séparément sans désavantage, le juge peut, à la demande d'une partie intéressée, ordonner qu'ils soient vendus en bloc.—*Nouveau*.

755. L'adjudication d'un immeuble ne peut être faite avant l'expiration d'un quart d'heure après sa mise à l'enchère; mais, après l'expiration de ce délai, l'officier doit avant d'adjuger

the judge may, upon application by any interested party, order that every bidder shall be required to deposit a sum equal to one-third of the debt due to the seizing creditor, in principal interest and costs, but not in any case exceeding four hundred dollars.—C. C.P., 680, *amended*; R.S., 5940; 58 Vic., c. 47, s. 1

751. The officer proceeding to the sale may, with the consent in writing of the person who has caused the condition to be imposed or of his attorney, receive any bid without requiring the prescribed deposit.

When the person who has caused the condition to be imposed is not the seizing creditor, the written consent of the latter or of his attorney is likewise required.—C.C.P., 681, *amended*.

752. If any bidder fails to deposit forthwith the amount required, his bid is disregarded and the proceedings are resumed upon the previous bid.—C.C.P., 682.

753. Immediately after adjudication, the officer proceeding to the sale is bound to refund to every bidder except the purchaser the amount deposited by him.

The deposit made by the purchaser is retained as part of the purchase-money.—C.C.P., 683, *amended*

754. When several immoveables cannot be sold separately without disadvantage, the judge, upon the demand of any interested party, may order such immoveables to be sold as a whole.—*New*.

755. The adjudication of an immovable cannot be made before the expiration of a quarter of an hour from the time at which it was put up for sale, but after that delay the officer,

recevoir toutes les enchères offertes.—C.P.C., 684.

736. L'adjudication doit être accordée au plus haut et dernier enchérisseur.

S'il n'y a qu'un enchérisseur, il est déclaré adjudicataire.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 685

737. Celui qui s'est rendu adjudicataire comme procureur est tenu, sous trois jours, de déclarer au shérif les noms, qualité et résidence de son principal, et de fournir preuve de sa procuration ou de la ratification de son enchère et adjudication; à défaut de quoi il est réputé adjudicataire personnel.

Il est également réputé adjudicataire personnel, si celui pour lequel il a agi est inconnu, ne peut être trouvé, est notoirement insolvable ou est incapable d'être adjudicataire.—C.P.C., 686

738. L'adjudicataire doit payer, dans les trois jours, le prix ou la balance du prix de son adjudication, délai après lequel il est tenu aux intérêts.—C.P.C., 687

739. Néanmoins, le saisissant ou tout autre créancier hypothécaire, dont la créance est portée au certificat d'hypothèque ci-après mentionné ou qui a produit son opposition entre les mains du shérif, peut retenir jusqu'au jugement de distribution le montant réalisé par la vente, jusqu'à concurrence de sa créance, en fournissant au shérif cautions pour la garantie de tous dommages qui pourraient être causés à quelque partie intéressée, dans le cas où les deniers que le juge lui ordonnera de consigner entre les mains du shérif ne seraient pas payés.—C.P.C., 688, *amendé*, S.R., 5941; *Fairbanks vs Barlow*, M.L.R., 4 S.C., 180.

before adjudging it, must receive all other bids offered.—C.C.P., 684.

736. The property must be adjudged to the highest and last bidder.

When there is only one outbidder, he is declared the purchaser.—*New, in part*; C.C.P., 685.

737. A person who has purchased as agent for another, is bound to furnish the sheriff within three days with the names, quality and residence of his principal, and evidence of his power of attorney, or a ratification of his bid and purchase, in default whereof he is held to have purchased in his own name.

He is likewise held to have purchased in his own name, if the person for whom he acted is not known, cannot be found, is notoriously insolvent, or is incapable of being purchaser.—C.C.P., 686

738. The purchaser is bound to pay the purchase-money or the balance thereof within three days, after which delay he is bound to pay interest.—C.C.P., 687

739. Nevertheless, the seizing creditor or any other hypothecary creditor whose claim is mentioned in the certificate of hypothecs hereinafter mentioned, or who has filed an opposition in the hands of the sheriff, may, on becoming purchaser, retain the purchase money to the extent of his claim until the judgment of distribution, provided he furnish the sheriff with sureties for all damages which may result to any party interested in the event of non-payment of such sum as the judge may order such purchaser to pay into the hands of the sheriff.—C.C.P., 688, *amended*, R.S. 5941. *Fairbanks vs Barlow*, M.L.R., 4 S.C., 180

760. Sur paiement du prix d'adjudication ou du montant que l'adjudicataire n'a pas droit de retenir, le shérif est tenu de donner à l'adjudicataire un acte de vente contenant :

1. L'énonciation du bref en vertu duquel la vente a lieu ;

2. L'indication du numéro de la cause et des noms et descriptions des parties ;

3. La description de l'immeuble vendu, et, si l'immeuble est une ligne de chemin de fer et ses accessoires et que cette ligne ne soit pas cadastrée conformément à l'article 5668 des Statuts refondus, la mention du nom de cette ligne et l'indication de ses points de départ et d'arrivée, de manière que l'identité en puisse être constatée ;

4. La mention que toutes les formalités prescrites par la loi ont été observées ;

5. La mention du temps et du lieu de l'adjudication ;

6. Les conditions de la vente, y compris celles des articles 779 et 780 ;

7. La mention du prix de l'adjudication et comment il a été payé ;

8. Une cession de tous les droits du saisi sur l'immeuble.—C.P.C., 689, *amendé* ; 57 Vic., c. 48, s. 4.

5.—VENTE A LA FOLLE ENCHÈRE.

761. Sur le procès-verbal du shérif que l'adjudicataire n'a pas payé la totalité ou la balance de son prix d'acquisition ou n'a pas donné caution, s'il y a lieu, le saisissant peut demander que l'immeuble dont le prix est ainsi dû soit revendu à la folle enchère de l'adjudicataire défaillant, et ce par simple requête signifiée à ce dernier, en observant les délais requis pour les

760. Upon payment by the purchaser of the purchase-money or of so much thereof as he is not entitled to retain, the sheriff is bound to give such purchaser a deed of the sale made to him containing

1. A designation of the writ under which the sale took place ;

2. The number of the cause, and the names and the designation of the parties ;

3. A description of the immovable sold ; and, if such immovable is a line of railway and its appurtenances, and an official plan of such railway has not been made in accordance with Article 5668 of the Revised Statutes, mention of the name of such railway, and of its terminal points, in such a manner as to establish its identity ;

4. A statement that all the formalities prescribed by law have been observed ;

5. The time and place at which the property was adjudged ;

6. The conditions of the sale, including those mentioned in Articles 779 and 780 ;

7. A statement of the price at which the property was adjudged, and how it was paid ;

8. A conveyance of all the rights of the judgment debtor upon the immovable.—C.C.P., 689, *amended*, 57 Vic., c. 48, s. 4.

5.—RESALE FOR FALSE BIDDING.

761. Upon the sheriff's return that a purchaser has not paid the whole or a balance of the purchase money, or given security when he may lawfully do so, the seizing creditor may demand that the immovable of which the purchase-money thus remains due be resold for false bidding upon the purchaser thus in default ; and this is done by a petition served

assignations ordinaires.

Si l'adjudicataire n'a ni domicile, ni résidence, ni place d'affaires dans le district où l'adjudication a eu lieu, la signification peut être faite au greffe du tribunal où la saisie a été émise. —C. P. C., 690, *amended*.

762. A défaut par le saisissant de procéder contre l'adjudicataire avec la diligence convenable, tout autre créancier dont la créance est apparente au dossier, ou le saisi, peut poursuivre la folle enchère ; mais l'adjudicataire ne peut être tenu aux frais de plus d'une demande ; et celle du saisissant ou, à son défaut, la première signifiée, a la préférence sur les autres, pourvu qu'elle soit suivie des diligences convenables. —C. P. C., 691, *amended*.

763. La procédure sur la demande pour revente à la folle enchère est sommaire, et la contestation par écrit n'y est admise que sur permission du juge. —C. P. C., 692, *amended*, S. R., 5942.

764. L'adjudicataire peut éviter la vente à sa folle enchère en consignait entre les mains du shérif, avant la vente, le prix de son adjudication, avec les intérêts accrus depuis cette adjudication et tous les frais encourus par suite de son défaut. —C. P. C., 694.

765. Le fol enchérisseur est tenu, envers les créanciers judiciaires et le saisi, des intérêts, des frais et des dommages résultant de son défaut ou retard de payer le prix d'adjudication, et de la différence entre le montant de son enchère et celui de la vente effective, si celui-ci est inférieur.

Il n'a aucun droit à l'excédant, s'il y en a, lequel tourne au profit du saisi et de ses créanciers —C. P. C., 693, *amended*.

upon the latter with the delays required for ordinary summons.

If the purchaser has no domicile, residence, or place of business in the district where the adjudication took place, the service may be made at the office of the court from which the seizure issued. —C. C. P., 690, *amended*.

762. If the seizing creditor fails to proceed against the purchaser with proper diligence, any other creditor whose claim appears upon the record, or the debtor, may demand the resale ; but the purchaser cannot be held liable for the costs of more than one of such proceedings ; and that of the seizing creditor or, in his default, the one first served, has preference over the others, provided it is followed up with proper diligence. —C. C. P., 691, *amended*.

763. The proceedings upon an application for resale for false bidding are summary, and no written contestation can be had thereon without leave of the judge. —C. C. P., 692, *amended* ; S. R., 5942.

764. The purchaser may prevent the resale for false bidding by paying into the hands of the sheriff before such sale the amount of the purchase-money with the interest accrued thereon since the adjudication, and all costs incurred by reason of his default. —C. C. P., 694.

765. The false bidder is liable to the judgment creditors and to the debtor for all interest, costs and damages, resulting from his failure or delay to pay the purchase-money, and also for the difference between the amount of his bid and the price brought by the actual sale, if such price be less.

If the price be greater, he has no right to the excess, which goes to the benefit of the judgment debtor and his creditors. —C. C. P., 693, *amended*.

766. Si le prix d'adjudication sur la folle enchère ne suffit pas pour couvrir le montant de la première adjudication, les intérêts et les frais encourus sur la folle enchère, le fol enchérisseur peut être contraint de payer la différence, même par corps, à la demande d'une partie dans l'instance, en la même manière et aux mêmes conditions que pour obtenir la vente à la folle enchère.—C.P.C., 695

767. Le shérif procède à la vente à la folle enchère sur le bref, en observant les conditions fixées par le jugement ordonnant la vente et en se conformant aux prescriptions de l'article 733.—*Nouveau*, C.P.C., 696.

G.—RAPPORT DE L'EXÉCUTION.

768. Si le débiteur n'a pas de biens saisissables, le shérif doit sans délai rapporter le bref et un procès-verbal à cet effet.—C.P.C., 697, *partie amendée*

769. Six jours après la vente, le shérif est tenu de rapporter :

- 1 Le bref en vertu duquel il a procédé à la vente ;
- 2 Un certificat de ses procédures ;
- 3 Le procès-verbal de saisie ;
- 4 Un exemplaire des annonces, avec certificat de leur publication et des criées ;
- 5 Le procès-verbal des enchères ;
- 6 Les conditions de la vente ;
- 7 Un état de ses frais et déboursés taxés conformément à l'article 776 ;
- 8 Le certificat des hypothèques dont étaient grevés les immeubles saisis, ou, si ce certificat ne lui a pas encore été remis, une déclaration constatant s'il le transmettra au protonotaire ;
9. Toutes les oppositions et récla-

766. If the price upon the resale is not sufficient to cover the amount of the first purchase with interest thereon and the costs incurred on the resale, the false bidder may be held, even by coercive imprisonment, to pay the difference, upon an application to that effect made by any party to the suit in the same manner and under the same conditions as that for a resale.—C.C.P., 695.

767. The sheriff proceeds upon the writ to the sale for false bidding by observing the conditions fixed by the judgment ordering the sale, and by conforming to the rules prescribed by Article 733.—*New*; C.C.P., 696.

G.—RETURN OF WRITS OF EXECUTION.

768. When the debtor has no immoveables to seize, the sheriff must immediately return the writ with a certificate to that effect.—C.C.P., 697, *in part, amended*.

769. Six days after the sale the sheriff must return :

1. The writ under which he proceeded to the sale ;
2. A certificate of his "proceedings ;
3. The minutes of seizure.
- 4 A copy of the advertisements, with a certificate of their publication and of the oral publications ;
- 5 The minutes of the bidding ;
6. The conditions of sale ;
7. A statement of his fees and disbursements, taxed in conformity with Article 776 ;
8. The certificate of hypothecs charged upon the immoveable seized, or, if such certificate has not yet been furnished, a declaration whether it will be furnished by him to the protonotary ;
9. All oppositions and claims plac-

mation, mises entre ses mains, ainsi que les brefs d'exécution qui ont été notés sur le premier.—C.P.C., 697, *partie*; 698, *partie, amendé*.

770. Le jour de la vente ou dans les quatre jours qui suivent, toute partie intéressée peut remettre au shérif un certificat du registraire de la division d'enregistrement dans laquelle se trouve l'immeuble vendu, constatant les privilèges, les hypothèques et les autres charges affectant l'immeuble, qui ont été enregistrés jusqu'au jour de la vente.

Si plusieurs certificats sont présentés au shérif, il reçoit le premier; et, si plusieurs lui sont présentés en même temps, le plus ancien obtenu après la saisie.

A défaut par les parties intéressées de remettre dans le délai prescrit le certificat au shérif, ce dernier doit, s'il a suffisamment de deniers provenant de la vente pour payer le coût, se le procurer, en payer le coût au registraire et le transmettre au protonotaire, soit avec son procès-verbal, soit plus tard, s'il n'a pu l'obtenir auparavant.

Lorsqu'il appert du procès-verbal du shérif qu'il ne fournira pas le certificat au protonotaire, toute partie intéressée peut le faire, sujet à la règle prescrite relativement à la réception des certificats par le shérif.—*Nouveau*; C.P.C., 699.

771. Ce certificat doit contenir :

1. Les hypothèques enregistrées contre la propriété, dès qu'il y a telles hypothèques ainsi enregistrées après que le plan et le livre de renvoi sont en vigueur dans la division d'enregistrement ;

2. Les hypothèques enregistrées contre les parties qui, dans les dix ans qui ont précédé la vente, ont été pro-

ed in his hands, or writs of execution which have been noted on the first writ.—C.C.P., 697, *in part*; 698, *in part, amended*.

770. On the day of sale, or within four days thereafter, any interested party may furnish the sheriff with a certificate signed by the registrar of the registration division in which the moveable is situate, mentioning the privileges, hypothecs and other charges affecting such immovable and registered up to the day of sale.

If several certificates are offered to the sheriff, he must accept the first so offered; and, if several are offered at the same time, the one obtained first after the seizure.

Should the interested parties fail to furnish the certificate within the prescribed delay, the sheriff must, if he has sufficient moneys realized from the sale, procure it, paying its cost to the registrar, and transmit it to the prothonotary either with his return, or thereafter if he could not obtain it before such return.

When it appears by the sheriff's return that the certificate will not be furnished by him to the prothonotary, any interested party may do so, subject to the rules governing certificates received by the sheriff.—*New*; C.C.P., 699.

771. The certificate must contain :

1. All hypothecs registered against the property, as soon as hypothecs are thus registered, from the time when the plan and book of reference have been in force in the registration division ;

2. All hypothecs registered against the parties who, during the ten years previous to the sale, were owners of

propriétaires de l'immeuble ;

3. Les hypothèques antérieures dont l'enregistrement a été renouvelé pendant cette période.

Il doit aussi contenir la date de l'acte enregistré comme créant ou prouvant chaque hypothèque et la date de son enregistrement et de son renouvellement, s'il y en a, les noms, qualité et résidence du créancier et le nom du notaire ou des notaires devant qui l'acte a été passé, si cet acte est notarié ; spécifier celui des immeubles saisis, lorsqu'il y en a plusieurs, qui est affecté par chaque hypothèque, avec mention, pour chaque hypothèque, de tout paiement partiel enregistré, et de la somme qui paraît être due en principal et intérêt conservé.

Mais le régistrateur ne doit pas inclure les hypothèques qui, d'après ses livres, paraissent avoir été éteintes ou déchargées en totalité ; et, dans la recherche des hypothèques, le régistrateur ne doit pas aller au-delà de la date d'un titre du shérif, ou d'une vente par licitation forcée, ou d'une autre vente ayant l'effet du décret ou d'une sentence de ratification, concernant l'immeuble dont il s'agit et qui a été enregistré, excepté quant aux hypothèques qui ne sont pas par là purgées ou éteintes.

S'il n'y a pas d'hypothèque enregistrée, ou si toutes les hypothèques enregistrées paraissent éteintes ou déchargées, le régistrateur doit l'énoncer dans son certificat.—C.P.C., 700, amendé.

779. Si le régistrateur ne peut constater par les livres et documents dans son bureau quelles sont les personnes qui ont été propriétaires de l'immeuble dans les dix années qui ont précédé la vente, il doit s'en enquérir avec diligence des propriétaires voisins ou des autres personnes qui con-

the immoveable ;

3. All anterior hypothecs of which the registration has been renewed during that period.

It must also contain the date of the act registered as creating or evidencing each hypothec, and the date of its registration, and of its renewal, if it has been renewed, the names, occupation and residence of the creditor, and the name of the notary or notaries before whom the act was passed, if it is notarial ; it must specify, when several immoveables are seized, which of them is affected by each hypothec, mentioning, as regards each hypothec, every partial payment registered, and the amount in principal and preserved interest which appears to be due.

But the registrar must not include hypothecs which appear by his books to have been wholly discharged or extinguished ; and, in searching for hypothecs, the registrar must not go beyond the date of a sheriff's title, or of a sale by forced licitation, or of any other sale having the effect of a sheriff's sale, or of a judgment of confirmation of title, with regard to the immoveable in question, and which has been registered ; except as to hypothecs which are not by such means discharged or extinguished.

If there is no hypothec registered, or if all the hypothecs registered appear to have been discharged or extinguished, he must state so in his certificate.—C.C.P., 700, amended.

779. If the registrar cannot ascertain from the books and documents in his office what persons were owners of the immoveable during the ten years which preceded the sale, he must diligently inquire of the neighbouring proprietors and other persons well acquainted with the property ; and

naissent bien ^{l'immeuble}; et ces personnes sont tenues de donner au registraire par écrit et sous serment tous les renseignements qui sont à leur connaissance.

Il doit mentionner dans son certificat les renseignements ainsi obtenus, veiller à ce que chaque fait sur lequel est basé son certificat soit attesté par deux témoins, et annexer à son certificat les dépositions de ces témoins, dûment attestées sous serment par lui ou par quelque autre fonctionnaire compétent.—C.P.C., 701.

773. Si l'immeuble s'est trouvé, pendant les dix années qui ont précédé la vente, dans un autre comté ou dans une autre division d'enregistrement, dont les livres, inscriptions et documents relatifs à cet immeuble ou une copie d'iceux n'ont pas été transmis au bureau d'enregistrement du comté ou de la division d'enregistrement où se trouvait l'immeuble au temps de la vente, le registraire énonce ce fait dans son certificat; et, dans ce cas, il doit être obtenu du registraire de cet autre comté ou de cette autre division d'enregistrement un certificat des hypothèques enregistrées pendant que l'immeuble se trouvait dans ce comté ou cette division d'enregistrement, et ce dernier registraire est également soumis aux dispositions des deux articles qui précèdent.—C.P.C., 702, *amendé*.

774. Après le dépôt des plan et livre de renvoi dans un bureau d'enregistrement conformément aux dispositions des articles 2168, 2169, 2176a et 2176b du Code civil, le lieutenant-gouverneur en conseil peut changer la forme du certificat des hypothèques; et tout arrêté à cette fin est publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, et prend effet à compter du jour qui y est mentionné, pourvu que ce jour ne soit pas fixé à moins d'un mois après la publi-

such persons are bound to give him, in writing and under oath, such information as they possess.

The registrar, in his certificate, must mention the information thus obtained, and see that every fact upon which his certificate is thus based is attested by two witnesses, whose affidavits, duly sworn to before him or any other competent officer, are annexed to such certificate.—C.C.P., 701.

773. If the immovable was, during the ten years which preceded the sale, in another county or registration division, of which neither the books, entries and documents relating to such immovable, nor copy thereof, have been transmitted to the registry office of the county or registration division in which the immovable was situated at the time of the sale, the registrar states the fact in his certificate; and in every such case the sheriff must obtain from the registrar of such other county or registration division, a certificate of all hypothecs registered while the immovable was within such county or registration division, and the latter registrar is likewise subject to the provisions of the two preceding Articles.—C. C. P., 702, *amended*.

774. After the plan and book of reference have been deposited in any registry office, in accordance with the provisions of Articles 2168, 2169, 2176a and 2176b of the Civil Code, the Lieutenant-Governor in Council may change the form of the certificate of hypothecs; and every order to that effect is published in the *Quebec Official Gazette*, and takes effect from and after the day therein fixed, provided such day be not less than one month

cation de cet arrêté.—C.P.C., 703, amendé; S.R., 5943.

775. Sur une vente à la folle enchère, il ne doit pas être produit de certificat des hypothèques, s'il en a été produit à l'occasion de la première vente.—C.P.C., 704, amendé.

776. Sur les deniers par lui perçus, le shérif a droit à tous les frais par lui faits pour arriver à la vente, ainsi qu'aux honoraires qui sont attribués à son office, après qu'ils ont été taxés par le juge ou le protonotaire, avec ensemble le coût du certificat des hypothèques; et il doit tenir à la disposition du tribunal le surplus des deniers qu'il a perçus.—C.P.C., 705, amendé; 55-56 V., c. 42, s. 2.

777. Sauf le débiteur, la partie intéressée qui a produit le certificat des hypothèques est colloquée par privilège pour le montant qu'elle affirme, dans une déclaration sous serment, avoir payé pour ce certificat, sans qu'il soit accordé d'honoraire au protonotaire pour cette collocation.

Cette réclamation peut être contestée en la manière ordinaire.—*Nouveau.*

7.—EFFET DU DÉCRET.

778. L'adjudication n'est parfaite que par le payement du prix, et elle transfère alors la propriété à compter de sa date.—C.P.C., 706.

779. L'adjudicataire prend l'immeuble dans l'état où il se trouve au temps de l'adjudication, sans égard pour les détériorations ou les augmentations qui sont survenues depuis la saisie.—C.P.C., 707.

780. L'adjudication est toujours sans garantie quant à la contenance de l'immeuble, mais elle transfère tous les droits qui y sont inhérents et que

after the publication of the order.—C.P.C., 703, amendé; R.S., 5943.

775. In the case of resale for false bidding, no certificate of hypothecs need be produced if one has already been filed on the occasion of the first sale.—C.C.P., 704, amended.

776. The sheriff is allowed, out of the moneys which he has levied, all costs incurred by him to effect the sale, and all fees belonging to his office, after they have been taxed by the judge or by the prothonotary, together with the cost of the certificate of hypothecs; and he must hold the balance subject to the order of the court.—C.C.P., 705, amended; 55-56 Vic., c. 42, s. 2.

777. Any person, except the debtor, who has procured the certificate of hypothecs, is collocated by privilege for the amount which he justifies by claim under oath to have paid for the certificate, without any fee being allowed the prothonotary for such collocation.

The claim may be contested in the ordinary manner.—*New.*

7.—EFFECT OF SHERIFF'S SALES.

778. The adjudication is not perfect until the price is paid, and then it conveys ownership from its date.—C.C.P., 706.

779. The purchaser takes the immovable in the condition in which it is at the time of the adjudication, without regard to deteriorations or improvements subsequent to the seizure.—C.C.P., 707.

780. The adjudication is always without any warranty as to the contents of the immovable; but it conveys all rights belonging to it which

le saisi pouvait exercer, ainsi que les servitudes actives qui y sont attachées, lors même qu'elles ne seraient pas énoncées au procès-verbal.—C.P.C., 708

781. Le décret purge tous les droits réels non compris dans les conditions de la vente, excepté :

1 Les servitudes dont l'immeuble est chargé ;

2 L'hypothèque résultant des rentes créées pour la commutation des droits seigneuriaux, sauf les arrérages échus avant la vente ;

3. Le droit d'emphytéose, les substitutions non ouvertes, le douaire coutumier non ouvert, excepté dans le cas où il existe une créance antérieure ou préférable apparente dans la cause.—C.P.C., 709, 710, 711.

782. L'adjudicataire qui ne peut se faire livrer l'immeuble par le saisi, peut s'adresser au juge par simple requête dûment signifiée au saisi, et obtenir une ordonnance adressée au shérif d'expulser le saisi et de mettre l'adjudicataire en possession, sans préjudice du recours de ce dernier contre le saisi pour les dommages et les frais résultant de ce refus.—C.P.C., 712, amendé ; S.R., 5945.

783. Il est procédé sur cette demande de même que sur celle pour vente à la folle enchère —C.P.C., 713.

8.—DEMANDE EN NULLITÉ DE DÉCRET.

784. Le décret peut être déclaré nul à la poursuite du saisi ou de tout créancier ou autre intéressé

1 S'il y a eu dol ou artifice, à la connaissance de l'adjudicataire, pour écarter les enchères.

2 Si les conditions et formalités

the judgment debtor might have exercised, and also all active servitudes attached to it even although they are not mentioned in the minutes of seizure.—C.C.P., 708.

781. A sheriff's sale discharges property from all other real rights not mentioned in the conditions of sale, except

1. Servitudes with which the immovable is charged ;

2. Hypothecs resulting from the commutation of seigniorial rights, except as to arrears accrued previously to the sale.

3 Rights of emphyteusis, of substitution not yet open, or of customary dower not yet open, except when it appears on the face of the proceedings that there exists a prior or preferable claim.—C.C.P., 709, 710, 711.

782. A purchaser who cannot obtain the delivery of the property from the judgment debtor may apply to the judge by petition, of which the debtor has received notice, and obtain an order commanding the sheriff to dispossess the debtor and put the purchaser in possession, without prejudice to the recourse of the latter against the debtor for all damages and costs resulting from his refusal.—C.C.P., 712, amended, R.S., 5945.

783. The proceedings upon this application are the same as upon the application for a resale for false bidding.—C.C.P., 713.

8.—VACATING SHERIFF'S SALES.

784. Sheriff's sales may be vacated at the instance of the judgment debtor, or of any creditor or other interested person

1 If fraud or artifice was employed, with the knowledge of the purchaser, to keep persons from bidding.

essentielles prescrites pour la vente n'ont pas été observées ; mais le saisissant ne peut poursuivre la nullité pour défaut de formalité provenant de lui ou de son procureur.—C.P.C., 714, *partie*.

785. Le décret peut être déclaré nul à la poursuite de l'adjudicataire :

1. S'il est exposé à l'éviction à raison de quelque douaire coutumier, substitution ou autre droit non purgé par le décret ;

2. Si l'immeuble est tellement différencé de la description qui en est donnée dans le procès-verbal de saisie, qu'il est à présumer que l'adjudicataire n'aurait pas acheté s'il eût connu cette différence.—C.P.C., 714, *partie*.

786. La requête en nullité de décret en vertu de l'article 784, doit être présentée dans les mêmes délais que ceux prescrits pour l'appel à la cour du banc de la reine des jugements de la cour supérieure.—C.P.C., 716, *amendé*; *Bérard vs Barrette*, 5 R.L., 703.

787. La demande doit être faite par requête dans la cause, signifiée au saisissant et à toutes les autres parties intéressées dans la cause, et est soumise aux mêmes règles et délais qu'une instance ordinaire.

Celui qui a poursuivi la saisie et la vente a la préférence pour la contestation de cette demande ; et, à défaut par lui de la faire dans les délais fixés, toute autre partie peut poursuivre la contestation ; mais, dans aucun cas, l'adjudicataire ne peut être condamné aux frais de plus d'une contestation. C.P.C., 715, *amendé*.

788. Les moyens de nullité de décret peuvent être également invoqués par l'adjudicataire contre lequel on de-

2. If the essential conditions and formalities prescribed for the sale have not been observed ; but the seizing creditor cannot vacate the sale for any want of formalities attributable to himself or his attorney.—C.C.P., 714, *in part*.

785. Sheriff's sales may be vacated at the instance of the purchaser :

1. If he is liable to eviction by reason of some customary dower, substitution, or other right from which the property is not discharged by sheriff's sale ;

2. If the immoveable differs so much from the description given of it in the minutes of seizure, that it is to be presumed that the purchaser would not have bought had he been aware of the difference.—C.C.P., 714, *in part*

786. Applications under Article 784 to vacate sheriff's sales must be made within the same delay as are prescribed for appealing to the Court of Queen's Bench from judgments of the Superior Court.—C. C. P., 716, *amended*; *Bérard vs Barrette*, 5 R.L., 703.

787. The application must be made in the suit by petition, served upon the seizing party and upon all other interested parties in the suit, and is subject to the same rules and delays as ordinary suits.

The party who prosecuted the seizure and sale has a preferable right to contest any such application ; and if he fails to do so within the prescribed delays, any other party may take up the contestation ; but the purchaser cannot in any case be condemned to pay the costs of more than one contestation.—C.C.P., 715, *amended*.

788. Grounds of nullity against a sheriff's sale may likewise be set up by the purchaser against whom an

mande la vente à la folle enchère.—
C.P.C., 717.

application is made for a resale for
false bidding.—C.C.P., 717.

9.—OPPOSITION A FIN DE CONSERVER.

789. Le protonotaire doit tenir un registre dans lequel sont entrés tous les rapports faits par le shérif des brefs d'exécution, avec mention du montant prélevé, des oppositions faites à leur distribution, des réclamations produites, soit entre les mains du shérif, soit au greffe du tribunal, des contestations et de la date de l'affichage et de la présentation des motions pour l'homologation du rapport.—C. P.C., 718, *amendé*.

790. L'opposition à fin de conserver sur les deniers n'est nécessaire que pour les créances que le registrateur n'est pas tenu d'insérer dans le certificat des hypothèques, tel que prescrit en l'article 771.

Elle n'est pas nécessaire non plus pour les créances résultant des taxes municipales ou scolaires, ni pour les cotisations pour la construction ou réparation des églises, presbytères et cimetières; et il suffit de produire entre les mains du shérif ou du protonotaire un état de ces réclamations, certifié par le secrétaire-trésorier ou agent reconnu de la corporation, et accompagné des pièces justificatives nécessaires.

Les réclamations pour arrérages de cens et rentes ou rentes constituées qui les remplacent, peuvent de même se faire par la production, entre les mains du shérif ou du protonotaire, d'un état sous la signature du créancier ou de son agent.—C.P.C., 719, *amendé*.

791. Il n'est accordé aucun frais d'opposition pour le recouvrement des créances mentionnées dans l'article précédent.—C. P. C., 721, *amendé*.

9.—OPPOSITIONS FOR PAYMENT.

789. The prothonotary must keep a register in which are entered all returns by the sheriff to writs of execution, with mention of the amounts levied, of the oppositions made to the distribution thereof, of all claims filed as well in the hands of the sheriff as in the office of the court, of all contestations, and of the date of the posting and of the presentation of motions for the homologation of the report.—C.C.P., 718, *amended*.

790. Oppositions for payment are necessary only for such claims as the registrar is not bound to insert in the certificate of hypothecs required by Article 771.

They are not necessary for claims resulting from municipal or school taxes, or assessments for the building or repairing of churches, parsonages and churchyards; and it is sufficient that a statement of such claims, certified by the secretary-treasurer or other authorized agent of the corporation, and accompanied with the necessary vouchers, be filed in the hands of the sheriff or prothonotary.

Claims for arrears of *cens et rentes* or rents constituted in their stead, may likewise be made by filing with the sheriff or prothonotary a statement thereof, under the signature of the creditor, or of his agent.—C.C.P., 719, *amended*.

791. No costs are allowed upon oppositions for the payment of any claims mentioned in the preceding article.—C. C. P., 721, *amended*.

792. Les oppositions à fin de conserver sur les deniers peuvent être remises au shérif, s'il n'a pas encore fait son rapport, ou être produites au greffe dans les six jours qui suivent le rapport.

Ce délai passé, l'opposition ne peut être reçue qu'avec la permission du juge et aux conditions qu'il impose. —C.P.C., 720, *amendé*; S.R., 5946.

10.—PAYMENT DES DENIERS SANS ORDRE DE DISTRIBUTION.

793. Les deniers peuvent être adjugés, par le protonotaire, sans la formalité d'un ordre de distribution, aux parties qui y ont droit, sur motion à cet effet :

1. Lorsqu'il n'y a aucune opposition à fin de conserver, ni créance constatée par le certificat des hypothèques ;

2. Lorsque les deniers prélevés n'excèdent pas les frais de saisie ;

3. Lorsque toutes les parties y consentent. —C.P.C., 723, 752, *amendés*.

11.—ORDRE ET DISTRIBUTION DES DENIERS PRÉLEVÉS.

794. Entre le sixième et le douzième jour après le rapport du shérif constatant qu'il a prélevé les deniers, le protonotaire doit en préparer l'ordre de collocation ou de distribution, et en faire rapport.

Si, cependant, le shérif n'a pu rapporter avec son rapport le certificat des hypothèques, le délai ci-dessus fixé ne court que du jour de la production de ce certificat. —C.P.C., 724, *amendé*.

795. L'ordre doit contenir le nom et la description des demandeurs, défendeurs, opposants et réclamants, la mention de la somme prélevée, des noms de la personne entre les mains de qui elle se trouve, et de la production

792. Oppositions for payment may be filed with the sheriff, if he has not yet made his return, or in the office of the court within six days after the return.

After such delay they can only be filed with the leave of the judge and upon such conditions as he imposes. —C.C.P., 720, *amended*; R.S., 5946.

10.—PAYMENT OF THE MONEYS WITHOUT COLLOCATION.

793. The moneys levied may, without the formality of a report of distribution, be adjudged by the prothonotary to the parties entitled to them, upon a motion to that effect, in the following cases :

1. When no opposition for payment has been filed, and no claim appears by the certificate of hypothecs ;

2. When the proceeds do not exceed the costs of seizure ;

3. When all the parties consent. —C.C.P., 723, 752, *amended*.

11.—COLLOCATION AND DISTRIBUTION OF MONEYS.

794. Between the sixth and the twelfth days after the sheriff's return certifying that he has levied moneys, the prothonotary must prepare a scheme of collocation or distribution, and report the same.

If, however, the sheriff has been unable to file the certificate of hypothecs with his return, the delay above prescribed is reckoned only from the filing of such certificate. —C.C.P., 724, *amended*.

795. The report of distribution must mention the names and designation of the plaintiffs, defendants, opposants and claimants, the amount levied, the name of the person in whose hands it is, and the filing of the certificate of

du certificat des hypothèques.—C.P.C., 725, *amendé*.

796. Chaque collocation doit ensuite faire l'objet d'un article séparé, par ordre numérique, et indiquer si la créance porte sur la totalité du prix à distribuer ou seulement sur le prix d'un immeuble ou de partie d'un immeuble particulier, la nature de la créance, et la date du titre et de son enregistrement.—C.P.C., 726.

797. Le notaire doit préparer l'ordre suivant les droits apparents des parties, tels que portés au certificat des hypothèques, aux oppositions, réclamations et autres pièces du dossier, aux règles contenues dans le Code civil, au titre des *Privileges et Hypothèques*, et au titre de l'*Enregistrement des droits réels*, et à celles ci-après exprimées.—C.P.C., 727, *amendé*.

798. Les frais de justice doivent être colloqués dans l'ordre qui suit :

1. Les frais de l'ordre ;
2. Les droits de consignation et la taxe sur les deniers prélevés, s'il en est dû, et les frais de saisie et de vente, s'ils n'ont pas été retenus sur le prix ;
3. Le montant auquel a droit, en vertu de l'article 777, la partie qui a fourni le certificat des hypothèques ;
4. Les frais encourus sur le bref d'exécution contre les immeubles, et ce qui peut être dû sur la discussion des meubles ;
5. Les frais de radiation des hypothèques ou ceux encourus pour en constater l'extinction ;
6. Les frais de scellés et de la confection d'un inventaire exigé par la loi ;
7. Les frais des incidents de la saisie.

hypotheca.—C.C.P., 725, *amended*.

796. Each collocation must form a separate article, in numerical order, and must mention whether the claim bears upon all the moneys to be distributed, or only upon the price of a particular immoveable or part of an immoveable, the nature of the claim, and the date of the title and of its registration.—C.C.P., 726.

797. The prothonotary must prepare the report of distribution in accordance with the apparent rights of the parties, as shewn by the certificate of hypothecs, the oppositions, claims and other documents forming part of the record, and in conformity with the rules contained in the Civil Code, in the titles *Of Privileges and Hypothecs*, and *Of Registration of Real Rights*, and with those hereinafter declared.—C.C.P., 727, *amended*.

798. Law costs must be collocated in the following order :

1. Costs of the report ;
2. Commission on amount deposited, and tax upon the amount levied, if any is due, and costs of seizure and sale, if they have not been retained out of the moneys levied ;
3. The amount due under article 777 to the party who has furnished the certificate of hypothecs ;
4. Costs incurred upon the writ of execution against immoveables, and such as may remain due upon the discussion of the moveables ;
5. Costs of cancelling hypothecs, or of establishing that they are extinguished ;
6. Costs of seals, and of making any inventory required by law ;
7. Costs incurred, either in the court below or in appeal, upon pro-

nécessaires pour arriver à la vente des immeubles, tant en première instance qu'en appel ;

8. Les frais d'action du saisissant.

E.P.C., 728, amendé ; Tansey vs Bethune, M.L.R., 1 Q.B., 28.

799. Après les frais de justice, doivent être colloqués, suivant leur rang, ceux qui avaient quelque droit réel dans l'immeuble vendu et qui se sont pourvus trop tard par opposition à fin d'annuler, à fin de distraire ou à fin de charge, ou qui ont produit leur opposition à fin de conserver, déduction faite, néanmoins, des créances auxquelles ils pouvaient être tenus et qui sont devenues exigibles par l'aliénation de l'immeuble, et des dépenses mentionnés en l'article qui précède. — *C.P.C., 729*

800. Les hypothèques conditionnelles sont, suivant leur rang, portées à l'ordre ; mais le montant en est fait payable aux créanciers subséquents dont les créances sont exigibles, en par eux donnant cautions, dans le délai fixé par le juge, de rapporter les deniers lorsque la condition sera réalisée.

S'il n'y a pas de créanciers subséquents ou s'ils ne donnent pas ce cautionnement, ce montant est payable au saisi en donnant le même cautionnement.

A défaut par les créanciers ou le saisi de fournir le cautionnement, ce montant est payable aux créanciers conditionnels, en par eux donnant cautions de rapporter les deniers, si la condition ne se réalise pas ou devient impossible, et payant l'intérêt aux personnes indiquées par le juge, s'il y a lieu.

Dans le cas où aucune des parties ne fournirait le cautionnement voulu, le montant de la créance conditionnelle

ceedings incidental to the seizure and necessary to effect the sale of the immoveables :

8. Costs of suit of the seizing creditor.

— *C.C.P., 728, amended ; Tansey vs Bethune, M.L.R., 1 Q.B., 28.*

799. After law costs, those claimants must be collocated in their respective order who had some right of property in the immoveable sold and failed to set up their rights in due time by opposition to annul, opposition to withdraw, or opposition to secure charges, or, in lieu thereof, have filed oppositions for payment ; after, however, deducting such debts as they may be bound to pay and as have become payable in consequence of the sale of the immoveable, and the costs mentioned in the preceding Article. — *C.C.P., 729*

800. Conditional hypothecs are collocated in the report according to their rank ; but the amounts thereof are made payable to subsequent creditors whose claims are exigible, upon security being given, within the delay fixed by the judge, for the return of the money in the event of the con-

If there are no subsequent creditors, or if they fail to give security, the amounts are made payable to the debtor upon such security being given by him.

If such security is not given by the subsequent creditors or by the defendant, the amounts may be paid to the conditional creditors, upon their giving security to return the moneys in the event of the condition failing or becoming impossible, and paying interest, when the case requires it, to such persons as the judge may order.

If none of the parties furnish the requisite security, the amount of the conditional claim may be placed in the

peut être remis à un séquestre ou dépositaire choisi par les parties, ou par le juge si elles ne s'entendent pas sur le choix.—C. P. C., 730, amendé; S. R., 5947.

801. Lorsqu'une créance préférable est indéterminée ou non liquide, le protonotaire doit, sur les deniers disponibles, réserver une somme satisfaisante pour y satisfaire; et cette somme reste entre les mains du shérif jusqu'à la détermination ou liquidation de la créance ou jusqu'à ce que le juge en ordonne autrement.—C. P. C., 731, amendé.

802. La créance hypothécaire à terme devient exigible par la discussion et la vente de l'immeuble hypothéqué, et est portée à l'ordre.

Si la créance ne porte pas intérêt, le créancier n'est ainsi colloqué et ne touche le montant de sa collocation qu'en donnant caution d'en payer l'intérêt aux créanciers postérieurs indiqués dans l'ordre, ou à leur défaut au débiteur, jusqu'à l'échéance du terme.

Si le créancier n'est colloqué que pour partie de sa créance, il n'est tenu de l'intérêt envers les créanciers subséquents qu'après le complément du montant total de sa créance.—C. P. C., 732, amendé; *Barrette vs Lallier*, 5 C. S. Q., 65.

803. La créance pour le capital d'une rente viagère est établie et colloquée conformément aux articles 1914, 1915, 1916 et 1917 du Code civil.—C. P. C., 733.

804. Les intérêts et les arrérages de rentes, conservés par l'enregistrement du titre, sont colloqués au même rang que le titre, et ce jusqu'au jour de l'adjudication de l'immeuble.

Le créancier dont la créance est enregistrée n'est colloqué au même rang

hands of a sequestrator or depositary agreed upon by the parties, or, if they cannot agree upon the choice, appointed by the judge.—C. C. P., 730, amended; R. S., 5947.

801. When a prior claim is undetermined or unliquidated, the protonotary, out of the disposable moneys, must reserve a sum sufficient to cover it; and such sum remains in the sheriff's hands until the claim is determined or liquidated, or until the judge otherwise orders.—C. C. P., 731, amended.

802. Hypothecary claims due with a term of payment become exigible in consequence of the discussion and sale of the immoveable subject to them, and are collocated.

If they do not bear interest, the creditor is then collocated and receives the amount of his collocation only upon giving security to pay interest to the subsequent creditors mentioned in the report, or, in default of such creditors, to the debtor, until the term expires.

If the creditor is collocated for a part only of his claim, he is not liable for interest towards such subsequent creditors until the full amount of his claim is completed.—C. C. P., 732, amended; *Barrette vs Lallier*, 5 C. S. Q., 65.

803. Claims for the capital of life-rents are determined and collocated according to articles 1914, 1915, 1916 and 1917 of the Civil Code.—C. C. P., 733.

804. Interest and arrears of rents preserved by registration of a deed are collocated in the same rank with such deed, up to the day on which the immoveable is adjudged.

A creditor whose claim is registered is collocated in the same rank for such

que pour les frais taxés en première instance sur le jugement par lui obtenu sur le recouvrement de sa créance.

Les frais adjugés en appel ne sont colloqués que suivant la date de leur enregistrement.—C.P.C., 734.

805. Si les deniers disponibles ne sont pas suffisants, le protonotaire, à défaut d'indication suffisante au dossier pour faire la ventilation lui-même, doit suspendre la distribution et en faire rapport au juge dans les cas suivants :

1. Lorsque plusieurs immeubles ou parties d'immeubles affectés séparément à différentes créances sont vendus pour un seul et même prix ;

2. Lorsque le prix du fonds vient à l'ordre concurremment avec le privilège du constructeur ;

3. Lorsqu'un créancier a une réclamation privilégiée sur une partie de l'immeuble, à raison d'impenses ou d'autres causes.—C.P.C., 735, amendé ; S.R., 5948.

806. Sur la demande de l'une des parties intéressées, après avis donné aux autres, le juge ordonne qu'il soit procédé en la manière ordinaire à la nomination d'experts pour établir la valeur respective des immeubles, des parties d'immeubles ou des impenses, et la proportion qui doit être attribuée à chacun dans le montant à distribuer.—C.P.C., 736, amendé ; S.R., 5949.

807. La ventilation étant établie sur le rapport des experts, le juge renvoie la cause au protonotaire pour procéder à l'ordre de collocation et à la distribution des deniers.—C.P.C., 737, amendé ; S.R., 5950.

808. Le certificat des hypothèques

taxed costs only as are incurred in the court in which he originally obtained judgment for the recovery of his claim.

His costs in appeal rank only according to the date of their registration.—C.C.P., 734.

805. In case the disposable moneys are insufficient, the prothonotary, if the record does not afford him sufficient data to perform the relative valuation himself, must suspend the distribution, and report the facts to the judge, in the following cases :

1. When several immoveables or pieces or parcels of land, separately charged with different claims, are sold for one and the same price ;

2. When a vendor's claim comes in concurrence with a builder's privilege ;

3. When a creditor has some preferable claim upon part of an immoveable by reason of improvements or other cause.—C.C.P., 735, amended ; R.S., 5948.

806. Upon the application of one of the parties interested, after notice given to the others, the judge orders experts to be named in the ordinary manner, in order to establish the respective values of the immoveables, pieces of land, or improvements, and the proportion which should be allotted to each out of the moneys to be distributed.—C.C.P., 736, amended ; R.S., 5949.

807. The relative valuation being established upon the report of the experts, the cause is sent back to the prothonotary by the judge in order that he may proceed to determine the order of collocation and the distribution of the moneys.—C.C.P., 737, amended ; R.S., 5950.

808. The certificate of hypothecs

ques fait preuve *prima facie* des faits y mentionnés ; mais il peut être contesté à raison d'erreur ou de fraude de la part du régistrateur ou dans ses livres ; et, en ce cas, le juge peut ordonner, si les fins de la justice l'exigent, de mettre en cause toute personne intéressée pour répondre à la contestation, qui doit être également signifiée au régistrateur.

Ces parties intéressées sont appelées en cause par la signification de l'ordonnance du juge, faite en observant les règles et délais des assignations ordinaires.—C. P. C., 738, *amendé* ; S. R., 5951.

809. Toute partie dans la cause ou toute personne comparaisant volontairement, peut produire une quittance ou un document propre à constater la décharge ou extinction d'un droit porté au certificat des hypothèques, en l'accompagnant de la preuve qui serait requise pour autoriser le régistrateur à le recevoir.

Le juge peut, en conséquence, corriger le certificat ou ordonner qu'il soit remis au régistrateur pour le corriger, ou le régistrateur peut transmettre au prothonotaire un certificat supplémentaire contenant la rectification du précédent.—C. P. C., 739.

810. Le régistrateur est officier du tribunal pour tout ce qui concerne le certificat d'hypothèque, et pour la taxe des honoraires et frais pour services rendus à cet égard.

Ces honoraires et frais sont taxés, en cas de contestation, par le prothonotaire, après avis au régistrateur.—*Nouveau, partie* ; C. P. C., 740 ; 2 *Doutre*, n. 1021.

811. Toute personne intéressée dans la distribution peut, même avant contestation, assigner toute autre per-

is *prima facie* evidence of the facts therein mentioned ; but it may be contested on the ground of error or fraud on the part of the registrar or in his books ; and in such case the judge may, if the ends of justice require it, order any interested person to be called in to answer the contestation, which must also be served upon the registrar.

Such interested parties are called in by serving the order of the judge upon them in the same manner and with the same delays as upon ordinary summons.—C. C. P., 738, *amended* ; R. S. 5951.

809. Any party to the cause, or any person appearing voluntarily, may produce any acquittance or document of a nature to establish the discharge or extinction of a claim mentioned in the certificate of hypothecs, provided it is accompanied with such proof as would be required to justify the registrar in receiving it.

The judge may thereupon correct the certificate, or order it to be sent back to the registrar for correction, or the registrar may transmit to the prothonotary a supplementary certificate in amendment to the former one.—C. C. P., 739.

810. The registrar is deemed to be an officer of the court for all that concerns the certificate of hypothecs, and for the taxation of his fees and expenses for services rendered in regard thereto.

Such fees and expenses may, in case of contestation, be taxed by the prothonotary, after notice to the registrar.—*New, in part* ; C. C. P., 740 ; 2 *Doutre*, n. 1021.

811. Any person interested in the distribution may, even before contestation, cause any other person to

sonne devant le juge ou le protonotaire, pour être interrogée sur quelques faits affectant une hypothèque ou réclamation.

La personne ainsi examinée est tenue de faire connaître l'existence des livres ou documents y relatifs, et de les produire si elle les a en son pouvoir.

S'il appert du certificat des hypothèques, d'une opposition ou d'une réclamation que cette personne est la créancière, ses admissions font preuve.

Les règles relatives à l'assignation, à l'examen et à la punition des témoins régissent les cas prévus par cet article, en autant qu'elles sont applicables.—C. P. C., 741, *partie, amendé.*

812. Si le créancier hypothécaire de la partie qui possédait l'immeuble au commencement des dix années précédant immédiatement le jour de la vente en justice ou ses représentants légaux ne peuvent être trouvés pour être assignés ou interrogés, le juge, sur déposition sous serment d'une personne jurant qu'elle a raison de croire et croit véritablement que l'hypothèque a été acquittée, déchargée ou éteinte, peut ordonner que ce créancier ou ses représentants soient assignés de la même manière qu'un défendeur absent; et, à leur défaut de comparaître, la distribution a lieu de même que si l'hypothèque n'eût pas été mentionnée dans le certificat des hypothèques.—C. P. C., 741, *partie, amendé.*

813. Les parties ont huit jours pour contester l'ordre de collocation, à compter du jour où il a été affiché.—C. P. C., 742, *amendé.*

814. La contestation peut être :

1. De l'ordre;

be examined before the judge or the prothonotary, upon any material fact relating to any hypothec or claim.

Any person thus examined is bound to disclose the existence of any book or document relating thereto, and to produce the same if it be in his power.

If it appears by the certificate of hypothecs, or by any opposition or claim, that such person is the creditor of the hypothec, his admissions constitute proof.

The rules relating to the summoning, examination, and punishment of witnesses, govern the cases provided for by this article, in so far as they are applicable.—C. C. P., 741, *in part, amended.*

812. When the hypothecary creditor of the person who was in possession of the immovable in question at the commencement of the ten years next preceding the day of the judicial sale, or his legal representatives, cannot be found so as to be summoned and examined, the judge, upon the affidavit of any person swearing that he has reason to believe, and so believes, that the hypothec has been paid, discharged or extinguished, may order such creditor, or his representatives, to be summoned in the same manner as absentee defendants; and if such creditor or his representatives fail to appear, the distribution takes place in the same manner as if the hypothec had not been mentioned in the certificate of hypothecs.—C. C. P., 741, *in part, amended.*

813. The parties are allowed eight days to contest the report of distribution, reckoning from the day on which it was posted.—C. C. P., 742, *amended.*

814. The contestation may relate:

1. To the report itself;

2. Du rang des collocations ;

3. Du mérite de quelque'une des créances colloquées.

La contestation doit être accompagnée des pièces au soutien et d'un avis du délai dans lequel il doit y être répondu ; et copie en doit être signifiée à la partie intéressée, soit personnellement, soit à son domicile, à sa résidence ou à sa place d'affaires, soit au greffe si elle n'a pas de domicile, de résidence ni de place d'affaires dans le district.

Lorsqu'une contestation est produite, l'ordre est arrêté jusqu'à concurrence.—C.P.C., 743, *amendé*

815. La contestation de l'ordre ou du rang des créances peut être inscrite immédiatement sur le rôle pour audition, après avis donné aux parties intéressées, sans qu'il soit besoin de réponse par écrit à cette contestation.—C.P.C., 744.

816. Si la contestation de l'ordre, du rang ou d'une créance est maintenue sans qu'aucune partie s'y soit opposée, le tribunal en adjuge les frais, à sa discrétion, contre l'une des parties en cause, ou contre la masse.

Le contestant a cependant, dans tous les cas, le droit d'être colloqué pour ses frais sur les deniers prélevés, ou, si la contestation ne procure un avantage qu'à quelques créanciers, sur les deniers échéant à ces créanciers, sauf au créancier qui souffre de cette collocation à demander la subrogation contre la partie qui a été condamnée à ces frais. 63 Vic ; C. 42.

817. Lorsque la contestation de l'ordre ou d'une créance est maintenue, elle l'est au profit de la masse des créanciers, et le tribunal ordonne au

2. To the rank of the collocation :

3. To the merits of any of the claims collocated.

The contestation must be accompanied with the documents in support thereof, and a notice of the delay within which it must be answered; and a copy of the contestation must be served upon the party interested, either personally or at his domicile, residence, or place of business, or at the office of the court, if there is no such domicile, residence, or place of business in the district.

When a contestation is filed, the report is suspended to the extent thereof.—C.C.P., 743, *amended*.

815. Contestation of the report or of the rank of collocations may be inscribed forthwith upon the roll for hearing, after notice given to the parties interested, without the necessity of any written answer to any such contestation.—C.C.P., 744.

816. If the contestation of the report, or of the rank of the collocations, or of any collocation, is maintained without being opposed by any party, the court, in its discretion, awards costs against one of the parties in the case or against the mass.

The contesting party has, however, in all cases, the right to be collocated for his costs out of the moneys levied, or, if the contestation benefits some creditors only, out of the moneys coming to such creditors, saving to the creditor, who is prejudiced by such collocation, his right to demand subrogation against the party condemned to pay them.—63 Vic.; C. 42.

817. When the contestation of the report or of a collocated claim is maintained, it avails for the benefit of the mass of the creditors, and the court

protonotaire de préparer un nouvel ordre suivant les droits des parties.—C.P.C., 746, *amendé*.

818. La contestation des oppositions, réclamations ou collocations appartient à la partie intéressée la plus diligente. Le contesté n'est pas tenu de répondre à plus d'une contestation sur les mêmes moyens, et, à sa demande, toutes les contestations sur les mêmes moyens sont réunies et la procédure conduite avec le premier contestant, en donnant avis aux autres, dans tous les cas où l'avis est requis, sauf à ces derniers le droit de surveiller la procédure, et même de se faire subroger dans la poursuite de la contestation au cas de désistement, négligence ou refus de procéder de celui qui a engagé la contestation.—C.P.C., 747, *amendé*.

819. Pour le surplus, la contestation au mérite des oppositions ou créances est soumise aux règles et délais des causes sommaires.—C.P.C., 748, *amendé*.

820. Après l'expiration des délais pour contester l'ordre, le poursuivant ou, à son défaut de le faire dans les deux jours, toute autre partie intéressée peut demander l'homologation de l'ordre entier, s'il n'y a pas de contestation, ou de la partie qui n'est pas contestée ou n'est pas affectée par la contestation, quand cette dernière n'est que partielle.

Cette demande ne peut être faite néanmoins qu'après qu'un avis en a été affiché au greffe au moins pendant quatre jours.—C.P.C., 749.

821. Lorsque partie seulement d'une créance est contestée, le créancier peut, après avis au contestant, de-

orders the prothonotary to prepare a new report according to the rights of the parties.—C.C.P., 746, *amended*.

818. The right of contesting oppositions, claims or collocations belongs to whichever of the interested parties is the first to use it.

The party whose opposition, claim or collocation is contested is not bound to answer more than one of several contestations founded on the same grounds, and he may apply to have such contestations united and the proceedings thereon conducted between him and the first contesting party, all notices required being served upon all the other contesting parties, who have a right to watch the proceedings and even to be put in the place of the party who has taken up the contestation in the event of its withdrawal or of his neglect or refusal to proceed.—C.C.P., 747, *amended*.

819. Contestations upon the merits of oppositions or claims are in other respects subject to the same rules and delays as summary matters.—C.C.P., 748, *amended*.

820. After the delay for contesting the report has expired, the prosecuting party, or, upon his failure to do so within two days, any other party interested, may move for the homologation of the whole report if there is no contestation, or of the part which is not contested or is not affected by the contestation, when it is only to a part.

Such motion cannot, however, be made until after notice thereof has been posted in the office of the court during at least four days.—C.C.P., 749.

821. When a part only of a claim is contested, the creditor may, after notice to the contesting party, apply

mander l'homologation de la partie non contestée, moins une somme suffisante pour faire face à la contestation. — *Nouveau.*

892. L'homologation mentionnée dans les deux articles précédents peut être accordée par le juge ou par le protonotaire, à moins qu'il n'y ait demande contraire ou contestation, aux-
quels cas le tribunal doit adjuger. — C. P. C., 750, *amendé*; *Bellean vs Bender*, 3 B. R. Q., 134.

893. Si, dans une distribution, homologuée ou non, un créancier se trouve colloqué pour ce qui ne lui est pas dû, le juge, sur la déclaration faite par ce créancier, peut ordonner qu'il soit fait une distribution supplémentaire de la somme qui a été ainsi accordée.

A défaut par la personne ainsi colloquée de faire la déclaration de ce qu'elle a reçu précédemment, à la demande de toute partie intéressée et sur production de quittance authentique, le juge peut ordonner qu'il soit fait une distribution supplémentaire du montant de cette collocation à qui de droit.

S'il n'y a pas de quittance authentique, la personne ainsi colloquée doit être appelée en cause, sur requête adressée au juge; et il y a lieu, en ce cas, à l'application des articles 811 et 812.

Si la personne colloquée n'a pas de domicile connu dans la province, ou si elle est décédée et que ses représentants légaux soient incertains, le juge peut, sur certificat à cet effet, ordonner qu'ils soient appelés en la manière pourvue par l'article 136. — C. P. C., 751, *amendé*.

12.—SOUS-ORÈRE.

894. Le créancier de celui qui a droit d'être colloqué ou qui est colloqué sur les deniers prélevés, a droit

for the homologation of the part not contested, subject to the reserve of a sum sufficient to meet the contestation. — *New.*

892. The homologation mentioned in the two preceding Articles may be thus granted either by the judge or by the protonotary, unless there is a counter-application or a contestation, in which cases the court alone must decide. — C. C. P., 750, *amendé*; *Bellean vs Bender*, 3 B. R. Q., 134.

893. If in any distribution, whether homologated or not, a creditor is collocated for any sum that is not due him, the judge, upon a declaration of the creditor to that effect, may order a supplementary distribution of the sum thus allowed him.

If the person thus collocated fails to declare what he has previously received, the judge may, upon the application of any party interested, and on production of an authentic discharge, order a supplementary distribution of the amount of such collocation.

If there is no authentic discharge, the person thus collocated must be called in, upon application to the judge; and in such case the provisions of Articles 811 and 812 apply.

If the person collocated has no known domicile in the Province, or if he is dead and his legal representatives are not certainly known, the judge may, upon a certificate to that effect order them to be called in, in the manner prescribed by Article 136. — C. C. P., 751, *amendé*.

12.—SUB-COLLOCATION.

894. Any creditor of a person who is entitled to be collocated or is collocated upon moneys levied, has a right

de s'opposer en sous-ordre au paiement de la somme revenant à son débiteur, à moins qu'il ne soit payé de sa créance jusqu'à concurrence, dans les cas suivants :

1. Lorsque son débiteur est insolvable;

2. Lorsqu'il a contre lui un titre exécutoire.—C.P.C., 753, *amendé*.

895. L'opposition en sous-ordre doit être signifiée à la partie dont les deniers sont arrêtés.—C.P.C., 754.

896. La distribution en sous-ordre peut être faite à la suite de l'ordre dans le même rapport ou par un rapport séparé.

Elle est soumise aux mêmes formalités et aux mêmes règles que l'ordre, et les frais en sont à la charge du créancier dont la collocation est arrêtée.—C.P.C., 755.

897. Si le débiteur néglige de faire valoir ses droits et réclamations, le créancier, opposant en sous-ordre, peut intervenir à l'ordre pour les exercer de la même manière et sans plus de frais que le débiteur lui-même.—C.P.C., 756, *amendé*.

13.—PAYMENT DES DENIERS PRÉLEVÉS.

898. A l'expiration des quinze jours qui suivent la date du jugement d'homologation, le shérif est tenu de payer à qui de droit les deniers par lui perçus.—C.P.C., 757.

899. Si les deniers ou partie des deniers prélevés sont restés entre les mains de l'adjudicataire, le jugement de distribution doit lui être signifié, et, à défaut par lui de verser, dans les quinze jours de cette signification, entre les mains du shérif ou des parties intéressées, les deniers nécessaires pour

to file a sub-opposition, demanding that, to the extent of his claim, the sum accruing to his debtor be not paid to such debtor, but be paid to him, in the following cases :

1. When his debtor is insolvent ;

2. When his claim carries execution.—C.C.P., 753, *amended*.

895. Sub-oppositions must be served on the party whose moneys are stopped.—C.C.P., 754.

896. The sub collocation may follow the collocation and be included in the general report, or it may form a separate report.

It is subject to the same rules and formalities as the general report, and the costs thereof are borne by the creditor whose collocation is opposed.—C.C.P., 755.

897. If a debtor fails to exercise his rights and claims, any of his creditors who have made sub-oppositions may intervene in the distribution, in order to exercise the rights of such debtor, in the same manner and with as little expense as the debtor himself could have done.—C. C. P., 756, *amended*.

13.—PAYMENT OF MONEYS LEVIED.

898. At the expiration of fifteen days after the date of the judgment of homologation, the sheriff is bound to pay the moneys received by him to the parties thereto entitled.—C.C.P., 757.

899. If the moneys levied or a portion thereof remain in the hands of the purchaser, the judgment of distribution must be served upon him, and, upon his failure to pay to the sheriff, or to the parties interested, within fifteen days from such service the amounts necessary to satisfy the claim.

payer les créanciers qui lui sont préférés, ces derniers peuvent demander la vente de l'immeuble à sa folle enchère.—C.P.C., 760.

830. La partie lésée par un jugement de distribution peut se pourvoir en appel ou par requête civile s'il y a lieu, soit qu'elle ait comparu dans la cause, soit que sa créance soit mentionnée dans le certificat des hypothèques et qu'elle n'ait pas comparu.

Le créancier mentionné au certificat des hypothèques, qui n'a pas comparu dans la cause, peut, en outre, se pourvoir dans les quinze jours par opposition au jugement.—C.P.C., 761.

831. Dans le cas de réformation du jugement de distribution, ainsi que dans le cas où le décret est annulé ou que l'adjudicataire ou ses représentants sont évincés à raison de quelque droit non purgé par le décret, les sommes qui se trouvent avoir été indûment payées doivent être rapportées au shérif, et les parties sont tenues à ce rapport, sur ordonnance du tribunal à cet effet.—C.P.C., 762.

SECTION IV.

EMPRISONNEMENT EN MATIÈRE CIVILE ET CONTRAINTE PAR CORPS.

832. La contrainte par corps en vertu d'un jugement rendu en matière civile n'a lieu qu'à l'égard des personnes et dans les cas spécifiés dans les articles qui suivent.—C.C., 2271.

833. Les personnes contraignables par corps sont :

1. Les tuteurs, curateurs et fiduciaires, pour tout ce qui est dû à raison de leur administration à ceux qu'ils ont représentés ;

mants who have priority over him, the latter may demand the resale of the immovable from him for false bidding.—C.C.P., 760.

830. Any party aggrieved by a judgment of distribution may seek redress by means of an appeal, or a petition in revocation if there are grounds for it, whether he has appeared in the suit, or, his claim being mentioned in the certificate of hypothecs, he has not appeared.

Any creditor mentioned in the certificate of hypothecs, who has not appeared in the cause, may also, within fifteen days, seek redress by means of an opposition to the judgment.—C.C.P., 761.

831. In the event of a judgment of distribution being reformed, or of the adjudication being set aside, or of the eviction of the buyer or his representatives by reason of any right from which the property was not discharged by the sale, whatever sums have been unduly paid must be returned to the sheriff, and the parties are bound to pay back such moneys upon an order from the court to that effect.—C.C.P., 762.

SECTION IV.

ARREST IN CIVIL MATTERS AND COERCIVE IMPRISONMENT.

832. Coercive imprisonment under a judgment rendered in a civil action is not allowed except against the persons and in the cases specified in the following Articles—C.C., 2271.

833. The persons liable to coercive imprisonment are :

1. Tutors, curators and trustees, for whatever is due by reason of their administration to those whom they represented ;

2. Toute personne responsable comme séquestre, gardien ou dépositaire, shérif, coroner, huissier ou autre officier ayant la garde de deniers ou autres effets en vertu de l'autorité judiciaire ;

3. Toute personne responsable comme caution judiciaire ou comme adjudicataire de biens meubles ou immeubles vendus en exécution du jugement d'un tribunal ;

4. Toute personne sous le coup d'un jugement accordant des dommages pour injures personnelles, lorsque ces dommages s'élèvent à cinquante piastres ou plus ;

5. Toute personne sous le coup d'un jugement accordant des dommages en vertu des articles 2054 et 2055 du Code civil, pour une somme de cinquante piastres ou plus ;

6. Les grevés de substitution, les exécuteurs ou administrateurs, les tuteurs, les curateurs et les fiduciaires, pour les dommages causés par leur fraude en faisant des placements, ou pour les dommages résultant de ce que ces placements ont été faits par eux autrement que prévu par l'article 981^o du Code civil, ou tel qu'ordonné par le testament ou par l'acte qui concerne les biens administrés.—C. C., 2272, amendé ; S.R., 3852.

834. Il y a encore lieu à contrainte par corps pour mépris d'une ordonnance ou injonction d'un tribunal ou d'un juge, ou pour résistance à cette ordonnance ou injonction, ou pour tout acte tendant à éluder l'ordonnance ou l'injonction, en prévenant ou empêchant la saisie ou la vente des biens en exécution de l'ordonnance ou de l'injonction.

L'emprisonnement en ce cas ne peut excéder un an, mais peut être imposé derechef jusqu'à ce qu'il ait été obéi à l'ordonnance ou injonction.—*Non-ven, partie* ; C. C., 2273 ; C. P. C., 782.

2. Any person indebted as sequestrator, guardian or depository, sheriff, coroner, bailiff, or other officer having charge of moneys or other things under judicial authority ;

3. Any person indebted as judicial surety, or for the purchase of property or effects, moveable or immoveable, sold in execution of the judgment of a court ;

4. Any person condemned by a judgment awarding damages for personal wrongs, in a sum of fifty dollars or upwards ;

5. Any person condemned by a judgment awarding damages under Articles 2054 and 2055 of the Civil Code, in a sum of fifty dollars or upwards ;

6. Institutes under a substitution, executors or administrators, tutors, curators and trustees, for the damages occasioned by their frauds in making investments, or for damages arising from the investments having been made by them otherwise than as provided in Article 981^o of the Civil Code, or than as prescribed in the will or other instrument respecting the property administered.—C. C., 2272, amended ; R.S., 5852.

834. Coercive imprisonment may also be ordered for contempt of any process or order of the court or of a judge, or for resistance to such process or order, or for any evasion of any such judgment or order, by preventing or obstructing the seizure or sale of property in execution of such judgment or order.

In such cases the term of imprisonment cannot exceed one year, but may be repeatedly inflicted until the process or order is obeyed.—*Non-ven, partie* ; C. C., 2273 ; C. P. C., 782.

833. Ne peuvent être arrêtés ni incarcérés pour dette ou autre cause d'action civile, à moins qu'ils ne tombent dans quelqu'un des cas énumérés dans les deux articles précédents :

1. Les prêtres ou ministres de quelque dénomination que ce soit ;
2. Les septuagénaires ;
3. Les femmes. — C. C., 2276, amendé.

836. La contrainte par corps ne peut être décernée dans les cas prévus par les paragraphes 1, 4, 5 et 6 de l'article 833, avant l'expiration de trois mois à compter de la signification qui est faite au défendeur du jugement qui fixe le reliquat ou qui adjuge les dommages. — *Nouveau, partie ; C. P. C., 783.*

837. La contrainte par corps ne peut être prononcée que sur ordonnance spéciale, accordée par le tribunal, après avis donné personnellement à la partie qui en est passible.

Si elle se soustrait frauduleusement à la signification, le juge peut, sur procès-verbal l'attestant, prescrire le mode de signification qu'il juge à propos.

Dans les cas prévus par l'article 834, et dans tous les autres cas en vacances, le juge peut exercer les mêmes pouvoirs que le tribunal et ordonner la contrainte. — C. P. C., 781, amendé ; 782, partie.

838. La contrainte par corps ne peut être mise à exécution que sur un bref ou une ordonnance du tribunal ou du juge, qui est adressé aux mêmes officiers, est revêtu des mêmes formalités et contient les mêmes énoncés qu'un bref d'exécution. — C. P. C., 787.

839. La contrainte est exécutée par l'appréhension de la personne contre laquelle elle est dirigée, et sa remise entre les mains du gardien de la prison commune du district où le bref a été émis.

833. Except in the cases mentioned in the two preceding Articles, the following persons cannot be arrested or imprisoned by reason of any debt or cause of civil action :

1. Priests or ministers of any religious denomination whatever ;
2. Persons of the age of seventy years or upwards ;
3. Women. — C. C., 2276, amended.

836. Coercive imprisonment cannot be granted in the cases mentioned in Paragraphs 1, 4, 5 and 6 of Article 833, until after the expiration of three months from the service upon the defendant of the judgment establishing the balance or awarding damages. — *New, in part, C. C. P., 783.*

837. Coercive imprisonment can be ordered only under a special rule granted by the court, after personal notice to the party liable.

If the latter fraudulently evades service, the judge may, upon a return to that effect, prescribe whatever mode of service he deems proper.

In the case of Article 834, and in all other cases in vacation, the judge may exercise all the powers of the court, and order the defendant to be imprisoned. — C. C. P., 781, amended ; 782, in part.

838. Coercive imprisonment can be executed only in virtue of a writ or order from the court or judge, which is addressed to the same officers, and is clothed with the same formalities, and contains the same matters of record as writs of execution. — C. C. P., 787.

839. Coercive imprisonment is effected by arresting the person against whom it is directed, and placing him in the custody of the keeper of the common gaol of the district in which the writ issued.

S'il n'y a pas de prison dans ce district, l'incarcération a lieu dans la prison la plus voisine.—C.P.C., 789.

840. Le contraint ne peut obtenir sa mise en liberté provisoire en donnant caution.—*Nouveau.*

841. Le débiteur ne peut être arrêté :

1. Les jours non juridiques ;
2. Hors du temps où il est permis de signifier une assignation ;
3. Dans un lieu consacré au culte, pendant le service divin ;
4. Pendant l'audience d'un tribunal ou les séances d'un juge, ou en présence de quelque tribunal privilégié.—C.P.C., 784, 785, *amendés.*

842. Néanmoins, le juge peut ordonner qu'il soit passé outre à la contrainte un jour non juridique ou en tout temps, s'il est établi que le débiteur agit de manière à se soustraire à la contrainte.—C.P.C., 786, *amendé.*

843. Une personne ainsi incarcérée peut, sur requête à un juge, signifiée à la partie adverse et accompagnée d'un affidavit établissant qu'elle n'a pas de biens au montant de cinquante piastres, obtenir une ordonnance enjoignant au créancier de lui payer, par forme d'aliments pendant le temps de sa détention, une somme de pas moins de soixante-dix centins et n'excédant pas une piastre par semaine.—C.P.C., 790.

844. Néanmoins, s'il survient par la suite au débiteur des biens excédant la somme de cinquante piastres, le créancier peut être déchargé de fournir les aliments.—C.P.C., 791.

845. Le débiteur peut se pourvoir contre la contrainte exercée contre lui pour cause d'extinction de la dette

If there is no gaol in the district, he must be imprisoned in the nearest gaol.—C.C.P., 789.

840. The person condemned cannot, by giving bail, obtain his provisional release from confinement.—*New.*

841. The debtor cannot be arrested :

1. On a non-judicial day ;
2. At any time other than that prescribed for service of summons ;
3. In a place of public worship, during divine service ;
4. During the sittings of the court or of a judge, or before any privileged tribunal.—C.C.P., 784, 785, *amended.*

842. The judge may nevertheless order the arrest to be made on a non-judicial day or at any time, if the defendant is shown to be acting in such a manner as to escape it.—C.C.P., 786, *amended.*

843. Any person thus imprisoned may, upon petition to a judge, served upon the opposite party and accompanied with an affidavit that he is not worth fifty dollars, obtain an order commanding the creditor to pay him, as an alimentary allowance during the period of his imprisonment, a sum not less than seventy cents and not more than one dollar per week.—C.C.P., 790.

844. If, however, the debtor afterwards becomes owner of property exceeding in value the amount of fifty dollars, the creditor may be relieved from paying the allowance.—C.C.P., 791.

845. The debtor may have the order for imprisonment vacated by reason of the extinction of the debt,

CONTRAÎNTE PAR CORPS.

ou pour quelque autre cause de nature à affecter le jugement décernant la contrainte. — *Nouveau* ; C.P.C., 792.

846. Le débiteur peut obtenir son élargissement :

1. Si les formalités prescrites pour l'exécution du jugement n'ont pas été observées ;

2. En consignat entre les mains du shérif ou du protonotaire, le montant de la condamnation en principal, intérêts et frais ;

3. Avec le consentement ou la décharge du créancier ;

4. Sur le défaut du créancier de consigner d'avance les aliments entre les mains du géolier ;

5. Par la cession de biens, excepté dans le cas prévu par l'article 834 ;

6. S'il a atteint et complété sa soixante-dixième année, excepté dans les cas visés par les articles 833 et 834. — C.P.C., 793, *amendé*.

847. La nullité ou l'élargissement sont ordonnés par le juge sur requête signifiée au créancier. — C.P.C., 794, *amendé*.

848. Lorsque l'élargissement a été accordé sur défaut de consignation des aliments du débiteur, la contrainte ne peut plus avoir lieu contre lui pour la même dette. — C.P.C., 795.

849. La cession de biens faite à la suite d'une contrainte est régie par les règles contenues dans les articles 834 à 892 inclusivement, sauf les règles particulières ci-après énoncées. — *Nouveau*.

850. La cession de biens se fait par la production de la déclaration et du bilan au greffe de la cour supérieure pour le district où a été rendue l'ordonnance de contrainte. — *Nou-*

or of any other cause of a nature to affect the judgment granting the imprisonment. — *New* ; C.C.P., 792.

846. The debtor may obtain his liberation :

1. If the formalities prescribed for the execution of the judgment have not been observed ;

2. By paying into the hands of the sheriff or of the prothonotary, the amount of the condemnation, in principal, interest and costs ;

3. With the consent of, or by a release from, the creditor ;

4. Upon the failure of the creditor to pay in advance into the hands of the gaoler the alimentary allowance ;

5. By the abandonment of his property, except in the case provided for by article 834 ;

6. If he has completed his seventieth year, except in the cases stated in articles 833 and 834. — C.C.P., 793, *amended*.

847. The Imprisonment may be vacated, or the liberation ordered, by the judge, upon application, of which notice must be given to the creditor. — C.C.P., 794, *amended*.

848. When the debtor has been liberated by reason of default of payment of the alimentary allowance, he is no longer liable to coercive imprisonment for the same debt. — C.C.P., 795.

849. Abandonments of property consequent upon coercive imprisonment are governed by the rules contained in articles 834 to 892 inclusively, except in so far as special provisions are hereinafter contained. — *New*.

850. The abandonment is made by filing the declaration and the statement in the office of the Superior Court for the district in which the order for coercive imprisonment was

trav.

831. Après la nomination du curateur, le dossier des procédures sur la cession de biens est transmis au proto-notaire de la cour supérieure du district où le débiteur a sa place d'affaires, et, en l'absence de semblable établissement, du district où il est domicilié.

Néanmoins, si le débiteur n'a ni place d'affaires ni domicile dans la province, le dossier reste au greffe où la cession a été faite.—C.P.C., 768, *dernier alinéa, amendé*, S.R., 5956.

832. Le bilan peut, en outre des cas énoncés en l'article 885, être contesté à raison du recelé par le débiteur, dans l'année précédant immédiatement la poursuite à la suite de laquelle l'ordonnance de contrainte a été rendue, ou depuis, de quelque partie de ses biens dans la vue de frauder ses créanciers.—*Nouveau*.

CHAPITRE XXXI.

CESSION DE BIENS.

833. Peuvent faire cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers :

1. Le "débiteur" arrêté sur *capias ad respondendum*, en la manière prescrite dans le chapitre relatif à cette matière ;

2. Le commerçant qui a cessé ses paiements, et qui a été requis de faire cession de ses biens par un créancier dont la créance n'est pas garantie pour une somme de deux cents piastres ou plus.—C.P.C., 763, 763a, *amendés*, S.R., 5952, 5953.

834. La demande requise par le paragraphe 2 de l'article précédent doit être signée par le créancier ou par son fondé de pouvoirs spéciaux, et, si

granted.—*New*.

831. After the appointment of the curator, the record of the proceedings upon the abandonment is transmitted to the prothonotary of the Superior Court for the district where the debtor has his place of business, or, in default of such place, where he is domiciled.

Nevertheless, if the debtor has no place of business or domicile in the Province, the record remains in the office of the court where the abandonment is made.—C.C.P., 768, *last paragraph, amended*; R.S., 5956.

832. The statement may, apart from the cases mentioned in article 885, be contested by reason of any secretion by the debtor within the year immediately preceding the institution of the suit consequent upon which the order for coercive imprisonment was granted, or since, of any part of his property with intent to defraud his creditors.—*New*.

CHAPTER XXXI.

ABANDONMENT OF PROPERTY.

833. The following persons may make a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors :

1. A debtor who has been arrested upon *Capias ad Respondendum*, as provided in the chapter thereon ;

2. A trader who has ceased his payments, and upon whom a demand of abandonment has been made by any creditor whose claim is unsecured for a sum of two hundred dollars or upwards.—C.C.P., 763, 763a, *amended*, R.S., 5952, 5953.

834. The demand required by paragraph 2 of the preceding Article must be signed by the creditor or by his agent specially authorized in that

le créancier est une corporation, par son président, son gérant, son agent local dans et pour le district où la cession doit être faite, ou son fondé de pouvoirs spéciaux.

La demande faite par un fondé de pouvoirs spéciaux doit mentionner ce fait.—*Nouveau.*

855. La signification de la demande à une personne présente dans la province est assujettie aux mêmes règles que la signification des brefs d'assignation.—*Nouveau.*

856. La demande doit être produite au greffe de la cour supérieure, et être accompagnée d'une réclamation sous serment avec pièces justificatives, et de la procuration, s'il en est, en vertu de laquelle a été faite la demande.—C.P.C., 763a, *partie, amendé*; S.R., 5953; 55-56 V., c. 43, s. 1.

857. La demande peut être contestée par voie de requête sommaire, produite dans les deux jours de la signification d'icelle, et signifiée aussitôt après que faire se peut à la personne qui a fait la demande.

Le contestant est également reçu à requérir, par motion produite dans le même délai, la suspension des procédures jusqu'à ce qu'une procuration ait été produite ou un cautionnement pour les frais fourni par la partie qui fait la demande, lorsqu'elle ne réside pas dans la province.—*Nouveau.*

858. La cession de biens consiste dans la production de la déclaration et le dépôt du bilan, tel que ci-après prévu.—*Nouveau*; C.P.C., 764, *partie*; S.R., 5954.

859. Si le débiteur ne conteste pas la demande, il doit, dans les deux jours de la signification qui lui en est faite, déposer au lieu où, d'après la loi, la

behalf; and in the case of a corporation, by its president, general manager, or local agent for the district where the abandonment should be made, or by the specially authorized agent of such corporation.

Any demand made by virtue of a special power of attorney must mention the fact.—*New.*

855. The service of the demand on a person in the Province is subject to the same rules as ordinary summons.—*New.*

856. The demand must be filed at the office of the court, together with a claim under oath accompanied by vouchers, and the special power of attorney, if any, under which the demand has been made.—C.C.P., 763a, *in part, amended*; R.S., 5953; 55-56, Vic., c. 43, s. 1.

857. The demand may be contested by petition, which must be filed within two days after the service of the demand, and be served upon the demanding party as soon as possible.

The contesting party may, within the same delay, file a motion to stay the proceedings until a power of attorney or security for costs is furnished by the party who made the demand, whenever the latter is not resident in the Province.—*New.*

858. The abandonment consists of the filing of the declaration, and of the deposit of the statement, as herein-after provided.—*New*; C.C.P., 764, *in part*; R.S., 5954.

859. If the debtor does not contest the demand, he must, within two days after it has been served upon him, file at the place where by law the

cession doit se faire, une déclaration qu'il consent à abandonner tous ses biens à ses créanciers, et il doit déposer son bilan dans les quatre jours qui suivent la signification de la demande.

S'il y a eu contestation, ou motion demandant la production d'une procuration ou d'un cautionnement pour les frais ces délais se comptent de la date du jugement rendu sur ces procédures.

Le juge peut prolonger le délai pour faire la déclaration ou déposer le bilan. — *Nouveau, partie* ; C.P.C., 763a ; 55-56 V., c. 43, s. 1.

860. Si un ou plusieurs membres d'une société sont morts ou absents de la province, la déclaration et le bilan peuvent être signés par les associés survivants ou présents mais la cession ne comprend pas dans ces cas les biens personnels de l'associé décédé ou absent. — *Nouveau.*

861. Le bilan doit être attesté sous serment par le débiteur et indiquer :

- 1 Les biens meubles et immeubles saisissables qu'il possède ;
2. Les noms et l'adresse de ses créanciers, avec le montant de leurs créances respectives, et l'indication de la nature de chaque créance, soit privilégiée, hypothécaire ou autre.

A moins que le débiteur n'ait fait la déclaration voulue par l'article 859, il doit joindre au bilan une déclaration qu'il consent à abandonner tous ses biens à ses créanciers. — C.P.C., 764, *partie, amendé* ; S.R., 5954 ; 55-56 V., c. 43, s. 2.

862. La déclaration et le bilan se produisent au greffe de la cour supérieure pour le district où le débiteur a son principal établissement d'affaires, et, en l'absence de cet établissement,

abandonment must be made, a declaration that he consents to abandon all his property to his creditors ; and he must deposit his statement within four days from such service.

If there is a contestation or a motion for a power of attorney or for security for costs, the delays are computed from the judgment thereon.

The judge may extend the delays for filing the declaration or for depositing the statement. — *New, in part* ; C.C.P., 763a ; 55-56 Vic., c. 43, s. 1.

860. If one or more of the members of a partnership is dead, or absent from the Province, the declaration and statement may be signed by the surviving or by the resident partners ; but the abandonment does not then affect the private property of the dead or absent partner. — *New.*

861. The statement must be sworn to by the debtor and show :

1. All the moveable and immoveable property liable to seizure in his possession ;
2. The names and addresses of his creditors, the amount of their respective claims, and the nature of each claim, whether privileged, hypothecary or otherwise.

Unless a declaration has been made by the debtor in conformity with Article 859, the statement must be accompanied with a declaration by the debtor that he consents to abandon all his property to his creditors. — C. C. P., 764, *in part, amended* ; R.S., 5954 ; 55-56 Vic., c. 43, s. 2.

862. The declaration and the statement are filed in the office of the Superior Court for the district where the debtor has his principal place of business, and in default of such place,

où il est domicilié.—C.P.C., 764, *partie*; S.R., 5954.

863. La cession de biens dépouille le débiteur de la possession de ses biens saisissables, de ses livres de compte et de ses titres de créance, et donne aux créanciers le droit de les faire vendre et d'en réaliser le produit pour se payer de leurs créances respectives.—C. P. C., 778; S. R., 5964.

864. Aussitôt après la déclaration que le débiteur consent à faire cession de ses biens, accompagnée ou non du dépôt du bilan, le protonotaire nomme un gardien provisoire qu'il choisit, autant que possible, parmi les créanciers les plus intéressés, lequel, soit par lui-même ou par une personne déléguée par lui, prend possession immédiate de tous les biens saisissables, livres de comptes et titres de créances du débiteur.

Ce gardien peut disposer sommairement des objets périssables et prendre des mesures conservatoires, sous la direction du juge, ou, en l'absence de ce dernier, du protonotaire.—C.P.C., 768, *partie, amendé*; S.R., 5956; 55-56 V., c. 43, s. 3.

865. Dans les cinq jours après le dépôt du bilan, le gardien provisoire doit donner avis de la cession :

1. Par l'insertion d'un avis à cet effet dans la *Gazette Officielle de Québec*

2. Par un avis recommandé, transmis par la poste à l'adresse de chacun de ses créanciers, mentionnant la date du dépôt du bilan, et le montant et la nature de chaque réclamation.

A défaut par le gardien provisoire de donner ces avis dans le délai prescrit, le débiteur ou un créancier

where he is domiciled.—C.C.P., 764, *in part*, R.S., 5954

863. The abandonment deprives the debtor of the enjoyment of such of his property as is liable to seizure, as well as of the possession of his books of account and titles of debt, and gives his creditors the right to have such property sold and realized for the payment of their respective claims.—C.C.P., 778; R.S., 5964.

864. Immediately after the filing of the declaration that the debtor consents to abandon, whether it is accompanied by the statement or not, the prothonotary appoints a provisional guardian whom he, as far as possible, selects from the most interested creditors, who, either personally or by a person whom he delegates for that purpose, takes immediate possession of all the property liable to seizure and of the books of account and titles of debt of the debtor.

The guardian may summarily dispose of any perishable goods and may take conservatory measures, under the direction of the judge, or, in the absence of the latter, of the prothonotary.—C.C.P., 768, *in part, amended*; R.S., 5956; 55-56 Vic., c. 43, s. 3.

865. Within five days after the filing of the statement the provisional guardian must give notice of the abandonment :

1. By inserting an advertisement to that effect in the *Quebec Official Gazette*;

2. By a registered letter, posted to the address of each of the creditors, setting forth the date of the filing of the statement, and the amount and the nature of each claim.

In default of such notices being given by the provisional guardian within the prescribed delay, the debtor

peut les donner.—C.P.C., 765, *amendé*; S.R., 5955.

or any creditor may give them.—C.P., 765, *amended*; R.S., 5955.

866. Aux fins de donner leur avis sur la nomination du curateur et des inspecteurs, les créanciers sont convoqués devant le juge, au moyen d'un avis, transmis à chacun d'eux par lettre recommandée, et inséré dans un journal publié dans le district ou dans un district voisin, s'il n'y en a pas dans le district.

866. For the purpose of advising as to the appointment of a curator and inspectors, a meeting of the creditors is called before the judge, by a registered notice posted to the address of each of them, and also inserted in a newspaper published in the district, or in a neighbouring district if there be none in the district.

Cette assemblée doit être tenue entre le cinquième et le quinzième jour après la publication de l'avis de convocation.—C. P. C., 768, *partie*,

Such meeting must be held between the fifth and the fifteenth day after the publication of the notice calling it.—C.C.P., 768, *in part*, *amended*; R.

867. Le juge doit nommer le curateur et les inspecteurs choisis par la majorité en nombre et en valeur des créanciers présents ou représentés à cette assemblée et qui ont produit une réclamation sous serment.

867. The judge must appoint, as curator and inspectors, the persons chosen by the majority in number and in value of the creditors present or represented at the meeting who have filed sworn claims.

Si la majorité en nombre ne s'accorde pas avec la majorité en valeur, le juge décide entre les deux, à sa discrétion.—C.P.C., 768, *partie*; S.R., 5956; 55-56 Vic., c. 43, s. 4.

If the majority in number does not agree with the majority in value, the judge decides between them, as he thinks proper.—C.C.P., 768, *in part*; R.S., 5956; 55-56 Vic., c. 43, s. 4.

868. Le juge peut également nommer un gardien et un curateur dans chacun des cas ci-après énumérés: -

868. The judge may also appoint a guardian and a curator in any of the following cases:

1. Lorsqu'un capias n'a pu être exécuté, parce que le défendeur est absent ou ne peut être trouvé;

1. When a capias cannot be executed by reason of the absence of the defendant, or because he cannot be found;

2. Lorsque le débiteur est un commerçant qui a cessé ses paiements et qui a laissé la province ou n'y réside pas;

2. When the debtor is a trader who has ceased his payments, and has left the Province, or no longer resides therein;

3. Lorsque la demande a été signifiée à un commerçant septuagénaire ou à une femme marchande publique, et qu'il n'y a pas été obtempéré.—C.P.C., 780, *partie*, *amendé*; 763a; S.R., 5965; 55-56 Vic., c. 43, s. 1.

3. When the demand has been served upon a trader of the age of seventy years or upwards or upon a woman who is a public trader, and has not been complied with.—C.C.P., 780, *in part*, *amended*; 763a; R.S., 5965; 55-56 Vic., c. 43, s. 1.

869. Cette nomination est faite à la demande du demandeur ou d'un

869. Such appointment is made on the petition of the plaintiff or of a

créancier dont la créance n'est pas garantie pour une somme de deux cents piastres ou plus.

Les pouvoirs et obligations du gardien provisoire et du curateur ainsi nommés sont, autant que possible, les mêmes que s'ils étaient nommés après une cession.

Le juge peut exiger l'accomplissement des formalités et la publication des avis qu'il estime nécessaires.—*Nouveau, partie; C.P.C., 780 partie; S.R., 5965.*

870. Le curateur prend possession de tous les biens indiqués dans le bilan, ainsi que des livres de compte et des titres de créance, et administre les biens jusqu'à ce qu'ils soient vendus ou réalisés de la manière ci-après mentionnée.

Il a également droit de toucher, percevoir et recouvrer tous autres biens saisissables appartenant au débiteur, que ce dernier n'a pas inclus dans son bilan.—*C. P. C., 771, 772, partie, amendés; S.R., 5960; 52 Vic., c. 51, s. 1.*

871. Après la cession, toute procédure par voie de saisie-arrest, saisie-gagerie ou saisie-exécution contre les biens meubles du débiteur est suspendue; et le gardien ou le curateur a droit de prendre possession des biens ainsi saisis, sur signification de l'avis de sa nomination par un huissier au créancier saisissant, ou à son procureur, ou à l'huissier chargé du bref.

Les frais sur saisie, faits postérieurement à l'avis, ou, en l'absence de cet avis, faits par un créancier après qu'il a eu connaissance de la cession par lui-même, par son procureur ou par

creditor whose claim is unsecured for a sum of two hundred dollars or upwards.

The powers and obligations of the provisional guardian and of the curator so appointed are, in so far as may be, the same as in cases of abandonment.

The judge may prescribe the observance of such formalities and the giving of such public notices as he deems necessary.—*New, in part; C. C. P. 780, in part; R.S., 5965.*

870. The curator takes possession of all the property mentioned in the statement, as well as of the debtor's books of account and titles of debt, and administers the property until it is sold or realized in the manner hereinafter mentioned.

He has, in like manner, a right to receive, collect and recover any other property belonging to the debtor, which the latter has failed to include in his statement, except such as is by law exempt from seizure.—*C.C.P., 771, 772, in part, amended; R.S., 5960; 52 Vic., c. 51, s. 1.*

871. After the abandonment, any proceeding by way of seizure, attachment for rent or seizure in execution against the moveable property of the debtor is suspended; and the guardian or the curator has a right to take possession of the goods so seized, upon serving, by a bailiff, a notice of his appointment upon the seizing creditor, or upon his attorney, or upon the bailiff intrusted with the writ.

The costs upon such seizure, incurred after the notice, or, in the absence of such notice, incurred by a creditor after he had knowledge of the abandonment, either personally, or by

l'huissier, et, dans tous les cas, les frais de saisie faits huit jours après l'avis donné par le curateur, ne peuvent être colloqués sur le produit des biens du débiteur, qui est distribué en conséquence de la cession.

Peut néanmoins le juge, aux conditions qu'il estime convenables, autoriser la continuation des procédures commencées.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 769; S.R., 5957; *Thompson vs Kennedy*, M.L.R., 4 S.C., 443.

872. Le curateur est tenu de faire connaître sa nomination par une annonce dans la *Gazette Officielle de Québec*, et par un avis recommandé, transmis par la poste à l'adresse de chaque créancier.

Dans cet avis, le curateur doit requérir les créanciers de produire entre ses mains, dans un délai de trente jours, leurs réclamations attestées sous serment.—C.P.C., 770, amendé; S.R., 5958.

873. Si, après le dépôt du bilan et avant que le curateur ait rendu un compte définitif, le débiteur acquiert d'autres biens, il peut être requis par une nouvelle demande d'en faire cession.

Aussitôt après cette cession, le curateur prend possession de ces biens et procède à les vendre et à en distribuer le produit comme dans les cas ordinaires; mais il est tenu de rembourser les dépenses encourues par la personne qui en a fait profiter la masse.

Cette demande peut être faite par le curateur, du consentement des inspecteurs, ou par un créancier habile à faire une demande de cession.—*Nouveau*.

874. Le curateur nommé peut être requis de fournir un cautionnement dont le chiffre est fixé par le juge.

his attorney, or by the bailiff, and in all cases, the costs of seizure incurred eight days after the notice given by the curator, cannot be collocated upon the property of the debtor, the proceeds of which are distributed in consequence of the abandonment.

The judge may, however, permit the continuance of proceedings already commenced, upon such terms as are deemed proper.—*New, in part*; C.C.P., 769; R.S., 5957; *Thompson vs Kennedy*, M.L.R., 4 S.C., 443.

872. The curator must make his appointment known by an advertisement in the *Quebec Official Gazette*, and by a registered notice posted to the address of each creditor.

In such notice the curator calls upon the creditors to file their sworn claims with him within a delay of thirty days.—C. C. P., 770, amended; R. S., 5958.

873. If subsequently to the abandonment, and before the curator has rendered his final account, the debtor acquires any additional property, he may be required, by a new demand, to abandon it also.

Immediately upon the abandonment being made, the curator takes possession of such property, and proceeds to the sale and distribution of the moneys as in ordinary cases; but is bound to reimburse the expenses incurred by any creditor through whose diligence the property is rendered available.

Such demand may be made by the curator, with the authorization of the inspectors, or by any creditor competent to demand an abandonment.—*New*.

874. The curator appointed may be required to give security, the amount whereof is fixed by the judge.

Ce cautionnement peut être donné généralement en faveur des créanciers du débiteur, sans les mentionner nommément

Le juge peut, s'il est nécessaire, nommer un curateur *ad hoc* pour pour suivre le recouvrement du cautionnement — *Nouveau, partie C P C 770a, partie, S.R., 5959*

875. Le curateur est soumis à la juridiction sommaire du juge — *C.P C 770a, partie S.R. 5959*

876. Les biens n'appartenant pas au débiteur qui sont en la possession du curateur à raison de la cession, peuvent être sur requête sommaire adressée au juge, recouverts par celui qui y a droit — *Nouveau*

877. Le curateur peut, avec la permission du juge sur avis des créanciers ou des inspecteurs, exercer toutes les actions du débiteur et toutes les actions appartenant à la masse des créanciers — *C P C 772, partie amendé, S.R. 5960*

878. Le curateur peut vendre les créances et les biens meubles et immeubles du débiteur, en la manière prescrite par le juge, sur avis des intéressés ou des inspecteurs. — *C.P C 772, partie, amendé, S.R. 5960*

879. Sur demande du curateur autorisé par les inspecteurs ou sur demande d'un créancier hypothécaire après avis au débiteur le juge peut autoriser le curateur à vendre les immeubles de celui-ci, suivant le mode et après les annonces qu'il plaira au juge de prescrire. peut aussi autoriser le curateur ou lui ordonner d'émettre un mandat adressé au shérif compétent, enjoignant à ce dernier de saisir et vendre ces immeubles

Le shérif exécute ce mandat sans faire aucune signification au débiteur

The security may be given in favour of the creditors of the debtor generally without mentioning their names.

The judge may, whenever it becomes necessary, appoint a curator *ad hoc* to enforce any such bond against the parties liable — *New in part, C.C.P. 770a in part R.S. 5959*

875 The curator is subject to the summary jurisdiction of the judge — *C C P 770a, in part R.S., 5959*

876. Any property not belonging to the debtor, which is in the curator's possession by virtue of the abandonment, may be recovered by the person thereto entitled, upon a petition to the judge — *New*

877. The curator may, with the leave of the judge, upon the advice of the creditors or inspectors, exercise all the rights of action of the debtor and all the actions possessed by the mass of the creditors — *C C P, 772, in part, amended, R.S., 5960*

878. The curator may sell the moveable and immoveable property of the debtor in the manner indicated by the judge, upon the advice of the parties interested or of the inspectors. — *C C P, 772, in part, amended, R.S., 5960*

879. Upon the application of the curator authorized by the inspectors or upon the application of an hypothecary creditor, after notice to the debtor, the judge may authorize the curator to sell the immoveables of the latter in such manner and after such notices as the judge may please to order. he may also authorize or command the curator to issue his warrant to the sheriff competent to act requiring the latter to seize and sell such immoveables.

The sheriff executes such warrant

mais en suivant d'ailleurs les règles prescrites pour l'exécution des immeubles ; et toutes procédures se font à la cour supérieure.

Les deniers provenant de la vente faite par le shérif restent entre ses mains pour être par lui payés aux créanciers privilégiés et hypothécaires en conformité du rapport de distribution qui se fait par le protonotaire de la cour supérieure en la manière ordinaire, et le surplus doit être remis au curateur sur ordonnance d'un juge, pour distribution aux créanciers chirographaires en vertu d'un bordereau de collocation préparé conformément à l'article suivant. — *Nouveau, partie ; C.P.C., 772, § 4, amendé ; S.R., 5969 ; 52 V., c. 51, s. 1 ; (61 V., c. 47, s. 7).*

880. Les deniers réalisés par le curateur, à même les biens du débiteur, doivent être distribués par le curateur parmi les créanciers, au moyen de bordereaux de collocation préparés après l'expiration des délais pour la production des réclamations des créanciers.

L'avis de la préparation est donné par l'insertion d'une annonce dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Un exemplaire des bordereaux de collocation, indiquant le jour auquel ils seront payables, doit être transmis avec cet avis par lettre recommandée, à l'adresse de chacun des créanciers qui ont produit leurs réclamations ou qui sont portés sur la liste des créanciers.

Ces bordereaux sont payables quinze jours après l'accomplissement de ces formalités. — *C. P. C., 772a, partie, amendé ; S.R., 5961 ; 53 Vic., c. 60, s. 1 ; 54 Vic., c. 41, s. 2.*

881. Les réclamations ou les collocations peuvent être contestées par

without making any service upon the debtor, but by otherwise observing the same rules as in the case of an execution against immoveables ; and all subsequent proceedings are had in the Superior Court.

The money realized from the sale made by the sheriff remain in his hands to be paid by him to the privileged and hypothecary creditors in accordance with the report of distribution which shall be made by the protonotary of the Superior Court in the usual way, and the surplus shall be remitted to the curator upon an order of the judge for its distribution among the chirography creditors by means of a dividend sheet prepared in accordance with the following article. — *New, in part ; C.C.P., 772, § 4, amended ; R. S., 5960 ; 52 V., c. 51, s. 1 ; (61 V., c. 47, s. 7)*

880. The moneys realized by the curator from the property of the debtor must be distributed by the curator among the creditors by means of dividend-sheets prepared after the expiration of the delays to file creditor's claims.

Notice of their preparation must be given by an advertisement in the *Quebec Official Gazette*.

A copy of the dividend-sheets, with a notice of the date at which they are payable, must also be posted by registered letter to the address of each of the creditors who have filed their claims or whose names appear in the statement.

The dividend-sheets are payable fifteen days after the observance of these formalities. — *C.C.P., 772a, in part, amended ; R.S., 5961 ; 53 Vic., c. 60, s. 1 ; 54 Vic., c. 41, s. 2.*

881. The claims or dividends may be contested by any party interested.

toute partie intéressée, ou par le curateur aux dépens de la masse, s'il en est requis par les inspecteurs.

La contestation à cet effet est produite entre les mains du curateur, qui doit la transmettre immédiatement au protonotaire de la cour supérieure du district où les procédures sur la cession sont alors déposées, ou de tel autre district dont les parties intéressées dans la contestation peuvent convenir; et il est procédé et adjugé sur cette contestation d'une manière sommaire par le juge.

Le juge peut autoriser le paiement, en tout ou en partie, des réclamations ou collocations qui ne sont pas contestées, s'il lui est démontré qu'il est retenu une somme suffisante pour faire face à la contestation. — *Nouveau, partie; C.P.C., 772a, partie, amendé; S.R., 5961; 53 V., c. 60, s. 1; 54 V., c. 41, s. 2.*

882. Un créancier, en tout temps après le dépôt du bilan, ou le curateur, avec l'autorisation des inspecteurs, peut assigner le débiteur à comparaître devant le juge ou le protonotaire et l'interroger sous serment relativement à son bilan et à l'état de ses affaires. — *Nouveau; C.P.C., 775.*

883. A la demande d'un créancier, en tout temps après le dépôt du bilan, ou du curateur autorisé à cet effet par les inspecteurs, le juge peut ordonner la production des livres ou documents se rapportant aux matières mentionnées dans l'article précédent, et l'examen de l'époux du débiteur et des personnes qu'il croit en état de donner quelques renseignements sur ces matières. — *Nouveau; C.P.C., 772b, partie; 55-56 V., c. 43, s. 5.*

884. Les règles relatives à l'assignation et à l'examen des témoins et à

or by the curator at the expense of the estate if he is so instructed by the inspectors.

The contestation for such purpose is filed with the curator, who is bound to transmit it immediately to the prothonotary of the Superior Court for the district in which the proceedings upon the abandonment are then deposited, or for such other district as the parties interested in the contestation may agree upon; and the contestation is proceeded with and decided summarily by the judge.

The judge may allow the payment, in whole or in part, of any claims or dividends which are not contested, upon being satisfied that a sufficient sum is retained to meet the contestation. — *New, in part; C.C.P., 772a, in part, amended; R.S., 5961; 53 Vic., c. 60, s. 1; 54 Vic., c. 41, s. 2.*

882. Any creditor, at any time after the filing of the statement, or the curator with the authorization of the inspectors, may summon the debtor to appear before the judge or the prothonotary, and examine him on oath concerning the statement and the condition of his affairs. — *New; C.C.P., 775.*

883. Upon application by any creditor at any time after the filing of the statement, or by the curator with the authorization of the inspectors, the judge may order the production of any book or document relating to the matters mentioned in the preceding Article, and the examination of the consort of the debtor and of any other persons whom he deems capable of furnishing information in regard to such matters. — *New; C.C.P., 772b, in part, 55-56 V., c. 43, s. 5.*

884. The rules relating to the summoning and examination of witnesses

la prise des dépositions régissent les cas visés par les deux articles précédents, en autant qu'elles sont applicables.

La personne assignée qui refuse de comparaitre, ou de répondre, ou de produire un livre ou document, peut être condamnée par le juge à un emprisonnement n'excédant pas un an.

S'il s'élève quelques difficultés au cours de l'examen, les parties sont renvoyées devant le juge pour adjudication.—*Nouveau.*

883. Le curateur, autorisé par les inspecteurs, ou un créancier, peut contester le bilan à raison

1. De l'omission frauduleuse de la mention de biens de la valeur de cent piastres ;

2. De fausses représentations dans le bilan relativement au nombre des créanciers, ou à la nature ou au montant de leurs créances ;

3. De recélé, par le débiteur, dans l'année précédant immédiatement le dépôt du bilan, ou depuis, de quelque partie de ses biens dans la vue de frauder ses créanciers.—C.P.C., 773, amendé ; S.R., 5962 ; 55-56 Vic., c. 43, s. 6.

886. Le bilan doit être contesté dans les quatre mois qui suivent l'insertion dans la *Gazette Officielle de Québec* de l'avis de la nomination du curateur.—*Nouveau* ; C. P. C., 773, partie ; S.R., 5962.

887. La partie contestante est tenue, dans le même délai, de faire la preuve de ses allégations par toutes voies que de droit

Le juge peut, néanmoins, prolonger le délai pour faire cette preuve, mais pas au delà de deux mois

Le juge peut s'il est convaincu que le retard est dû à la faute du débiteur,

and the taking of evidence govern cases provided for in the two preceding Articles, in so far as they apply

Any person summoned who refuses to appear or to answer, or to produce any book or document, may be condemned by the judge to imprisonment for a term not exceeding one year.

If any dispute arises during the examination, the parties are sent before the judge to have it decided.—*New.*

883. The curator, authorized by the inspectors, or any creditor, may contest the statement, by reason

1 Of the fraudulent omission to mention property of the value of one hundred dollars ;

2. Of fraudulent misrepresentations therein with respect to the number of the creditors, or the nature or amount of their claims ;

3 Of secretion by the debtor, within the year immediately preceding the filing of the statement, or since, of any portion of his property, with intent to defraud his creditors.—C. P., 773, amended, R.S., 5962, 55-56 Vic., c. 43, s. 6

886. The contestation of the statement must be made within four months from the day on which the advertizement of the curator's appointment appears in the *Quebec Official Gazette*.—*New* ; C.C.P., 773, in part, R.S., 5962.

887. The contesting party is also bound, within the same delay, to prove his allegations by all legal means.

The judge may, however, prolong the delay for making such proof, but not beyond two months

The judge may, when satisfied that the delay is due to the fault of the debtor, allow, from time to time, a

CESSION DE BIENS.

accorder de temps à autre un nouveau délai de deux mois.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 774, amendé.

further delay of two months.—*New, in part*; C.C.P., 774, amended.

888. Si le contestant établit qu'une des offenses mentionnées en l'article 885, le juge peut condamner le débiteur à être emprisonné pour un terme n'excédant pas un an.

888. If the contesting party establishes any one of the offences mentioned in Article 885, the judge may condemn the debtor to be imprisoned for a term not exceeding one year.

Les dispositions des articles 838, 839, 840, 841 et 842 régissent les procédures nécessaires pour exécuter ce jugement, en autant qu'elles sont applicables.—C.P.C., 776, *partie, amendé*; S.R., 5963.

The rules contained in articles 838, 839, 840, 841 and 842, apply, in so far as may be, to proceedings in execution of the condemnation.—C.C.P., 776, *in part, amended*; R.S., 5963.

889. Si le bilan n'est pas contesté dans les délais voulus, ou si la contestation n'est pas prouvée dans ces délais, le juge peut ordonner la libération du débiteur, et ce dernier est exempt d'arrestation ou d'emprisonnement à raison d'une cause d'action antérieure à la production du bilan, à moins qu'il ne soit déjà arrêté sur *capias*, ou qu'il ne soit détenu et emprisonné pour quelque dette de la nature de celles indiquées dans les articles 833 et 834; et, au cas de cet emprisonnement ou arrestation, il peut obtenir du juge sa mise en liberté sur requête et preuve suffisante.—C.P.C., 777, *amendé*; C.C., 2275.

889. If the statement is not contested within the required delay, or if the contestation is not proved within such delay, the judge may order the discharge of the debtor, and the latter is exempt from arrest or imprisonment by reason of any cause of action which existed before the making of such statement, without prejudice to cases where he has been already arrested under a *capias*, or is imprisoned for any debt of the description mentioned in Articles 833 and 834; and in case of such imprisonment or arrest, he may obtain his liberation from the judge, upon petition and sufficient proof.—C.C.P., 777, *amended*, C.C., 2275.

890. Les jugements et ordonnances rendus en vertu des articles 866, 867, 868, 871, 874, 877, 878, 879, 882 et 883 ne sont sujets ni à révision ni à appel.—*Nouveau*.

890. Judgments and orders rendered in virtue of Articles 866, 867, 868, 871, 874, 877, 878, 879, 882 and 883 are not subject to review or to appeal.—*New*.

891. La cession de biens ne libère le débiteur de ses dettes que jusqu'à concurrence de ce que les créanciers ont touché sur le produit de la vente de ses biens.—C.P.C., 779.

891. The abandonment of his property discharges the debtor from his debts to the extent only of the amount which his creditors have been paid out of the proceeds of the sale of such property.—C.C.P., 779.

892. Le curateur doit tenir un registre contenant le nom et le des-

892. The curator must keep a register containing the names and

scription du débiteur, la date de la cession, le montant des deniers réalisés, le montant de chaque réclamation, le montant payé à chaque créancier, le nombre des collocations et le chiffre de ses déboursés et honoraires.

Ce registre peut être examiné par chaque créancier pendant des heures raisonnables, à la place d'affaires du curateur.

Dans les deux mois qui suivent le jour auquel les derniers bordereaux de collocation sont payables, le curateur doit déposer ce registre au greffe de la cour qu'il appartient.

Le curateur doit aussi dans le même délai, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le juge, à peine de tous dépens, dommages et intérêts, préparer un certificat de toutes ses procédures, et le déposer au greffe de la cour supérieure avec tous les papiers et documents relatifs à sa gestion, et le dossier complet ainsi rapporté fait partie des archives de la cour.—*Nouveau*

description of the debtor, the date of the abandonment, the amount of the proceeds of the property, the amount of each claim, the amount paid to each creditor, the number of dividends, and the amount of his fees and disbursements.

The register may be consulted by any creditor, during reasonable hours, at the curator's place of business.

Within two months after the date when the last dividend-sheet is payable, the curator must deposit the register in the office of the court to which it appertains.

The curator must also, within the same delay, unless the judge otherwise orders, under penalty of all costs and damages, prepare a certificate of all his proceedings, and file it in the office of the Superior Court, with all papers and documents relating to his management, and the complete record thus returned forms part of the records of such court.—*New.*

QUATRIÈME PARTIE.

MESURES PROVISIONNELLES.

CHAPITRE XXXII.

Disposition Générale.

203. Dans les cas prévus dans les chapitres qui suivent le demandeur peut obtenir que la personne du débiteur, ses biens ou la chose en litige soient mis sous la main de la justice, ou obtenir un autre remède provisionnel, sauf au défendeur son recours en dommages, en prouvant absence de cause raisonnable et probable dans la

203. In the cases provided for by the following chapters, a plaintiff may have the person or the property of his debtor, or the object in dispute, placed in judicial custody, or may otherwise obtain provisional relief, subject to a right of action by the latter to recover damages upon establishing a want of reasonable and probable cause in

poursuite de ces voies extraordinaires.
—C.P.C., 796, *amendé*.

CHAPITRE XXXIII.

Capias ad Respondendum.

SECTION I.

EMISSION DU CAPIAS.

891. La cour supérieure est seule compétente en matière de capias.—C.P.C., 808.

895. Le demandeur peut obtenir un bref d'assignation et d'arrestation contre le défendeur dans le cas où il lui est dû personnellement une dette de cinquante piastres ou plus, que la dette ait été créée ou soit payable dans les limites des provinces de Québec et d'Ontario, et que le défendeur :

1. Est sur le point de quitter les provinces de Québec et d'Ontario avec l'intention de frauder ses créanciers en général ou le demandeur en particulier, et que le demandeur sera ainsi privé de son recours contr. le défendeur ; ou

2. Cache ou soustrait, ou a caché ou soustrait, ou est sur le point de cacher ou soustraire ses biens avec l'intention de frauder ses créanciers en général ou le demandeur en particulier, et que le demandeur sera ainsi privé de son recours contre le défendeur ; ou

3. Est un commerçant qui a cessé ses paiements et qui a refusé, bien que dûment requis, de faire cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.—C.P.C., 797, *partie* ; 798, *partie* ; 799, *partie*, *amendé* ; 806 ; S.R., 890.

896. Sauf dans les cas contenus dans les articles 893 et 894, le bref de capias ne peut être émis

resorting to any such extraordinary remedies.—C.C.P., 796, *amended*.

CHAPTER XXXIII.

Capias ad Respondendum.

SECTION I.

ISSUE OF THE CAPIAS.

894. The Superior Court only has jurisdiction in matters of capias.—C.C.P., 808.

895. The plaintiff may obtain a writ of summons and arrest against the defendant whenever a personal debt amounting to fifty dollars or upwards is due him, and such debt has been created or is made payable within the limits of the Provinces of Quebec and Ontario, in any case wherein the defendant :

1. Is immediately about to leave the Provinces of Quebec and Ontario, with intent to defraud his creditors in general or the plaintiff in particular, and the plaintiff will thereby be deprived of his recourse against the defendant ; or

2. Is secreting or making away with, has secreted or made away with, or is immediately about to secrete or make away with, his property, with intent to defraud his creditors in general or the plaintiff in particular, and the plaintiff will thereby be deprived of his recourse against the defendant ; or

3. Is a trader who has ceased his payments, and has refused to make a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, although duly required to do so.—C.C.P., 797, *in part* ; 798, *in part* ; 799, *in part*, *amended* ; 806 ; R.S., 890.

896. Except in the cases mentioned in Articles 893 and 894, a writ of capias cannot issue :

1. Contre les prêtres ou ministres de quelque dénomination que ce soit ;
2. Contre les septuagénaires ;
3. Contre les femmes. — C. P. C., 805, *amendé.*

897. Le bref d'arrestation peut être joint au bref d'assignation, ou être émis pendant l'instance comme un incident de la cause.

Il doit, dans ce dernier cas, être accompagné d'une assignation pour le voir joindre à la demande principale et déclaré valable.

Le bref peut aussi être émis après jugement obtenu pour le recouvrement de la dette. — C. P. C., 802, *amendé.*

898. Le bref de capias est obtenu sur production d'un affidavit du demandeur, de son teneur de livres de son commis ou de son fondé de pouvoir, affirmant, outre la dette personnelle requise, l'existence d'un ou plusieurs cas pour lesquels le capias peut être émis.

L'affidavit doit être rédigé suivant la cédule R de l'appendice de ce code, ou toute autre formule de même teneur. — *Nouveau, partie ;* C. P. C., 798, *partie ;* S. R., 5966.

899. Si la créance repose sur une demande de dommages-intérêts non liquidés, l'affidavit doit, en outre, énoncer la nature et le montant des dommages réclamés et les faits qui y ont donné lieu, et être soumis au juge sans l'ordre duquel le bref ne peut être émis.

En autorisant l'émission du bref, le juge doit fixer le montant du cautionnement au moyen duquel le défendeur pourra obtenir son élargissement. — C. P. C., 801, *amendé.*

900. L'affidavit peut être fait par une seule personne, ou par

1. Against priests or ministers of any religious denomination whatever,
2. Against septuagenarians ;
3. Against women. — C. P. C., 805, *amended.*

897. The writ of capias may be joined with the writ of summons, or may be issued afterwards as an incident in the cause.

In the latter case it must be accompanied with a summons to hear it adjudged that the writ be joined with the principal demand and be declared valid.

The writ may also issue after judgment has been obtained for the recovery of the debt. — C. C. P., 802, *amended.*

898. The writ of capias is obtained upon an affidavit of the plaintiff, his book-keeper, clerk, or legal attorney, setting forth, besides the required personal indebtedness, the existence of any one or more of the grounds for which capias lies.

The affidavit must be drawn up in accordance with the forms contained in the Schedule R in the Appendix to this Code, or any others to the same effect. — *New, in part ;* C. C. P., 798, *in part ;* R. S., 5966.

899. If the demand is founded upon a claim for unliquidated damages, the affidavit must also state the nature and amount of the damages sought, and the facts which gave rise to them, and must be submitted to the judge, without whose order the writ cannot issue.

In granting leave to issue the writ, the judge must fix the amount of the bail upon giving which the defendant may be released. — C. C. P., 801, *amended.*

900. The affidavit may be made by one person only, or by several

CAPIAS.

plusieurs qui déposent, chacune, de quelqu'un des faits requis.—C. P. C., 807, *partie*

901. L'affidavit basé sur la croyance du déposant ou sur des renseignements, doit énoncer les raisons de la croyance et les sources des renseignements.—*Nouveau.*

902. Le bref est émis par le protonotaire, ou par le greffier de la cour de circuit qui agit en ce cas comme officier de la cour supérieure et qui rédige le bref comme s'il était expédié par le protonotaire.—*Nouveau, partie ; C. P. C., 797, partie, 810, partie ; 811, partie.*

903. Avant d'émettre le bref, l'officier auquel on s'adresse doit être convaincu de la suffisance des allégations de l'affidavit.—*Nouveau ; S. R. B. C., c. 87, s. 1.*

904. Le bref est signé par l'officier qui l'expédie, il contient, au dos, la mention des noms de la personne qui a donné l'affidavit et de la somme pour sûreté de laquelle il est émis, et, dans le cas de l'article 899, du montant du cautionnement fixé par le juge.—C. P. C., 807, *partie ; 803, amendé.*

905. Le bref est adressé en la manière prescrite en l'article 601.—C. P. C., 809, 810, *amendés ; S. R., 5967.*

SECTION II.

EXÉCUTION DU CAPIAS.

906. Si le bref de *capias* est adressé au shérif, il est tenu de l'exécuter ou de le faire exécuter par ses officiers.—C. P. C., 817.

907. Si le bref de *capias* est adressé à un huissier, il doit procéder à l'arrestation du défendeur et le

persons, each of whom swears to a portion of the necessary facts.—C. C. P., 807, *in part*

901. Any affidavit, founded upon information or belief, must state the grounds of such belief and the sources of such information.—*New*

902. The writ is issued by the prothonotary, or by the clerk of the Circuit Court who, in such case, acts as an officer of the Superior Court, and draws up the writ as though it were issued by the prothonotary.—*New, in part ; C. C. P., 797, in part ; 810, in part, 811, in part.*

903. Before issuing the writ, the officer to whom the application is made must be satisfied that the allegations of the affidavit are sufficient.—*New ; C. S. L. C., c. 87, s. 1.*

904. The writ is signed by the issuing officer, it must bear an endorsement stating the names of the person who made the affidavit, the amount for which the *capias* issued, and, in the case of Article 899, the amount of the bail fixed by the judge.—C. C. P., 807, *in part ; 803, amended.*

905. The writ is addressed in the manner prescribed by Article 601.—C. C. P., 809, 810, *amended ; R. S., 5967.*

SECTION II.

EXECUTION OF THE CAPIAS.

906. If the writ of *capias* is addressed to the sheriff, he is bound to execute it or cause it to be executed by his officers.—C. C. P., 817.

907. If the writ of *capias* is addressed to a bailiff, he arrests the defendant and delivers him over,

remettre ensuite, avec le bref, au shérif, qui en devient alors responsable. — C.P.C., 816, *amendé*.

908. Le shérif est tenu de garder le défendeur dans la prison commune de son district jusqu'à ce que ce dernier donne caution ou soit libéré. — C.P.C., 818, *amendé*.

909. Il suffit de laisser une copie de la déclaration au défendeur lui-même ou au greffe du tribunal dans les trois jours qui suivent la signification du bref.

Dans le même délai, une copie de l'affidavit doit lui être laissée à lui-même ou au greffe. — *Nouveau, partie*; C.P.C., 804

SECTION III.

MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE MOYENNANT CAUTION.

910. Avant le dernier jour du délai accordé pour comparaitre, le défendeur appréhendé sur *capias* peut obtenir son élargissement provisoire en fournissant au shérif bonnes et suffisantes cautions, à la satisfaction de ce dernier, de payer le montant du jugement à intervenir sur la demande, en principal, intérêts et frais, ou, dans le cas de l'article 889 (a), le montant du jugement jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge, s'il ne donne pas caution au désir de l'article 913 dans les dix jours qui suivent celui auquel il est tenu de comparaitre, ou s'il ne se remet pas dans ce délai entre les mains du shérif.

Les cautions offertes doivent, si le demandeur ou le shérif le requiert, justifier sous serment de leur solvabilité, mais ne sont pas tenues de le faire sur leurs immeubles. — *Nouveau, partie*; C.P.C., 828, *amendé*.

911. Le shérif, en ce cas, n'est

together with the writ, to the sheriff, who thereupon becomes responsible for the defendant. — C. C. P., 816, *amended*.

908. The sheriff is bound to keep the defendant in the common gaol of the district until the latter gives security or is released from confinement. — C.C.P., 818, *amended*.

909. It is sufficient to leave a copy of the declaration either with the defendant, or at the office of the court, within three days after the service of the writ.

Within the same delay, a copy of the affidavit must be served upon the defendant, or left at the office of the court. — *New, in part*; C.C.P., 804.

SECTION III.

RELEASE UPON BAIL.

910. Before the last day of the delay allowed for appearance, a defendant arrested upon *capias* may obtain his provisional release from confinement by giving good and sufficient sureties to the sheriff, to the satisfaction of the latter, that he will pay the amount of the judgment that may be rendered upon the demand, in principal, interest and costs, or, in the case of Article 899, the amount of the judgment to the extent of the sum fixed by the judge; should he fail either to give bail pursuant to Article 913 within ten days after the day upon which he must appear, or to surrender himself within such delay into the custody of the sheriff.

The sureties offered must, if the plaintiff or the sheriff so requires, justify their sufficiency on oath, but need not justify on real estate. — *New, in part*; C.C.P., 828, *amended*.

911. The sheriff is in such case

responsable que de la solvabilité des cautions au jour du cautionnement par lui reçu.—C.P.C., 829.

912. Il est libéré de toute autre responsabilité en offrant un transport de l'acte de cautionnement qu'il a reçu.

Ce transport peut se faire par un simple endossement du nom du shérif sur l'acte de cautionnement.—C.P.C., 83, amendé.

913. Le défendeur peut obtenir son élargissement en fournissant bonnes et suffisantes cautions, à la satisfaction du juge ou du protonotaire, qu'il fera cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers dans les trente jours de la prononciation du jugement maintenant le *capias*, et aussi qu'il se remettra sous la garde du shérif, lorsqu'il en sera requis par une ordonnance du juge, dans les trente jours de la signification de cette ordonnance à lui ou à ses cautions, et qu'à défaut de faire cette cession et de se livrer, ou de l'un ou de l'autre, ses cautions payeront au demandeur le montant du jugement en principal, intérêts et frais, ou, dans le cas de l'article 899 le montant du jugement jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge.—C.P.C., 776, § 2; 825, *partie*, amendé.

914. L'élargissement peut être obtenu en tout temps avant jugement en la manière prescrite par l'article précédent.—C.P.C., 825, *partie*.

915. Ce cautionnement est présenté sur avis contenant la désignation des cautions proposées, signifié à la partie demanderesse ou à son procureur, en observant le délai d'un jour intermédiaire.—C.P.C., 826, amendé.

916. Les cautions offertes doivent, si le demandeur le requiert, justifier sous serment de leur solvabilité, mais

responsible only for the sufficiency of the sureties at the time when the bail was given.—C.C.P., 829.

912. He may free himself from any further liability by offering an assignment of the bail-bond taken by him.

This assignment may be effected by simply indorsing his name on the bail-bond.—C.C.P., 830, amended.

913. The defendant may obtain his release from confinement upon giving good and sufficient sureties, to the satisfaction of the judge or prothonotary, that he will make an abandonment of his property for the benefit of his creditors within thirty days after the rendering of judgment maintaining the *capias*, and also that he will surrender himself into the custody of the sheriff, when required to do so by an order of the judge, within thirty days after service of such order upon him or his sureties, and that, in default of such abandonment and surrender, or of either, such sureties will pay to the plaintiff the amount of the judgment in principal, interest and costs, or, in the case of Article 899, the amount of the judgment to the extent of the sum fixed by the judge.—C.C.P., 776, § 2; 825 *in part*, amended.

914. The release may be obtained in the manner prescribed by the preceding Article at any time before judgment.—C.C.P., 825, *in part*.

915. Such bail is offered after one day's notice, containing a description of the sureties proposed, served upon the plaintiff or his attorney.—C.C.P. 826, amended.

916. The sureties offered must, if the plaintiff so requires, justify their sufficiency on oath, but need not jus-

ne sont pas tenue de le faire sur des immeubles.—C.P.C., 827.

917. Les cautions ou l'une d'elles peuvent en tout temps arrêter le défendeur et le remettre au shérif, ou obtenir, sans avis, du protonotaire, une ordonnance enjoignant au shérif ou à un huissier de l'arrêter.

L'exécution de cette ordonnance est soumise aux règles des articles 906, 907 et 908.—C. P. C., 831, *partie, amendé.*

918. Quand les cautions arrêtent elles-mêmes le défendeur, le shérif ne peut être tenu de le recevoir, à moins qu'il n'en soit requis par un acte sous la signature des cautions ou de l'une d'elles, ou de leur procureur fondé.

Cet acte doit contenir la mention du tribunal, les noms des parties en cause et des cautions, et requérir le shérif de prendre le débiteur sous sa charge.

Le shérif doit leur donner acte de la livraison du débiteur.—C.P.C., 832, *amendé*

SECTION IV

CONTESTATION DU CAPIAS.

919. Sur requête présentée au juge, le défendeur peut faire annuler le *capias* dans les cas suivants :

1 S'il établit que les allégations de l'affidavit sur lequel est basé le *capias* sont insuffisantes ;

2. S'il établit qu'il est exempt de l'incarcération ;

3. Si le demandeur ne peut établir la vérité des allégations essentielles de l'affidavit.—C.P.C., 819, *amendé*

920. Aux fins de juger cet incident, le juge peut ordonner le rapport immédiat du bref de *capias* et des procédures sur icelui, mais, les délais

tify on real estate.—C.C.P., 827.

917. The sureties or any of them may themselves arrest the defendant and deliver him to the sheriff ; or may obtain, without notice, from the protonotary, an order commanding the sheriff or a bailiff to make the arrest.

The execution of such order is governed by the rules contained in Articles 906, 907 and 908.—C.C.P., 831, *in part, amended.*

918. When the sureties have themselves arrested the defendant, the sheriff is not bound to receive him without a written requisition, signed by the sureties or by one of them, or by their authorized attorney.

The requisition must contain the title of the court, the names of the parties to the suit and of the sureties, and must require the sheriff to take the debtor into his custody.

It is the duty of the sheriff to give the sureties a certificate of such surrender.—C.C.P., 832, *amended.*

SECTION IV.

CONTESTATION OF THE CAPIAS

919. Upon a petition presented to a judge, the defendant may have the *capias* quashed in the following cases

1 Whenever he shows that the allegations of the affidavit upon which the *capias* is founded are insufficient

2. Whenever he shows that he is exempt from arrest,

3. Whenever the plaintiff fails to establish the truth of the essential allegations of the affidavit.—C.C.P., 819, *amended*

920. In order to decide upon this incidental proceeding, the judge may order the immediate return of the writ of *capias* and the proceedings had

pour plaider à l'action ne commencent à courir que du jour où le rapport du bref eût autrement été fait.—C.P.C., 820, *amendé*.

921. Si la contestation ne porte que sur la suffisance des allégations de l'affidavit, le juge peut en disposer après avoir entendu les parties.—C.P.C., 821, *partie*.

922. Si la contestation est basée sur la fausseté des allégations ou sur ce que le défendeur est exempt d'incarcération, elle doit être liée sur la requête du défendeur indépendamment de la contestation sur la demande principale.

Cette contestation est soumise aux règles et délais des causes sommaires.—C.P.C., 821, *partie, amendé*.

923. Le défendeur dont la demande de libération est repoussée peut se pourvoir en révision ou en appel.—C.P.C., 822, *amendé*.

924. Au cas où le *capias* est annulé par le tribunal ou le juge, le demandeur peut obtenir la suspension du jugement, en déclarant immédiatement qu'il entend le faire reviser ou le porter en appel.

Dans le premier cas, il doit faire signifier l'inscription et faire le dépôt requis par l'article 1196 avant l'expiration du jour juridique qui suit le prononcé du jugement, et, dans le second, faire signifier l'inscription dans le même délai et donner caution en la manière ordinaire.

S'il y a lieu à appel en faveur du demandeur de la sentence en révision, il doit déclarer immédiatement son intention à cet effet, produire son inscription en appel avant l'expiration du jour juridique qui suit le prononcé du

upon it but the delays for pleading to the action are computed only from the date on which the return would otherwise have been made.—C.C.P. 820, *amended*.

921. If the contestation is merely as to the sufficiency of the allegations of the affidavit, the judge may dispose of it after hearing the parties.—C.C.P., 821, *in part*.

922. If the contestation is founded upon the falsity of the allegations, or upon the defendant's being exempt from arrest, issue must be joined upon the petition of the defendant independently of the contestation upon the principal demand.

The contestation is subject to the same rules and delays as summary matters.—C.C.P., 821, *in part, amended*.

923. A defendant whose application to be released from confinement is rejected may appeal to the Court of Review or to the Court of Queen's Bench.—C.C.P., 822, *amended*.

924. If the court or the judge quashes the *capias*, the plaintiff may obtain a suspension of the judgment by declaring immediately that he intends to take the decision to review or to appeal.

In the former case, he must serve the inscription and deposit the amount required by Article 1196 before the expiry of the next juridical day after the rendering of judgment, and, in the latter case, must serve the inscription within the same delay, and give security in the ordinary way.

If the plaintiff is entitled to appeal from the judgment in review, he must immediately declare his intention of doing so, file the inscription in appeal before the expiry of the next juridical day after the rendering of judgment

jugement en révision, et donner caution en la manière ordinaire.

A défaut par le demandeur de remplir ces formalités, le défendeur est libéré.—C.P.C., 823, amendé ; 54 V., c. 41, s. 3.

SECTION V.

EFFECT DU CAPIAS.

925. A la requête du demandeur, le débiteur, contre lequel un capias a été maintenu et qui a été élargi sous caution, peut être condamné par le tribunal à être emprisonné pour un temps indéterminé.

L'ordonnance qui prononce l'incarcération peut être rendue aussitôt après le jugement maintenant le capias, mais elle n'est exécutoire que trente jours après sa signification.

Pour le surplus, elle est demandée, contestée et mise à exécution comme la contrainte.—*Nouveau* ; C.P.C., 776, *partie*.

926. Sauf la responsabilité encourue par les cautions lorsque le défendeur n'a pas fait cession de ses biens dans les trente jours du jugement maintenant le capias, le débiteur peut en tout temps faire cession de ses biens.—*Nouveau, partie* ; C.P.C., 766, § 1 ; S.R., 5963.

927. La cession faite à la suite d'un capias est régie par les règles contenues dans les articles 854 à 892 inclusivement, sauf les règles particulières énoncées dans la présente section.—*Nouveau*.

928. Le cession de biens se fait par la production de la déclaration et du bilan au greffe de la cour supérieure pour le district où a été émis le capias.—C.P.C., 764, *partie, amendé* ; S.R., 5954.

929. Après la nomination du cu-

in review, and give security in the ordinary way.

If the plaintiff fails to comply with these formalities, the defendant is released.—C. C. P., 823, *amended* ; 54 Vic., c. 41, s. 3.

SECTION V.

EFFECT OF THE CAPIAS.

925. Upon a petition by the plaintiff, the debtor against whom a capias has been maintained, and who has been released upon bail, may be condemned by the court to imprisonment for an indeterminate time.

The order decreeing the imprisonment may be rendered as soon as judgment has been pronounced maintaining the capias, but it is executory only thirty days after its service.

In other respects, it is applied for, contested and executed in the same manner as coercive imprisonment.—*New* ; C.C.P., 776, *in part*.

926. Saving the responsibility incurred by the sureties whenever the defendant has not made an abandonment of his property within thirty days after judgment maintaining the capias, the debtor may make such abandonment at any time.—*New, in part* ; C. C.P., 766, § 1 ; R.S., 5963.

927. Abandonments consequent upon capias are governed by the rules contained in Articles 854 to 892 inclusively, except in so far as special provisions are contained in this Section.—*New*.

928. The abandonment is made by filing the declaration and the statement in the office of the Superior Court for the district in which the capias issued.—C.C.P., 764, *in part, amended* ; R.S., 5954.

929. After the appointment of the

rateur, le dossier des procédures *fiu* la cession est transmis au protonotaire de la cour supérieure du district où le débiteur a sa place d'affaires, et, en l'absence de semblable établissement, du district où il est domicilié.

Néanmoins, si le débiteur n'a ni domicile ni place d'affaires dans la province, le dossier reste au greffe où la cession a été faite.—*Nouveau, partie; C.P.C., 768, partie, amendé; S.R., 5956.*

930. Le bilan peut, en outre des cas énoncés dans l'article 885, être contesté à raison du recélé qui a précédé le *capias* et qui en a déterminé le maintien, à moins que les objets recelés ne soient compris dans le bilan; et, s'il est établi que ces effets n'y ont pas été compris, le débiteur est passible de la peine édictée par l'article 888.—*Nouveau, partie; C. P. C., 773, partie, amendé.*

CHAPITRE XXXIV.

SAISIE-ARRÊT AVANT JUGEMENT.

SECTION I.

ARRÊT SIMPLE.

931. Le créancier peut obtenir avant jugement un bref à l'effet de faire arrêter les biens meubles de son débiteur, dans les cas où il existe une dette excédant cinq piastres due personnellement par le défendeur au demandeur :

1. Dans le cas du dernier équipeur;
2. Dans le cas où le défendeur

(a) Est sur le point de quitter la province avec l'intention de frauder ses créanciers en général ou le demandeur en particulier, et que le demandeur sera ainsi privé de son recours contre le défendeur ; ou

curator, the record of the proceedings upon the abandonment is transmitted to the prothonotary of the Superior Court for the district where the debtor has his place of business, or, in default of such place, where he is domiciled.

Nevertheless, if the debtor has no place of business or domicile in the Province, the record remains in the office of the court where the abandonment is made.—*New, in part; C.C.P. 768, in part, amended; R.S., 5956.*

930. The statement may, apart from the cases mentioned in Article 885, be contested by reason of any secretion which preceded the *capias* and was the cause of its being maintained, unless the things secreted are included in the abandonment, and if it is proved that such things are not therein included, the debtor is subject to the penalty imposed by Article 888.—*New, in part; C.C.P., 773, in part amended.*

CHAPTER XXXIV

ATTACHMENT BEFORE JUDGMENT.

SECTION I

SIMPLE ATTACHMENT.

931. A creditor may, before obtaining judgment, procure a writ to attach the goods and effects of his debtor, in any case wherein the defendant is personally indebted to the plaintiff in a sum exceeding five dollars :

1. In the case of the *dernier équipeur*;
2. When the defendant

(a) Is immediately about to leave the Province with intent to defraud his creditors in general or the plaintiff in particular, and the plaintiff will thereby be deprived of his recourse

(b) Cache ou soustrait, ou a caché ou soustrait, ou est sur le point de cacher ou soustraire ses biens avec l'intention de frauder ses créanciers en général ou le demandeur en particulier, et que le demandeur sera ainsi privé de son recours contre le défendeur; ou

(c) Est un commerçant qui a cessé ses paiements et qui a refusé, bien que dûment requis, de faire cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.—C.P.C., 834, *amendé*; S.R., 5970.

932. Le bref d'arrêt simple est adressé et exécuté en la manière prescrite à l'article 601.

Il enjoint au shérif ou à l'huissier de saisir les meubles et effets du défendeur et d'assigner ce dernier à comparaître pour répondre à la demande et voir déclarer valable la saisie faite.—C.P.C., 836 *partie*; 840, *partie, amendé*; S.R., 5971.

933. Le bref est obtenu sur production d'un affidavit du demandeur, de son teneur de livres, de son commis ou de son fondé de pouvoirs, affirmant, dans le cas de dernier équipeur, l'existence de la dette requise, et, dans les autres cas, outre la dette requise, l'existence d'un ou de plusieurs des autres cas pour lesquels le bref de saisie-arrêt peut être émis.—*Nouveau*; C.P.C., 834, *partie*; S.R., 5970.

934. Ce bref est expédié par le protonotaire ou par le greffier de la cour de circuit suivant le cas, et est assujéti aux mêmes formalités que les assignations ordinaires.

Il peut aussi être expédié pour la cour supérieure par le greffier de la cour de circuit qui agit en ce cas comme officier de la cour supérieure, et qui rédige le bref comme s'il était

against the defendant; or

(b) Is secreting or making away with, has secreted or made away with, or is immediately about to secrete or make away with, his property, with intent to defraud his creditors in general or the plaintiff in particular, and the plaintiff will thereby be deprived of his recourse against the defendant; or

(c) Is a trader who has ceased his payments, and has refused to make an abandonment of his property for the benefit of his creditors, although duly required to do so.—C.C.P., 834, *amended*; R.S., 5970.

932. The writ of simple attachment is addressed and executed in the manner prescribed by Article 601.

It commands the sheriff or bailiff to attach the moveable property of the defendant, and to summon the latter to appear and answer the demand and to hear the attachment declared valid.—C.C.P., 836, *in part*; 840, *in part, amended*; R.S., 5971.

933. The writ is obtained upon an affidavit of the plaintiff, his book-keeper, clerk, or legal attorney, setting forth, in the case of the *dernier équipeur*, the existence of the required indebtedness, and in other cases, besides the required indebtedness, the existence of any one or more of the other grounds for which attachment before judgment lies.—*New*; C.C.P., *in part*, R.S., 5970.

934. The writ is issued by the protonotary or by the clerk of the Circuit Court, as the case may be, and is clothed with the formalities of ordinary summons.

It may also be issued, for the Superior Court, by the clerk of the Circuit Court, who in such case acts as an officer of the Superior Court, and draws up the writ as though it

expédié par le protonotaire.—C.P.C., 838, 839, *amendés*; 840, *partie*.

935. La saisie des biens du défendeur et la nomination et les pouvoirs des gardiens ou dépositaires sont sujettes aux règles relatives à l'exécution d'un jugement.

L'officier saisissant peut procéder à la saisie dans un autre district, si le débiteur y a transporté ses effets ou s'y est retiré.—C.P.C., 841; 851, *amendé*.

936. Une copie du bref doit être laissée au défendeur, aussitôt que la saisie est parfaite.—C. P. C., 850, *partie*.

937. Si le défendeur a quitté la province, ou se cache afin d'éviter la signification du bref ou du procès-verbal, le juge, sur procès-verbal l'attestant, peut prescrire le mode de signification.—C.P.C., 852, *amendé*.

938. Le défendeur dont les effets ont été arrêtés peut en obtenir la restitution de l'officier saisissant, dans les trois jours à compter de la signification du procès-verbal de saisie :

1. En déposant entre les mains de l'officier saisissant le montant de la somme portée au dos du bref avec intérêts et frais, ou ce montant seulement s'il s'agit de dommages non liquidés;

2. En donnant à l'officier saisissant, qui est tenu de la recevoir, caution bonne et suffisante, avec justification sous serment et au montant endossé sur le bref avec intérêts et frais, et à ce montant seulement s'il s'agit de dommages non liquidés, de satisfaire au jugement à intervenir.

A défaut de ce faire dans le délai ci-dessus, les effets demeurent sous la

were issued by the prothonotary.—C.C.P., 838, 839, *amended*; 840, *in part*.

935. The seizure of the property of the defendant and the nomination and powers of guardians and depositaries are subject to the rules governing the execution of judgments.

The seizing officer may make the seizure in another district if the debtor has conveyed his property there or has withdrawn there himself.—C.C.P., 841, 851, *amended*.

936. A copy of the writ of attachment must be served upon the defendant as soon as the seizure is completed.—C.C.P., 850, *in part*.

937. If the defendant is absent from the Province, or conceals himself so as to prevent the service of the writ of attachment or of the minutes of seizure, the judge may, upon a return to that effect, prescribe the method of service.—C.C.P., 852, *amended*.

938. A defendant whose effects have been seized may have them restored to him by the seizing officer within three days from the service of the minutes of seizure:

1. By depositing with the seizing officer the amount indorsed on the writ, together with interest and costs, or such amount only, if it is for unliquidated damages; or

2. By giving the seizing officer, who is bound to accept them, good and sufficient sureties, who justify under oath to the amount indorsed upon the writ, with interest and costs, or to such amount only if it is for unliquidated damages, that he will satisfy the judgment that may be rendered.

In default of his doing so within the specified delay, the effects remain

main de la justice pour faire face au jugement, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le juge.—C. P. C., 853, *amendé*.

939. Les dispositions contenues dans les articles 899, 900, 901, 903, 904, 909 et 919 à 924 inclusivement, régissent l'émission, la forme, l'exécution et la contestation du bref d'arrêt simple, en autant qu'elles sont applicables.—*Nouveau* ; C. P. C., 835, 837, 854.

SECTION II.

ARRÊT EN MAINS TIÈRES.

940. Dans tous les cas où un bref d'arrêt simple peut être octroyé, le créancier peut faire arrêter les biens meubles de son débiteur qui se trouvent entre les mains de tierces personnes, ainsi que les deniers qu'elles peuvent lui devoir.—C. P. C., 855, *amendé*.

941. Cet arrêt se fait au moyen d'un bref, adressé et exécuté en la manière prescrite à l'article 601, enjoignant aux tiers saisis de ne point se dessaisir des effets mobiliers qu'ils ont en leur possession appartenant au défendeur et des deniers ou autres choses qu'ils peuvent lui devoir ou auront à lui payer, avant qu'il en ait été ordonné par le tribunal, et leur ordonnant de comparaître au jour et à l'heure fixés pour déclarer sous serment quels effets ils ont en leur possession appartenant au défendeur, et quelles sommes de deniers ou autres choses ils lui doivent ou auront à lui payer, avec assignation au défendeur de comparaître au jour fixé, de répondre à la demande et de voir déclarer la saisie-arrest valable.

Lorsqu'il s'agit de la saisie des traitements, salaires et gages, le bref doit

under seizure to satisfy the judgment, unless the judge orders otherwise.—C. C. P., 853, *amended*.

939. The issue of the writ of attachment, its form, execution and contestation, are governed, in so far as may be, by the provisions of Articles 899, 900, 901, 903, 904, 909, and 919 to 924 inclusively.—*New* ; C. C. P., 835, 837, 854.

SECTION II.

ATTACHMENT BY GARNISHMENT.

940. In all the cases where a writ of simple attachment may be granted, a creditor may also attach any moveable property belonging to his debtor which may be in the hands of third persons, and also whatever sums they may owe him.—C. C. P., 855, *amended*.

941. This attachment is effected by means of a writ addressed and executed in the manner provided by Article 601, commanding the garnishees not to dispossess themselves of the moveable property belonging to the debtor which is in their possession, of such moneys or other things as they owe him or will have to pay him, until the court has pronounced upon the matter, and ordering them to appear on a day and at an hour fixed to declare under oath what property they have in their possession belonging to the defendant, and what sums of money or other things they owe him or will have to pay him, and summoning the defendant to appear on the day fixed and answer the demand of the plaintiff and to hear the attachment declared valid.

In seizing salaries and wages, the

aussi contenir la mention de la résidence du défendeur, de la nature de ses fonctions et de l'endroit où il les exerce.—*Nouveau, partie*; C. P. C., 856, 857, amendé, 860; S.R., 5972.

912. Le bref est revêtu de toutes les formes requises pour une assignation ordinaire, et est sujet aux dispositions contenues dans les articles 899, 900, 901, 903, 904, 909, 933 et 934 en autant qu'elles sont applicables.—C. P. C., 858, 859.

913. Les dispositions contenues dans les articles 679, 680, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697 et 698 sont également applicables dans les cas d'arrêt en mains tierces.—C. P. C., 860, 862, 863, 864, amendés.

914. Si la déclaration du tiers saisi n'est pas contestée, le juge, en prononçant sur la demande principale, adjuge sur l'arrêt et la déclaration du tiers saisi.—C. P. C., 861.

915. La contestation de l'arrêt par le défendeur et l'appel du jugement sur la requête pour annulation sont sujets aux règles des articles 919 à 924 inclusivement.—C. P. C., 865.

CHAPITRE XXXV

SAISIR-REVENDECTION.

916. Celui qui a droit de revendiquer une chose mobilière, peut obtenir un bref à l'effet de la mettre sous la main de la justice, en produisant un affidavit énonçant son droit et désignant la chose de manière à en constater l'identité.

Ce droit de saisir-revendiquer peut être exercé par le propriétaire, le gagiste, le dépositaire, l'usufruitier, le grevé de substitution et le substitué.—C. P. C. 866

writ must also state the defendant's place of residence, and the nature and place of his occupation.—*New, in part*; C.C.P., 856, 857, amended, 860; R. S., 5972.

912. The writ is clothed with all the formalities required for ordinary summons, and is subject to the provisions of Articles 899, 900, 901, 903, 904, 909, 933 and 934, in so far as they can apply.—C.C.P., 858, 859.

913. The provisions contained in Articles 679, 680, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697 and 698, are also applicable to attachment by garnishment.—C.C.P., 860, 862, 863, 864, amended.

914. If the declaration of the garnishee is not contested, the judge, in rendering judgment upon the principal demand, adjudicates also upon the attachment and the declaration of the garnishee.—C.C.P., 861

915. The contestation of the attachment by the defendant and any appeal from the judgment upon the petition to quash, are governed by the rules contained in Articles 919 to 924 inclusively.—C.C.P., 865.

CHAPTER XXXV.

ATTACHMENT IN REVENDECTION.

916. Whoever has a right to revendicate moveable property, may obtain a writ for the purpose of having it attached, upon production of an affidavit setting forth his right and describing the property so as to identify it.

This right of attachment in revendication may be exercised by the owner, the pledgee, the depositary, the usufructuary, the institute in substitutions, and the substitute.—C.C.P., 866.

947. Le bref de saisie-revendication enjoint de saisir les effets revendiqués, et de les entiercer jusqu'à ce qu'il soit adjugé sur la revendication

Mention est faite au dos du bref du nom de la personne sur la déposition de laquelle il est émis.—C. P. C., 867

948. Les formalités prescrites dans les articles 909, 932, 934, 935 et 936 sont observées dans la saisie-revendication en autant qu'elles peuvent s'y appliquer.—C. P. C., 868, *amendé*, 872

949. Le défendeur peut obtenir que les effets soient remis en sa possession, en donnant bonne et suffisante caution de les représenter lorsqu'il en sera requis, ce à quoi il est alors tenu comme un séquestre judiciaire

Néanmoins, le juge peut, suivant les circonstances, en accorder la possession au demandeur aux mêmes conditions.—C. P. C., 869, *amendé*

950. Avant que les effets soient livrés à la partie qui en demande la remise, l'autre partie peut exiger qu'il soit fait un procès-verbal constatant l'état des effets, leur description et leur évaluation, afin de régler le montant du cautionnement, et ce par experts nommés suivant la procédure ordinaire.—C. P. C., 870.

951. Si ni l'une ni l'autre des parties ne réclame la remise des effets saisis, ils demeurent à la charge du gardien nommé, ou, à la demande de l'une ou de l'autre des parties, le juge peut, s'ils sont susceptibles de produire des fruits, ordonner qu'ils soient mis entre les mains d'un séquestre.—C. C. P., 871

947. The writ of attachment in revendication orders the seizure of the effects revendicated, and that they be placed in the hands of guardians until judgment is rendered upon the revendication.

The name of the person upon whose affidavit the writ issues is endorsed upon the writ.—C. C. P., 867

948. The formalities prescribed in Articles 909, 932, 934, 935 and 936, are observed in attachment in revendication, in so far as they can apply.—C. C. P., 868, *amended*, 872.

949. The defendant may have the effects returned into his possession upon giving good and sufficient sureties that he will produce them when required, which he is in such case bound to do in the same manner as a judicial sequestrator

Nevertheless the judge may, according to circumstances, grant possession of the effects to the plaintiff, subject to the same conditions.—C. C. P., 869, *amended*

950. Before the effects are delivered to the party applying for them, the other party may require an inventory thereof to be made, establishing the condition of the effects, their description and their value in order to settle the amount of the security to be given, which is done by experts named in the ordinary course of procedure.—C. C. P., 870

951. If neither of the parties applies for the effects seized they remain in the custody of the guardian appointed, or, at the request of either of the parties, the judge may, if they are of a nature to produce fruits, order them to be placed in the hands of a sequestrator.—C. C. P., 871.

CHAPITRE XXXVI.

SAISIE-GAGERIE.

952. Le propriétaire ou locateur peut faire saisir pour loyers, fermages et autres sommes exigibles en vertu du bail, les effets et fruits sujets à son privilège qui se trouvent dans la maison et les bâtiments ou sur la terre loués. — C.P.C., 873, *partie, amendé*; S.R., 5973.

953. Il peut également suivre et saisir ailleurs, même pour les sommes non encore exigibles, les effets mobiliers qui garnissaient la maison ou les lieux loués, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, dans les huit jours qui suivent ce déplacement.

La saisie par droit de suite doit être signifiée au nouveau locateur, qui doit être mis en cause pour la voir déclarer exécutoire. — C. P. C., 873, *partie, amendé*; S.R., 5973.

954. Les dispositions contenues dans l'article 933, ainsi que celles contenues dans l'article 909 relativement à la signification de la déclaration, sont également applicables à la saisie-gagerie. — C.P.C., 874, 875, *amendés*; S.R., 5974.

CHAPTER XXXVI.

ATTACHMENT FOR RENT.

952. The owner or lessor may cause the effects and fruits in or upon the house, premises or lands leased, and subject to his privilege, to be seized for the rent, farm dues, or other sums due in virtue of the lease. — C.C.P., 873, *in part, amended*; R.S., 5973.

953. He may likewise follow and seize elsewhere, even for amounts not yet due, the moveable effects which were in the house or premises leased, when they have been removed without his consent; but he must do so within eight days after their removal.

An attachment in recaption must be served upon the new lessor, who must also be summoned to show cause against its execution. — C.C.P., 873, *in part, amended*; R.S., 5973.

954. The provisions contained in Article 933, as well as those contained in Article 909, respecting the service of the declaration, apply likewise to attachment for rent. — C.C.P., 874, 875, *amended*; S.R., 5974.

CHAPITRE XXXVII.

SAISIE CONSERVATOIRE.

955. Lorsqu'il n'y a pas d'autre remède également approprié, avantageux et efficace, le demandeur peut obtenir une saisie conservatoire sur production d'un affidavit exposant :

1. Qu'il est fondé à recouvrer la possession d'un bien meuble qu'il a vendu à terme ;

2. Qu'il est fondé à être colloqué par préférence sur le prix d'un bien

CHAPTER XXXVII.

CONSERVATORY ATTACHMENT.

955. If there is no other remedy equally convenient, beneficial and effectual, the plaintiff may obtain a conservatory attachment upon producing an affidavit showing :

1. That he is entitled to reclaim the possession of moveable property sold by him with a term for the payment of its price ;

2. That he is entitled to rank by preference upon the price of moveable

meuble, et qu'on en use de manière à lui faire perdre son recours ;

3. Qu'il est fondé par suite de quelque disposition légale à faire mettre sous la garde de la justice un bien meuble pour assurer l'exercice de ses droits sur icelui.—*Nouveau* ; C.P.C., 834, 866, amendé ; C.C., 1543, 1998, 1999 ; S.R., 5811, 5827 ; 54 V., c 39, ss. 1 et 2

956. Les règles qui régissent la saisie-arrêt avant jugement sont observées dans la saisie conservatoire en autant qu'elles peuvent s'y appliquer.—*Nouveau*

CHAPITRE XXXVIII

INJUNCTIONS.

957. Un juge de la cour supérieure peut accorder une ordonnance d'injonction interlocutoire, dans chacun des cas suivants :

1. Lors de l'émission du bref d'assignation

(a) Lorsqu'il appert de la requête que le demandeur a droit au remède demandé, et que ce remède consiste en tout ou en partie à empêcher la commission ou la continuation d'une action ou opération, soit pour un temps, soit pour toujours ;

(b) Lorsque la commission ou la continuation d'une action ou opération causerait des dégradations, ou un tort sérieux ou irréparable.

2. Au cours d'une instance :

(a) Lorsque la commission ou la continuation d'une action ou opération pendant l'instance causerait des dégradations, ou un tort sérieux ou irréparable ;

(b) Lorsque la partie adverse fait ou est sur le point de faire un acte attentatoire aux droits du demandeur ou aux dispositions de la loi touchant

property, and that it is being dealt with in such a manner as to defeat his remedy ;

3. That he is entitled, by reason of some provision of law, to have moveable property placed under judicial custody, in order to assure the exercise of his rights over it.—*New*, C.C.P., 834, 866 amended, C.C. 1543, 1998, 1999 R.S. 5811, 5827, 54 Vic., c 39, ss. 1, 2.

956. The proceedings upon conservatory attachment are subject to the rules governing attachment before judgment, in so far as they can apply.—*New*

CHAPTER XXXVIII.

INJUNCTIONS.

957. Any judge of the Superior Court may grant an interlocutory order of injunction in any of the following cases.

1 At the time of issuing the writ of summons.

(a) Whenever it appears by the petition that the plaintiff is entitled to the relief demanded, and that such relief consists, in whole or in part, in restraining the commission or continuance of any act or operation, either for a limited period or perpetually.

(b) Whenever the commission or continuance of any act or operation would produce waste, or would produce great or irreparable injury.

2 During the pendency of a suit.

(a) Whenever the commission or continuance of any act or operation during the suit would produce waste, or would produce great or irreparable injury ;

(b) Whenever the opposite party is doing or is about to do some act in violation of the plaintiff's rights, or in contravention of law, respecting

l'objet de la demande, qui est de nature à rendre le jugement inefficace.—*Nouveau*; C. P. C., 1033a; S. R., 5991; Cal., 526; N. Y. C., 603, 604; Eng. J. A., 1873, s. 25, ss. 8; Eng. R., 657a, 662; Ont. J. A., s. 53, ss. 8; H. & L., 52 *et seq.*

938. Une injonction ne peut être accordée :

1. Pour empêcher des procédures judiciaires, sauf le pouvoir du tribunal ou du juge d'enjoindre, par une ordonnance rendue dans une affaire ou instance pendante devant lui, la suspension des procédures en icelle ;

2. Pour empêcher l'exercice d'une charge dans une corporation publique ou privée.—*Nouveau*; Eng. J. A., 1873, s. 24, ss. 5; Cal., C. C., 3423.

939. Après l'émission de l'injonction interlocutoire, toute injonction interlocutoire additionnelle jugée nécessaire peut être décernée.—*Nouveau*; C. P. C., 1033i, *partie*; S. R., 5991; Cal., 527.

960. La demande d'injonction interlocutoire se fait par une requête libellée appuyée d'un ou de plusieurs affidavits attestant la vérité de ses allégations.—C. P. C., 1033b, *amendé*; S. R., 5991.

961. Dans les cas de nécessité urgente, le juge peut accorder l'injonction interlocutoire sans avis.

Dans tous les autres cas, il doit exiger qu'un avis soit donné à la partie adverse en la manière qu'il croit convenable ; mais il peut alors décerner une injonction intérimaire, qui reste en vigueur durant le temps y spécifié.—C. P. C., 1033c; S. R., 5991; Cal., 530.

962. Le juge peut, lors de la présentation de la requête, permettre à chaque partie de répondre par écrit

the subject of the action, which is of a nature to render the final judgment ineffectual.—*New*; C. C. P., 1033a; R. S., 5991; Cal., 526; N. Y. C., 603, 604; Eng. J. A., 1873, s. 25, sub-sec. 8; Eng. R., 657a, 662; Ont. J. A., s. 53, sub-sec. 8; H. & L., 52 *et seq.*

938. An injunction cannot be granted:

1. To restrain proceedings at law, saving the power of the court or of the judge to direct, by an order in any matter or suit pending before them, that the proceedings therein be stayed ;

2. To restrain the exercise of any office in a public or in a private corporation.—*New*; Eng. J. A., 1873, s. 24, sub-sec. 5; Cal., C. C., 3423.

939. After the issue of the interlocutory injunction, any additional injunction which is deemed necessary may be granted.—*New*; C. C. P., 1033i, *in part*; R. S., 5991; Cal., 527.

960. The application for an interlocutory injunction is made by petition, supported by one or more affidavits verifying its allegations.—C. C. P., 1033b, *amended*; R. S., 5991.

961. In cases of urgent necessity, the judge may grant an interlocutory injunction without notice.

In all other cases he must require notice to be given to the opposite party in whatever manner he deems proper; but he may, in that event, grant an interim injunction, to remain in force during the time therein specified.—C. C. P., 1033c, *amended*; R. S., 5991; Cal., 530.

962. The judge may, when the petition is presented, allow either party to answer in writing the allegations

aux allégations de la partie adverse, et de produire des affidavits ou de faire une enquête si c'est nécessaire, et fixer les délais pour ce faire — *Nouveau.*

962. L'injonction intérimaire ou interlocutoire ne peut être émise, à moins que la personne qui la demande ne donne préalablement caution, en la manière et pour le montant prescrit par le juge et à sa satisfaction, de payer les frais et les dommages causés à la partie adverse par l'émission de l'injonction.

Dans le cas d'injonction additionnelle, le juge peut dispenser de l'obligation de donner caution.

Il peut, en tout temps, élever ou diminuer le montant du cautionnement ou ordonner qu'un cautionnement qui est devenu insuffisant soit remplacé — *Nouveau partie; C P C., 1033d; 1033i, partie; S.R., 5991*

964. L'injonction consiste en une ordonnance enjoignant à la partie adverse et à ses officiers, représentants et employés de ne pas commettre une action déterminée ou de suspendre toutes actions et opérations relatives aux matières en litige sous les peines que de droit. — *Nouveau, C.P.C., 1033a, partie, 1033c, amendé; S.R., 5991.*

965. L'ordonnance est signifiée à la partie adverse en la manière prescrite pour les brefs d'assignation ou en la manière que le juge indique.

Si l'injonction interlocutoire est décernée lors de l'émission du bref d'assignation, elle est signifiée en même temps que ce bref, qui enjoint au défendeur de répondre au mérite de la requête libellée y annexée, mais si elle est décernée au cours de l'instance, elle est signifiée en même temps que la requête libellée — *Nouveau.*

of the opposite party, and to file affidavits or adduce evidence if necessary, and may fix delays for so doing — *New*

962. No interim or interlocutory injunction can issue unless the person applying therefor first gives security, in the manner and for the amount prescribed by the judge and to his satisfaction, for the costs and damages which the opposite party may suffer by its issue.

In the case of an additional injunction, the judge may dispense with the obligation to give security.

The judge may at any time order that the security be increased or reduced, or that new security be given in place of any which has become insufficient — *New, in part, C.C.P., 1033d, 1033i, in part, R.S., 5991*

964. The injunction consists of an order enjoining the opposite party, his servants, agents and employees, to refrain from a specified act, or to suspend all acts and operations respecting the matters in controversy, under pain of all legal penalties — *New, C.C.P. 1033a, in part, 1033c, amended. R.S., 5991*

965. The order is served upon the opposite party in the manner provided for writs of summons, or prescribed by the judge.

When an interlocutory injunction is granted at the time of issuing the writ of summons, it is served along with such writ summoning the opposite party to answer upon the merits of the petition thereto annexed; but when it is granted during the suit, it is served along with the petition — *New*

966. Dans le cas où l'injonction interlocutoire a été décernée sans avis, la personne contre laquelle elle est dirigée peut, en tout temps avant jugement, en demander l'annulation ou la modification par voie de motion.

La contestation sur cette demande est soumise aux règles de l'article 962. —*Nouveau ; Cal., 532, 533.*

967. L'injonction peut de temps à autre être suspendue pour telle période de temps et à telles conditions, relativement au cautionnement ou autrement, que le juge trouve raisonnables, et peut être subséquemment renouvelée de temps à autre de la même manière. —*C. P. C., 1033i, amendé ; S.R., 5991.*

968. Le jugement final adjuge sur les conclusions de la requête, ainsi que sur le mérite de l'action.

Si le jugement est en faveur du requérant, il prononce les injonctions requises et adjuge sur les frais. Il doit être signifié à la partie adverse. —*Nouveau, partie ; C. P. C., 1033i ; S. R., 5991.*

969. Le jugement final qui confirme une injonction interlocutoire, reste en vigueur nonobstant l'appel ou la revision.

L'injonction interlocutoire reste en vigueur, nonobstant le jugement final qui l'annule, lorsque le requérant déclare, immédiatement après le prononcé du jugement, qu'il entend le porter en revision ou en appel, et fait signifier, dans les deux jours qui suivent, l'inscription en revision ou en appel.

Le tribunal devant lequel l'appel est porté, lorsque la demande en est faite pendant un terme, ou, lorsque la demande en est faite hors de terme,

966. When an interlocutory injunction is granted without notice, the person against whom it is directed may, at any time before judgment, apply by motion to have it vacated or modified.

The contestation upon such application is governed by the provisions of article 962. —*New ; Cal., 532, 533.*

967. Any injunction may from time to time be suspended for such period and upon such conditions, as to security or otherwise, as the judge deems reasonable, and may afterwards, in like manner, be renewed from time to time. —*C. C. P., 1033i ; R. S., 5991.*

968. The final judgment adjudicates upon the conclusions of the petition, as well as upon the merits of the action.

If the judgment is in favor of the plaintiff, it pronounces the injunctions required, and adjudicates as to costs.

It must be served on the opposite party. —*New, in part ; C. C. P., 1033i ; R. S., 5991.*

969. Any final judgment confirming an interlocutory injunction, remains in force notwithstanding appeal or review.

An interlocutory injunction remains in force, notwithstanding a final judgment dissolving it, whenever the petitioner, immediately upon the rendering of the judgment, declares his intention to take the case to review or to appeal, and, within two days thereafter, serves his inscription in review or in appeal.

The court before which the appeal is brought, whenever the application is made during term, or two judges of

deux juges de la cour du banc de la reine ou deux juges de la cour supérieure, selon le cas, peuvent suspendre l'injonction provisoirement. — *Nouveau*. C.P.C., 1033*h*, S.R., 5991

970. Le juge peut, si c'est praticable, ordonner la destruction, la démolition ou l'enlèvement de tout ce qui a été fait en contravention avec une injonction — C.P.C., 1033*m*, *partie*, amendé, S.R., 5991

971. La personne contre laquelle est dirigée l'injonction, qui y contrevient ou refuse d'y obéir, ou la personne qui, n'y étant ni nommée ni désignée, y contrevient sciemment, est passible d'une amende, payable à la couronne, n'excédant pas deux mille piastres, avec ou sans un emprisonnement de soixante jours, sans préjudice du recours en dommages de la partie lésée

Ces pénalités peuvent être infligées derechef, jusqu'à ce que le contrevenant ait obéi à l'ordonnance du tribunal. — *Nouveau*, *partie*, C.P.C., 1033*m*, *partie*, amendé, 1033*n*, *partie*, S.R., 5991.

972. Les pénalités édictées par l'article précédent sont imposées sur règle signifiée préalablement au contrevenant. — *Nouveau*

CHAPITRE XXXIX

SÉQUESTRE JUDICIAIRE

973. La demande en séquestre est formée par requête présentée au tribunal ou au juge.

Le tribunal peut aussi l'ordonner sans la demande des parties, suivant les circonstances. — C.P.C., 876.

974. La sentence qui ordonne le séquestre assigne les parties à compa-

the Court of Queen's Bench or of the Superior Court, as the case may be, whenever the application is made out of term, may provisionally suspend any injunction. — *New*; C.C.P., 1033*h*; R.S., 5991

970. The judge may order the destruction, demolition, or removal of anything done in contravention of the injunction, if it is practicable. — C.C.P., 1033*m*, *in part* amended. R.S. 5991

971. Any person against whom an injunction is directed who infringes or refuses to obey it, or any person who, although not named or described therein, knowingly contravenes its commands, is subject to a fine not exceeding two thousand dollars, payable to the Crown, with or without imprisonment for a period not exceeding sixty days, without prejudice to the right of the party aggrieved to recover damages.

Such penalties may be repeatedly inflicted until the contravening party obeys the injunction. — *New*, *in part* C.C.P., 1033*m*, *in part*, amended, 1033*n*, *in part*, R.S., 5991

972. The penalties provided by the preceding article are imposed by rule previously served upon the contravening party — *New*

CHAPTER XXXIX.

JUDICIAL SEQUESTRATION

973. All demands for sequestration are made by petition to the court or to the judge

It may also, according to circumstances, be ordered by the court without being demanded by the parties. — C.C.P., 876

974. The judgment ordering sequestration commands the parties to

raître devant le tribunal ou devant un juge, à jour fixe, pour nommer le séquestre ; et, si les parties ne peuvent s'accorder ou si l'une d'elles fait défaut, le juge le nomme d'office.—C. P.C., 877, *amendé* ; Ord. 1667, tit. 19, art. 4.

975. Un avis, contenant indication du temps et du lieu où il pourra prêter serment, est donné au séquestre de sa nomination.—*Nouveau* ; Ord. 1667, tit. 19, art. 6.

976. Le séquestre doit faire serment, devant le juge ou le protonotaire, de bien et fidèlement administrer les choses dont il est constitué dépositaire.

Il est mis en possession par un huissier qui en dresse procès-verbal contenant la description des biens séquestrés.

Ce procès-verbal est signé par l'huissier, ainsi que par le séquestre, s'il sait signer ; sinon, mention doit être faite qu'il a déclaré ne savoir signer après interpellation, et lecture à lui faite du procès-verbal.—C.P.C., 878.

977. Si l'une des parties empêche par violence l'établissement ou l'administration du séquestre, l'autre partie peut demander d'être mise en possession provisoire des choses contentieuses aux mêmes conditions qu'un séquestre.—C.P.C., 886.

appear before the court or before a judge, on a day fixed, to appoint a sequestrator ; and if the parties cannot agree, or if one of them makes default, the judge appoints one of his own accord.—C.C.P., 877, *amended* ; Ord. 1667, tit. 19, Art. 4.

975. Notice must be given to the sequestrator of his appointment, and of the time and place at which he will be sworn.—*New* ; Ord. 1667, tit. 19, Art. 6.

976. The sequestrator must be sworn before the judge or the protonotary to administer well and faithfully the things of which he is appointed depository.

He is put in possession by a bailiff, who draws up a statement containing a description of the property sequestrated.

This statement must be signed by the bailiff and also by the sequestrator, if he can sign ; if he cannot, mention must be made that he declared he could not sign, after he was called upon to do so, and the statement had been read to him.—C.C.P., 878.

977. If either party, by violent means, hinders the appointment or the administration of the sequestrator, the other party may apply to be put provisionally in possession of the things in dispute, under the same conditions as a sequestrator.—C.C.P., 886.

CINQUIÈME PARTIE.

PROCÉDURES SPÉCIALES.

CHAPITRE XL.

Procédures relatives aux corporations et aux fonctions publiques.

978. Le procureur-général doit | **978.** In all cases of general pub-

dans le cas d'intérêt public général, et peut, mais n'y est pas tenu dans les autres cas, à moins qu'il ne lui soit donné un cautionnement que le gouvernement sera indemnisé des frais, poursuivre chacune des infractions dans les cas suivants :

1. Lorsqu'une association ou un nombre quelconque de personnes, agit comme corporation sans être légalement constitué ou reconnu ;

2. Lorsqu'une corporation, un corps ou un bureau public viole quelqu'une des dispositions des actes qui le régissent, ou devient passible de la forfaiture de ses droits, ou commet ou omet des actes dont l'exécution ou l'omission équivaut à une renonciation à ses droits, privilèges ou franchises ou assume quelque pouvoir, franchise ou privilège qui ne lui appartient pas ou ne lui est pas conféré par la loi.—C. P.C., 997, *partie, amendé* ; S.R., 5988.

979. Lorsque cautionnement pour les frais a été donné, l'information libellée doit mentionner les noms de la personne qui a sollicité la poursuite auprès du procureur-général et de celle qui s'est portée caution des frais.—C. P.C., 997, *partie, amendé* ; S.R., 5988.

980. Le bref d'assignation ne peut être émis sans l'autorisation du juge, accordée sur présentation d'une information libellée contenant des conclusions applicables à la contravention, et accompagnée d'un affidavit affirmant la vérité des faits allégués dans l'information.—C.P.C., 998, *partie, amendé* ; S.R., 5989.

981. Le bref a la même forme que les brefs ordinaires d'assignation.—C.P.C., 998, *partie* ; S.R., 5989.

lic interest, the Attorney-General must, and in all other cases, may but need not unless sufficient security is given to indemnify the Government for the costs to be incurred, prosecute violations of the law in the following cases :

1. Whenever any association or number of persons acts as a corporation without being legally incorporated or recognized ;

2. Whenever any corporation, public body, or board, violates any of the provisions of the acts by which it is governed, or becomes liable to a forfeiture of its rights, or does or omit acts the doing or omission of which amounts to a surrender of its corporate rights, privileges and franchises, or exercises any power, franchise or privilege which does not belong to it or is not conferred upon it by law.—C. C.P., 997, *in part, amended* ; R.S., 5988.

979. When security for costs has been so given, the information must mention the names of the person who has solicited the Attorney-General to take proceedings and of the person who has become security for costs.—C.C.P., 997, *in part, amended* ; R.S., 5988.

980. The writ of summons can issue only upon the authorization of the judge, granted upon the presentation of a special information containing conclusions adapted to the nature of the contravention, and supported by affidavit affirming the truth of the facts set forth in the information.—C.C.P., 998, *in part, amended* ; R.S., 5989.

981. The writ is in the same form as ordinary writs of summons.—C.C.P., 998 *in part* ; R.S., 5989.

CORPORATIONS ET FONCTIONS PUBLIQUES

982. Lorsque le bref est adressé à des personnes agissant illégalement comme corporation, il est signifié à une de ces personnes, ou au principal bureau ou lieu d'affaires de l'association, en parlant à une personne raisonnable. —C.P.C., 999, *amendé*.

983. La procédure est, pour le surplus, soumise aux règles et délais des causes sommaires. —*Nouveau*. C. P. C., 999, *partie*, 1000-1006.

984. Si le jugement déclare l'association illégalement formée, les personnes qui la composent sont personnellement tenues au paiement des dépens, et, si le jugement est rendu contre une corporation, un corps ou un bureau public, les frais peuvent être prélevés, soit sur les biens de telle corporation, corps ou bureau public, soit sur les biens particuliers des directeurs ou autres officiers qui la représentent. —C. P. C., 1007.

985. Lorsqu'une corporation, un corps ou un bureau public a forfait ses droits, privilèges et franchises, le jugement le déclare dissous et privé de ses droits. —C.P.C., 1008, *partie*.

986. Tout créancier ou autre intéressé peut provoquer la nomination d'un curateur aux biens de la corporation, du corps ou du bureau public ainsi dissous.

Les règles relatives à la nomination des curateurs aux corporations éteintes, à leurs droits, pouvoirs et obligations s'appliquent aux curateurs ainsi nommés. —*Nouveau*. C. P. C., 1008, *partie*; 1009-1010; C.C., 684 et s. C. P. C., 1331-1336; S. R., 6022.

SECTION II.

USURPATION DE CHARGES PUBLIQUES OU
CORPORATIVES OU DE FRANCHISES.

987. Toute personne intéressée

982. Whenever the writ is addressed to persons usurping corporate rights, it is served either upon any one of such persons, or at the principal office or place of business of the association, by speaking to a reasonable person. —C. C. P., 999, *amended*.

983. The proceedings are in all other respects subject to the same rules and delays as summary matters. —*New*; C. C. P., 999, *in part*; 1000-1006.

984. If the judgment declares the association to have been illegally formed, the persons composing it are personally bound to pay the costs; and, if it is rendered against a corporation, public body, or board, the costs may be levied either upon the property of such corporation, public body, or board, or upon the private property of the directors or other officers thereof. —C. C. P., 1007.

985. Whenever any corporation, public body or board, has forfeited his rights, privileges and franchises, the judgment declares it to be dissolved and to be deprived of its rights. —C. C. P., 1008, *in part*.

986. Any creditor or other interested party may demand the appointment of a curator to the property of the corporation, public body or board so dissolved.

The rules governing the appointment of curators to dissolved corporations, their rights, powers and obligations, apply to such curators. —*New*; C. C. P., 1008, *in part*; 1009-1015; C. C., 684-688; C. C. P., 1331-1336; R. S., 6022.

SECTION II.

USURPATION OF PUBLIC OR CORPORATE
OFFICES OR FRANCHISES.

987. Any person interested may

peut porter plainte lorsqu'un individu usurpe, prend sans permission, tient ou exerce illégalement :

1. Une charge publique, une franchise ou une prérogative, dans la province ;

2. Une charge dans une corporation, un corps ou un bureau public ;

Soit que cette charge existe de droit commun ou soit créée par un statut ou une ordonnance.—C.P.C., 1016, *amendé*.

986. L'obtention et la forme du bref d'assignation, ainsi que la procédure, sont sujettes aux règles des articles 980, 981 et 983.—C.P.C., 1017, *amendé*.

987. Le demandeur, en sus des allégations relatives à l'usurpation et détention illégale de la charge, franchise ou prérogative, peut, dans sa requête libellée, indiquer les noms de la personne qui a droit à cette charge, franchise ou prérogative, et énoncer les faits nécessaires pour établir ce droit.

Le tribunal peut, dans ce cas, adjudger sur le droit de l'une et de l'autre des parties.—C.P.C., 1018.

988. Si la requête est fondée, le jugement ordonne que le défendeur soit dépossédé et exclu de la charge, franchise ou prérogative ; le juge peut en outre le condamner à une amende n'excédant pas la somme de quatre cents piastres payable à la couronne.—C.P.C., 1019, *amendé* ; 54 V., c. 47, s. 1.

989. La personne à qui le jugement attribue la charge, franchise ou prérogative, peut, après avoir prêté le serment et fourni le cautionnement requis, l'exercer et exiger du défendeur la remise des clefs, livres, papiers

bring a complaint whenever another person usurps, intrudes into, or unlawfully holds or exercises :

1. Any public office, or any franchises or privileges, in the Province ;

2. Any office in any corporation, or public body or board ;

Whether such office exists under the common law, or was created in virtue of any statute or ordinance.—C.C.P., 1016, *amended*.

986. The issue and the form of the writ of summons, and the proceedings thereupon, are governed by the rules contained in Articles 980, 981 and 983.—C.C.P., 1017, *amended*.

987. The plaintiff, in addition to the allegations concerning the usurpation and illegal detention of the office, franchise or privilege, may, in his petition, declare the names of the person who has a right to such office, franchise or privilege, and allege such facts as are necessary to show such right.

The court may in such case adjudicate upon the claims of both parties.—C.C.P., 1018.

988. If the petition is well founded, the judgment orders the defendant to be ousted and excluded from the office, franchise or privilege ; the judge may also condemn the defendant to pay a fine not exceeding the sum of four hundred dollars, which must be paid over to the Crown.—C.C.P., 1019, *amended* ; 54 Vic., c. 47, s. 1.

989. Any person whom the judgment declares to be entitled to the office, franchise, or privilege, may, after taking the oath of office, and giving such security as may be required, take upon himself the exercise of such

et insignes, dont ce dernier a la possession ou la garde, et qui appartiennent à la charge, franchise ou prérogative ; et, dans le cas de refus ou de négligence de les livrer, le tribunal peut ordonner au shérif de prendre possession de ces clefs, livres, papiers et insignes, et de les remettre à la partie qui, par le jugement, est déclarée y avoir droit sans préjudice des poursuites criminelles.—C.P.C., 1021, *amendé*.

SECTION III.

MANDAMUS.

999. Lorsqu'il n'y a pas d'autre remède également approprié, avantageux et efficace, il y a lieu au mandamus pour enjoindre l'accomplissement d'un devoir ou d'un acte dans les cas suivants :

1. Lorsqu'une corporation ou corps public omet, néglige ou refuse d'accomplir un devoir que la loi lui impose ou un acte auquel la loi l'oblige ;
2. Lorsqu'une corporation omet, néglige ou refuse de faire une élection qu'elle est tenue de faire en vertu de la loi, ou de reconnaître ceux de ses membres qui ont été légalement choisis ou élus, ou de rétablir dans leurs fonctions ceux de ses membres qui ont été destitués sans cause légale ;
3. Lorsqu'un fonctionnaire public, ou une personne occupant une charge dans une corporation, corps public ou tribunal de juridiction inférieure omet, néglige ou refuse d'accomplir un devoir attaché à sa charge, ou un acte auquel la loi l'oblige ;
4. Lorsque l'héritier ou représentant d'un fonctionnaire public omet,

office, franchise, or privilege, and may demand of the defendant all keys, books, papers and insignia, in the possession or custody of such defendant, and belonging to such office, franchise, or privilege ; and in the case of neglect or refusal to deliver up the same, the court may order the sheriff to take possession of such keys, books, papers and insignia, and to deliver over the same to the person adjudged to be entitled thereto, without prejudice to criminal proceedings.—C.C.P., 1021, *amended*.

SECTION III.

MANDAMUS.

999. If there is no other remedy equally convenient, beneficial and effectual, a mandamus lies to enforce the performance of an act or duty in the following cases :

1. Whenever any corporation or public body omits, neglects or refuses to perform any act or duty incumbent upon it by law ;
2. Whenever any corporation omits, neglects or refuses to make any election which by law it is bound to make, or to recognize such of its members as have been legally chosen or elected ; or to reinstate such of its members as have been removed without lawful cause ;
3. Whenever any public officer, or any person holding any office in any corporation, public body, or court of inferior jurisdiction, omits, neglects or refuses to perform any duty belonging to such office, or any act which by law he is bound to perform ;
4. Whenever any heir or representative of a public officer omits, refuses or neglects to do any act which, as

refuse ou néglige de faire un acte auquel la loi l'oblige en cette qualité ;

5. Dans tous les autres cas, lorsque le demandeur est intéressé dans l'accomplissement d'un acte ou devoir qui n'est pas d'une nature purement privée.—C.P.C., 1022, *partie, amendé*; Eng. R., 719, C.P.L., 835; Estee, 631; Shortt, 232.

993. Le bref d'assignation ne peut être émis sans l'autorisation du juge de la cour supérieure, accordée sur présentation d'une requête libellée, appuyée d'un affidavit affirmant la vérité des faits allégués dans la requête.—C.P.C., 1023, *partie, amendé*, S.R., 5990

994. Le bref introductif de l'instance a la même forme que les brefs d'assignation ordinaire —C.P.C., 998, *partie*; S.R., 5989

995. La procédure est, pour le surplus, soumise aux règles et délais des causes sommaires.—*Nouveau* C. P.C., 1024

996. Si la requête est déclarée bien fondée, le juge peut ordonner l'émission d'un bref péremptoire, enjoignant au défendeur de faire l'acte requis.

S'il s'agit d'une élection à faire, le jugement prescrit le mode de faire les annonces, qui doit être, autant que possible, celui qui aurait été suivi si l'élection avait eu lieu en temps opportun.—*Nouveau*, *partie*, C.P.C., 1025, *partie*; 1026.

997. Copie de ce bref péremptoire est signifiée au défendeur de la manière prescrite pour les assignations ordinaires, ou, s'il n'a pas de domicile et qu'il ne puisse être trouvé dans la province, en la manière indiquée par le juge —C.P.C., 1030, *amendé*; 54 V. c. 41, a. 5

such heir or representative, he is by law obliged to do

5. In all other cases in which the plaintiff is interested in requiring the performance of any act or duty which is not of a merely private nature.—C. C.P., 1022, *in part, amended*; Eng. R., 719, C.P.L., 835; Estee, 631; Shortt, 232.

993. The writ of summons can issue only upon the authorization of a judge of the Superior Court, granted upon the presentation of a petition, supported by affidavit, affirming the truth of the facts set forth in the petition.—C.C.P., 1023, *in part, amended*, R.S., 5990

994. The writ by which the proceedings are commenced is in the same form as ordinary writs of summons.—C.C.P., 998, *in part*; T.S., 5989

995. The proceedings are, in all other respects, subject to the same rules and delays as summary matters.—*New*; C.C.P., 1024

996. If the petition is well-founded, the judge may order the issue of a peremptory writ, commanding the defendant to do the thing demanded of him.

Whenever an election has to be made, the judgment prescribes the mode in which advertisements must be given, which must be, so far as possible, the same as if the election had been made at the proper time.—*New*, *in part*; C.C.P., 1025, *in part* 1026

997. A copy of the peremptory writ is served upon the defendant in the manner provided for ordinary summons, or, if he has no domicile and cannot be found in the Province, in the manner prescribed by the judge.—C.C.P., 1030, *amended*, 54 Vic. c. 41, a. 5.

997. Lorsqu'il s'agit d'une élection à faire par une corporation à une charge vacante, à raison de ce que l'élection n'a pas eu lieu dans le temps requis, ou a été déclarée nulle, il est procédé de la même manière que ci-dessus, et le bref ordonne à l'officier compétent, ou, en son absence, à la personne désignée par le juge, d'y procéder au lieu, jour et heure fixés, après avoir fait les annonces y prescrites, et d'accomplir tout acte y ayant trait, ou de montrer cause au contraire.—C.P.C., 1027, *amendé*.

998. Néanmoins, cette élection et tout acte y relatif sont invalides, à moins qu'il ne soit présent à l'assemblée et n'y prenne part le nombre de votants qui aurait été requis, si l'élection s'était faite à l'époque et dans les circonstances ordinaires.—C. P. C., 1029.

1000. La personne à qui est adressé le bref péremptoire, ou celui qui représente la corporation à laquelle le bref est adressé, est tenu de rapporter la copie du bref qui lui a été signifiée au jour indiqué, avec un certificat sur ce bref de l'exécution qu'il a reçue.—C.P.C., 1026, *amendé*.

1001. Si le défendeur ne se conforme pas au bref péremptoire, il peut y être contraint par corps, à moins que la partie défenderesse ne soit une corporation, auquel cas elle peut être condamnée à une amende, payable à la couronne, n'excédant pas deux mille piastres, qui'est prélevée par exécution, en la manière ordinaire, sur ses biens meubles et immeubles.

L'amende peut être infligée derechef jusqu'à ce qu'il ait été obéi au mandamus.—C.P.C., 1026, *partie, amendé*.

998. If the matter relates to the making by a corporation of any election to an office which is vacant by reason of such election not having taken place within the time required, or being or having been declared null, the proceedings are the same as above-mentioned, and the writ commands the proper officer, or, in his absence, such person as is appointed by the judge, to proceed to such election, at the place and time fixed, after having given the notices therein prescribed, and to do every act to be done in order to such election, or to show cause to the contrary.—C.C.P., 1027, *amended*.

999. Nevertheless, every such election and every act done in order thereto is void, unless as great a number of voters are present and vote thereat as would have been required if the election had taken place at the usual time and under ordinary circumstances.—C.P.C., 1029.

1000. Any person to whom, or the person representing any corporation to which, the peremptory writ is directed, is bound to return the copy of the writ served upon him on the day specified, together with a certificate thereon of its execution.—C.C.P., 1026, *amended*.

1001. If the defendant fails to comply with the peremptory writ, he may be held by coercive imprisonment to do so, unless the defendant is a corporation, in which case it may be condemned to pay a fine not exceeding two thousand dollars, payable to the Crown, which is levied by execution in the ordinary manner against its moveable and immovable property.

Such fines may be repeatedly inflicted until the mandamus is obeyed.—C.C.P., 1026, *in part, amended*.

1002. Les pénalités édictées par l'article précédent sont imposées sur règle signifiée préalablement au contrevenant. — *Nouveau.*

SECTION IV.

PROHIBITION.

1003. Il y a lieu au bref de prohibition lorsqu'un tribunal inférieur excède sa juridiction.

Il est poursuivi, obtenu, contesté et exécuté comme le mandamus et avec les mêmes formalités; et le bref d'assignation contient assignation au tribunal inférieur et à la partie qui procède devant ce tribunal. — C.P.C., 1031, *amendé*; C.P.L., 846.

1004. Le bref péremptoire enjoint au tribunal inférieur et à la partie procédant devant ce tribunal de s'abstenir de toute procédure dans la cause. — *Nouveau.*

1005. Le défaut d'un membre du tribunal inférieur ou de la partie à laquelle le bref est signifié, de se conformer au bref péremptoire, rend passible, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas deux mille piastres, payable à la couronne, avec ou sans emprisonnement d'un an au plus.

Ces pénalités sont imposées en la manière indiquée dans l'article 1002. — *Nouveau.*

SECTION V.

DISPOSITION GÉNÉRALE.

1006. Il n'y a pas d'appel d'un jugement final rendu en vertu des dispositions contenues dans ce chapitre à la cour du banc de la reine, dans les matières concernant les corporations municipales et les officiers municipaux.

1002. The penalties imposed by the preceding Article are inflicted by rule previously served upon the contravening party. — *New.*

SECTION IV.

PROHIBITION.

1003. The writ of prohibition lies whenever a court of inferior jurisdiction exceeds its jurisdiction.

It is applied for, obtained, contested and executed in the same manner as mandamus, and with the same formalities; and the writ of summons contains a summons to the court of inferior jurisdiction and to the party proceeding therein. — C.C.P., 1031, *amended*; C.P.L., 846.

1004. The peremptory writ commands the court of inferior jurisdiction and the party proceeding therein to discontinue all proceedings in the matter. — *New.*

1005. In the case of failure to comply with the peremptory writ on the part of any member of the court of inferior jurisdiction or of the party upon whom the writ has been served, a fine not exceeding two thousand dollars, payable to the Crown, with or without imprisonment for a term not exceeding one year; may be imposed for every such infraction.

Such fine is imposed in the manner prescribed in Article 1002. — *New.*

SECTION V.

GENERAL PROVISIONS.

1006. No appeal lies to the Court of Queen's Bench from any final judgment rendered under the provisions of this Chapter in matters relating to municipal corporations and offices.

In all other cases, the inscription is appeal from the judgment of the

Dans les autres cas, l'inscription en appel du jugement de la cour de première instance ou de la cour de révision ne peut être produite que dans les trente jours à compter de la prononciation du jugement dont est appel.—C.P.C., 1033, *amendé*.

CHAPITRE XLI.

ANNULATION DE LETTRES PATENTES.

1007. Les lettres patentes accordées par la couronne peuvent être déclarées nulles ou mises à néant par la cour supérieure :

1. Lorsqu'elles ont été obtenues au moyen de quelque représentation frauduleuse, ou lorsqu'un fait essentiel a été caché, soit par la personne qui les a obtenues, soit par une autre, à sa connaissance ou de son consentement ;

2. Lorsqu'elles ont été octroyées par erreur ou dans l'ignorance de quelque fait essentiel ;

3. Lorsque la personne à laquelle elles ont été octroyées, ou ses ayants droit, ont fait ou omis quelque acte, en violation des termes et conditions auxquels elles avaient été accordées, ou ont, pour quelque autre cause, perdu leurs droits et intérêts en icelles.—C. P.C., 1034, *amendé*.

1008. La demande en nullité des lettres patentes peut se faire sur information du procureur général ou du solliciteur général de Sa Majesté, ou d'un autre officier dûment autorisé à cette fin.—C.P.C., 1035, *amendé*.

1009. Le bref a la même forme que les brefs ordinaires, et la procédure est soumise aux règles et délais des causes ordinaires.—C.P.C., 1036, *amendé*.

1010. L'inscription en appel du jugement de la cour de première ins-

court of original jurisdiction, or from that of the Court of Review, can be filed only within thirty days from the rendering of the judgment appealed from.—C.C.P., 1033, *amended*.

CHAPTER XLI.

ANNULMENT OF LETTERS PATENT.

1007. Any letters patent granted by the Crown may be declared null or be repealed by the Superior Court :

1. When such letters were obtained by means of some fraudulent suggestion, or when some material fact has been concealed by the patentee, or with his knowledge or consent ;

2. When they have been granted by mistake or in ignorance of some material fact ;

3. When the patentee, or those claiming under him, have done or omitted to do some act, in violation of the terms and conditions upon which such letters patent were granted, or for any other reason have forfeited their rights and interests in such letters patent.—C.C.P., 1034, *amended*.

1008. All demands for annulling letters patent may be made upon information brought by Her Majesty's Attorney-General, or Solicitor-General, or any other officer duly authorized for that purpose.—C. C. P., 1035, *amended*.

1009. The writ is in the same form as ordinary writs of summons ; and the proceedings are subject to the same rules and delays as ordinary matters.—C.C.P., 1036, *amended*.

1010. The inscription in appeal from the judgment of the court of

tance ou de la cour de revision, ne peut être produite après l'expiration de trente jours de la prononciation du jugement dont est appel.—C. P. C., 1037, *amendé*; 54 Vic., c. 41, s. 7

original jurisdiction, or from that of the Court of Review, can be filed only within thirty days from the rendering of the judgment appealed from.—C. C. P., 1037, *amended*; 54 Vic., c. 41, s. 7

CHAPITRE XLII

PÉTITION DE DROIT

1011. Toute personne ayant un recours à exercer contre le gouvernement de cette province, que ce soit la revendication de biens meubles ou immeubles, ou une réclamation en paiement de deniers à raison d'un contrat allégué, ou pour dommages, ou autrement, peut adresser une pétition de droit à Sa Majesté —C.P.C.,

1012. Cette pétition est adressée à Sa Majesté, et doit mentionner les noms, l'occupation ou la qualité et le domicile du requérant et de son procureur, s'il en a un, et être, pour le surplus, rédigée conformément aux règles ordinaires de la plaidoirie écrite —C.P.C., 886*b*, *amendé*; S.R., 5976

1013. La pétition doit être accompagnée de l'affidavit du requérant ou d'une personne compétente, en attestant la vérité, et peut être accompagnée d'un factum.—C.P.C., 886*c*, *amendé*; S.R., 5976.

1014. La pétition est déposée entre les mains du secrétaire de la province pour être soumise au lieutenant-gouverneur, afin qu'il puisse la prendre en considération, et, s'il le juge à propos, ordonner que droit soit fait.

Il n'est payé aucun honoraire pour le dépôt ou la remise de la pétition. —C.P.C., 886*d*; S.R., 5976.

1015. Après l'obtention de l'ordre du lieutenant-gouverneur, la pétition et cet ordre sont produits au greffe de

CHAPTER XLII.

PETITION OF RIGHT.

1011. Any person having a claim to exercise against the Government of this Province, whether it be a revendication of moveable or immoveable property, or a claim for the payment of money on an alleged contract, or for damages, or otherwise, may address a petition of right to Her Majesty.—C.C.P., 886*a*, R.S., 5976

1012. Such petition is addressed to Her Majesty, and must state the names, the occupation or quality, and the domicile of the suppliant and of his attorney, if any, and be in other respects drawn up in accordance with the ordinary rules of pleading.—C.C.P., 886*b*, *amended*; R.S., 5976.

1013. The petition must be supported by an affidavit of the suppliant or of a competent person, verifying the truth of the facts therein alleged, and may be accompanied with a factum.—C.C.P., 886*c*, *amended*; R.S., 5976.

1014. The petition is left with the Provincial Secretary for submission to the Lieutenant-Governor, in order that he may consider it, and, if he think fit, grant his fiat that right be done.

No fee is payable on leaving or on receiving back the petition.—C.C.P., 886*d*; R.S., 5976.

1015. Upon the Lieutenant-Governor's fiat being obtained, the petition and fiat are filed in the office of the

la cour supérieure dans le district de Québec.—C.P.C., 886r; S.R., 5976.

1016. Le requérant doit, en produisant sa pétition au greffe, produire les preuves par écrit qu'il a alléguées à l'appui de sa réclamation, ainsi qu'un inventaire de ses productions.

Il doit aussi y déposer une somme de deux cents piastres, laquelle est destinée à payer les frais du gouvernement si le tribunal lui en adjuge; sinon, elle est remise au requérant.—C.P.C., 886f; S.R., 5976.

1017. Une copie de la pétition et de l'ordre du lieutenant-gouverneur, certifiée par le protonotaire, sur laquelle est endossé un certificat constatant que le dépôt a été fait, est déposée au bureau du procureur général, avec un avis requérant la production d'une contestation dans les trente jours de la signification d'icelui.—C.P.C., 886g; S.R., 5976.

1018. Si, dans ce délai, qui doit être établi par la production d'un certificat de la signification de la pétition, de l'ordre et de l'avis, il n'est pas produit de contestation, le requérant procède comme dans une cause par défaut.

Si la contestation est produite, les procédures subséquentes sont les mêmes que dans une cause contestée ordinaire, sauf que l'instruction ne peut se faire devant un jury.—C.P.C., 886h, 886i, S.R., 5976.

1019. Lorsque la pétition a trait au recouvrement d'un meuble ou d'un immeuble cédé ou aliéné par Sa Majesté ou ses prédécesseurs, un bref d'assignation est émis par le protonotaire, à la réquisition écrite du requérant, et ce bref est signifié, avec une copie, certifiée par le protonotaire,

Superior Court in the district of Québec.—C.C.P., 886r; R.S., 5976.

1016. The suppliant must, at the time he files his petition in the prothonotary's office, produce and file the written proofs which he has alleged in support of his claim, together with an inventory of such exhibits.

He must also deposit a sum of two hundred dollars, which sum is intended to pay the costs of the Government if the court should grant any; if not, it is returned to the suppliant.—C.C.P., 886f; R.S., 5976.

1017. A copy of the petition and of the Lieutenant-Governor's fiat certified by the prothonotary, with an indorsement thereon that the deposit has been made, is left at the office of the Attorney-General with a notice requesting the production of a contestation within thirty days after the date of service.—C. C. P., 886g; R. S., 5976.

1018. If within such delay, to be established by the production of a certificate of service of the petition, fiat and notice, a contestation is not filed, the suppliant proceeds as in a case by default.

If a contestation is filed the subsequent proceedings are the same as in an ordinary contested case, save that a trial by jury cannot be had.—C.C.P., 886h, 886i; R.S., 5976.

1019. In case any petition of right relates to the recovery of any immovable or moveable property which has been granted away or disposed of, by or on behalf of Her Majesty or her predecessors, a writ of summons is issued by the prothonotary, upon the written requisition of

de la pétition et de l'ordre du lieutenant-gouverneur, à la personne en possession ou jouissance de ce meuble ou de cet immeuble, lui ordonnant de comparaitre devant le tribunal dans le délai y indiqué et de plaider ou répondre à cette réclamation.—C.P.C., 886*i*, amendé; S.R., 5976.

1030. L'inscription en appel du jugement de la cour de première instance ou de la cour de revision, ne peut être produite après l'expiration de trente jours de la prononciation du jugement dont est appel.—C. P. C., 886*j*, amendé; S.R., 5976.

1031. Les frais peuvent être adjugés au requérant ou contre lui, comme dans une action ordinaire.

Les frais adjugés sont payés au trésorier de la province, ou par lui, suivant le cas.—C.P.C., 886*k*; S.R., 5976.

1032. Lorsque le gouvernement est condamné à rendre une propriété mobilière, le requérant peut, après l'expiration du délai pour appeler, ou, dans le cas d'appel, quinze jours après le prononcé du jugement en appel, obtenir un bref de saisie-revendication en vertu duquel la propriété est saisie et remise au requérant.—C. P. C., 886*m*; S.R., 5976.

1033. Lorsque le gouvernement est condamné à rendre une propriété immobilière, le requérant peut, après l'expiration du délai pour appeler, ou, dans le cas d'appel, quinze jours après le prononcé du jugement en appel, obtenir un bref de possession en vertu duquel le requérant est mis en possession.—C.P.C., 886*n*; S.R., 5976.

the suppliant, and such writ is served, together with a copy of such petition and of the Lieutenant-Governor's fiat certified by the prothonotary, upon the person in the possession or enjoyment of such immovable or moveable property, commanding him to appear before the court within the delay therein mentioned, and to plead to or answer the claim.—C. C. P., 886*i*, amended; R.S., 5976.

1030. The inscription in appeal from the judgment of the court of original jurisdiction, or from that of the Court of Review, cannot be filed except within thirty days from the rendering of the judgment appealed from.—C.C.P., 886*j*, amended; R.S., 5976.

1031. The costs may be awarded to or against the suppliant, as in ordinary suits.

All costs adjudged shall be paid to or by the Provincial Treasurer, as the case may be.—C.C.P., 886*k*; R.S., 5976.

1032. When the Government is adjudged to surrender moveable property, the suppliant may, after the expiry of the delay to appeal, or, in case of appeal, fifteen days after the rendering of the judgment in appeal, obtain a writ of attachment in revendication, under which the property is seized and delivered to the suppliant.—C.C.P., 886*m*; R.S., 5976.

1033. When the Government is adjudged to surrender immovable property, the suppliant may, after the expiry of the delay to appeal, or, in case of appeal, fifteen days after the rendering of the judgment in appeal, obtain a writ of possession, under which the suppliant is placed in possession.—C.C.P., 886*n*; R.S., 5976.

RECOURS HYPOTHÉCAIRE

1024. Lorsque le gouvernement est condamné à payer les frais, ou une somme de deniers, avec ou sans les frais, au requérant, après l'expiration du délai pour appeler, ou, dans le cas d'appel, après le prononcé du jugement en appel, une copie certifiée du jugement final peut être remise au bureau du trésorier de la province, et le trésorier doit payer à même les deniers qu'il a alors entre ses mains et qui y sont légalement applicables ou qui peuvent être votés plus tard par la législature à cette fin, le montant de toutes sommes de deniers ou frais qui ont été accordés au requérant par le jugement.—C. P. C., 886*a*, amendé. S.R., 5976.

CHAPITRE XLIII

POURSUITES HYPOTHÉCAIRES CONTRE LES IMMEUBLES DONT LES PROPRIÉTAIRES SONT INCONNUS OU INCERTAINS.

1025. Lorsque le propriétaire d'un immeuble grevé d'une hypothèque est inconnu ou incertain le créancier auquel il est dû le capital ou deux années d'intérêts, ou deux années d'arrérages de rente constituées ou autre rente, assurés par cette hypothèque, peut s'adresser par simple requête à la cour supérieure pour obtenir la vente de cet immeuble.—C. P. C., 900.

1026. Cette requête doit contenir :

1. Toutes les allégations nécessaires pour établir la créance et l'hypothèque;
2. La description de l'immeuble;
3. Les noms de l'occupant, si l'immeuble est occupé, et, s'il ne l'est pas, le nom du dernier occupant connu, la mention du temps pendant lequel l'immeuble est resté inoccupé, les noms de tous les propriétaires connus depuis la création de l'hypothèque, et

1024. When the Government is adjudged to pay costs or a sum of money with or without costs to the suppliant, after the expiry of the delay to appeal, or, in case of appeal after the rendering of the judgment in appeal, a certified copy of the final judgment may be left at the office of the Provincial Treasurer, and the Provincial Treasurer must pay out of any money in his hands for the time being, legally applicable thereto, or which may be thereafter voted by the Legislature for that purpose, the amount of any moneys or costs which have been awarded to the suppliant by the judgment.—C. C. P., 886*a*, amended; R.S., 5976.

CHAPTER XLIII

HYPOTHECARY RECOURSE AGAINST IMMOVEABLES OF WHICH THE OWNERS ARE UNKNOWN OR UNCERTAIN

1025. When the owner of an hypothecated immoveable is unknown or uncertain, the creditor to whom the capital or two years of the interest, or two years of arrears of any constituted or other rent, secured by such hypothec, is due, may present a petition to the Superior Court, praying for the sale of such immoveable.—C. C. P. 900.

1026. Such petition must contain

1. All allegations necessary to establish the debt and the hypothec;
- 2 A description of the immoveable;
3. The names of the occupier, if the immoveable is occupied, and, if it is not, the names of the last known occupier, the period for which it has remained unoccupied, the names of all the known owners since the hypothec was created, and a declaration that the

une allégation que le requérant a de bonne foi fait les recherches et employé les diligences nécessaires pour découvrir le propriétaire :

4. Des conclusions aux fins qu'avis public soit donné au propriétaire actuel de se présenter pour répondre à la demande, et qu'à défaut par lui de le faire il sera procédé à la vente de l'immeuble.—C. P. C., 901.

1027. Cette requête doit être accompagnée d'un affidavit en constatant la vérité.—C. P. C., 902, *amend.*

1028. Le tribunal, sur cette requête, ordonne la preuve qu'il juge nécessaire ; et, si la preuve offerte est suffisante, il ordonne la publication d'un avis suivant la cédule X de l'appendice de ce code.—C. P. C., 903.

1029. Cet avis doit être inséré une fois par semaine pendant quatre semaines consécutives dans un journal publié en langue française et dans un journal publié en langue anglaise, dans le district ou l'immeuble est situé, ou, s'il n'y en a pas, dans deux journaux publiés dans un des plus proches districts :

Sauf dans les cités de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke, St-Hyacinthe et Sorel, et dans la ville de St-Jean, il doit de plus être lu et affiché dans les deux langues, à la porte de l'église de la paroisse dans laquelle l'immeuble est situé, un dimanche, à l'issue du service du matin ; s'il n'y a pas de service, l'affichage suffit.

S'il n'y a pas d'église, l'avis doit être affiché au bureau d'enregistrement de la localité.—C. P. C., 904, *amend.*

1030. Si, dans les deux mois de la dernière insertion de l'avis dans les

petitioner has in good faith made due search and used due diligence to discover the owner ;

4. Conclusions praying that public notice be given to the actual owner to appear and answer the petition, and that in default of his doing so, the immoveable be brought to sale.—C. C. P., 901.

1027. The petition must be verified by affidavit.—C. C. P., 902, *amended.*

1028. The Court, upon this petition, orders such proof as it deems necessary ; and, if the proof offered is sufficient, it orders the publication of a notice in accordance with Schedule X, in the Appendix to this Code.—C. C. P., 903.

1029. The notice must be inserted once a week during four consecutive weeks in a newspaper published in the French language and in one published in the English language, in the district in which the immoveable is situated, or if there be none then in two newspapers published in one of the nearest districts.

Except in the cities of Quebec, Montreal, Three Rivers, Sherbrooke, St-Hyacinthe and Sorel, and in the town of St. John, it must moreover be read and posted in both languages, at the door of the church of the parish in which the immoveable is situated, on a Sunday, immediately after morning service ; if there is no such service, it is sufficient to merely post the notice.

If there is no church, the notice must be posted in the registry office of the locality.—C. C. P., 904, *amended.*

1030. If, within two months from the last insertion in the newspaper,

journaux, personne ne se présente tel que ci-après réglé, le requérant procède comme dans toute autre cause dans laquelle le défendeur a fait défaut ; et, sur preuve de l'accomplissement des formalités prescrites, le tribunal déclare l'immeuble hypothéqué et ordonne qu'il soit vendu pour payer la réclamation du poursuivant.—C. P. C., 905 *amendé*.

1031. Nulle signification de ce jugement n'est requise.—C. P. C., 906.

1032. Quinze jours après le prononcé du jugement il est émis un bref enjoignant au shérif de saisir et vendre l'immeuble hypothéqué, en suivant les formalités requises pour la saisie et la vente ordinaire des immeubles, sauf le procès-verbal qui n'est pas nécessaire.—C. P. C., 907

1033. Le propriétaire, ou possesseur qui peut exercer les droits de propriétaire, peut, en tout temps avant le prononcé du jugement ordonnant la vente, présenter un acte de comparution spécifiant son titre et l'étendue de son droit de propriété ; et, dans les deux mois de l'expiration du délai mentionné dans l'article 1030, le requérant est tenu de déposer au greffe une demande en déclaration d'hypothèque contre le comparant, à qui elle doit être signifiée.

Il est procédé sur cette demande comme sur une demande ordinaire en déclaration d'hypothèque —C. P. C., 908, *amendé*

1034. Si plusieurs personnes comparaissent et se prétendent propriétaires à l'encontre les uns des autres, le requérant ne peut être arrêté dans sa poursuite par ces réclamations opposées, à moins que sa demande ne soit contestée par quelqu'un des comparants qui doit établir préalablement un droit apparent de propriété, ou à

no person appears as hereinafter provided, the petitioner proceeds as in any other suit in which the defendant fails to appear ; and upon proof that the required formalities have been observed, the Court declares the immoveable hypothecated, and orders that it be sold for the payment of the petitioner's claim. — C. C. P., 905, *amended*.

1031. Service of this judgment is not necessary.—C. C. P., 906.

1032. Fifteen days after judgment rendered, a writ issues commanding the sheriff to seize and sell the immoveable hypothecated, observing the formalities required for ordinary seizures and sales of immoveables, saving the minutes of seizure, which are not required.—C. C. P., 907

1033. Any proprietor, or any holder entitled to exercise rights of ownership, may, at any time before the rendering of the judgment ordering the sale, enter an appearance specifying his title and the extent of his right of property ; and within two months, to be computed from the expiry of the delay mentioned in Article 1030, the petitioner is bound to file in the office of the court a demand against the party appearing, for the recognition of the hypothec, and to serve it upon such party. The same proceedings are had upon such demand as upon ordinary suits for the recognition of hypothecs —C. C. P., 908, *amended*.

1034. If several persons appearing to be owners, each one in opposition to the others, the petitioner cannot be prevented from proceeding by such opposite claimants, unless his application is contested by one of them, who must previously establish an ostensible right of property, or unless one of them pays the amount

moins que l'une d'elles ne paye au requérant le montant de sa créance et ses frais.—C.P.C., 909.

1035. Dans le cas de prétentions opposées touchant la propriété, sans contestation de la demande hypothécaire, le tribunal en réservant à faire droit sur ces prétentions, peut octroyer les conclusions de la demande hypothécaire, sauf aux comparants, de même qu'aux non-comparants, leur recours sur le surplus des deniers prélevés, dont la distribution se fait suivant la procédure ordinaire.—C.P.C., 910.

1036. Dans les cas où il y a un ou plusieurs propriétaires connus possédant conjointement avec d'autres copropriétaires inconnus ou incertains, le créancier peut poursuivre en la manière ordinaire les propriétaires connus, comme possédant conjointement avec d'autres inconnus ou incertains, et procéder dans la même instance, en la manière établie ci-dessus, contre ceux qui sont inconnus ou incertains, en modifiant l'avis qui doit être publié, conformément à ces circonstances.—C.P.C., 911.

CHAPITRE XLIV.

PARTAGE ET LICITATION FORCÉE.

1037. Dans les cas où des cohéritiers ou des copropriétaires ne peuvent s'accorder pour le partage des biens communs, la poursuite judiciaire appartient au plus diligent.—C.P.C., 919.

1038. Tous les cohéritiers ou copropriétaires doivent être en cause sur la demande en partage.—C.P.C., 920, *amendé*.

1039. Un tuteur spécial doit être donné à chaque mineur ayant des intérêts opposés à ceux des autres.—C.P.C., 921.

of his claim and costs.—C. C. P., 909.

1035. In the case of there being opposing claimants to the property, without any contestation of the hypothecary demand, the court may, reserving its decision upon the opposing claims, grant the prayer of the petitioner, saving to the parties appearing, and to those who have not appeared, their claims upon the balance of the moneys levied, the distribution of which is made in the ordinary course.—C.C.P., 910.

1036. If one or more known owners are in possession jointly with others who are unknown or uncertain, the creditor may, in the ordinary manner, sue the known owners, as possessing jointly with others unknown or uncertain, and proceed in the same suit, in the manner hereinabove provided, against those who are unknown or uncertain, modifying the notice which is to be published so as to meet the circumstances.—C.C.P., 911.

CHAPTER XLIV.

COMPULSORY PARTITION AND LICITATION.

1037. When co-heirs or co-proprietors cannot agree upon a partition of their common property, the action at law to obtain such partition belongs to the one who is first to institute it.—C.C.P., 919.

1038. All the co-heirs or co-proprietors must be parties in the suit for a partition.—C.C.P., 920, *amended*.

1039. A special tutor must be named to each minor whose interests are opposed to those of any other minor.—C.C.P., 921.

1040. Le tribunal, avant de prononcer sur la demande en partage, ordonne qu'il sera procédé à la visite et estimation des immeubles, par experts nommés suivant les règles ordinaires, afin de constater si la totalité des immeubles peut se partager convenablement, et, dans ce cas, en composer les lots suivant les dispositions des articles 702, 703 et 704 du Code civil.—C. P. C., 922.

1041. Si toutes les parties sont majeures, elles peuvent convenir d'un seul expert.—C. P. C., 923.

1042. Il est procédé sur ce rapport de même que sur tout autre rapport d'experts.—C. P. C., 924.

1043. Après que le rapport d'experts a été homologué, le tribunal renvoie les parties devant le protonotaire ou devant une autre personne, pour procéder au tirage des lots dont il est dressé procès-verbal.—C. P. C., 925.

1044. Si la demande est en compte et partage, la composition des lots n'est faite qu'après qu'il a été procédé aux compte, rapports, formation de la masse et prélèvements, par un praticien nommé par les parties ou par le tribunal, dont le rapport doit être également homologué.—C. P. C., 926.

1045. Lorsque les immeubles ne peuvent être partagés avantageusement, ou lorsqu'il n'y a pas autant de lots que de copartageants, le tribunal peut ordonner que ces immeubles soient mis aux enchères publiques et vendus par voie de licitation.—C. P. C., 927.

1046. Des règles concernant la licitation volontaire se trouvent dans la dixième partie de ce code.

Les dispositions de ce chapitre s'ap-

1040. The court, before rendering judgment upon the suit for partition, orders that the immovables shall be viewed and valued by experts appointed according to the ordinary rules, in order to ascertain whether the whole of the immovables can be conveniently divided, and, in such case, to form the shares according to the provisions of Articles 702, 703 and 704 of the Civil Code.—C. C. P., 922.

1041. If all the parties are of full age they may agree on one expert.—C. C. P., 923.

1042. The same proceedings are had upon the report of such expert as upon any other report of experts.—C. C. P., 924.

1043. After the report of the experts has been homologated, the court sends the parties before the protonotary or some other person, to proceed with the allotment of shares, minutes of which are taken.—C. C. P., 925.

1044. If the suit is for an account and a partition, the lots are not formed until after the accounts, the returns, the formation of the mass, and the pretakings have been determined by a practitioner, who is named by the parties or by the court, and whose report must also be homologated.—C. C. P., 926.

1045. When immovables cannot be advantageously divided, or when there are not as many lots as copartitioners, the court may order that such immovables be put up to public auction and be sold by way of licitation.—C. C. P., 927.

1046. Rules concerning voluntary licitation are contained in the Tenth Part of this Code.

The provisions of this Chapter apply

pliquent à la licitation ordonnée en justice sur action de partage.—C. P. C., 928.

10-17. Lorsque le tribunal a ordonné la licitation, le poursuivant doit donner un avis, portant que les immeubles dont la désignation est donnée seront mis à l'enchère, adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, à la séance de la cour supérieure qui suivra l'expiration d'un mois à compter de la première insertion de cet avis, aux conditions énoncées dans le cahier des charges, et intimant que les oppositions à la vente doivent être produites au plus tard le douzième jour avant celui fixé pour la vente, et les oppositions à fin de conserver dans les six jours après l'adjudication, à peine de forclusion.—C. P. C., 929, *partie amendée*; S. R., 5980.

10-18. Cet avis doit être publié :

1. Par l'insertion deux fois dans l'espace d'un mois dans la *Gazette Officielle de Québec* ;

2. En outre, si les immeubles sont situés dans la cité de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke ou Sorel, ou dans la ville de St-Jean, par l'insertion dans un journal publié dans la langue française et dans un journal publié dans la langue anglaise dans la localité, et, s'il n'y a qu'un journal dans la localité ou que tous soient publiés dans la même langue, par l'insertion de l'avis dans les deux langues, dans le même journal ; et, si les immeubles sont situés dans une paroisse autre que celles comprises dans les localités ci-dessus, par la lecture et l'affichage le troisième dimanche qui précède le jour où la licitation aura lieu, à la porte de l'église de la paroisse où l'immeuble est situé, à l'heure du service du matin, ou, s'il n'y a pas d'église, à l'endroit le plus

to licitations judicially ordered upon actions for partition.—C. C. P., 928.

10-17. When the court has ordered a licitation, the plaintiff must give notice that the immoveables therein designated will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder at the sitting of the Superior Court next after the expiration of one month from the first insertion of such notice, subject to the conditions mentioned in the list of charges, and announce that all oppositions to the sale must be filed at least twelve days before the day fixed for the sale, and that all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication, on pain of being foreclosed.—C. C. P., 929, *in part, amended*; R. S., 5980.

10-18. Such notice must be published :

1. By being inserted in the *Quatre-vingt* *Official Gazette* twice during the course of one month ;

2. Moreover, if the immoveables are situated in the city of Québec, Montréal, Three Rivers, Sherbrooke, St. Hyacinthe or Sorel, or in the town of St. John's, by being inserted in a newspaper published in French, and in one published in English, in the locality, and, if there is only one newspaper in the district or all are published in the same language, in both languages in the same newspaper ; and, if the immoveables are situated in a parish other than those contained in the above-mentioned localities, by being read aloud and posted on the third Sunday before the day on which the licitation is to take place, at the door of the church of the parish in which the immoveables are situated, immediately after morning

public de la localité. S'il n'y a pas de service, l'affichage suffit.—C.P.C., 929, *partie*, 930, *amendé*; S.R., 3989.

1030. A défaut par le demandeur de procéder à la publication de cet avis dans les quinze jours de la sentence de licitation, une autre partie peut le faire, et la plus diligente est alors préférée et a seule droit aux frais de la licitation.—C.P.C., 931.

1030. Les oppositions à fin de charge, à fin de distraire ou à fin d'annuler, relatives aux immeubles qui doivent être licités, ne peuvent être reçues plus tard que le douzième jour avant celui fixé pour la licitation; à défaut de les produire dans ce délai, le droit des opposants est converti en opposition à fin de conserver sur le prix des immeubles.—C.P.C., 932, *amendé*.

1031. Lorsque quelque opposition à fin de charge, à fin de distraire ou à fin d'annuler, ou quelque autre incident relatif à la licitation, ne peut être décidé avant le jour fixé pour procéder aux enchères, la licitation est suspendue; et, en adjugeant sur l'opposition ou l'incident, le tribunal, s'il y a lieu, peut fixer un autre jour pour procéder à l'adjudication, en par les parties faisant publier dans la *Gazette Officielle de Québec*, au moins deux semaines avant celui fixé, un avis rédigé autant que possible dans la même forme que le premier.—C.P.C., 933, *amendé*; S.R., 3981.

1030. Les enchères peuvent être faites par écrit au greffe, de la même manière que dans le cas de vente d'immeubles par le shérif, et, au jour fixé, les enchères sont reçues au greffe, mais l'adjudication est close devant le

service, or, if there is no church, at the most public place in the locality. If there is no service, it is sufficient to merely post the notice.—C.C.P., 929, *in part*, 930, *amended*; R.S., 5980.

1030. If the plaintiff fails to proceed with the publication of such notice within fifteen days from the judgment of licitation, any other party may do so, and the first who takes such proceedings has the preference, and has alone the right to be paid the costs of the licitation.—C.C.P., 931.

1030. Oppositions to secure charges, to withdraw or to annul, in respect of immovables which are to be sold by licitation, cannot be received after the twelfth day previous to the day fixed for the licitation; if they are filed after that period, the right of the opposant is converted into an opposition for payment out of the price of the immovables.—C.C.P., 932, *amended*.

1031. If any opposition to secure charges, to withdraw or to annul or any other proceeding incidental to the licitation, cannot be decided before the day fixed for the sale, the licitation is suspended, and, when rendering judgment upon such opposition or proceeding, the court may, if necessary, fix another day upon which the sale may be proceeded with, after the parties have caused another notice, in the same form as the first in so far as it can apply, to be published in the *Quebec Official Gazette* at least two weeks before the day thus fixed.—C.C.P., 933, *amended*; R.S., 5981.

1030. Bids may be made in writing at the office of the court in the same manner as in cases of sale of immovables by the sheriff, and on the day appointed bids are received at the office of the court, but the adjudication

tribunal.

Il est dressé un procès-verbal des enchères et de l'adjudication.

Les étrangers sont, dans tous les cas, admis à enchérir.—C.P.C., 934.

1052. L'adjudication se fait conformément aux conditions portées au cahier des charges, qui doit être approuvé par le juge après audition des parties, et déposé au greffe au moins quinze jours avant celui fixé pour la vente.

Après que l'adjudication a été close et que l'adjudicataire a satisfait aux conditions en payant les deniers qui doivent être déposés devant le tribunal, le protonotaire doit préparer un titre de vente, qui peut être rédigé de la même manière que le titre du shérif, en autant que les dispositions de l'article 760 sont applicables.—C.P.C., 935, *amended*

1054. L'adjudication, après l'accomplissement des formalités ci-dessus prescrites, transfère la propriété avec ses servitudes actives et passives, à les mêmes effets que le décret, et purge de la même manière la propriété des autres charges, privilèges et hypothèques qui ne sont pas exprimés au cahier des charges.—C.P.C., 936

1055. Le prix d'adjudication doit être payé conformément aux conditions de la vente, et, à défaut de dispositions contraires, entre les mains du protonotaire dans les trois jours de l'adjudication, sauf à l'adjudicataire son droit de fournir cautions en retenant les deniers, de même que sur vente par le shérif; et l'adjudicataire en défaut de payer le prix d'adjudication est soumis aux mêmes peines et obligations que le fol adjudicataire d'immeubles vendus sur exécution.—C.P.C., 937, *amended*

is completed before the court.

Minutes are drawn up of such bids and adjudication.

Strangers are in all cases admitted to bid.—C.C.P., 934.

1052. The adjudication is made in accordance with the conditions contained in the list of charges, which must have been approved by the judge after hearing the parties, and must have been filed in the office of the court at least fifteen days before the day fixed for the sale.

After the adjudication is completed, and the purchaser has complied with the conditions by paying the moneys which must be deposited in court, the prothonotary must prepare a deed of sale, which must be drawn similarly to a sheriff's deed in so far as the provisions of Article 760 are applicable.—C.C.P., 935, *amended*

1054. The adjudication, after the observance of the formalities above prescribed, transfers the property with its active and passive servitudes, has the same effects as a sheriff's sale, and discharges the property in the same manner from such other charges, privileges and hypothecs as are not mentioned in the list of charges.—C.C.P., 936

1055. The price of the adjudication must be paid according to the conditions of the sale, and, unless otherwise provided, into the hands of the prothonotary within three days after adjudication, saving the purchaser's right to retain the moneys on giving security as in the case of a sheriff's sale, and the purchaser failing to pay such price is subject to the same penalties and liabilities as the failed bidder upon immovables sold in execution.—C.C.P., 937, *amended*

1036. Toute opposition à fin de conserver ou réclamation sur les deniers provenant de la licitation doit être produite au greffe du tribunal, dans les six jours qui suivent l'adjudication, et, passé ce délai, elle ne peut être admise que sur l'ordre du tribunal et aux conditions qu'il impose.—C.P.C., 938.

1037. La distribution du prix de la vente est sujette aux mêmes formalités que dans le cas d'exécution contre les immeubles, et le poursuivant est tenu de se procurer le certificat des hypothèques enregistrées nécessaires à cette fin.—C.P.C., 939, *amendé*.

1038. Si un immeuble est situé partie dans un district et partie dans un autre, la licitation peut en être poursuivie et ordonnée en totalité dans l'un ou l'autre district, lorsque la juridiction n'est pas attribuée à un tribunal particulier.—C.P.C., 940.

CHAPITRE XLV

ACTION EN BORNAGE.

1039. Lorsque deux héritages contigus n'ont jamais été bornés, ou que les bornes ne paraissent plus, ou que les clôtures ou travaux de lignes ont été erronément placés, et que l'un des voisins refuse de convenir d'un arpenteur pour procéder au bornage, à la reconnaissance des anciennes bornes, ou à la rectification de la ligne de division, suivant le cas, l'autre partie peut l'assigner en justice pour l'y contraindre.—C.P.C., 941.

1040. Si les parties ne s'accordent pas, le tribunal nomme d'office un arpenteur juré, qu'il charge de faire un plan des lieux, avec indication des prétentions respectives des parties,

1036. All oppositions or claims for payment out of the proceeds of the licitation must be filed in the office of the court within six days after the adjudication, after which period they cannot be received except by order of the court and upon such conditions as it may impose.—C.C.P., 938.

1037. The distribution of the purchase-money is subject to the same formalities as in cases of execution against immoveables, and the party prosecuting the licitation is bound to obtain the certificate of registered hypothecs, which is necessary for that purpose.—C.C.P., 939, *amended*.

1038. If any immovable is situated partly in one district and partly in another, its licitation as a whole may be demanded and may be ordered in either district, if the jurisdiction in such case is not assigned by law to a particular court.—C.C.P., 940.

CHAPTER XLV

ACTIONS OF BOUNDARY.

1039. Whenever two contiguous lands have never been bounded, or the boundaries have disappeared, or the fences or boundary works have been wrongly placed, and one of the neighbours refuses to agree upon a surveyor to determine the boundaries, or to verify or to rectify the division line, as the case may be, the other party may bring an action against him to compel him to do so.—C.C.P., 941.

1040. If the parties do not agree, the court names a sworn surveyor, whom it charges with making a plan of the locality, showing the respective pretensions of the parties, and with

et de faire les autres opérations que le tribunal juge nécessaire —C.P.C., 942.

making such other operations as it may deem necessary.—C.C.P., 942.

1061. L'arpenteur ainsi nommé est tenu, sous son serment d'office, de procéder de la même manière que les experts.—C.P.C., 943.

1061. The surveyor thus named is bound, under his oath of office, to proceed in the same manner as experts.—C.C.P., 943.

1062. Il peut être, au gré des parties, nommé plus d'un arpenteur, —C.P.C., 944.

1062. If the parties desire it, more than one surveyor may be appointed.—C.C.P., 944.

1063. Le bornage, la reconnaissance des anciennes bornes et la rectification de la ligne de division sont ordonnés conformément aux droits et titres des parties, et ils sont faits par la personne indiquée par le tribunal, laquelle doit y procéder conformément au jugement, et, s'il y a lieu, poser les bornes avec témoins, suivant la loi, dresser procès-verbal de son opération, et en rapporter le procès-verbal en minute au tribunal.—C.P.C., 945, *amendé*.

1063. The fixing of bounds, the verifying of ancient boundaries, or rectifying of division lines, is ordered in conformity with the rights and titles of the parties, and is done by the person named by the court, who proceeds in accordance with the judgment, and, if necessary, places boundary marks in presence of witnesses, in accordance with law, and must draw up a statement of his operations, and return the original of such statement to the court.—C.C.P., 945, *amended*.

CHAPITRE XLVI.

ACTION POSSESSOIRE.

1064. Le possesseur d'un héritage ou droit réel, à titre autre que celui de fermier, ou de précaire, qui est troublé dans sa possession, a l'action en complainte contre celui qui l'empêche de jouir, afin de faire cesser ce trouble et d'être maintenu dans sa possession.

L'action de réintégration est accordée au possesseur d'un héritage ou droit réel depuis un an et un jour, contre celui qui l'a dépossédé par violence.—C.P.C., 946.

1065. Les actions possessoires ne sont recevables qu'autant qu'elles sont formées dans l'année du trouble.—C.P.C., 947.

CHAPTER XLVI.

POSSESSORY ACTIONS.

1064. The possessor of any immovable or real right, other than a farmer on shares, or a holder by sufferance, who is disturbed in his possession, may bring an action on disturbance against the person who prevents his enjoyment, in order to put an end to the disturbance and be maintained in his possession.

The action for repossession may be brought by any person who has had possession of an immovable or real right for a year and a day, against any person who has forcibly dispossessed him.—C.C.P., 946.

1065. Possessory actions must be brought within a year from the disturbance.—C.C.P., 947.

1046. Les demandes en complainte ou en réintégration ne peuvent être jointes au pétitoire, ni le pétitoire poursuivi, à moins que la demande en complainte ou en réintégration ne soit terminée, et la condamnation parfournie et exécutée.

Néanmoins, si la partie qui a obtenu jugement est en demeure de faire taxer les dépens ou de faire liquider les dommages-intérêts, l'autre partie peut être reçue à former sa demande au pétitoire en offrant caution de satisfaire aux condamnations. — C. P. C., 948, amendé.

CHAPITRE XLVII.

PURGE DES HYPOTHÈQUES OU RATIFICATION DE TITRE.

1047. Celui qui a acquis des immeubles par titre translatif de propriété peut obtenir la purge des hypothèques dont sont grevés ces immeubles, en faisant ratifier son titre suivant les formalités ci-après prescrites. — C. P. C., 949, amendé.

1048. L'acquéreur doit déposer le titre qu'il veut faire ratifier au greffe de la cour supérieure du district où l'immeuble est situé, ou dans lequel la sentence de ratification doit être rendue, et obtenir du protonotaire un avis rédigé dans les langues française et anglaise contenant la mention de ce dépôt, la désignation de l'acte et des parties, la description de l'immeuble, le jour auquel la demande de ratification sera présentée au tribunal, l'indication de ceux qui ont possédé l'immeuble pendant les trois dernières années qui ont précédé cet avis, et une réquisition aux créanciers qui réclament quelque privilège ou hypothèque.

1046. Action on disturbance or for repossession cannot be joined with the petitory claim, nor can the latter be brought until the action on disturbance or for repossession has been terminated, and the condemnation has been satisfied and executed.

Nevertheless, if the party who has obtained judgment is in default with regard to the taxation of the costs or the liquidation of the damages, the other party may bring his petitory action, on giving security that he will satisfy such condemnation. — C. C. P. 948, amended.

CHAPTER XLVII.

DISCHARGE FROM HYPOTHECS, OR CONFIRMATION OF TITLE.

1047. Any person who has acquired immoveable property by any title of a nature to transfer ownership, may free such property from any hypothecs with which it is charged, by obtaining a confirmation of his title according to the formalities hereinafter prescribed. — C. C. P., 949, amended.

1048. Such person must lodge the title which he seeks to have confirmed in the office of the Superior Court, in the district where the immoveable is situated, or in which the confirmation of title must be obtained, and obtain from the protonotary a notice in French and in English, mentioning that the deed has been so lodged, containing a designation of the deed and of the parties thereto, a description of the immoveable, the date at which the application for confirmation will be presented to the court, an indication of the persons who possessed the immoveables during the three years next before such notice,

que sur l'immeuble de produire leurs oppositions dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la demande.

Si le titre comprend des immeubles situés dans différents districts, il doit être fait une demande de ratification dans chaque district, pour l'immeuble qui y est situé.

Lorsque l'immeuble est situé partie dans un district et partie dans un autre, la procédure peut être poursuivie dans l'un ou l'autre district, et a effet pour la totalité de l'immeuble.—C.P.C., 950, amendé, 951, *partie*.

1060. Cet avis doit être publié.

1. Par l'insertion deux fois dans l'espace d'un mois dans la *Gazette Officielle de Québec* :

2. En outre, si l'immeuble est situé dans la cité de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke, St Hyacinthe ou Sorel, ou dans la ville de St-Jean, par l'insertion dans un journal publié dans la langue française et dans un journal publié dans la langue anglaise de la localité, et, s'il n'y a qu'un journal dans la localité ou que tous soient publiés dans la même langue, par l'insertion de l'avis dans les deux langues, dans le même journal ; ou, si l'immeuble est situé dans une paroisse autre que celles comprises dans les localités ci-dessus, par la lecture et l'affichage, le troisième dimanche qui précède le jour où la demande de ratification de titre doit être faite, à la porte de l'église de la paroisse où l'immeuble est situé, à l'issue du service du matin, ou, s'il n'y a pas d'église, à l'endroit le plus public de la localité. S'il n'y a pas de service, l'affichage suffit.—C.P.C.,

and calling upon all creditors who claim to have any privilege or hypothec upon the immoveable to file their oppositions within six days from the day fixed for presenting the application.

If the deed comprises immoveables situated in different districts, an application for confirmation of title should be made in each district, for such immoveables as are situated therein.

When the immoveable is situated partly in one district and partly in another, the proceedings may be had in either district, and avail for the whole of the immoveable.—C.C.P., 950, amended, 951, *in part*.

1060. Such notice must be published :

1. By being inserted in the *Quebec Official Gazette* twice during the course of one month.

2. Moreover, if the immoveable is situated in the city of Quebec, Montreal, Three Rivers, Sherbrooke, St. Hyacinthe or Sorel, or in the town of St. John's, by being inserted in a newspaper published in French, and in one published in English, in the locality, and, if there is only one newspaper in the district or all are published in the same language, in both languages in the same newspaper ; or, if the immoveable is situated in a parish other than those contained in the above-mentioned localities, by reading aloud and posting such notice on the third Sunday before the day on which the application for confirmation of title is to be made, at the door of the church of the parish in which the immoveable is situated, immediately after morning service, or, if there is no church, at the most public place in the locality. If there is no service, it is sufficient to merely post the notice.

951, *partie*, 952, *amendé*; S.R., 5082, 5083

—C.C.P., 951, *in part*, 952, *amended*. R.S., 5082, 5083.

1070. Dans le cas d'immeubles fictifs, les procédures sont faites dans le district où le vendeur ou cédant était domicilié pendant les trois années qui ont précédé la passation du titre à ratifier, ou, si pendant cette période il a eu son domicile dans plusieurs districts, dans le district dans lequel il est actuellement domicilié, en donnant le même avis public dans les différents districts où il a eu son domicile pendant les trois années.—C.P.C. 953

1070. In the case of immovables by fiction of law, the proceedings are had in the district where the vendor or assignor had his domicile during the three years next preceding the execution of the deed to be confirmed, or, if during that period he had his domicile in more districts than one, then in the district in which he is actually domiciled, giving the same notice in the other districts in which he was domiciled during the such three years.—C.C.P., 953

1071. Au jour fixé dans l'avis, le requérant doit présenter au tribunal sa demande en ratification —C.P.C., 954, *partie*; S.R., 5084.

1071. Upon the day mentioned in the notice, the applicant must present his application for confirmation to the court.—C.C.P., 954, *in part*. R.S. 5084.

1072. Il doit produire avec sa requête

1072. The applicant must file with his application

1. Certificats des publications et affiches requis, s'il y en a eu, et copies de la *Gazette Officielle de Québec* et des journaux contenant les annonces.

1 Certificates of the publications and posting required, if such have been had, and copies of the *Quebec Official Gazette* and of the newspapers containing the notices.

2. Certificats du ou des bureaux d'enregistrement dans la circonscription duquel ou desquels se trouve ou s'est trouvé l'immeuble, préparés conformément à l'article 771, en autant qu'applicable.—C.P.C., 954, *partie* 955. *partie*, *amendé*; S.R., 5084

2 Certificates from the registrar or registrars within whose divisions the immovable is or was situated, prepared, in so far as may be, in conformity with Article 771 —C.C.P., 954, *in part* 955, *in part*, *amended* R.S. 5084

1073. Les dispositions des articles 772, 773 et 774 sont également applicables aux certificats mentionnés au second paragraphe de l'article qui précède —C.P.C., 956, *amendé*

1073. The provisions of Articles 772, 773 and 774, apply also to the certificate mentioned in the second paragraph of the preceding Article —C.C.P., 956, *amended*

1074. Les créanciers hypothécaires dont les droits ne sont pas constatés par le titre dont la ratification est demandée ou par le certificat du registraire, sont tenus de produire leur opposition le ou avant le sixième

1074. All hypothecary creditors whose rights are not made known by the deed of which confirmation is sought, or by the registrar's certificate are bound, on pain of being foreclosed from doing so, to file their oppositions

jour qui suit celui fixé pour la présentation de la demande, à peine de déchéance.—C.P.C., 957, *amendé*.

1075. Néanmoins, l'opposition n'est pas nécessaire pour la conservation du principal des rentes constituées pour le rachat des droits seigneuriaux.

Les dispositions des articles 790 et 791 s'appliquent également dans les procédures en ratification de titre.—C.P.C., 958.

1076. Durant le mois prescrit pour la publication de l'avis de la demande en ratification, tout créancier du vendeur ou cédant ou de ses auteurs peut comparaitre au greffe et offrir une enchère sur la somme, prix ou autre considération ou valeur, s'il y en a, portée dans le titre, et la faire recevoir, pourvu que cette enchère soit d'au moins un dixième de la totalité du prix, somme ou autre considération ou valeur, et que l'enchérisseur offre en outre au requérant de lui rembourser ses frais et loyaux coûts, et lui donne à cet effet caution en la manière ordinaire, ou consigne une somme suffisante pour cet objet, suivant la discrétion du juge, sauf à parfaire.—C.P.C., 959, *amendé*; S.R., 5985.

1077. Les autres créanciers du vendeur ou auteur peuvent également, aux mêmes conditions, surenchérir sur l'enchère, et les uns sur les autres, pourvu que chaque surenchère subséquente ne soit pas moindre qu'un vingtième de la somme, prix ou autre considération ou valeur, en sus des frais et loyaux coûts.—C.P.C., 960, *amendé*.

1078. Le requérant peut néan-

on or before the sixth day after the day fixed for presenting the application.—C.C.P., 957, *amended*.

1075. No opposition is, however, necessary for the preservation of the principal of rents created in place of seigniorial rights.

The provisions of Articles 790 and 791 apply also to proceedings to obtain confirmation of title.—C.C.P. 958.

1076. During the month prescribed for the publication of the notice of the application for confirmation of title, any creditor of the vendor or assignor or of his predecessors in title, may appear at the office of the court and bid an increase over the sum, price, or other consideration or value, if any, mentioned in the title, and have his bid received, provided the increase be equal to at least one-tenth of the whole price, sum or other consideration or value, and the bidder offers, besides, to refund to the applicant all his costs and lawful disbursements, giving him security to that effect in the ordinary manner, or depositing for that purpose a sufficient sum, according to the discretion of the judge, reserving the subsequent completion of the precise amount.—C.C.P., 959, *amended*; R.S., 5985.

1077. Any other creditor of the vendor or assignor may, in like manner, and under the same conditions, outbid such creditor, and all such creditors may continue outbidding each other, provided each outbidder offers an increase of at least one-twentieth of the price, purchase-money or other consideration or value, over and above the costs and lawful expenses.—C.C.P., 960, *amended*.

1078. The applicant may, how-

RATIFICATION DE TITRE.

moins retenir les immeubles au prix porté par la dernière surenchère offerte suivant la loi.—C.P.C., 961.

1079. A défaut d'enchère dans le délai ci-dessus mentionné, la valeur de l'immeuble reste définitivement fixée au prix et à la somme portés dans le titre, sauf les dispositions ci-après.—C.P.C., 962, *amendé*.

1080. Si le requérant veut purger les hypothèques dont l'immeuble est grevé, il doit déposer entre les mains du protonotaire, en même temps que le certificat des hypothèques, le prix mentionné dans son titre, ou le montant auquel ce prix est porté par l'enchère ou les surenchères.

Cependant, s'il a une réclamation hypothécaire constatée par le certificat du registraire, il peut retenir sur le prix le montant de sa réclamation jusqu'à ce que le jugement soit rendu, pourvu qu'il fournisse au protonotaire bonnes et suffisantes cautions pour tous les dommages que pourrait souffrir une partie intéressée s'il ne fait pas au protonotaire le paiement que le tribunal ordonnera.

S'il appert du certificat du registraire qu'il n'y a pas d'hypothèques, et s'il n'y a pas d'opposition ou réclamation, ou si le montant déposé ou pour lequel il a été donné caution suffit pour acquitter toutes les charges apparentes, la sentence de ratification est prononcée purement et simplement.—C.P.C., 963, *amendé*; S.R., 5986.

1081. Mais si la somme déposée ou pour laquelle il a été donné caution ne suffit pas pour payer toutes les charges et hypothèques apparentes, ou s'il n'y a pas de prix mentionné dans l'acte, le juge, à l'instance du requé-

ver, retain the immoveables at the amount of the highest bid legally offered.—C.C.P., 961.

1079. If no such outbidding takes place within the delay above-mentioned, the value of the immovable remains definitively fixed at the price and sum mentioned in the title-deed, saving the provisions hereinafter contained.—C.C.P., 962, *amended*.

1080. If the applicant desires to discharge the property from hypothecs, he must deposit in the hands of the prothonotary, together with a certificate of hypothecs, the price mentioned in the title-deed, or the amount which such price has reached by the outbidding.

When, however, he has an hypothecary claim against the property, which appears by the certificate of the registrar, he may retain the purchase-money, to the extent of his claim, until judgment has been rendered, provided he furnishes the prothonotary with good and sufficient sureties for all damages that may be suffered by any interested party in the event of the non-payment of such sum as the court shall order.

If it appears by the certificate of the registrar that there are no hypothecs, and if there are no oppositions or claims, or if the amount which has been deposited or for which security has been given is sufficient to pay all the charges which appear, then judgment of confirmation is pronounced purely and simply.—C. C. P., 963, *amended*; R.S., 5986.

1081. But if the sum which has been deposited or for which security has been given is not sufficient to pay all the charges and hypothecs which appear, or if no price is mentioned in the deed, the judge may, at the in-

rant, nomme deux experts, et le requérant en nomme un troisième, pour évaluer l'immeuble et faire rapport, suivant les formalités ordinaires.—C. P.C., 964, amendé.

1082. Si la valeur constatée par les experts n'excède pas le prix payé en cour par le requérant, le jugement de ratification est rendu purement et simplement.

Si la valeur constatée par les experts excède le prix ainsi payé, ou s'il n'est mentionné aucun prix dans le titre d'acquisition, le requérant ne peut obtenir la ratification de ce titre qu'en déposant la différence entre le prix d'évaluation et celui stipulé, ou tout le prix d'évaluation s'il n'y a pas eu de prix.—C.P.C., 965.

1083. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne s'appliquent pas au cas d'expropriation par autorité pour des fins d'utilité publique, lorsque la compensation ou indemnité a été réglée par arbitrage ou expertise suivant la loi.—C.P.C., 966.

1084. Sur preuve de l'accomplissement de toutes les formalités ci-dessus prescrites, jugement est rendu ratifiant le titre d'acquisition, quitte de toutes hypothèques autres que celles mentionnées en l'article 1075.—C.P.C., 967.

1085. Sur production d'une déclaration du requérant à cet effet, le jugement peut être rendu, sujet aux hypothèques portées dans le certificat du registrateur et aux oppositions et réclamations produites; et, dans ce cas, l'immeuble n'est purgé que des hypothèques qui ne sont pas mentionnées dans le jugement.—C.P.C., 968.

1086. Le prix déposé est distribué sur ordonnance du tribunal, comme

stance of the applicant, name two experts, and the applicant names a third, in order to determine the value of the property and to report thereon; the whole according to the ordinary formalities.—C.C.P., 964. amended.

1082. If the value determined by the experts does not exceed the price paid in by the applicant, the judgment of confirmation is pronounced purely and simply.

If the value determined by the experts exceeds the price thus paid in, or if no price is mentioned in the title-deed, the applicant cannot obtain a confirmation unless he deposits the difference between the value thus ascertained and the price, or the whole of such value, if no price has been agreed upon.—C.C.P., 965.

1083. The provisions of the last two preceding Articles do not apply to cases of expropriation of property by competent authority for public purposes, when the compensation or indemnity has been settled by arbitration or by experts, according to law.—C.C.P., 966.

1084. Upon proof of the observance of all the formalities hereinabove prescribed, judgment is pronounced confirming the title-deed as free from all hypothecs other than those mentioned in Article 1075.—C.C.P., 967.

1085. If the applicant files a written declaration to that effect, judgment may be rendered subject to the hypothecs mentioned in the registrar's certificate, and to the oppositions and claims filed; and in such case the immoveable is discharged only from such hypothecs as are not mentioned in such judgment.—C.C.P., 968.

1086. The price deposited is distributed under an order of the court.

les deniers provenant de la saisie et vente des immeubles sur exécution.—C.P.C., 969.

1067. Le protonotaire est tenu de faire enregistrer, au bureau d'enregistrement qu'il appartient, tel que prescrit au titre de l'*Enregistrement des droits réels* dans le Code civil, tout jugement de ratification de titre, avant d'en délivrer copie à qui que ce soit, et a droit d'exiger du requérant le prix et les frais de cet enregistrement, et des radiations qui doivent l'accompagner.—C.P.C., 970.

1068. Le mot *hypothèque*, employé dans ce chapitre, comprend les privilèges affectant les immeubles.—C.P.C., 971.

as moneys levied upon the seizure and sale of immovables under execution. C.C.P., 969.

1067. The prothonotary, before delivering to any person a copy of any judgment of confirmation of title, must cause such judgment to be registered in the proper registry office, as prescribed in the title *Of Registration of Real Rights* in the Civil Code, and has a right to demand from the applicant the costs and expenses of such registration, and of the cancellings which it occasions.—C. C. P. 970.

1068. The word *hypothec* in this Chapter includes all privileges affecting real estate.—C.C.P. 971.

CHAPITRE XLVIII.

CERTAINES PROCÉDURES ENTRE LOCATEURS ET LOCATAIRES.

1069. Lorsqu'il est dû du loyer par un locataire, et que ce loyer n'est pas payé lors de son échéance, le propriétaire ou locateur peut faire signer (a) au locataire une mise en demeure par écrit d'avoir à quitter les lieux loués sous un délai qui ne doit pas être moindre que trois jours francs; et, s'il les quitte dans le dit délai, remise du loyer lui est faite.

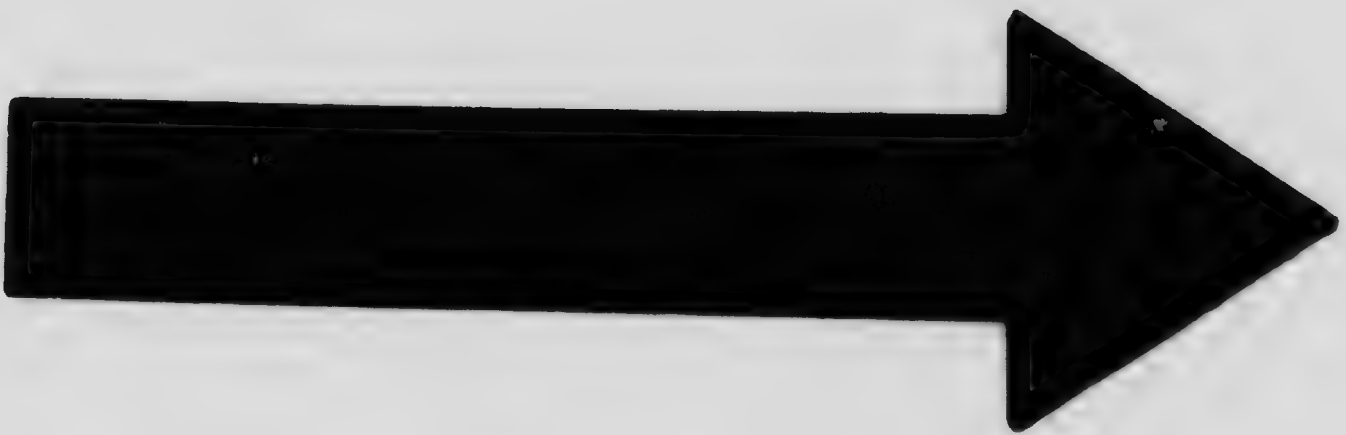
Si le locataire refuse ou néglige de se rendre à cette mise en demeure dans le délai prescrit, le locateur, en poursuivant devant une cour de juridiction compétente, peut faire saisir tous les meubles qui garnissent les lieux loués et qui n'ont pas été enlevés dans le délai fixé, et les faire vendre en la manière ordinaire, sans

CHAPTER XLVIII.

CERTAIN PROCEEDINGS BETWEEN LESSORS AND LESSEES.

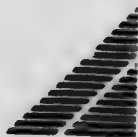
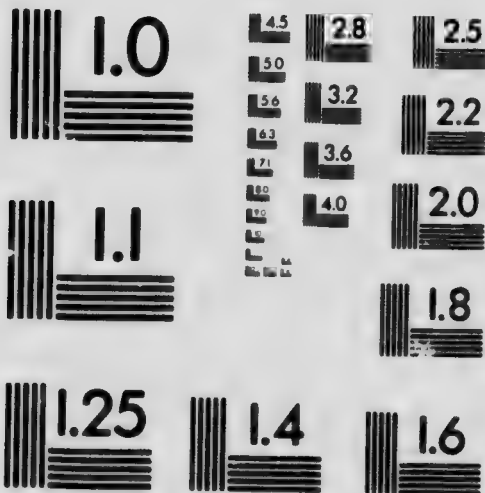
1069. Whenever any rent is due by a lessee and is not paid when due, the proprietor or lessor may notify the lessee, in writing, to quit the premises leased within a delay which shall not be less than three clear days; and, if he quits within the said delay, the rent due is remitted him.

If the lessee refuses or neglects to comply with the said notice within the specified delay, the lessor may, by suit before a competent court, have all the moveables garnishing the leased premises, and which have not been removed within the specified delay, attached, and have them sold in the ordinary manner, without the said lessee having any right to avail himself of the exemption from seizure



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

que le locataire puisse se prévaloir de l'exemption de saisie décrétée par les articles 598 et 599, § 2

Le locateur peut ne pas se prévaloir du bénéfice du présent article, et dans ce cas il conserve tous ses droits et recours comme si le présent article n'existait pas. — *Nouveau* C. P. C., 666a; 60 V., c. 65

CHAPITRE XLIX

Séparation entre époux

SECTION I

SÉPARATION DE BIENS

1000. Aucune demande en séparation de biens ne peut être formée par la femme sans une autorisation préalable accordée par un juge sur requête à cet effet ou sur conclusion à cette fin contenue dans la demande en séparation — C. P. C. 972

1001. La demande en séparation de biens doit être intentée seulement dans les cas mentionnés en l'article 1311 du Code civil, et dans la juridiction indiquée par l'article 96 du présent code — C. P. C., 973, *amendé*

1002. Les formalités requises pour l'assignation ordinaire doivent y être remplies à la rigueur, sans que le conjoint assigné puisse en dispenser directement ou indirectement, même en ce qui regarde le délai d'assignation

Avis en doit être donné et inséré pendant un mois dans la *Gazette officielle de Québec* et dans deux journaux publiés au lieu ou aussi près que possible du lieu de la résidence du défendeur, dont l'un publié en langue française et l'autre en langue anglaise

Il ne peut être procédé sur cette demande qu'après la publication de cet

provided for under Articles 598 and 599, Paragraph 2.

The lessor need not avail himself of the benefit of this Article, and in that case he retains all his rights and recourse as though this Article did not exist — *New*, C. C. P., 656a, 60 V., c. 65

CHAPTER XLIX

Separation between Consorts.

SECTION I.

SEPARATION OF PROPERTY.

1000. No suit for separation of property can be brought by a married woman without the previous authorization of a judge, granted upon a petition to that effect or upon conclusions for that purpose contained in the declaration in such suit — C. C. P., 972.

1001. Suits for separation of property must be brought only in the cases mentioned in Article 1311 of the Civil Code, and within the jurisdiction prescribed by Article 96 of this Code. — C. C. P., 973, *amended*

1002. The formalities required for ordinary summons in must be strictly observed in such suits, and the consort summoned has no power to dispense with the same, either directly or indirectly, even as regards the delay upon the summons.

Notice of such suit must be given and published during one month in the *Quebec Official Gazette*, and in two newspapers at, or as near as possible to, the place where the defendant resides, one of which is published in the French and the other in the English language

No proceedings can be had in such

avis.—C.P.C., 974; S.R., 5987

1093. Lorsque l'action en séparation de biens se poursuit contre le gendre du mari, la femme peut, avec l'autorisation du juge, faire saisir-gager les biens meubles de la communauté, pour la conservation de la part qu'elle aura droit d'y prétendre lors du partage.

Cette saisie est pratiquée comme dans le cas du locataire, mais le mari reste dépositaire judiciaire des effets saisis-gagés.

Le juge peut, suivant les circonstances, accorder main-levée ou suspension de la saisie, avec ou sans caution.—*Nouveau*; C.P.C., 987

1094. Les créanciers de la personne assignée en séparation de biens ont droit d'intervenir dans l'instance pour surveiller la procédure ou contester la réclamation de la demanderesse, et ils peuvent à cet effet invoquer tous les moyens et exercer tous les droits qui compétent à leur débiteur.—C.P.C., 975.

1095. La demande en séparation de biens ne peut être accordée sur la confession ou les aveux de la partie défenderesse; les allégations de la demande doivent être établies par une autre preuve légale.—C.P.C., 976

1096. Le jugement qui prononce la séparation de biens peut en même temps liquider les reprises de la demanderesse, ou ordonner qu'elles seront constatées par un praticien ou des experts, s'il y a lieu.—C.P.C., 977.

1097. Le jugement en séparation doit être inscrit sans délai par le protonotaire sur un tableau tenu à cet effet et affiché dans le greffe du tribunal qui a rendu le jugement; et de

suit until after the publication of such notice.—C.C.P., 974; R.S. 5987.

1093. Whenever the suit for separation of property is taken against the will of the husband, the wife may, with the authorization of the judge, obtain an attachment against the moveable property of the community, for the preservation of the share which she will have a right to claim when the partition takes place.

The attachment is effected in the same manner as attachment for rent, but the husband remains judicial depository of the property attached.

The judge may, according to circumstances, allow the attachment to be released or suspended, with or without security.—*New*; C.C.P., 987.

1094. Any creditor of the person sued for separation of property has a right to intervene in the suit, in order either to watch the proceedings or to contest the plaintiff's claim, and he may for this purpose set up whatever grounds and exercise whatever rights his debtor might.—C.C.P., 975.

1095. Separation of property thus sued for cannot be granted upon the confession or the admissions of the defendant; the allegations of the declaration must be established by some other legal proof.—C.C.P., 976.

1096. The judgment pronouncing separation of property may at the same time determine the reprises of the plaintiff, or order that they be determined by a practitioner or by experts, if there is occasion for it.—C.C.P., 977.

1097. Every judgment ordering separation of property must be inscribed, without delay, by the protonotary upon a list kept for that purpose and posted in the office of the court

cette inscription, ainsi que de sa date, il est fait mention à la suite du jugement dans le registre où il est entré.—*Nouveau* ; C.C., 1313, *partie* ; S.R., 6235.

1008. Le jugement de séparation peut être exécuté volontairement par le paiement réel, constaté par acte authentique, des droits et reprises de la femme, ou en justice, par des procédures aux fins d'obtenir ce paiement, mais sans préjudice des droits des tiers.—C.C., 1312, *partie* ; C.P.C., 981, *partie*, *amendé*.

SECTION II.

SÉPARATION DE CORPS.

1009. La demande en séparation de corps doit être portée seulement dans la juridiction indiquée par l'article 96 de ce code.—*Nouveau* ; C.C., 192, *amendé*.

1100. La demande est intentée, instruite et jugée de la même manière que toute autre action civile ; les parties n'en peuvent toutefois admettre les allégations, dont il doit toujours être fait preuve devant le tribunal.—*Nouveau* ; C.C., 193.

1101. La femme qui veut obtenir une séparation de corps doit être préalablement autorisée à faire cette poursuite par le juge, sur requête contenant succinctement l'exposé des faits qui peuvent justifier cette demande, avec affirmation sous serment, et indiquant la maison où elle désire se retirer pendant le procès et porter les linges et hardes qui lui sont nécessaires.

Cette requête doit être signifiée au mari, si le juge l'ordonne.—C.P.C., 980.

which rendered the judgment ; and such inscription and the date thereof must be mentioned at the end of such judgment in the register in which it is recorded.—*New* ; C.C., 1313, *in part* ; R.S., 6235.

1008. The judgment of separation may be executed either voluntarily, by the actual payment, established by an authentic act, of what the wife has a right to receive or get back, or by legal means, by proceedings instituted for the purpose of obtaining such payment, but without prejudice to the rights of third parties.—C.C., 1312, *in part* ; C.C.P., 981, *in part*.

SECTION II.

SEPARATION FROM BED AND BOARD.

1009. No suit for separation from bed and board can be brought except within the jurisdiction stated in Article 96 of this Code.—*New* ; C.C., 192, *amended*.

1100. The suit is brought, tried and decided in the same manner as all other civil suits ; nevertheless, the parties cannot admit the allegations, proof of which must always be made before the court.—*New* ; C.C., 193.

1101. A wife who desires to obtain a separation from bed and board must, in order to bring the suit, first obtain the authorization of a judge, by means of a petition giving a summary statement of the facts which give rise to her application, with an affirmation under oath, and indicating the house where she intends to reside during the suit, and where she will convey the linen and wearing apparel necessary for her use.

The application must be served upon her husband if the judge so orders.—C.C.P., 980.

1102. Si la femme juge à propos de demander la saisie-gagerie des biens meubles de la communauté pour la conservation de la part qu'elle aura droit d'y prétendre au cas de partage, elle doit y être autorisée également par le juge.

Cette saisie est pratiquée comme dans le cas du locataire, mais le mari reste dépositaire judiciaire des effets saisis-gagés.

Le juge peut, suivant les circonstances, accorder mainlevée ou suspension de la saisie, avec ou sans caution. — *Nouveau, partie* : C.P.C., 987.

1103. La femme peut également joindre à sa demande en séparation la saisie-revendication des meubles qui lui appartiennent. — C.P.C., 988.

1104. L'instruction de la cause, la sentence, son exécution et sa publication sont assujetties aux dispositions contenues en la section qui précède. — C.P.C., 989.

CHAPITRE L.

OPPOSITION AU MARIAGE.

1105. L'opposition au mariage doit être portée devant la cour supérieure dans le district du domicile de celui au mariage duquel on s'oppose, ou du lieu où doit se célébrer le mariage, ou devant un juge de ce tribunal. — *Nouveau* : C.C., 145.

1106. L'opposition doit être accompagnée d'un avis indiquant le jour et l'heure auxquels elle sera présentée. — C.P.C., 990, *amendé*.

1107. L'opposition et l'avis doivent être signifiés tant au fonctionnaire appelé à célébrer le mariage qu'aux futurs époux ou à ceux qui les

1102. If the wife thinks proper to demand an attachment of the moveable property of the community for the preservation of the share which she will have a right to claim when the partition takes place, she must likewise be authorized by a judge for that purpose.

The attachment is effected in the same manner as attachment for rent, but the husband remains judicial guardian of the property attached.

The judge may, according to circumstances, allow the seizure to be released or suspended, with or without security. — *New, in part* : C.C.P., 987.

1103. The wife may also join with her demand for separation an attachment in revendication of such moveable property as belongs to her. — C.C.P., 988.

1104. The trial of the case, the judgment, its execution and its publication are subject to the provisions contained in the preceding Section. — C.C.P., 989.

CHAPTER L.

OPPOSITIONS TO MARRIAGE.

1105. Oppositions to marriage are brought before the Superior Court of the district of the domicile of the party whose marriage is opposed, or of the place where the marriage is to be solemnized, or before the judge of such court. — *New* : C.C., 145.

1106. The opposition must be accompanied with a notice indicating the day and hour at which it will be presented. — C.C.P., 990, *amended*.

1107. The opposition and notice must be served both upon the functionary called upon to solemnize the marriage and upon the intended con-

représentent, en observant un délai de cinq jours intermédiaires, avec l'addition ordinaire lorsque la distance excède cinquante milles.—C.P.C., 991, *amendé*.

1108. La procédure est pour le surplus assujettie aux règles et délais des causes sommaires entre locateurs et locataires.—C.P.C., 992, *amendé*.

1109. Si l'opposant ne présente pas son opposition au jour fixé, toute partie intéressée peut obtenir jugement de congé-défaut contre lui, sur dépôt de la copie d'opposition qui lui a été signifiée, et, sur la remise qui lui est faite de copie de ce jugement, le fonctionnaire appelé à célébrer le mariage peut passer outre.—C.P.C., 993.

1110. A défaut par l'opposant de procéder en la manière requise, l'opposition est déclarée désertée.—C.P.C., 994.

1111. Le juge, avant de prononcer sur l'opposition, peut, s'il y a lieu, convoquer devant lui les parents, et, à leur défaut, les amis des futurs époux, pour donner leur opinion sur le mariage projeté et agir ainsi que de droit.

Lorsque l'opposition est formée par le tuteur ou le curateur, le juge ne peut la décider qu'après avoir pris l'avis du conseil de famille, dont il doit ordonner la convocation.—C.P.C., 995; C.C., 138, *partie*.

1112. S'il y a appel ou révision, les procédures sont sommaires et elles ont la préséance.—C.P.C., 996, *amendé*.

1113. Si l'opposition est rejetée, les opposants, autre que le père et la mère, peuvent être condamnés aux

sorts, or the persons who represent them, a delay of five intermediate days being observed, with the usual addition where the distance exceeds fifty miles.—C.C.P., 991, *amended*.

1108. The proceedings upon the opposition are in other respects subject to the same rules and delays as summary cases between lessors and lessees.—C.C.P., 992, *amended*.

1109. If the opposant fails to present his opposition upon the day fixed, any person interested may obtain judgment of nonsuit against him, upon filing a copy of the opposition served upon such person; and, upon receiving a copy of such judgment, the functionary called upon to solemnize the marriage may proceed.—C.C.P., 993.

1110. If the opposant fails to proceed in the manner prescribed, the opposition is declared abandoned.—C.C.P., 994.

1111. The judge, before rendering judgment upon the opposition, may, if there be cause for it, summon the relatives, and, in default of relatives, the friends of the intended consorts, in order that they may give their opinion upon the intended marriage, and that such further action may be had as to law may appertain.

If the opposition is made by a tutor or a curator, the judge cannot decide upon it without the advice of a family council, which he must order to be called.—C.C.P., 995; C.C., 138, *in part*.

1112. Whenever an appeal or review has been taken, the proceedings thereon are summary and have precedence.—C.C.P., 996, *amended*.

1113. If the opposition is dismissed, the opposants, other than the father or mother, may be condemned

dépens, sans préjudice du recours pour dommages-intérêts. — *Nouveau*; C.C., 147, *partie*.

to pay costs, without prejudice to the recourse in damages. — *New*; C.C., 147, *in part*.

CHAPITRE LI.

"HABEAS CORPUS AD SUBJUDICIENDUM" EN
MATIÈRE CIVILE.

1113. Dans tous les cas où une personne est emprisonnée ou privée de sa liberté, autrement qu'en vertu d'une ordonnance en matière civile rendue par un tribunal ou un juge compétent, ou que pour une matière criminelle ou supposée criminelle, elle peut, soit par elle-même, ou par un autre pour elle, s'adresser à l'un des juges de la cour du banc de la reine ou de la cour supérieure aux fins d'obtenir un bref adressé à la personne sous la garde de laquelle elle se trouve emprisonnée ou détenue, lui enjoignant de la conduire sans délai devant le juge qui a décerné le bref, ou devant tout autre juge du même tribunal, et de faire voir la cause de détention, afin de faire constater si elle est justifiable. — C.P.C., 1040, 1052, *amendés*.

1113. Cette demande doit être accompagnée d'un affidavit établissant qu'il y a une cause probable et raisonnable à l'appui de la plainte. — C.P.C., 1041.

1116. Ce bref est au nom du souverain, scellé du sceau du tribunal auquel appartient le juge qui l'a accordé, et est certifié de même que tout autre bref.

Il est rapportable sans délai, à moins que le terme ne soit si rapproché que le bref ne puisse être mis à effet auparavant et dans ce cas le juge peut ordonner qu'il soit rapporté pendant le terme, et, si le terme est si près de la fin que le bref ne puisse être exécuté convenablement pendant le terme, le

CHAPTER LI.

"HABEAS CORPUS AD SUBJUDICIENDUM" IN
CIVIL MATTERS.

1114. Any person who is confined or restrained of his liberty, otherwise than under any order in civil matters granted by a court or judge having jurisdiction, or than for some criminal or supposed criminal matter, or any other person on his behalf, may apply to any one of the judges of the Court of Queen's Bench, or of the Superior Court, for a writ addressed to the person under whose custody he is so confined or restrained, ordering the latter person to bring him forthwith before the judge who granted the writ, or before any other judge of the same court, together with the cause of his detention, in order to examine whether such detention is justifiable. — C.C.P., 1040, 1052, *amended*.

1115. The application must be supported by an affidavit, showing that there are probable and reasonable grounds for the application. — C.C.P., 1041.

1116. The writ issues in the name of the Sovereign, is sealed with the seal of the court to which the judge who granted it belongs, and is attested in the same manner as any other writ.

It is returnable without delay, unless a term of the court is so near that the writ cannot be executed before such term, in which case the judge may order the writ to be returned during term; and if the end of the term be so near that the writ cannot

bref peut être fait rapportable pendant les vacances suivantes.—C. P. C., 1042.

1117. Le bref est signifié en en laissant l'original à celui auquel il est adressé, ou en parlant à son domestique ou agent à l'endroit où la personne est incarcérée ou détenue.

Le certificat de signification se met sur une copie certifiée.—C. P. C., 1043, *amendé*.

1118. Si la personne à laquelle le bref d'*habeas corpus* est signifié ne s'y conforme pas, elle est considérée coupable de mépris envers le tribunal sous le sceau duquel le bref a été émis, et le juge peut rendre une ordonnance, sous le sceau du tribunal, pour contrainte par corps, rapportable devant lui, ou devant le tribunal.—C. P. C.,

1119. Sur rapport du bref d'*habeas corpus*, ou sur rapport de l'ordonnance mentionnée en l'article 1118, le juge procède, aussitôt qu'il peut le faire convenablement, à examiner la vérité des faits allégués par affidavits ou par examen sous serment des témoins, et adjuge en conséquence.—C. P. C., 1045, *amendé*.

1120. Si le juge devant qui le bref est rapporté en vacances a des doutes sur la réalité des faits allégués dans le rapport, il peut admettre à caution la personne emprisonnée ou détenue, en prenant son cautionnement personnel avec une ou plusieurs cautions, ou, au cas de minorité ou de femme sous puissance, en prenant un cautionnement à un montant raisonnable, qu'elle comparaitra devant le tribunal au jour fixé dans le terme suivant et de jour en jour, pour obéir aux ordres que le tribunal pourra donner.—C. P. C., 1046, *amendé*.

properly be executed during the term, it may be made returnable during the following vacation.—C. C. P., 1042.

1117. The writ is served by leaving the original with the person himself to whom it is addressed, or by speaking to his domestic servant or agent at the place where the person is confined or restrained.

The return of service is made upon a certified copy.—C. C. P., 1043, *amended*.

1118. If the person upon whom the writ of *Habeas Corpus* is served fails to comply with it, he is held to be guilty of a contempt of the court under whose seal the writ issued, and the judge may grant a rule under the seal of the court, returnable before such judge or before the court, for his imprisonment.—C. C. P., 1044; *amend.*

1119. Upon the return of the writ of *Habeas Corpus*, or of the rule mentioned in Article 1118, the judge proceeds, as soon as he conveniently can, to examine, by affidavit or by examination of witnesses under oath, into the truth of the facts alleged, and decides accordingly.—C. C. P., 1045, *amended*.

1120. If the judge before whom the writ is returned in vacation is in doubt as to the truth of the facts alleged in the return, he may admit to bail the person so confined or restrained, upon his entering into a recognizance with one or more sureties, or, in the case of minors or of women under marital authority, upon security being given by recognizance in a reasonable sum, for the appearance of the party before the court on a fixed day during the next term, and from day to day, to abide such order as the court may make.—C. C. P., 1046, *amended*.

1191. Le bref d'*habeas corpus* est alors transmis au tribunal, avec le cautionnement et toutes les pièces relatives à la plainte, et le tribunal procède à ordonner ce que de droit.—C. P.C., 1047.

1192. Le tribunal peut ordonner une ou plusieurs plaidoiries écrites pour l'instruction des faits allégués dans le rapport, et il est procédé à l'instruction par affidavit ou par examen sous serment des témoins devant le tribunal ou le juge, suivant qu'ils le considèrent le plus convenable.—C. P. C., 1048.

1193. La cour du banc de la reine et la cour supérieure suivent en terme la même procédure pour la contestation de la vérité du rapport.—C. P. C., 1049.

1194. Le tribunal ou le juge peut adjuger sur les frais encourus à l'occasion de l'émission, de la contestation et de l'exécution du bref d'*habeas corpus*.—C. P. C., 1050.

1195. Lorsqu'un bref d'*habeas corpus* a été une fois refusé par un juge, il n'est pas loisible de renouveler la demande devant lui ou devant un autre juge, à moins que de nouveaux faits ne soient allégués ; mais la demande peut être faite de nouveau à la cour du banc de la reine, à sa prochaine séance en appel, à l'endroit où les appels du district sont portés.—C. P. C., 1051.

1191. The writ of *Habeas Corpus* is thereupon transmitted to the court, together with the recognizance and all the papers connected with the application, and the court thereupon makes such orders as to justice may appertain.—C. C. P., 1047.

1192. The court may direct one or more written issues for the trial of the facts alleged in the return, and such issues are tried either by affidavit or by the examination of witnesses before the court or judge, as such court or judge may think proper.—C. C. P., 1048.

1193. The same proceedings are had in term in the Court of Queen's Bench and in the Superior Court, respectively, for controverting the truth of the return.—C. C. P., 1049.

1194. The court or the judge may pronounce upon all costs incurred in the issuing, contestation and execution of the writ of *Habeas Corpus*.—C. C. P., 1050.

1195. Whenever a writ of *Habeas Corpus* has been once refused by any judge, the application cannot be renewed before him or before any other judge unless new facts are alleged ; but the application may be renewed before the Court of Queen's Bench at its next sitting in appeal at the place where appeals are brought from the district in which the application is made.—C. C. P., 1051.

SIXIÈME PARTIE.

PROCÉDURES DEVANT LA COUR DE CIRCUIT.

CHAPTER LI

Dispositions Générales.

1126. Tous les pouvoirs dont la cour supérieure ou les juges et officiers de cette cour respectivement sont revêtus relativement aux matières de leur juridiction, sont conférés à la cour de circuit dans les limites de son ressort, aux juges qui la tiennent et aux officiers de cette cour respectivement sur les mêmes matières, ainsi que sur les autres choses qui sont l'objet de la présente partie ou relativement à toute autre affaire qui se rattache à la manière de conduire toute poursuite, action ou procédure dans la cour de circuit.

Tout ce qui, relativement aux procédures dans la cour supérieure, peut ou doit être fait par le protonotaire, peut et doit être fait de la même manière par le greffier de la cour de circuit, quant à ce qui est du ressort de ce dernier tribunal ; néanmoins, les fonctions judiciaires attribuées au protonotaire en l'absence du juge ne peuvent être remplies par le greffier de la cour de circuit, excepté par celui de la cour de circuit du district.—C.P.C., 1059, *partie, amendé* ; 63 Vict., ch. 43.

1127. Les commissaires et autres personnes autorisés à recevoir les dépositions sous serment pour la cour supérieure ont les mêmes pouvoirs en ce qui concerne la cour de circuit.—C.P.C., 1060

1128. La cour de circuit du district se tient au même lieu que la cour supérieure, et sa juridiction s'étend sur tout le district d'après le nom duquel elle est désignée.

Néanmoins, elle ne peut accorder plus de frais contre un défendeur qu'il aurait à en payer s'il eût été poursuivi devant la cour de circuit dans le comté

1126. All the powers conferred upon the Superior Court, or upon the judges and officers thereof, respectively, relatively, to matters within their jurisdiction, are also conferred upon the Circuit Court, within the limits of its cognizance, upon the judges who hold such court and upon the officers of the said court respectively, with regard to the same matters and the other matters which form the subject of the present Part, or with regard to any other matter concerning the manner of conducting suits, actions or proceedings in the Circuit Court.

Whatever may or must be done by the prothonotary as regards proceedings in the Superior Court, may or must be done in like manner by the clerk of the Circuit Court, as regards proceedings before the latter court, however, the judicial powers conferred upon the prothonotary in the absence of the judge can not be exercised by the clerk of the circuit court, except by the clerk of the circuit court of the district. C.C.P., 1059, *in part, amended*; 63 Vict., Ch. 43.

1127. All commissioners and other persons authorized to receive affidavits to be used in the Superior Court, have also like powers with regard to the Circuit Court.—C.C.P., 1060.

1128. The Circuit Court for any district is held at the same place as the Superior Court, and its jurisdiction extends over the whole district, by the name of which it is designated.

It cannot, however, grant more costs against a defendant than he would have had to pay if he had been sued before the Circuit Court in the

où il réside et où la cause d'action a pris naissance.—C.P.C., 1061.

1129. La cour de circuit pour un comté a juridiction dans toute l'étendue du comté, lors même qu'il y aurait plusieurs endroits fixés pour ses séances.—C.P.C., 1063.

1130. Dans les cas visés par l'article 49, le défendeur peut, avant de faire sa défense au mérite, évoquer la poursuite ou action, et requérir qu'elle soit transférée à la cour supérieure dans le district, pour y être entendue et jugée.

La déclaration d'évocation est entrée au dossier, qui est sur-le-champ transmis au greffe du protonotaire, et la cour supérieure décide sommairement de la validité de l'évocation. Si l'évocation est bien fondée, la cour supérieure procède à instruire et à juger la cause; dans le cas contraire, la cause est renvoyée à la cour de circuit.

Si, dans une poursuite susceptible d'évocation, le défendeur conteste ou met en question le titre du demandeur à quelque immeuble, de manière à infirmer les droits du demandeur à l'avenir, ou à les affecter d'une manière préjudiciable, ce dernier peut évoquer la cause, et il est alors procédé comme sur l'évocation du défendeur.—C.P.C., 1058, *partie, amendée*.

1131. Toute procédure incidente à une exécution contre des effets mobiliers, quel que soit le montant ou la valeur de la chose réclamée, est du ressort de la cour qui a décerné l'exécutoire.—C.P.C., 1083, 1103, *amendé*.

1132. Le bref pour l'exécution d'un immeuble est rapportable à la cour supérieure du district où le jugement a été rendu.—C.P.C., 1086, 1102, *partie, amendés*.

county in which he resides and in which the cause of action originated.—C.C.P., 1061.

1129. The Circuit Court for a county has jurisdiction over the whole extent of such county, even when more than one place therein is appointed for its sittings.—C.C.P., 1063.

1130. In the cases mentioned in Article 49, the defendant may, before pleading to the merits, evoke the suit or action, and require it to be removed to the Superior Court in the same district for hearing and judgment.

The declaration of evocation is filed in the record, which is thereupon removed to the office of the protonotary, and the Superior Court determines in a summary way whether the evocation is well-founded or not. In the former case the Superior Court tries the cause and renders judgment therein; in the latter case, the cause is sent back to the Circuit Court.

If, in any cause susceptible of being evoked, the defendant in his defence disputes or calls in question the plaintiff's title to any immovable, in such a manner as might impair or injuriously affect the rights of the plaintiff in the future, the latter may evoke the suit, and proceedings are then had as in cases of evocation by the defendant.—C.C.P., 1058, *in part, amended*.

1131. All proceedings incidental to an execution against moveable property, whatever may be the amount or the value of the thing claimed, are within the jurisdiction of the court which issued the writ.—C.C.P., 1083, 1103, *amended*.

1132. The writ of execution against an immovable is returnable to the Superior Court of the district in which the judgment was rendered.—C.C.P., 1086, 1102, *in part, amended*.

1123. Toute procédure incidente à la saisie ou vente des immeubles saisis est du ressort de la cour supérieure où le bref est rapportable, de même que si le jugement y eût été originairement rendu.—C. P. C., 1088, *amendé*

1124. Sur le rapport à la cour supérieure d'un bref d'exécution contre des immeubles, décerné par la cour de circuit, le premier tribunal peut ordonner au greffier du second de transmettre le dossier originaire de la cause, à toutes fins que de droit.—C. P. C., 1090, *amendé*

CHAPITRE LIII.

CAUSES SUSCEPTIBLES DE REVISION OU D'APPEL

1125. Sauf les dispositions particulières contenues dans le chapitre précédent, dans les causes, matières et choses susceptibles de revision ou d'appel, portées et mues devant la cour de circuit, les règles relatives à la procédure jusqu'à jugement, aux jugements en ces matières, aux voies de recours devant la cour de circuit contre ces jugements, à leur exécution, aux oppositions aux saisies et ventes, à la saisie-arrest avant jugement, à la saisie-revendication, à la saisie-gagerie, à la saisie conservatoire et au séquestre judiciaire, moins celles qui régissent les procès par jury et la cession de biens, sont les mêmes que celles suivies à la cour supérieure en semblables matières.—*Nouveau*, C. P. C., 1059, *partie*, 1065

CHAPITRE LIV

CAUSES NON SUSCEPTIBLES DE REVISION NI D'APPEL

1126. Sauf les dispositions parti

1123. All proceedings incidental to the seizure or sale of immoveables seized are carried on before the Superior Court into which the writ of execution is returnable, in the same manner as if the judgment had been rendered by such court.—C. C. P., 1088, *amended*.

1124. Upon the return into the Superior Court, of a writ of execution against immoveables, granted by the Circuit Court, the former court may order the clerk of the latter to transmit the original record in the case, that it may serve for all legal purposes.—C. C. P., 1090, *amended*.

CHAPTER LIII.

PROCEDURE IN CASES SUSCEPTIBLE OF REVIEW OR OF APPEAL

1125. Saving the special provisions contained in the foregoing Chapter, in all causes, matters and things, susceptible of review or of appeal, instituted and pending in the Circuit Court, the rules governing proceedings up to judgment, judgments therein, remedies in the Circuit Court against such judgments, the execution of such judgments, oppositions to seizures and sales, attachments before judgment, attachments in revendication, attachments for rent, conservatory attachments, and judicial sequestration, except those relating to trial by jury and to abandonment of property, are the same as in like matters in the Superior Court.—*New*, C. C. P., 1059, *in part*, 1065.

CHAPTER LIV.

PROCEDURE IN CASES NOT SUSCEPTIBLE OF REVIEW OR OF APPEAL

1126. Saving the special provi-

culières du chapitre cinquante-jeuxième et du présent chapitre, dans les causes, matières et choses non susceptibles de revision ni d'appel, portées et mues devant la cour de circuit, les règles relatives à la procédure jusqu'à jugement, aux jugements en ces matières, aux voies de recours devant la cour de circuit contre ces jugements, à leur exécution, aux oppositions aux saisies et ventes, à la saisie-arrest avant jugement, à la saisie-revendication, à la saisie-gagerie, à la saisie conservatoire et au séquestre judiciaire, moins celles qui régissent les procès par jury et la cession de biens, sont les mêmes que celles suivies à la cour supérieure en semblables matières.—*Nouveau.*

1137. Dans le cas où le bref d'assignation est adressé au shérif ou à l'huissier d'un district autre que celui où il a été émis, il peut être signifié par le shérif ou un huissier de ce district ; mais ce dernier n'a pas droit à plus de frais que si la signification était faite par l'huissier le plus proche de la résidence du défendeur ainsi assigné.

Les brefs d'assignation, de *subpoena* ou d'exécution, émis par une cour de circuit de comté, peuvent être signifiés ou exécutés par un huissier résidant dans le district ; mais cet huissier n'a pas droit à plus de frais que si la signification ou l'exécution avait été faite par l'huissier le plus proche de la résidence de la personne assignée ou sur laquelle l'exécution est pratiquée.

Néanmoins, lorsqu'il est établi, à la satisfaction du juge ou du greffier, que le bref doit être adressé au shérif ou quelque autre huissier et par lui exécuté, le bref peut être ainsi adressé et exécuté ; et, dans ce cas, les frais sont taxés du bureau du shérif ou de la résidence de l'huissier et pour la

distance réellement parcourue.

C. C. P. 1068 *amendé.*

sions of Chapter Fifty-second, and of the present Chapter, in causes, matters and things not susceptible of review or of appeal, instituted and pending in the Circuit Court, the rules governing proceedings up to judgment, judgments therein, remedies in the Circuit Court against such judgments, the execution of such judgments, oppositions to seizures and sales, attachments before judgment, attachments in re-endication, attachments for rent, conservatory attachments, and judicial sequestration, except those relating to trial by jury and to abandonment of property, are the same as in like matters in cases in the Superior Court.—*New.*

1137. When the writ of summons is addressed to the sheriff or a bailiff of a district other than that whence it issued, it may be served by the sheriff or any bailiff of such district ; but he is entitled to no more costs than if the service had been effected by the bailiff nearest to the residence of the defendant thus summoned.

Any writ of summons, of subpoena or of execution, issued out of any Circuit Court in any county, may be served or executed by any bailiff residing in the district ; but such bailiff is entitled to no more costs than if the service had been made or the execution had been effected by the bailiff residing nearest to the residence of the person summoned or against whom the execution is taken.

Nevertheless, in any case in which it is established, to the satisfaction of the judge or of the clerk, that such writ should be addressed to and executed by the sheriff or some other bailiff, it may be so addressed and executed ; in which case the costs are taxed as from the office of the sheriff or from the residence of such bailiff

and for the distance actually travelled.

C. P. P. 1068 amended.

1138. Lorsque le défendeur est en défaut de comparaitre ou de plaider, le demandeur n'est pas tenu de donner avis de l'inscription à l'enquête, lorsqu'une enquête est requise, ni de l'inscription pour jugement.—C.P.C., 1099, *partis*.

1139. Le délai pour plaider au mérite est de quatre jours à compter de la comparution du défendeur.

Il y a même délai de quatre jours entre chaque pièce de la plaidoirie permise par la loi.—C.P.C., 1070, *partis, amendé*.

1140. Immédiatement après la contestation liée, la cause peut être inscrite par l'une ou l'autre des parties pour preuve et audition.

L'article 295 ne s'applique pas à cette inscription.—C.P.C., 1072, *amendé*.

1141. Un avis d'au moins trois jours, du jour fixé pour enquête et audition, doit être donné à la partie adverse.—C.P.C., 1099, *partis*.

1142. L'enquête se fait de vive voix, cour tenante, sans qu'il en soit pris de notes.—C.P.C., 1101.

1143. Une personne résidant à plus de quarante-cinq milles de l'endroit où doit se faire l'enquête, ou hors des limites du circuit, ne peut être tenu de comparaitre sur assignation comme témoin, à moins qu'elle ne soit assignée conformément aux dispositions contenues dans les articles 299 et 300.—C.P.C., 1076.

1138. If the defendant is in default to appear or to plead, the plaintiff is not bound to give notice of the inscription for proof, when such proof is necessary, or of the inscription for judgment.—C.C.P., 1099, *in part*.

1139. The delay for pleading to the merits is four days from the appearance of the defendant.

There is a like delay of four days between each subsequent pleading allowed by law.—C.C.P., 1070, *in part, amended*.

1140. Immediately after issue joined, the case may be inscribed by either party for proof and hearing.

Article 295 does not apply to any such inscription.—C.C.P., 1072, *amended*.

1141. Notice must be given to the opposite party at least three days before that fixed for proof and hearing.—C.C.P., 1099, *in part*.

1142. The proof is made orally and in open court, without notes thereof being taken.—C.C.P., 1101.

1143. No person residing at a distance of more than forty-five miles from the place where the proof is to be taken, or beyond the limits of the circuit, is bound to attend as a witness unless he is summoned in conformity with the provisions contained in Articles 299 and 300.—C.C.P., 1076.

1144. Les moyens de droit sont proposés par plaidoyer, et dans tous les cas où il a été produit un plaidoyer en droit ou une réplique en droit, la cause peut toujours être inscrite pour enquête et audition, en réservant à faire valoir les moyens de droit après l'enquête.—C.P.C., 1077, *amendé*.

1145. Le juge peut en tout temps ordonner que l'enquête ait lieu ou qu'un témoin ou une partie soit entendue dans tout autre circuit, et que le dossier ou partie d'icelui soit transmis à cet effet, conformément aux dispositions contenues dans les articles 357 et 358.—C.P.C., 1078, *amendé*.

1146. Lorsqu'un ordre de saisie est nécessaire sur une opposition à la saisie ou vente, il peut être accordé par le juge dans ou hors des limites du circuit, ou par le greffier.—C.P.C., 1084, *partie, amendé*.

1147. À défaut de biens meubles, le jugement peut être exécuté sur les immeubles du débiteur qui sont dans les limites du district où le jugement a été rendu, ou dans tout autre district.

Néanmoins, sauf les cas visés par l'article 1148, l'exécution des jugements pour une somme n'excédant pas quarante piastres ne peut être poursuivie que contre les biens meubles.—C. P. C., 1088; 1102, *partie*.

1147a. Si, dans les sept jours du jugement, ou en tout temps avant l'exécution, le défendeur dépose entre les mains du greffier de la cour, la partie de ses biens

1144. Issues of law are raised by demurrer, and whenever a demurrer or an answer in law has been filed, the case may, nevertheless, be inscribed for proof and hearing, reserving the argument upon the law issues until after the proof.—C.C.P., 1077, *amended*.

1145. The judge may at any time order the proof to be had, or a witness or a party to be examined in another circuit, and may order that the record, or a part thereof, be transmitted for that purpose, according to the provisions contained in Articles 357 and 358.—C.C.P., 1078, *amended*.

1146. Whenever, in consequence of an opposition to the seizure or sale, an order to stay execution is necessary it may be granted by the judge, either within or beyond the limits of the circuit, or by the clerk.—C.C.P., 1084, *in part, amended*.

1147. In default of moveable property, the judgment may be executed upon such immovables of the debtor as are within the limits of the district in which the judgment was rendered, or in any other district.

Nevertheless, saving the cases mentioned in Article 1148, judgments for sums not exceeding forty dollars can be executed only against the moveable property.—C.C.P., 1088; 1102, *in part*.

1147a. If, within seven days of the judgment, or at any time before the execution, the defendant deposits with the clerk of the court the portion of his salary

ment, salaire ou gage saisissable en vertu du paragraphe 11 de l'article 599, et produit, en même temps, une déclaration sous serment indiquant le montant de ses traitements, salaire ou gages, ainsi que les nom, occupation et place d'affaires de la personne qui les paye et l'époque à laquelle ils sont payables, et continue à déposer, à chaque terme de paiement jusqu'à extinction du jugement, la part ainsi saisissable, aucune saisie-arrest ne peut être émise contre ce défendeur pour saisir les dits traitements, salaire ou gages. Une semblable procédure doit être suivie par le défendeur chaque fois qu'il change d'employeur ou que les conditions de son engagement sont modifiées. Cette déclaration peut être contestée de la même manière et dans le même délai que la déclaration d'un tiers saisi.

Huit jours après tel dépôt, le greffier de la cour en paye le montant au demandeur, s'il n'y a pas d'autres réclamations. Le greffier de la cour doit tenir une liste alphabétique des défendeurs qui ont fait ces déclarations.

Les autres créanciers peuvent, dans les huit jours de tel dépôt, déposer dans le dossier de la cour leurs réclamations dûment attestées sous serment, et doivent en donner avis aux parties intéressées.

Le greffier de la cour, après avoir colloqué le demandeur pour ses frais dans l'action, distribue au marc la livre entre les créanciers la somme à diviser, et fixe d'une manière sommaire et sans frais le montant revenant à chacun d'eux, qu'il leur remet. —3 Ed. vil., c. 57

1148. S'il s'agit d'un immeuble déclaré hypothéqué par le jugement

or wages liable to seizure under paragraph 11 of Article 599, and, at the same time, produces a declaration under oath setting forth the amount of such salary or wages, as well as the name, occupation and place of business of the person who pays the same and the time when the same are payable, and, continues to deposit such portion so seizable at each term of payment until full payment of the judgment, no seizure by garnishment can be issued against such defendant to seize such salary or wages. A similar procedure shall be followed by the defendant whenever he changes his employer or the conditions of his engagement. This declaration may be contested in the same manner, and within the same delay as the declaration of a garnishee.

Eight days after any such deposit, the clerk of the court pays the amount thereof to the plaintiff if there are no other claims. The clerk of the court must keep an alphabetical list of the defendants who have made such declarations.

The other creditors may, within eight days of such deposit, file their claims duly sworn to in the record of the case, and must give notice to the parties interested.

The clerk of the court, after collocating the plaintiff for his costs in the suit, distributes ratably amongst the creditors the sum to be divided and determines, in a summary manner and without cost, the amount coming to each, which he pays to them. —(3 Ed. vil., c. 57).

1148. In the case of an immovable which is declared by the judge

et délaissé en justice, ou d'arrérages de rentes constituées créées en vertu de l'acte seigneurial de 1854, quel qu'en soit le montant, le bref d'exécution peut être décerné immédiatement contre cet immeuble.—C.P.C., 1087; 1102, *partie*.

1119. Toutes les demandes qui ne sont pas susceptibles de revision ni d'appel sont jugées sommairement, et, lorsque le montant réclamé n'excède pas vingt-cinq piastres, les causes sont décidées suivant l'équité et la bonne conscience.—C.P.C., 1104, *partie*.

ment to be hypothecated; and has been surrendered, or in case of arrears of rents constituted under the Seigniorial Act of 1854, whatever may be the amount thereof, a writ of execution may issue immediately against such immoveable.—C. C. P., 1087; 1102, *in part*.

1149. All cases not susceptible of review or of appeal are determined in a summary manner; and, when the amount claimed does not exceed twenty-five dollars, they are decided according to equity and good conscience.—C.C.P., 1104, *in part*.

SEPTIÈME PARTIE

MATIÈRES SOMMAIRES.

CHAPITRE LV

Procédure en Matières Sommaires.

1150. Sont réputées matières sommaires et instruites comme telles, suivant les règles énoncées dans le présent chapitre :

1. Les actions qui résultent des rapports entre locateur et locataire ;

2. Les actions fondées sur lettres de change, billets, chèques ou mandats de paiement, bous ou reconnaissances de dettes ;

3. Les demandes de commerçants pour prix et valeur de marchandises ou articles vendus, ouvrages faits, matériaux fournis, et argent déboursé, dans le cours ordinaire de leurs opérations commerciales ;

4. Les demandes de cultivateurs pour prix des produits de leurs fermes ;

5. Les actions des avocats, notaires

1150. The following are deemed to be summary matters and are tried as such according to the rules set forth in this Chapter :

1. Actions arising from the relation of lessor and lessee ;

2. Actions founded on bills of exchange, promissory notes, cheques, or orders for payment, *bous* or acknowledgments of debt ;

3. Actions by traders for the price and value of goods or articles sold, work done, materials furnished, or moneys disbursed, in the ordinary course of their commercial operations ;

4. Actions by farmers for the price of their farm produce ;

5. Actions by advocates, notaries

et médecins en recouvrement des sommes à eux dues pour services professionnels ;

6. Les actions des imprimeurs-éditeurs pour impressions, publications ou ouvrages faits par eux en cette qualité, ainsi que celles pour prix et valeur de l'abonnement aux journaux ;

7. Les réclamations pour prêt d'argent, garanti ou non par hypothèque ;

8. Les réclamations pour salaires ou gages des instituteurs, précepteurs, commis, employés, ouvriers ou journaliers, ainsi que les réclamations qui résultent des rapports entre les domestiques et leurs maîtres ;

9. Les réclamations pour pension et logement par les hôteliers et maîtres de pension ;

10. Les réclamations fondées sur achat ou vente d'agrès, apparaux et avitaillement ;

11. Les réclamations résultant d'affrètement ou nolisement, emprunt ou prêt à la grosse ;

12. Les réclamations résultant d'accords et conventions pour salaires et loyers d'équipages ;

13. Les réclamations résultant d'engagement de gens de mer pour le service de bâtiments de commerce ;

14. Les actions contestant le siège ou demandant l'incapacité des maires, des échevins, des conseillers municipaux et des commissaires d'écoles.—

Nouveau, partie ; C.P.C., 887, S.R., 5977 ; 53 V., c. 61, s. 1 ; 54 V., c. 41, s. 4.

1151. Sauf les règles particulières contenues dans ce chapitre, les règles de procédure qui gouvernent les causes ordinaires régissent également les matières sommaires.—*Nouveau.*

1152. Dans les causes mentionnées au paragraphe 1 de l'article 1150, la valeur ou le montant du loyer ré-

and physicians to recover sums due them for professional services ;

6. Actions by printers for printing, publications, or work performed by them in that capacity, as well as those for the price and value of subscriptions to newspapers ;

7. Actions founded upon loans of money, whether secured by hypothec or not ;

8. Actions for salary or wages of schoolmasters, teachers, clerks, employees, workmen and laborers ; as well as actions arising from the relations between servants and their masters ;

9. Actions by hotel and boarding-house keepers for sums due for board and lodging ;

10. Actions arising from the purchase or sale of rigging, or from fitting out and provisioning vessels ;

11. Actions arising from freighting, chartering and loans upon respondentia ;

12. Actions arising from engagements or agreements for wages and hiring of crews ;

13. Actions arising from engagements of seamen for service in merchant shipping ;

14. Actions to unseat or disqualify mayors, aldermen, municipal councillors, or school commissioners.—*New, in part* ; C.C.P., 887, R.S., 5977 ; 53

Vic., c. 61, s. 1 ; 54 Vic., c. 41, s. 4.

1151. Saving the special provisions contained in this Chapter, the rules governing procedure in ordinary cases, apply likewise to summary matters.—*New.*

1152. In the actions mentioned in Paragraph 1 of Article 1150, the class of action and the jurisdiction of

clamé ou le montant des dommages allégués détermine la classe d'action, de même que la compétence du tribunal.

Le locateur peut joindre à sa demande une demande pour loyer dû, avec ou sans saisie-gagerie, saisie-gagerie par droit de suite, arrêt en la possession du locataire ou des tiers, ou saisie-revendication de meubles loués. — C. P. C., 888, *amendé*; S. R., 5977; S. R. B. C., c. 40, s. 9.

1153. Dans les actions mentionnées au paragraphe 1 de l'article 1150, le délai d'assignation n'est que d'un jour intermédiaire, lorsque le lieu de la signification est dans un rayon de quinze milles, avec en outre un jour pour chaque cinquante milles additionnels, de telle sorte, cependant, que le délai ne soit jamais de plus de vingt jours, quelle que soit la distance.

Dans les autres actions sommaires, le délai d'assignation est celui prescrit par l'article 149. — C. P. C., 891 *amendé*; S. R., 5977.

1151. Avis de la motion proposant des exceptions préliminaires doit être donné à la partie adverse dans les deux jours de l'entrée de la cause, sauf les cas portés dans les articles 177, § 6, 178 et 181. — *Nouveau*

1153. La défense doit être produite dans les deux jours de l'entrée de la cause.

Néanmoins, si des exceptions préliminaires ont été produites, le délai ci-dessus court depuis le jugement sur ces exceptions, sauf lorsqu'il est autrement prévu dans la section première du chapitre seizième de ce code. — C. P. C., 892, *partie*; S. R., 5977.

1156. Toute autre pièce de plaidoirie nécessaire pour lier la contestation doit être produite le jour juri-

the court are determined by the value or the amount of the rent or the amount of the damages alleged.

The lessor may join with his action a demand for such rent as he is entitled to, with or without an attachment for rent, an attachment in recaption, an attachment before judgment in the hands of the lessee or of garnishees, or an attachment in revindication of moveable property leased. — C. C. P., 888, *amended*; R. S., 5977; C. S. L. C., c. 40, s. 9.

1153. In the actions mentioned in Paragraph 1 of Article 1150, the delay upon summons is only one intermediate day when the place of service is within a distance of fifteen miles, with an additional day for every fifty miles in addition; provided always that the delay need never exceed twenty days, whatever the distance.

In other summary action, the delay for summons is the same as is prescribed by Article 149. — C. C. P., 891, *amended* R. S., 5977.

1151. Notice of motions urging preliminary exceptions must be given to the opposite party within two days from the return, saving the cases mentioned by Articles 177, Paragraphe 6, 178 and 181. — *New.*

1153. The defence must be filed within two days from the return of the action.

Nevertheless, whenever preliminary exceptions have been filed, this delay runs from the time of judgment upon such exceptions, except where it is otherwise provided in the first section of Chapter Sixteenth of this Code. — C. C. P., 892, *in part*; R. S. 5977.

1156. Any other pleading which may be necessary to complete the issues must be filed on the juridical day

dique suivant la production de la pièce précédente.—C.P.C., 892, § 3, 893, *amendé*; S.R., 5977.

1157. L'audition sur l'inscription en droit ne peut avoir lieu qu'un jour après sa signification à la partie adverse.

Néanmoins, dans les causes qui ne sont pas susceptibles de révision ni d'appel, la cause peut être inscrite pour enquête et audition, en réservant à faire valoir les moyens de droit après l'enquête.—*Nouveau*.

1158. Aussitôt la contestation liée ou après l'adjudication sur l'inscription en droit s'il y en a eu, la cause peut être inscrite pour enquête et audition.—C.P.C., 894, 897a, *partie, amendé*; S.R., 5977.

1159. Un avis d'au moins trois jours du jour fixé pour enquête et audition doit être donné à la partie adverse.—C.P.C., 897a, *partie, amendé*; S.R., 5977.

1160. Le jugement peut être rendu pendant les termes ou en dehors d'eux.

Il est exécutoire huit jours après qu'il a été prononcé.

Toutefois, le délai d'expulsion, dans les actions mentionnées au paragraphe 1 de l'article 1150, reste à la discrétion du tribunal.—C. P. C., 898, S.R., 5977.

1161. Les délais, quant à l'assignation et aux plaidoiries, s'appliquent aussi à toute intervention, opposition ou autre procédure incidente de même nature.—C.P.C., 899; S.R., 5977.

1162. Les mots "procédure sommaire" doivent être inscrits ou imprimés en tête de tout original et de toute copie du bref d'assignation émis en vertu des dispositions du présent chapitre, lesquelles dispositions doi-

following the filing of the pleading immediately preceding it.—C. C. P., 892, § 3, 893, *amended*; R.S., 5977.

1157. The hearing upon an inscription in law can only be had upon the expiry of one day from its service upon the opposite party.

Nevertheless, in cases not susceptible of review or of appeal, the case may be inscribed for proof and hearing, reserving the argument on the law issues until after the proof.—*New*.

1158. As soon as issue is joined, or judgment has been rendered on the inscription in law, if there is one, the case may be inscribed for proof and hearing.—C.C.P., 894, 897a, *in part, amended*; R.S., 5977.

1159. A notice of at least three days must be given to the opposite party of the day fixed for proof and hearing.—C. C. P., 897a, *in part, amended*; R.S., 5977.

1160. Judgment may be rendered either in the term or out of term.

It is executory eight days after it is rendered.

The delay for ejectment, however, in the actions mentioned in Paragraph 1 of Art. 1150, is within the discretion of the court.—C. C. P., 898; R. S. 5977.

1161. The delays respecting summons and pleadings also apply to all interventions, oppositions or other incidental proceedings of the same nature.—C.C.P., 899; R.S., 5977.

1162. The words: "summary procedure," must be written or printed at the head of each original and copy of the writ of summons issued under the provisions of this Chapter, which provisions must be interpreted so as not

vent être interprétées de manière à ne pas enlever le droit de poursuivre en vertu des règles ordinaires de la procédure.—C.P.C., 899a, *partie*, amendé; S.R., 5977; 53 V. c. 61, s. 3.

to take away the right of proceeding under the ordinary rules of procedure.—C.C.P., 899a, *in part*, amended; R.S., 5977; 53 Vic. c. 61, s. 3.

HUITIÈME PARTIE.

MOYENS DE SE POURVOIR CONTRE LES JUGEMENTS.

CHAPITRE LVI.

Opposition à jugement.

1163. Le défendeur condamné par défaut de comparaître ou de plaider peut, s'il a été empêché de produire sa défense par surprise, par fraude ou par une raison estimée suffisante par le juge, se faire relever du jugement prononcé contre lui en formant opposition.—C.P.C., 483a, *partie*; 484, *partie*.

1163. Any defendant condemned by default to appear or to plead may, if he was prevented from filing his defence by surprise, fraud or any other cause considered sufficient by the judge, obtain relief from the judgment by means of an opposition.—C.P., 483a, *in part*, 484, *in part*.

1164. L'opposition doit contenir tous les moyens tant au soutien de l'opposition que ceux sur lesquels est basée la défense.—C. P. C., 485, amendé; 483a, *partie*.

1164. The opposition must contain all grounds, whether in support of the opposition or of the defence.—C. C. P., 485, amended; 483a, *in part*.

1165. L'opposition doit être accompagnée d'un affidavit affirmant que les faits énoncés dans l'opposition sont vrais à la connaissance du déponent.—C. P. C., 486, *partie*; 483a, *partie*.

1165. The opposition must be accompanied with an affidavit that the facts therein contained are, to the deponent's knowledge, true.—C.C.P., 486, *in part*, 483a, *in part*.

1166. L'opposition doit être formée dans les quinze jours qui suivent la signification du jugement, ou, s'il n'est pas signifié, soit avant la vente à la suite d'une saisie, soit dans les dix jours d'un procès-verbal de carence, soit dans les dix jours de la signifi-

1166. The opposition must be made within fifteen days after service of the judgment; or, if there is no such service, it must be made either before the sale under the seizure, or within ten days from a return of *nulla bona*, or within ten days from the

tion au défendeur d'une saisie-arrêt en vertu de ce jugement.—C.P.C., 484, *partie, amendé.*

1167. Nonobstant l'expiration des délais ci-dessus, le défendeur peut être admis dans son opposition, s'il justifie qu'à raison d'absence, de maladie grave ou d'autre circonstance de force majeure, il n'a pu connaître l'instance ni le jugement, ou former opposition dans les délais fixés.

Dans ce cas, cependant, l'opposition n'est plus recevable, si, dès la cessation de l'obstacle ou dès la connaissance acquise de l'instance, du jugement ou d'un acte d'exécution, le défendeur a laissé écouler, sans former opposition, s'il est présent dans la province, le délai de quinze jours, et, s'il est absent, le délai estimé nécessaire d'après la distance des lieux.—*Nouveau*; C.P.G., 138, 139.

1168. L'opposition est produite au greffe, mais n'a aucun effet et ne peut être reçue par le protonotaire, à moins qu'elle ne soit accompagnée d'une ordonnance du juge en autorisant la production.—C.P.C., 487, *partie*; 483a, *partie.*

1169. Le défendeur doit faire au greffe dépôt d'une somme suffisante pour faire face aux frais encourus à compter du rapport du bref jusqu'au jugement et signification d'icelui.

Ce dépôt est remis à la partie désignée par le jugement sur l'opposition.—C.P.C., 486, *partie, amendé.*

1170. Dans les trois jours après la production de l'opposition, le défendeur doit, sous peine de nullité, en signifier une copie, avec copie du certificat de production, aux parties dans

service upon the defendant of any seizure by garnishment issued by virtue of such judgment.—C.C.P. 484, *in part, amended.*

1167. Notwithstanding the expiry of the above delays, the defendant may be allowed to make opposition, upon establishing that, owing to absence, severe illness or other circumstances of irresistible force, he was prevented from learning of the action or of the judgment, or from making opposition within the prescribed delays.

In such case, however, the opposition does not lie whenever, after the hindrance ceases or knowledge is obtained of the action or of the judgment or of proceedings in execution, the defendant, if he is present in the Province, fails to make opposition within a delay of fifteen days, or, if he is absent therefrom, within such delay as is considered necessary according to the distance.—*New*. C. P.G., 138, 139.

1168. The opposition is filed in the office of the court, but it is without effect and cannot be received by the prothonotary unless it is accompanied with an order of the judge allowing it to be filed.—C.C.P., 487, *in part*; 483a, *in part.*

1169. The defendant must deposit in the office of the court a sum sufficient to meet the costs incurred after the return of the writ up to the judgment, and the service thereof.

Such sum is paid to the party indicated by the judgment on the opposition.—C.C.P., 486, *in part, amended.*

1170. Within three days after filing the opposition, the defendant must, on pain of nullity, serve a copy thereof, together with a copy of the certificate of filing, either upon the

la cause, ou, si l'opposition est faite dans l'an et jour du jugement, à leurs procureurs.—C.P.C., 489, *amendé*.

parties in the cause, or, if the opposition is made within a year and a day after the judgment, upon their attorneys.—C.C.P., 489, *amended*.

1171. Si l'opposition est faite après l'émission d'un bref d'exécution, une copie du certificat de production de l'opposition est signifiée à l'officier chargé du bref.—C.P.C., 488, *partic. amendé*.

1171. If the opposition is made after the issue of a writ of execution, a copy of the certificate of the filing of the opposition is served upon the officer charged with the writ.—C.C.P., 488, *in part, amended*.

1172. La signification de l'opposition et du certificat a l'effet d'empêcher l'exécution ou de suspendre la vente sur la saisie jusqu'à l'adjudication finale sur l'opposition.

1172. The service of the opposition and certificate has the effect of staying the execution or of suspending the sale under the seizure until final judgment on the opposition.

Dans le cas de l'article précédent, l'officier doit, immédiatement après la signification du certificat de production de l'opposition, rapporter au greffe le bref d'exécution et le certificat à lui signifié.—C.P.C., 488, *partie, amendé*.

In the case provided for by the preceding Article, the officer must, immediately after service of the certificate of the filing of the opposition, return into the office of the court the writ of execution and the certificate served upon him.—C.C.P., 488, *in part, amended*.

1173. L'opposition fait partie de la procédure dans la poursuite originale et est une défense à l'action.

1173. The opposition forms part of the proceedings in the original suit, and is a defence to the action.

Elle est assujettie aux mêmes règles et délais que cette action.

It is subject to the same rules and delays as such action.

Les délais pour contester l'opposition sont comptés de sa signification.—*Nouveau*, *partie*; C.P.C., 489, *partie*, 490.

The delays for contesting the opposition are computed from its service.—*New*, *in part*; C.C.P., 489, *in part*; 490.

1174. Les frais frustratoires sont à la charge de la partie qui les occasionnés, quel que soit le jugement sur l'opposition.—*Nouveau*; C.P.G., 145, § 1.

1174. A party must bear all costs incurred by reason of his own default, whatever judgment be rendered on the opposition.—*New*; C.P.G., 145, § 1.

CHAPTER LVII.

REQUÊTE EN REVISION.

1175. Dans les cas où l'assignation n'a été donnée ni personnellement, ni au véritable domicile ou lieu ordinaire et actuel de la résidence du défendeur, ni à sa place d'affaires, le défendeur peut, par simple requête, dans l'an et jour, faire reviser le jugement rendu contre lui par défaut.—C.P.C., 483, *partie, amendé*.

CHAPTER LVII.

PETITIONS IN REVISION.

1175. Whenever the defendant has not been served personally or at his real domicile, or ordinary and actual place of residence or of business, he may apply by petition, within a year and a day, for the revision of any judgment rendered against him by default. C.P.C., 483, *in part, amended*.

1176. La requête en revision est assujettie aux règles des articles 1164, 1165, 1167, 1168, 1170, 1171, 1172, 1173 et 1174, en autant qu'applicables.
—*Nouveau.*

CHAPITRE LVIII.

REQUÊTE CIVILE.

1177. Les jugements qui ne sont pas susceptibles d'appel ou d'opposition, ou pour lesquels l'appel ou l'opposition n'est pas un remède utile, peuvent être rétractés sur requête présentée au même tribunal par ceux qui ont été parties, ou assignés, dans les cas suivants :

1. S'il y a eu dol personnel de la partie adverse ;
2. Si la procédure prescrite n'a pas été suivie et que la nullité qui en résulte n'ait pas été couverte par les parties ;
3. S'il a été prononcé sur des choses non demandées ;
4. S'il a été adjugé plus qu'il n'a été demandé ;
5. S'il a été omis de prononcer sur un des chefs de la demande ;
6. Si le jugement a été rendu sur pièces dont la fausseté n'a été découverte que depuis, ou sur des offres ou consentements non autorisés et qui ont été désavoués après jugement ;
7. Si depuis le jugement il a été découvert des pièces décisives retenues par une circonstance de force majeure, ou retenues ou celées par le fait de la partie adverse ;
8. Si depuis le jugement une autre preuve concluante a été découverte, qui rencontre les conditions énoncées dans l'article 505 ;
9. Si, lorsqu'il s'agit de mineurs ou d'interdits, ils n'ont pas été défendus ou ne l'ont pas été valablement.

1176. The petition in revision is governed, in so far as may be, by the rules contained in Articles 1164, 1165, 1167, 1168, 1170, 1171, 1172, 1173 and 1174.—*New.*

CHAPTER LVIII.

PETITIONS IN REVOCATION OF JUDGMENT.

1177. Judgments which are not susceptible of being appealed from or opposed, or against which adequate relief cannot be obtained by means of appeal or opposition, may be revoked upon a petition presented to the same court by any person who was a party or was summoned to be a party to the action, in the following cases :

1. Where fraud or artifice has been employed by the opposite party ;
2. Where any proceeding prescribed by law has not been adopted, and the nullity resulting therefrom has not been covered by the parties ;
3. Where the judgment decides matters not submitted for decision ;
4. Where the judgment is for more than was demanded ;
5. Where the judgment has omitted to pass upon any part of the demand ;
6. Where the judgment has been rendered upon documents which have only subsequently been discovered to be false, or upon any unauthorized tender or consent disavowed after judgment ;
7. Where, after judgment rendered, documents of a conclusive nature have been discovered which had been withheld owing to circumstances of irresistible force, or had been withheld or concealed by the opposite party ;
8. Where, after judgment, other new evidence of a conclusive nature has been discovered, which satisfies the conditions contained in Article 505 ;
9. Where, in the case of minors or

—*Nouveau, partie*; C.P.C., 505; C.P.C.F., 480, 481; C.P.G., 281, 284; Ord. de 1667, tit. 35.

1178. La requête civile ne peut être reçue que dans les six mois, à compter, à l'égard des majeurs, de la signification de la notification ou de la connaissance requise du jugement, et, à l'égard des mineurs, de la signification du jugement faite depuis leur majorité.—*Nouveau, partie*, C.P.C., 506, *partie*; C.P.C.F., 483

1179. Lorsque les ouvertures de requête civile sont la fausseté de pièces, le dol ou la découverte de pièces retenues ou celées ou d'une autre preuve, les délais ne courent que du jour où soit la fausseté des pièces ou le dol ont été reconnus, ou les pièces ou la preuve découvertes.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 506, *partie*; C.P.C.F., 488, Ord 1667, t. 35, art. 12.

1180. Dans le cas où les ouvertures à la requête civile sont des offres ou consentements non autorisés, le délai court de la prononciation du jugement déclarant le désaveu valable.—*Nouveau*.

1181. La requête civile doit être accompagnée d'un affidavit affirmant que les faits qui y sont allégués sont vrais.—*Nouveau*.

1182. La requête civile ne peut empêcher ou arrêter l'exécution sans un ordre de sursis donné par le juge.—C.P.C., 507.

1183. Le procureur qui a occupé en la cause peut occuper sur la requête civile, sans qu'il soit besoin de nouveau pouvoir—C.P.C., 508

interdicted persons, no defence, or no valid defence, has been made on their behalf —*New, in part*; C.C.P., 505; C. P C P, 480, 481; C P G., 281, 284 Ord 1667, tit 35.

1178. It can be received only during six months, to be computed, in the case of persons of full age, from the service of judgment, or from notice thereof, or from their obtaining knowledge of such judgment, and, in the case of minors, from the service of judgment made after their majority.—*New, in part*; C.C.P., 506, *in part*; C. P C F, 483

1179. When the petition in revocation is based upon the falsity of documents, fraud, or the discovery of documents withheld or concealed, or of other new evidence, the delays run only from the date when such falsity or fraud is ascertained, or such documents or evidence are discovered.—*New, in part*. C.C.P., 506, *in part*; C.P.C.F., 488, Ord 1667, tit. 35, Art. 12.

1180. When the petition in revocation is based upon any unauthorized tender or consent, the delay runs from the rendering of judgment maintaining the disavowal.—*New*.

1181. The petition must be accompanied with an affidavit that the facts therein alleged are true.—*New*.

1182. The petition in revocation cannot prevent or stay execution unless an order to suspend is granted by the judge.—C.C.P., 507.

1183. The attorney who acted for a party in the cause, may also represent him upon the petition in revocation of judgment, without a new power being required.—C.C.P., 508

1184. S'il y a ouverture suffisante à la requête civile, le tribunal remet les parties au même état qu'elles étaient avant le fait qui y a donné ouverture, et il y est procédé en observant les règles et délais de l'instance originaire.

Le tribunal peut aussi prononcer en même temps sur le fond et sur la requête.

Dans tous les cas, le tribunal adjuge sur les frais du premier jugement suivant les circonstances.—C.P.C., 509, *amendé*.

CHAPITRE LIX.

TIERCE OPPOSITION.

1185. Toute personne dont les intérêts sont affectés par un jugement rendu dans une cause ou ni elle ni ceux qui la représentaient n'ont été appelées, peut y former opposition.—C.P.C., 510.

1186. La tierce opposition se forme par simple requête adressée au tribunal, et est accompagnée d'un affidavit attestant la vérité des faits qui y sont allégués.

Elle doit être signifiée à toutes les parties dans la cause, ou, si l'opposition est faite dans l'an et jour du jugement, aux procureurs qui les ont représentées.—C.P.C., 511, *amendé*; S.R., 5911.

1187. La tierce opposition ne peut empêcher ou arrêter l'exécution, sans un ordre de sursis donné par le juge.—*Nouveau*.

1188. Il est procédé sur la tierce opposition produite en observant les règles et délais de l'instance originaire.—C.P.C., 512.

1184. If there are sufficient grounds for a petition in revocation of judgment, the court may replace the parties in the same position as they were in before the fact which gave rise to the petition, and the proceedings thereon are subject to the same rules and delays as the original action.

The court may also give judgment at the same time upon the petition and upon the merits of the original action.

In all cases it adjudicates upon the costs of the first judgment, according to circumstances.—C. C. P., 509, *amended*.

CHAPTER LIX.

OPPOSITIONS BY THIRD PARTIES.

1185. Any person whose interests are affected by a judgment rendered in a case in which neither he nor persons representing him were made parties, may file an opposition to such judgment.—C.C.P., 510.

1186. This opposition is made by petition to the court, and is accompanied with an affidavit of the truth of the facts therein alleged.

It must be served either upon all the parties in the cause, or, if it is made within a year and a day after the judgment, upon the attorneys who represented them.—C.C.P., 511, *amended*; R.S., 5911.

1187. This opposition cannot prevent or stay execution unless an order to suspend is granted by the judge.—*New*.

1188. The proceedings upon oppositions by third parties are, after the filing thereof, subject to the same rules and delays as the original action.—C. P.C., 512.

CHAPITRE LX.

REVISION DEVAUT TROIS JUGES.

1189. La revision a lieu devant trois juges de la cour supérieure siégeant comme cour de revision.—C. P.C. 495, *partie*; S.R., 5907.

1190. Le juge qui a rendu le jugement dont on se plaint ne peut siéger en revision si ce n'est dans les cas suivants :

- 1 Lorsque les procédures en revision se font par défaut ou *ex parte* ;
- 2 Lorsque le jugement en revision doit être rendu de consentement ;
3. Lorsque le point contesté se rapporte seulement à la procédure en revision.—*Nouveau*, *partie*; C.P.C., 495, *partie*; S.R., 5907.

1191. Le temps et la durée des séances en revision sont réglés par le tribunal et par les règles de pratique.—C.P.C., 500, *partie*, *amendé*; S.R., 5909.

1192. Le tribunal peut siéger dans deux divisions ou plus en même temps dans des salles séparées.

Chaque division de la cour siégeant ainsi a juridiction pour entendre et décider les causes et matières qui lui sont soumises, et elle a le même pouvoir que si elle siégeait dans une division seulement.—C.P.C., 499a; 59 V., c. 44, s. 1.

1193. Les procédures en revision peuvent être formées par les représentants légaux de la partie décédée.—*Nouveau*; C.P.C., 1154, *partie*.

1194. Les procédures en revision peuvent de même être portées au nom de celui qui a épousé une partie dans la cause et conjointement avec elle ; ou

CHAPTER LX.

REVIEW BEFORE THREE JUDGES.

1189. The review takes place before three judges of the Superior Court, sitting as a court of review.—C.C.P., 495, *in part*; R.S., 5907.

1190. The judge who rendered the judgment complained of cannot sit in review, except in the following cases :

1. When the proceedings in review are being prosecuted by default or *ex parte* ;
2. When judgment in review is to be rendered by consent ;
3. When the issue relates only to matters of procedure in review.—*New*, *in part*; C.C.P., 495, *in part*; R.S., 5907.

1191. The time and duration of the sittings in review are regulated by the court and by the rules of practice.—C.C.P., 500, *in part*, *amended*; R.S., 5909.

1192. The court may sit in two or more divisions at the same time, in separate apartments.

Each division of the court, when so sitting, has jurisdiction for hearing and determining all cases and matters submitted to it, and has the same powers as if sitting in one division only.—C. C. P., 499a; 59 Vic., c. 44, s. 1.

1193. Proceedings in review may be brought by the legal representatives of a party to a suit who has died.—*New*, C.C.P., 1154, *in part*.

1194. Proceedings in review of judgments rendered against a woman who has since married, may be brought by her husband, jointly with her ; or,

par la partie en son propre nom, lorsqu'elle est devenue majeure ou a été mise dans l'exercice de ses droits, et sans l'intervention du tuteur ou curateur qui la représentait ou autre personne qui l'assistait en cour de première instance ; ou, dans le cas d'un jugement rendu contre des exécuteurs testamentaire dont tous ou quelques-uns sont décédés ou ont été remplacés depuis, par les personnes choisies pour les remplacer ou par les exécuteurs testamentaires encore en fonctions.—*Nouveau ; C.P.C., 1154, partie.*

1103. Si quelques-unes de plusieurs parties décèdent après l'inscription en revision, la procédure peut être continuée par et entre les autres parties survivantes.—*Nouveau ; C.P.C., 1155.*

1106. Cette revision ne peut être obtenue qu'après que la partie qui la demande a déposé au greffe du tribunal où le jugement a été rendu, dans les huit jours qui suivent la date de ce jugement :

1. La somme de cinquante piastres, dans les affaires dans lesquelles le montant en litige n'excède pas quatre cents piastres ;

2. La somme de soixante-quinze piastres, dans toutes les autres causes.

La somme ainsi déposée est destinée à solder les frais de revision encourus par la partie adverse, s'il en est d'accordés ; sinon, elle est restituée à la partie qui l'a déposée.

Lorsque le jugement a été rendu ailleurs que dans la cité de Québec ou dans celle de Montréal, une somme supplémentaire de trois piastres pour la préparation et la transmission du dossier doit accompagner le dépôt.—*C.P.C., 497, amendé ; S.R., 5908.*

1107. Lorsque plusieurs parties inscrivent séparément en revision, un

in the case of a judgment rendered against a party represented by a tutor or curator or other person, but who has since attained full age or come into the exercise of his rights, by such party himself, without the assistance of the tutor or curator who represented him or other person who assisted him in the original suit ; or in the case of a judgment rendered against testamentary executors, some or all of whom have been replaced or have died, by the persons appointed in their stead or by the remaining executors.—*New ; C. C. P., 1154, in part.*

1103. If some of several parties die after the inscription in review, such proceedings may be continued by and between the other surviving parties.—*New ; C. C. P., 1155.*

1106. The review cannot be obtained until the inscribing party has deposited in the office of the court by which the judgment was rendered, within eight days after the date of the judgment :

1. The sum of fifty dollars, in matters wherein the amount in controversy does not exceed four hundred dollars ;

2. The sum of seventy-five dollars in all other cases.

The deposit is intended to pay the costs in review of the opposite party, if any are allowed ; otherwise, it is returned to the party by whom it is made.

When the judgment has been rendered elsewhere than in the City of Quebec or of Montreal, an additional sum of three dollars, for making up and transmitting the record, must accompany the deposit.—*C. C. P., 497, amended ; R. S., 5908.*

1107. When several parties inscribe separately in review, a deposit

dépôt doit accompagner chaque inscription.

Un seul dépôt est néanmoins suffisant, lorsqu'il n'y a eu qu'une seule instruction et un seul jugement sur une demande principale et une demande incidente ou reconventionnelle.—*Nouveau*.

1106. La partie qui inscrit doit produire au greffe, aussitôt que le dépôt a été fait, une inscription pour revision, dont avis doit être donné à la partie adverse ou à son procureur.

Le protonotaire est alors tenu de transmettre sans délai le dossier, avec copie des jugements et ordres rendus dans la cause, au protonotaire de la cour supérieure à l'endroit où la cause doit être entendue, s'il ne s'y trouve déjà.—C.P.C., 498.

1109. Le dépôt et l'inscription ont l'effet d'arrêter l'exécution du jugement et de suspendre les procédures en appel.—C.P.C., 499 *amendé*; *Cassils vs Fair*, 2 D.C.A., 382.

1200. Les dispositions des articles 279 à 285, relatives à la péremption d'instance, s'appliquent à la revision.

La péremption a l'effet de faire renvoyer l'inscription en revision.—*Nouveau*; C.P.C., 1168.

1301. Si la cause est pendante à la cour supérieure à Québec ou à Montréal, le protonotaire doit mettre la cause sur le rôle aussitôt que l'inscription et l'avis sont produits; où, si elle est pendante ailleurs, aussitôt qu'il reçoit le dossier.—C.P.C., 501, *amendé*.

1302. L'inscription n'est pas faite pour un jour défini; mais la cause doit être entendue, suivant son rang, le plus prochain jour des séances en

must be made with each inscription.

Nevertheless, only one deposit is necessary whenever there has been a single trial and judgment upon a principal and an incidental or cross demand.—*New*.

1106. The inscribing party must file in the office of the court, as soon as the required deposit has been made, an inscription for review, notice of which must be given to the opposite party or his attorney.

The prothonotary is then bound to forthwith transmit the record together with a copy of the judgments and orders rendered in the case, to the prothonotary of the Superior Court at the place where the case is to be heard, if it is not there already.—C.C.P., 498.

1109. The deposit and the inscription have the effect of staying the execution of the judgment and of suspending proceedings on the appeal.—C.C.P., 499, *amended*; *Cassils vs Fair*, 2 D.C.A., 382.

1200. The provisions of Articles 279 to 285, concerning peremption of suits, apply also to review.

Peremption has the effect of dismissing the inscription in review.—*New*. C.C.P., 1168.

1301. If the suit is pending in the Superior Court at Quebec or Montreal, the prothonotary must set down the case on the roll for hearing as soon as the inscription and notice are filed; or if it is pending elsewhere, as soon as he receives the record.—C.C.P., 501, *amended*.

1302. The inscription is not made for any particular day; but the case must be heard, in its turn, on the day in the sittings in review next

revision après l'expiration des huit jours qui suivent la production, au greffe du tribunal où le jugement a été rendu, de l'avis de l'inscription.

Le tribunal peut, toutefois, sur motion, dont avis a été donné à la partie adverse, accompagnée d'un affidavit attestant que l'inscription en revision d'une cause a été faite dans le but d'obtenir injustement du délai, ordonner qu'après l'expiration des délais ci-dessus elle sera entendue avant son rang à un ou des jours spécialement fixés pour cet objet.

Les causes mues en vertu du paragraphe 4 de l'article 52 ont préséance sur toutes les autres causes; mais cette préséance n'est plus accordée sans la permission du tribunal, si elles sont appelées et qu'on néglige d'y procéder.—C.P., 500, *partie*; 500a, *amendé*; S.R., 3909, 3910; 59 V., c. 44, s. 2.

1903. Le jugement dont est appel peut être confirmé, infirmé ou modifié par tous les juges qui ont entendu la cause ou par une majorité de ces juges; et, à moins qu'il ne soit interjeté appel à Sa Majesté, leur sentence, avec le dossier, doit être renvoyée au tribunal d'où le dossier a été reçu, pour y être enregistrée comme étant le jugement de la cause, à tel endroit, de la même manière et avec le même effet que si elle y était rendue au jour où elle est reçue par le protonotaire.—C.P.C., 502, *partie*, *amendé*.

1904. Lorsqu'une cause a été entendue en revision par trois juges, et qu'au moins un des juges qui l'ont entendue est présent en cour et prêt à rendre jugement interlocutoire ou final dans la cause, alors si un autre juge qui a entendu la cause et est d'ailleurs compétent pour y siéger en jugement, se trouve absent à raison de nomina-

after the expiry of eight days from the day on which the notice of inscription was filed in the office of the court in which the judgment was rendered.

The court may, however, on motion, of which notice has been given to the opposite party, accompanied with an affidavit establishing that the inscription in review of any cause was made with the view of unjustly obtaining delay, order that, after the expiry of the above delays, it shall be heard, before its turn, on any day or days specially fixed for that purpose.

Cases instituted in virtue of Paragraph 4 of Article 52 have precedence over all other cases; but such precedence does not continue without leave of the court, if the case is once called and is not proceeded with.—C.C.P., 500, *in part*; 500a, *amended*; R.S., 3909, 3910; 59 Vic., c. 44, s. 2.

1903. The original judgment may be confirmed, reversed or modified by all the judges who heard the case, or by a majority of them; and, unless an appeal to Her Majesty is taken, their judgment, together with the record, must be sent back to the court in which the case was first decided, to be there registered as being the judgment in the suit, at the same place, in the same manner and with the same effect as if it had been rendered on the day upon which it was received by the protonotary.—C.C.P., 502, *in part*, *amended*.

1904. Whenever any cause has been heard in review by three judges, and at least one of the judges who heard the same is present in court and ready to render any interlocutory or final judgment therein, then if any judge who heard the cause, and would be competent to sit in judgment therein, be absent by reason of his appoint-

tion à une autre cour, maladie ou autre motif, mais a transmis une lettre au protonotaire de la cour, contenant sa décision dans la cause, et signée par lui, ou, dans le but d'attester qu'il y concourt, a signé un jugement à être prononcé et qui est prononcé par un juge présent, ce juge est réputé présent quant à ce jugement, et le jugement ainsi transmis et signé par lui a le même effet que s'il l'eût prononcé ou y eût concouru cour tenante.—C P C., 502, *partie.*

1905. Le changement dans le personnel de la cour, par la nomination d'un juge suppléant comme juge puiué, ou par la nomination d'un juge puiué comme juge en chef, ou par la nomination d'un juge en chef ou d'un juge puiué ou suppléant comme membre d'un autre tribunal, ou par sa démission, ou son décès, n'aura pas seul l'effet de rendre nécessaire qu'une cause soit entendue de nouveau, s'il reste un nombre suffisant de juges qui ont entendu la cause, pour pouvoir rendre jugement, soit interlocutoire, soit final.—C.P.C., 503.

1906. Si un juge ou un juge suppléant qui a entendu une cause avec d'autres juges, est transféré à un autre tribunal, ou est nommé juge en chef ou juge de la même cour ou d'une autre cour, ou obtient un congé d'absence, il peut rendre jugement, soit interlocutoire, soit final, avec les autres juges, de même que s'il n'était survenu aucun changement.—C P C., 504.

1907. Lorsque, à raison de l'absence, congé, perte de qualité ou incompétence de quelqu'un des juges, ou pour quelque autre raison, l'ordre de délibérer doit être rayé, cette radiation

ment to another court, of illness, or any other cause, but has addressed a letter to the prothonotary of the court, containing his decision in the case and signed by him, or has, in testimony of his concurrence therein, signed a judgment to be delivered, and delivered by a judge so present, such judge is deemed to be present for the purpose of such judgment, and the decision so transmitted and signed by him has the same effect as if delivered or concurred in by him in open court.—C.C.P., 502, *in part.*

1905. No change in the personal composition of the court, by the appointment of any assistant judge as puisne judge, or by the appointment of a puisne judge as chief justice, or by the resignation, death, or appointment to another court of any chief justice or of a puisne judge or of an assistant judge, can have alone the effect of rendering a rehearing of any case necessary, if a sufficient number of judges who heard the case remain to render a judgment, either interlocutory or final.—C.C.P., 503

1906. If a judge or an assistant judge, who has heard a case together with other judges, is removed to another court, or is appointed chief justice or a judge of the same court, or of another court, or obtains leave of absence, he may render judgment, whether interlocutory or final, together with the other judges, as if no such change had taken place.—C.C.P., 504.

1907. If by reason of the absence, leave of absence, disqualification or incompetence of any of the judges, or of any other cause, the order of advisement requires to be discharged, such

peut être ordonné par les autres juges ou par l'un d'eux.—*Nouveau*; C.P.C., 1171.

1208. La cour de revision peut exercer tous les pouvoirs nécessaires pour cette juridiction, et rendre les ordonnances qu'elle juge convenables pour suppléer aux déficiences du dossier, pour arrêter toutes procédures en cour de première instance dans une cause portée en revision, pour faire des règles relatives au dépôt, et pour pourvoir à tous les cas où la loi ne fournit pas un remède particulier à la partie.—*Nouveau*; C.P.C., 1177. *partie*

CHAPITRE LXI.

APPEL A LA COUR DU BANC DE LA REINE.

1200. L'appel doit être pris dans les six mois de la date du jugement, sauf les cas mentionnés aux articles 924, 1006, 1010 et 1020.

Ce délai est de rigueur même contre les mineurs, les femmes sous puissance de mari, les insensés ou interdits, et les personnes absentes de la province, lorsque ceux qui les représentent ou doivent les assister ont été dûment mis en cause.

Si la partie décède avant d'appeler, le délai ne court contre ses héritiers ou représentants légaux que du jour de son décès.

Dans le cas de jugement rendu par défaut, le délai ne court que de l'expiration du temps accordé pour se pourvoir par opposition.—C. P. C., 1118, *partie*, amendé: 34 V., c. 46.

1210. L'appel peut être exercé durant le délai accordé pour demander une revision devant trois juges, ou après que la procédure sur cette revision a été commencée, si la partie qui

discharge may be ordered by the other judges or by any one of them.—*Nouveau*; C.C.P., 1171

1208. The Court of Review may exercise all the powers necessary for its jurisdiction, and make such orders as it may deem proper for the purpose of remedying any insufficiencies of the record, of staying proceedings in the court of first instance in cases from which the review has been brought, of regulating the necessary deposit, and of providing for all cases in which the law affords the party no special remedy.—*Nouveau*; C.C.P., 1177. *in part*.

CHAPTER LXI.

APPEALS TO THE COURT OF QUEEN'S BENCH.

1200. Proceedings in appeal must be brought within six months from the date of the judgment, saving the cases provided for by Articles 924, 1006, 1010 and 1020.

This delay is binding even upon minors, women under marital authority, persons interdicted or of unsound mind, and upon persons absent from the Province, when those who represent them, or whose duty it is to assist them, have been duly brought into the suit.

If the party dies before appealing, the delay is computed against his heirs legal representatives only from the day of his death.

When judgment has been rendered by default, the delay is computed only from the expiry of the time allowed for filing an opposition thereto.—C.C.P., 1118, *in part* amended: 34 Vic., c. 46.

1210. Proceedings in appeal may be taken during the delay allowed for demanding a review before three judges, or after proceedings in review have been commenced, if the party

a adopté cette procédure l'a discontinuée — C.P.C., 1118, *partie, amendé*, 54 V., c. 48

1911. L'appel d'un jugement interlocutoire n'a lieu que sur la permission accordée par un des juges de la cour du banc de la reine, sur requête sommaire, accompagnée de copie des pièces de la procédure qui peuvent être nécessaires pour décider si le jugement en question est susceptible d'appel, et tombe dans l'un des cas spécifiés en l'article 46; mais le juge devant qui telle demande est faite peut la renvoyer, s'il le juge à propos, à la cour alors siégeant, si la demande est faite pendant un terme, ou l'ajourner au premier jour du terme alors suivant, si elle est faite hors de terme

Cette demande doit être faite dans les trente jours qui suivent immédiatement la prononciation du jugement et ne peut être reçue ensuite — C.P.C., 1119, 54 V., c. 48, 56 V., c. 42,

1912. Cette demande doit être signifiée à la partie adverse et est suivie, s'il y a lieu, d'une ordonnance appelant la partie adverse à donner ses raisons contre l'octroi de la demande, et la signification de cette ordonnance a l'effet de suspendre toutes les procédures devant la cour inférieure — C.P.C., 1120, 54 V., c. 48.

1913. L'appel est formé au moyen d'une inscription déposée au greffe de la cour qui a rendu jugement, et avis doit en être signifié à la partie adverse ou à son procureur

Cette inscription doit contenir la désignation des parties, la date du jugement dont est appel, la désignation des cautions proposées et un avis de la date, de l'heure et du lieu auxquels les cautions comparaitront pour signer l'acte de cautionnement.

who has taken such proceedings discontinued the same. — C.C.P., 1118, *in part, amended*, 54 Vic., c. 48.

1911. If the appeal is from an interlocutory judgment, it must first be allowed by one of the judges of the Court of Queen's Bench, upon a summary petition, accompanied with copies of such portions of the record as may be necessary to decide whether the judgment in question is susceptible of appeal, and falls within one of the cases specified in Article 46, but the judge before whom such application is made may, if he deems it advisable, refer it to the court then sitting, if the application is made during term, or may continue it to the first day of the next term, if it is made out of term

The application must be made within the thirty days next after such rendering of the judgment, and cannot be received afterwards. — C.C.P., 1119; 54 Vic. c. 48 56 Vic., c. 42, s. 1.

1912. The petition must be served upon the opposite party, and, if required, is followed by a rule calling upon such opposite party to give his reasons against the granting of the appeal, and the service of such rule upon him has the effect of suspending all proceedings before the court from which the appeal is taken. — C.C.P. 1120, 54 V. c. 48

1913. Proceedings in appeal are brought by means of an inscription filed in the office of the court which rendered the judgment, of which notice must be served upon the opposite party or his attorney

The inscription must contain a description of the parties, the date of the judgment appeal from, a description of the sureties proposed and a notice of the date, hour and place when and where the sureties are to appear to

Le cautionnement doit être donné dans les cinq jours qui suivent la production de l'inscription, ou dans tel autre délai que fixera un des juges de la cour qui a rendu ce jugement.

Si le cautionnement n'est pas fourni dans les délais prescrits, la partie adverse peut obtenir du protonotaire un certificat de défaut, et l'inscription en appel est ensuite considérée désertée, sauf recours.

Les frais encourus sur la procédure ainsi désertée sont taxés par le protonotaire.—
Nonveau, partie; C.P.C., 1, 21 54 V., 45.

1214. Au jour fixé dans l'avis, l'appellant doit donner bonne et suffisante caution de poursuivre effectivement l'appel, de satisfaire à la condamnation et de payer les dépens et dommages qui seront adjugés au cas où le jugement serait confirmé; autrement, il doit déclarer par écrit au greffe du tribunal dont est appel qu'il ne s'oppose pas à l'exécution du jugement rendu contre lui, ou il doit produire une copie de l'ordonnance permettant l'exécution provisoire du jugement dont est appel, et, en ces cas, il n'est tenu que de donner cautions de payer les frais d'appel, s'il succombe; et, si le jugement est infirmé, la partie adverse qui l'a fait exécuter n'est tenue de remettre à l'appellant que le montant net prélevé par l'exécution, avec l'intérêt légal, ou les

sign the bond.

Such security must be given within five days after the inscription is so filed, or within such further delay as a judge of the court which rendered the judgment may order.

If security is not given within the prescribed delays, the opposite party may obtain from the protonotary a certificate of default, and the inscription in appeal is thereupon held to be abandoned and of no effect, saving any recourse which may appertain to the appealing party.

The costs incurred upon the proceeding so abandoned are taxed by the protonotary. *New, in part C.C.P., 1121; 54 Vic., c. 48.*

1214. On the day fixed in the notice, the appellant must give good and sufficient security that he will effectually prosecute the appeal; that he will satisfy the condemnation and pay all costs and damages adjudged in case the judgment appealed from is confirmed, or else he must declare in writing in the office of the court whose judgment is appealed from that he does not object to the judgment rendered against him being executed, or he must file a copy of any judgment ordering provisional execution of the judgment appealed from, in which case he is only bound to give security for the payment of the costs in appeal; and, if the judgment is reversed, the respondent who has caused the judgment to be executed is bound to refund to the appellant the net amount only of the moneys levied by execution, together with

choes dont elle a été mise en possession, avec les fruits et revenus.—C.P.C., 1123, amendé, 54 v., c. 48.

1215. Ca cautionnement est reçu devant un juge ou le protonotaire du tribunal où le jugement a été rendu, qui peuvent faire prêter serment aux personnes offertes comme cautions et leur proposer toute question pertinente relativement à leur solvabilité. C. P. C., 1123; 54 Vic., c. 48.

1216. Aussitôt que le cautionnement a été exécuté, il est du devoir du protonotaire d'en transmettre une copie certifiée, avec copie de l'inscription, au greffier des appels à Québec ou à Montréal, selon le cas.

Il doit également faire et compléter sans délai, suivant les formes prescrites par la cour d'appel, le dossier de la cause avec une liste de toutes les pièces qui le composent et une copie de toutes les entrées faites aux registres, le tout certifié sous son sceau et le sceau de la cour, et le transmettre au greffier des appels sur paiement de ses honoraires, droits et frais de port.

Le greffier des appels, sur réception des documents et du dossier, doit en envoyer un reçu au protonotaire.—nouveau, partie; C.P.C., 1124, amendé

legal interest, or to restore the property of which he was put in possession, together with the rents, issues and profits since.—C.P.C., 1122, amended; 54 Vic., c. 48.

1215. The security must be received before a judge or the prothonotary of the court in which the judgment was rendered, who may swear the sureties offered and ask them any pertinent questions with respect to their sufficiency.—C.C.P., 1123; 54 Vic., c. 48.

1216. When the security-bond has been executed, the prothonotary must forthwith transmit a certified copy of such bond and of the inscription to the clerk of appeals at Quebec or at Montreal, as the case may require.

He must also forthwith make up and complete the record in the case according to the forms prescribed by the court of appeal, with a list of all the papers which form part of it and a transcript of all the entries in the registers, the whole certified under the signature and the seal of the court, and, upon being paid his fees, charges and the cost of transmission, must remit them to the clerk of appeals.

The clerk of appeals, upon receiving such records and papers, must send a

1217. Si la copie de l'inscription et celle du cautionnement ne sont pas transmises sans délai, ou si le dossier n'est pas transmis dans les quinze jours qui suivent l'exécution du cautionnement, et si le protonotaire est en défaut, l'appellant peut obtenir d'un juge de la cour qui a rendu le jugement une ordonnance enjoignant au protonotaire de transmettre ces documents ou ce dossier.—C. P. C., 1125, *amendé*; 54 V., c. 48.

1218. En tout temps après que le cautionnement a été exécuté, et avant l'expiration des cinq jours qui suivent la réception du dossier par le greffier des appels, l'appellant et l'intimé doivent, sous peine de forclusion, produire un acte de comparution au greffe des appels.—C. P. C., 1126, *amendé*; 54 V., c. 48.

1219. A défaut de rapport du dossier dans les quinze jours qui suivent la réception du cautionnement, l'intimé peut, sur production d'un certificat à cet effet délivré par le greffier des appels, obtenir congé d'appel, à moins que l'appellant ne se justifie de sa négligence.—C. P. C., 1127; 54 V., c. 48.

1220. A moins que le tribunal n'en ordonne autrement, l'intimé peut, dans les huit jours qui suivent le temps fixé pour comparaître, opposer, par motion, les exceptions résultant :

1. Des irrégularités dans l'inscription ou la signification de l'avis;
2. De l'insuffisance du cautionnement;
3. De la non-existence ou déchéance du droit à se pourvoir en appel;
4. De l'acquiescement au jugement rendu;

i receipt therefor to the prothonotary.
—*New, in part*; C. C. P., 1124, *amendé*; 54 V., c. 48.

1217. If the copies of the inscription and bond are not forthwith transmitted, or if the record is not transmitted within fifteen days after the bond has been executed, and the prothonotary is in default, the appellant may obtain, from any judge of the court which rendered the judgment, a rule against him to transmit such documents or record.—C. C. P., 1125, *amended*; 54 V., c. 48.

1218. At any time after security has been given, and before the expiry of five days after the record has been received by the clerk of appeals, the appellant and the respondent must each file a written appearance, in the office of the court of appeal, under penalty of being foreclosed.—C. C. P., 1126, *amended*; 54 V., c. 48.

1219. In default of the record being transmitted within fifteen days after the bond has been executed, the respondent may, upon producing a certificate from the clerk of appeals to that effect, obtain a judgment discharging the appeal, unless the appellant proves diligence.—C. C. P., 1127; 54 V., c. 48.

1220. Unless the court otherwise orders, the respondent may, within eight days next after the period allowed to appear, set up by motion any exception resulting from :

1. Irregularities in the inscription or in the service of the notice thereof;
2. Insufficiency of the security-bond;
3. Non-existence or forfeiture of the right to appeal;
4. Acquiescence in the judgment;
5. Renunciation of the judgment.

5. Du désistement du jugement rendu.—C. P. C., 1128, *amendé*; 54 Vic., c. 48.

1921. La cour d'appel, en terme, ou un juge de ce tribunal, hors de terme, peut réduire un cautionnement excessif ou ordonner qu'un cautionnement qui est devenu insuffisant soit remplacé.—C. P. C., 1129; 54 Vic., c. 48.

1922. Si les deux parties se pourvoient également contre le jugement, il y a lieu à la réunion des deux appels.—C. P. C., 1130, *amendé*; 54 Vic., c. 48.

1923. Dans les quinze jours qui suivent le jugement sur les exceptions, s'il y en a eu aux procédures en appel, ou dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai pour la production de la comparution, chacune des parties doit produire au greffe un mémoire ou *factum* imprimé de sa cause, et, à défaut de ce faire, l'appel peut être déclaré déserté avec dépens contre l'appellant, si c'est lui qui est en défaut, ou être entendu *ex parte*, si c'est l'intimé qui est en défaut.—C. P. C., 1131, *amendé*; 54 Vic., c. 48.

1924. Aussitôt que les parties ont produit leur comparution, ou après l'expiration du délai pour la produire, si une seule des parties a comparu et que le dossier ait été reçu par la cour d'appel, la cause est mise sur le rôle par le greffier des appels pour être entendue à son tour conformément aux règles de pratique et aux ordonnances du tribunal; mais les parties ne sont pas tenues d'être présentes devant le tribunal pour être entendues, avant l'expiration des délais fixés par l'article précédent.—C. P. C., 1132, 1169, *amendé*; 54 Vic., c. 48; 58 Vic., c. 47, ss. 2, 3.

1925. L'appel des jugements in-

—C. C. P., 1128, *amendé*; 54 Vic., c. 48.

1921. The court of appeal during term, or any judge thereof, out of term, has power to reduce excessive security, or to order new security to be given in place of any which has become insufficient.—C. C. P., 1129; 54 Vic., c. 48.

1922. If both parties seek redress against the judgment, their cross-proceedings in appeal may be joined.—C. C. P., 1130, *amendé*; 54 Vic., c. 48.

1923. Within fifteen days after the judgment upon an exception, if there is any, to the proceedings in appeal, or within fifteen days after the expiry of the delay for filing the appearance, each party must file, with the clerk of appeals, a printed *factum* or case; in default whereof the appeal may be declared abandoned, with costs against the appellant, if he is in default, or be heard *ex parte* if the respondent is in default.—C. C. P., 1131, *amendé*; 54 Vic., c. 48.

1924. As soon as the parties have filed their appearances, or after the delay to file the same has expired, if only one party has appeared, and the record has been received by the court of appeal, the case is set down upon the roll by the clerk of appeals, and is heard in its turn in accordance with the rules of practice and orders of the court; but the parties are not bound to be present in court before the expiry of the delays mentioned in the preceding Article.—C. C. P., 1132, 1169, *amendé*; 54 Vic., c. 48; 58 Vic., c. 47, ss. 2, 3.

1925. Appeals from interlocutory

terlocutoires doit être inscrit par le greffier des appels et entendu par privilège d'une manière sommaire, sans factums.—C.P.C., 1133; 54 V., c. 48.

1226. Les articles 1193, 1194 et 1195 s'appliquent aux procédures en appel.—C.P.C., 1154, 1155, *amendés*.

1227. Quatre des juges de la cour du banc de la reine peuvent former un *quorum* en appel.

Les séances du tribunal peuvent être ouvertes et ajournées par un moindre nombre de juges, et même par le greffier en l'absence de tous les juges, pour recevoir les rapports et motions de droit, appeler les parties, enregistrer les comparutions et défauts et faire tous actes qui n'exigent pas l'exercice d'une discrétion judiciaire.—C.P.C., 1156, *amendé*.

1228. Il y a lieu à récuser les juges en appel dans les mêmes cas et de la même manière que dans la cour supérieure.—C.P.C., 1157, *amendé*.

1229. Tout juge qui a rendu le jugement final dans la cause ou le jugement interlocutoire dont est appel, est inhabile à siéger en appel.—C.P.C., 1158, *amendé*.

1230. La requête en récusation n'est pas nécessaire, si la cause d'incompétence est apparente à la face du dossier.—C.P.C., 1159.

1231. Le juge en chef ou, en son absence, le plus ancien juge de la cour du banc de la reine, peut, par avis écrit adressé au juge en chef de la cour supérieure, demander qu'un juge de cette dernière cour assiste aux séances de la cour d'appel, dans les cas suivants :

1. Lorsqu'un ou plusieurs juges de la cour du banc de la reine sont inhabiles, incompetents, absents de la pro-

judgments must be inscribed by the clerk of appeals, and be heard by privilege in a summary manner without any factums being filed.—C. C. P., 1133; 54 Vic., c. 48.

1226. Articles 1193, 1194 and 1195 apply to proceedings in appeal.—C.C.P., 1154, 1155, *amended*.

1227. Four judges of the Court of Queen's Bench constitute a quorum in appeal.

Any lesser number of judges, or even the clerk in the absence of all the judges, may, on any day in term, open and adjourn the court, receive returns and motions of course, call parties, record appearances and defaults, and do all acts which do not require the exercise of any judicial discretion.—C.C.P., 1156, *amended*.

1228. The judges in appeal may be recused for the same causes and in the same manner as in the Superior Court.—C.C.P., 1157, *amended*.

1229. Any judge who sat at the rendering of the final judgment in the cause, or of any interlocutory judgment appealed from, is incompetent to sit in appeal upon the same.—C.C.P., 1158, *amended*.

1230. No petition in recusation is necessary if the cause of incompetency appears on the face of the record.—C.C.P., 1159.

1231. The Chief Justice, or, in his absence, the senior judge of the Court of Queen's Bench, may, by notice in writing addressed to the Chief Justice of the Superior Court, request the attendance of a judge of the latter court at the sittings of the court of appeal, in the following cases :

1. When one or more judges of the Court of Queen's Bench is disqualified or incompetent to sit in a case, or is

vince, en congé, malade, ou décédé ;

2. Lorsque quatre juges seulement sont disponibles pour entendre une cause ;

3. Lorsqu'une nouvelle audition devient nécessaire, parceque la cause a été plaidée devant quatre juges seulement, et que trois d'entre eux ne s'accordent pas sur le jugement à rendre. —C.P.C., 1161, *amendé* ; S.R., 2302, 2303.

1232. Dans tous ces cas, les juges de la cour supérieure remplacent ceux de la cour du banc de la reine ; et, sur communication entre le juge en chef de la cour supérieure et les autres juges de la même cour, il est réglé entre eux quel est celui qui doit remplacer nominativement chacun des juges de la cour du banc de la reine qui se trouve dans l'impossibilité de siéger. —C.P.C., 1162, *partie*.

1233. Les dispositions des deux articles qui précèdent ont effet si le juge nommé en remplacement est inhabile, incompetent, décédé, absent, en congé ou malade. —C.P.C., 1162, *partie, amendé*.

1234. Le retour, l'expiration du congé, la cessation de l'incapacité du juge remplacé, ou la nomination d'un juge de la cour du banc de la reine qui ne serait pas inhabile à entendre la cause, n'affectent pas les pouvoirs du juge désigné en remplacement, relativement aux causes dont il a pris connaissance. —C.P.C., 1163.

1235. Si, néanmoins, le juge suppléant n'a pas entendu la cause au mérite, le juge qui a été ainsi remplacé peut prendre connaissance de la cause et la juger. —C.P.C., 1164.

1236. Si le dossier de la cause se trouve incomplet, soit par l'absence

absent from the Province or on leave, or is ill, or dies ;

2. When only four judges are available for the hearing of any case ;

3. When a rehearing of a case has become necessary because of its having been heard by four judges only, three of whom are not agreed as to the judgment to be rendered. —C.C.P., 1161, *amendé* ; R.S., 2302, 2303.

1232. In all such cases, the judges of the Superior Court replace those of the Court of Appeal ; and the Chief Justice of the Superior Court communicates with the other judges of the latter court, and it is arranged between them which of them will replace any particular judge of the Court of Queen's Bench who is unable to sit. —C.C.P., 1162, *in part*.

1233. The provisions of the two preceding Articles apply likewise in the cases of the disqualification, incompetency, death, absence, leave of absence or illness, of the judge thus appointed to replace another. —C.P.C., 1162, *in part, amended*.

1234. The powers of the replacing judge in regard to causes of which he has taken judicial cognizance, are not affected by the return of the judge replaced, the expiry of his leave, or his ceasing to be incompetent, or by the appointment of a judge of the Court of Queen's Bench who would not be incompetent in the case. —C.C.P., 1163.

1235. Nevertheless, if the replacing judge has not heard the case upon the merits, the judge thus replaced may take cognizance of the case and render judgment therein. —C.C.P., 1164.

1236. If the record in the case is incomplete, either by reason of the

de quelque document ou par l'inobservance de quelque formalité importante, la cour d'appel, à la demande de l'une des parties, peut enjoindre au tribunal auquel il appartient, au moyen d'un bref au nom du souverain, de compléter le dossier et de renvoyer le tout dûment certifié.—C. P. C., 1165.

1937. Il y a lieu en cour d'appel à intervention, reprise d'instance, constitution de nouveau procureur et autres procédures incidentes, sur requête, en suivant les formalités prescrites par le tribunal.—C. P. C., 1166, *amendé*.

1938. Le désistement et le désaveu en appel se font de la même manière et aux mêmes conditions que dans la cour supérieure.—C. P. C., 1167, *amendé*.

1939. Les règles concernant la péremption d'instance en cour supérieure s'appliquent également aux appels.

La péremption en appel a l'effet de donner au jugement dont est appel la force de chose jugée.—C. P. C., 1168, *amendé*.

1940. La cour peut recevoir des affidavits et permettre la production des documents relatifs aux procédures incidentes mues en appel, ou renvoyer une affaire à la cour dont est appel, dans le but de faire quelque preuve s'y rapportant.—*Nouveau*.

1941. Le jugement en appel ne peut être rendu à moins que trois juges au moins n'y concourent ; et ce jugement peut être rendu même en l'absence d'un des juges lorsque cinq juges ont entendu la cause.

Les dispositions relatives aux jugements, contenues dans les articles 1205 et 1206, s'appliquent dans les mêmes cas aux jugements à rendre par la cour

absence of any document, or of the inobservance of any material formalities, the court of appeal may, upon the suggestion of either party, order a writ to issue in the name of the Sovereign, addressed to the proper court, requiring it to perfect the record, and to cause a duly certified return to be made to that effect.—C. C. P., 1165.

1937. Interventions, continuance of suits, changes of attorney, and other incidental proceedings take place in appeal, upon petition, according to the formalities prescribed by the court.—C. C. P., 1166, *amended*.

1938. Discontinuance and disavowal in appeal are affected in the same manner and under the same conditions as in the Superior Court.—C. C. P., 1167, *amended*.

1939. The provisions concerning peremption of suits in the Superior Court apply also to appeals.

Peremption of appeals has the effect of rendering the judgment appealed from final.—C. C. P., 1168, *amended*.

1940. The court may receive affidavits and documents relating to any incidental proceedings in appeal, or may send the case back to the court from which the appeal is taken, in order that evidence may be made in regard to such matters.—*New*.

1941. Judgment cannot be rendered in appeal unless at least three judges concur therein ; and judgment may be rendered even in the absence of one judge when the case has been heard before five judges.

The provisions relative to judgments, contained in Articles 1205 and 1206, apply in similar cases as regards judgments to be rendered by the Court

du banc de la reine.

Lorsqu'une cause a été entendue par tous les juges ou par un *quorum* d'entre eux, et qu'au moins trois des juges qui l'ont entendue sont présents en cour et prêts à rendre jugement dans la cause, alors, si un juge qui a entendu la cause et est d'ailleurs compétent à y siéger en jugement, se trouve absent à raison de nomination à une autre cour, maladie ou autre motif, mais a transmis une lettre au greffier de la cour, contenant sa décision et signée par lui, ou, dans le but d'attester qu'il y concourt, a signé un jugement par écrit pour être prononcé par tout autre juge, ce juge est réputé présent quant à ce jugement ; et le jugement ainsi transmis et signé par lui a le même effet que s'il l'eût prononcé ou y eût concouru cour tenante. —C.P.C., 1170.

1242. Lorsque, à raison de l'absence, congé, perte de qualité ou incompétence de quelqu'un des juges ou pour quelque autre raison, l'ordre de délibérer doit être rayé, cette radiation peut être ordonnée par les autres juges, ou par l'un d'eux. —C.P.C., 1171.

1243. La cour peut s'ajourner à un ou plusieurs jours ultérieurs, et de jour en jour, en vacances, pour entendre les causes, ou pour rendre jugement. —C.P.C., 1172, *amendé* ; 54 V., c. 48, s. 5.

1244. Le jugement peut être rendu par le tribunal dans un lieu de ses séances autre que celui où la cause a été entendue, si les juges sont d'opinion que, sans cela, les parties seraient exposées à des délais inutiles.

En ce cas, le tribunal en terme, ou la majorité des juges en vacances, en fait donner par le greffier avis à toutes les parties intéressées au moins trois

of Queen's Bench.

Whenever a case has been heard by the full court or by a quorum of judges, and at least three of the judges who heard it, are present in court and ready to render judgment therein, then, if any judge who heard the cause and would be competent to sit in judgment therein, be prevented by removal to another court, illness or other cause from being present, but has addressed a letter to the clerk of the court, containing his decision and signed by him, or has, in testimony of his concurrence therein, signed a written decision to be delivered by any other judge, such judge shall be deemed to be present as regards such judgment ; and the decision so transmitted and signed by him has the same effect as if delivered and concurred in by him in open court. —C.C.P., 1170.

1242. If by reason of the absence, leave of absence, disqualification, or incompetency of any of the judges, or any other cause, the order for advisement requires to be discharged, such discharge may be ordered by the other judges or by any one of them. —C.C.P., 1171.

1243. The court may adjourn to any day or days in vacation, and from day to day, for the purpose of hearing cases or of rendering judgment. —C.C.P., 1172, *amended* ; 54 Vic., c. 48, s. 5.

1244. Judgment may be rendered by the court at any place where its sittings are held other than that where the case was heard, if the judges are of opinion that otherwise the parties will be exposed to unnecessary delay.

In such case the court in term, or a majority of the judges in vacation, orders the clerk to give notice to the interested parties at least three days

jours avant celui auquel le jugement doit être rendu.

Le jugement est entré et enregistré à l'endroit où il aurait été rendu suivant le cours ordinaire.—C.P.C., 1173, *amendé*.

1945. Tout jugement rendu en appel doit contenir un exposé sommaire des points de fait et de droit de la cause et les motifs sur lesquels il est fondé, avec les noms des juges qui ont concouru ou ont différé, et adjudication sur les dépens.—C.P.C., 1174, *amendé*.

1946. Les dépens sont taxés par le greffier des appels, sauf revision dans les six mois par un juge pendant ou hors du terme, après avis suffisant à la partie adverse.

Cette revision ne peut arrêter ou suspendre l'exécution, et la décision du juge à cet égard a l'effet d'un jugement rendu par le tribunal.—C.P.C., 1175.

1947. Le jugement en appel est mis à exécution, tant pour le principal que pour les frais, par la cour de première instance; et, à cette fin, le dossier doit lui être renvoyé, à moins qu'appel à un tribunal supérieur ne soit demandé.—C.P.C., 1176.

1948. La cour d'appel peut exercer tous les pouvoirs nécessaires à sa juridiction, et rendre les ordonnances qu'elle juge convenables pour suppléer aux déficiences du dossier, pour arrêter toute procédure en cour inférieure dans une cause portée en appel, pour régler les cas où un cautionnement doit être donné ou renouvelé, et pour prévoir à tous les cas où la loi ne fournit pas un remède spécifique à la partie.

before that on which judgment is to be rendered.

Such judgment is entered and registered at the place where judgment would have been rendered in the ordinary course.—C.C.P., 1173, *amended*.

1945. Every judgment in appeal must contain a summary statement of the points of fact and of law in the case, and the reasons upon which it is founded, with the names of the judges who concurred therein and of those who dissented therefrom, and an adjudication as to the costs.—C.C.P., 1174, *amended*.

1946. The costs are taxed by the clerk of appeals, subject to a revision of such taxation by a judge within six months, either in term or out of term, after sufficient notice to the opposite party.

Such revision cannot prevent or stay execution, and the decision of the judge in that behalf has the same effect as a judgment of the court.—C.C.P., 1175.

1947. Judgments in appeal are executed both for principal and costs by the court of first instance; and for that purpose, the record is sent back to it, unless a further appeal to a higher court has been moved for.—C.C.P., 1176.

1948. The court sitting in appeal may exercise all the powers necessary for such jurisdiction, and make such orders as it may deem proper for the purpose of remedying any insufficiencies of the record, of staying proceedings in the court of first instance in cases appealed from, of regulating the putting in or renewal of security, and of providing for all cases in which the law affords the party no special remedy.

Elle peut aussi faire et établir des tarifs pour ses officiers dont le salaire ou les honoraires ne sont pas autrement fixés. — C.P.C., 1177, *amendé*.

CHAPITRE LXII

APPEL A SA MAJESTÉ.

1210. L'exécution d'un jugement dont appel est porté à Sa Majesté en son conseil privé ne peut être arrêtée ni suspendue, à moins que la partie qui se prétend lésée ne donne, dans le délai fixé par le tribunal qui a rendu le jugement, bonnes et suffisantes cautions de poursuivre effectivement l'appel, de satisfaire à la condamnation et de payer les dépens et dommages qui seront ordonnés par Sa Majesté au cas où le jugement serait confirmé.

Ce cautionnement doit être reçu par un des juges du tribunal qui a rendu le jugement.

Les cautions justifient de leur solvabilité sur des biens immobiliers qui sont décrits dans le cautionnement.

Une seule caution suffit, si elle est propriétaire de biens-fonds, qu'elle décrit, d'une valeur égale au montant du cautionnement, en outre de toutes charges et hypothèques.

Le juge qui reçoit ce cautionnement peut ordonner, sur demande ou autrement, la production de certificats d'enregistrement, de rôles d'évaluation et de tous autres documents, aux fins du cautionnement, et fait aux cautions les questions qu'il juge convenables. Ces questions et les réponses peuvent être prises par écrit.

Toutefois, l'appellant peut s'exempter de fournir ce cautionnement en déposant un montant égal à celui qui serait exigé pour le cautionnement, soit en argent, ou en bons de la Puissance ou de cette province, ou en obligations

It may also make and establish tariffs for any of its officers whose fees or salaries are not otherwise fixed — C.C.P., 1177, *amended*.

CHAPTER LXII.

APPEALS TO HER MAJESTY.

1210. The execution of a judgment from which an appeal is taken to Her Majesty in Her Privy Council cannot be prevented or stayed unless the party aggrieved gives good and sufficient sureties, within the delay fixed by the court which rendered the judgment, that he will effectually prosecute the appeal, satisfy the condemnation, and pay such costs and damages as may be awarded by Her Majesty, in the event of the judgment being confirmed.

The security must be received before one of the judges of the court which rendered the judgment.

The sureties justify their solvency upon the real estate which is described in the bailbond.

One surety suffices, if he is the owner of real estate, which he describes, equal in value to the amount of the security over and above all charges and hypothecs.

The judge who receives such security may order, either on demand or otherwise, the production of the registrar's certificate, the valuation rolls, and any other documents for the purposes of the security, and is bound to put such questions as he deems advisable to the sureties. All questions and the answers thereto may be taken down in writing.

The appellant may, however, exempt himself from furnishing such security, by depositing an amount equal to that required for the security,

municipales; et le dépôt de cette somme d'argent ou de ces bons ou obligations se fait au greffe du tribunal qui a rendu le jugement, ou au bureau du shérif, à la discrétion du juge.—C.P.C., 1179, *amendé*; 1178a, *partie*, *amendé*; S.R., 6009, 6010.

1950. L'appellant peut aussi consentir à l'exécution du jugement, et dans ce cas ne donner caution que pour les frais d'appel, aux mêmes conditions que dans l'article 1214.—C.P.C., 1180.

1951. L'exécution du jugement dont est appel ne peut non plus être arrêtée ni suspendue après six mois à compter du jour auquel l'appel est accordé, à moins que l'appellant ne produise au greffe du tribunal qui a rendu le jugement un certificat du greffier du conseil privé de Sa Majesté, ou de tout autre officier compétent, constatant que l'appel y a été logé dans ce délai, et que des procédures ont été adoptées sur cet appel.—C.P.C., 1181, *amendé*; 1178a, *partie*, *amendé*; S.R., 6009.

1952. Le greffier du tribunal qui a rendu le jugement est tenu d'enregistrer toute copie officielle d'un jugement de Sa Majesté en son conseil privé, du moment qu'elle lui est présentée pour cet objet, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une ordonnance dans ce sens du tribunal qui a rendu le jugement, et de renvoyer au tribunal de première instance le dossier de la cause, avec un exemplaire de la copie du jugement rendu par Sa Majesté et enregistré comme il est dit plus haut.—C.P.C., 1182, *amendé*; 1178a, *partie*, *amendé*; S.R., 6009.

either in money, in bonds of the Dominion or of this Province, or in municipal debentures; and such moneys, bonds or debentures are deposited either in the office of the court which rendered the judgment, or with the sheriff, as the judge may direct.—C.P.C., 1179, *amended*; 1178a, *in part*, *amended*; R.S., 6009, 6010.

1950. The appellant may also consent to the judgment being executed, and in such case may give security for the costs in appeal only, under the same conditions as under Article 1214.—C.C.P., 1180.

1951. The execution of any judgment appealed from cannot be prevented or stayed after six months from the day on which the appeal was allowed, unless the appellant files in the office of the clerk of the court which rendered the judgment, a certificate, signed by the clerk of Her Majesty's Privy Council, or any other competent officer, stating that the appeal has been lodged within such delay, and that proceedings have been had therein.—C.C.P., 1181, *amended*; 1178a, *in part*, *amended*; R.S., 6009.

1952. The clerk of the court which rendered the judgment must register any exemplification of a decree of Her Majesty in Her Privy Council as soon as it is presented to him for that purpose, without requiring any order to that effect from the court which rendered the judgment, and must send back the record in the case to the court below, together with a copy of the exemplification which has been registered as above-mentioned.—C.C.P., 1182, *amended*; 1178a, *in part*, *amended*; R.S., 6009.

NEUVIÈME PARTIE.

JURIDICTIONS INFÉRIEURES.

CHAPITRE LXIII.

Procédure devant les Cours des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes.

1953. Les commissaires ne peuvent siéger et tenir la cour séparément et en même temps dans la même localité.

La cour peut être tenue par un seul commissaire ; et ils peuvent également siéger plusieurs ou tous ensemble.

Ils doivent décider en bonne conscience, suivant l'équité et au meilleur de leur connaissance et de leur jugement.—C.P.C., 1183.

1954. Les commissaires ont, pour le maintien de l'ordre pendant les séances de cette cour, ainsi que pour faire obéir à leurs mandats, ordres et jugements, les mêmes pouvoirs que les autres tribunaux de la province.—C.P.C., 1184.

1955. Ils peuvent être recusés pour les mêmes causes que les juges des autres tribunaux.—C.P.C., 1185.

1956. Cette récusation doit être faite par écrit.—C.P.C., 1186.

1957. Si tous les commissaires sont recusés par l'une ou l'autre des parties, la cause est immédiatement transférée à la cour des commissaires la plus voisine, qui adjuge sur la récusation et procède ensuite à instruire et juger le fond dans le cas seulement où la récusation est maintenue.

Mais, si la récusation est déclarée non recevable, la cause est renvoyée au premier tribunal, qui, sans égard au fond, peut taxer les frais de cette récusation contre la partie qui l'a faite.—C.P.C., 1187.

1953. The commissioners cannot sit and hold their court separately and at the same time in the same locality.

The court may be held by one commissioner ; and several or all the commissioners may likewise sit together.

They must decide according to equity and good conscience, and to the best of their ability and judgment.—C.C.P., 1183.

1954. The commissioners have, for keeping order during their sittings, and for enforcing the execution of their warrants, orders and judgments; the same powers as the other courts of the Province.—C.C.P., 1184.

1955. They may be recused for the same reasons as judges of other courts.—C.C.P., 1185.

1956. The recusation must be in writing.—C.C.P., 1186.

1957. If all the commissioners are recused by either of the parties, the case is immediately transmitted to the nearest Commissioner's Court, which decides upon the validity of the recusation, and afterwards hears and determines the merits of the case in the event only of the recusation being maintained.

But, if the recusation is overruled, the case is sent back to the former court, which may, without reference to the merits, tax the costs of such recusation against the party who made it.—C.C.P., 1187.

1258. Elle peut, dans les matières de sa compétence, accorder :

- L'intervention ;
- La saisie-gagerie ;
- La saisie-revendication ;
- La saisie-arrêt après jugement ;

L'arrêt simple ou en mains tierces, avant jugement, sur demande excédant cinq piastres, lorsqu'il est établi par le serment du demandeur ou de son agent que le défendeur a cédé, cèle ou est sur le point de celer ses biens, se cache ou a l'intention de quitter subitement la province, dans le but de frauder ses créanciers.

La déposition sous serment peut être reçue par un des commissaires ou par le greffier.—C.P.C., 1191, 1192, *partie, amendé.*

1259. Ces procédures peuvent être mises à exécution hors des limites du district judiciaire dans lequel elles ont été décernées, pourvu qu'au dos du mandat un des commissaires mette son ordonnance permettant l'exécution du mandat dans le district voulu.

Tout mandat de saisie-gagerie, saisie-revendication, saisie-arrêt après jugement, arrêt simple ou en mains tierces, doit être fait rapportable en la manière fixée dans l'article 1264, et le rapport en doit être fait avec le procès-verbal des procédures au jour ainsi fixé.—C.P.C., 1192, *partie.*

1260. Dans le cas de saisie-arrêt avant ou après jugement, le tiers saisi, dans les deux jours après que la signification du bref lui a été faite, peut faire sa déclaration sous serment devant le greffier de la cour de circuit la plus proche de la localité où le bref lui a été signifié.—C. P. C., 1192a,

1258. It may, in matters within its jurisdiction, grant :

- Interventions ;
- Attachments for rents,
- Attachments in revendication ;
- Seizures by garnishment after judgment ;

Simple attachments or attachments by garnishment before judgment, for sums exceeding five dollars, whenever it is established by the affidavit of the plaintiff, or of his agent, that the defendant is secreting, has secreted, or is immediately about to secrete his property, or abscond or is immediately about to leave the Province with intent to defraud his creditors.

Such affidavit may be received by one of the commissioners or by the clerk of the court.—C. C. P., 1191, 1192, *in part, amended.*

1259. These proceedings may be executed beyond the limits of the judicial district in which they are issued, provided an order of one of the commissioners, authorizing such execution within the district where it requires to be executed, is indorsed upon the warrant.

Every warrant of attachment for rent, attachment in revendication, seizure after judgment, simple attachment, or attachment by garnishment, must be made returnable in the manner prescribed by Article 1264, and the return with a certificate of the proceedings must be made on the day so fixed.—C.C.P., 1192, *in part.*

1260. In the case of attachment by garnishment before judgment, or of seizure after judgment, the garnishee, within two days after the writ has been served upon him, may make his declaration under oath before the clerk of the Circuit Court near or to the place where the writ was served

amendé, S.R., 6012.

1961. Ce greffier est autorisé à administrer le serment requis, et doit, après avoir dressé et reçu la déclaration du tiers saisi, la transmettre sans délai par lettre enregistrée au greffier de la cour des commissaires où la cause est pendante.

Il a droit à un honoraire d'une piastre payable par le tiers saisi, pour dresser, recevoir et expédier la déclaration tel que requis, et, sur paiement de cet honoraire, il dresse un reçu qu'il transmet avec la déclaration du tiers saisi.—C. P. C., 1192*b*; S.R., 6012.

1962. Cette somme d'une piastre est taxée par les commissaires ou par leur greffier, comme partie intégrale des dépens de l'action; et le reçu, qui en a été donné et transmis au greffier de la cour des commissaires, équivaut à un jugement de ce tribunal en faveur du tiers saisi contre le saisissant, et peut être mis à exécution par voie de saisie, après le même délai et de la même manière que tout autre jugement de ce tribunal.—C. P. C., 1192*c*; S.R., 6012.

1963. Tout mineur âgé de quatorze ans accomplis peut ester en jugement devant cette cour, pour recouvrement de ses gages et salaires, de même que s'il était majeur.—C. P. C., 1193.

1964. Le délai est d'au moins trois jours francs dans les simples assignations, lorsque le défendeur ne réside pas à plus de six milles de l'endroit où il est assigné à comparaître.

Lorsque la distance excède six milles, le délai est augmenté d'un jour : raison de chaque six milles additionnels.—C. P. C., 1194, *amendé*.

upon him.—C. C. P., 1192*a*, *amended*; R.S., 6012.

1961. Such clerk is authorized to administer the oath required, and must, after having drawn up and received the declaration of the garnishee, forward the same without delay by a registered letter to the clerk of the Commissioners' Court where the cause is pending.

He is entitled to a fee of one dollar, payable by the garnishee, for drawing up, receiving and forwarding the declaration as required; and, on the payment of such fee, he prepares a receipt which he forwards with the declaration of the garnishee.—C. C. P., 1192*b*; R.S., 6012.

1962. Such sum of one dollar is taxed by the commissioners or by their clerk as an integral part of the costs of suit; and the receipt given therefor and forwarded to the clerk of the Commissioners' Court, is equivalent to a judgment of such court in favour of the garnishee against the seizing creditor, and may be executed by seizure after the same delay and in the same manner as any other judgment of such court.—C. C. P., 1192*c*; R.S., 6012.

1963. Any minor above the age of fourteen years may bring a suit before the Commissioners' Court for the recovery of wages or salary, in the same manner as if he was of age.—C. C. P., 1193.

1964. The delay upon ordinary summons must be at least three clear days when the defendant does not reside more than six miles from the place to which he is summoned. When the distance exceeds six miles, the delay is increased one day for each additional six miles.—C. C. P., 1194, *amended*.

1265. L'exploit d'assignation contient :

Un commandement au défendeur de payer la somme réclamée ou de comparaître devant le tribunal pour répondre à cette demande ;

Les noms, résidence et occupation tant du demandeur que du défendeur ;

Une énonciation brève des causes de la demande ;

Le jour auquel le défendeur doit comparaître ;

La date de l'exploit ;

La signature du commissaire.—C. P. C., 1195.

1266. La simple assignation peut être signifiée par un huissier de la cour supérieure, ou par une personne lettrée qui en atteste la signification par affidavit.—C. P. C., 1196, *amendé*.

1267. Si l'assignation est accompagnée de saisie, elle ne peut être donnée que par un huissier.—C. P. C., 1197.

1268. L'une ou l'autre des parties peut évoquer la cause à la cour de circuit du district, lorsque la contestation en cause a trait :

A un droit immobilier ;

A un honoraire d'office ;

A une somme de deniers due au souverain ;

A un droit, loyer, revenu ou rente annuelle, ou autre matière, où des droits futurs pourraient être affectés.—C. C. P., 1198, *amended*.

1269. L'inscription de faux contre un acte ou document produit devant la cour a l'effet d'une évocation à la cour de circuit.—C. P. C., 1199, *amendé*.

1270. Au cas des deux articles précédents, le commissaire, ou un des commissaires, ou le greffier, doit, dans les quinze jours, transmettre le dossier

1265. The writ of summons contains :

A command to the defendant to pay the plaintiff the amount demanded or to appear before the court to answer such demand ;

The names, residence and occupation, both of the plaintiff and of the defendant ;

A summary statement of the cause of action ;

The day on which the defendant must appear ;

The date of the writ ;

The signature of the commissioner.—C. C. P., 1195.

1266. Ordinary writs of summons may be served by any bailiff of the Superior Court, or by any literate person who makes affidavit as to such service.—C. C. P., 1196, *amended*.

1267. If the summons is accompanied with an attachment, it can only be served by a bailiff.—C. C. P., 1197.

1268. Either party may evoke the case to the Circuit Court for the district when the contestation relates :

To any immoveable rights ;

To any fee of office ;

To any sum of money due to the Crown ;

To any duty, rents, revenue, or annual rent, or other matter by which rights in future may be bound.—C. C. P., 1198, *amended*.

1269. The improbation of any act or document produced before the court has the effect of an evocation to the Circuit Court.—C. C. P., 1199, *amended*.

1270. In the cases of the two preceding Articles, the commissioner, or one of the commissioners, or the clerk, must, within fifteen days

à la cour de circuit, avec une copie certifiée de toutes les entrées au registre relatives à cette cause.

Néanmoins, dans le cas d'allégation de faux, cette transmission ne peut avoir lieu à moins que la partie qui allègue le faux ne donne caution suffisante pour les frais à encourir sur l'inscription en faux.—C.P.C., 1200, *amendé*.

1271. A défaut de fournir ce cautionnement dans le délai fixé par la cour, la partie est déchue de son droit d'évocation, et la cour des commissaires peut procéder à instruire et à juger la cause, sans égard à l'inscription de faux.—C.P.C., 1201.

1272. Si l'évocation est admise, le tribunal auquel elle a été portée instruit et juge la cause, comme si elle y avait pris naissance.—C.P.C., 1202.

1273. Personne ne peut agir comme procureur de l'une des parties devant la cour des commissaires, à moins d'être avocat et procureur, ou porteur d'une procuration spéciale, ou à moins que ce ne soit en la présence et du consentement de cette partie.

Les greffiers de la cour et les huissiers ne peuvent en aucun cas remplir cette fonction.—C.P.C., 1203, 1205, *amendés*.

1274. Toute personne, autre qu'un avocat et procureur, comparaisant pour quelqu'une des parties, doit le faire gratuitement.

Si cette personne reçoit pour ce service, soit directement ou indirectement, un honoraire, émolument, ou rémunération quelconque, elle devient incapable d'agir comme procureur devant une cour de commissaires, sans préjudice du droit de la partie qui a payé de le poursuivre en recouvrement.—C.P.C., 1204, *amendé*.

transmit the record to the Circuit Court, together with a certified transcript of the entries in the register concerning the same.

Nevertheless, in case of improbation, the record cannot be transmitted unless the party alleging the falsity gives sufficient security for the costs to be incurred upon such improbation. C.C.P., 1200, *amended*.

1271. In default of such security being given within the delay fixed by the court, the party forfeits his right of evocation, and the Commissioners' Court may proceed to hear and determine the case without regard to the improbation.—C.C.P., 1201.

1272. If the evocation is allowed, the case is heard and determined by the court to which it is evoked as if it had originated therein. — C. C. P., 1202.

1273. No person can act as attorney of either of the parties before a Commissioners' Court, unless he is an advocate or attorney at law, or the holder of a special power of attorney, or unless it is in the presence and with the consent of the party.

No clerk of the court or bailiff can in any case act as such attorney.—C. C. P., 1203, 1205, *amended*.

1274. Any person other than an advocate or attorney at law, who acts for one of the parties, must do so gratuitously.

If such person for so acting receives, either directly or indirectly, any fee, emolument or remuneration whatever, he becomes disqualified from acting as attorney before a Commissioners' Court, without prejudice to the right of the party who has paid to sue for repayment.—C.C.P., 1204, *amended*.

1275. Si le défendeur a été assigné en personne et fait défaut, ou s'il confesse jugement, ou enfin si les parties y consentent, la cause peut être instruite et jugée le jour fixé pour le rapport.

En tout autre cas, la cause doit être remise à un autre jour pour être instruite.—C.P.C., 1206.

1276. Du consentement des parties, la cause peut être renvoyée à la décision de trois arbitres, dont un nommé par chacune des parties, et le troisième par la cour.

La cour peut également, dans sa discrétion, ordonner ce renvoi aux arbitres.

Ces arbitres doivent, avant d'agir, prêter serment devant un des commissaires ou devant un juge de paix, de remplir cette charge fidèlement et impartialement.

Ils peuvent entendre les parties et leurs témoins, assermentés devant un des commissaires ou un juge de paix.

Le rapport de deux des arbitres est final et doit être homologué et exécuté en conséquence.—C.P.C., 1207.

1277. L'instruction, l'audition et la décision de la cause se font sommairement, sans qu'il soit nécessaire que la plaidoirie soit écrite.—C.P.C., 1208.

1278. La preuve testimoniale est admise dans tous les cas.

L'huissier ou l'individu qui a exploité dans la cause ne peut être reçu à témoigner des faits ou admissions dont il a eu connaissance après l'émission du bref d'assignation, si ce n'est à l'égard de cette assignation même.—C.P.C., 1209, *amendé*.

1279. A la demande de l'une ou de l'autre des parties, la cour peut contraindre toute personne résidant

1275. If the defendant has been served personally and makes default, or if he confesses judgment, or if the parties agree to it, the case may be heard on the day of the return and judgment may be rendered.

In any other case the suit must be postponed to a subsequent day for trial.—C.C.P., 1206.

1276. By consent of the parties the case may be referred to the decision of three arbitrators, one of whom is named by each party and the third by the court.

The court may also, in its discretion, order such reference.

The arbitrators, before acting, must be sworn before one of the commissioners or before a justice of the peace, to fulfil their duty faithfully and impartially.

They may hear the parties and their witnesses, who must be sworn before a commissioner or before a justice of the peace.

The decision of two of the arbitrators is final, and must be homologated and executed accordingly.—C.C.P., 1207.

1277. The cases are heard, tried and determined in a summary manner, without any written pleadings being necessary.—C.C.P., 1208.

1278. Oral testimony is admitted in all cases.

But the bailiff or other person who served the writ of summons cannot testify to any facts or admissions which came to his knowledge after the issue of the writ of summons, except in relation to the service itself.—C.C.P., 1209, *amended*.

1279. Upon the application of either of the parties, the court may compel any person residing within its

dans sa juridiction à venir rendre témoignage dans la cause, sous peine d'une amende qui ne peut être moindre qu'une piastre ni excéder quatre piastres.—C.P.C., 1210, amendé.

1280. La cour, en rendant jugement, peut condamner la partie qui succombe aux frais encourus sur la poursuite, la contestation et l'arbitrage.

Mais si le montant du jugement n'excède pas deux piastres, la cour peut réduire les dépens au montant pour lequel jugement est rendu.—C. P.C., 1211.

1281. A défaut de satisfaire dans les huit jours à la condamnation prononcée contre lui, le débiteur peut y être contraint par la saisie et vente de ses meubles saisissables.

Il est tenu des frais de cette exécution jusqu'à concurrence d'une piastre et demie.

Si la vente n'a pas lieu, il n'est pas tenu de payer plus de soixante-quinze cents de frais.

Ces frais ne comprennent en aucun cas ceux de la nourriture d'animaux saisis, s'il s'en trouve.

Le mandat d'exécution est fait rapportable et est rapporté comme les autres mandats spécifiés en l'article 1259.—C.P.C., 1212; 53 V., c. 62, s. 2.

1282. Une opposition à la vente des meubles saisis ne peut arrêter les procédures, à moins qu'elle ne soit admise par un des commissaires et ne soit accompagnée d'un ordre de sursis.—C.P.C., 1213.

1283. L'opposition ainsi admise est instruite et jugée comme les autres causes devant la cour.—C.P.C., 1214.

jurisdiction to attend as a witness in any case, under a penalty of not less than one dollar or more than four dollars.—C.C.P., 1210, amended.

1280. The Court, in rendering judgment, may condemn the unsuccessful party to the costs of suit; of contestation, and of arbitration.

But if the amount of the judgment does not exceed two dollars, the court may reduce the costs to the same amount as that for which judgment is rendered.—C.C.P., 1211.

1281. If the debtor fails to satisfy the amount of the condemnation against him within eight days, he may be compelled to do so by the seizure and sale of his moveable property liable to seizure.

He is liable to the costs of such execution to the amount of one dollar and a half.

If the sale does not take place, he is not bound to pay more than seventy-five cents of costs.

These costs do not in any case include the expense of feeding cattle, if any have been seized.

The warrant of execution must be made returnable and be returned in the same way as the other warrants mentioned in Article 1259.—C.C.P., 1212; 53 Vic., c. 62, s. 2.

1282. No opposition to the sale of moveables under seizure can stay proceedings unless it is allowed by a commissioner and accompanied with an order to that effect.—C. C. P., 1213.

1283. Oppositions thus allowed are heard and determined in the same manner as other cases before the court.—C.C.P., 1214.

CHAPITRE LXIV.

PROCÉDURE DEVANT LA COUR DE MAGISTRAT DE DISTRICT

1264. La procédure, la preuve et l'audition, dans les actions mentionnées dans l'article 62 sont sommaires et se font chaque jour juridique, fixé ou non comme jour où le tribunal peut siéger.—C.P.C., 1215b, *partie*. S.R., 6013.

1265. Sauf en ce qu'elles ont d'incompatible avec les règles contenues dans ce chapitre, les dispositions relatives aux causes de la cour de circuit non susceptibles d'appel à la cour du banc de la reine ou à la cour de révision s'appliquent à la cour de magistrat de district, au magistrat qui la tient et aux officiers de la cour.—C.P.C., 1215c, *amendé*, S.R., 6013.

1266. Les articles 1263, 1264 et 1265 (excepté dans ces trois derniers articles les mots : "la signature du commissaire"), 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278 et 1280, et les premier et dernier paragraphes de l'article 1281 s'appliquent à la cour de magistrat de la même manière que si les mots : "cour de commissaires," "commissaire" ou "commissaires," signifiaient respectivement les mots : "cour de magistrat" ou "magistrat de district."—C.P.C., 1215d, *amendé*, S.R., 6013.

1267. Les brefs émis par la cour sont signés par le magistrat ou par le greffier, et les certificats et copies des procédures de la cour, signés par le greffier, constituent *prima facie* une preuve de leur contenu.—C.P.C., 1215e; S.R., 6013.

1268. Les saisies-gageries, les

CHAPTER LXIV.

PROCEDURE BEFORE THE DISTRICT MAGISTRATE'S COURT.

1264. All proceedings in and the proof and hearing of the actions mentioned in Article 62, take place in a summary manner and on any juridical day, whether fixed or not as one of the days on which the court can sit.—C.P.C., 1215b, *in part*. R.S., 6013.

1265. Except in so far as they are inconsistent with the rules contained in this Chapter, the provisions relating to cases in the Circuit Court not susceptible of review or of appeal, apply to the District Magistrate's Court, to the Magistrate holding it, and to the officers thereof.—C.C.P., 1215c, *amended*; R.S., 6013.

1266. Articles 1263, 1264, and 1265 (except the words : "the signature of the commissioner," in the three last mentioned Articles), 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278 and 1280, and the first and last paragraphs of Article 1281 apply to every Magistrate's Court in the same manner as if the words "Commissioners' Court," "commissioner" or "commissioners," meant and included respectively the words : "Magistrate's Court" or "district magistrate."—C.C.P., 1215d, *amended*; R.S., 6013.

1267. All writs issuing from the court are signed by the district magistrate or by the clerk of the court; and all certificates or copies of proceedings of the court signed by the clerk are *prima facie* evidence of their contents. C.C.P., 1215e; R.S., 6013.

1268. Attachments for rent,

saisies-revendications, les saisies-arêts après jugement, les arrêts simples ou en mains tierces avant jugement peuvent être exécutés dans toute la province ; mais dans le cas de saisie-arrêt en mains tierces, avant ou après jugement, le tiers-saisi peut, dans les trois jours de la signification qui lui est faite du bref, faire sa déclaration sous serment devant le greffier de la cour de circuit la plus voisine, lequel a le pouvoir de faire prêter le serment et a le droit de recevoir du tiers-saisi la somme d'une piastre pour avoir dressé et reçu cette déclaration. Il doit transmettre la déclaration, sans délai, par la poste, dans une lettre enregistrée, au greffier de la cour de magistrat qui a émis le bref de saisie-arrêt, avec le reçu de cette somme d'une piastre.—C.P.C., 1215f, amendé ; S.R., 6013.

1289. Cette somme d'une piastre est entrée en taxe par le magistrat de district ou par le greffier de la cour, pour faire partie des frais de la cause ; et le reçu du greffier de la cour de circuit, qui a été transmis au greffier de la cour de magistrat, équivalant, pour cette somme, à un jugement de cette dernière cour en faveur du tiers-saisi contre le saisissant, et ce jugement est exécutoire dans les mêmes délais et de la même manière que les autres jugements du tribunal.—C.P.C., 1215g ; S.R., 6013.

1290. Nulle poursuite ou procédure en matière civile, mue en vertu de ce chapitre devant un magistrat de district ou devant une cour de magistrat de district, ne peut être portée devant un autre tribunal, par *certiorari* ou autrement.—C.P.C., 1215A ; S. R., 6013.

1291. Les jugements rendus par la cour de magistrat, pour des sommes

attachments in revendication, seizures by garnishment after judgment, simple attachments or attachments by garnishment before judgment, may be executed anywhere within this Province, but in the case of seizures by garnishment, either before or after judgment, the garnishee may, within three days after the service of the writ upon him, make his declaration on oath before the clerk of the nearest Circuit Court, who has power to administer such oath, and is entitled to receive from such garnishee the sum of one dollar for taking such declaration. He must transmit the same forthwith by post, in a registered letter, to the clerk of the Magistrate's Court from which the writ of attachment issued, together with his receipt for the said sum of one dollar.—C.C.P., 1215f, amended ; R.S., 6013.

1289. The said sum of one dollar is taxed by the district magistrate or the clerk of the court, as forming part of the costs of the suit ; and the receipt of the clerk of the Circuit Court for the said sum, transmitted to the clerk of the Magistrate's Court, stands as a judgment of the said court in favor of the garnishee against the party seizing, and may be enforced by execution after the same delay and in the same manner as any other judgment of the court.—C. C. P., 1215g ; S.R., 6013.

1290. No suits or proceedings in civil matters before any such district magistrate, or before a Magistrate's Court, under this chapter, can be removed to any other court, by *certiorari* or otherwise.—C.C.P., 1215A ; R. S., 6013.

1291. Judgments rendered by the Magistrate's Court for sums exceeding

excédant quarante piastres, peuvent, à défaut de biens meubles suffisants, être exécutés sur les immeubles du débiteur.

Le bref est adressé au shérif du district où sont situés les immeubles et est rapportable devant la cour supérieure du district où il est exécuté, pour être sur icelui procédé comme sur les brefs émis par la cour de circuit.—C.P.C., 1215; S.R., 6013.

CHAPITRE LXV

MOYENS DE SE POURVOIR CONTRE LA PROCÉ-
DURE ET LES JUGEMENTS DES TRIBU-
NAUX INFÉRIEURS.

1202. Dans tous les cas où l'appel n'est pas donné des tribunaux inférieurs mentionnés aux articles 59, 63, 64 et 65, le moyen d'évoquer la cause avant jugement ou de faire réviser le jugement rendu est le bref de *certiorari*, à moins que ce recours même ne soit refusé par la loi.—C. P. C., 1220.

1203. Ce recours, néanmoins, n'a lieu que dans les cas suivants :

1. Lorsqu'il y a défaut ou excès de juridiction ;

2. lorsque les règlements sur lesquels la plainte est portée ou le jugement rendu sont nuls ou sans effet ;

3. Lorsque la procédure contient de graves irrégularités et qu'il y a lieu de croire que justice n'a pas été ou ne sera pas rendue.—C.P.C., 1221

1204. Le bref de *certiorari* ne peut être accordé que sur requête appuyée d'un affidavit constatant les faits et les circonstances de la cause.—C.P.C., 1222.

1205. Avis doit être préalablement donné au fonctionnaire saisi de

forty dollars, may, in default of movable property, be executed upon the immovables of the debtor.

The writ is addressed to the sheriff of the district in which the immovables are situated, is returnable before the Superior Court of such district, and is there proceeded upon in the same manner as like writs issuing from the Circuit Court.—C. C. P., 1215; R.S., 6013.

CHAPTER LXV.

REMEDIES AGAINST THE PROCEEDINGS AND
JUDGMENTS OF COURTS OF INTERIOR
JURISDICTION.

1202. In all cases where no appeal is given from the interior courts mentioned in Articles 59, 63, 64 and 65, the case may be evoked before judgment, or the judgment may be revised, by means of a writ of *certiorari*, unless this remedy is also taken away by law.—C.C.P., 1220.

1203. The remedy lies, nevertheless, only in the following cases :

1. When there is want or excess of jurisdiction ;

2. When the regulations upon which a complaint is brought, or the judgment rendered, are null or of no effect ;

3. When the proceedings contain gross irregularities and there is reason to believe that justice has not been or will not be done.—C.C.P., 1221.

1204. The writ of *certiorari* can only be granted upon petition, supported by an affidavit of the facts and circumstances of the case.—C.C.P., 1222.

1205. A previous notice of time and place at which the petition will be

la cause ou qui a rendu jugement, ainsi qu'aux autres parties dans la cause, du jour et du lieu auxquels la requête sera présentée.—C.P.C., 1223, *amendé*.

1296. La signification de cet avis au fonctionnaire saisi de la cause ou qui a rendu jugement, a l'effet de suspendre toutes procédures en la cour de la première instance.—C. P. C., 1224, *amendé*.

1297. La requête doit être présentée à un juge de la cour supérieure ou de la cour de circuit.

La partie adverse peut y comparaître et opposer de vive voix toute objection de nature à empêcher l'octroi du bref.—C.P.C., 1225, *amendé*.

1298. Le bref de *certiorari* est revêtu des formalités requises pour les brefs d'assignation, et il enjoint au fonctionnaire auquel il est adressé de certifier et de transmettre dans le délai fixé toutes les pièces relatives à la cause, sous quelques noms que les parties y soient désignées.—C.P.C., 1226, *amendé*.

1299. Mention doit être faite au dos du bref qu'il a été émis par ordre du tribunal ou du juge.—C.P.C., 1227.

1300. Ce bref est signifié et remis au fonctionnaire auquel il est adressé ; et, s'il est adressé à un tribunal composé de plusieurs fonctionnaires, il est remis à l'un d'eux.

Cette signification opère suspension de toutes les procédures devant eux, sous peine de mépris de cour.

Le certificat de la signification se fait sur une copie certifiée du bref.—C.P.C., 1228.

1301. Les personnes auxquelles le bref est adressé sont tenues de s'y conformer en y attachant tous les documents demandés et en certifiant leur rapport au dos du bref.—C.P.C., 1229.

presented must be served upon the functionary seized of the case, or who rendered the judgment, as well as upon the other parties in the case.—C.C.P., 1223, *amended*.

1296. The service of such notice on the functionary seized of the case, or who rendered the judgment, has the effect of suspending all proceedings in the court below.—C.C.P., 1224, *amended*.

1297. The petition must be presented to a judge of the Superior Court or of the Circuit Court.

The opposite party is entitled to appear and make any oral objections of a nature to prevent the granting of the writ.—C.C.P., 1225, *amended*.

1298. Writs of *certiorari* are clothed with the formalities required for writs of summons, and command the functionary to whom they are addressed to certify and transmit, within a fixed delay, all the papers connected with the case, by whatever names the parties may be therein designated.—C.C.P., 1226, *amended*.

1299. Mention must be made on the back of the writ that it has issued by order of the court or judge.—C.C.P., 1227.

1300. The writ is served upon and left with the functionary to whom it is addressed ; and, if it is addressed to a court composed of several functionaries, it is left with one of them.

Such service suspends all proceedings before them under pain of being liable for contempt of court.

The return of such service is made upon a certified copy of the writ.—C.C.P., 1228.

1301. The persons to whom the writ is addressed are bound to comply with it by annexing to it all the papers demanded and certifying their return on the back of the writ.—C.C.P., 1229.

1302. A défaut par eux de s'y conformer, ils peuvent y être contraints par corps en la forme ordinaire.—C. P. C., 1230.

1303. Avis de l'émission du bref et du jour fixé pour son rapport doit être donné à la partie adverse.—*Non-reçu.*

1304. Si la partie adverse n'a pas déjà comparu et produit un acte de comparution en la forme ordinaire, elle peut le faire aussitôt après le rapport régulier du bref; et dès ce moment la cause peut être inscrite au rôle par l'une ou l'autre des parties, pour être entendue en la manière ordinaire.—C. P. C., 1231.

1305. Toute ordonnance interlocutoire ou finale rendue sur le bref de *certiorari* est rédigée et signifiée comme dans les causes ordinaires.—C. P. C., 1232.

1306. Les jugements rendus sur la demande pour bref de *certiorari* ou sur le bref même sont sans appel, et ne sont pas susceptibles de revision.—C. P. C., 1234.

1307. La procédure réglée dans ce chapitre s'applique également dans tous les autres cas où il y a lieu au bref de *certiorari*, et à tout tribunal inférieur qui n'est pas visé par l'article 1292; mais elle ne peut être invoquée à l'égard du tribunal exerçant la juridiction de vice-amirauté, sur lequel la cour supérieure, ainsi que la cour de circuit, n'a aucun contrôle.—C. P. C., 1235, *amended*.

1302. If they fail to comply with the writ they are liable to coercive imprisonment, in the ordinary manner.—C. C. P., 1230.

1303. Notice of the issue of the writ and of the day fixed for its return must be given to the opposite party.—*New.*

1304. If the opposite party has not already appeared and filed an appearance in the ordinary form, he may do so immediately after the writ is regularly returned; and thereupon the case may be inscribed on the roll by either party, to be heard in the ordinary manner.—C. C. P., 1231.

1305. All interlocutory or final judgments upon writs of *certiorari* are drawn up and served in the same manner as in ordinary suits.—C. C. P., 1232.

1306. No appeal lies from the judgment on the application for the writ of *certiorari* or from the judgment on the writ itself; nor are such judgments subject to review.—C. C. P., 1234.

1307. The procedure regulated by this Chapter applies also to all other cases in which the writ of *certiorari* will lie, and against any other inferior court not referred to by Article 1292; but it does not apply with respect to any court exercising vice-admiralty jurisdiction, over which the Superior Court or the Circuit Court has no control.—C. C. P., 1235, *amended*.

DIXIÈME PARTIE

PROCÉDURES NON CONTENTIEUSES.

CHAPITRE LXVI

REGISTRES.

Dispositions Générales.

1308. Dans toutes les procédures en vertu des dispositions de la dixième partie de ce code, les délais d'assignation sont les mêmes que ceux prescrits pour les matières ordinaires.—C.P.C., 1337. *amendé.*

1309. Toute demande ou procédure présentée au juge doit demeurer parmi les archives du tribunal pour en faire partie.—C.P.C., 1338.

1310. Le protonotaire de la cour supérieure peut exercer tous les pouvoirs conférés au tribunal ou à un juge ; mais toute décision rendue par le protonotaire peut être révisée par le juge, sur requête à cet effet, dont avis doit être donné aux parties intéressées.—C.P.C., 1339.

1308. In all proceedings under the provisions of the Tenth Part of this Code, the delays upon summons are the same as those prescribed for ordinary matters.—C. C. P., 1337, *amended.*

1309. All applications made or proceedings brought before a judge must remain among the records of the court and form part thereof.—C.C.P., 1338.

1310. The prothonotary of the Superior Court may exercise all the powers conferred upon the court or a judge thereof ; but any decision by such prothonotary is subject to be revised by a judge upon application being made to that effect, after notice given to the persons interested.—C.C.P., 1339.

CHAPITRE LXVII.

Registres et manière de les authentifier.

SECTION I.

REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL.

1311. Tout registre destiné à constater les naissances, mariages et sépultures, ainsi que la profession religieuse, doit, avant d'être employé, être marqué, sur le premier feuillet et sur chaque feuillet subséquent, du numéro de ce feuillet écrit en toutes lettres, et être revêtu du sceau de la cour supérieure ou du sceau de la cour de circuit apposé sur les deux bouts d'un ruban ou autre lien passant à travers tous les feuillets du registre et arrêtés en dedans de la couverture de ce registre ; et, sur le premier feuillet, doit être inscrite une attestation sous la signature du juge, ou du protono-

CHAPTER LXVII.

Registers and their authentication.

SECTION I.

REGISTERS OF CIVIL STATUS.

1311. All registers intended to record births, marriages and deaths, or religious profession, must, before being used, be numbered upon the first and every subsequent leaf, with the number of the leaf written in words, at full length, and be sealed with the seal of the Superior Court or of the Circuit Court; by affixing the same upon the two extremities of a ribbon or other such fastening, passing through all the leaves of the register and secured inside of the cover thereof ; and upon the first leaf must be written an attestation under the signature of the judge or the prothonotary of the

taire de la cour supérieure du district, ou du greffier de la cour de circuit du comté dans lequel se trouve située la paroisse, l'église, la chapelle particulière ou la mission catholique romaine, l'église protestante ou la congrégation ou société religieuse autorisée par la loi à tenir ces registres, pour laquelle le registre doit servir et qui en est propriétaire, spécifiant le nombre de feuillets contenus dans le registre, sa destination et la date de cette attestation.

Le certificat ne peut être donné, néanmoins, avant que les formalités prescrites quant à certaines congrégations religieuses par des actes spéciaux aient été remplies.—C.P.C., 1236 ; S.R., 6014.

1312. Le double du registre qui doit rester entre les mains du curé, ministre ou autre préposé, de chaque paroisse catholique romaine, église protestante, ou congrégation religieuse, doit être relié d'une manière solide et durable.

A ce double est attachée une copie du titre du Code civil relatif aux actes de l'état civil, ainsi que des chapitres premier, deuxième et troisième du cinquième titre du même code, relatifs aux mariages.—C. P., 1237.

1313. Les curés, les marguilliers des œuvres et fabriques et autres administrateurs d'églises, dans les lieux où il y a eu des baptêmes, mariages et sépultures, ainsi que les supérieures des communautés où il y a eu profession religieuse, sont tenus, chacun à son égard, de satisfaire aux prescriptions de la loi relativement aux registres des actes de l'état civil, et peuvent y être contraints par les lois et sous les peines et dommages que de droit.—C.P.C., 1238.

Superior Court of the district, or of the clerk of the Circuit Court of the county, which comprises the Roman Catholic parish, church, private chapel or mission, the Protestant church, or religious congregation or society authorized to keep such registers, and for which they are to serve, and to which they belong, specifying the number of leaves contained in the register, the purpose for which it is intended, and the date of such attestation.

Such certificate cannot, however, be given until the formalities prescribed by special acts with regard to certain religious congregations have been fulfilled.—C.C.P., 1236 ; R.S., 6014.

1312. The duplicate register which is to remain in the hands of the priest, minister or person doing the parochial or clerical duty of each Roman Catholic parish, church, Protestant or religious congregation, must be bound in a substantial and durable manner.

A copy of the title "*Of acts of Civil Status*," in the Civil Code, and of the first, second and third chapters of the title "*Of Marriage*," in the same Code, must be attached to such duplicate.—C. C. P., 1237.

1313. *Curés*, churchwardens of *fabriques*, and other such administrators, in places where baptisms, marriages and deaths have taken place, and also the superiors of communities in which vows of religious profession have been made are respectively bound to fulfil the requirements of the laws with regard to the registers of acts of civil status, and may be compelled to do so by such means and under such pains, penalties or damages as the law allows.—C.C.P., 1238.

1314. Celui qui veut faire ordonner la rectification du registre doit présenter à cette fin une requête au juge, énonçant l'erreur ou l'omission dont il se plaint et concluant à ce que la rectification soit faite suivant les circonstances.

Cette requête doit être signifiée aux dépositaires du registre.—C. P. C., 1239, *amendé*.

1315. Le juge peut en outre ordonner la signification de la requête à toute partie qu'il estime intéressée dans cette demande.—C. P. C., 1246, *amendé*.

1316. Dans le jugement de rectification, il est ordonné qu'il sera inscrit sur les deux registres, et l'acte ne peut plus être expédié qu'avec les rectifications ordonnées.—C. P. C., 1241.

SECTION II.

REGISTRES DES BUREAUX D'ENREGISTREMENT.

1317. Tout registre d'un bureau d'enregistrement qui doit être authentiqué, l'est, avant qu'il y soit fait aucune entrée, par une attestation inscrite sur la première page et signée par le protonotaire du district dans lequel ce registre doit servir; et cette attestation doit énoncer l'usage auquel ce registre est destiné, le nombre des feuillets qui y sont contenus et la date de cette attestation.

Chacun des feuillets doit être numéroté en toutes lettres, et le protonotaire doit y apposer les lettres initiales de son nom.—C. P. C., 1242, *amendé*.

SECTION III.

REGISTRES DES SHÉRIFS ET DES CORONERS.

1318. Le shérif et le coroner du

1314. Any person who desires to have any register rectified must present to the judge a petition for that purpose, stating the error or omission of which he complains, and praying that the register may be rectified accordingly.

The petition must be served upon the depositary of such register.—C. C. P., 1239, *amended*.

1315. The judge may also order the petition to be served upon any person whom he deems interested in the application.—C. C. P., 1246, *amended*.

1316. Any judgment ordering a rectification must contain an order for the inscription of such judgment upon the two registers, and no copy of the act rectified can thereafter be delivered without the corrections thus ordered to be made.—C. C. P., 1241.

SECTION II.

REGISTERS OF REGISTRY OFFICES.

1317. Every register of a registry office, of which the law requires the authentication, must, before an entry is made therein, be authenticated by an attestation, written on the first page and signed by the prothonotary of the district in which the register is to be used; and such attestation must mention the purpose for which such register is intended, the number of leaves contained therein, and the date of the attestation.

Each leaf must be numbered in words, written at full length, and the prothonotary must write thereon the initial letters of his name.—C. C. P., 1242, *amended*.

SECTION III.

REGISTERS OF SHERIFFS AND CORONERS.

1318. The sheriff and the coroner

chaque district doivent tenir un registre en *duplicate* pour y transcrire et enregistrer tous titres et actes de ventes d'immeubles par eux faits en leur qualité, et, lorsqu'ils sont remplis, l'un des doubles doit être par eux déposé au greffe de la cour supérieure du district.—C. P. C., 1243, *amendé*.

1319. Ces registres sont authentiqués de la même manière que ceux des bureaux d'enregistrement mentionnés en l'article 1317.—C. P. C., 1244.

CHAPITRE LXVIII.

COMPULSOIRES.

1320. Les notaires sont tenus de donner communication, expédition ou extrait de tout acte ou document formant partie de leur greffe, aux parties, leurs héritiers ou représentants légaux, sur paiement des honoraires et droits légitimes, sans ordonnance du juge.—C. P. C., 1245.

1321. Ils ne sont pas tenus de donner communication, expédition ou extrait aux étrangers sans une ordonnance du juge, à moins que le document ne soit, de sa nature, du nombre de ceux dont l'enregistrement est requis.—C. P. C., 1246.

1322. Au refus du notaire de donner communication, expédition ou extrait tel que requis, la partie requérante peut s'adresser au juge, par requête signifiée à ce notaire, pour obtenir un compulsoire, en justifiant de son droit ou de son intérêt.—C. P. C., 1247.

1323. Si la communication seulement est demandée, l'ordonnance fixe le jour et l'heure auxquels l'acte devra être donné en communication.

S'il s'agit d'une expédition ou d'un

of each district must keep a duplicate register for transcribing and registering therein all deeds or acts of sale made by them of real property in their official capacity, and, when such register is filled, one of the duplicates thereof must be deposited by such sheriff or coroner in the office of the Superior Court for the district.—C. C. P., 1243, *amended*.

1319. Such registers must be authenticated in the same manner as those of the registry offices mentioned in Article 1317.—C. C. P., 1244.

CHAPTER LXVIII.

INSPECTION OF NOTARIAL DOCUMENTS.

1320. Notaries are bound, upon payment of their lawful fees and dues, and without any judge's order, to give communication or copies of or extracts from any act or document forming part of their official records, to the parties or to their heirs or legal representatives.—C. C. P., 1245.

1321. They are not bound to give such communication, copies or extracts to other parties without an order from a judge, unless it is of such a nature that it should be registered.—C. C. P., 1246.

1322. If the notary refuses to give such communication, copies or extracts, as required, the person demanding the same may, by petition duly served upon the notary, apply to a judge for an order for inspection, which is granted upon proof of his right or interest.—C. C. P., 1247.

1323. If communication only is demanded, the order fixes the day and hour when communication of the act must be given.

If a copy or extract is demanded, the

extrait d'acte, l'ordonnance fixe le temps auquel ils doivent être fournis.—C. P. C., 1248.

1324. L'ordonnance du juge doit être signifiée au notaire, avec un délai suffisant pour qu'il puisse s'y conformer.—C. P. C., 1249.

1325. L'expédition ou l'extrait est certifié délivré en vertu de l'ordonnance ou compulsoire rendu, et le notaire en fait mention au bas de la copie de l'ordonnance qui lui a été laissée.—C. P. C., 1250.

1326. A défaut par le notaire de se conformer au compulsoire du juge, il est passible des dommages-intérêts qui en résultent et de la contrainte par corps.—C. P. C., 1251.

1327. Lorsque la minute ou l'original d'un acte authentique ou d'un registre public a été perdu, détruit ou enlevé et qu'il en existe quelque copie ou extrait authentique, le porteur de cette copie ou extrait peut s'adresser par requête au juge pour qu'il soit permis de déposer cette copie ou cet extrait chez le fonctionnaire que le juge indique, pour y servir et être considéré comme minute dont les copies seront réputées authentiques.—C. P. C., 1252.

1328. La même demande peut être faite par une partie pour obliger une autre partie à un même acte, qui est possesseur d'une copie ou d'un extrait authentique, de le déposer aux mêmes fins.

Le possesseur est tenu de se conformer à l'ordre du juge à cet égard, sous peine de tous dommages-intérêts.

Celui qui requiert ce dépôt doit payer les frais et dépens ainsi encourus, fournir à l'autre partie une copie certifiée de l'acte, et l'indemniser de ses frais de déplacement et de tous autres.—C. P. C., 1253, amendé.

order fixes the time at which it must be furnished.—C. C. P., 1248.

1324. The service of the order of the judge upon the notary must give a sufficient delay for a compliance with such order.—C. C. P., 1249.

1325. The copy or extract must be certified to have been delivered in compliance with the order; and the notary mentions the fact at the foot of the copy of the order that was left with him.—C. C. P., 1250.

1326. If the notary fails to comply with the order of the judge, he is liable for all consequent damages, and to coercive imprisonment.—C. C. P., 1251.

1327. When the original of any authentic act or of a public register has been lost, destroyed or carried away, and any authentic copy or extract thereof exists, the holder of such copy or extract may apply to the judge for leave to deposit the same with such public officer as the judge will name, to be there used and considered as an original, the copies of which will be deemed authentic.—C. C. P., 1252.

1328. A similar application may be made by any party to a deed, in order to compel any other party thereto, who is in possession of an authentic copy or extract thereof, to deposit such copy or extract for the same purpose.

The party so in possession must comply with the order of the judge in that behalf, under pain of all damages.

The party requiring such deposit must bear the costs and expenses so incurred, and is obliged to furnish the other party with a copy of the deed and to indemnify him for all travelling and other expenses.—C. C. P., 1253.

1329. La requête doit être signifiée aux autres intéressés dénommés dans l'acte.—C.P.C., 1254.

1330. Sur preuve satisfaisante, le juge ordonne que le document produit soit déposé au greffe du protonotaire ou du notaire, ou à un autre bureau public où se trouvant l'original ou la minute, ou, si c'est un acte notarié faisant partie du greffe d'un notaire mort ou qui a cessé de pratiquer, à l'endroit où sont déposées les archives de ce notaire; et toute copie du document ainsi déposé fait foi, de même que si le document déposé était la minute ou l'original.—C.P.C., 1255, *amendé*.

CHAPITRE LXIX.

CONSEIL DE FAMILLE.

1331. Lorsqu'il s'agit de pourvoir les mineurs, les interdits, les absents ou les substitués, de tuteur, ou de tuteur *ad hoc* ou de subrogé tuteur, ou de curateur, ou d'autoriser ces tuteurs ou curateurs à quelque acte particulier, ou à l'aliénation des biens de ceux qui n'ont pas le libre exercice de leurs droits, ou d'émanciper un mineur, ou de nommer un conseil judiciaire, le juge ou le tribunal ne peut agir sans au préalable prendre l'avis du conseil de famille.—C.P.C., 1256, *amendé*.

1332. Le conseil de famille est convoqué et composé suivant les dispositions contenues dans le Code civil, au neuvième titre du premier livre.—C.P.C., 1257.

1333. Celui qui provoque la convocation du conseil de famille doit justifier de ses diligences pour assigner les plus proches parents résidant dans le district, et le délai de notification est d'un jour intermédiaire lorsqu'ils

1329. The petition must be served upon all other interested parties mentioned in the act.—C.C.P., 1254.

1330. Upon satisfactory proof, the judge orders the document produced to be deposited in the protonotary's or notary's office, or other public office in which the original was, or if it is a notarial act, forming part of the records of a notary who is dead or has ceased to practise, then in the place in which the records of such notary are deposited; and every copy of the document thus deposited avails for proof in the same manner as if such document was the original.—C.C.P., 1255, *amended*.

CHAPTER LXIX.

FAMILY COUNCILS.

1331. Whenever application is made to provide minors, interdicted persons, absentees or substitutes, with tutors, or tutors *ad hoc*, or subrogate-tutors, or curators, or to authorize such tutors or curators to do some particular act, or for leave to alienate immovables belonging to persons who have not the free exercise of their rights, or for the emancipation of minors, or to appoint judicial advisers, the judge or the court cannot act without previously having taken the advice of a family council.—C.C.P., 1256, *amended*.

1332. Family councils are convened and composed in the manner provided in the ninth title of the first book of the Civil Code.—C.C.P., 1257.

1333. Any person demanding the convocation of a family council must show that he has used due diligence to summon the nearest relatives residing in the district, and the delay for such notice is one intermediate day, when

résident à moins de quinze milles de l'endroit où le conseil de famille est convoqué, avec en plus un délai d'un jour pour tous les quinze milles additionnels.—C.P.C., 1258, *amendé*.

1334. Avant de donner leur avis sur les matières qui leur sont soumises, les parents et amis doivent être assermentés par celui devant qui ils sont convoqués.—C.P.C., 1259.

1335. Le procès-verbal de la délibération des parents et amis doit être signé par eux, ou mention des raisons qui les en empêche doit y être faite.—C.P.C., 1260.

1336. La cour supérieure et la cour de circuit, et tout juge de la cour supérieure ou de la cour de circuit, à tout endroit où l'une ou l'autre de ces cours doit être tenue, soit pendant ou hors du terme, ont également juridiction, et peuvent prononcer sur toutes les matières où l'avis du conseil de famille est requis, et la procédure à cet égard doit rester aux archives du tribunal où la demande a été portée.—C.P.C., 1261, *amendé*.

CHAPITRE LXX.

TUTEURS, CURATEURS ET CONSEILS JUDICIAIRES.

1337. Les procédures requises pour la nomination des tuteurs et subrogés tuteurs aux mineurs, des curateurs aux interdits, aux mineurs émancipés et aux absents, et des conseils judiciaires, sont expliquées dans les différents titres du Code civil qui ont rapport à ces matières respectivement.—C.P.C., 1262, *amendé*.

1338. Les procédures pour la nomination d'un curateur à une succession vacante ou acceptée sous bénéfice d'inventaire, ou aux biens créés en

they reside at a distance less than fifteen miles from the place where the family council is to meet, with the usual additional delay when the distance exceeds fifteen miles.—C.C.P., 1258, *amended*.

1334. Before giving their advice upon the matters submitted to them, the relatives and friends must be sworn before the person by whom they are convened.—C.C.P., 1259.

1335. The minutes of the advice given by the relatives and friends must be signed by them, or must mention the reasons which prevent them from signing.—C.C.P., 1260.

1336. The Superior Court and the Circuit Court, and any judge of the Superior or the Circuit Court, at any place where sittings of either of the said courts are held, and in or out of term, have like jurisdiction in, and may decide, all matters in which the advice of a family council is required, and the proceedings in such cases must remain among the records of the court in which the application was made.—C.C.P., 1261, *amended*.

CHAPTER LXX.

TUTORS, CURATORS AND JUDICIAL ADVISERS.

1337. The proceedings to be taken for the appointment of tutors and subrogate-tutors to minors, and of curators to interdicted persons, emancipated minors and absentees, and of judicial advisers, are explained in the different titles of the Civil Code which treat of such matters respectively.—C.C.P., 1262, *amended*.

1338. The proceedings to be taken for the appointment of curators to successions which are vacant or are accepted under benefit of inventory,

justice par un débiteur, sont réglées aux titres particuliers à ces matières contenues dans ce code.—C. P. C., 1263, *amendé*.

1339. Les procédures relatives à la nomination d'un curateur aux biens des corporations éteintes ou déclarées illégales, sont réglées au titre des *Corporations* dans le Code civil, et à l'article 986 de ce code.—C. P. C., 1264.

1340. Il est procédé à la nomination d'un curateur à une substitution de la même manière que pour la nomination d'un tuteur à des mineurs.—C. P. C., 1265.

CHAPITRE LXXI.

Vente des biens des mineurs et autres incapables.

SECTION I.

BIENS EXCÉDANT QUATRE CENTS
PIASTRES.

1341. L'aliénation volontaire des biens immeubles, de même que celle des parts ou actions dans les compagnies financières, commerciales ou industrielles, appartenant à un mineur, à un interdit ou à une substitution, ne peut avoir lieu que sur l'ordonnance et avec la permission du juge.—C. P. C., 1267, *amendé*.

1342. Avant de prendre l'avis du conseil de famille, il doit être fait une visite à l'immeuble par deux experts, dont l'un nommé par le tuteur et l'autre par le subrogé tuteur, si l'immeuble appartient à un mineur; si l'immeuble appartient à un interdit, l'un par un curateur et l'autre par un des plus proches parents, ou, en l'absence de parents, par un ami de l'interdit; et, si l'immeuble appartient à

or to property judicially abandoned by debtors, are regulated under the respective titles in this Code concerning such matters.—C. C. P., 1233, *amended*.

1339. The proceedings for the appointment of curators to the property of corporations that have been dissolved or declared illegal are regulated under the title "*Of Corporations*," in the Civil Code, and in Article 986 of this Code.—C. C. P., 1264.

1340. The proceedings for the appointment of curators to substitutions are the same as those for the appointment of tutors to minors.—C. C. P., 1265.

CHAPTER LXXI.

Sale of property belonging to minors and other disqualified persons.

SECTION I.

OF PROPERTY EXCEEDING FOUR HUNDRED
DOLLARS IN VALUE.

1341. No voluntary alienation of immovable property, or of shares or stock in financial, commercial or industrial companies, belonging to minors or interdicted persons or to substitutions, can be made without the order and permission of the judge.—C. C. P., 1267, *amended*.

1342. Before the advice of the family council is taken, the immovable must be inspected by two experts, appointed, one by a tutor and the other by the subrogate-tutor, if the immovable belongs to a minor; if it belongs to an interdicted person, one by the curator and the other by one of the relatives nearest of kin to, or, in default of relatives, by a friend of such person; and if it belongs to a substi-

une substitution, l'un par le curateur à la substitution, ou par un appelé majeur capable, et l'autre par un des grevés.

Ces experts ne doivent être parents ni des parties ni de ceux qui les représentent.—C.P.C., 1268, *amendé*.

Dans le cas de refus ou d'incapacité d'agir, par absence ou autrement, du subrogé tuteur, constaté par affidavit du tuteur, le second expert est nommé par un juge de la Cour Supérieure sur avis du conseil de famille, auquel le subrogé tuteur devra avoir été appelé de la manière indiquée par l'article 1381.—I. Edw. VII., C. 37

1343. Cette nomination d'experts peut être faite sous la sanction du juge ou du notaire auquel la convocation du conseil de famille est demandée.—C.P.C., 1269.

1344. Les experts, après avoir été assermentés devant le juge, le protonotaire, le greffier ou le notaire, doivent constater l'état et la valeur de chaque immeuble, et les autres circonstances à raison desquelles la vente est demandée, et en faire rapport par écrit.—C.P.C., 1270, *amendé*.

1345. Si les experts ne peuvent s'accorder, ils doivent faire rapport de leur opinion respective, accompagnée des motifs sur lesquels elle est basée.—C.P.C., 1271.

1346. Ce rapport est soumis au conseil de famille avec la demande d'autorisation.—C.P.C., 1272.

1347. S'il s'agit de placements de deniers, ou de parts ou actions dans des compagnies financières, commerciales ou industrielles, la valeur en doit être constatée.—C.P.C., 1273, *amendé*.

1348. Si la demande d'aliénation est basée sur la nécessité, l'autorisation

tution, one by the curator to the substitution, or by a substitute of full age and capacity, and the other by the institute.

Such experts must not be related either to the parties or to the persons acting for them.—C.C.P., 1268, *amended*.

In the event of the inability or refusal to act owing to absence, or otherwise, of the subrogate tutor, established by the tutor's affidavit, the second expert is appointed by a judge of the Superior Court on the advice of the family council to which the subrogate tutor must have been summoned in the manner prescribed by article 1381.—I. Edw. VII., C. 37.

1343. The nomination of experts may be made under the sanction of the judge or of the notary before whom the application is made to have a family council convened.—C.C.P., 1269

1344. The experts, after being sworn before the judge, prothonotary, clerk, or notary, must ascertain the condition and value of each immovable, and verify the other circumstances on account of which the sale is demanded, and make a written report thereof.—C.C.P., 1270, *amended*.

1345. If the experts cannot agree, each must report his respective opinion, giving the reasons upon which such opinion is based.—C.C.P., 1271.

1346. The report is submitted to the family council, together with the application to be authorized.—C.C.P., 1272.

1347. If the matter relates to the investment of moneys, or to shares or stock in financial, commercial or industrial companies, the value thereof must be ascertained.—C.C.P., 1273, *amended*.

1348. If the application is based upon the ground of necessity, the

n'est accordée qu'après la production d'un compte préparé en la manière prescrite par l'article 298 du Code civil.—*Nouveau* ; C.C., 298, *partie*.

authorization can be granted only upon the production of an account prepared in the manner prescribed by Article 298 of the Civil Code.—*New* ; C.C., 298, *in part*.

1349. L'ordonnance autorisant la vente doit fixer la mise à prix de chaque immeuble, part ou action, sauf les dispositions de l'article 1356 ; et cette mise à prix ne peut être moindre que la valeur constatée, indépendamment des autres conditions apposées à l'aliénation.—C.P.C., 1274, *amendé*.

1349. The order authorizing the sale must fix an upset price for each immovable, share or stock, saving the provision of Article 1356, and, independently of the other conditions imposed upon the sale, such upset price cannot be less than the value ascertained. — C.C.P., 1274, *amended*.

1350. Si l'autorisation de vendre est refusée, le refus doit être motivé par écrit et rester au dossier.—C.P.C., 1275, *amendé*.

1350. If authorization to sell is refused, the reason for such refusal must be given in writing, and form part of the record.—C.C.P., 1275, *amended*.

1351. La vente doit être faite en justice, en présence du tuteur et du subrogé tuteur, ou, en l'absence de ce dernier, s'il a été appelé conformément à l'article 1381, ou en présence du curateur, selon le cas, au plus offrant, sur enchères reçues publiquement par le juge, le protonotaire ou une autre personne à ce commise.—I. Ed., VII c. 37.

1351. The sale must be made judicially in presence of the tutor and subrogate tutor, or in the absence of the latter if he has been summoned in accordance with article 1381, or in presence of the Curator, as the case may be, to the highest bidder, by public auction, by the judge, the prothonotary, or by another person appointed for the purpose.—I. Edw., VII., C. 37.

1352. Un avis contenant la description des immeubles et indiquant le lieu, le jour et l'heure de la vente doit être publié de la manière suivante :

1352. A notice containing a description of the immovables, and mentioning the place, day and hour of the sale, must be published in the following manner :

1. Si les immeubles sont situés dans la cité de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke, Saint-Hyacinthe ou Sorel ou dans la ville de St-Jean, par l'insertion de l'avis, quinze jours au plus tard avant la vente, dans un journal publié dans la langue française et dans un journal publié dans la langue anglaise de la localité ; et, s'il n'y a qu'un journal dans la localité ou que tous soient de la même langue, dans les deux lan-

1. When the immovables are situated in the city of Quebec, Montreal, Three-Rivers, Sherbrooke, St. Hyacinthe or Sorel, or in the town of St. John's, by inserting such notice the latest fifteen days before the sale, in a newspaper published in French, and in one published in English, in the locality ; and if there is only one newspaper in the locality, or all are published in the same language, by

gues dans le même journal ; ou

2. Si les immeubles sont situés dans une paroisse autre que celles comprises dans les localités ci-dessus, par la lecture à haute voix et l'affichage de l'avis, le troisième dimanche avant la vente, à la porte de l'église de la paroisse, à l'issue du service du matin, ou, s'il n'y a pas d'église, à l'endroit le plus public de la localité. S'il n'y a pas de service, l'affichage suffit.—C. P. C., 1276, amendé

1353. L'avis de vente, lorsqu'il s'agit de parts ou actions dans les compagnies financières, commerciales ou industrielles, est donné en la manière indiquée par le décret d'autorisation.—*Nouveau*. C. C., 299, *partie*.

1354. S'il n'y a pas d'enchère au-dessus de la mise à prix, celui qui a demandé la vente peut y procéder de gré à gré, mais seulement durant les quatre mois qui suivent l'autorisation, et pour une somme qui ne doit pas être moindre que la mise à prix.—C. P. C., 1277.

1355. Dans le cas de licitation volontaire d'un immeuble possédé par indivis par le tuteur et ses pupilles et qui ne peut se partager commodément, il est procédé en la forme ci-dessus, et l'adjudication au tuteur n'est pas valable si les mineurs ne sont pas représentés à la vente par un tuteur *ad hoc*.—C. P. C., 1278.

1356. Dans le cas de vente de valeurs, telles que capitaux, actions ou intérêts dans les compagnies de finances, de commerce et d'industrie, ou effets publics, appartenant à des mineurs, interdits ou absents, ou à des substitutions, le juge qui autorise la vente, sur avis du conseil de famille, peut, s'il le juge à propos, ordonner que la vente ait lieu au cours de la

inserting it in both languages in the same newspaper ; or

2. When the immovables are situated in a parish other than those contained in the above-mentioned localities by reading aloud and posting the notice on the third Sunday before the day fixed for the sale, at the door of the church of the parish, immediately after morning service, or, if there is no church, at the most public place in the locality. If there is no service, it is sufficient to merely post the notice.—C. C. P., 1276, *amended*.

1353. The notice of sale in the case of shares or stock in financial, commercial or industrial companies, is given in the manner prescribed by the order granting the authorization.—*New*; C. C., 299, *in part*.

1354. If no higher price is offered than the upset price, the person applying for the sale may proceed to effect a private sale ; but he can only do so within the four months which follow the authorization, and for a sum not less than the upset price.—C. C. P., 1277.

1355. In the case of a voluntary licitation of an immovable held undividedly between a tutor and his pupil, and which cannot be advantageously divided, proceedings are had in the manner above-mentioned, and no purchase of it by the tutor is valid unless the minor is represented at the sale by a tutor *ad hoc*.—C. C. P., 1278.

1356. In the case of sale of securities such as capital sums, shares or interest in financial, commercial or industrial companies, or public securities, belonging to minors, interdicted persons or absentees, or to substitutions, the judge authorizing such sale, upon the advice of a family council, may, if he thinks fit, order that the sale be made at the current rate upon the

bourse, par un courtier ou par toute autre personne préposée à cette fin, sans annonces ni autres formalités, et autoriser, pendant le délai qu'il fixe, l'écoulement graduel de ces valeurs au cours de la bourse.

Le courtier ou le préposé doit faire un rapport des ventes qu'il a faites, et le transmettre au greffe où a été déposée l'autorisation de la vente, avec une attestation sous serment, constatant la cote des valeurs vendues au jour de chaque vente.—C. P. C., 1278a, amendé; S. R., 6016.

SECTION II.

BIENS N'EXCÉDANT PAS QUATRE CENTS
PIASTRES.

1257. Si la valeur réelle de la totalité des immeubles ou des droits immobiliers, des capitaux ou des actions ou intérêts dans des compagnies de finances, de commerce ou d'industrie, appartenant à un mineur, à un incapable ou à une substitution, n'exécède pas la somme de quatre cents piastres, le juge peut, sur requête à lui présentée à cet effet par le tuteur et le subrogé tuteur du mineur, ou le curateur de l'incapable, ou le grevé ou le curateur à la substitution, ou un appelé majeur et capable, suivant le cas, après s'être enquis sommairement de la valeur de ces biens, en ordonner la vente à l'enchère publique, aux prix et conditions qu'il croit juste et convenable d'établir dans l'intérêt de ce mineur ou de cet incapable.—C. P. C., 1278b, amendé; S. R., 6016.

stock exchange by a broker or other person appointed for that purpose, without advertisement or other formalities, and may authorize the gradual disposal, during such delay as shall be determined, of such securities, at the current rate upon the stock exchange.

The broker or person appointed must make a report of all sales by him made, and forward it to be deposited in the office of the court where the authorization for the sale has been deposited, with an attestation under oath, showing the current market value of securities sold on the day of each sale.—C. C. P., 1278a, amended; R. S., 6016.

SECTION II.

OF PROPERTY NOT EXCEEDING FOUR
HUNDRED DOLLARS IN VALUE.

1257. Whenever the real value of the whole of the immovables or immovable rights, capital sums, shares or interest in any financial, commercial or industrial company, belonging to a minor or disqualified person, or to a substitution, does not exceed the sum of four hundred dollars, the judge may, upon petition presented to him to that effect by the tutor and subrogate-tutor of such minor, or by the curator of such disqualified person, or by the institute or the curator of the substitution, or a substitute of full age and capacity, as the case may be, after making summary inquiry as to the value of the said property, order the sale thereof by public auction at the prices and upon the conditions which he may deem just and reasonable to fix, in the interest of such minor or disqualified person.—C. C. P., 1278b amended; R. S. 6016.

Dans le cas de refus ou d'incapacité d'agir, par absence ou autrement, au subrogé tuteur constaté par affidavit du tuteur il suffira que la requête soit présentée par le tuteur seul, pourvu qu'un duplicata ait été signifié au subrogé tuteur avec un avis des lieux, jour et heure qu'elle sera présentée.

Le délai de notification est d'un jour intermédiaire lorsque le subrogé tuteur réside à moins de quinze milles du lieu où la requête doit être présentée, avec en plus un délai d'un jour pour les quinze milles additionnelles.—*L. Ed. VII, c. 37*

1358. Le juge peut émettre sous son seing une ordonnance pour forcer de comparaître, sans frais, toute personne qu'il croit capable de lui donner les renseignements nécessaires pour en déterminer la valeur.

Cette personne se rend coupable de mépris de cour si elle refuse d'obéir à l'ordonnance.—*C.P.C., 1278c; S.R., 6016.*

1359. L'avis de vente est assujéti aux règles des articles 1352 et 1353.—*C.P.C., 1278d, amendé; S.R., 6016*

1360. Le juge peut, lorsqu'il le juge à propos, dispenser les requérants de faire les annonces mentionnées dans l'article précédent, et les autoriser à vendre ces biens de gré à gré à toute personne qui en paiera le prix par lui fixé.—*C.P.C., 1278e, S.R., 6016*

SECTION VII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1361. La personne chargée de la vente des biens d'un mineur, d'un autre incapable ou d'une substitution doit dresser procès-verbal de ses procédures et le rapporter au greffe de la cour supérieure, avec ses procédures.

Ce procès-verbal et ces procédures restent déposés au greffe.—*Nouveau.*

In the event of the inability or refusal to act through absence or otherwise of the subrogate tutor, established by the tutor's affidavit, it shall suffice that the petition be presented by the tutor alone, provided a duplicate thereof has been served upon the subrogate tutor with a notice of the place, date and hour at which it will be presented.

The delay on the notice is one clear day, when the tutor resides at a distance of less than fifteen miles from the place where the petition is to be presented with a further delay of one day for every additional fifteen miles.—*L. Edw VII, c. 37*

1358. The judge has power to issue under his hand an order to compel the appearance before him, without costs, of any person whom he deems qualified to afford him the information necessary to determine the value.

Any such person refusing to comply with such order, becomes guilty of contempt of court.—*C.C.P., 1278c, R.S., 6016.*

1359. The notice of the sale is governed by the rules contained in articles 1352 and 1353.—*C.C.P., 1278d, amended; R.S., 6016.*

1360. The judge may, when he deems it advisable, exempt the petitioners from the necessity of publishing the notice mentioned in the preceding Article, and authorize them to sell such property, by mutual consent, to any person paying the price fixed by such judge.—*C.C.P., 1278e, R.S., 6016*

SECTION VII.

GENERAL PROVISIONS.

1361. Any person charged with the sale of property, belonging to a minor or other disqualified person, or so a substitution, must prepare a report of his proceedings, and return the same into the office of the Superior Court together with his proceedings.

Such report and proceedings remain deposited in the office of the S. J. Court.—*New.*

CHAPITRE LXXII.

Procédures relatives aux successions.

SECTION I

SCELLÉS.

§ I.—AFFIXION DES SCELLÉS.

1369. L'apposition des scellés ne peut avoir lieu sur les biens d'une succession que lorsque l'inventaire n'en a pas été fait.—C.P.C., 1279.

1363. Lorsqu'il y a lieu à l'apposition des scellés, il est nommé par le juge à la requête d'une partie intéressée, un commissaire chargé d'y procéder.—C.P.C., 1280.

1364. L'apposition des scellés peut être demandée :

1. Par tous ceux qui peuvent prétendre droit à la succession du défunt ou à la communauté qui se trouve dissoute par le décès d'un des conjoints ;
2. Par les créanciers ;
3. Par l'exécuteur testamentaire ;
4. Par le ministre public dans le cas de déshérence ou de confiscation.—C.P.C., 1281

1365. Il doit être dressé par le commissaire un procès-verbal de l'apposition des scellés, dans lequel sont énoncés :

1. La date ;
2. La désignation de la partie qui requiert les scellés et la nature de son droit ;
3. L'ordonnance qui autorise l'apposition des scellés ;
4. Les comparutions et dires des parties ;
5. La description des lieux, bureaux, coffres et armoires sur les ouvertures desquelles les scellés ont été mis ;
6. Une description sommaire des effets trouvés en évidence et mis sous

CHAPTER LXXII.

Proceedings relating to successions.

SECTION I

SEALS.

§ I.—AFFIXING SEALS.

1369. Seals can be affixed on the property of a succession so long only as an inventory thereof has not been made.—C.C.P., 1279.

1363. Whenever seals are required to be affixed, a commissioner is named for that purpose by the judge upon the application of any party interested.—C.C.P., 1280.

1364. The affixing of seals may be demanded.

1. By all those who lay claim to the succession of the deceased, or to a community dissolved by the death of one of the consorts ;
2. By the creditors ;
3. By the testamentary executor ;
4. By the Crown, when there are no heirs, or when the property is confiscated.—C.C.P., 1281.

1365. The commissioner must draw up minutes of the proceedings in affixing seals, in which he must state :

1. The date ;
2. A designation of the person requiring the seals and the nature of his right ;
3. The judicial order authorizing the affixing of seals ;
4. The attendance and the declarations of the parties ;
5. A description of the places, bureaux, chests or closets, over the openings of which seals are affixed ;
6. A summary description of all articles found in view and placed under seals ;

scellés ;

7. La prestation du serment, lors de la clôture de l'apposition des scellés, par ceux qui demeurent dans le lieu, qu'il n'a rien été détourné directement ni indirectement, par eux ni à leur connaissance ;

8. Les noms et la désignation des personnes à qui la garde des choses sous scellés est confiée, et auxquelles copie du procès-verbal doit être laissée ;

9. La mention de la signature des parties présentes ou de l'interpellation qui leur a été faite de signer et des raisons qui les en empêchent.—C.P.C., 1282.

1366. Les scellés sont apposés sur chaque extrémité d'une bande passant sur l'ouverture de la serrure, s'il y en a une, ou, s'il n'y en a pas, passant sur les joints de l'ouverture de la pièce ou du meuble dans lequel sont les effets, de manière qu'il ne puisse être ouvert sans briser la bande ou enlever les scellés.—C.P.C., 1283.

1367. Si, lors de l'apposition des scellés, il se trouve un testament du défunt en forme authentique et ouvert, le commissaire en fait la description dans son procès-verbal et le remet au gardien ; mais, si le testament n'est pas en forme authentique ou s'il est clos ou scellé, le commissaire, après l'avoir scellé lui-même, doit le déposer au greffe avec son procès-verbal, pour y être vérifié à la demande des parties intéressées.—C.P.C., 1284, *amendé*.

1368. Lorsque le commissaire trouve les portes fermées ou qu'on lui refuse l'entrée, il doit en faire rapport au juge, qui peut ordonner l'ouverture par les voies nécessaires en présence de deux témoins, avec toute la force requise.

Le commissaire peut, dans l'inter-

7. The taking, at the close of the affixing of seals, of the oath of the parties residing on the premises, that nothing has been, either directly or indirectly, taken away by them or with their knowledge ;

8. The names and designations of the persons in whose custody the things under seals have been placed, and with whom a copy of the minutes must be left ;

9. The signing of the parties present, or their being called upon to sign and the reason which prevented them from doing so.—C.C.P., 1282.

1366. The seals are affixed upon each extremity of a band passing over the keyhole of the lock, if there is one ; or, if not, passing over the joint of the opening of the apartment or receptacle containing the effects, in such a manner that it cannot be opened without breaking the band or removing the seals.—C.C.P., 1283.

1367. If, when seals are being affixed, a will made in authentic form by the deceased is found open, the commissioner enters a description of it in his minutes, and delivers it to the guardian ; but, if the will is not in authentic form, or if it is closed or sealed, the commissioner, after sealing it himself, must deposit it in the office of the court, together with his minutes, in order that probate may be effected at the instance of the persons interested.—C.C.P., 1284, *amended*.

1368. When the commissioner finds the doors fastened, or is refused admittance, he must report the fact to the judge, who may order the opening to be effected by all necessary means in the presence of two witnesses and with such force as may be required.

The commissioner may, in the mean-

valle, mettre garnison autour des lieux, afin d'empêcher les détournements.—C.P.C., 1285, *amendé*.

1269. Si, après l'entrée dans la maison, il y a déclaration d'opposition, le commissaire doit le mentionner dans son procès-verbal, pour en être référé au juge, s'abstenant cependant garnison pour empêcher les détournements.—C.P.C., 1285.

1270. Il est statué incontinent par le juge sur cette opposition, soit en arrêtant ou limitant l'apposition des scellés, ou en ordonnant de passer outre.—C.P.C., 1287.

1271. Dans tous les cas où il en est référé au juge, ce qui est fait ou ordonné est constaté à la suite du procès-verbal du commissaire.—C.P.C., 1288.

1272. S'il n'y a aucun effet mobilier, le commissaire le constate dans son procès-verbal.—C.P.C., 1289.

1273. Aussitôt après la confection du procès-verbal, le commissaire est tenu de le déposer au greffe pour faire partie des archives.—C.P.C., 1290.

1274. Il ne peut être apposé un second scellé, à moins que le premier ne soit attaqué de nullité.

Le second scellé est apposé en croisant les bandes.—C.P.C., 1291.

§ 2.—LEVÉE DES SCELLÉS.

1275. La demande en mainlevée des scellés, si elle est contestée, et les oppositions faites après la clôture des scellés sont entendues sommairement, à moins qu'une plaidoirie écrite ne soit ordonnée.—C.P.C., 1292.

time, place guards around the premises, in order to prevent fraudulent removals.—C.C.P., 1285, *amended*.

1269. If, after he has entered the house, the commissioner meets with a declaration of opposition, he must mention it in his minutes, in order that the matter may be referred to the judge; but he must place guards in the meantime to prevent fraudulent removals.—C.C.P., 1286.

1270. The judge decides forthwith upon the opposition, either by countermanding or restricting the affixing of seals, or by ordering the proceedings to continue.—C. C. P., 1287.

1271. Whenever a reference to the judge has taken place, whatever is done or ordered thereon is certified at the foot of the commissioner's minutes.—C.C.P., 1288.

1272. If there are no moveable effects, the commissioner must state so in his minutes.—C.C.P., 1289.

1273. As soon as the commissioner has completed his minutes, he is bound to deposit them in the office of the court, to form part of the records thereof.—C.C.P., 1290.

1274. No second affixing of seals can take place unless the first has been impugned as null.

In affixing seals the second time, the bands are placed across those of the first sealing.—C.C.P., 1291.

§ 2.—REMOVAL OF SEALS.

1275. All applications for the removal of seals, when contested, and all oppositions made after the affixing of seals has been completed, are heard summarily, unless the pleadings are ordered to be in writing.—C. C. P., 1292.

1376. Si l'apposition des scellés est déclarée nulle, il est en même temps enjoint au commissaire qui les a apposés, ou à tout autre, de les lever sans description, et de dresser procès-verbal de cette levée; et, à défaut par lui de le faire, permis à tout huissier porteur d'une copie de l'ordonnance de les briser en en dressant procès-verbal.—C.P.C., 1293.

1377. Si néanmoins les scellés ont été croisés, ils ne peuvent être entièrement levés sans adjudication sur les deux.—C.P.C., 1294.

1378. Si les scellés ont été apposés avant l'inhumation du défunt, ils ne peuvent être levés avant l'expiration du troisième jour après l'inhumation, à moins de raisons urgentes qui doivent être énoncées dans l'ordonnance qui permet la levée.—C.P.C., 1295.

1379. La levée des scellés en tout ou en partie peut être demandée par les mêmes personnes qui peuvent en requérir l'apposition, et aussi par le propriétaire des effets mis sous scellés, suivant leurs droits respectifs, et la poursuite en appartient au plus diligent.—C.P.C., 1296.

1380. La levée des scellés doit être demandée par requête au juge, aux fins de procéder à l'inventaire après avis aux parties intéressées.—C.P.C., 1297.

1381. Le juge, en permettant la levée des scellés, ordonne qu'il soit procédé incontinent à l'inventaire des effets, en y appelant, par un exploit d'huissier ou une notification notariée, les héritiers présomptifs du défunt, le

1376. If the affixing of seals is declared null, an order is given at the same time commanding the commissioner who affixed them, or some other person, to remove them without any inventory, and to make a return of such removal; and, in default of this order being complied with, any bailiff holding a copy of the order may break them and make a return of his having done so.—C.C.P., 1293.

1377. If, however, seals have been affixed a second time, the complete removal cannot take place until both sealings have been adjudicated upon.—C.C.P., 1294.

1378. If seals have been affixed before the burial of the deceased, they cannot be removed before the expiration of three days after such burial except for urgent reasons, which must be stated in the order which authorizes the removal.—C.C.P., 1295.

1379. The removal of seals from the whole or from a part of the property may be demanded by such persons as may demand to have them affixed, and also by any person claiming to be owner of the effects placed under seals, according to their respective rights; and the right to prosecute such demand belongs to him who first makes it.—C.C.P., 1296.

1380. The removal of seals must be applied for by petition to the judge, in order that the inventory may be proceeded with after notifying all persons interested.—C.C.P., 1297.

1381. The judge, when authorizing the removal of seals, orders that an inventory of the effects shall forthwith be made, after summoning, by a bailiff's notice or a notice in notarial form, the heirs of the deceased, the

conjoint survivant, l'exécuteur testamentaire et tous les légataires connus.

Cependant, si les personnes qui ont droit d'être présentes à la levée des scellés et de prendre part à un inventaire résident hors de la province, il n'est pas nécessaire de les appeler. Dans ce cas, un procureur judiciaire est nommé par le juge, à l'instance de la personne qui demande la levée des scellés ou l'exécution de l'inventaire, pour représenter ces personnes; et avis doit avoir été donné à ce procureur judiciaire d'être présent.

Nonobstant la nomination d'un procureur judiciaire pour représenter les personnes ci-dessus mentionnées, ces personnes ou chacune d'elles peuvent être présentes et agir, ou peuvent envoyer une procuration au procureur judiciaire ou à une autre personne, si elles le jugent à propos. Cette comparution ou nomination de mandataire met fin au mandat du procureur judiciaire.—C.P.C., 1298; S.R., 6017.

1299. Si quelques-unes des personnes mentionnées en l'article qui précède n'ont pas l'exercice absolu de leurs droits, elles doivent être pourvues de tuteurs ou de curateurs, suivant le cas, au désir de la loi.—C.P.C., 1299.

1300. Les scellés sont levés successivement et au fur et à mesure de la confection de l'inventaire.

Ils sont réapposés, si le contenu n'est pas inventorié dans la même vacation.—C.P.C., 1300.

1301. Il doit être dressé un ou plusieurs procès-verbaux de la levée des scellés, suivant le progrès de l'inventaire.—C.P.C., 1301.

1302. Le procès-verbal de levée des scellés doit contenir :

1. La date ;

surviving consort, the testamentary executor, and all known legatees.

Nevertheless, if the persons entitled to be present at the removal of seals or to take part in an inventory, reside outside the Province, they need not be summoned. In such case a judicial procurator is named by the judge, on application of the person demanding the removal of seals or the making of an inventory, to represent such persons; and notice must be given such judicial procurator to be present.

Notwithstanding the nomination of a judicial procurator to represent the persons above-mentioned, such persons or any of them may also be present and take part, or may send a power of attorney to the judicial procurator or to any other person, if they think fit to do so. Such appearance or appointment of a mandataire terminates the mandate of the judicial procurator.—C.C.P., 1298; R.S., 6017.

1299. If any of the persons mentioned in the preceding Article have not the full exercise of their rights, they must be provided, according to law, with tutors or curators, as the case may be.—C.C.P., 1299.

1300. The seals are removed in succession, as the making of the inventory progresses.

If the effects under seals are not all inventoried at one time, the seals are reaffixed upon the remainder.—C.C.P., 1300.

1301. One or more returns of removal of seals must be made, as the inventory progresses.—C.C.P., 1301.

1302. The return of removal of seals must contain :

1. The date ;

2. Les noms, demeure et occupation du requérant et le domicile par lui élu.

3. L'énonciation de l'ordonnance de levée des scellés.

4. L'énonciation que les sommations prescrites en l'article 1380 ont été faites.

5. Les comparutions et dires des parties;

6. Les noms du notaire ou des notaires chargés de faire l'inventaire et des estimateurs;

7. La reconnaissance des scellés, s'ils sont entiers; sinon, l'état des altérations, sauf à se pourvoir contre qui de droit.—C. P. C., 1302.

1386. S'il est trouvé des papiers ou des objets qui n'appartiennent pas à la succession ou à la communauté et qui sont réclamés par des tiers, ils sont remis à qui il appartient, après les avoir décrits au procès-verbal, si cette description est demandée.—C. P. C., 1303.

SECTION II. INVENTAIRE.

§ 1.—CONFECTION DE L'INVENTAIRE.

1387. Les formalités et procédures prescrites par la présente section s'appliquent dans tous les cas où un inventaire est requis.—C. P. C., 1314.

1388. L'inventaire des biens d'un défunt, ou d'une communauté de biens dissoute par son décès, peut être requis par tous ceux qui y ont intérêt; mais ne peuvent y être parties que les personnes suivantes:

1. Tous ceux qui représentent le défunt;

2. Le conjoint du défunt ou ses représentants, s'il y avait communauté;

3. L'exécuteur testamentaire.

S'il s'agit d'une communauté de

2. The names, residence and occupation of the applicant, and his elected domicile;

3. A recital of the order for removal;

4. Mention that the notices required by Article 1380 have been given;

5. Mention of the persons present, and their respective allegations;

6. The names of the notary or notaries charged with making the inventory, and of the appraisers;

7. The verification of the seals, if they were unbroken; if not, the state in which they were found, saving recourse against whoever may be liable.—C. C. P., 1302.

1386. If papers or effects are found which do not belong to the succession or the community, and which are claimed by third persons, they are delivered to the proper persons, after describing them in the return, if such description is demanded.—C. C. P., 1303.

SECTION II. INVENTORIES.

§ 1.—MAKING OF THE INVENTORY.

1387. The formalities and proceedings prescribed by the present section apply to all cases in which an inventory is required.—C. C. P., 1314.

1388. An inventory of the property belonging to a deceased person, or to a community dissolved by his death, may be demanded by any person who has an interest in it; but the following persons only can take part in it:

1. Those who represent the deceased;

2. The consort of the deceased, or such consort's representatives, if a community existed;

biens dissoute par jugement, l'inventaire peut en être requis par l'un ou l'autre des conjoints. — C. P. C., 1304.

1300. Il doit y être procédé en présence des parties qui ont droit d'y assister, ou de leurs représentants, conformément à l'article 1381, ou après les avoir mises en demeure de la même manière que pour procéder à la levée des scellés. — C. P. C., 1305 ; S. R., 6018.

1300. Celui qui est tenu de faire l'inventaire, a le choix du notaire instrumentaire ; les autres parties peuvent y commettre un second notaire.

Dans le cas de scellés, le notaire qui doit procéder à l'inventaire est désigné dans l'ordonnance de levée des scellés, sous la restriction ci-dessus. — C. P. C., 1306.

1301. L'inventaire doit être fait en forme authentique — C. P. C., 1307.

1302. L'inventaire est composé de deux parties.

La première, ou le préambule, contient les noms, occupation et résidence de ceux qui procèdent à l'inventaire, de ceux qui l'ont requis, des comparants, des défaillants, des intéressés absents s'ils sont connus, des estimateurs, et les prétentions, protestations et dires respectifs des parties.

La seconde partie est l'inventaire proprement dit et contient :

1. L'indication du lieu où l'inventaire est fait ;
2. La description des biens et des effets mobiliers, et l'estimation qui doit en être faite à leur juste valeur par deux estimateurs assermentés ;
3. La désignation des espèces en numéraire ou autres valeurs ;
4. La mention des papiers, lesquels

3. The testamentary executor.

In the case of a community of property dissolved by a judgment, the inventory may be demanded by either of the consorts. — C. C. P., 1304.

1300. All persons entitled to take part in it must be present at the inventory, or be represented thereat in accordance with Article 1381, or have been notified to be present in the same manner as for the removal of seals. — C. C. P., 1305 ; R. S., 6018.

1300. The person who is bound to have the inventory made chooses the executing notary, the other parties may appoint a second notary.

In cases where seals have been affixed, the order for their removal designates the notary who is to make the inventory, subject to the above restriction. — C. C. P., 1306.

1301. The inventory must be in authentic form. — C. C. P., 1307.

1302. The inventory is composed of two parts.

The first, or the preamble, contains the names, occupation and residence of the persons making the inventory, of those who applied for it, of the persons present or who failed to appear, of all interested persons absent, if they are known, of the appraisers, and the respective allegations, pretensions and protestations of the parties.

The second part is the inventory proper, and contains :

1. A designation of the place where the inventory is made.
2. A description of the moveable property and effects, and a valuation thereof made according to their real value by two sworn appraisers ;
3. A designation of the amounts in specie or in valuable securities :

doivent être cotés par première et dernière et paraphés de la main du notaire instrumentant ;

5. Les déclarations actives et passives faites par les parties ;

6. La mention du serment prêté, à la fin de l'inventaire, par ceux qui ont été en possession des objets avant l'inventaire, ou qui ont habité la maison dans laquelle sont les objets, qu'il n'en a rien été détourné ou enlevé à leur connaissance ;

7. La remise des effets et papiers entre les mains et en la charge de la personne dont les parties conviennent, ou qui est désignée par le juge ;

1303. S'il s'élève, pendant l'inventaire, quelques difficultés entre les parties sur leurs prétentions et droits respectifs, le notaire est tenu de consigner en l'inventaire ces prétentions, avec les protestations contraires, laissant aux parties à se pourvoir en justice.—C.P.C., 1309.

1304. Chacune des parties peut se pourvoir par requête au juge pour obliger le notaire à entrer en l'inventaire leurs prétentions ou protestations, et le juge est tenu de décider sommairement sur cette demande dont les autres parties doivent avoir avis.

Sur la signification qui lui en est faite, le notaire est tenu de transcrire dans l'inventaire l'ordonnance rendue sur cette demande et de s'y conformer.—C.P.C. 1310

1305. Dans le cas de difficulté au sujet du droit d'être présent à l'inventaire, le juge peut prononcer l'exclusion des parties, lorsque l'absence de leur droit est évidente, sinon il peut ordonner provisoirement de procéder en leur nom, sous les protestations respectives des parties, et sauf aux parties à faire adjuger par le tribunal sur ces qualités après la confection de

4. A designation of all papers, which must also be numbered from first to last and be paraphed by the executing notary ;

5. All declarations of claims or of indebtedness made by the parties ;

6. Mention of the oath having been taken, at the end of the inventory, by those who, before the inventory, were in possession of the things, or who inhabited the house in which such things are, to the effect that no portion of them has been fraudulently removed or carried away with their knowledge ;

7 The deposit of the papers and

1303. If, while the inventory is being made, difficulties arise between the parties as to their respective rights and pretensions, the notary is bound to record such pretensions in the inventory, together with all protestations against the same, leaving the parties to their judicial recourse.—C.C.P., 1309.

1304. Any of the parties may petition the judge to oblige the notary to enter their pretensions or protestations in the inventory, and the judge is bound to decide upon such petition in a summary manner after the other parties have had notice of it.

As soon as the order made upon such petition has been served upon the notary, he is bound to transcribe it in the inventory and to conform to it.—C.C.P., 1310

1305. Whenever difficulties have arisen as to the right to be present at the inventory, the judge may order the exclusion of any of the parties when it is manifest that they have no right, or else he may order that proceedings shall be taken provisionally in their name, subject to the respective protestations of the parties and to their right to obtain a decision upon

l'inventaire.—C.P.C., 1311, *amendé*.

1306. Du consentement de toutes les parties, en procédant à l'inventaire il peut être de suite procédé à la vente; et, dans ce cas, l'évaluation des objets par des estimateurs n'est pas nécessaire.—C.P.C., 1312.

1307. Le conjoint survivant ou autre tenu de faire l'inventaire doit avoir la garde des effets inventoriés préférablement à tous autres, à moins que, pour cause grave, le juge n'en ordonne autrement sur référé.—C.P.C., 1313.

1308. La clôture de l'inventaire en justice, lorsqu'elle est requise, se fait, au chef-lieu du district, par le juge de la cour supérieure, le protonotaire ou le député-protonotaire, et, en tout endroit dans le district hors du chef-lieu où la cour de circuit doit être tenue, par le juge, le greffier ou le député-greffier de cette dernière cour, sur présentation de l'original ou d'une copie authentique de l'inventaire et d'une déclaration sous serment que l'inventaire est fidèle et exact.

Le protonotaire et le greffier de la cour de circuit tenue à un endroit autre que le chef-lieu d'un district, tiendra un registre, avec index, dans lequel il enregistra et attestera comme vraie, une copie de ces déclarations sous serment et des clôtures d'inventaire faites dans son district ou circuit.—*Nouveau*; 2 *Pigeau*, 344-345.

§ 2.—LA VENTE.

1309. Lorsque la vente des meubles est requise par quelqu'un des héritiers, aux termes de l'article 697 du Code civil ou par quelque autre copartageant, elle a lieu à un jour fixé dont avis public doit être donné.—C.P.C.,

their pretensions after the inventory is completed.—C.C.P., 1311, *amended*.

1306. With the consent of all the parties the sale may be proceeded with at once as the inventory is being made; and in such case no valuation of the effects by appraisers is necessary.—C.C.P., 1312.

1307. The surviving consort or other person who is bound to have the inventory made, is entitled to the custody of the inventoried effects in preference to any one else, unless, upon being referred to, the judge, for some important reason, orders otherwise.—C.C.P., 1313.

1308. The inventory may, whenever required, be judicially closed at the chef-lieu of the district, by the judge of the Superior Court, the protonotary or deputy-prothonotary, or at any place in the district, outside the chef-lieu, where the Circuit Court is appointed to be held, by the judge or the clerk or the deputy-clerk of such Circuit Court, upon the submission of the original inventory or an authentic copy thereof, with a sworn declaration that such inventory is faithful and correct.

Every protonotary, and every clerk of the Circuit Court held at a place not being the chef-lieu of a district, shall keep an indexed register, in which he shall enter and make, and certify as true, a copy of every such sworn declaration and closure of inventory made in his district or circuit.—*New*, 2 *Pigeau*, 344-345.

§ 2.—SALE.

1309. When the sale of the moveable property is demanded by any of the heirs, pursuant to Article 697 of the Civil Code, or by any other copartitioner, it takes place upon a day fixed of which public notice must have

1315.

1400. La vente a lieu dans l'endroit où se trouvent les objets, et au comptant, à moins qu'il n'en soit autrement convenu ou ordonné.—C.P.C., 1316.

1401. La vente est faite par un huissier ou par une autre personne dont les parties conviennent, et les deniers sont perçus par la personne ainsi employée.—C.P.C., 1317, *amendé*.

1402. Il y est procédé en la présence des parties intéressées, ou, en leur absence, après qu'elles en ont été dûment averties.—C.P.C., 1318.

1403. Il est dressé procès verbal de la vente déclarant quelles sont les parties intéressées présentes et quel avis a été donné aux parties absentes, et spécifiant chaque objet séparément offert en vente, le prix d'adjudication et le nom de l'adjudicataire.—C.P.C., 1319.

1404. S'il y a quelqu'un des co-héritiers ou copartageants mineurs, la vente doit de plus être annoncée et affichée de la même manière que les ventes de meubles sur exécution.—C.P.C., 1320.

SECTION III.

BÉNÉFICE D'INVENTAIRE.

1405. Le bénéfice d'inventaire n'est accordé que sur requête au juge, exposant qu'il doit être procédé ou qu'il a été procédé à l'inventaire des biens de la succession, que le requérant n'a pas fait acte d'héritier et croit de son intérêt de ne pas confondre ses droits avec les obligations de la succession.—C.P.C., 1321.

1406. L'héritier bénéficiaire est tenu de donner avis de sa qualité, par une annonce rédigée conformément à

been given.—C.C.P., 1315.

1400. The sale takes place wherever the effects are situated, and for cash, unless it is otherwise agreed or ordered.—C.C.P., 1316.

1401. The sale is effected by a bailiff or by any person agreed upon by the parties, and the moneys are received by the person thus employed.—C.C.P., 1317, *amended*.

1402. The sale may take place either in the presence of the persons interested, or in their absence after they have received due notice of it.—C.C.P., 1318.

1403. Minutes of the sale are drawn up, stating what interested persons were present, and what notice was given to those who were absent, and specifying each object put up for sale, the price for which it was sold, and the name of the purchaser.—C.C.P., 1319.

1404. If any of the coheirs or copartitioners are minors, the notice of sale must also be published and posted in the same manner as in cases of sale of moveable property under execution.—C.C.P., 1320.

SECTION III.

BENEFIT OF INVENTORY.

1405. Benefit of inventory can only be granted upon petition to the judge, stating that an inventory of the property of the succession will be or has been made, that the petitioner has not acted as heir, and that he believes it in his interest not to confound his rights with the obligations of the succession.—C.C.P., 1321.

1406. The beneficiary heir is bound to give notice of his quality as such, by an advertisement in the form

la cédule JJ de l'appendice de ce code, et publiée au moins deux fois dans deux journaux désignés par le juge.—C.P.C., 1322, *amendé*.

contained in Schedule JJ in the Appendix to this Code, published at least twice in two newspapers designated by the judge.—C.C.P., 1322, *amended*.

1407. Le bénéfice d'inventaire n'est accordé qu'à la condition de rendre compte et de payer à qui de droit les deniers perçus; l'héritier bénéficiaire, s'il en est requis tel que voulu par l'article 663 du Code civil, doit donner caution au montant et de la manière fixés par le juge.—C.P.C., 1323; S.R., 6019.

1407. Benefit of inventory is granted only on condition of rendering an account and paying to such person as may be entitled thereto whatever moneys may be received, and the beneficiary heir must, if thereunto required, as provided by Article 663 of the Civil Code, give security to the amount and in the manner fixed by the judge.—C. C. P., 1323; R.S., 6019.

1408. L'héritier sous bénéfice d'inventaire ne peut procéder à vendre les effets mobiliers de la succession qu'en observant les mêmes formalités que dans les successions où il y a des mineurs.—C.P.C., 1324, *amendé*.

1408. An heir under benefit of inventory cannot sell the moveable property of the succession without observing the same formalities as in the case of successions in which minors are concerned.—C.C.P., 1324, *amended*.

1409. Il peut vendre les immeubles et les parts ou actions dans les compagnies financières, commerciales ou industrielles, en suivant les formalités établies par la loi pour la vente des biens des mineurs et des autres incapables, sur l'avis des intéressés présents à une assemblée convoquée à cet effet en la manière prescrite par le juge.

1409. He may sell the immovables or the shares and stock in financial, commercial or industrial companies, by observing the formalities provided by law for the sale of property belonging to minors or other disqualified persons, on the advice of the parties interested, present at a meeting convened for that purpose in the manner prescribed by the judge.

Cette vente ne peut se faire, quant aux immeubles, que du consentement de tous ses créanciers hypothécaires.—C.P.C., 1325, *amendé*; S.R., 6020.

Such sale cannot take place in the case of immovables except with the consent of all the hypothecary creditors.—C.C.P., 1325, *amended*; S.R., 6020.

1410. Dans le cas où l'héritier bénéficiaire a des actions à exercer contre la succession, il doit faire procéder à la nomination d'un curateur, en observant les formalités prescrites pour la nomination d'un curateur aux biens d'une succession vacante.—C.P.C., 1326.

1410. In cases where the beneficiary heir has any claims to exercise against the succession, he must cause a curator to be appointed, the same formalities being observed as are prescribed for the appointment of curators to vacant successions.—C.C.P., 1326.

LETTRES DE VÉRIFICATION.

SECTION IV.

LETTERS OF VERIFICATION.

1411. Lorsqu'il s'ouvre en cette province une succession *ab intestat* ayant des biens situés hors de ses limites, ou des créances contre des personnes qui n'y résident pas, un ou plusieurs héritiers peuvent s'adresser au juge dans le district où le défunt avait son domicile, ou, s'il n'avait pas de domicile dans la province, au juge dans le district où il est décédé, pour obtenir des lettres de vérification constatant à qui la succession a été dévolue et la part de chaque héritier.—C.P.C., 1326a, amendé; 1326b, partie; S.R., 6021.

1412. La requête à cette fin énonce que la personne dont la succession est ouverte est décédée sans testament, laissant des biens situés hors de la province ou des créances contre des personnes qui n'y résident pas, et indique les personnes qui sont ses héritiers, leur parenté avec elle et leur filiation.—C.P.C., 1326b, partie; S.R., 6021

1413. La vérité des faits allégués dans la requête doit être attestée par affidavit.—C.P.C., 1326c, amendé; S.R., 6021.

1414. La requête, avec avis de la date de sa présentation, doit être signifiée aux héritiers connus résidant dans la province.

Un avis sommaire de la demande et de la date à laquelle elle sera faite doit être inséré une fois chaque semaine, durant quatre semaines consécutives, dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district.

Le délai entre la présentation de la requête et sa signification doit être d'au moins six jours si la distance

SECTION IV.

LETTERS OF VERIFICATION.

1411. Whenever, in this Province, an abintestate succession devolves, having property situate outside of its limits or debts due by persons not residing therein, any one or more of the heirs may apply to the judge in the district in which the deceased had his domicile, or, if he had no domicile in the Province, to the judge in the district in which he died, for letters of verification establishing upon what persons the succession has devolved and the share of each heir.—C.C.P., 1326a, 1326b, in part, amended; R.S., 6021.

1412. The petition for this purpose sets forth that the person whose succession has devolved, has died without leaving a will, leaving property situate outside the Province or debts due by persons not residing therein, and mentions the persons who are his heirs, their relationship to him and their filiation.—C.C.P., 1326b, R.S., 6021.

1413. The allegations of the petition must be verified by affidavit.—C.C.P. 1326c, amended; R.S., 6021

1414. The petition, and a notice of the time when it will be presented, must be served upon the known heirs who reside in the Province.

A summary notice of the intended application and of the time when it will be made, must be inserted once a week during four consecutive weeks in one newspaper published in the French language, and in one published in the English language, in the district.

The delay between the service of the petition and its presentation is six

n'excede pas cinquante milles, avec en plus un jour pour chaque cinquante milles additionnels, et d'au moins trente jours entre cette présentation et la dernière publication de l'avis sommaire.—C. P. C., 1326*d*, amendé; S. R., 6021.

1415. La requête doit être accompagnée des actes de l'état civil nécessaires pour établir les allégations, et, à leur défaut, d'un affidavit en justifiant l'absence.—C. P. C., 1326*e*, amendé; S. R., 6021.

1416. Chaque héritier peut comparaître et contester la requête en tout ou en partie.

La contestation est sujette aux règles et délais des causes ordinaires.—C. P. C., 1326*f*, 1326*g*, 1326*h*, amendés; S. R., 6021.

1417. Les lettres de vérification peuvent être contestées au moyen d'une action portée dans le district où elles ont été accordées, par un héritier dont le nom n'a pas été mentionné et qui n'est pas intervenu.—C. P. C., 1326*j*, amendé; S. R., 6021.

1418. L'action doit être accompagnée d'un affidavit, niant l'exactitude des lettres, indiquant en quoi elles sont inexactes, et attestant la vérité des allégations de la déclaration.

Tous les héritiers dont les noms sont mentionnés dans les lettres de vérification contestées, ou leurs représentants, doivent être mis en cause.—C. P. C., 1326*k*, amendé; S. R., 6021.

1419. La déclaration et l'affidavit doivent être produits lors de l'émission de bref; et avis sommaire de la contestation, sous la signature du protonotaire, doit être publié de la même manière que l'avis d'une demande pour des lettres de vérification.—C. P. C., 1326*l*; S. R., 6021.

days whenever the distance does not exceed one fifty miles, with an additional day for each additional fifty miles, and at least thirty days between such presentation and the last insertion of the summary notice.—C. C. P. 1326*d*, amended; R. S., 6021.

1415. The petition must be accompanied with the acts of civil status necessary to establish the allegations, or, in default thereof with an affidavit to justify their absence.—C. C. P. 1326*e*, amended; R. S., 6021.

1416. Any heir may enter an appearance, and may contest the petition in whole or in part.

The contestation is subject to the rules and delays of ordinary matters.—C. C. P., 1326*f*, 1326*g*, 1326*h*, amended; R. S., 6021.

1417. Letters of verification may be contested by action brought in the district where they were granted, by any heir of whom mention has been omitted and who has not intervened.—C. C. P., 1326*j*, amended; R. S. 6021.

1418. Such action must be accompanied with an affidavit, denying the correctness of the letters, stating in what their incorrectness consists, and attesting the truth of the facts alleged in the declaration.

All the heirs mentioned in the contested letters of verification, or their representatives, must be impleaded.—C. C. P., 1326*k*, amended; R. S., 6021.

1419. The declaration and affidavit must be filed at the time of the issue of the writ, and notice of the contestation, under the signature of the prothonotary, must be published in the same manner as the notice of an application for letters of verification.—C. C. P., 1326*l*; R. S., 6021.

1490. Si l'action en contestation de lettres de vérification est maintenue, le jugement les rectifie ou les révoque.

Les lettres de vérification rectifiées ont le même effet que les lettres originales.

Elles peuvent également être contestées par tout héritier qui n'était ni un intervenant ni une partie dans une action en contestation. — C. P. C., 1326*m*, amendé; S.R., 6021.

1491. Sauf pendant qu'une action en contestation est pendante, des copies authentiques des lettres de vérification originales ou rectifiées, selon le cas, sont délivrées sous le sceau du tribunal, à quiconque les demande, pour s'en servir hors de la province, dans toutes procédures ou circonstances où il est nécessaire de prouver quels sont les héritiers du défunt ou d'obtenir des lettres subsidiaires d'administration. — C.P.C., 1326*n*; S.R., 6021.

SECTION V.

ENVOI EN POSSESSION.

1492. L'envoi en possession, dans tous les cas où il peut être demandé, doit l'être par requête au juge dans le district où l'absent ou le défunt avait son dernier domicile, ou bien s'il n'avait pas de domicile dans la province, dans le district où sont situés les biens. — C.P.C., 1327, amendé.

1493. Cette demande, dans le cas d'absence, doit être accompagnée d'un acte de notoriété attesté par trois témoins dûment assermentés, constatant les faits sur lesquels la requête est appuyée, et de toute autre preuve jugée nécessaire. — C. P. C., 1328, amendé.

1490. When the action in contestation of letters of verification is maintained, the judgment either corrects or revokes them.

Corrected letters of verification have the same effect as the original letters.

They may also be contested by any heir who was neither an intervening party nor a party in any action in contestation. — C.C.P., 1326*m*, amended; R.S., 6021.

1491. Except during the pendency of an action of contestation, authentic copies of letters of verification, either original or corrected, as the case may be, are delivered, under the seal of the court, to all persons requiring the same, for use outside the Province, in all proceedings and circumstances where it is required to prove who are the heirs of the deceased or to obtain ancillary letters of administration. — C.C.P., 1326*n*; R.S., 6021.

SECTION V.

PUTTING INTO POSSESSION.

1492. Putting into possession, whenever it may be demanded, must be applied for by petition to the judge in the district in which the absentee or deceased person had his last domicile, or if he had no domicile in the Province, in the district in which the property is situate. — C.C.P., 1327, amended.

1493. The petition in the case of absentees must be accompanied with an act of notoriety, by three witnesses duly sworn, establishing the facts upon which the petition is based, and also with such other proof as is adjudged necessary. — C. C. P. 1328, amended.

1491. L'envoi en possession ne peut être accordé qu'après qu'avis en a été donné et publié, de la même manière que pour l'assignation d'un absent, requérant tout homme qui peut avoir quelque droit à exercer contre la succession ou les biens en question de présenter sa réclamation devant le juge.—C. P. C., 1329.

1493. Il est procédé sur cette réclamation, ainsi que sur la requête pour envoi en possession, de même que dans une instance ordinaire.—C. P. C., 1330.

SECTION VI

SUCCESSIONS VACANTES.

1496. Le juge procède à la nomination du curateur à une succession vacante, sur avis des parents et créanciers du défunt, convoqués en la manière qu'il prescrit.—C. P. C., 1333, *amendé.*

1497. Le curateur est tenu :

1. De donner avis de sa nomination, par un avis publié au moins deux fois dans deux journaux désignés par le juge,

2. De faire faire inventaire des biens, en observant les mêmes formalités que dans les successions ordinaires ;

3. De procéder à vendre les effets mobiliers, en observant les mêmes formalités que dans les successions où il y a des mineurs.—C. P. C., 1334, *partie, amendé.*

1498. Il peut vendre les immeubles et les actions dans les compagnies financières, commerciales ou industrielles en suivant les formalités établies par la loi pour les ventes des biens de mineurs, sur avis des intéressés présents à une assemblée convoquée à cet effet en la manière prescrite

1491. Putting into possession cannot be granted until notice has been given and published, in the manner required for the summoning of absentees, calling upon all persons who may have any rights against the succession or the property in question to bring their claims before the judge.—C. C. P., 1329.

1493. The proceedings upon such claims and upon the petition for putting into possession are the same as upon ordinary suits.—C. C. P., 1330.

SECTION VI.

VACANT SUCCESSIONS.

1496. The judge proceeds to the appointment of a curator to a vacant succession, after taking the advice of the relations and creditors of the deceased, convened in the manner prescribed by such judge.—C. C. P., 1333, *amended.*

1497. The curator is bound :

1 To give notice of his appointment by an advertizement published at least twice in two newspapers determined by the judge ;

2. To cause an inventory to be made, observing the same formalities as in ordinary successions,

3. To cause the moveable property to be sold, observing the same formalities as in the case of successions in which minors are concerned.—C. C. P. 1334, *in part, amended.*

1498. He shall sell the immovables and shares in financial, commercial or industrial companies, by following the formalities established by law for the sale of property belonging to minors, upon the advice of the parties interested, present at a meeting convened for that purpose in the manner

par le juge.

Cette vente ne peut se faire, quant aux immeubles, que du consentement de tous les créanciers hypothécaires.—C.P.C., 1335, *amendé*; S.R., 6022.

1490. Il est tenu de rendre compte de sa gestion de la même manière que tout autre curateur, et aussi de temps à autre, lorsqu'il en est requis par un tribunal compétent ou par le juge.—C.P.C., 1336.

prescribed by the judge.

Such sale, as respects immoveables, cannot be had except with the consent of all the hypothecary creditors.—C.P., 1335, *amended*; R.S., 6022.

1490. He is bound to render an account of his administration in the same manner as any other curator, and also from time to time, whenever required by a competent court or by the judge to do so.—C.C.P., 1336.

SECTION VII.

VÉRIFICATION DES TESTAMENTS.

1430. Tout juge de la cour supérieure, en tout endroit où cette cour ou la cour de circuit doit être tenue, tant en cour que hors de cour, pendant le terme ou hors de terme ou durant les vacances, et tout protonotaire de la cour supérieure, à l'endroit où il tient son bureau, hors de cour, mais durant le terme ou hors de terme, peuvent exercer, dans et pour le district dans lequel tel endroit comme susdit se trouve, le même pouvoir et la même autorité dont est alors revêtu le tribunal ayant juridiction supérieure de première instance, en vertu de l'article 857 du Code civil, pour la vérification des testaments.

Ces procédures forment partie des archives de la cour supérieure à l'endroit où elles ont lieu, ou de la cour de circuit de tel endroit, si la cour supérieure n'y est pas tenue.—*Non-mor*; C.C., 857

SECTION VII.

PROBATE OF WILLS.

1430. Any judge of the Superior Court, at any place where the said court or the Circuit Court is appointed to be held, in court or out of court, in term or out of term, or in vacation, and any prothonotary of the Superior Court at the place where his office is therein held, out of court, but in term or out of term, have and exercise within and for the district in which such place as aforesaid lies, the same power and authority as are vested in the court exercising superior original jurisdiction by Article 857 of the Civil Code in what respects the probate of wills.

The proceedings shall form part of the records of the Superior Court at the place where they are held, or of the Circuit Court at such place, if the Superior Court is not held there.—*New*; C.C., 857

ONZIÈME PARTIE.

ARBITRAGE.

CHAPITRE LXXIII.

Arbitrage.

1431. Le compromis est un acte par lequel les parties pour éviter un litige ou y mettre fin, promettent de s'en rapporter à la décision d'un ou de plusieurs arbitres dont elles conviennent.—C.P.C., 1341.

1432. Il n'y a que ceux qui ont la capacité légale de disposer des objets compris dans le compromis qui puissent s'y soumettre. — C. P. C., 1342.

1433. La nomination d'arbitres en justice est réglée dans les articles 411, 412 et 413 de ce code.—C.P.C., 1343.

1434. L'acte de compromis extrajudiciaire doit désigner les noms et qualités des parties et des arbitres, les objets en litige et le délai dans lequel la sentence arbitrale doit être rendue.—C.P.C., 1344.

1435. Le compromis doit être constaté par écrit.—C.P.C., 1345.

1436. Les arbitres doivent entendre les parties et leur preuve respective, ou les constituer en défaut, et juger suivant les règles de droit, à moins qu'ils n'en soient dispensés par le compromis.

S'ils sont établis amiables compositeurs en même temps ou amiables compositeurs seulement, ils sont exempts de juger suivant les règles de droit.

Les témoins qui doivent être exami-

1431. Submission is an act by which persons, in order to prevent or to put an end to a lawsuit, agree to abide by the decision of one or more arbitrators whom they agree upon.—C.C.P., 1341.

1432. Those persons only can enter into a submission who have the legal capacity to dispose of the objects comprised in it.—C.C.P., 1342.

1433. The appointment of arbitrators by the court is regulated in Articles 411, 412 and 413 of this Code.—C.C.P., 1343.

1434. Deeds of submission made out of court must state the names and additions of the parties and arbitrators, the objects in dispute and the delay within which the award of the arbitrators must be given.—C.C.P., 1344.

1435. Submission must be in writing.—C.C.P., 1345.

1436. The arbitrators must hear the parties and their proofs respectively or establish a default against them, and decide according to the rules of law, unless by the submission they have been exempted from doing so.

If they have been appointed at the same time as mediators, or as mediators only, they are not required to decide according to the rules of law.

The witnesses to be examined before

nés devant les arbitres peuvent être assermentés devant le protonotaire, ou le greffier de la cour de circuit de la circonscription, ou devant un commissaire de la cour supérieure.—C.P.C., 1316, *amendé*.

1437. Pendant les délais du compromis, les arbitres ne peuvent être révoqués que du consentement de toutes les parties.

Si le délai est indéfini, il est libre à chacune des parties de révoquer le compromis, lorsqu'il lui plaît.—C.P.C., 1347.

1438. Le compromis demeure sans effet :

1. Dans le cas de décès, refus, départ ou empêchement d'un des arbitres, s'il n'y a clause qu'il sera passé outre, ou que le remplacement sera fait au choix des parties ou de l'arbitre ou des arbitres restants, ou autrement ;

2. Dans le cas d'expiration du délai fixé, avant la prononciation de la sentence ;

3. Par le partage d'avis des arbitres, s'il n'a pas été pourvu à la nomination d'un tiers arbitre ;

4. Par le consentement mutuel des parties ;

5. Par la perte de l'objet sur lequel porte le compromis ;

6. Par l'extinction de l'obligation qui en faisait l'objet ;

7. Par la révocation dans le cas mentionné en l'article qui précède.—C.P.C., 1348.

1439. Les arbitres peuvent être récusés que pour cause survenue ou découverte depuis leur nomination — C.P.C., 1349.

1440. Dans le cas de partage d'opinion entre les arbitres, s'il a été pourvu à la nomination d'un tiers

the arbitrators may be sworn before the prothonotary or the clerk of the Circuit Court of the locality, or before a commissioner of the Superior Court.—C.C.P., 1346, *amended*.

1437. During the delay fixed by the submission the appointment of the arbitrators cannot be revoked, except with the consent of all the parties.

If the delay is not fixed, either of the parties may revoke the submission when he pleases.—C.C.P., 1347.

1438. The submission becomes inoperative

1. In the case of the death, refusal, withdrawal or inability to act of one of the arbitrators, unless some clause provides that it shall avail notwithstanding, or that such arbitrator shall be replaced by another, chosen by the parties or by the remaining arbitrator or arbitrators, or otherwise ;

2. In the case of the decision not being given before the expiration of the delay fixed ;

3. By the failure to agree, if the appointment of a third arbitrator has not been provided for,

4. By the mutual consent of the parties,

5. By the loss of the thing which forms the subject of the submission,

6. By the extinction of the obligation which formed the subject of the submission,

7. By revocation in the case of the preceding Article.—C.C.P., 1348.

1439. Arbitrators cannot be recused except for reasons which have arisen or have been discovered since their appointment.—C.C.P., 1349.

1440. If the arbitrators fail to agree and the appointment of a third arbitrator has been provided for, such

arbitre, il y est procédé conformément au compromis, et la cause est examinée de nouveau.—C.P.C., 1350

1441. La sentence arbitrale ne peut être rendue lorsqu'il y a plus d'un arbitre, à moins qu'il n'y ait concours des deux arbitres ou d'un arbitre et du tiers arbitre sur chaque adjudication particulière.—C. P. C., 1351.

1442. La sentence arbitrale est reçue en forme authentique, ou déposée entre les mains d'un notaire, lequel dépôt est constaté par acte authentique, et elle doit être prononcée en présence des parties ou une copie de la sentence doit leur être livrée ou signifiée dans le délai fixé par le compromis.—C.P.C., 1352, *amendé*.

1443. La sentence arbitrale rendue extrajudiciairement ne peut être exécutée que sous l'autorité du tribunal compétent, et sur poursuite intentée en la forme ordinaire pour faire condamner la partie à l'exécuter.—C. P.C., 1353.

1444. Le tribunal saisi peut entrer dans l'examen des nullités dont la sentence arbitrale est entachée, ou des autres questions de forme qui peuvent en empêcher l'homologation, mais il ne peut s'enquérir du fond de la contestation ; néanmoins, lorsqu'il y a eu stipulation de pénalité dans le compromis, il le peut, en par la partie qui conteste, payant ou offrant le montant de cette pénalité à la partie qui acquiesce, ou le consignait au greffe.—C.P.C., 1354.

appointment is made in conformity with the submission, and the case is examined anew —C.C.P., 1350.

1441. No award of arbitrators can be rendered when there are more than one, unless the two named, or one of these and the third arbitrator, agree upon each item of the award.—C.C. P., 1351

1442. The award of the arbitrators is made out in notarial form, or deposited with a notary, who draws up an authentic act of the deposit, and it must be pronounced in the presence of the parties, or a copy thereof must be left with or served upon them, within the delay fixed by the submission.—C.C.P., 1352, *amended*.

1443. Any extrajudicial award of arbitrators can only be executed under the authority of a competent court, upon a suit brought in the ordinary manner to have the party condemned to execute it.—C.C.P., 1353.

1444. The court, before which such a suit is brought may examine into any grounds of nullity which affect the award or into any questions of form which may prevent its being homologated, but it cannot inquire into the merits of the contestation, nevertheless, when a penalty has been stipulated in the submission, the court may do so whenever the party contesting has paid or tendered the amount of the penalty either to the party who accepts the award or into court.—C.C. P., 1354.

APPENDICE.

CÉDULE A

FORMULES DE DÉCLARATION (ART. 123 § 2)

1.—Action basée sur acte de vente

PROVINCE DE QUÉBEC, } COUR
District de } SUPÉRIEURE

No

A. B.,

Demandeur ;

vs.

C. D.,

Défendeur.

Le demandeur réclame du défendeur \$ dues par le défendeur en vertu d'un acte de vente, passé le , à , devant notaire ; et il demande jugement pour ce montant, avec intérêt depuis et les dépens.

(Date)

G. H.,

Procureur du demandeur

2.—Action basée sur acte d'obligation

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur réclame du défendeur \$ dues par le défendeur en vertu d'une obligation passée le , à , devant notaire ; et il demande jugement pour ce montant, avec intérêt depuis et les dépens.

(Date)

G. H.,

Procureur du demandeur.

3.—Action basée sur une lettre de change par la personne en faveur de laquelle la lettre est endossée, contre l'accepteur

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur réclame du défendeur \$ montant d'une lettre de change datée le , tirée par , acceptée par le défendeur, payable mois après date, à l'ordre de , et endossée en faveur du demandeur ; et il demande jugement pour ce montant, avec intérêt depuis et les dépens.

(Date)

G. H.,

Procureur du demandeur.

SCHEDULE A

FORMS OF DECLARATION (ART. 123, § 2)

1.—Action on a Deed of Sale

PROVINCE OF QUEBEC, } SUPERIOR COURT
District of }

No

A. B.

Plaintiff;

vs.

C. D.

Defendant

The plaintiff claims \$ from the defendant, as the amount due by the defendant under a certain deed of sale passed at , on , before notary ; and prays for judgment for that sum, with interest from and costs.

(Date)

G. H.,

Attorney for Plaintiff.

2.—Action on a Deed of Obligation

(TITLE OF CASE)

The plaintiff claims \$ from the defendant, as the amount due by the defendant under a certain deed of obligation passed on , at , before notary ; and prays for judgment for that sum, with interest from and costs.

(Date)

G. H.,

Attorney for Plaintiff.

3.—Action on a Bill of Exchange by an Indorsee against the Acceptor

(TITLE OF CASE)

The plaintiff claims \$ from the defendant, as the amount of a bill of exchange, dated , drawn by , accepted by the defendant, payable months after date, to the order of , and indorsed to the plaintiff ; and prays for judgment for that sum with interest from and costs.

(Date)

G. H.,

Attorney for Plaintiff.

4.—*Action basée sur une lettre de change par la personne en faveur de laquelle la lettre est endossée, contre le tireur et l'accepteur*

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur réclame des défendeurs \$, montant d'une lettre de change datée le , tirée par le défendeur , acceptée par le défendeur , payable à mois après date, à l'ordre de , et par lui endossée en faveur du demandeur, avec \$, frais de protêt, dont avis a été donné au défendeur ; et il demande jugement contre les défendeurs conjointement et solidairement pour les dites sommes, avec intérêt depuis et les dépens

(Date)

G. H.,

Procureur du demandeur.

5.—*Action basée sur un billet.*

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur réclame du défendeur \$, montant d'un billet signé par le défendeur, daté le , à , et payable à , à mois de sa date ; et demande jugement pour ce montant, avec intérêt depuis et les dépens

(Date)

G. H.,

Procureur du demandeur.

6.—*Action basée sur un billet protesté, contre le faiseur et l'endosseur*

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur réclame des défendeurs \$, montant d'un billet signé par le défendeur, endossé par le défendeur, daté le , à , payable à , à de sa date, avec \$, frais de protêt, dont avis a été donné à , endosseur ; et il demande jugement contre les défendeurs conjointement et solidairement pour ces sommes, avec intérêt depuis et les dépens.

(Date)

G. H.,

Procureur du demandeur.

7.—*Action basée sur un écrit sous seing privé*

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur réclame du défendeur \$, montant de marchandises vendues et livrées à par le demandeur, à la suite d'une garantie signée par le défendeur le , et donnée au demandeur ; et il demande jugement pour ce montant, avec intérêt depuis et les dépens.

(Date)

G. H.,

Procureur du demandeur.

4.—*Action on a Bill of Exchange, by an Indorsee against the Drawer and the Acceptor*

(TITLE OF CASE)

The plaintiff claims \$ from the defendants, as the amount of a bill of exchange, dated , drawn by the defendant , accepted by the defendant , payable at months after date, to the order of , and by him indorsed to the plaintiff ; together with \$ as costs of protest, whereof the defendant had due notice ; and prays for judgment against the defendants jointly and severally for the said sums, with interest from and costs.

(Date)

G. H.,

Attorney for Plaintiff.

5.—*Action on a Promissory Note*

(TITLE OF CASE)

The plaintiff claims \$ from the defendant as the amount of a promissory note, dated , at , signed by the defendant, payable months after date ; and prays for judgment for the said sum with interest from and costs.

(Date)

G. H.,

Attorney for Plaintiff.

6.—*Action on a protested Promissory Note against the Maker and the Indorser*

(TITLE OF CASE)

The plaintiff claims \$ from the defendants, as the amount of a promissory note, signed by the defendant indorsed by the defendant, dated at , payable at months after (date), together with \$ costs of protest, whereof notice was given to the indorser ; and prays for judgment against the defendants jointly and severally for the said sums, with interest from and costs.

(Date)

G. H.,

Attorney for Plaintiff.

7.—*Action on a Private Writing*

(TITLE OF CASE)

The plaintiff claims \$ from the defendant as the amount due for goods sold and delivered to by the plaintiff, at , in pursuance of a guarantee signed by the defendant at , and addressed to the plaintiff ; and prays for judgment for the said sum with interest from and costs.

(Date)

G. H.,

Attorney for Plaintiff.

APPENDICE : FORMULES.

A.—Action sur compte.

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur réclame du défendeur \$
prix (ou valeur, selon le cas), de
marchandises vendues et livrées (ou pour
services rendus, ou suivant le cas) au défen-
deur, aux dates et lieux, et pour les divers
montants mentionnés dans le compte produit
avec les présentes; et il demande jugement
pour le montant, avec intérêt depuis
et les dépens.

(Date)

G. H.,
Procureur du demandeur.

CÉDULE B

FORMULE D'ASSIGNATION PAR LES JOUR-
NAUX (ART. 136)

PROVINCE DE QUÉBEC, } COUR
District de } SUPÉRIEURE
A. B., de la (domicile et occupation)
Demandeur :

ou

C. D., (résidence)

Défendeur

Il est ordonné au défendeur de compa-
raître dans le mois.

(Date)

R. F.,
F. C. S.

CÉDULE C

FORMULE D'AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION
PAR UNE PERSONNE LETTRÉE
(ART. 137)

A. B. de étant dûment asser-
menté, dépose et dit :
J'ai signifié le présent bref d'assignation
et la déclaration y annexée à C. D., le dé-
fendeur (ou suivant le cas) y nommé,
le 18 à heures de
à dans la province
de , en lui laissant en personne une
vraie copie des dits bref et déclaration, (ou
suivant le cas, en laissant une vraie copie
des dits bref et déclaration pour le dit C. D.
à une personne raisonnable de sa famille, à
sa résidence, à) ; et j'ai signé.

A. B.

Assermenté devant moi
le 18 }
J. P.
Commissaire (ou juge de paix).

B.—Action on an Account

(TITLE OF CASE)

The plaintiff claims \$ from the
defendant as the price (or value, as the case
may be, of goods sold and delivered (or for
services rendered, or as the case may be), to
the defendant at the times and places, and
for the several amounts stated in the account/
herewith produced; and prays for judgment
for that sum, with interest from
and costs.

(Date).

G. H.,
Attorney for Plaintiff.

SCHEDULE B

FORM FOR PUBLICATION OF SUMMONS IN
NEWSPAPERS (ART. 136)

PROVINCE OF QUÉBEC, } SUPERIOR COURT
District of }
A. B., of the (domicile and occupation),
Plaintiff.

or

C. D., of the (residence).

Defendant.

The defendant is ordered to appear within
one month.

(Date).

R. F.,
F. C. S.

SCHEDULE C

FORM OF AFFIDAVIT OF SERVICE BY A
LITERATE PERSON (ART. 137)

A. B., of being duly sworn, doth
depose and say :
I served the within writ of summons and
the declaration thereto annexed, on C. D.,
the defendant (or as the case may be) therein
named, on the 18 at o'clock
in the at in the Province of
by delivering to him personally a
true copy of the said writ and declaration
(or, as the case may be, by leaving a true copy
thereof for the said C. D. with a reasonable
person of his family at his residence at
And I have signed.

A. B.

Sworn before me,
at 18

J. P.
Commissioner or Justice of the Peace.

CRÉDULE D

FORMULE DE DÉNÉGATION GÉNÉRALE
(ART. 202)

(TITRE DE L'ACTION)

Le défendeur nie toutes les allégations de la déclaration, et demande le renvoi de l'action avec dépens.

(Date)

G. H.,
Procureur du défendeur.

CRÉDULE E

FORMULES DE DÉPENSES (ART. 203)

1.—Défense de paiement

(TITRE DE L'ACTION)

Le défendeur plaide paiement en argent fait le . . . à . . . (ou par chèque daté à . . ., ou suivant le cas); et il demande le renvoi de l'action avec dépens.

(Date)

G. H.,
Procureur du défendeur.

2.—Défense de novation

(TITRE DE L'ACTION)

Le défendeur plaide novation de la réclamation du demandeur, opérée à raison de l'acceptation par le demandeur à l'acquit du défendeur d'une réclamation de \$. . . cédée par le défendeur au demandeur le . . . à . . . par écrit sous seing privé (ou acte notarié, ou suivant le cas); et il demande le renvoi de l'action avec dépens.

(Date)

G. H.,
Procureur du défendeur.

(TITRE DE L'ACTION)

3.—Défense de remise

Le défendeur plaide que le demandeur lui a fait remise de sa réclamation, par écrit sous seing privé (ou acte notarié, ou suivant le cas), fait le . . . à . . . et il demande le renvoi de l'action avec dépens.

(Date)

G. H.,
Procureur du défendeur.

4.—Défense de compensation

(TITRE DE L'ACTION)

Le défendeur plaide que la réclamation du demandeur est compensée par une somme égale d'une réclamation plus élevée du dé-

SCHEDULE D

FORM OF GENERAL DENIAL (ART. 202)

(TITLE OF CASE)

The defendant denies all the allegations of the declaration, and prays for the dismissal of the action with costs.

(Date).

G. H.,
Attorney for Defendant.

SCHEDULE E

FORMS OF DEFENCE (ART. 203)

1.—Defence of Payment

(TITLE OF CASE)

The defendant pleads payment by cash made at . . . on . . . (or by a cheque dated at, etc., or as the case may be); and prays for the dismissal of the action with costs.

(Date).

G. H.,
Attorney for Defendant.

2.—Defence of Novation

(TITLE OF CASE)

The defendant pleads that the plaintiff's claim was novated by reason of the acceptance by the plaintiff, in discharge of the defendant, of a claim for \$. . . assigned to him by the defendant on . . . at . . . by act in private writing (or in notarial form, or as the case may be); and prays for the dismissal of the action with costs.

(Date).

G. H.,
Attorney for Defendant.

3.—Defence of Release

(TITLE OF CASE)

The defendant pleads that the plaintiff's claim has been extinguished by release in private writing (or in notarial form, or as the case may be), made at . . . on . . . and prays for the dismissal of the action with costs.

(Date).

G. H.,
Attorney for Defendant.

4.—Defence of Compensation

(TITLE OF CASE)

The defendant pleads that the plaintiff's claim is compensated by an equal amount belonging to a claim of the defendant against

lendeur contre le demandeur, pour (indiquez succinctement la nature de la réclamation); et il demande le renvoi de l'action avec dépens. (Date)

G. H.,
Procureur du défendeur

B. — Défense de prescription

(TITRE DE L'ACTION)

Le défendeur plaide la prescription de trente ans (ou de cinq ans, ou suivant le cas, et indiquez brièvement les faits qui donnent lieu à la prescription); et il demande le renvoi de l'action avec dépens.

CÉDULE F

FORMULE DU SERMENT DES EXPERTS (ART. 400)

Je, A. B., de (s'il y a deux ou un plus grand nombre de personnes à prêter serment, dites Je, A. B., de et je, C. D., de
Jure qu'en présence de E. F., le demandeur, et G. H., l. défendeur, dénommés dans un jugement interlocutoire, prononcé dans la cour (insérez ici le nom de la cour), dans le district de , en date du 18 , ou en leur absence, après qu'ils auront été dûment appelés à tel lieu qui sera désigné, et à tels jour et heure qui leur seront respectivement fixés, je procéderai fidèlement, comme expert, à la visite et au rapport qui sont requis par le dit jugement, et que je ferai un rapport vrai de mon opinion sur le tout, sans faveur ni partialité
Ainsi, Dieu me soit en aide.

CÉDULE G

FORMULE DU CERTIFICAT DE PRESTATION DE SERMENT (ART. 400)

Assermenté devant moi, commissaire de la cour supérieure, dans le district de (ou subdélégué autorisé par la commission ou le jugement, suivant le cas, ci-annexé ou suivant le cas), à le 18

CÉDULE H

FORMULE DU SERMENT DES TÉMOINS (ART. 404)

Je (insérez le nom, la qualité et le lieu de la résidence du témoin). Jure que je ne suis ni parent, ni allié, ni serviteur des parties, ni intéressé dans l'issue de la présente cause (ou, si le témoin dit qu'il l'est, mentionner à quel degré il se déclare parent

the plaintiff, arising under the following circumstances: (here state the facts briefly); and prays for the dismissal of the action with costs.

(Date).

G. H.,
Attorney for Defendant

B. — Defence of Prescription

(TITLE OF CASE)

The defendant pleads prescription by thirty years (or five years, or as the case may be, and state briefly the facts giving rise to the prescription); and prays for the dismissal of the action with costs.

(Date).

G. H.,
Attorney for Defendant

SCHEDULE F

FORM OF EXPERTS' OATH (ART. 400)

I, A. B., of (if there be two or more persons to be sworn say I, A. B., of , and I, C. D., of)
Swear that in the presence of E. F., the plaintiff, and G. H., the defendant, named in an interlocutory judgment pronounced in (here insert the name of the court) in the district of , bearing date the 18 , or in their absence, after due notification shall have been given them, to attend at a place designated, and on a day and hour to be stated to them respectively, I will faithfully proceed as an expert to the view and examination required by the said judgment; and that I will truly report my opinion in the premises, without favour or partially.
So help me God

SCHEDULE G

FORM OF CERTIFICATE OF THE DUE ADMINISTRATION OF THE OATH (ART. 400.)

Sworn before me , a commissioner of the Superior Court in the district of (or sub-delegate authorized by the commission, or the judgment, as the case may be, herewith annexed, or as the case may be) at the 18

SCHEDULE H

FORM OF WITNESSES' OATH (ART. 404)

I, (insert the name, profession or quality and place of residence of the witness) swear that I am not related or allied to, or a servant of either party, and that I am not interested in the event of the present cause, (or if the witness says he is, state in what

ou allié de quelqu'une des parties, ou en quelle qualité il est à son service), et que le témoignage que je rendrai devant les experts (ou les arbitres ou les amiables compositeurs, suivant le cas), nommés dans le jugement interlocutoire prononcé par la cour (*insérer ici le nom de la cour*) dans la présente cause, sera la vérité, toute la vérité et rien autre chose que la vérité.

Ainsi, Dieu me soit en aide.

CÉDULE I

FORMULE DE RÉCUSATION DU RÔLE D'UN JURÉ (ART. 449)

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur (ou défendeur) récusé le rôle des jurés parce qu'il a été préparé par X. Y., *shérif* du district de (ou E. F., député de X. Y., *shérif* du district de, selon le cas), et que le dit X. Y. (ou E. F., selon le cas), s'est rendu coupable de partialité (ou de fraude, ou d'incurie volontaire ou suivant le cas) en préparant le dit rôle.

(Date)

H. K.,

Procureur du demandeur
(ou défendeur.)

CÉDULE J

FORMULE DE RÉCUSATION D'UN JURÉ (ART. 456)

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur (ou défendeur) récusé G. H. parce que le dit G. H. est intéressé dans la cause (ou suivant le cas).

H. K.,

Procureur du demandeur
(ou défendeur.)

CÉDULE K

FORMULE D'AFFIDAVIT POUR JUGEMENT PAR DÉFAUT OU *ex parte* (ART. 582, § 2)

(TITRE DE LA CAUSE)

A. B. de le demandeur (ou l'un des demandeurs, ou suivant le cas), étant dûment assermenté, dépose et dit :

La somme de \$, étant le montant réclamé du défendeur, est, à ma connaissance, par lui justement due au demandeur (ou demandeurs) pour les raisons mentionnées dans sa (ou leur) demande ; et j'ai signé.

A. B.

Assermenté, etc.

degree he declares himself to be related or allied to either and which of the parties, or what situation he holds in the service of either of them; and that the evidence which I shall give before the experts (or arbitrators, or mediators, as the case may be), named in the interlocutory judgment pronounced by (here insert the name of the court), in the present cause, shall be the truth, the whole truth, and nothing but the truth

So help me God

SCHEDULE I

FORM OF CHALLENGE TO THE ARRAY (ART. 449)

(TITLE OF CASE)

The (plaintiff or defendant) challenges the array of the panel on the ground that it was returned by X. Y., *sheriff* of the district of (or E. F., deputy of X. Y., *sheriff* of the district of, as the case may be), and that the said X. Y. (or E. F., as the case may be) was guilty of partiality (or fraud, or wilful misconduct, or as the case may be), in returning the said panel.

(Date).

H. K.,

Attorney for the (Plaintiff or Defendant).

SCHEDULE J

FORM OF CHALLENGE TO THE PANEL (ART. 456)

(TITLE OF CASE)

The (plaintiff or defendant) challenges G. H., on the ground that the said G. H., is interested in the suit (or as the case may be).

(Date).

H. K.,

Attorney for the (Plaintiff or Defendant).

SCHEDULE K

FORM OF AFFIDAVIT TO OBTAIN JUDGMENT BY DEFAULT OR *EX PARTE* (ART. 582, § 2)

(TITLE OF CASE)

A. B., of the plaintiff, (or one of the plaintiffs, or as the case may be), being duly sworn, doth depose and say :

The sum of \$, being the amount demanded of the defendant, is to my knowledge justly due by him to the plaintiff (or plaintiffs), for the causes in his (or their) demand mentioned.

And I have signed. A. B.

Sworn, etc.

CÉDULE L

ANNONCE DE VENTE PAR LE SHÉRIF
(ART. 716)

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

No. *Fieri facias.*
A. B., de la cité de _____, dans le comté de _____, dans le district de _____, contre C. D., de _____, dans le comté de _____, dans le district de _____ (selon le cas, et insérez la description de la terre ou autre immeuble, la paroisse, seigneurie ou township, et le comté et district où il est situé), dans le comté de, etc., borné, etc.

Pour être vendu à _____, le _____ jour de _____ heures de _____ -midi.
A. B., shérif.

CÉDULE M

ANNONCE DE VENTE PAR LE SHÉRIF
(ART. 733)

(TITRE DE L'ACTION)

AVIS est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à (Aவர்) le (jour) 18 à (endroit) aura lieu à (Aவர்) le (jour) 18 à (endroit).

(Date)

CÉDULE N

FORMULE D'ASSIGNATION PAR LES JOURNAUX, D'UN CRÉANCIER COLLOQUÉ
(ART. 823)

PROVINCE DE QUÉBEC. } COUR
District de _____ } SUPÉRIEURE

A. B., Demandeur ;
ou
C. D., Défendeur ;
et
R. F., Créancier colloqué.

Il est ordonné au dit R. F., (his quality et domicile), ou à ses représentants légaux, de comparaître devant cette cour, le 18, afin de répondre à la contestation de sa créance.

(Date)

R. S.,
Protonotaire.

SCHEDULE L

FORM OF ADVERTISEMENT OF SHERIFF'S SALE (ART. 716)

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned lands and tenements have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below.

No. *Fieri facias.*
A. B., of the city of _____, in the county of _____, in the district of _____, against C. D., of _____, in the county of _____, against C. D., of _____, in the county of _____ (as the case may be, and insert the description of the land or other immovable property, parish, seignior or township, and the county and district in which the same is situated), in the county, etc., bounded, etc.

To be sold at _____, on the _____ day of _____, at _____ o'clock in the (forenoon).

SCHEDULE M

FORM OF ADVERTISEMENT OF SHERIFF'S SALE (ART. 733)

(TITLE OF CASE)

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, formerly announced to take place at (Aவர்), on (day), 18, at (place), will take place at (Aவர்) on (day) 18, at (place).

(Date).

A. B.,
Sheriff.

SCHEDULE N

FORM FOR PUBLICATION IN THE NEWSPAPERS OF A NOTICE TO CREDITORS COLLOCATED (ART. 823)

PROVINCE OF QUÉBEC. }
District of _____ } SUPERIOR COURT

A. B., Plaintiff.
vs.
C. D., Defendant.
and
R. F., Creditor colloated.

It is ordered that the said R. F. (his quality and domicile) or his legal representatives do appear before this Court on the 18 in order to answer the contestation of his claim.

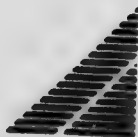
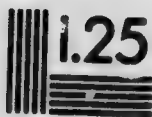
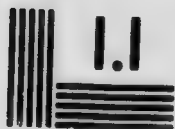
(Date).

R. S.,
Prothonotary.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482-0300 - Phone
(716) 286-5989 - Fax

CÉDULE O

DEMANDE DE CESSIION A UN COMMERÇANT
QUI A CESSÉ SES PAYEMENTS (ART. 854)

A A. B., de (insérez ici le domicile ou la
résidence ou l'occupation du débiteur, et la
raison sociale, s'il y en a).

Vous êtes par le présent requis par C. D.,
votre créancier, dont la créance n'est pas
garantie pour un montant de \$ de
faire une cession de vos biens pour le béné-
fice de vos créanciers, au bureau du proto-
notaire de la cour supérieure pour le district
de au palais de justice à

(Date)

C. D.

CÉDULE P

FORMULE D'AVIS DE CONVOCATION DES
CRÉANCIERS POUR LA NOMINATION DES
CURATEURS ET INSPECTEURS
(ART. 866)

(TITRE DE LA CAUSE)

Le dit ayant fait cession de ses
biens pour le bénéfice de ses créanciers,
le 18 avis est par les pré-
sentes donné à ses créanciers d'être présents
au bureau du protonotaire sousigné, le
18 à heures de
midi, pour donner leur avis sur la nomina-
tion d'un curateur et des inspecteurs.

(Date)

F. G.

Protonotaire.

CÉDULE Q

FORMULE D'AVIS DE NOMINATION DU
CURATEUR (ART. 872)

(TITRE DE LA CAUSE)

Avis est donné que le 18
le sousigné a été nommé par une ordon-
nance de la cour, curateur aux biens du dit
qui a fait cession de ses biens
pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment
doivent être produites entre mes mains dans
les trente jours de cet avis.

(Date)

H. H.

CÉDULE R

FORMULES D'AFFIDAVIT POUR CAPIAS
(ART. 808)

1.—Contre un défendeur qui est sur le point
de quitter les provinces de Québec et
d'Ontario.

(TITRE DE LA CAUSE)

Je, (nom, domicile et occupation), étant
dûment assermenté, dépose et dis :

SCHEDULE O

FORM OF DEMAND OF ABANDONMENT UPON
A TRADER WHO HAS CEASED HIS
PAYMENTS (ART. 854)

To A. B., of (state place of domicile or ordi-
nary residence, occupation, and firm name, if
any)

You are hereby required by C. D., your
creditor, whose claim is unsecured in a sum
of \$, to make a judicial aban-
donment of your property for the benefit of
your creditors, in the office of the prothono-
tary of the superior Court for the district of
in the Court House in

(Date).

C. D.

SCHEDULE P

FORM OF NOTICE OF MEETING OF CREDITORS
FOR THE APPOINTMENT OF CURATOR
AND INSPECTORS (ART. 866)

(TITRE OF CASE)

The said having made a judicial
abandonment of his property for the benefit
of his creditors on the 18, the
creditors of the said are notified to
meet in the office of the undersigned prothono-
tary, on the 18 at o'clock
in the noon, to advise as to the appoint-
ment of a curator and inspectors.

(Date).

F. G.

Prothonotary.

SCHEDULE Q

FORM OF NOTICE OF APPOINTMENT OF
CURATOR (ART. 872)

(TITRE OF CASE)

Notice is hereby given that on the
18, by an order of the court, the undersig-
ned was appointed curator to the property
of the said who has made a judicial
abandonment of his property for the benefit
of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within
thirty days from this notice.

(Date)

H. H.

SCHEDULE R

FORMS OF AFFIDAVIT FOR CAPIAS
(ART. 808)

—Against a Debtor absconding from the
Provinces of Québec and Ontario

(TITRE OF CASE)

I (names, domicile, and occupation), being
duly sworn, do depose and say :

1. Je suis le demandeur ou teneur de livres, ou commis ou procureur foudé du demandeur, selon le cas.)

2. Le défendeur est personnellement endetté envers le demandeur en une somme de \$

3. Cette dette a été créée de la manière suivante : résumer succinctement les causes de la dette, le temps et le lieu où elle a été contractée.)

4. Le défendeur est sur le point de quitter les provinces de Québec et d'Ontario avec l'intention de frauder ses créanciers en général et le demandeur en particulier (ou avec l'intention de frauder le demandeur, selon le cas.)

5. Le demandeur sera ainsi privé de son recours contre le défendeur.

Et j'ai signé.

Assermenté, etc.

2.—Contre un débiteur qui cache ses biens

Suivre la formule précédente, mais en remplacer le paragraphe 4 par le suivant :

4. Le défendeur cache (ou soustrait, ou a caché ou soustrait, ou est sur le point de cacher ou soustraire, selon le cas,) ses biens dans l'intention de frauder ses créanciers en général et le demandeur en particulier (ou avec l'intention de frauder le demandeur, selon le cas.)

3.—Contre un débiteur qui refuse de faire cession

Suivre la première formule, mais en remplacer les paragraphes 4 et 5 par le paragraphe suivant :

4. Le défendeur est un commerçant qui a cessé ses paiements et qui refuse, bien que requis, de faire cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

CÉDULE S

FORMULE D'AFFIDAVIT POUR CAPIAS BASÉ SUR LES RENSEIGNEMENTS ET SUR LA CROYANCE DU DÉPOSANT (ART. 901)

Suivre les formules dans la cédule R, mais remplacer le paragraphe 4 par le suivant :

4. Je suis informé d'une manière croyable et je crois que le défendeur est sur le point, etc. (ou suivant le cas); et les sources de mes renseignements et les raisons de ma croyance sont les suivantes :

(Les énoncer succinctement.)

CÉDULE T

FORMULE DE CAUTIONNEMENT PROVISOIRE (ART. 910)

(TITRE DE LA CAUSE)

Nous, (noms, domicile et occupation),

1. I am the said plaintiff (or the book-keeper, or the clerk, or the legal attorney, of the plaintiff, as the case may be).

2. The defendant is personally indebted to the plaintiff in the sum of \$

3. The said indebtedness arose in the following manner : (state the causes of indebtedness succinctly, and the time and place where it has arisen)

4. The defendant is immediately about to leave the Provinces of Quebec and Ontario, with intent to defraud his creditors in general and the plaintiff in particular (or with intent to defraud the plaintiff, as the case may be).

5. The plaintiff will thereby be deprived of his recourse against the defendant.

And I have signed,

Sworn, etc.

2.—Against a Debtor who secretes his Property

Follow the foregoing form, with the exception of Paragraph 4, for which substitute the following :

4. The defendant is secreting (or making away with, or has secreted or made away with, or is immediately about to secrete or make away with) his property, with intent to defraud his creditors in general and the plaintiff in particular (or with intent to defraud the plaintiff, as the case may be).

3.—Against a Trader who refuses to make an Abandonment

Follow the first form hereinabove given, with the exception of the fourth and fifth paragraphs, for which substitute the following :

4. The defendant is a trader who has ceased his payments, and refuses to make a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, although duly required to do so.

SCHEDULE S

FORM OF AFFIDAVIT FOR CAPIAS, FOUNDED ON INFORMATION AND BELIEF (ART. 901)

Follow the forms in Schedule R, with the exception of Paragraph 4, for which substitute the following :

4. I am credibly informed and believe that the defendant is immediately about to leave etc., (or as the case may be), and the sources of my said information and the grounds of my said belief are the following (here state them succinctly)

SCHEDULE T

FORM OF PROVISIONAL BAILBOND (ART. 910)

(TITLE OF CASE)

We (names, domiciles and occupations),

comme cautions du défendeur, promettons et nous engageons (conjointement et solidairement) que le défendeur donnera, le (indiquer le jour auquel le défendeur est tenu de comparaître), ou en tout temps suparavant, ou dans les dix jours suivants, bonne et suffisante caution, en conformité de l'article 913 du Code de procédure civile, à la satisfaction de la cour supérieure dans le dit district, d'un des juges de la dite cour ou du protonotaire, ou que le défendeur se mettra entre les mains du shérif, dans le même délai; sinon, que nous, les dites cautions, payerons à (nommer ici le shérif), shérif du district, ses héritiers représentants et ayants cause, le montant du jugement à intervenir jusqu'à concurrence de (mentionner ici le montant inscrit sur le dos du bref, s'il ne s'agit pas de dommages non liquidés), et, en plus, toute autre somme à laquelle s'élèveront les intérêts et les frais, (ou, dans le cas de dommages non liquidés, mentionner seulement le montant fixé par le juge, omettant de mentionner les intérêts et les frais.)

Et nous avons signé.

CÉDULE U

FORMULE DE CAUTIONNEMENT (ART. 913)

(TITRE DE LA CAUSE)

Nous, (noms, domicile et occupation), comme cautions du défendeur, promettons et nous engageons (conjointement et solidairement) que le défendeur fera cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers dans les trente jours de la prononciation du jugement maintenant le capias, et aussi que le défendeur se mettra sous la garde du shérif, lorsqu'il en sera requis par une ordonnance du tribunal ou du juge, dans les trente jours de la signification de cette ordonnance à lui ou à ses cautions; et, qu'à défaut par le défendeur de faire cette cession ou de se livrer, ou de l'un ou de l'autre, dans les délais susdits, nous, les dites cautions, payerons au demandeur le montant du jugement à intervenir jusqu'à concurrence de (mentionner ici le montant inscrit sur le dos du bref s'il ne s'agit pas de dommages non liquidés) et, en plus, toute autre somme à laquelle s'élèveront les intérêts et les frais (ou, dans le cas de dommages non liquidés, mentionner seulement le montant fixé par le juge, omettant de mentionner les intérêts et les frais.)

Et nous avons signé.

CÉDULE V

FORMULE DE PÉTITION DE DROIT

(ART. 1012)

DISTRICT DE QUÉBEC,)
Cour Supérieure.)

A Sa Très Excellente Majesté la Reine,
L'humble requête de A. B., (domicile et

sureties on behalf of the defendant, (jointly and severally) promise and undertake that the defendant will, on (state here the day on which the defendant is required to appear), or at any time previously thereto, or within ten days thereafter, give good and sufficient security in conformity with Article 913 of the Code of Civil Procedure, to the satisfaction of the Superior Court for the said District, of any one of the judges of the said Court, or of the protonotary, or that the defendant will surrender himself into the custody of the sheriff within the same delay; and, in default thereof, that we, the said sureties, will pay to (name here the sheriff), sheriff of the said District, his heirs, representatives and assigns, the amount of the judgment to be rendered herein, to the extent of (state here the amount, if not for unliquidated damages, indorsed on the writ), and also in such further sum as the interest and costs shall amount to (or, in case of unliquidated damages, state simply the amount fixed by the judge, omitting mention of interest and costs).

And we have signed.

SCHEDULE U

FORM OF BAILBOND (ART. 913)

(TITLE OF CASE)

We (names, domiciles and occupations), sureties on behalf of the defendant, (jointly and severally) promise and undertake that the defendant will make a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors within thirty days after the rendering of judgment maintaining the capias, and also that the defendant will surrender himself into the custody of the sheriff, when required to do so by an order of the court or judge, within thirty days after service of such order upon him or his sureties; and that, in default of the defendant's making such abandonment or surrender, or either, within the delays above-mentioned, we, the said sureties, will pay to the plaintiff the amount of the judgment to the extent of (state here the amount, if not for unliquidated damages, indorsed on the writ), and also such further sum as the interest and costs shall amount to (or, in case of unliquidated damages, state simply the amount fixed by the judge, omitting mention of interest and costs).

And we have signed.

SCHEDULE V

FORM OF PETITION OF RIGHT (ART. 1012)

In the Superior Court, District of Quebec,

To the Queen's Most Excellent Majesty:
The humble petition of A. B., of (domicile

occupation) par son procureur C. D., (résidence) expose :

1.—(Exposer les faits.)

Pourquoi votre requérant demande humblement que (exposer le recours demandé.)

(Date)

A. D.

CÉDULE W

FORMULE D'AVIS AU PROCUREUR GÉNÉRAL
(ART. 1017)

A l'honorable procureur général
de la province de Québec.

Le requérant demande une défense ou contestation de la part de Sa Majesté, dans les trente jours de la signification de la pétition de droit ci-dessus ; sans quoi il procédera comme dans une cause où le défendeur fait défaut de comparaitre.

(Date)

A. D.

CÉDULE X

FORMULE D'UN AVIS DANS LES JOURNAUX
SUR POURSUITE HYPOTHÉCAIRE CONTRE
DES PROPRIÉTAIRES INCONNUS
(ART. 1023)

PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de

Qu'il soit connu que A. B., de la paroisse de , dans le district de , par sa requête déposée au greffe de la cour supérieure sous le No. , demande la vente de l'immeuble suivant, savoir : (écrire l'immeuble conformément au paragraphe 3 de l'article 708) laquelle terre est occupée par D. C., (ou n'est pas occupée depuis années, et a été en dernier lieu occupée par N.) ; lequel A. B., allègue que par acte de consenti par D. E., de devant F. G. notaire, (ou suivant le cas) à le

il a été constitué une hypothèque sur l'immeuble ci-dessus décrit, pour la somme de , et qu'il réclame du propriétaire actuel du dit immeuble la somme de , qui lui est due pour

Lequel dit A. B. allègue de plus que le propriétaire actuel du dit immeuble est inconnu (ou incertain), et que les propriétaires connus depuis la date du dit acte, ont été les sieurs N., O. et P.

En conséquence, avis est donné au propriétaire de l'immeuble de comparaitre devant la dite cour, à , dans deux

mois à compter de la quatrième publication du présent avis, pour répondre à la demande du dit A. B., faute de quoi la cour ordonnera que le dit immeuble soit vendu par décret.

(Date)

H. P.,
Prothonotaire.

and occupation), by his attorney, C. D., of (residence), sheweth :

1. (State the facts).

Your suppliant therefore humbly prays that (state the relief claimed).

SCHEDULE W

FORM OF NOTICE TO THE ATTORNEY-GENERAL (ART. 1017)

To the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec :

The suppliant prays for a statement in defence or contestation on behalf of Her Majesty, within thirty days after the date of service of the above petition of right, or otherwise the suppliant will proceed as in a case in which the defendant fails to appear.

(Date).

SCHEDULE X

FORM OF NOTICE IN THE NEWSPAPERS IN
HYPOTHECARY ACTIONS AGAINST
UNKNOWN PROPRIETORS
(ART. 1023)

PROVINCE OF QUEBEC,
District of

Know all men that A. B., of the parish of , in the district of , by his petition filed in the office of the Superior Court under No. , prays for the sale of an immovable situated in the said district, to wit : (describe the immovable in conformity with Article 708), which land is now occupied by D. C. (or has not been occupied for years, and was last occupied by N.) ; and that the said A. B. alleges that by deed of entered into by D. E., of before F. G., notary (or as the case may be), at on the , a hypothec was constituted upon the said immovable hereinabove described, for the sum of , and claims from the present proprietors of the said immovable the sum of , due him for

The said A. B. further alleges that the present proprietor of the said immovable is unknown (or uncertain) and that the known proprietors since the date of the said deed of , have been N., G. and F.

Notice is therefore given to the proprietor of the immovable to appear before the said court, at , within two months, to be reckoned from the fourth publication of this present notice, to answer the demand of the said A. B., failing which, the Court will order that the said immovable be sold by sheriff's sale.

(Date).

H. P.,
Prothonotary.

CÉDULE Y

FORMULE DU BREF OU ORDRE DE VENTE DE
L'IMMEUBLE (ART. 1030)

Au shérif du district de

Attendu que l'avis suivant a été donné en vertu de l'article 1030 du Code de procédure civile (*reciter l'avis*) ; et attendu que jugement est intervenu le _____ ordonnant la vente de l'immeuble décrit dans le dit avis ;

Il vous est enjoint de faire faire les annonces ordinaires et de vendre le dit immeuble pour payer au dit A. B. la somme de _____ et _____ frais taxés ; et vous ferez rapport du présent bref et des oppositions qui auront été mises entre vos mains.

H. P.,

Prothonotaire.

CÉDULE Z

FORMULE DE COMPARUTION DU PROPRIÉ-
TAIRE OU DU POSSESSEUR (ART. 1033)

Je, B. C., comparais sur la requête de A. B., comme propriétaire de l'immeuble décrit dans la dite requête, en vertu de (*mentionner le titre sur lequel le propriétaire base son droit et en donner la date*).

CÉDULE AA

FORMULE D'AVIS DE LICITATION (ART. 1047)

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à _____ dans le district de _____, le _____ dans une cause dans laquelle A. B., (*désignation au long*) est demandeur, et C. D., (*désignation au long*) est défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir : (*insérer ici la description de la propriété qui doit être vendue*) l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le _____, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de _____, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

(Date)

G. H.

SCHEDULE Y

FORM OF WRIT FOR THE SALE OF THE
IMMOVEABLE (ART. 1030)

To the Sheriff of the District of

Whereas the following notice hath been given in conformity with Article 1030 of the Code of Civil Procedure (*recite the notice*) ; and whereas judgment was rendered on the _____ day of _____, ordering the sale of the immoveable described in the said notice ;

You are hereby required to make the ordinary announcements thereof and to sell the said immoveable in order to the payment to the said A. B., of the sum of _____ and taxed costs, and you shall make a return of the writ and of the oppositions which have been placed in your hands.

H. P.

Prothonotary.

SCHEDULE Z

FORM OF APPEARANCE OF PROPRIETOR OR
POSSESSOR (ART. 1033)

I, B. C., appear to answer the petition of A. B., as proprietor of the immoveable described in the said petition by virtue of (*mention the title upon which the proprietor bases his claim, and give the date thereof*).

SCHEDULE AA

FORM OF NOTICE OF LICITATION (ART. 1047)

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at _____, in the district of _____, on the _____, in a cause in which A. B. (*description at length*) is plaintiff, and C. D. (*description at length*) is defendant, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit : (*here insert the description of the property to be sold*) the property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the _____, sitting the Court, in the court room of the Court House in _____, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

(Date),

G. H.

CÉDULE BB

FORMULE D'AVIS DE REQUÊTE EN RATIFICATION DE TITRE (ART. 1068)

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de , un acte passé devant A. B., notaire, le jour de , entre C. D., de et E. F., de , étant une (vente) par le dit C. D., au dit E. F., de (décrire l'immeuble) et en la possession de comme propriétaire, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le (dit lot) a été acquis par le dit C. D., sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 18 une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

CÉDULE CC

FORMULE DE L'AFFIDAVIT QUI ACCOMPAGNE UNE OPPOSITION A JUGEMENT (ART. 1165)

(TITRE DE LA CAUSE)

G. H. de , l'opposant (ou l'un des opposants, ou autre personne, suivant le cas), étant dûment assermenté, dépose et dit :

Les faits articulés dans l'opposition annexée sont vrais, à ma connaissance; et j'ai signé

G. H.

Assermenté, etc.

CÉDULE DD

FORMULE DE NOMINATION D'EXPERTS (ART. 1343)

L'an mil huit cent 18 , le midi, par-devant le notaire pour la province de Québec, soussigné, résidant dans le district de , ont comparu A. , résidant à , d'une part, et B. , résidant à , d'autre part, lesquels ont nommé, savoir : le dit A. C. , et le dit B. D. , comme experts, aux fins de procéder à la visite de l'immeuble appartenant à

SCHEDULE BB

FORM OF NOTICE OF PETITION FOR CONFIRMATION OF TITLE (ART. 1068)

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the protonotary of the Superior Court, in the district of , a deed executed before A. B., notary, on the between C. D., of

and E. F., of ; being a (sale) by the said C. D. to the said E. F., of (describe the immovable), and possessed by as proprietor, for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said deed by which the said (lot) was acquired by the said C. D., are hereby notified that application will be made to the said Court on the 18 for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said protonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

SCHEDULE CC

FORM OF AFFIDAVIT IN SUPPORT OF OPPOSITION TO JUDGMENT (ART. 1165)

(TITLE OF CASE)

G. H., of , the opposant, (or one of the opposants, or other person, as the case may be) being duly sworn, doth depose and say :

The facts set forth in the annexed opposition are, to my knowledge, true. And I have signed.

Sworn, etc.

G. H.

SCHEDULE DD

FORM OF NOMINATION OF EXPERTS (ART. 1343)

On the day of , in the year one thousand eight hundred and at o'clock in the noon, before the undersigned notary for the Province of Québec, residing in the district of , came and appeared A., reading of the one part, and B., reading of the other part, who have appointed, to wit, the said A., C., and the said B., D., as experts for the purpose of proceeding to the inspection of the real estate belonging to described in the

désigné dans la déclaration faite par le dit
par acte
devant , notaire, pour en
constater la valeur (et, si la vente est deman-
dée pour cause d'indivision, ajouter : et s'il
peut ou non commodément être partagé.)

declaration made by the said by act
before , notary, to ascertain the value
thereof, (and if the sale is demanded on
account of indivisibility, add and whether or
not it can advantageously be divided.)

CÉDULE EE

FORMULE DE SERMENT DES EXPERTS
(ART. 1344)

Je, , et je, , jure que je
procéderai fidèlement à ce qui est requis de
moi par l'acte de ma nomination, reçu par
, notaire, le , et que
je ferai un rapport vrai de mon opinion sur
le tout, sans faveur ni partialité

Ainsi, Dieu me soit en aide

Assermenté, etc

SCHEDULE EE

FORM OF EXPERTS' OATH (ART. 1344)

I, , and I,
swear that I will faithfully proceed to the
performance of what is required of me by
the act of my appointment executed before
, notary, on the , and that I will
make a true report of my opinion on the
whole matter, without favour or partiality.

So help me God

Sworn etc

CÉDULE FF

FORMULE DU RAPPORT DES EXPERTS
(ART. 1344)

Les experts nommés, le , par
, font rapport qu'ayant au
préalable prêté serment, ainsi qu'il appert
du certificat ci-annexé, ils ont, le
de , 18 , procédé à la visite de
l'immeuble et des dépendances désignés
dans ; et, après examen fait du
tout et avoir pris tous les renseignements
nécessaires aux fins mentionnées en leur
acte de nomination, ils prient et estiment le
dit immeuble (s'il y a plusieurs
immeubles, ils doivent être estimés séparé-
ment; et, ajouter, si la vente est pour cause
d'indivision : et ils déclarent qu'il ne peut
commodément être partagé.)

Déclarent de plus les dits experts qu'ils ne
sont point parents des intéressés dans la
matière en question ni de leurs représentants
légaux

(Date)

SCHEDULE FF

FORM OF REPORT OF EXPERTS (ART. 1344)

The experts appointed by , on
declare that having previously made oath, as
appears by the certificate hereunto annexed,
they proceeded on the 18
to the inspection of the real estate and depen-
dencies described in the
, and after due examination and
obtaining all information necessary for the
purposes mentioned in their said act of
appointment, they value and estimate the
said real estate (if there are several
immovables, they should be valued separa-
tely; and if the sale is made on account of
indivisibility, add and further, they declare
that it cannot advantageously be divided).

The said experts further declare that they
are not related to the parties interested in the
matter in question, nor to their legal repre-
sentatives

(Date).

CÉDULE GG

FORMULE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL
DE FAMILLE (ART. 1345)

L'an mil huit cent , à le
jour de , à midi,
par-devant moi, notaire pour la province de
Québec, soussigné, résidant dans le district
de , à comparu, lequel
nous a dit, qu'au désir de la déclaration faite
par acte devant , notaire, en
date , aux fins d'être autorisé
à rendre pour les raisons y contenues l'im-
meuble appartenant à , y désigné
et décrit comme suit, savoir (désignation de

SCHEDULE GG

FORM OF MINUTES OF FAMILY COUNCIL
(ART. 1345)

On the day of , in the year one
thousand eight hundred and , at
o'clock in the noon, before me the under-
signed notary for the Province of Quebec,
residing in the district , came and
appeared , who affirms that in
conformity with the declaration made by act
before , notary, bearing date the
for the purpose of obtaining authority to sell,
for the reasons therein set forth, the real
estate belonging to , therein designated

by act
the value
ended on
whether or
d.)

l'immeuble), il a pour ce fait assemblé par-devant nous, savoir : à défaut de parents, nous requérant, attendu leur présence, de recevoir leur avis sur le contenu de l'acte de déclaration susmentionné, et les susnommés ayant comparu, nous leur avons fait lecture du susdit acte de déclaration, et du rapport des experts fait devant , notaire, et avons pris et reçu d'eux le serment accoutumé ; et, après le serment fait, ils ont tous unanimement déclaré qu'ils sont d'avis.

(*Si l'y a division d'opinion, en faire mention et donner les raisons.*)

CÉDULE HH

FORMULE DE REQUÊTE POUR HOMOLOGATION
(ART. 1346)

PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de }

Aux honorables juges

A. (*qualité et domicile*) expose humblement qu'il a fait prendre l'avis des parents et amis de par notaire, le 18 , et a fait faire toutes les procédures requises par la loi aux fins de et être soumis à votre approbation ; et conclut à ce qu'il plaise à vos honneurs prendre en considération ces procédures et les homologuer.

(Date)

CÉDULE JJ

FORMULE D'AVIS PAR UN HÉRITIÉR BÉNÉFICIAIRE (ART. 1406)

Avis public est par le présent donné que le sousigné a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de de son vivant (*indiquer la résidence et l'occupation*).

(Date)

A. B.

and described as follows, to wit : (*here describe the real estate*) he did for the said purpose cause to be summoned before us, to wit :

in default of relations, requiring us, they being present, to receive their advice as to the contents of the act of declaration aforesaid, and the parties above-named having appeared, we have caused to be read the said act of declaration, the report of the experts made before , notary, and have taken and received from them the necessary oath, and such oath having been made, they have all unanimously declared that they are of opinion that

(*Should there be a division of opinion, mention the same, and give the reasons therefor.*)

SCHEDULE HH

FORM OF PETITION FOR HOMOLOGATION
(ART. 1346)

PROVINCE OF QUEBEC, }
District of }

To the Honourable Judges :

A., (*addition and place of domicile*) humbly represents that he has caused the relations and friends of to be consulted by notary, at , on the 18 , and has caused to be fulfilled all proceedings by law required to be had in order to and submitted for your approval.

And he therefore prays that Your Honours will take these proceedings into consideration and homologate them.

(Date).

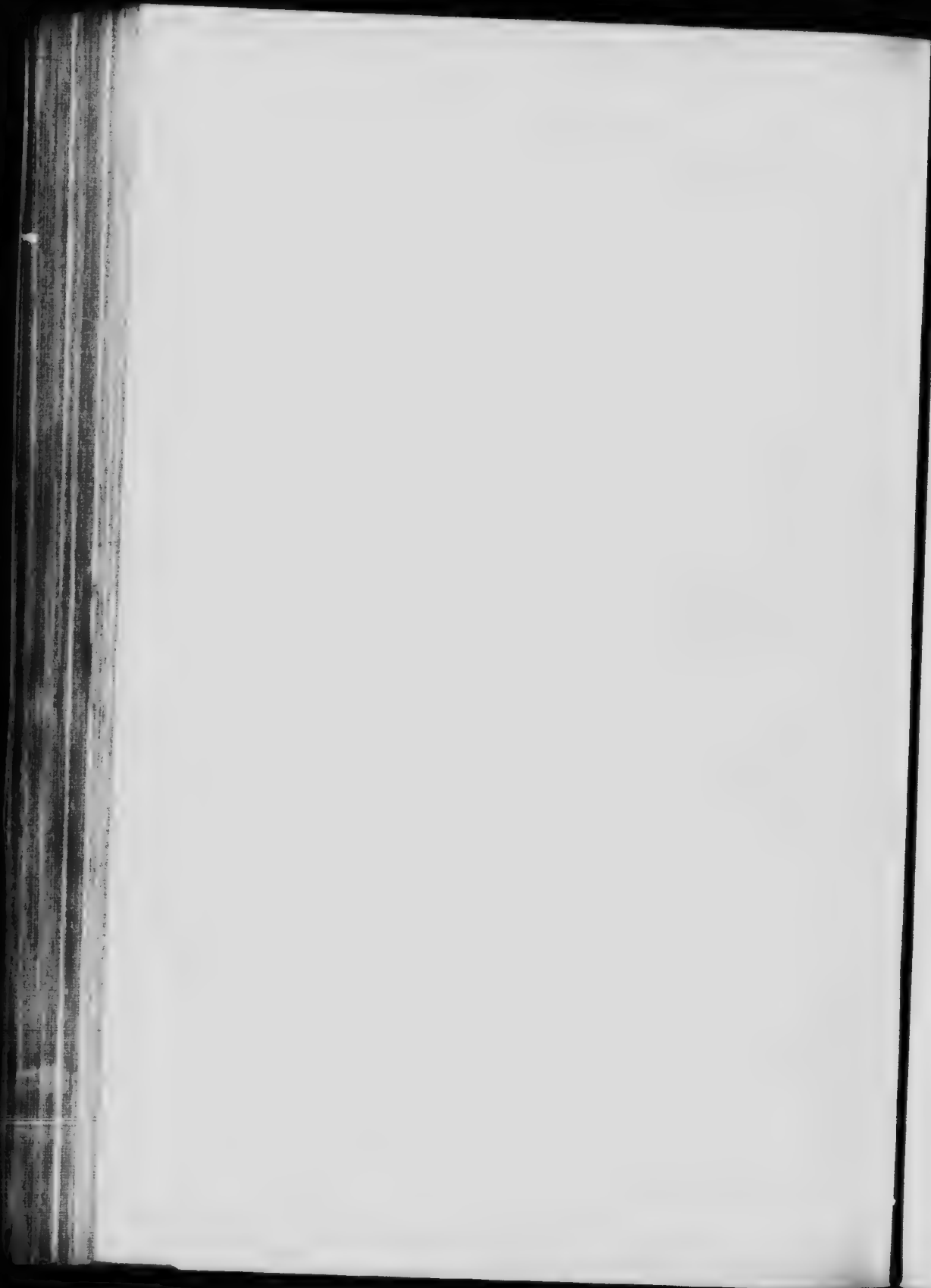
SCHEDULE JJ

FORM OF NOTICE BY BENEFICIARY HEIR
(ART. 1406)

Notice is hereby given that the undersigned has accepted, under benefit of inventory, the succession of the late in his lifetime of (*state here the residence and occupation*).

(Date).

A. B.



PART II.

JURISPRUDENCE.

ARTICLE 1.

Lorsqu'une action pénale a été intentée avant la mise en vigueur du nouveau Code de Procédure Civile, on ne peut sur motion pendant l'instance, forcer le demandeur à donner caution pour les frais.—C.S., 1897, Taschereau, J., Charette, v. Whelan, 1 R.P., 83.

Une action populaire ou qui tam, intentée avant le mois de Septembre 1897, sous l'ancien Code de Procédure Civile, peut être continuée après cette dernière date, sous le nouveau Code, sans que le demandeur soit tenu de fournir un cautionnement pour les frais.—C.S., 1897, Mathieu, J., Waters v. Grier, 3 R.L., n.s., 417.

On ne peut appliquer à la peremption d'instance les dispositions de l'article 279 du nouveau C.P.C., à une cause instituée sous l'ancien Code, sans produire un effet retroactif, de l'article premier du nouveau C.P.C.—C.S., 1898, Mathieu, J., Charette v. Hardy, 4 R. de J., 160 ; 1 R.P., 103.

Jugé :—Qu'un défendeur dans une action prise sous l'empire de l'ancien Code de Procédure, ne peut être forclos de plaider sans qu'une demande lui en ait été régulièrement faite, et qu'un certificat de non-plaidoyer produit sans tel demande sera rejeté du dossier sur motion, avec dépens.—C.S. 1899, Archibald, J., The Hargadine, McKittrick Dry Goods Co. v. Fels, 2 R.P., 188.

ARTICLE 3.

Jugé :—Les jugements provisoires peuvent toujours être révoqués par le tribunal lorsque les causes qui les ont fait

rendre ont cessé d'exister.—C.S., 1900, Mathieu, J., Poole v. Hogan, 3 R.P., 197.

Lorsqu'il n'y a rien dans la loi qui s'applique à un cas où il y aurait préjudice contre une partie, on doit procéder par analogie.—C.S., 1902, Robidoux, J., Genest v. Lajeunesse, 8 R. de J., 233.

Idem.

C.S., 1902, De Lorimier, J., Archambault v. Archambault, 8 R. de J., 457.

ARTICLE 6.

Held :—1. That, in an action on a promissory note, it is not necessary to state that it was indorsed over to the plaintiff, and that the plaintiff is the holder thereof, if nothing tends to show that the note was payable to a third party or required to be indorsed to give plaintiff a right of action.

2. That the Court, on a demurrer to an action founded on a note, is only bound to look at the insufficiency of the allegations and not at the note.

3. That if a note is not properly described in a declaration, defendant's remedy is not by demurrer.

4. That the transfer of a claim, to be binding on the defendant, must be served upon him, and that, if such service is not alleged in the declaration, the transferee's action will be dismissed on inscription in law.—S.C., 1898, Tait, J., Sabiston v. Stanton, 1 R.P. 422.

Jugé :—1. Que le demandeur dans une action sur compte qui n'a pas, avant son action, fait signifier au défendeur une copie du compte sur lequel il poursuit, sera condamné à le faire sous un certain délai sous peine de renvoi de son action.—S.C., 1898, Mathieu, J., Lemay v. Crevier, 1 R.P. 533.

ARTICLE 8.

1. Si le dernier des 3 jours qui suivent l'avis donné par un locateur, sous l'article 1089 C.P.C., est un dimanche, ou un jour férié, il ne compte pas, et le locataire a le jour suivant pour abandonner les lieux loués.—C.S., 1901, Langelier, J., Beaudry v. Harrigan, 19 R.J.O. 421.

Lorsque le délai pour la présentation d'une pétition d'élection, sous l'empire du statut fédéral, 54-55 Vict., expire un dimanche, ou un jour férié, le délai est étendu au jour juridique suivant.—Cour Suprême, 1898, Hamel v. Leduc, 5 R. de J., 208.

ARTICLE 9.

1. Le délai fixé par l'art. 1089 C.P.C., étant un délai de procédure, est régi par le principe général relatif aux délais établis par l'art. 9 C.P.C., et partant si le troisième jour après la mise en demeure expire un dimanche ou un jour

férié, ce délai est de plein droit continué au jour juridique suivant.—C.S., 1901, Langelier, J., Beaudry v. Harrigan, 7 R. de J., 201.

ARTICLE 14.

A corporation empowered, under the law of Ontario, to administer the estate of a person whose succession opened in that province, may appear in a judicial proceeding in the Province of Quebec in that capacity, and continue the proceedings in the place of the decedent.—S.C., 1897, Gill, J., Greenshields v. Aitken, 11 R.J.O. 137.

ARTICLE 15.

The Court has no jurisdiction during the holidays to hear the motion of a garnishee, asking for main levée of a seizure after judgment.—S.C., 1898, Davidson, J., Philips v. Grace & Lewis, 1 R.P., 332.

A motion for security for costs, made during the holidays and presentable on the first court day in September, will not be rejected on motion made during the holidays, on the ground that the appearance was not accompanied with the affidavit mentioned in art. 15 C.C.P.—C.C., 1898, Champagne, J., The Victor Safe & Lock Co. v. Sullivan, 1 R.P., 333.

Défaut ne peut pas être enregistré durant la longue vacance contre une partie assignée à venir répondre devant la cour a des interrogatoires sur faits et articles, excepté dans les causes entre locataires et locataires.—C.C., 1898, Champagne, J., La Cie d'Imprimerie du "Nord" v. Leprohon, 1 R.P., 359.

La Cour Supérieure n'a pas de juridiction en vacance pour permettre l'amendement d'un bref et d'une déclaration dans une cause ordinaire.—C.S., 1898, Loranger, J., Lambe v. La Cie de Chemin de Fer de l'Assomption, 4 R.L., n.s., 406.

La Cour Supérieure n'a pas juridiction dans la longue vacance pour rejeter une opposition sur motion.—C.S., 1898, Davidson, J., Barnard v. MacDonald, 4 R.L., n.s., 449; 1 R.P., 372. V. art. 70 and seq.

Qu'une exception à la forme faite présentable un jour où la Cour de Pratique ne siège pas, pourra être continuée à un autre jour, et ne devient pas pour cela caduque.—C.S., 1898, Mathieu, J., Lemay v. Crevier, 1 R.P., 533.

Une action par un ingénieur civil pour valeur de services rendus, détaillés à un compte, tels services consistant en la préparation d'un plan, n'est pas une matière sommaire, et, partant, lorsque le bref est rapporté pendant la vacance, le défendeur n'est pas tenu d'accompagner sa comparution d'un affidavit.—C.R., 1900, Loranger, Archibald et Choquette, J.J., Kennedy v. Canadian Construction Co., 18 R.J.O., 507.

A verbal application by the defendant to be allowed to make the deposit required on preliminary exceptions, made

at the hearing of a petition addressed to the judge or to the prothonotary, cannot be entertained by the Court, the Court itself being without jurisdiction to entertain the same between the 30th of June and the 1st of September.—S.C., Doherty, J., Mitchell v. Meldon, 7 R. de J., 360.

(Infirmité le jugement de Loranger, J.) :—Le juge en chambre ne peut, pendant la grande vacance, accorder une requête pour folle enchère.—C.B.R., 1898, Parent v. Bruneau, 8 R.J.O., 377.

The Court has no jurisdiction, during vacation, to hear a petition to annul a by-law of the City of Montreal.—S.C., 1901, Curran, J., Franklin v. City of Montreal, 5 P.R., 76.

The Court has no jurisdiction to entertain a motion for security for costs and power of attorney between the 30th of June and the 1st of September.—S.C., 1901, Doherty, J., Mitchell v. Weldon, 5 R.P., 86.

Le juge n'a pas juridiction, en vacance, pour accorder une pension alimentaire provisoire, dans une action en séparation de corps.—C.S., 1902, Taschereau, J., Currie v. Cunin, 5 R.P., 56.

ARTICLE 20.

La Cour du Recorder à Montréal peut condamner pour insultes (mépris de Cour) l'éditeur d'un journal qui publie des commentaires offensants concernant une cause pendante.—Cr. Rec., 1900, Poirier, R., La Reine v. Pelletier, 6 R. de J., 216.

ARTICLE 22.

Jugé :—1. Que le notaire public est un officier public, et que comme tel, il ne peut être poursuivi pour dommages, à raison d'un acte par lui fait dans l'exercice de ses fonctions, sans qu'on lui ait donné un avis préalable d'un mois (Lanier v. Dozols, R.J.Q., 15 C.S., p. 604, Lynch, J., suivi.)

2. Que cet avis est une procédure spéciale dans la cause qui doit être signifiée au défendeur par ministère d'huissier.

3. Qu'une simple lettre, dont le demandeur ne garde pas copie, n'est pas un avis d'action dans le sens du code, et qu'on ne peut prouver verbalement le contenu de cette lettre.

4. Que cet avis n'aurait pas été nécessaire au cas où la mauvaise foi du défendeur aurait été prouvée.—C.S., 1899, Taschereau, J., Gervais v. Nadeau, 3 R.P., p. 18.

ARTICLE 25.

Jugé :—1. Un commissaire de la Cour Supérieure n'est pas un officier public au sens des articles 599 et seq., S.R.Q., et n'est pas tenu de prêter le serment d'allégeance.

2. Y fût-il tenu, le défaut de prestation du serment n'invaliderait pas les procédures signées par lui.

3. Toute personne a le droit d'intenter une action en recouvrement de la pénalité édictée par la section 79 du chapitre 119 S.R.C.—C.S., 1901, Mathieu, J., Lamalice v. La Cie d'Imp. Electrique, 4 R.P., 266.

ARTICLE 26.

Held :—1. That an affidavit for opposition to a seizure, sworn to before a person styling himself "a commissioner for the District of Montreal," is null, and an opposition accompanied by such affidavit will be dismissed on motion.

2. Semble.—That the opposant cannot be admitted to prove, at the hearing on such motion, that the party so described is a commissioner of the Superior Court under Arts. 26 and 28 C.P. S.C., 1898, Davidson, J., Tufts v. Langelier & Fournier, 1 R.P., 471.

Held:—That, in order to delay the proceedings in an action taken under summary procedure in vacation, the defendant must file an affidavit sworn to before a person competent to receive it, and an affidavit sworn to before a "Commissioner of the High Court of Justice of Ontario and Notary Public" will not have the effect of extending the delay for filing a declinatory exception.—S.C., 1899, Curran, J., Dillon v Knowlton, 2 R.P., 335.

3. Semble, that an affidavit cannot be amended.—2 R.P., 404.

ARTICLE 28.

Une opposition assermentée devant une personne qui se souscrit : "Commissaire pour le District de Montréal," sans définir la nature de sa commission, sera regardée comme faite dans le but de retarder inutilement les procédures, et renvoyée sur motion, sauf recours.—C.C., 1898, Champagne, J., Trudel v. Blanchard & Clément, 1 R.P., 261.

An affidavit for opposition to a seizure, sworn to before a person styling himself : "a Commissioner for the District of Montreal," is null, and an opposition accompanied by such affidavit will be dismissed on motion.—S.C., 1898, Davidson, J., Tufts v. Langelier & Fournier, 1 R.P., 471.

ARTICLE 29.

Jugé :—Qu'une déposition requise pour obtenir jugement dans une cause par défaut doit être assermentée par le juge ou le protonotaire, et non par un commissaire de la Cour Supérieure, C.C., 1901, Lemieux, J., Morris v. Everett, 3 R.P., 406.

ARTICLE 33.

Jugé.—Qu'en l'absence du juge du district où une cession de biens a été faite, c'est au protonotaire de ce district que doit être adressée la requête d'un propriétaire pour recouvrer ses biens en la possession du curateur ; et que le juge d'un district voisin, même si ce district est celui où le curateur a son domicile, est incompétent à recevoir cette requête.—C.S., 1898, Andrews, J., *In re Tremblay*, 1 R.P., 265.

Even if the taxation of a witness in open court were considered a judgment by the prothonotary and not by the Court, relief could not be granted under a simple motion to revise the bill of costs.—S.C., 1901, Davidson, J., *Campeau v. The Ottawa Fire Insurance Co.*, 7 R. de J., 520.

Que la nécessité imposée par les articles 980 et 988 C.P.C., d'obtenir l'autorisation du juge pour l'émission d'un bref de "Quo Warranto," constitue la nécessité évidente exigée par l'article 33 C.P.C., pour donner juridiction au protonotaire pour accorder telle autorisation en l'absence du juge en chef-lieu.

Qu'il n'est pas nécessaire d'alléguer dans la requête libellée, présentée au protonotaire pour obtenir son ordonnance, ni dans l'affidavit au soutien de cette requête, qu'il n'y a pas de juge compétent à connaître de cette matière au chef-lieu du district, ou que le juge est incapable, pour une raison quelconque, d'y remplir ses devoirs, ou que le cas soumis est d'une nécessité évidente, ou enfin qu'à raison du délai, le droit du requérant pourrait autrement se perdre ou être en danger.—C.S., 1899, Cimon, J., *Bérubé v. Lebel*, 5 R.L., n.s., 516.

ARTICLE 34.

Qu'une motion pour péremption d'instance, présentée le lendemain de sa signification, sera renvoyée avec dépens, l'avis étant illégal et insuffisant.—C.S., 1899, Doherty, J., *Archambault v. The Grand Trunk*, 2 R.P., 407.

ARTICLE 35.

En l'absence du juge du district où une cession de biens a été faite, c'est au protonotaire de ce district que doit être adressée la requête d'un propriétaire pour recouvrer ses biens en la possession du curateur ; et le juge d'un district voisin, même si ce district est celui où le curateur a son domicile, est incompétent à recevoir cette requête.—C.S., 1898, Andrews, J., *Tremblay v. Lefaiivre*, 1 R.P., 265.

La requête que doit faire le curateur, après avis des inspecteurs, pour être autorisé à exercer les actions du débiteur et celles appartenant à la masse des créanciers, en vertu de l'art. 877, doit être présentée au juge du district dans lequel a eu lieu la cession.—C.S., 1898, Andrews, J., *Hains v. Vineberg*, 1 R.P., 425.

ARTICLE 40.

Une cour des commissaires, siégeant à Longueuil, ne peut connaître d'une poursuite intentée contre un individu résidant en la cité de Montréal, où il a été assigné, la Cour de Circuit à Montréal ayant seule juridiction en pareille matière.—C.R., 1900, Taschereau, J., Lapointe v. Viger, 17 R.J.O., 376

ARTICLE 42.

Held:—1. That a recount before a judge of the Superior Court of the votes given at a Dominion election is not a judicial but a ministerial and executive proceeding.

2. That there is no right of appeal from a judge's order concerning such a proceeding to the Court of Queen's Bench.

3. That the judge of the Superior Court, to whom application is made for a recount of the votes, is not bound to act in such a proceeding at the chef-lieu of the district, but can grant such application and issue his summons at any place.—C.Q.B., 1900, Meigs v. Comeau, 3 R.P., 307.

ARTICLE 43.

Jugé :—Qu'un jugement par lequel on refuse à la femme l'autorisation d'estimer en justice est un jugement final dont on peut appeler de plano, et qu'une requête pour obtenir la permission d'appeler d'un tel jugement sera rejetée.—C.B.R., 1898, Cain v. Bartels, 1 R.P., 521.

No appeal from a judgment removing an interdiction exists by law. The rule is : "An appeal does not exist, unless specially given."—C.R., 1898, Casault, Caron and Andrews, J.J., Lavoie v. LaJole, 13 R.J.O., 28

Jugé :—1. Qu'un jugement rendu par le protonotaire dans une action pour salaire, est valable à sa face, bien qu'il paraisse avoir été rendu par le juge.

2. Que la manière de se plaindre des irrégularités d'un tel jugement est par voie d'appel, de révision ou d'opposition à jugement, mais non par voie de contestation de saisie-arrest après jugement.—C.B.R., 1899, La Cie de Chemin de Fer v. Letendre, 3 R.P., 295.

Jugé :—Que si, sur une action en reddition et en réformation de compte, un compte a déjà été rendu, en conformité avec la première partie des conclusions de la demande, le jugement qui accorde ensuite la réformation, au moins pour partie du compte rendu avant l'institution de l'action, est un jugement final, dont il y a appel de plano et sans requête.—C.B.R., 1899, Coristine v. Hawes, 2 R.P., 83.

Jugé :—Qu'un jugement accordant à la demande de la femme la séparation de corps et de biens, maintenant la saisie-gagerie pratiquée en vertu de l'article 204 C.C., et ordonnant la nomination d'un praticien pour établir les droits

et reprises de la demanderesse, mais réservant jusqu'au jugement final dans la cause l'adjudication quant à la garde des enfants, la pension alimentaire et les frais d'action, est un jugement appellable de plano et sans requête.—C.B.R., 1899, *Mitchell v. Heffernan*, 2 R.P., 87.

There is no appeal to the Court of Queen's Bench, appeal side, from the proceedings on the recount, by a judge of the Superior Court, of the votes given at a Dominion election.—C.Q.B., 1900, *Meigs v. Comeau*, 10 R.J.O., 57.

Le défendeur, qui ne s'est pas pourvu, par appel ou par opposition à jugement, contre un jugement, ayant tous les caractères juridiques d'un jugement de la Cour Supérieure, le condamnant "ex-parte," ne peut contester une saisie-arrêt après jugement émanée en exécution de ce jugement, en plaidant que le dit jugement serait entaché d'irrégularités et d'il-légalités.—C.B.R., 1899, *La Cie de Chemin de Fer des Comtés-Unis v. Letendre*, 9 R.J.O., 52.

Jugé :—Que dans les matières non susceptibles d'appel, telles que celles prévues aux arts. 43 et 1006 C.P., il n'y a pas plus d'appel d'un jugement interlocutoire que d'un jugement définitif.—C.B.R., 1902, *Grier & David*, 4 R.P., 417.

ARTICLE 44.

Il y a appel à la Cour de Révision d'un jugement de la Cour de Circuit à Montréal, renvoyant une requête en cassation d'un règlement municipal qui permettait d'ouvrir un chemin d'hiver sur les terres des requérants pendant un temps indéfini, un tel règlement se rapportant à des droits immobiliers et affectant les droits futurs des requérants.—C.R., 1898, *Tait, Pagnuelo et Archibald, JJ., Beauchemin v. La Corporation de Belœil et Jeannotte*, 13 R.J.O., 193.

Jugé :—1. Un jugement nommant un arbitre est final quant à cette procédure, et appel peut en être interjeté sans demande préalable.—C.B.R., 1898, *East Richelieu Valley Railway Co., v. Ménard*, 1 R.P., 202.

ARTICLE 46.

1. Held :—1. That the interlocutory judgments mentioned in Art. 46 C.P. are definitive judgments which cannot be revised by the judgment on the merits of the case.—C.R., 1898, *Casault, Caron and Andrews, JJ., Singter v. Lacroix*, 1 R.P., 407.

Jugé :—Qu'un jugement renvoyant une exception déclina-toire est un jugement auquel il peut être remédié par le jugement final, et une requête pour permission d'en appeler sera refusée.—C.B.R., 1899, *Auger v. Magann*, 2 R.P., 161.

1. Il n'y a point l'appel, devant la Cour du Banc de la Reine d'un jugement interlocutoire rendu dans une contestation d'élection municipale, sous la charte de la Cité de Montréal, 62 Vic. (Qué.), ch. 58.

ARTICLE 46.—Continued.

2. La disposition législative qui prohibe tel appel est de la compétence de la législature de la province de Québec. — C.B.R., 1900, *Clarke v. Jacques*, 9 R.J.O., 238.

Held :—1. A judgment dismissing an exception to the form, in which the defendant, a married woman, separate as to property, complained of being sued alone, can be corrected by the final judgment.—C.K.B., 1901, *Ogilvie v. Fraser*, 3 R.P., 546.

When a pleading has been dismissed upon demurrer or exception to the form and there appears to be a reasonable doubt as to the correctness of the judgment, leave to appeal will generally be accorded, almost as a matter of course ; but the contrary rule prevails when it is the demurrer or the exception itself which has been dismissed.—C.K.B., 1901, *Ogilvie v. Fraser*, 3 R.P., 546.

Where there has been no application for leave to appeal from an interlocutory judgment of the Superior Court, the Court of Queen's Bench sitting in appeal, when the case comes before it on the final judgment, is not precluded from revising and reversing an interlocutory judgment, which laid down a principle which the Court considers to be erroneous and which was re-affirmed by the final judgment in the case. But interlocutory judgments settling mere matters of procedure, representing, as they usually do, the exercise merely of a judge's discretion, and not affecting the principle upon which the final judgment is based, should not be subject, as a general rule, to reconsideration either upon the final hearing upon the merits in the first court, nor, a fortiori, upon appeal to the Court of Queen's Bench from such final judgment. Where such interlocutory judgments seriously affect the rights of the parties, application for leave to appeal should be made within the stipulated delay of thirty days, and if not so made the party should be held to have acquiesced in them. When an appellant from a final judgment is serious (even if mistaken) in considering that such final judgment has been controlled or modified by an erroneous principle laid down in an interlocutory judgment, it is his right to seek relief from it on the final appeal, and it is his duty to give his adversary notice of that intention, either in the inscription, as in this case, or by a notice accompanying an inscription in the ordinary form.—Q.B., 1898, *Bayard & Dinelle*, 7 R.J.O., 480.

Qu'il n'y a pas lieu d'appeler d'un jugement interlocutoire par lequel le juge, à sa discrétion, permet ou refuse à une partie de faire valoir par voie de défense ou de réponse supplémentaire des faits essentiels arrivés depuis la contestation. —C.B.R., 1900, *Dupuis & Dupuis*, 5 R.P., 59.

Jugé :—1. Un jugement renvoyant une exception à la forme n'est qu'un jugement interlocutoire non susceptible d'appel à la Cour de Révision.

2. Si l'intimé, en Révision, ne s'est pas plaint par motion

ARTICLE 46.—Continued.

de ce que le jugement "a quo" n'est qu'interlocutoire, mais n'a soulevé ce point que dans son factum et sa plaidoirie, l'inscription en Révision, sera renvoyée avec dépens d'une motion pour renvoi d'inscription.—C.R., 1901, Taschereau, Loranger et Archibald, JJ., Migneron v. Yon, 4 R.P., 179.

Held:—1. An interlocutory judgment is one which is rendered in a cause between the institution of the suit and the final judgment therein, and is given in an intermediate state of the cause on some intermediate question before the final decision.

2. A judgment revoking the stay of execution previously ordered by the court, and ordering the bailiff to proceed with the execution of the property seized, is a final judgment, and a petition for leave to appeal therefrom cannot be granted.—C.K.B., 1901, Shannon & Turgeon, 4 R.P., 49.

Held:—The judgment granting an interlocutory injunction does not fall under art. 46 C.P., and leave to appeal therefrom will not be granted.—C.K.B., 1901, Wright & The City of Hull, 4 R.P., 52.

Even if a judgment granting to a foreign plaintiff an additional delay to file a proper power of attorney comes under any of the conditions stipulated in art. 46, C.C.P., leave to appeal shall not be granted when it appears that the plaintiff has complied with part of the order of the Court below, by furnishing security for costs, and has also, one day only after the expiry of the delay, filed a power of attorney, which, however, was considered insufficient.—C.K.B., 1902, Canadian Asbestos Co., Ltd. & The Glasgow & Montreal Asbestos Co., Ltd., 5 P.R., 65.

Jugé:—Il y a appel d'un jugement interlocutoire maintenant une exception déclinatoire et renvoyant le dossier devant le tribunal d'un autre district.—C.B.R., 1901, Gosselin & Belley, 4 R.P., 233.

ARTICLE 48.

An action instituted by the Crown for the recovery of arrears of constituted rents replacing seigniorial dues may be brought before the Superior Court, even where the amount involved is less than \$100, and a motion for the dismissal of such action for want of jurisdiction will be rejected. Especially has the Superior Court jurisdiction in such an action where its conclusions are hypothecary and for passing of new title.—S.C., 1897, Larue, J., Regina v. Cote, 1 R.P., 176.

Une demande de pension alimentaire, dont le montant total est inconnu, est du ressort de la Cour Supérieure.—C.C., 1897, Champagne, J., Marcotte v. Lachapelle, 1 R.P., 128. V. arts. 50, 54, 72, 536, 1163, 1175 and 1177.

Jugé:—1. Que la Cour peut sur requête d'une partie, renvoyer une cause à un autre tribunal, si la question de juridiction vient d'être décidée.

ARTICLE 48.—Continued.

2. Que dans une poursuite pour privilège d'ouvrier, c'est le montant réclamé seul, quelles que soient les conclusions prises, qui détermine la compétence du tribunal.—C.S., 1897, Archibald, J., Corbeil v. Montreal Investment & Freehold Co., 1 R.P., 244.

Jugé :—Que dans une action en déclaration d'hypothèque, c'est le montant réclamé, indépendamment des conclusions prises, qui détermine la compétence du tribunal.—C.S., 1897, Mathieu, J., Laverdure v. Côté, 1 R.P., 76.

Dans une action pour arrérages de rentes constituées, le demandeur peut prendre des conclusions hypothécaires, et une telle action, quel qu'en soit le montant, est de la compétence de la Cour Supérieure.—C.S., 1898, Caron, J., L'abbé v. Routhier, 1 R.P., 68.

Jugé :—Que la Cour Supérieure est compétente pour juger une action prise par un surintendant spécial nommé par le conseil de comté pour \$150 de irais taxés par le dit conseil, dont la décision a été infirmée par la Cour de Circuit du comté.—C.S., Bélanger, J., Martin v. La Corp. de Beauharnois, 2 R.P., 99.

Jugé :—Qu'il n'ya pas lieu de demander la révision d'un jugement renvoyant une requête pour faire casser un règlement déclarant chemin et pont de comté un chemin et un pont ci-devant locaux, sans qu'il apparaisse que le requérant sera appelé à contribuer aux travaux, ou que ses droits futurs seront affectés, C.R., 1899, Gill, Davidson et Lemieux, JJ., Guertin v. La Corp. de Laprairie, 2 R.P., 358.

Une action demandant qu'un règlement d'un club, imposant aux membres le paiement de \$25.00 pour une année seulement, soit déclarée nul, du moins quant à lui, est de la compétence de la Cour Supérieure.—Beaudry v. Le Club St-Antoine, 2 R.P., 484.

Que le locateur a droit de prendre une saisie-gagerie pour les loyers échus et pour les loyers à échoir, lorsque le locataire enlève ou est sur le point d'enlever les meubles qui garnissent les lieux loués ; et la Cour a juridiction pour décider du danger de l'enlèvement des dits meubles quand bien même le loyer échu serait moins de \$100.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., Hall v. Donohue, 5 R.L., n.s., 419.

Jugé :—Que c'est par action ordinaire et non par requête qu'il faut procéder pour recouvrer un dépôt fait par une assurance suivant les dispositions de l'art. 1198 S.R.Q., p. 400.

Jugé :—1o. Que c'est par action, et non par requête à un juge en chambre, qu'on doit réclamer le montant d'une assurance déposé suivant l'art. 1198 S.R.Q.

2o. Que le juge a le droit de soulever d'office le défaut de juridiction, même s'il n'est pas invoqué par les contre réclameurs.—C.S., 1900, Taschereau, J., Coleman v. The Catholic Order of Foresters, 3 R.P., 400 ; C.S., 1901, Langelier, J., In re Doran, 3 R.P., 441.

Qu'une action personnelle en recouvrement d'arrérages de rente constituée seigneuriale, au montant de \$0.67, peut être intentée devant le tribunal de la Cour Supérieure.—C.S., 1902, Gagné, J., Larue v. Gagnon, 8 R. de J., 229.

ARTICLE 49.

Une action en déclaration d'hypothèque pour une somme moindre que \$100 est de la compétence exclusive de la Cour de Circuit.—C.S., 1897, Mathieu, J., Laverdure v. Côté, 13 R.J.O., 254. Contra : C.R., 1897, The School Commissioners of St. Henry v. Salomon, 11 R.J.O., 329.

Jugé :—Dans une action pour arrérages de rentes constituées, le demandeur peut prendre des conclusions hypothécaires, et une telle action, quel qu'en soit le montant, est de la compétence de la Cour Supérieure.—C.S., 1898, Caron, J., Labbé v. Routhier, 1 R.P., 68.

Jugé :—Qu'il y a lieu à évoquer de la Cour de Circuit à la Cour Supérieure une action pour pension alimentaire annuelle et viagère.—C.S., 1899, Bélanger, J., Deschamps v. Deschamps, 2 R.P., 390.

Held :—1. That an action taken in the Circuit Court for promissory notes may be evoked by the plaintiff to the Superior Court when the defendant pleads that those notes were given in part payment of a thing sold by the plaintiff for over \$100, and that the sale is null, the thing sold being defective and valueless.—S.C., 1901, Pagnuelo, J., Tufts v. Dalton, 3 R.P., 523.

L'action par laquelle la demanderesse réclame la résiliation d'un bail avec une somme totale de \$99.00, pour dommages et loyer échu, est de la compétence de la Cour de Circuit.—C.S.,—Cimon, J., Morneau v. Verret, 20 R.J.O., 399.

Lorsqu'une corporation municipale poursuit devant la Cour de Circuit un entrepreneur pour le forcer à refaire des travaux qu'il a déjà faits en vertu d'un contrat et d'un règlement de conseil et que ce dernier plaide qu'il n'est pas tenu de faire de nouveau ces travaux, il y a lieu à évocation de la cause à la Cour Supérieure vu que des droits futurs sont affectés.—C.S., 1898, Mathieu, J., La Corporation de Belœil v. Jeannotte, 4 R.L., n.s., 318.

On ne peut évoquer, à la Cour Supérieure, une action intentée en Cour de Circuit pour le recouvrement de taxes scolaires, quand même cette action affecterait des droits futurs.—C.S., 1898, Mathieu, J., Commissaires d'écoles de St-Henri v. La Cité de St-Henri, 14 R.J.O., 144.

A judgment of the Circuit Court in an action in recognition of a hypothec is susceptible of revision by the Court of Review.—C.R., 1899, Tait, Loranger and Oulmet, J.J., Latour v. L'Heureux, 16 R.J.O., 485.

Jugé :—Que lorsqu'il n'appert pas clairement de la déclaration qu'une cause met en question des droits futurs, l'évo-

ARTICLE 49.—Continued.

cation de la Cour de Circuit à la Cour Supérieure ne pourra être demandée par le défendeur qu'après la production de son plaidoyer, si ce plaidoyer justifie cette évocation.—C.S., 1897, Archibald, J., Cossette v. Desjardins, 1 R.P., 86.

Jugé :—Qu'une action par laquelle on réclame une partie des parts souscrites dans une compagnie, peut être évoquée par un défendeur qui plaide fausses représentations, défaut de ratification et de certificat.—C.S., 1899, Langelier, J., The Dewitt-Langlois Milling Co. v. Fauteux, 2 R.P., 141.

Jugé :—Que dans une cause pour deux versements dus en vertu d'une promesse de vente avec clause résolutoire, le défendeur qui veut plaider que ce défaut de payer ces deux versements a eu pour effet de résoudre le contrat, et que le demandeur n'a pas droit au montant de ces versements, a le droit d'évoquer la cause à la Cour Supérieure.—C.S., 1899, Mathieu, J., Picard v. Renaud, 2 R.P., 183.

Jugé :—La Cour Supérieure ne peut renvoyer une cause à la Cour de Circuit pour la seule raison que la partie qui a demandé l'évocation n'a pas inscrit sur son évocation ; il faut que l'évocation soit mal fondée.—C.S., 1901, Mathieu, J., L'Association des Barbiers v. Lizotte, 4 R.P., 70.

Jugé :—Une action par laquelle on demande une pension alimentaire de \$2.25 par semaine, pour 47 semaines, est évocable à la Cour Supérieure, le jugement qui sera rendu sur cette action devant affecter les droits futurs des parties.—C.S., 1902, Mathieu, J., Roach v. Duggan, 4 R.P., 289.

Jugé :—Qu'une action en recouvrement des bénéfices dus par une association charitable à l'un de ses membres, est évocable à la Cour Supérieure, cette section ayant trait aux droits et intérêts futurs du demandeur, et décidant pour l'avenir de sa qualité de membre de l'association.—C.C., 1902, Choquette, J., Gagné v. La Soc. St-J.-B. de Victoriaville, 4 R.P., 382.

La loi permet l'évocation des causes de la Cour de Circuit à la Cour Supérieure, dans d'autres cas que ceux mentionnés en l'art. 1130, 3 C.P.C. Les dispositions de cet article ne font qu'énumérer certains cas ou motifs d'évacuation en matière de titre à des immeubles, mais elles ne sont point limitatives.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., Tufts v. Dalton, 8 R. de J., 34.

Sur une action instituée devant la Cour de Circuit pour pension alimentaire par laquelle le demandeur réclame \$2.25 par semaine pour quarante-quatre semaines, le défendeur est en droit, avant de produire sa défense, de procéder par voie d'évocation devant la Cour Supérieure vu que le jugement à intervenir paraît affecter les droits futurs des parties.—C.S., 1902, Mathieu, J., Roach v. Duggan, 8 R. de J., 177.

Le défendeur, poursuivi devant la Cour de Circuit par le Barreau de Montréal, en recouvrement d'une amende de moins de \$100 pour exercice illégal des attributions des avocats, et qui plaide qu'il fait partie de l'association des comptables

licenciés, et que, comme tel, il a un tarif de collection légal, peut évoquer la cause à la Cour Supérieure.—C.S., 1902, Mathieu, J., *Le Barreau de Montréal v. Duff*, 5 R.P., 125.

ARTICLE 50.

When by the constitution and by-laws of a benefit society, a remedy or appeal is provided, the member aggrieved by the decision of the society must exhaust such remedy before taking action before the civil courts. Such a by-law is not ultra vires.—S.C., 1898, Archibald, J., *Godin v. The Supreme Court of the Independent Order of Foresters*, 4 R. de J., 236; v. art. 48.

Semble qu'un conseiller municipal est une des personnes visées par l'art. 50 C.P., soumise aux droits de surveillance et de réforme, aux ordres et contrôle de la Cour Supérieure et de ses juges.—C.S., 1902, Cimon, J., *Lagacé v. Oliver*, 21 R.J.O., 285.

Jugé :—1. La Cour de Circuit n'a pas juridiction pour entendre une cause dirigée contre le liquidateur d'une compagnie mise en liquidation en vertu de la Loi des Liquidations fédérale (*Winding-up Act*.)

2. La Cour Supérieure, en vertu du contrôle que l'article 50 C.P. lui donne à exercer sur tous les tribunaux, (la Cour du Banc du Roi seule exceptée), a juridiction pour maintenir un "writ" de prohibition contre une Cour de Circuit qui excède sa juridiction.

3. Il y a lieu à prohibition contre un tribunal inférieur même après que le jugement a été rendu par ce tribunal.—C.S., 1901, Andrews, J., *Robillard v. Blanchet*, 3 R.P., 532.

Jugé :—Qu'un conseil local qui, d'après l'article 794 C.M., nomme un surintendant d'après réception d'une requête demandant l'ouverture d'un chemin, n'a pas le droit d'ordonner à ce surintendant, dans les résolutions le nommant, que le chemin demandé devra être déclaré "route," ni de lui ordonner de faire passer le chemin à un endroit déterminé par la résolution, et qu'un procès-verbal dressé par le surintendant, déclarant que le chemin décrété sera une "route," et qu'il passera à l'endroit que le conseil lui a indiqué, même à l'encontre de l'opinion des parties intéressées, sera cassé comme illégal; le conseil, en agissant ainsi, a outrepassé ses pouvoirs et ses procédures sont "ultra vires" de ses attributions.

2.—Que la Cour Supérieure, même si l'article 100 C.M. n'existait pas, a juridiction en pareille matière, et qu'un intéressé peut toujours s'adresser à elle pour faire casser semblable procédure.

3.—Que la défenderesse ne peut plaider prescription du droit d'action du demandeur parce qu'il se serait écoulé plus de trente jours entre l'homologation du procès-verbal et la

signification de l'action.—C.S., 1899, Choquette, J., Durault v. La Corp. de Tingwick, 2 R.P., 223.

La juridiction de la Cour Supérieure, dans les affaires municipales, lui est donnée par l'article 50 C.P.C. C'est un pouvoir de contrôle et de surveillance seulement, bien différent des pouvoirs d'une Cour d'Appel.—C.R., 1900, Casault, Caron et Andrews, J.J., Thériault v. La Corp. de St-Alexandre, 8 R. de J., 526.

ARTICLE 52.

Jugé :—Lorsque le demandeur en garantie invoque au soutien de sa demande une convention écrite du défendeur en garantie, par laquelle ce dernier s'est chargé des dommages pouvant résulter au demandeur principal de l'exécution des travaux par lui entrepris, et que la demande principale porte précisément sur l'exécution dommageable négligente et tardive des dits travaux, dans ces circonstances, le jugement qui déclare le défendeur garant ne peut s'appliquer qu'aux faits dont la responsabilité pourra être attribuée au défendeur en garantie seulement, et non autrement.

Lorsque le défendeur en garantie nie son obligation de garantir le demandeur en garantie, ce dernier est fondé à demander qu'il soit adjugé interlocutoirement sur ce point et que le défendeur soit condamné de prendre son fait et cause.

Lorsque la condamnation dans l'action en garantie anticipe sur le sort de l'action principale, il y a lieu à révision pour obtenir seulement la rectification du jugement de la Cour inférieure, quant à ce surplus, chaque partie devant la Cour de Révision supportant ses propres frais vu l'absence de grief réel.—C.R., 1898, Jetté, Gill et Ouimet, J.J., Pellerin v. Léveillé, 1 R.P., 117.

Jugé :—Que le tribunal n'a pas juridiction pour reviser la nomination d'un juge en chambre nommant un tuteur et un subrogé-tuteur.—C.S., 1899, Charland, J., Bousquet v. Dauphinais, 2 R.P., 366.

An action brought for a penalty to be paid totally or partly to the Crown, does not constitute a demand appealable by its nature. The articles of the Code of Civil Procedure, which render appealable suits for "fees of office, duties, rents, revenues, or sums of money payable to the Crown," do not include suits for penalties. The maxim, "noscuntur a sociis," applies in this case.—C.R., 1898, Casault, Caron and Andrews, J.J., Dickey v. Thibault, 13 R.J., 58.

An appeal lies to the Court of Review from a judgment of the Circuit Court at Montreal, dismissing a petition to annul a municipal by-law allowing the opening of a winter road upon petitioner's land for an indefinite period, such a by-law relating to immoveables and affecting future rights.—C.R.,

1898, Tait, Pagnuelo and Archibald, J.J., *Beauchemin v. The Corporation of Beloeil*, 1 R.P., 248.

Il n'y a pas d'appel à la Cour de Révision d'un jugement interlocutoire, même dans les matières concernant les corporations municipales et les officiers municipaux.—C.R., 1899, Tait, Loranger et Ouimet, J.J., *Bédard v. La Corp. de De Lorimier*, 17 R.J., 141.

1.—Le jugement de la Cour Supérieure qui renvoie une intervention est un jugement définitif, donnant lieu à un appel à la Cour de Révision.

2.—Le mot "final" de l'art. 52 C.P., emprunté à l'anglais, mal à propos, évidemment, ne fait que correspondre au mot "définitif" appliqué à l'appel des jugements dans la procédure civile française.—C.R., 1901, Tait, Pagnuelo et Archibald, J.J., *Renaud v. Denis*, 4 R.P., 65.

A judgment of the Circuit Court condemned the defendants to pay a penalty of \$25 for failure to paint their poles erected within the limits of the municipality plaintiff, as provided by a by-law ordering telephone and other poles to be painted and to be kept painted thereafter.

Held:—That the demand, which was for \$50, did not relate to a matter in which rights in future of the parties may be affected, and therefore no appeal lay in such case to the Court of King's Bench sitting in appeal from a judgment of the Circuit Court, and consequently such judgment was not susceptible of revision by the Court of Review.—C.R., 1901, Tait, Mathieu and Loranger, J.J., *Corporation of Coaticook v. People's Telephone Co.*, 19 R.J., 535.

ARTICLE 54.

In a suit in the Superior Court, claiming municipal taxes to an amount exceeding \$100, accompanied with a demand for school taxes, a declinatory exception asking the dismissal of that portion of the demand which is for school taxes, on the ground that the Circuit Court has exclusive jurisdiction, will be maintained.—S.C., 1898, White, J., *Corporation of Dudswell v. Quebec Central Railway*, 19 R.J., 116.

A judgment of the Circuit Court in an action in recognition of a hypothec is susceptible of revision by the Court of Review.—C.R., 1899, Tait, Loranger & Ouimet, J.J., *Latour v. L'Heureux*, 16 R.J., 485.

Les demandeurs, mari et femme séparés de biens, avaient poursuivi conjointement le défendeur lui réclamant la somme de \$100 à titre de dommages-intérêts pour diffamation.

Jugé :—Que cette demande conjointe formait réellement une demande de \$50 pour chacun des demandeurs et que par tant elle était de la compétence exclusive de la Cour de Circuit, à laquelle le tribunal la renvoya d'office.—C.S., 1898, *Campbell v. Kavanagh, Mathieu, J.*, 15 R.J., 80.

Que dans une poursuite entre locateur et locataire, où ce dernier poursuit pour recouvrer \$21.12 de dommages causés par l'eau, provenant de la couverture de la maison louée, et pour forcer le propriétaire à réparer ce toit, ou à être autorisé à le faire à sa place jusqu'à concurrence d'une somme de \$90 ; l'action doit être intentée à la Cour de Circuit, appelable, comme dans une action au-dessus de \$100.—C.C., 1899, Bélanger, J., Choquette v. Bélanger, J., 5 R.L., n.s., 52.

Qu'il n'y a pas d'appel à la Cour du Banc de la Reine d'un jugement de la Cour de Circuit du chef-lieu.—C.B.R., 1900, Sénécal v. La Corp. de l'Île Bizard, 3 R.P., 388.

ARTICLE 55.

La Cour de Circuit n'est pas compétente à se prononcer sur l'illégalité d'une corporation, cette adjudication étant de la juridiction exclusive de la Cour Supérieure.—C.C., 1897, Champagne, J., The Syndics of St. Gabriel v. McShane, 11 R.J., 309.

Une action en déclaration d'hypothèque pour une somme moindre que \$100, est de la compétence de la Cour de Circuit.—C.S., 1897, Mathieu, J., Laverdure v. Côté, 13 R.J., 254.

V., however, The School Commissioners of St. Henry v. Salomon, 11 R.J., 329.

La Cour peut, sur requête d'une partie, renvoyer une cause à un autre tribunal, si la question de juridiction vient d'être décidée par un tribunal dont la décision semble bien fondée. Dans une poursuite pour privilège d'ouvrier, c'est le montant réclamé seul, quelles que soient les conclusions prises, qui détermine la compétence du tribunal.—C.S., 1897, Archibald, J., Corbell v. The Montreal Investment and Freehold Company, 1 R.P., 244.

Even if the demand in a case is of an appealable nature, it does not follow that an appeal lies from the judgment thereon of a court having only a non-appealable ultimate jurisdiction. It is the nature of the jurisdiction of the court which renders judgment, which decides whether an appeal lies to the Court of Queen's Bench, and consequently a review before this court from such judgment.

The right of appeal does not exist by implication or because it is thought just that an appeal should lie; it exists only where expressly given.

The Circuit Court sitting at a chef-lieu is a court of ultimate jurisdiction, and therefore no appeal lies from its judgments in any case whatever.

An action brought for a penalty to be paid totally or partly to the Crown does not constitute a demand appealable by its nature.

The articles of the Code of Civil Procedure which render appealable suits for "fees of office, duties, rents, revenues,

ARTICLE 55.—Continued.

or sum of money payable to the Crown," do not include suits for penalties. The maxim, "noscuntur a sociis," applies in this case.—C.R., 1898, Casault, Caron & Andrews, J.J., Dickey v. Thibault, 13 R.J., 58.

A municipal corporation, when suing for municipal taxes before the Superior Court, cannot sue for school taxes in the same action, the jurisdiction for suits for school taxes belonging exclusively to the Circuit Court.

Art. 170, C.P., applies only to a case in which the whole record may be sent before the competent tribunal; therefore, in a case in which part of the demand is within the jurisdiction of the Superior Court, and the balance of the demand is exclusively within the jurisdiction of the Circuit Court, the Superior Court will dismiss, on motion, that part of the demand with regard to which it has no jurisdiction.—S.C., 1898, White, J., The Corporation of Dudswell v. The Quebec Central Railway, 1 R.P., 383.

La Cour Supérieure n'a pas juridiction pour juger la contestation de l'élection d'un commissaire d'école, fondée sur l'incapacité du défendeur, telle contestation étant de la compétence exclusive de la Cour de Magistrat.—C.S., 1898, Langelier, J., Joyce v. Hart, 14 R.J., 199.

On ne peut évoquer à la Cour Supérieure une action intentée en Cour de Circuit pour le recouvrement de taxes scolaires, quand même cette action affecterait des droits futurs.—C.S., 1898, Mathieu, J., Commissaires d'Ecoles de St-Henri v. La Ville de St-Henri, 14 R.J., 144; 4 R.L., n.s., 306.

Si des époux réclament, par une même poursuite, \$100 de dommages pour propos tenus sur leur compte, cette action sera traitée comme une action de \$50 pour chacun des demandeurs, et renvoyée d'office par le tribunal de la Cour Supérieure à la Cour de Circuit.—C.S., 1898, Mathieu, J., Campbell v. Kavanagh, 1 R.P., 509.

La Cour de Circuit siégeant au chef-lieu d'un district n'est pas compétente pour connaître et juger une action personnelle de \$12, pour arrérages d'une rente annuelle constituée.

La Cour Supérieure est compétente pour connaître et juger une telle action qui peut, en conséquence, originer à la Cour Supérieure.—C.S., 1902, Cimon, J., Lebel v. Langlois, 22 R.J., 239.

D'après l'article 55 C.P.C., il n'y a pas lieu d'évoquer à la Cour Supérieure du district une action au montant de \$99, intentée devant la Cour de Circuit du comté, pour des matières pouvant affecter des droits futurs.—C.S., 1903, Choquette, J., Roy v. Ferland, 5 R.P., 188.

Qu'il n'y a pas d'appel d'un jugement rendu en Cour de Circuit, en matière municipale, et que, par conséquent, une partie poursuivie pour taxes municipales, ne peut, même en invoquant des droits futurs, évoquer la cause à la Cour Supérieure.—C.S., 1903, Desmarais, J., Corp. de Nicolet v. Imperial Oil Co., 5 R.P., 205.

ARTICLE 59.

Held:—That a writ of certiorari does not lie to inquire into the merits of a decision of judgment rendered by the Commissioners' Court if there is no allegation of irregularities in any of the proceedings, but simply a complaint as to the injustice and illegality of the judgment.—S.C., 1898, Curran, J., Mac-laren v. Demers, 1 R.P., 305.

License Commissioners, although not among the inferior courts mentioned in the Code of Civil Procedure, have duties of a judicial character which, on proper occasions, subject them to the superintending authority of the Superior Court, and the proper remedy is a writ of prohibition.—S.C., 1899, Davidson, J., Kearney v. Desnoyers, 19 R.J., 279.

Held:—1. A judgment may be a "final judgment" within the meaning of Section 28 of the Supreme Court Act, so as to be susceptible of appeal to the Supreme Court, even if it does not finally decide the merits of the action, provided always that it finally decides a particular issue arising on the merits.

2. So, a judgment of the Court of Queen's Bench confirming a judgment of the Superior Court, which maintained on inscription in law by the plaintiff against a defence of prescription, is appealable to the Supreme Court.—Supreme Court, 1900, Griffith & Harwood, 2 P.R., 505.

3. Le défaut de dater un jugement n'est pas suffisant pour l'invalider quand la date est d'ailleurs constante.—C.S., 1900, Mathieu, J., Auger v. Lamoureux, 2 R.P., 527.

Qu'un bref de certiorari demandé par un résident de la cité de Montréal, assigné à Montréal à comparaître devant la Cour des Commissaires de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, et condamné par cette Cour, dont il avait décliné la compétence, est bien fondée et sera maintenue, la Cour des Commissaires étant sans juridiction dans ce cas.—C.S., 1900, Taschereau, J., Lapointe v. Viger, 3 R.P., 37.

ARTICLE 61.

Le délit et le quasi-délit engendrent une dette, et la Cour de Magistrat du Comté est compétente pour juger la cause dans les limites de sa juridiction, où le délit ou quasi-délit a été commis, quand même le défendeur n'a pas son domicile dans le district.—C.M., 1901, Tremblay, M. Duguay v. The North American Transportation Co., 7 R. de J., 562.

ARTICLE 63.

V. art. 59, Kearney v. Desnoyers.

ARTICLE 64.

Held:—That the Courts of the Province of Quebec have no jurisdiction to try an action based upon a conversion, in Victoria, of goods shipped there from Quebec, nor a motion to amend a declaration founded on those facts.—S.C., 1899, Andrews, J., Duchaine v. Freel, 2 P.R., 278.

V. art. 59, Kearney v. Desnoyers.

ARTICLE 65.

Jugé :—1.—Qu'il y a lieu à un " certiorari " pour se pourvoir contre un jugement des Commissaires du Hâvre de Montréal, lorsque la personne condamnée n'a pas comparu à la suite d'une sommation illégale.

2.—Que les Commissaires du Hâvre de Montréal ont une juridiction civile dans les matières de simple discipline, et que la sommation, qui peut émaner sans plainte écrite et assermentée, peut être signifiée par un huissier de la Cour Supérieure.—C.S., 1897, Loranger, J., Dussault v. Les Commissaires du Hâvre de Montréal, 1 R.P., 105.

V. art. 59, Kearney v. Desnoyers.

ARTICLE 67.

Held:—1. The omission to bring an appeal to the Supreme Court must have been caused by special circumstances which would make it unreasonable to impute the failure to act within the prescribed time to negligence on the part of the party seeking the appeal.

2. The court will not regard as special circumstances the fact that the judgment appealed from was rendered by the Court of Appeals between the 20th of December and the 10th of January; the fact that the civic elections were then in progress, and that the attorneys of the appellant, the city of Montreal, could not very well obtain instructions from the corporation; nor that they were engaged elsewhere on behalf of the city, either before the Supreme Court, or before Parliament or the Legislature.

3. If the appellant chooses to appeal from the Court of King's Bench to the Privy Council, there is no injustice in refusing him leave to change his mind and appeal to the Supreme Court instead of the Privy Council, after the delays for obtaining such leave have expired.—C.K.B., 1902, The City of Montreal & The Montreal Street Railway Company, 4 P.R., 446.

ARTICLE 68.

An appeal lies to Her Majesty in Council from a decision of the Court of Queen's Bench on a petition of right.—P.C., 1899, The Queen v. Demers, 1900, 103.

Held:—That no appeal will lie to the Supreme Court, where the amount in dispute is less than five hundred pounds sterling, unless there is a provision of law to the contrary.—C.R., 1899, Taschereau, White & Choquette, J.J., Stewart v. Stewart, 2 P.R., 153.

Jugé :—Une action pour violation de brevet d'invention, où le demandeur réclame une injonction et \$15,000 de dommages, qu'il consent, par écrit, à réduire à \$25, pour éviter des frais d'enquête, n'est pas, quelle que soit la valeur du brevet, une cause dont il y ait appel de droit au Conseil Privé.—C.B.R., 1901, Came & Consolidated Car Heating Co., 4 P.R., 526.

This Court has no power to determine definitely whether or not a right of appeal exists in a particular case to the Privy Council. That right is determined by Art. 68 C.C.P. as it may be interpreted by the Privy Council itself.—C.K.B., 1901, Asbestos and Asbestic Co. and Sclater, 10 R.J., 61.

ARTICLE 69.

En matière de pétition de droit, il y a appel à Sa Majesté en son Conseil Privé, du jugement final de la Cour du Banc de la Reine.—C.B.R., 1898, *Regina v. Demers*, 1 R.P., 413.

La Cour du Banc de la Reine est liée par le Code de Procédure, qui ne permet l'appel au Conseil Privé que dans des cas déterminés, et elle ne peut, comme le Conseil Privé, accorder à sa discrétion, des permissions spéciales d'appeler.—C.B.R., 1898, *La Cie de Pulpe de Mégantic & Corporation de Ste-Agnès*, 7 R.J., 349.

ARTICLE 70.

Held:—That a judge in chambers has not jurisdiction to declare a *saisie-arrest* after judgment *tenante*; and a motion to that effect will be dismissed by the judge in chambers to be made before a judge sitting in banco.—S.C., 1897, *Tellier, J., Smith v. Griffin*, 1 P.R., 146.

Jugé:—1. Le demandeur a droit contre le défendeur aux frais de ses témoins qui n'ont pas été examinés à l'enquête, et qui ont été taxés sans objection de la part du défendeur.

2. A tout événement, le juge en chambre ne peut modifier le jugement final du tribunal condamnant, sans restriction, une partie aux dépens.—C.C., 1898, *Andrews, J., Gosselin v. Dechêne*, 1 R.P., 306.

Il n'y a pas d'appel de la décision d'un juge en chambre adjugeant sur une requête pour réviser la taxation d'un mémoire de frais.—C.B.R., 1899, *Cie Chemin de Fer de la Vallée Est du Richelieu & Ménard*, 3 R.P., 133.

Le juge en chambre a juridiction pour nommer un curateur à une corporation dissoute.—C.B.R., 1899, *Joynt & Mulcair*, 9 R.J., 23.

ARTICLE 71.

Un juge en chambre n'a pas juridiction pour déclarer une *saisie-arrest* après jugement *tenante*. Une motion à cet effet sera renvoyée de la chambre à l'audience.—C.S., 1897, *Tellier, J., Smith v. Griffin*, 4 R.L., n.s., 137 ; 13 R.J., 221.

La Cour peut d'elle-même s'ajourner en chambre et le juge peut aussi ajourner devant la Cour.—C.B.R., 1899, *Joynt & Mulcair*, 9 R.J., 23.

ARTICLE 72.

Il y a appel à la Cour du Banc de la Reine de tout jugement d'un juge de la Cour Supérieure, en chambre, sans dis-

inction.—C.B.R., 1898, La Cie du Chemin de Fer de la Vallée Est du Richelieu & Ménard, 1 R.P., 202 ; 7 R.J., 486.

Jugé :—Que la Cour n'a pas droit de reviser la décision du juge qui a reçu, en chambre " ex-parte," une requête en contestation d'élection.—C.S., 1900, Mathieu, J., Renault v. Gagnon, 2 R.P., 517.

ARTICLE 74.

Une règle de pratique ne peut pas être incompatible avec les dispositions du Code.—C.B.R., 1899, Joyn & Mulcair, 9 R.J. 23.

ARTICLE 77.

Jugé :—Une opposition à fin d'annuler de la part du défendeur, basée sur le fait que le procès-verbal contient des contradictions et qu'une copie n'en a pas été laissée au défendeur, sera renvoyée avec dépens, ces irrégularités n'étant pas de nature à lui causer un préjudice réel.—C.C., 1898, Caron, J., Gervais v. Francoeur & Francoeur, 1 R.P., 465.

(Infirmité, Loranger, J., " dissidente," le jugement de Tellier, J.) :—1. Toute action suppose un droit chez le demandeur et la violation de ce droit par le défendeur.

2. Pour que celui qui a droit d'exiger un compte d'un autre ait une action en reddition de compte contre lui, il faut qu'il le lui ait demandé et que le défendeur l'ait refusé, et s'il le poursuit sans le lui avoir jamais demandé, et que le défendeur, dès qu'il est poursuivi, produit son compte, l'action doit être renvoyée avec dépens comme prématurée.—Chanteloup v. Fulton, C.R., Loranger, Archibald, Langelier, J.J., 1899, 16 R.J., 387.

Qu'un tiers qui fait une opposition afin de distraire à une saisie de meubles, ne peut invoquer comme moyen que les effets saisis sont insaisissables en loi, ce moyen ne peut être invoqué que par le défendeur, et personne ne peut exciper de droit d'autrui.—C.S., 1900, Mathieu, J., Beaubien v. Perreault & Piché, 6 R.L., n.s., 43.

Jugé :—Qu'un paroissien et franc-tenancier n'a aucun intérêt à intervenir dans une contestation entre un paroissien qui demande à être mis en possession d'un banc d'église d'une part, et le curé et les marguilliers de l'autre, pour demander, par son intervention, que l'action du demandeur soit maintenue, l'intérêt de l'intervenant paraissant au contraire être celui des curé et marguilliers : telle intervention sera renvoyée sur inscription en droit.—C.S., 1900, Mathieu, J., Bédard v. Monette, 2 R.P., 501.

Une conviction prononcée par un juge de paix exerçant illégalement sa charge, n'ayant pas les qualifications et qualités requises par la loi, peut être attaquée par l'action directe.—C.S., 1900, Lemieux, J., La Corporation de Ham.-Nord v. Juneau, 8 R. de J., 165.

Du moment que les représentants légaux d'un défendeur défunt interviennent dans la cause et déclarent que la dite

inscription en révision a été faite pour eux et d'après leurs instructions, qu'ils demandent à se faire substituer au défendeur décédé, la partie adverse n'a plus d'intérêt à se plaindre que l'inscription a été faite au nom du défendeur.—C.B.R., 1901, *Fraser v. Price*, 10 R.J., 511.

Si le demandeur a transporté sa créance après la contestation liée, il peut cependant continuer la cause et obtenir jugement en son nom.—C.S., 1901, *Lemieux, J., Larivière v. Corp. de Richmond*, 21 R.J., 37.

ARTICLE 78.

Held:—That where a petition is presented by the usufructuary of property "à titre d'inaliénabilité," to be allowed to alienate the usufruct for the purpose of repairing the property subject thereto, the Court will dismiss the petition as useless, where the petitioner is in full possession of his civil rights.—C.S., 1897, *Mathieu, J., Ex parte Sutherland*, 1 P.R., 81.

Where husband and wife, common as to property, are sued conjointly for a debt for which plaintiff alleges that the community is liable, the female defendant has a right to appear and plead her own rights, and is entitled to demur to the action on the ground that it should have been brought against the husband alone as head of the community.—S.C., 1897, *Curran, J., Caron v. Kavanagh*, 13 R.J., 296.

Where a contract is made by a wife common as to property, she does so only as agent of the community, and when action is brought in respect of such contract, the husband must be made a party.—S.C., 1897, *Archibald, J., Nordheimer v. Farrell*, 1 P.R., 34.

Le liquidateur d'une compagnie insolvable ne peut poursuivre sans l'autorisation préalable du juge, son autorisation subséquente est insuffisante. Dans le cas de poursuite sans cette autorisation, l'action pourra être renvoyée sur exception à la forme.—C.S., *Mathieu, J.*, 1897, *Common v. McCaskill*, 3 R.L., n.s., 463 ; 13 R.J., 282.

Une exception à la forme tendant à faire déclarer à la demanderesse, qui se donne comme épouse séparée de biens, si cette séparation est contractuelle ou judiciaire, sera maintenue si la demanderesse ne vient pas prouver sa séparation de biens.—C.S., 1897, *Mathieu, J., Martel v. Tanguay*, 1 R.P., 60.

That the authorization to appear in judicial proceedings obtained under the foreign laws must be alleged and that an action taken by such party without that allegation will be dismissed on an exception to the form (sauf recours).

That an action brought by a wife, who alleges that she is authorized to that effect by her husband, the non joinder of the husband as a party to the suit is not a ground of exception to the form if the authorization is admitted.—S.C., 1898, *Mathieu, J., Chalmers v. The North West Shoe Co.*, 1 P.R., 250.

Jugé :—Qu'une action intentée contre un mineur non assisté sera renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1898, *Loranger, J., Campetti v. Mayer*, 1 R.P., 540.

ARTICLE 78.—Continued.

A married woman who sues, authorised by her husband, must allege that she is separate as to property, as otherwise the action would belong to the husband alone as the head of the community.—S.C., 1898, Davidson, J., Thivierge v. The Cure, etc., of St. Vincent-de-Paul, 1 R.P., 378.

La femme séparée de biens n'a pas besoin de l'autorisation de son mari pour faire une opposition afin de distraire.—C.S., 1898, Mathieu, J., Grothé v. Maisonneuve & Nelson, 13 R.J., 345.

Une femme commune en biens, dont le mari est interne dans un asile d'aliénés, doit, pour avoir le droit d'intenter une action, pour injures personnelles, faire nommer un curateur à son mari, et se faire autoriser par lui, et non pas demander l'autorisation du tribunal ou du juge pour ester en justice.—C.C., 1898, Champagne, J., Rose v. Perrault, 1 R.P., 402.

Le mineur émancipé par mariage, pouvant avec l'assistance de son curateur intenter une action immobilière, il peut, avec cette assistance, et sans qu'il soit nécessaire de requérir l'autorisation judiciaire sur avis du conseil de famille, réclamer le prix de vente d'un de ses immeubles, vendu pendant sa minorité et payable à l'épouse de son mariage, lequel prix constitue un capital immobilier par la détermination de la loi.—C.S., 1898, Mathieu, J., Bolduc v. Caillé, 14 R.J., 209.

Jugé :—1. Qu'une femme, exécutrice testamentaire et légataire universelle de son mari peut poursuivre en ces deux qualités réunies les débiteurs de la succession.

2. Qu'elle n'a pas besoin d'alléguer qu'elle a accepté telle succession.—C.S., 1898, Mathieu, J., Kehoe v. Paradis, 2 R.P., 59.

The plaintiff was a married woman "sous puissance de mari," but was wrongly described in the writ as being a widow.

She acknowledges this fact upon her interrogatories "sur faits et articles."

Held :—1. A woman "sous puissance de mari" cannot sue nor make any legal proceedings without the authorization of her husband ;

2. As soon as it appears to the Court that she is acting without such leave, all the proceedings in the case will be annulled and the parties put out of Court.—S.C., 1893, Andrews, J., Néroir v. Breton, 2 P.R., 86.

Que l'obligation de la femme mariée, séparée de biens, de contribuer proportionnellement à ses facultés et à celles de son mari, tant aux frais de ménage qu'à ceux de l'éducation des enfants communs, n'est pas une obligation solidaire de celle du mari.

2. Qu'un médecin qui a obtenu jugement pour services professionnels, mais qui n'a pu exécuter ce jugement vu l'insolvabilité du défendeur, peut poursuivre ensuite, pour ces mêmes services, l'épouse séparée de biens de ce défendeur, mais non réclamer d'elle les frais faits contre son mari ou les intérêts accrus depuis la date de l'action et du jugement.—C.S., 1898, Mathieu, J., Piché v. Morse, 1 R.P., 220.

ARTICLE 78.—Continued.

Jugé :—1. Qu'une épouse commune en biens n'a pas le droit de poursuivre, autorisée par son mari, pour des biens mobiliers, cette action appartenant au mari seul.

2. Qu'il sera permis sur motion d'amender un bref et une déclaration, en ajoutant comme partie à la cause, l'époux de la demanderesse personnellement.—C.S., 1898, Mathieu, J., Côté v. Côté, 1 R.P., 297.

Un curateur qui intente une action sans l'autorisation d'un juge, peut se faire autoriser, même après que le défendeur aura pris avantage de ce défaut de formalités par une défense en droit, en payant les frais d'un amendement après production d'une défense en droit.—C.S., 1898, Mathieu, J., Gagnon v. Beauchamp, 4 R.L., n.s., 152.

Un nommé Brown, commerçant, avait été interdit pour ivrognerie d'habitude, et Dame Rose Hoffman, son épouse, avait été nommée sa curatrice. Brown ne rencontrant plus ses paiements, demande de cession de biens fut faite à sa femme en sa qualité de curatrice de son mari.

Jugé :—Cette demande de cession de biens était suffisante et il n'était pas nécessaire que Brown fut assigné pour autoriser son épouse, cette dernière n'étant pas personnellement en cause, mais seulement en sa qualité de curatrice.—C.R., 1898, Taschereau, Pagnuelo et Lavergne, JJ., Renaud v. Hoffman, 14 R.J., 472.

Un mineur qui n'est pourvu d'aucun tuteur, ne peut être poursuivi en justice pour dommages causés par sa négligence ; et s'il est poursuivi comme majeur, l'action pourra être renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1898, Mathieu, J. McLaughlin v. Leduc, 4 R.L., n.s., 456.

Le mineur pour ester en justice doit être assisté de son tuteur.—C.S., 1898, Routhier, J., Beaudet v. Bédard, 4 R.L., n.s., 488.

Jugé :—Qu'un mineur émancipé par mariage, a droit d'ester en justice sans l'assistance d'un curateur, tant en demandant qu'en défendant, dans une action mobilière.—C.C., 1899, Pelletier, J., Cloutier v. Cloutier, 2 R.P., 397.

Jugé :—Que si la partie demanderesse dans une action ne possède pas la plénitude de ses facultés mentales et est notoirement aliénée, et incapable de donner un consentement valable à la poursuite intentée, l'action sera renvoyée sauf recours sur exception à la forme, sans frais.—C.S., 1899, Curran, J., Parizeau v. Bélanger, 2 R.P., 388.

Que si un demandeur est à la fois avocat et ministre, il peut prendre successivement, dans une action, ces deux qualités, pourvu qu'il soit suffisamment identifié.—C.S., 1899, Mathieu, J., Stephens v. Préfontaine, 2 R.P., 193.

Hold :—That a wife whose action in separation as to bed and board has been rejected, cannot, without another authorization of the Court, take any other proceedings against her husband, and that a "saisie-arrest" issued without the authorization of the Court will be dismissed on motion to that effect by the husband, defendant.—S.C., 1899, Archibald, J., Emery v. Martel, 2 P.R., 264.

ARTICLE 78.—Continued.

Held:—1. That an action for bodily injuries inflicted to wife assumed to be common as to property, belongs to the community, and therefore must be brought by the husband alone.—S.C., 1899, Archibald, J., Tondreau v. Semple, 2 P.R., 296.

Lorsqu'un père s'est engagé à travailler, avec son fils mineur, comme journaliers, et que les deux sont déchargés par l'entrepreneur, le père a droit de poursuivre pour son salaire et en même temps pour celui de son fils, sans avoir été préalablement nommé tuteur de ce dernier.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., Mastracala v. Ryan, 5 R.L., n.s., 418.

Un mineur émancipé n'a pas le droit d'intenter, sans l'assistance de son curateur, une action en recouvrement du capital d'une obligation.—Casgrain v. Malette, Langelier, J., C.S., 1899, 15 R.J., 612.

Que le curateur au mari interdit n'a pas qualité pour autoriser la femme à un acte quelconque, et par conséquent ne doit pas nécessairement être mis en cause dans une action prise contre la femme.

Que lorsque le mari est interdit, c'est à la Cour à autoriser la femme, et cette autorisation peut être donnée en tout état de cause.—C.S., 1900, Loranger, J., Parizeau v. Huot, 3 R.P., 395.

Jugé :—Qu'une action en dommages pour la mort d'un enfant né d'un premier mariage, appartient au second mari de la mère de la victime, commun en biens avec son épouse.

2. Que si la nullité de l'action prise par la femme dans de telles circonstances, n'est invoquée qu'à la plaidoirie orale, l'action sera renvoyée, mais sans frais d'enquête.—C.S., 1900, Langelier, J., Lefebvre v. Dominion Wire Man'f'g. Co., 3 R.P., 224.

Qu'une femme mariée qui poursuit en justice et qui n'allègue pas dans le bref qu'elle a été dûment autorisée à ce faire, pourra obtenir la permission d'amender son bref pour y ajouter ces mots, si elle a été de fait préalablement autorisée par un juge et que l'omission n'est qu'une erreur de sa part.

Que les frais qui sont accordés à la partie adverse dans le cas d'amendement d'une pièce de procédure doivent être payés préalablement, sinon l'amendement sera considéré comme irrégulier et renvoyé sur motions.—C.S., 1900, Mathieu, J., Paré v. Riendeau, 6 R.L., n.s., 83.

Qu'une femme, sous puissance de mari, même marchande publique, ne peut ester en justice seule sans l'autorisation de son mari.—C.C., 1900, Bélanger, J., Giguère v. Sauvé, 6 R.L., n.s., 96.

Jugé :—Que la femme mariée, séparée de biens, peut être poursuivie seule, sans son mari, pour le recouvrement d'un billet promissoire, signé par elle, et qu'une exception à la forme, basée sur le fait que son mari n'est pas assigné pour l'autoriser, est mal fondée.—C.S., 1900, Mathieu, J., Fraser v. Ogilvie, 3 R.P., 424.

Jugé :—Qu'un demandeur qui poursuit en sa qualité d'exécuteur testamentaire, sur un bail passé en cette qualité avec

ARTICLE 73.—Continued.

la défenderesse, n'est pas tenu de produire les pièces prouvant sa qualité avant de pouvoir inscrire "ex-parte."—C.S., 1900, Langelier, J., Leclair v. Huot, 3 R.P., 389.

Pour que la femme soit autorisée par son mari à ester en justice, il ne suffit pas que celui-ci l'ait assistée pendant le procès en donnant les instructions au procureur et en étant présent, mais il faut que cette autorisation apparaisse au dossier, ou que le mari soit partie dans la cause avec la femme, sans quoi il échappe à la juridiction de la Cour.—C.B.R., 1901, Thibaudeau & Desilets, 10 R.J., 183.

Jugé :—1. A moins de raisons jugées valables, le mari de la femme mineure émancipée par mariage, doit être nommé son curateur.

2. Le droit du mari à la curatelle de sa femme mineure, est une conséquence des devoirs respectifs des époux et de leurs rapports d'intimité. Ces motifs cessent d'exister quand, par exemple, les époux sont séparés de fait, et que la femme se prépare à intenter une action en séparation de corps. Dans ce cas le mari perd tout droit à la curatelle de sa femme.—C.S., 1901, Mathieu, J., "ex-parte" Pautz, 3 R.P., 570.

Action en dommages pour injures verbales intentée par la demanderesse commune en biens assistée de son mari :

Jugé :—1. Que la créance poursuivie en cette cause appartient à la communauté de biens existant entre elle et son épouse ;

2. Que le mari seul peut intenter une action pour et au nom de la communauté ;

3. Que ce moyen doit être invoqué par défense en droit, et non par exception à la forme.—C.C., 1901, Lynch, J., Goyette v. Brunelle, 3 R.P., 464.

Held:—An interdict for prodigality cannot be sued or appear alone in judicial proceedings, and a writ taken against him cannot be amended by adding his curator as co-defendant. S.C., 1901, Davidson, J., Leroux v. de Beaujeu, 4 P.R., 35.

Jugé :—La femme mineure, émancipée par mariage, peut ester en justice dans une action personnelle et mobilière, sans autre assistance et autorisation que celle de son mari, mis en cause à cet effet, et n'a aucunement besoin de l'assistance d'un curateur.—C.S., 1901, Larue, J., Galarneau v. Bertrand, 20 R.J., 283.

Jugé :—La femme séparée quant aux biens contractuellement, peut ester en justice sans l'assistance ni l'autorisation de son mari, ni d'un juge, pour l'administration et la conservation de ses biens mobiliers ; partant, elle peut, seule, intervenir dans une cause pour la conservation de ses biens mobiliers, une telle procédure n'étant qu'un acte de simple administration.—C.S., 1902, Mathieu, J., Beauchamp v. Beauchamp, 4 R.P., 400.

Juge :—Les sauvages sont assimilés à des mineurs qui auraient pour tuteur le surintendant, et la nullité de leurs actes ne peut être invoquée que par eux seuls, et non par ceux qui ont traité avec eux.—C.S., 1901, Langelier, J., Boucher v. Montour, 4 R.P., 175.

ARTICLE 78.—Continued.

Jugé :—La femme mariée, commune en biens, autorisée de justice sur le refus de son mari, peut instituer une action en son nom seul pour protéger sa personne et son honneur contre des actes de violence dont elle a été la victime.

2. Quoique l'indemnité qu'elle obtient puisse tomber dans la communauté, il faut avant tout considérer le principe de l'action qui a un caractère propre à sa personne et à son honneur qu'elle a droit de protéger même malgré son époux.—C.S., 1901, Pelletier, J., *Baker v. Gingras*, 20 R.J., 85.

Semble that a married woman, separate as to property from her husband, can be sued alone on a promissory note signed by her.—C.Q.B., 1901, *Ogilvie and Fraser*, 3 P.R., 546.

Que la femme mariée ne pouvant dans une action hypothécaire, ester en justice, sans l'assistance ou l'autorisation de son mari, ou l'autorisation de justice, alors, le demandeur qui poursuit telle femme assistée de son mari et qui ne peut, à cause que le mari a laissé le pays, faire signifier l'action au mari, doit, au préalable à l'action, obtenir autorisation de justice.—C.S., 1901, Cimon, J., *Crédit Foncier Franco-Canadien v. Dufresne*, 21 R.J., 108.

Jusqu'à preuve du contraire, la partie qui fait une procédure dans une cause est censée avoir la capacité requise, et, par ce motif, en l'absence de preuve qu'une corporation dans une cause n'avait pas la capacité nécessaire pour faire la défense produite, telle capacité sera présumée. Dans ces circonstances, une motion demandant le rejet d'une défense sur le motif qu'elle n'a pas été accompagnée d'une résolution de la Corporation défenderesse, sera renvoyée avec dépens.—C.S., 1901, Langelier, J., *Sénécal, v. Le curé de St-Paul*, 8 R. de J., 180.

La Cour ne peut, sur le refus de son conseil judiciaire, autoriser un incapable à ester en justice aux fins de poursuivre le conseil.—C.S., 1902, Fortin, J., *Dudevoir v. Brunet*, 4 R.P., 476.

Une action en séparation de corps et de biens, et pour pension alimentaire, est une action personnelle et mobilière, et peut être intentée par un mineur émancipé, sans l'assistance de son curateur.—C.S., 1902, Choquette, J., *Wilson v. Brown*, 4 R.P., 455.

Jugé :—1. L'art. 1298 C.C., n'enlève pas à la femme commune en biens le droit d'exercer avec l'autorisation de son mari, les actions mobilières qui lui appartiennent.

2. Il faut cependant que la déclaration fasse voir que les biens mobiliers qu'elle réclame ne tombent pas dans la communauté.

3. La demande en destitution d'exécuteurs testamentaires, et la demande en reddition de compte, ne sont pas incompatibles.

4. Le fait que les défendeurs auraient déjà rendu compte et que la partie demanderesse n'aurait qu'une action en réformation de compte, ne peut faire l'objet d'une exception à la forme.—C.S., 1901, Mathieu, J., *Donohue v. Donohue*, 4 R.P., 300.

ARTICLE 78.—Continued.

Qu'une action intentée contre un mineur non assisté, sera renvoyée sur exception à la forme, mais sans frais.—C.C., 1902, Caron, J., Leclerc v. Couture, 4 R.P., 460.

La femme séparée de biens ne peut ester en justice sans l'autorisation de son époux que lorsqu'il s'agit d'actes de pure administration. Défendre à une action en revendication de biens mobiliers n'est pas un acte de simple administration.

Lorsque la défenderesse, dans une instance en revendication de biens mobiliers se remarie, il est alors nécessaire que l'instance soit reprise par telle défenderesse avec l'assistance de son mari.

Dans ces circonstances, lorsqu'il y a séparation de biens, l'époux ne peut demander seul à reprendre et continuer l'instance, mais c'est l'épouse défenderesse qui doit faire telle demande de reprise d'instance, avec l'assistance de son époux. C.S., 1902, Langelier, J., Toupin v. Boulé, 8 R. de J., 481.

Held:—1. That a married woman does not need judicial authorization to ester in justice under the provisions of sec. 149 of the License Law of Quebec, 63 Vict., c. 12.

2. That a notice, not strictly according to the provisions of section 147 of the same Act, is null and of no effect.—S.C., 1901, Davidson, J., Faulkner v. Faulkner, 4 R.P., 173.

ARTICLE 79.

Des gardiens judiciaires nommés par une Cour étrangère aux biens d'une compagnie de chemin de fer soumise à la juridiction de telle Cour, peuvent ester en justice en cette qualité dans la province de Québec, pour s'opposer à la saisie des biens de cette compagnie, lorsque le jugement qui les nomme comme la loi du pays étranger, les autorisent à ester en justice, pour toutes les fins de leur administration.

Lorsque la loi du pays étranger ne permet plus, après la nomination d'un gardien judiciaire, la saisie des biens d'une compagnie de chemin de fer, un habitant de la Province de Québec, qui, comme prête-nom d'un créancier du pays étranger, a obtenu devant nos tribunaux un jugement contre la compagnie, ne peut faire saisir en cette province les locomotives et chars de la compagnie qui se trouvent, au moment de leur saisie, sur des lignes de chemin de fer n'appartenant pas à cette compagnie mais formant partie de son système.—C.S., 1898, Loranger, J., Barker v. The Central Vermont Ry. Co., 14 R.J., 467 ; 4 R. de J., 449.

Also the judgment rendered by Mr. Justice Archibald in the same case, reported in R.J., 13 S.C., 2, and 1 R.P., 51.

Lorsqu'un étranger intente une action en justice dans une qualité quelconque, il doit alléguer et prouver comme matière de fait que, suivant la loi de son domicile, il a le droit de poursuivre ; à défaut de cette preuve, son action peut être renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1898, Mathieu, J., Chalmers v. The Shoe Wire Grip Co., 4 R.L., 397.

A railway company, incorporated under the laws of Vermont, having become insolvent, was placed in the hands of receivers by judgment of the Circuit Court of Vermont, which

vested them with all the assets of the railway, and authorized them to operate it. The receivers took possession of the assets under this judgment, and by the laws of Vermont the creditors of the company could not after that date execute any judgment against the railway. Some of the cars and locomotives of the company, of which the receivers had previously taken possession, and which were on the tracks of the Grand Trunk Railway in Montreal, in the course of the operation of the railway by the receivers, were seized by a creditor in execution of a judgment obtained in this Province. The judgment creditor was a mere prête-nom for an American creditor, and the promissory note upon which the judgment was obtained, was signed and made payable in Vermont, where the maker (the Railway Company) and the payee were both domiciled. The receivers opposed the execution of the judgment here on the ground that the seizing plaintiff in the cause was bound by the law of Vermont, which prevented him from executing the judgment against property of which the receivers had taken possession under the judgment of the Circuit Court of Vermont, and which vested them with the assets of the company against the creditors. Held:—1. As the contract was made in Vermont between persons domiciled in that State, the consequences attached to the contract by the laws of Vermont must be applied by our courts.

2. Inasmuch as one of the conditions and consequences of the contract with the railway company, made applicable to it by the laws of Vermont, was that the right of execution and sale of the property of the railway should cease on the appointment of receivers, this judgment creditor could not be allowed to proceed to execute his judgment against such property merely because it had passed from the territorial jurisdiction of the court of Vermont into that of the courts of this province. *Barker v. The Central Vermont Railway and C. M. Hayes et al., opposants, C.S., Archibald, J., 1898, 13 R.J., 2.*

ARTICLE 80.

Un défendeur poursuivi sur billet, peut plaider que ce billet a été fait sans considération, et invoquer ce défaut contre le porteur qui tient ses titres d'administration illégalement nommés par un tribunal étranger.—C.S., 1902, Langelier, J., *Poirier v. Arnault*, 5 R.P., 139.

ARTICLE 81.

The institution and the service upon the defendant of an action by a creditor claiming a certain amount against a person who, by agreement with the debtor, undertook to pay him the said amount, constitute a sufficient acceptance of such stipulation, though the creditor was not a part to such agreement.—S.C., 1897, *Andrews, J., Fry v. Odell*, 4 R. de J., 130.

The office of tutor is a public charge, which can be filled only by a British subject.—S.C., *Lynch, J., 1898, Buck vs. Jones*, 1 R.P., 333.

The attorney of a succession is not entitled to plead in

his own name in his quality of attorney.—*Lalonde v. Legault*, Davidson, J., 1898, S.C., 15 R.J., 297.

Jugé :—Qu'une action par une corporation, pour contravention à l'acte des licences, doit être portée tant au nom de la corporation qu'au nom de Sa Majesté.—C.C., 1899, Routhier, J., *La Corp. de St-Raphaël v. Tanguay*, 2 R.P., 224.

Jugé :—Que dans une poursuite prise au nom du procureur général contre une corporation, la défenderesse ne peut plaider, au moyen d'un plaidoyer "puis darrein continuance," que la partie qui a sollicité l'information a cessé d'être membre de la corporation défenderesse, et a perdu tout intérêt dans le procès, et que tous les membres actuels de la corporation défenderesse approuvent l'attitude prise par elle.—C.S., 1900, Taschereau, J., *Archambeault v. St. Lawrence Investment Society*, 3 R.P., 71.

Que des personnes intentant une action en leur qualité de fidéli-commissaires d'une corporation étrangère, ne sont pas de simples agents ou mandataires, mais poursuivent pour eux-mêmes en leur dite qualité.—C.S., 1900, Doherty, J., *Fyshe v. Tombyll*, 6 R.L., n.s., 323.

Le liquidateur d'une banque en liquidation n'a pas qualité pour poursuivre un des débiteurs de cette banque, sur un billet devenu dû avant la mise en liquidation, mais l'action doit être portée au nom de la banque.—C.B.R., 1902, Kent v. Bastien, 12 R.J., 120.

Une action demandant qu'un mandataire légal (dans l'espece, un exécuteur testamentaire), soit privé de sa charge, à raison de sa mauvaise administration et d'actes frauduleux, dont il est accusé, doit être dirigée non pas contre le mandataire, en sa dite qualité, mais contre lui personnellement.—C.S., 1902, Andrews, J., *Mercier v. Gosselin*, 5 R.P., 80.

ARTICLE 82.

Jugé :—Qu'un légataire n'a pas le droit de poursuivre un exécuteur testamentaire en paiement de son legs sans mettre en cause les héritiers et légataires du défunt.—C.R., 1899, Taschereau, Archibald et Langelier, J.J., *Stewart v. Stewart*, 2 R.P., 121.

ARTICLE 83.

Le fait qu'un avocat est porteur de pièces signifiées à une partie, fait présumer, jusqu'à preuve contraire, que ces pièces lui ont été remises par la partie, ou à sa connaissance ou de son consentement, et que cet avocat a été autorisé à comparaître pour cette partie et en son nom.—C.S., 1897, Bélanger, J., *Wilson v. Kenwodd*, 13 R.J., 390.

La partie représentée par procureur ne peut faire elle-même aucune procédure, pas même une discontinuation sans avoir révoqué ce procureur et comparu personnellement.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Lefebvre v. Castonguay*, 1 R.P., 177.

Jugé :—Qu'un tiers-saisi n'a pas le droit, en réponse à une contestation de sa déclaration, de mettre en question le mandat des avocats des contestants.—C.S., 1899, Mathieu, J., *Wilson v. Lemonde & Lemonde*, 2 R.P., 156.

Il s'agissait d'une action en dommages du montant de \$400. Jugement intervint contre le défendeur le 12 août 1898. Le 19 du même mois, inscription en révision par J. A. Lane, écr. Sa signature avait été apposée par un tiers, en son absence de la ville. Motion du demandeur, appuyée d'affidavit pour faire rejeter l'inscription vu qu'elle n'était pas signée par le procureur.

Jugé :—Qu'une inscription en révision signée par un tiers du nom du procureur, avec l'autorisation de ce dernier, est valide l'autre partie ne pouvant en souffrir aucun préjudice.—Cantin v. Belleau, Routhier, Caron, Andrews, JJ., 1899, C.R., 15 R.J., 7.

Lorsqu'un défendeur comparait séparément par deux procureurs et que l'un de ceux-ci produit une exception à la forme, le défendeur est censé avoir renoncé par son autre procureur à se prévaloir des vices de forme qu'il reproche au demandeur.—C.S., 1900, Langelier, J., Moreau v. Lamarche, 18 R.J., 34.

Lorsque des questions soulevées par une exception à la forme sont connexes à celle de l'action elle-même et que la solution ne peut en être donnée que par le jugement au mérite de l'action, le tribunal réservera l'adjudication sur ces questions au mérite de la cause.—C.S., 1900, Mathieu, J., Stephens v. Miller, 7 R. de J., 330.

La partie, en personne ou par son avocat peut plaider, c'est-à-dire conduire sa cause et les procédures. Le Code, nulle part, ne donne ce droit à d'autres personnes.—C.B.R., 1901, Fraser et Price, 10 R.J., 511.

ARTICLE 86.

Une pièce de procédure, signifiée à un avocat, à un domicile qu'il n'a pas élu, sera mise de côté, sauf recours.—C.S., 1898, Mathieu, J., La Banque des Marchands v. Morgan, 1 R.P., 163.

Lorsqu'une corporation, demanderesse, n'a pas de bureau en la Province de Québec, et que le procureur "ad litem" de cette corporation n'a pas élu domicile en conformité de l'art. 86 C.P.C., le défendeur est bien fondé à consigner au greffe de la Cour le montant qu'il reconnaît devoir à telle corporation demanderesse, ainsi que le montant des frais encourus sur l'action et dus au dit procureur "ad litem."

Dans ces circonstances, aux termes des arts. 85 et 86 C.P.C., toute signification que, depuis l'instance, le défendeur désire faire à la corporation demanderesse ou à son procureur, doit être faite au greffier de la Cour, et l'instance commence du jour de l'assignation.—C.S., 1898, Taschereau, J., The Sun Insurance Office v. Simpson, 4 R. de J., 527.

Jugé :—Qu'une pièce de procédure signifiée à un domicile qu'il n'a pas élu sera mise de côté sauf recours.—C.S., 1898, Mathieu, J., Merchants' Bank v. Morgan, 1 R.P., 163.

Que suivant la doctrine établie par la Cour d'Appel dans la cause de Beaulac v. Leclaire lorsqu'un écrit est daté à

Montréal celui qui l'a signé est censé y avoir élu domicile et peut y être poursuivi quand même il aura son domicile dans un autre district.—C.S., 1900, Mathieu, J., *The Noxon Company v. Yelle*, 6 R.L., n.s., 199.

ARTICLE 87.

Jugé :—Que deux causes semblables ou une demande principale et une demande incidente ne peuvent être sur motion réunies à moins que la contestation ne soit liée dans chacune des deux causes ou que les deux causes ne soient au même point.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Caron v. Forest*, 1 R.P., 331.

Tout^e personne enfreignant les dispositions de l'article 4035 des Statuts Refondus de Québec, relatif au commerce de pharmacie, est passible d'une amende de \$25 pour la première infraction et de \$50 pour la seconde et chaque infraction subséquente, avec dépens.

Pour constituer la récidive, il ne suffit pas que deux infractions aient été successivement commises, il faut que la première ait été suivie d'une condamnation et que depuis cette condamnation une nouvelle infraction ait eu lieu. Sans une condamnation antérieure la multiplicité des infractions ne suffit pas pour constituer la récidive.

Dans le silence de la loi il n'y a pas lieu, dans l'espèce, pour punir les cinq infractions reprochées au Défendeur, de quintupler, dans une seule et même condamnation, l'amende de \$25 imposée pour la première infraction, ni d'infliger l'amende de \$50 imposée pour la seconde et chaque infraction subséquente.—C.S., 1899, Tellier, J., *L'Association Pharmaceutique v. Marin*, 5 R. de J., 448.

Le créancier de plusieurs billets dûs par un même débiteur n'est pas obligé d'en réunir les montants lorsqu'il en poursuit simultanément le paiement et il peut—sans violer l'article 87 du Code de Procédure Civile, qui défend de diviser une dette échue pour en demander le recouvrement au moyen de plusieurs actions—intenter le même jour, contre le débiteur, autant de poursuites distinctes qu'il y a de billets.—*DeMartigny v. Ouellette, Carrier, Magistrat*, 1899, C.M., 15 R.J., 249.

Jugé :—Le demandeur ne peut poursuivre pour compte et dommages pour injures verbales dans une seule et même action, et sur exception dilatoire il sera tenu de faire option.—C.S., 1899, Taschereau, J., *Bertrand v. Bourque*, 2 R.P., 354.

Que les conclusions d'une déclaration prises dans les termes suivants :—"Conclut à ce que le défendeur soit condamné à payer au demandeur \$960. . . À ce que le défendeur soit condamné à abandonner la propriété ci-dessus décrite et sur laquelle privilège a été enregistré, pour la dite propriété d'être vendue suivant la loi et le demandeur d'être payé de sa créance. . . Si le défendeur ne préfère payer au demandeur la dite somme de \$960. . ." ne sont ni contradictoires, ni incompatibles ; et une motion demandant le rejet de l'une d'elles au choix du demandeur sera renvoyée.—C.S., 1899, *Pagnuolo, J., Kelly v. Sutherland*, 5 R.L., n.s., 179.

Jugé :—1. Que dans une action en recouvrement d'une pénalité encourue pour violation de l'acte des droits d'auteur, la Couronne doit être co-demanderesse, sans quoi l'action peut être renvoyée sur exception à la forme.

2. Qu'il sera permis d'amender cette action en mettant la Couronne co-demanderesse, si les conclusions justifient tel amendement.—C.S., 1899, Andrews, J., Tremblay v. La Cie d'Imprimerie, 2 R.P., 200.

No appeal lies to the Court of Queen's Bench from a judgment of the Superior Court in an action of mandamus, under the provisions of chapter 40, section 3 C.C.P.—C.Q.B., 1899, Village of de Lorimier v. Bédard, 10 R.J., 95.

Une inscription en droit ne sera pas rejetée pour la seule raison qu'elle est d'une longueur extraordinaire et sous forme de factum.—C.S., 1900, Routhier, J., Belgarde v. Carrier, 3 R.P., 238.

Jugé :—Bien que notre Code de Procédure ne traite pas formellement de l'action personnelle hypothécaire, on n'y trouve rien non plus qui s'oppose à ce mode de procéder admis par la pratique constante et immémoriale en ce pays.—C.S., 1900, Routhier, J., Belgarde v. Carrier, 3 R.P., 238.

Jugé :—1. Deux personnes ne peuvent, par une même opposition à fin de distraire, réclamer deux objets différents, et une telle opposition sera renvoyée sur exception à la forme.

2. Les tribunaux doivent protéger le revenu de la province.—C.S., 1901, Langelier, J., Hill v. Howley, 4 R.P., 176.

Jugé :—Un défendeur poursuivi par le cessionnaire de droits litigieux peut, dans une défense où il conteste la demande au fond, invoquer en même temps le bénéfice de l'article 1582 C.C., et déposer le montant qu'il allègue être le prix de vente de ces droits ainsi faite au demandeur, vu que, par ce dépôt, il offre de prendre le marché du demandeur, et que par là il cesse, en effet, de contester.—C.S., 1901, Mathieu, J., Crevier v. Evans, 20 R.J., 179.

ARTICLE 88.

Jugé :—Qu'un commissaire d'écoles agissant comme tel, est un officier public, et que l'action pour dommages résultant d'un acte accompli dans l'exercice de ses devoirs publics doit être précédée de l'avis requis par l'art. 88 C.P., et se prescrire par six mois s'il a agi de bonne foi.—C.S., 1898, Bélanger, J., Molleur v. Faubert, 2 R.P., 281.

L'avis requis par l'article 793 du Code Municipal ne doit pas nécessairement contenir les formalités de l'art. 88 C.P.C.—C.S., 1898, Lynch, J., Davignon v. Corp. of Stanbridge Station, 1 R.P., 327.

Semble that notice is not required of an intended action to recover damages. The party whose fault was the principal cause of the accident must be held responsible and suffer in consequence.—Ibid., 4 R. de J., 356.

Le défaut d'avis d'action, lorsqu'il est requis, doit se plaider par exception à la forme, et dans le délai fixé pour la pro-

ARTICLE 88.—Continued.

duction des exceptions préliminaires et non par une défense au fond.—C.S., 1898, Bélanger, *vs.* Kelly v. The Montreal Street Railway Company, 13 R.J., 385.

L'avis d'action en dommages contre un officier public pour un acte illégal, doit exposer les causes de l'action en disant en quoi le fait reproché est illégal, sans quoi une telle action sera renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1898, Lavergne, J., McConnell v. Champagne, 1 R.P., 416.
Jugé :—Qu'un homme de police n'a pas droit à l'avis d'un mois, requis par l'art. 88 C.P., dans une action en dommages pour assaut et blessures malicieusement infligées au cours d'une arrestation.—C.S., 1898, Gill, J., Pednault v. La Corp. de Buckingham, 1 R.P., 279.

Que le domicile légal d'un avocat, résidant à Montréal, et membre du conseil exécutif de la Province de Québec, est à Montréal.

Que l'avis mentionné à l'art. 88 C.P. n'est pas requis avant les poursuites intentées suivant les arts. 987 "et seq." C.P.

Que le défaut de date de l'ordre d'un juge promettant l'émission d'un bref de prérogative, est une erreur sans importance, qui ne cause pas de préjudice.

Que le défaut de signature des avocats du requérant au bas d'une copie de requête, quand cette requête et l'affidavit ne forment qu'un seul document, est une irrégularité sans importance, et non préjudiciable.

Qu'il n'est pas nécessaire de signifier à un défendeur copie du jugement permettant l'émission d'un bref de prérogative, pourvu que le certificat du protonotaire mentionnant telle ordonnance apparaisse sur la copie du bref.

Que si un demandeur requiert un bref pour une action personnelle de première classe, les mots "quo warranto," ajoutés au bref par le protonotaire, n'ont pas l'effet d'en changer la nature.

Qu'une requête demandant que le défendeur soit déclaré occuper illégalement une charge publique et condamné à payer personnellement une somme dont il a sans droit autorisé le paiement, ne tend pas à obtenir des condamnations incompatibles ni contradictoires, si le demandeur a qualité pour faire ces deux demandes.

Qu'il suffit de dire, dans une requête, que le défendeur aurait autorisé illégalement le paiement à certains ouvriers et journaliers d'une somme à eux due, laquelle somme n'aurait pas été votée ni mise à la disposition du conseil municipal ou du comité des chemins pour cette fin, sans dire de quelle façon le défendeur a contrevenu à la loi, et sans mentionner la personne qui aurait reçu telle autorisation et fait ce paiement, ni la date de ce paiement.

Que sur une requête pour faire destituer le défendeur et le faire condamner à payer personnellement certaines sommes dont il aurait illégalement autorisé le paiement, il sera ordonné au requérant d'indiquer si cette autorisation a été donnée verbalement, par écrit, par un vote, ou tacitement.

Que le défaut d'alléguer que le paiement illégalement auto-

ARTICLE 88.—Continued.

risé a été fait, est une question pour le mérite qui ne peut être invoquée par exception à la forme.—C.S., 1899, Mathieu, J., Stephens v. Prefontaine, 2 R.P., 193.

Un homme de police qui cause des dommages par abus de ses pouvoirs et par malice, n'a pas droit à l'avis mentionné en l'art. 88 C.P.

Un demandeur n'a pas droit à des dommages exemplaires s'il est lui-même en faute.—C.S., 1898, Gill, J., Pednault v. La Corp. de Buckingham, 5 R. de J., 40.

Un notaire est un officier public proclamé tel par l'Acte du Notariat, et comme tel il a droit à toute la protection que nos lois accordent aux officiers publics.

Un officier public ou une personne remplissant des fonctions ou devoirs publics, ne peut être poursuivi pour dommages à raison d'un acte par lui fait dans l'exercice de ses fonctions, à moins qu'avis par écrit de cette poursuite ne lui ait été donné au moins un mois avant l'émission de l'assignation.

Une lettre d'avocat menaçant de poursuite au cas où la réclamation ne serait pas réglée, ne peut être considérée comme un avis suffisant au désir de la loi.

L'avis, dans ces circonstances, est une procédure spéciale dans la cause, qui doit être signifié au défendeur par le ministère d'huissier, et ne peut être remplacé par une simple lettre expédiée par la poste.

Un tel avis d'action n'est pas nécessaire lorsque la preuve démontre, au mérite de la cause, que le défendeur a agi malicieusement et de mauvaise foi.—C.S., 1899, Taschereau, J., Gervais v. Nadeau, 6 R. de J., 157.

1. Un notaire est un officier public qui ne peut être poursuivi, pour dommages à raison d'un acte par lui fait dans l'exercice de ses fonctions, à moins qu'avis de cette action ne lui ait été donné au moins un mois avant l'émission de l'assignation.

2. Une telle action se prescrit par six mois.—Lasnier v. Dozois, Lynch, J., C. S., 1899, 15 R.J., 604.

Même en assumant que l'huissier soit un officier public, aux termes de l'article 88 C.P.C., dans l'espèce il n'avait pas droit à cet avis, en autant qu'il n'était pas dans l'exercice de ses fonctions.—C.B.R., 1902, Lachance v. Casault, 12 R.J., 179.

ARTICLE 89.

La Cour peut accorder la permission d'exécuter un jugement "in forma pauperis," si, depuis le jugement et l'action, la partie qui demande cette permission est devenue incapable de faire les déboursés nécessaires.—C.S., 1898, Mathieu, J., Heaton v. McDonald, 1 R.P., 142.

Jugé :—Qu'une convention par laquelle le client s'engage envers l'avocat à payer une somme proportionnelle au montant des dommages, est licite s'il y a eu lieu pour l'avocat à des déboursés extraordinaires.

ARTICLE 89.—Continued.

Jugé :—Que l'art. 89 C.P., ne s'applique pas aux causes intentées sous l'ancien Code de Procédure Civile ; mais qu'il s'applique aux jugements rendus sous le nouveau Code de Procédure, et qu'en conséquence l'avocat ne peut réclamer de son client l'honoraire supplémentaire sur les causes de \$4,000, (Art. 11 du tarif), si le montant accordé est moindre que \$4,000.—C.C., 1898, Gill, J., Talbot v. Bouchard, 1 R.P., 280.

La permission de plaider "in forma pauperis" ne sera pas accordée si le défendeur établit par des affidavits que le demandeur ne paraît pas avoir un bon droit d'action.—C.S., 1898, Mathieu, J., Harrigan v. Dufresne, 1 R.P., 502.

La permission de procéder "in forma pauperis" ne dispense pas la partie à qui elle est accordée de faire le dépôt requis par l'art. 227 C.P.C., dans le cas d'inscription en faux.—C.S., 1898, Andrews, J., Bernier v. Lacombe, 1 R.P., 457.

Held :—In support of a petition for leave to sue in forma pauperis, satisfactory or sufficient proof is required of petitioner's inability to earn a livelihood or of his poverty.

Semble :—1. In support of petitions for leave to sue in forma pauperis, the affidavit must be specific and must establish the age, the condition, the salary, the earnings and the means of the petitioner.

2. An affidavit alleging generally that the allegations of the petition are true is insufficient.—S.C., 1901, Davidson, J., Saggese v. Cordasco, 4 P.R., 466.

Jugé :—L'autorisation d'intenter une action pour un certain montant, "in forma pauperis," ne s'étend pas à une demande incidente supplétoire, produite plus tard dans la même cause.

3. Dans ce cas, il sera ordonné au demandeur incident d'apposer sur sa demande les timbres voulus et d'obtenir la permission de procéder "in forma pauperis" sur sa demande incidente ; à défaut par lui de se conformer à cet ordre dans le délai fixé par le jugement, sa demande incidente sera renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1901, Mathieu, J., Vitale v. Canadian Pacific Railway Company, 4 P.R., 335.

Jugé :—Celui qui base une action en dommages sur des injures verbales et des sévices ne pourra obtenir la permission de plaider "in forma pauperis" qu'à la condition de se désister de cette partie de la demande qui se rapporte aux injures verbales.—C.S., 1902, Lavergne, J., Tellier v. Ramette, 4 R.P., 475.

ARTICLE 90.

Jugé :—La permission de procéder "in forma pauperis" ne dispense pas la partie à qui elle est accordée, de faire le dépôt requis par l'art. 227 C.P. dans le cas d'inscription en faux.—C.S., 1898, Andrews, J., Bernier v. Lacombe, 1 R.P., 457.

Jugé :—Que la Cour peut accorder la permission d'exécuter un jugement "in forma pauperis," si, depuis le jugement et l'action la partie qui demande cette permission est devenue in-

ARTICLE 90.—Continued.

capable de faire les déboursés nécessaires.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Heaton v. MacDonald*, 1 R.P., 142.

Jugé :—Quand une partie demande l'ajournement de la cause parce qu'elle n'est pas prête à procéder, l'autre a le droit d'être taxé comme un témoin ordinaire.—C.C., 1899, Andrews, J., *Gagnon v. Simard*, 1 R.P., 365.

Que l'honoraire du défendeur sur exception déclinatoire maintenue et transmission du dossier ordonnée, sera celui d'une action renvoyée après contestation.—C.C., 1899, Champagne, J., *The Montreal Brewing Co., v. St. Vincent*, 2 R.P., 363.

Jugé :—Que la permission de procéder "in forma pauperis" ne doit être refusée par un juge que s'il est convaincu que la partie demanderesse a les ressources nécessaires pour payer les déboursés, ou si sa demande est évidemment frivole et vexatoire.—C.S., 1899, Langelier, J., *Paquette v. Pyke*, 2 R.P., 364.

Held :—While no precise or definite rule can be laid down as to the proof to be adduced in support of applications for leave to proceed before the Court of King's Bench in forma pauperis, the Court will be more exacting in a case like the present, where the appellant, claiming a share of an estate, is appealing from a unanimous adverse judgment of the Court of Review and is, moreover, still capable of earning a livelihood, than it would be in an action for an alimentary allowance, or for damages by a person incapacitated for work by an accident, and particularly where the judgment appealed from has been in favor of the party making the application.—C.Q.B., 1901, *Boucher v. Morrison*, 11 R.J., 129.

Upon a petition by a tutor to proceed in forma pauperis for the recovery of damages alleged to have been suffered by the pupil, the judge will take into consideration the fact that such tutor is also the father of the minor, and that personally he earns about \$60 per month, although the minor himself owns nothing. Under such circumstances the father must be considered as having a personal interest in the event of the suit, as, if decided in his favor, it would lighten his obligations to maintain and bring up his son, and the petition will be rejected.—S.C., 1901, Davidson, J., *Vallée v. Berthiaume*, 8 R. de J., 29.

La permission de procéder "in forma pauperis" ne doit être accordée que lorsque le requérant fait voir un bon droit d'action.—C.S., 1902, Pagnuelo, J., *Vachon v. Durand*, 8 R. de J., 568.

ARTICLE 92.

La compensation des dépens n'a lieu que sur déclaration du tribunal à cet effet.—C.S., 1897, Mathieu, J., *Gaffrey v. The Montreal Gas Co.*, 1 R.P., 569.

Jugé :—Les frais d'une requête pour plaider "in forma pauperis," qui est accordée, font partie des frais de la cause.

2. Il en est de même des frais d'une motion pour faire examiner un engin en question dans la cause, et de l'affidavit

accompagnant cette motion, ces frais étant déclarés devoir suivre le sort du procès.

3. *Idem* des frais d'une motion pour obtenir la permission de faire prendre la preuve "in forma pauperis" par un sténographe accordée avec la même réserve.

4. Un affidavit au soutien d'une telle motion est nécessaire, et un honoraire sera accordé sur tel affidavit.

5. La taxe d'un témoin sera refusée s'il n'est pas prouvé que ce témoin a été appelé.

6. Il ne sera pas accordé d'honoraires sur une motion pour maintien des objections, si cette motion ne se retrouve pas au dossier.

7. L'honoraire sera accordé sur des articulations de faits produites sous l'ancien code dans un procès par jury.

8. Les frais de la nomination d'un curateur à un interdit ne seront pas taxés dans une action prise par ce curateur es-qualité, cette nomination étant nécessaire indépendamment de la poursuite.—C.S., 1897, Mathieu, J., Gaffney v. Montreal Gas Co., 1 R.P., 569.

9. La compensation des dépenses n'a lieu que sur déclaration du tribunal à cet effet.—(Ibid.)

ARTICLE 93.

Jugé :—Que dans une action où l'on réclame d'un défendeur \$20 par mois de pension alimentaire, si ce défendeur offre de payer \$9.00 par mois, et est condamné à \$10.00, il ne sera pas condamné à payer les frais des sténographes.—C.S., 1898, Mathieu, J., Almour v. Sheppard, 1 R.P., 422.

ARTICLE 94.

Si toute la cause d'action n'a pas pris naissance dans un district qui n'est ni celui du domicile du défendeur, ni celui où l'action lui a été signifiée personnellement, le dossier sera renvoyé devant le tribunal compétent.—C.S., 1897, Mathieu, J., Bélanger v. Labelle, 1 R.P., 7.

A merchant domiciled in Montreal purchased from a merchant domiciled in Boston a quantity of sugar at a certain rate per pound, the weight to be determined on delivery. A dispute having arisen concerning the purchase, a draft by the vendor on the purchaser for the price of the sugar, forwarded through a Boston banking house to a Montreal bank, was paid in part only, the balance being, by mutual agreement of the parties, deposited by the purchaser with the said bank in trust for the vendor and purchaser, to abide the settlement of the dispute. The purchaser admits that a certain portion of the sum deposited by him in trust with the bank belongs to the vendor. The trust deposit was acknowledged to the purchaser by a letter from the bank. The purchaser, being unable to arrive at any settlement with the vendor, sued in the district of Montreal upon this letter, making the bank and the vendor defendants. The bank was regularly summoned before the Court of the district of Montreal, where it has its

ARTICLE 94.—Continued.

domicile. The vendor was not personally served in that district.

Held:—1st. That the whole cause of action did not arise in the District of Montreal.

2nd. That the defendant has not property within the jurisdiction in the sense of paragraph 4 of Article 94 C.P.

3rd. That the bank was made a party in the cause only to draw the defendant out of his natural jurisdiction in violation of Art. 103 C.P.—S.C., 1898, Archibald, J., Pinder v. The Bank of Nova Scotia, 1 P.R., 99.

Jugé :—Qu'une action prise par des agents de police de Montréal pour des recherches faites à Montréal à la demande d'un agent, également de Montréal, d'une personne de Québec, chez laquelle un vol a été commis à Québec, est valablement intentée à Montréal, toute la cause d'action semblant y avoir pris naissance.—C.S., 1898, Mathieu, J., Carpenter v. Pinault, 1 R.P., 271.

Jugé :—Qu'une action en dommages basée sur une lettre transmise d'un district à un autre peut être intentée dans le district où cette lettre a été reçue, même si la déclaration allègue d'autres injures, non pour en faire la base de dommages additionnels, mais pour prouver malice.—C.C., 1898, Purcell, J., Daumerie v. Robert, 1 R.P., 97.

Where a commission merchant, residing in Montreal, had entered into a contract of agency in that city with a shipper of produce in another district; in an action by the former to recover an amount discovered to be overpaid after a settlement, it was held that the action could be brought in Montreal, the cause of action having arisen there.

Declinatory exception dismissed with costs.—S.C., 1898, Mathieu, J., Bédard v. Gagnon, 1 P.R., 224.

Jugé :—Qu'une action dirigée contre un légataire universel domicilié dans le district de Beauharnois, où demeurerait également le "de cujus," ne pourra pas être intentée dans le district de Montréal sous prétexte que la plupart des dépenses qu'il réclame y ont été encourues, mais sera renvoyé, sur motion à cet effet, devant le tribunal compétent.—C.S., 1898, Mathieu, J., Seers v. Le Curé de St-Jean Chrysostome, 1 R.P., 167.

Jugé :—Que le domicile légal d'un avocat résidant à Montréal, et membre du conseil exécutif de la province de Québec, est à Montréal.—C.S., 1899, Mathieu, J., Stephens v. Préfontaine, 2 R.P., 193.

Jugé :—Que la Cour peut accorder la permission d'exécuter un jugement "in forma pauperis," si, depuis le jugement et l'action, la partie qui demande cette permission est devenue incapable de faire les déboursés nécessaires.—C.S., 1898, Mathieu, J., Heaton v. MacDonald, 1 R.P., 142.

Jugé :—Que dans une action où l'on réclame d'un défendeur \$20.00 par mois de pension alimentaire, si ce défendeur offre de payer \$9.00 par mois, et est condamné à \$10.00, il ne sera pas condamné à payer les frais des sténographes.—C.S., 1898, Mathieu, J., Almour v. Sheppard, 1 R.P., 422.

ARTICLE 94.—Continued.

Jugé :—La permission de procéder "in forma pauperis" ne dispense pas la partie à qui elle est accordée, de faire le dépôt requis par l'art. 227 C.P. dans le cas d'inscription en faux.—C.S., 1898, Andrews, J., Bernier v. Lacombe, 1 R.P., 457.

Jugé :—Que la permission de plaider "in forma pauperis" ne sera pas accordée, si le défendeur établit par des affidavits que le demandeur ne paraît pas avoir un bon droit d'action.—C.S., 1898 Mathieu, J., Harrigan v. Dufresne, 1 R.P., 502.

Jugé :—Que la Cour Supérieure du district d'Iberville n'a pas juridiction pour connaître d'une action dirigée contre un exécuteur testamentaire, domicilié aux Etats-Unis, pour le forcer au paiement d'un legs créé par un testament également fait aux Etats-Unis, quand même les biens de la succession seraient en Canada—cet exécuteur testamentaire n'étant dans ce cas justiciable que des cours de son pays.—C.S., 1898, Charland, J., Stewart v. Stewart, 1 R.P., 326.

Dans une saisie-arrêt après jugement, si le tiers-saisi déclare qu'il doit au défendeur, mais que ce dernier a transporté sa créance à un tiers, le demandeur peut contester la déchéation du tiers-saisi, et demander la nullité du transport, dans le district où l'action principale a été intentée, et ce, quand même le transport aurait été fait dans un autre district, et que le mis-en-cause serait ainsi domicilié ailleurs.—C.S., 1898, Mathieu, J., The Richmond Industrial Co. v. Thomas & Jones, 1 R.P., 447.

L'élection de domicile conventionnel lie les héritiers, et l'assignation donnée à un lieu indiqué en l'acte contenant élection de domicile, est suffisante.—C.S., 1898, Routhier, J., Crédit Foncier v. Pelletier, 4 R.L., n.s., 487.

Dans un achat de marchandises, toute la cause d'action prend naissance à l'endroit où l'ordre d'achat est accepté et les marchandises expédiées.—C.C., 1898, Choquette, J., Rinfret v. Morrissette, 1 R.P., 444.

Jugé :—Qu'une action ne peut être prise dans le district de Montréal pour des marchandises commandées par lettre et expédiées dans le district d'Arthabaska, aux frais du défendeur.—C.C., 1898, Champagne, J., Madore v. Courchène, 1 R.P., 459.

1. The contract of exchange of goods being governed by the rules concerning sale, is complete by the consent alone of the parties thereto at the time of the appropriation to contract of the specific goods exchanged, even though delivery has not taken place.

2. Where appellant, in Montreal, agreed to exchange goods with respondents in Liverpool, and appellant shipped his goods on board the cars at Montreal according to the agreement, his goods were then appropriated to the contract, and having executed his part of the agreement, he was entitled to the delivery of respondents' goods, which, similarly, were appropriated to the contract when shipped on board the vessel at Liverpool, on appellant's account and at his risk. The property of the goods then passed to the appellant, and he

ARTICLE 94.—Continued.

was entitled to revendicate them on their arrival in Montreal. Although the bills of lading were made one to the shippers' order and the other to the order of their agent in Montreal, it did not appear that this was intended to prevent the property in the goods from passing to the purchaser.—*Vipond v. McKitterick*, C.Q.B., 1897, 8 R.J., 11.

Jugé :—Qu'une saisie-arrêt après jugement, ne peut être prise entre les mains d'un étranger non assigné dans cette province.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., *Masterman v. Massure & Gooderham & Worts, Ltd.*, 1 R.P., 572.

Held :—1. That a benefit society is not an insurance company carrying on a general business of insurance.

2. That Art. 95 C.P. does not apply to such societies.

3. That the fact that a former member of a benefit society died in Montreal does not give the courts of the district of Montreal jurisdiction to try an action for the recovery of the amount of an indemnity due by such benefit society; the said society having been created for a local object and having its only place of business in the district of Quebec, where the deceased was admitted to membership.—S.C., 1899, Davidson, J., *Giroux v. L'Union St. Joseph*, 2 P.R., 347.

Where a carrier contracts, in Montreal, to carry a parcel from Montreal to St. Jérôme, the freight to be paid at St. Jérôme, and it is alleged that the package has been damaged in transit, the action of damages must be instituted in the district of Montreal, where the cause of action originated, and not in the district of Terrebonne, at St. Jérôme, where freight is paid.—C.C., 1899, Taschereau, J., *Petit v. The Dominion Express Co.*, 16 R.J., 434.

Jugé :—1. Qu'une action pour marchandises vendues au défendeur, domicilié dans le district de Terrebonne, par le commis-voyageur de la demanderesse, autorisé par elle à recevoir le paiement de ses marchandises, alors que le fret que le défendeur paie sur les marchandises est déduit de son compte, prend naissance dans le district de Terrebonne et que le dossier sera renvoyé sur exception déclinatoire à la Cour de ce district.—C.C., 1899, Champagne, J., *Montreal Brewing Co. v. St-Vincent*, 2 R.P., 363.

Jugé :—Quand le contrat, sur lequel est basée l'action, a pris naissance dans une proposition des défendeurs, envoyée aux demandeurs, à Montréal, par lettre, et acceptée par eux, également par lettre, ce contrat a été fait à Kingston, et les tribunaux du district de Montréal n'ont pas juridiction.—C.S., 1900, Langelier, J., *The Beaubien Produce & Milling Co. v. Richardson*, 3 R.P., 464.

Jugé :—Si une exception déclinatoire est faite dans le délai requis par l'art. 164 C.P., mais si l'avis a été donné pour une date plus éloignée que les trois jours qui suivent l'entrée de l'action, cette exception sera maintenue pourvu qu'il n'en résulte aucun préjudice pour l'autre partie.—C.S., 1900, Andrews, J., *Price v. Fournier*, 3 R.P., 73.

Jugé :—Que l'action en résolution de bail emphytéotique ou de vente, pour défaut de paiement du prix par l'acqué-

ARTICLE 94.—Continued.

reur, ou inexécution des obligations résultant du bail emphytéotique ou de la vente, est une action personnelle, qui est bien intentée dans le district où le contrat a été passé, quoique le domicile du défendeur et les immeubles en question soient situés dans un autre district.—C.S., 1900, Mathieu, J., Marsolais v. Grenier, 3 R.P., 39.

Held :—Goods in the possession of third parties for sale on commission constitute property in the sense of art. 94 (4) C.P.—S.C., 1900, Davidson, J., Lumsden v. Cowan, 3 R.P., 155.

Jugé :—Durant la longue vacance le tribunal ou le juge n'a pas juridiction pour adjuger sur une demande de pension provisoire.—C.S., 1900, Taschereau, J., Rivet v. Gagnon, 3 R.P., 214.

Que le défaut de juridiction ne peut être plaidé par défense en droit.

Que la Cour Supérieure a juridiction pour juger de la validité d'une saisie-gagerie en expulsion pour \$110 de loyer dû en vertu de deux baux, dont l'un expiré, et \$30 de loyer à échoir.—C.S., 1900, Langelier, J., Leclaire v. Beauchamp, 3 R.P., 312.

Jugé :—Qu'une action basée sur des billets datés de Montréal et faits payables à Montréal, mais réellement faits dans le district de Beauce, où le défendeur a son domicile et où l'action a été signifiée au défendeur, n'est pas bien intentée dans le district de Montréal, et le dossier sera renvoyé, sur exception déclinatoire, à la Cour du district de Beauce.—C.S., 1900, Langelier, J., Lapierre v. Beaudoin, 3 R.P., 336.

Jugé :—1. Que la loi 63 Vict., ch. 38, n'affecte pas les élections de domicile antérieures faites tacitement dans un billet en vertu de la loi 52 Vic., ch. 48, en vigueur lors de la confection de ce billet.

2. Que l'élection de domicile est une des clauses du contrat et constitue un droit acquis qui ne peut être affecté par une loi postérieure.—C.S., 1900, Pagnuelo, J., The Merchants' Bank of Halifax v. Graham, 3 R.P., 415.

Jugé :—Que le seul tribunal compétent à juger une action en caducité de legs et en reddition de compte, est celui du domicile du "de cujus," ou celui du lieu où sont situés ses biens : le fait que le "de cujus" serait mort dans un autre district et que l'action aurait été signifiée à l'exécuteur testamentaire personnellement dans ce même district, ne peut changer la juridiction du tribunal.—C.S., 1900, Loranger, J., Béchard v. Bernier, 3 R.P., 36.

Held :—The attorney "ad litem" is vested with authority to desist from a judgment where said judgment is a mere incident in the procedure.—S.C., 1900, Davidson, J., Stephens v. Higgins, 3 R.P., 155.

Que suivant la doctrine établie par la Cour d'Appel dans la cause de Beaulac v. Leclaire, lorsqu'un écrit est daté à Montréal, celui qui l'a signé est censé y avoir élu domicile et peut y être poursuivi, quand même il aura son domicile dans un autre district.—C.S., 1900, Mathieu, J., The Noxon Co., v. Yelle, 6 R.L., n.s., 199.

ARTICLE 94.—Continued.

La cause d'une action pour faire exécuter une sentence arbitrale reçue dans un district et signifiée dans un autre, ne prend pas naissance entièrement dans le premier district, et le défendeur peut décliner la juridiction du tribunal de ce district ; s'il n'y a pas son domicile et si la demande ne lui a pas été signifiée.—C.S., 1900, Mathieu, J., Corp. Episcopale Catholique v. Paquette, 3 R.P., 141.

Jugé :—1. Que le contrat fait par correspondance n'est parfait que quand la réponse de celui à qui l'offre est faite, est parvenue à celui qui fait l'offre.

2. Que quand le vendeur d'objets déterminés quant à l'espece seulement, qui réside dans Ontario et qui, en vertu d'un contrat qui a été complété à Montréal, envoie d'Ontario les choses vendues à l'acheteur à Montréal, si l'acheteur qui les a payées d'avance, ne trouve point les choses expédiées conformes aux conventions, et les refuse, son action pour recouvrer ce qu'il a payé et les frais, ne pourra être intentée à Montréal, parce que toute la cause d'action n'a pas pris naissance à Montréal, le fait de l'envoi, dans Ontario, étant une partie de la cause d'action.

3. Que les choses transmises à Montréal et que l'acheteur refuse d'accepter, doivent être considérées comme un bien appartenant aux défendeurs, pour les fins de la poursuite et donnent compétence au tribunal, à Montréal.—C.S., 1901, Mathieu, J., Hislop v. Bernatz, 3 R.P., 451.

Jugé :—1. Que le contrat par correspondance se forme au lieu où l'acceptation est arrivée à la connaissance du correspondant.

2. Une action en dommages pour insuffisance et mauvaise qualité des marchandises achetées, est bien intentée dans le district où ces marchandises devaient être délivrées et payées.—C.S., 1901, Tellier, J., Reeves v. McCulloch, 4 R.P., 285.

Jugé :—1. Le demandeur qui se plaint qu'un objet à lui livré par le défendeur, à la suite d'un contrat par correspondance, et expédié à un client, n'était pas conforme à la demande, ne peut intenter son action dans le district du domicile du client qui refuse d'accepter l'objet.

2. Dans le cas où un objet vendu est refusé par l'acheteur, qui le met à la disposition du vendeur et réclame de lui des dommages, cet objet ne constitue pas un bien pouvant donner juridiction à la Cour du district où il se trouve.

3. Semble que, quelle que puisse être la juridiction des tribunaux en matière de contrats par correspondance, si le défendeur demande le renvoi du dossier du district où se trouve l'objet litigieux à celui d'où est partie la commande, ce renvoi sera accordé.—C.S., 1901, Fontaine, J., Forman v. United Electric Co., 4 R.P., 148.

Held :—1. A non resident defendant may be sued in a district where he owns shares of stock, and against residents of which he has claims, such claims and stocks constituting property in that district within the meaning of art. 94 C.P. sect. 4.

2. Although plaintiff should regularly, in order to make

ARTICLE 94.—Continued.

the jurisdiction of the Court by reason of the defendant having property in the district, appear on the face of his action as instituted, have set forth in the writ or declaration that defendant had property in the district, yet if defendant by his exception tenders an issue to plaintiff upon the existence of such property by alleging that he does not come under any of the provisions of art. 91 which would justify the institution of the action before the Court seized therewith, and moreover meets the allegation of plaintiff's answer in which it is formally stated that defendant has property in the district, not by any objection thereto as being made in the answer, but by a denial of its truth, he must be held to have waived any objection based upon the absence of allegation of said fact in the writ or declaration.

3. The defendant has no right to object to cross-interrogatories on a commission rogatoire tending to elicit evidence of property of his in the district.—S.C., 1901, Doherty, J., *McCurry v. Reid*, 4 R.P., 261.

Une action en recouvrement du prix de bois vendu à Bécancour, dans le district de Trois-Rivières, mais mesuré à Montréal, ne peut être instituée dans le district de Montréal, même alors qu'elle est accompagnée de saisie-conservatoire en vue d'assurer aux demandeurs la restitution du bois non encore livré, et la reconnaissance de leurs droits tant sur le bois que sur les deniers entre les mains de tierces personnes.

Une telle action sera déclarée mal fondée et renvoyée devant la Cour Supérieure du district de Trois-Rivières.—C.S., 1901, Langelier, J., *Auger v. Moreau*, 8 R. de J., 235.

Une action fondée sur un libelle et réclamant des dommages soufferts dans un certain district, autre que celui où le défendeur a son domicile et où le journal est imprimé, peut être intentée dans tel district.—C.B.R., 1901, Gosselin v. Belley, 4 R.P., 233.

1. En l'absence de conventions contraires, des effets mobiliers vendus doivent être livrés et le prix payé au domicile du acheteur.

2. Le défaut de livraison des effets vendus et de paiement du prix constitue une cause d'action.

3. Une action ne peut être intentée devant le tribunal du lieu où la cause de l'action a pris naissance, si ce tribunal n'est pas celui du domicile du défendeur, que si toutes les causes de l'action ont pris naissance au dit lieu.—C.S., 1902, Langelier, J., *Lipschitz v. Richter*, 4 R.P., 311.

Dans une poursuite dirigée contre une société de commerce étrangère, une signification faite à un commis-voyageur de la société, dont les pouvoirs sont limités à prendre les commandes aux prix à lui fournis par ses patrons, n'est pas suffisante pour donner juridiction aux tribunaux de cette province.

Un contrat pour l'achat de marchandises, devient parfait au lieu où la commande est acceptée par le vendeur.

La présence, dans cette province, d'une caisse de marchandises, achetée par le demandeur du défendeur, et refusée par lui, caisse que le commis voyageur du défendeur charge de le

ARTICLE 94.—Continued.

reprendre, si elle était intégrale, ne constitue pas de biens suffisants pour donner à nos tribunaux juridiction sur le défendeur.—C.S., 1902, Lavergne, J., Malouf, v. Zech, 5 R.P., 153.

Le défendeur qui se pourvoit, par voie de requête en révision, d'un jugement rendu par défaut contre lui, peut produire des exceptions préliminaires et notamment une exception déclinatoire.

Dans ces circonstances, s'il est établi que, lors de l'institution de l'action, le défendeur ne résidait pas en Canada, et que la cause d'action n'a pas pris naissance en cette province, l'exception déclinatoire sera maintenue et l'action renvoyée avec dépens.—C.S., 1902, Lavergne, J., Levy v. Akbulatoff, 9 R. de J., 133.

Le contrat par correspondance est parfait au lieu où l'acceptation est envoyée.—C.C., 1902, Dorion, J., Ward v. Johnston, 5 R.P., 123.

Jugé :—La vente de choses "in genere" est faite au lieu où les objets ont été pesés, comptés ou mesurés, et l'action peut être intentée au lieu où telle opération a eu lieu.—C.C., 1902, Dorion, J., Gravel v. Durocher, 4 R.P., 435.

Une action en dommages par un journalier contre son patron pour renvoi illégal, perte de salaire et de temps, et souffrances endurées, peut être intentée au lieu où l'agent du patron a engagé le demandeur.—C.S., 1903, Lavergne, J., Pepin v. The Turner Lumber Co., 5 R.P., 178.

ARTICLE 99.

Jugé :—Que, dans une saisie-arrêt après jugement, si le tiers-saisi déclare qu'il doit au défendeur, mais que ce dernier a transporté sa créance à un tiers, le demandeur peut contester la déclaration du tiers-saisi, et demander la nullité du transport, dans le district où l'action principale a été intentée, et ce quand même le transport aurait été fait dans un autre district, et que le mis-en-cause serait aussi domicilié ailleurs.—C.S., 1898, Mathieu, J., The Richmond Industrial Co. v. Thomas & Jones, 1 R.P., 447.

Qu'un capias, émané sur un affidavit qui n'indique pas le lieu où la dette a été contractée sera cassée sur requête du défendeur.—C.S., 1900, Mathieu, J., Sheridan v. Tingree, 6 R.L., n.s., 207.

V. art. 94, Price v. Fournier.

ARTICLE 100.

Les demandeurs avaient intenté une action accompagnée d'une saisie conservatoire, réclamant \$700 comme prix du bois saisi, et demandant subsidiairement qu'ils fussent payés à même le prix de ce bois sur la vente qui en serait faite en justice.

Jugé :—Que cette action n'était pas une action réelle au sens de l'article 100 du Code de Procédure, et ne pouvait être intentée au lieu où se trouvait la chose saisie.—C.S., 1901, Langeller, J., Auger v. Moreau, 20 R.J., 285.

V. art. 94, Marsolais v. Grenier.

Une action par laquelle un créancier demande, entre autres choses, à exercer un droit de réméré que son débiteur, maintenant décédé, s'était réservé, est bien intentée dans le district où se trouve l'immeuble, sujet au réméré.—C.S., 1902, Desmarais, J., Boisclair v. Proteau, 5 R.P., 81.

ARTICLE 102.

Lorsque des héritiers présomptifs font, dans le district de leur domicile, des dépenses pour inventaire, etc., pour liquider la succession qu'ils présumement leur appartenir, et que subséquemment un testament est découvert, l'action que ces héritiers intentent pour recouvrer du légataire universel les susdites dépenses, doit être prise dans le district du domicile du testateur, où il est décédé et où sa succession est ouverte.—C.S., 1898, Mathieu, J., Seers v. Le Curé, etc., de St-Jean Chrysostôme, 4 R.L., n.s., 309.

Held :—That an inscription in law may be made after plea filed, and after the delays, so long as the pleas have not been answered.—S.C., 1898, Andrews, J., Bourget v. Colonial Mutual Life Ass., 1 P.R., 505.

ARTICLE 103.

An action founded upon a contract entered into in the United States, where the defendant P. resides, cannot be instituted in Montreal under the pretence that a bank having a place of business in Montreal is a co-defendant, when it is apparent that such bank has been made a party to the suit in order merely to deprive defendant P. of his natural jurisdiction.—S.C., 1897, Archibald, J., Pindar v. The Bank of Nova Scotia, 4 R. de J., 69.

ARTICLE 105.

Held :—In an action by a mother for damages for the death of her son, detailed as follows :—"\$2.00 for medical attendance, \$18.50 for funeral expenses and \$879.50 for general damages." The action is sufficiently grounded where it alleges "that her son was in possession of good health, and could have been expected to be of assistance to the family in two or three years, and that she suffered considerable damage by the death of her son.—S.C., 1897, Archibald, J., Pagé v. Grand Trunk Railway Company, 1 R.P., 127.

Held :—1. Where an answer to a plea does not set forth new facts, no reply is necessary to join issue.

2. A reply in such case, consisting for the greater part of a legal argument, will be dismissed with costs on motion to that effect.—S.C., 1897, Archibald, J., Moranville v. Demers, 1 R.P., 120.

Dans une action basée sur un contrat d'échange, le demandeur doit, dans ses conclusions, offrir l'objet reçu, ou déclarer pourquoi il ne peut le faire.—C.C., 1898, Champagne, J., Lachapelle v. Miron, 1 P.R., 122.

Une exception à la forme qui ne fait pas voir que le défendeur souffre un préjudice des irrégularités dont elle se plaint, doit être renvoyée avec dépens.—C.S., 1898, Mathieu, J., Evans v. O'Neil, 4 R.L., n.s., 220.

Jugé :—Que si un défendeur dans une action en bornage comparait par procureur et confesse jugement, les frais de son procureur seront déclarés communs, et chaque partie en supportera la moitié.—C.S., 1898, De Lorimier, J., Lacas v. Croteau, 1 R.P., 238.

Held :—That it is not necessary to allege, in an action based upon a cheque, that it was presented for payment, within a reasonable time, at the place where it was made payable, and was refused and protested.—S.C., 1899, Archibald, J., Deserres v. Euard, 2 R.P., 124.

The term "saisie-revendication" in plaintiff's declaration is to be interpreted in accordance with the other allegations contained therein, and a "saisie-revendication" will be maintained as a conservatory measure where otherwise it would be dismissed, provided the facts and conclusions permit of it.

Where a "saisie-revendication" is not one properly so-called, but is in reality an action for the rescission of a sale accompanied by such a seizure as might be applicable thereto, it will be so considered and maintained.

A writ of "saisie-revendication" attachment, issued against an insolvent estate in the hands of a third party, for the recovery of goods sold on credit, and asking for the recovery of the goods, and that the sale by plaintiff to defendant be declared rescinded (where the proper mode should have been by a summary petition asking for the rescission of the sale), will be maintained but with such costs only as would be awarded on such petition, notwithstanding the fact that the issue was joined on the proceedings taken and that the question was not raised.—S.C., 1896, Archibald, J., Levi v. Helmerding, 1 R.P., 94.

Les erreurs cléricales dans la rédaction d'un jugement peuvent être corrigées sur requête à cet effet, même dans le cas où le requérant aurait intitulé sa demande sous le nom de "requête civile," et en aurait pris les conclusions, une défense en droit à cette requête sera renvoyée pourvu que les erreurs dont on se plaint puissent être rectifiées sous les conclusions de la requête.—C.S., 1897, Doherty, J., Laporte v. Dauphinais, 3 R.L., n.s., 453. V. Art. 546 C.P.C.

ARTICLE 108.

Un plaidoyer dont les allégués ne sont pas numérotés consécutivement peut être rejeté sur motion, et le défendeur tenu d'en fournir un autre.—C.S., 1897, Mathieu, J., Glass v. Eveleigh, 1 R.P., 9.

Si un défendeur produit à la fois une dénégation générale et une défense spéciale, son plaidoyer pourra être rejeté sur motion du demandeur, et sauf par lui à en fournir un autre plus tard.—C.S., 1897, Mathieu, J., Glass v. Eveleigh, 1 R.P., 9.

Une partie peut être tenue sur motion de la partie adverse de numéroter les allégués d'une pièce de procédure.—C.S., 1898, Archibald, J., Robert v. St. Louis, 1 R.P., 37.

La partie qui néglige de numéroter les allégués d'une pièce de procédure produite, peut être requise de le faire sur motion de la partie adverse.—C.S., 1898, Mathieu, J., Bellingham v. Robb, 1 R.P., 19.

The opposant may be ordered by a motion to number the paragraphs of his application and affidavit, and also to give an affidavit in the first person.—C.C., 1898, Purcell, J., Brown v. Fallon, 1 R.P., 123.

Lorsque les allégations de la déclaration ne sont pas numérotées, le défendeur pourra, avant de plaider, faire ordonner au demandeur de les numéroter sans frais.—C.S., 1898, Mathieu, J., Taché v. Charlebois, 4 R.L., n.s., 477.

Jugé :—Qu'une motion pour règle demandée contre des parties qui n'auraient pas obéi à un bref d'injonction, doit être accompagnée d'affidavit ; mais qu'il sera donné au réquerant un délai pour y ajouter cet affidavit sur paiement des frais de motion.

Semble :—Que les allégués d'une motion doivent être numérotés consécutivement, mais que permission sera donnée de les numéroter à l'audition.—C.S., 1899, Mathieu, J., The M. P. & I. Ry. Co. v. Town of St. Louis, 2 R.P., 213.

Jugé :—Qu'une motion pour forcer une partie à numéroter consécutivement les allégués d'une pièce de procédure produite, est de la nature d'une exception préliminaire, et sera renvoyée si elle n'est accompagnée du dépôt requis par l'Art. 165 C.P.—C.S., 1899, Doherty, J., Leblanc v. Pauzé, 2 R.P., 394.

Held :—That it is irregular to insert in a defence a paragraph which negatives a paragraph of the declaration and then proceeds to set up an affirmative allegation.

2. Such matters should be contained in separate paragraphs.

3. A party who has been misled by such pleading and has failed to deny such an affirmative allegation may, upon making application therefor before verdict and judgment, be permitted to amend his pleadings by adding a formal denial.—S.C., 1899, White, J., Kerr v. The Sherbrooke Street Ry. Co., 2 R.P., 348.

ARTICLE 100.

When an allegation in a plea contains a formal admission, it cannot be assimilated to a clerical error or an accidental misstatement, unless a very satisfactory explanation to that effect is given. Therefore the Court should not treat it as one of those errors which the Court allows to be rectified by motion at the trial.—C.R., 1898, Routhier, Caron and Andrews, JJ., Vézina v. Piché, 13 R.J., 213.

ARTICLE 110.

Held :—That in an action for the recovery of a debt which would on its face have been prescribed under our law, but

which is not prescribed according to the law of the country where the cause of action arose, the foreign law must be alleged in the declaration, and an answer alleging it after a plea of prescription has been put in, will be rejected on motion.—S.C., 1899, Langelier, J., *Shatuck v. Tyler*, 2 R.P., 143.

Jugé :—Une motion qui n'est pas accompagné de l'affidavit requis par l'article 47 des règles de pratique, les faits allégués étant niés par la partie adverse, sera renvoyée avec dépens.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Bédard v. Bayard*, 3 R.P., 194.

Quand, en plaidant à une action en dommages, la partie défenderesse allègue que, si la demanderesse a subi des dommages, ce qui est nié, ces dommages sont dus à ses propres actes, la défenderesse sera tenue d'exposer ces actes de la demanderesse, et ne pourra prouver d'autres actes que ceux qu'elle aurait ainsi énumérés.—C.S., 1902, Mathieu, J., *The Montreal & St. Lawrence Light and Power Co. v. Stillwell Bierce and Smith Valle Co.*, 5 R.P., 148.

ARTICLE 111.

Une défense de paiement, à laquelle le demandeur n'a pas répondu, est censée admise.—C.C., 1897, Andrews, J., *Bélanger v. Dugal*, 1 R.P., 20.

Jugé :—Que lorsque le demandeur n'aura pas répondu à une défense spéciale du défendeur alléguant des faits nouveaux, sur demande, la cause pourra sortir du "déliéré" et il sera permis au demandeur de réparer son omission tout comme s'il eût répondu en temps requis.—C.C., 1898, Gagné, J., *Perrin v. Blodeau*, 1 R.P., 352.

Jugé :—1. C'est par exception à la forme qu'une partie soit demanderesse, soit défenderesse, peut invoquer le vice d'un acte de procédure fait en violation de l'article 202 ;

2. Le défaut de réponse catégorique, c'est-à-dire par un oui, un non, ou un j'ignore, à chaque allégation de la demande, ou de la défense, ou de la réplique constitue un vice pour cet acte de procédure et donne lieu à une exception à la forme ;

3. Une exception à la forme à toute une défense peut n'être maintenue que pour partie, sauf dans ce cas à adjuger les frais comme devant suivre le sort de la cause ;

4. L'insuffisance d'une allégation d'un fait juridique dans une demande ou une défense donne lieu à une exception à la forme et non à une inscription en droit.—C.S., 1899, Davidson, J., *Lemieux v. "Le Monde"*, 2 R.P., 71.

Jugé :—1. (Par Curran, J.)—Que c'est à la partie qui, en réponse à une saisie-revendication, allègue un droit de rétention des objets revendiqués, à prouver son droit de rétention.

2. (Par la Cour de Révision).—Qu'une plaidoirie alléguant

palement, qui n'est pas niée est censée admise.—C.R., 1899, Tait, Taschereau et Lavergne, J.J., O'Dell v. Bell, 2 R.P., 297.

Jugé :—Une réplique générale niant tous et chacun des faits nouveaux d'une réponse spéciale, "en autant qu'ils contredisent ceux du plaidoyer," sera, sur motion, rejetée du dossier.... (Conforme au jugement du juge-en-chef Casault, en 1899, dans la cause de Rousseau v. King, C.C.Q., 3901). C.S., 1900, Caron, J., Lemay v. Nadeau, 3 R.P., 120.

Des offres et consignation plaidées par un défendeur, bien que non prouvées, peuvent néanmoins être déclarées valables et suffisantes, si le demandeur n'a pas nié l'allégation affirmant le fait de telles offres et consignation, qui en avait été faite par le défendeur dans son plaidoyer.—C.S., 1902, Lange-lier, J., Desmarais v. Geoffrion, 8 R. de J., 505.

ARTICLE 112.

Un affidavit accompagnant une déposition et qui est daté du 27 décembre 1800, est une erreur cléricale et la Cour devra prétendre que l'affidavit a été fait en même temps que l'opposition.—C.S., 1897, Mathieu, J., Grothé v. Paquette, 4 R.L., n.s., 140.

The insufficiency of the affidavit may be urged on the merits. The affidavit must state the cause of action. A mere reference in it to the article under which the penalty is imposed is not sufficient. An affidavit declaring it is made in an existing cause will not support an action which is not issued until the following day. An affidavit in which the defendant does not depose to the facts alleged in it, but in which he deposes that he has alleged these facts in his declaration is not sufficient.—S.C., 1897, White, J., Chambers v. Connor, 3 R. de J., 362.

Jugé :—1. Une opposition ne sera pas renvoyée, bien que l'affidavit au soutien soit rédigé à la troisième personne, contrairement à l'article 112 C.P., cette irrégularité n'est pas fatale.

2. Si une opposition ne dit pas quand ni comment l'opposant est devenu propriétaire des effets qu'il réclame, sur motion pour rejet de l'opposition de ce chef, l'opposition ne sera pas renvoyée, mais il sera ordonné à l'opposant de fournir des particularités.—C.C., 1898, Routhier, J., Barbeau v. Simard et Savard, 1 R.P., 82.

Held :—1. That mere informalities and irregularities will not justify the dismissal of an opposition on a motion to that effect, if it does not clearly appear that the opposition is made in view of unjustly retarding the sale.

2. That the opposant may be ordered by a motion to num-

ber the paragraphs of his opposition and affidavit, and also to give an affidavit in the first person.

3. Semble :—That a motion to dismiss an opposition is in no case subject to the delays of a preliminary exception.—C.C., 1898, Purcell, J., *Brown v. Fallon*, 1 P.R., 133.

Qu'un affidavit accompagnant une opposition afin d'annuler et non rédigé à la première personne, ni divisé en paragraphes, ne sera pas pour cela déclaré irrégulier, et l'opposition ne sera pas renvoyée.—C.S., 1899, Curran, J., *Cousineau v. Vinet & Vinet*, 6 R.L., n.s., 201.

ARTICLE 113.

Lorsque dans sa requête, accompagnant un "capias," le membre d'une société dissoute demande une nouvelle condamnation, et, de plus, que le "capias" soit maintenu, la Cour pourra n'accorder que cette dernière conclusion et joindre le "capias," pour le port du poursuiuant, ou jugement rendu en faveur de l'ancienne société.—C.R., 1897, Casault, Routhier et Caron, JJ., *Crépeau v. Boisvert*, 13 R.J., 405.

Where the conclusions of the action asked that the defendant be condemned to render an account unless he preferred to pay a certain sum, the judgment should be in accordance with such conclusions, and a condemnation pure and simple to pay the money will be set aside.—C.R., 1898, Tait, Gill and Loranger, JJ., *Boucher v. Morrison*, 13 R.J., 205.

Jugé :—Que l'avis d'action en dommages contre un officier public pour un acte illégal doit exposer les causes de l'action en disant en quoi le fait reproché est illégal, sans quoi une telle action sera renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1898, Lavergne, J., *McConnell v. Champagne*, 1 R.P., 416.

ARTICLE 114.

Un acte de donation ayant obligé le donataire "de garder avec lui" ses soeurs et sa tante, ces dernières pouvaient se joindre dans une même action pour réclamer envers chacune d'elles l'exécution de cette obligation.—C.B.R., 1898, Garon & Levesque, 7 R.J., 284.

ARTICLE 115.

Jugé :—Qu'une inscription pour enquête et mérite dont avis n'a pas été donné à l'autre partie sera rejetée sur motion.

Que si une cause est mise sur le rôle sans que la partie qui l'a inscrite ait produit une copie des pièces de plaidoirie pour l'usage du juge, cette cause peut être rayée du rôle sur motion.—C.S., 1897, Archibald, J., *Cousineau v. Flisc*, 1 R.P., 63.

Jugé :—1. Que l'intimé, sur une injonction, peut demander par requête à être autorisé à continuer ses opérations, s'il ne cause pas par là un tort sérieux et irréparable au requérant.

2. Qu'une requête pour continuer les opérations n'a pas be-

soin d'être signifiée à la partie adverse.—C.S., 1898, Mathieu, J., Bogue v. The Promotive of Arts Association, 1 R.P., 156.

Jugé :—Que dans une action en reddition de compte le demandeur ne peut être déchu du droit de contester le compte produit dans la cause par le défendeur, avant d'avoir reçu avis de la production de ce compte.—C.S., 1899, Mathieu, J., Greenwood v. Dent, 2 R.P., 125.

Jugé :—Lorsqu'une partie a comparu par procureur "ad litem," les pièces de procédure doivent être signifiées à ses avocats ; une cause inscrite au mérite "ex-parte" sur une inscription consentie par la partie même et non signifiée à ses procureurs "ad litem" sera rayée du délibéré.—C.S., 1902, Mathieu, J., Gauvreau v. Laporte, 4 R.P., 462.

Il n'y a pas lieu de faire signifier une comparution à la partie adverse.—C.S., 1902, Langelier, J., Morin v. Jetté, 5 R.P., 69.

ARTICLE 117.

Jugé :—1. L'autorisation du juge doit être donnée à un liquidateur avant que celui-ci n'ait commencé à poursuivre.

2. L'autorisation judiciaire donnée à un liquidateur après l'inscription de l'action, n'empêchera pas que l'action ne soit renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1897, Mathieu, J., Common v. McCaskill, 1 R.P., 66.

Jugé :—Que l'on ne peut mettre une partie en cause qu'au moyen d'un bref d'assignation, et que la signification d'une pièce de procédure à une personne qui n'est pas encore partie à l'action, et est désignée dans cette pièce sous le nom de "mise-en-cause," n'est pas une mise-en-cause suffisante et régulière, et sera annulée sauf recours, sur exception à la forme.—C.S., 1897, Mathieu, J., Knuckle v. Charlebois, 1 R.P., 88.

Jugé :—(Confirmant Taschereau, Oulmet et Pagnuelo, JJ., renversant Tellier, J.) :—Que le bref et la déclaration ne forment ensemble qu'un seul document authentique, l'omission de certifier la copie du bref n'entraîne pas nullité de l'assignation, si la copie de la déclaration est certifiée.—C.B.R., 1898, Compagnie de Chemin de Fer des Comtés-Unis & Les Soeurs du Précieux Sang, 2 R.P., 6.

In an action by a daughter-in-law against a mother-in-law for alimentary allowance, a petition during the course of the action, on behalf of the plaintiff, is a proper way to obtain an interim allowance. An exception of "lis pendens" to such petition will be dismissed as unfounded. A provisional allowance can be secured before the final judgment on the original demand.—S.C., 1898, Davidson, J., Heaton v. Lepron, 1 R.P., 218.

Jugé :—Qu'une partie condamnée à payer une pension alimentaire, et dont la position a changé depuis, ne peut demander la modification de ce jugement au moyen d'une simple requête, mais doit le faire par voie de poursuite ordinaire.—C.S., 1899, Mathieu, J., Noreau v. Bocquet, 2 R.P., 271.

Le défendeur qui a été condamné à payer une pension alimentaire à son enfant naturel, peut, par une requête produite

dans la cause originaire, demander à être déchargé de cette condamnation, pour les raisons mentionnées en l'article 170 C.C., et il n'est pas, dans ce cas, obligé de se pourvoir par bref d'assignation.—C.S., 1899, Curran, J., Pelletier v. Jutras, 17 R.J., 79.

ARTICLE 120.

Jugé :—Tout bref d'assignation qui a été signifié, soit régulièrement, soit irrégulièrement et qui n'a pas été rapporté dans le délai requis, devient caduc, et ne peut être remis en vigueur ni par le protonotaire ni par le juge.—C.C., 1898, Ouimet, J., Tellier v. Paul, 1 R.P., 325.

Jugé :—La signification étant nulle à raison du défaut de qualité de la personne instrumentante, permission de signifier à nouveau le bref qui est encore en vigueur et la déclaration sera accordée aux conditions imposées par le tribunal.—C.S., 1900, Mathieu, J., Marsolais v. Grenier, 3 R.P., 142.

Jugé :—L'assignation faite au moyen d'un bref décerné depuis plus de six mois et qui n'a pas été remis en vigueur, est nulle, et l'action sera renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1901, Mathieu, J., Langevin v. The Grand Trunk Ry. Co., 4 R.P., 162.

Qu'un bref d'assignation et la déclaration y annexée, qui ont été irrégulièrement signifiés au défendeur, peuvent lui être de nouveau signifiés régulièrement après la production d'une exception à la forme se plaignant de l'illégalité de la première signification, pourvu que la deuxième signification soit faite dans les six mois de la date du bref, et, dans ce cas, le demandeur sera condamné à payer les frais d'une exception à la forme.—C.S., 1903, Mathieu, J., Alexander v. Helfenberg, 5 R.P., 246.

ARTICLE 121.

Jugé :—Qu'un bref de sommation adressé à l'un des huissiers de la Cour Supérieure, nommé pour un district de la province de Québec, ne peut être signifié par un huissier d'un autre district de cette province ; qu'une exception à la forme basée sur cette irrégularité sera déclarée bien fondée, et qu'une motion pour amender le bref, après signification, en ajoutant le district pour lequel était nommé l'huissier qui avait fait la signification, sera rejetée.—C.S., 1898, Taschereau, J., Moncion v. Les Ecclésiastiques, 1 R.P., 345.

Une exception à la forme ne sera pas maintenue, sans preuve de préjudice, parce que le bref d'assignation, étant adressé à aucun des huissiers admis pour le district de Montréal, aurait été signifié par une personne résidant au Nouveau Brunswick.—C.S., 1898, Mathieu, J., Joubert v. Leblanc, 4 R.L., n.s., 151.

1. L'assignation d'un défendeur dans le district de St-Hyacinthe, par un huissier de ce district, au moyen d'un bref adressé à l'un des huissiers du district de St-François est nulle.

2. On ne peut soustraire les véritables défendeurs à la juridiction du tribunal dont ils relèvent, en mettant en cause un défendeur dans le seul but de pouvoir les citer devant un autre tribunal.—C.S., 1900, Lemieux, J., Gagnon v. O'Bready, 18 R.J., 283.

Jugé :—Qu'un bref de sommation adressé aux huissiers d'un district et exécuté par un huissier d'un autre district peut, même après la production d'une exception à la forme fondée sur cette irrégularité, être amendé en l'adressant aux huissiers du district où l'on veut le faire signifier.—C.S., 1901, Choquette, J., Houle v. Paquet, 4 R.P., 329.

ARTICLE 122.

Une exception à la forme tendant à faire déclarer à la demanderesse, qui se donne comme épouse séparée de biens si cette séparation est contractuelle ou judiciaire, sera maintenue si la demanderesse ne vient pas prouver sa séparation de biens, et l'action sera renvoyée.—C.S., 1897, Mathieu, J., Martel v. Tanguay, 1 R.P., 60.

Une femme qui, dans des actes authentiques, a pris la qualité de séparée de biens, ne peut s'objecter à être ainsi décrite, surtout si elle ne détruit pas la présomption qu'elle a fait naître.—C.S., 1897, Lynch, J., Tarte v. Mander, 1 R.P., 195. C.B.R., 1860, Boucher v. Lemoine, 10 L.C.R., 456.

Held :—A bank having its headquarters in England, but having its principal place of business in Canada, in the city of Montreal, is sufficiently described in the writ under the latter designation, the defendant suffering no prejudice from such description; and if defendant has a right to security for costs, such description would not prejudice such right.—S.C., 1898, Tait, A.C.J., Bank of British North America v. Howley, 1 P.R., 372.

Held :—That an action in which one of the plaintiffs is described as being of parts unknown will be dismissed on exception to the form as to that plaintiff, unless his domicile is indicated within a delay fixed by the Court.—S.C., 1898, Mathieu, J., Taylor v. Lewis, 1 R.P., 404.

Un corps qui se prétend incorporé doit dire en vertu de quelle loi il l'est, et s'il est étranger, où est son principal bureau d'affaires dans la Province de Québec, et une action dont le bref ne mentionne pas ces faits peut être renvoyée sur exception à la forme, à moins que le demandeur n'amende son bref en conséquence.—C.S., 1898, Mathieu, J., L'Ordre des Forestiers Catholiques v. St. Martin, 1 R.P., 134.

When a company plaintiff is described as having its head office in Ontario, it is sufficiently described under article 122 C.C.P., and a motion to force it to produce its charter will be dismissed, especially if the same was filed after the delays for filing a preliminary exception.—S.C., 1898, Tait, A.C.J., The Gould Bicycle Co. v. Gougeon, 1 R.P., 417.

Lorsque trois personnes forment une société à l'étranger, sous une raison sociale, et font affaires dans la Province de Québec, sous un nom de convenance, et qu'elles sont pour-

suieties comme un corps incorporé, il sera permis sur motion, après la production d'une exception à la forme, d'amender le bref et la déclaration, en substituant les noms de ces trois personnes comme faisant affaires sous la dite raison sociale, au nom corporatif indiqué dans le bref, mais ces nouvelles copies du bref de la déclaration devront être signifiées aux parties, et le demandeur devra payer tous les frais faits par la défense, jusqu'à l'amendement.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Fitzpatrick v. The Thompson Line of Steamships*, 4 R.L., n.s., 512.

Jugé :—Qu'une action hypothécaire, quelqu'en soit le montant, est appellable.—C.C., 1898, Taschereau, J., *Longpré v. Perkins*, 2 R.P., 307.

ARTICLE 123.

Jugé :—Une action réelle, qui ne contient que des conclusions personnelles, sera renvoyée sur inscription en droit.—C.S., 1902, Langelier, J., *Drouin v. Laurier*, 4 R.P., 343.

Jugé :—Que dans une action basée sur un prêt fait pour payer des billets dûs par le défendeur, la partie demanderesse ne sera pas tenue de produire ces billets, si elle déclare ignorer où ils sont.—C.S., 1899, Mathieu, J., *McLeod v. Lemay*, 1 R.P., 592.

Jugé :—Que l'assignation d'une société en nom collectif est absolument nulle lorsque la signification n'est faite qu'à un agent de cette société, la dite société n'ayant pas de bureau d'affaires dans la province.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Gagnon v. Dunbar*, 1 R.P., 143.

Jugé :—Que si une déclaration dans une action sur billet, est dans les termes de la formule 6 de la cédule A de l'appendice du Code de Procédure Civile, une action ne sera pas renvoyé sur défense en droit parce qu'il n'y apparaîtrait pas que le billet sur lequel on poursuit est celui décrit par la déclaration, qu'il aurait été transporté par l'endosseur au demandeur, et que ce dernier ait donné considération à l'endosseur pour ce billet.—C.S., 1899, Doherty, J., *Ridgewa*, 2 R.P., 280.

Held :—When a plaintiff has sued defendants as a corporation, he cannot after the filing of an exception to the form, move to amend his writ by substituting to his designation of the defendants, the name of the members of the so-called corporation, which is in reality a partnership.—S.C., 1901, Pagnuelo, J., *Lambe v. The Thompson Line of Steamships*, 4 P.R., 161.

Jugé :—1. Les défendeurs qui plaident à une action en dommages pour injures verbales, disant que la demanderesse aurait injurié grossièrement un des défendeurs en se servant de paroles obscènes, ne seront pas tenu d'indiquer les paroles mêmes qu'ils qualifient d'obscènes ;

2. Vu que la circonstance, pendant laquelle les dites paroles ont été prononcées, est spécialement indiquée dans le plaidoyer de manière à permettre à la demanderesse de pouvoir facilement se préparer à rencontrer la preuve que les défendeurs

ARTICLE 123.—Continued.

pourraient faire à l'appui des dites allégations, la motion de la demanderesse pour faire indiquer la dite circonstance d'une manière plus précise, est renvoyée avec dépens.—C.S., 1902, Mathieu, J., Sauriol v. Léonard, 4 R.P., 478.

Jugé :—Qu'un demandeur peut, dans sa déclaration, réclamer une somme d'un défendeur comme étant le mandant de tiers auxquels il a vendu des marchandises, et subsidiairement comme étant leur associé, ces deux moyens n'étant pas incompatibles.—C.B.R., 1898, Bourassa v. Lespérance, 2 R.P., 66.

Jugé :—1. Que dans une action en séparation de corps, le défendeur ne peut plaider par une défense que c'est la demanderesse qui s'est rendue coupable d'adultère et demander que si la séparation de corps est prononcée, elle le soit contre la demanderesse : c'est là le sujet d'une demande reconventionnelle.

2. Qu'une telle défense doit être attaquée par exception à la forme, et non par réponse en droit, et sur telle réponse il sera ordonné preuve avant faire droit.

3. Que sur demande de particularités de tels allégués d'adultère, il sera ordonné au défendeur de donner les noms des hommes avec qui la demanderesse aurait commis l'adultère, et autant que possible, les dates et les lieux où tels adultères auraient été commis.—C.S., 1900, Mathieu, J., Thessereau v. Robert, 2 R.P., 520.

Jugé :—Qu'une motion pour particularités, et une motion pour faire rejeter un amendement, doivent toutes deux être timbrées comme des plaidoyers préliminaires, et accompagnées du dépôt requis par les règles de pratique.—C.S., 1898, Mathieu, J., Galbraith v. Cowan, 2 R.P., 67.

Jugé :—Qu'un défendeur qui a produit une confession de jugement partielle, peut être contraint de fournir des particularités indiquant quels sont les items du compte du demandeur, qui sont couverts par cette confession.—C.S., 1898, Delorimier, J., Lafortune v. La Ville de Joliette, 2 R.P., 24.

Le demandeur poursuivait le défendeur pour un libelle publié dans son journal, le "Quotidien." Sur demande de particularités le défendeur produisit un certain nombre de numéros de son journal. A l'enquête, le défendeur fit motion pour amender son plaidoyer de manière à le faire concorder avec les faits, et demanda en même temps, permission de produire un nombre additionnel de numéros du "Quotidien" pour former partie de son plaidoyer amendé ;

Jugé :—Qu'une pareille motion sera renvoyée attendu que si elle était accordée cela constituerait une injustice pour le demandeur qui serait pris par surprise, et cela changerait le plaidoyer.—C.R., 1899, Casault, Andrews et Larue, JJ., Roy v. Mercier, 2 R.P., 495.

Jugé :—Que dans une saisie-arrêt avant jugement basée sur des actes de recel, il sera ordonné au demandeur d'indiquer autant que possible, quels actes de recel ou de soustraction il reproche au défendeur, quand ces actes ont été commis et quels biens sont ainsi recelés et soustraits, ou l'ont été ou sont sur le point de l'être, et sur quels faits il se base pour dire que le défendeur a l'intention de recéler et de soustraire

ARTICLE 123.—Continued.

ses biens.—C.S., 1899, Mathieu, J., Baumgarten v. Dinahan and La Banque d'Hochelaga, 2 R.P., 234.

Held :—That a motion for particulars cannot be granted after the delay for pleading to the merits has expired.—S.C., 1899, Doherty, J., Clément v. Clément, 2 R.P., 453.

Jugé :—Qu'une partie sera tenue de fournir des particularités d'une partie d'allégation qui se lit comme suit :— " Which amount said company defendant has often acknowledged to owe and promised to pay plaintiff ; " en détaillant et indiquant la manière dont la dite défenderesse a reconnu devoir la dite somme de deux mille cinq cents piastres, si c'est par écrit ou par résolution des directeurs, ainsi que la date à laquelle telle reconnaissance aurait été faite.—C.S., 1899, Langelier, J., The Bank of Toronto v. The St. Lawrence Fire Ins. Co., 2 R.P., 89.

Jugé :—Que dans une action en dommages pour accident, on peut alléguer, dans une réponse au plaidoyer, que de nombreux accidents avaient eu lieu au même endroit, sans être obligé de fournir de détails sur ces accidents.—C.S., 1898, Loranger, J., Couturier v. The Royal Electric Co., 2 R.P., 137.

Jugé :—1. Qu'un demandeur qui réclame par son action une somme d'argent (\$223.00), " the price and value of work done, services rendered and disbursements made by plaintiff in his capacity of promotor," sera tenu, sur motion à cet effet, d'indiquer quel ouvrage il a fait, quels services il a rendus, quelles sommes il a déboursées, et les temps et lieux de chacun de ces actes.

2. Que cette motion n'est pas une exception préliminaire et n'est pas assujettie aux formalités de dépôt et de timbres supplémentaires.—C.S., 1899, Langelier, J., Bartlett v. Elliott, 2 R.P., 97.

Le demandeur poursuit le défendeur en dommages et allègue dans son action certaines circonstances de lieux où les paroles reprochées ont été prononcées ; de plus, que les mêmes accusations ont été répétées à divers autres endroits, à plusieurs personnes, depuis telle date jusqu'à telle date.

Sur motion pour particularités de la part de la défense. Jugé :—Que le demandeur est tenu de spécifier les endroits et les dates, où les propos en question ont été réitérés ; mais qu'il ne peut être tenu de dévoiler d'avance les noms des personnes devant qui les accusations ont été prononcées ; qu'obliger le demandeur à donner les noms de ces personnes serait le forcer à dire quels seront ses témoins, ce qui ne peut pas être fait plus dans une action en dommages, que dans une autre espèce de cause.

Jugé :—Que, dans une action en dommages entre commerçants pour diffamation, le défendeur a droit de connaître le nom des personnes à qui on l'accuse d'avoir tenu les propos diffamatoires reprochés, soit pour plaider privilège, soit pour les expliquer, les nier, les retirer, ou offrir indemnité, et de savoir quand ces propos ont été tenus, et le demandeur peut être tenu de donner ces détails sous peine du renvoi de l'action.—C.S. 1899, Pagnuelo, J., Coallier v. Filatrault, 2 R.P., 33.

ARTICLE 123.—Continued.

Jugé :—En règle générale, les frais d'une motion pour particularités doivent suivre l'issue du procès ; mais si la déclaration, la défense, ou toute autre pièce de plaidoirie n'est pas suffisamment libellée pour permettre à la partie adverse de plaider, ou de répondre, etc., à moins d'avoir des particularités, alors les frais de la motion devront être accordés.—C.S., 1899, Choquette, J., Luneau v. Juneau, 2 R.P., 74.

Jugé :—Qu'un défendeur qui déclare, en réponse à une action hypothécaire, qu'il n'a que la jouissance de l'immeuble hypothéqué, ne sera pas tenu, sur motion, de dénoncer son titre à cette jouissance, ni le nom du propriétaire de l'immeuble.—C.S., 1899, Gill, J., Valiquette v. Forget, 2 R.P., 116.

Jugé :—Qu'un corps qui se prétend incorporé doit dire en vertu de quelle loi il l'est, et s'il est étranger, où est son principal bureau d'affaires dans la Province de Québec, et qu'une action dont le bref ne mentionne pas ces faits peut être renvoyée sur exception à la forme, à moins que le demandeur n'amende son bref en conséquence.—C.S., 1898, Mathieu, J., L'Ordre des Forestiers Catholiques v. St-Martin, 1 R.P., 134.

Qu'un compte ainsi fait : " Pour plans et détails d'autels et une chaire pour l'Eglise de St-Ligouri, et plans et détails d'autel pour l'Eglise de l'Île Dupas, la somme de \$360," est suffisamment détaillé, et qu'une motion demandant plus de détails sera renvoyée avec dépens.—C.S., 1900, Mathieu, J., Contant v. Rho, 6 R.L., n.s., 294.

Que dans le cas où une personne s'engage à placer dans une maison un appareil de chauffage capable de chauffer convenablement cette maison, et qu'une action est intentée, le demandeur se plaignant que cet appareil est insuffisant et défectueux, ce dernier devra, s'il entend prouver des défauts particuliers dans ce dit appareil, fournir les détails de ces défauts.—C.S., 1899, Mathieu, J., Hope v. Mount, 6 R.L., n.s., 335.

Held :—An inscription for bearing "ex parte" will be struck with costs, when the plaintiff, who has filed his exhibits after the return of his action, has not obtained leave of the judge to foreclose the defendant.—S.C., 1901, Davidson, J., Maclean v. Meloche, 4 R.P., 204.

Si, dans une action pour argent prêté, le défendeur plaide que les avances lui ont été faites en vertu d'un contrat, à raison de commissions stipulées et qui ne lui ont pas encore été payées, la Cour lui permettra, même après l'inscription, d'obtenir un état lui permettant de juger du montant des commissions qui lui sont dues.—C.S., 1898, Mathieu, J., The New York Life Ins. Co., v. Dubeau, 1 R.P., 415.

Si une opposition ne dit pas quand ni comment l'opposant est devenu propriétaire des effets qu'il réclame, sur motion pour rejet de l'opposition de ce chef, l'opposition ne sera pas renvoyée, mais il sera ordonné à l'opposant de fournir des particularités.—C.C., 1898, Routhier, J., Barbeau v. Simard, 1 R.P., 82.

Si, dans une action en séparation de corps, la partie demanderesse a été condamnée à donner des particularités sur les dates et circonstances des actes reprochés au défendeur,

ARTICLE 123.—Continued.

autant que possible, elle devra donner les dates et exposer au long les circonstances sans quoi elle sera contrainte à ce faire sous peine de rejet des allégués.

Un allégué d'une action en séparation de corps disant que le défendeur a entraîné le frère de la demanderesse dans une maison de prostitution, sera rayé des particularités fournies comme ne donnant pas ouverture à la séparation.—C.S., 1898, Tait, A.C.J., Nicolle v. Clément, 1 R.P., 436.

Le demandeur ne peut, dans sa déclaration, qu'alléguer des faits qui ont eu lieu avant l'action ; et, par conséquent, il ne peut subséquemment demander à amender sa déclaration pour alléguer des faits subséquents.—C.S., 1898, Mathieu, J., Knight v. Mount, 4 R.L., n.s., 458.

La partie qui dit avoir rendu à l'autre partie un compte que celle-ci a accepté peut être forcée de produire une copie du compte ainsi rendu. Elle sera aussi tenue de donner un détail de \$3,000, réclamées par elle pour services rendus, qu'elle veut compenser avec le montant d'un billet. Elle ne sera pas tenue de rendre compte d'autres dépenses par elle faites, si l'usage de commerce est de ne pas tenir de compte de ces dépenses, et s'il appert, par ses actes passés, qu'elle n'a aucune idée du détail des sommes ainsi dépensées. Des informations, même incomplètes, devront rester au dossier si elles sont données en exécution d'un jugement. Des allégués non particularisés ne seront pas rejetés, si la motion qui en demande le rejet n'indique pas les détails qui auraient dû être fournis ; mais d'autre part, une telle motion est suffisante pour faire rejeter des particularités données en exécution d'un ordre spécial de la Cour.—C.B.R., 1898, Paquet v. Taché, 1 R.P., 510.

Le demandeur alléguant qu'il avait acheté du défendeur une propriété pour le prix de \$4,689, dont \$500 payables comptant, poursuivait le défendeur pour le faire condamner à lui en passer le titre, concluant à ce qu'à défaut par le défendeur de passer ce titre, le jugement en tint lieu. Il n'offrait pas avec son action la somme de \$500 qu'il alléguait être payable comptant. Jugé :—Qu'à défaut de telles offres le demandeur ne pouvait obtenir les conclusions de son action.—C.S., 1898, Oulmet, J., Taché v. Stanton, 13 R.J., 505.

Il est nécessaire, dans une action basée sur le transport d'une créance, d'alléguer la signification au défendeur de ce transport, et à défaut de cette allegation, l'action sera renvoyée sur inscription en droit.—C.S., 1898, Tait, A.C.J., Sabiston v. Stanton, 4 R.L., n.s., 454.

In an action on a promissory note, it is not necessary to state that it was endorsed over to the plaintiff, and the plaintiff is the holder thereof, if nothing tends to show that the note was payable to a third party or required to be endorsed to give plaintiff a right of action. The Court, on a demurrer to an action founded on a note, is only bound to look at the insufficiency of the allegation and not at the note. If a note is not properly described in a declaration, defendant's remedy is not by demurrer.—Ibid., 1 R.P., 422.

A party claiming, as heir to his minor child a sum or

ARTICLE 123.—Continued.

thing accrued to the latter from his mother, is not bound to allege that he has accepted his child's succession, the bringing of an action being sufficient acceptance, nor that the said child had accepted his mother's succession under benefit of inventory, this being only for a person of full age, a privilege and not an obligation.—S.C., 1898, Andrews, J., Bourget v. The Colonial Mutual Life Ass., 1 R.P., 505.

Que l'objet des détails est de prévenir toute surprise lors du procès et de le limiter aux faits mentionnés, que lorsque les faits allégués sont précis et à la connaissance personnelle de la partie adverse, l'autre partie ne peut demander plus de détails.—C.S., 1898, Mathieu, J., Bigras v. The Montreal Water and Power Co., 5 R.L., n.s., 70.

Que le demandeur, dans une action en séparation de corps et de biens, qui allègue que la conduite de sa femme est telle qu'il ne peut plus vivre avec elle, qu'elle a commis adultère avec différents hommes durant deux mois, peut être forcé, par motion, de donner plus de détails sur la conduite de sa femme, et de spécifier avec qui et à quelles dates approximativement ces actes d'adultère ont été commis.—C.S., 1899, Curran, J., McKenna v. Ormond, 6 R.L., n.s., 68.

1. Que dans une poursuite en dommages pour diffamation, le demandeur doit indiquer, autant que possible, les dates précises auxquelles les propos diffamatoires ont été tenus, et devant quelles personnes le défendeur a ainsi parlé.

2. Que si le défendeur n'est pas satisfait des détails fournis par ordre de la Cour, il doit s'en plaindre dans trois jours de leur signification; une demande de rejet de ces détails, huit jours après qu'ils ont été signifiés au défendeur sera renvoyée.—C.S., 1899, Mathieu, J., Undermen v. Childs, 5 R.L., n.s., 271.

Qu'un défendeur qui allègue dans sa défense que le demandeur a reconnu lui-même qu'il n'avait aucune réclamation contre lui ne peut être tenu de déclarer si cette reconnaissance a été faite verbalement ou par écrit, le demandeur étant présumé avoir la connaissance de ce fait.—C.S., 1899, Curran, J., Parent v. Cardinal, 6 R.L., n.s., 131.

Qu'un demandeur qui réclame des dommages pour inexécution d'un contrat, doit donner tous les détails des pertes que défaut d'exécution lui a fait subir.—C.S., 1899, Doherty, J., Leblanc v. Williamson, 6 R.L., n.s., 44.

Jugé :—Que si un demandeur a été condamné à donner des détails sur les dommages qu'il réclame et néglige de le faire, son action sera, sur motion, renvoyée avec dépens, sauf à se pourvoir.—C.S., 1900, Mathieu, J., Lalonde, v. The Grand Trunk Ry. Co., 2 R.P., 514.

Que lorsque la Cour a ordonné à une partie de donner plus de détails sur une de ses allégations et que ces détails ne sont pas fournis dans le délai fixé par le jugement, cette allégation sera déclarée comme non avenue.—C.S., 1898, Lorranger, J., Bannerman v. The Consumers' Cordage Co., 5 R.L., n.s., 19.

Que si par une erreur cléricale le nom du véritable demandeur est remplacé par un autre dans la copie du bref et de la

ARTICLE 123.—Continued.

déclaration, par exemple, si le nom de la Banque Jacques Cartier est mis erronément à la place de la Banque d'Hoche-laga, l'erreur pourra être corrigée en obtenant la permission du tribunal de faire signifier au défendeur une copie conforme à l'original.—C.S., 1898, Mathieu, J., *La Banque d'Hoche-laga v. Ramsay*, 5 R.L., n.s., 43.

Que dans une action par un locataire contre son locateur, pour le forcer à faire les réparations nécessaires ou pour être autorisé à les faire lui-même, le demandeur doit alléguer la classe d'action, c'est-à-dire, la valeur des réparations à faire, la nature des réparations requises, et produire une copie du bail invoqué, et à défaut de ce faire l'action sera renvoyée sur exception à la forme.—C.C., 1899, Bélanger, J., *Baulne v. Lefort*, 5 R.L., n.s., 507.

Que dans une poursuite intentée par des exécuteurs testamentaires pour un prêt fait par acte d'obligation, où il est dit que le défendeur reconnaît devoir à la succession de la personne décédée, il ne suffit pas d'alléguer les noms des personnes qui sont exécuteurs testamentaires lors de l'institution de l'action, mais il faut aussi indiquer ceux qui l'étaient lors de la date de l'obligation, avec mention des actes qui les ont nommés; et une motion demandant ces détails sera accordée.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., *Masson v. Seath*, 5 R.L., n.s., 407.

Que dans une action en dommages, l'allégation suivante : "L'accident en question a été causé par la faute et la négligence des défendeurs et de leurs employés en faisant manoeuvrer une plate-forme levée par une grue à vapeur conduite par" est trop générale, et le défendeur peut, par motion, obtenir que le demandeur donne plus de détails.—C.S., 1898, Pagnuelo, J., *Labelle v. Ryan*, 5 R.L., n.s., 144.

L'intimé poursuivait l'appelant pour injures verbales. Après avoir allégué des injures dans une circonstance particulière, il ajoutait que l'appelant avait répété avant et depuis les mêmes paroles et d'autres paroles injurieuses, et que, notamment, il avait accusé l'intimé, qui est médecin, d'avoir, de connivence avec les maris, donné des certificats faux et erronés pour faire interner des femmes à l'asile St-Jean-de-Dieu, et que l'appelant avait même désigné le nom d'une femme ainsi internée.

Jugé :—1. Qu'il n'était pas nécessaire, dans la déclaration, de donner les noms des personnes devant qui les paroles injurieuses auraient été dites, ni de mentionner le nom de la femme que l'appelant aurait désignée comme ayant été internée à l'asile sur le certificat faux de l'intimé.

2. (Infirmité sur ce point, *Bossé et Blanchet, J.J.*, "dissentientibus," le jugement d'Archibald, J., R.J.Q., 12 C.C., p. 437) :—Que l'allégation que le défendeur avait prononcé les mêmes paroles injurieuses, avant et depuis, et d'autres paroles injurieuses, était trop vague et devait être retranchée de la déclaration de l'intimé, vu que, en matière de libelle et diffamation, le défendeur a droit d'exiger que tous les faits de libelle et de diffamation qui lui sont imputés soient spécialement dans la déclaration.—C.B.R., 1898, *Martineau & Lussier*, 7 R.J., 473.

ARTICLE 123.—Continued.

Le demandeur poursuivait la compagnie défenderesse à raison d'un accident qui lui était arrivé. Dans son plaidoyer, la défenderesse alléguait : "That the said accident was caused by a danger inherent in the work, of which plaintiff was aware and against which he had been frequently warned." Le demandeur fit une motion pour particularités, prétendant que les mots "against which he had frequently been warned" étaient trop vagues.

Jugé :—Que ces faits étant précis et étant allégués être à la connaissance personnelle du demandeur, il n'y avait pas lieu à ordonner la précision de l'allégation, mais qu'il convenait de surseoir à adjuger sur la motion jusqu'au procès, afin de permettre au tribunal d'accorder un délai au demandeur pour repousser la preuve de la défenderesse, s'il y avait lieu.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Bigras v. Montreal Water and Power Co.*, Mathieu, J., 15 R.J., 145.

Que dans une action en dommages pour injures verbales, le demandeur doit faire voir que les paroles et propos reprochés ont été proférés avec malice ou dans l'intention de nuire.

Que le demandeur sera tenu de spécifier les endroits et les dates où les propos en question ont été tenus ; et qu'il peut être tenu de dévoiler d'avance les noms des personnes devant qui les accusations ont été prononcées, de manière à mettre la défenderesse dans la position de contredire la preuve que le demandeur pourra faire.

Qu'une partie sera tenue de fournir des particularités d'une allégation qui se lit comme suit : "Laquelle somme de \$2,000 la dite défenderesse a souvent reconnu devoir et promis payer," en détaillant et en indiquant quand et comment la dite défenderesse a reconnu devoir la dite somme.—C.S., 1902, Mathieu, J., *Ménard v. Pigeon*, 4 R.P., 441.

Lorsque dans une action le demandeur réclame des dommages sans en indiquer la nature, la Cour doit présumer que ce sont des dommages indictifs, et il n'y a pas lieu à ordonner des particularités.—C.S., 1900, Routhier, J., *Gauvreau v. Chapais*, 18 R.J., 135.

La demanderesse qui demande qu'à défaut de rendre compte le défendeur soit condamné à payer une certaine somme, qu'elle est informée qu'il a reçu en vertu de certains contrats, n'est pas tenue de dire à quelles dates et de quelles personnes cette somme aurait été reçue.—C.S., 1901, Mathieu, J., *Témiscouata Railway Co. v. MacDonald*, 3 R.P., 462.

Dans une action en dommages pour injures, où la déclaration mentionne une personne devant laquelle ces injures auraient été prononcées, le demandeur ne sera pas tenu de donner le prénom de cette personne, s'il n'apparaît pas qu'il puisse y avoir de confusion.

Une personne ne peut être tenue de donner les noms des personnes devant qui des paroles diffamatoires auraient été prononcées, si les détails donnés sont assez précis pour permettre à l'autre partie de se défendre sans connaître ces noms.

Que les mots "Similar statements" dans une action en dommages pour injures, venant après l'énumération de déclarations diffamatoires du défendeur, n'ont pas besoin d'être

ARTICLE 123.—Continued.

particularisés.—C.S., 1901, Lemieux, J., Kennedy v. Shurtleff, 3 R.P., 514.

That in an action for injuries alleged to be caused by the gross carelessness and negligence of the defendant, plaintiff will be ordered to furnish particulars of the alleged gross carelessness and negligence, and of the damages thereby suffered by him.—S.C., 1900, Davidson, J., Forbes v. The Montreal Street Ry. Co., 3 R.P., 449.

Action en dommages-intérêts par un architecte qui allègue que le défendeur l'accuse d'avoir agi d'une manière déshonorante au sujet de certaines soumissions qu'il aurait communiquées à des soumissionnaires au préjudice du défendeur. Entre autres moyens de défense le défendeur allègue qu'il était justifiable de croire que le demandeur avait agi d'une manière irrégulière. Sur motion pour particularités :—

Jugé :—Le défendeur qui plaide justification sera tenu de déclarer sur quels faits repose cette justification.—C.S., 1900, Casault, J. en C., Tanguay v. Gaudry, 3 R.P., 255.

Que sur l'allégation d'une convention spéciale intervenue entre les parties dans laquelle le défendeur aurait convenu de payer des intérêts sur le montant d'un compte pour marchandises et effets vendus, le demandeur sera tenu sur motion à cet effet, de dire si la convention a été faite par écrit ou verbalement, et s'il est déclaré à l'audience par le procureur du demandeur que telle convention a été faite verbalement, la motion pour particularités sera maintenue pour frais seulement, et acte sera donné de la dite déclaration.—C.S., 1900, Caron, J., Brosseau v. Déchêne, 3 R.P., 109.

Que dans le cas où un demandeur mentionne un lot de terrain dans sa déclaration, et qu'il est subséquemment ordonné par la Cour de décrire quel est le lot de terrain auquel il réfère, cette allégation de sa déclaration sera retranchée s'il déclare être dans l'impossibilité d'en donner une autre description.—C.S., 1900, Mathieu, J., Tremblay v. Gilbert, 6 R.L., n.s., 193.

Dans une poursuite en dommages à raison de ce que le défendeur, étant auditeur d'une banque, aurait certifié des rapports faux de l'état financier de la banque, le demandeur prétendant qu'il aurait accepté les fonctions de directeur de la banque sur la foi des dits rapports et qu'il aurait été appelé comme directeur à payer une certaine somme pour indemniser les créanciers et les déposants de la banque, le défendeur est reçu à réclamer que son adversaire précise :—Quels sont les items faux dans les dits rapports ; comment et à quelles dates le défendeur aurait reconnu sa responsabilité ; quand et à qui le demandeur aurait payé la somme indiquée,—mais le défendeur ne peut exiger qu'il lui soit indiqué quels étaient les chiffres exacts des items prétendus faux.—C.S., 1900, Mathieu, J., Préfontaine v. Martin, 3 R.P., 157.

Sur motion du défendeur intimé, il sera ordonné au requérant en annulation d'élection, demandant au requérant de déclarer :—

(a) Où, quand et comment des personnes nommées auraient employé des fonds dont elles étaient dépositaires, pour des fins de corruption ;

ARTICLE 123.—Continued.

(b) A quelle date, en quels lieux et circonstances, par qui et de quelles manières, les fonds, dont une personne nommée était dépositaire, auraient été employés pour des fins de corruption ;

(c) Quelles personnes on entend désigner sous les noms "d'amis et agents du défendeur, ou d'agents dûment autorisés du défendeur, ou ses agents" ;

(d) Où, quand et comment des charretiers parmi lesquels se trouvaient des électeurs, auraient été engagés et payés, et de distinguer les charretiers auxquels ils font allusion ;

(e) Où, quand et comment des cabaleurs auraient été engagés et payés pour travailler pour le compte du défendeur, lesquels de ces cabaleurs étaient des électeurs du quartier, et lesquels autres auraient voté pour le défendeur ;

(f) Quelles sont les personnes qu'on entend désigner par les mots "agents dûment autorisés du défendeur," et quelles sont les personnes auxquelles le défendeur et ses agents auraient payé différentes sommes d'argent ;

(g) A quelles dates, en quels lieux et circonstances, le défendeur et ses agents auraient induit diverses personnes à commettre l'offense connue sous le nom de "supposition de personne," cette partie de la motion demandant le nom des amis qui ont fourni l'argent au défendeur, ne sera pas accordée puisqu'il n'importe pas de savoir le nom de ces amis.—C.S., 1902, Robidoux, J., Lévy v. Lamarche, 5 R.P., 16.

Si un demandeur néglige de donner les particularités qu'un jugement lui a ordonné de fournir, et si les allégués qu'il a ainsi négligé de supplémenter constituent toute l'action, les autres étant généraux et purement introductifs, son action sera renvoyée sur motion.—C.S., 1902, Desmarais, J., Gravel v. Lafontaine, 5 R.P., 82.

Une action ne sera pas renvoyée sur exception à la forme parce que le bref adressé aux huissiers du district de Beauharnois, lui a été signifié à Montréal, par un huissier de ce district, aucun préjudice n'étant allégué ni prouvé.

Une allégation par laquelle le demandeur réclame une certaine somme pour intérêt dû sur un billet promissaire non autrement désigné, est suffisamment libellée.—C.S., 1902, Fortin, J., Bromwell v. O'Farrell, 5 R.P., 85.

Le demandeur est épicier et poursuit en recouvrement d'un compte de liqueurs enivrantes. Motion du défendeur "que le demandeur soit tenu de déclarer si lors de la vente des dites boissons, il avait la licence requise par la loi et de produire la dite licence."

Le demandeur n'est pas tenu d'alléguer qu'il est porteur d'une licence, non plus que de la produire, tant que le défendeur n'aura pas, par son plaidoyer allégué que le demandeur ne s'est pas conformé à la loi sur ce point.—C.C. 1902, Casault, J. en C., Martel v. Paquet, 5 R.P., 109.

La veuve qui poursuit la succession de son mari pour subvenir aux dépenses de son deuil, a le droit de choisir elle-même ce qu'elle jugera à propos d'acheter, et celui qui doit le deuil paiera une somme déterminée suivant ce qui est de convenance à l'état et à la fortune du défunt ; il n'y a pas

ARTICLE 123.—Continued.

lieu de demander un détail des dépenses de deuil réclamées.—C.S., 1902, Mathieu, J., Peloquin v. Brazeau, 5 R.P., 129.

La partie poursuivie en recouvrement du prix de vente de terrains achetés par elle, devra indiquer si elle se plaint d'avoir signé l'acte par fraude du vendeur et les détails de cette fraude.

La partie qui se plaint que l'étendue des terrains achetés par elle n'est pas celle mentionnée à l'acte de vente, devra indiquer leur véritable étendue.—C.S., 1902, Mathieu, J., Préfontaine v. Bergeron, 5 R.P., 133.

La communauté de biens entre époux est la règle générale dans notre droit, et la séparation de biens, l'exception ; partant celui qui invoque une séparation de biens judiciaire doit indiquer, où et quand, a été rendu le jugement en séparation, et ce, sous peine d'être empêché plus tard, d'invoquer ce jugement.—C.S., 1902, Mathieu, J., Gravel v. Cardinal, 5 R.P., 165.

Une motion pour détails est une motion ordinaire.—C.S., 1902, Fortin, J., Gingras v. Finley, 5 R.P., 118.

That, in an action for damages resulting from a breach of contract, allegations stating that the plaintiff has, through the said breach, lost his custom and a large sum of money, by the ruin of his business is sufficiently particularized.—S.C., 1903, Davidson, J., Gratton v. Dagenais, 5 R.P., 261.

La partie qui obtient partie seulement des conclusions de sa motion pour particularités n'a pas droit aux dépens.—C.S., 1898, Loranger, J., McDonald v. Vineberg, 3 R.P., 206.

Que le défendeur, poursuivi pour vente de liqueurs en contravention avec l'Acte des élections fédérales étant condamnable à une amende pour chaque infraction, a le droit de savoir du demandeur le nom des personnes auxquelles ces ventes auraient été faites ou du moins des circonstances suffisantes pour lui permettre de reconnaître l'infraction qu'on lui reproche, et lui permettre de contredire le demandeur sur ce point.—C.S. 1898, Mathieu, J., Timmis v. Martin, 1 R.P., 551.

Que dans un " Quo Warranto " intenté contre un conseiller municipal ou le réquerant allègue généralement que l'intimé était intéressé dans un contrat qu'un tiers avait avec la municipalité, il pourra être ordonné au réquerant, sur motion de l'intimé, de fournir les détails précisant de quelle manière l'intimé est intéressé dans ce contrat.—C.S., 1899, Doherty, J., Tremblay v. Brien, 6 R.L., n.s., 202.

Jugé :—Qu'un défendeur qui conteste une saisie-arrêt après jugement, en alléguant qu'il a fait un paiement en acompte du jugement original, sera contraint, sur motion à cet effet, d'indiquer sous un certain délai (dans l'espèce, sous trois jours), par qui et comment cette somme a été payée, et, autant que possible, les circonstances de ce paiement, et condamné aux frais de motion.—C.S., 1898, Mathieu, J., Dupuis v. Brossard, 1 R.P., 271.

Held :—That a party who demands and obtains particulars on some allegation of a pleading, waives all his rights to contest the legal validity of that allegation.—S.C., 1898, Mathieu, J., Wright v. Thayer, 1 R.P., 165.

ARTICLE 123.—Continued.

In an action of damages by one company against another for slanderous, defamatory and injurious statements, alleged to have been made by the employees of the defendant company, concerning the plaintiff company, on a motion for particulars the plaintiff company will be ordered to furnish, within a certain delay particulars of each of the defamatory statements mentioned in their demand, including as much as possible allegations as to the time and place of each thereof and the names and descriptions of persons by and to whom each thereof is alleged to have been made, or at least including the circumstances when these defamatory statements were made, if the aforesaid details cannot be given.—S.C. 1898, Mathieu, J., *Royal Electric Co. v. Citizens' Co. (Ltd.)*, 1 R.P., 246.

Jugé :—1. Qu'une motion pour particularités doit être timbrée comme un plaidoyer préliminaire.

2. Que la partie qui a été condamnée à donner des particularités sur quelques allégués des pièces de plaidoiries, doit donner ces particularités dans un délai raisonnable, faute de quoi la partie adverse pourra demander par motion que ces allégués non particularisés soient retranchés.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Irvine v. McCrimmon*, 1 R.P., 224.

Jugé :—1. Qu'un opposant peut être tenu, sur motion à cet effet, de dire le nom des personnes dont il a acheté les effets dont il se prétend propriétaire, et de produire les factures attestant les ventes et les titres à la propriété de ces effets.

Semble :—Que cette obligation ne s'étend pas aux effets qu'une opposante aurait achetés avant son mariage.—C.S., 1898, Mathieu, J., *St-Pierre v. Towle*, 1 R.P., 243.

Jugé :—Que celui qui conteste une saisie-arrêt après jugement en disant que les sommes que les tiers-saisis ont entre les mains appartiennent, non au défendeur, mais à son épouse séparée de biens, seront tenus, sur motion à cet effet, de produire une copie du contrat de mariage prononçant séparation de biens.

Semble :—Que si les époux, ayant subséquentement découvert entre eux une parenté au degré prohibé par la loi, sont mariés de nouveau, après avoir obtenu cette fois la permission des autorités ecclésiastiques, et invoquent ensuite la nullité de leur premier mariage, il leur suffira de produire un tableau indiquant la chaîne généalogique sans être tenus de produire tous les actes de naissance de leurs parents communs.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Cross v. Prevost*, 1 R.P., 358.

Jugé :—Que dans une action sur un billet prescrit à sa face même, et où le demandeur allègue interruption de prescription, il sera tenu d'indiquer où et quand telle interruption a eu lieu.—C.S., 1898, Lynch, J., *Papineau v. Oulmet*, 1 R.P., 329.

Jugé :—Qu'un allégué disant :—"Que par suite de la mort de son fils, le demandeur souffre des dommages pour un montant considérable qu'il veut bien réduire à \$1,999, dont \$60, pour frais funéraires," est suffisamment particularisé.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Boudriau v. Meldrum*, 1 R.P., 329.

Jugé :—Que la motion pour particularités doit être produite dans les délais requis pour les exceptions préliminaires.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Postras v. Aubrey*, 1 R.P., 194.

ARTICLE 123.—Continued.

Jugé :—1. Que dans une action en dommages où une certaine somme est réclamée pour affaiblissement, altération de la santé, difficultés de gagner sa vie à l'avenir et soins médicaux, il n'est pas nécessaire de donner en détail le montant des dommages soufferts pour chacune de ces raisons.

2. Il y a lieu de donner en détail le montant des dommages soufferts pour perte de temps, mais non lorsque le demandeur est un employé du défendeur qui est ainsi parfaitement à même d'apprécier les dommages ainsi soufferts.—C.S., 1898, Mathieu, J., Picard v. Dominion Cotton Mills Co., 1 R.P., 215.

Jugé :—Sur plaidoyer de remise verbale de la dette par le demandeur au défendeur, le défendeur sera tenu de dire approximativement en quel lieu et à quelle date le demandeur a ainsi fait au défendeur remise de sa dette.—C.C., 1898, Routhier, J., Gravel v. Paré, 1 R.P., 176.

Que dans une action en dommages intentée par un locataire par laquelle il réclame du locateur une certaine somme pour altération de sa santé et des membres de sa famille, pertes d'argent par le départ de pensionnaires et de voyageurs, privation de la cave de l'hôtel loué, il n'y a pas lieu à donner des détails sur le montant des dommages subis de chacun de ces chefs.—C.S., 1898, Mathieu, J., Caron v. Forest, 1 R.P., 308.

Plaintiff took an action against defendant, a married woman, for damages which he claimed were caused to his wife by the defendant entering the latter's room wherein she had been recently confined, and using toward her loud language and violent gestures, thereby severely injuring her health and rendering her insane. Plaintiff claimed that the defendant had been warned not to disturb his wife. Defendant made a motion that plaintiff be ordered to give the following particulars of his demand :—1st. That plaintiff be held to give the date of the confinement of his wife, and also the name of the physician who attended her thereat and since that time. 2nd. That plaintiff be held to state by whom the female defendant was warned, and in what terms such warning was given, and also in what terms, etc., the female defendant upbraided or reproached plaintiff's wife, and what the imaginary wrongs or grievances were which the female defendant is charged with upbraiding and reproaching plaintiff's wife with in a loud voice and with violent gestures. 3rd. That plaintiff be held to specify the acts of the female defendant which are alleged to have caused plaintiff's wife a great shock and completely upset her nervous system so that she has become violently insane, etc., and the date or times at and during which she became and was violently insane, etc., and what medical man, if any, attended her at or during such time. 4th. That plaintiff be held to give a statement and items of the loss and damage which he alleges in his declaration he suffered from the acts of the female defendant. 5th. That inasmuch as the plaintiff and his wife are not now at their domicile in this Province, that plaintiff be held and ordered to disclose the whereabouts of himself and his said wife. Upon this motion the Court ordered the plaintiff to furnish the following particulars, costs to follow suit :

ARTICLE 123.—Continued.

1st. The date of confinement of the said plaintiff's wife.
2nd. The disbursement necessitated by the illness of the plaintiff's wife, caused by the conduct of the female defendant.—S.C., 1898, Mathieu, J., Hooper v. Ross, 1 R.P., 170.

Held :—1. That a motion for particulars must be accompanied by the deposit required by Art. 165 C.P. and stamped as a preliminary plea.

2. That in the case of a motion for particulars made without such deposit and such stamps, the Court may grant the defendant a delay to make his deposit and affix the additional stamps required.

3. That an allegation claiming damages on the "balance of cargo," without stating description and price of the goods referred to, or the nature and extent of damages suffered thereon, and on salvage charges, without showing for what salvage services have been rendered and what goods were saved thereby, is insufficient, and that a motion for particulars ordering it to be supplemented will be granted.—S.C., 1898, Mathieu, J., Atlantic & Lake Superior Ry. Co. v. The General Marine Ins. Co., 1 R.P., 137.

ARTICLE 124.

Que dans le cas où un demandeur mentionne un lot de terrain dans sa déclaration et qu'il lui est subséquemment ordonné par la Cour de décrire quel est le lot de terrain auquel il réfère, cette allégation de sa déclaration sera retranchée s'il déclare être dans l'impossibilité d'en donner une autre description.—C.S., 1900, Mathieu, J., Tremblay v. Gilbert, 6 R.L., n.s., 193.

ARTICLE 127.

Jugé :—Que le défaut par l'huissier de mentionner au dos de la copie du bref d'assignation, la date de la signification de l'action, ne cause pas "ipso facto" un préjudice et ne peut donner lieu à l'exception à la forme.—C.S., 1897, Archibald, J., Phillips v. Baxter, 1 R.P., 39.

Held :—That an exception to the form based on the fact that the bailiff did not mention on the copy of the writ the date of service thereof, will be dismissed with costs, the defendant suffering no prejudice thereby.—S.C., 1897, Archibald, J., Angers v. Lafortune, 1 R.P., 61.

The omission to endorse the copy of the writ of summons with the date of service is not a cause of nullity unless it be shown that the defendant has suffered prejudice by such omission.—S.C., 1897, Archibald, J., Mireau v. Gorm, 12 R.J., 286.

Jugé :—Qu'une exception à la forme basée sur le fait que l'huissier chargé de la signification d'un bref ne contenant pas mention du jour auquel la partie assignée doit comparaître, n'a pas, conformément à l'art. 127 C.P., mentionné au dos de la copie, la date de la signification, doit être renvoyée, le défendeur ayant comparu et n'ayant pas souffert de préjudice par suite de cette omission.—C.C., 1897, Tellier, J., Lussier v. Dalpé, 1 R.P., 38.

ARTICLE 128.

Jugé :—1. Que lorsque la signification n'est pas faite à la partie en personne, elle doit être faite à son domicile en laissant copie de l'assignation à une personne raisonnable faisant partie de la famille.

2. Qu'un homme de cour qui ne demeure pas avec le défendeur n'est pas une personne raisonnable faisant partie de sa famille aux termes de l'article 128 C.P.—C.C., 1898, Bourgeois, J., Houliston v. Bournival, 1 R.P., 158.

Jugé :—1. Qu'une action pénale prise contre deux associés pour défaut d'enregistrement d'une déclaration de société, est une action personnelle aux deux associés et doit être signifiée à chacun d'eux.

2. Que la signification à la place d'affaires ne doit avoir lieu qu'en l'absence de domicile ou de résidence.

3. Que l'affidavit nécessaire à l'émanation d'une action "qui tam" doit indiquer d'une manière précise la contravention pour laquelle le défendeur est poursuivi, et non pas mentionner seulement l'article du statut sur lequel il est basé.—C.S., 1898, Mathieu, J., Cordasco v. Nobile, 1 R.F., 535.

Jugé :—Qu'une assignation qui n'a été faite ni au défendeur en personne, ni à son domicile, ni au lieu de sa résidence ordinaire, ni à sa place d'affaires, est absolument nulle, et que le juge ne peut permettre au demandeur de signifier de nouveau, vu que la signification en ce cas, n'est pas seulement irrégulière, mais inexistante.—C.C., 1901, Andrews, J., Hudon v. Joncas, 3 R.P., 524.

Jugé :—Le bureau d'affaires d'une société commerciale dont le défendeur fait partie n'est pas celui du défendeur, au sens de l'article 128 C.P.

2. Néanmoins, la signification, dans ce cas, ne causant pas de préjudice, l'exception à la forme sera renvoyée sans frais.—C.S., 1901, Langelier, J., Patterson v. Levy, 4 R.P., 196.

La signification d'un bref de sommation faite par un huissier en en laissant la copie à une personne raisonnable du domicile ou de la résidence ordinaire du défendeur est insuffisante. Il faut que cette signification soit faite à une personne raisonnable faisant partie de la famille ou en charge du domicile du défendeur.—C.S., 1897, Loranger, J., Dusseault v. Les Commissaires du Havre de Montréal, 4 R.L., n.s., 89.

1. Que le bref doit mentionner exactement la dernière résidence connue du défendeur, lorsqu'il est absent de la Province.

2. Que la signification d'une action au domicile ou au bureau d'affaires d'un agent ou mandataire du défendeur est nulle ; même si par correspondance le défendeur adresse le demandeur au dit agent pour le paiement de sa créance.

3. Que pour qu'une semblable signification soit valide, il faut que le défendeur ait donné à son agent ou mandataire un mandat spécial à cet effet.

4. Que dans l'espèce le bureau de l'agent ne peut être considéré comme bureau d'affaires du défendeur au sens de l'article 136 C.P.

ARTICLE 128.—Continued.

5. Qu'une telle signification cause préjudice, et sur exception à la forme l'action sera renvoyée quant à présent.

6. Que si le dépôt n'a pas été fait dans les trois jours du rapport de l'action, la Cour pourra permettre au défendeur, séance tenante, de faire son dépôt lorsqu'il présentera sa motion pour exception à la forme.—C.C., 1898, Taschereau, J., Longpré v. Perkins, 2 R.P., 307.

Confirmant, Taschereau, J., "dissentiente," le jugement du protonotaire.—On peut assigner un individu faisant affaires seul sous une raison sociale, à l'endroit où il fait ainsi affaires, en laissant les copies du bref et de la déclaration à une personne raisonnable en charge de son bureau d'affaires, et cet individu, qui n'en souffre aucun préjudice, ne peut, par une inscription en révision, demander la cassation du jugement rendu contre lui par défaut, en prétendant que l'assignation est nulle.—C.R., 1900, Taschereau, Gill et Lemieux, JJ., Bourdon v. Bradshaw, 18 R.J., 389.

A. avait vendu sa propriété à St-Paul de Chester et en avait acheté une autre à Kingsey où j' avait transporté une partie de son ménage. Le 28 décembre 1897, A., le demandeur, partit avec sa femme, ses enfants et une partie de son ménage pour se rendre à Kingsey où ils n'arrivèrent que le lendemain. A ce moment là, il y avait encore une partie du ménage du demandeur à son ancienne propriété, sous la garde de son neveu qui, depuis quelques mois, faisait partie de sa famille et devait rester là jusqu'à ce que le demandeur y vint chercher le reste de ses effets, deux jours après.

Le défendeur fit signifier son action au demandeur, à St-Paul de Chester, à une personne raisonnable de sa famille.

Jugé :—(Renversant Caron, J.) :—Que la signification faite au demandeur à son domicile, à Chester, était légale ;

Que le domicile ne s'acquiert pas simplement par l'intention, mais bien par la possession actuelle d'un nouveau domicile, ce qui signifie l'habitation ou l'occupation.—C.R., 1898, Casault, Routhier, Andrews, JJ., Brochu v. Bissonnette, 13 R.J., 271.

Que ce n'est qu'à défaut de domicile régulier ou de résidence ordinaire, qu'un défendeur peut être assigné à son bureau d'affaires ;

Que, malgré une ordonnance du juge, permettant de signifier au bureau d'affaires, sur rapport d'huissier à l'effet que le domicile du défendeur est fermé et inoccupé, telle action, signifiée conformément à l'ordonnance, sera renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1902, Mathieu, J., Soucy v. La Cie d'Imprimerie Electrique, 5 R.P., 107.

Que si la copie du bref d'assignation est laissée à une personne complètement étrangère au défendeur, et n'ayant aucune qualité pour recevoir le bref pour lui, et ce dans une maison qui n'est ni la résidence du défendeur ni son domicile, ni son bureau d'affaires, ni le lieu de sa pension, l'action sera renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1900, Charland, J., Lapointe v. St-Onge, 3 R.P., 68.

Que le service fait à son domicile d'affaires, ou établissement de commerce, ne peut valoir que lorsque ce défendeur

n'a pas de domicile régulier ou de résidence ordinaire, comme cela a lieu pour la signification d'une action d'après l'article 128 C.P.C.—C.S., 1902, Choquette, J., Myers v. Mercier, 5 R.P., 6.

ARTICLE 129.

Jugé :—Que dans une action entre locateur et locataire le défendeur n'a pas droit de se plaindre de ce que la déclaration n'a été laissée au Greffe que la veille du jour du rapport, s'il n'éprouve pas par là un préjudice réel.—C.C., 1898, Champagne, J., Beauchamp v. Metayer, 1 R.P., 183.

Jugé :—Un règlement de la cause intervenu entre les parties d'icelle, ne peut être l'objet d'une réplique supplémentaire.

Une motion pour produire une semblable réplique, sera renvoyée avec dépens.—C.S., 1902, Robidoux, J., Gilbert v. Tremblay, 4 R.P., 438.

Une condamnation obtenue sur une plainte qui ne donne pas une description claire et précise d'une offense ou contravention au règlement invoqué, sera annulée sur certiorari.—C.S., 1902, Pagnuelo, J., Carrière v. La Cité de Montréal, 5 R.P., 44.

ARTICLE 133.

The defendant a "marchande publique" was doing business authorized by her husband. An action was instituted against her for a claim arising out of her business, the writ being served upon her personally and not upon the husband. Both the defendant and her husband appeared by attorney on the return of the writ but did not plead. On an inscription for judgment "ex parte."

Held :—That the husband should have been served with the writ and not having been so served, judgment could not be rendered against the defendant.—S.C. 1899, Langelier, J., Sisenwain v. Roque, 2 R.P., 469.

Jugé :—La signification faite à la femme non séparée de corps, de deux copies du bref d'assignation, l'une pour elle et l'autre pour son mari, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs de la demanderesse, est suffisante et régulière, et n'est pas viciée par le fait que l'huissier prétend, dans son rapport, avoir signifié aux deux défendeurs.—C.S., 1901, Mathieu, J., Corbell v. Beaudoin, 4 R.P., 44.

La signification d'une action, par un huissier, en laissant deux copies du bref et de la déclaration, pour les deux conjoints communs en biens, défendeurs, en parlant et laissant ces documents à la femme seulement, est suffisante.—C.S., 1901, Mathieu, J., Corbell v. Beaudoin, 7 R. de J., 401.

Lorsqu'une demande de cession doit être faite à une société commerciale, dissoute par le décès de l'un des associés, copies de telle demande de cession peuvent être signifiées tant à l'associé survivant qu'aux héritiers de l'associé décédé. Si l'associé survivant dépose le bilan, et que les héritiers de l'associé décédé ne comparaissent pas, il sera permis au créancier requérant de faire nommer un curateur aux biens de l'associé

décédé. Dans ces circonstances, la Cour nommera comme tel curateur, celui qui sera nommé curateur à la faillite.—C.S., 1902, Robidoux, J., Genest v. Lajeunesse, 8 R. de J., 233.

ARTICLE 135.

L'assignation des héritiers permise par l'article 135 C.P.C., peut se faire seulement en assignant l'un des parents en sa qualité d'héritier, s'il l'est réellement, comme représentant la succession.—C.S., 1900, Routhier, J., Andrews v. Frankenberg, 3 R.P., 45.

Jugé :—Qu'un héritier a trois mois et quarante jours pour faire inventaire et délibérer sur l'acceptation d'une succession et que toute exécution sur les biens du défendeur, commencée après le décès de ce dernier, peut être suspendue au moyen d'une exception dilatoire.—C.S., 1901, Davidson, J., Garand v. Malo, 4 R.P., 228.

ARTICLE 136.

Action en dommages au montant de \$99, laquelle a été évoquée en Cour Supérieure, résultant de ce que l'appelante, en élevant sa chaussée, a fait monter de cinq ou six pieds les eaux de la rivière Chaudière et du lac Mégantic. Cet exhaussement de la chaussée a, en faisant refouler l'eau, causé des dommages à certains ponts et autres travaux sur des chemins municipaux.

Jugé :—Que dans l'espèce, il ne s'agit que d'une simple action en dommages et non pas de droits immobiliers pouvant affecter des droits futurs.

Que la Cour est liée par le Code de Procédure qui ne permet l'appel que dans des cas déterminés, et qu'elle ne peut pas, comme le Conseil Privé, accorder à sa discrétion des permissions spéciales d'appeler (special leave).—C.B.R., 1898, Cie de Pulpe de Mégantic, etc., & La Corp. d'Agnès, 7 R.J., 349.

Jugé :—Que la Cour peut, si la partie défenderesse, assignée à son prétendu domicile, à Montréal, plaide par exception à la forme qu'elle est domiciliée à New York, permettre que cette partie soit assignée de nouveau en signifiant à ses procureurs copie du bref et de la déclaration amendée.—C.S., 1898, Mathieu, J., Gourley v. Conway, 1 R.P., 531.

Jugé :—Quand un mari, absent, est mis en cause pour assister et autoriser sa femme défenderesse et qu'il n'appert pas au procès-verbal d'huissier que l'on ait tenté de l'assigner en cette province, une requête au juge pour faire autoriser la femme par justice à ester en jugement sera renvoyée.—C.S., 1901, Climon, J., Crédit Foncier v. Dufresne, 4 R.P., 244.

Une motion demandant la suspension des procédures sur une action jusqu'à la dation d'un cautionnement pour frais et la production d'une procuration spéciale aux procureurs du demandeur, est de la nature d'une exception dilatoire, et elle doit être faite dans le délai des plaidoyers préliminaires et accompagnée d'un dépôt.—C.S., 1901, Langelier, J., Singer Manufacturing Co. v. Young, 19 R.J., 396.

Une saisie-arrêt émise au cours d'une instance constitue une instance distincte de celle-ci, et si, depuis le commencement du procès, le défendeur a laissé la province, elle doit lui être signifiée comme serait une action. La signification qui lui est faite au greffe suivant les dispositions de l'art. 85 C.P.C., est nulle.—C.S., 1901, Langelier, J., Wasby v. Brown, 19 R.J., 424.

ARTICLE 139.

Dans une action "qui tam," pour défaut d'enregistrement, d'une société commerciale, le bref et la déclaration doivent être signifiés à chacun des associés, l'assignation des défendeurs en parlant à l'un d'eux à la place d'affaires de la société est insuffisante. Dans une action de cette nature, l'affidavit doit indiquer d'une manière précise la contravention pour laquelle l'amende est réclamée.—C.S., 1908, Mathieu, J., Cardasco v. Nobile, 4 R.L., n.s., 495.

ARTICLE 140.

Jugé :—Que la signification d'une action dirigée contre une compagnie incorporée faite à un agent à commission de cette compagnie, lequel vend sur échantillons et transmet les ordres à cette compagnie, qui expédie directement les marchandises aux clients, est irrégulière.—C.S., 1899, Mathieu, J., MacDougall v. The Schofield Woolen Co., 2 R.P., 233.

V. Art. 94, Béchard v. Bernier, 3 R.P., 36.

ARTICLE 143.

V. Art. 94, Béchard v. Bernier, 3 R.P., 36.

ARTICLE 145.

Jugé :—Si le maître est absent de son domicile, habituellement, pendant les heures où la signification de tout document judiciaire peut lui être faite régulièrement, et qu'il laisse un écriteau sur sa porte avertissant de s'adresser chez un de ses voisins, permission sera accordée de faire signifier une requête pour ester en justice en séparation de corps et de biens, chez le voisin indiqué sur l'écriteau.—C.S., 1902, Lavergne, J., Mead v. Fyen, 4 R.P., 406.

ARTICLE 146.

Where it appears from the return of the bailiff that the doors of the defendant's domicile are locked and barred, and that no reply is made to calls to open, the judge may permit service to be effected by depositing copies at the door of defendant's domicile, after first ringing the bell and calling upon defendant to permit him to enter and make service in the usual manner.—S.C., 1899, Doherty, J., The Marlatt & Armstrong Co., v. Lynn, 17 R.J., 128.

ARTICLE 137

When, by the terms of a city charter, it is exacted that the contestation of an election shall be made by means of a petition which shall be signified upon the respondent within fifteen days from the date of the contested election with a notice stating the day on which it will be presented, and which must be presented within thirty days from such election, but is wholly silent as to the time which must elapse between signification and presentation, the disposition of the Code of Civil Procedure will be applied and a delay of less than six clear days will be declared insufficient.—S.C., 1901, Archibald, J., *Trudel v. Guay*, 7 R. de J., 116.

ARTICLE 148.

Le député-shérif a droit de signifier comme le shérif, et les incapacités qui empêchent les huissiers d'agir dans les causes ou procédures qui intéressent leurs parents ou alliés, ne l'atteignent pas plus qu'elles n'atteignent le shérif lui-même.—C.R., 1898, Casault, Routhier et Andrews, J.J., *Dubrouill v. Delaney*, 15 R.J., 525.

Que la signification d'une requête en contestation d'élection municipale, par huissier intéressé, est nulle.—C.M., 1901, Tremblay, M., *Côté v. Levine*, 7 R. de J., 279.

ARTICLE 149.

In an action for commercial taxes, the service of the writ and declaration was made on a party who was proved to be soliciting orders for that and other companies, and was subletting an office in his own name.

Held :—That such party could not be termed an agent for the company, and that his office was not the office of the company ; the service is therefore irregular and null.

Semble :—That the writ should set forth where the company defendant has its principal place of business for the Province of Quebec.—S.C., 1898, Mathieu, J., *Lambe v. St. Lawrence Starch Co.*, 1 R.P., 485.

Jugé :—Dans une action dont le demandeur n'est désisté avant le jour fixé pour le rapport, les procureurs du défendeur ont droit de comparaître et de demander acte du désistement et congé-défaut de l'action, avec dépens contre le demandeur.—C.S., 1899, Mathieu, J., *Limoges v. Beauvais*, 1 R.P., 574.

ARTICLE 151.

Held :—If permission to return a writ more than three days after it should have been returned was granted, subject to any objection that might legally be made against such return, a motion by the defendant for the annulment of such return will be granted with costs.—S.C., 1899, Doherty, J., *Wilson v. Ryan*, 2 R.P., 205.

Que si le défendeur n'a pas comparu le ou avant le der-

nier jour du délai qui lui est accordé par le bref, il pourra le faire après ce délai "de plano" et sans en demander permission à la Cour ou au Juge, pourvu que, dans l'intervalle, le demandeur n'ait fait aucune procédure, mais dans ce cas, il n'a pas droit à un délai plus étendu pour la production de ses défenses que s'il avait comparu dans le délai prescrit ;

Que le défendeur ayant comparu le lendemain du jour indiqué au bref, et le demandeur ayant omis de rapporter le bref, le défendeur était dans les délais pour demander congé de l'action.

Que dans ce cas, il sera permis au demandeur de rapporter le bref, mais il devra payer les frais qui seront alloués par la Cour ou par le Juge ;

Que le défendeur pour obtenir congé-défaut, n'est pas tenu de payer les timbres que le protonotaire est en droit d'exiger pour l'entrée de la cause, et que la motion pour congé-défaut, accompagnée de la copie du bref déposée par le défendeur en même temps que ce dernier produit sa motion, suffisent pour constituer les pièces du dossier.—C.C., 1902, Saint-Pierre, J., Lefebvre v. Degré, 8 R. de J., 474.

ARTICLE 153.

Une exception à la forme ayant pour moyens : 1^o que le bref d'assignation, qui était adressé à aucun des huissiers admis pour le district de Montréal, avait été signifié par une personne résidant au Nouveau-Brunswick ; 2^o que le jour de la signification n'est pas mentionné sur la copie du bref d'assignation ; 3^o que le procès-verbal d'assignation ne fait pas mention de l'heure de la signification, ni du lieu où elle a été faite, ni de la distance de la résidence de celui qui a fait la signification au lieu où elle a été faite, ni de celle du lieu des séances du tribunal au lieu de la signification ; 4^o que ce procès-verbal n'est pas assermenté, sera renvoyée, sans frais.—C.S., 1898, Mathieu, J., Joubert v. Leblanc, 4 R.L., n.s., 151.

ARTICLE 154.

Le juge peut permettre de rapporter l'action dans le délai de trois jours à compter de l'expiration du délai accordé pour comparaître, mais ce délai expiré, le juge ne peut plus permettre l'entrée de l'action.—C.S., 1898, Mathieu, J., Le Crédit Foncier Franco-Canadien v. Ling, 4 R.L., n.s., 119.

Jugé :—Que le tiers-saisi peut demander, par motion, congé-défaut d'une saisie-arrêt.—C.S., 1898, Loranger, J., Bérthelin v. Payeur & Schnoufer, 1 R.P., 579.

Jugé :—Que des dommages dont la preuve ne peut se faire que par une longue enquête ne peuvent être regardés comme liquides et opposés en compensation ; ainsi on ne peut plaider à un "assumpsit" que les marchandises ordonnées étaient en quantité plus considérable que celles livrées et que le défendeur a dû payer, pour se procurer la différence, un prix plus élevé.—C.S., 1898, Andrews, J., Blodreau v. Veilleux, 1 R.P., 482.

ARTICLE 154. —Continued.

Jugé :—L'obligation pour le demandeur de payer les frais adjugés contre lui sur un congé-défaut, avant de se pourvoir pour la même cause d'action, n'existe qu'en autant que le congé-défaut a été prononcé et les frais adjugés sur lequel a été prise de la nouvelle action; mais si la nouvelle action a été intentée et signifiée avant qu'aucun congé-défaut n'ait été prononcé ni aucuns frais adjugés sur la première action, le demandeur ne peut demander le renvoi de la deuxième action parce qu'il avait subsequmment obtenu congé-défaut de la première action.—C.C., 1898, Gagné, J., Desbiens v. Girard 1 R.P., 355.

Qu'une motion pour congé-défaut peut être signifiée deux jours après le jour fixé pour le rapport de l'action, et être présentée le lendemain.—C.S., 1889, Mathieu, J., Ligget v. Meusle, 6 R.L., n.s., 188.

Le demandeur a, pour rapporter son action, toute la journée, pendant les heures de bureau, du dernier jour du délai accordé au défendeur pour comparaître.

La production par le défendeur à la fermeture du bureau le dernier jour pour comparaître, de la copie de l'action avec un avis à l'effet que demande pour congé-défaut sera faite le premier jour du terme, est prématurée et telle demande ne sera accordée si ensuite pour motif valable, et dans le délai de trois jours établi par l'article 151 C.P.C., le demandeur obtient permission de faire rapport de l'action.—C.C., 1899, De Lorimier, J., Dejourde v. Coffin, 5 R. de J., 477.

Que la partie qui saisie-arrête, après jugement, ne peut rapporter son bref de saisie-arrêt après les trois jours qui suivent le jour du rapport, sans le consentement de toutes les parties dans la cause, et que le consentement d'un des défendeurs seul est suffisant.—C.B.R., 1901, Perrin & Tate, 5 R.P., 116.

Jugé :—Que lorsqu'un bref n'est pas rapporté, le défendeur, pour en obtenir congé-défaut, doit non seulement donner au demandeur un avis dans les trois jours de l'expiration du délai accordé pour comparaître, mais aussi déposer au greffe la copie d'action dans ce même délai de trois jours, C.P., 154. —C.S., 1901, Choquette, J., Côté v. La Corp. d'Irlande, 4 R.P., 1.

Pour obtenir congé-défaut, un défendeur est tenu de suivre strictement la disposition de l'art. 151 C.P.C. : il doit en outre donner au demandeur avis de sa demande dans les trois jours de l'expiration du délai accordé pour comparaître et faire le dépôt de la copie d'action qui lui a été signifiée. L'omission de donner tel avis rend irrégulière la demande pour congé-défaut.—C.C., 1901, De Lorimier, J., Viger v. Normandeau, 8 R. de J., 44.

Que si l'intervenant, après avoir déclaré son intention d'intervenir, ne fait pas recevoir son intervention par le juge, un congé-défaut peut être demandé contre lui comme dans le cas d'un bref non rapporté.—C.B., 1901, Choquette, J., Nadon v. Richmond, etc. Insurance Co., 3 R.P., 306.

Jugé :—Une motion par le défendeur pour renvoi d'une saisie-arrêt parce qu'elle n'a pas été signifiée ni rapportée,

sera renvoyée avec dépens, parce que le défendeur ne peut pas demander le renvoi d'une saisie-arrêt qui n'a pas d'existence.—C.S., 1902, Mathieu, J., Devlin v. Charlebois, 4 R.P., 281.

ARTICLE 155.

Jugé :—1. Que jugement ne peut être légalement rendu, dans une action basée sur un acte d'obligation et deux testaments, sur des copies des dits actes certifiées seulement par le registrateur qui a enregistré les dits actes.

2. Que si jugement a été rendu sur de telles copies, et a été porté en révision par le défendeur, il ne sera pas permis au demandeur de produire en Cour de Révision des copies authentiques des actes sur lesquels est basée l'action.

3. Que le fait que certaines pièces du dossier portent des dates postérieures à celles de leur prétendue production au greffe de première instance par la partie demanderesse, n'autorise pas le défendeur qui a reçu avis d'inscription pour enquête et audition, à transquestionner le témoin et ne s'est pas prévalu alors de cette irrégularité, à demander en révision renvoi de l'action.

4. Que dans ces circonstances, le jugement rendu en faveur du demandeur sera cassé et le dossier renvoyé en première instance pour qu'il y soit procédé suivant que de droit.—C.R., 1898, Tait, Davidson et Tellier, J.J., Leamy v. McGoe, 2 R.P., 1.

Held :—That non-certified copies of deeds of donation and of confirmation do not constitute the proofs required by Art. 155 C.P., and will be rejected from the record on motion of the adverse party.—S.C., 1898, Doherty, J., Forget v. DeRepentigny, 1 R.P., 577.

L'obligation pour le demandeur de payer les frais adjugés contre lui, sur un congé-défaut, avant de se pourvoir pour la même cause d'action, n'existe qu'en autant que le congé-défaut a été prononcé et les frais adjugés avant la prise de la nouvelle action ; mais si la nouvelle action a été intentée et signifiée avant qu'aucun congé-défaut n'ait été prononcé ni aucuns frais adjugés sur la première action, le demandeur ne peut demander le renvoi de la deuxième action parce qu'il avait subséquentement obtenu congé-défaut de la première action.—C.S., 1898, Gagné, J., Desbiens v. Girard, 1 R.P., 355.

Jugé :—Qu'un défendeur qui invoque au soutien de sa défense une pièce qu'il ne produit pas, n'a pas le droit d'inscrire cette cause avant telle production, et peut être forcé de produire cette pièce sous peine de rejet de l'inscription.—C.S., 1898, Mathieu, J., Lalonde v. Morneau, 1 R.P., 330.

Qu'une partie dans une cause n'est tenue de produire comme exhibit que la preuve écrite à laquelle elle réfère ou qu'elle déclare vouloir invoquer à l'enquête ; et qu'elle n'est pas tenue de produire la copie d'un contrat, lorsqu'elle allègue ce contrat sans dire s'il est verbal ou écrit.—C.S., 1899 Doherty, J., Tremblay v. Desrochers, 6 R.L., n.s., 233.

Jugé :—Qu'un demandeur, qui ne produit pas, avec son bref et sa déclaration, les pièces qu'il invoque au soutien de

sa demande, pourra être tenu de le faire, sur motion à cet effet, avec dépens.—C.S., 1899, Mathieu, J., McCormick v. Irvine, 2 R.P., 41.

Held :—Where defendant has not objected to a copy of writing "sous seing-privé" set out in plaintiff's declaration being produced in lieu of the original, which plaintiff claims is in the possession of a third party, he cannot ask that "ex-parte" proceedings, since the return, be rejected on the ground that defendant has contravened arts. 155, 157, C.C.P.—S.C., 1900, Davidson, J., Latour v. Brazier, 3 R.P., 174.

Que celui qui fait une opposition basée sur un contrat de mariage, ne peut inscrire pour jugement sur cette opposition sans avoir produit ce contrat, et qu'une telle inscription sera rejetée sur motion.—C.S., 1900, Mathieu, J., Ward v. McGarvey, 3 R.P., 380.

Le demandeur qui, dans sa déclaration, allègue l'existence d'un document, sans cependant mentionner qu'il le produit, est présumé vouloir invoquer ce document au soutien de sa demande, et, partant, il doit le produire au greffe avec l'exploit d'assignation aux termes de l'art. 155 C.P.C.

Jusqu'à ce que tel document soit produit, le demandeur ne peut procéder sur sa demande. Si, dans ces circonstances, le demandeur procède, il sera permis au défendeur de comparaître et de plaider, les frais doivent alors suivre le sort de la cause.—C.S., 1901, Mathieu, J., Martin v. Montreal Gas Co., 7 R. de J., 356.

Jugé :—1. Jusqu'à ce que les preuves littérales, invoquées au soutien de son action, aient été produites par le demandeur et avis donné à la partie adverse, le demandeur ne peut forclôre le défendeur et inscrire pour jugement "ex-parte."

2. Une motion du défendeur pour faire rejeter la forclusion et l'inscription, sera accordée avec dépens.

ARTICLE 156.

V. Art. 155, Ward v. McGarvey, 3 R.P., 380.

ARTICLE 157.

Lorsqu'un défendeur offre divers items en compensation à un billet promissaire, entre autres un compte de \$100 pour avis, consultations, pas et démarches, etc., et que la Cour lui a ordonné de fournir un compte détaillé de ces \$100, et que dans le délai fixé il ne fournit de détails que pour une partie de ce montant, la Cour, sur motion du demandeur, réduira cet item au montant des détails fournis.—C.S., 1897, Loranger, J., Drapeau v. Gaudette, 4 R.L., n.s., 141.

Jugé :—Un défendeur ne peut demander, par motion, la production des pièces invoquées par le demandeur au soutien de sa demande, le demandeur ne pouvant procéder sur son action avant que ces pièces aient été produites.—C.S., 1901, Langelier, J., Lemay v. Labelle, 4 R.P., 189.

V. Art. 155, Ward v. McGarvey, 3 R.P., 380.

V. Art. 155, Latour v. Brazier, 3 R.P., 174.

ARTICLE 160.

A party is held to have sufficiently complied with a judgment ordering him to produce certain Acts of Civil Status where he declares under oath that after diligent search the same cannot be found.—S.C., 1897, Archibald, J., Goyette v. Fournier, 1 R.P., 126.

ARTICLE 161.

Jugé :—S'il n'a été fait aucune procédure sur une opposition pendant le temps fixé par la loi pour la péremption, le demandeur peut faire une motion pour péremption d'instance sans qu'il y ait eu comparution préalable de son procureur.—C.S., 1899, Mathieu, J., Mercier v. Roy, 2 R.P., 174.

ARTICLE 162.

Jugé :—1. D'après l'Art. 205 C.P., il n'est pas nécessaire de demander ni d'obtenir un certificat de forclusion contre la partie en défaut de plaider, et les délais expirés, le défendeur qui n'a pas plaidé est de plein droit forclus de le faire, sans le consentement de la partie adverse, ou la permission du juge, et le demandeur peut inscrire sa cause "ex-parte," pour enquête et mérite.

2. Que l'Art. 205 C.P. diffère de l'Art. 162 C.P., qui veut que dans le cas d'un défaut de comparaître, le demandeur ne puisse procéder à jugement qu'après avoir fait enregistrer ce défaut par le protonotaire.—C.S., 1899, Choquette, J., Paradis v. The Grand Trunk Ry. Co., 2 R.P., 31.

ARTICLE 163.

Two defendants were sued jointly and severally. One was summoned on the 6th, to appear within a delay of six days, and the other was summoned on the 8th, to appear within seven days. The defendants produced a joint appearance, by the same attorney, on the 15th, which the prothonotary refused to receive.

Held :—That the appearance would be admitted under the circumstances, but without implying that the prothonotary was wrong in refusing to receive it.—S.C., 1898, Davidson, J., Marsan v. Daveluy, 15 R.J., 232.

Jugé :—1. Le défendeur en défaut de plaider pourra se faire relever de sa forclusion et demander des détails du compte du demandeur, et ce en payant les frais occasionnés par son défaut.

2. L'avocat doit indiquer quand les procédés pour lesquels il réclame des honoraires, ont été faits par lui.

3. Il doit également indiquer le but de ses vacations à la Cour ou au bureau du shérif.

4. Il doit aussi produire la procuration de son client, l'autorisant à poursuivre, quand il allègue telle procuration.

5. Semble qu'il n'est pas tenu de produire des copies des

procédures qu'il a faites, ni des actes qu'il a fait faire par un notaire, pour son client.—C.S., 1901, Mathieu, J., Desjardins v. Lamoureux, 4 R.P., 338.

ARTICLE 161.

Jugé :—Que le tiers-détenteur poursuivi hypothécairement peut invoquer par plaidoyer au mérite aussi bien que par exception dilatoire les moyens que fournit l'Art. 2072 C.C., et ce, sans faire le dépôt ni observer le délai requis pour les exceptions préliminaires.—C.S., 1898, Gagné, J., Ritchie v. Girard, 1 R.P., 421.

Jugé :—Que les allégations contenues dans une motion de la nature d'une exception préliminaire ne sont pas suffisamment prouvées par des affidavits pris "ex-parte," et qu'elles doivent être établies, s'il est nécessaire, au cours d'une enquête faite régulièrement.—C.S., 1898, Andrews, J., Dinan v. Ward, 1 R.P., 481.

Jugé :—Que si une action est renvoyée sur exception à la forme, l'honoraire de l'avocat du défendeur sera celui mentionné à l'art. 7 du tarif de la Cour Supérieure, et non l'honoraire d'une simple motion.—C.S., 1900, Mathieu, J., Plourde v. The Bank of Montreal, 2 R.P., 496.

Une motion faite par un défendeur demandant à ce que la demanderesse décrite au bref comme un corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans l'Ontario, soit tenue de déclarer de quel pouvoir elle tient sa charte et d'en produire une copie, doit être faite dans les délais fixés pour les exceptions préliminaires.—C.S., 1898, Tait, A.C.J., Gould Bicycle Co. v. Gougeon, 4 R.L., n.s., 464.

Que si une exception déclinatoire en ces matières est produite, présentable après la vacance, il sera loisible à l'autre partie de donner avis de présenter en vacance cette exception déclinatoire.—C.S., 1898, Loranger, J., Hosmer v. Mills, 1 R.P., 440.

Held :—A declinatory exception which has not been made in the form of a motion accompanied by notice of presentation, as required by Art. 164 C.P. will be dismissed with costs.—C.C., 1898, Dorion, J., Jacobs v. Reid, 1 R.P., 400.

Held :—That a party who has not pleaded to an action within the legal delays, has lost his right to a motion for particulars.—S.C., 1899, Doherty, J., Rafferty v. Whelan, 2 P.R., 432.

Jugé :—Qu'une motion pour cautionnement dans une action populaire, sous l'art. 180 C.P., est sujette au délai des exceptions préliminaires, et sera renvoyée si elle est signifiée le quatrième jour qui suit le rapport.—C.S., 1899, Mathieu, J., Yale v. Monette, 2 R.P., 480.

Qu'une motion demandant la suspension de l'action jusqu'à ce que le demandeur ait payé les frais d'une action semblable à celle pendante, préalablement intentée par le demandeur et renvoyée sur défaut de procéder, est de la nature d'une exception dilatoire, et doit être faite dans les trois jours de l'entrée de la cause, avec un dépôt, et être accompagnée d'un affidavit si les faits n'apparaissent pas au dossier.—C.S., 1899, Mathieu, J., Jolicoeur v. Jolicoeur, 6 R.L., n.s., 74.

Qu'une demande pour cautionnement pour frais, "judi-

ARTICLE 164.—Continued.

catum solvi," doit être faite dans les trois jours de l'entrée de la cause en C.C., 1899, Belanger, J., Lefebvre v. Elie, 6 R.L., n.°, 91.

Jugé :—Qu'une motion pour faire rejeter, comme insuffisantes, les particularités fournies en obéissance à un jugement, sera renvoyée si elle est faite après les trois jours qui suivent la réception de ces particularités.—C.S., 1899, Mathieu, J., Underwood v. Childs, 2 R.P., 249.

Jugé :—Que lorsque la qualité d'étranger du demandeur n'apparaît pas dans le bref lui-même, mais est soulevée par la motion pour cautionnement pour frais, cette motion doit être accompagnée d'un affidavit.

2. Que cette motion doit, à peine de nullité, être présentée aussitôt que faire se peut après l'expiration du délai auquel a droit la partie adverse.

3. Qu'un dépôt n'est pas requis avec une telle motion.—C.C., 1899, Andrews, J., Laigre v. Cordillaz, 2 R.P., 182.

Le demandeur poursuit en Cour de Circuit le défendeur au montant de \$15, valeur d'un mouton étranglé par le chien du défendeur. Le défendeur répond par une exception à la forme alléguant qu'il aurait dû, au préalable, être appelé en conciliation. Avis régulier du dépôt et du jour de la présentation de la motion est donné au demandeur. Au jour fixé le défendeur ne présente pas sa motion, et quelques jours plus tard, il donne un nouvel avis de sa présentation.

Jugé :—Que la motion aurait dû être présentée au jour fixé dans le premier avis et que le retard apporté à sa présentation est un motif suffisant pour la faire rejeter.—C.C., 1899, Routhier, J., Noël v. Garneau, 17 R.J., 346.

Jugé :—1. Que si un défendeur, sans prétendre que l'exposé des causes de la demande contenu dans la déclaration, n'est pas suffisant, demande à la Cour d'ordonner au demandeur de lui fournir certains détails, qui lui sont nécessaires pour faire valoir ses moyens de défense, cette demande ne constitue pas une exception à la forme et n'est pas assujettie aux mêmes formalités.

2. Que le tribunal peut toujours, au cours d'une instance, ordonner à l'une des parties de fournir à l'autre certains détails dont cette dernière peut avoir besoin.

3. Que cette demande de détails, accordée pour faciliter l'administration de la justice, diffère de celle où la partie conclut à ce que les allégations soient rejetées si elles ne sont pas particularisées dans le délai fixé par la Cour ; cette dernière demande doit être traitée comme une exception à la forme.

4. Que si un jugement, renvoyant une exception à la forme, réserve cependant au défendeur son droit de demander des détails, le tribunal saisi de cette dernière demande ne peut la renvoyer parce qu'elle ne remplit pas les formalités requises pour les exceptions à la forme.

5. Que dans les matières de contestation d'élections, il a été de pratique d'ordonner des particularités sans qu'on ait considéré ces demandes de particularités comme des exceptions à la forme.

ARTICLE 164.—Continued.

6. Que dans une contestation d'élection, il sera ordonné au requérant de dire les noms, prénoms et résidences des représentants du défendeur, les menées frauduleuses et pratiques dolosives, la ruse et les intrigues commises par le défendeur et ses agents, avec son approbation et à sa connaissance, les dates et lieux, autant que possible, où elles ont été pratiquées, et comment le défendeur et ses agents, et d'autres personnes, ont empêché le requérant d'être mis en nomination.—C.S., 1900, Mathieu, J., Clarke v. Jacques, 3 R.P., 76.

Every motion for particulars whether urged against a declaration, a pleading or a paragraph of a pleading, is necessarily founded on the insufficiency of the allegation attacked, and is therefore in its nature an "exception à la forme," and falls under the rule of Article 164 C.P.C., requiring notice thereof to be served within three days, presentment to be made as soon as possible after the delay to which the opposite party is entitled. Such motion must be accompanied with a certificate of deposit.—S.C., 1900, White, J., Loomis v. Sun Life Assurance Co. of Canada, 18 R.J., 329.

Jugé :—Qu'une motion pour faire rejeter un amendement, comme n'ayant pas été autorisé par le tribunal, alors que cette autorisation était nécessaire, est une exception à la forme et est sujette aux formalités de l'art. 164 C.P.—C.S., 1901, Mathieu, J., Pizzuto v. Canadian Pacific Ry. Co., 3 R.P., 471.

Dans une action en recouvrement de dommages résultant d'une inondation par laquelle le demandeur ne réclame des dommages que depuis le 29 juillet 1900, une allégation dans la déclaration à l'effet que la même maison du demandeur avait été inondée depuis le mois de février précédent, sera, sur motion, rejetée comme inutile et n'ayant aucun rapport à l'action.—C.S., 1901, Langellier, J., Burroughs v. La Cité de St. Henri 8 R. de J., 28.

Dans une action en dommages à raison de blessures, il y a lieu d'ordonner des particularités de manière à obliger le demandeur à indiquer quel est le montant qu'il prétend aussi avoir payé pour pension.—C.S., 1901, Mathieu, J., McGregor v. Newman, 8 R. de J., 36.

Jugé :—Les délais pour plaider se comptent du jour de la signification de l'intervention, et l'exception à la forme à l'encontre de l'intervention doit être produite dans les trois jours qui suivent la signification d'icelle.—C.S., 1902, Mathieu, J., Beauchamp v. Beauchamp, 4 R.P., 367.

Jugé :—Bien que l'article 164 C.P. déclare qu'une motion préliminaire doit être présentée au tribunal aussitôt que faire se peut, après l'expiration du délai auquel a droit la partie adverse, il ne s'ensuit pas que cette motion doit être présentée à l'expiration même du dit délai, à peine de déchéance, vu que le tribunal a un pouvoir discrétionnaire pour décider si la partie a respecté l'intention de la loi et a agi avec une diligence raisonnable de manière à ne pas préjudicier au demandeur.—C.S., 1902, Robidoux, J., Dugas v. Paradis, 4 R.P., 444.

Il n'est pas strictement nécessaire dans une action pour dommages résultant d'injures, que tous les actes diffamatoires que le demandeur a l'intention de reprocher au défendeur soient spécialisés ; et si le tribunal considère, comme dans l'espèce, que les allégations sont suffisantes et que le défendeur ne peut être pris par surprise, une motion pour particularités sera renvoyée avec dépens.—C.S., 1902, Taschereau, J., Lepailleur v. Barrette, 8 R. de J., 408.

Une motion demandant le rejet de certaines allégations contenues dans une intervention, pour le motif que ces allégations, étant de la nature d'une exception préliminaire. L'intervenant n'étant plus dans les délais légaux pour les invoquer, est elle-même une motion de la nature d'un plaidoyer préliminaire et sera rejetée, avec dépens, si elle n'a pas été signifiée dans les trois jours de la production de l'intervention.—C.S., 1902, Mathieu, J., Prévost v. La Corp. d'Ahuntsic, 8 R. de J., 543.

L'exception dilatoire basée sur le fait que toutes les parties intéressées et dont la présence est nécessaire, ne sont pas en cause, peut être proposée dans les trois jours d'un jugement maintenant une exception à la forme, et renvoyant l'action quant à l'un des défendeurs, sauf recours.—C.S., 1902, Mathieu, J., Soucy v. La Cie d'Imprimerie Electrique, 5 R.P., 121.

V. Art. 94, Price v. Fournier, 3 R.P., 73.

ARTICLE 165.

Semble que le droit de demander une procuration ne sera pas accordé au demandeur si la motion n'est pas accompagnée du dépôt requis, et timbrée comme un plaidoyer préliminaire.—C.S., 1897, Archibald, J., The Great North Western Telegraph Co. v. Berthiaume, 1 R.P., 65.

Held :—1. When the fact that the plaintiff does not reside in the Province of Quebec appears by the proceedings of record, the opposite party may demand security for costs by means of a simple motion, and without making the deposit required on preliminary exceptions.

2. The right to security in such a cause is absolute and not conditional on making a deposit.

3. Although Art. 29 has been removed from the Civil Code, the Legislature did not intend by so doing to impair the right of a citizen, when sued by a non-resident, to demand security for costs.—S.C., 1897, White, J., In re Keene v. Curtis, 1 P.R., 22.

Semble :—Qu'une motion demandant le numérotage des allégués d'un plaidoyer ne doit pas nécessairement être accompagnée du dépôt requis par l'Article 165 C.P.—C.S., 1897, Mathieu, J., Glass v. Eveleigh, 1 R.P., 9.

Jugé :—Qu'une exception préliminaire ne peut être accordée si elle n'est accompagnée du dépôt requis par l'article 165 C.P.—C.S., 1897, Loranger, J., Dufresne v. The Metropolitan Club, 1 R.P., 54.

Dans le cas d'une exception à la forme, l'avis de dépôt

ARTICLE 165.—Continued.

exigé par l'Art. 165 C.P. est régulier s'il est donné dans les trois jours de l'entrée de la cause.

La 25ème Règle de Pratique C.C. exigeant un dépôt de £1.6.8 pour la réception de l'exception à la forme ne s'applique pas aux causes au-dessous de \$60.00.—C.C., 1897, Tellier, J., Hébert v. Bourguignon, 1 R.P., 1.

Jugé :—L'art. 165 C.P., qui exige un dépôt sur les exceptions préliminaires, proposées par vole de motion, ne s'applique pas à une motion pour demander des particularités.—C.S., 1898, Andrews, J., Gingras v. Boulanger, 1 R.P., 462.

Jugé :—1. Que le dépôt requis par le Code et fixé par les règles de pratique pour accompagner les exceptions préliminaires, s'applique aux motions du demandeur pour faire retrancher des allégués d'un plaidoyer.

2. Que la Cour peut dans sa discrétion accorder un délai pour faire ce dépôt, avant l'argument sur la motion.—C.S., 1898, Mathieu, J., Picotte v. Wand, 1 R.P., 350.

Jugé :—Qu'une motion pour cautionnement pour frais doit être timbrée comme un plaidoyer préliminaire et accompagnée du dépôt requis par l'article 165 C.P.

2. Que si une motion pour cautionnement pour frais est présentée sans dépôt et insuffisamment timbrée, la Cour peut donner au défendeur un délai supplémentaire, pour lui permettre de faire ce dépôt et d'apposer les timbres requis.—C.S., 1898, Mathieu, J., Reilly v. Wilson, 1 R.P., 160.

Dans une action de \$200 à \$400, le dépôt accompagnant une exception à la forme doit être de \$4.00 ; et il n'est pas nécessaire d'y ajouter les frais de taxation et l'honoraire d'enquête.—C.S., 1898, Gagné, J., Lajoie v. Tremblay, 4 R.L., n.s., 414.

La partie qui désire retirer un dépôt fait entre les mains du protonotaire, doit en obtenir la permission du tribunal.—C.S., 1898, Mathieu, J., Lessard v. Duncan, 4 R.L., n.s., 498.

Que permission sera donnée au tiers-saisi, à l'audience, de faire le dépôt requis par l'art. 165 C.P., s'il ne l'a pas fait auparavant.—C.S., 1898, Loranger, J., Sloman v. Wynne, 1 R.P., 503.

Jugé :—Il n'est pas nécessaire que la motion pour particularités soit revêtue des timbres exigés pour un plaidoyer préliminaire et soit accompagnée du dépôt mentionné à l'art. 165 C.P.—C.S., 1898, Gagné, J., Menier v. Dineers, 2 R.P., 38.

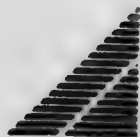
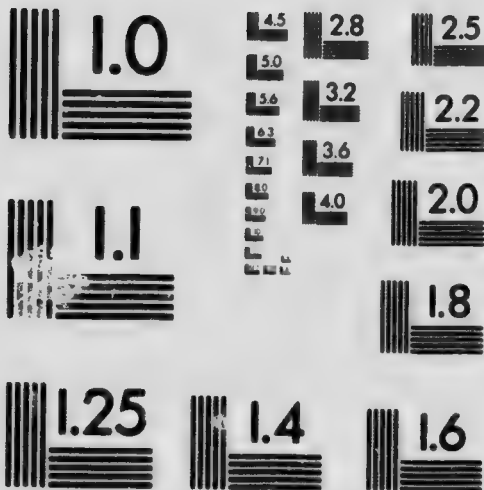
Jugé :—Une motion pour particularités n'est pas de la nature d'une exception préliminaire, et il n'est pas nécessaire qu'elle soit faite dans les trois jours, ni accompagnée du dépôt requis par l'article 165 C.P., pour les plaidoyers préliminaires.—C.S., 1898, Choquette, J., Paradis v. Grand Trunk Ry. Co., 1 R.P., 541.

Jugé :—Qu'une motion pour particularités n'est pas assimilée aux exceptions préliminaires quant à ce qui regarde le délai et le dépôt.—C.S., 1898, Casault, J., Hudson v. Giroux, 1 R.P., 477.

Jugé :—Qu'une exception à la forme non accompagnée d'un avis que le dépôt voulu a été fait sera renvoyée.—C.S., 1899, Langellier, J., Garand v. Rolland, 2 R.P., 397.



(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

ARTICLE 165.—Continued.

Held :—When the motion for particulars does not amount to an exception to the form, no deposit is required with it.—S.C., 1899, Lynch, J., *Oldall v. Taylor*, 2 R.P., 288.

Jugé :—Qu'une motion pour cautionnement pour frais dans une action "qui tam" sera renvoyée si elle n'est pas accompagnée d'un dépôt et timbrée comme un plaidoyer préliminaire.—C.S., 1899, Langelier, J., *Rogerson v. Ogilvy*, 2 R.P., 95.

Held :—1. That a deposit is required with a motion for particulars.

2. That upon application, at the hearing, by the party moving for particulars, to be allowed to make such deposit, the "délibéré" will be discharged for that purpose.—S.C., 1899, Doherty, J., *Lalonde v. The Grand Trunk Ry. Co.*, 2 R.P., 499.

A motion by the defendant, asking that the plaintiff be ordered to number the allegations of his declaration, being in the nature of a preliminary exception must be accompanied by a certificate of the prothonotary showing that a deposit has been made as required by Art. 165 C.C.P.—S.C., 1899, Doherty, J., *Leblanc v. Pauzé*, 16 R.J., 51.

Une motion pour demander des particularités n'a pas besoin d'être accompagnée du dépôt mentionné à l'art. 165 du C.C.P.—C.S., 1898, Andrews, J., *Gingras v. Boulanger*, 15 R.J., 60.

Que le défendeur est tenu de faire un dépôt avec une motion pour cautionnement pour frais et procuration, et qu'un délai pourra lui être accordé pour ce faire.

2. Que ce délai pourra être étendu par la Cour, sur motion du demandeur, pour faire rejeter la motion du défendeur ; mais alors le défendeur paiera les frais de la motion du demandeur.—C.S., 1899, Mathieu, J., *The Galt Knitting Co. v. Côté*, 2 R.P., 217.

Jugé :—Que la motion pour particularités n'est pas une exception préliminaire, et ne doit être taxée que comme une motion ordinaire, même si elle avait été accompagnée d'un dépôt par la partie qui l'a faite et perdue.—C.C., 1899, Taschereau, J., *Larivé v. St-Jacques*, 2 R.P., 160.

Jugé :—Qu'un avis de dépôt fait avec une exception préliminaire est insuffisant s'il n'est pas accompagné d'une copie du certificat du protonotaire attestant que tel dépôt a été fait.—C.C., 1899, Casault, J., *Chernal v. Cordallay*, 2 R.P., 222.

Jugé :—Lorsqu'il appert par la description du demandeur au bref même que le défendeur a droit à un cautionnement pour sûreté des frais et à la production d'une procuration, il n'est pas nécessaire de faire de dépôt avec la motion qui les demande.—C.S., 1900, Casault, J., *Roy v. Lamontagne*, 3 R.P., 253.

Jugé :—Qu'une motion par laquelle on demande le rejet de certaines allégations d'une défense comme étrangères au litige, vagues et indéterminées, et subsidiairement, des détails sur quelques-unes de ces allégations, est une exception préliminaire, et sera rejetée si elle n'est pas accompagnée

ARTICLE 165.—Continued.

d'un dépôt.—C.S. 1901, Robidoux, J., Cohen v. Glipschitz, 3 R.P., 577.

Une motion pour cautionnement pour frais sera renvoyée si elle n'est pas accompagnée de l'avis à l'effet que le dépôt voulu par l'art. 165 C.P.C., a été fait et qu'un certificat en a été obtenu du protonotaire.—C.S., 1901, Langelier, J., Broadhurst v. Fortier, 7 R. de J., 522.

Une motion qui demande le rejet d'une contestation d'un jugement de distribution est une exception préliminaire, et doit être accompagnée du dépôt mentionné à l'article 165 C.P.C. Il sera permis à la partie qui fait cette motion de faire un dépôt en en donnant avis à la partie adverse.—C.S., 1902, Mathieu, J., Labelle v. Les héritiers de feu Louis Ouimet, 5 R.P., 150.

The Court will not hear an exception to the form when no notice of the deposit made therewith has been given to the opposite party.—S.C., 1903, Lavergne, J., The Merchants' Bank of Canada v. Republic Consolidated Gold Mining Co., 5 R.P., 202.

That the requirements of article 165 as regards the deposit to be made with preliminary exceptions are peremptory, and must be strictly complied with.—S.C., 1903, Davidson, J., Lelclerc v. Ayer, 5 R.P., 253.

Since the coming into force of the new Code of Procedure, there is no authority for making an application for security for costs otherwise than by motion, in the nature of a dilatory exception, accompanied with deposit.—S.C., 1900, Lynch, J., Hope v. Batcheller, 6 R. de J., 418.

Held :—Where, in the notice of the presentation of a motion for security for costs, no notice is given of the certificate of the prothonotary that the deposit required by law has been made, the motion will be rejected with costs.—S.C., 1902, Langelier, J., Robertson v. The Cobban Manufacturing Co., 4 R.P., 345.

Held :—An intervenant hath not the right, at any stage of the case and without deposit, to reopen it on questions pleadable only by preliminary exceptions.—S.C., 1901, Davidson, J., Bisailon v. Curé, etc., de St-Valentin, 4 R.P., 191.

Jugé :—Il n'est pas nécessaire de donner avis du certificat du protonotaire que le dépôt requis a été fait dans les motions pour cautionnement pour frais.—C.S., 1902, Lavergne, J., Wilder, 4 R.P., 433.

Held :—1. A motion for security for costs is a dilatory exception, and cannot be granted unless notice of the prothonotary's certificate attesting that the deposit required by law has been duly made, has been given to the opposite party.

2. The Court cannot remedy such omission by permitting the party moving for security to give notice of the deposit and certificate.—S.C., 1901, Davidson, J., Wistar v. Durham, 4 R.P., 195.

Il n'est pas nécessaire de donner avis du certificat du protonotaire que le dépôt requis a été fait dans les motions pour cautionnement pour frais.—C.S., 1902, Mathieu, J., Toujoir v. The Canadian Pacific Railway, 4 R.P., 303.

ARTICLE 166.

1.-A motion for security for costs and power of attorney may be made after a motion of the nature of an exception to the form, based upon the fact that the domicile of one of the plaintiffs is not stated, so long as both motions are made within the delay required for preliminary exceptions, and presented at the same time.

2. That in an action taken by a dissolved firm of advocates, if one of the plaintiffs is a non-resident, he will be bound to give security for costs and to file a power of attorney.

3. That if a motion for security for costs is contested, and afterwards granted, the costs thereof will be against plaintiff.—S.C., 1898, Tait, A.C.J., Taylor v. Lewis, 2 P.R., 187.

Where the defendant has allowed the delay for filing preliminary exceptions to elapse and has also been foreclosed from pleading to the merits, it is too late for him to move for further particulars of the plaintiff's demand.—S.C., 1899, Doherty, J., Clément v. Clément, 16 R.J., 435.

A party is bound to urge all legal objections which may exist to a pleading or any part thereof, at one and the same time and within the delays.—S.C., 1901, Davidson, J., Sharpe v. Bougle, 8 R. de J., 161.

ARTICLE 170.

Jugé :—Que le juge-en-chambre n'a pas juridiction, pendant la grande vacance, pour adjuger sur une demande de folle-enchère.—C.B.R., 1898, Paré v. Bruneau, 1 R.P., 560.

Held :—1. A Municipal Corporation, when suing for municipal taxes before the Superior Court, is not given the right by art. 952 M.C. to sue for school taxes by the same action, the jurisdiction in suits for school taxes belonging under Art. 54 C.P., exclusively to the Circuit Court.

2. Art. 170 C.P. applies only to a case in which the whole record may be sent before the competent tribunal ; therefore in a case in which part of the demand is within the jurisdiction of the Superior Court, and the balance of the demand is exclusively within the jurisdiction of the Circuit Court, the Superior Court will dismiss, on motion, that part of the demand with regard to which it has no jurisdiction.—S.C., 1898, White, J., Corp. of Dudswell v. Quebec Central Ry. Co., 1 R.P., 383.

Jugé :—1. Une loi n'est pas faite seulement en vue de l'état présent des personnes et des choses, mais surtout en vue de leur état futur, à moins d'expressions au contraire.

2. La Cour de Circuit des Iles de la Madeleine ayant sur les Iles de la Madeleine juridiction exclusive et tous les pouvoirs de la Cour Supérieure au civil, a seule juridiction pour juger les contestations d'élection qui peuvent s'élever dans les limites de sa juridiction territoriale, quoique ce pouvoir de juger les contestations d'élection n'ait été délégué à la Cour Supérieure que longtemps après l'extension des pouvoirs

ARTICLE 170.—Continued.

de la dite Cour de Circuit.—C.R., 1898, Routhier, Caron, Andrews, JJ., Duprenil v. Delaney, 1 R.P., 394.

Dans une saisie-revendication tous les effets mentionnés au bref et dans la déclaration doivent se trouver dans la déposition assermentée ; dans le cas contraire, il y a lieu à l'exception à la forme si le défendeur en souffre un préjudice, comme, par exemple, dans l'espèce ou si la classe d'action se trouvait ainsi changée. Dans le cas ci-dessus lorsqu'en retranchant la valeur des effets saisis revendiqués et non compris dans l'affidavit la classe d'action se trouve réduite à au-dessous de \$100 il y a lieu à une exception déclinatoire.—C.S., 1898, Loranger, J., Baron v. Vallée, 4 R.L., n.s., 509.

Jugé :—Qu'une exception déclinatoire par laquelle on demande purement et simplement le renvoi de l'action sans déposer le montant demandé sera renvoyée, à moins qu'il n'existe pas de tribunal compétent.—C.S., 1898, Andrews, J., La Cie de Brasserie v. Bélisle, 1 R.P., 479.

La partie qui a été appelée devant un tribunal autre que celui qui doit connaître la contestation peut demander le renvoi devant le tribunal compétent par voie d'exception déclinatoire.—C.R., 1899, Mathieu, Lynch et DeLorimier, JJ., Sloguin v. Viau, 5 R. de J., 410.

Held :—That where, in an action for the recovery of certain goods entrusted to a steamship company, the defendant has pleaded to the action, and the plaintiff answers the plea, disputing in his answer the validity of certain clauses in the bill of lading, the defendant can no longer, by declinatory exception, decline the jurisdiction of the Courts of this Province, on the ground that it is provided in the bill of lading that all disputes regarding it are to be decided according to the laws and before the Courts of a foreign country—to wit :Germany.—S.C., 1899, Doherty, J., Ramsay v. Hamburg American Packet Co., 2 R.P., 406.

Compétence. 1. Une partie qui se constitue demanderesse incidente accepte, par le fait même, la juridiction du tribunal qui ne se trouve pas incompetent "*ratione materiae*."

2. Le fait par cette partie de retirer plus tard telle demande incidente, n'a pas d'effet rétroactif et ne saurait priver le demandeur du bénéfice de l'acceptation de juridiction.—C.S., 1899, Andrews, J., Auger v. Magann, 16 R.J., 22.

1. Le défaut de juridiction "*ratione personae*" ne peut être invoqué s'il n'a pas été plaidé par exception déclinatoire.

2. Celui qui est prouvé avoir eu son domicile dans la province est réputé l'y avoir conservé alors même qu'il est allé résider ailleurs, s'il n'est pas prouvé qu'il a acquis un domicile à sa nouvelle résidence.—C.S., 1899, Langelier, J., Pilnik v. Numizinski, 16 R.J., 231.

Jugé :—Le fait que la cause d'action a pris naissance dans le district où l'action est intentée doit apparaître dans la déclaration, et si cela est nié, le demandeur ne peut, dans une réponse à l'exception déclinatoire, alléguer des faits additionnels qui donnerait juridiction au tribunal.

"Quære" :—La motion pour rejeter une partie de la réponse à l'exception est-elle assujettie aux délais et formalités

des exceptions préliminaires ?—C.S., 1900, Mathieu, J., Merchants' Bank of Halifax v. Graham, 4 R.P., 55.

L'article 170 n'est pas limitatif et s'applique à tous les cas analogues à ceux prévus par l'article en question.

Dans l'espèce, un bref de prohibition étant pris pour faire casser un jugement de la Cour des Commissaires d'un autre district que celui où le bref de prohibition est émis, une exception déclinatoire produite à l'encontre du bref de prohibition et accompagnée d'un désistement du jugement que l'on veut faire casser, doit être maintenue et l'action renvoyée.—C.B.R., 1902, Gaudet v. Garneau, 12 R.J., 145.

Le contrat par correspondance est parfait, au lieu où l'acceptation est envoyée.—C.C., 1902, Dorion, J., Ward v. Johnston, 5 R.P., 123.

ARTICLE 171.

Lorsqu'une cause intentée à la Cour de Circuit est renvoyée d'office par le tribunal, à la Cour Supérieure, les honoraires de l'avocat suivent le montant en contestation dans l'action, vu que ce n'est pas une évocation.—C.S., 1901, Choquette, J., Duval v. Moffatt, 7 R. de J., 45.

ARTICLE 172.

That when a motion for security for costs is granted, costs to follow suit, and the record is subsequently transmitted to another district, the costs will follow the final judgment on the case, and not the judgment maintaining the declinatory exception and ordering the transmission of the record.—S.C., 1901, Curran, J., The Canada Mutual Loan & Investment Co. v. Tanguay, 3 R.P., 436.

ARTICLE 173.

Jugé :—Qu'il n'y a pas lieu à une exception de litis pendance, dans une saisie-gagerie, parce que les objets sont déjà saisis et qu'une opposition basée sur leur insaisissabilité est pendante devant le tribunal, le demandeur ayant le droit de mettre sous la main de la justice, les effets saisis, pour assurer son privilège, pour le cas où ils seraient déclarés saisissables.—C.S., 1898, Mathieu, J., Montreal Street Ry. Co. v. Gonthier, 1 R.P., 296.

Jugé :—Que pour qu'il y ait lieu à l'exception de litis pendance, il faut que la demande introduite devant le tribunal soit déjà pendante devant un autre, ou qu'un autre tribunal soit déjà saisi de la même demande formée pour la même cause et entre les mêmes parties.—C.S., 1898, Mathieu, J., McKenzie v. Reid, 1 R.P., 112.

Held :—1. That in an action by a daughter-in-law against a mother-in-law for alimentary allowance a petition during the course of the action, on behalf of the plaintiff, is a proper way to obtain an interim allowance.

2. That an exception of "lis pendens" to such petition will be dismissed as unfounded.

3. That a provisional allowance can be secured before the final judgment on the original demand.—S.C., 1898, Davidson, J., *Heaton v. Leprohon*, 1 P.R., 218.

Qu'il n'y a pas lieu de faire rejeter les allégués d'une déclaration par lesquels un privilège est invoqué, sous prétexte qu'on a déjà, par une action pendante, demandé la constatation de ce privilège, lorsque les demandes faites dans chacune des actions sont différentes.—C.S., 1899, Mathieu, J., *La Banque Jacques-Cartier v. Picard*, 2 R.P., 142.

Jugé :—Qu'il y a lieu, sur requête, à réduire une pension alimentaire payée par le mari défendeur, quand il est prouvé que les besoins de la femme ont diminué depuis le temps où la pension a été accordée.—C.S., 1899, Mathieu, J., *Daudet v. Hardman*, 2 R.P., 447.

Dans une action basée sur un brevet d'invention, l'instance sera suspendue, à la demande d'une des parties, si une semblable cause entre les mêmes parties, basée sur les mêmes faits, est sur le point d'être fixée pour preuve et audition finale devant la Cour de l'Echiquier.—C.S., 1899, Mathieu, J., *The American Stoker Co., v. The General Engineering Co.*, 5 R.P., 73.

Jugé :—Pour qu'il y ait lieu à l'exception de litispendance, il faut qu'il y ait identité de demandes aux conditions exigées par l'art. 1241 C.C.—C.S., 1901, Mathieu, J., *Canada Industrial Co. v. The Kensington Land Co.*, 3 R.P., 468.

Pour qu'il y ait lieu à l'exception de litispendance, il faut qu'il y ait identité de demandes aux conditions exigées par l'art. 1241 C.C.—C.S., 1901, Mathieu, J., *Canada Industrial Co. v. Roddick*, 3 R.P., 468.

Qu'un bref émis au nom d'un souverain, mais signifié et rapporté après le décès de ce souverain, n'est pas pour cela devenu nul, et qu'il y a lieu à plaider litispendance sur une seconde action entre les mêmes parties pour la même cause.—C.C., 1901, Andrews, J., *Ryan v. Fortier*, 3 R.P., 526.

Jugé :—Pour qu'il y ait lieu à l'exception de litispendance à l'encontre d'une seconde saisie-arrêt après jugement, lorsqu'une première saisie-arrêt après jugement est pendante, il faut faire voir que le second bref saisit la même créance que celle saisie en vertu du premier bref.—C.S., 1902, Mathieu, J., *Leith v. Hall and Molsons Bank*, 4 R.P., 398.

ARTICLE 174.—Sub-Section 1.

On ne peut produire une exception à la forme à un compte rendu dans une action en reddition de compte.—C.B.R., 1898, Evans v. Wilson, 8 R.J., 144.

Le demandeur qui, dans une saisie-arrêt avant jugement, néglige de faire signifier au défendeur ou de laisser pour lui, au greffe de la Cour Supérieure, dans les trois jours après la signification de l'action, une copie de l'affidavit sur lequel le bref a émané, peut, sur demande à cet effet, être autorisé à réparer son oubli aux conditions imposées par le tribunal ; cette omission n'est pas fatale et n'entraîne pas le débouté de l'action.—C.S., 1897, Archibald, J., *Renaud v. Hoffman*, 4 R.L., n.s., 148.

ARTICLE 174.—Continued.

Held :—That although Art. 1153 C.P. gives one clear day to the defendant to appear in an action between lessor and lessee, an action which he is required to appear within a shorter delay will not be dismissed on an exception to the form if he suffers no prejudice thereby.—C.C., 1897, Andrews, J., Jean v. Brousseau, 1 R.P., 89.

That the default, by the bailiff, to indorse on the copy of the writ the date of the service thereof causes no prejudice, and therefore cannot give rise to an exception to the form.—C.C., 1897, Andrews, J., Jean v. Brousseau, 1 R.P., 89.

1. Le défaut d'avis d'action, lorsqu'il est requis, doit se plaider par exception à la forme et dans les délais fixés pour la production des exceptions préliminaires, et non par une défense au fond.

2. Une compagnie de tramways électriques est responsable des dommages éprouvés par un passager par la chute de la barre de fer qui relie le char aux fils électriques (trolley), arrivée par la faute ou par la négligence ou impéritie de ses employés.—C.S., 1898, Bélanger, J., Kelly v. Montreal Street Railway Co., 13 R.J., 385.

Qu'une motion peut valablement être intitulée : "motion pour renvoi d'action," et ne sera pas rejetée parce qu'elle ne précise pas si c'est une exception à la forme ou une exception dilatoire.—C.S., 1898, Mathieu, J., Lemay v. Crevier, 1 R.P., 533.

Un procès-verbal d'huissier, certifiant qu'une action a été signifiée le 10 août quand elle ne l'a été de fait que le 17 août, date mentionnée sur la copie du bref, est une irrégularité portant préjudice au défendeur qui peut en prendre avantage par une exception à la forme. Dans ce cas, permission peut être donnée à l'huissier d'amender son rapport.—C.S., 1898, Gagné, J., Lajoie v. Tremblay, 4 R.L., n.s. 444.

Jugé :—Qu'une motion pour faire rejeter certains paragraphes d'une exception à la forme sera rejetée comme inutile, le rejet des paragraphes pouvant être demandé lors de l'audition sur le rejet de l'exception.—C.S., 1898, Andrews, J., Fortier v. Lemieux, 1 R.P., 483.

Jugé :—Que l'allégation suivante : "Plaintiff's action is prescribed and extinguished by reason of the lapse of thirty days after the date of the said accident without notice thereof as required by law, being given to defendant," est régulière dans une défense, et ne sera pas rejetée sur motion comme contenant des moyens à l'exception à la forme.—C.S., 1898, Mathieu, J., Danis v. La Cité de St-Henri, 1 R.P., 538.

Held :—Where plaintiffs were described as "The Protestant Board of School Commissioners of Outremont," while their proper description is "The School Commissioners for the Municipality of Outremont, in the County of Hochelaga," an exception to the form will be maintained unless an amendment is made.—S.C., 1898, Mathieu, J., The Protestant Board of School Commissioners v. Cook, 2 P.R., 220.

Qu'un bref de "quo warranto," émané au nom d'un citoyen qui n'a pas payé ses taxes en entier parce qu'il a obtenu de la ville de Montréal la permission de les payer par versements, est illégal et sera renvoyé sur exception préliminaire.

ARTICLE 174.—Continued.

Semble :—Que le cautionnement pour "quo warranto" contre un conseiller municipal de la ville de Montréal doive être reçu par l'un des juges du District de Montréal.—C.S., 1898, Pagnuelo, J., Proulx v. Beausoleil, 1 R.P., 160.

Le fait que la requête pour faire destituer un commissaire occupant sa charge illégalement a été présentée trop tard, qu'elle n'est pas suffisamment libellée, n'est pas présentée au nom de personnes ayant le droit de contester une élection de cette nature, qu'elle n'a pas été régulièrement signifiée, que le requérant n'a pas donné le cautionnement voulu par la loi, sont des motifs d'exception à la forme et non pas de défense en droit.—C.S., 1898, Langelier, J., Joyce v. Hart, 1 R.P., 299.

Jugé :—Que sur exception à la forme la Cour ordonnera d'amender la description du défendeur et de lui signifier de nouveau le bref d'assignation et la déclaration.—C.S., 1898, Guimet, J., Morgan v. Normandeau, 1 R.P., 148.

Jugé :—Qu'il y a lieu à exception à la forme si quelques-uns des objets énumérés dans la déclaration d'une saisie-revendication ne sont pas mentionnés dans l'affidavit ni dans le procès-verbal de saisie, et que le fait que cette différence changerait la classe de l'action est un préjudice suffisant.—C.S., 1898, Loranger, J., Baron v. Vallée, 1 R.P., 517.

Jugé :—Que la signification de l'affidavit n'est pas nécessaire dans une saisie-revendication, et que ce défaut de signification ne peut donner lieu à une exception à la forme.—C.S., 1898, Loranger, J., Tellier v. The Canada Liquor Co., 1 R.P., 318.

Held :—That an exception to the form will be dismissed with costs if the irregularities complained of do not cause any prejudice, and that even if the plaintiff has recognized the irregularities by asking to make amendments to his writ and declaration.—S.C., 1898, Mathieu, J., Evans v. O'Neill, 1 R.P., 213.

Jugé :—Que si les défendeurs sont poursuivis sous un nom de convenance autre que leur véritable nom social, il sera permis au demandeur de substituer, sur le bref, le nom social des défendeurs à leur nom de convenance, en signifiant de nouvelles copies du bref et de la déclaration, et en payant tous les frais faits jusqu'à ce jour.—C.S., 1898, Mathieu, J., Fitzpatrick v. The Thompson Line of Steamships, 1 R.P., 486.

Held :—A motion urging an exception to the form, because service was not made on the defendant in person, or at his domicile, but at the office where he was employed, will be dismissed with costs where it does not specify the defendant's domicile.—C.C., 1898, Purcell, J., Duffy v. Dupuis, 1 R.P., 376.

The pretension that the writ of prohibition issued to defendant is irregular, and addressed to a person non-existent, is ground of preliminary exception, which must be urged by motion, and cannot form the ground of a plea to the merits.—S.C., 1898, Doherty, J., Lussier v. La Corp. de Maisonneuve, 15 R.J., 45.

Jugé :—Qu'une action pour faire constater un privilège n'est pas incompatible avec une demande personnelle contre les débiteurs de la dette pour laquelle ce privilège existe.—

ARTICLE 174.—Continued.

C.S., 1899, Mathieu, J., *La Banque Jacques-Cartier v. Picard*, 2 R.P., 142.

Jugé :—Que s'il n'appert pas que le défendeur souffre ou ait souffert aucun préjudice, du fait que la copie du bref qui lui a été signifiée n'était pas certifiée, l'exception à la forme par voie de motion sera renvoyée avec dépens.—C.S., 1899, Bélanger, J., *Bélanger v. Labonté*, 5 R. de J., 565.

Jugé :—1. Que l'insuffisance des timbres apposés sur une contestation de compte rendu ne sera pas une raison pour faire renvoyer cette contestation sur exception à la forme si les timbres sont apposés subséquemment ;

2. Que la contestation d'un compte rendu par un administrateur doit indiquer dans ses conclusions le total des sommes à retrancher, des dépenses du rendant compte et le montant du reliquat qu'on prétend être dû par lui ;

3. Que le fait de conclure dans une contestation de compte à ce qu'il soit déclaré que le rendant compte n'avait pas le droit de charger certains items auxquels on s'objecte dans le cours de la contestation, n'est pas une irrégularité qu'on puisse soulever par une exception à la forme, non plus que le fait par le contestant de réserver son droit de prendre des conclusions subséquentes ;

4. Qu'on ne peut invoquer dans un débat de compte d'autres moyens que ceux mentionnés dans la contestation écrite ;

5. Que les ayants compte qui contestent sous prétexte de surcharges et de dépenses non autorisées devront indiquer spécialement chaque item qui constitue une surcharge, chaque item que le rendant-compte n'avait pas le droit de faire payer par la succession et chaque item qui ne représente pas le montant exact payé par le rendant-compte ou sur lequel les créanciers ont fait une réduction ainsi que la réduction faite par les créanciers.

6. Qu'un ayant-compte sera également condamné à particulariser les items dans lesquels on allègue que le rendant-compte a payé des taxes qu'il n'aurait pas dû payer et fait faire des réparations ou changements qu'il n'avait pas le droit d'ordonner, et quels sont les items pour réparations que le locataire aurait dû faire et que le rendant-compte charge aux ayants.

7. Qu'un paragraphe alléguant que le rendant-compte, a, dans plusieurs cas, refusé d'accepter les offres de location de locataires raisonnables, et loué ensuite à d'autres, pour un prix inférieur, sera rejeté d'une contestation comme étant trop vague.

8. Qu'il sera également ordonné aux ayants-compte d'indiquer quels sont les items que le rendant-compte charge à tort pour des changements qu'il n'aurait pas dû faire à l'immeuble administré, pour services professionnels d'avocats, d'experts et d'architectes, et quelles sont les réductions qu'il aurait reçues des compagnies d'assurance, et dont il n'aurait pas fait profiter les ayants-compte.—C.S., 1899, Mathieu, J., *Ross v. Ross & Duff*, 2 R.P., 256.

Que le mandant a une action contre son mandataire pour lui demander une somme déterminée comme résultat de son

ARTICLE 174.—Continued.

mandat, et qu'il n'est pas tenu d'avoir préalablement recours à l'action en reddition de compte.—C.S., 1899, Davidson, J., Trépanier v. Trépanier, 5 R.L., n.s., 322.

Qu'une exception à la forme se plaignant que "La Corporation de la Paroisse de St-Timothée" est illégalement poursuivie sous le nom de la "Municipalité de la Paroisse de St-Timothée" sera maintenue, mais, sur motion, il fut permis au défendeur d'amender, en payant les frais de l'exception à la forme.—C.S., 1899, Bélanger, J., Bélair v. La Municipalité de la Paroisse de St-Timothée, 6 R.L., n.s., 93.

Que l'irrégularité résultant du fait que la mention de la date de la signification du bref est sur la face de la copie au lieu d'être sur le dos, ne cause aucun préjudice, si le défendeur a comparu dans les délais.—C.S., 1899, Mathieu, J., Stephens v. Préfontaine, 2 R.P., 193.

Jugé :—Que le fait que la copie d'un bref d'assignation n'a pas été certifiée véritable par le protonotaire ou le procureur du demandeur, ne peut donner lieu à une exception à la forme, si le défendeur a comparu dans les délais et n'a souffert par conséquent aucun préjudice.—C.S., 1899, Bélanger, J., Bélanger v. Brais, 2 R.P., 425.

Jugé :—Que le curateur qui s'oppose à la révision d'un ordre du protonotaire prononçant une interdiction, en disant que cette révision doit être demandée par action et non par requête, doit faire valoir cette objection par exception à la forme, et non par inscription en droit.—C.S., 1899, Mathieu, J., In re Bond, 2 R.P., 240.

Jugé :—Qu'une action personnelle contre un débiteur résidant dans le district de Québec, en remboursement d'une somme d'argent en vertu d'un acte de partage fait à Montréal, au sujet d'une succession ouverte à Montréal, compète au tuteur général des mineurs qui réclament cette somme, et qu'une telle action prise par un tuteur nommé spécialement aux mineurs pour administrer leurs biens situés dans le district de Montréal, sera renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1899, Mathieu, J., Prévost v. Prévost, 2 R.P., 75.

Held :—That, in an action against a partnership, one of the defendants may set forth, in a plea on the merits, that he is not a member of the defendant partnership, and that such allegation will not be rejected as being a matter of exception to the form.—S.C., 1899, Davidson, J., Harvey v. Mowat, 2 R.P., 212.

Jugé :—Qu'une motion pour péremption d'instance ne sera pas refusée parce que les procureurs du demandeur ne sont pas désignés au long, s'il appert que les procureurs semblent avoir autorisé cette désignation abrégée, et si aucun préjudice n'est souffert.—C.S., 1899, Mathieu, J., Coulson v. Watters, 2 R.P., 225.

Jugé :—1. Qu'un allégué d'un affidavit pour l'émanation d'une saisie-arrêt qui dit simplement "que le demandeur a toute raison de croire et croit vraiment, en son âme et conscience, que le défendeur va quitter et est sur le point de quitter subitement la Province," etc., est insuffisant, et une requête pour faire casser une telle saisie sera maintenue.

ARTICLE 174.—Continued.

2. Semble :—Qu'on ne peut amender un affidavit pour bref de saisie-arrêt avant jugement.

3. Qu'il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait lieu à casser une saisie-arrêt avant jugement, que les irrégularités de l'affidavit requis pour son émanation causent un préjudice au défendeur.—C.S., 1899, Mathieu, J., *Ursie v. Charley*, 2 R.P., 154.

1. Qu'une pièce de procédure signifiée au procureur d'une des parties entre cinq heures et six heures du soir sera rejetée sur motion.

2. Qu'il n'est pas nécessaire de faire un endossement à une copie de la plaidoirie écrite. C.C., 1899, Bélanger, J., *Lefort v. Boulanger*, 5 R.L., n.s., 469.

Jugé :—Que la procédure à opposer à une action pour se plaindre de ce que le défendeur n'a pas été appelé, préalablement à la poursuite, devant les conciliateurs, est l'exception à la forme.—C.C., 1899, Bélanger J., *Daoust v. Langevin*, 2 R.P., 299.

Jugé :—1. Un exécuteur testamentaire a le droit de refuser d'accepter le compte de ses prédécesseurs, s'il le croit erroné, et ce, bien que son co-exécuteur ait déclaré accepter ce compte.

2. Mais un exécuteur testamentaire ne peut, sans le concours de son co-exécuteur, plaider à une action de leurs prédécesseurs pour faire accepter le compte et en recevoir une quittance, en demandant la réformation de ce compte, et la condamnation des demandeurs à une somme plus forte que celle qui appert de leur compte.—C.B.R., 1900, *Desjardins v. Masson*, 3 R.P., 538.

Permission sera accordée au requérant, par jugement sur exception à la forme, dans une injonction contre des Commissaires d'Ecoles, d'amender le bref et la requête où les intimés sont mal désignés, en par lui payant les frais de l'exception.—C.S., 1900, *Taschereau, J., Vanier v. Les Commissaires d'Ecoles*, 7 R. de J., 32.

Le principe énoncé par l'article 174 C.P.C., que le défendeur peut invoquer par exception à la forme, lorsqu'ils lui causent un préjudice, les moyens résultant des irrégularités dans le bref, la déclaration ou la signification,—s'applique, non seulement au bref, à la déclaration et à la signification, mais aussi à toute autre pièce de procédure.—C.S., 1899, Mathieu, J., *The Park & Island Ry. Co. v. Town of St. Louis*, 16 R.J., 335.

Action Pétitoire.—Le demandeur, sur une action pétitoire, contestée par le défendeur, qui invoque la prescription de trente ans, peut appeler ses auteurs en garantie mais il ne peut joindre à cette demande en garantie des conclusions pour dommages et répétition du prix de vente. Ces allégations de l'action en garantie seront déclarées mal fondées sur exception à la forme, vu qu'elles n'ont pas de liaison avec l'action principale et ne peuvent être invoquées qu'après l'éviction prononcée.—C.S., 1900, *Lavergne, J., Anderson v. Smith*, 6 R. de J., 444.

Que le demandeur ne peut demander le renvoi de l'opposition par motion que lorsqu'elle est faite dans le but de retarder injustement la vente, et que ce fait appert tant par les allégations mêmes de l'opposition que par les procédures au

ARTICLE 174.—Continued.

dossier, mais que le fait de produire une seconde opposition après qu'une première a été renvoyée constitue une irrégularité que le demandeur ne peut invoquer que par exception à la forme.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Le Comptoir d'Escompte v. Trudel & Decelle*, 6 R.L., n.s., 267.

Jugé :—1. Que des exécuteurs testamentaires ont qualité pour recouvrer une balance due sur une créance à eux transportée en cette qualité.

2. Que si, en réponse à une exception à la forme, ils allèguent et produisent des documents qui leur confèrent des pouvoirs plus étendus que ceux qui leur seraient donnés en vertu de la loi seule, cette partie de la défense ne sera pas rejetée sur motion comme tendant à refaire l'action.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Francis v. Rhine*, 3 R.P., 320.

Jugé :—Qu'une requête en contestation d'élection, adressée à la Cour Supérieure, peut être reçue par un juge de la Cour Supérieure.

2. Qu'il est suffisant pour que le requérant paraisse avoir qualité pour contester une élection, qu'il allègue qu'il est électeur dûment qualifié à voter aux élections municipales auxquelles le défendeur fut élu et que son nom était dûment entré sur la liste des électeurs du quartier où le défendeur a été élu.

3. Qu'une action en contestation d'élection ne sera pas renvoyée sur exception à la forme parce qu'il y aurait été pris des conclusions illégales en outre des conclusions que le demandeur avait le droit de prendre.

4. Que les mots "quo warranto" ajoutés à un bref d'assignation ordinaire, n'en changent pas la nature et ne le rendent pas irrégulier.

5. Semble qu'il faut, dans une exception à la forme où l'on attaque la suffisance du cautionnement et de l'avis de cautionnement, en matière de contestation d'élection, dire en quoi le cautionnement et l'avis sont insuffisants.—C. S., 1900, Mathieu, J., *Archambault v. Tansey*, 3 R.P., 50.

Jugé :—Que lorsqu'une loi spéciale ne détermine pas les délais le procédure, les délais prescrits par le code de procédure civile, les plus compatibles et les plus conformes à la matière en litige, doivent s'appliquer.—C.S., 1900, Loranger, J., *Clarke v. Jacques*, 3 R.P., 12.

Jugé :—1. Qu'une opposition ne sera pas renvoyée sur motion parce qu'il n'y a pas eu d'ordre de sursis par le juge ; le shérif ayant suspendu ses procédés et fait rapport en conséquence, l'opposition se trouve régulièrement devant la cour pour adjudication.

2. Qu'une telle motion n'attaquant pas le mérite de l'opposition, participe de la nature d'une exception à la forme et ne peut être reçue qu'en autant qu'elle dénonce l'opposition comme futile et qu'un préjudice est causé par les irrégularités invoquées.—C.S., 1900, Charland, J., *La Ville de St-Jean v. Lefebvre & Hudon*, 3 R.P., 23.

Que le fait par l'huissier de déclarer dans son rapport qu'il a signifié copie du bref et de la déclaration, employant ce mot "déclaration," au lieu de "requête libellée," n'est pas une

ARTICLE 174.—Continued.

irrégularité fatale et causant préjudice.—C.S., 1900, Mathieu, J., Renault v. Gagnon, 2 R.P., 517.

Un bref est nul s'il y a été apposé moins de timbres que requis par la loi, et si les copies certifiées par le greffier n'en portent aucun.—C.C., 1900, Routhier, J., Duchêne v. McAvoy, 3 R.P., 235.

Une action ne sera pas renvoyée sur exception à la forme parce qu'il appert au dos du bref qu'il a été émis à la requête d'un avocat et que la copie en est certifiée par un autre avocat qui est le vrai procureur du demandeur.—C.C., 1900, Casault, J. en C., Boulet v. Cantin, 3 R.P., 252.

Assignation :—Le défendeur ayant été poursuivi par le demandeur, il fut produit en son nom une comparution et une exception à la forme, alléguant qu'il était décédé dès avant la signification de l'action et que l'assignation était irrégulière.

Jugé :—Que le demandeur ne pouvait assigner le défendeur, ce dernier étant décédé, et que, pour le même motif, on ne pouvait produire, au nom du défendeur, une comparution et une défense à l'action. Les parties furent mises hors de cours sans frais.—C.C., 1896, Champagne, J., Madore v. Graham, 18 R.J., 129.

Jugé :—1. Une femme commune en biens, défenderesse dans une action, n'est valablement assignée que si copie du bref et de la déclaration a été signifiée à son mari aussi bien qu'à elle ; la signification au domicile conjugal, faite en laissant au mari, pour la défenderesse, une copie du bref, où il est fait mention du mari " pour autoriser son épouse," est insuffisante et nulle.

2. Dans une action en dommages-intérêts pour injures verbales, contre une femme sous puissance de mari, le défaut d'autorisation de la femme, soit par le mari, soit par la Cour, vicie et annule le jugement rendu contre elle.

3. Le fait que le mari a reçu de l'huissier la copie de l'action destinée à sa femme, qu'il a choisi l'avocat pour la défense, et qu'il a assisté à l'enquête ne constitue pas une autorisation suffisante, et le mari a le droit de s'opposer à ce que le jugement rendu contre la femme, dans une action en dommages, soit exécuté contre les biens de la communauté.—C.B.R., 1901, Thibaudeau v. Désilets, 4 R.P., 1.

Une saisie conservatoire sera renvoyée sur exception à la forme, si, prise pour des dommages non liquidés, elle a été émise sans l'ordre d'un juge.—C.S., 1901, Mathieu, J., Poirier v. Ornstein, 3 R.P., 487.

Que le fait qu'un demandeur est décrit sous le nom de " Charles Averill Kennedy " au lieu de " Charles Avery," ne cause pas préjudice, et ne peut donner lieu à une exception à la forme.—C.S., 1901, Lemieux, J., Kennedy v. Shurtleff, 3 R.P., 421.

Held :—If the plaintiff obtains leave to have his writ regularly signed by the prothonotary, and such signature is not affixed in open Court, he cannot foreclose the defendant from pleading without having first served such amendment to him.—S.C., 1901, Davidson, J., Beauchamp v. Gourre, 4 R.P., 201.

Jugé :—Qu'un bref émis au nom d'un Souverain, mais si-

ARTICLE 174.—Continued.

gnifié et rapporté après le décès de ce souverain, n'est pas pour cela devenu nul et qu'il y a lieu de plaider litispendance sur une seconde action entre les mêmes parties pour la même cause.—C.C., 1901, Andrews, J., Ryan v. Fortier, 3 R.P., 526.

The service of a writ of summons addressed to a bailiff of the District of St. Francis, upon a defendant in the District of Arthabaska, by a bailiff of the latter district, is not a nullity per se; and an exception to the form will not lie where no prejudice is suffered.—M.C., 1901, Mulvena, D.M., Hackett v. Courchesne, 19 R.J., 215.

Une action ne sera pas renvoyée parce que le rapport de l'huissier n'apparaît pas sur le bref, s'il est ensuite remédié à cette irrégularité; aucun préjudice n'ayant été causé, l'exception à la forme sera renvoyée, avec dépens, contre le demandeur.—C.S., 1902, Mathieu, J., Soucy v. Forget, 5 R.P., 154.

Le demandeur n'est pas tenu de signer lui-même la déclaration, ni de la faire signer par un procureur spécial, lorsque l'action se borne à demander que les actes y mentionnés soient déclarés frauduleux, quoique le demandeur indique dans cette déclaration qu'il a l'intention de s'inscrire en faux contre les dits actes.—C.S., 1902, Mathieu, J., Marcopostolon v. Fourlesos, 8 R. de J., 516.

Jugé :—Un bref d'assignation, dont l'original n'est pas signé par le protonotaire ou son député, est nul d'une "nullité absolue."—C.S., 1902, Langelier, J., Tapley v. Irving, 4 R.P., 319.

Held :—The omission to describe the person making the affidavit for a fiat for a writ of revendication, and the failure to serve a copy of the affidavit on the defendant or leave it for him at the office of the Court, within three days, do not constitute fatal irregularities in the procedure.—S.S., 1902, Davidson, J., Haddad v. Marcotte, 4 R.P., 313.

Held :—Where the company defendant, in the writ of summons, is described as a "corps politique et incorporé," when it is not an incorporated body at all, as it appears from the Statute creating it, an exception "à la forme" on this ground will not lie when the company fails to prove that it suffers a prejudice by being so described.

2. A motion to amend the writ by striking out the words objected to, will be granted.

3. No costs will be allowed on either proceeding.—S.C., 1902, Pagnuelo, J., Perrault v. The Liverpool, London & Globe Ins. Co., 4 R.P., 395.

Jugé :—1. Une réponse à une intervention contenant des conclusions qui auraient dû être prises dans la requête pour bref de "mandamus" est irrégulière.

2. Une telle réponse doit être attaquée par exception à la forme, et non par inscription en droit.—C.S., 1902, Mathieu, J., Grier v. David, 4 R.P., 373.

V. Art. 153, Joubert v. Leblanc, 4 R.L., n.s., 151.

Sub-Section 2.

Jugé :—1. Qu'il n'est pas nécessaire de mentionner, en décrivant une femme séparée de biens, défenderesse dans une

ARTICLE 174.—Continued.

action, si elle est ainsi séparée judiciairement ou par contrat de mariage.

2. Qu'une femme qui, dans des actes authentiques, a pris la qualité de séparée de biens, ne peut s'objecter à être ainsi décrite, surtout si elle ne détruit pas la présomption qu'elle a fait naître.—C.S., 1897, Lynch, J., Tarte v. Mander, 1 R.P., 195.

Jugé :—Qu'une exception à la forme tendant à faire déclarer à la demanderesse, qui se donne comme épouse séparée de biens, si cette séparation est contractuelle ou judiciaire, sera maintenue si la demanderesse ne vient pas prouver sa séparation de biens.—C.S., 1897, Mathieu, J., Martel v. Tanguay, 1 R.P., 60.

Un mineur qui n'est pourvu d'aucun tuteur ne peut être poursuivi en justice pour dommages causés par sa négligence; et s'il est poursuivi comme majeur, l'action pourra être renvoyée sur une exception à la forme.—C.S., 1898, Mathieu, J., McLaughlin v. Leduc, 4 R.L., n.s., 456.

L'article 3994 S.R.P.Q., qui décrète que nul médecin ou chirurgien n'a le droit de recouvrer aucun compte devant un tribunal, pour aucun avis médical ou chirurgical, pour services professionnels, opérations, ou remèdes qu'il peut avoir prescrits ou donnés, à moins qu'il ne prouve qu'il est enregistré d'après la loi, et qu'il a payé sa contribution annuelle au collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec,—crée une incapacité, et partant, le fait que le demandeur poursuivant pour services professionnels, n'aurait pas allégué qu'il est enregistré d'après la loi et qu'il a payé sa contribution, doit être opposé par exception à la forme et non pas par inscription en droit.—C.S., 1898, Mathieu, J., Marien v. Huot, 15 R.J., 455.

Held :—In an action for damages for bodily injuries instituted by plaintiff, who describes herself as " Dame Mary McDonald, of the City and District of Montreal, wife separate as to property of William Wilson." where the husband is not made a party to the suit to authorize his wife, a motion in the nature of an exception to the form will lie to dismiss the action.—S.C., 1899, Curran, J., McDonald v. Vineberg, 2 R.P., 34.

Jugé :—1. Que, sur exception à la forme alléguant minorité, un délai sera donné au demandeur pour faire nommer un tuteur au défendeur.

2. Que les dépens sur cette exception à la forme seront réservés.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., Gareau v. Denis, 2 R.P., 389.

Jugé :—Que le mineur émancipé ne peut poursuivre seul le recouvrement d'un capital prêté sur obligation, et que son action sera renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1899, Langelier, J., Casgrain v. Mallette, 2 R.P., 115.

Jugé :—Qu'une action sur billet promissoire dirigée contre une femme séparée de biens, sans que son mari soit mis en cause pour l'autoriser, ne sera pas renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1899, Mathieu, J., Richard v. Bernard, 2 R.P., 178.

ARTICLE 174.—Continued.

Jugé :—1. Qu'une demanderesse qui se dit séparée de biens d'après les lois de son domicile matrimonial : e.g., l'Italie, ne sera pas déboutée de son action sur exception à la forme, si une traduction des lois de son pays, certifiée par le consul de son pays, et corroborée par un employé du consulat, même si cet employé n'est pas membre du barreau du pays de la demanderesse, appuie cette prétention.

2. Que les frais d'une telle exception à la forme suivront le sort de la cause.—C.C., 1899, Champagne, J., Nucciaroni v. Manella, 2 R.P., 265.

The right of action for damages for personal injuries sustained by a married woman, commune en biens, belongs exclusively to her husband, and she cannot sue for the recovery of such damages in her own name, even with the authorization of her husband.

Where it appears upon the face of the writ of summons and statement of claim that plaintiff has no right of action, it is not necessary that objection should be taken by exception "à la forme." Absolute want of legal right of action may be invoked by a defendant at any stage of a suit.—Supreme Court, 1900, McFarran v. Montreal Park & Island Ry. Co., 30 S.C.R., 410.

Que la femme mariée, séparée de biens, peut être poursuivie sans son mari, pour le recouvrement d'un billet promissoire signé par elle, et qu'une exception à la forme, basée sur le fait que son mari n'est pas assigné pour l'autoriser, est mal fondée.—C.S., 1900, Mathieu, J., Fraser v. Ogilvie, 3 R.P., 424.

Que le fait de garder des pensionnaires dans la maison ne constitue pas un acte de commerce nécessitant l'autorisation maritale ; et qu'au reste ce grief ne serait pas un moyen d'exception à la forme.—C.S., 1900, Loranger, J., Parizeau v. Huot, 3 R.P., 395.

Que le défaut d'autorisation de la demanderesse mariée pour ester en justice doit être plaidé par exception à la forme, et non par défense en droit.—C.C., 1900, Bélanger, J., Major v. Léger, 6 R.L., n.s., 144.

Jugé :—1. Les procédures faites par une femme sous puissance de mari, avant d'être autorisée soit par son mari, soit par la Cour, sont absolument nulles et cette nullité doit être prononcée même si elle est demandée seulement après enquête, à l'argument.

2. Cependant la demande d'autorisation de la défenderesse faite par le demandeur aussi à l'argument doit être accordée.

3. Il ne peut être adjugé sur les frais des procédures faites entre les parties avant telle autorisation.—C.S., 1901, Andrews, J., Demers v. Dufresne, 4 R.P., 130.

Sub-Section 2.

Semble.—Qu'une action prise contre l'interdit pour ivrognerie ne doit pas nécessairement être dirigée contre l'interdit lui-même.—C. S., 1897, Archibald, J., Renaud v. Hoffman, 1 R.P., 75.

Held :—1. That the curator to a person interdicted for habitual drunkenness does not represent the person of the interdict, and, therefore, cannot be sued instead of the interdict.

ARTICLE 174.—Continued.

2. That the suit must be taken against the interdict himself, but the curator must be made a party to it, the law suit necessarily affecting the interdict's property.—S.C., 1897, Mathieu, J., *Shepherd v. Hoffman*, 1 R.P., 26.

Le liquidateur d'une compagnie insolvable ne peut pour suivre sans l'autorisation du juge, son autorisation subséquente étant insuffisante. Dans le cas de poursuite sans cette autorisation, l'action pourra être renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1897, Mathieu, J., *Common v. McCaskill*, 3 R.L., n.s., 463.

Held :—In an action by an heir, his failure to give a complete description of his filiation and of those he represents will be ground for an exception to the form.—S.C., 1897, Mathieu, J., *Goyette v. Fournier*, 1 R.P., 25.

Lorsqu'un étranger intente une action en justice dans une qualité quelconque, il doit alléguer et prouver, come matière de fait que, suivant la loi de son domicile, il a le droit de poursuivre ; à défaut de cette preuve, son action peut être renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Chalmers v. The Shoe Wire Grip Co.*, 4 R.L., n.s., 397.

Jugé :—Que le défaut par un médecin qui réclame des honoraires professionnels, de se décrire comme dûment enregistré et ayant payé sa contribution annuelle au Collège des Médecins, doit être invoqué par exception à la forme, et qu'une inscription en droit basée sur ce défaut sera rejetée.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Marlen v. Huot*, 2 R.P., 97.

Par le paragraphe 3 de l'article 174 C.P.C., l'absence de qualité du demandeur pour faire une plainte sous l'article 987 C.P.C., doit être invoquée par exception à la forme.—C.R., 1899, Mathieu, J., *Lynch et DeLorimier, J.J., Sigouin v. Viau*, 5 R. de J., 410.

Held :—That several plaintiffs have a right to bring a joint action whereby each claims an equal share of the sum alleged to be due by the defendant under a single contract, and the defendant will not be allowed to plead, by exception to the form, that he cannot set up against the plaintiffs the different defences which he may have against each of them.—S.C., 1899, Doherty, J., *Leggat v. McIndoe*, 2 R.P., 399.

Qu'une femme mariée, séparée de biens, qui poursuit, comme marchande publique, avec son mari pour l'autoriser, est suffisamment décrite, et il n'est pas nécessaire qu'elle donne sa raison sociale et son genre d'affaires.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Laurent v. Baxter*, 6 R.L., n.s., 191.

Qu'une défense à une action intentée par un tuteur es-qualité, qui contient comme moyens que le mineur est domicilié en dehors de la Province de Québec ; qu'il avait déjà en Italie un autre tuteur autre que le demandeur ; que le demandeur et le mineur ne sont pas sujets britanniques ; que le demandeur n'est tuteur qu'aux biens et non à la personne du dit mineur, soulève des questions qui peuvent être plaidées au fonds, et non pas des questions de formes qui auraient dû être soulevées par une exception préliminaire.—C.S., 1900, Gill, J., *Dini v. The Canadian Construction Company*, 6 R.L., n.s., 213.

ARTICLE 174.—Continued.

Jugé :—Que si le testament ne pourvoit pas au remplacement des exécuteurs, celui qui a été nommé co-exécuteur en remplacement d'un exécuteur qui a résigné, n'a pas qualité pour agir comme tel, et une intervention faite par des co-exécuteurs, sera, sur exception à la forme, renvoyée quant à l'exécuteur ainsi irrégulièrement nommé en remplacement d'un autre.—C.S., 1900, Gill, J., Lavoignat v. MacKay, 2 R.P., 493.

Que le demandeur qui poursuit en recouvrement de frais et de dommages à lui causés par l'émanation d'un bref d'injonction, sera tenu, sous peine de renvoi de son action, d'indiquer dans un certain délai, le montant qu'il réclame pour frais, et celui qu'il réclame pour dommages, et la nature générale de ces frais et de ces dommages.—C.S., 1900, Mathieu, J., Sabiston v. The Montreal Litho. Co., 3 R.P., 393.

That the default of serving a detailed account upon the defendant is no ground for an exception to the form, and can have no other effect than to delay the judgment or proceedings until the account is served.—S.C., 1900, Tait, A.C.J., Perrigo v. Arcand, 3 R.P., 350.

That the delay between the service of a petition in contestation of a municipal election and the presentation thereof, is the ordinary delay for the return of summons, and not merely one clear day.—S.C., 1901, Archibald, J., Trudel v. Guay, 3 R.P., 481.

2. Que la charte de la Cité de Montréal n'exige pas que la requête et le bref de " Quo warranto " soient signifiés à l'échevin dont on conteste l'élection, dans les trente jours qui ont suivi le vote, ou la nomination s'il a été élu par acclamation.

3. Que la présentation de la requête pour bref " quo warranto " se fait "—ex-parte," le juge déterminant lui-même, s'il trouve l'affidavit satisfaisant, les délais dans lesquels le défendeur doit comparaître, et il appartient ensuite au requérant de faire signifier la copie de ce bref avec la copie de la requête et de l'ordre du juge dans les délais appropriés à la nature du litige et suffisants pour permettre au défendeur de se défendre avec sûreté et en pleine connaissance de cause.

4. Qu'un délai de six jours entre la signification de la copie du bref de " quo warranto " et des autres pièces, et le rapport du bref, est suffisant.

5. Que l'ordre du juge permettant l'émanation du bref de " quo warranto " et des autres pièces, n'est pas épuisé par la signification d'une copie de ces pièces faite à la femme du défendeur, dans la rue, le domicile du défendeur étant fermé : l'ordre ne devient épuisé que le jour du rapport, soit par le rapport lui-même ou le défaut de rapport.

6. Que le juge qui reçoit une requête assermentée exerce des fonctions purement ministérielles et qu'il n'appartient pas à la cour de considérer si la réception de la requête était justifiée.

7. Que le défaut de mentionner les noms et résidences des personnes accusées d'avoir pratiqué dans une élection des menées corruptrices et de particulariser la nature de ces

ARTICLE 174.—Continued.

menées et les dates, lieux et circonstances où elles ont été commises, peut donner lieu à une motion pour détails, mais non à une exception à la forme par laquelle on demande le renvoi de l'action.

8. Que ces particularités peuvent être demandées après les délais fixés pour produire une exception à la forme.—C.S., 1901, Mathieu, J., Clarke v. Jacques, 3 R.P., 12.

Jugé :—Une action prise contre une banque en liquidation, sans autorisation préalable de la cour, sera renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1902, Mathieu, J., Marcotte v. Turcot, 4 R.P., 342.

Jugé (inter alia) :—La communauté entre les époux pour-suivis en dommages, bien qu'étant un moyen de défense au fond, peut être plaidé par une exception à la forme, si elle constitue une bonne défense.—C.S., 1902, Langelier, J., Shank v. Bourassa, 4 R.P., 287.

Sub-Section 4.

Dans une action rapportée le 17 août 1896, il est trop tard au mois de mars 1898, pour demander des particularités ; cette demande devait être faite dans les quatre jours du rapport du bref.—C.S., 1898, Mathieu, J., Provost v. La Cité de Montréal, 4 R.L., n.s., 313.

Held :—That a plaintiff has a right in answer to an opposition to judgment, to allege admissions of liability made by the defendant subsequently to the institution of the action on the production of the opposition, and such allegations will not be rejected on motion.—S.C., 1899, Doherty, J., Marion v. Leroux & Leroux, 2 P.R., 564.

Que dans une saisie-revendication, le demandeur peut se borner à alléguer son droit de propriété aux meubles qu'il revendique, et les vices de possession des détenteurs, et, s'il anticipe sur les moyens de défense, il n'est pas tenu d'exposer en détail les vices du titre du défendeur.—C.S., 1899, Mathieu, J., Emmans v. Desmarais, 2 R.P., 261.

Jugé :—1. Le fait que des allégations nécessaires au soutien de la demande, seraient faites dans la réponse au lieu d'être dans la déclaration doit être invoqué par exception à la forme et non par inscription en droit.

2. Preuve avant faire droit sera ordonnée sur telle inscription.—C.S., 1899, Mathieu, J., The Imperial Bank v. Quinn, 2 R.P., 396.

Jugé :—1. Semble que dans une action prise par le cessionnaire d'une créance contre le débiteur cédé, une allégation disant que le signataire du transport est membre de la société cédante et autorisé à agir pour elle doit être mise dans la déclaration.

2. Que si, cependant, telle allégation est mise dans la réponse au plaidoyer, c'est par exception à la forme et non par inscription en droit qu'il faut la faire rejeter.

3. Que preuve avant faire droit sera ordonnée sur telle inscription, dépens réservés.—C.S., 1900, Mathieu, J., Darcy v. Hughes, 2 R.P., 492.

Jugé :—Que l'action prise par quatre fiduciaires survivants

ARTICLE 174.—Continued.

et par les exécuteurs testamentaires et fiduciaires du cinquième fiduciaire décédé est bien prise, quant à la forme, quand leur administration a été conjointe.—C.S., 1900, Routhier, J., Kennedy v. Housman, 2 R.P., 515.

Jugé :—Un défendeur, poursuivi sur jugement rendu à l'étranger, ne peut, par exception à la forme, demander que le demandeur soit tenu de lui fournir et indiquer les causes d'action dans la poursuite où ce jugement a été rendu, vu qu'il est constaté par le certificat du greffier de la dite Cour que le compte a été signifié au défendeur personnellement avec le bref dans la poursuite intentée à l'étranger.—C.S., 1902, Mathieu, J., Smith v. Beaubien, 4 R.P., 473.

General.

La défense demandant le rejet d'une requête civile parce qu'elle aurait été présentée après les six mois mentionnés à l'article 1178 C.P.C., est un plaidoyer de prescription qui doit être opposé au mérite, et non par exception à la forme.—C.S., 1897, Archibald, J., Durocher v. Durocher, 3 R.L., n.s., 460.

Une partie ne peut, sur motion, faire rejeter une pièce de procédure qui ne paraît pas pouvoir lui porter préjudice, tel que, dans l'espèce, une exception à jugement.—C.S., 1898, Mathieu, J., Poitras v. Aubry, 4 R.L., n.s., 324.

Held :—1. That the original of a petition presented to a Judge in Chambers and filed with the curators, when it is, in substance and effect, a contestation of the dividend sheet, and its conclusions taken are those of a contestation, will serve all the purposes of a regular contestation when the curators have not suffered any prejudice thereby.

2. That the allegation in the exception filed by the curator, that the dividends contested had been paid, is not a matter for exception to the form.—S.C., 1898, Tait, A.C.J., In re Beauchamp, 1 P.R., 537.

Que dans une action où le défendeur, poursuivi pour marchandises vendues et livrées, se porte demandeur reconventionnel en dommages pour défaut de livrer le reste des marchandises achetées, des allégations de la demande incidente énonçant que le raisin qu'il a dû se procurer ailleurs, vu le défaut par le demandeur de livrer la qualité vendue, était d'une qualité inférieure à celui du demandeur, sont assez précises pour que le demandeur n'en éprouve pas de préjudice, et ne seront pas rejetées sur exception à la forme.—C.S., 1900, Mathieu, J., Hart v. Timossi, 3 R.P., 58.

Qu'une motion de la nature d'une exception à la forme, accompagnée d'un certificat de dépôt, mais sans avis de jour pour sa présentation, n'a pas pour effet de suspendre les délais pour plaider, et le demandeur aura droit à ses frais sur un défaut de plaidoyer et une inscription "ex-parte" faite dans l'intervalle.—C.S., 1900, Routhier, J., Lainé v. Powell, 3 R.P., 135.

Qu'une exception à la forme signée par un procureur autre que celui qui a comparu, sans désaveu ou substitution, sera renvoyée comme irrégulière.—C.S., 1900, Langelier, J., Moreau v. Lamarche, 3 R.P., 121.

Le défaut de conclure contre le mis en cause donne lieu à une exception à la forme par le mis en cause.—C.S., 1900, Mathieu, J., Chaussé v. Houle, 3 R.P., 179.

Jugé :—Qu'une action en nullité de résolution et de contrat ne peut être sommaire, et sur exception à la forme, la Cour ordonnera de retrancher tout ce qui a trait à la nullité du contrat lui-même.—C.S., 1900, Gill, J., Bédard v. La Cité de St-Henri, 3 R.P., 212.

Held :—That a petition in contestation of a municipal election will be dismissed on exception to the form, where one of the sureties given is a bailiff of the Superior Court.—S.C., 1900, Davidson, J., Charbonneau v. Ouimet, 3 R.P., 206.

Held :—1. That in a "qui tam" action for failure to register a partnership, it is not necessary to state the whole declaration in the affidavit, but only to make such a summary statement as will be necessary to show that in making the affidavit the plaintiff was referring to the same matter as is stated in the declaration.

2. That the words "carry on business" sufficiently designate a commercial or trading business in the sense of art. 1134 and 1834a C.C., especially where it is further alleged that the defendant acted in violation of those articles.

3. That the word "alone" sufficiently indicates that the defendant was not associated in partnership with any other person.

4. That the word "transmit" a declaration is not sacramental, and that the word "fyle" may be substituted thereto.

5. That the name "Rothholz Sparging Co." used as a business name, is manifestly such a name as is referred to in sect. 5636 R.S.Q.—S.C., 1900, Archibald, J., Bull v. Lanigan, 3 R.P., 329.

Jugé :—Qu'on n'est pas tenu, dans les exceptions préliminaires, et à plus forte raison dans celles qui sont faites à une requête en contestation d'élection, d'alléguer spécifiquement préjudice.—C.S., 1901, Lemieux, J., Sweeny v. Lovell, 3 R.P., 422.

Qu'il n'y a pas lieu à une citation préalable en conciliation, dans une poursuite d'un cultivateur pour le service de son taureau ;

Qu'une action de ce genre est valablement prise comme procédure sommaire ;

Qu'une motion alléguant défaut de conciliation est de la nature d'une exception à la forme

Qu'une exception de ce genre doit être produite dans les trois jours qui suivent l'entrée de l'action.—C.C., 1901, Taschereau, J., Charbonneau v. Alarie, 5 R.P., 89.

Semble, qu'une exception à la forme doit réserver le recours du demandeur.—C.C., 1902, Champagne, J., Hénault v. Fulton, 5 R.P., 213.

ARTICLE 175.

Il suffit dans une déclaration sur saisie-revendication d'alléguer que le demandeur est propriétaire de l'objet revendu sans qu'il soit nécessaire de spécifier son titre.—C.C., 1897, Tellier, J., Hébert v. Bourguignon, 1 R.P., 1.

ARTICLE 176.

Held :—That a married woman who sues, authorized by her husband, must allege that she is separated as to property, as otherwise the action would belong to the husband alone, as the chief of the community.—S.C., 1898, Davidson, J., Thivierge v. Curé de St-Vincent de Paul, 1 P.R., 378.

Jugé :—Qu'une femme commune en biens, dont le mari est interné dans un asile d'aliénés, doit, pour avoir le droit d'intenter une action pour injures personnelles, faire nommer un curateur à son mari et se faire autoriser par lui, et non pas demander l'autorisation du tribunal ou du juge pour ester en justice.—C.C., 1898, Champagne, J., Rose v. Perrault, 1 R.P., 402.

Held :—That a married woman, separate as to property may, without the authorization of her husband, validly oppose the seizure and sale of moveables seized for a debt of the husband, such opposition being a matter of simple administration, and a motion to dismiss the opposition on the ground that the husband has not been a party to the proceedings to authorize his wife will be rejected.—C.C., 1898, Champagne, J., Lortie v. Armitage & Dickson, 1 P.R., 590.

Jugé :—Qu'une partie qui demande l'émission d'une règle pour mépris de Cour à cause des allégations d'une requête civile, n'est plus reçue après le rejet de sa motion, à se plaindre de ce que copie de cette requête ne lui a jamais été signifiée.—C.S., 1899, Mathieu, J., Duff v. Palliser, 2 R.P., 237.

Jugé :—Que la demande d'un compte sommaire de tutelle doit être faite par action ordinaire, et non par requête à un juge en chambre.—C.S., 1899, Langelier, J., Guilmond v. Vallée, 2 R.P., 237.

Que l'inscription en révision d'un jugement produite après les délais voulus par la loi, pour inscrire en révision, ne peut pas retarder l'exécution de ce jugement.

Qu'une opposition basée sur ces faits sera renvoyée sur motion.—C.S., 1900, Mathieu, J., Atkinson v. Ryan, 3 R.P., 94.

La cause est inscrite en révision par le demandeur. Le défendeur demande par motion que l'inscription en révision soit rayée du rôle et que la cause soit renvoyée dans le district d'Arthabaska, vu le défaut du demandeur, de mettre en cause, en révision, la défenderesse en garantie.

Celle-ci a comparu à la demande principale et y a plaidé. Mais le défendeur principal a aussi plaidé à la demande principale.

Jugé :—La mise en cause de la défenderesse en garantie n'est pas requise dans l'inscription en révision du jugement décidant du sort de la demande principale.—C.S., 1900, Gastonguay v. Savole, 3 R.P., 398.

Jugé :—Qu'un défendeur ne peut pas invoquer, comme moyen de nullité de la saisie, la description erronée, que le demandeur fait, de son domicile, s'il est décrit au bref de saisie et au procès-verbal comme il l'a été dans le bref d'assignation, et s'il n'a pas invoqué cette irrégularité dans les délais voulus pour la production d'une exception à la forme. (Art. 176 C.P.)

Qu'une intervention ne peut reposer sur des vices de forme, couverts par le défaut du défendeur de les invoquer dans les délais.

Qu'un acheteur de meubles garnissant les lieux loués, ne peut, en faisant signifier au locateur copie de l'acte de vente, soustraire ces effets des gages auxquels ils étaient affectés.—C.S., 1900, Mathieu, J., Wilson v. McAvoy, 2 R.P., 440.

ARTICLE 177.

Jugé :—Que la procuration donnée à une société légale ou à un ou deux de ses membres pris séparément, reste suffisante après que certains membres de cette société se sont retirés et ont été remplacés par d'autres.—C.S., 1897, Mathieu, J., Budd v. St. Jean, 1 R.P., 10.

Jugé :—Que dans une action intentée par une femme séparée de biens qui réside à Montréal, mais dont le mari est domicilié hors des limites de la Province de Québec, il n'y a pas lieu de donner cautionnement pour les frais.—C.S., 1898, Mathieu, J., Reed v. Eaves, 1 R.P., 177.

Le faiseur d'un billet promissoire ne peut arrêter par exception dilatoire, l'action du porteur, afin d'appeler l'endosseur en garantie.—C.S., 1897, Mathieu, J., La Banque de Québec v. Ford, 1 R.P., 14.

Held :—Where a person residing abroad issues in this province a "saisie-arrêt après jugement," he is required, in addition to giving security for costs, to produce a power of attorney; but, where upon his death a relative takes up the suit, such relative although bound to give security for costs of the "reprise d'instance," is not bound to furnish a new power of attorney where it has been given in the "saisie-arrêt."—S.C., 1898, Mathieu, J., Denton v. Arpin, 1 P.R., 123.

A relative who takes up the suit of a foreign plaintiff who has given security for costs, must give security for the costs of the "reprise d'instance." (But see Boxer v. Judah, M.L.R., 2 Q.B., 320).—S.C., 1898, Mathieu, J., Denton v. Arpin —& Denton, 1 P.R., 123.

Jugé :—Qu'un arrangement entre le demandeur et le défendeur, par lequel le demandeur s'engage, après jugement, à accepter le paiement de la dette par versements et se charge de payer les frais de son avocat, ne lie pas ce dernier, et s'il prend une saisie-arrêt après jugement pour ses frais, le défendeur ne sera pas reçu à appeler le demandeur en garantie sur la saisie-arrêt.—C.S., 1898, Mathieu, J., Marchand v. Dansereau et La Cité de Montréal, 1 R.P., 523.

Held :—That the maker of a promissory note cannot stay proceedings for the purpose of calling in parties who should pay in his place.—S.C., 1898, Archibald, J., Renaud v. Labelle, 1 P.R., 116.

Jugé :—Que le défendeur poursuivi sur un billet adiré a le droit d'exiger que le demandeur lui donne des cautions qu'il ne sera pas troublé par un tiers porteur de bonne foi; mais doit le faire par voie d'exception dilatoire, et non autrement.—C.S., 1898, Lemieux, J., Brown v. Barden, 1 R.P., 109.

ARTICLE 177.—Continued.

Jugé :—Que pour qu'il y ait lieu à la garantie simple et à l'exception dilatoire pour obtenir délai pour intenter une action en garantie, il faut que le garant soit obligé vis-à-vis du créancier poursuivant.—C.S., 1898, Mathieu, J., Lyman v. Sénécal, 1 R.P., 233.

Jugé :—Qu'un défendeur ne peut, par exception dilatoire, obtenir la suspension des procédures pour appeler en garantie un tiers qui se serait chargé, par un acte subséquent à l'obligation du défendeur, du paiement de sa dette.—C.S., 1898, Mathieu, J., Montreal Land & Improvement Co., v. Dinelle, 1 R.P., 573.

Jugé :—Lorsque des exécuteurs testamentaires sont poursuivis en leur qualité par la veuve du défunt, qui est elle-même tutrice aux enfants mineurs héritiers de la succession, ils ont droit de demander, par voie d'exception dilatoire, que les procédures soient suspendues pendant un délai raisonnable, pour leur permettre d'appeler en cause les héritiers et faire nommer un tuteur "ad hoc" aux dits enfants mineurs.—C.S., 1898, Choquette, J., Chevreffils v. Noël, 1 R.P., 402.

Jugé :—Que le signataire d'un billet ne peut par exception dilatoire arrêter la poursuite intentée contre lui en vertu de ce billet, sous prétexte qu'il est lui-même demandeur dans une action en dommages-intérêts contre le demandeur actuel, et que au cas où son action serait maintenue, il y aura de plein droit compensation entre les deux dettes.—C.S., 1898, Teller, J., Demers v. St-Louis, 1 R.P., 135.

Held :—That a defendant cannot by motion obtain delay to plead for the purpose of securing benefit of inventory, such benefit having to be secured by means of a dilatory exception, subject to certain delays and formalities.—S.C., 1898, Davidson, J., Bell v. Garceau, 2 P.R., 407.

Une personne peut poursuivre de nouveau sans payer les frais d'un congé défaut. Dans ce cas le seul droit du défendeur est de demander la suspension des procédés par exception dilatoire.—C.C., 1898, Gagné, J., Desbiens v. Sénécal, 4 R.L., n.s., 416.

Que le défendeur qui présenté une motion pour péremption d'instance et qui l'a ensuite retirée avec dépens contre lui ne peut en présenter une dernière sans avoir préalablement payé les frais de la première.—C.S., 1898, Mathieu, J., Ward v. Chagnon, 5 R.L., n.s., 56.

Jugé :—1. Les billets à demande se prescrivent par cinq ans, à compter de leur date, et non à compter de leur présentation pour paiement.

2. Le débiteur d'un billet adiré, mais non prescrit, ne peut exiger un cautionnement que lorsque le créancier en fait le recouvrement judiciaire.

3. Cette demande de cautionnement doit être faite par voie d'exception dilatoire, suivant l'article 177 C.P.C.—C.S., 1898, Lemieux, J., Brown v. Barden, 13 R.J., 151.

Held :—That a testamentary executrix, usufructuary under

ARTICLE 177.—Continued.

a will, has no right, in an action taken to have her removed from her office of executrix on grounds of mal-administration, neglect and refusal to make an inventory, personal to herself, to ask, by dilatory exception, that the proceedings be stayed until her co-executor is made a party to the suit.—S.C., 1899, Archibald, J., Augé v. Roy, 2 P.R., 431.

Jugé :—Que la caution poursuivie après que les demandeurs ont obtenu jugement contre le débiteur principal, que celui-ci a inscrit en Révision de ce jugement, et après qu'elle a reçu et déclaré sur une saisie-arrêt de la part de créanciers de ces demandeurs, peut, par exception dilatoire, demander que tous procédés soient suspendus aussi longtemps que la cause en Révision et la saisie-arrêt seront pendantes.—C.S., 1899, Curran, J., Goulet v. Fenlin, 2 R.P., 572.

Held :—1. That a defendant sued for one instalment of the purchase price of an immoveable cannot by dilatory exception ask that the proceedings be stayed until his vendor be called in warranty, the said vendor, common as to property with his wife, having purchased the said immoveable while the continuation of community was in force.

2. That the husband, as the head of the continuation of community, has the power and the right to dispose of all the property belonging to the said continuation, and the purchaser thereof has no reason to fear trouble from children.

3. That if the facts alleged in a dilatory exception are sufficiently established by the deeds filed in support of the motion or exception, the plaintiff who answers in writing and provokes an "enquête" upon the facts so established and succeeds on the motion will pay his costs subsequent to the presentation of the motion.—S.C., 1899, White, J., Gaudet v. Bisson, 2 P.R., 90.

Jugé :—Que dans une action personnelle sur prêt d'argent, on ne peut conclure au délaissement de l'immeuble hypothéqué pour garantir ce prêt, et que l'action contre le tiers détenteur de l'immeuble sera différée jusqu'à ce que les conclusions personnelles contre les emprunteurs soient retirées.—C.S., 1899, Langelier, J., Anderson v. Taillefer, 2 P.R., 78.

Jugé :—Que le faiseur d'un billet promissoire peut par exception dilatoire, demander à appeler en garantie celui pour l'accommodation duquel le billet a été fait, si ce billet a été transporté au demandeur sans considération, et dans le but d'intenter la poursuite au faiseur. C.S., 1899, Mathieu, J., Champagne v. Ste-Marie, 2 R.P., 111.

Jugé :—Que le faiseur d'un billet d'accommodation, poursuivi pour le montant de ce billet, a droit à une exception dilatoire pour appeler en garantie l'endosseur de ce billet, au bénéfice duquel il a été fait.—C.S., 1899, Langelier, J., Deserres v. Lefebvre, 2 R.P., 133.

Jugé :—Qu'il n'y a pas lieu de suspendre les procédés sur une action jusqu'à ce que les frais d'une action analogue, renvoyée sur exception à la forme, aient été payés. C.S., 1899, Mathieu, J., Girard v. Brais, 2 R.P., 172.

Jugé :—1. Qu'un défendeur qui a obtenu la permission de ne pas plaider tant qu'un exhibit au soutien de la demande ne

ARTICLE 177.—Continued.

serait pas produit, peut faire une exception dilatoire dans les trois jours qui suivent la production de cette pièce.

2. Que le fait que des moyens d'exception dilatoire peuvent être invoqués au fond, n'empêche pas la partie poursuivie de les plaider par exception.

3. Qu'une exécutrice testamentaire dont on demande la destitution pour mauvaise administration, a le droit de demander par exception dilatoire, que ses co-exécuteurs soient mis en cause.—C.S., 1899, Langelier, J., Carrière v. Roy, 2 R.P., 402.

Jugé:—Que si une requête est faite pour faire déclarer exécutoire un ordre d'une cour étrangère déclarant l'intimé contribuable d'une compagnie, et demande une condamnation contre l'intimé pour le montant de sa contribution, il y a lieu pour l'intimé de demander cautionnement pour les frais, et si, sur cette motion, le requérant se désiste de sa demande de condamnation, l'intimé qui retire sa motion pour cautionnement a droit à ses frais de motion contre le requérant.—C.S., 1899, Mathieu, J., The Ont. Transportation Co. v. Renouf, 2 R.P., 226.

Jugé:—Qu'une hypothèque devant tenir lieu de cautionnement sera jugée valable, bien que l'avis de la production de témoins pour estimer la propriété hypothéquée, ait porté une date erronée, si d'ailleurs il appert que les garanties offertes par celui qui en est tenu, sont suffisantes.—C.S., 1899, Mathieu, J. Leroux v. McIntosh, 2 R.P., 180.

Cautionnement pour Frais.—1. Where a plaintiff has made a deposit in a bank to serve as security for costs—the deposit being in the joint names of the attorneys of the parties—the Court is not competent to exercise summary control by permitting the plaintiff on motion to withdraw the deposit.

2. Even if security had been given in the ordinary manner, the plaintiff would not be entitled to be liberated therefrom until the case was finally determined in appeal.—S.C., 1899, Archibald, J., Watts v. The Grand Trunk Railway Co., 16 R.J., 159.

A motion for security for costs, being in the nature of a dilatory exception, must be accompanied by the deposit required by law in such case.—S.C., 1899, Langelier, J., Rogerson v. The Luxfer Prism Co., 16 R.J., 210.

G. poursuit L. pour une somme de \$20. Après la signification de l'action, J., qui a un jugement contre G, fait émaner une saisie-arrêt après jugement entre les mains du défendeur, L. Lors de l'entrée de l'action, L. comparait, et produit une exception dilatoire, demandant que les procédures soient suspendues jusqu'à adjudication sur la saisie-arrêt:—

Jugé:—Le fait qu'une saisie-arrêt après jugement aurait été signifiée au défendeur, à la poursuite d'un créancier du demandeur, ne justifie pas le défendeur de demander la suspension des procédures, les deux instances étant complètement distinctes et séparées; nonobstant telle saisie-arrêt, le demandeur peut procéder à jugement. Ce cas n'est pas non plus prévu par l'Art. 177 C.P., et ne saurait en conséquence être la base d'une exception dilatoire.—C.C., 1899, Choquette, J., Gagnon v. Lupien, 2 R.P., 39.

ARTICLE 177.—Continued.

Held :—Where a dilatory exception was made by defendant alleging that plaintiff had left the Province since the institution of the action and asking for security for costs before pleading, the bailiff's return upon a subpoena to the effect that he was unable to find the plaintiff, and that he had been informed that plaintiff left the Province, was sufficient, at the trial, to throw the burden of proof upon plaintiff to show that he was still domiciled in the Province.—C.C., 1899, Dorion, J., *Beamolt v. Barsky*, 3 P.R., 192.

Jugé :—Que dans le cas où le demandeur est décrit dans le bref de sommation comme résidant en la Province de Québec, mais de fait n'y réside pas ou a laissé la province depuis l'institution de l'action, le défendeur qui en a été informé après la production de son plaidoyer, peut demander un cautionnement pour frais par voie de motion, et cette motion n'a pas besoin d'être accompagnée du dépôt requis pour les exceptions préliminaires, mais elle doit être présentée aussitôt que le défendeur a connaissance de l'absence du demandeur, et elle sera accordée, si le défendeur a fait la diligence voulue.—C.C., 1899, Casault, J. en C., *Vianez v. Meunier*, 2 R.P., 46.

Action réclamant le prix d'un chapeau brisé par un glacon tombé du toit de la maison de la défenderesse. Le demandeur se présenta chez elle pour réclamer la valeur de son chapeau ; elle lui demanda de voir celui-ci et qu'elle paierait ensuite. Plus tard le demandeur écrivit à la défenderesse qu'il n'irait pas chez elle. Alors la défenderesse envoya un expert pour voir le chapeau, on refusa de le laisser voir.

La défenderesse fit motion à l'effet de ne pas être tenue de plaider avant d'avoir vu le chapeau et constaté les dommages.

Que cette exception est bien fondée et que la partie n'est pas tenue de plaider avant d'avoir pu faire constater la valeur des dommages qu'on lui réclame.—C.C., 1899, Routhier, J., *Derny v. Marceau*, 16 R.J., 226.

Qu'une caution poursuivie après que le demandeur a obtenu jugement contre le débiteur principal et que celui-ci a inscrit ce jugement devant la Cour de Révision, et après qu'il a reçu des saisies-arrêts après jugement de la part des créanciers des demandeurs, peut faire une exception dilatoire demandant que les procédés soient suspendus aussi longtemps que la cause devant la Cour de Révision et les saisies-arrêts après jugement seront pendantes.—C.S., 1893, Curran, J., *Goulet v. Fenlin*, 6 R.L., n.s., 40.

Jugé (renversant *Loranger, J.*) :—1. La procuration que doit donner une compagnie étrangère à ses avocats ou à ses représentants doit être l'acte de cette compagnie elle-même, ou de ses directeurs siégeant comme bureau de direction et agissant pour la compagnie, et non celui de la majorité des directeurs agissant individuellement.

2. La procuration donnée par une compagnie d'assurance à l'un de ses employés, l'autorisant à inspecter les agences et à poursuivre, ne l'autorise pas à donner à ses avocats la procuration requise par l'art. 177 C.P.—C.B.R., 1900, *Kavanagh et Norwich Union Ins. Co.*, 4 R.P., 229.

Jugé :—Dans une action contre l'acquéreur d'un immeuble

ARTICLE 177.—Continued.

pour faire déclarer tel immeuble affecté au privilège de constructeur enregistré sur icelui et pour le faire vendre en justice, il n'est pas nécessaire que le vendeur, débiteur personnel, soit mis en cause.—C.S., 1900, Routhier, J., Pouliot v. Pelletier, 3 R.P., 236.

Jugé :—Que l'endosseur de billets signés par une compagnie incorporée, qui allègue lui en avoir payé le montant, et l'appelle en garantie dans une action basée sur ces billets, n'est pas recevable, à plaider que la demanderesse en garantie n'avait pas qualité pour signer ces billets.—C.S., 1900, Mathieu, J., Ball v. Atlantic & Lake Superior Ry. Co., 3 P.R., 315.

Jugé :—Que la Cité de Montréal, poursuivie en dommages, pour une chute faite sur un de ses trottoirs, a le droit d'appeler en garantie le propriétaire ou l'occupant de l'immeuble en face duquel se trouve ce trottoir.—C.S., 1900, Langelier, J., Cité de Montréal v. Congrégation N.-D., 3 R.P., 475.

Held :—Recourse in warranty exists wherever the person sought to be charged as warrantor is by the effect of a convention between him and the party so seeking to charge him, bound to protect the latter or indemnify him for the condemnation sought to be obtained against him.—S.C., 1900, Doherty, J., Chênevert v. David, 3 P.R., 201.

Un défendeur qui est poursuivi à raison d'une dette dont il est le débiteur principal, ne peut, par exception dilatoire, arrêter la demande principale en prétendant qu'il a un recours en garantie à exercer contre un tiers, qui se serait engagé à payer cette dette pour lui au demandeur.—C.S., 1900, Mathieu, J., Rocher v. David, 18 R.J., 156.

Where an opposition is filed to a seizure in execution of a judgment, the opposant is the person who institutes a proceeding within the meaning of art. 29 C.C., and he is not entitled to ask for security for costs from the plaintiff contesting the opposition, on the ground that he resides out of the province. S.C., 1900, Archibald, J., Chenel v. Jobin, 18 R.J., 393.

Les demandeurs résident à Toronto, mais ont un bureau d'affaires à Joliette, dans la Province de Québec. Motion pour cautionnement pour frais.

Que dans ce cas les demandeurs sont tenus de donner le cautionnement pour frais exigé par la loi.—C.S., 1900, Andrews, J., Ross v. International Hydraulic Co., 18 R.J., 439.

Jugé :—1. Un créancier dont l'huissier aura, par erreur, pratiqué une saisie chez une personne autre que le défendeur, se libérera en payant une indemnité et en donnant main-levée des effets saisis, et aura son recours contre l'huissier pour se faire rembourser.

2. Cet huissier, s'il a promis de payer le montant, ne pourra pas plus tard, sur une poursuite en recouvrement, plaider que le créancier aurait dû attendre la poursuite de la personne ainsi saisie illégalement et qu'il aurait dû l'appeler en garantie : sa reconnaissance de la dette le prive du droit à ce plaider.—C.C., 1900, Andrews, J., Bédard v. Trudeau, 3 R.P., 75.

Jugé :—Le tribunal n'accordera pas la permission d'appeler une personne dans la cause avant qu'il ne soit certain que la

ARTICLE 177.—Continued.

présence de cette personne est nécessaire.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Craig v. The Heirs of the late Patrick Kenny*, 3 R.P., 164.

Il n'y a aucune incompatibilité à joindre dans une action en résolution d'un contrat pour louage d'ouvrages, une réclamation pour dommages résultant au demandeur de telle résolution de contrat, quelle que soit la cause de ces dommages.—C.S., 1900, Archibald, J., *Hénault v. La Corp. de DeLorimier*, 7 R. de J., 111.

L'exécuteur testamentaire poursuivi par un créancier de la succession, dans le délai légal pour faire inventaire et délibérer, peut demander la suspension des procédures par exception dilatoire.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Bank of Montreal v. Killoran*, 7 R. de J., 10.

Celui qui, résidant à l'étranger, conteste le bilan d'un failli est tenu de fournir cautionnement pour les frais et de produire procuration.—C.S., 1900, Mathieu, J., *In re Lewis*, 3 R.P., 145.

That if, between the service of motion for security for costs and the presentation thereof, the plaintiff becomes a resident of the province, the motion for security for costs will not be granted, but the costs thereof will follow the event of the suit.—S.C., 1900, Tait, A.C.J., *Chesnaye v. Leduc*, 3 R.P., 385.

Jugé :—1. Les jugements provisoires peuvent toujours être révoqués par le tribunal lorsque les causes qui les ont fait rendre ont cessé d'exister.

2. Le demandeur auquel il a été ordonné de fournir cautionnement pour les frais et procuration de sa part peut être relevé de l'obligation de ce faire s'il établit qu'il a depuis fixé sa résidence dans la Province où il entend demeurer d'une manière permanente.

3. Le demandeur ainsi déchargé de l'obligation de fournir cautionnement et procuration doit supporter les dépens faits pour obtenir l'ordonnance de cautionnement et procuration et les frais de la requête pour obtenir décharge.—C.S., 190, Mathieu, J., *Poole v. Hogan*, 3 R.P., 197.

Le défendeur a droit aux frais de sa motion s'il demande la production d'une procuration en même temps qu'un cautionnement pour les frais. Les frais suivent l'évènement du procès dans le cas où le défendeur ne demande qu'un cautionnement pour les frais, sans procuration.—C.S., 1900, Routhier, J., *Steinfeld v. Marquis*, 3 R.P., 237.

Jugé :—Que dans une action basée sur un billet daté de Montréal et fait payable à Montréal, quoique réellement signé à Québec, où les défendeurs sont domiciliés, toute la cause d'action prend naissance dans le district où le billet est fait payable, surtout si l'arrangement en vertu duquel ce billet a été donné en paiement partiel d'une dette antérieure, est intervenu à Montréal.—C.C., 1900, Dorion, J., *Lévesque v. Roy*, 3 R.P., 369.

La disposition de la charte de la Montreal Street Railway Co. qui oblige ceux qui veulent la poursuivre en dommages de lui donner un avis de 30 jours, ne fait point de cet avis une condition du droit d'action contre elle ; elle n'est qu'une de

ARTICLE 177.—Continued.

ces obligations préjudicielles dont l'inaccomplissement doit être invoqué par une exception dilatoire.—C.S., 1901, Langelier, J., *Matice v. Montreal Street Ry. Co.*, 20 R.J., 222.

Jugé :—Il n'est pas nécessaire dans une action en révocation de donation pour cause d'ingratitude, de mettre en cause l'un des donataires qui depuis, tel qu'allégué dans l'action, aurait transporté tous ses droits à son co-donataire, le défendeur, et ce, en considération d'une hypothèque sur l'immeuble donné.

Le défaut de mettre en cause une personne dont la présence y serait nécessaire, pourrait tout au plus donner lieu à une exception dilatoire, mais n'entraîne pas, de droit, le rejet absolu de la demande.—C.S., 1901, Lemieux, J., *Jacob v. Klein*, 3 R.P., 519.

Jugé :—Une motion pour cautionnement pour frais, même non accompagnée d'une demande de procuration, est une exception préliminaire, et sera renvoyée si elle est faite sans dépôt et avec le timbre requis pour une motion seulement.—C.S., 1901, Mathieu, J., *Tabor v. The Victoria-Montreal Ins. Co.*, 3 R.P., 467.

Held :—1. A motion for security for costs can be made "pendente lite," upon producing an affidavit stating that, since the institution of the action, the plaintiff has ceased to reside in the province of Quebec.

2. Such motion will be granted if made within three days after the defendant has been informed of plaintiff's change of residence.

3. Such motion need not be accompanied with the deposit required by art. 165 C.P.—S.C., 1901, Doherty, J., *Vanier v. Hurtubise*, 4 R.P., 53.

Held :—1. That a dilatory exception, and not an inscription in law, is the proper remedy to compel a party to optate between different paragraphs of his pleading.

2. That in a plea to an action in damages for slander, the words :—"Et qu'il dit à la prière de son curé," are irrelevant and in no wise constitute a legal justification in respect of an action of this nature, and, on an inscription in law, will be struck from the plea, with costs.—S.C., 1901, Davidson, J., *Bourget v. Lefebvre*, 4 R.P., 325.

Toute motion pour cautionnement pour frais doit procéder du dépôt requis pour exceptions préliminaires.—C.S., 1901, Langelier, J., *Singer Manufacturing Co. v. Young*, 7 R. de J. 202.

Un demandeur peut, par la même action, demander l'annulation d'une vente que lui a consentie le défendeur ainsi que le remboursement du prix qu'il a payé à ce dernier, et de plus, une condamnation pour les dommages qu'il éprouve à raison de l'annulation de telle vente, mais il ne peut y joindre une demande de condamnation à des dommages intérêts pour diffamation et injures personnelles. Ces deux recours sont incompatibles dans une même demande.—C.S., 1901, Choquette, J., *Giroux v. Pacaud*, 8 R. de J., 188.

Held :—That the beneficiary heir cannot plead a dilatory exception to an action instituted against him in his quality of

ARTICLE 177.—Continued.

beneficiary heir, based upon the ground that the term for making inventory and deliberating has not expired.—S.C., 1901, Davidson, J., *The Standard Drain Pipe Co. v. Robertson*, 5 R.P., 70.

Held :—Although the defendant might apply to the judge or prothonotary, out of term, for a stay of proceedings, until security be given, he can only invoke the absence of a power of attorney to obtain a stay of proceedings until its production by means of a dilatory exception, which can only be urged by a motion presented to the Court.

2. Such dilatory exception cannot be presented, unless accompanied by a certificate from the prothonotary, establishing the deposit in his office, of the sum fixed by the rule of practice, and the defendant cannot afterwards apply verbally to make such deposit, the making of such not having the effect of making a motion, addressed to the judge or prothonotary, a dilatory exception.—S.C., 1901, Doherty, J., *Mitchell v. Meldon*, 5 R.P., 86.

Jugé :—L'obligation alimentaire n'est ni solidaire, ni indivisible, et la partie poursuivie pour aliments ne peut, par exception dilatoire arrêter les poursuites jusqu'à ce qu'une autre personne, également tenue à des aliments, ait été mise en cause.—C.S., 1901, Mathieu, J., *Larochelle v. Lafleur*, 3 R.P., 527.

Jugé :—Les héritiers à une succession ont l'exception dilatoire pour arrêter l'action pendant les délais pour faire inventaire et délibérer.—C.S., 1902, Mathieu, J., *Drolet v. Lanthier*, 4 R.P., 460.

La Cour peut ordonner que la personne qui conteste une réclamation pour dividende soit obligée de donner cautionnement de frais, mais pour obtenir tel ordre il faut que celui qui demande ce cautionnement fasse voir qu'il est exposé à perdre les frais qu'on lui fera faire sur cette contestation. A défaut de cette preuve, la demande de cautionnement sera refusée.—C.S., 1902, Mathieu, J., *Stevenson v. The Royal Bank* 8 R. de J. 186.

Le fait qu'un demandeur se propose de revenir résider en Canada, alors qu'il n'y réside plus réellement, ne le soustrait pas à l'obligation de donner le cautionnement pour les frais.—C.S., 1902, Mathieu, J., *Marine v. Youngheart*, 8 R. de J., 333.

Held :—1. Although a partnership (formed for the purpose of carrying on an insurance business), is authorized by law to sue in its Company name, the real parties to the suit are the members of the partnership, and if the said members are non-resident, the said partnership will be condemned to furnish security for costs when bringing suit in this province.

2. The production of a power of attorney must be made in the suit where the same is required, and the deposit of a power of attorney at the office of the prothonotary, in compliance with the Insurance Act, is insufficient.

3. The power of attorney required by art. 177 C.P., must confer upon a resident of Canada power to institute suit on behalf of the plaintiff.—S.C., 1902, Doherty, J., *Liverpool, London & Globe Ins. Co. v. Macdonald*, 5 R.P., 157.

Jugé :—1. Une motion pour cautionnement pour frais et

ARTICLE 177.—Continued.

procuration, avec avis pour le 1er septembre, peut être présentée le 10 septembre, premier jour des séances de la Cour.

2. Une co-demanderesse étrangère est soumise à l'obligation de fournir cautionnement et de produire une procuration.

Semble :—Que dans ces circonstances, la partie demanderesse qui conteste la demande de cautionnement et de procuration, sera condamnée aux dépens.—C.S., 1902, Langelier, J., Slater Shoe Co., v. Trudeau, 5 R.P., 120.

Held :—The fact that all necessary parties have not been brought in the suit is no ground for the dismissal of an action, but failing the parties to order the necessary parties to be called in, the Court itself shall order the calling in of said parties.—S.C., 1902, Doherty, J., Hurtubise and Stamford, 5 R.P., 151.

Jugé :—Un défendeur poursuivi en dommages pour pertes causés à la demanderesse par défaut de construction d'une couverture, peut appeler en garantie les personnes auxquelles il l'a donnée à faire et qui l'ont mal faite.—C.S., 1902, Mathieu, J., Dagenais v. Caron, 5 R.P., 42.

Jugé :—Dans une action principale en faux, comme sur une inscription : 'aux incidente, il n'est pas nécessaire de mettre en cause toutes les parties au document argué de faux, mais il suffit de diriger la demande contre celui qui se prévaut ou a intérêt à se prévaloir de ce document.—C.S., 1902, Mathieu, J., Awde v. Chaurest, 5 R.P., 36.

Held :—1. The attorney appointed by a non-resident plaintiff must be a resident of the Province of Quebec, and not a person only temporarily resident therein.

2. It must appear that the plaintiff or his attorney has authorized the institution of the action.

3. An action will not be dismissed on account of plaintiff's failure to produce a proper power of attorney, if he has shown willingness to comply with the order of the Court, but an additional delay will be granted to him.—S.C., 1902, Tait, A.C.J., Glasgow & Montreal Asbestos Co., v. Canadian Asbestos Co., 5 R.P., 20.

Jugé :—Qu'un demandeur étranger, obligé à fournir le cautionnement "judicatum solvi" peut, s'il vient résider dans la province de Québec, avant l'expiration du délai dans lequel il était tenu de fournir cautionnement, se faire relever de son obligation, en payant les frais du jugement et de sa motion.—C.S., 1903, Loranger, J., Radford v. Brophy, 5 R.P., 256.

Held :—That the president of an incorporated company may institute and prosecute suits for the corporation, and appoint attorneys "ad litem" therefor, without express delegation of power or a resolution of the board of directors, and a power of attorney signed by the president of a foreign company, under its seal, is sufficient in law.—S.C., 1903, Davidson, J., Standard Trust Co. v. South Shore Railway Co., 5 R.P., 257.

V. Art. 165, Roy v. Lamontagne, 3 R.P., 253.

ARTICLE 178.

Il y a lieu à la garantie simple, lorsqu'une personne est poursuivie pour une dette qui n'est pas la sienne ; elle a alors le droit de demander au débiteur principal d'intervenir pour la défendre, et, au cas d'insuccès de la défense, elle peut demander que le débiteur principal ou garant soit condamné à l'indemniser.

Dans l'espèce il n'y a pas lieu pour le défendeur d'exercer un recours en garantie parce que le demandeur réclame de lui le montant d'une créance dont il est le débiteur principal ; le fait qu'il a chargé un tiers du paiement de cette créance n'empêche point que cette dette soit la sienne, et, partant, il n'y a pas lieu à la garantie.—C.S., 1900, Mathieu, J., Rochon v. David, 6 R. de J., 541.

ARTICLE 179.

Held :—That the “ mis en cause ” and “ tiers-saisi ” in an attachment before judgment have a right to demand security for costs from a foreign plaintiff.—S.C., 1897, Archibald, J., Findlay v. Findlay & Allan, 1 P.R., 80.

Jugé :—Celui qui fait émaner une saisie-arrêt après jugement intente une instance, et s'il ne réside pas dans la province de Québec, il doit fournir le cautionnement, “ judicatum solvi.”—C.S., 1897, Mathieu, J., Denton v. Arpin & Marchand, 1 R.P., 45.

Jugé :—Que tant qu'il n'y a pas eu de jugement permettant la reprise d'instance, les requérants en reprise d'instance ne peuvent demander le cautionnement pour frais.—C.S., 1858, Bourgeois, J., Barthe v. Pothier, 1 R.P., 438.

Semble :—Que la demande de procuration ne peut pas être faite par un simple avis signifié après la motion pour cautionnement pour frais, et présentable le même jour qu'elle.—C.S., 1898, Loranger, J., Sloman v. Wynne, 1 R.P., 503.

Held :—That the “ tiers-saisi ” in a “ saisie-arrêt ” after judgment may compel a foreign plaintiff to give security for costs and to furnish a power of attorney, before answering.—S.C., 1898, Mathieu, J., Landsberg v. McNally & May, 1 P.R. 124.

Jugé :—Que celui qui intervient dans une cause intente une instance et peut être forcé de fournir un cautionnement “ judicatum solvi,” s'il réside en dehors de la Province de Québec, et ce, quel que soit l'objet de son intervention.—C.S., 1857, Mathieu, J., Diamond Glass Co. v. Bolton Hop Bitters Co., 1 R.P., 44.

Jugé :—L'article 179 C.P. s'applique à une règle pour contrainte par corps comme à une poursuite, et un individu, résidant hors de la province, qui fait émettre une telle règle, pourra être tenu de fournir caution pour la sûreté des frais.—C.S., 1898, Caron, J., Sams v. Palmer, 1 R.P., 131.

Jugé :—Que pour qu'il y ait lieu à substituer un gage au cautionnement requis d'un demandeur étranger, il faut que le droit de propriété du demandeur à l'objet offert en gage ne soit pas contesté et qu'il y ait impossibilité de trouver un

ARTICLE 179.—Continued.

cautionnement.—C.S., 1898, Mathieu, J., Tufts v. Giroux, 1 R.P., 389.

Jugé :—La partie qui a droit d'exiger cautionnement pour les frais a un double recours. Elle peut demander 1° qu'un cautionnement pour les frais lui soit donné et qu'à défaut de le faire dans le délai fixé par la Cour, l'action soit renvoyée sauf recours, 2° ou bien que les procédures soient suspendues jusqu'à ce que le cautionnement soit donné. (Arts. 179 et 181 C.P.)

Avis d'une motion pour suspension des procédures jusqu'à ce que cautionnement pour frais soit donné, doit être donné, en matières sommaires, dans les deux jours de l'entrée de la cause.—C.S., 1898, Casault, J. en C., The Federal Life Ass. Co. v. Gaudry, 1 R.P., 185.

That the Court will authorize a married woman, separate as to property, to carry on business as a "marchande publique," where it is proved that her husband has refused his authorisation; that the latter is without means; that the wife as a means of support for herself and family, wishes to carry on her father's business with his consent, which business was dissolved; that the said business was prosperous and lucrative.—S.C., 1898, Mathieu, J., "ex-parte" White, 1 R.P., 93.

The costs of a motion for security for costs and power of attorney will only be awarded to defendant if the plaintiff has contested the motion; otherwise they follow the event of the suit.—S.C., 1898, Tait, A.C.J., Gallagher v. Barbeau, 1 R.P., 430.

—Qu'il y a lieu à l'exception déclinatoire, sur une telle saisie-revendication émanée de la Cour Supérieure si la valeur des objets énumérés à l'affidavit et au procès-verbal de la saisie est de moins de \$100, quelle que soit la valeur des objets énumérés dans la déclaration, sous la réserve de laquelle l'exception déclinatoire était faite.

Semble qu'une exception déclinatoire accompagnant ainsi une exception à la forme, peut conclure au renvoi de l'action, et non à la transmission du dossier.—C.S., 1898, Loranger, J., Baron v. Vallée, 1 R.P., 517.

Toutes les parties dans une cause : demandeur, défendeur ou mis-en-cause, doivent être considérées comme adversaires d'un intervenant, et chacune de ces parties peut demander ce cautionnement de l'intervenant ainsi que la procuration.—C.S., 1898, Mathieu, J., Young v. Cowperthwaite, 4 R.L., n.s., 304.

Une femme mariée absente n'est pas tenue de fournir le cautionnement pour frais, à moins qu'il soit clairement prouvé qu'elle a déserté le toit conjugal, sa résidence étant toujours présumée être celle de son mari, même lorsqu'elle s'absente.—C.S., 1898, Andrews, J., Robinet v. Gilly, 4 R.L., n.s., 303.

L'opposant qui a été condamné à fournir cautionnement pour les frais, sous un mois de délai, peut, s'il revient au pays pour y rester, avant l'expiration du délai d'un mois, être, sur motion, relevé de cette obligation de fournir cautionnement.—C.C., 1898, Lemieux, J., Vézina v. Richer, 4 R.L., n.s., 238.

Held:—That a party is not said to have changed his residence, and cannot be bound to furnish security for costs when he is

ARTICLE 179.—Continued.

employed as a waiter on a car, and his absence from the province is only of a temporary character.—S.C., 1898, Tait, A.C.J., *McGoun v. Morrison & Morrison*, 1 R.P., 457.

The costs of a motion for security for costs and power of attorney will be granted to the moving party.—C.C., 1898, Dorrion, J., *Fanning v. Hughes*, 1 R.P., 414.

Jugé :—Que le désistement que l'on fait d'un jugement après la signification d'une action en nullité de ce jugement, ne donne pas lieu, sur exception déclinatoire "ratione personae," au renvoi de cette action en nullité de jugement, mais le dossier sera transmis à la Cour compétente.—C.S., 1899, Choquette, J., *La Corp. de Ham-Nord v. Juneau*, 2 R.P., 138.

That whatever may be the purpose for which a non-resident intervenant seeks to intervene in a pending suit, he can always be bound to give security for costs and produce a power of attorney.—S.C., 1899, Doherty, J., *DeMartigny v. La Société Charitable & Lavoignat*, 2 P.R., 394.

Jugé :—Que le demandeur, absent de la province, qui fait défaut de produire une procuration avec le retour de son action, doit payer les frais d'une motion pour telle production, à tout événement.—C.S., 1899, Lynch, J., *Glines v. Truax*, 2 R.P., 291.

Held :—That where a foreign plaintiff seeks to execute his judgment against the defendant, and has an executory title, a third party who claims to be the owner of the effects seized by that plaintiff, as belonging to the defendant, has no right to demand security for costs from that foreign plaintiff, who contests the opposition.—S.C., 1900, Archibald, J., *Chenel v. Jobin & Demers*, 3 P.R., 355.

Le tiers-saisi peut demander cautionnement pour frais après déclaration faite et avant contestation de sa déclaration.—C.S., 1900, Mathieu, J., *In re La Cie Générale*, 3 R.P., 189.

Que des demandeurs décrits dans le bref de sommation comme étant d'un endroit en dehors de la Province de Québec, et faisant affaires dans la cité et district de Montréal comme associés, seront tenus, sur motion à cet effet, de donner cautionnement pour les frais et de produire une procuration.

Que, dans ces circonstances, les demandeurs qui ont contesté la motion seront condamnés aux dépens.—C.S., 1900, Andrews, J., *Sapery, v. Gagnon*, 3 R.P., 57.

Qu'un défendeur étranger peut demander cautionnement pour les frais à un demandeur qui cesse de résider dans la province.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Robert v. Schiller*, 3 R.P., 390.

Jugé :—Est insuffisant un affidavit au soutien d'une motion pour cautionnement pour frais, dans lequel le déposant ne dit pas qu'il sait personnellement que le demandeur n'a plus son domicile dans la Province de Québec, mais simplement que quelqu'un le lui a dit.—C.S., 1902, Langelier, J., *Bourassa v. The Confederation Life Co.*, 4 R.P., 284.

Jugé :—Le réclamant dans une faillite qui demande cautionnement pour les frais à un créancier-contestant, doit faire voir qu'il est exposé à perdre les frais qu'on lui fera faire sur

ARTICLE 179.—Continued.

cette contestation.—C.S., 1902, Mathieu, J., *In re Montreal Cold Storage Co. & Stevenson*, 4 R.P., 294.

Jugé :—Qu'une demande d'injonction interlocutoire faite par requête libellée avant l'émanation du bref de sommation n'est pas une action, une instance ou un procès, et que la partie qui fait telle demande ne peut, même si elle ne réside pas dans la province de Québec, être tenue de fournir cautionnement pour les frais de cette requête.—C.S., 1902, Robidoux, J., *The Ozone Company v. Lyons*, 5 R.P., 238.

L'allégation, dans une motion pour cautionnement de frais, que le demandeur a depuis l'institution de l'action, laissé la Province de Québec, est une allégation suffisante pour indiquer que le demandeur ne réside plus dans la Province de Québec, et doit être tenu de donner cautionnement pour les frais.—C.S., 1902, Mathieu, J., *Lyon v. Fisher*, 8 R. de J., 330.

Jugé :—Une compagnie de fiducie (Trust Company) ne peut forcer une partie à recevoir, comme cautionnement pour les frais, une obligation consentie par elle pour un montant spécifié, ni forcer le protonotaire à accepter tel cautionnement.—C.S., 1902, Robidoux, J., *Ashworth v. The Montreal & Atlantic Ry. Co.*, 5 R.P., 29.

ARTICLE 180.

Une action populaire ou "qui tam," intentée avant le mois de septembre 1897, sous l'ancien Code de Procédure, peut être continuée après cette dernière date, sous le nouveau code, sans que le demandeur soit tenu de fournir cautionnement pour les frais.—C.S., 1897, Mathieu, J., *Waters v. Grier*, 3 R.L., n.s., 417.

Jugé :—1. Que dans les actions pénales contre les corporations en vertu des dispositions du code municipal pour négligence à entretenir les chemins, le demandeur doit :

1. Fournir cautionnement pour les frais d'après l'art. 180 C.P., lorsqu'il est requis ;

2. Produire avec le "proceipe" ou demande de sommation l'affidavit requis par l'article 5716 S.R.Q.—C.C., 1897, Bourgeois, J., *Monpas v. La Corp. de St-Pierre*, 1 R.P., 151.

Dans une action pénale, instituée contre une corporation municipale, pour défaut d'entretien d'un chemin, l'affidavit requis par l'article 5716 S.R.Q., est obligatoire. L'action, bien que n'étant pas "qui tam," est une action populaire et sur motion, d'après l'article 180 du Code de Procédure, le demandeur sera condamné à fournir un cautionnement pour les dépens.—C.C., 1897, Bourgeois, J., *Monpas v. la Corp. de St-Pierre*, 4 R. de J., 141.

Jugé :—1. Que dans une action pénale, intentée sous l'acte des élections fédérales, le demandeur sera tenu, sur motion du défendeur à cet effet, de compléter le cautionnement de \$50 requis par S.R.C., ch. 8, sec. 106, de manière à couvrir tous les frais, suivant l'article 180 C.P.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Timmins v. Martin*, 1 R.P., 551.

Le cautionnement dont il est question en l'art. 180, ne doit pas nécessairement précéder l'action, mais est plutôt de la nature du cautionnement ordinaire "judicatum solvi" que

c'est au défendeur à exiger.—C.C., 1899, DeLorimier, J., Nadeau v. Corp. de Rawdon, 5 R. de J., 357.

Cautionnement.—Le cautionnement dont il est question en l'art. 180 C.P.C. ne doit pas nécessairement précéder l'action, mais est plutôt de la nature du cautionnement ordinaire "judicatum solvi" que le défendeur peut à son option exiger.—C.C., 1900, DeLorimier, J., Asselin v. La Corp. de St-Béatrice, 6 R. de J., 349.

Jugé :—Si le jugement accordant une motion pour cautionnement ne fixe pas le délai dans lequel ce cautionnement doit être fourni, une seconde motion demandant le renvoi de l'action, vu le défaut du demandeur de se conformer au jugement, ne pourra être accordée, mais la Cour accordera alors un délai au demandeur pour fournir le cautionnement ordonné par le premier jugement.—C.S., 1902, Andrews, J., Grenier v. Jacques-Cartier Pulp Co., 5 R.P., 84.

ARTICLE 181.

The defendant may apply for security for the costs by motion, without deposit, and presented with due diligence, when it appears that plaintiff has, pending the suit, and after the lapse of the delays for filing preliminary exceptions, ceased to reside within the province.—S.C., 1901, Doherty, J., Vannier v. Hurtubise, 7 R. de J., 338.

ARTICLE 182.

V. Art. 165, Roy v. Lamontagne, 3 R.P., 253.

ARTICLE 183.

Pour qu'il y ait lieu à la garantie simple et à l'exception dilatoire pour obtenir délai, il faut que le garant se soit obligé vis-à-vis du créancier qui poursuit.—C.S., 1898, Mathieu, J., Lyman v. Sénécal, 4 R.L., n.s., 317.

Un défendeur poursuivi sur un billet promissoire, dont il est le faiseur, ne peut faire suspendre les procédés sur l'action par une exception dilatoire, pour appeler en garantie une tierce personne qu'il prétend être son garant.—C.S., 1898, Archibald, J., Renaud v. Labelle, 4 R.L., n.s., 132.

ARTICLE 186.

Jugé :—La femme qui poursuit en séparation de corps sera tenue de déclarer quand et comment son mari l'aurait injuriée gravement, lui aurait rendu l'existence en commun impossible et insupportable ; d'indiquer dans quelle circonstance, ou à quelle personne il aurait tenu les propos injurieux à lui reprochés, et dans quelles circonstances il refusait de lui répondre quand elle lui adressait la parole.—C.S., 1901, Mathieu, J., Mélançon v. Bédard, 4 R.P., 147.

La séparation de corps ne pouvant être prononcée en justice que pour des causes déterminées, le défendeur dans une telle instance, a droit d'obliger la partie demanderesse à indi-

quer le temps, le lieu et les circonstances des faits spéciaux qu'elle invoque dans son action, et une motion pour particularités sera pour ces motifs accordée.—C.S., 1901, Mathieu, J., *Repentigny v. Flynn*, 8 R. de J., 37.

ARTICLE 188.

Le garant formel ne peut contester l'action en garantie en alléguant la futilité ou le mal fondé de l'action principale.—C.S., 1898, Archibald, J., *La Banque Nationale v. Pease*, 4 R.L., n.s., 132.

Le défendeur en garantie, en matière de garantie formelle, ne peut repousser l'action en garantie du demandeur en garantie, en opposant, à ce dernier des moyens qui tendraient à démontrer que l'action principale est mal fondée, mais il doit prendre le fait et cause du demandeur en garantie et opposer ces moyens au demandeur principal.—C.B.R., 1898, *Walker & Pease*, 8 R.J., 218.

ARTICLE 191.

Held :—That an inscription in law need not necessarily contain conclusions, but that the indication that it applies to the whole declaration or to some particular allegations thereof is sufficient.—S.C., 1897, Archibald, J., *Potvin v. The Montreal Loan & Mortgage Co.*, 1 P.R., 216.

Held :—That a party employed by a bank to assist it in the collection of monies on which he is to receive a commission, has a right to demand an account from the bank, the amount collected being indefinite and unknown to him.—S.C., 1897, Archibald, J., *Brunet v. La Banque Nationale*, 1 P.R., 365.

Jugé :—Que les moyens de droit doivent être plaidés par voie d'inscription en droit pour un jour fixe ;

2. Qu'on ne peut plaider ensemble le droit et le fait ;

3. Qu'un allégué d'une défense qui contient des moyens de droit sera rejeté sur motion.—C.S., 1897, Archibald, J., *Bellemare v. Roy*, 1 R.P., 43.

Jugé :—Que l'inscription en droit est un privilège, auquel une partie peut renoncer si elle ne désire pas être entendue d'abord sur les questions de droit.—C.S., 1897, Archibald, J., *Letourneux v. La Cité de St-Henri*, 1 R.P., 74.

Jugé :—Qu'un entrepreneur de transports n'a pas le droit de discuter le droit de propriété de celui qui lui demande la livraison d'effets transportés en lui en produisant un connaissement.—C.S., 1897, Archibald, J., *Le Revers v. The Can. Pac. Ry. Co.*, 1 R.P., 62.

Held :—1. That where a party in a suit pays to his attorney the costs adjudged against the opposite party in the suit, he thereby becomes subrogated by operation of law in the rights of his attorney against his opponent, without necessity of any transfer of rights or signification. And, in another action by the losing party in the first suit to recover a sum of money from the defendant who paid the costs adjudged against the plaintiff in a former suit, the defendant can set

ARTICLE 191.—Continued.

off the sum so paid against the amount claimed by the plaintiff.—S.C., 1897, Archibald, J., Cameron v. Hainault, 1 P.R., 57.

2. Where, in an action on a note, a sum is offered in compensation by the defendant, based upon the loss of defendant's property by a judicial sale thereof for the payment of a debt of the plaintiff, which debt was secured by the landlord's privilege upon said effects, and against which the plaintiff was obliged to guarantee the defendant

Held, that the said item, though sounding in damages, being easily liquidated, and, moreover, arising out of the same transaction which forms the base of the plaintiff's action, may be offered in compensation.—S.C., 1897, Archibald, J., Cameron v. Hainault, 1 P.R., 58.

1. Que dans le cas où des effets mobiliers sont laissés en la possession d'un tiers qui les vend, le propriétaire de ces meubles, même dans le cas où il ne connaît ni leur valeur ni leur quantité, ne peut poursuivre ce tiers en reddition de compte ; il doit prendre l'action en revendication ou en restitution de dépôt.

2. Qu'une action en reddition de compte prise dans ce cas sera renvoyée sur inscription en droit.—C.S., 1897, Gagné, J., Savard v. Charette, 5 R.L., n.s., 62.

1. Qu'un actionnaire d'une compagnie incorporée insolvable qui est poursuivi pour le paiement de ses actions par un créancier qui a obtenu jugement sur bail contre la compagnie, ne peut plaider à cette action que le jugement obtenu contre la compagnie est erroné, et qu'il n'y avait pas de bail entre le demandeur et la compagnie basé sur une résolution légale du bureau de direction, attendu que par ce jugement il y a chose jugée entre les parties.

2. Que le fait que les parts dont le défendeur était porteur ne lui avaient été transportées qu'en qualité de mandataire d'un tiers et qu'il n'avait pu faire enregistrer ce transport dans le livre d'actions, à cause du mauvais état d'administration de la compagnie, fut-il prouvé, la responsabilité du défendeur n'en serait pas amoindrie.—C.S., 1897, Pagnuelo, J., Rastoul v. Fiset, 5 R.L., n.s., 172.

On peut, par une inscription en droit, faire rejeter un plaidoyer de prescription qui ne s'applique pas.—C.S., 1897, Loranger, J., MacDonald v. Bulmer, 4 R.L., n.s., 88.

Lorsque, dans une défense à une action en séparation de corps et de biens, le défendeur ne demande pas le renvoi de la demande, les allégations de son plaidoyer qui tentent à établir le mal fondé de l'action seront renvoyées sur inscription en droit.—C.S., 1897, Archibald, J., Duchesne v. Tremblay, 3 R.L., n.s., 458.

Jugé :—Dans une action en dommages par un mari pour injures verbales dites à sa femme, un allégué de la défense, attaquant tout simplement le caractère de la femme du demandeur, n'est pas une bonne défense, et tel allégué sera rejeté sur inscription en droit.—C.S., 1897, Casault, J. en C., Langlois v. Drapeau, 1 R.P., p. 123.

Held :—(Confirming Archibald, J.) 1. That to an action in warranty (garantie formelle) by the purchaser, the seller

ARTICLE 191.—Continued.

cannot set up as a defence the fact that the principal action is unfounded.

2. That such a defence will be rejected on demurrer.—C.Q.B., 1898, Walker v. Pease, 2 P.R., 313.

Qu'il n'est pas nécessaire de répondre en droit à une exception à la forme, et qu'une telle réponse (basée sur le défaut d'alléguer préjudice) sera renvoyée avec dépens.—C.S., 1898, Loranger, J., Tellier v. Canada Liquor Co., 1 R.P., 318.

That a party claiming as heir to his minor child a sum or thing accrued to the latter from his mother, is not bound to allege that he has accepted his child's succession, the bringing of an action being sufficient acceptance, nor that the said child had accepted his mother's succession under benefit of inventory, this being only for a person of full age, a privilege, and not an obligation.—S.C., 1898, Andrews, J., Bourget v. The Colonial Mutual Life Association, 1 P.R., 505.

Jugé :—Que l'on n'a pas le droit d'opposer en compensation dans un plaidoyer à une action sur billet des dommages causés au défendeur par celui à l'ordre duquel le billet était fait, et qu'un plaidoyer de cette nature sera renvoyé sur inscription en droit.—C.S., 1898, Mathieu, J., Walters v. Campbell, 1 R.P., 357.

Held :—That the provisions of section 83 of the "Dominion Elections Act" being applicable, "mutatis mutandis" to the vote to be taken under the "Prohibition Plebiscite Act," an action for the recovery of the penalty imposed by the former Act applies to an offence committed on the day where the vote was taken under the "Prohibition Plebiscite Act, 1898."—S.C., 1898, Doherty, J., Timmis v. Hillman, 1 P.R., 584.

Jugé :—Que l'appelé à une substitution qui a, après l'ouverture, et, avant le partage, perçu des fruits provenant de la chose soumise à partage peut être, sur requête à cet effet au cours de l'action en partage, tenu d'en faire le rapport.—C.S., 1898, Mathieu, J., Latour v. Latour, 1 R.P., 314.

Jugé :—Que dans une action pour pension alimentaire, il n'est pas légal d'alléguer en défense que la demanderesse est, par sa conduite, une source de scandale pour ses enfants ; qu'elle ne surveille pas ses enfants mineurs ; que sa fille, mineure et non mariée, a déjà été mère ;—et que les allégués d'un plaidoyer énonçant ces faits seront rejetés sur inscription en droit.—C.S., 1898, Mathieu, J., Poissant v. Racette, 1 R.P., 263.

Jugé :—Qu'une allégation ne peut être rejetée sur motion que si elle est irrégulièrement plaidée ; mais que si elle ne justifie pas les conclusions, on doit en demander le renvoi par inscription en droit.—C.S., 1898, Mathieu, J., Odell v. Bell, 1 R.P., 259.

Jugé :—Qu'un défendeur poursuivi en reddition de compte peut rendre en justice le compte demandé sans attendre qu'il soit condamné à ce faire, et une inscription en droit pour faire rejeter un compte produit avec un plaidoyer, sous prétexte que le défendeur n'a pas été condamné à ce faire par jugement de la Cour, sera renvoyée.—C.S., 1898, Mathieu, J., Hawes v. Coristine, 1 R.P., 301.

ARTICLE 191.—Continued.

Jugé :—Que ce n'est pas par motion qu'il faut procéder pour faire retrancher d'un plaidoyer des allégués jugés inutiles et injurieux.—C.S., 1898, Mathieu, J., Proulx v. Perrault, 1 R.P., 260.

Jugé :—Que des allégués de malice et de réserve de recours en dommages, dans un plaidoyer à une saisie-revendication, seront rejetés comme inutiles sur inscription en droit, si le plaidoyer ne contient aucune conclusion en découlant.—C.S., 1898, Mathieu, J., Labranche v. Matte, 1 R.P., 270.

Held :—1. That a defendant has no right to plead facts which, on their face, apply exclusively to the other defendant.

2. That when it is pleaded that a delay has been given by the plaintiff, this should be positively affirmed, and a mere expression of opinion and belief as to the granting of such delay is not sufficient.—S.C., Mathieu, J., First National Bank v. Tiffin, 1 P.R., 268.

Le rejet du dossier d'allégués inutiles d'une pièce de plaidoirie doit être demandé par inscription en droit, et non par motion.—C.S., 1898, Mathieu, J., Cross v. Prevost, 1 R.P., 375.

Jugé :—1. Que dans une action pour faire annuler un acte renant lieu de partage, il est illégal de plaider que l'action du demandeur a été instituée à l'instigation de sa femme, belle-mère des défendeurs, qui aurait fait consentir son mari à prendre tous les moyens qu'elle trouverait pour forcer ses enfants à consentir à l'annulation de l'acte de partage.

2. Que preuve avant faire droit sera ordonnée sur les allégués disant que le demandeur n'a plus d'intérêt, ses droits ayant été achetés par un tiers, que quelques-uns des défendeurs ont préféré abandonner leurs droits que d'avoir à soutenir un procès coûteux ; que quelques-uns d'entre eux n'apparaissent au bref que pour donner juridiction au tribunal, et qu'il n'y a pas eu de mise en demeure.—C.S., 1898, Mathieu, J., Farineau v. Farineau, 1 R.P., 388.

Held :—In an action in damages, the conclusions of which ask that the defendants be enjoined from interfering with plaintiffs' business by statements, wrongful devices and threats, the plaintiffs cannot, in answer to the plea, set forth that defendants' letters patent are null and void.—S.C., 1898, Tait A.C.C., The American Stoker Co. v. The General Engineering Co., 1 P.R., 455.

Jugé :—Qu'il n'y a pas d'action contre un président de commissaires d'écoles pour dommages causés par une résolution des commissaires qu'il a signée comme président, mais sur laquelle il n'a pas voté.—C.S., 1898, Bélanger, J., Molleur v. Quévillon, 2 R.P., 311.

Held :—That in an action in separation as to bed and board, not founded upon adultery, the husband plaintiff has no right to ask that his wife's matrimonial rights be forfeited, and such part of his conclusions will be dismissed on demurrer.—S.C., 1898, Curran, J., Champagne v. Swail, 2 P.R., 69.

Jugé :—Qu'une défense qui allègue chose jugée pour une partie de la demande, et offre de confesser jugement pour l'autre partie, et demande acte de cett offre, est valable, et ne sera pas rejetée sur inscription en droit.—C.S., 1898, Mathieu,

ARTICLE 191.—Continued.

J. Lambe v. The Pontiac and Pacific Junction Ry. Co., 1 R.P., 473.

Jugé :—Qu'on peut plaider à une saisie-revendication que les objets revendiqués ont été vendus et sont passés en d'autres mains depuis plus de huit jours, et que ces allégations ne sont pas rejetées sur inscription en droit.—C.S., 1898, Mathieu, J., Chaput v. Pelletier, 1 R.P., 539.

Lorsque l'un des deux défendeurs dans une cause plaide, en réponse à l'action, des faits qui se rapportent à l'autre défendeur ou qui sont indifférents à la contestation liée, ces allégations pourront être rejetées sur inscription en droit.—C.S., 1898, Mathieu, J., Morris v. Stairs, 4 R.L., n.s., 138.

La renonciation à une succession ne peut être opposée au tiers si elle n'a pas été enregistrée au bureau d'enregistrement dans lequel le droit est ouvert ; et sans l'allégation de cet enregistrement, une défense basée sur une telle renonciation sera renvoyée sur inscription en droit.—C.S., 1898, Loranger, J., Bell v. Gareau, 4 R.L., n.s., 508.

Jugé :—Que l'on ne peut opposer en compensation, dans une action par laquelle on réclame des intérêts dûs en vertu d'un prêt, les profits faits par le demandeur avec l'exploitation d'une loterie mentionnée au contrat de prêt et dont la cessation des opérations devrait, d'après le contrat, entraîner une augmentation dans le taux de l'intérêt à payer.—C.S., 1898, Mathieu, J., Brault v. L'Ass. St-Jean-Baptiste de Montréal, 1 R.P., 302.

Jugé :—Qu'un plaidoyer par lequel on oppose à un tiers une renonciation à une succession, sera renvoyé sur réponse en droit, s'il n'est pas allégué que cette renonciation a été enregistrée au bureau de la circonscription dans laquelle le droit est ouvert.—C.S., 1898, Loranger, J., Bell v. Gareau, 2 R.P., 62.

Held :—That effects left in a hall rented for one day in the week are subject to the landlord's privilege, which can be set against a seizure in revendication of those effects by the lessee, proprietor thereof.—S.C., 1898, Davidson, J., Catholic Order of Foresters v. St-Martin, 1 R.P., 147.

Jugé :—Un locataire ne peut délaissier les lieux loués, si ce n'est dans le cas d'urgence, et, de plus doit, en même temps, demander la résiliation du bail. (Art. 1641 C.C.)—C.S., 1898, Casault, J. en C., Cantin v. Bebeau, 1 R.P., 334.

Que le défendeur ne peut se plaindre, par une inscription en droit, que le demandeur a, dans son action, demandé des intérêts sur le capital depuis la date de la déclaration au lieu de ne le faire que depuis la date de la signification de l'action.—C.S., 1898, Davidson, J., Christin v. Massy, 5 R.L., n.s., 42.

Jugé :—Qu'il est illégal d'alléguer que la vente en vertu de laquelle le défendeur est devenu propriétaire portait pour condition "sine qua non" que le défendeur ne pouvait aliéner ni hypothéquer l'immeuble vendu sans le consentement par écrit de son co-propriétaire ; il faut alors demander la nullité de l'hypothèque du demandeur.

2. Que l'insolvabilité du défendeur ou de son co-obligé ne le dispense pas de la dette alimentaire, charge de la vente et de la

ARTICLE 191.—Continued.

donation faite au défendeur.—C.S., 1898, Mathieu, J., Birmingham v. Brabant, 1 R.P., 443.

Dans une action en dommages causés par un accident, le demandeur n'a pas le droit d'alléguer qu'il "est le seul soutien de sa soeur aveugle, âgée de trente-trois ans," et cette allégation peut être retranchée sur défense en droit.—C.S., 1898, Mathieu, J., Hamelin v. Dominion Coal Co., 4 R.L., n.s., 411.

Dans une action en dommages pour conspiration et fausse arrestation, l'allégation suivante dans la déclaration : que le défendeur est d'un caractère irascible, emporté, absolu, ne souffrant point la contradiction et est incontrôlable," sera retranchée sur inscription en droit.—C.S., 1898, Tait, A.C.J., Gingras v. Tassé, 4 R.L., n.s., 453.

Dans une action en réclamation de \$100, pour une pénalité imposée par la section 83 de "l'Acte électoral de la Puissance," contre les personnes qui vendent de la boisson enivrante le jour de la votation, il est nécessaire de produire avec l'action une déposition sous serment, conformément à la section 5716 des Statuts Refondus de la Province de Québec, et, à défaut de cette déposition l'action sera renvoyée sur défense en droit.—C.S., 1898, Curran, J., Timmins v. Lewis, 4 R.L., n.s., 504.

Lorsqu'un défendeur plaide la compensation légale basée sur des dommages non liquidés et que le demandeur lui demande, par motion, les détails de ces dommages, ce dernier ne peut ensuite inscrire en droit pour faire rejeter ce plaidoyer de compensation sur le principe que les dommages n'étaient pas liquidés, sa demande de détails étant une renonciation au droit qu'il avait de faire cette objection.—C.S., 1898, Mathieu, J., Wright v. Thayer, 4 R.L., n.s., 236.

Jugé :—Que dans une action en dommages pour un accident, il est illégal de dire qu'un défendeur n'a pas pris les précautions nécessaires parce qu'il était assuré dans une compagnie d'assurance qui le garantissait de toute responsabilité.—C.S., 1898, Mathieu, J., Gervais v. Merchants' Man'f'g. Co., 1 R.P., 257.

Jugé :—1. Que sur une inscription en droit un allégué d'un plaidoyer disant que le demandeur fait métier de vilipender dans un journal, divers citoyens, et, notamment, le défendeur, sera renvoyé comme étranger à la contestation.

2. Que dans une action pour voies de fait le défendeur a le droit de réciter les insultes qui ont donné lieu à l'assaut, d'en expliquer les circonstances, et que preuve avant faire droit sera ordonné sur un allégué de ce genre.—C.S., 1898, Mathieu, Lightbound v. Patenaude, 1 R.P., 324.

Jugé :—1. Que, dans une action en dommages pour accident, un allégué disant que, "dans la même semaine, quatre autres accidents analogues sont arrivés aux hommes qui étaient à pelleter le charbon au même endroit," a sa raison d'être, et ne sera pas renvoyé sur inscription en droit.

2. Qu'un allégué disant :—"Que les défendeurs n'ont pas pris les précautions que leur dictaient la procédure et le devoir de maître parce qu'ils étaient assurés à des compagnies les garantissant contre toutes les responsabilités résultant de semblables accidents," est illégal, et sera rejeté sur inscription en droit.—C.S., 1898, Mathieu, J., Boudrias v. Meldrum, 1 R.P., 356.

ARTICLE 191.—Continued.

Jugé :—Que dans une action en dommages pour conspiration il est inutile de dire dans un allégué que le défendeur "est d'un caractère irascible, emporté, absolu, ne souffrant point la contradiction et est incontrôlable" et que cette partie d'allégué sera renvoyée sur défense en droit.—C.S., 1898, Tait, A.C.J., *Gingras v. Tassé*, 1 Q.P.R., 430.

Jugé :—1. Que dans une action en dommages pour injures verbales, le demandeur doit faire voir que les paroles et propos reprochés ont été proférés avec malice, ou dans l'intention de nuire.

2. Que les paroles reprochées en cette cause à savoir, "maudit enfant de chienne," ne sont pas en langue française diffamatoires et injurieuses en elles-mêmes, et qu'il fallait dans la déclaration expliquer le sens de ces paroles.

3. Que le défaut d'allégation de la date à laquelle les injures auraient été proférées est matière à exception à la forme, et non à défense en droit.—C.S., 1898, Bourgeois, J., *Dussault v. Gervais*, 1 R.P., 439.

La demanderesse poursuit le défendeur pour le prix de deux licences comme commerçant, et allègue spécialement qu'il a reconnu devoir et promis de payer le montant. Le défendeur plaide en droit que le règlement est radicalement nul : 1^o parce que le montant de la licence est laissé à l'arbitraire du conseil ; 2^o parce qu'il n'est pas allégué dans l'action que le rôle d'évaluation contient une estimation du commerce du dit défendeur. Ce règlement est antérieur à l'amendement fait à l'art. 382 du C.M., par 60 Vict., chap. 62, sect. 4.

Jugé :—Dans un cas semblable, lorsqu'il est allégué qu'il y a eu reconnaissance de paiement, la cour ordonnera preuve avant faire droit.—C.C., 1898, Andrews, J., *Corporation de Ste-Anne v. Richard*, 14 R.J., 77.

Jugé :—La prescription ne peut être plaidée par défense en droit. Ce moyen doit être invoqué par exception au fond.—C.C., 1898, Lavergne, J., *McLaurin v. Perkins*, 1 R.P., 433.

Jugé :—Que le taux de l'intérêt sur des intérêts échus lors de la signification d'une action, est de six pour cent seulement, quel que soit le taux des intérêts payables sur le capital.—C.C., 1898, Loranger, J., *Gascon v. Drouin*, 1 R.P., 377.

Jugé :—Que dans une action basée sur un contrat d'échange, le demandeur doit dans ses conclusions offrir l'objet reçu, ou déclarer pourquoi il ne peut le faire.—C.C., 1898, Champagne, J., *Lachapelle v. Miron*, 1 R.P., 122.

Held :—Where a machinist, engaged for an indefinite period leaves without notice, this is not a ground for alleging, in the absence of any agreement to that effect, that he has forfeited all claims to wages, if neither a special agreement to that effect, nor any damage is alleged.—C.C., 1898, Purcell, J., *Jewett v. Canadian Pacific Ry. Co.*, 1 P.R., 544.

Jugé :—1. Que dans une action en dommages pour assaut, il n'est pas légal de dire que le défendeur est coutumier d'actes de brutalité de ce genre, et l'allégué sera rejeté sur inscription en droit ;

2. Que dans une action de ce genre l'impossibilité pour le

ARTICLE 191.—Continued.

fil du demandeur d'aller travailler à cause de la maladie de son père et le salaire perdu par son absence, ne sont pas des dommages réclamables en droit, et que de tels allégués seront rejetés.—C.S., 1898, Mathieu, J., Corbeil v. Parent, 1 R.P., 377.

Held :—1. That the prescription of one year established by Article 2262, par. 2 of the Civil Code, in the case of actions for bodily injuries, does not apply to an action instituted against a physician by a person who employed him, for the recovery of damages alleged to have been caused by the failure of the physician to use ordinary and reasonable professional care and skill.

2. That by the expression "actions for bodily injuries," used in the said article, is meant actions arising from "delicts" or "quasi delicts," and not actions which, like the present, arise out of a contract, viz., the engagement of the physician.—C.Q.B., 1899, Griffith and Harwood, 2 P.R., 485.

Un compte de \$3,780, pour 13 ans de pension, blanchissage, et loyer d'une chambre, ne peut être opposé en compensation à une dette résultant de billets et actes d'obligation, consentis pendant et depuis cette période, surtout lorsqu'il forme le sujet d'une action pendante entre les mêmes parties.—C.B.R., 1899, Naud v. Marcotte, 2 R.P., 145.

Jugé :—Qu'un agent d'assurance, poursuivi pour diffamation par la compagnie d'assurance qu'il représentait autrefois, peut plaider, outre la vérité de certains faits, qu'il a tenu d'autres propos que ceux qu'on lui reproche et ce parce que la demanderesse tenait de son côté des propos diffamatoires au sujet de la compagnie qu'il représente maintenant, nuisant par là au défendeur.—C.B.R., 1899, Vallée et La Cie d'Ass. Canadienne, 3 R.P., 272.

Held :—That in an action on a promissory note against the maker and the indorser, where it is alleged that both are insolvent, the indorser cannot demur on the ground that no presentment nor protest of the said note is alleged.—S.C., 1899, White, J., La Banque Nationale v. Martel, 2 P.R., 35.

Jugé :—Que dans une action sur un billet signé par une femme séparée de biens et endossé par son mari, le mari défendeur ne peut plaider la nullité de son obligation, si d'ailleurs il admet avoir reçu considération pour ce billet.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., O'Farrell v. Dutrizac, 2 R.P., 61.

Jugé :—Que le séquestre ne peut être ordonné sans que la chose dont on demande le séquestre ne forme l'objet d'une instance judiciaire entre deux ou plusieurs parties.—C.S., 1899, Carault, J. en C., Amiot v. Amiot, 2 R.P., 293.

That the costs of an inscription in law against the action of the wife as joint plaintiff will be those of a demurrer only.—S.C., 1899, Archibald, J., Tondreau v. Semple, 2 P.R., 296.

Que dans une action basée sur un acte d'obligation, le demandeur ne peut réclamer des intérêts, outre le capital, à moins d'alléguer une stipulation expresse à cet effet dans l'acte, ou une mise en demeure ; et, à défaut de ce faire, cette partie de l'action demandant des intérêts pourra être renvoyée sur réponse en droit.—C.S., 1899, Langellier, J., McLeod v. Lemay, 5 R.L., n.s., 227.

ARTICLE 191.—Continued.

Jugé :—Qu'il n'y a pas lieu de répondre en droit à une prétention légale émise dans une défense, et que preuve avant faire droit sera ordonnée sur une telle réponse.—C.S., 1899, Mathieu, J., Marsan v. Larue, 2 R.P., 175.

Held :—1. That a voluntary association may exist and sue and be sued in the name of its members.

2. That the fact that the parties signed a deed of association constitutes them members of that association, and it is not necessary to allege that they had made the necessary application, and were competent to be members of the association.

3. That if a party fails to comply with the rules of an association, and thereby incurs a fine and forfeiture of his membership, the remaining members, suing him for the amount of the stipulated fine, are not obliged to render him any account for the fine demanded.

4. That an allegation that the defendant refuses to comply with the conditions of membership is a sufficient "mise en demeure," in an action for the recovery of a fine.—S.C., 1899 Archibald, J., Arcand v. Hamelin, 2 P.R., 437.

Held :—1. That a person who is sued for having usurped a public office is entitled to plead that the meeting at which he was elected was legal and regular, and can set up the illegality of the meeting at which the election relied upon by the plaintiff took place.

2. That the fact that a meeting of a company at which an election took place was called by one provisional director only, would not necessarily render such election absolutely and radically null, so as to justify the rejection of a paragraph alleging such election, in answer to a "quo warranto."

3. If a fact, which appears to be legal and relevant, is set up at great length in a pleading, and the opposite party inscribes in law, not against the parts of allegations containing such useless details, but against the fact itself, which he alleges should not have been pleaded, the useless details will not be struck off on such inscription.

4. That when parties sue for usurpation of office, not in any particular quality, but in their own names, and alleged in their pleading their quality as shareholders and their interest as such, allegations of the defence denying such quality and interest will not be rejected upon an inscription in law.—S.C., 1899, Doherty, J., La Caisse Générale v. Dupuis, 2 P.R., 478.

Jugé :—Qu'un mineur n'est pas lié par l'aveu qu'il pourrait faire d'un délit ou quasi-délit par lui commis, et qu'on ne peut invoquer cet aveu contre lui.—C.S., 1899, Archibald, J., Lecuyer v. Felix, 2 R.P., 176.

Il est nécessaire dans une action basée sur le transport d'une créance, d'alléguer la signification au défendeur de ce transport, et à défaut de cette allégation, l'action sera renvoyée sur inscription en droit.—C.S., 1898, Tait, A.C.J., Sabiston v. Stanton, 4 R.L., n.s., 454.

Jugé :—Qu'une requête pour reprise d'instance contestée est une action, et que celui qui fait renvoyer une telle requête sur inscription en droit, a droit aux honoraires sur une action

ARTICLE 191.—Continued.

réglée avant inscription, et aux déboursés d'un plaidoyer.—C.S., 1899, Mathieu, J., Riddell v. Les Commissaires d'Écoles, 2 R.P., 57.

Jugé :—Que l'honoraire accordé par l'article 49 du tarif pour remise de l'audition au mérite sur une inscription en droit, n'est donné que contre la partie qui n'est pas prête à procéder, et non si l'audition est remise de consentement.—C.S., 1899, Mathieu, J., Marien v. Huot, 1 R.P., 580.

Jugé :—1. Que les offres faites en vertu de l'Art. 1162 C.C., ne peuvent être rejetées sur une inscription en droit.

2. Que ces offres peuvent être conditionnelles.

3. Qu'il ne peut être adjugé sur la valeur de ces offres, que lors du jugement sur le mérite.—C.S., 1899, Gagné, J., Menier v. Whitting, 2 R.P., 387.

Held :—That in an action for selling, in violation of plaintiff's right, what purports to be asbestic wall plaster, stamped and labelled as such, it is pertinent for the defendant to plead that he has, since the registration of plaintiff's trade marks, sold asbestic wall plaster, and he has a right to describe it as such.—S.C., 1899, Doherty, J., The Asbestos Co. v. Slater, 2 P.R., 467.

Held :—That the defendant, in an action for infringement of a trade-mark, may plead that there was no registration of the trade-mark, and also that the alleged trade-mark was invalid.—S.C., 1899, Davidson, J., Grand Hotel Co. v. Carlin, 2 P.R., 489.

Que dans une action pour salaire, lorsque le défendeur plaide qu'il a renvoyé le demandeur de son service, celui-ci, après avoir répondu, qu'au contraire, c'est lui qui a quitté librement le service du défendeur, ne peut alléguer une série de faits montrant que le défendeur a cherché à lui faire du tort en le calomniant auprès des personnes où il cherchait à s'engager ; que ces allégations pourront être retranchées sur inscription en droit comme étrangères et inutiles.—C.S., 1899, Mathieu, J., Jobin v. Roger, 5 R.L., n.s., 180.

Qu'en réponse à un plaidoyer de paiement, le demandeur peut répondre en expliquant les paiements antérieurement faits en à compte par le défendeur ; et qu'il n'était pas nécessaire d'alléguer ces faits dans la déclaration.—C.S., 1899, Archibald, J., Ness v. Candlish, 5 R.L., n.s., 504.

Un détenteur précaire et à titre de locataire ne peut demander le renvoi de l'action pétitoire dirigée contre lui ; il doit se borner à dénoncer son locateur ; le demandeur doit, sur telle dénonciation, mettre en cause le locateur se prétendant le propriétaire et non lier contestation au mérite avec le locataire.—C.S., 1899, Laverne, J., Dagg v. Dagg & Dagg, 5 R. de J., 511.

1. Que lorsqu'un demandeur après avoir fait saisir un immeuble par le shérif donne ordre à ce dernier de discontinuer les procédés dans la cause, à la suite d'une entente avec le défendeur, et que, subséquemment, l'entente ayant été rompue, le demandeur obtient de la Cour la permission de procéder sur le même bref, il n'est pas nécessaire pour le shérif de saisir les biens du défendeur de nouveau, il peut les faire annoncer pour être vendus immédiatement.

2. Qu'une opposition afin d'annuler, basée sur ces moyens

ARTICLE 191.—Continued.

sera renvoyée sur motion comme futile et frivole.—C.S., 1839, Langelier, J., Scott v. Guérin & Guérin, 5 R.L., n.s., 493.

Que le défaut de signifier avec l'action d'une copie du compte sur lequel la poursuite est basée est couvert par la comparution du défendeur et son défaut d'invoquer cette irrégularité dans les délais fixés par la loi.—C.S., 1899, Mathieu, J., Sargins v. Dupéré, 5 R.L., n.s., 272.

Que la compensation légale ne peut avoir lieu entre une créance pour loyers basée sur bail authentique, même lorsqu'une partie du loyer non échu est réclamée sous forme de dommages et une réclamation en dommages causés au défendeur par les ouvriers du demandeur pendant qu'ils étaient occupés à faire des réparations aux lieux loués; et que les allégations dans la défense alléguant compensation peuvent être renvoyées sur inscription en droit.—C.S., 1899, Mathieu, J., Préfontaine v. Chaput, 5 R.L., n.s., 224.

Que dans une action "qui tam," le défendeur ne peut plaider des faits tendant à démontrer que l'action a été intentée par vengeance; et ces allégations seront rejetées sur inscription en droit.—C.S., 1899, Mathieu, J., Simard v. d'Hauterive, 5 R.L., n.s., 223.

Que dans le cas où un héritier est en possession de certains biens-meubles à titre de propriétaire, et qu'un autre héritier réclame, par une saisie-revendication, la propriété de ces meubles, celui-ci ne peut opposer en compensation, une somme d'argent qu'il aurait payée pour l'avantage du défendeur, les deux dettes n'ayant pas pour objet une somme de deniers.—C.S., 1899, Archibald, J., St-Onge v. Daoust, 5 R.L., n.s., 489.

Que dans une saisie-revendication, lorsque le défendeur, après avoir plaidé au mérite, allègue en fait que le défendeur aurait profité de son absence pour faire illégalement renvoyer une exception à la forme, que l'action est malicieuse et que les procédures faites par la demanderesse sont "barbares et tolérées dans aucun pays du monde," ces dernières allégations seront retranchées sur inscription en droit comme étrangères à la contestation.—C.S., 1899, Langelier, J., The J. S. Prince Co. v. Roy, 5 R.L., n.s., 485.

Que dans une action en dommages, intentée par un officier public parce que le défendeur aurait attaqué publiquement son honneur et son intégrité, le défendeur ne peut dans sa défense, après avoir nié les allégués de la demande, faire des allégations à l'effet que si le demandeur a perdu l'estime de ses concitoyens, il doit l'attribuer à sa propre faute, et alléguer, en outre, des faits spéciaux différents de ceux contenus dans la déclaration.—C.S., 1899, Mathieu, J., Lebeau v. Cousineau, 5 R.L., n.s., 64.

1. Que l'on ne peut poursuivre pour du salaire à venir; et qu'une action ainsi prise peut être renvoyée sur inscription en droit.

2. Que dans une allégation pour salaire, l'allégation que le demandeur a offert ses services au défendeur doit être faite dans la déclaration et non dans la réponse à la défense; que dans ce dernier cas, elle pourra être renvoyée sur inscription

ARTICLE 191.—Continued.

en droit.—C.S., 1899, Mathieu, J., *McBeth v. Brodeur*, 5 R.L., n.s., 262.

Qu'une opposition en sous-ordre demandant à ce que l'opposant soit payé de préférence à tout autre créancier, et qui n'allègue pas que le demandeur est en déconfiture, qui ne demande pas que les créanciers soient appelés et qui ne fait pas voir que l'opposant est privilégié, et qu'il a un jugement contre le demandeur, pourra être renvoyée sur une inscription en droit.—C.S., 1899, Mathieu, J., *Grossman v. Robinoviten & Schloones*, 5 R.L., n.s., 219.

Que dans une action en répétition de deniers où il est allégué que le demandeur, esprit faible, aurait, sous le faux prétexte d'avoir volé le défendeur, été contraint par ce dernier, par menace et intimidation, de lui payer illégalement le montant réclamé, le défendeur peut plaider qu'en vérité le demandeur a été pris en flagrant délit de vol.

Que dans une action pour dommages à la réputation, le défendeur peut plaider la mauvaise réputation du demandeur.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., *Clermont v. Boucher*, 5 R.L., n.s., 468.

Que les défendeurs ne peuvent, à une action pour pension alimentaire, plaider qu'ils paient déjà une pension annuelle aux enfants de la demanderesse.

Qu'ils ne peuvent non plus alléguer que, depuis la mort de son mari, la demanderesse au lieu de vivre selon ses moyens et sa condition, a vécu d'une manière extravagante et a fait des dépenses inutiles.—C.S., 1899, Langelier, J., *Tabb v. Clerk*, 3 R.L., n.s., 231.

Jugé :—Qu'on ne peut plaider à une action que l'on a offert la somme réclamée, sans alléguer qu'on a toujours été prêt à la payer depuis, et renouveler ses offres avec son plaider, et telle allégation sera renvoyée sur inscription en droit. C.S., 1899, Lemieux, J., *King v. Lepitre*, 2 R.P., 429.

Held :—An inscription in law will lie against a declaration or part of a declaration which shows an incomplete right of action, but not for an omission or incomplete statement of facts therein.—S.C., 1899, Lynch, J., *Gendron v. The Corporation of Waterloo*, 1 P.R., 573.

Qu'un tiers-saisi a un intérêt suffisant à ce que l'exécution du jugement en vertu duquel on l'assigne, soit faite au nom du véritable créancier, et que preuve avant faire droit sera ordonnée sur les allégués tendant à mettre en doute l'intérêt du demandeur dans l'exécution du jugement.—C.S., 1899, Mathieu, J., *Wilson v. Lemonde & Lemonde*, 2 R.P., 156.

Que dans une saisie-revendication de biens-meubles, basée sur une donation contenue dans un contrat de mariage, et prise, par le tuteur des enfants mineurs, contre leur grand-père, partie au dit contrat de mariage, ce dernier, le défendeur, peut plaider que les effets ont été insérés au dit contrat par fraude et fausses représentations.

Que ce défendeur ne peut toutefois plaider que ces effets sont la propriété de son fils, en vertu d'un acte de donation de sa mère, nul ne pouvant exciper du droit d'autrui.—C.S., 1899, Davidson, J., *Chagnon v. Phillips*, 5 R.L., n.s., 308.

Qu'un légataire universel qui poursuit en recouvrement

ARTICLE 191.—Continued.

d'une créance de la succession qu'il représente n'est pas tenu d'alléguer qu'il a accepté cette succession et qu'il a signifié le transport de cette créance et son acceptation au défendeur.—C.S. 1899, Doherty, J., Fauchille v. Hurteau, 5 R.L., n.s., 520.

Qu'il peut être permis au demandeur d'amender le bref et la déclaration pour changer la description de la raison sociale des défendeurs et y ajouter le nom d'un nouvel associé, même après plaidoyer produit.—C.S., 1899, Langelier, J., Ferres v. Gagnon, 5 R.L., n.s., 215.

Qu'une femme mariée qui, dans un contrat de mariage, se réserve le droit, lors de la dissolution de la communauté et de ses renonciations à icelle de reprendre ses apports et de réclamer son douaire et préciput, peut, dans le cas où les immeubles de la communauté qui ont été, par enregistrement de contrat de mariage, affectés à ses droits, sont saisis et annoncés pour être vendus par le shérif, faire une opposition à fin de charge et demander que ces immeubles ne soient vendus qu'à la charge du paiement de ces dites créances à leur échéance.—C.S., 1899, Langelier, J., Garand v. Charlebois & Charlebois, 5 R.L., n.s., 209.

Que les seules défenses que reconnaisse notre droit à une action pour diffamation résultant d'un article de journal sont: 1, une dénégation; 2, une affirmation de la vérité des faits diffamatoires, jointe à l'allégation qu'ils ont été publiés dans l'intérêt public; 3, une allégation, en vue de diminuer les dommages demandés, de faits qui excusent en partie le défendeur.

Que la notoriété de faits dommageables à la réputation d'une personne, lorsqu'aucune raison d'intérêt public n'en demande la publication, n'atténue en aucune manière la culpabilité de celui qui se rend coupable de telle publication, puisque la dite publication ne peut alors avoir pour mobile que sa malice, ou sa malignité ou le désir de satisfaire la malice ou la malignité de ceux auxquels cette publication s'adresse.

Que dans une défense à une action en dommages pour libelle, lorsque la défenderesse après avoir nié le libelle, allègue en substance, que si le demandeur s'est sensé visé par le dit article, c'est parce qu'il se savait coupable de ce dont deux des personnes y indiquées étaient accusées, et que, si le public a compris que le demandeur y était désigné, c'est parce qu'avant sa publication le demandeur s'était comporté publiquement, de façon à le laisser croire, ces allégations seront retranchées, sur réponse en droit, comme n'étant pas une défense à l'action.—C.S., 1899, Langelier, J., Gouin v. "Le Monde," 5 R.L., n.s., 217.

Held:—That in an action in damages for slanderous words uttered by a married woman, the defendant's husband cannot be jointly condemned unless he is alleged to have become in any way responsible for his wife's statements, and the conclusions against him personally will be struck off on demurrer.—S.C., 1899, White, Camiré v. Bergeron, 3 P.R., 281.

On ne peut, par inscription en droit, prétendre qu'une requête demandant la révocation d'une sentence d'interdiction prononcée par le protonotaire est mal fondée, parce que le ré-

ARTICLE 191.—Continued.

quérant aurait dû se pourvoir par bref de sommation et non pas par requête, un tel moyen étant un moyen de forme et ne pouvant être opposé que par exception à la forme.—C.S., 1899, Mathieu, J., Bond v. Barry, 16 R.J., 364.

Que dans une action en dommages contre un voiturier pour perte d'une valise et de son contenu livrés pour être transporté, le défendeur, s'il nie avoir reçu livraison de cette valise, ne pourra ensuite plaider que, si le demandeur lui a jamais livré les dits effets, ils lui ont été remis.—C.S., 1899, Langelier, J., Giber v. Cie de Navigation Richelieu & Ontario, 6 R.L., n.s., 78.

Jugé :—1. Que la distraction des frais en faveur des procureurs, n'empêche pas la partie qu'ils représentent d'être créancière de la partie condamnée aux dépens, d'agir même en son nom si les procureurs ne le font pas eux-mêmes.

2. Que la partie condamnée ne peut exciper de la distraction pour se dispenser de payer, tant que les dits procureurs n'ont pas eux-mêmes fait émaner l'exécution en leur nom.

3. Qu'il n'est pas nécessaire que le défendeur allègue avoir payé son procureur pour agir en son nom, contre la partie condamnée.—C.C., 1898, Haschereau, J., McNish v. Lacombe, 1 R.P., 309.

Held :—(Reversing Archibald, J.)—That a declaration alleging that the plaintiff was authorized to sell, for a commission, certain shares of a mining company ; that he found a purchaser therefor, but that the sale did not take place because the defendants imposed new conditions on the purchaser, is sufficient in law to maintain an action for the recovery of the commission which would have been obtained under the said sale, especially where an acknowledgment to owe and a promise to pay are alleged to have been made by the defendants.—C.Q.B., 1900, Leav & Montreal and Oregon Gold Mines, 2 P.R., 457.

Jugé :—Que, sous les dispositions des sections 2 et 3 du chapitre 46 des Statuts de Québec de 1894, 57 Victoria, et avant les amendements faits à cette loi, par le Statut de Québec de 1895, 59 Victoria, chapitre 42, section 2, le créancier fournisseur de matériaux, devait, pour conserver son privilège, dans les trois jours après l'enregistrement du bordereau, donner un avis écrit, au propriétaire de l'héritage, ou à ses agents, dans le cas où ce dernier ne pouvait être retrouvé.—C.S., 1900, Mathieu, J., Paquette v. Houston, 2 R.P., 558.

Jugé :—Que dans une action pour faire reconnaître un droit de servitude, des allégations dans la défense allant à dire que la demanderesse n'a aucun intérêt à retirer de la servitude qu'elle réclame, dans l'espèce, un droit de passage, et que son action n'est intentée que pour forcer le défendeur à acheter ses terrains seront rejetées sur réponse en droit.—C.S., 1900, Mathieu, J., Contant v. Demers, 2 R.P., 500.

Held :—That in an action to account between partners of a dissolved partnership, where certain assets are in possession of the defendant since its dissolution, it is not necessary for the plaintiff to allege in his declaration that he has rendered an account to the defendant, at any time, relative to the

ARTICLE 191.—Continued.

affairs of the dissolved partnership.—S.C., 1900, Mathieu, J., *Heridan v. Heffernan*, 2 P.R., 491.

Jugé :—1. Qu'un allégué de la requête libellée accompagnant un bref de "quo warranto" disant que le défendeur doit des taxes à la municipalité dont il est l'un des conseillers, sera renvoyé sur défense en droit, s'il ne dit pas également que le défendeur devait des taxes au moment de son élection.

2. Que preuve avant faire droit sera ordonnée sur des allégués disant que le défendeur n'a pas sa résidence ni sa place d'affaires dans les limites de la municipalité ; qu'il a fait mettre de côté une vente de débentures municipales pour faire ratifier, par intérêt personnel, une vente subséquente de ces débentures, plus avantageuses pour lui, et qu'il a fait payer à un créancier de la municipalité une somme plus forte que son dû, dans le but d'en retirer une commission.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Yale v. Bayard*, 2 R.P., 524.

Jugé :—1. Que le privilège du locateur sur les meubles garnissant les lieux loués peut s'exercer même pour du loyer dû en vertu d'un bail expiré.

2. Que l'allégation que le défendeur a des meubles suffisants est une allégation de fait, qui ne peut être plaidée dans une défense en droit, même si la déclaration ne contient pas d'allégation contraire.—C.S., 1900, Langelier, J., *Leclaire v. Beauchamp*, 3 R.P., 312.

Que l'on ne peut répondre par une inscription en droit à une défense qui ne soulève que des questions de juridiction et de droit.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Laforest v. Laporte*, 6 R.L., n.s., 232.

Que l'on ne peut attaquer, en droit, par inscription, une allégation dans une déclaration écrite, si cette allégation, considérée en rapport avec les autres allégués de la demande, donne droit d'action au demandeur.—C.S., 1900, Taschereau, J., *Munro v. Grand Trunk Railway Co.*, 6 R.L., n.s., 296.

Held :—If a plaintiff does not set forth sufficiently in detail in his declaration the manner in which he became holder and owner of the note sued on, defendant's recourse is by exception à la forme or motion for particulars and not by demurrer, if the allegations of the declaration are sufficient in law to justify the conclusions.—S.C., 1900, Doherty, J., *Abbott v. Jamieson*, 3 P.R., 177.

Jugé :—Le demandeur, dans une action contre des membres d'une compagnie à fonds social, pour une dette de la compagnie, ne peut, par une réponse spéciale au plaidoyer, compléter ou refaire son action ou en changer la nature, en attaquant, par exemple, la vérité des faits mentionnés aux lettres patentes de la compagnie, quand l'action ne demande pas leur annulation.—C.S., 1900, Casault, J. en C., *Blois v. Fortier*, 3 R.P., 254.

Jugé :—Dans une action basée sur un testament authentique, si le défendeur plaide que ce testament ne vaut pas comme testament authentique parce que certaines formalités n'ont pas été remplies, le demandeur peut, par réponse spéciale, alléguer que ce testament est valide au moins comme

ARTICLE 191.—Continued.

remplissant les conditions d'un testament suivant la forme dérivée de la loi d'Angleterre.—C.S., 1900, Routhier, J., *Le Séminaire de Rimouski v. Joncas*, 3 R.P., 256.

Jugé :—Que l'action par laquelle un fournisseur de matériaux réclame de l'entrepreneur le prix des matériaux par lui fournis, et demande contre les propriétaires des immeubles sur lesquels des constructions ont été érigées avec ses matériaux, que ces immeubles soient déclarés hypothéqués pour le montant de sa créance, à moins que les propriétaires mis en cause n'aient mieux payer le prix des matériaux, sera renvoyée sur inscription en droit des propriétaires, s'il n'apparaît pas que le demandeur a pris son action dans les trois mois qui ont suivi l'avis mentionné à l'art. 2013g C.C.—C.S., 1900, Mathieu, J., *McLaren v. Loyer*, 3 R.P., 60.

Jugé :—Qu'un propriétaire exproprié par la Cité de Montréal, et auquel la Cour a accordé une indemnité plus forte que celle que lui accordait la sentence arbitrale, a droit à une action en recouvrement des intérêts produits par la somme constituant la différence entre les deux indemnités, du jour du prononcé de la sentence arbitrale à celui du jugement de la Cour.—C.S., 1900, Lemieux, J. *The Grand Trunk Ry. Co. v. La Cité de Montréal*, 3 R.P., 322.

Held :—The garnishee who, by his declaration, admits that defendant has obtained against him a judgment for a certain sum, cannot offer to compensate the amount he owes under such a judgment by a counter claim for goods sold to defendant and monies due by defendant's neglect to properly execute a contract for the building of a house—the two claims are not equally clear and liquidated. Plaintiff's inscription-in-law against such declaration of the garnishee will be declared well founded.—S.C. 1900, Tait, A.C.J., *Ettenberg v. Kelly*, 6 R. de J., 561.

Plaidoyer :—The female plaintiff alleged that in another suit, in which her husband was defendant, the present defendant purchased at sheriff's sale certain immovables subject to a right of usufruct in her favor during her life, but that the defendant has entered into possession of the property and deprives her of the usufruct; and she asked that defendant be ordered to give up the property to her, and render her an account of the rents and profits. The defendant, by his plea, admitted that a clause existed in the sheriff's deed, to the effect that the property was sold subject to a right of usufruct in avor of the female plaintiff during her life, but that such clause was of the nature of "res inter alios acta," and had never been accepted by the female plaintiff, and that the defendant had since protested against the clause and repudiated it,—the female plaintiff not being, in fact, entitled to the immediate usufruct, ut only from the death of her husband who was still living. The defendant further pleaded that previous to the sheriff's sale he became hypothecary creditor upon the property in question, by obligations granted to him by the male plaintiff, in which the female plaintiff intervened and renounced all her rights upon the property in favor of the defendant. To this the female plaintiff answered that it was

ARTICLE 191.—Continued.

the defendant himself who arranged for the sheriff's sale and contrived that the property should be sold subject to the female plaintiff's rights as expressed in the sheriff's deed, his object being to keep bidders away and acquire the property much below its value. The defendant inscribed in law against this part of the answer.

Held :—1. (On the demurrer) That the inscription in law was well founded, the allegations of fraud not being properly urged by answer to plea, in an action on a contract, but being grounds rather to support an action to set aside the sheriff's sale.—S.C., 1900, Archibald, J., Hope v. Leroux, 18 R.J., 556.

Les intéressés mentionnés dans l'Art. 1056 C.C., peuvent s'opposer les uns aux autres les moyens à l'encontre de leurs prétentions respectives.—C.S., 1900, Mathieu, J., Morin v. Mills, 3 R.P., 138.

Jugé :—Que dans une poursuite prise au nom du procureur général contre une corporation, la défenderesse ne peut plaider, au moyen d'un plaidoyer "puis darrein continuance," que la partie qui a sollicité l'information a cessé d'être membre de la corporation défenderesse, et a perdu tout intérêt dans le procès, et que tous les membres actuels de la corporation défenderesse approuvent l'attitude prise par elle.—C.S., 1900, Taschereau, J., Archambeault v. The St. Lawrence Investment Society, 3 R.P., 71.

Jugé :—Que l'action par laquelle un fournisseur de matériaux réclame de l'entrepreneur le prix des matériaux par lui fournis, et demande contre les propriétaires des immeubles sur lesquels des constructions ont été érigées avec ses matériaux, que ces immeubles soient déclarés hypothéqués pour le montant de sa créance, à moins que les propriétaires mis en cause n'aient mieux payer le prix des matériaux, sera renvoyée sur inscription en droit des propriétaires, s'il n'apparaît pas que le demandeur a pris son action dans les trois mois qui ont suivi l'avis mentionné à l'Art. 2013g C.C.—C.S., 1900 Mathieu J. McLaren v. Loyer 3 R.P. 60.

Que l'allégation que le défendeur a des meubles suffisants est une allégation de fait, qui ne peut être plaidée dans une défense en droit, même si la déclaration ne contient pas d'allégation contraire.—C.S., 1900, Langelier, J., Leclair v. Beauchamp, 3 R.P., 312.

Qu'une défense qui ne contient pas de conclusions sera rejetée sur motion.—C.C., 1900, Langelier, J., Lefebvre v. Legros, 6 R.L., n.s., 92.

Held :—1. (Confirming Robidoux, J.) A plea of compensation, setting forth a contra-account, followed by an allegation of acknowledgment and promise to pay by the plaintiff, will not be dismissed on an answer in law.

2. The judge presiding at the trial, has, however, power to order that the settlement of account and acknowledgment by the plaintiff, alleged by the defendant, be proved by him before he is allowed to prove his counter-claim.

3. The validity of a tender, especially in commercial matters, may be a question of fact, and allegations relating to a tender will not be rejected on answer in law, although the

ARTICLE 191.—Continued.

tender may appear not to have been made in the manner prescribed by law for legal tenders.—C.K.B., 1901, *Laurentide Pulp Co. v. Curtis*, 4 R.P., 109.

Jugé :—Un locataire poursuivi pour du loyer peut plaider à l'action qu'il n'a pas eu la jouissance paisible des lieux loués ou qu'il n'en a eu qu'une jouissance partielle.—C.S., 1901, *Langelier, J., Synod v. Kelly*, 20 R.J., 19.

Held :—That particulars will be ordered to be given of a paragraph in a contestation, alleging generally the illegality of an issue of debentures, without averring in what the illegality in question consists.—S.C., 1901, *Davidson, J., Connolly v. Baie des Chaleurs Ry. Co.*, 4 R.P., 178.

Si le défendeur, dans une action sur compte, prétend que les effets livrés n'étaient pas de la qualité convenue, et qu'il a averti le demandeur de les reprendre, preuve avant faire droit sera ordonnée sur cette défense.—C.S., 1901, *Méthieu, J., Topken v. Rameh*, 4 R.P., 58.

Held :—That the "ayant compte" may, in his contestation of the account rendered, urge all acts of maladministration, committed by the "rendant compte," and objections to that mode of proceeding should have been made by an exception "à la forme" and not by demurrer.—S.C., 1901, *Mathieu, J., Blackwood v. Mussen*, 4 R.P., 432.

Held :—A party who complains of a libel contained in a pleading is not bound to postpone his action in damages for such libel, until the case in which the pleading was filed is decided, and such action, if taken, will not be dismissed as premature.—S.C., 1901, *Davidson, J., Wilkins v. Major*, 4 R.P., 172.

Jugé :—1. Si l'on ne peut mêler des questions de fait dans une inscription en droit, les parties peuvent cependant invoquer des moyens de droit dans une exception ou réponse basée sur des faits invoqués.

2. Dans une action pour loyer et dommages, le demandeur n'est pas tenu d'alléguer dans la déclaration que le défendeur a enlevé la plus grande partie des effets, et que les effets saisis étaient de fait saisissables ; ce moyen, qui pourrait être contesté en droit, découle d'un plaidoyer par lequel on réclame l'exemption de saisie.—C.S., 1901, *Pagnuelo, J., Beaubien v. Lynch*, 4 R.P., 183.

Held :—If a woman, interdicted for drunkenness, wishes to take an action in separation from bed and board, against her husband and curator, and the grounds stated in the petition are sufficient to justify such an action, the Court will order that a family council be held to advise as to the appointment of a curator "ad hoc."—S.C., 1901, *Davidson, J., Clermont v. Charest*, 4 R.P., 427.

Held :—1. The recourse of creditors against the president or directors of the "Banque du Peuple," for false reports, etc., was suspended by Act 60-61 Vict., ch. 75, and 62-63 Vict., ch. 123.

2. The right of action against the directors of the "Banque du Peuple," personally, was not taken away by the Act 62-63 Vict., ch. 123.

ARTICLE 191.—Continued.

3. A director cannot invoke such Act by way of demurrer, but only by a plea to the merits.

4. "Quaere":—Can short prescriptions be pleaded by way of demurrer, when the time required for the acquisition thereof appears to have elapsed?—S.C., 1901, Davidson, J., Préfontaine v. Grenier, 4 R.P., 21.

Un défendeur, poursuivi en recouvrement d'un montant dû en vertu d'un contrat, peut opposer en compensation les dommages que le demandeur lui a causés par l'inexécution de ce contrat, ainsi que le coût du protêt et mise en demeure lorsqu'il est allégué que ces faits ont été nécessités par la faute et négligence du demandeur.—C.S., 1901, Davidson, J., Latour v. Yasinowsky, 8 R. de J., 250.

Jugé:—Dans une action en dommages pour injures verbales, le défendeur peut alléguer certains faits ou circonstances qui ont accompagné l'incident qu'on lui reproche, lorsque ces faits ou circonstances sont de nature, s'ils sont prouvés, sinon à justifier tout à fait la conduite du défendeur, du moins à mieux faire voir la gravité des injures et à mitiger la condamnation.—C.S., 1901, Andrews, J., Renault v. Lortie, 3 R.P., 495.

Le défendeur poursuivi en dommages pour injures ne peut plaider que ce qu'il a dit dans les circonstances était vrai, mais il peut alléguer que ce qu'il a dit était notoire dans la localité.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., Lagacé v. Clermont, 8 R. de J., 38.

A une action en dommages dans laquelle le demandeur allégué qu'il a toujours joui d'une bonne réputation à venir jusqu'à la date d'une accusation pour vol, portée contre lui par le défendeur, ce dernier peut bien prouver que la dénonciation qu'on lui reproche n'a pas eu l'effet de faire perdre au demandeur une bonne réputation qu'il n'avait pas, mais il ne peut pas plaider ni prouver des faits particuliers pour montrer que le demandeur ne jouissait pas d'une bonne réputation.—C.S., 1901, Mathieu, J., Gosselin v. Bleau, 8 R. de J., 546.

A motion in the nature of an inscription in law to reject certain allegations in plaintiff's answer to an intervention, does not operate as a suspension of the ordinary delays within which intervenant is bound to file his answer or replication to such plaintiff's answer.—S.C., 1901, Davidson, J., Canada Industrial Co. v. Kensington Land Co., 8 R. de J., 187.

An inscription in law is not the proper means to attack a plea which couples special grounds of defence with a general denial.

An inscription in law which is well founded only as to one of the allegations of the pleading attacked will be maintained with costs.—S.C., 1901, Davidson, J., Thorneioe v. Ivry, 8 R. de J., 61.

Sur une action instituée contre une femme décrite comme épouse séparée de corps et de biens, en recouvrement d'une somme prétendue due pour prix d'ouvrages faits et effets vendus, si la défenderesse plaide qu'elle n'avait pas capacité pour s'engager ainsi sans autorisation, le demandeur ne peut par une réponse, alléguer "que c'est une affaire d'administration."

ARTICLE 191.—Continued.

Sur motion, ces mots seront rejetés comme contenant une allégation qui, si elle est fondée, constitue une cause d'action, et, partant, aurait dû être énoncée en la déclaration et non en la réponse du demandeur.—C.S., 1901, Langelier, J., Sharpe, J., Sharpe v. Bougie, 8 R. de J., 160.

Qu'un héritier n'a pas le droit de poursuivre un de ses co-héritiers en reddition de compte, mais que la seule action qu'il puisse prendre est une action en compte et partage.—C.S., 1901, Langelier, J., Renaud v. Delfausse, 5 R.P., 230.

On peut répondre à un plaidoyer de paiement basé sur une quittance notariée, que la quittance est fausse, et ce, bien que la fausseté de la quittance ne puisse être prouvée sans inscription de faux.—C.S., 1901, Langelier, J., McCarthy v. Laviolette, 5 R.P., 87.

In an action by an incorporated company to enforce, against a shareholder's legal representatives, a call on shares subscribed for by the "de cuius," the defendants cannot plead that the conditions of the Act of Incorporation have not been complied with, and that the company has, for more than a year, carried on the business of insurance in violation of the conditions of the statute incorporating it.—S.C., 1901, Davidson, J., Victoria-Montreal Fire Ins. Co. v. O'Neill, 5 R.P., 4.

Jugé :—Si, dans un contrat de vente, l'acheteur avait la faculté de se libérer du paiement du prix en remettant à son vendeur les objets vendus, l'action en recouvrement du prix de vente est bien fondée, et l'acheteur ne peut plaider, par défense en droit, que le créancier devait le mettre en demeure de lui remettre les objets vendus, et ne lui réclamer le prix qu'à défaut par lui de faire telle remise.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., Leduc v. Rabeau, 4 P.R., 154.

Jugé :—Que le locataire d'une maison n'a pas droit à une saisie-revendication pour saisir ses meubles entre les mains de son propriétaire auquel il est dû du loyer.—C.C., 1901, Dorian, J., McAvoy v. The Merchants' Bank of Halifax, 3 R.P., 400.

Jugé :—Un défendeur ne sera pas condamné en dommages pour diffamation de caractère, si les paroles reprochées ne sont que la qualification vraie de la conduite ou d'un acte du demandeur. Ainsi un serviteur qui aurait dérobé du bois à son maître, ne pourra obtenir une condamnation contre ce dernier qui, dans une discussion relative à ce vol de bois, lui aurait dit : "Tu es un voleur."—C.C., 1901, Lemieux, J., Baron v. Laroche, 3 R.P., 450.

Action en dommages pour injures verbales intentée par la demanderesse, commune en biens, assistée de son mari :—

Jugé :—1. Que la créance poursuivie en cette cause appartient à la communauté de biens existant entre elle et son époux.

2. Que le mari seul peut intenter une action pour et au nom de la communauté.

3. Que ce moyen doit être invoqué par défense en droit, et non par exception à la forme.—C.C., 1901, Lynch, J., Joyette v. Brunelle, 3 R.P., 464.

Jugé :—1. A une action en dommages pour injures verbales le défendeur ne peut plaider des faits tendant à justifier d'autres paroles que celles mentionnées en la déclaration.

ARTICLE 191.—Continued.

2. Le rejet de certaines allégations d'un plaidoyer qui ne peuvent être la base d'un plaidoyer de justification, doit être demandé plutôt par inscription en droit que par une motion pour rejet.—C.S., 1902, Mathieu, J., Phillips v. Laviolette, 4 R.P., 396.

Held :—1. An inscription in law does not lie against an answer to plea in which the details are insufficient. An "exception à la forme" is the proper recourse.

2. An allegation of an answer to plea, insufficient in itself to dismiss the plea, but which tends to prove the truth of the plaintiff's action, will not be dismissed an inscription in law.—S.C., 1902, Mathieu, J., Vipond v. Kilburn, 4 R.P., 376.

Jugé :—Dans une action en dommages pour injures verbales, le défendeur peut alléguer certains faits qui sont de nature, s'ils sont prouvés, sinon à justifier la diffamation alléguée, du moins à mitiger la condamnation.—C.S., 1902, Langelier, J., Dion v. Fafard, 4 R.P., 351.

Jugé :—Des allégués demandant à compenser une réclamation basée sur un bail, avec des dommages que la compagnie en faillite prétend avoir soufferts de la part du réclamant, sont illégaux et seront rejetés sur inscription en droit.—C.S., 1902, Mathieu, J., In re Montreal Cold Storage & Freezing Company and Stevenson, 4 R.P., 341.

Held :—When a "tiers-saisi" has declared that he owes nothing, it is not sufficient to allege, in contestation thereof, that it is false : a contestation of a declaration of a "tiers-saisi" has, for its object, a different basis of facts whereon to determine the liability of the garnishee from that furnished by his declaration : it must, if for less than the amount of the judgment, set forth the exact amount of the alleged indebtedness; it must be as specific and proved like the contents of the declaration in an ordinary suit, and it creates a real instance in which the tiers-saisi is a "defendant."—S.C., 1902, Davidson, J., Canada Cong. Miss. Society v. Larivière, 4 R.P., 290.

Held :—In an action in damages against an electric light company for loss by fire by reason of defective wiring and excess of electric current, an allegation in the plea which states that the building was refused as a risk by the insurance companies, will be struck from the plea, on an inscription in law, as being irrelevant to the issue and in no wise supporting the conclusions of the plea.—S.C., 1902, Langelier, J., West v. La-machine Rapids H. & L. Co., 4 R.P., 314.

Un médecin qui poursuit pour le paiement de ses services et soins professionnels ne peut, dans sa demande, alléguer que lorsque ses services ont été requis le défendeur et les membres de sa famille avaient été les victimes d'un attentat dont l'auteur, membre de la famille du défendeur était maintenant sous accusation pour un acte criminel ; que les journaux avaient donné publicité à ces faits et qu'ils mentionnaient en même temps, que le défendeur était sous les soins du demandeur.—C.S., 1902, Fortin, J., Marlen v. Lussier, 8 R. de J., 492.

A une action réclamant des défendeurs, mari et femme, des dommages pour des propos injurieux proferés par l'épouse du défendeur sur le compte des demandeurs, les défendeurs ne

ARTICLE 192.—Continued.

peuvent opposer une défense alléguant les propos tenus par le défendeur. Ces allégations ne peuvent repousser la demande basée sur les propos de l'épouse du défendeur, et, partant, sera maintenue l'inscription en droit demandant à retrancher telles allégations de la défense des défendeurs.—C.S., 1902, Mathieu, J., Huet v. Paré, 8 R. de J., 350.

Dans l'espèce le tiers-saisi, débiteur d'une somme de \$100, en vertu d'un jugement, n'était pas tenu de déclarer qu'en outre de cette somme il devait \$200 de dommages-intérêts causés au saisi par des allégations prétendues fausses d'un plaider; et une contestation de la déclaration du tiers-saisi, basée sur le défaut de déclarer autre chose que la dette certaine, sera renvoyée sur inscription en droit.—C.S., 1902, Routhier, J., Germain v. Dussault, 5 R.P., 96.

Qu'un acheteur d'immeubles ne peut poursuivre son vendeur, ni l'auteur de son vendeur, pour obtenir de lui un titre clair, avant d'avoir été évincé de ses propriétés, ou d'avoir été poursuivi pour des charges ou droits sur elles, qui ne lui ont pas été dénoncés lors de l'achat.—C.S., 1902, Fortin, J., Trudeau v. Molleur, 5 R.P., 221.

Que, lors d'une vente du shérif, le saisi a intérêt à constater la collocation d'un créancier hypothécaire, dont la créance est conditionnelle, mais qui est colloqué comme créancier pur et simple, vu que, si la condition ne se réalise pas, ce créancier aura touché l'argent, et n'ayant pas fourni le cautionnement exigé d'un créancier conditionnel, il ne sera peut-être pas en état de remettre le montant qu'il aura touché.—C.S., 1902, Mathieu, J., Benoit v. Ste-Marie, 5 R.P., 222.

Dans une action pour le prix de marchandises vendues et livrées, le défendeur ne peut plaider que les marchandises à lui livrées n'étaient pas de la qualité stipulée et qu'il a été obligé de les remplacer par d'autres, sans offrir en même temps les marchandises reçues par lui du demandeur et demander la résolution de la vente.—C.S., 1902, Mathieu, J., The Dominion Bag Co. v. The Chas. A. Bull Produce Co., 5 R.P., 175.

Si la partie poursuivie plaide que le demandeur a tiré sur elle une traite pour le montant de la réclamation, le demandeur peut répondre que la traite est impayée et en souffrance, et ce, sans consigner la traite en question; le défaut de consignation ne pourrait affecter que les frais, tout au plus.—C.S., 1902, Lavergne, J., McKee v. Falardeau, 5 R.P., 159.

Il est illégal de plaider à une action en partage, que le demandeur a droit à une partie de la succession moindre que celle qu'il réclame, son droit de demander le partage étant le même dans tous les cas.—C.S., 1902, Langelier, J., Cabana v. Latour, 5 R.P., 102.

If it does not clearly appear from the declaration that a certain party pre-deceased another, the defendant, in an action in partition, may ask for further particulars, but cannot inscribe in law.—S.C., 1902, Doherty, J., Hurtubise and Stamford, 5 R.P., 151.

Il n'est pas légal de dire, en attaquant la validité d'un règlement municipal, qu'il a été passé malgré l'avis adverse de l'avocat de la municipalité.—C.S., 1902, Mathieu, J., La Ville de Westmount v. McKim, 5 R.P., 134.

ARTICLE 191.—Continued.

Dans une poursuite pour faire radier l'enregistrement d'un droit réel, il est à propos de mettre le registrateur en cause, surtout quand on soutient qu'il a traité comme droit réel ce qui n'en était pas un ; le défaut de mettre en cause celui qui a requis l'enregistrement ne peut faire l'objet d'une défense en droit.—C.S., 1902, Mathieu, J., Rocher v. Champagne, 5 R.P., 19.

Sur une action en passation de titre, prise par une corporation municipale, la partie engagée à fournir un certain terrain à la corporation, ne peut plaider que le procès-verbal de l'inspecteur municipal est nul et "ultra vires," et a été annulé par les tribunaux ; que le conseil de comté n'a pas été consulté au sujet de l'ouverture du chemin, et que le défendeur a poursuivi la corporation au possessoire ; de tels allégués seront retranchés sur inscription en droit.—C.S., 1903, Loranger, J., La Corporation de Ste-Julie v. Malo, 5 R.P., 217.

Held :—1. That a wife common as to property has no right of action to recover rights which belong to the community.

2. That the proper procedure to have an action dismissed as regards her, is by demurrer, and not by exception to the form.—S.C., 1903, Davidson, J., Villemaire v. Fortier, 5 R.P., 250.

Jugé :—Qu'à une action en revendication d'effets donnés, il est permis de plaider que l'un des donateurs vivait en concubinage avec la donataire, lors de la donation ;

2. Qu'on ne peut plaider, à l'encontre de la donataire, que la donation est nulle parce qu'elle a été faite par le donateur pour se mettre à l'abri de ses créanciers ;

3. Qu'en revendiquant des objets donnés par une société, il n'est pas nécessaire de mettre en cause tous les associés, si un seul détient les objets en question.

4. Qu'il n'est pas permis de plaider à une saisie-revendication que d'autres créanciers font valoir des droits sur les mêmes objets.

5. Que preuve avant faire droit sera ordonnée sur l'allégation du donateur qu'il a vendu à réméré les objets revendiqués, et ce, avec l'assentiment de la donataire.—C.S., 1903, Lavergne, J., Rousseau v. Verdon, 5 R.P., 219.

Que l'acheteur qui n'est pas mis en possession d'une partie des choses à lui vendues en bloc, ne peut réclamer du vendeur que la valeur de la partie qu'il n'a pas encore reçue, proportionnellement au prix total, et les dommages à lui accordés en loi et que tous autres dommages lui seront refusés sur inscription en droit.—C.S., 1903, Lavergne, J., Muscat v. Montréal Hardware Manufacturing Co., 5 R.P., 197.

Que des représentations exagérant la valeur de droits vendus, ne constituent pas des actes de fraude susceptibles de donner à l'acquéreur le droit de demander la nullité des ventes, mais une simple lésion qui n'est pas une cause de nullité entre majeurs. Qu'une action par laquelle on demande la nullité de ventes de droits miniers et de droits de réméré dont le demandeur allègue ne posséder qu'une partie, sera renvoyée sur défense en droit si les propriétaires des autres parties de ces droits ne sont pas mis en cause.—C.S., 1903, Lavergne, J., Jeannotte v. Caron, 5 R.P., 183.

ARTICLE 192.

Jugé :—Un plaidoyer en droit, non accompagné d'une inscription pour un jour fixe, sera renvoyé sur motion.—C.S., 1897, Larue, J., Audet v. Beaupré, 1 R.P., 79.

Jugé :—Un plaidoyer en droit, non accompagné d'une inscription pour un jour fixe, sera renvoyé sur motion.—C.S., 1897, Casault, J. en C., Lespérance v. Rochon, 1 R.P., 39.

Held :—1. That to entitle a party to a preliminary hearing on a law issue, such party must specify the particular legal objections upon which he relies, and "none others" can be argued on such inscription.

2. An inscription in law which does not specify the particular grounds on which it is based will be rejected.—S.C., 1897, Archibald, J., Angers v. Moreau, 1 P.R., 110.

Une inscription en droit doit contenir tous les moyens sur lesquels elle est basée, et les moyens qui y sont mentionnés seront seuls pris en considération. Une inscription en droit en termes généraux sera renvoyée.—C.S., 1897, Archibald, J., Angers v. Moreau and The City and District Savings' Bank, 3 R.L., n.s., 538.

Jugé :—1. Que la poursuite d'un actionnaire dans une banque contre les directeurs pour dommages résultant de leur mauvaise administration, se prescrit par trente ans, et non par deux ans.

2. Que si le défendeur ne fait qu'une défense le demandeur a le droit de vider d'abord la question de prescription par inscription en droit.—C.S., 1897, Loranger, J., MacDonald v. Bulmer, 1 R.P., 113.

Jugé :—1. Que l'inscription en droit n'est pas requise en Cour de Circuit, et qu'une motion pour faire rejeter un plaidoyer en droit non accompagné d'inscription sera renvoyée.—C.C., 1898, Gill, J., Talbot v. Bouchard, 1 R.P., 280.

Qu'une défense en droit qui ne contient aucun moyen, et qui n'a qu'une allégation générale à l'effet que la déclaration telle que libellée ne donne pas droit aux conclusions demandées, est irrégulière, trop vague, et peut être renvoyée sur motion ;

Que lorsqu'une défense s'attaque au fond même de l'action et est suffisamment libellée, le demandeur ne peut y répondre par une inscription en droit et doit la contester au fond. L'inscription en droit ne s'appliquant qu'au cas où le droit de la partie n'est pas démontré, ou ne ressort pas des faits tels que libellés.—C.S., 1898, Loranger, J., Leduc v. Kensington Land Co., 5 R.L., n.s., 44.

Qu'un allégué ne sera pas rejeté sur inscription en droit parce qu'il est une répétition d'un allégué précédent ;

Qu'il est permis à un entrepreneur principal d'alléguer son privilège sans alléguer aussi une convention le lui accordant ;

Que les allégués d'une action en déclaration d'hypothèque, qui justifient une condamnation personnelle, ne seront pas rejetés sur inscription en droit ;

Que la Cour ne peut, sur inscription en droit, rejeter certains allégués pour des raisons non-mentionnées dans l'inscription.—C.S., 1899, Doherty, J., Turcot v. Lebeau, 2 R.P., 200

ARTICLE 192—Continued.

Held :—That a demurrer to a *capias* will not be dismissed on exception to the form, the defendant being at liberty to adopt that proceeding instead of the petition to quash.—S.C., 1899, Curran, J., Todd v. Murray, 3 P.R., 521.

Held :—That matters of law must be urged by way of inscription in law, and that the contestation of an opposition urging them otherwise will be dismissed on motion.

2. Semble :—That a contestation denying the opposant's alleged privilege, and declaring the conclusions thereof illegal, and setting forth that the said opposition is made too late, must be considered as setting up grounds of law.—S.C., 1899, Curran, J., The Royal Electric Co. v. Palliser, 2 R.P., 100.

Jugé :—Que le défaut de signifier un compte au demandeur doit être invoqué dans les délais fixés pour les exceptions préliminaires, et qu'une motion du défendeur pour être relevé vu ce défaut de signification, de la forclusion entrée contre lui, sera rejetée.—C.S., 1899, Mathieu, J., Sorgius v. Dupéré, 2 R.P., 208.

Jugé :—Que les frais encourus pour faire enregistrer un privilège, sont exigibles du débiteur de la créance enregistrée.—C.S., 1899, Doherty, J., Turcot v. Lebeau, 2 R.P., 208.

Inscription en droit.—Le défendeur qui, au lieu d'inscrire en droit aux termes de l'article 192 C.P.C., produit une défense en droit dans la forme usitée sous l'ancien Code de Procédure Civile, et inscrit ensuite sur cette défense en droit, régularise sa procédure, et le demandeur, qui n'en éprouve aucun préjudice, ne peut demander le rejet de la défense en droit.—C.S., 1899, Mathieu, J., Montreal Park and Island Railway Company v. Town of St. Louis, 16, R.J., 335.

Jugé :—1. On peut demander la révocation d'un jugement par une action directe, lorsqu'on pourrait le faire par une requête civile.

2. Celui qui attaque pour fraude un jugement rendu contre lui et allègue qu'il lui cause un grave préjudice, n'est pas tenu de faire voir, dans sa déclaration, que sans les fraudes alléguées, le jugement serait différent de ce qu'il est.

3. La requête civile doit être accompagnée d'un affidavit, mais si, dans une inscription en droit contre l'action directe, cette informalité n'est pas invoquée, la Cour ne peut, d'office, prendre connaissance du défaut d'affidavit.—C.S., 1902, Lange-lier, J., Charette v. Léveillé, 4 R.P., 310.

Jugé :—Que les frais encourus pour faire enregistrer un privilège, sont exigibles du débiteur de la créance enregistrée.—C.S., 1899, Doherty, J., Turcot v. Lebeau, 2 R.P., 208.

En adjugeant sur une inscription en droit, la Cour ne prendra en considération que les raisons qui y sont spécifiées.—C.S., 1903, Mathieu, J., Marshall v. MacDougall, 5 R.P., 186.

ARTICLE 194.

Held :—That a petition for provisional allowance, made by the wife, in an action for separation from bed and board, will not be granted until the wife's place of residence pending the suit, has been fixed by the Court.—S.C., 1900, Tait, A.C.J., Lauzon v. Hébert, 3 P.R., 448.

ARTICLE 196.

Lorsqu'un défendeur allègue dans sa défense que le demandeur ne lui donne pas crédit pour une somme d'argent qui lui a été payée, il doit indiquer par qui et comment cette somme lui a été payée et mentionner, autant que possible, les circonstances de ce paiement.—C.S., 1898, Mathieu, J. Dupuis v. Brossard, 4 R.L., n.s., 327.

Un défendeur poursuivi en dommages pour avoir séduit une femme mariée et l'avoir détournée de ses devoirs conjugaux, peut alléguer dans sa défense, que si la femme a laissé le domicile conjugal c'était parce que le demandeur la maltraitait et qu'il lui avait communiqué des maladies vénériennes, et une réponse en droit demandant le rejet de ces allégations sera renvoyée.—C.S., 1898, Tait, A.C.J., Roussel v. Frappier, 4 R.L., n.s., 463.

Dans une action en séparation de corps, où il y a eu réconciliation entre les époux, cette réconciliation ne peut être opposée par motion demandant que l'action soit déclarée avoir été discontinuée, mais elle doit être plaidée dans la manière ordinaire.—C.S., 1898, Mathieu, J., Loiseleur v. Parent, 4 R.L., n.s., 324.

Le défendeur ne peut alléguer comme moyen de défense à une action demandant la nullité d'un partage, les motifs qui ont porté le demandeur à intenter son action.—C.S., 1898, Mathieu, J., Farineau v. Farineau, 4 R.L., n.s., 447.

Jugé :—1. Qu'une contestation du bilan d'un insolvable qui allègue quelques-unes des offenses mentionnées dans l'Art. 885 C.P., que le contestant offre de prouver, peut conclure purement et simplement à ce que le failli soit emprisonné, sans demander expressément que son bilan soit déclaré faux et frauduleux.

2. Que le caractère indéfini des conclusions d'une contestation de bilan doit être plaidé par exception à la forme, et non par inscription en droit.

3. Que le contestant n'est pas tenu de faire voir que sa contestation est faite dans les quatre mois qui suivent l'insertion de l'avis de la nomination du curateur dans la "Gazette Officielle" de Québec; c'est au failli à plaider par exception l'extinction du droit du contestant, s'il y a lieu.

4. Que si l'on se plaint, dans une contestation de bilan, de l'omission frauduleuse de la mention de biens sans dire qu'ils sont de la valeur de cent piastres, le failli doit se plaindre de cette irrégularité par exception à la forme, et non par défense en droit.—C.S., 1898, Mathieu, J., In re Sanft, 1 R.P., 373.

Jugé :—1. Que dans une action en répétition de sommes adjugées en vertu d'un partage, le défendeur peut plaider, par exception, la nullité de l'obligation, mais non celle du partage tout entier.

2. Qu'on ne peut offrir en compensation des créances d'une nature contestable, surtout lorsque la contestation entraînerait une discussion sur la validité du contrat de partage en vertu duquel on poursuit en répétition de deniers attribués par ce contrat.—C.S., 1898, Mathieu, J., Arcand v. Lamy, 1 R.P., 272.

Held:—That the "lex fori," not the "lex loci contractus," applies to limitation of actions, and that, therefore, a debt contracted in the State of New Hampshire will be prescribed when the defendant has since been domiciled over five years in the Province of Quebec, although such debt would only be prescribed by six years in the State of New Hampshire.—C.C., 1898, Purcell, J., Morin v. Marin, 1 P.R., 266.

Que le défaut d'affidavit accompagnant un plaidoyer doit être plaidé par voie de motion et non par inscription en droit.—C.S., 1899, Larue, J., Caron v. Desaulniers, 1 R.P., 581.

Que le défendeur dans une défense en fait au mérite peut alléguer que "l'action est mal fondée en fait et en droit."—C.S., 1899, Curran, J., Sinott v. Robert, 6 R.L., n.s., 196.

Que si un bilan est contesté pour fraude et que l'insolvable, dans sa réponse à la contestation, explique ses actes, pour les justifier, il sera permis au contestant de répliquer à cette réponse en alléguant des faits connexes aux allégations de sa contestation pour les expliquer et les justifier, et les allégations ne seront pas rejetées comme ayant dû faire partie de la contestation elle-même.—C.B.R., 1900, Bessette v. Ball, 5 R.P., 233.

Qu'une défense à une action intentée par un tuteur qui contient comme moyens que le mineur est domicilié en dehors de la Province de Québec ; qu'il avait déjà en Italie un tuteur autre que le demandeur ; que le demandeur et le mineur ne sont pas sujets britanniques ; que le demandeur n'est tuteur qu'aux biens et non à la personne du mineur, soulève des questions qui peuvent être plaidées au fond, et non par des questions de forme qui auraient dû être soulevées par une exception préliminaire.—C.S., 1900, Gill, J., Dini v. Canadian Construction Co., 6 R.L., n.s., 213.

Qu'une défense qui ne contient pas de conclusions sera rejetée sur motion.—C.C., 1900, Langelier, J., Lefebvre v. Legros, 6 R.L., n.s., 92.

Jugé:—Les allégations qui contredisent des allégations précédentes d'un même plaidoyer contenant des admissions seront retranchées sur motion du demandeur, sans que la défenderesse ait le droit d'option.—C.S., 1902, Mathieu, J., Destroismaisons v. Dominion Ice Co., 4 R.P., 368.

Jugé:—1. Que les tribunaux, dans notre système de procédure, ayant à juger le fait et le droit, les prétentions de droit sont permises dans les plaidoyers ;

2. Que les allégations d'une défense où il est allégué que le défendeur a agi non personnellement, mais en qualité de mandataire, d'un tiers qu'il dénonce, sont pertinentes, le mandataire qui agit en son propre nom dans les limites de son mandat, obligeant son mandant aussi bien que lui-même.—C.S., 1902, Langelier, J., Dubois v. Gohier, 5 R.P., 228.

ARTICLE 197.

Dans le cas où un défendeur, qui a obtenu la permission de produire sa défense en payant certains frais, produit son plaidoyer sans payer ces frais, le demandeur ne peut, sur motion, le faire rejeter du dossier pour cette raison si, avant

ARTICLE 197.—Continued.

la motion, il avait répondu au plaidoyer sans aucune réserve.—C.S., 1898, Doherty, J., McGreevy v. Lapalme, 4 R.L., n.s., 483.

Jugé :—Que dans une action dont le demandeur se désiste avant que le plaidoyer ne soit dû, mais après qu'il a été préparé, à la connaissance de ses avocats, il sera condamné à payer les honoraires et déboursés sur ce plaidoyer.—C.S., 1899, Mathieu, J., Brown v. Beleville, 2 R.P., 37.

Une réponse à un plaidoyer qui ne contient aucun fait nouveau, qui n'est pas nécessaire pour lier contestation, et qui ne contient qu'une argumentation, sera rejetée du dossier sur motion à cet effet.—C.S., 1897, Archibald, J., Bélieveau v. Demers, 3 R.L., n.s., 542.

Lorsqu'un demandeur, par les allégations de sa réponse à la défense, contredit une allégation de sa déclaration ou allègue des faits tendant à refaire sa demande, ces allégations de la réponse du demandeur peuvent être rejetées sur motion.—C.S., 1898, Mathieu, J., Marsan Lemoine, 4 R.L., n.s., 446.

Une réponse à une défense où le défendeur plaide que l'ouvrage dont on réclame le prix a été mal fait, dans laquelle le demandeur allègue que le défendeur était satisfait des travaux, parce que subséquemment il lui en avait donné d'autres pour le prix desquels il se réservait son recours, est irrégulière et sera rejetée sur motion.—C.S., 1898, Mathieu, J., Wright v. Thayer, 4 R.L., n.s., 236.

Jugé :—Que dans une action basée sur un mandat exprès, qui est nié, on ne peut alléguer dans la réponse que le défendeur savait que le demandeur travaillait pour lui ; une telle allégation devant faire partie de la déclaration, sera rejetée de la réponse sur motion.—C.S., 1898, Mathieu, J., Carpenter v. Pinault, 1 R.P., 498.

Held :—1. That a plaintiff is not allowed to answer a negative plea of a female defendant in a "saisie-gagerie par droit de suite," either by alleging that her husband has been fined for failure to pay his license, or by setting forth the debts of the defendant, and pretended illegal transfers and judgment.

2. That the proper way to object to such allegations remaining in the answer is a motion and not an inscription in law.—S.C., 1898, Archibald, J., McCrory v. Levesque, 1 P.R., 370.

To an action of assumpsit the defendant pleaded payment. The plaintiff's answer contained allegations to the effect that the defendant had definitely acknowledged the balance sued for and had agreed that if he failed to pay any monthly payment within three days after it should become payable the entire balance should be entirely exigible.

Held :—That the allegations were relevant, and were not such as should have been made in the declaration.—S.C., 1899, Archibald, J., Ness v. Candlish, 17 R.J., 194.

Held :—Where in an action in ejectment, the lessee pleads that he has never received any notice that his lease was terminated, the plaintiff may answer such plea by stating that the notice that the premises were to let had been put up for

ARTICLE 197.—Continued.

three months before the termination of the lease, and that the defendant asked for a longer delay to move out.—S.C., 1900, Davidson, J., Berthel v. Duceppe, 3 P.R., 229.

Que dans le cas où une pièce de procédure qui ne peut être produite qu'avec la permission du tribunal, est néanmoins produite du consentement de la partie adverse, elle ne sera pas rejetée sur motion.—C.S., 1900, Mathieu, J., Langlois, v. Gravel, 6 R.L., n.s., 190.

Jugé :—Que dans une action basée sur un acte d'obligation consenti en faveur du curateur à une substitution et de trois grevés, et prise par un des grevés et d'autres personnes dont le titre de créanciers n'est pas apparent, les demandeurs ne peuvent, en réponse à un plaidoyer où l'on se plaint de l'absence du curateur et de deux des grevés, et de la présence comme demandeurs de personnes sans titre apparent, produire les titres de ces personnes, et cette partie de la réponse sera rejetée sur motion comme tendant à refaire l'action.—C.S., 1900, Pagnuelo, J., Desrivières v. Delaney, 3 R.P., 384.

Que le créancier qui fait enregistrer son jugement contre un immeuble acheté par son débiteur à une vente de shérif, mais dont le prix n'a pas été payé, n'a pas d'action hypothécaire contre celui qui s'est subséquemment fait transporter l'adjudication, et en a payé le prix au shérif, lequel lui a donné un titre à cet immeuble.—C.S., 1900, Pagnuelo, J., Lemieux v. Mitchell, 3 R.P., 367.

That, if a party, in his plea, calls a certain contract a lease, and the plaintiff, as his answer, sets up that it is a sale, the defendant may, in his replication, allege that it is immaterial whether the writing is interpreted as a lease or as a sale ;

That a replication cannot set up in detail allegations already set up on the plea, such allegations being either useless or irregularly pleaded in a replication.—S.C., 1902 Doherty, J., Migneron v. The Williams' Manufacturing Co., 5 R.P., 226.

In an action based upon a promissory note, where the defendant pleads the plaintiff is not a regular holder for value, the latter may answer that he holds the note for collection on behalf of the last endorser, and such action will not be rejected on motion, as changing the basis of action.—S.C., 1902, Pagnuelo, J., The Legal and Financial Exchange v. Cameron, 5 R.P., 98.

Le demandeur, dans sa réponse à la défense, doit se borner à répondre à ce plaidoyer, il ne peut ajouter à son action ni alléguer des faits qui auraient dû être invoqués dans la déclaration, ou qui pourraient servir de base à une autre action.—C.S., 1902, Andrews, J., Jobin v. Rainville, 5 R.P., 93.

That a party who sues on a writing alleged to have been given in execution of a natural obligation, cannot, in answer to a plea, or in consideration, set out a wholly distinct and additional consideration, and the paragraphs of his answer relating to same will be rejected on motion.—S.C., 1903, Davidson, J., Brulé v. Brulé, 5 R.P., 263.

ARTICLE 199.

Held :—That a plaintiff cannot amend his declaration by adding a new right of action which only arose after the institution of the action. Article 199 C.P. does not apply so as to help plaintiff.—S.C., 1897, Archibald, J., Brunet v. Venne, 1 P.R., 137.

Held :—That a party is allowed to set forth in a pleading facts which have arisen since the institution of the action, but must previously obtain the leave of the judge to that effect.—S.C., 1897, Archibald, J., Schiller v. Daoust, 1 P.R., 138.

Jugé :—Qu'une réponse spéciale à une réponse peut être produite sans la permission du juge, mais le demandeur doit obtenir cette permission pour y répliquer.—C.S., 1898, Mathieu, J., Rivet v. Barsalou, 1 R.P., 269.

Qu'il n'y a pas lieu d'appeler d'un jugement interlocutoire par lequel le juge, à sa discrétion, permet ou refuse à une partie de faire valoir par voie de défense ou de réponse supplémentaire des faits essentiels arrivés depuis la contestation.—C.B.R., 1900, Dupuis & Dupuis, 5 R.P., 59.

ARTICLE 200.

Held :—Where plaintiff attempts to urge grounds of law against defendant's plea without stating that he inscribes the same for hearing on a fixed day, he will, upon motion, be permitted to amend the answer in law by adding the words relating to inscription.—S.C., 1898, Mathieu, J., Palliser v. The Merchants' Bank of Canada, 1 P.R., 235.

ARTICLE 201.

Jugé :—Que celui qui, se prétendant propriétaire d'un fonds de terrain depuis plus de dix ans, le réclame d'un possesseur sans titres, peut être tenu, sur motion à cet effet, de produire ses titres à ce terrain, mais non les extraits du rôle de cotisation, ni aucun autre document.—C.S., 1898, Mathieu, J., Brunet v. La Cité de Montréal, 1 R.P., 360.

Jugé :—Que dans une action pour marchandises vendues et pension fournie par un hôtelier, où un compte de la créance du demandeur a été produit avec le rapport de l'action, il n'y a pas lieu de demander la suspension des procédés jusqu'à ce que copie de ce compte ait été signifiée au défendeur.—C.S., 1900, Loanger, J., The Châtea Frontenac Co. v. Lionais, 3 R.P., 352.

Que dans le cas où une pièce de procédure qui ne peut être produite qu'avec la permission du tribunal est néanmoins produite du consentement de la partie adverse, elle ne sera pas rejetée sur motion.—C.S., 1900, Mathieu, J., Langlois v. Gravel, 6 R.L., n.s., 190.

ARTICLE 202.

Jugé :—Lorsqu'un plaidoyer contient des allégations spéciales en fait et aussi une dénégation générale, les allégations spéciales en fait seront rejetées, sur motion à cette fin, à moins que le défendeur ne déclare retirer sa dénégation générale et s'en tenir à ses allégués spéciaux.—C.S., 1897, Larue, J., Faucher v. Véziaa, 1 R.P., 40.

Jugé :—La dénégation de tous les allégués de la déclaration excluant tout autre plaidoyer, les plaidoyers qui suivent cette dénégation générale seront rejetés sur motion à cet effet.—C.S., 1897, Archibald, J., Schwartz v. Bode, 1 R.P., 42.

Que la dénégation générale est permise, bien qu'elle exclue toute autre défense.—C.S., 1897, Taschereau, J., Boisseau v. Williams, 1 R.P., 84.

Le défendeur qui produit plusieurs plaidoyers peut être tenu, sur motion du demandeur, d'opter entre ces différents plaidoyers.—C.S., 1897, Taschereau, J., Boisseau v. Williams, 1 R.P., 84.

Une dénégation qui exclut certains allégués d'une déclaration ou d'un plaidoyer, ne constitue pas une dénégation générale dans le sens de l'article 202 C.P.—C.S., 1897, Mathieu, J., The Montreal Loan & Mortgage Co. v. Denis, 1 R.P., 13.

Jugé :—Qu'un réplique générale suivie d'allégations de faits spéciaux sera rejetée sur motion.—C.S., 1897, Archibald J., Thibaudeau v. Superior, 1 R.P., 116.

Jugé :—Que le retrait de droits litigieux est exclusif de toute autre défense.—C.S., 1897, Taschereau, J., Boisseau v. Williams, 1 R.P., 84.

Jugé :—La dénégation générale excluant tout autre plaidoyer, un allégué suivant disant que la dette est prescrite, sera rejeté sur motion.—C. S., 1898, Andrews, J., Bourque v. St-Jacques, 1 R.P., 75.

Jugé :—Qu'un plaidoyer qui commence par nier tous et chacun des allégués de la déclaration du demandeur, sauf et excepté ceux ci-après spécialement et expressément admis comme vrais, doit être rejeté comme irrégulier sans que la partie puisse faire option entre les allégués généraux et les allégués spéciaux.—C.S., 1898, Lynch, J., Côté v. The Can. Pac. Ry. Co., 1 R.P., 247.

Jugé :—Qu'un défendeur ne doit pas invoquer des moyens contradictoires dans un même plaidoyer; mais que rien n'empêche de plaider successivement par des plaidoyers différents, irresponsabilité, absence de droit du poursuivant et compensation, chacun de ces plaidoyers constituant par lui-même une bonne défense à l'action.—C.S., 1898, Mathieu, J., Archambault v. Tessier, 1 R.P., 234.

Jugé :—1. Qu'une seconde réponse à une contestation d'opposition afin de distraire, où l'opposant nie tous les allégués de la contestation du demandeur qui ne s'accordent pas avec ceux de l'opposition, n'est pas une dénégation générale et n'exclut pas toute autre réponse.

2. Qu'un allégué qui nie tous les faits de la contestation, sauf ceux subséquemment admis et qui concordent avec les allégués de l'opposition, n'est pas une réponse générale

ARTICLE 202.—Continued.

sulvant l'article 202 C.P., paragraphe 2, ni une réponse spéciale sulvant le paragraphe 1 du même article. Un tel allégué est irrégulier et doit être rejeté.—C.S., 1898, Mathieu, J., Bellingham v. Robb, 1 R.P., 19.

Jugé :—Que les allégations d'un plaidoyer qui suivent une dénégation générale seront rejetées sur motion.—C.S., 1898, Mathieu, J., Transit Milling Co. v. MacLaren, 1 R.P., 462.

Jugé :—Qu'un créancier qui demande, par requête, la nullité d'un décret, d'une ventilation et d'un jugement de distribution dans la même cause, ne peut être tenu d'opter entre ces trois procédures, les trois demandes pouvant se cumuler. C.S., 1898, Mathieu, J., Cousineau v. Laspérance, 1 R.P., 432.

La dénégation dans une défense doit être générale ou spéciale ; celle qui nie toutes les allégations, sauf celles qui sont admises, est irrégulière, n'étant ni générale ni spéciale, et doit être rejetée.—C.S., 1897, Mathieu, J., Chaulan v. Lewis, 3 R.L., n.s., 421.

Held :—That in an action on a promissory note alleged to have been destroyed by error, where the plaintiff declares that he has offered to the defendant and is still ready to give him security against any liability thereon, and where the defendant, after having denied all the allegations of the action, further pleads want of security, and sets up facts tending to establish that he is not liable, a motion to set aside such defence will be dismissed, but "without costs."—S.C., 1900, Pagnuolo, J., Rowan v. Ross, 3 R.P., 391.

Jugé :—Que la dénégation spéciale de tous les allégués de la déclaration équivaut à une défense générale, et que les allégations subséquentes seront rejetées sur motion ; mais que la Cour permettra au défendeur de substituer une autre défense à sa dénégation générale.—C.S., 1898, Mathieu, J., Denault v. Coulson, 2 R.P., 68.

Lorsque toute la demande est renfermée dans une seule allégation, le défendeur peut nier cette allégation et plaider, en outre, diverses défenses spéciales.—C.S., 1898, Tait, A.C.J., Meagher v. Meagher, 1 R.L., n.s., 479.

Lorsque le défendeur a nié les trois allégations dont se composait la déclaration du demandeur, il ne peut ensuite plaider des défenses spéciales.—C.S., 1898, Mathieu, J., Transit Milling Agency v. McLaren, 4 R.L., n.s., 481.

Un défendeur qui plaide en premier lieu comme suit :—Tous les allégués de la déclaration de 1 à 9 inclusivement sont faux et mal fondés, ne peut ensuite faire aucune allégation spéciale.—C.S., 1898, Davidson, J., Gagné v. Charpentier, 4 R.L., n.s., 507.

Qu'une défense dans laquelle le défendeur déclare qu'il ignore les faits allégués dans la première allégation de la déclaration ; qu'il nie les autres allégations de la déclaration, et qui d'abondant plaide ensuite des faits spéciaux tendant sinon à faire renvoyer l'action ou du moins à réduire le montant des dommages réclamés, est régulière, et ne peut être en partie mise de côté.—C.S., 1898, Loranger, J., Vallée v. La Cité de Montréal, 5 R.L., n.s., 54.

Jugé :—Que si un plaidoyer nie d'abord tous les allégués

ARTICLE 202.—Continued.

de la déclaration, et allègue ensuite d'autres faits, il sera ordonné au défendeur, sur motion pour faire rejeter ces allégués, d'opter entre le premier paragraphe et les suivants.—C.S., 1898, Davidson, J., Gagné v. Charpentier, 2 R.P., 45.

Jugé :—Qu'un défendeur qui, dans son plaidoyer, admet et nie subséquentement un même fait allégué dans sa déclaration pourra être tenu, sur motion, de déclarer s'il entend admettre ou nier ce fait.—C.S., 1899, Mathieu, J., Labelle v. Bérard, 1 R.P., 578.

Held :—That a plea denying each and every of the allegations of the declaration in such manner as would force the plaintiff to prove them all is exclusive of a second plea denying some of the counts only, and stating that the others are compensated, and a motion to reject the latter plea will be granted, unless the defendant consents to withdraw his first plea or modify it so as to put it in accordance with the second defence.—S.C., 1899, White, J., Brulotte v. Giar, 2 P.R., 450.

Held :—1. That in an action based upon a promissory note, the defendant who admits the amount and date thereof, and his signature as indorser, and denies all the other allegations, is prevented from pleading afterwards a special defence.

2.—That the plea alleging default of presentment of a note payable on demand must be supported by affidavit.

3.—That under those circumstances, the plea will be dismissed on exception to the form.—S.C., 1899, Pagnuolo, J., Hawes v. Fulton, 2 P.R., 561.

Que dans une action en dommages contre un voiturier pour perte d'une valise et de son contenu, livrés pour être transportés, le défendeur, s'il nie avoir reçu livraison de cette valise, ne pourra ensuite plaider que, si le demandeur lui a jamais livré les dits effets ils lui ont été remis.—C.S., 1899, Langelier, J., Gillier v. The Richelieu & Ontario Navigation Company, 6 R.L., n.s., 78.

Jugé :—Qu'une dénégation spéciale de tous les allégués d'un plaidoyer est une dénégation générale, qui exclut toutes autres réponses, et que, sur motion à cet effet, il sera ordonné au demandeur d'opter entre cette dénégation et les autres allégués de sa réponse.—C.S., 1899, Mathieu, J., Laprairie Brick Co. v. Picard, 2 R.P., 44.

Jugé :—Que la dénégation spéciale de tous les allégués de la déclaration n'exclut pas un plaidoyer de compensation.

Semble :—Qu'une telle dénégation excluerait un plaidoyer subséquent de paiement.—C.S., 1899, Routhier, J., Martel v. Martel, 2 P.R., 11.

Held :—That, in an action in damages for slander, the defendant may, after having admitted, denied or declared that he ignored the allegations of the declaration, allege that he has been provoked by the plaintiff, and that the slander, if any, is compensated, and such allegations will not be dismissed on an exception to the form.—S.C., 1899, Doherty, J., Molleur v. Marchand, 2 P.R., 405.

Jugé :—Une réplique où un défendeur " nie tous les faits nouveaux allégués dans la réponse du demandeur et qui ne

ARTICLE 202.—Continued.

corroboient pas les allégués déjà faits dans la défense," est trop vague et sera rejetée sur motion.—C.C., 1899, Casault, J. en C., Rousseau v. King, 2 R.P., 498.

Held :—That allegations setting forth causes of extinction of a debt, subject to the condition that it exists at all, are not irregular and do not disagree with Art. 202 C.P.—S.C., 1899, Tait, A.C.J., Meagher v. Meagher, 2 P.R., 94.

Depuis le nouveau code de procédure civile, il suffit, dans un plaidoyer de compensation, de conclure au renvoi de l'action; il n'est pas nécessaire de demander que le tribunal prononce la compensation.—C.B.R., 1899, Naud v. Marcotte, 9 R.J., 123.

Jugé :—En certains cas, une dénégation, de la nature d'une dénégation générale, peut être accompagnée d'un plaidoyer spécial.—C.S., 1900, Routhier, J., Huot v. Doucet, 3 R.P., 137.

Que dans une action en séparation de corps et de biens, intentée par le mari, la Cour n'ordonnera, sur requête de ce dernier, à la femme et à ses enfants de quitter le domicile conjugal pour aller vivre ailleurs durant le procès que dans des circonstances où la nécessité de cette procédure sera clairement établie.—C.S., 1900, Doherty, J., Glackmeyer v. Larue, 6 R.L., n.s., 314.

Que, dans une action pour loyers d'une locomotive, lorsque le défendeur plaide qu'il ne doit qu'une partie du montant réclamé, et que cette balance a été, par le demandeur, transportée à un tiers, et que, d'ailleurs, la réclamation est, pour la plus grande partie prescrite, et qu'en même temps, il plaide que le demandeur n'a jamais été propriétaire de la dite locomotive, laquelle appartenait à un tiers désigné et que cette locomotive était maintenant sous saisie et entre les mains d'un séquestre et que celui-ci seul avait le droit de poursuivre pour le dit loyer, ces dernières allégations seront rejetées du dossier, sur motion du demandeur, comme étant incompatibles avec les premières allégations de la défense.—C.S., 1900, Gill, J., Armstrong v. Beauchemin, 6 R.L., n.s., 225.

Que les dénégations dans les plaidoiries doivent être formelles, et que toute dénégation vague sera rejetée sur motion, à moins qu'elle ne soit amendée et faite conformément à la loi.—C.S., 1900, Mathieu, J., Kaufback v. Ryland, 6 R.L., n.s., 228.

Qu'un défendeur qui, dans une saisie-revendication, plaide qu'il n'est pas en possession des effets saisis, qu'il n'aurait pas dû être poursuivi parce qu'il n'était que l'agent de la personne qui est apparemment en possession des effets; et qui allègue des faits montrant que le saisissant est lui-même réellement en possession de ces dits effets, ne soulève pas des questions incompatibles et contradictoires, et une motion lui demandant d'opter entre ces différents moyens sera renvoyée.—C.S., 1900, Curran, J., Sinnott v. Robert, 6 R.L., n.s., 132.

Les défendeurs avaient admis les allégations 1 et 2 de l'action du demandeur, et nie toutes les autres sans préciser chacune d'elles.

ARTICLE 202.—Continued.

Le demandeur fit motion pour faire rejeter le plaidoyer des défendeurs parce qu'il ne répondait pas catégoriquement aux allégations de la partie adverse.

Jugé :—1. Les énonciations dans les procédures doivent être interprétées suivant le sens des termes dans le langage ordinaire.

2. L'art. 202 doit se lire avec le tempérament mentionné dans l'art. 105.—C.S., 1899, Cron, J., Lemieux v. Roy, 16 R.J., 39.

V. Art. 109, Lemay v. Nadeau, 3 R.P., 120.

Un plaidoyer dans lequel le défendeur commence par dire qu'il ignore les faits allégués en l'action, n'empêche pas le défendeur de plaider en même temps compensation, parce que le défendeur doit avoir une certaine latitude pour se défendre et, aussi, parce que l'on doit favoriser tout ce qui empêche la multiplication inutile des actions.—C.C., 1901, Larue, J., Godbout v. McPeak, 20 R.J., 294.

Where the defendant in his plea, begins by denying generally all the allegations of the plaintiff's declaration, he is excluded, under art. 202, C.P., from proceeding to special allegations upon the facts of the case.—S.C., 1901, Davidson, J., Chapleau v. La Ville de St. Louis, 20 R.J., 238.

Held :—When a defendant pleads a general denial in the two first allegations of his plea, and then pleads specially in the remaining paragraphs, on motion of the plaintiff to reject the special allegations of the plea, defendant will be permitted to make option within four days, and if he fails to do so, the special allegations will be struck from the plea.—S.C., 1901, Davidson, J., Rutherford v. Macy, 4 P.R., 326.

Jugé : 1. Que les imputations, même les plus vraies, sont regardées comme autant de calomnies, et le défendeur, dans une action en dommages pour propos diffamatoires peut, bien rarement, être admis à vérifier la réalité des imputations pour motifs d'excuses.

2. Que, dans l'espèce, il ne doit pas être permis au défendeur de vérifier la réalité des imputations qu'il a faites contre le demandeur, et surtout d'imputations nouvelles qu'il fait dans sa défense.—C.S., 1901, Mathieu, J., Wineberg v. Wener, 4 R.P., 463.

Le défendeur ne peut plaider par deux défenses dont l'une est générale et l'autre une défense spéciale en faits. Le défendeur ne peut nier généralement toutes les allégations de la demande, mais les négations générales excluent toutes autres défenses, réponses ou répliques en fait.—C.S., 1901, Doherty, J., Quéva v. Roode, 7 R. de J., 389.

In an action "on declaration of paternity," and for an alimentary allowance, the relative means of the parties are fair means of inquiry, and it is legal for defendant to allege in his plea that plaintiff is well able to provide for her offspring and that defendant is not.

It is legal for defendant to allege in his plea to such an action, that plaintiff is of loose and disorderly conduct and was carnally known by divers parties, inasmuch as, if

ARTICLE 202.—Continued.

proven, such allegations would strengthen defendant's denial of paternity.

It is not legal for defendant to allege in his plea to such an action, that defendant came to Montreal, and plaintiff followed him, such allegations being wholly irrelevant to the issues of paternity and maintenance.—S.C., 1901, Davidson, J., *Charlebois v. Flannigan*, 7 R. de J., 511.

Jugé :—1. Le demandeur, dans sa réponse au plaidoyer du défendeur, doit se borner à invoquer des moyens tendant à faire renvoyer ce plaidoyer, et non pas des moyens tendant à augmenter ou renforcer sa demande.

2. Le fait que des allégations nécessaires au soutien de la demande, seraient faites dans la réponse au lieu d'être dans la déclaration, doit être invoqué par motion et non par inscription en droit.

3. Cependant une inscription en droit peut, dans certains cas valoir comme motion.—C.S., 1902, Mathieu, J., *Fox v. Morris*, 4 R.P., 345.

Held :—Each party must reply specially and categorically to the allegations of the opposite party, either by admitting or denying them, or by declaring that he is ignorant of them.

But, on a motion to reject an allegation of the replication to the answer to plea, the defendant will be permitted to produce a new allegation.—S.C., 1902, Mathieu, J., *Vipond v. Kilburn*, 4 R.P., 316.

Jugé :—Une partie qui, par la réponse à un plaidoyer, déclare lier contestation sur un allégué du plaidoyer, et nie tous les autres un par un, a le droit de faire ensuite, dans cette réponse, de nouvelles allégations.—C.S., 1902, Mathieu, J., *La Banque Provinciale v. Lacerte*, 4 R.P., 292.

L'article 202 C.P., n'est pas applicable à un plaidoyer contenant une allégation de dénégation générale suivie d'allégations spéciales qui modifient l'allégation générale, et la motion pour le rejet des allégations spéciales, sera renvoyée avec dépens.—C.S., 1902, Fortin, J., *Thomson v. Michaud*, 4 R.P., 477.

Un défendeur peut plaider une dénégation spéciale aux allégués de la déclaration, et plaider ensuite des faits particuliers.—C.S., 1902, Langellier, J., *Leroux v. Ducharme*, 8 R. de J., 442.

ARTICLE 203.

Il n'y a aucune incompatibilité entre un plaidoyer par lequel un défendeur nie avoir jamais dû au demandeur la somme demandée, et celui par lequel il plaide compensation de la dite somme, si la Cour est d'avis qu'il le doit, ou paiement ; un défendeur peut plaider ces trois moyens par un même plaidoyer.—C.S., 1902, Langellier, J., *Lemoine v. La Caisse Générale*, 5 R.P., 101.

Le défendeur parcequ'il plaide compensation, si irrégulièrement qu'il plaide, n'est pas tenu d'admettre les allégations de la déclaration.

Dans tel cas, le défendeur ne peut être mis dans la position d'avoir à choisir entre sa dénégation des allégations de la déclaration et son plaider de compensation.

La dénégation de certaines allégations de la déclaration seulement ne constitue pas une dénégation générale, et, conséquemment, n'exclut pas toute autre défense.—C.S., 1902, Robidoux, J., Palliser v. Duff, 5 R.P., 7.

ARTICLE 205.

Jugé :—Un défendeur en défaut de répondre aux interrogatoires sur faits et articles, ne peut obtenir, la permission de plaider à motion avant d'avoir été relevé de son défaut.—C.S., 1902, La Gellier, J., Hall v. Fendon, 4 R.P., 356.

Jugé :—Qu'un défendeur qui a été forclos de plaider et a ensuite obtenu la permission de ce faire en payant, au préalable, les frais occasionnés par son défaut, ne peut produire de plaider avant d'avoir payé ces frais.—C.S., 1898, Mathieu, J., L'Institut des Sourds-Muets v. Mathieu, 1 R.P., 240.

Held :—That, where a replication has been rejected from the record as having been filed after the delays, without permission, and plaintiff subsequently obtains leave to amend his answer to plea, defendant has the right to reply to such amended answer, and his replication will not be rejected on motion on the ground that the allegations thereof are the same as those of the replication formerly rejected.—S.C., 1898, Davidson, J., Jacobs v. Beaman, 1 P.R., 474.

3.—D'après l'art. 205 C.P. il n'est pas nécessaire de demander ni d'obtenir un certificat de forclusion contre la partie en défaut de plaider, et les délais expirés, le défendeur qui n'a pas plaidé est de plein droit forclos de le faire, sans le consentement de la partie adverse, ou la permission du juge, et le demandeur peut inscrire sa cause "ex parte," pour enquête et mérite.

2. L'Art. 205 C.P. diffère de l'Art. 162 C.P. qui veut que dans le cas d'un défaut de comparaitre, le demandeur ne peut procéder à jugement seulement qu'après avoir fait enregistrer ce défaut par le protonotaire.—C.S., 1899, Choquette, J., Paradis v. G. T. R. Co., 15 R.J., 467.

After the expiry of the delay for fixing a leading the party is foreclosed from doing so unless with the consent of the opposite party or leave of the judge.—S.C., 1901, Davidson, J., The Canada Industrial Co. v. Kensington Land Co., 8 R. de J., 187.

ARTICLE 206.

Jugé :—1. Quand les pièces littérales invoquées au soutien d'une pièce de plaidoirie ne sont pas produites avec elles, la forclusion de répondre à telle pièce de plaidoirie ne peut avoir lieu que sur l'ordre du juge, même si les dites pièces sont subséquemment produites et avis dûment donné de leur production.

2. Tant que réponse n'est pas faite à telle pièce de plaidoirie, ou que tel ordre de forclusion n'est pas donné, il ne peut y avoir contestation liée en la cause, et une inscription à l'enquête et mérite faite dans les circonstances, sera mise de côté sur motion, telle inscription ne pouvant être faite

qu'après "contestation liée."—C.S., 1898, Climon, J., La Ville de Fraserville v. Pelletier, 1 R.P., 479.

Quand les pièces littérales invoquées au soutien de l'action ne sont pas produites avec le rapport du bref, la conclusion de plaider à l'action ne peut avoir lieu que sur l'ordre du juge, même si les dites pièces sont subséquemment produites.

L'inscription de la cause pour preuve et audition au mérite "ex parte" sous ces circonstances, est irrégulière et illégale, et sera rejetée du dossier à toute fin que de droit.

Les défendeurs ayant déclaré avoir de bonnes défenses et ayant produit des affidavits à cet effet avec leur motion, auront la permission de produire leurs défenses à cette action, le tout avec dépens contre le demandeur.—C.S., 1902, Robidoux, J., St-Aubin v. Lamarche, 5 R.P., 41.

ARTICLE 207.

Jugé :—Que si le défendeur néglige de produire un plaidoyer, le demandeur même après en avoir reçu copie, a le droit d'inscrire pour jugement "ex parte."—C.S., 1897, Mathieu, J., DeMartigny v. Trudeau, 1 R.P., 126.

ARTICLE 208.

Dénégation de Signature.—(Reversing the judgment of the Superior Court, Mathieu, J., 12 C.S., 229) :—Where a demand is based on a writing "sous seing privé," and the defendant pleads, admitting his signature, but adding that he was induced to sign the writing by false representations on the part of the plaintiff's agent as to the contents of the document signed, an affidavit by the defendant under article 145 C.C.P. (old text), is not necessary and partial evidence is admissible in support of the plea.—C.R., 1898, Tait, Gill and Loranger, J.J., Péloquin v. Genser, 14 R.J., 538.

Jugé :—Que dans une action sur billet, un plaidoyer niant la considération ne doit pas nécessairement être accompagné d'un affidavit et ne sera pas rejeté sur motion pour cette raison.—C.C., 1898, Routhier, J., Dombroski v. Akin, 1 R.P., 476.

Jugé :—1. Que dans une poursuite sur un billet promissaire, intentée par le demandeur à l'ordre de qui le dit billet a été fait payable, le défendeur peut plaider que le billet a été donné et consenti en vue d'une reddition de compte, pour accommoder le demandeur et sans que le défendeur ait eu ce compte, mais lorsque ce compte lui est subséquemment fourni, et que le défendeur constate qu'il ne doit pas le montant pour lequel il a souscrit le billet promissaire, ou que le montant de ce billet est compensé, il peut soulever ces moyens par sa défense.

2. Que l'affidavit requis par l'article 208 du Code de Procédure n'est pas nécessaire dans un tel cas.—C.S., 1899, Larue J., Caron v. Desaulniers, 1 R.P., 581.

Un bail sous seing privé qui n'est pas nié, doit être tenu pour reconnu par celui auquel on l'oppose.—C.S., 1899, Langgeller, J., Thurston v. Hughes, 16 R.J., 472.

Que si un défendeur, dans son plaidoyer, nie qu'un billet par lui signé soit la considération d'un jugement dont l'action du demandeur demande le recouvrement, ce plaidoyer ne sera pas rejeté du dossier faute d'affidavit à l'appui.—C.S., 1900, Loranger, J., Penfield v. Piggott, 3 R.P., 361.

La femme peut assermenter l'affidavit requis par l'art. 208, dans une procédure faite au nom du mari.—C.C., 1901, Larue, J., *Godbout v. McPeak*, 20 R.J., 291.

ARTICLE 209.

Lorsqu'un demandeur poursuit sur une exemplification de jugement obtenu dans Ontario, le défendeur a droit de lui demander de produire tous les exhibits sur lesquels ce jugement a été rendu, si cette exemplification ne fait pas voir la cause d'action, ou que l'action a été originairement signifiée personnellement au défendeur.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Salaman v. Blackley* 4, R.L., n.s., 312.

ARTICLE 211.

Un défendeur, poursuivi sur jugement rendu à l'étranger, ne peut, par exception à la forme, demander que le demandeur soit tenu de lui fournir et indiquer les causes d'action dans la poursuite ou ce jugement a été rendu, vu qu'il est constaté par le certificat du greffier de la dite Cour que le compte a été signifié au défendeur personnellement avec le bref dans la poursuite intentée à l'étranger.—C.S., 1902, Mathieu, J., *Smith v. Beaubien*, 4 R.P., 473.

ARTICLE 212.

Qu'un jugement rendu dans une province du Dominion autre que la province de Québec ne saurait être considéré dans cette dernière comme un jugement rendu à l'étranger, et que nos tribunaux ne sont tenus de reconnaître le jugement ainsi prononcé s'il est d'accord avec les dispositions de l'art. 211 P.C.

Qu'un défendeur, par un plaidoyer de litispendance, peut exciper d'une poursuite intentée en la province de Québec, en alléguant qu'une poursuite de même nature, entre les mêmes parties et pour la même cause d'action est pendante dans une autre province du Canada.

Mais que, si l'action ne tend qu'à faire déclarer exécutoire un jugement rendu dans une autre province du Dominion, le fait que le demandeur aurait formulé une semblable demande dans quelque autre province et qu'elle serait actuellement pendante, ne justifie pas un plaidoyer de litispendance, attendu que la Cour n'a pas à se prononcer sur le fond de l'action, mais à constater seulement que le jugement a été régulièrement rendu.—C.S., 1902, Langelier, J., *Blackwood v. Percival*, 5 R.P., 110.

On ne peut plaider que la demande repose sur un engagement prohibé par la loi et contraire à l'ordre public et aux bonnes moeurs, à une action basée sur un jugement rendu dans une autre province du Canada, si le défendeur a comparu et plaide à l'action originale.—C.S., 1900, Mathieu, J., *McCurry v. Reid*, 3 R.P., 165.

ARTICLE 214.

Jugé :—Une réplique spéciale à une réponse spéciale sera renvoyée sur motion, si elle est produite sans la permission du juge.—C.S., 1897, Caron, J., *Knox v. Walsh*, 1 R.P., 87.

Jugé :—1. Que l'option pour procès par jury, faite après le

plaidoyer, ne vaut que si elle est accompagnée ou suivie, dans les délais voulus, d'une demande au juge.

2. Que les trois jours mentionnés par l'art. 423 C.P., comptent à partir de la production au greffe de la pièce de procédure qui a lié la contestation.

3. Semble :—Que les courtiers sont des commerçants.—C.S., C.S., 1897, Mathieu, J., Forget v. Wallack, 1 R.P., 28.

Qu'une allégation d'une réplique en contradiction avec le plaidoyer de la même partie sera rejetée comme irrégulière.

Semble :—Qu'une réplique soulevant des faits nouveaux ne peut être produite sans la permission du Juge.—C.S., 1898, Taschereau, J., Prévost v. La Cie d'Imprimerie du Nord, 1 R.P., 337.

Une contestation est liée par une défense générale et la même règle s'applique séparément pour chaque allégation de la déclaration à laquelle le défendeur répond généralement.

Une réponse du demandeur, alléguant de nouveaux faits, à des dénégations générales plaidées séparément sera rejetée du dossier, sur motion ou sur inscription en droit.—C.S., 1898, Archibald, J., McCrory v. Levesque, 4 R.L., n.s., 136.

V. the authorities cited under arts. 198 and 205.

Jugé :—Qu'une réplique spéciale à une réponse soulevant des faits nouveaux peut être produite sans la permission du juge ; alors le demandeur doit solliciter cette permission pour y répondre.—C.S., 1899, Mathieu, J., Joyce v. Gardner, 1 R.P., 587.

Jugé :—Que la contestation étant liée par la défense, le demandeur ne peut, en répondant, soulever des faits nouveaux pour les ajouter à sa demande.—C.S., 1900, Mathieu, J., Lapointe v. Carpentier, 3 R.P., 141.

Un défendeur, dans une réplique à une réponse, que le demandeur a faite à sa défense, peut invoquer des faits nouveaux sans, au préalable, obtenir la permission du tribunal.—C.S., 1901, Mathieu, J., Eadie v. La Baie des Chaleurs Ry. Co., 7 R. de J., 480.

Un demandeur en défaut de répondre à un plaidoyer pourra obtenir la permission de produire sa réponse, mais cette production n'aura pas pour effet de prolonger ses délais pour opter à un procès par jury, délais qui avaient expiré le quatrième jour de la contestation liée.—C.S., 1902, Langelier, J., Deniger v. The Grand Trunk Railway Co., 5 R.P., 136.

ARTICLE 215.

Jugé :—Que l'on ne peut par une demande incidente réclamer des dommages-intérêts à raison d'injures, diffamations et faits nouveaux qui n'existaient pas lors de l'institution de l'action et qui sont complètement indépendants et distincts de ceux reprochés par la demande principale, à moins qu'il ne s'agisse d'injures dirigées contre la partie, soit dans les plaidoiries, soit dans les écritures de l'adversaire.—C.S., 1898, Beauchemin v. Leduc, 1 R.P., 14.

ARTICLE 215.—Continued.

Held :—That when a defendant is sued by the assignee of a party with whom he had engaged in a joint venture for the sale of certain machines, he may by incidental demand ask that the plaintiff be condemned to render him an account of such joint venture, where all the parties to said joint venture are in the record, and where both demands are closely connected and will be easily established by the same "enquête" and trial.—S.C., 1898, Pagnuelo, J., Carter v. Reilly, 2 P.R., 55.

Jugé :—(Rénversant Bourgeois, J.) :—Que dans une action en dommages prise par un mari et sa femme pour injures dites à l'adresse de cette dernière, les demandeurs peuvent par demande incidente supplétoire, réclamer des dommages additionnels pour des propos injurieux tenus dans la même circonstance, à l'adresse du mari, que l'on déclare avoir agi malhonnêtement à l'instigation de sa femme.—C.B.R., 1899, Charest & Tessier, 2 P.R., 339.

Jugé :—Que le moyen d'attaquer un allégué d'une réponse en droit comme contradictoire avec la déclaration, ou une demande incidente comme non connexe à la demande principale, ou parce que des parties intéressées n'ont pas été mises en cause, n'est pas l'inscription en droit ; mais que, si l'autre partie n'a pas demandé le rejet d'une telle inscription en droit ("quere," par motion), la Cour adjugera sur le mérite d'icelle.—C.S., 1899, Mathieu, J., Naud v. Marcotte, 2 R.P., 50.

Qu'une partie qui demande un compte, alléguant une société ayant duré jusqu'à une certaine date, et alléguant de plus, (ce qui est admis) que cette société a été suivie d'une autre faite avec sa fille, ne peut dire ensuite, dans sa réponse au plaidoyer, que cette seconde société est simulée, et que la première s'est continuée après la date d'abord mentionnée.

Dans une telle action, le demandeur sera reçu à demander, par demande incidente, un compte pour le temps supplémentaire qu'a duré la société qui d'après lui, s'est continuée après la date fixée d'abord ; mais les procédés pour telle demande seront suspendus jusqu'à ce que la fille ait été mise en cause, comme n'ayant été que le prête-nom de l'épouse commune en biens du demandeur pendant la seconde partie du temps écoulé.—C.S., 1899, Mathieu, J., Naud v. Marcotte, 2 R.P., 50.

La réponse supplémentaire à une action ou à un plaidoyer doit constituer une bonne défense à telle action ou une bonne réponse à tel plaidoyer, et il n'en peut être produit une fondée sur des faits subséquents à l'institution de l'action qui ne sont pas une réponse au plaidoyer du défendeur, mais qui pourraient, tout au plus, donner ouverture à une nouvelle action du demandeur contre le défendeur.—C.S., 1901, Langelier, J., Dupuis v. Dupuis, 19 R.J., 500.

Que des dommages dont la preuve ne peut se faire que par une longue enquête contradictoire, ne peuvent être regardés comme clairs et liquidés et opposés en compensation, et qu'un plaidoyer de cette nature sera renvoyé sur inscription en droit.—C.S., 1902, Mathieu, J., The Canadian Breweries v. Yasinowski, 4 R.P., 464.

That an incidental demand whereby the plaintiff claims something which he had omitted to ask for by his action, is not in the nature of an amendment and does not need leave to be filed.—S.C., 1903, Davidson, J., *Scottish Union Assurance Co. v. Quinn*, 5 R.P., 262.

A plaintiff who sues on several notes, some of which would not yet be due but for the debtor's insolvency, may subsequently, by supplementary declaration, plead that some of those notes have matured and have been protested since the action.—S.C., 1903, Davidson, J., *The Molson's Bank v. Steel*, 5 R.P., 237.

ARTICLE 217.

La demande incidente ne peut être produite après les délais sans la permission d'un juge.—C.S., 1897, Mathieu, J., *The Montreal Board of Trade v. Burel*, 1 R.P., 12.

La compensation des dépens n'a lieu que sur déclaration du tribunal à cet effet.—C.S., 1897, Mathieu, J., *Gaffney v. Montreal Gas Co.*, 1 R.P., 569.

Qu'une demande de loyer n'est pas compensable par une demande en dommages, pour refus de remplir les obligations du bail, ou de continuer le bail, et qu'un plaidoyer de compensation basé sur ces dommages, sera renvoyé sur inscription en droit. A similar decision was rendered by Mathieu, J., 8th March, 1898, in *Caron v. Forest*.

2. Que le défendeur peut plaider compensation jusqu'à concurrence de la valeur des marchandises à lui appartenant, gardées par le demandeur.—C.S., 1897, Mathieu, J., *The Montreal Board of Trade v. Burel*, 1 R.P., 12.

Where, in an action on a note, a sum is offered in compensation by the defendant, based upon the loss of defendant's property by a judicial sale thereof for the payment of the debt of the plaintiff, which debt was secured by the landlord's privilege upon said effects, and against which the plaintiff was obliged to guarantee the defendant.

Held, that the said item, though sounding in damages, being easily liquidated, and, moreover, arising out of the transaction which forms the base of plaintiff's action, may be offered in compensation.—S.C., 1897, Archibald, J., *Cameron v. Hainault*, 1 R.P., 57.

Si la demande reconventionnelle n'est pas faite avec la défense elle ne peut être produite subséquemment qu'avec la permission d'un juge. A défaut de cette permission, la demande reconventionnelle peut être renvoyée avec dépens sur une inscription en droit.—C.S., 1897, Davidson, J., *The Montreal Board of Trade v. Burel*, 3 R.L. n.s., 450.

Que dans une action pour loyer, un plaidoyer de compensation basé sur des dommages soufferts par le mauvais état des lieux loués, est illégal et sera rejeté sur réponse en droit.

Qu'il y a lieu à compenser les frais des avocats jusqu'à concurrence, si une partie obtient un même jour dépens sur une réponse en droit et l'autre sur une motion pour particularités.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Caron v. Forest*, 1 R.P., 308.

Jugé :—Que l'on n'a pas le droit d'opposer en compensation dans un plaidoyer à une action sur billet des dommages causés au défendeur par celui à l'ordre duquel le billet était fait, et qu'un plaidoyer de cette nature sera renvoyé sur inscription en droit.—C. S., 1898, Mathieu, J., Walters v. Campbell, 1 R. P., 357.

Jugé :—Que des dommages dont la preuve ne peut se faire que par une longue enquête ne peuvent être regardés comme liquidés et opposés en compensation ; ainsi on ne peut plaider à un "assumpsit" que les marchandises ordonnées étaient en quantité plus considérables que celles livrées et que le défendeur a dû payer, pour se procurer la différence, un prix plus élevé.—C.S., 1898, Andrews, J., Bilodeau v. Veilleux, 1 R.P., 482.

Que la compensation ne s'opère pas au préjudice des saisissants, entre le salaire du défendeur et des arrérages de redevances dues par lui aux T.S. avant la saisie-arrêt.—C.C., 1899, Champagne, J., Payfer v. Beauchamp & Monette, 3 R.P., 347.

Jugé :—Qu'une dette pour dommages résultant du refus du demandeur de faire radier l'enregistrement d'hypothèques éteintes qui lui avaient été consenties sur une propriété que le défendeur a acquise, n'est pas claire et liquide, et ne peut être opposé en compensation.—C.B.R., 1900, Lepitre et King, 3 R.P., 216.

Jugé :—Qu'on n'a pas le droit de plaider à une action sur obligation et billets promissaires, en demandant à compenser cette somme avec un compte pour pension fournie, durant plusieurs années, par le défendeur à la demanderesse.—C.B.R., 1899, Naud & Marcotte, 3 R.P., 326.

A non resident Defendant, who makes a cross demand under paragraph 2 of article 217, C.P., may be asked to furnish security for costs.—S.C., 1900, Lynch, J., Hope v. Batcheller, 6 R. de J., 418.

Jugé :—Un membre d'une société imprimant et publiant un journal n'est pas responsable pour les articles publiés dans tel journal. C'est la société qui doit être poursuivie. C.C., 1900, Taschereau, J., Tison v. Boisseau, 6 R. de J., 538.

Il n'y a pas lieu pour un défendeur de se porter demandeur, par demande reconventionnelle, lorsque les allégations et matières contenues dans telle demande reconventionnelle sont déjà suffisamment plaidées par des défenses produites à l'action telle qu'instituée.—C.S., 1901, Curran, J., Boivin v. Trudeau, 8 R. de J., 525.

Jugé :—Que des dommages dont la preuve ne peut se faire que par une "longue enquête contradictoire," ne peuvent être regardés comme clairs et liquidés et opposés en compensation, et qu'un plaidoyer de cette nature sera renvoyé sur inscription en droit.—C.S., 1902, Mathieu, J., The Canadian Breweries v. Yasinowski, 4 R.P., 464.

ARTICLE 218.

V. Art. 217, Lepitre v. King, 3 R.P., 216.

ARTICLE 220.

Jugé :—1. Que les frais d'une intervention faite sur opposition à une saisie d'immeubles à la Cour de Circuit, et équivalant à une contestation de cette opposition, sont ceux d'une action de quatrième classe en Cour Supérieure.

2. Dans le cas où un intervenant sur une opposition se désiste de son intervention ou contestation d'opposition, l'honoraire de l'avocat de l'opposant, recouvrable de l'intervenant, est l'honoraire d'une opposition maintenue après contestation, moins l'honoraire de l'opposant sur une opposition non contestée, lequel est payable par le défendeur ou par l'opposant.—C.S., 1898, DeLorimier, J., Prud'homme v. Marion, 2 R.P., 2.

Le créancier d'une banque en liquidation peut intervenir dans une action intentée par le liquidateur contre un des débiteurs de cette banque, alors même qu'il ne ferait que soutenir pour les mêmes raisons, les conclusions prises par ce liquidateur et n'alléguerait aucun fait nouveau, sauf au tribunal, au mérite, à condamner l'intervenant aux dépens si son intervention avait été inopportunément produite.—C.B.R., 1900, Les Sœurs de la Providence & Bastien, 11 R.J., 64.

Jugé :—Que si l'intervenant, après avoir déclaré son intention d'intervenir, ne fait pas recevoir son intervention par le juge, congé-défaut peut être demandé contre lui comme dans le cas d'un bref non rapporté.—C.S., 1900, Choquette, J., Nadon v. Richmond, etc., Ins. Co., 3 R.P., 306.

La demanderesse, épouse séparée de corps, demande l'annulation d'une vente consentie par son mari, d'un immeuble dont elle se prétend propriétaire. Elle meurt au cours du procès, sa succession est déclarée vacante, et le curateur reprend l'instance. Le mari intervient, demandant la mise de côté de la curatelle pour l'avenir, sa substitution au curateur nommé, et sa mise en possession des biens de son épouse.

Le curateur s'oppose à l'intervention : 1^o parce que le mari est déjà partie au procès en qualité de mis en cause ; 2^o parce que la curatelle ne peut être mise de côté que par une action directe.

Jugé :—Sans admettre le bien-fondé de l'intervention, qu'elle ne peut être renvoyée pour les raisons alléguées.—C.S., 1900, Mathieu, J., Carrière v. Saint-Pierre, 3 R.P., 299.

Semble aussi, que l'intervention doit être signifiée à toutes les parties en cause, et produite au greffe dans les trois jours qui suivent sa réception par le juge.—C.S., 1900, Langelier, J., Hillock v. Croizard, 3 R.P., 225.

Jugé :—Que l'inscription en révision du certificat du protonotaire, fait sous l'article 223 C.P., constatant qu'un intervenant n'a pas produit son intervention avec un certificat constatant sa signification, dans les trois jours de sa réception, et qui équivaut à un jugement rejetant l'intervention, doit être faite, signifiée et produite dans les huit jours de la date de ce certificat ; ce certificat du protonotaire équivalant à un jugement final sur l'intervention.—C.R., 1900, Mathieu, Curran, Lemieux, J.J., Hillock v. Croizard, 3 R.P., 261.

ARTICLE 220.—Continued.

Held :—1° There is nothing in the charter of the City of Montreal prohibiting qualified electors of a ward from intervening in a contestation of the election of one of the aldermen of that ward, when they allege that the plaintiff has manifested the intention of abandoning the proceedings.

2° Although the intervenants may be by reason of the delay elapsed since the election, precluded from instituting direct proceedings to contest the said election, the lapse of the delay does not deprive them of the right to intervene upon proceedings instituted within the delays, for the purpose of continuing the same, in the event of the plaintiff failing to do so.

3° Such intervention cannot place the intervenants in a better position than that of the plaintiff and they can only ask to be allowed to continue plaintiff's contestation in the event of his failing to do so, but they cannot ask that the suit be continued as if they had been the original plaintiff, nor take conclusions which the plaintiff himself has not taken.—S.C., 1900, Doherty, J., Moreau v. Lamarche, 3 R.P., 301.

Jugé :—Le créancier d'une banque en liquidation peut intervenir dans une instance pendante entre le liquidateur et un débiteur de la dite banque lorsque le succès de la défense aurait pour effet de diminuer le dividende de ce créancier.—C.S., 1900, Mathieu, J., Kent v. Les Soeurs de la Providence, 3 R.P., 180.

Jugé :—Que, dans une contestation de l'élection d'un échevin de la Cité de Montréal, sous les articles 279 et suivants de la "Charte de la Cité de Montréal," (Statut de Québec, de 1899, 62 Vict., ch. 58), le cautionnement fourni par un intervenant plus de trois jours après la réception de son intervention, et sur un avis irrégulier, ne sera cependant pas déclaré nul, s'il appert que le défendeur dont l'élection est contestée, n'éprouve aucun préjudice de l'irrégularité du cautionnement, et si ce dernier ne se plaint que des irrégularités, et non de la suffisance du cautionnement ; mais qu'il sera donné occasion au défendeur d'examiner les cautions quant à leur solvabilité.—C.S., 1900, Mathieu, J., Moreau v. Lamarche & St-Aubin, 3 R.P., 149.

Jugé :—1. Qu'un procureur qui a consenti à faire une intervention pour une personne qui a des intérêts opposés à ceux du défendeur qu'il représente, non seulement peut, mais doit cesser de représenter ce défendeur.

2. Que le fait que l'intervention est censée être renvoyée parce qu'elle n'a pas été signifiée tel que voulu par l'art. 223 du C.P., ne change pas sa position, si les documents au dossier constatent qu'il a accepté le mandat de la produire, et qu'elle est en opposition avec les prétentions du défendeur.

Semble que, malgré la règle de pratique 43, un procureur "ad litem" peut renoncer à son mandat sans la permission d'un juge, la dite règle étant incompatible avec l'article 260 du C.P., et les arts 1732 et 1759 du C.C., et, partant, illégale et nulle.—C.S., 1900, Langelier J., Hillock v. Croizard, 3 R.P., 225.

Celui qui prétend avoir un droit à une créance pour laquelle, à sa connaissance, le débiteur est déjà poursuivi par un tiers qui prétend également y avoir droit, doit intervenir dans l'instance déjà pendante, et non pas procéder par une autre action contre tel débiteur.—C.S., 1901, Langellier, J., Shannon v. North American Ass. Co., 7 R. de J., 333.

Le fait par quelqu'un de déposer des sommes d'argent, en son nom, dans une banque, n'enlève pas au véritable propriétaire de ces sommes, le droit de se faire remettre le dépôt ainsi fait.

Le tiers-proprétaire peut faire valoir ses droits par intervention dans la cause, et faire annuler la saisie-arrêt de ces sommes qui en faisait le gage du créancier saisissant.—C.S., 1902, Robidoux, J., Stephens v. Higgins, 5 R.P., 1.

ARTICLE 221.

Il n'est pas nécessaire qu'une intervention soit reçue par le tribunal ou le juge avant d'être produite.—C.S., 1898, Mathieu, J., Berthelet v. Gagnon, 15 R.J., 146.

ARTICLE 222.

V. Art. 154, Nadon v. Richmond, etc., Railway Co., 3 R.P., 306.

ARTICLE 223.

Qu'un interdit pour démence, qui s'est pourvu en révision contre la sentence d'interdiction, est incapable de se désister de sa procédure.

Que ce désistement étant nul, il n'y a pas lieu, pour ses avocats, d'intervenir pour continuer la cause pour leurs frais.—C.S., 1899, Taschereau, J., Léveillé v. Laliberté, 5 R. de J., 76.

Que l'inscription en révision du certificat du protonotaire constatant qu'un intervenant n'a pas produit son intervention avec un certificat constatant sa signification, dans les trois jours de sa réception, et qui équivaut à un jugement rejetant l'intervention, doit être faite, signifiée et produite dans les huit jours de la date de ce certificat ; ce certificat du protonotaire équivalant à un jugement final sur l'intervention.—C.R., 1900, Mathieu, Curran et Lemieux JJ., Hillock v. Crozier, 3 R.P., 261.

Que le fait que l'intervention est censée être renvoyée parce qu'elle n'a pas été signifiée tel que voulu par l'art. 223 C.P.C., ne change pas sa position, si les documents au dossier constatent qu'il a accepté le mandat de la produire, et qu'elle est en opposition avec les prétentions du défendeur.—

Semble que, l'intervention dans une cause doit être signifiée à toutes les parties en cause, et produite au greffe dans les trois jours qui suivent sa réception par le juge.—C.S., 1900, Langellier, J., Hillock v. Crozier, 3 R.P., 225.

ARTICLE 225

Jugé :—Que la vérité d'un procès verbal de saisie doit être contestée par motion, et non par inscription de faux.—C.S., 1898, Lynch, J., *L'Ecuyer v. Doiron*, 1 R.P., 493.

(Reversing the judgment of the Superior Court, Langelier, J.):—Under the circumstances and the facts apparent on the face of the original minute, the words "avec intérêt légal" constituted an addition (ajouté), which is null under the law regulating the execution of notarial instruments unless it be clearly identified or confirmed by the contracting parties.—R.S.Q., 3648; C.B.P., 1900, Nadon & Auclair, 9 R.J., 462.

A judgment of the Superior Court is an authentic document which makes full proof of the statements contained therein, and their veracity cannot be impeached by parol evidence, except upon inscription "en faux."—S.C., 1900, Archibald, J., *The Beaubien Produce & Milling Co. v. Corbell*, 18 R.J., 484.

Dans une action principale en faux, comme sur une inscription en faux incidente, il n'est pas nécessaire de mettre en cause toutes les parties ou documents argués de faux, mais il suffit de diriger la demande contre celui qui se prévaut ou a intérêt à se prévaloir de ce document.—C.S., 1902, Mathieu, J. *Awde v. Chaurest*, 5 R.P., 36.

ARTICLE 226.

V. Art. 225, *Awde v. Chaurest*.

ARTICLE 227.

La partie qui désire retirer un dépôt fait entre les mains du protonotaire, doit en obtenir la permission du tribunal.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Lessard v. Duncan*, 4 R.L., n.s., 498.

The judge is authorized to order the security to meet the costs incurred on a petition in improbation to be deposited in portions from time to time as necessity may arise, and an additional deposit may at any time be ordered where it appears that the sum already deposited is insufficient.—S.C., 1899, Archibald J., *Auclair v. Nadon*, 17 R. J., 200.

Le tribunal après avoir fixé le montant du dépôt à être fait par la partie qui s'inscrit en faux ne peut plus augmenter ou réduire ce montant, surtout lorsque la cause est en délibéré sur l'inscription de faux.—C.S., 1902, Langelier, J., *Leveillé v. Kaunts*, 5 R.P., 101.

ARTICLE 235.

V. Art. 225, *Awde v. Chaurest*.

ARTICLE 236.

Jugé :—On peut, sans s'inscrire en faux contre le procès-verbal de l'huissier saisissant déclarant qu'il a laissé au dé-

fendeur tous les meubles qu'il avait droit de garder, prouver qu'il ne les lui a pas laissés.—C.S., 1901, Langelier, J., Adams v. Mulligan, 20 R.J., 251.

Jugé :—Le défaut par l'huissier qui a signifié un bref de sommation émis sous les Art. 989 et suivants du C.P. d'endosser sur la copie remise au défendeur le jour de la signification n'est pas une cause de nullité de l'assignation, lorsque le juge qui a autorisé l'émission du bref a fixé le jour auquel il devait être rapporté.—C.S., 1899, Langelier, J., La Caisse Générale v. Dupuis, 2 R.P., 330.

Jugé :—L'huissier instrumentant la signification d'une pièce de procédure commet une grave irrégularité en corrigeant son procès-verbal après sa production en Cour.—C.S., 1902, Langelier, J., Hall v. Fenton, 4 R.P., 375.

On ne peut attaquer que par inscription de faux un avis de protêt fait par un notaire.—C.S., 1901, Langelier, J., Choquette v. McDonald, 19 R.J., 408.

ARTICLE 237.

Held :—Justices of the peace, who belong to an association (a temperance alliance) of which the president is the party prosecuting, and the fine to be imposed upon the accused will ultimately be paid over to said association, have no jurisdiction, and are prevented from acting on account of interest sufficient to disqualify them.—S.C., 1898, Lynch, J., Daigneault v. Emerson, 20 R.J., 310.

ARTICLE 251.

Jugé :—1. La remise d'une obligation ou d'un billet à un procureur autorise ce dernier à procéder en justice contre le débiteur, mais cette remise ne lie la partie que si elle a été faite par elle-même ou par son fondé de pouvoir, et la partie peut désavouer les actes du procureur lorsque la remise des pièces a été faite par le dol et la fraude d'un tiers et sans sa participation.

2. La remise des pièces par une partie emporte le pouvoir d'occuper pour les autres parties qui ont le même intérêt dans l'affaire, même si cette remise a été faite sans leur consentement et à leur insu, surtout lorsque la pièce est commune à tous.

3. L'action en désaveu n'est recevable qu'autant que l'acte qui lui sert de base a été préjudiciable au désavouant.—C.B.R., 1897, Dupuis & Archambault, 7 R.J., 393.

Jugé :—1. Que l'acte de désaveu ne s'applique qu'au désaveu demandé dans une instance pendante, et qu'une action directe en désaveu ne sera pas renvoyée sur défense en droit par défaut de production au greffe d'un acte en désaveu.

2. Qu'à tout événement, la signature d'un affidavit au bas de la requête en désaveu équivaut à cet acte, dans une action directe de désaveu.

3. Que preuve ayant fait droit sera ordonnée sur une défense en droit faite dans une action directe en désaveu par le demandeur sur l'action originaire, contre cette partie des

conclusions de l'action en désaveu qui demande des frais contre le demandeur originaire.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., *Lewis v. Richard*, 2 R.P., 426.

Jugé :—Un conseil judiciaire n'a pas le droit de faire, au nom de celui auquel il a été nommé conseil, des procédures judiciaires, alors même que tel conseil aurait personnellement intérêt à ces procédures.—C.S., 1901, Langellier, J., *Beauchamp v. Gourde*, 20 R.J., 260.

ARTICLE 252.

Jugé :—Que si un ordre de sursis a suspendu l'exécution d'un jugement jusqu'à ce que la partie condamnée, qui a désavoué ses procureurs ait obtenu une adjudication sur son désaveu, une motion de l'autre partie pour forcer la requérante en désaveu à procéder immédiatement sur icelui, faite 3 jours après l'ordre de sursis, sera accordée.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Sylvestre v. Struthers*, 2 R.P., 512.

ARTICLE 254.

Jugé :—Le désavouant après jugement, qui ne procède pas avec diligence à faire déclarer le désaveu valable, ne peut s'opposer à l'exécution du jugement, et l'opposition, dans ces conditions, peut être renvoyée sur motion.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Sylvestre v. Struthers & St. thers*, 3 R.P., 146.

ARTICLE 259.

Un avocat qui occupe pour un défendeur dans une cause, peut donner avis à ce défendeur et aux avocats du demandeur qu'il n'entend plus occuper pour ce défendeur, et, dans ce cas, bien que le cause ne soit pas terminée, tel avocat aura droit à ses frais et honoraires contre son client, si ce dernier a fait substituer un autre avocat en son lieu et place.—C.S., 1897, Loranger, J., *DeBellefeuille v. Beaudry*, 4 R. de J., 173.

Que les frais d'une motion en substitution de procureurs doivent suivre le sort du procès.—C.B.R., 1898, Whelan & Charette, 1 R.P., 413.

Jugé :—Il ne sera pas accordé de frais à la partie adverse sur une motion pour substitution de procureur.—C.C., 1898, Caron, J., *Francœur v. Lortie*, 1 R.P., 438.

Que bien que les membres survivants d'une société légale dissoute par la mort d'un de ses membres, aient le droit de faire et signer une motion pour péremption d'instance, ils ne peuvent ajouter à leurs signatures celle de l'associé défunt, et cette irrégularité comporte une nullité absolue.—C.R., 1900, Taschercau, Gill et Doherty, JJ., *Wright v. The Canadian Pacific Railway Co.*, 3 R.P., 416.

Que lorsqu'un membre d'une société de procureurs a notoirement cessé de faire partie du barreau de la Province de Québec, la signification d'une motion pour péremption faite à son ancien associé seul, est valable.—C.S., 1900, Langellier, J., *Chouinard v. Thompson*, 3 R.P., 476.

The service of a motion for peremption upon a firm of

lawyers whose members have dissolved partnership since the last proceeding must be made upon both partners, and not only upon one of them as representing the late firm.—S.C., 1901, Archibald, J., Desrochers v. Martin, 3 R.P., 522.

That when one member of a firm of lawyers dies or ceases to practice, in consequence of a public appointment incompatible with the exercise of his profession, the party is sufficiently represented by the remaining member or members of his firm.—S.C., 1900, Archibald, J., Glass v. Eveleigh, 3 R.P., 357.

ARTICLE 260.

Que le fait qu'un procureur a consenti à faire une intervention pour une personne qui a des intérêts opposés à ceux du défendeur qu'il représente, non seulement peut, mais doit cesser de la représenter.

Semble que, malgré la règle de pratique 43, un procureur "ad litem" peut renoncer à son mandat sans la permission d'un juge, la dite règle étant incompatible avec l'art. 260 C.P.C., et, partant, illégale et nulle.—C.S., 1900, Langelier, J., Hillock v. Croizard, 3 R.P., 225.

ARTICLE 261.

Que, d'après l'art. 261 C.P.C., le procureur ayant qualité pour recevoir l'assignation peut aussi exiger d'avance les frais de voyage de sa partie, et qu'il n'est point de rigueur que cette demande soit faite au moment de l'assignation.—C.S., 1899, Gagné, J., Meinier v. Stacey, 5 R.L., n.s., 400.

Jugé :—Que lorsqu'une partie demanderesse ou opposante est représentée par une société de procureurs dont l'un est nommé à une fonction judiciaire incompatible avec l'exercice de la profession d'avocat, la péremption d'instance peut cependant être demandée contre elle en en signifiant la demande à ceux de ses avocats qui sont encore pratiquants.—C.S., 1900, Mathieu, J., Bremner v. Hibbard & Hibbard, 3 R.P. 89.

V. art, 259, Wright v. The Canadian Pacific Railway Company, 3 R.P., 316.

ARTICLE 266.

Jugé :—1. Le fait qu'un débiteur de la succession s'oppose à une action en reddition de compte prise contre lui par l'exécuteur, en prétendant qu'il n'est pas comptable de la succession, n'est pas un empêchement à l'exécuteur de se mettre en possession des biens de la succession ; il n'y a pas tel empêchement, non plus, si le débiteur condamné à rendre compte à l'exécuteur, lui rend un compte où il ne se trouve pas reliquataire, quand bien même l'exécuteur conteste ce compte.

2. En conséquence, le délai de l'an et jour a commencé à courir de la date du décès du testateur, l'exécuteur étant présumé avoir connu le testament dès cette date.

3. Si l'an et jour à partir de ce décès sont révolus pendant l'instance sur les débats de compte, alors il y a de plein droit cessation des fonctions de l'exécuteur, et l'instance est

suspendue de plein droit jusqu'à ce que le légataire ou l'héritier ait repris l'instance au lieu et place de l'exécuteur.—C.S., 1901, Climon, J., Francoeur v. Paradis, 20 R.J., 246.

ARTICLE 268.

Held :—That a motion for peremption of suit will be dismissed if one of the parties has died since the last proceedings; but without costs, if the attorneys of the deceased party have only notified their opponents of his death since the service of the motion.—S.C., 1897, Mathieu, J., Smith v. Wade, 1 P.R., 46.

ARTICLE 269.

Held :—One of three plaintiffs having a several right to institute an action, but who have joined in it originally, has a right to continue the action on his own behalf after the death of his co-plaintiffs, and is not obliged to call in their representatives; that is to say, that the death of one or more co-plaintiffs in an action which each of them had a right to institute does not interrupt the instance between the surviving plaintiff and the defendants.—S.C., 1898, White, J., Reed v. Cull, 1 R.P., 196.

Jugé :—Qu'il ne sera pas adjugé sur une motion pour peremption d'instance, prise en délibéré après la production d'un avis du décès du demandeur, avant que les intéressés n'aient repris l'instance ou n'aient été appelés en cause.—C.S., 1899, Mathieu, J., Macadam v. Thompson, 2 R.P., 216.

ARTICLE 270.

Si, au cours d'une instance, une femme se marie sous le régime de la séparation de biens, le mari peut demander à reprendre l'instance pour autoriser sa femme mais non à la reprendre lui-même.—C.S., 1902, Langelier, J., Toupin v. Boulé, 5 R.P., 137.

Un jugement rendu dans une action "qui tam" peut être invoqué par les défendeurs dans une action prise pour les forcer à reprendre une instance en dommages, quand la question en litige est la même dans les deux causes.—C.S., 1903, Mathieu, J., Marshall v. MacDougall, 5 R.P., 186.

ARTICLE 271.

Held :—A notice that the territory of the municipality of the Town of Côte St. Louis was annexed, by Order-in-Council, to the City of Montreal, does not authorize the plaintiffs, in a suit against the School Commissioners of the Town of Côte St. Louis, to ask that the Roman Catholic Board of School Commissioners for the City of Montreal be ordered to take up the instance in the place of the former, and such petition "en reprise d'instance" will be dismissed on inscription in law.—S.C., 1898, Curran, J., Riddell v. School Commissioners of St. Louis, 1 P.R., 563.

ARTICLE 272.

Jugé :—Si la reprise d'instance n'est pas contestée dans les délais, elle est censée admise, sans qu'il soit besoin pour cela d'un jugement à cet effet, et le délibéré sera déchargé sur une demande pour jugement sur la requête.—C.S., 1900, Mathieu, J., Jasmin v. Sauriol, 2 R.P., 508.

ARTICLE 273.

Jugé :—Que pour forcer les représentants de la partie adverse, décédée, à reprendre une instance, il faut procéder par voie d'action ou d'assignation ordinaire jointe à l'action originaire, et qu'une requête pour forcer les héritiers d'un défendeur décédé à reprendre l'instance, sera rejetée.—C.S., 1898, Bélanger, J., Nash v. McMullen, 2 R.P., 322.

ARTICLE 275.

Jugé :—Qu'une motion pour produire un plaidoyer après les délais sera renvoyée si après la production de la signification de cette motion, le demandeur s'est désisté de son action quant aux défendeurs en défaut de plaider ; mais que les frais de cette motion seront contre le demandeur si c'est à la demande de ses avocats que le plaidoyer a été ainsi retardé.—C.S., 1898, Gill, J., Phillips v. Cooke, 1 R.P., 368.

Jugé :—Que le procureur qui n'est pas désavoué a le droit de rapporter une action, même si elle est le même jour réglée entre les parties.—C.S., 1898, Mathieu, J., Lefebvre v. Cantonguay, 1 R.P., 177.

Held :—That the parties to a suit can always, before judgment, settle their differences by themselves, and without the consent of their attorneys. The latter cannot continue the proceedings for their costs ; for these they have a recourse against their respective clients only.—C.S., 1898, Mathieu, J., Beaudry v. Lusher, 1 P.R., 140.

Jugé :—Que si les parties s'entendent pour discontinuer une cause, les procureurs du demandeur ne peuvent demander à la continuer pour ce qui regarde leurs frais seulement, mais ont toujours le droit d'attaquer suivant l'Art. 1032 C.C. les actes de leur client et de son adversaire, qui auraient été faits en fraude de leurs droits.—C.S., 1898, Lemieux, J., Garon v. Noël, 1 R.P., 229.

Jugé :—Que la partie de la réponse à un plaidoyer par laquelle le demandeur se désiste de son option pour procès par jury, ne peut être renvoyée sur motion, mais que si le défendeur désire avoir un procès par jury, il devra faire option par demande au juge dans les trois jours qui suivent la contestation liée.—C.S., 1898, Mathieu, J., Mendel v. Berthiaume, 1 R.P., 149.

1. L'avocat de l'intimé en révision, auquel on signifie un désistement de l'inscription en révision, a droit à l'honoraire d'une cause réglée avant l'audition, et ce, même s'il n'a pas produit de comparution.

2. Il n'a pas droit aux timbres payés pour la comparution, si cette comparution est produite après qu'un désistement de l'inscription en révision lui a été signifié.—C.S., 1897, Mathieu, J., Durnford v. Hannah, 1 R.P., 13.

Le demandeur qui a fait option par sa déclaration pour un procès par jury, peut se désister de cette option, sans le consentement de la partie adverse, par ses réponses à la défense du défendeur.—C.S., 1898, Mathieu, J., Mendel v. Berthiaume, 13 R.J., 256.

Held :—1. If several defendants file distinct defences, and the plaintiff desists from his action, he is bound to pay the costs of all such defences, whether separate defences were necessary or not.

2. No "enquête" fee will be allowed if the plaintiff desists from his action after inscription, but before trial.—S.C., 1899, Doherty, J., Protestant Board of School Commissioners of Outremont v. Cooke, 2 P.R., 251.

Held :—That one of two plaintiffs who desists from his action as to himself is responsible only for one-half of the costs of the action up to date.—S.C., 1899, Davidson, J., Coallier v. Filiatrault, 2 P.R., 220.

1. Si une inscription au mérite a été produite illégalement elle peut être retirée et une autre substituée à sa place, la première étant sans effet.

2. Les seuls frais auxquels le procureur avait droit étaient ceux d'une motion pour faire rejeter la première inscription, s'il l'avait faite.—C.B.R., 1900, Corp. du Comté de Nicolet v. Toussignant, 9 R.J., 356.

La signification d'un désistement au défendeur avant le jour du rapport de l'action, n'empêche pas ce dernier de comparaître et de demander congé-défaut de l'action.—C.S., 1899, Mathieu, J., Limoges v. Beauvais, 15 R.J., 429.

Si un demandeur se désiste d'une saisie-arrêt et fait signifier ce désistement dans lequel il n'est pas fait mention des frais au défendeur et au tiers-saisi, le défendeur a droit de demander congé de l'arrêt, par motion, et ce, avec dépens.—C.S., 1900, Mathieu, J., Bank of British North America v. Laporte, 5 R.P., 67.

ARTICLE 276.

Jugé :—Qu'un demandeur peut se désister à l'audience d'une partie de sa demande ; mais il devra payer les frais de contestation, s'il y en a une.—C.S., 1898, Lynch, J., Sheltus v. Hart, 1 R.P., 435.

Jugé :—Que si, après s'être opposé à une motion pour permission de produire un plaidoyer après forclusion, un demandeur se désiste de son action avant qu'il ne soit adjugé sur la motion, il sera condamné à payer les frais de la motion du défendeur, qui sera renvoyée, vu ce désistement.—C.S., 1898, Lorranger, J., Withell v. Welsh, 2 R.P., 295.

Un avocat "ad litem" n'a pas le droit de se désister d'un jugement sans une procuration spéciale.—C.S., 1898, Tait,

A.C.J., *Warmington v. La Ville de Westmount*, 4 R.L., n.s., 505.

La partie qui a comparu par un procureur et qui n'a pas révoqué ce procureur, ne peut faire elle-même aucune procédure dans la cause. Ainsi le demandeur qui a intenté une action par le ministère d'un procureur, ne peut personnellement, et tant que ce procureur n'a pas été révoqué, produire un acte de discontinuation de cette action.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Lefebvre v. Castonguay*, 13 R.J., 467.

Jugé :—Le désistement d'un jugement interlocutoire, doit, pour être valable, être signé par la partie ou par son procureur spécialement autorisé à cet effet.—C.S., 1899, *Andrews. J., Foisy v. Plamondon*, 2 R.P., 77.

The attorney "ad litem" is vested with authority to desist from a judgment where said judgment is a mere incident in the procedure.—S.C., 1900, *Davidson, J., Stephens v. Higgins*, 3 R.P., 155.

Lorsqu'une partie qui se désiste ne paie pas les frais lors de la production du désistement, la partie adverse a droit, sur inscription, à un jugement pour les dépens.—C.S., 1900, *Mathieu, J., The Star Iron Co. v. Baxter*, 3 R.P., 173.

Jugé :—1. Qu'un désistement n'est valable qu'en autant qu'il a été signifié à toutes les parties dans la cause.

2. Qu'un désistement non signifié à toutes les parties ne met pas fin à l'instance et ne peut empêcher une partie d'intervenir pour protéger ses droits en appel.—C.B.R., 1901, *McNally & Préfontaine*, 3 R.P., 401.

Que l'avocat n'étant que le mandataire de sa partie et le mandant pouvant agir sans le concours du mandataire, le premier peut produire personnellement un désistement de l'instance, et ce, sans la participation de son procureur.—C.S., 1901, *Larue, J., "ex-parte" Levasseur*, 19 R.J., 212.

Les dispositions de l'article 276 C.P.C., quant au désistement ne sont pas limitatives, et la forme qu'elles indiquent n'est pas de rigueur. Le demandeur qui se désiste de sa demande avant rapport n'est pas tenu de rapporter son action au jour fixe, pour faire constater son désistement. Une motion pour congé-défaut, faite après un désistement, est nulle.—C.S., 1902, *Mathieu, J., Lauterman v. Les Héritiers de feu Joseph Vineberg*, 5 R.P., 127.

ARTICLE 277.

Si congé de l'arrêt a été accordé, que le demandeur en appelle de ce jugement et que les parties en faveur desquelles le congé a été accordé, se désistent de ce jugement, la Cour Supérieure est, malgré ce désistement, dessaisie de la cause et ne peut prendre connaissance des incidents subséquents, tant que l'appel est pendant.—C.S., 1902, *Langelier, J., Lamothé v. Piché*, 5 R.P., 172.

ARTICLE 278.

Lorsqu'un demandeur se désiste de son action contre un des défendeurs et que ce dernier fait renvoyer l'action quant

à lui, son avocat a droit à la moitié des honoraires dans la cause.—C.S., 1898, Mathieu, J., Gault v. Lévillé, 4 R.L., n.s., 409.

Cet article ne s'applique pas au cas où la première poursuite a été renvoyée. Dans l'espèce, la première poursuite était destinée au défendeur actuel et lui avait été signifiée, mais le demandeur s'était trompé sur son nom.—C.S., 1899, Mathieu, J., Girard v. Drals, 16 R.J., 409.

Qu'une partie qui se désiste d'une procédure peut procéder de nouveau, quand il n'y a pas de frais encourus.—C.B.R., 1900, La Corp. de Nicolet & Tousignant, 3 R.P., 239.

Jugé :—La partie qui a été condamnée à payer les dépens sur une procédure n'est obligée au paiement préalable que si la nouvelle procédure est identique à la première et si elle s'est désistée de la première procédure.—C.S., 1900, Mathieu, J., Christin v. Christin, 3 R.P., 203.

Jugé :—1. La procédure utile qui peut empêcher la péremption ou la couvrir, doit être une procédure faite pour faire valoir les moyens des parties dans la cause où l'instance est suspendue.

2. La demande en péremption, qui est prématurée, n'est pas une procédure utile aux parties dans la cause pour faire valoir leurs droits, et qu'elle n'a pas conséquemment l'effet d'empêcher ou de couvrir la péremption d'instance.

3. La partie qui fait une demande en péremption, renvoyée comme prématurée, ne peut être obligée de payer les frais encourus sur telle motion, avant de faire une nouvelle motion de péremption.—C.S., 1902, Mathieu, J., Clifford v. La Cie de Brasserie de Beauport, 4 R.P., 295.

ARTICLE 279.

Jugé :—Qu'une motion pour péremption d'instance dont le défendeur s'est désisté, n'est pas un procédé utile pour empêcher la péremption subséquente.—C.S., 1898, Loranger, J., Ward v. Chagnon, 1 R.P., 532.

L'article 279 du nouveau Code de Procédure Civile qui a réduit le terme de la péremption d'instance à deux ans, ne s'applique pas rétroactivement à une cause où ce terme a commencé à courir sous l'ancien code.—C.S., 1906, Mathieu, J., Charette v. Howley, 14 R.J., 461.

Jugé :—Que si une motion pour péremption d'instance a déjà été faite dans une cause, mais n'a pas été présentée ni renvoyée sur demande de congé-défaut, une seconde motion pour péremption ne peut être accordée avant qu'il n'ait été disposé de la première.—C.S., 1890, Pagnuolo, J., Boisseau v. Généreux, 2 R.P., 90.

La signification d'une inscription à l'enquête lorsque la cause ne peut être inscrite que pour enquête et mérite, n'est pas une procédure utile, suffisante pour interrompre la péremption d'instance.—C.S., 1899, Bourgeois, J., Barthe v. Genest, 16 R.J., 339.

Lorsque la discontinuation de procédure dans une cause a commencé sous l'empire de l'ancien Code de Procédure, l'instance n'est périmée que lorsque cette interruption a duré

ARTICLE 279.—Continued.

pendant plus de trois ans, quand bien même les deux ans requis par le nouveau code se seraient entièrement écoulés depuis l'entrée en vigueur de ce code.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., Chanteloup Manufacturing Co. v. Berger, 16 R.J., 482.

The provision of art. 279 concerning peremption, applies to a case which was pending at the time the present code came into force, provided the entire time required by such article for the peremption have run after the coming into force of the new code.—S.C., 1899, Doherty, J., Couture v. Duclos, 16 R.J., 554.

Le bref de certiorari est introductif d'instance, et, par tant, l'instance sur certiorari ne peut être déclarée périmée avant l'expiration de deux ans, à dater de la dernière procédure.—C.S., 1900, Mathieu, J., Allan v. Weir, 3 R.P., 163.

That even if a principal plaintiff in an action where there is an intervention and a demand in warranty, would be entitled to have any part of the instance perempted, such as the intervention, he cannot obtain such peremption in a motion whereby he simply asks that the present instance be declared perempted.

That the principal plaintiff has no interest in moving for the peremption of the action in warranty.

That the service of such motion by the plaintiff was a useful proceeding to interrupt the prescription as regards the intervenant, even if the latter could be considered as a defendant.—S.C., 1900, Doherty, J., Lonsdale v. Lesage, 3 R.P., 364.

La demande incidente reconventionnelle est sujette à une péremption distincte de la demande principale.—C.S., 1900, Mathieu, J., Comte v. Pfister, 3 R.P., 182.

Held :—That a motion for peremption cannot be granted in a case which has been united with another for the purposes of proof, when the latter is still pending.—S.C., 1901, Davidson, J., Cardinal v. Brodeur, 4 R.P., 171.

Held :—The time required for the peremption of a suit after the issues are joined does not begin to run until three days have elapsed after issue joined.—S.C., 1901, Davidson, J., Castell v. Lumkin, 4 R.P., 32.

Jugé :—1. La demande de péremption d'instance constitue elle-même une instance susceptible de péremption.

2. Cette demande arrête forcément les procédures et empêche la péremption de courir jusqu'à la décision sur cette demande.

3. Une motion pour faire déclarer périmée la demande en péremption constitue une procédure utile qui couvre la péremption.—C.S., 1901, Langelier, J., Reid v. Merizzi, 4 R.P., 150.

Held :—Peremption does not begin to run, after issue joined, until three days have elapsed and it is possible to inscribe the case.—S.C., 1901, Davidson, J., Clifford v. Beaufort Brewing Co., 4 R.P., 324.

La péremption d'instance est basée sur la présomption d'un désistement tacite, mais telle présomption peut être détruite par la preuve légale de faits qui tendent à établir

clairement que la partie n'a pas eu l'intention d'abandonner sa procédure.

La suspension des procédures dans une cause est un fait qui peut dépendre également des actes du demandeur comme de ceux du défendeur, d'où il résulte qu'il y a lieu, pour le tribunal, d'examiner quels peuvent avoir été les motifs de la discontinuation des procédures.

La péremption peut être couverte par des négociations écrites pour accord et règlement à l'amiable, comme elle le serait par quelque incident au cours des procédures.—C.S., 1901, DeLorimier, J., Wilson v. La Corp. de St-Esprit, 7 R. de J., 285.

On ne peut invoquer, à l'encontre d'une motion pour péremption, l'oubli, la négligence ou la faute du greffier de la Cour ou d'une des parties.—C.S., 1902, Robidoux, J., Dubois v. Chaput, 4 R.P., 472.

Une motion pour péremption ne sera pas accordée, bien que le plumeur constate que la production du dernier document a eu lieu depuis plus de deux ans, si la date qui apparaît sur la pièce elle-même, constate le contraire.—C.S., 1902, Lavergne, J., Ross v. Phibé, 5 R.P., 254.

Un certificat de dernier errement, signé par le protonotaire, est un document authentique, qui ne peut être contredit que par inscription en faux.—C.S., 1902, Langelier, J., Donnelly, v. Rafter, 5 R.P., 62.

In the same sense as Hagardine McKittrick Co. v. Fels, S.C., 1898, Mathieu, J., Charette v. Hardy, 4 R. de J., 160.

V. art. 259, Wright v. The Canadian Pacific Ry. Co., 3 R.P., 316.

ARTICLE 280.

Lorsqu'une compagnie est en liquidation sous l'opération de la loi, il y a le changement d'état prévu par l'art. 280 C.P.C., et la péremption d'instance se trouve suspendue, mais une motion à cet effet sera renvoyée sans frais, si le fait n'est dénoncé au défendeur que lors de la présentation de la motion.—C.S., 1897, Mathieu, J., The Queen's Hotel Co. v. McLaren, 3 R.L., n.s., 456.

Jugé :—Qu'une motion pour péremption d'instance sera renvoyée si elle est signée par des avocats qui ne sont pas au dossier.

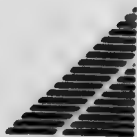
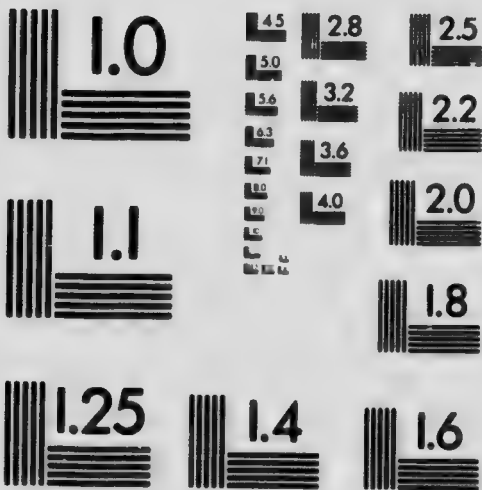
Semble :—Que le changement d'état des parties, qui n'apparaît pas au dossier, n'empêche pas la péremption.—C.S., 1899, Gill, J., Allen v. Monday, 2 R.P., 235.

Lorsque, sur signification d'une motion pour péremption d'instance, mais avant que cette motion soit prise en délibéré, les procureurs du demandeur produisent une déclaration du décès de ce dernier, il ne peut être adjugée sur la motion pour péremption avant que les représentants du défendeur aient été mis en cause.—C.S., 1899, Mathieu, J., Macadam v. Thompson, 16 R.J., 362.

A motion for peremption of suit signed by the original attorneys of record is not invalidated by the fact that one of the attorneys is not now a practising advocate of the Bar of



(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

the Province of Quebec.—S.C., 1902, Robidoux, J., *Ross v. Elliott*, 5 R.P., 47.

Le changement d'état, occasionné par le passage d'un mineur à l'état de majorité, qui n'a jamais été signifié et qui n'est pas légalement prouvé, ne peut suspendre la péremption.—C.S., 1902, Fortin, J., *Elliott v. Fraser*, 5 R.P., 5.

Que tous les actes desquels il résulte que le demandeur a eu des justes motifs pour arrêter ses diligences, sont des incidents qui arrêtent et suspendent la procédure.

Que le consentement non équivoque du demandeur et du défendeur à surseoir à toute procédure suspend la péremption.

Que des arrangements de cette nature, faits dans une cause commerciale peuvent se prouver par témoins, et que l'art. 1235 C.C., ne peut s'étendre à la péremption.—C.S., 1903, Lavergne, J., *Hendershot v. Macfarlane*, 5 R.P., 215.

V. art. 259, *Wright v. The Canadian Pacific Ry. Co.*, 3 R.P., 316.

ARTICLE 282.

Held :—1. That when one member of a firm of lawyers dies or ceases practice, in consequence of a public appointment incompatible with the exercise of his profession, the party is sufficiently represented by the remaining member or members of the firm.

2. That if two lawyers have dissolved partnership, but have both continued to practice their profession, the client's mandate is held by both of them, and not by either of them acting alone, and, therefore, a motion for peremption served on one only of the then partners is irregular and illegal.—S.C., 1900, Archibald, J., *Glass v. Eveleigh*, 3 P.R., 357.

Que lorsqu'une partie demanderesse ou opposante est représentée par une société de procureurs dont l'un est nommé à une fonction judiciaire incompatible avec l'exercice de la profession d'avocat, la péremption d'instance peut cependant être demandée contre elle en en signifiant la demande à ceux de ses avocats qui sont encore pratiquants.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Bremner v. Hibbard*, 3 R.P., 89.

ARTICLE 283.

Jugé :—L'appel d'un jugement déclarant une instance périmée, et le jugement maintenant cet appel, sont des procédures utiles empêchant la péremption.—C.S., 1901, Langelier, J., *Wright v. Canadian Pacific Ry.*, 4 R.P., 152.

1. A la différence de la prescription qui donne au débiteur un droit acquis dès que le temps est écoulé, la péremption d'instance n'existe que lorsqu'elle est prononcée, et le demandeur, jusqu'à la signification de la demande pour péremption, même après le délai exigé pour la péremption écoulé, peut interrompre cette péremption par une procédure utile.

2. Le défendeur qui a seulement comparu peut demander la péremption de l'instance.

3. Un des défendeurs peut demander et obtenir quant à lui seulement la péremption de l'instance.

4. Le fait que le défendeur a cessé d'être représenté par ses avocats qui ont été appelés à des charges incompatibles avec l'exercice de leur profession, n'empêche pas la péremption de courir ; c'est au demandeur à signifier sa volonté de procéder en donnant avis au défendeur de constituer un nouveau procureur.

5. Le fait que, après cinq ans écoulés depuis la dernière procédure, le procureur de la demanderesse demande le dossier au député-greffier, qui lui dit qu'il est entre les mains du défendeur, n'est pas un incident arrêtant la procédure de manière à empêcher la péremption d'avoir lieu lorsque le défendeur avait ce dossier temporairement et qu'il l'a remis au greffe à première demande.

6. Le défendeur qui a cessé d'être représenté par ses avocats à cause de leur nomination à des positions incompatibles avec l'exercice de leur profession, n'a pas besoin de filer au préalable une comparution personnelle, mais il peut lui-même signer la demande de péremption d'instance et la faire signifier à la partie demanderesse, car la demande de péremption est une instance principale par elle-même, ayant son existence propre et distincte de l'instance de l'action.—C.C., 1901, Cimon, J., *La Banque du Peuple de Halifax v. Labrèque*, 20 R.J., 263.

One or more joint and several defendants, who have severed in their defence, may move for peremption after two years from the last proceeding as against them, although, since that time, proceedings have been had against some of their co-defendants.—S.C., 1902, Doherty, J., *Leet v. The Montreal-Oregon Cold Mines Co.*, 5 R.P., 174.

ARTICLE 286.

Jugé :—Que par le mot "instruction" (trial), mentionné dans l'art. 286 C.P., il faut entendre l'enquête, et que par conséquent une partie peut être examinée par son adversaire en tout temps avant l'enquête, même après la production de l'inscription pour enquête et mérite.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Morris v. Blythe*, 1 R.P., 298.

Held :—That the examination of parties permitted by art. 286 C.P. cannot take place after the inscription for proof and hearing has been filed.—S.C., 1898, DeLorimier, J., *Peters v. Joliette Tobacco Co.*, 1 P.R., 74.

In an action by H. against Mrs. B. for damages alleged to be caused to his wife by Mrs. B. rushing into the room where his wife was recovering from a recent confinement, and using violent language toward her, accompanied with violent gestures, upon interrogatories being administered by the defendant, the plaintiff was asked the following question :—"Will you tell me on what you state in your declaration against Mrs. B. that Mrs. B. rushed into your wife's room, notwithstanding that she had been warned to the contrary?" I want you to give me the information upon which you made that statement and the name of your informant." This question was objected to as being irrelevant, and as not forming a matter upon which discovery could take place.

ARTICLE 286.—Continued.

Held :—That under the issues between the parties it was material to R. (Mrs. B.) to know to what warning H. referred and in general terms, when and by whom given. How he H., came to know of the fact or details would not seem to be discovery.

In the same case another question asked was, "Who was it informed you that she rushed into the room?" This was objected to as not forming matter upon which discovery can take place, and as being evidence that had already been ruled out by His Honor the judge.

The objection was maintained.

To the question : "Were you informed of Mrs. B. using violent language as stated in your declaration, and who was the person that informed you?" This was objected to on the same grounds as the foregoing. Objection maintained, but ruling excepted to and right reserved to ask revision of the same.

To the question : "Did these medical men say that she was violently insane?" objected to as not forming matter of discovery.

Objection maintained.—S.C., 1898, Davidson, J., Bishop v. Hooper, 1 P.R., 168.

Where a party is examined before trial, the deposition so taken cannot be used as evidence to support a motion for the dismissal of an opposition filed by said party, if he be still in the province, and can be produced at the trial.—S.C., 1898, Davidson, J., Demers v. Mathieu, 14 R.J., 249.

Le mari séparé de biens, qui n'est en cause que pour autoriser sa femme, ne peut être interrogé sur faits et articles.—C.S., 1898, Mathieu, J., Price v. Marcotte, 14 R.J., 146.

In an action for damages resulting from the biting of a dog, the defendant pleaded that the dog was her husband's property, and not hers, and further that the biting was due to plaintiff's provocation. On motion for particulars as to the husband's ownership, and also to the time and place of the alleged provocation :—

Held :—1. That the defendant is not bound to give particulars of her husband's ownership of the dog in question, the fact not being personal to her, and the plaintiff being able to obtain further information by examining the defendant on discovery.

2. That the provocation, in the absence of other particulars, is presumed to have occurred at the time and place where the plaintiff was bitten by the dog, and that, therefore, no further details were required.—S.C., 1899, White, J., Hugron v. Statton, 2 P.R., 559.

Jugé :—Qu'il ne sera pas permis d'examiner un opposant, avant d'avoir contesté son opposition, si la motion par laquelle on demande la permission de faire cet examen n'allègue pas que l'opposition est futile et n'en demande pas le renvoi.—C.C., 1899, Routhier, J., Bouchard v. Ouellette, 2 R.P., 253.

(Infirmer le jugement de Mathieu, J.) :—Dans l'interrogatoire de la partie ou de son représentant avant l'instruction (for discovery), sous les articles 286 et suivants du Code de Procédure Civile, il est permis d'interroger le témoin relative-

ment à tout fait se rapportant à la demande ou à la défense, et dans l'espèce la question posée se rapportait à la demande.—C.B.R., 1899, *The C.P.R. Co. v. The R. & O. Nav. Co.*, 9 R.J., 293.

Jugé :—Que le demandeur dont la qualité est niée par une exception à la forme, ne peut refuser d'être examiné "on discovery" sur ce défaut de qualité avant l'enquête sur cette exception à la forme.—C.S., 1900, *Loranger, J., Moreau v. La-marche*, 3 R.P., 73.

Jugé :—Le liquidateur officiel d'une compagnie poursuivie pour un acte attaqué de fraude, peut être examiné "on discovery," et forcé, sur subpoena à cet effet, de produire les livres de la compagnie qui sont en sa possession.—C.S., 1901, *Mathieu, J., Ward v. The Montreal Cold Storage Co.*, 4 R.P., 47.

Lorsque le défendeur plaide par une négation générale des allégations de l'action, le fardeau de la preuve incombe au demandeur.

La partie à laquelle incombe le fardeau de la preuve doit procéder la première à l'examen de ses témoins.

Dans ces circonstances, lorsque les parties s'assignent mutuellement pour être examinées, pendant l'instruction, c'est au demandeur à procéder le premier à l'examen du défendeur.—C.S., 1902, *Mathieu, J., DeMartigny v. Bienvenu*, 8 R. de J., 72.

L'examen préalable d'une partie peut avoir lieu la veille du jour fixé pour enquête et mérite.—C.S., 1902, *Lavergne, J., Ward v. Jasmin*, 5 R.P., 130.

ARTICLE 289

Jugé :—Que la production de documents, autorisée par l'art. 289 C.P. ne peut être demandée avant la production de la défense.—C.S., 1897, *Mathieu, J., Pickleman v. Adler*, 1 R.P., 53.

Jugé :—Que l'entrée au domicile de la partie adverse et la visite de sa propriété ne pouvant être permises que dans les cas prévus par la loi, une requête demandant la permission d'entrer sur la propriété de la partie adverse, et d'y faire faire, par des personnes expertes, pendant un temps déterminé, certaines expériences jugées utiles pour les fins du procès, dans un cas non prévu par le Code, sera rejetée.

2. Que dans l'espèce, le remède est indiqué par l'article 392 C.P., et les parties peuvent demander la visite des lieux par experts.—C.B.R., 1898, *Gareau & The Montreal Street Ry. Co.*, 1 R.P., 566.

Jugé :—Que le défendeur qui mentionne un contrat dans son plaidoyer peut être tenu, sur motion, de le produire dans un certain délai, et, à défaut par lui de ce faire, les allégations mentionnant tel contrat seront retranchées.—C.C., 1898, *Taschereau, J., Longpré v. La Cie d'Imprimerie du Nord*, 1 R.P., 459.

Jugé :—Dans une action pour travaux faits par un plâtrier et couvreur à la maison du défendeur, qui se plaint de mal-façons et allègue qu'il sera obligé de dépenser une certaine

somme pour mettre ces travaux en bon état, le demandeur ne peut obtenir le droit d'entrer avec des experts, dans la maison du défendeur, pour examiner les travaux par lui faits.—C.S., 1901, Bélanger, J., Adams v. Prément, 3 R.P., 516.

Jugé :—En vertu de l'art. 289 C.P., le juge peut permettre à l'une des parties d'aller sur la propriété de la partie adverse, pour photographier les lieux où l'accident en cause est arrivé.—C.S., 1900, Langelier, J., Primeau v. Merchants' Cotton Co., 3 R.P., 175.

Qu'un demandeur ne peut obtenir de la Cour un ordre enjoignant au défendeur de lui donner communication des livres et des documents qui sont en sa possession, relativement à l'action pendante entre les parties et d'en laisser prendre copie, cette demande étant trop générale et trop vague ; que la Cour pourra, néanmoins, sur l'examen du défendeur ou de l'un de ses employés, ordonner la production de ces livres suivant les circonstances.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., Goulet v. The Atlantic and Lake Superior Ry. Co., 5 R.L., n.s., 136.

Held :—That in an action for work done in some houses according to a contract, subject to the approval of experts, the plaintiff will be allowed to send expert witnesses to view the houses in which the said work is supposed to have been done, in order to enable them to give intelligently their testimony in the cause.—S.C., 1899, Langelier, J., Mackay v. Frappier, 2 P.R., 82.

Dans une action en recouvrement de dommages, alors que le demandeur est sous examen avant l'instruction de la cause, il est loisible au défendeur, sur le refus du demandeur d'exhiber son bras mutilé lors de l'accident, de s'adresser à la Cour aux fins d'obtenir une ordonnance enjoignant au demandeur de permettre tel examen, et, dans ces circonstances, cette demande sera accordée, et il sera fixé un jour pour procéder à tel examen, privément, si le demandeur le requiert.—C.S., 1901, Mathieu, J., Bélair v. Tougas, 7 R. de J., 573.

There is no provision of the Code of Civil Procedure whereby a debtor, contesting a demand of assignment made upon him can be ordered to exhibit and give communication to a creditor, of his books of account, letter-heads, or any documents or books of whatsoever nature.—S.C., 1902, Mathieu, J., In re Dunham, 5 R.P., 79.

ARTICLE 291.

Jonction de Demandeurs.—An action may be brought by several plaintiffs jointly for the recovery of a sum of money alleged to be due, under a contract with defendant, in equal shares to each of the plaintiffs.—S.C., 1899, Doherty, J., Leggatt v. McIndoe, 16 R.J., 413.

Un demandeur ne peut pas, dans un seul et même bref, poursuivre personnellement le débiteur d'une obligation, et hypothécairement le tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué pour en garantir le paiement.—C.S., 1899, Langelier, J., Anderson v. Taillefer, 16 R.J., 157.

Une demande pour faire constater le privilège de cons-

tructeur mentionné en l'art. 2013 du C.C., n'est pas incompatible avec une demande personnelle contre tous ceux qui sont obligés à la dette pour laquelle le privilège existe.—C.S., 1899, Mathieu, J., *La Banque Jacques-Cartier v. Picard*, 15 R.J., 389.

Where two causes have been joined by consent of the parties, and it subsequently appears that one of the parties will, by such joinder, be put to a disadvantage at the trial, the Court may, on motion, revoke and set aside the order joining the causes, even after a trial by jury, which was ineffectual owing to the failure of the jury to agree, and put the parties back in the position in which they were before the judgment joining the causes was rendered.—S.C., 1898, Gill, J., *Hooper v. Ross*, 15 R.J., 122.

Jugé :—Que les articles 291 et 292 C.P. n'ont en vue que l'instruction des causes pendantes et instruites en même temps ; partant, on ne peut faire servir la preuve faite dans une cause déjà jugée à une cause pendante.—C.B.R., 1901, *The Quebec Central Ry. & Dionne*, 4 R.P., 424.

ARTICLE 292.

Jugé :—L'Article 292 C.P. n'a en vue que des causes "pendantes et instruites en même temps."—C.S., 1902, *Robidoux, J., Harding v. Bickerdike*, 4 R.P., 471.

Que lorsqu'une personne est défenderesse dans deux causes différentes et qu'elle produit un plaidoyer semblable dans chaque cause, lesquels sont tous deux renvoyés sur une inscription en droit, elle ne peut, sur prétexte qu'elle a portée la première cause en appel, faire suspendre la seconde jusqu'au jugement de la Cour d'Appel.—C.S., 1899, *Mathieu, J., Marcotte v. Naud*, 5 R.L., n.s., 305.

ARTICLE 293.

Held :—That a case cannot be inscribed for "enquête" and merits after the parties have settled it, even if the said settlement makes no mention of costs.

"Quære" :—Can the attorney then proceed for his costs?—S.C., 1899, *Archibald, J., Delaney v. Lionais*, 2 P.R., 215.

Jugé :—(Confirmant *Bourgeois, J.*, et renversant la Cour de Révision, *Casault, Caron et Andrews, J.J.*) :—1. Si une inscription au mérite a été produite illégalement, elle peut être retirée et une autre substituée à sa place, la première étant sans effet.

2. Les seuls frais auxquels le procureur avait droit étaient ceux d'une motion pour faire rejeter la première inscription, s'il l'avait faite.

3. Le dossier pour le jugement remplira les exigences de la loi s'il contient les pièces de procédures suffisantes pour éclairer le juge, et il n'est pas nécessaire de lui donner copie d'une réponse ou d'une réplique qui ne contient qu'une négation des faits soulevés. C.B.R., 1900, *La Corp. du Comté de Nicolet & Toussignant*, 9 R.J., 356.

Jugé :—1. Une pièce de procédure n'a de valeur que du jour où elle est produite au greffe et fait partie du dossier.

2. Une inscription pour preuve et audition, faite avant l'expiration des trois jours qui suivent la contestation liée, sera rayée du rôle, sur demande de la partie adverse.—C.S., 1901, Casault, J. en C., Lachance v. Casault, 4 R.P., 223.

Jugé :—1. Quand les pièces littérales invoquées au soutien de l'action ne sont pas produites avec elle, la forclusion de plaider à telle action ne peut avoir lieu que sur l'ordre du juge, même si les dites pièces sont produites après le rapport de l'action et avis dûment donné de leur production.

2. Tant qu'une forclusion n'a pas été obtenue, comme sus-dit, le demandeur ne peut inscrire pour preuve et audition "ex-parte."

3. La motion du défendeur pour faire rejeter une telle inscription et pour permission de plaider, sera accordée avec frais contre le demandeur.—C.S., 1902, Robidoux, J., St-Aubin v. Lamarche, 4 R.P., 434.

ARTICLE 295.

Jugé :—La partie qui conteste une opposition colloquée à l'ordre, doit être considérée comme un demandeur aux termes de l'art. 55 du tarif.

2. La partie qui produit avec l'inscription, copies de ses propres pièces de plaidoirie pour l'usage du juge, a droit pour ses copies, à l'honoraire fixé par l'art. 20 du tarif.

3. Les copies des pièces de plaidoirie de la partie adverse produites pour l'usage du juge ne peuvent être certifiées par l'avocat de la partie qui les produit, mais doivent être certifiées par le protonotaire.—C.S., 1897, DeLorimier, J., Lavallée v. Lafrenière, 1 R.P., 346.

Qu'une inscription ne sera pas rejetée sur motion présentée le jour fixé pour l'audition sous le prétexte qu'une copie des pièces de procédure n'a pas été laissée pour le juge lorsque l'inscription a été produite et qu'il n'y a pas encore telle copie au dossier.—C.S., 1898, Tellier, J., Connolly v. The Consumers' Cordage Company, 2 R.P., 323.

Jugé :—Nonobstant l'art. 295 C.P. qui exige que "nulle cause ne peut être mise sur le rôle à moins qu'une copie des pièces de plaidoirie, nécessaires pour lier la contestation, ne soit produite au greffe pour l'usage du juge présidant au procès," l'inscription faite sur le rôle sans telle production, ne sera pas rejetée sur motion, ces copies n'étant pas requises sous peine de nullité et le juge, en pareil cas, pouvant exercer sa discrétion dans l'application de l'art. 295.—C.S., 1899, Gagné, J., Menier v. Divers, 2 R.P., 389.

Jugé :—Que si preuve avant faire droit est ordonnée sur un appointement en droit et que cet appointement en droit est ensuite maintenu à l'audition finale, il ne sera accordé que l'honoraire fixé par l'art. 23 du tarif.

Que l'avocat qui produit des copies de sa déclaration et de sa réponse, dans une action de deuxième classe, a droit à un honoraire de \$4.—C.S., 1899, Mathieu, J., Cox v. Lecavalier, 2 R.P., 81.

Jugé :—(Renversant Oulmet, J., "dissentielle," la Cour de Révision, et confirmant Bourgeois, J.) :—1. Qu'une partie qui se désiste d'une procédure peut procéder de nouveau, quand il n'y a pas de frais encourus.

Que dans le cas où une partie s'est désistée d'une inscription faite avant l'expiration des délais, elle peut réinscrire de nouveau, sans avoir à payer de frais au préalable.

Que le tribunal de première instance, saisi d'une cause, a discrétion pour juger si les copies des pièces de procédure produites sont suffisantes au désir de la loi pour l'intelligence de la cause.—C.B.R., 1900, La Corporation de Nicolet & Toulignant, 3 R.P., 239.

The copy of pleadings required by art. 295 C.P., is for the use of the judge alone, and where the judge of the district had informed the advocates and prothonotary of that district that he did not require this copy, an inscription made without was held valid.—C.R., 1900, Casault, Routhier and Andrews, JJ., Menier v. Whiting, 18 R.J., 113.

ARTICLE 296.

Held :—That if an interlocutory injunction has been granted in a pending case as an incident thereof, after notice given to the opposite party, an inscription by the respondent for proof and hearing on the petition for an interlocutory injunction will be rejected on motion.—S.C., 1899, Doherty, J., Martin v. The City of Montreal, 2 P.R., 475.

ARTICLE 298.

Que le médecin qui a soigné la victime d'un accident et qui est ensuite appelé comme témoin, doit dévoiler tous les faits dont il a connaissance ; mais n'est pas tenu d'exprimer une opinion en sa qualité de médecin avant que ses honoraires n'aient été payés ou garantis.—C.S., 1900, Tellier, J., Marquis v. Robidoux, 3 R.P., 433.

ARTICLE 308.

W. et H. sont condamnés après enquête préliminaire à subir leur procès devant la Cour criminelle pour avoir fait mourir un animal appartenant à S. Ils sont maintenant poursuivis en dommages pour le prix de ce même animal. Les défendeurs comparaissent et plaident à l'action, la contestation est liée, et la cause est inscrite par le demandeur pour enquête et mérite. Au jour fixé les défendeurs font motion pour que les procédures soient retardées jusqu'à ce qu'ils aient subi leur procès au criminel devant la Cour du Banc de la Reine.

Jugé :—Une telle motion sera renvoyée avec dépens, parce qu'il serait injuste pour le demandeur de suspendre les procédures, surtout à cet étage, jusqu'à une date indéterminée, et parce que la motion est tardive et n'est pas appuyée de l'affidavit requis par les règles de pratique.—C.S., 1898, Lemieux, J., Samson v. Webb, 1 R.P., 495.

ARTICLE 309.

Jugé :—Ordre ne peut être donné aux témoins assignés, ou présents en cour, de comparaître à un autre jour, avant qu'ils n'aient été assermentés.—C.S., 1901, Casault, J. en C., Dechène v. Dussault, 20 R.J., 296.

ARTICLE 314.

Where a husband separate as to property from his wife, has administered the property of the latter as her agent, she can call in her husband as a witness in an action in relation to such property.—C.C., 1897, Lynch, J., Normandin v. Ginguas, 1 P.R., 225.

Le requérant sur bref "d'habeas corpus" ne peut produire à l'appui de sa requête l'affidavit de son épouse. Les règles ordinaires de la preuve s'appliquent dans ce cas, et, donc, la femme est incompétente à témoigner en faveur de son mari.—C.S., 1898, Lynch, J., Truax v. Ingalls, 4 R. de J., 442.

Témoin :—En vertu de l'article 314, no. 4, du nouveau Code de Procédure, la femme séparée de biens peut être entendue comme témoin en faveur de son mari, sur l'administration générale des biens de ce dernier, mais non pas sur une affaire spéciale.—C.C., 1898, Casault, J. en C., Coote v. Bellingsley, 14 R.J., 271.

Held :—That a wife cannot be compelled, either as a witness or as a garnishee, to testify against her husband.—S.C., 1898, Taschereau, J., Holland v. Houghton, 1 R.P., 319.

Where a sum of money loaned, and for which action is brought, originally exceeded \$50.00, parole evidence will not be admitted to show payments for interest on any part of the loan.—C.C., 1899, Dorion, J., Grapes v. Cochrane, 2 P.R., 80.

Held :—Where, in an action pertaining to the community, the wife is joined with her husband, the wife has no more right to testify in the cause than if the action had been instituted by the husband alone.—S.C., 1901, Curran, J., Dunfy v. Kelly, 20 R.J., 231.

Held :—A married woman, common as to property, cannot give testimony in an action instituted by her husband as head of the community for a loan made by her prior to her marriage.—C.C., 1899, Dorion, J., Grapes v. Cochrane, 2 P.R., 80.

Un bref de saisie-revendication avait été émis sur production, avec le "fiat," d'un affidavit de la femme commune du demandeur. Sur motion du défendeur demandant que la saisie-revendication soit annulée parce que la femme commune du demandeur ne peut témoigner pour son mari.

Jugé :—Que l'affidavit requis pour obtenir l'émission d'un bref de saisie-revendication ne faisant pas preuve dans la cause, celui qui est donné par la femme commune en biens du demandeur est suffisant.—C.C., 1900, Casault, J. en C., Roberge v. Roberge, 3 R.P., 403.

ARTICLE 315.

Jugé :—La femme, commune en biens, poursuivant conjointement avec son mari qui l'assiste, pour dommages qu'elle a soufferts personnellement, a droit d'être entendue comme témoin, ainsi que son mari, et qu'elle peut rendre témoignage en sa faveur, en vertu de la loi actuellement en force.—C.C., 1897, Gagné, J., Gagné v. Forgues, 2 R.P., 268.

ARTICLE 316.

La femme commune, poursuivant avec son mari, a le droit de témoigner pour elle-même.—C.C., 1900, Lemieux, J., Sullivan v. La Corporation de la Ville de Magog, 18 R.J., 107.

Témoin :—La loi permet aux parties de se faire entendre comme témoins, mais elles n'ont pas le droit d'être taxées. Cependant si l'une d'elles demande la remise de la cause parce qu'elle n'est pas prête, dans ce cas, l'autre aura droit d'être taxée comme un témoin ordinaire.—C.C., 1899, Andrews, J., Gagnon v. Simard, 16 R.J., 336.

Dans une action en séparation de corps, le mari et la femme peuvent être entendus comme témoins, même à l'appui de l'action.—C.B.R., 1900, Talbot & Guilmartin, 10 R.J., 564

ARTICLE 322.

Held :—A witness at the trial, who professes the Jewish religion, but is sworn on the Evangelists and without placing his hat on his head, will be sworn anew by order of the Court when his religious belief is ascertained by counsel, notwithstanding the fact the witness declares himself bound by the oath already taken.—S.C., 1899, Davidson, J., Sessenwein v. Palmer, 3 P.R., 110.

ARTICLE 323.

V. art. 298, Marquis v. Robidoux, 3 R.P., 433.

ARTICLE 326.

Que l'irrégularité dans la rédaction du bref d'assignation, lequel paraît assigner le défendeur au lieu du demandeur, est couverte, si le procureur de celui-ci, aussitôt après signification, a donné au défendeur avis que le demandeur exige ses frais de voyage avant de comparaître.—C.S., 1899, Gagné, J., Melnier v. Stacey, 5 R.L., n.s., 400.

ARTICLE 330.

Jugé :—1. C'est au ministre du département dont un employé relève, et non à la Cour, qu'il appartient de décider si cet employé doit divulguer les communications qui lui sont faites en sa qualité officielle.

2. Dans l'espèce le témoin, inspecteur des postes, ayant reçu instruction du ministre des postes de ne rien divulguer

de ce qui aurait pu lui être dit en sa qualité officielle au sujet du demandeur, la Cour ne peut le forcer à le faire, ni à produire aucun document s'y rapportant.—C.S., 1897, Andrews, J., *Alain v. Belleau*, 1 R.P., 98.

Jugé :—Que le médecin, qui a soigné la victime d'un accident, et qui est ensuite appelé comme témoin, doit dévoiler tous les faits dont il a connaissance ; mais n'est pas tenu d'exprimer une opinion en sa qualité de médecin, avant que ses honoraires n'aient été payés ou garantis.—C.S., 1900, *Tellier, J., Marquis v. Robidoux*, 3 R.P., 433.

Le notaire consulté, et qui prépare un projet d'acte, ne peut, s'il est ensuite appelé comme témoin dans une cause entre les parties, refuser de produire ou d'exhiber ce projet d'acte, par le motif que ses honoraires, comme notaire, n'ont pas été payés.—C.S., 1902, *Fortin, J., Loriquet v. Henry*, 8 R. de J., 508.

Jugé :—Que le défendeur n'est pas tenu de répondre à des interrogatoires sur faits et articles, dans une action "qui tam" intentée en vertu de l'art. 5639 S.R.Q., et qu'une motion pour faire tenir les interrogatoires pour avérés sera renvoyée, mais sans frais.—C.S., 1900, *Mathieu, J., Rossignol v. Morel*, 3 R.P., 407.

ARTICLE 333.

Un notaire peut être tenu d'exhiber un projet d'acte préparé par lui, et ne peut exiger, au préalable, le paiement des frais qui lui sont dûs pour la préparation de ce projet.—C.S., 1902, *Fortin, J., Sorignet v. Henry*, 5 R.P., 95.

ARTICLE 334.

A company sued in damages on account of an accident may be compelled to produce at the trial all reports of the accident made by its employees in the ordinary course of their business, or of their duty, but not its reports made at the request or instance of its solicitor, in answer to inquiries made by the latter, with a view and in contemplation of anticipated litigation.—S.C., 1901, *Trenholme, J., Stocker v. The Canadian Pacific Railway Co.*, 5 R.P., 117.

ARTICLE 335.

Held :—Witnesses examined before arbitrators in an expropriation under the Railway Act (Canada) are not entitled on taxation of costs to any allowance for travelling expenses of going to visit the expropriated property or for examination or measurements of buildings thereon, but only to such taxation as would be made at the trial of a suit ; though a surveyor who has made a plan of the expropriated premises will, in addition, be allowed on taxation for preparation of the plan.—S.C., 1898, *Taschereau, J., In re The Montreal Park & Island Ry. Co. v. McLaurin*, 1 R.P., 525.

Que le témoin qui est venu de chez lui exprès pour rendre témoignage, même sans subpoena, a droit à ses dépenses de

voyage et de séjour, en sus de sa taxe.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Heward v. Scottish Union National Ins. Co.*, 1 R.P., 193.

Qu'une partie ne peut être taxée comme témoin que dans le cas où elle est assignée par la partie adverse, et cette règle s'applique à un gérant d'une compagnie qui rend témoignage dans une cause pour la corporation qu'il représente.

Qu'un témoin qui n'est pas taxé lors du procès ne doit l'être qu'après avis donné à la partie adverse.—C.S., 1899, Mathieu, J., *The Vive Camera Co. v. Hogg*, 6 R.L., n.s., 86.

Jugé :—1. Le gérant d'une compagnie assigné, par cette dernière comme témoin, a droit d'être taxé comme tout témoin ordinaire.

2. La taxe des témoins comme experts ne sera pas changée, lorsque sur demande de révision, ces témoins produisent des affidavits, d'ailleurs non contredits, attestant qu'ils ont été assignés comme tels et ont assisté au palais pendant le nombre de jours pour lequel ils ont été taxés.

3.—Un avocat légalement admis à pratiquer au barreau, mais dont le nom n'est pas inscrit au tableau des avocats, assigné comme avocat dans une cause, a droit d'être taxé comme le serait un homme de profession pratiquant.—C.S., 1900, Langelier, J., *The Canada Industrial Co. v. The Kensington Land Co.*, 6 R. de J., 551.

Held :—1. The taxation of a witness constitutes a judgment in his favor which entitles him to execution against either of the parties ; it is copied in the bill of costs, but not taxed with it, and cannot be revised on a motion for the taxation of the bill without notice to the witness (*Campeau v. The Ottawa Fire Insurance Co.*, 4 Q.P.R., 197, followed).

2. The tariff provides for no fee on an open rogatory commission, when that mode of examining witnesses is selected.—S.C., 1901, Davidson, J., *Magann v. G.T.K., Co.*, 4 R.P., 348.

Held :—The taxation of a witness who is heard in open Court, takes place in the presence of the Court, and constitutes a judgment which may be executed in the manner and after the delay prescribed by the Court. (Articles 335, 336, 370 C.C.P.) And even if such taxation were considered a judgment by the prothonotary, and not by the Court, the application to revise was made too late, the time for objection being while the taxation was being effected.—S.C., 1901, Davidson, J., *Campeau v. Ottawa Fire Ins. Co.*, 20 R.J., 239.

ARTICLE 336.

The taxation of a witness is a judgment in his favor on which he is entitled to sue out execution.

The Court has no authority to determine whether the taxation of a witness is excessive or not or to name any other particular amount in lieu thereof.—S.C., 1901, Davidson, J., *Lessard v. Meunier*, 4 R.P., 443.

Jugé :—La taxe d'un témoin équivaut à un jugement, et est exécutoire contre la partie qui l'a fait assigner. Il n'y a pas d'action en loi pour en recouvrer le montant ; mais le

demandeur aurait dû prendre un bref d'exécution.—C.C., 1902, Choquette, J., Paradis v. Labbé, 4 R.P., 415.

ARTICLE 340.

Qu'en examinant l'autre partie comme son témoin, le procureur peut lui poser des questions positives.

Que le procureur de la partie examinée n'est pas admis à lui poser, en la transquestion, des questions suggestives.—C.S., 1899, Gagné, J., Lajoie v. Tremblay, 5 R.L., n.s., 400.

ARTICLE 341.

Under certain circumstances and in the discretion of the Court, a party will be allowed to adduce in rebuttal evidence to fortify his enquete in chief.—S.C., 1898, White, J., Cleveland v. The Royal Paper Mills Co., 4 R. de J., 504.

ARTICLE 347.

That if, after a case has been heard and taken en délibéré, a party neglects to file the depositions of his witnesses, which had not been filed at the time of the hearing, he will be ordered upon the demand of the adverse party, to do so within a delay fixed by the Court; and in default of so doing, the Court will dispose of the case without considering the evidence of such witnesses.

2. That it is not necessary to discharge the délibéré for the purpose of making such order.

3. That when notice of motion for such an order has not been legally given to the adverse party or to his attorney, such motion will not be granted, but the order asked for will, nevertheless, be given, and the moving party will be condemned to pay the costs of said motion.—S.C., 1899, Lynch, J., Hutchins v. Leroux, 5 R.L., n.s., 130.

ARTICLE 348.

Jugé :—1. Qu'un avocat dûment admis à pratiquer, mais dont le nom ne figure pas au tableau, a cependant le droit, lorsqu'il est appelé comme témoin et que son titre d'avocat lui a été donné dans l'assignation, à être taxé comme un avocat.

2. Que si des témoins jurent qu'ils avaient, dans une cause, la qualité d'experts, et que leur déclaration n'est pas contredite, ils seront taxés comme tels.

3. Que le gérant d'une compagnie, partie à un procès, a le droit d'être taxé comme un témoin ordinaire dès qu'il a été appelé comme tel.—C.S., 1900, Langelier, J., Canada Industrial Company v. Kensington Land Company, 3 R.P., 379.

Jugé :—Qu'un témoin a droit de s'adresser directement à la Cour, par requête, pour faire corriger sa déposition, lorsqu'il constate qu'elle n'est pas correcte. (C.P., 348, 351; 2, Q.L.R., page 82).—C.S., 1901, Choquette, J., Nadon v. Drummond Ins. Co., 3 R.P., 439.

ARTICLE 351.

V. art. 348, Nadon v. La Cie d'Assurance, 3 R.P., 439.

ARTICLE 359.

Jugé :—Que le mari d'une défenderesse qui n'est partie dans la cause que pour autoriser son épouse à plaider, ne peut pas être interrogé sur faits et articles.—C.S., 1898, Mathieu, J., Price v. Marcotte, 1 R.P., 229.

Jugé :—Que dans une action pénale, v.g., pour non paiement de licence, où l'on conclut à l'emprisonnement du défendeur, ce dernier a le droit de refuser de répondre aux interrogatoires sur faits et articles, et ces interrogatoires ne seront pas déclarés "pro confessis" sur son défaut de répondre; et, s'il n'y a pas d'autre preuve, l'action sera déboutée.—C.C., 1899, Champagne, J., Lambe v. Brown, 2 R.P., 70.

Il n'y a pas lieu, sur une requête en contestation d'élection, d'envoyer à la partie adverse des interrogatoires sur faits et articles, et si la partie n'obéit pas à l'ordre de répondre à ces interrogatoires, ils ne seront pas tenus pour avérés sur motion à cet effet.—C.S., 1901, Bélanger J., Poirier v. Loy, 4 R.P., 23.

ARTICLE 361.

Que l'art. 361 C.P.C., ne permet l'assignation à bref délai, en autorisant le procureur à demander un délai pour la comparution de sa partie, que si le domicile de cette dernière est inconnu ou si elle l'a quitté.—C.S., 1899, Gagné, J., Meinier v. Stacey, 5 R.L., n.s., 400.

Faits et Articles :—Where the plaintiff is described in the writ as being "of No. 8 rue Alfred de Vigny, in the city of Paris in the Republic of France" it is not incumbent on his attorney to "declare where such party then is" under C.P. 361, but it is for the opposite party to have him examined under a commission.

Where a party is absent and under 361 C.P., service of summons upon articulated facts may be made upon his attorney, such attorney may demand the necessary funds to pay his client's travelling expenses under 370 C.P.—C.R., 1900, Casault, Routhier and Andrews, J.J., Menier v. Whiting, 18 R.J., 113.

Jugé :—Au cas d'absence, le procureur à qui la signification des interrogatoires sur faits et articles a été faite peut demander un délai pour que son client puisse comparaître et répondre, ou demander que le demandeur fasse interroger le défendeur au moyen d'une commission rogatoire, à défaut de quoi, les faits et articles seront tenus "pro confessis."

Qu'une motion pour que des interrogatoires sur faits et articles soient tenus pour avérés ne pourra être accordée contre le défendeur en défaut, à moins que les dits interrogatoires lui aient été signifiés personnellement ou à son domicile s'il n'est pas établi qu'il est absent, ou se cache.—C.S., 1902, Choquette, J., Myers v. Mercier, 5 R.P., 6.

ARTICLE 363.

Lorsqu'une corporation est assignée à répondre à des interrogatoires sur faits et articles, aucune question additionnelle ne peut être posée à celui qui comparait en Cour pour donner une réponse, si ce dernier répond en vertu d'une autorisation spéciale, des questions additionnelles ne pouvant lui être posées que lorsqu'il répond en vertu d'une autorisation générale.—C.S., 1898, Mathieu, J., *King v. The City of Montreal*, 4 R.L., n.s., 405.

Jugé :—Que le secrétaire-trésorier d'une corporation municipale, autorisé par procuration spéciale de cette dernière qui a été assignée comme tierce-saisie, ne peut déclarer au-delà et en outre de la procuration à lui donnée et répondre à des questions additionnelles.—C.S., 1898, Lynch, J., *Tarte v. Mander*, 1 R.P., 434.

Jugé :—Les réponses du secrétaire d'une corporation, à des interrogatoires sur faits et articles, seront rejetées du dossier si ce secrétaire n'était pas autorisé par la corporation à répondre ; un délai pourra être accordé pour permettre au secrétaire de renouveler ses réponses après s'être procuré l'autorisation voulue.—C.S., 1901, Robidoux, J., *Dumont v. Collège des Médecins*, 4 R.P., 81.

ARTICLE 364.

Jugé :—Une partie en défaut de répondre à des interrogatoires sur faits et articles peut, par motion, et en payant les frais encourus par son défaut, demander à être examinée sur commission rogatoire à son nouveau domicile, situé hors de la province.—C.S., 1901, Mathieu, J., *Burelle v. Palardy*, 4 R.P., 73.

ARTICLE 367.

Where the interrogatories on "facts et articles" submitted to a party refer to the contents of documents and deeds not the personal titles of the party, and not shown to be in his possession, his answer that he is an illiterate man and is not aware of the contents of such documents, is sufficient.—S.C., 1899, Archibald, J., *Thompson v. Pinsonnault*, 15 R.J., 621.

ARTICLE 373.

Jugé :—Qu'en vertu de l'article 373, C.P., le commissaire-enquêteur dont on demande la nomination doit résider dans la province de Québec et que les témoins qu'il doit examiner doivent aussi résider dans les limites de cette province.

2. Que si les témoins résident hors de cette province, la partie qui a besoin de les examiner, doit procéder d'après les articles 380 et suivants C.P.—C.S., 1900, Choquette, J., *Patterson v. Crépeau*, 3 R.P., 404.

ARTICLE 380.

Jugé :—Que si les parties se sont entendues pour avoir une commission rogatoire ouverte, rien ne sera alloué pour le voyage de l'avocat qui va interroger les témoins, ni au secrétaire d'une compagnie, partie au procès.

Que les parties ont droit à un honoraire sur l'admission par le juge des interrogatoires à faire sur une commission rogatoire fermée.

Qu'une partie a droit de faire taxer dans son mémoire le coût d'un plan fait par ses employés et produit dans la cause, si ce plan lui a réellement occasionné des dépenses.—C.S., 1898, Mathieu, J., Wetzlar v. The R. & O. Nav. Co., 1 R.P., 257.

Que si des témoins résident hors de la province, la partie qui veut les faire examiner, doit procéder d'après les arts. 380 et s. C.P.C.—C.S., 1900, Choquette, J., Patterson v. Crépeau, 3 R.P., 404.

ARTICLE 381.

Jugé :—Que dans le cas où des témoins étrangers qui avaient accepté de venir rendre témoignage dans cette province, refusent de venir au dernier moment ; et qu'on ne peut les y forcer, il y a lieu à l'émission d'une commission rogatoire, même après les délais, pour les faire examiner sur place.—C.S., 1897, Casault, J. en C., Hartt v. Robitaille, 1 R.P., 52.

Held :—That where a defendant pleads to an action by a general denial, thereby allowing the plaintiff to believe that he is merely pleading for delay, and wishes to ascertain the truth of plaintiff's claim before settling it, this may be considered a sufficient reason to discharge the "délibéré" after the hearing of the witnesses, and grant a "commission rogatoire" after the delays.—C.C., 1898, Purcell, J., Kimball v. McCaffrey, 1 P.R., 238.

ARTICLE 382.

An insolvent cannot be imprisoned for contempt of Court, because he refuses to answer one question made to him by the curator, while being under examination.—S.C., 1902, Fortin, J., In re Saxe et al., 5 P.R., 94.

ARTICLE 383.

Lorsqu'une commission rogatoire n'a point été émise dans le délai accordé pour son rapport, l'ordonnance permettant son émission se trouve caduque, et le tribunal ne peut plus étendre le délai pour la réception des témoignages sur la dite commission ou pour son rapport.—C.S., 1900, Mathieu, J., Girard v. La Cité de Montréal, 18 R.J., 315.

ARTICLE 389.

L'ordonnance permettant l'émission d'une commission rogatoire rapportable dans un délai fixé devient caduque à l'expiration de ce délai, si la commission n'a pas été émise, et, partant, le tribunal ne peut prolonger le délai du rapport.—C.S., 1900, Mathieu, J., Giraud v. La Cité de Montréal, 3 R.P., 160.

L'exécution d'une commission rogatoire après les délais fixés du consentement des parties, ne constitue pas nécessairement une cause de nullité surtout quand aucun préjudice n'a été causé.

Si le commissaire a omis de poser à un témoin des transquestions admises, son rapport ne sera pas reçu vu que ces procédés sont incomplets, mais cela n'entraîne pas non plus la nullité des procédures, et la Cour ordonnera au protonotaire de lui renvoyer le dossier pour y poser ses transquestions et compléter ainsi son retour.—C.S., 1902, Choquette, J., Thibault v. Poulin, 5 R.P., 189.

ARTICLE 391.

Jugé :—Que des experts dûment nommés ont le droit, avec le consentement des parties, de retenir les services d'un secrétaire qui doit recevoir un honoraire, et de se faire payer, outre leur taxe, les dépenses encourues et un honoraire sur leurs rapports.—C.S., 1898, Loranger, J., Mullins v. Lalonde, 1 R.P., 549.

ARTICLE 390.

L'ordonnance permettant l'émission d'une commission rogatoire rapportable dans un délai fixé devient caduque à l'expiration de ce délai, si la commission n'a pas été émise, et, partant le tribunal ne peut prolonger le délai du rapport.—C.S., 1900, Mathieu, J., Giraud v. La Cité de Montréal, 3 R.P., 160.

ARTICLE 392.

Sauf les cas dans lesquels la visite des lieux peut être prescrite aux termes de l'art. 392 du C.P.C., le juge ne peut ordonner au demandeur, qui réclame des dommages qui auraient été causés à sa propriété, de permettre au défendeur de faire examiner la résidence et la propriété du demandeur en vue de déterminer s'il peut être tenu responsable des dommages réclamés.—C.B.R., 1898, Gareau & Montreal Street Ry. Co., 8 R.J., 409.

Jugé :—Que dans une action pour faire contester un privilège d'architecte, un jugement déclarant inutile l'avis d'enregistrement du privilège et ordonnant la ventilation de l'immeuble pour en établir la plus value donnée par le demandeur, est un jugement final, appelable "de plano," et qu'une requête pour obtenir la permission d'en appeler sera rejetée.

—C.B.R., 1899, *L'Institution des Sourds-Muets v. Sincennes*, 2 R.P., 294.

Held :—In an action in damages for bodily injuries resulting from an accident, the Court has no power to order the plaintiff to submit himself to a medical examination, if he refuses to do so.—S.C., 1899, *Archibald, J., Mousseau v. The City of Montreal*, 4 R.P., 38.

Que lorsqu'une personne poursuit en dommages pour blessures corporelles, le défendeur peut obtenir de la Cour un ordre enjoignant à cette personne de laisser examiner ses blessures par un ou des médecins nommés dans le jugement pour en constater la nature et l'étendue ; et le délai pour plaider à l'act. dans ce cas ne comptera qu'après cet examen.—C.S., 1898, *Tait, A.C.J., Jasmin v. Bain*, 5 R.L., n.s., 20.

Dans une poursuite pour dommages, réclamés comme causés par les défauts d'un élévateur situé dans la propriété des défendeurs, la Cour ne peut pas permettre aux demandeurs, réclamant les dommages, de faire visiter cet élévateur par une personne qu'ils feront ensuite entendre comme témoin, sans qu'il y ait une expertise régulière.—*Gareau v. Montreal Street Railway Co.*, 8 B.R., 409, suivi.—C.S., 1900, *Mathieu, J., Dubois v. Horsfall*, 18 R.J., 138.

ARTICLE 397.

L'énumération des motifs de récusation contenue en l'art. 397 C.P.C., est limitative. Un notaire qui n'a fait que recevoir certains actes sans importance ou de nature à rendre service aux parties ou qui n'a fait qu'expliquer aux propriétaires expropriés leurs droits et les procédures qu'ils avaient à adopter, n'est pas pour cela inhabile à agir comme arbitre.

La loi n'interdit pas tout rapport entre l'arbitre et le propriétaire exproprié par une compagnie de chemin de fer, au contraire, elle admet et rend nécessaires ces rapports, en réglant que certains avis seront signifiés non au propriétaire mais à l'arbitre. L'expression d'opinion de la part d'un arbitre, pour être un motif de récusation, doit avoir un caractère de publicité qui fait connaître la partialité, ou l'animosité, ou la prévention que cet arbitre apporterait dans ses décisions.—C.S., 1898, *Pagnuelo, J., East Richelieu Valley Ry. Co. v. Ménard*, 4 R. de J., 109.

ARTICLE 400.

(Confirmant le jugement de Caron, J.) :—Lorsqu'il y a preuve que des experts ont été assermentés, le tribunal ne rejettera pas leur rapport pour le motif que l'officier qui leur a administré le serment, n'a signé que ses initiales au lieu de son nom, et qu'il a apposé ses initiales en tête de la feuille contenant le serment, au lieu de les mettre au bas du certificat d'assermentation.—C.R., 1898, *Tait, Taschereau et Lorranger, J.J., Prévost v. Holland*, 15 R.J., 298.

ARTICLE 408.

Jugé :—Que lorsqu'une cause a été renvoyée de consentement à des amiables compositeurs, la Cour Supérieure a le droit de prolonger le délai qui leur avait été accordé pour faire leur rapport, et ce même si l'une des parties s'oppose à cette prolongation.—C.S., 1898, Mathieu, J., Poirier v. Berthiaume, 1 R.P., 226.

L'expertise faite au cours d'une instance pour constater si la machine dont se plaint le demandeur est bonne, sera mise de côté si l'expert n'essaie pas la machine dans les mêmes conditions que le demandeur, et, à tout événement, l'opinion de l'expert, dans les circonstances, ne vaut pas plus que celle d'un témoin ordinaire.—C.S., 1901, Choquette, J., Tellier v. Moody, 8 R. de J., 168.

ARTICLE 403.

Jugé :—Qu'un praticien chargé de procéder à la liquidation d'une communauté de biens, d'une succession, et à un compte mutuel, ne peut procéder à cete liquidation, et à ce compte sans donner avis aux parties intéressées, et que son rapport sera rejeté pour ce défaut d'avis.—C.S., 1899, Mathieu, J., Chénier v. McMartin, 2 R.P., 267.

ARTICLE 404.

L'assermentation des témoins par des arbitres assermentés devant le protonotaire au lieu de l'être devant un juge de paix, tel que le requiert l'acte des chemins de fer, ne sera point considérée comme une irrégularité entraînant la nullité des procédures, si la compagnie des chemins de fer a acquiescé à l'assermentation des arbitres devant le protonotaire.—C.S., 1898, DeLorimier, J., Allard v. The Great Northern Ry. Co., 4 R. de J., 410.

ARTICLE 407.

Lorsqu'un expert ne se conforme pas aux instructions contenues dans le jugement qui le nomme, la Cour peut lui ordonner, même après que son rapport a été produit et ouvert, de le compléter.—C.S., 1898, Langelier, J., Galarneau v. Desmarteau, 4 P.L., n.s., 459.

ARTICLE 414.

En vertu des Sections 157 et 158 du chapitre 29 des Statuts du Canada, "Acte concernant les chemins de fer," le juge a juridiction pour taxer le mémoire de frais d'un arbitre ayant agi comme tel sous le dit acte, même avant qu'il ait rendu une sentence arbitrale.—C. S., 1898, Mathieu, J., M.P. & I. Ry. Co. v. Madore, 4 R.L., n.s., 402.

ARTICLE 418.

Jugé :—Que le délibéré sera déchargé, dans une cause inscrite pour enquête et mérite "ex-parte," si, au jour fixé pour l'audition, le défendeur n'a pas été appelé pour contre-interroger le témoin.—C.S., 1898, Curran, J., Sabiston v. Reeves, 2 R.P., 223.

L'un de plusieurs exécuteurs testamentaires peut individuellement refuser de faire un acte d'exécuteur qu'il n'approuve pas, et ce bien que le testament ni la loi n'autorisent tels exécuteurs à agir séparément—ainsi, dans l'espèce, l'appelant avait le droit de refuser d'accepter le compte des intimés, anciens exécuteurs testamentaires démissionnaires, et de leur consentir une décharge, s'il n'approuvait pas ce compte et s'il le croyait irrégulier et erroné.

Mais, l'appelant, à une action pour faire approuver ce compte, n'avait pas le droit de produire une contestation, pour et au nom de la succession, ni de demander la réformation de ce compte, et la condamnation à une somme de deniers en faveur de la succession, parce que l'appelant faisait alors un acte d'exécuteur testamentaire pour lequel il fallait le concours de ses co-exécuteurs.—C.B.R., 1900, Desjardins & Masson, 6 R. de J., 487.

ARTICLE 421.

Jugé :—Que le fait d'avoir accompagné une demande en dommages d'une saisie-arrêt avant jugement n'enlève pas au demandeur le droit de demander un procès par jury.—C.S., 1897, Archibald, J., Hawkins v. Roberts, 1 R.P., 141.

(Renversant Caron, J.) :—C'est le montant demandé par l'action qu'il faut considérer pour savoir si un procès par jury peut avoir lieu et non le montant auquel la demande peut être subséquemment réduite par un désistement partiel du demandeur.—C.B.R., 1898, Paradis & Thibaudeau, 8 R.J., 243.

Les demandeurs, propriétaires d'un hôpital privé, poursuivaient la Cité de Montréal, lui réclamant, à titre de dommages-intérêts, pour refus de la défenderesse de faire transporter à l'hôpital civique un patient de l'hôpital des demandeurs qui était atteint de la variole, la somme de \$6,500, dont \$1,000 pour dommages à la santé des demandeurs et \$5,500 pour dommages en leurs affaires.

Jugé :—Que bien que la réclamation de \$1,000 fût pour torts personnels, le reste de la demande n'avait pas ce caractère, et ne résultait pas non plus de délits ou de quasi-délits contre la propriété mobilière ; que, partant, l'action des demandeurs ne pouvait pas être instruite devant un jury.—S.C., 1898, Mathieu, J., McCuaig v. City of Montreal, 14 R.J., 175.

Held :—That a jury trial may be granted in an action against the City of Montreal for bodily injuries caused by the bad state of a sidewalk, but that the City of Montreal is not bound to accept a jury composed exclusively of jurymen speaking the English language.—S.C., 1898, Mathieu, J., Evans v. The City of Montreal, 1 R.P., 262.

Held :—That an action by a wife for damages resulting from the death of her husband, is one for personal wrong, and can be tried by jury.—S.C., 1898, Curran, J., Bouissede v. Hamilton, 2 R.P., 135.

Jugé :—Dans une action en dommages-intérêts au montant de \$5,000, il est trop tard, pour le demandeur, après la production des plaidoyers du défendeur, par lesquels ce dernier a fait le choix d'un procès par jury, de demander d'amender sa déclaration, pour réduire le montant de la demande à \$399, le défendeur ayant un droit acquis au procès par jury.—C.S., 1898, de Billy, J., Smillie v. Richmond, 5 R. de J., 559.

Jugé :—1. Pour qu'il y ait lieu au procès par jury, il faut que toutes les causes de l'action où il est demandé soient susceptibles de ce mode d'instruction exceptionnel.

2. Une action par laquelle on réclame des dommages contre les défendeurs pour avoir exécuté un mandat de perquisition illégal, pour avoir pénétré sans droit dans le domicile de la partie demanderesse et l'avoir menacée de poursuites criminelles, peut être instruite devant un jury ; mais si l'on réclame, en outre, des dommages pour la privation de l'usage de certains effets mobiliers, cette cause d'action enlève tout droit à un procès par jury.—C.S., 1902, Langelier, J., Roy v. Dickson, 4 R.P., 357.

Jugé :—1. Il ne peut y avoir de procès par jury que dans les cas énumérés dans l'article 421 C.P.

2. Une action en dommages, fondée sur des fraudes et des fausses représentations, ne rentre dans aucune des classes d'actions mentionnées dans cet article.

3. Il est encore temps, sur une motion pour fixer les faits, de plaider que la cause n'est pas susceptible de procès par jury.—C.S., 1902, Langelier, J., Bell v. Royal Bank of Canada, 4 R.P., 309.

ARTICLE 423.

Une cause est mûre pour procéder au procès par jury, aussitôt que la contestation est liée, et l'on peut dès lors faire les procédures requises pour cette forme d'instruction, dont la première est la définition des faits ou le consentement des parties à l'omettre.—C.R., 1899, Casault, Routhier et Andrews, JJ., Goulet v. Landry, 15 R.J., 569.

Que la partie qui a demandé un procès par jury est déchuée de procéder après l'expiration des trente jours qui suivent la contestation liée, si l'option a été faite avant la contestation liée, et que ni un amendement à une des procédures de la partie qui a demandé le procès, permis subsidiairement à la contestation liée, ni l'exécution d'une commission rogatoire, ne peuvent décharger la partie de l'obligation de procéder sur sa demande de procès par jury, si une extension n'a été demandée avant l'expiration des trente jours.—C.S., 1900, Mathieu, J., Foley v. Foley, 3 R.P., 53.

La demande spéciale au juge, demandant acte de l'option pour procès par jury, lorsque cette option n'a pas été faite par la déclaration ou les défenses, doit être présentée au juge

dans les trois jours que l'article 423 accorde à cette fin, et il ne suffirait pas de donner, à la partie adverse, avis de cette demande dans ce délai, alors même qu'un de ces trois jours serait non juridique.—C.B.R., 1902, *The Canadian Pacific Railway Co. & Foster*, 12 R.J., 139.

ARTICLE 424.

Un demandeur en défaut de répondre à un plaidoyer pourra obtenir la permission de produire sa réponse, mais cette production n'aura pas pour effet de prolonger ses délais pour opter pour un procès par jury, délais qui avaient expiré le quatrième jour de la contestation liée.—C.S., 1902, *Langelier, J., Deniger v. The Grand Trunk Railway Co.*, 5 R.P., 136.

ARTICLE 436.

Jugé :—Qu'un jury "de medietate linguae" peut être accordé dans une action en dommages pour torts personnels contre la Cité de Montréal.—C.S., 1898, *Mathieu, J., Cassidy v. La Cité de Montréal*, 1 R.P., 535.

ARTICLE 442.

Sous l'empire du nouveau code de procédure, l'expiration pour la partie qui a fait la demande pour procès par jury, du délai des trente jours qui suivent celui où la cause est devenue mûre pour le procès, opère la déchéance de procéder d'après ce mode d'instruction.

Mais pour la partie adverse, le délai est encore prolongé de quinze jours d'après l'art. 442 C.P.C., pour lui permettre de procéder au procès par jury si elle veut se prévaloir de la demande faite par son adversaire. Si elle ne veut pas s'en prévaloir, elle peut de plein droit inscrire pour preuve et audition en la manière ordinaire aussitôt que son adversaire est forclos de le faire par l'expiration des trente jours.—C.R., 1899, *Casault, Routhier et Andrews, J.J., Goulet v. Landry*, 15 R.J., 569.

Jugé :—Que les dispositions du nouveau code de procédure s'appliquent à l'instruction d'un procès par jury ayant lieu depuis que le nouveau code est en vigueur, bien que l'action ait été prise sous l'ancien code.—C.B.R., 1900, *McFarren & M.P. & I. Ry. Co.*, 3 R.P., 1.

Jugé :—Que la partie qui a demandé un procès par jury est déchue de procéder après l'expiration des trente jours qui suivent la contestation liée, si l'opposition a été faite avant la contestation liée, et que ni un amendement à une des procédures de la partie qui a demandé le procès, permis sub-séquentement à la contestation liée, ni l'exécution d'une commission rogatoire, ne peuvent décharger la partie de l'obligation de procéder sur sa demande de procès par jury si une extension n'a été demandée avant l'expiration des trente jours.—C.S., 1900, *Mathieu, J., Foley v. Foley*, 3 R.P., 53.

Qu'un certificat du protonotaire attestant que la partie qui a demandé le procès par jury a fait défaut de procéder sur sa

demande, sera rejeté du dossier s'il est produit avant les trente jours qui suivent la contestation faite.—C.S., 1900, Mathieu, J., Mathers v. The City of Montreal, 3 R.P. 382.

Jugé :—La partie qui a demandé un procès par jury est déchue du droit de procéder par l'expiration du délai de trente jours à compter de la contestation faite, si la demande a été faite par la plaidoirie, ou du jugement accordant la demande spéciale de procès par jury s'il y a eu telle demande.—C.B.R., 1901, Copland & Canadian Pacific Ry., 4 R.P., 163.

ARTICLE 459.

Lorsqu'un défendeur plaide deux moyens, dont l'un est fondé pendant que l'autre, non seulement ne l'est pas, mais est injurieux pour les demandeurs, il n'y a pas là une raison suffisante pour refuser les frais du défendeur qui réussit partiellement.—C.B.R., 1901, Patterson v. Crépeau, 8 R. de J., 404.

ARTICLE 478.

Lorsque le demandeur n'établit aucune cause d'action, par les allégations mêmes de la demande, il ne peut y avoir lieu à l'exercice de la discrétion que le juge possède en matière de frais. Le défendeur qui a contesté une telle action a droit à ses frais.—C.R., 1900, Tait, Taschereau et Loranger, JJ., Trudeau v. Paquet, 7 R. de J., 145.

ARTICLE 490.

Jugé :—Que pour qu'il y ait lieu à évocation à la Cour Supérieure, il suffit que des droits futurs puissent être affectés sans qu'il soit nécessaire que ces droits futurs se rapportent à des terres ou héritages ; le nouveau Code de Procédure n'a pas modifié la loi à cet égard.—C.S., 1898, Mathieu, J., Nicolle v. Bourgouin, 1 R.P., 526.

ARTICLE 494.

The provisions of article 494 C.C.P., are not on pain of nullity, and failure to move for judgment in accordance with the verdict of a special jury until after the lapse of the time prescribed by this article, does not deprive the party of the right to a judgment, unless the action itself has been declared peremptory for failure to proceed therein during two years.—C.K.B., 1902, The Grand Trunk Railway Co. & Miller, 12 R.J., 1.

ARTICLE 496.

Jugé :—1. Un patron peut stipuler avec son employé qu'en considération de la contribution qu'il verse dans la caisse d'une société de secours et d'assurance formée pour venir en aide aux ouvriers et à leurs familles en cas de blessures ou de mort par accident, il ne sera pas responsable des suites d'un accident éprouvé par l'employé et ayant pour cause la faute de ses co-employés.—The Queen v. Grenier, 30 Can., S.C.R., 42, suivi.

2. Dans l'espèce la société de secours et d'assurance avait été légalement constituée.

3. Par Lemieux, J. :—La Cour de Révision a le pouvoir absolu et irrestrictif de juger le mérite d'une cause qui lui a été réservée, sans égard au verdict du jury (496 C.P.C.).—C.R., 1901, Tait, Doherty et Lemieux, JJ., *Ferguson v. Grand Trunk Ry. Co.*, 20 R.J., 54.

In an action for damages for personal injuries, the jury found that the plaintiff had sustained damages to a specific amount, and further, that the accident which caused the injuries was occasioned by fault and negligence on the part of the person injured as well as of the defendant, but did not determine the proportionate share of each. The Court below gave judgment in favor of the plaintiff for the full amount of damages found by the jury.

Held :—(Reversing the judgment of the Superior Court, Archibald, J.) :—The judgment of the Court below, awarding the plaintiff the full amount of damages found by the jury, was unfounded under the circumstances, but the Court having power, under Art. 496, C.C.P., to apply any remedy by which it considers that the ends of justice will be attained, the estimated amount of damages might be divided, and the defendant was condemned to pay the half thereof.—C.Q.B., 1898, *Roberts & Hawkins*, 7 R.J., 428.

ARTICLE 501.

Held :—1. The Court will not set aside a verdict rendered by a special jury, merely because the Court would have come to a different conclusion on the evidence : the verdict is not considered against the weight of evidence unless, in the opinion of the Court, it is one which the jury, viewing the whole of the evidence, could not reasonably find. (Article 501, C.C.P.)

2. Where the defendant pleads denying that the accident alleged by plaintiff, took place, and further that if it did take place it occurred in consequence of improper driving by the person injured, he cannot avail himself of the general denegation and also of the special plea.—S.C., 1901, *Curran, J., McLeod v. Montreal Street Ry. Co.*, 20 R.J., 8.

ARTICLE 505.

Il y a ouverture à la requête civile lorsque de nouveaux témoins sont découverts qui pourront prouver les faits essentiels à l'action.—C.C., 1900, *Routhier, J., Brousseau v. Déchêne*, 3 R.P., 397.

Jugé :—Une requête, pour faire décharger le délibéré, afin de faire preuve d'une allégation dans la déclaration, ne sera pas accordée à moins qu'on ne fasse voir que la connaissance des faits que l'on veut prouver n'est venue à la connaissance de la demanderesse que depuis la clôture de l'enquête.—C.S., 1902, *Loranger, J., Canadian Breweries (Ltd.) v. Allard*, 4 R.P., 365.

ARTICLE 508.

Jugé :—1. Que la femme qui n'allègue et ne prouve pas qu'elle est séparée de biens, ne peut intenter, même avec l'autorisation de son mari, une action en dommages-intérêts pour accident, cette action appartenant au mari seul.

2. Qu'une telle action, prise par la femme, manquant complètement de base, le verdict du jury, en faveur de la demanderesse peut être annulé en révision, même si la question d'incapacité n'a pas été soulevée devant le tribunal de première instance.—C.R., 1899, Taschereau, Gill, Doherty, JJ., *McFarren v. M.P. & I. Ry. Co.*, 2 R.P., 14.

Jugé :—Qu'une femme commune en biens peut valablement prendre, autorisée de son mari, une action pour voies de faits sur sa personne, et que cette action ne sera pas renvoyée sur défense en droit comme compétant au mari seul.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., *Laurin v. Desrochers*, 2 R.P., 327.

Jugé :—Qu'une action pour injures verbales proférées par une femme commune en biens, est bien portée par cette femme, autorisée de son mari, et qu'une défense en droit qui allègue que la femme ne peut être partie à cette action, sera rejetée.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., *Gauthier v. Robert*, 2 R.P., 326.

ARTICLE 513.

Held :—In an action in damages for bodily injuries caused in an assault, the Court will order the medical examination of the plaintiff.—S.C., 1894, Doherty, J., *Baxter v. Davis*, 4 R.P., 153.

Jugé :—1. Qu'une partie peut amender son bref et sa déclaration en y ajoutant les mots "Procédure Sommaire," et que cet amendement ne sera pas rejeté sur motion.

2. Que cet amendement peut être fait même en vacance.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Smith v. Neveu*, 2 R.P., 236.

Jugé :—1. Qu'il sera permis à un demandeur d'amender sa déclaration de manière à réclamer 26 mois de loyer au lieu de 23, lorsqu'il apparaît que le loyer des trois autres mois n'a pas été demandé par erreur produite par une transposition de chiffre.

2. Qu'il ne lui sera pas permis de réclamer, au moyen d'une requête pour amender, un mois de loyer échu depuis l'institution de l'action.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Desrosiers v. Tellier*, 2 R.P., 88.

Que dans une action en dommages pour accident, il sera permis à la partie demanderesse, après production d'une défense en droit, d'ajouter des allégués montrant la négligence du défendeur ; la partie demanderesse payera les frais de cette motion pour amender, les déboursés de la motion pour faire rejeter cet amendement et l'honoraire sur amendement ; mais la défense en droit sera renvoyée sans frais si les raisons qu'elle donnait pour le renvoi de l'action—sauf celle qui a donné lieu à l'amendement—étaient mal fondées.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Kehoe v. Paradis*, 2 R.P., 59.

Held :—That a plaintiff will be allowed on motion to amend a purely clerical error in an affidavit by changing

"1898" into "1899" as the year of the signature thereof when the body of the affidavit clearly puts the defendant in possession of the true facts and dates—plaintiff paying costs of motion to amend.—S.C., 1899, Curran, J., McGregor-Gourlay Co. v. Labelle, 2 P.R., 93.

Held :—That an amendment to a petition for writ of injunction, which has been received by a judge, will not be rejected on motion on the ground that it was served after the issuing of the writ and without leave of the judge, especially when the amendment itself is supported by affidavit.—S.C., 1899, Royal Electric Co. v. Morrice, Doherty, J., 2 P.R., 563.

Jugé :—Qu'un demandeur ne peut, après la comparution du défendeur, changer une action ordinaire en une action sommaire, et que tel amendement sera rejeté sur motion.—C.S., 1899, Taschereau, J., Jamieson v. Needham, 2 R.P., 245.

Jugé :—Qu'un demandeur, dans une action sur billet prise suivant la procédure ordinaire peut, par amendement, ajouter à son bref les mots "procédure sommaire," et qu'un tel amendement ne sera pas rejeté sur motion.—C.S., 1899, Langelier, J., Horsfall v. Campbell, 2 R.P., 269.

Jugé :—Que si un amendement à une déclaration est permis après la production d'un plaidoyer, le défendeur qui plaide de nouveau à l'action, peut soulever par sa nouvelle défense des moyens qu'il n'avait pas invoqués d'abord.—C.S., 1899, Routhier, J., Lagueux v. Delisle, 2 R.P., 221.

Held :—That where a married woman separate as to property, institutes an action for damages for bodily injuries, without the authorization of her husband, and an exception to the form is made invoking this as a ground for the dismissal of the action, the plaintiff in her own name, and still without the authorization of her husband, cannot ask by motion to amend the writ and declaration by adding her husband's name in the same to authorize her, and a motion of this kind will be dismissed.—S.C., 1899, Curran, J., McDonald v. Vineberg, 2 P.R., 40.

Le demandeur qui a l'intention d'amender le bref ou la déclaration, ne peut le faire par un simple avis à la partie adverse, à l'effet qu'il amende tel bref ou telle déclaration ; il doit, dans tous les cas, faire signifier la pièce amendée.—C.S., 1901, DeLorimier, J., Beaudry v. Julien, 7 R. de J., 58.

Jugé :—Un demandeur ne peut, après la comparution du défendeur, changer par simple amendement une action ordinaire en une action sommaire, et un tel amendement sera rejeté sur motion.—C.S., 1902, Lavergne, J., Trahan v. Morin, 4 R.P., 378.

ARTICLE 514.

Jugé :—Lorsqu'un amendement a été fait après l'inscription, et signifié à la partie adverse, il pourra rester au dossier, en, par la partie qui le fait, payant les frais de la motion pour le faire rejeter.—C.S., 1898, Mathieu, J., Leet v. Lee Chu, 1 R.P., 499.

Une motion pour particularités n'est pas une réponse à une pièce de procédure, et un plaidoyer peut être changé ou amendé sans frais, une fois, sans la permission du juge,

après la signification d'une motion pour particularités sur le premier plaidoyer et même après un jugement ordonnant de fournir les dites particularités.

Les frais seront accordés sur une motion demandant le rejet d'un paragraphe de plaidoyer sur lequel des particularités ont été ordonnées et n'ont pas été produites.—C.S., 1900, Routhier, J., *Codville v. Woods*, 3 R.P., 233.

Jugé :—Sur motion pour amender, il sera permis à la demanderesse de mettre son mari en cause personnellement, quand elle poursuit comme "marchande" et qu'elle s'est décrite comme autorisée de son époux.—C.C., 1901, Routhier, J., *Pléau v. Clément*, 3 R.P., 406.

ARTICLE 515.

In a case where the law permits the declaration to be served separately from the writ, and it has been so served, and subsequently an amendment to the declaration is allowed, the declaration may, after amendment, by leave of the judge, and upon such conditions as he may fix, be served "de novo," and be dated on the day of making the amendment, without new service of the writ being necessary.—S.C., 1898, Doherty, J., *Hamilton v. Bovril Co.*, 15 R.J., 62.

Jugé :—1. Une opposition à jugement faite par le mari commun en biens de la défenderesse est régulière.

2. L'opposant peut ajouter une allégation à son opposition à jugement, par amendement, sans la permission du juge, même après qu'elle a été assermentée, et reçue par le juge, pourvu que l'amendement soit aussi assermenté.—C.C., 1901, Andrews, J., *Dion v. Dionne & Brosseau*, 3 R.P., 497.

Jugé :—Un amendement à une opposition ne peut être permis, parce que l'opposition étant assermentée, l'amendement aurait pour effet d'introduire dans l'opposition un allégué nouveau qui ne serait pas appuyé d'affidavit.—C.S., 1902, Langellier, J., *Farand v. Emond*, 4 R.P., 312.

Les termes "toute autre pièce de plaidoirie" sont généraux, et comprennent les oppositions.—C.S., 1902, Mathieu, J., *Larocque v. Cité de Montréal*, 8 R. de J., 424.

ARTICLE 516.

Un demandeur ne peut amender sa déclaration en y ajoutant un nouveau droit d'action qui n'a pris naissance qu'après l'institution de l'action.—C.S., 1897, Archibald, J., *Brunet v. Venne*, 4 R.L., n.s., 135.

Held :—That when an amendment to a declaration is asked by a motion presentable at the hearing, no service of a copy of the amended declaration on the opposite party is required.—S.C., 1897, Archibald, J., *Walker v. St. Maurice*, 1 P.R., 65.

Une motion pour amender une opposition afin d'annuler ne peut être accordée, parce que l'opposition étant assermentée, l'amendement aurait pour effet d'introduire dans l'opposition un allégué nouveau qui ne sera pas appuyé d'affidavit.—C.S., 1898, Andrews, J., *Roy v. Bégin*, 4 R.L., n.s., 159.

Lorsque la contestation d'une saisie-arrest après jugement a été irrégulièrement signifiée la Cour permettra de la signifier de nouveau sur paiement des frais de la motion demandant son rejet.—C.S., 1898, Mathieu, J., *The Merchants' Bank v. Morgan*, 4 R.L., n.s., 162.

Dans une action basée sur une lettre de change, prise sous la procédure ordinaire, le demandeur peut, avant la défense produite, amender le bref et la déclaration en ajoutant en tête les mots "procédure sommaire," et une motion demandant le rejet de cet amendement comme illégal et irrégulier doit être renvoyée.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Smith v. Neveu*, 4 R.L., n.s., 480.

Même après qu'une action a été contestée, le demandeur peut amender le bref et la déclaration pour y ajouter les mots "matière sommaire."—C.S., 1898, Mathieu, J., *Scott v. Gallagher*, 4 R.L., n.s., 501.

Lorsque la demanderesse, par motion, demande à amender sa déclaration en y ajoutant des allégations vagues et générales, v.g., telles que des allégations d'imprudence et de négligence, sans indiquer les faits qui constituent cette imprudence et cette négligence, la motion sera renvoyée. Le verdict du Coroner ne peut avoir aucune influence sur la décision à être rendue dans une cause en dommages intentée subséquemment, et, en conséquence, une allégation à cet effet, est inutile et ne peut être permise.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Bouissède v. Hamilton*, 4 R.L., n.s., 499.

Jugé :—Qu'une action ne peut être prise par des curateurs à une faillite au nom du débiteur failli, sans la permission du juge, l'avis des inspecteurs de la faillite étant insuffisant.

2. Que l'autorisation du curateur par le juge peut être subséquente à l'émission du bref.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Gagnon v. Beauchamp*, 1 R.P., 136.

That a plaintiff will be allowed to amend a writ and declaration by adding the words "separated as to property," but only on paying the costs of defendant's inscription in law.—S.C., 1898, Davidson, J., *Thivierge v. Le Curé de St. Vincent de Paul*, 1 P.R., 378.

Jugé :—1. Que l'assignation sur une demande de cession faite à Alphonse Charlebois, désigné sous le nom de "Charles Alphonse Charlebois," est irrégulière et nulle, et que toute nullité suppose préjudice, invoquable par contestation à la forme.

2. Que l'affidavit au soutien d'une demande de cession n'est pas une pièce de la plaidoirie, mais un document assermenté, qui n'est pas susceptible d'amendement.—C.S., 1898, Taschereau, J., *In re Charlebois*, 1 R.P., 275.

Jugé :—Qu'il ne sera pas permis d'amender en changeant le nom de baptême du défendeur après la contestation liée, si la défense semble indiquer que le défendeur plaide qu'il est étranger à la réclamation du demandeur.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Little v. Price*, 1 R.P., 405.

Qu'un demandeur qui allègue avoir fait des offres réelles avant l'action, mais qui ne les renouvelle pas dans son action et ne les consigne pas au greffe du tribunal, pourra obtenir, sur motion, la permission de faire, subséquemment, telle con-

signation en amendant sa déclaration à cet effet, en payant les frais de motion et de défense jusqu'à date et en signifiant une nouvelle copie de déclaration amendée ; mais la déclaration amendée devra être datée du jour de l'amendement.—C.S., 1898, Doherty, J., Hamilton v. The Bovril Company, 5 R.L., n.s., 83.

1. An amendment of the declaration by alleging therein certain orders for goods which had been mentioned in a statement already of record, is admissible, the same being a mere amplification of the declaration.

2. A demand, after "enquête" closed and final hearing, to amend a declaration based upon a contract in writing of a certain date, so as to make it agree with the facts proved, by substituting therefor a verbal contract of another date, ought not to be granted without allowing the other party to plead "de novo," and must be refused if the evidence relied upon to make the change was inadmissible.—C.Q.B., 1898, Marsh & Leggat, 8 R.J., 221.

La copie du bref et de la déclaration ne forment qu'un seul et même document, lequel, partant, ne requiert qu'une seule et même attestation. Ainsi, l'assignation n'est pas nulle par le fait que la copie du bref laissée au défendeur n'est pas certifiée véritable, si la déclaration elle-même est certifiée vraie copie.—C.B.R., 1899, United Counties Ry. & Les Sœurs du Précieux Sang, 8 R.J., 406.

L'intimé avait fait une motion pour péremption d'instance. L'avis paraissait avoir été donné originairement pour "Monday, the twenty-first September instant," mais le mot "Monday" a été ensuite barré et le mot "Thursday" écrit au-dessus. On avait écrit "fourth" au-dessus du mot "first," mais sans barrer ce dernier mot. De plus, le timbre judiciaire requis pour la présentation de la motion n'avait été effacé que le lendemain du jugement sur cette motion.

Jugé (Infirmant le jugement de Mathieu, J.) :—Que les ratures et surcharges de l'avis de motion constituaient une irrégularité et une incertitude dont l'appelant était bien fondé à se plaindre, et qu'à défaut du timbre judiciaire la motion n'aurait pas dû être reçue. (Art. 1176 S.R.P.Q.).—C.B.R., 1898, Thomas & Workman, 8 R.J., 142.

Le demandeur demanda et obtint la permission d'amender sa déclaration. Il laissa s'écouler trois jours avant de faire signifier sa déclaration amendée.

Le défendeur fit motion pour faire rejeter du dossier la déclaration qui y avait été produite irrégulièrement. De son côté, le demandeur fit motion pour que sa déclaration amendée restât au dossier.

Jugé :—Dans ce cas la motion pour rejeter la déclaration du dossier sera renvoyée, mais avec dépens, et l'autre motion pour faire rester au dossier la dite déclaration amendée sera accordée sans frais.—C.S., 1899, Andrews, J., Linahan v. Plock, 2 R.P., 332.

That if a party moves to amend his pleading after an inscription in law has been made and the party inscribing persists in his inscription for reasons not covered by the amendment and afterwards held to be unfounded, no costs will be

granted either on the inscription in law or on the motion to amend.—S.C., 1899, White, J., Young v. Corp. o. Hereford, 2 P.R., 481.

A wife separate as to property cannot bring an action of damages for bodily injuries without her husband or his authorization; and where an action has been brought without the authorization of the husband a motion by the wife, for leave to amend the writ by inserting the name of the husband to authorize her, is illegal and cannot be granted.—S.C., 1898, Curran, J., McDonald v. Vineberg, 15 R.J., 267.

Jugé :—1. On ne peut, par amendement à la déclaration, alléguer des faits postérieurs à la signification de l'action.

2. Dans l'espèce, on ne peut, à l'appui d'une action en dommages pour émission sans cause probable, d'une saisie-revendication, alléguer le renvoi de cette saisie-revendication par les tribunaux, si le jugement renvoyant la saisie-revendication n'est devenu final qu'après l'institution et la signification de l'action en dommages.—C.S., 1899, Ouimet, J., Kaine v. Matthews, 4 R.P., 226.

Que dans une action en dommages pour libelle où le demandeur allègue qu'il a souffert des dommages dans son crédit et dans ses affaires, le défendeur qui a contesté peut obtenir la permission d'amender ses défenses pour y ajouter des allégations de faits tendant à établir que le demandeur ne jouissait d'aucun crédit commercial et était insolvable lors de la publication du prétendu libelle.—C.S., 1899, Langelier, J., McBean v. Brierley, 5 R.L., n.s., 485.

Qu'il sera permis, sur motion, d'amender une requête libellée, en assermentant l'amendement et en payant les frais.—C.S., 1900, Gill, J., Bédard v. La Cité de St. Henri, 3 R.P., 212.

Jugé :—Que les omissions faites dans une action en reddition de compte, peuvent être, nonobstant les articles 516 et 522 C.P., l'objet d'une demande incidente.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., Roe v. Hood & Hood, 4 R.P., 333.

Jugé :—Un bref de sommation adressé aux huissiers d'un district et exécuté par un huissier d'un autre district peut, même après la production d'une exception à la forme fondée sur cette irrégularité, être amendé en l'adressant aux huissiers du district où l'on veut le faire signifier.—C.S., 1901, Choquette, J., Houle v. Paquet, 20 R.J., 297.

In an action between lessor and lessee, the plaintiff will be allowed, upon paying costs of motion, to add the words "summary procedure" to the writ and copy thereof.—S.C., 1901, Doherty, J., Cusson v. Vaillancourt, 5 R.P., 88.

Sur motion pour amender, il sera permis à la demanderesse de mettre son mari en cause personnellement quand elle poursuit comme marchande et qu'elle s'est décrite comme autorisée de son époux.—C.C., 1901, Routhier, J., Pleau v. Clément, 3 R.P., 406.

Jugé :—Qu'un demandeur ne peut être reçu à amender sa déclaration, aux fins d'invoquer un droit d'action qui ne lui est survenu que depuis l'institution de l'action.—C.B.R., 1902, Ward & The Merchants' Bank of Halifax, 4 R.P., 407.

Le juge est investi d'un pouvoir discrétionnaire, mais il

doit l'exercer dans les limites de la justice, et, dans l'espèce, il ne peut permettre un amendement en même temps qu'il rend son jugement final ; l'amendement de toute pièce de plaidoirie devant toujours être fait avant jugement.—C.B.R., 1902, Guillot & Garant, 11 R.J., 282.

ARTICLE 518.

Held :—(Reversing *Taschereau, J.*) That a demand of abandonment made on one Alphonse Charlebois, therein described under the name of Charles Alphonse Charlebois, and the affidavit in support of the same may be amended by striking out the word "Charles" wherever it appears, the debtor suffering no prejudice by such description.—C.R., 1899, Tait, Gill and Doherty, J.J., *Taché v. Charlebois*, 2 P.R., 47.

When the plaintiff by his answers omitted through inadvertence to deny certain allegations of an affirmative nature, contained in defendant's plea, he will be permitted, on motion, to amend his answer to plea, even after the argument of the case ; and in such case if defendant has not been in any way prejudiced by the omission, plaintiff will be permitted to amend on the sole condition of bearing his own costs.—S.C., 1899, *White, J. Kerr v. Sherbrooke Street Ry. Co.*, 15 R.J., 362.

La partie qui omet de faire signifier, avec la requête en révision de jugement, le certificat de production par le protonotaire, pourra obtenir permission de signifier et produire tel certificat.

Si le certificat de production par le protonotaire n'indique pas la date à laquelle la requête a été déposée, ce certificat sera suffisant si le dossier fait voir cette date et si aucun préjudice n'en résulte pour le demandeur, le juge ayant des pouvoirs très larges pour permettre de corriger les procédures.—C.S., 1900, *Routhier, J., Breton v. Chabot*, 18 R.J., 154.

Jugé :—Il ne sera pas permis au demandeur, dans une action en reddition de compte, d'alléguer au long un procès antérieur mû entre le défendeur et lui, et ces allégués seront renvoyés sur défense en droit. Cependant, comme il peut avoir intérêt à alléguer ces faits d'une manière générale, pour se justifier de n'avoir pas poursuivi plus tôt, la Cour lui permettra "proprio motu," d'amender sa déclaration en alléguant la poursuite antérieure et le jugement sur icelle.—C.S., 1901, *Pagnuelo, J., Cheval v. Sénécal*, 4 R.P., 241.

ARTICLE 520.

Held :—That a purely clerical amendment, which neither leads into error nor changes the nature of the action, will be allowed on motion, especially if the answer to the pleading meets the pleading as amended.—S.C., 1898, *Archibald, J., Hart v. Town of Outremont*, 1 P.R., 104.

Jugé :—L'article 520 du Code de Procédure Civile, permettant d'amender toutes pièces de plaidoirie de manière à coïncider avec les faits prouvés, ne s'applique pas à une opposition appuyée d'un affidavit, et une motion dans ce sens pour

amender une telle opposition sera renvoyée.—C.S., 1898, Andrews, J., Roy v. Bégin, 1 R.P., 125.

The plaintiff, suing as transferee of a claim, alleged a sale of goods at Montreal, by his transferor to the defendant. The latter, by declinatory exception, pleaded that no cause of action arose in Montreal. The evidence showed that there had been no sale of goods in Montreal or elsewhere; that the claim which formed the basis of the action represented merely deductions on return of empty bags to persons who had previously purchased goods through plaintiff's transferor while acting as defendant's agent at Montreal.

Held:—An amendment of the declaration to make the allegations accord with the proof could not be allowed, inasmuch as the amendment proposed to substitute an entirely distinct cause of action; and the allegation of a sale of goods at Montreal not being supported by the evidence, the declinatory exception was maintained.—S.C., 1898, Archibald, J., Robinson v. McAllister, 15 R.J., 93.

ARTICLE 521.

On ne peut mettre en cause une personne qu'en l'assignant par un bref en la manière ordinaire; une mise en cause par la seule signification d'une pièce de procédure est irrégulière.—C.S., 1897, Mathieu, J., Knuckle v. Charlebois, 3 R.L., n.s., 544.

Le demandeur qui a appris depuis l'institution de l'action, que le défendeur avait un conseil judiciaire, peut par voie de motion, demander à assigner ce conseil.—C.S., 1897, Mathieu, J., Poirier v. D'Ivry, 1 R.P., 41.

Jugé:—Qu'il sera permis d'amender une comparution en l'étendant à plusieurs défendeurs au lieu d'un, s'il est prouvé qu'une erreur cléricale s'est glissée dans la comparution, et que, sur cet amendement, une inscription "ex parte" sera suspendue, le tout avec dépens contre la partie en défaut.—C.S., 1898, Mathieu, J., Shorey v. Radford, 1 R.P., 265.

Le défaut, par un demandeur, de mettre en cause une personne dont la présence au procès est nécessaire, n'entraîne pas nullité de plein droit, et doit être invoqué par exception dilatoire et non pas par exception à la forme.—C.B.R., 1901, McNally & Préfontaine, 11 R.J., 370.

V. Art. 177, Jacob v. Klein, 3 R.P., 519.

ARTICLE 522.

Jugé:—Qu'une motion demandant à changer une intervention en tierce-opposition, ne peut pas être accordée.—C.S., 1898, Casault, J. en C., Lavery v. Trudel, 1 R.P., 475.

Held:—That an application by the plaintiff to be permitted to amend his declaration so as to substitute a claim resting upon a tacit mandate or a "negotiorum gestio" in lieu of a claim for goods sold and delivered, will be refused as tending to change the nature of the action.—S.C., 1898, Archibald, J., Robinson v. McAllister, 1 R.P., 545.

Jugé :—Qu'il ne sera pas permis d'amender en changeant le nom de baptême du défendeur après la contestation liée, si la défense semble indiquer que le défendeur plaide qu'il est étranger à la réclamation du demandeur.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Little v. Price*, 1 R.P., 405.

Jugé :—Qu'un demandeur ne pouvant dans sa déclaration alléguer que des faits qui avaient eu lieu à l'époque de sa déclaration, n'obtiendra pas la permission d'amender sa déclaration pour ajouter des faits survenus depuis, l'amendement faisant partie de la déclaration et étant supposé fait à la même date qu'elle ; une motion à l'effet de faire de tels amendements sera renvoyée.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Knight v. Mount*, 1 R.P., 412.

Jugé :—Qu'une partie ne peut par amendement à la suite d'un plaidoyer de prescription, changer la date de la dissolution d'une société à laquelle elle prétendait appartenir.—C.S., 1898, Loranger, J., *Naud v. Marcotte*, 1 R.P., 496.

Held :—That a plaintiff who is proved to be member of a partnership cannot sue alone for a partnership debt.

That, even if it is proved that the plaintiff and his partner were to divide equally the profits arising out of a certain contract, for the purposes of which the plaintiff and his partner were associated, the plaintiff cannot, without further proof as to the respective shares of the partners in the said partnership, obtain judgment for one-half of the damages arising out of the breach of the contract by the defendant, the plaintiff claiming damages on many grounds, some of which are personal to himself.—S.C., 1899, Tait, A.C.J., *Marsolais v. Willett*, 2 P.R., 409.

Jugé :—1. Qu'il sera permis à un demandeur d'amender une action prise contre un légataire, qui est en même temps exécuteur testamentaire du débiteur originaire, en demandant que le défendeur soit condamné comme exécuteur, en outre de la condamnation personnelle, sa qualité d'exécuteur étant déjà alléguée dans la déclaration.

2. Que les frais de cet amendement seront ceux d'une motion et qu'il sera adjugé plus tard sur les frais résultant de l'amendement.—C.C., 1900, Mathieu, J., *Longpré v. Brien*, 2 R.P., 446.

Held :—A plaintiff shall not be allowed to amend his declaration by adding conclusions for coercive imprisonment against the defendant, such amendment serving no useful purpose.—S.C., 1901, Doherty, J., *Chartrand v. Smart*, 4 R.P., 41.

ARTICLE 523.

Jugé :—Si le jugement qui permet un amendement ne fixe pas le délai dans lequel il doit être signifié, et que telle signification n'a pas eu lieu dans les trois jours de l'ordonnance, la Cour ne peut accorder la permission de faire signifier tel amendement après l'expiration des trois jours, et la motion demandant telle permission sera renvoyée avec dépens.—C.S., 1899, Bélanger, J., *Lemieux v. Lemieux*, 2 R.P., 25.

Si un demandeur a donné avis de son intention d'amender le bref ou la déclaration, il doit faire signifier la pièce amen-

dée sans délai. S'il laisse écouler plus de trois jours sans le faire, l'avis de l'intention d'amender sera considéré comme ineffectif et comme un document inutile au dossier.—C.S., 1901, DeLorimier, J., Beaudry v. Julien, 7 R. de J., 58.

ARTICLE 526.

V. art. 120, Marsolais v. Grenier, 3 R.P., 142.
V. art. 128, Hudon v. Joncas, 3 R.P., 524.

ARTICLE 527.

Une confession de jugement signée par le procureur et non par la partie est nulle comme telle, mais vaut comme aveu que le défendeur doit le montant pour lequel la confession est faite.—C.S., 1899, Langelier, J., Thurston v. Hughes, 16 R.J., 472.

1. Un bail annuel de plus de \$50 par an ne peut être prouvé par témoins, même à l'encontre d'un tiers, sans un commencement de preuve par écrit, et on ne saurait trouver ce commencement de preuve par écrit dans l'allégation, par ce tiers, d'un bail mensuel.

2. Une confession de jugement par le locataire, dans une action portée contre lui par le locateur, ne fait pas preuve du bail verbal contre un tiers qui a été mis en cause.—C.B.R., 1900, Laliberté & Langelier, 9 R.J., 398.

ARTICLE 532.

Qu'un jugement rendu par le protonotaire dans une action pour salaire est valable à sa face, bien qu'il paraisse avoir été rendu par le juge.—C.B.R., 1899, La Cie de Chemin de Fer des Comtés-Unis & Letendre, 3 R.P., 295.

Held :—An action may be brought on interest coupons, without production of the bonds from which they have been detached.—C.R., 1901, Tait, Taschereau, Archibald, JJ., Connolly v. M.P. & I. Ry., 20 R.J., 1.

ARTICLE 534.

(Infirmer le jugement du protonotaire) :—1. Le défendeur qui, après avoir comparu par procureur, a produit une confession de jugement qui a été acceptée par le demandeur, a droit, aux termes de l'article 534 du Code de Procédure Civile, à un avis de l'inscription pour jugement sur cette confession, au moins un jour franc avant celui fixé pour le jugement.

2. Lorsque le défendeur, poursuivi pour loyer échu et à échoir, avec saisie-gagerie et conclusions en résiliation du bail, a confessé jugement pour le montant du loyer échu, le protonotaire, sur cette confession de jugement, n'a pas le pouvoir de maintenir la saisie-gagerie ni de prononcer la résiliation du bail.—C.R., 1898, Tait, Taschereau et Loranger, JJ., Boulrice v. Rhéaume, 15 R.J., 20.

ARTICLE 538.

The draft or judgment which has been signed by the judge who presided at the trial and pronounced the judgment in open Court, must be held to be the judgment of the Court, and its validity as such is not affected by the circumstance that, through error, another judge had previously paraphrased the draft as having been rendered by him, nor by the fact that at the time the inscription in Review was made, no formal draft of the judgment had been signed by the judge who rendered it.—C.R., 1898, Taschereau, Davidson and Doherty, JJ., Guérin v. Fox, 15 R.J., 199.

ARTICLE 543.

Qu'il n'est pas nécessaire de faire signifier au créancier le jugement le condamnant à payer à son débiteur incarcéré la somme de \$1.00 par semaine ; et, qu'à défaut du paiement de cette pension, le débiteur sera immédiatement libéré.—C.S., 1900, Mathieu, J., Renaud v. Tessier, 6 R.L., n.s., 293.

ARTICLE 546.

The fact of a petitioner entitling his petition "requête civile," where the grounds invoked do not give rise to a "requête civile," does not prevent the petition availing as a procedure not incompatible with the Code, and whereby the petitioner may enforce his right to have a judgment rectified.—S.C., 1897, Doherty, J., Laporte v. Dauphinais, 1 P.R., 4.

ARTICLE 547.

Que les parties sont censées présentes en Cour, lorsque le jugement, rendu sur une demande quelconque signifiée, est rendu, et qu'elles sont tenues, règle générale, d'en prendre connaissance sans signification.—C.S., 1900, Mathieu, J., Tessier & Tessier, 3 R.P., 93.

ARTICLE 548.

Held :—1. That an attorney "ad litem" cannot desist from a judgment rendered in favor of his client without being specially authorized to that effect.

2. That if such desistment is served on the adverse party, but not filed, an acceptance thereof by the said adverse party and the filing by him of the said copy, are of no effect, and such documents will be rejected from the record on motion to that effect.—S.C., 1898, Tait, A.C.J., Warmington v. The Town of Westmount, 2 P.R., 139.

Jugé :—Qu'une opposition à une exécution pour les frais ne sera renvoyée sur motion (a) si la partie contre laquelle les frais ont été ordonnées s'est désistée de l'amendement qu'elle a fait, (semble) ni (b) si l'affidavit est signé par un étudiant en droit étranger à l'opposante et qui jure sur

des faits et des questions de droit, et assermenté par le greffier d'une cour, sans indication de district.—C.C., 1898, Champagne, J., Dominion Bag Co. v. Denis, 1 R.P., 347.

ARTICLE 549.

Jugé :—Lorsque les défendeurs plaident séparément à l'action, mais que toutes les parties consentent ensuite à une enquête commune, tel consentement n'affecte que l'assignation et la taxe des témoins et le coût des dépositions, mais n'affecte pas les honoraires des avocats qui représentent les parties respectivement, partant tels avocats ont droit à leurs honoraires de transquestion des témoins, d'enquête et d'audition.—C.S., 1896, DeLorimier, J., Archambault v. Robillard, 6 R. de J., 562.

The costs of a motion for security for costs and power of attorney will only be awarded to defendant if the plaintiff has contested the motion ; otherwise they follow the event of the suit.—S.C., 1898, Tait, A.C.J., Gallagher v. Barbeau, 1 R.P., 430.

L'avocat ne peut avoir jugement sur son affidavit dans une poursuite pour frais, mais il lui faut une meilleure preuve, savoir, le mémoire de frais taxé.—C.C., 1898, Routhier, J., Pinault v. Grenon, 4 R.L., n.s., 489.

Jugé :—Que lorsque le défendeur a été mis en demeure de borner par un protêt et qu'il refuse de borner à l'amiable, forçant le demandeur à instituer une poursuite en bornage, il doit supporter les frais de cette action.—C.S., 1898, Bourgeois, J., Michaud v. Ross, 1 R.P., 565.

La partie qui obtient partie seulement des conclusions de sa motion pour particularités n'a pas droit aux dépens.—C.S., 1898, Loranger, J., McDonald v. Vineberg, 3 R.P., 206.

Jugé :—Que si, dans une action contre deux défendeurs qui ont comparu ensemble et fait un seul plaidoyer, le demandeur se désiste ensuite de sa poursuite contre l'un des défendeurs, et que sur ce désistement son action est renvoyée, quant à ce défendeur, avec frais, les avocats de ce défendeur auront droit à la moitié des honoraires dans la cause jusqu'à date.—C.S., 1898, Mathieu, J., The Gault Bros. Co. v. Leveillé, 1 R.P., 319.

Jugé :—Que si une requête pour injonction est renvoyée après réponse par écrit, mais sans preuve, l'honoraire de l'intimée sur cette requête sera de \$5.00 et non de \$70.00.—C.S., 1898, Mathieu, J., Les Commissaires d'Ecoles de St-Henri v. The Montreal Water & Power Co., 1 R.P., 337.

Jugé :—Que les honoraires d'une requête à un juge de la Cour Supérieure, pour faire renverser la sentence de la corporation des huissiers du district de Montréal qui avaient refusé d'admettre un candidat, seront assimilés à ceux d'un "certiorari".—C.S., 1898, Mathieu, J., Cuisset v. La Corporation des Huissiers, 1 R.P., 340.

Jugé :—Que le coût d'une copie de contrat notarié qui n'a pas été ordonnée en vue du procès, ne peut figurer dans le mémoire de frais.—C.S., 1898, Mathieu, J., Coggins v. Gleason, 1 R.P., 345.

ARTICLE 549.—Continued.

Held :—1. That the costs of appointing a tutor to a minor for the purpose of instituting an action on his behalf, do not form part of the costs of the action.

2. That in an action brought by a tutor on behalf of a minor, the minor is not entitled to be taxed as a witness.—S.C., 1898, Mathieu, J., Hawkins v. Roberts, 1 P.R., 261.

Dans une action pour \$100, prix d'un cheval perdu, \$20 de dommages, et \$2 pour loyer du cheval, maintenu quant à ce dernier chef seulement, avec les frais d'une action de cette classe :—

Jugé :—1. Que le demandeur n'aura droit qu'aux frais des témoins ou des transquestions nécessaires pour prouver l'accident.

2. Qu'il ne sera alloué au demandeur que le coût d'une inscription dans une action de \$2 à la Cour de Circuit.—C.S., 1898, Mathieu, J., Maurice v. Ferns, 1 R.P., 269.

1. Que dans le cas où une première opposition a été renvoyée sur des points techniques et que l'opposant fait une nouvelle opposition, il n'est pas nécessaire qu'il paye, au préalable, les frais de la première opposition.

2. Que, néanmoins, il doit obtenir l'autorisation d'un juge avant de produire cette dernière opposition, et s'il ne l'obtient pas et que le demandeur fasse une motion pour faire rejeter l'opposition pour cette raison, la Cour lui donnera la permission de la continuer en payant les frais de la motion.—C.S., 1898, Curran, J., Tufts v. Girouard & Fournier, 5 R.L., n.s., 37.

A plaintiff whose action has been dismissed on a preliminary exception is not obliged to pay the costs of such action as a condition precedent to the institution of a new action for the same cause.—S.C., 1898, Doherty, J., Banque d'Hochelaga v. McConnell, 14 R.J., 240.

Le créancier qui, après l'homologation d'un jugement de distribution, a obtenu la permission de produire son opposition afin de constater qu'il avait négligé de filer en temps utile, devra payer les frais du nouveau jugement de distribution qui sera dressé pour le colloquer de sa créance.—C.S., 1898, Mathieu, J., Chatillon v. Lanthier, 14 R.J., 521.

The costs of a motion for security for costs and power of attorney will be granted to the moving party.—C.C., 1898, Dorrion, J., Fanning v. Hughes, 1 R.P., 414.

Jugé :—Que l'avocat a droit à l'honoraire d'enquête, lorsque la cause est réglée à l'audience, les témoins présents mais non entendus.—C.C., 1898, Casault, J. en C., Fleming v. Brown, 1 R.P., 468.

Jugé :—Le demandeur a droit contre le défendeur aux frais de ses témoins qui n'ont pas été examinés à l'enquête, et qui ont été taxés sans objection de la part du défendeur.

2. A tout événement, le juge en chambre ne peut modifier le jugement final du tribunal condamnant, sans restriction, une partie aux dépens.—C.C., 1898, Andrews, J., Goselin v. Déchéne, 1 R.P., 306.

La parenté des parties, leur état de fortune (pauvreté de la partie perdante et richesse de la partie adverse), et la bonne foi de la partie qui succombe ne sont pas des raisons

ARTICLE 549.—Continued.

suffisantes pour soustraire celle-ci de la condamnation aux dépens.—C.R., 1899, Ouimet, Tellier et DeLorimier, J.J., Claude v. Claude, 17 R.J., 130.

Jugé :—Que si, dans une action en partage et licitation, les défendeurs (au nombre de sept), font une seule et même défense, laquelle est renvoyée, le demandeur n'aura droit qu'à un seul mémoire de frais, exécutoire contre chaque défendeur pour un septième.—C.S., 1899, Taschereau, J., Boisseau v. Williams, 2 R.P., 134.

Jugé :—Que l'art. 16 du tarif de la Cour de Circuit ne s'applique qu'à cette Cour, et ne s'applique pas aux procédures faites en Cour de Révision sur appel d'un jugement de la Cour de Circuit ; par conséquent, s'il y a contestation sur une opposition, et que la valeur des meubles soit établie, les honoraires en Révision seront ceux d'une action pour la valeur de ces meubles, quand même cette valeur dépasserait le montant de la poursuite originale.—C.S., 1899, Mathieu, J., Constant v. De Witt, 2 R.P., 241.

Held :—That the costs of an action for \$200 and interest from service of process, will be taxed as upon an action between \$200 and \$400.—S.C., 1899, Archibald, J., Taché v. Evans, 2 P.R., 119.

Jugé :—Que l'honoraire d'une motion demandant qu'il soit ordonné à la partie adverse de déclarer pourquoi un jugement rendu contre elle par les arbitres de l'Association de la Halle aux Blés, n'aurait pas l'effet d'un jugement de la Cour, est celui prévu par l'art. 28 du tarif de la Cour Supérieure, et non celui mentionné dans l'art. 4.—C.S., 1899, Mathieu, J., In re Ward v. Goodall, 2 R.P., 444.

Jugé :—Si le demandeur se désiste de son action après la signification d'une motion de la nature d'une exception à la forme avec le dépôt requis par la loi, mais avant la présentation de cette motion, il faudra appliquer l'art. 6 du tarif pour la comparution et l'art. 23 pour l'honoraire, l'article 13 n'ayant pas d'application.

L'exception à la forme sera censée avoir été renvoyée et le tarif à être employé dans ce cas sera celui pour les causes de seconde classe de la Cour Supérieure.—C.S., 1899, Andrews and Routhier, J.J., Maranda v. La Corp. de Lévis, 2 R.P., 151.

Jugé :—1. Que si une motion pour retrancher un allégué d'un plaidoyer, dans une action de deuxième classe est renvoyée, le défendeur aura sur cette motion l'honoraire accordé au défendeur par l'art. 23 du tarif sur exception à la forme rejetée dans une action de cette classe.

2. Que le mot " défendeur " dans l'art. 23 du tarif, signifie celui qui fait l'exception à la forme, quelle que soit sa désignation dans la cause.—C.S., 1899, Mathieu, J., Harvey v. Mowat, 2 R.P., 228.

Jugé :—Qu'une action en nullité de testament tombe dans la seconde classe, quand bien même le montant que la partie demanderesse recevrait si son action était maintenue, dépasse \$1,000.—C.S., 1899, Mathieu, J., Gaudry v. Dubois, 2 R.P., 403.

Jugé :—Que les honoraires du protonotaire et du procureur sur motion comportant exception préliminaire (à la forme, déclinatoire, ou autre) même lorsque telle motion est

ARTICLE 549.—Continued.

maintenue et l'action renvoyée, doivent être les honoraires d'une simple motion ordinaire, d'après la classe de l'action, art. 28 du tarif des honoraires des avocats (voir Règle de Pratique No 40).—C.S., 1899, Andrews, J., Vézina v. Martin, 2 R.P., 361.

Jugé :—Que toute motion à la forme est, au point de vue du tarif, comme une motion ordinaire, tant pour le protonotaire que pour les avocats. Le timbre payable sera celui d'une simple motion et le dépôt sera du montant de l'honoraire sur une motion.—C.S., 1899, Casault, J. en C., La Cie de Brasserie de Beauport v. Clifford, 2 R.P., 354.

Jugé :—Que, nonobstant l'amendement fait à l'article 100 de notre Code Municipal, par la 56 Vict. ch. 43, sec. 1, les frais d'une requête en cassation d'un procès-verbal, alléguant que le Conseil a non seulement agi illégalement, mais a outrepassé ses droits et a agi "ultra vires" de ses prérogatives, doivent être taxés comme dans une action à la Cour Supérieure de quatrième classe, à moins de circonstances spéciales.—C.S., 1899, Choquette, J., Durault v. La Corp. de Tingwick, 2 R.P., 250.

Jugé :—Que les frais de contestation d'une réclamation, dont une partie est admise, sont taxés suivant le montant contesté, et non suivant le montant total de la réclamation.—C.S., 1899, Davidson, J., In re La Cie Générale d'Imprimerie du Canada, 2 R.P., 243.

Jugé :—Que les honoraires d'une requête à la Cour Supérieure, appelant de la décision d'un Conseil Municipal confirmant une liste électorale sont ceux d'une action de quatrième classe en Cour Supérieure.—C.S., 1899, Mathieu, J., Bourbonnais v. La Corp. de Côteau Landing, 2 R.P., 231.

Jugé :—Qu'une action est censée contestée, d'après le tarif, après la production d'une motion pour cautionnement pour frais et procuration, et que si elle est alors discontinuée, l'art. 7 du tarif s'y applique.—C.S., 1899, Mathieu, J., Robertson v. Waterbury, 2 R.P., 152.

Que l'avocat du demandeur, a droit, sur un jugement permettant, avec dépens, la production d'un plaidoyer après que la cause a été inscrite pour enquête et mérite, d'inclure dans son mémoire de frais la taxe qu'il a payée sur son inscription, ainsi que l'honoraire au mérite alloué par le tarif.—C.S., 1899, Mathieu, J., Migneault v. Corp. du Village de Roberval, 5 R.L., n.s., 274.

Que dans une opposition à fin de distraire, faite à la Cour de Circuit, dans une cause au montant de \$130.43, où la valeur des meubles saisis était établie par la preuve et au-dessus de \$1,000, les frais de l'opposition maintenue par la Cour de Circuit et par la Cour de Révision, doivent être taxés comme dans une cause pour plus de \$1,000.—C.S., 1899, Mathieu, J., Constant v. Dewitt & Charlebois, 5 R.L., n.s., 518.

Que dans une action pour ouvrages faits en vertu d'un contrat, on peut offrir en compensation les dommages qui résultent directement du contrat : par exemple, ceux résultant du retard à livrer les travaux ; mais on ne peut offrir en compensation les dommages qui ne découlent qu'indirectement du contrat, comme seraient ceux causés par suite d'un privilège

ARTICLE 549.—Continued.

de fournisseur de matériaux.—C.S., 1899, Davidson, J., Corbeil v. Kelly, 5 R.L., n.s., 269.

Que des avocats, créanciers d'un curateur à une faillite, ne peuvent prendre des saisies-arêts entre les mains des débiteurs de la faillite, mais qu'ils doivent s'adresser au juge pour obtenir un ordre enjoignant au curateur de payer ces frais comme dépenses d'administration.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., Dancone v. Bissonnette & Walker, 5 R.L., n.s., 137.

Where certain costs were ordered to be paid by defendant as a condition of his filing a plea; but the plea was in fact filed without payment of said costs, the plaintiff by not excepting to the regularity of the filing of the plea, but, on the contrary, answering the same, acquiesced in the filing thereof, and it was too late, a month afterwards, to question the regularity of the filing of the plea by moving for its rejection.—S.C., 1898, Doherty, J., McGreevy v. Lapalme, 15 R.J., 61.

Dans l'espèce, l'appelant ayant réussi à faire retrancher du jugement un motif qu'il avait intérêt à attaquer, parce que ce motif déclarait prescrite une créance qu'il opposait en compensation et qu'on aurait pu invoquer ce motif contre lui dans une action où il réclamait le paiement de cette créance, a droit contre l'intimée à ses frais et dépens en appel.—C.B.R., 1899, Nau & Marcotte, 9 R.J., 123.

Jugé :—La partie qui réussit à faire modifier le jugement de première instance, même en n'obtenant qu'une réduction de cinq dollars dans sa condamnation, aura droit aux frais de révision.—C.R., 1900, Casault, Routhier, Caron, JJ., Gamache v. Déchêne, 3 R.P., 399.

Jugé :—Que lorsqu'une action, intentée en vertu de l'article 2550 des S.R.Q., a été déboutée avec dépens, le défendeur recouvre contre le demandeur triples frais, c'est-à-dire trois fois le montant du mémoire de frais taxé.—C.S., 1900, Choquette, J., Luneau v. Luneau, 2 R.P., 454.

Jugé :—1. Que sur une requête pour retirer une somme de deniers déposée entre les mains du trésorier provincial, suivant l'article 1198 S.R.Q., l'honoraire accordé sera celui d'une requête, et le mémoire de frais ne sera pas taxé comme sur une action.

2. Semble :—Que des motions pour faire déchoir une partie de plaider, pour faire fixer une cause, pour faire mettre la cause en délibéré suivant ses errements, sont des procédures inutiles sur une telle requête.—C.S., 1900, Gill, J., Dauphinais v. Bousquet, 2 R.P., 511.

Jugé :—L'avocat ne peut réclamer de son client que le montant du mémoire taxé, à moins de conventions contraires ou de services extraordinaires rendus dans la cause.—C.S., 1900, Pagnuelo, J., Surveyer v. Drainville, 6 R. de J., 572.

Les frais sur contestation de listes électorales doivent être taxés comme dans une cause de la Cour de Circuit, de \$60 à \$100.—C.S., 1900, DeLorimier, J., Bolduc & La Corp. de St. Ambroise, 6 R. de J., 397.

Held :—Expert's costs are not taxable in the Recorder's Court.—S.C., 1900, Davidson, J., Riopelle v. Desrosiers, 3 P.R., 195.

ARTICLE 549.—Continued.

Jugé :—Le défendeur a droit aux frais de sa motion s'il demande la production d'une procuration en même temps qu'un cautionnement pour les frais. Les frais suivent l'événement du procès dans le cas où le défendeur ne demande qu'un cautionnement pour les frais, sans procuration.—C.S., 1900, Routhier, J., Steinfeld v. Marquis, 3 P.P., 237.

Les frais seront accordés sur une motion demandant le rejet d'un paragraphe de plaidoyer sur lequel des particularités ont été ordonnées et n'ont pas été produites.—C.S., 1900, Routhier, J., Codville v. Woods, 3 R.P., 233.

Held :—That when an inscription in Review is dismissed upon motion, the fee will be that of an action settled before hearing and not that of a motion only.—S.C., 1900, Tait, A.C.J., Renault v. Gagnon, 3 P.R., 259.

Jugé :—Dans le cas d'une requête en révision de liste électorale qui a été maintenue, l'intimé ayant comparu et transquestionné les témoins, mais n'ayant ni plaidé par écrit ni examiné de témoins, le requérant n'aura pas droit à l'honoraire d'une action contestée, mais seulement à celui d'une cause jugée "ex parte."—C.S., 1900, Mathieu, J., Larchevêque v. La Corp. de St. Léonard, 3 R.P., 293.

Held :—That upon the contestation as to the validity of a seizure "en mains tierces," the class of action depends upon the amount seized, and that the taxation of the bill according to the class of the original action will be revised accordingly.—S.C., 1900, Archibald, J., Jones v. Moodie, 3 R.P., 354.

Jugé :—Que les honoraires sur une contestation de demande de cession seront ceux prévus par l'art. 125 du tarif (suivant Riou v. Massé, 4 R.L., n.s., 449, Cimon, J.).—C.S., 1900, Loranger, J., In re Lynn, 3 R.P., 363.

Qu'il ne sera pas accordé de frais sur une motion pour détails accordée pour partie seulement.—C.S., 1900, Loranger, J., Matthews v. La Cité de Montréal, 3 R.P., 349.

Jugé :—Si l'opposition à une exécution qui a été émise à la requête du procureur distrayant et de sa partie est mal fondée par rapport au procureur, celui-ci peut demander le renvoi quant à lui.—C.S., 1900, Mathieu, J., Laramée v. Hubert, 3 R.P., 167.

Jugé :—1. Qu'il n'y a lieu à l'honoraire d'enquête que lorsqu'il y a eu, de fait, une enquête.

2. Que si une action en garant. est renvoyée après que le demandeur principal a fait défaut de procéder sur sa demande, la classe de l'action en garantie, portée en révision, et également renvoyée (en Révision), par cette Cour, sera celle de la demande principale et non pas celle d'une action pour le montant des frais que le demandeur en garantie doit payer en conséquence du renvoi de son action.—C.S., 1900, Mathieu, J., Walker v. La Banque Nationale, 3 R.P., 47.

Jugé :—Que si une action est discontinuée, avec dépens, avant le jour fixé pour l'audition, le demandeur demandant acte de son désistement lors de l'appel de la cause, le défendeur n'a pas droit à l'honoraire d'enquête fixé par l'art. 32 du tarif.—C.S., 1900, Mathieu, J., Lee Chu v. Carpenter, 3 R.P., 70.

ARTICLE 549.—Continued.

Le député-protonotaire qui a rempli les fonctions de commissaire-enquêteur a droit à l'honoraire fixé par le tarif.—C.S., 1900, Mathieu, J., MacDonald v. Migneron, 3 R.P., 156.

Jugé :—Lorsqu'une partie qui se désiste ne paie pas les frais lors de la production du désistement, la partie adverse a droit, sur inscription, à un jugement pour les dépens.—C.S., 1900, Mathieu, J., Star Iron Co. v. Baxter, 3 R.P., 178.

Jugé :—Que lorsqu'une action a été renvoyée sur une exception à la forme sur laquelle il y a eu enquête et audition, le défendeur a droit aux honoraires d'enquête et d'audition, en sus de l'honoraire prévu par l'art. 7 du tarif.—C.S., 1900, Loranger, J., Lapointe v. St. Onge, 3 R.P., 314.

Jugé :—Que les frais faits par un avocat devant une Cour qui s'est déclarée incompétente nonobstant les prétensions contraires des parties, ne sont pas privilégiées.—C.S., 1900, Tellier, J. The Royal Electric Co. v. Paliser, 3 R.P., 340.

Jugé :—Que lorsqu'une cause inscrite pour enquête et mérite est, séance tenante, retirée avec dépens par le demandeur, le défendeur a droit aux mêmes honoraires que si l'action avait été déboutée (item 9 tarif C.C.) ; mais sans honoraires d'enquête (items 10 et 11 C.C.), si aucun témoin n'est présent en Cour, le défendeur ayant été notifié que l'action serait ainsi retirée.—C.C., 1900, Choquette, J., Gosselin v. Giroux, 3 R.P., 370.

Held :—The costs on an appeal from a judgment for \$200 with interest and costs, which is reversed, the action being dismissed by the Court of Appeals, are costs of an action of the fourth, and not of the third class.—C.Q.B., 1901, Sauriol v. Clermont, 3 P.R., 477.

Held :—That an action to have the plaintiff's title of administrator to a decedent estate, opened abroad, recognized in this country, is a second class action, no matter what the amount of the estate may be.—C.Q.B., 1901, Lavoignat & McKay, 3 P.R., 478.

Jugé :—Les honoraires de l'avocat sur exception à la forme renvoyée sont ceux mentionnés à l'item 23 du tarif de la Cour Supérieure, et non les honoraires d'une simple motion.—C.S., 1901, Choquette, J., In re La Fonderie de Drummondville, 3 R.P., 378.

Jugé :—Que lorsqu'une cause intentée à la Cour de Circuit est renvoyée par le tribunal, d'office, à la Cour Supérieure, en vertu de l'article 171 C.P., les honoraires de l'avocat suivent le montant en issue dans l'action et qu'il n'y a pas lieu d'appliquer l'item 108 du tarif, vu que ce n'est pas une évocation.—C.S., 1901, Choquette, J., Duval v. Moffatt, 3 R.P., 405.

Jugé :—Quand, à la suite d'une action en partage et licitation, il a été vendu un immeuble pour un prix excédant et qu'une opposition à fin de distraire partie de cet immeuble a été renvoyée quant à l'adjudicataire, ce dernier a droit aux frais d'une action de première classe et à l'honoraire additionnel de \$30.—C.S., 1901, Mathieu, J., Latour v. Latour, 3 R.P., 418.

Held :—1. That the fee of the defendant's attorney on a declaratory exception which was maintained, the Court ordering the transmission of the record to another district, is that provided for by art. 7 of the tariff.

2. That when a motion for security for costs, is granted, costs to follow "suit," and the record is subsequently transmitted to another district, the costs will follow the final judgment on the case, and not the judgment maintaining the declinatory exception and ordering the transmission of the record.

3. That where, in an action brought at Montreal, where the transmission of the record to Quebec was ordered, the prothonotary, at Montreal, taxed the defendant's bill of costs, the judges of the district of Montreal are competent to revise such taxation, notwithstanding the judgment ordering the transmission.—C.S., 1901, Curran, J., *Canadian Mutual Loan Co. v. Tanguay*, 3 R.P., 436.

Jugé :—Le demandeur dont l'action a été renvoyée avec dépens, "sauf cependant les frais occasionnés par l'appel en garantie," est cependant responsable des frais de l'exception déclinatoire, faite par le défendeur principal, dont l'action en garantie a été également déboutée, pour mettre en cause son garant.—C.S., 1901, Mathieu, J., *Robert v. Rocheleau*, 4 R.P., 39.

Lorsqu'une demande pour dommages soufferts à la suite d'un incendie paraît avoir été instituée pour un montant exagéré, mais que le défendeur ne pouvait, dans les circonstances, vérifier le montant des dommages, la Cour prendra ces faits en considération, et, tout en rejetant les offres du défendeur comme insuffisantes, accordera au demandeur le montant réel de ses dommages, mais sans frais.—C.S., 1902, Pagnuelo, J., *Gardner v. Rancourt*, 8 R. de J., 400.

ARTICLE 550.

Que si un jugement est rendu contre un défendeur dans une action en dommages pour torts personnels, pour les frais seulement, le défendeur ayant fait des excuses, les frais seront ceux de l'action, et ce, nonobstant l'art. 550 C.P.C.—C.S., 1897, Archibald, J., *Cooke v. Hart*, 1 R.P., 141.

ARTICLE 551.

La règle posée par l'art. 551 C.P.C., ne s'applique que si la pension est due en vertu de la loi.

Si la pension est due en vertu d'un contrat, savoir : un acte de donation, les frais seront taxés comme dans une cause en Cour Supérieure, suivant le montant réclamé.—C.S., 1898, Gagné, J., *D'Auteuil v. Maltais*, 4 R.L., n.s., 445.

ARTICLE 552.

L'exécutrice testamentaire, qui, quoique non mise en demeure, avant l'action, de livrer les biens et de rendre le compte demandé, a cependant, par ses défenses, contesté le droit des demanderesse, doit être condamnée aux frais, mais non personnellement, vu que comme exécutrice testamentaire, elle pouvait raisonnablement attendre la sanction de la justice avant de livrer les biens, et rendre compte aux demande-

resses, et attendu que sa défense, quoique mal fondée, n'est pas frivole, ni de mauvaise foi.—C.S., 1900, Taschereau, J., Giguère v. Guénette, 7 R. de J., 167.

ARTICLE 553.

Jugé :—Quand une partie, dont le procureur a un jugement de distraction pour ses frais, exécute ce jugement en son propre nom, en vertu de l'art. 555 C.P., le débiteur peut opposer à la saisie tous les moyens qu'il peut faire valoir à l'encontre de la partie saisissante, nonobstant la distraction de frais.—C.C., 1898, Andrews, J., Bélanger v. Dugal, 1 R.P., 64.

Jugé :—En matière de frais, la solidarité, pour exister, doit avoir été prononcée par le jugement.—C.B.R., 1901, Beau-bien & Rioux, 4 R.P., 214.

Held (affirming the judgment of the Superior Court, Davidson, J.) :—1. In the absence of any special provision of law, the advocate is not a party in the cause, but merely the agent of the party whom he represents.

2. There being no provision of law by which an advocate appearing in a cause before the Recorder's Court of Montreal, is granted distraction of costs awarded to his client, there is no "lien de droit" between him and the city of Montreal, the other party to the cause, and he, therefore, has no action in his own name against the city for the costs of a cause in which costs were awarded in favor of his client.—C.R., 1901, Taschereau, Archibald and Curran, JJ., Beaudin v. City of Montreal, 20 R.J., 32.

If a discontinuance is filed in a suit without notice thereof being given to the plaintiff's attorneys, and evident collusion is shown against the latter by the plaintiff and defendant, the plaintiff's attorney will be entitled to take judgment against the defendant for their costs.

Such costs do not comprise the costs of appointment of the plaintiff as tutrix to minors, there being no "lien de droit" in respect thereof, between the defendant and the plaintiff's attorneys.—S.C., 1901, Davidson, J., Skelly v. Thibault, 5 R.P., 75.

ARTICLE 554.

Dans une saisie-arrêt après jugement, les frais de l'avocat du saisissant doivent être taxés comme sur une action pour le montant de la créance pour laquelle la saisie-arrêt émane.—C.S., 1897, Mathieu, J., Barrette v. Beaudry, 1 R.P., 17.

Lorsqu'une partie, dans une poursuite en première instance, paie à son avocat des frais que l'autre partie a été condamnée à payer, elle est subrogée, de plein droit, au droit de l'avocat contre la partie adverse, sans aucun transport ou signification.—C.S., 1897, Archibald, J., Cameron v. Hainault, 1 R.L., n.s., 85.

Les frais sur la contestation d'une opposition à la saisie immobilière, en vertu d'un jugement de la Cour des Magistrats, sont ceux d'une cause de quatrième classe en Cour Supérieure.—C.S., 1898, DeBilly, J., Cassivi v. Kirouack, 4 R. de J., 352.

ARTICLE 554—Continued.

Jugé :—1. Les délais pour demander la révision d'un mémoire de frais en Cour Supérieure sont suspendu pendant que la cause est en Révision.

2. L'honoraire d'enquête n'est accordé que lorsqu'il y a eu une enquête.—C.S., 1899, Mathieu, J., Odell v. Bell, 2 R.P., 202.

Il n'y a pas d'appel à la Cour du Banc de la Reine, contre une décision d'un juge de la Cour Supérieure, en chambre, revisant et confirmant la taxation faite par le protonotaire des frais adjugés en faveur de l'une des parties.—C.B.R., 1899, La Cie de Chemin de Fer de la Vallée Est du Richelieu & Ménard, 11 R.J., 1.

Jugé :—Que les frais d'une action dans laquelle jugement est rendu résiliant un bail et accordant des dommages, sont ceux d'une action pour le montant du loyer restant dû en vertu du bail.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., Chartrand v. Ouimet, 2 R.P., 448.

La partie qui, en vue de poursuivre en recouvrement de dommages-intérêts, fait faire par des experts et architectes, une évaluation de tels dommages et un rapport qui est ensuite produit au dossier, doit inclure dans sa demande le montant des frais et dépens dûs à ces experts, car ce montant peut, suivant les circonstances, faire partie des dommages éprouvés.

Si tel montant est, de fait, compris et mentionné dans la demande, le tribunal est présumé l'avoir pris en considération dans la somme totale des dommages qu'il a finalement adjugés au demandeur.

Si le demandeur a omis d'inclure ce montant dans sa demande, comme il aurait dû le faire, le protonotaire, après le jugement final condamnant le défendeur à payer au demandeur un montant déterminé de dommages-intérêts, ne peut taxer contre le défendeur, ce montant dû aux experts, comme dépens formant partie des frais et dépens accordés par le jugement final.—C.S., 1900, Mathieu, J., Crawford v. La Cité de Montréal, 7 R. de J., 354.

Held :—1. The taxation of the expenses of a witness stands in a different class from the revision of a bill of costs, and cannot be revised by simple motion.

2. The party who does not object to the taxation of a witness whilst the same is being effected, is supposed to have acquiesced thereto, and cannot ask afterwards that the same be revised.—S.C., 1901, Davidson, J., Campeau v. Ottawa Fire Ins. Co., 4 R.P., 197.

Jugé :—1. La motion, appuyée d'affidavit, d'un témoin qu'il a été appelé comme expert et non comme témoin ordinaire, et qui n'est pas contredite, mais, au contraire, prouvée par l'acquiescement des avocats du défendeur, sera accordée, et la taxe du témoin sera révisée.

Semble :—1. On doit assimiler la taxation des témoins à la taxation des mémoires de frais par le protonotaire.

2. La Cour, sur requête à cette fin, peut réviser la taxe d'un témoin comme elle peut réviser la taxation d'un mémoire de frais.—C.S., 1902, Fortin, J., Guinea v. Campbell, 4 R.P., 479.

Les dépens à la Cour de Circuit doivent être taxés après un avis donné à la partie adverse, avant qu'une exécution puisse émaner.—C.C., 1902, Choquette, J., Descormiers v. Hyland, 5 R.P., 112.

ARTICLE 555.

Held :—That an inscription in law to a paragraph of an opposition stating that the costs of a judgment whereof execution is sought were "distracts" to the attorneys of the plaintiff, who are not the attorneys prosecuting the execution, will be dismissed.—S.C., 1898, Curran, J., Chisholm v. Wilson, 2 P.R., 96.

ARTICLE 556.

The plaintiff, here, was for the first time condemned by the Supreme Court to pay the costs of the Superior Court.

Held :—That the judgment of the Supreme Court was the judgment granting the costs under art. 556, C.C.P., and that interest was due upon such costs from the date of the Supreme Court judgment only.—S.C., 1899, Gibsons v. Quebec & Montmorency Ry. Co., Opinion of the S.C. judges for District of Quebec, 17 R.J., 74.

Jugé :—Que les intérêts ne courent sur les frais dus par un client à ses avocats que du jour du jugement pris par eux pour ces frais.—C.S., 1899, Mathieu, J., Saint-Pierre v. Chartrand, 2 R.P., 290.

ARTICLE 557.

Qu'un "retraxit" par le demandeur de la valeur d'objets réclamés par son action et qui lui ont été remis par le défendeur depuis le commencement de l'instance, n'a pas l'effet de réduire le montant en litige quant à la classe de l'action et aux honoraires de l'avocat.

Qu'il y a lieu de réviser la taxe des témoins, même lorsque aucune objection n'a été faite lors de la taxation, si le montant total taxé excède le coût d'une commission rogatoire.—C.S., 1902, Mathieu, J., Rothschild v. The Canadian Pacific Ry., 5 R.P., 39.

ARTICLE 562.

Jugé :—1. Que la procuration donnée à une société légale ou à un ou deux de ses membres pris séparément, reste suffisante après que certains membres de cette société se sont retirés et ont été remplacés par d'autres.

2. Que la 6e Règle de Pratique de la Cour Supérieure, qui défend aux avocats d'être cautions ou sursés dans aucune action ou procédé du ressort de cette Cour, est absolue, et leur interdit de cautionner même pour des confrères étrangers.

3. Que le fait que la caution solidaire avec un avocat conserverait son recours contre lui pour la moitié, au cas où il y aurait des frais à payer, ne peut valider le cautionnement.

de ce dernier, même si la première caution déclare ensuite consentir à se rendre responsable pour le tout.

4. Que l'article 562 C.P. n'est pas limitatif, et que la 6e Règle de Pratique de la Cour Supérieure n'a pas été abrogée par les articles 1 et 74 du nouveau Code de Procédure Civile, comme y dérogeant.—C.S., 1897, Mathieu, J., Budd v. St. Jean, 1 R.P., 10.

ARTICLE 566.

Jugé:—Que les dispositions de l'article 566 C.P. et suivantes ne s'appliquent pas dans les affaires commerciales et aux comptes que les banques doivent rendre à leurs clients, et qu'une motion pour faire renvoyer le compte d'une banque sous prétexte qu'il n'est pas accompagné de titres et conforme aux dispositions du Code au sujet de la reddition de comptes, sera renvoyée.—C.S., 1898, Mathieu, J., Acer v. Bank of Toronto, 1 R.P., 233.

Le seul recours que l'on a contre celui qui a géré une succession, tant personnellement que comme représentant des exécuteurs testamentaires, et qui, en cete qualité, a retiré certains montants d'argent, et vendu des propriétés mobilières et immobilières, est une action en reddition de compte.

L'on ne peut demander contre lui une condamnation à un montant déterminé sans l'avoir assigné, au préalable, par une action en reddition de compte.—C.S., 1898, Choquette, J., Reid v. Brack, 5 R. de J., 106.

Action en Reddition de Compte.—Il n'y a lieu à l'action en reddition de compte ou en réformation de compte que lorsque le demandeur n'a pas entre les mains les pièces nécessaires pour pouvoir demander une condamnation déterminée contre le défendeur, mais si le demandeur les possède toutes il peut de suite demander une condamnation pour le montant déterminé.

L'action en reddition de compte suppose que les deux parties sont comptables l'une envers l'autre.—C.S., 1899, Tasche-reau, J., Archambault v. Pressault, 6 R. de J., 47.

Held:—1. That although in general, the respective rights of the persons interested in a succession are to be determined by an action "en partage," yet when such succession consists only entirely of money which has been administered by one of the heirs, the action to account lies without action "en partage."

2. That if it is alleged that the succession originally contested in part of moveables other than money, but that the same were converted into money, "preuve avant faire droit" will be ordered.—S.C., 1899, Archibald, J., Brien v. Lanctot, 2 P.R., 560.

Held:—The Court will not extend the delay, fixed by judgment, for the defendant to render an account, unless special and sufficient reasons be adduced. The fact that the defendants, co-partners, pleaded separately, and that judgment was rendered against one defendant before the delivery of judgment in the case of the other, is not sufficient ground for extending the delay to account fixed by the first judgment

so that the defendants may account together.—S.C., 1901, Archibald, J., Jeannotte v. Pariseau, 20 R.J., 229.

ARTICLE 567.

A tutor being ordered to render an account to the plaintiff, the latter moved for the rejection of the account upon the grounds of irregularity and insufficiency thereof that no notice of the production of the same at the office of the Prothonotary had been served upon plaintiff by the defendant and that no copy of the account had been so served. This motion was rejected by a judgment of the Superior Court in the following terms: "Seeing that, under Art. 567 C.P., the plaintiff is not entitled to a copy of the account, although he may be to a notice that it has been filed; but this is not a sufficient reason to have the said account set aside or rejected from the record, it being a reason to grant plaintiff some delay to contest it and no more; seeing that the other reasons urged at the argument against the said account, are matters to come up on the merits of the cause, doth dismiss the present motion." The plaintiff filed an exception to the above judgment, and under reserve of this exception moved the Court to allow him to file "preliminary exceptions" to the said account. The same judge who had rendered the judgment dismissing plaintiff's motion to reject the account granted plaintiff's motion and plaintiff filed a contestation of defendant's account, contesting the same by "exception to the form" and also (under express reserve of his exception to the form) by a plea to the merits.

Held, by the Court of Queen's Bench:—1. That as the judgment which rejected the motion passed upon "all" the reasons given in support thereof, these could not again be raised in the exception to the form. 2. That the said judgment did not authorize the filing of an exception to the form, but merely allowed a delay for the discovery of new reasons for contesting the account. 3. That the objection that the account was not rendered nominatively to the party entitled to it, having been also raised on the first motion, could not be again raised in the exception to the form.—C.Q.B., 1898, Evans & Wilson, 1 P.R., 186.

ARTICLE 568.

Jugé:—Que celui qui a fait une motion pour le rejet d'un compte comme irrégulier et insuffisant n'est pas censé l'avoir accepté par le fait qu'il ne le conteste pas, et que la partie défenderesse a le droit de plaider à l'action en reddition de compte et même de faire une demande incidente.—C.S., 1898, Mathieu, J., Acer v. The Bank of Toronto, 1 R.P., 284.

Held:—An account rendered in obedience to a judgment complies sufficiently with Arts. 568 and 569 C.P. when the items of receipts and expenditure are entered in separate and adjoining columns upon the same pages, even if receipt entries are not chaptered separately from expenditure entries,

provided that the account sufficiently disclose to the party accounted to all information requisite to enable the latter to contest.—S.C., 1898, Loranger, J., White v. Steytler, 1 P.R., 516.

ARTICLE 570.

Lorsque le mandat au sujet duquel une reddition de compte en justice est demandée, est un mandat écrit, le rendant compte doit avoir été constitué en demeure de rendre tel compte par une mise en demeure par écrit.

En l'absence d'une telle mise en demeure écrite, si le rendant compte se déclare prêt à rendre compte, le jugement condamnera le rendant compte à rendre ce compte, dans un délai déterminé, sinon à payer le montant tenant lieu de règlement, et quant aux frais, chaque partie payera ses frais sur telle poursuite.—C.S., 1902, Mathieu, J., Bourgouin v. Gagnon, 8 R. de J., 99.

ARTICLE 580.

Jugé :—Qu'ordre sera donné de suspendre les procédés sur une exécution "de terris," s'il y a eu requête du défendeur après l'exécution, demandant qu'ordre soit donné au protonotaire de recevoir le délaissement et que le délaissement a eu lieu.—C.S., 1898, Loranger, J., Jacobs v. Joncas, 1 R.P., 323.

ARTICLE 587.

(Hall, J., "dissentiente") :—Qu'une vitesse de 15 milles à l'heure n'est pas une faute quasi-délictueuse en l'absence d'une disposition de la loi limitant la vitesse des chars d'une compagnie, et qu'il y a lieu de réviser le verdict d'un jury qui a vu là une faute.—C.B.R., 1900, McFarren & M.P. & I. Ry. Co., 3 R.P., 1.

ARTICLE 589.

Where the defendant, by his plea, offers judgment for part of the sum claimed, and the plaintiff does not accept such offer, but proceeds to proof and is unsuccessful, in establishing any greater sum than that admitted, he is entitled only to costs up to plea filed, and will be condemned to pay the defendant's costs of contestation after plea filed.—Poulin v. Prévost, summarized in Bertrand v. Hinerth, 25 L.C.J., followed.—S.C., 1900, Archibald, J., Gilman v. Cockshutt, 18 R.J., 552.

ARTICLE 590.

Jugé :—Que l'art. 590 C.P. doit être strictement restreint aux deux cas y mentionnés, à savoir : (a) rapport de "nulla bona," et (b) inexécution partielle du jugement, et ne peut s'appliquer à l'inexécution totale d'un jugement, s'il n'y a pas tel rapport.—C.C., 1898, Purcell, J., Brown v. Fallon, 1 R.P., 159.

That the defendant against whom a foreign plaintiff has obtained a rule "nisi" in default by him of submitting himself to an examination as to his property and assets under art. 590 C.P., has no right to ask for security for costs on declaring that he intends to contest the rule.—C.S., 1899, Archibald, J., Galt Knitting Co. v. Côté, 2 R.P., 333.

ARTICLE 594.

Jugé :—Que la Cour du Banc de la Reine n'a pas juridiction pour décider sur les incidents d'une cause avant que le dossier n'ait été transmis.—C.B.R., 1898, Guerin et Devine, 1 R.P., 171.

Qu'il y a lieu à l'exécution provisoire d'un jugement ordonnant à l'exécuteur testamentaire la délivrance d'un legs à l'héritier.—C.R., 1900, Gill et Tellier, JJ., Massue v. Resther, 3 R.P., 499.

A plaintiff who has obtained judgment for less than the amount demanded, and appeals from that judgment to have the amount increased, cannot, in the meantime obtain an execution in satisfaction of the judgment so rendered.—S.C., 1902, Tait and Fortin, JJ., Migneron v. Yon, 5 R.P., 60.

ARTICLE 597.

V. art. 594, Migneron v. Yon.

ARTICLE 598.

Un journalier qui garde un cheval dont il se sert pour gagner sa vie, doit jouir des mêmes privilèges qu'un charretier quant à l'insaisissabilité de ses biens.—C.C., 1898, Pelletier, J., Drouin v. Giguère, 4 R. de J., 24.

Les outils que l'un des associés met dans l'actif d'une société, comme sa part contributive, cessent d'appartenir à cet associé, pour devenir la propriété de la société, et cet associé personnellement ne peut ensuite former opposition pour empêcher la vente de ces outils à l'encontre d'une saisie pratiquée contre telle société.—C.S., 1898, Andrews, J., Martel v. Lemieux, 4 R. de J., 322.

Jugé :—Que la voiture et le cheval d'un boulanger, ainsi que le comptoir (stand) avec ses tiroirs et tablettes, sont insaisissables.—C.C., 1898, Purcell, J., Létang v. Julian, 1 R.P., 170.

The right to select and withdraw from seizure the effects detailed in Art. 598 C.C.P., is established in favor of, and can only be invoked by the debtor. An undertenant is not entitled to claim such exemption.—S.C., 1899, Davidson, J., Hamilton v. Dwyer, 16 R.J., 469.

Une machine qu'un ouvrier fait habituellement marcher pour gagner sa vie est exempte de saisie d'après l'Art. 598, parag. 10 du Code de Procédure.—C.S., 1899, Langelier, J., Thurston v. Hughes, 16 R.J., 472.

ARTICLE 598.—Continued.

1. La partie non saisissable d'un salaire peut être saisie pour une dette alimentaire.

2. Le tiers-saisi est tenu de déposer en Cour tout ce qu'il doit au saisi, et il excipe du droit d'autrui en invoquant l'exemption de l'article 599 C.P.C.—C.S., 1899, *Loranger, J.*, *Beattie v. Raper*, 16 R.J., 508.

Dans l'espèce, le défendeur en louant un bureau de la compagnie demanderesse, avait renoncé aux exemptions de saisie que la loi établit en faveur du débiteur. La demanderesse ayant fait saisir pour loyer de meubles mobiliers qui garnissaient le bureau du défendeur, ce dernier plaidait que ces effets étaient exempts de saisie.

Jugé :—Que bien que, pour motifs d'humanité, lorsqu'il s'agit du coucher, du vêtement et de la nourriture du débiteur et de sa famille, il y ait lieu de venir à son secours et de le dégager de la renonciation inconsidérée qu'il aurait faite au privilège que lui accorde l'article 598, ces motifs ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit, comme dans l'espèce, de meubles relativement luxueux d'un bureau d'affaires, l'exemption de saisie n'existant alors que dans l'intérêt purement privé du débiteur.—C.S., 1899, *Gill, J.*, *New York Life Ins. Co. v. Garceau*, 16 R.J., 247.

Jugé :—1. Que le privilège accordé au débiteur par l'article 598 C.P. de distraire certains effets de la saisie, n'est pas un droit qui lui est personnel, et que ce privilège peut être exercé à son défaut, dans une saisie-gagerie, par son créancier, propriétaire de l'objet saisi.

2. Que ce créancier peut même exercer le droit d'option de son débiteur, sans être obligé d'exercer ce droit de la manière que le débiteur l'aurait exercé.

3. Que le propriétaire qui ne peut donner à son locataire l'avis mentionné à l'article 1089 C.P., son locataire étant parti pour des lieux inconnus, perd son droit à ces effets exempts de saisie, même à l'égard des tiers, créanciers du locataire et qui exercent ses droits.

4. Que le propriétaire d'un objet saisi-gagé qui est au courant des procédés pris contre son débiteur, n'est pas tenu d'intervenir dans l'action, mais peut se pourvoir, lors de l'exécution du jugement, par opposition à fin de distraire, sans avoir à recourir à la tierce opposition.—C.C., 1899, *Champagne, J.*, *Gravel v. Rose*, 5 R. de J., 554.

Jugé :—Ce n'est que subséquemment au rapport de l'original de l'opposition que l'on peut donner l'avis prévu par l'art. 650 C.P.

2. (Renversant *Davidson, J.*) :—Qu'une opposition à une saisie ne sera pas rejetée comme irrégulière, parce que le commissaire qui aurait reçu l'affidavit aurait signé cet affidavit comme suit : "L. P. Dupré, C.C.S.D. pour le district de Montréal."

3. Qu'une opposition faite par le défendeur, basée sur les paragraphes 1 et 8 de l'article 598 C.P., qui n'allègue pas que l'huissier saisissant ne lui a pas laissé de combustible et de comestibles suffisants pour lui et sa famille, pour trois mois, et qu'il ne lui a pas laissé non plus, le feu et autres four-

rages destinés à la nourriture des animaux qui, par le paragraphe 8 du dit article, sont déclarés insaisissables, mais qui allègue seulement que ces effets sont de la catégorie de ceux qui auraient dû être laissés au défendeur, à son choix, en vertu du dit paragraphe de cet article, sera rejeté sous l'art. 651 C.P., comme faite dans le but de retarder injustement la vente, vu que l'opposant n'allègue pas de griefs.

4. Que le fait que l'huissier saisissant ne constaterait pas, par son procès-verbal, qu'il a requis le défendeur de fournir un dépositaire solvable, avant de nommer un gardien d'office, n'est pas une cause de nullité de la saisie, si le défendeur ne se plaint pas que l'huissier a refusé d'accepter un gardien solvable.—C.R., 1900, Mathieu, Curran et Lemieux, JJ., Lachance v. Lachance & Lachance, 3 R.P., 232.

ARTICLE 599.

Held :—Where a garnishee declares that his employee is working on commission and not on salary, and that he owes the latter nothing because the amount due him for commission is more than compensated by the sum advanced him for travelling expenses; the "saisie-arêt" will, on motion by plaintiff, be declared "tenante," reserving to the defendant his right to contest the seizure on the merits and without prejudice.—S.C., 1897, Mathieu, J., Lockerby v. Eadie & Laporte, 1 P.R., 121.

Les gages de celui que l'on appelle un "jobber," c'est-à-dire, celui qui travaille à la pièce dans une manufacture, sont saisissables pour une partie.—C.S., 1897, Andrews, J., Bélanger v. Roy, 4 R.L., n.s., 162.

Jugé :—Que les honoraires des avocats poursuivant l'interdiction sont privilégiés et peuvent être prélevés sur des sommes léguées à titre d'aliments et déclarées incessibles et insaisissables, et ce même si l'interdiction n'a pas été prononcée, pourvu que l'intimé ait consenti avant la réunion du conseil de famille à payer les honoraires des avocats poursuivant l'interdiction.—C.S., 1898, Mathieu, J., Demers v. Beaudry, 1 R.P., 190.

Held :—That an assessor of the City of Montreal is a public officer, and his salary is exempt from garnishment under art. 599.—S.C., 1898, Curran, J., Stewart v. Euard, 1 P.R., 217.

Qu'un employé du greffe d'une cour est un officier public, qui n'est pas mentionné dans les paragraphes 10 et 11 de l'art. 599 C.P.C., et que la partie saisissable de son salaire ne saurait être partagée entre ses créanciers suivant l'art. 697 C.P.C.—C.S., 1898, Tait, A.C.J., La Banque du Peuple v. Paradis & Turcotte, 1 R.P., 543.

Une pension alimentaire obtenue par jugement en vertu d'une donation entre vifs à titre onéreux, est saisissable comme une créance ordinaire et n'est pas privilégiée.—C.S., 1898, Gagné, J., D'Auteuil v. Maltais & Maltais, 1 R.P., 589.

Jugé :—Que des objets appartenant à un défendeur sont valablement saisis entre les mains d'une tierce personne par

ARTICLE 599.—Continued.

voie de saisie-arrêt après jugement sans qu'il soit nécessaire que cette saisie-arrêt soit accompagnée d'une saisie-exécution.

Semble :—Que lorsque ces effets sont saisis-exécutés conformément à la déclaration du tiers-saisi, il n'est pas nécessaire de remettre au défendeur une copie du procès-verbal de saisie, mais qu'un avis de la vente des effets à lui donné est suffisant.—C.C., 1898, Champagne, J., Préfontaine v. Valois & Prévost, 1 R.P., 231.

Jugé :—Qu'une opposition par le défendeur, basée sur le fait qu'en retranchant les objets saisis, il ne resterait au défendeur que des effets pour un montant moindre que \$50.00, en sus des lits, literies et vêtements de lui et de sa famille, sera renvoyée sur motion comme frivole.—C.S., 1898, Mathieu, J., Beaulieu v. Stuart & Stuart, 1 R.P., 412.

Qu'un médecin, surintendant d'une asile d'aliénés sous le contrôle du gouvernement de la province de Québec, est un fonctionnaire public dont le salaire est saisissable pour partie seulement.—C.S., 1898, Loranger, J., Taché v. Devlin & Marchand, 1 R.P., 360.

Les gages d'un matelot, engagé à \$16.00 par mois sur un vapeur enregistré, voyageant à l'intérieur entre Québec et Chicoutimi, sont insaisissables, en vertu de l'acte de l'engagement des matelots, Ch. 74, sect. 80, S.R.C.—C.S., 1898, Gagné, J., Larouche, v. Bherer & La Cie Richelieu & Ontario, 1 R.P., 493.

Les gages d'un second à bord d'une goélette sont insaisissables, et tout intéressé peut invoquer cette insaisissabilité.

Il peut céder ses gages, mais la cession qu'il en a faite ne le lie pas et ne l'empêche pas d'en toucher le prix. Ce privilège n'appartient, néanmoins, qu'à lui seul, et nul autre ne peut l'invoquer et s'en prévaloir. D'où il suit que le cessionnaire d'un second ou matelot peut invoquer la nullité de la saisie qui en a été faite et que le saisissant ne peut pas lui répondre que son transport est nul et qu'il est sans intérêt.—C.S., 1898, Casault, J. en C., Mercier v. Mercier, 14 R.J., 383.

Que des effets légués à titre d'aliments incessibles et insaisissables, sont néanmoins saisissables pour créance d'une nature alimentaire, telle que du loyer.—C.C., 1898, Champagne, J., Préfontaine v. Valois & Prévost, 1 R.P., 231.

Qu'un shérif qui reçoit des honoraires, plus un salaire pour pourvoir à l'administration de la justice, n'est pas un fonctionnaire public dont le salaire soit saisissable pour une partie, mais que le salaire entier est insaisissable.—C.C., 1898, Champagne, J., Mongeau v. Arpin & Taillon, 1 R.P., 288.

Jugé (Confirmant Andrews, J., Ouimet, J., "dissentiente") :—Que la clause suivante d'un codicile, savoir :—"I do hereby will and direct and it is my express will and intention that no part of my real property, which I have bequeathed to my sons, William and Richard, be sold or disposed of nor mortgaged or hypothecated or otherwise alienated in any way or for any cause or for any reason for and during the period of fifteen years, from and after my decease, and it is my express wish that the said properties shall remain in the family and not in any way be disposed of or alienated during the said

ARTICLE 599.—Continued.

period of fifteen years, and that the same shall not be liable for any debts or claims which my said sons William and Richard may in any way contract," limite à une période de quinze ans la défense d'aliéner pour le légataire, mais rend ces propriétés insaisissables la vie durant du dit légataire.—C.B.R., 1899, La Banque Jacques-Cartier & Tozer, 10 R.J., 81.

A city assessor is a "public officer" within the meaning of art. 599 C.C.P., and his salary is not liable to seizure by garnishment.—C.Q.B., 1899, Stewart & Euard, 8 R.J., 404.

Jugé :—Que si sur saisie-arrêt après jugement, le salaire d'un employé a été saisi, et que le débiteur fasse ensuite cession de ses biens, le salaire non échu n'est pas compris dans les biens possédés par le failli lors de la cession, et le curateur ne peut le réclamer.—C.S., 1899, Mathieu, J., In re St-Martin, 2 R.P., 248.

Le salaire d'un organiste tombe sous l'opération du paragraphe 11 de l'art. 599, et n'est saisissable que dans la proportion y indiquée.—C.S., 1899, Mathieu, J., Bell v. Larivée, 16 R.J., 229.

Des choses léguées à titre d'aliments peuvent être saisies pour des aliments que le légataire doit à des tiers.—C.S., 1898, Choquette, J., Crédit Foncier v. Martin, 15 R.J., 160.

Le privilège de l'insaisissabilité ne s'étend pas des meubles insaisissables au produit de leur assurance lorsqu'ils ont été incendiés.—C.S., 1899, Langelier, J., St-Charles v. Cabana, 17 R.J., 233.

Sur déclaration des tiers-saisis que le défendeur est à leur emploi comme charretier ; que ses gages sont déterminés par le gain journalier qu'il fait avec eux, les chevaux et voitures des tiers-saisis, auxquels le défendeur paie et rend compte du produit entier des recettes journalières, moins la moitié retenue par le défendeur ; qu'ils lui ont payé \$11.54, moitié des recettes faites depuis signification de la saisie, alors que le défendeur leur devait et doit encore \$43 :—

1. Que la moitié de telles recettes représente un salaire journalier et la partie saisissable de telle salaire peut être arrêtée et la saisie-arrêt en sera déclarée tenante.

2. Que la compensation ne s'opère pas, au préjudice des saisissants entre tel salaire du défendeur et des arrérages de recettes dûs par lui aux tiers-saisis avant la saisie-arrêt.—C.C., 1899, Champagne, J., Payfer v. Beauchamp, 3 R.P., 347.

Des dommages réels accordés pour blessures sont de nature alimentaire, et, partant, insaisissables et non compensables.—C.C., 1900, Taschereau, J., Cloutier v. Chemin de fer Montfort & Gatineau, 6 R. de J., 512.

Jugé :—1. Une créance pour vêtements est d'une nature alimentaire, et c'est au défendeur à prouver que ces vêtements n'étaient ni ordinaires, ni nécessaires, ou que le prix en est trop élevé pour ses moyens.

2. Que des tiers-saisis, exécuteurs testamentaires, qui déclarent que le legs fait au défendeur a été sous clause d'insaisissabilité, seront condamnés aux dépens s'ils répondent à une contestation de leur déclaration au lieu de s'en rapporter à justice, même si cette contestation les accuse de conspirer

avec le défendeur.—C.C., 1900, Champagne, J., Richer v. Arn-ton, 2 R.P., 569.

Jugé :—1. (Par Pagnuelo, J.) :—Que l'insaisissabilité du sa-laire d'un instituteur subsiste en faveur de ses héritiers, pour les arrérages échus lors de son décès.

2. (Par la Cour de Révision) :—Qu'on ne peut saisir entre les mains du gouvernement de la province de Québec que le salaire des officiers publics.—C.R., 1901, Tait, Mathieu et Do-herty, J.J., Beauchemin v. Fournier, 4 R.P., 138.

Jugé :—L'argent dû à un petit juré pour son indemnité comme tel, est insaisissable.—C.C., 1901, Champagne, J., Brouillard v. Shawl, 4 R.P., 181.

Jugé :—Les montants dûs aux sténographes officiels pour dépositions prises en cour, sont considérés comme un salaire et saisissables pour un cinquième.—C.S., 1901, Mathieu, J., Lé-tourneau v. Collin & Turcotte, 4 R.P., 122.

Jugé :—Que la partie qui veut faire saisir-arrêter des re-venus insaisissables, en prouvant que la créance est alimen-taire, ne peut prouver la nature de sa créance sans avis à son débiteur tant de la preuve qu'elle entend faire que de l'inscription pour jugement.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., Gratton v. McCready, 4 R.P., 155.

Jugé :—1. Un statut interprétant ou modifiant un testa-ment doit être interprété comme un codicile à ce testament.

2. Si ce statut détache d'une somme considérable, à être divisée plus tard entre les héritiers, une certaine somme à prendre sur les revenus, sans déclarer que cette dernière somme sera à titre d'aliments, cette somme ainsi détachée ne sera pas insaisissable, quand même le capital le serait.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., Union Bank v. O'Gilvie, 4 R.P., 157.

Dans notre procédure il n'y a pas lieu de distinguer quant à la saisissabilité des aliments entre la dette alimen-taire antérieure et la dette alimentaire postérieure au titre constitutif du droit à ces aliments.

2. Les pensions peuvent donc être saisies pour toutes dettes alimentaires.—C.C., 1900, Dorion, J., Labrecque v. Gau-thier & Larue, 2 R.P., 494.

Le donateur ne peut stipuler que la rente viagère, qu'il oblige le donataire de lui payer sa vie durant, sera insaisis-sable.—C.C., 1901, Choquette, J., Gauthier v. Gauthier, 7 R. de J., 322.

An alimentary pension in favour of pensioners of the Crown can only be seized for an alimentary debt running concurrently with the pension.—S.C., 1902, Archibald, J., Hamelin v. Perrault, 8 R. de J., 93.

Un brevet d'invention est saisissable, et une opposition basée sur sa prétendue insaisissabilité sera rejetée sur motion.—C.S., 1902, Langelier, J., Farand v. Emond, 5 R.P., 63.

ARTICLE 600.

By the final judgment in a cause, it was expressly declar-ed that the plaintiff, defendant in the present cause, was and had been in possession for over a year of certain land, and

that the present plaintiff had disturbed him in his possession by erecting the wall of a building on a portion of the land, and the present plaintiff was ordered to demolish and remove the wall, and in the event of his making default so to do, the present defendant was authorized to have the wall demolished and removed at the present plaintiff's expense. The latter now alleged that the plaintiff in the former suit was about to execute the judgment himself, and that it could not be legally executed except by a writ issued in the name of the Sovereign, and he asked that defendant be enjoined from proceeding to execute the judgment.

Held :—The fact that a right is by a judgment declared to belong to a party, and that he is by such judgment declared free to exercise such right, has not the effect of rendering the exercise by him of such right a putting in execution of a judgment within the meaning of Art. 600 C.C.P. or of rendering it necessary for him, in order to exercise such right—where such exercise involves no dispossession of the party as against whom such right has been declared to exist, and no compulsory enforcement of an order of the Court upon or against such adverse party,—to first cause a writ to be issued in the name of the Sovereign ; and the action was therefore dismissed.—C.S., 1898, Doherty, J., Gratton v. Gauthier, 14 R.J., 233.

ARTICLE 603.

Un bref d'exécution adressé au shérif de Montréal, et sur lequel un rapport de "nulla bona" a été fait, peut ensuite être adressé par le protonotaire, au shérif d'un autre district, lequel peut saisir en vertu d'icelui.

Une opposition faite par une compagnie de chemin de fer, basée sur le fait que le saisissant n'aurait saisi qu'une partie de son réseau, sera renvoyée sur inscription en droit s'il n'y apparaît pas que la partie ainsi saisie ne forme pas une section de la ligne de chemin de fer.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., Dillon v. The Atlantic & Lake Superior Ry. Co., 5 R.P., 68.

ARTICLE 607.

Jugé :—Qu'une saisie-arrêt après jugement est prise au nom d'un demandeur décédé, et que le défendeur et le tiers-saisi demandent par motion, main levée de cette saisie, il sera ordonné aux représentants du demandeur décédé d'intervenir dans la contestation de la saisie-arrêt.—C.S., 1899, Mathieu, J., Lindsay v. Palliser, 2 R.P., 206.

ARTICLE 610.

Jugé :—Qu'une opposition à un bref de possession, qui allègue que depuis le jugement rendu contre le défendeur, ce dernier a obtenu d'un des procureurs du demandeur la permission d'occuper encore un certain temps la chambre louée du demandeur, et qui est accompagné d'un ordre de sursis

donné par un juge de la Cour Supérieure, ne sera pas renvoyée sur motion.—C.S., 1900, Mathieu, J., Hart v. Dubreuil, 3 R.P., 291.

ARTICLE 612.

Juge :—1. Toutes formalités essentielles accomplies et en l'absence de fraude, l'exécution du jugement de séparation de biens peut avoir lieu ou du moins les procédures pour la poursuivre peuvent commencer en tout temps après le délai fixé par l'art. 612 C.P., sujet à la prescription décrétée par l'art. 2265 C.C.

2. Par procédures aux fins d'obtenir le paiement des droits et reprises de la femme (art. 1098 C.P.) on entend tout ce qui tend à liquider la communauté, par exemple un inventaire, un compromis.

3. Le défaut d'affichage et d'inscription du jugement de séparation de biens est une cause de nullité de l'exécution à l'égard des tiers ; il n'en est pas une à l'égard des parties et n'empêche pas le jugement de remonter, quant à ses effets à l'égard des parties, au jour de la demande.—C.S., 1900, Mathieu, J., Tourneur v. Drouin, 3 R.P., 169.

Lorsque, sur une requête accompagnée d'une déposition donnée en conformité avec l'art. 612 C.P.C., un demandeur a été autorisé par le juge à mettre son jugement à exécution avant l'expiration du délai ordinaire, le défendeur peut contester la véracité des allégations de la déposition ainsi produite, soit par voie de requête en cassation, comme en matière de saisie-arrêt avant jugement, soit par voie d'opposition à fin d'annuler la saisie pratiquée ainsi prématurément en vertu de l'autorisation obtenue sur telle déposition.—C.S., 1902, DeLorimier, J., Archambault v. Archambault, 8 R. de J., 457.

ARTICLE 614.

Held :—Where a creditor of the plaintiff, before execution against the defendant, caused a writ of garnishment to be served on defendant, such writ does not suspend the proceedings under the execution, unless the defendant deposits into Court the amount of the judgment with interest and costs.—S.C., 1902, Davidson, J., Montambault v. Niquette, 4 R.P., 411.

ARTICLE 617.

Jugé :—Lorsque le tiers-saisi demeure dans un district autre que celui où le bref de saisie-arrêt est émis, il doit, si le bref est émané de la Cour de Circuit, faire sa déclaration devant le greffier de la Cour de Circuit de son domicile, et non devant le protonotaire de la Cour Supérieure.—C.C., 1897, Routhier, J., Gosselin v. Bergevin & Brais, 1 R.P., 406.

Cars and locomotives belonging to a railway company incorporated in Vermont, but operated in this province, under special arrangement with Canadian companies, are immovables by destination, attached to the realty of Vermont, and governed by the laws of Vermont.

Such cars cannot as a consequence be seized here under a writ of execution "de bonis."—S.C., 1898, Loranger, J., Barker v. Central Vermont Ry. Co., 4 R. de J., 449.

ARTICLE 620.

If the debtor be absent, or if there be no one to open the doors of the house the seizing officer must draw up a minute of the fact, and obtain judicial authority to use all necessary force, but only in the presence of two witnesses.

It is breaking in for an officer, by a false pretence, to procure a person within the house to open the door, and then, without permission, to rush in with violence. He must notify the inmates of his business and demand admittance.—S.C., 1901, Davidson, J., Kaufman v. Campeau, 19 R.J., 479.

ARTICLE 621.

Held :—That where a bailiff seizes moveable property as belonging to the defendant, and fails to appoint a guardian to the goods so seized, the opposant who claims the property has a right to petition the Court for the appointment of a guardian to the same, and the bailiff is bound to accept such guardian, if the latter can comply with the requirements of Art. 621 C.P.—S.C., 1898, Davidson, J., Genser v. Schwartz & Taube, 2 R.P., 29.

ARTICLE 622.

Un huissier ne peut forcer un défendeur à accepter la charge de gardien d'office de ses effets saisis.—C.C., 1901, DeLorimier, J., Viger v. Normandeau, 7 R. de J., 444.

ARTICLE 623.

Jugé :—Un gardien volontaire à une première saisie de meubles ne peut demander l'annulation d'une seconde saisie des mêmes meubles dans une autre cause, parce qu'un autre gardien aurait été nommé à cette seconde saisie.—C.S., 1900, Mathieu, J., Joly v. Younle, 6 R. de J., 564.

Held :—That a plaintiff who revendicates moveable property may set forth, in answer to a defence alleging that the defendant bought the property at a judicial sale in virtue of a writ of execution prior to that upon which the goods were sold, that the second sale was simulated and only effected by the defendant forcing the locks of the house where the goods were deposited.—S.C., 1901, Archibald, J., Belfrey v. Frank, 4 R.P., 337.

ARTICLE 626.

1. When a "procès-verbal" declares that the guardian has been furnished by one party to the suit, it shall not be allowed to such guardian to contest such "procès-verbal" as erroneous on this point on a motion made at the "enquête."

It is too late, especially so, when the guardian was fully aware of this alleged error from the start.

2. When the guardian has signed such "procès-verbal" himself, he cannot be allowed to contradict his own writing which forms his contract for wages with all concerned.

3. The guardian given by the judgment debtor is not entitled to a salary. On this point, the new Code of Procedure has left the law as it was before.—S.C., 1898, Andrews, J., Bouchard v. Dion, 15 R.J., 243.

ARTICLE 629.

Jugé :—Que les parts ou actions dans un club de pêche ou de chasse peuvent être saisies d'après les dispositions de l'article 642 du Code de Procédure.

2. Que le procès-verbal de saisie doit mentionner le nombre d'actions saisies ainsi que leur nature, et que l'avis mentionné dans l'article 642 doit être donné à la Corporation par l'huissier et non par l'avocat du saisissant.—C.C., 1898, Bourgouin, J., Leduc v. Ritchie, 1 R.P., 181.

ARTICLE 630.

Procès-Verbal de Saisie.—A "procès-verbal" of seizure in which a large quantity of labels seized were merely described as "a lot of labels of different sorts" and also "six boxes of labels," is not in accordance with article 630, C.C.P., the defendants being entitled to have the effects more particularly described so as to be able to identify them subsequently.—S.C., 1898, Tait, A.C.J., Pelletier v. Campbell, 14 R.J., 519.

Que le fait que l'huissier saisissant ne constaterait pas par son procès-verbal, qu'il a requis le défendeur de fournir un dépositaire solvable, avant de nommer un gardien d'office, n'est pas une cause de nullité de la saisie, si le défendeur ne se plaint pas que l'huissier a refusé d'accepter un gardien solvable.—C.R., 1900, Mathieu, Curran et Lemieux, JJ., Lachance v. Lachance, 3 R.P., 282.

ARTICLE 635.

Jugé :—Que l'avis de vente ne doit pas nécessairement mentionner le montant que le bref d'exécution ordonne à l'huissier de prélever, et qu'une opposition à fin d'annuler, basée sur cette prétendue irrégularité sera renvoyée sur motion.—C.S., 1898, Mathieu, J., Boyer v. Charbonneau, 1 R.P., 548.

ARTICLE 638.

Jugé :—Une opposition basée sur le fait que la vente a été annoncée comme devant être faite à Montréal, au domicile du défendeur, qui réside à Westmount, doit être contestée régulièrement, et ne sera pas renvoyée sur motion.—C.S., 1899, Mathieu, J., Burke v. Honan & Honan, 2 R.P., 252.

Qu'un opposant, dans une opposition afin d'annuler, peut

obtenir la permission d'amender son opposition pour y ajouter un nouveau moyen de nullité, en payant certains frais.—C.S., 1899, Curran, J., Burke v. Honan, 6 R.L., n.s., 196.

Il n'y a rien dans la loi qui exige que les avis de vente soient donnés dans les deux langues à la porte de l'église, surtout lorsqu'il est établi qu'à l'endroit de telle vente il n'y a pas d'église anglaise, et que toute la population est de langue française.

Aucun texte de la loi n'oblige l'huissier exécutant un bref de saisie mobilière à mettre un pavillon à la porte du domicile du défendeur, pendant la vente judiciaire, surtout lorsqu'il est prouvé qu'il n'est pas d'usage d'en agir ainsi à l'endroit où a lieu telle vente judiciaire.—C.R., 1900, Tait, Taschereau et Loranger, J.J., Germain v. Lamoureux, 7 R. de J., 220.

ARTICLE 639.

V. Art. 638, Burke v. Honan.

ARTICLE 645.

Une compagnie défenderesse, poursuivie et condamnée à payer à la demanderesse le loyer d'un bureau qu'elle avait loué d'elle à Montréal, un bref d'exécution pouvait être adressé immédiatement au shérif du district de St-Hyacinthe, où se trouve le bureau principal de la défenderesse, et où ses biens meubles sont présumés être.—C.R., 1898, Loranger, Davidson et Pagnuelo, J.J., The Montreal Board of Trade v. The United Counties Railway Co., 14 R.J., 381.

Jugé :—Qu'une opposition afin d'annuler, basée sur la nullité d'un jugement obtenu contre une femme non autorisée, ne sera pas renvoyée sur motion.—C.C., 1898, Champagne, J., Champagne v. Provost & Provost, 1 R.P., 237.

Held :—That an opposition made by a defendant alleging that he is the depositary of the objects seized, and as such a pledge of the said objects is futile, especially when the plaintiff's claim is for rent, and will be dismissed on motion.—S.C., 1898, Taschereau, J., Heubach v. Lionais, 1 R.P., 307.

Un défendeur ne peut faire une opposition afin d'annuler à une saisie-gagerie en alléguant que les biens saisis n'étaient sur les lieux loués qu'en passant, et qu'ils n'étaient pas sujets au privilège du locateur, en vertu du principe qu'on ne peut plaider le droit d'autrui ; et telle opposition doit être renvoyée sur motion.—C.S., 1898, Taschereau, J., De Henbach v. Lyonnais & Lyonnais, 4 R.L., n.s., 407.

Un défendeur dont les biens sont saisis ne peut en arrêter la vente par opposition sur le principe que le transport sur lequel le créancier saisissant a obtenu jugement est contesté par un autre de ses créanciers, dans une cause pendante où il a été mis en cause, et cette opposition peut être renvoyée sur inscription en droit.—C.S., 1898, Mathieu, J., Barnard v. McDonald, 4 R.L., n.s., 496.

Opposition.—Un avis donné par un défendeur au créancier qui a obtenu un jugement contre lui, que les biens meubles

ARTICLE 645.—Continued.

qui garnissent son domicile sont la propriété d'un tiers, ne suffit pas pour mettre à la connaissance du créancier, et ce d'une manière certaine, les faits qui sont énoncés à l'avis, et, nonobstant tel avis, le créancier peut passer outre et faire saisir ces meubles chez son débiteur, sans engager sa responsabilité envers ce dernier ni envers l'opposant pour ses frais d'opposition.—C.S., 1898, Tellier, J., Bellingham v. Robb, 13 R.J., 248.

Lorsqu'une opposition est renvoyée parce que l'opposant n'est ni présent ni représenté par ses procureurs, l'opposant est dans la même position qu'un demandeur qui n'est pas prêt à procéder et dont l'action est renvoyée sauf à se pourvoir.

L'opposant peut alors exercer son recours par une nouvelle opposition et ne peut le faire par une requête civile contre le jugement qui a renvoyé son opposition.—C.S., 1898, Andrews, J., Vézina v. Dastous, 14 R.J., 465.

L'avocat du demandeur ayant obtenu distraction de frais contre le défendeur fit émaner en son nom un bref d'exécution contre celui-ci. Le défendeur fit opposition à la saisie et le demandeur, par le ministère du même avocat, contesta l'opposition.

Jugé :—Que l'exécution étant poursuivie au nom de l'avocat distrayant le demandeur ne se trouvait pas partie à cette saisie et ne pouvait contester, même par le ministère de cet avocat, l'opposition du défendeur.—C.S., 1898, Mathieu, J., Cadieux v. Coursoi, 14 R.J., 436.

Where an opposition to seizure alleges, among other grounds, that the effects seized had already been taken in execution and were in the possession of a guardian, and that the bailiff should have named the same guardian, the opposition cannot be considered frivolous on its face, and motion to dismiss it as such will be dismissed.—S.C., 1898, Tait, A.C.J., Pelletier v. Campbell, 14 R.J., 519.

Jugé :—Que sur une opposition basée sur l'irrégularité des avis de vente et l'insaisissabilité de quelques-uns des effets saisis, le saisissant peut, par motion, demander que l'opposition soit déclarée bien fondée, et qu'il lui soit permis de faire vendre les autres effets en donnant des avis de vente réguliers.—C.S., 1899, Mathieu, J., Maclean v. De Marchi, 2 R.P., 441.

Reddition de Compte.—Le défendeur avait été condamné à rendre compte à la demanderesse, sa sœur, sous trente jours, de certains effets mobiliers qu'il avait reçus de la succession de leur frère, à les représenter pour qu'il en fût fait partage, et à défaut de le faire dans le délai fixé, à payer \$150 à la demanderesse. Le défendeur produisit au greffe un état de compte assermenté contenant une liste des effets en question, se déclarant prêt à procéder au partage des dits effets à tels heure, date, lieu et manière qu'il plairait à la Cour de fixer. Ce compte fut signifié aux procureurs de la demanderesse, mais celle-ci ne produisit aucuns débats de compte, et deux ans après fit saisir les biens du défendeur en exécution du jugement qui le condamnait à payer \$150 à la demanderesse. Sur opposition à cette saisie par le défendeur :—

ARTICLE 645.—Continued.

Jugé :—Que le défendeur s'était suffisamment conformé au jugement en produisant et faisant signifier son compte ; qu'il n'était tenu de représenter les effets que lorsque son compte aurait été débattu et qu'il lui aurait été ordonné de le faire ; et que, dans ces circonstances, la demanderesse ne pouvait faire exécuter la condamnation pécuniaire que contenait le dit jugement (confirmé en Révision).—C.S., 1899, Loranger, J., *Imbault v. Imbault*, 16 R.J., 217.

Opposition.—Un tiers n'a pas le droit d'attaquer une saisie pour cause d'irrégularités.—C.S., 1899, Langeller, J., *Germain v. Lamoureux*, 16 R.J., 404.

A defendant who has been left in possession of the effects seized, is without interest to complain of the non-appointment of a guardian to such effects, and an opposition by him based solely on that ground is upon its face frivolous and made to retard the sale.—S.C., 1899, Doherty, J., *Globensky v. Sanguinet*, 16 R.J., 503.

Jugé :—Le gardien volontaire à une saisie de meubles ne peut pas s'opposer à la saisie et à la vente de ces meubles dans une autre cause où il n'est pas nommé gardien.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Joly v. Younie & Wood*, 3 R.P., 190.

Des irrégularités, dans un procès-verbal de saisie immobilière, quant à la description des immeubles saisis, peuvent être valablement rectifiées dans un second procès-verbal dont copie est signifiée au défendeur, alors que ce dernier n'en éprouve aucun préjudice.

Les vices de forme ou de procédure dans un procès-verbal de saisie n'invalident pas le bref, et, partant, il n'y a pas lieu à l'émission d'un second bref d'exécution.—C.S., 1900, Loranger, J., *Banque Nationale v. Baxter*, 8 R. de J., 43.

Si l'opposition, à une exécution qui a été émise à la requête du procureur distrayant et de sa partie est mal fondée par rapport au procureur, celui-ci peut demander le renvoi quant à lui.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Laramée v. Hubert*, 3 R.P., 167.

Qu'une opposition basée sur les faits suivants, sera renvoyée sur motion :—1. Qu'un défendeur ne peut pas invoquer comme moyen de la nullité de la saisie, la description erronée, que le défendeur fait, de son domicile, s'il est décrit au bref de saisie et au procès-verbal come il l'a été dans le bref d'assignation, et s'il n'a pas invoqué cette irrégularité dans les délais voulus pour la production d'une exception à la forme.

2. Que l'inscription en révision d'un jugement produite après les délais voulus par la loi, pour inscrire en révision, ne peut pas retarder l'exécution de ce jugement.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Atkinson v. Ryan*, 3 R.P., 94.

Qu'une opposition à une vente d'immeubles, qui allègue simplement que ces immeubles sont erronément décrits, sans dire en quoi cette description est erronée, est frivole, et sera renvoyée sur motion.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Phillips v. St-Jean*, 3 R.P., 440.

Qu'une opposition à un bref de possession, qui allègue que depuis le jugement rendu contre le défendeur, ce dernier a

obtenu d'un des procureurs du demandeur la permission d'occuper encore un certain temps la chambre louée du demandeur, et qui est accompagnée d'un ordre de sursis donné par un juge de la Cour Supérieure, ne sera pas renvoyée sur motion.—C.S., 1900, Mathieu, J., Hart v. Dubreuil, 3 R.P., 291.

An opposition to a seizure, based on the fact that some of the effects seized could have been withdrawn and selected by the debtor, must show that he was not allowed to select and withdraw them ; otherwise it will be dismissed on motion.—S.C., 1901, Doherty, J., Beaubien Produce & Milling Co. v. Lecuyer, 5 R.P., 71.

Une opposition à une saisie d'objets mobiliers qui contient une allégation à l'effet que l'opposant, lors de la saisie et pour longtemps auparavant, était en possession de tels objets saisis, est suffisante pour faire maintenir cette opposition, vu que la possession actuelle de biens mobiliers corporels, à titre de propriétaire, fait présumer le juste titre, et que le créancier ne peut par saisie-exécution, saisir que les effets mobiliers qui sont en la possession du débiteur.

Lorsqu'une opposition contient l'allégation d'un droit de propriété de l'opposant aux objets mobiliers saisis, sans alléguer d'une manière suffisante en quoi consiste ce droit, la Cour accordera à l'opposant un délai raisonnable pour compléter cette allégation de manière à préciser comment et quand il est devenu propriétaire des objets saisis, et, dans ces circonstances, la motion pour renvoi de l'opposition, sera rejetée, les frais sur cette motion à suivre le sort du procès.—C.S., 1902, Mathieu, J., Pausé v. Jubinville, 8 R. de J., 367.

ARTICLE 646.

Jugé :—1. Qu'il suffit dans une opposition d'alléguer qu'on est propriétaire sans décrire son titre.

2. Que l'affidavit au soutien de l'opposition ne doit pas être nécessairement signé par l'opposant ou son agent.—C.C., 1898, Champagne, J., Dickson v. Jones, 1 R.P., 132.

Jugé :—Que si le curateur à un insolvable réclame par voie d'opposition à une saisie-exécution dirigée contre ce dernier, des biens appartenant au failli, mais non inclus dans son bilan, le créancier saisissant est sans droit pour contester cette opposition.—C.S., 1899, Mathieu, J., Turcotte v. Jacob, 2 R.P., 189.

Jugé :—Qu'une opposition faite par l'épouse séparée de biens du défendeur, qui se prétend propriétaire des objets saisis pour les avoir acquis de la façon suivante :—(a) Une partie avant son mariage; (b) une partie comme cadeaux, soit à l'occasion de ses noces, soit depuis, et (c) une partie du défendeur, en exécution d'une donation à elle faite par son contrat de mariage et suivie de possession paisible par l'opposante,—n'est pas futile à sa face, et ne sera pas renvoyée sur motion.—C.S., 1899, Mathieu, J., Demers v. Baird & Fauteux, 2 R.P., 121.

ARTICLE 647.

Qu'un affidavit accompagnant une opposition à la saisie et vente de certains biens meubles, et conçu en ces termes :—

"Tous et chacun des faits allégués dans l'opposition ci-dessus sont vrais au meilleur de ma connaissance.

"La présente opposition n'est pas faite pour retarder injustement "la cause" mais dans le but d'obtenir justice," est suffisant, et rencontre les exigences de l'article 642 C.P.—C.S., 1900, Choquette, J., Beauchêne v. Fortin, & Breakey, 2 R.P., 513.

Jugé :—1. La déposition qui doit accompagner l'opposition, suivant l'article 647 C.P., peut être assermentée par le procureur de l'opposant, s'il a une connaissance personnelle des faits allégués.

2. Une opposition ne sera pas renvoyée comme futile sur motion en vertu de l'article 651 C.P., pour la raison que le prix convenu pour l'acquisition de l'immeuble par l'auteur de l'opposant, n'est pas indiqué dans l'opposition et n'apparaît pas avoir été réellement payé.—C.S., 1901, Andrews, J., Savard v. Bertrand & Guay, 3 R.P., 498.

Jugé :—Qu'une opposition alléguant que l'opposante est propriétaire des animaux saisis pour les avoir elle-même achetés et payés de ses propres deniers, appuyé d'un affidavit suivant les termes de l'article 647 C.P., est suffisamment libellée et ne sera pas rejetée sur motion.—C.C., 1901, Choquette, J., Perron v. Marquis, 4 R.P., 174.

Cet article ne fait pas obstacle à ce que l'opposition soit amendée, mais il en résulte seulement que si l'amendement contient des faits qui ne sont pas allégués dans l'opposition, cet amendement doit être accompagné d'une déposition sous serment affirmant que les faits allégués en icelui sont vrais.—C.S., 1902, Mathieu, J., Larocque v. Cité de Montréal, 8 R. de J., 424.

Une opposition à une saisie peut être amendée, mais cet amendement doit être accompagné d'une déposition sous serment, affirmant que les faits allégués sont vrais.

Un affidavit n'est pas requis à l'appui d'un amendement qui allègue simplement une disposition d'une loi publique, dont les tribunaux sont tenus de prendre connaissance sans qu'elle soit plaidée (dans l'espèce, la charte de la Cité de Montréal):—C.S., 1902, Mathieu, J., Larocque v. La Cité de Montréal, 5 R.P., 34.

ARTICLE 650.

Que le demandeur qui veut faire une exception à la forme à une opposition faite à une saisie, n'est tenu de produire cette exception que dans les douze jours de la signification de l'avis requis par l'article 650.

Qu'une opposition à une saisie ne sera pas rejetée comme irrégulière parce que le commissaire qui aurait reçu l'affidavit aurait signé cet affidavit comme suit :—"L. P. Dupré, C.C.S.D., pour le district de Montréal."—C.R., 1900, Mathieu, Curran et Lemieux, JJ., Lachance v. Lachance, 3 R.P., 282.

Jugé :—Que ce n'est qu'après le rapport de l'original de l'opposition que l'opposant peut donner avis de contester, et une inscription pour jugement "ex parte," produite dans le délai voulu du rapport de la copie de l'opposition mais moins de douze jours depuis celui de l'original sera rejeté sur motion.—C.S., 1900, Mathieu, J., Lindman v. Paradis, 2 R.P., 477.

Qu'un avis qu'une opposition a été rapportée et doit être contestée dans les délais ordinaires, donné avant que l'opposition ait, de fait, été rapporté en Cour, est illégal et peut être rejeté sur motion.—C.S., 1900, Mathieu, J., Poirier v. Stadacona Water & Power Co., & Standard, 6 R.L., n.s., 194.

Il ne suffit pas à un opposant de produire une copie de son opposition, comportant un rapport de signification, pour lui permettre de donner au défendeur un avis en conformité de l'art. 150 C.P.C., qu'il aura à contester cette opposition dans le délai de douze jours de la signification de cet avis. Un tel avis ne peut être signifié au demandeur qu'après la production ou le rapport de l'original de l'opposition et du bref d'exécution.—C.S., 1900, Mathieu, J., Labelle v. Kyde, 7 R. de J., 324.

Ce n'est que subséquemment au rapport de l'original de l'opposition que l'on peut donner l'avis prévu par l'article 650 C.P.C.—C.S., 1900, Langelier, J., Gravel v. Tétrault, 3 R.P., 176.

Une opposition à la vente de meubles ne sera pas maintenue "ex-parte" sans qu'avis de contester ait été donné aux parties y compris le débiteur saisi.—C.S., 1902, Mathieu, J., Valiquette v. Guilbault, 5 R.P., 163.

ARTICLE 651.

Held :—1. That, when an opposition to a sale is dismissed upon technical grounds only, the opposant must obtain permission of the Court or Judge to file a second opposition on the same grounds ; in default of the opposant to do so, the opposition will not be dismissed on motion, if it is in the interest of justice that such permission should be granted, but the Court or judge will allow the filing of the opposition and condemn the opposant to pay the costs of the motion for dismissal.

2. That the opposant whose opposition is dismissed is not bound to pay plaintiff's costs before filing a second opposition.—S.C., 1898, Curran, J., Tufts v. Langelier & Fournier, 1 R.P., 559.

Held :—1. That the defendants in a seizure are entitled for their protection to have the number of some labels which are seized mentioned, and to have the same particularly described, so as to be able to identify them hereafter, and that an opposition "afin d'annuler" based on the insufficiency of the description of the said labels will not be rejected on motion.

2. That an opposition made on the ground that the things seized were already under seizure, and that the bailiff, instead of appointing a new guardian, should have taken the guardian in the first seizure, is not frivolous, and shall not be dismissed on motion.—S.C., 1898, Tait, A.C.J., Pelletier v. Campbell, 1 R.P., 369.

ARTICLE 651.—Continued.

Jugé:—1. Qu'il peut être ordonné à une opposante de comparaître pour être examinée et de produire tous les documents qu'elle peut avoir en rapport avec une donation de meubles mentionnée dans son opposition, si tels documents existent.

2. Qu'elle ne peut être forcée de produire tous reçus, comptes, titres et documents et autres billets tendant à établir son droit de propriété sur les effets saisis, lesquels effets elle dit avoir achetés de ses propres deniers comme femme séparée de biens.—C.S., 1898, Taschereau, J., Taché v. Devlin & Devlin, 1 R.P., 313.

Un saisissant ne peut obtenir un ordre pour examiner un opposant sur son opposition après l'expiration des quatre jours qui suivent la signification de l'avis du rapport de l'opposition.—C.S., 1898, Mathieu, J., Hébert v. Vallée, 4 R.L., n.s., 164.

Jugé:—Qu'il y a lieu à maintenir une opposition non-contestée, mais avec dépens contre le demandeur, dans les circonstances suivantes:—

Lors de la saisie l'opposant s'était déclaré à l'huissier propriétaire d'un certain pupitre qui lui aurait été donné en cadeau par ses parents et amis, et aurait là et alors montré à l'huissier une adresse signée, accompagnant cette présentation. L'huissier n'en avait pas moins persisté dans sa saisie, ce qui avait forcé le demandeur à produire une opposition afin de distraire.—C.S., 1898, Mathieu, J., Kyle v. Gagnon & Beau-lieu, 1 R.P., 336.

Held:—That if a party contributes to the stock of a firm by putting into it some tools, which are valued, he cannot afterwards make opposition to the sale of those tools in virtue of a judgment, having no individual ownership in them.—S.C., 1898, Andrews, J., Martel v. Lemieux, 1 R.P., 338.

Jugé:—1. Qu'une opposition sur une vente d'immeubles basée sur les deux allégués suivants:—

(a) Que le demandeur et ses avocats ont reçu certaines sommes d'argent des locataires de la propriété saisie et que les défendeurs n'ont pas été crédités pour ces montants.

(b) Que les avis requis par la loi pour les ventes d'immeubles n'ont pas été donnés, ne paraît pas à sa face même futile et faite dans le but de retarder injustement la vente et ne sera pas renvoyée sur motion, mais devra être contestée au mérite.

2. Que si un ordre de sursis est donné par un juge à une vente d'immeubles, un autre juge ne doit pas révoquer cet ordre, à moins de circonstances bien spéciales.—C.S., 1898, Mathieu, J., Brennan v. Campbell & Kelly, 1 R.P., 303.

Jugé:—Qu'une motion pour examiner l'opposant doit être faite dans les quatre jours qui suivent la signification de l'avis du rapport de l'opposition, et ne peut être reçue passé ce délai, même si elle a été précédée d'une motion pour renvoi de l'opposition, accordée pour frais, et faite dans les quatre jours qui suivent le jugement sur cette motion.—C.S., 1898, Loranger, J., Tufts v. Langelier, & Fournier, 2 R.P., 13.

La Cour Supérieure n'a pas juridiction, dans la longue vacance, pour rejeter une opposition sur motion.—C.S., 1898, Davidson, J., Barnard v. McDonald, 4 R.L., n.s., 449.

ARTICLE 651.—Continued.

Qu'une opposition à une saisie-exécution qui ne porte pas de timbre, qui n'a pas été enregistrée au greffe du district où elle a été émanée et qui n'a pas été signifiée à l'huissier porteur du bref d'exécution, est illégale et nulle et peut être renvoyée sur motion.—C.S., 1898, Loranger, J., Wilson v. Arel & de Keroyn, 5 R.L., n.s., 26.

That a motion merely asking for the examination of opposant, without asking for the dismissal of the opposition after such examination, will not be granted.—S.C., 1900, Tait, A.C.J., Hogue v. McConnell, 3 R.P., 387.

Jugé :—Qu'une opposition assermentée devant une personne qui se souscrit : "Commissaire pour le district de Montréal," sans définir la nature de sa commission, sera regardée comme faite dans le but de retarder inutilement les procédures, et renvoyée sur motion, sauf recours.—C.C., 1898, Champagne, J., Trudel v. Blanchard & Clément, 1 R.P., 261.

Jugé :—Qu'une opposition basée sur un don fait à l'opposante par son mari, en paiement d'une somme à elle donnée par son contrat de mariage, est frivole, et sera renvoyée sur motion.—C.S., 1899, Mathieu, J., Geoffrion v. Latour, 1 R.P., 561.

Held :—That the Court will dismiss on motion an opposition "afin d'annuler" made by joint defendants on the following grounds :—

1. That a "requête civile" is pending to annul the judgment, no order to suspend proceedings having been given by the judge.

2. That the seizure is made upon defendants jointly without stating which owned the effects seized, the seizure being made in the joint domicile of defendants.

3. That the notices of sale are irregular, no detail of such irregularity being given.—S.C., 1899, Archibald, J., Nash v. Honan & Honan, 2 R.P., 452.

Jugé :—1. Que le tribunal auquel on demande, en vertu de l'article 651 du nouveau Code de Procédure, le rejet d'une opposition à la vente d'un immeuble, doit la rejeter s'il est convaincu qu'elle a pour objet, non de protéger l'opposant contre une injustice, mais de retarder sans raison la vente.

2. Si le même opposant a déjà fait plusieurs oppositions qui ont été rejetées, cela constitue une forte présomption que la nouvelle opposition n'a pour but que de retarder injustement la vente.

3. Le fait qu'un immeuble annoncé pour être vendu par le shérif est compris dans une substitution dont le curateur n'a pas été mis en cause, n'est pas une raison légale d'opposition à la vente.

4. Lorsque le shérif ayant déjà saisi un immeuble, reçoit du trésorier de la Cité de Montréal un état préparé d'après les articles 396 à 399 de la nouvelle charte, constatant que cet immeuble doit des taxes à la Cité, il doit l'annoncer en vente ; il n'a pas le droit de se contenter de noter l'état comme une opposition à fin de conserver.

5. L'état préparé par le trésorier de la Cité de Montréal en vertu des articles 396 à 399 de la nouvelle charte équivaut à

ARTICLE 651.—Continued.

un jugement pour le montant des taxes qui y sont portées, et l'on ne peut invoquer comme moyen d'opposition à la vente de l'immeuble indiqué dans cet état le fait que le rôle d'évaluation sur lequel ont figuré les taxes est contesté.—C.S., 1899, Langelier, J., *La Cité de Montréal v. Mandeville & Mandeville*, 2 R.P., 377.

Held :—That an opposition "à fin d'annuler" based upon the non appointment of a guardian, will be dismissed on motion, where it appears that the defendant himself was appointed guardian of the effects seized.—S.C., 1899, Doherty, J., *Globensky v. Sanguinet & Sanguinet*, 2 P.R., 493.

1. Le fait de ne pas produire avec une opposition les pièces y invoquées, n'est pas une raison de la faire renvoyer sur simple motion, d'après l'article 651 C.P., et la règle de pratique 62 n'est pas impérative.

2. Le shérif est tenu de recevoir une opposition accompagnée d'une déposition, tel que mentionné aux articles 647 et 727 C.P., et la signification de telle opposition opère sursis de la vente, suivant l'article 729 C.P.—C.S., 1900, Choquette, J., *Morinville v. Baril*, 18 R.J., 397.

Jugé :—Qu'un demandeur ne peut, par une motion faite sous les dispositions de l'article 651 C.P., demander le renvoi d'une opposition, parce qu'elle aurait été faite après la production d'une première opposition qui a été renvoyée, et alors que toutes les annonces sur la saisie avaient été faites, et sans l'autorisation d'un juge, et parce qu'elle n'invoque pas des moyens subséquents aux procédures qui ont fait suspendre la vente en premier lieu ; ces moyens ne pouvant faire l'objet que d'une exception à la forme à l'opposition ; l'article 651 ne s'appliquant, que lorsqu'il appert par l'opposition même, ou par les procédures au dossier, qu'elle est faite dans le but de retarder injustement la vente.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Le Comptoir d'Escompte v. Gaudet & Duclos*, 3 R.P., 97.

Jugé :—Qu'une opposition à une vente d'immeubles, qui allègue simplement que ces immeubles sont erronément décrits, sans dire en quoi cette description est erronée, est frivole, et sera renvoyée sur motion.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Phillips v. St. Jean & St. Jean*, 1 R.P., 440.

Held :—That an opposition to the sale of moveables which does not disclose opposant's title, but simply alleges that the opposant is the owner of said moveables and was so long before the seizure, will be dismissed on motion as having been made with intent unjustly to retard the sale.—S.C., 1900, Davidson, J., *Desroches v. Drapeau & Desroches*, 6 R. de J., 546.

Jugé :—Une opposition afin d'annuler est bien fondée en droit si, entre autres moyens, elle invoque une saisie-exécution préalable et tenante des mêmes biens, même s'il n'y est pas allégué que le shérif procède effectivement sur cette saisie antérieure.—C.S., 1900, Routhier, J., *Samson v. Beauregard*, 3 R.P., 256.

Une opposition dont la production a été permise par un des juges de la Cour Supérieure ne doit pas être considérée

ARTICLE 651.—Continued.

comme faite dans le but de retarder injustement la vente.—C.S., 1900, Mathieu, J., Irwin v. Morris, 7 R. de J., 37.

Jugé :—1. Si une opposition est renvoyée sur motion, le procureur du demandeur qui n'a pas produit de comparution par écrit sur l'opposition, n'a pas droit à un honoraire de comparution.

2. L'honoraire sur une opposition renvoyée sur motion est celui d'une action renvoyée sur exception préliminaire.

3. La classe d'action d'une opposition se règle par la valeur des effets réclamés par l'opposition, et, en l'absence d'autre preuve, le montant porté dans l'opposition comme représentant la valeur des effets revendiqués par l'opposition doit être regardé comme exact.—C.S., 1901, Mathieu, J., Curié, etc., de Laprairie v. Proulx, 4 R.P., 33.

Une opposition ne sera pas renvoyée comme futile sur motion en vertu de l'article 651 C.P., pour la raison que le prix convenu pour l'acquisition de l'immeuble par l'auteur de l'opposant, n'est pas indiqué dans l'opposition et n'apparaît pas avoir été réellement payé.—C.S., 1901, Andrews, J., Savard v. Bertrand & Guay, 3 R.P., 498.

On action to reject opposition the title of the opposant to the effects claimed, and on motion by the opposant to amend by setting up such title, that a delay will be granted to the opposant to amend her opposition by setting up her title and the date thereof, upon her paying costs of both motions "au préalable," and that in default by her of so doing within such delay, the opposition will stand dismissed.—S.C., 1901, Davidson, J., Sénécal v. Chappell, 5 R.P., 72.

Jugé :—La Cour peut, sur motion pour examen de l'opposant à saisie et renvoi de l'opposition après l'examen, ordonner l'examen de l'opposant, sauf à adjuger ultérieurement quant au renvoi de l'opposition. Il n'est pas nécessaire pour le demandeur d'alléguer dans sa motion que l'opposition est futile à sa face même.—C.S., 1902, Robidoux, J., Dupuis v. Beaudry, 4 R.P., 416.

A motion for the dismissal of an opposition cannot be made before the original thereof is returned.—S.C., 1902, Tait, A.C.J., Kavanagh v. Quinn, 5 R.P., 166.

Une opposition à une vente d'effets mobiliers, faite par un tiers qui a prêté de l'argent au débiteur, et s'est fait transporter les effets saisis en garantie du prêt, mais les a laissés en la possession du débiteur, sera renvoyée sur motion comme futile.—C.S., 1902, Mathieu, J., Pharand v. Emond, 5 R.P., 29.

Un tiers, locateur des objets saisis, et qui s'est réservé le droit de les reprendre si le saisi ne payait pas régulièrement les versements, peut exercer ce droit par voie d'opposition à la saisie.—C.S., 1902, Mathieu, J., Farand v. Emond, 5 R.P., 58.

V. art. 645, Champagne v. Provost, 1 R.P., 237.

V. Art. 645, Beaulieu v. Stuart, 1 R.P., 412.

V. Art. 645, Henbach v. Lyonnais, 4 R.L., n.s., 407.

V. Art. 598, Lachance v. Lachance, 3 R. P. 221.

ARTICLE 652.

Jugé :—Le délai de douze jours donné par l'Art. 652 C.P. pour contester une opposition, court à compter de la signification de l'avis de production de l'opposition, et non pas à compter de la production de cet avis.—C.S., 1898, Casault, J. en C., Martel v. Lemieux & Lemieux, 1 R.P., 174.

Jugé :—Qu'une opposition à une exécution pour les frais de l'avocat distrayant, ne peut être contestée que par le demandeur sur distraction de frais, et qu'une contestation par le demandeur principal, qui est étranger à la saisie, sera renvoyée sur motion.—C.S., 1898, Mathieu, J., Cadjeux v. Coursol, 1 R.P., 403.

Held :—1. That a defendant, who opposes a seizure on the ground that it was illegally made, cannot, by his opposition, claim damages against the seizing party on account of such irregularities, and that part of his opposition will be dismissed on motion.

2. That the motion for the dismissal of an opposition, wholly or in part, even when it is in the nature of an exception to the form, is not subject to the delays fixed for exception to the form, but is governed by special articles of the Code applying hereto.—S.C., 1899, Doherty, J., Baynes v. Honan, 2 P.R., 186.

Le demandeur fit saisir certains effets appartenant à l'opposant. Avant la saisie, l'opposant, qui était le fils du défendeur, et demeurait chez ce dernier, se rendit chez le demandeur et lui fit défense, en présence d'un témoin qu'il avait spécialement amené, de saisir chez le défendeur, l'avertissant que ces effets lui appartenaient, à lui l'opposant, et qu'il tiendrait le demandeur responsable des frais qu'il lui occasionnerait.

Dans son opposition, l'opposant alléguait spécialement que le demandeur savait que les effets saisis n'appartenaient pas au défendeur. Le demandeur ne contestait l'opposition que quant aux frais, alléguant qu'il avait saisi de bonne foi, et prouva que le défendeur s'était déclaré propriétaire d'un des effets saisis.

Jugé :—Que, dans ces circonstances, le demandeur devait être condamné aux dépens de cette opposition.—C.C., 1899, Guilmet, J., Duchesneau v. Grandmont & Grandmont, 2 R.P., 419.

ARTICLE 653.

Jugé :—Un contrat fait en fraude des droits d'un créancier peut être attaqué par lui au moyen d'une contestation d'opposition comme par une action directe, et les dispositions de l'article 1040 C.C., qui veulent que la poursuite soit intentée dans l'année de la connaissance qu'en acquiert le créancier, s'appliquent à la contestation d'opposition comme à l'action directe.—C.S., 1897, Routhier, J., Goulet v. Marquette, 1 R.P., 478.

Held (confirming Langellier, J.) :—That two parties have no right to join in an opposition and claim different effects ;

and such joint opposition will be dismissed on an exception to the form.—C.R., 1902, Taschereau, Davidson and Trenholme, J.J., *Hill v. Howley*, 4 R.P., 353.

ARTICLE 654.

Jugé :—1. Qu'après le renvoi d'une première opposition à une vente d'immeubles, la partie dont l'opposition a été renvoyée n'en peut présenter une autre que pour des causes survenues depuis la production de la première, et sur un ordre de sursis d'un juge.

2. Que la réserve dans un jugement renvoyant une première opposition, du droit d'en produire une autre, ou de faire d'autres procédures, ne constitue pas pour l'opposant qui produit une nouvelle opposition à la vente, une dispense des conditions exigées par l'article 654 C.P.—C.S., 1899, Langelier, J., in re Thompson, 2 R.P., 355.

Held :—That where an opposition "à fin de charge" was dismissed by a judgment which reserves to the opposant the right to take the proper proceedings in order to protect his interests, no order to stay the proceedings will be granted to the opposant, who makes a different opposition based upon reasons existing before the former opposition was made.—S.C., 1899, Archibald, J., in re Thompson & Caldwell, 2 P.R., 428.

Held :—That a new opposition, not by the same opposant, but by a third party, need not be accompanied by the order of the judge.—C.C., 1900, Lynch, J., *Davidson v. Noble & Noble*, 2 P.R., 404.

ARTICLE 657.

Held :—That the Court has no power to discharge a judicial guardian before the date of the sale, except under the conditions imposed by the seizing creditor.—S.C., 1898, Doherty, J., *Archambault v. Tessier*, 1 P.R., 546.

A rule "nisi," against a guardian to effects seized under execution, which (besides giving him the option of paying the amount due the seizing creditor), gives him the option of producing the effects, or of paying the value thereof, without the value being mentioned or ascertained, is illegal, and will be set aside.—S.C., 1900, Curran, J., *Simard v. Crevier*, 19 R. J., 133.

ARTICLE 658.

Lorsque le demandeur saisissant en vertu d'un bref d'exécution "de bonis," après avoir donné au gardien un avis du jour de la vente, ordonne à l'huissier chargé du bref de ne pas procéder à la vente des meubles saisis, il ne peut subéquentement procéder contre ce gardien, la saisie de ces meubles étant devenue caduque.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Ryan v. Ross*, 4 R.L., n.s., 394.

Jugé :—Lorsque par les termes de la motion et de la règle "nisi," il est accordé au gardien l'option soit de produire les

effets saisis soit d'en payer la valeur, le défaut de mentionner cette valeur dans la règle est un défaut fatal et qui rend la règle nulle et irrégulière.—C.S., 1900, Curran, J., Simard v. Crevier, 6 R. de J., 540.

ARTICLE 659.

Gardien :—Le 27 février 1892, le demandeur fit saisir les biens du nommé Lanctôt, par le ministère de l'intervenant, huissier, lequel accepta comme gardien le fils mineur du saisi. Une opposition fut faite à cette saisie et cette opposition ne fut finalement renvoyée que le 30 mars 1894. Le demandeur attendit jusqu'au 11 juin 1894, date à laquelle il fit émaner un bref de "venditioni exponas," mais le saisi et le gardien avaient quitté le pays et les meubles saisis étaient disparus. Sur une action en responsabilité dirigée contre la défenderesse, caution de l'intervenant :—

Jugé (confirmant Taschereau, J., "dissentiente," le jugement de DeLorimier, J.) :—1. Qu'en supposant même que la saisie serait devenue caduque par le laps de deux mois depuis le renvoi de l'opposition et l'émanation du bref de "venditioni exponas," le gardien ne se trouvait pas déchargé de la garde des effets en l'absence d'une demande de sa part à cet effet.

2. Que les articles 20 et 22 du titre 19 de l'ordonnance de 1667, décrétant la décharge du gardien de plein droit par le laps de deux mois depuis le renvoi des oppositions, ont été abrogés par le Code de Procédure Civile.—C.R., 1898, Taschereau, Mathieu et Loranger, JJ., Archambault v. La Corp. des Huissiers, 14 R.J., 213.

Jugé :—Que le gardien volontaire demeure responsable des effets saisis durant l'année qui suit sa nomination, et ce, même si un arrangement intervient, accordant au défendeur une extension de délai pour payer.—C.C., 1896, Purcell, J., Jacob v. Crystal, 1 R.P., 162.

ARTICLE 662.

When a judicial adjudication of moveables is not followed by immediate payment of the price, the bailiff may immediately resell the moveables. But this does not release the bidder from liability. The moment a person bids at the judicial sale, he incurs liability for the amount of his bid, and is bound to make the same good, if the subsequent sale does not realize an equal amount.

In this case Lovell having subsequently to the sale, paid the amount of the adjudication to him of the books seized both by him and the plaintiff, was discharged of his obligation as garnishee.

He was not subject to coercive imprisonment for contempt in not delivering the said books to be sold again at the suit of the plaintiff who had also seized them.—C.R., 1899, Routhier, Andrews and Larue, JJ., Duchesne v. Collins, 16 R.J., 277.

Jugé (Routhier, J., "diss.") :—A une vente de meubles

par autorité de justice, l'adjudication en rend l'acheteur propriétaire, même s'il ne paie pas sur-le-champ le prix de celle-ci.

Une règle pour contrainte par corps pour refus par l'adjudicataire de produire les effets saisis et qu'il refuse de remettre sera mise à néant. Notre Code de Procédure ne reconnaît plus de nullités que celles prononcées formellement par la loi.

On ne peut pas réclamer la nullité de vente à laquelle on a acquiescé par la production d'une opposition afin de conserver, laquelle est restée au dossier.—C.R., 1899, Routhier, Andrews et Larue, J.J., Duchêne v. Collins, 17 R.J., 136.

L'adjudicataire à une vente judiciaire de meubles, n'acquiert la propriété de ces meubles que par le paiement du prix de vente, et, partant, ne peut, en l'absence de ce paiement, se baser sur l'adjudication pour s'opposer à la vente des meubles qui lui avaient été adjugés.—C.S., 1899, Gill, J. Lamairo v. Filiatrault, 16 R.J., 334.

ARTICLE 670.

Jugé :—Qu'il y ait ou non opposition à fin de conserver, l'huissier qui a fait une vente judiciaire a le droit de garder ses frais sur les deniers qu'il rapporte, pourvu que ces frais aient été taxés.—C.S., 1901, Mathieu, J. Turgeon v. Shannon, 4 R.P., 274.

ARTICLE 673.

Lorsqu'il y a plusieurs saisies-arrêts contre le même débiteur et entre les mains du même tiers-saisi, il faut appeler les créanciers par les journaux dans la première cause, ce qui peut se faire par une intervention, mais avant jugement.—C.S., 1898, Routhier, J., Pampalon v. Lortie et Le Procureur Général, 4 R.L., n.s., 489.

L'article 673 exigeant que l'appel des créanciers dans le cas de déconfiture, soit donné sur l'ordre du juge, une requête présentée sans cet ordre sera rejetée.—C.C., 1898, Taschereau, J., Forest v. Steplaton, 1 R.P., 344.

Qu'il n'est pas nécessaire de faire signifier les oppositions afin de conserver.—C.S., 1899, Mathieu, J., Mailloux v. Fairfield, 6 R.L., n.s., 189.

Que la règle de l'article 673 C.P. s'applique, dans le cas de déconfiture alléguée du débiteur, à toutes les distributions de deniers qui ne représentent pas des immeubles et dont il n'est pas rendu compte en justice.—C.S., 1900, Tellier, J., The Royal Electric Co. v. Palliser & Fulton, 3 R.P., 340.

Jugé :—Une saisie-arrêt qui a été signifiée crée un lien de droit entre le saisissant et le tiers-saisi, suffisant pour justifier le tiers-saisi de ne pas payer le demandeur originaire, dont la saisie est postérieure au consentement de payer aux premiers tiers-saisis, si le montant saisi est insuffisant ; mais ce lien ne devient définitif entre le tiers-saisi et le saisissant qu'après un jugement contre le tiers-saisi ou par son

consentement à payer le saisissant, comme dans le transport de créance.—C.S., 1900, Routhier, J., Lacroix v. McGreevy et Les Commissaires du Havre, 3 R.P., 21.

Jugé :—Qu'un demandeur ne peut inscrire "ex-parte pour jugement sur la déclaration d'une tiers-saisi lorsque cette déclaration ne contient pas une admission pure et simple qu'une certaine somme est due au défendeur.—C.S., 1900, Charland, J., White v. Sabiston & Sabiston, 3 R.P., 124.

Lorsqu'un bref de saisie est adressé au shérif du district de Montréal et que ce dernier fait rapport qu'il n'y a aucun biens immeubles à saisir il est permis au protonotaire d'adresser en marge le même bref au shérif d'un autre district. En effet, un bref d'exécution reste en vigueur tant qu'il n'a pas été satisfait par le paiement, et cette procédure est favorable au défendeur en ce qu'elle ne lui cause aucun préjudice mais, au contraire, lui épargne le coût d'un second bref. Une section de la ligne d'un chemin de fer peut être saisie et vendue judiciairement.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., Dillon v. Atlantic and Lake Superior Ry. Co., 7 R. de J., 512.

Un paiement fait avant l'action, sur un transport annulé pour fraude, sera déclaré illégal, et celui qui a reçu ce paiement devra être condamné à en déposer le montant en Cour pour être distribué aux créanciers de l'insolvable.—C.S., 1901, Taschereau, J., Ethier v. Pilon, 7 R. de J., 97.

Il n'est pas nécessaire que l'allégation de la déconfiture du débiteur, dans une opposition afin de conserver ou dans une opposition en sous-ordre, soit appuyée d'une déposition sous serment pour autoriser l'appel des créanciers ; cette déposition n'est requise que pour prouver que la somme réclamée par l'opposant est justement due.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., Décarv v. Pominville, 19 R.J., 563.

ARTICLE 674.

Qu'il n'est pas nécessaire de faire signifier les oppositions afin de conserver.—C.S., 1899, Mathieu, J., Mailloux v. Fairfield & La Ville de St-Jean, 6 R.L., n.s., 189.

La contestation d'un jugement de distribution par un créancier qui n'a pas produit de réclamation, sera rejetée, si elle n'est pas accompagnée de l'affidavit requis par l'art. 674 C.P.C.—C.S., 1902, Mathieu, J., Labelle v. Les Héritiers de feu Louis Ouimet, 5 R.P., 150.

ARTICLE 676.

1. La taxe de 1 p. c. pour le fonds des bûisses et des jurés est imposée sur le montant prélevé par une vente judiciaire et non sur les collocations elles-mêmes. Elle doit être colloquée au second rang des frais de justice.

2. Elle ne peut être prise sur les collocations qui apparaissent sur le rapport de distribution, et le shérif qui a omis de lui donner son rang n'a pas droit de la déduire des collocations des créanciers, lesquels doivent être payés du montant de leur collocations respectives.—C.S., 1898, Casault, J. en C., Bresse & Arcand, 14 R.J., 136.

ARTICLE 677.

A deed, "ball à ouvrage," made by the wife, separated as to property, authorized by her husband, whereby she leases his services for a salary to be paid to her, is null and void as a protection to the husband, against seizing creditors.

A wife appearing in such a deed can only be regarded as the "procureur" of her husband, and the proportion of his wages, seizable by law, may be attached, by any of his creditors, as if the deed were directly in his own name.—S.C., 1898, Curran, J., *Evans v. Duguay & Duguay*, 4 R. de J., 470.

L'épouse d'un défendeur soumise à des questions, comme tiers-saisie à la suite de sa déclaration, ne peut être forcée de déclarer à quelle banque elle a déposé des argents que son mari lui avait remis, vu qu'une femme mariée ne peut être forcée de rendre témoignage contre son mari.—C.S., 1898, Taschereau, J., *Holland v. Houghton & Bayley*, 4 R.L., n.s., 405.

Une femme séparée de biens d'avec son mari et faisant commerce, ne peut être forcée de payer un salaire à son mari, qui gère ses affaires, et, par conséquent, celui qui a obtenu un jugement contre son mari ne peut saisir-arrêter entre les mains de la femme la valeur du travail du mari.—C.C., 1898, Routhier, J., *Dussault v. Gingras & Couture*, 4 R. de J., 503.

Que rien n'empêche de saisir entre les mains des employés d'une compagnie défenderesse, ce que ces derniers peuvent personnellement lui devoir.—C.B.R., 1899, *La Cie de Chemin de Fer des Comtés-Unis & Letendre*, 3 R.P., 295.

Les demandeurs, créanciers par jugement du défendeur, avaient assigné par voie de saisie-arrêt après jugement, une compagnie étrangère à venir déclarer à Montréal ce qu'elle pouvait devoir au défendeur. Le bref fut signifié à la compagnie à Toronto où elle avait son principal établissement.

Jugé :—Que les demandeurs ne pouvaient assigner cette compagnie à venir déclarer ce qu'elle devait au défendeur, et effectuer ainsi une saisie en dehors de la province de Québec où la juridiction de nos tribunaux ne s'étend pas, et que l'assignation était nulle.—C.S., 1899, *Pagnuelo, J., Masterman v. Masure*, 18 R.J., 433.

Pâturage.—A farmer who takes horses and cattle to pasture becomes the depositary of such animals and it is not necessary that a special contract should intervene between the parties in order to make such farmer a depositary.

Such farmer acquires thereby the actual possession of the animals so pastured by him; and in the event of a seizure by garnishment, as against the owner, he is bound, under arts. 677, 678 and 786 C.C.P., to declare that he has such animals in his possession.—C.C., 1899, *Lynch, J., Laplante v. Simoneau*, 6 R. de J., 167.

ARTICLE 678.

Jugé :—Qu'un tiers-saisi qui a payé au défendeur, son employé, le salaire à lui dû jusqu'au jour de la signification du jugement déclarant la saisie-arrêt tenante, ne sera pas tenu, sur motion du saisissant, de payer de nouveau à ce der-

nier la partie saisissable du salaire dû entre le jour de la signification du jugement, si le bref de saisie-arrest ne mentionnait pas la nature des fonctions du saisi et l'endroit où il les exerce.—C.S., 1898, Mathieu, J., Gauthier v. Fortin & La Cie d'Imprimerie Perrault, 1 R.P., 550.

Held :—1. That the non-indebtedness of the garnishee is a good ground for the defendant to urge for the quashing of a writ of "saisie-arrest" after judgment, and that the defendant can raise it before the plaintiff has decided whether he will contest the garnishee's declaration.

2. That the quashing of a writ of attachment after judgment must be demanded by motion, and if the defendant urges it by way of contestation, the only costs taxed in his favor will be costs upon an appearance and a motion only.—S.C., 1899, Davidson, J., Pallascio v. Champeau & The Can. Pac. Ry. Co., 2 P.R., 218.

After service of seizure in the hands of a tiers-saisi, the latter has no right to enter into a subsequent engagement with the defendant which would have the effect of prejudicing the rights of the plaintiff as regards the amount which may have been seized as due under an existing engagement.

The fact that the subsequent engagement is so made by the tiers-saisi in order to prevent defendant from leaving his service, which could have caused him considerable damage, is not to be considered in law.—C.C., 1899, Lynch, J., Leclerc v. Cadieux, 5 R. de J., 193.

A creditor cannot seize his debtor's salary, wages or commissions without stating in the writ of attachment the nature and place of the debtor's occupation, and consequently he cannot contest the garnishee's declaration, alleging that commissions have become due to his debtor if the writ of attachment does not meet the requirements of law regarding seizures of salaries and wages.—S.C., 1901, Doherty, J., de Sieyes v. Painchaud, 3 R.P., 552.

ARTICLE 679.

Que le tiers-saisi condamné par défaut sans que le bref d'assignation ait été signifié personnellement ou à son domicile, a le droit de se pourvoir contre ce jugement par voie d'appel.—C.B.R., 1901, Perrin & Tate, 5 R.P., 116.

Un bref de saisie-arrest sera annulé s'il n'a pas été signifié au défendeur à son domicile élu, à défaut de domicile réel dans le district où le jugement sur l'action principale a été obtenu.—C.C., 1900, Routhier, J., Duchêne v. McAvoy, 3 R.P., 235.

ARTICLE 681.

Un défendeur ne peut invoquer par opposition à une saisie après jugement, des irrégularités—dans l'espèce, une désignation erronée, dans le procès-verbal de saisie, de sa résidence—qu'il aurait pu opposer par exception à la forme avant jugement.—C.S., 1900, Mathieu, J., Atkinson v. Ryan, 18 R.J., 427.

ARTICLE 682.

Le tiers-saisi, lorsqu'une saisie-arrêt lui est signifiée n'a qu'à faire sa déclaration, et il n'est pas fondé à contester lui-même le mérite de la saisie-arrêt.—C.S., 1898, Choquette, J., Cross v. Prévost, 15 R.J., 189.

ARTICLE 683.

Sur poursuite en recouvrement de deniers saisis-arrêtés, dirigée par le défendeur dans l'instance en saisie-arrêt contre le tiers-saisi, celui-ci peut, au lieu de plaider régulièrement, produire une déclaration " qu'il s'en rapporte à justice " en relatant, avec pièces à l'appui, les procédures antérieures qui l'empêchent de payer ce qu'il doit au demandeur, savoir : les saisies-arrêts pendantes, les jugements l'ayant condamné déjà de payer un cinquième à un créancier, et le fait qu'un autre créancier a fait motion pour faire déclarer saisissable tout le traitement du demandeur.—C.S., 1902, Routhier, J., Noël v. La Corp. des Pilotes de Québec, 5 R.P., 90.

ARTICLE 685.

Un agent chargé de la collection des revenus d'une succession et qui, répondant à une saisie-arrêt, déclare que les revenus de la succession ont été transportés à un tiers et que, par suite, il ne doit rien au défendeur, membre de cette succession, n'exclut pas du droit d'autrui, mais ne fait que démontrer qu'il n'a rien en mains appartenant au défendeur.—C.S., 1898, Mathieu, J., Chisholm v. Ross, 4 R.L., n.s., 322.

Held :—Where the "tiers-saisi" declare by their declaration that a contract exists between them and the defendant on which commissions are payable by them to the latter, and that if defendant's connection with their firm continues, they will owe him on a certain date the sum of two hundred dollars, the "saisie-arrêt en main-tierce" will be declared "tenante" on the "tiers-saisi" until that date.—S.C., 1898, Mathieu, J., Smyth v. Griffin & Harvey, 1 P.R., 464.

Held :—That if a railway company declares, as garnishee, that it does not know whether the debtor is then in its employ, and that he was working at a great distance from the company's head office, the seizure will, on motion, be declared "tenante."—S.C., 1899, White, J., Donegan v. Cassidy & Atlant' & Lake Superior Railway Company, 2 P.R., 451.

Qu'un tiers-saisi qui déclare que le défendeur travaille pour lui à raison d'un salaire de \$16.50 par semaine, mais qu'il s'est engagé à payer un billet de \$182.50 à raison de \$10 par semaine qu'il retient sur son salaire, n'en sera pas moins condamné à payer au demandeur saisissant le cinquième du salaire du défendeur.—C.S., 1895, Langellier, J., Lafontaine v. Poirier & Packard, 5 R.L., n.s., 506.

Sur déclaration des tiers-saisi que le défendeur est à leur emploi comme charretier : que ses gages sont déterminés par le gain journalier qu'il fait avec les voitures et chevaux des tiers-saisi, auxquels le défendeur paye et rend compte du

produit entier des recettes journalières, moins la moitié retenue par le défendeur; qu'ils lui ont payé \$11.54, moitié des recettes faites depuis signification de la saisie, alors que le défendeur leur devait et doit encore \$43.00 :—

Jugé :—Que la moitié de telles recettes représente un salaire journalier et la partie saisissable de tel salaire peut être arrêtée et la saisie-arrêt en sera déclarée tenante.—C.S., 1899, Champagne, J., Payfer v. Beauchamp & Monnette, 3 R.P., 347.

Qu'un demandeur ne peut inscrire "ex-parte" pour jugement sur la déclaration d'un tiers-saisi lorsque cette déclaration ne contient pas une admission pure et simple qu'une certaine somme est due au défendeur.—C.S., 1900, Charland, J., White v. Sabiston, 3 R.P., 124.

ARTICLE 686.

Les réponses du tiers-saisi aux questions que lui pose le saisissant forment partie de sa déclaration.—C.S., 1897, Mathieu, J., Gervais v. Monette, 4 R.L., n.s., 82.

Jugé :—1. Que l'avocat du tiers-saisi ne peut, sans la permission du tribunal, poser aucune question au tiers-saisi.

2. Que si le défendeur, sur une saisie-arrêt, pouvait être admis à poser des questions au tiers-saisi, ce ne pourrait être dans tous les cas, que pour établir quelque obligation de la part du tiers-saisi envers le saisissant.—C.S., 1898, Mathieu, J., Cowan v. Rieutord & Lamarche, 1 R.P., 219.

(Confirmant Taschereau, J., "dissentiente," le jugement de Charland, J.) :—1. Les réponses données, en contre-interrogatoire, par un tiers-saisi qui déclare ne rien devoir au défendeur, ne font pas partie de sa déclaration et ne justifient pas le demandeur à inscrire pour jugement sur cette déclaration. Laframboise v. Rolland, M.L.R., 2 S.C., 75; Grant v. Federal Bank, 29 L.C.J., 333, suivis; C.R., 1899, Tait, Taschereau et Loranger, JJ., White v. Sabiston, 16 R.J., 597.

ARTICLE 688.

Jugé :—Que l'adjudicataire d'un immeuble peut après avoir payé les créanciers privilégiés et hypothécaires, demander par requête qu'il lui soit permis, en fournissant caution, de différer le paiement du reste du prix d'adjudication jusqu'à ce que les créanciers mentionnés au jugement de distribution aient fait cesser le trouble résultant de l'inscription d'une substitution non encore ouverte, ou lui aient fourni caution pour le montant de sa collocation, et que le cas échéant ils

le rembourseront du prix payé chacun pour le montant de sa colocation.—C.S., 1898, Mathieu, J., Leroux v. McIntosh, 1 R.P., 391.

Le demandeur qui se plaint de jugements accordant congé de l'arrêt au défendeur et au tiers-saisi, sur deux motions différentes, doit inscrire séparément en Révision de chacun de ces jugements, et faire un dépôt dans chaque cas, sans quoi son inscription sera rejetée.

L'inscription en révision étant ainsi rejetée, la Cour de Révision n'a plus juridiction pour juger de la validité d'un désistement du jugement "a quo," laquelle doit être appréciée par le tribunal de première instance.—C.R., 1902, Taschereau, Robidoux & Trenholme, JJ., Lamothe v. Piché, 5 R.P., 164.

Que, si un tiers-saisi déclare qu'il ne doit rien au saisi, mais qu'il y a un contrat entre ce dernier et lui, par lequel il est permis au saisi de prendre des risques dans la compagnie du tiers-saisi, le saisi et le tiers-saisi n'auront pas droit à congé-défaut de l'arrêt comme si le tiers-saisi avait déclaré rien devoir.—C.S., 1903, Mathieu, J., Lamothe v. Piché, 5 R.P., 180.

ARTICLE 689.

Jugé :—Que si des tiers-saisis, appelés à déclarer de nouveau, admettent qu'ils ont reçu des montants appartenant au défendeur, une inscription pour jugement conformément à leur déclaration sera déclarée bien fondée, et une motion pour la faire rejeter sera renvoyée.—C.S., 1898, Mathieu, J., Baxter v. Moore & Moore, 1 R.P., 315.

Jugé :—1. Qu'on ne peut, en rejetant une motion d'un tiers-saisi pour rejet de l'inscription pour jugement suivant sa déclaration, condamner en même temps ce tiers-saisi à payer une certaine somme au saisissant.

2. Que s'il n'appert pas clairement des déclarations du tiers-saisi et de ses réponses aux transquestions qu'il doit ou ait payé quelque chose au saisi, le saisissant doit contester sa déclaration et non inscrire "de plano" pour jugement contre lui.—C.R., 1899, Taschereau, Archibald et Langelier, JJ., Baxter v. Moore & Moore, 2 R.P., 12.

ARTICLE 690.

Jugé :—Qu'il n'y a pas lieu de faire déclarer tenante une saisie-arrêt après jugement s'il appert de la déclaration du tiers-saisi que ce qu'il a dû au défendeur a été transporté à des banques en sûreté collatérale des billets qui pourraient être dûs par le défendeur à l'époque du transport.—C.S., 1898, Mathieu, J., Charbonneau v. Legault, & Lallemant, 1 R.P., 343.

Qu'un créancier, en vertu d'un jugement peut, par un bref d'exécution, faire saisir les biens de son débiteur, même si, antérieurement, une saisie-arrêt a été signifiée à son débiteur, mais dans ce cas, le bref d'exécution ne devra par ordonner à l'huissier ou au porteur du bref de prélever le montant dû et de le remettre au saisissant ; il devra, au contraire, lui ordonner de le déposer en cour.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., Walker v. Thompson & Walker, 5 R.L., n.s., 412.

Jugé :—Si une société tierce-saisie déclare que le défendeur est l'un des membres de la dite société, et en retire un salaire hebdomadaire, la société ne sera pas tenue de déposer une somme quelconque en Cour, à son préjudice, mais la saisie-arrêt sera déclarée tenante.—C.S., 1900, Mathieu, J., De Claude v. Hémond & Hémond, 4 R.P., 71.

ARTICLE 691.

Que rien n'empêche de saisir entre les mains des employés d'une compagnie défenderesse, ce que ces derniers peuvent personnellement lui devoir.—C.B.R., 1899, La Cie de Chemin de Fer, des Comtés-Unis & Letendre, 3 R.P., 295.

Jugé :—Le tiers-saisi qui néglige de produire un état qui est le complément de sa déclaration peut être condamné comme débiteur principal.—C.S., 1900, Mathieu, J., White v. Sabiston & Sabiston, 3 R.P., 193.

Le tiers-saisi condamné par défaut et qui veut déclarer, doit payer l'honoraire de motion, de preuve, les déboursés encourus sur son défaut et un honoraire supplémentaire, s'il y a lieu.—C.S., 1902, Langellier, J., St-Denis v. Goulet & Goulet, 4 R.P., 318.

Le tiers-saisi ayant fait défaut de compléter sa déclaration, le défendeur saisissant a fait motion demandant le rejet de la dite déclaration en donnant option au tiers-saisi de continuer et de compléter sa déclaration.—C.S., 1902, Robidoux, J., Garbacht v. Silverman, 4 R.P., 439.

ARTICLE 692.

Jugé :—Pour qu'il y ait lieu à l'opposition à fin de conserver, basée sur l'insolvabilité du débiteur, après que jugement a été rendu sur une saisie-arrêt, il faut que le créancier saisissant ait connu l'insolvabilité du saisie.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., Dansereau v. Bradshaw, 4 R.P., 198.

Un tiers-saisi, qui déclare avoir été condamné à payer au défendeur \$100 de dommages par un jugement dont il a appelé ne peut ensuite, après que la condamnation, a, en Révision, été réduite à \$50 avec frais de Révision contre le défendeur, payer son procureur à même les \$50 à lui accordées par ce dernier jugement, et qui ont été saisis avant la décision.—C.S., 1902, Langellier, J., Pieffer v. Campeau, 5 R.P., 136.

ARTICLE 693.

Jugé :—Que celui qui conteste la déclaration d'un tiers-saisi ne peut pas inscrire pour jugement par défaut sur sa contestation, si le tiers-saisi n'y a pas répondu, la contestation de cette déclaration étant un incident de la saisie-arrêt.—C.S., 1898, Mathieu, J., *White v. Sabiston & Sabiston*, 1 R.P., 274.

Lorsque la contestation d'une saisie-arrêt après jugement a été irrégulièrement signifiée, la Cour permettra de la signifier de nouveau sur paiement des frais de la motion demandant son rejet.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Merchants' Bank v. Morgan*, 4 R.L., n.s., 162.

Dans l'espèce, la motion du défendeur, demandant que la contestation du demandeur soit rejetée du dossier parce qu'elle n'a pas été payée, doit être renvoyée parce que l'intervenante n'a pas déclaré si elle acceptait l'offre du demandeur de retirer sa saisie, qui avait été faite de bonne foi par elle, en payant les frais de telle saisie.—C.S., 1898, Routhier, J., *Budden v. Rochon*, 14 R.J., 10.

Qu'un demandeur qui demande la permission de contester la déclaration d'un tiers-saisi plusieurs mois après la date où elle a été faite, qui n'accompagne pas sa motion d'un affidavit qui ne démontre pas pourquoi il a retardé à faire cette demande, et qui ne fait pas voir non plus un bon droit de contestation, ne pourra obtenir cette permission.—C.S., 1899, Mathieu, J., *Mayer v. Morency & Moréncy*, 6 R.L., n.s., 137.

Jugé :—Dans les causes sommaires, le défendeur a deux jours pour plaider à la saisie-arrêt ; s'il ne le fait pas dans ce délai, le demandeur a deux jours pour contester la déclaration du tiers-saisi ; après ce délai, il peut, s'il ne conteste pas, inscrire pour jugement suivant la déclaration.—C.S., 1901, Mathieu, J., *Goldberg v. Giffin*, 4 R.P., 376.

Dans une cause sommaire, le délai pour contester la déclaration d'un tiers-saisi est de deux jours.—C.R., 1902, Tascheureau, Robidoux et Trenholme, JJ., *Lamothe v. Piché*, 5 R.P., 164.

ARTICLE 694.

Qu'un jugement ordonnant à un tiers-saisi de déposer une somme d'argent en Cour, et ordonnant la convocation des créanciers du défendeur pour en recevoir la distribution, pourra être révoqué sur requête s'il est basé sur des erreurs de fait.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., *Stephens v. McBean*, 6 R.L., n.s., 227.

Lorsqu'un jugement a condamné un tiers-saisi à payer au demandeur ce qu'il doit au défendeur, un autre créancier du demandeur n'a pas le droit, sans avoir fait mettre de côté le jugement par une tierce opposition de demander à être colloqué sur les deniers dûs par le tiers-saisi.—C.S., 1899, Langelier, J., *St-Charles v. Cabana*, 17 R.J., 233.

Jugé :—Il ne peut y avoir compensation entre une dette due par le défendeur à un tiers-saisi, due lors de la saisie-

arrêt, et une dette du tiers-saisi au défendeur, qui ne devient due qu'après la saisie.—C.S., 1902, Mathieu, J., Hogue v. Ogilvie & Watson, 4 R.P., 317.

ARTICLE 695.

Que des objets appartenant à un défendeur sont valablement saisis entre les mains d'une tierce personne par voie de saisie-arrêt après jugement, sans qu'il soit nécessaire que cette saisie-arrêt soit accompagnée d'une saisie-exécution.

Semble :—Que lorsque ces effets sont saisis-exécutés conformément à la déclaration du tiers-saisi, il n'est pas nécessaire de remettre au défendeur une copie du procès-verbal de saisie, mais qu'un avis de la vente des effets à lui donné est suffisant.—C.C., 1898, Champagne, J., Préfontaine v. Valois & Prévost, 1 R.P., 231.

Lorsque le tiers-saisi déclare avoir en sa possession des effets appartenant au défendeur, et que le jugement intervenu a ordonné la vente de ces effets, il n'est pas nécessaire qu'un bref de saisie-exécution émane pour leur saisie et vente.—C.C., 1898, Champagne, J., Préfontaine v. Valois, 16 R.J., 613.

ARTICLE 697.

Lorsque le tiers-saisi déclare qu'il a été condamné à payer au défendeur certains frais dans un procès, mais que la cause a été portée en appel, et que la question de savoir s'il devra ou non, dépend du jugement qui sera rendu, la saisie pourra néanmoins être déclarée tenante.—C.S., 1897, Mathieu, J., Lighthall v. Honan & The Town of Westmount, 3 R.L., n.s., 420.

Lorsqu'un tiers-saisi déclare que son employé n'est pas à salaire, mais à commission et qu'il ne lui doit rien parce qu'il a avancé de l'argent pour ces frais de voyages, le saisissant a droit à ce que la saisie soit déclarée tenante sur motion, sauf au défendeur à contester la saisie-arrêt au mérite.—C.S., 1897, Mathieu, J., Lockerby v. Eadie, 3 R.L., n.s., 419.

Qu'un employé du greffe d'une Cour est un officier public, qui n'est pas mentionné dans les paragraphes 10 et 11 de l'art. 599 C.P.C., et que la partie saisissable de son salaire ne saurait être partagée entre ses créanciers suivant l'art. 697 C.P.C. C.S., 1898, Tait, A.C.J., La Banque du Peuple v. Paradis & Turcotte, 1 R.P., 543.

1. The true basis for the condemnation of the garnishee to deposit in Court the seizable portion of the defendant's wages is "not that he owes" the defendant, but that the law having made a debtor's unearned wages a part of the seizable assets of such debtor, and consequently the "gage of all his creditors," his employer, though not his debtor but really "his creditor," by reason of the over-drawing of his salary or otherwise, is "debarred" from attributing that "gage, in its entirety," to "the liquidation of what his employee" so owes him, and finds himself obliged to rank proportionately thereon with the rest of such employee's creditors.

ARTICLE 697—Continued.

2. What the garnishee employer is bound to do is not to admit a debt to his employee who his really his debtor, but to "disclose" to the Court the true facts as to the nature and duration of the employment and the rate of the remuneration which has been agreed upon.

3. A "contestation" of a declaration has for its object a "different basis of facts," whereon to determine the garnishee's liability, from that furnished by his own declaration.

4. "If it be not necessary to establish" such new basis of facts, a motion or inscription for judgment on the facts disclosed by the declaration is the proper course.—C.R., 1898, Casault, Caron and Andrews, J.J., *La Banque Jacques-Cartier v. Morin*, 13 R.J., 331.

(Après avoir consulté Sir L. N. Casault, J.C., et Routhier, J.) :—C'est le montant porté au bref de saisie-arrest qui doit servir à déterminer la classe des frais à être taxés dans le cas de contestation de la déclaration du tiers-saisi, et non pas la somme que celui-ci a reconnu devoir.—C.S., 1898, Caron, J., *Banque Jacques-Cartier v. Morin*, 14 R.J., 96.

A deposit was made in the branch office in Manitoba of the bank, garnishee, and subsequently, the depositor having died, the amount of the deposit was paid into Court by the Bank, under an order made by the Court in Manitoba, in proceedings taken in that province concerning the estate of the deceased. The same sum having been subsequently attached in the Province of Quebec, where the head office of the Bank is situated :—

Held :—That the garnishee was bound to obey the order made in the proceedings in Manitoba, and could not be compelled to pay the money a second time.—C.S., 1899, Davidson, J., *Harris v. Cordingley*, 16 R.J., 501.

Le défendeur, Champagne, était l'agent à Québec de la compagnie tierce saisie, moyennant un salaire de \$1 par année et une commission qu'il retenait sur les primes qu'il percevait pour la compagnie, à laquelle, après cette déduction, il remettait la différence des primes. Sur une saisie-arrest entre ses mains, la tierce saisie déclara ces faits, ajoutant qu'elle ne devait rien au défendeur. Subséquentement, sur jugement ordonnant à la compagnie de déclarer le montant de la commission que le défendeur avait retenue sur primes collectées depuis la signification de la saisie-arrest, la tierce saisie déclara que le défendeur avait retenu \$80.70 pour sa commission, ajoutant, cependant, qu'il lui devait plus que ce montant.

Jugé :—1. Que l'acte de l'agent en retenant ces commissions étant l'acte de la compagnie, celle-ci était censée lui avoir payé le montant des commissions ainsi retenues, et ces paiements ayant été faits depuis la signification de la saisie-arrest, le demandeur était bien fondé, sans avoir contesté la déclaration de la tierce saisie, à demander que cette dernière fût condamnée à lui payer pareil montant.

2. Que, cependant, la commission ainsi retirée par le défendeur, tombant sous le coup de l'article 589 C.P.C., § 11, la saisie ne portait que sur un cinquième des montants ainsi payés.

3. Que la tierce saisie ne pouvait, pour les commissions retirées par le défendeur depuis la signification de la saisie-arrest, opposer ce que le défendeur lui devait, la compensation ne pouvant plus alors opérer au préjudice de la saisie-arrest.—C.S., 1899, Mathieu, *vs.* Gauthier *v.* Huot, 16 R.J., 242.

Que lorsqu'une saisie-arrest a été déclarée tenante, un jugement postérieur ordonnant au tiers-saisi de payer les deniers saisis, n'a pas sa raison d'être, le montant, sauf allégation de faillite, devant être distribué suivant l'art. 697 C.P., et ce, surtout, s'il existe une saisie après jugement antérieure.—C.S., 1900, Teller, J., *The Royal Electric Co. v. Palliser & Fulton*, 3 R.P., 340.

Moneys payable in a foreign country, by a foreign corporation, for services performed in that country, under a contract made there, are not seizable under a writ of "saisie-arrest" issued out of a Court of this province, although the foreign corporation may have a branch office and be served with the process in this province.—C.C., 1900, White, J., *Goodhue v. O'Leary*, 17 R.J., 201.

Held :—A creditor cannot seize his debtor's salary, wages or commissions without stating in the writ of attachment the nature and place of the debtor's occupation, and, consequently, he cannot contest the garnishee's declaration, alleging that commissions have become due to his debtor if the writ of attachment does not meet the requirements of law regarding seizures of salaries and wages.—S.C., 1901, Doherty, J., *Desjardes v. Painchaud & The Alliance Ass. Co.*, 3 P.R., 552.

Jugé :—1. La saisie du salaire d'un employé civil est régie par le § 9 de l'art. 599 C.P., et l'art. 697 ne s'y applique pas.

2. Une motion pour faire déclarer tenante la saisie d'un salaire sera renvoyée comme inutile.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., *Garand v. Boileau & Cherrier*, 4 R.P., 158.

V. Art. 678, *Desjardes v. Painchaud*, 3 R.P., 552.

ARTICLE 698.

Une société, tierce-saisie, qui déclare que les associés doivent partager également, mais qu'ils n'ont pas d'autres ressources que leurs gages, signifie que la société n'a pas de capital, et rencontre les exigences de l'art. 698 C.P.C.—C.S., 1897, Mathieu, J., *Gervais v. Monette*, 4 R.L., n.s., 82.

Une motion demandant à une société commerciale, tierce-saisie, de fournir un inventaire de son fonds de commerce et de ses crédits, doit être accordée.—C.S., 1897, Andrews, J., *Roy v. Vallières & Vallières*, 4 R.L., n.s., 160.

Held :—That, if a seizure by garnishment is served on a commercial partnership by virtue of a judgment rendered against a partner personally, and the partnership declares it owes nothing, believing in good faith that the absence of indebtedness exempts him from making the additional declaration required by Art. 698 C.P., on motion by the plaintiff to have the partnership personally condemned, it will be ordered to make an additional declaration, costs to follow suit.—S.C., 1898, Davidson, J., *Leet v. Singer*, 3 P.R., 85.

Held :—1. The answers of a garnishee to questions put to him by the seizing party form part of his declaration.

2. Where a seizure by garnishment is made upon a commercial partnership, which declares that the partners share equally, that they have no other resources than their wages, which implies that it has no capital; such a declaration meets all the requirements of Art. 699 C.P.—S.C., 1897, Mathieu, J., Gervais v. Monette & Thomas, 1 P.R., 124.

Held :—That a partnership between two architects is not a commercial one, and that, therefore, such partners cannot be compelled to produce their books, documents, etc., under Art. 698 C.P.—C.C., 1898, Purcell, J., Manseau v. Brodeur, 1 P.R., 192.

Qu'il sera permis à un membre d'une société commerciale qui a fait, de bonne foi, sa déclaration comme tiers-saisi, sans se conformer aux prescriptions de l'art. 698 C.P.C., d'amender sa déclaration pour y ajouter ce qu'exige cet article, en payant les frais encourus par son défaut.—C.C., 1899, Bélanger, J., Dion v. Gendron, 5 R.L., n.s., 470.

ARTICLE 705.

1. Que dans la saisie d'un tiers indivis d'une propriété, il n'est pas nécessaire d'indiquer, au procès-verbal, la provenance de ce tiers indivis, pour le distinguer des deux autres tiers non saisissables, parce que la partie saisie étant indivise est suffisamment désignée comme telle et ne peut comprendre l'autre partie.

2. Que, dans l'espèce, l'obligation d'interpellation imposée par l'art. 705 C.P.C., avait été suffisamment remplie.—C.S., 1899, Cimon, J., Pelletier v. Michaud, 5 R.L., n.s., 41.

ARTICLE 706.

Jugé (confirmant Pelletier, J., Routhier, J., diss.) :—La désignation de l'immeuble hypothéqué est suffisante si le créancier n'a pas pu être induit en erreur par telle désignation.—C.R., 1899, Routhier, Andrews et Larue, J.J., Garant v. Gagnon, 17 R.J., 145.

ARTICLE 709.

Jugé :—Que la vente d'immeubles par le shérif (décret judiciaire) accompagnée des formalités voulues par la loi et faite sur la personne qui possède, ou est réputée posséder tels immeubles "animo domini," purge tous les droits de propriété, à l'exception des droits éventuels, et autres charges et servitudes réservées par les articles 709 et 710 du Code de Procédure Civile.—C.S., 1898, Taschereau, J., Piedaluis v. Patenaude, 5 R. de J., 574.

ARTICLE 711.

Pour qu'une première saisie d'un immeuble en empêche une seconde, il faut qu'au moment où l'on veut procéder à celle-ci, il n'y ait rien qui empêche la vente de l'immeuble sur la première saisie. Partant, si le premier saisissant a fait suspendre la vente de l'immeuble, il ne peut s'opposer à la saisie faite par un autre créancier du débiteur.—C.S., 1901, Langelier, J., Garand v. Roussin, 19 R.J., 566.

ARTICLE 713

Les récoltes et fruits pendants par racines sur un fonds qui est saisi font partie de ce fonds, et ne peuvent être réservés ou distraits au préjudice des créanciers hypothécaires.

Si la saisie a été faite avec la réserve de la récolte, c'est-à-dire à la charge de laisser enlever la récolte, le créancier hypothécaire pourra demander par opposition, que bonne et suffisante caution lui soit donnée que l'immeuble sera vendu à un prix assez élevé pour garantir le paiement de sa créance.—C.S., 1901, Gagné, J., Gilbert v. Girard, 8 R. de J., 294.

ARTICLE 722.

La description d'un terrain saisi, comme étant une partie du lot connu et désigné, sur le plan et livre officiel du quartier St-Laurent en la cité de Montréal, sous le No 516, borné en front par la ligne actuelle de la rue Bleury, tel terrain étant le résidu du dit lot No 516, après distraction de la partie expropriée par la cité de Montréal pour l'élargissement de la dite rue—est insuffisante en ce que cette partie de lot officiel aurait dû être décrite par ses tenants et aboutissants, et le défendeur, dont le terrain ainsi décrit était saisi et annoncé pour être vendu en justice, pouvait, de ce chef, demander la nullité de la saisie.—C.S., 1898, Choquette, J., The Royal Institution for the Advancement of Learning v. Guerin, 15 R.J., 344.

Jugé :—Que si un jugement est payé en entier, avant la vente, par un tiers, co-crédancier, qui continue ensuite la vente au nom du premier saisissant, et se porte acquéreur, cette vente est complètement nulle, et le créancier acquéreur ne peut faire opposition à une vente subséquente, faite à la demande d'un troisième créancier.—C.C., 1899, Andrews, J., Terreau v. Hébert & Lavery, 2 R.P., 230.

ARTICLE 724.

Held :—A registered lease for more than a year constitutes a charge upon the immovable leased, and is capable of protection by an "opposition à fin de charge" where the immovable is sold by sheriff's sale.—S.C., 1897, Davidson, J., The N.B. & M. Co. v. Mackan, 1 P.R., 30.

Jugé :—1. Qu'un bail pour un an constitue une charge sur l'immeuble loué, et donne au locataire le droit de se protéger par opposition à fin de charge lorsque cet immeuble est vendu par décret.

2. Le recours des créanciers du saisi auxquels cette charge cause un préjudice est l'opposition aux charges pour demander que le locataire donne caution que la propriété sera vendue assez cher pour que leurs créances soient payées en entier.—C.S., 1897, Mathieu, J., Lachaine v. Desjardins, 1 R.P., 15.

La stipulation, dans une donation ou une vente d'immeuble, que le donataire ou l'acquéreur sera tenu de loger le donateur ou le vendeur, ou le tiers indiqué dans l'acte, de le nourrir, de le vêtir, de l'entretenir et d'en prendre tous les soins possibles, sa vie durant, ne renferme pas une constitution de rente viagère, et le donateur, le vendeur, le tiers indiqué, suivant le cas, ne peut, lorsque l'immeuble est saisi, demander que l'immeuble soit vendu à la charge de lui payer annuellement la valeur en argent des dites prestations.—C.S., 1901, Gagné, J., Fortin v. Simard, 7 R. de J., 385.

Qu'un bail d'un an, non enregistré, ne donne pas droit à une opposition à fin de charge.—C.S., 1902, Choquette, J., Lantaigne v. Kelling, 5 R.P., 101.

ARTICLE 727.

Qu'une opposition ne sera pas renvoyée sur motion parce qu'il n'y a pas un ordre de sursis par le juge ; le shérif ayant suspendu ses procédés et fait rapport en conséquence, l'opposition se trouve régulièrement devant la Cour, pour adjudication.—C.S., 1900, Charland, J., La Ville de St-Jean v. Lefebvre, 3 R.P., 23.

ARTICLE 741.

The omission in the "procès-verbal" or minutes of seizure of the name of the street in which the immovable is situated is a fatal defect which annuls the sale.

Where the exceptions mentioned in Art. 741 C.C.P., do not apply, a sale of an immovable commenced at the sheriff's office, instead of being made at the door of the parish church of the locality, where it is situated, is null.—C.R., 1899, Tait, Loranger and Tellier, J.J., Sawyer v. Rioux, 18 R.J., 173.

ARTICLE 746.

Qu'il n'est pas nécessaire de faire signifier au créancier le jugement le condamnant à payer à son débiteur incarcéré une somme de \$1 par semaine ; et qu'à défaut du paiement de cette pension, le débiteur sera immédiatement libéré.—C.S., 1900, Mathieu, J., Renaud v. Tessier, 6 R.L., n.s., 293.

ARTICLE 749.

Held :—That Art. 749 C.P., must be strictly interpreted, and that an affidavit simply setting forth that the deponent is credibly informed and had reason to believe that an attempt will be made at the sale to have the property adjudged to insolvent and unknown parties, is insufficient, and a petition

for an order to the sheriff to exact a deposit from the bidders, on that ground, will be rejected.—S.C., 1898, Caron, J., Van Dyke v. Gibsone, 1 P.R., 226.

ARTICLE 759.

Jugé :—Que le droit de retenir les deniers en fournissant cautions ne s'applique qu'aux personnes mentionnées dans l'Art. 759 C.P., et que la femme du demandeur en licitation, adjudicataire, ne peut user de ce privilège avec le seul consentement de quelques-unes des parties à cette licitation.—C.S., 1898, Mathieu, J., Latour v. Latour, 1 R.P., 276.

Un adjudicataire d'un immeuble, à une vente judiciaire faite par le shérif, sur lequel immeuble se trouve enregistrée une substitution, a droit de retenir entre ses mains la balance du prix d'adjudication qu'il n'a pas encore payée jusqu'à ce que les créanciers mentionnés au jugement de distribution aient fait radier l'inscription de la substitution ou aient fourni un cautionnement qu'il n'en sera jamais troublé ou que le cas échéant, ils le rembourseront.—C.S., 1898, Mathieu, J., Leroux v. McIntosh, 4 R.L., n.s., 394.

ARTICLE 778.

That when a property is resold upon false bidding, the sheriff is only entitled to one commission and tax, as if there had been but one sale.—S.C., 1902, Lynch, J., Nieuwenhuys v. The Corp. of Farnham, 5 R.P., 160.

ARTICLE 776.

Les dispositions de l'article 1663 C.C. ne sont pas applicables aux ventes d'immeubles effectuées par le shérif, et, dans ce cas, tel locataire peut être expulsé avant l'expiration du bail.—C.S., 1901, Loranger, J., Standard Life Ass. Co. v. Lamy, 7 R. de J., 320.

ARTICLE 780.

Jugé :—Qu'un bail enregistré constitue une charge réelle sur l'immeuble loué, et, par conséquent, confère au locataire un droit réel sur cet immeuble, susceptible d'être exercé par voie d'opposition à fin de charge.—C.S., 1898, DeLorimier, J., Forest v. Reeves, 1 R.P., 321.

ARTICLE 781.

Jugé :—Qu'il y a lieu à une opposition en sous-ordre de la part d'un créancier qui a obtenu jugement contre les grevés pour une dette de succession, antérieure à la substitution, et ce, sans qu'il soit nécessaire d'alléguer insolvabilité, ou d'avoir un titre exécutoire contre le curateur à la substitution.—C.S., 1898, Mathieu, J., Châtillon v. Lanthier, 1 R.P., 366.

A sheriff's sale does not purge a hypothec for the purposes of a registrar's certificate produced in the suit in which such sheriff's sale took place. A judge on petition in that suit, for the radiation of a hypothec, cannot adjudicate upon an alleged prescription of ten years, which would involve questions of possession and good faith.

The removal from the registrar's certificate of a hypothec which obstructs the distribution of the proceeds of an immovable upon which he is collocated, is a legal interest sufficient to justify a party to bring a suit for the radiation of said hypothec.—S.C., 1899, Andrews, J., *Gariépy v. Paquet*, 16 R.J., 414.

Jugé (confirmant Choquette, J.) :—Dans la province de Québec la vente judiciaire accompagnée des formalités légales, donne un titre complet et absolu à l'adjudicataire de la propriété vendue et purge tous les droits dont celle-ci peut être grevée, à l'exception de l'hypothèque résultant de la commutation des rentes seigneuriales, de l'emphytéose, des substitutions non ouvertes et du douaire coutumier non ouvert. Le décret purge tous les autres droits.—C.R., 1900, Casault, Caron et Andrews, J.J., *King v. Nadeau*, 17 R.J., 342.

Jugé :—Qu'une vente "de terris" dans une action prise contre une veuve autrefois commune en biens, tant personnellement que comme exécutrice testamentaire de son mari et usufruitière, donne à l'adjudicataire un titre parfait, et l'oblige à payer le prix d'adjudication.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., *Desrochers v. Mallette*, 3 R.P., 493.

ARTICLE 784.

1. L'adjudicataire peut, même après avoir payé le prix d'adjudication, demander la nullité du décret s'il est exposé à l'exécution à raison de quelque droit non purgé par le décret et il n'est pas obligé d'attendre qu'il y ait trouble actuel.

2. Dans l'espèce, l'appelant n'étant pas exposé à raison d'une substitution non ouverte, la propriété en question ayant été vendue pour une dette du substituant, ce qui avait l'effet de purger la substitution, et cela malgré que l'action pour cette dette fut dirigée contre le grevé seul, sans que l'appelé eût été mis en cause. (Confirmed by the Supreme Court, 29 S.C.R., 274).—C.B.R., 1898, Deschamps & Bury, 8 R.J., 257.

ARTICLE 787.

V. Art. 276, *McNally & Préfontaine*, 3 R.P., 401.

ARTICLE 793.

When moneys are returned into Court for distribution, and claims appear either by oppositions or by the registrar's certificate, the defendant's consent is necessary to the dispensing of the making and publishing of a report.—S.C., 1897, White, J., *Jacques v. Grégoire*, 1 P.R., 21.

Lorsqu'il y a une créance hypothécaire constatée par le

certificat du registrateur, les deniers ne peuvent être adjugés sans la formalité d'un ordre de distribution.—C.S., 1901, Mathieu, J., Corneille v. Kent, 8 R. de J., 30.

Jugé :—Qu'une motion demandant le paiement des deniers prélevés sur exécution suivant un bordereau de créanciers indiqué dans la motion et qui éviterait les honoraires du proto-notaire, sera rejetée.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., Evans v. Chaput, 4 R.P., 199.

ARTICLE 798.

Held :—1. That an opposition "à fin d'annuler" to a sale of immoveable property, where the affidavit mentions that the same is not made to delay the sale of the "moveable property seized" is unfounded and will be dismissed.

2. Semble :—That an opposition merely based on the fact that the payments were made on account of the debt without being mentioned on the writ, and that the notices were not regularly given (without showing the irregularities), does not show sufficient cause to be validly served on the sheriff on the very day of the sale, especially if such day was left in blank in the said opposition.—S.C., 1898, Davidson, J., Brennan v. Campbell, 1 P.R., 312.

ARTICLE 811.

Jugé :—Que le créancier hypothécaire interrogé sur certains faits pouvant affecter son hypothèque peut être assisté d'un avocat lors de son interrogatoire.—C.S., 1898, Bélanger, J., Dickson v. Ellis, 1 R.P., 183.

ARTICLE 813.

Jugé :—Qu'il peut être permis de contester un rapport de distribution non encore préparé en procédant par voie de simple contestation, sans recourir à la tierce opposition.—C.S., 1898, Mathieu, J., Gosselin v. State, 1 R.P., 320.

Que, si une motion pour produire, après les délais légaux, une contestation de collocation a été rejetée, parce que la contestation n'était pas accompagnée d'affidavit, il ne suffit pas à la partie contestante de produire cet affidavit, mais elle devra s'adresser à la Cour pour obtenir la permission de produire une contestation appuyée d'un affidavit.—C.S., 1902, Langelier, J., Labelle v. Les Héritiers de feu Louis Ouimet, 5 R.P., 232.

ARTICLE 814.

On a contestation of a report of distribution, which is merely a demurrer to the conclusions of the prothonotary, a party answering will not be allowed to allege new facts, nor to produce exhibits not before the prothonotary when the report was prepared.—S.C., 1898, White, J., Hinman v. House, 15 R.J., 193.

ARTICLE 816.

Que les frais d'une contestation de rapport de distribution seront mis à la charge du défendeur, quand les circonstances de l'espèce démontrent que telle contestation a été provoquée plutôt par sa faute que par l'erreur des autres parties.—C.S., 1901, Andrews, J., Belgarde v. Carrier, 3 R.P., 513.

ARTICLE 824.

Un créancier, qui a obtenu un jugement contre son débiteur décédé, peut faire une opposition en sous-ordre à un jugement de distribution, dans lequel les héritiers du défunt, grevés et affectés de distribution, sont colloqués; ce jugement est un titre exécutoire suffisant, et il n'est pas nécessaire d'alléguer l'insolvabilité des personnes colloquées.—C.S., 1898, Mathieu, J., Châtillon v. Lanthier, 4 R.L., n.s., 412.

1. Le co-propriétaire d'un immeuble n'a pas droit d'être colloqué de préférence à l'autre co-propriétaire, sur sa part afférente du prix de vente par licitation judiciaire de cette propriété, en vertu d'une créance pour améliorations et réparations faites à cet immeuble.

2. Le moyen que la loi accorde à celui qui a fait des améliorations, c'est le droit de retention.

3. L'appelant, pour conserver son privilège de retenteur, aurait dû voir à le faire inscrire au cahier des charges, sans quoi il a été périmé.

4. L'auteur de l'appelant aurait dû faire valoir son recours pour impenses, lors du jugement dans la cause dans laquelle il était partie comme défendeur et dans laquelle l'intimé avait été déclaré propriétaire d'un cinquième.—C.B.R., 1898, Crédit Foncier & Loranger, 8 R.J., 193.

Qu'une opposition en sous-ordre contre la collocation d'une femme qui vit séparée de son mari, doit être signifiée à la femme et non au mari seul.

Qu'une collocation homologuée constitue un jugement qui ne peut être attaqué par une opposition en sous-ordre.—C.S., 1903, Lavergne, J., Décary v. Pominville, 5 R.P., 203.

ARTICLE 832.

1. Que l'emprisonnement prévu par l'article 1049 C.M. est impérieux.

2. Qu'il y a une différence entre la contrainte par corps civile et l'emprisonnement pour amende prévue par le Code Municipal.—C.C., 1898, Taschereau, J., Skahan v. Kennedy, 1 R.P., 466.

Que la loi entend, par injures, ce qui se dit, s'écrit, se fait ou s'omet à dessein d'offenser quelqu'un dans son honneur, et par le mot "personnel" inclut les voies de fait, même sans dessein, de déshonorer.

Que la contrainte par corps ne peut s'accorder pour dommages causés à quelqu'un dans ses biens seulement.

Qu'un jugement accordant des dommages à une personne,

tant pour réhabilitation de l'avant que le défendeur lui a fait subir, que comme compensation des pertes de temps et déboursés qu'il lui a occasionnés, sans faire la part de ces deux chefs, de dommages, n'attribue aucune part de ces dommages aux injures personnelles; que l'eût-il fait, il ne constituerait pas chose jugée sur une demande de contrainte par corps contre le défendeur pour non paiement de la somme fixée par ce jugement.

Qu'un débiteur qui fait une cession de biens régulière et non contestée, est exempt de toute arrestation pour une cause antérieure à la production de son bilan.—C.S., 1900, Pagnuelo, J., Bédard v. Grosboillot, 3 R.P., 372.

ARTICLE 833.

Dans le cas où une règle "nisi" pour contrainte par corps n'est maintenue que pour les frais seulement, la partie qui a obtenu le jugement en sa faveur, ne peut que faire exécuter son jugement sur les biens du débiteur, mais ne peut obtenir l'emprisonnement de ce dernier.—C.S., 1898, Mathieu, J., Roy v. Charland, 4 R.L., n.s., 415.

1. Les mots "injuries personnelles" dans l'article 833 du Code de Procédure Civile et dans l'Article 2372 du Code Civil, remplacé maintenant par l'Art. 833 C.P.C., ont le même sens que les mots "torts personnels" dans le Statut 12 Victoria, ch. 42, Art. 15, et dans l'Article 24 du chapitre 87 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada.

2. La contrainte par corps peut être ordonnée en exécution d'un jugement accordant des dommages pour assaut grave, ainsi que pour les frais de ce jugement et pour frais incidents même subséquents au jugement.

3. Il n'est pas nécessaire, sous l'article 836 du Code de Procédure Civile, qu'une règle pour contrainte par corps, en exécution d'un jugement accordant des dommages pour injures personnelles, ait été précédée d'un commandement de payer ni d'un avis au débiteur qu'il serait contraint par corps à défaut de paiement.

4. La contrainte par corps ne peut être empêchée par la cession que le débiteur fait de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, tant que les délais pour la contestation de son bilan ne sont pas expirés.—C.S., 1898, Mathieu, J., Peltier v. Martin, 14 R.J., 223.

Contrainte par corps—Montant de la condamnation—(60 Vict., ch. 50; C.P.C., 833) :—(Conformant Sir L. N. Carvill, J.C.) :—1. Depuis la mise en force du nouveau Code de Procédure, la contrainte par corps ne peut être ordonnée, pour injures verbales, que dans les causes où le jugement a été rendu pour \$50; l'art. 833 du nouveau C.P.C. a été substitué à l'art. 2372 du C.C.

2. Dans l'espèce, bien que les procédures aient été instituées avant la mise en force du nouveau C.P.C., l'appelante ne peut invoquer un droit acquis, parce que les moyens d'exécuter les jugements ne dérivent que de la loi qui les autorise, et que la législature peut les changer et les modifier

ARTICLE 833—Continued.

à son gré, sans, en cela, compromettre des droits existants.

3. Que la contrainte par corps telle qu'elle existait au 1er septembre 1897, a été abolie par un Statut spécial qui a pris effet le même jour ; que, partant, cette abolition a été faite sans réserve et s'applique aux causes pendantes.—C.B.R., 1898, Royer & Loranger, 8 R.J., 119.

Held :—1. That a joint co-defendant who has paid the amount claimed in full, is subrogated to plaintiff's right for one-half of this amount, and to the right to ask coercive imprisonment against his co-defendant, if plaintiff had such right.

2. That he cannot, "de plano," claim one-half of the costs paid by him to the plaintiff.—S.C., 1899, Davidson, J., Bury v. Lynch, 2 R.P., 239.

Jugé :—Les mots "injures personnelles" dans le paragraphe 4 de l'art. 833 C.P., n'ont pas une signification différente de celle des mots "torts personnels" dans la s. 15 du ch. 42 du Statut du Canada, 12 Vict. (1849) et dans les Statuts Refondus du Bas-Canada, 1861, ch. 87, s. 24.

2. Constitue un tort personnel tout ce qui est fait en violation des droits de chacun par rapport à sa personne. Ainsi il y a lieu à contrainte par corps contre l'auteur d'un accident de bicyclette pour les dommages qu'il a été condamné à payer à la victime.—C.S., 1900, Mathieu, J., Chouinard v. Raymond, 3 R.P., 184.

Que la contrainte par corps ne peut s'accorder pour dommages causés à quelqu'un dans ses biens seulement.

Qu'un jugement accordant des dommages à une personne tant pour réhabilitation de l'avanle que le défendeur lui a fait subir, que comme compensation des pertes de temps et déboursés qu'il lui a occasionnés, sans faire la part de ces deux chefs de dommages, n'attribue aucune part de cette somme aux injures personnelles ; que l'eût-il fait, il ne constituerait pas chose jugée sur une demande de contrainte par corps contre le défendeur pour non paiement de la somme fixée par ce jugement.

Qu'un débiteur qui fait une cession de biens régulière et non contestée, est exempt de toute arrestation pour une cause antérieure à la production de son bilan.—C.S., 1900, Pagnuelo, J., Bédard v. Grosbolilot, 3 R.P., 372.

Jugé :—1. Qu'un gardien volontaire, sur une saisie-revendication, est en tort de ne pas avertir le saisissant que l'objet qui lui est confié est sur le point d'être vendu à la demande d'un autre créancier, et que son omission de le faire peut l'exposer à une action en dommages, mais non à la contrainte par corps.

2. Que la signification au gardien d'une copie de jugement déclarant le demandeur propriétaire d'un objet saisi-revendiqué ne suffit pas pour constituer le défendeur et le gardien en défaut de livrer l'objet ; il faut, de plus, envoyer au domicile du défendeur un officier autorisé à prendre livraison de l'objet.

3. Que le gardien est de droit déchargé après un an à compter de sa nomination, l'ordonnance de 1667 (titre 19, Art. 22), étant encore en vigueur dans ce pays.

4. Que si le gardien fait quelque erreur, et la partie demandant la règle a procédé irrégulièrement sur icelle, la règle sera renvoyée sans frais.—C.S., 1900, Telher, J., Banque d'Hochelaga v. McConnell, 2 R.P., 470.

Jugé :—1. Pour être contraignable par corps en vertu de l'art. 833 C.P., §2, il faut avoir eu la garde de deniers ou autres effets en vertu de l'autorité judiciaire, et non autrement.

2. Un secrétaire-trésorier chargé par les syndics d'une paroisse de prélever le montant d'une répartition pour la construction d'une église, n'est pas contraignable par corps en vertu d'un jugement le condamnant à restituer les deniers par lui perçus en cette qualité.—C.S., 1901, Mathieu, J., Les Syndics de St-Antoine de Longueuil v. Gingras, 3 R.P., 557.

Jugé :—Le gardien nommé d'office qui déplace les effets saisis, doit, si la saisie est annulée, les rapporter au domicile du saisi, et le saisi a un recours contre lui pour ces effets, par voie de règle "nisi".—C.S., 1901, Mathieu, J., Adams v. Mulligan, 4 R.P., 60.

Une compagnie à fonds social, étant devenue insolvable, ne peut être requise de faire cession en vertu du C.P.C.—C.S., 1901, Taschereau, J., In re Nantel et La Compagnie d'Imprimerie du Nord, 7 R. de J., 205.

Il est nécessaire qu'un commandement de payer soit fait au débiteur.

Il faut qu'il soit signifié au débiteur un avis qu'il sera contraint par corps à défaut de paiement.

Un état détaillé des frais doit aussi être signifié au débiteur.—C.C., 1901, Routhier, J., Lavrecque v. Bergeron, 7 R. de J., 372.

Une action en dommages contre une personne qui aurait fermé, par malice, un robinet destiné à approvisionner d'eau son co-locataire, n'est pas de celles où l'on peut conclure à contrainte par corps à défaut de paiement des dommages accordés.—C.S., 1902, Mathieu, J., Phaneuf v. Knight, 5 R.P., 70.

Il n'y a pas lieu de demander la contrainte par corps pour faire exécuter un jugement condamnant le défendeur à des dommages résultant d'un accident, dû au manque de précaution du défendeur, sans intention de nuire.—C.S., 1902, Pagnuelo, J., Chartrand v. Smart, 5 R.P., 173.

ARTICLE 834.

V. the different articles of the Civil Code and of the Code of Procedure which order imprisonment in special cases.

Jugé :—Qu'un gardien dans une saisie adressée aux huissiers d'un district, ne peut être contraint par corps pour avoir refusé de livrer les effets à un huissier d'un autre district, chargé du bref.—C.C., 1899, Andrews, J., Bergevin v. Martin, 2 R.P., 328.

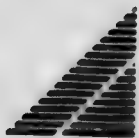
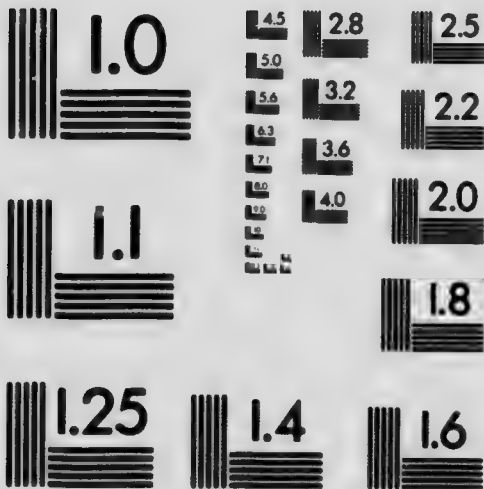
ARTICLE 837.

Held :—1. The petition for a rule "nisi" must be served personally on the person whose imprisonment is sought, un-



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

less he be hiding fraudulently, and the appearance of the party by the attorney and his moving for security for costs do not cure the said defect in the service.

2. Such defect in the service may be raised by inscription in law, even if the delay for pleading has expired, and the respondent has to obtain the leave of the judge to file his answer to the petition.

3. An answer in law to a petition for rule "nisi," based on want of personal service, will be maintained "without" costs, if the respondent, by his appearing and moving for security for costs, has possibly misled the petitioner.—S.C., 1898, Curran, J., Lamothe v. Lamothe, 2 P.R., 337.

Held :—1. That personal service of a motion for the issue of a rule "nisi" is not necessary, provided the rule itself be served personally.

2. That, when a judgment has ordered a liquidator to pay immediately a certain sum, and has ordered his imprisonment in default of obedience to said judgment, that liquidator cannot plead to a rule "nisi" that he cannot be forced to make such payment until the liquidation of the insolvent estate is complete.—S.C., 1899, Archibald, J., The Queen's Hotel Co. v. Radford, 2 P.R., 113.

Jugé :—1. La signification d'une motion pour règle "nisi" au procureur qui a occupé dans la cause, autorisée par un ordre de la Cour, est légale et valable.

2. Le fait que la créance du demandeur aurait été saisie ne l'empêche pas de procéder à l'exécution de son jugement, et si le défendeur veut se soustraire à cette exécution, il n'a qu'à déposer le montant en Cour.—C.S., 1901, Mathieu, J., Lumb v. Kellan, 4 R.P., 42.

ARTICLE 838.

Jugé :—Que si le débiteur contraint par corps a fait cession de biens, son créancier, nommé gardien provisoire à cette cession, qui a négligé de donner avis de la cession, ne peut s'opposer à la libération de son débiteur sous le prétexte qu'un curateur n'a pas été nommé à sa faillite.

Que, cependant, sur requête du débiteur pour son élargissement, un délai sera donné à son créancier, gardien provisoire, pour contester le bilan et faute par lui de produire sa contestation dans le délai et de la conduire à jugement avec célérité, le débiteur sera libéré sur un simple certificat du protonotaire que le bilan n'a pas été contesté dans le délai fixé.—C.S., 1899, Mathieu, J., Roy v. Lynch, 2 R.P., 419.

ARTICLE 843.

Jugé :—Qu'il n'est pas nécessaire de signifier un jugement condamnant, sous l'article 843 C.P., le demandeur à payer des aliments au défendeur qu'il détient en prison, en vertu d'un "capias," et que, si le demandeur ne paie pas ces aliments dans le délai fixé par le jugement qu'il dit ignorer, le défendeur sera libéré sur requête, sous l'article 846.—C.S., 1900, Charland, J.

Jugé :—Que les parties sont censées présentes en Cour, lorsque le jugement, rendu sur une demande quelconque signifiée, est rendu, et qu'elles sont tenues, règle générale, d'en prendre connaissance sans signification (Art. 547 C.P.)—C.S., 1900, Mathieu, J., Tessier & Tessier, 3 R.P. 93.

Jugé :—Qu'une requête pour pension alimentaire provisoire pendant l'instance ne peut être faite avant l'expiration des délais pour produire les plaidoyers préliminaires.—C.S., 1900, Langelier, J., Christin v. Christin, 3 R.P., 387.

Qu'il n'est pas nécessaire de signifier un jugement condamnant le demandeur à payer des aliments au défendeur qu'il détient en prison, en vertu d'un *capias*.—C.S., 1900, Mathieu, J., Tessier & Tessier, 3 R.P., 93.

ARTICLE 846.

Le défendeur ne peut, pour échapper à la contrainte par corps en exécution d'un jugement accordant des dommages résultant d'injures personnelles, invoquer une cession de biens faite par lui avant le jugement sur la règle prononçant la contrainte.—C.B.R., 1898, Keating v. Burrows 8 R.J., 1.

Un débiteur, contraint par corps, ne peut obtenir son élargissement au moyen de la cession judiciaire de biens qu'après l'expiration des délais pour la contestation du bilan ou après l'expiration des délais pour faire la preuve des allégations de la contestation.—C.S., 1898, Mathieu, J., Peltier v. Marin, 4 R.L., n.s., 373.

Un défendeur emprisonné en vertu d'un jugement ordonnant la contrainte par corps, peut obtenir son élargissement s'il s'est écoulé quatre mois depuis la cession judiciaire de ses biens qu'il a faite après son emprisonnement, bien qu'aucun curateur n'a été nommé à sa succession, ce curateur ne pouvant être nommé qu'à la demande du demandeur, ou d'un créancier et le débiteur n'ayant aucun contrôle sur cette nomination.—C.S., 1898, Tait, A.C.J., 4 R.L., n.s., 313, Burrows v. Keating.

Lorsqu'un défendeur est détenu en prison en vertu d'un mandat d'arrestation fondé sur un jugement, le juge ne peut le libérer à cause d'une irrégularité dans l'exécution de ce mandat d'arrestation.—C.C., 1898, Pelletier, J., Lamarre v. Paradis, 4 R. de J., 550.

Si un demandeur, condamné à payer des aliments au défendeur, qu'il a fait emprisonner sur *capias*, ne paie pas ces aliments dans le délai fixé par le jugement, le défendeur sera libéré sur requête.—C.S., 1900, Mathieu, J., Tessier v. Tessier, 3 R.P., 93.

Qu'une erreur dans la date du jugement, en vertu duquel une règle pour contrainte par corps est demandée, commise dans la requête et dans la règle "nisi," n'est pas fatale et peut être corrigée par le jugement ordonnant la contrainte.

Que, sur une requête pour libérer un prisonnier, sous contrainte par corps, la Cour ne peut prendre en considération que des informalités postérieures au jugement ordonnant la contrainte.—C.C., 1900, Béanger, J., Foley v. McLaughlin, 6 R.L., n.s., 358.

ARTICLE 853.

(Confirmant Andrews, J. ; Hall, J., "dissentiente") :—1 Il y a deux éléments constitutifs de la qualité de commerçant 1^o les actes de commerce, 2^o la profession habituelle.

2. La qualité de commerçant ne se perd pas brusquement il faut une suspension plus ou moins longue des faits qui la constituent pour la perdre.

3. Dans l'espèce l'intimé a clairement manifesté sa volonté d'abandonner le commerce, et, les opérations de la liquidation faite par son ci-devant associé ne peuvent pas être considérées comme son fait à lui, l'intimé.

4. Les actes d'administration faits par l'intimé pour le compte de Plamondon, pour sauvegarder les avances qu'il lui avait faites, pas plus que les endossements qu'il a consentis pour lui aider, ne constituaient des actes de commerce.—C.B.R., 1898, Roy & Ellis, 7 R.J., 223.

A creditor making a demand of abandonment of property upon his debtor, under Articles 853 "et seq." of the Code of Procedure, is not obliged to allege in his proceedings that the debtor has ceased his payments. It is sufficient that the demand be made in the form prescribed by schedule "O" of the appendix to the Code, and that the claim be supported by oath and vouchers.—C.R., 1898, Tait, Taschereau and Lorranger, J.J., In re Bode, 14 R.J., 530.

Jugé :—Que le débiteur auquel on demande de faire cession de ses biens, en vertu d'une créance sur laquelle jugement a été obtenu, peut demander que les procédés sur la demande de cession soient retardés jusqu'à ce que l'opposition à jugement et la requête civile par lesquelles il demande que le jugement par le créancier soit mis de côté, aient été décidées.—C.S., 1898, Mathieu, J., In re Taché, 1 R.P., 283.

Jugé :—Que si un curateur à une faillite a quitté la province, et que le failli a, depuis, réglé avec ses créanciers, les immeubles de ce dernier ne lui seront cependant rétrocedés qu'après la nomination d'un nouveau curateur, lequel pourra faire cette cession, s'il y a lieu.—C.S., 1898, Mathieu, J., In re Blanchard, 1 R.P., 522.

Jugé :—Qu'une demande de cession par laquelle un débiteur est requis de faire abandon judiciaire de ses biens en conformité de l'Article 763a du Code de Procédure Civile, est irrégulière et sera rejetée, tel article n'existant pas au Nouveau Code de Procédure.—C.S., 1898, Mathieu, J., In re Boucher, 1 R.P., 193.

Que le curateur nommé à un débiteur qui a fait une cession judiciaire de ses biens est saisi de tous les biens de ce débiteur, compris ou non dans l'inventaire, qu'il en ait ou non pris une possession réelle et un créancier ne peut après la cession faire saisir et vendre en son nom aucun des biens du failli.—C.S., 1899, Mathieu, J., Turcotte v. Jacob, 5 R.L., n.s., 404.

Jugé :—1. La cessation de paiements est une condition essentielle à la demande de cession de biens.

2. Cependant, si le défendeur, par son défaut, a donné lieu à la demande de cession, et ne s'est pas acquitté depuis de

son obligation, mais a au contraire occasionné des frais considérables au requérant cession, la demande de cession sera renvoyée sans frais.—C.S., 1901, Telier, J., Héту v. Poirier, 4 R.P., 242.

It is not necessary that a person be actually engaged in trade when a demand of abandonment is made upon him. Even where he has ceased for several years to carry on trade, he is nevertheless subject to the demand of abandonment based on a commercial debt contracted by himself or his firm while he was engaged in trade; and, consequently, in such case, under article 895 C.C.P., he is liable to arrest under capias for refusal to make an abandonment. *Carter v. McCarthy*, R.J.Q., 6 B.R., 499, followed; *Roy v. Ellis*, R.J.Q., 7 B.R., 222, distinguished.—C.R., 1902, Mathieu, Doherty and Lavergne, JJ., *Perkins v. Perkins*, 22 R.J., 72.

ARTICLE 855.

Held:—1. That a demand of judicial abandonment of property made in the following terms:—

"You are hereby required by Mr. Beaumont Shepherd, of the City and District of Montreal, manager, whose claim against you is unsecured to the extent of \$384.00, to make a judicial abandonment of your property for the benefit of your creditors, in the prothonotary's office, in the Court House, in the City and District of Montreal," is sufficient.

2. That the defendant cannot take advantage of the fact that the bailiff did not indorse the copy of the demand of abandonment with the date of service, unless he ther by suffers a prejudice.—S.C., 1898, Mathieu, J., *Shepherd v. Lorigan*, 1 P.R., 139.

Jugé—1. Qu'un débiteur arrêté sur capias, ne peut être libéré, s'il fait cession de ses biens, qu'après l'expiration des quatre mois accordés pour contester son bilan.

2. Que, dans l'espèce, ce délai de quatre mois commence à courir du jour où avis de la cession a été donné aux créanciers du failli.

(Jugé incidemment):—

3. Que la licence d'aubergiste fait partie de l'actif du débiteur qui doit en faire cession comme des autres biens.—C.S., 1900, Choquette, J., *Pagnuelo v. Bastien*, 2 R.P., 455.

ARTICLE 856.

Qu'il suffit de signifier au débiteur la demande de cession et de la produire au greffe avec une réclamation sous serment et les pièces justificatives. La signification de la réclamation sous serment au débiteur, en même temps que la demande de cession, n'est pas requise.—C.S., 1900, Langelier, J., *Lamontagne v. Levert*, 3 R.P., 272.

ARTICLE 857.

Held:—1. That a delay of two days between the filing of a petition to contest a demand of abandonment and the service thereof upon the claimants, is not unreasonable.

2. That such a petition will not be rejected on motion because it was not accompanied with a notice of the time when it would be presented.

3. That the costs of a motion to reject such petition will abide the final issue on the petition.

4. That proceedings upon such a petition must be carried on in the same manner as for petitions to quash a writ of *capias*.—S.C., 1899, White, J., *Manson v. Forand*, 2 P.R., 362.

Qu'il n'est pas besoin d'affidavit au soutien d'une requête pour faire annuler une demande de cession de biens, même si les faits invoqués n'apparaissent pas au dossier.

Qu'il n'est pas nécessaire de donner avis de la présentation de telle requête pour un jour fixe, un avis de la production d'icelle au dossier étant suffisant.—C.S., 1901, Davidson, J., *Dufresne v. Superior*, 8 R. de J., 266.

The contestation of a demand of abandonment is not governed by the rules governing pleadings, but is made by summary petition, which need not be accompanied by a deposit, even if it questions the jurisdiction of the Court in the office of which the demand is filed.

If a debtor, by his petition, urges that a delay was granted to him by the creditor demanding abandonment, the adjudication on his petition, and on the motion to reject the same, will be deferred until after proof is made by both parties of their respective allegations.—S.C., 1902, Doherty, J., *In re Fillion*, 5 R.P., 170.

Il est loisible à la partie qui a produit une exception préliminaire de plaider au fonds avant que le différend soit vidé sur cette exception.—C.S., 1903, Loranger, J., *In re Godmaire*, 5 R.P., 210.

ARTICLE 862.

Held :—1. That the curator to an insolvent estate cannot institute suits on behalf of the debtor or of the mass of the creditors on the advice of the inspectors only and without the leave of the judge.

2. That the judge who has power to grant such leave is the judge or one of the judges of the district in which the judicial abandonment is made, and no other.

3. That the advice of the creditors or inspectors, mentioned in Art. 877 C.P., means the advice of the majority of the creditors or inspectors, given at a meeting of such creditors or inspectors duly called, and where all can be heard.

4. That an action taken against the debtor of an insolvent estate by a curator to that estate, unauthorized or improperly authorized, will be dismissed with costs against such curator personally.—S.C., 1898, Andrews, J., *Hains v. Vineberg*, 1 P.R., 425.

Jugé :—Qu'une cession de biens faite régulièrement devant un officier d'une Cour étrangère, par un commerçant domicilié en cet endroit, est valable à l'encontre d'un "*capias*" pris dans la province de Québec.—C.S., 1898, Mathieu, J., *Ascher v. Douglass*, 1 R.P., 254.

To constitute a valid demand of abandonment of property, the declaration and statement of the debtor must be filed in the office of the Superior Court for the district in which the debtor has his principal place of business or his domicile.

If the declaration and statement be filed in another district than the above, the abandonment is illegal, and all proceedings herein are null and void.—S.C., 1902, Andrews, J., *In re Rivard*, 22 R.J., 190.

ARTICLE 864.

Qu'un gardien provisoire n'a pas le droit d'appeler d'un jugement demandant une requête par lui faite, sans avoir obtenu l'autorisation du tribunal ou du juge à cet effet, et qu'une inscription en Révision par lui prise sans cette autorisation sera rejetée.—C.R., 1899, Taschereau, Cimon et Lemieux, JJ., *In re Dowker*, 3 R.P., 260.

Qu'un gardien provisoire dans une cession de biens ne peut demander que des deniers qui se trouvent entre les mains d'un huissier par suite de la vente des biens du failli à la poursuite d'un créancier lui soient remis ; dans ce cas la Cour ordonnera que l'huissier dépose le montant en Cour pour qu'il soit distribué à qui de droit sans l'autorisation de la Cour.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Hockar v. Giffanny*, 6 R.L., n.s., 330.

Le fait que le gardien provisoire nommé par le notaire est créancier d'une somme inférieure à la réclamation d'un autre créancier, n'est pas une cause suffisante pour que la Cour le remplace par ce dernier.

La Cour n'ordonnera le changement d'un gardien provisoire que sur preuve d'incompétence ou de malhonnêteté.—C.S., 1902, Fortin, J., *In re Bonhomme*, 22 R.J., 22.

ARTICLE 867.

That in an action on a promissory note alleged to have been destroyed by error, where the plaintiff declares that he has offered to defendant and still is ready to give him security against any liability thereon, and where the defendant, after having denied all the allegations of the action, further pleads want of security, and sets up facts tending to establish that he is not liable, a motion to set aside such defence will be dismissed, but without costs.—S.C., 1900, Pagnuelo, J., *Rowan v. Ross*, 3 R.P., 391.

L'engagement par écrit pris par un comptable vis-à-vis un créancier à une faillite, de faire partager ce dernier dans ses honoraires et ses profits, à la condition qu'il lui donne son travail et son vote pour qu'il soit nommé curateur, n'est pas un contrat immoral, ni contre la loi, ni contre l'ordre public. Un tel engagement ne constitue pas une illégalité d'un office public, mais il oblige ce comptable à partager ses honoraires suivant le contrat.—C.S., 1898, Choquette, J., *Miller v. Quesnel*, 4 R. de J., 570.

Dans le cas où un curateur à une faillite, qui est en possession de biens-meubles et immeubles du failli, laisse le pays, et que ce dernier règle ses affaires avec ses créanciers, la Cour, sur une requête, ne pourra lui rendre la possession de ses biens, mais il devra obtenir la nomination d'un nouveau curateur qui lui rétrocédera ses biens, s'il y a lieu.—C.S., 1898, Mathieu, J., Blanchard v. Prévost, 4 R.L., n.s., 501.

ARTICLE 870.

1. Curators to judicial abandonments are administrators of the property thus abandoned. Their office is essentially that of an administrator.

2. A nomination of joint curators or administrators is legal and valid, and they constitute but one person in the eye of the law, so that a solidarity of liability exists between them, as to all their duties and obligations as such.—C.S., 1898, Andrews, J., Dombrowski v. Lefavre, 14 R.J., 462.

Après la cession de biens, les créanciers du cédant ne peuvent, à l'encontre du curateur, saisir aucun de ses effets mobiliers, même ceux dont le curateur n'aurait pas pris possession, et le curateur peut s'opposer à une telle saisie, son opposition constituant une demande de possession des effets saisis.—C.S., 1899, Mathieu, J., Turcotte v. Jacob, 16 R.J., 221.

Le créancier, en vertu d'un jugement, ne peut faire saisir et vendre, en exécution de ce jugement, des biens immeubles cédés par le défendeur à un curateur et dont ce dernier est en possession.—C.S., 1901, Mathieu, J., Demers v. Forest, 7 R. de J., 240.

The curator to an insolvent estate has a right to oppose the seizure and sale of the insolvent's property, seized in execution of a judgment obtained against another party.

An opposition to the seizure and sale of the insolvent's property can be made by the curator without leave of the judge.—S.C., 1901, Doherty, J., Paquette v. Dish, 3 R.P., 480.

L'autorisation de reprendre l'instance au nom d'une partie qui a fait faillite depuis l'institution de l'action, doit être demandée par requête faite dans l'instance en faillite, et non dans la cause où le curateur se propose de reprendre l'instance en lieu et place du failli.—C.S., 1902, Fortin, J., Clark v. Wilder, 5 R.P., 24.

An insolvent, who is an endorser on a promissory note, is entitled to a notice of the protest of such promissory note.—S.C., 1902, Curran, J., Dunenberg v. Mendelsohn, 8 R. de J., 562.

Jugé :—Le curateur à une cession de biens peut recouvrer de l'insolvable les biens qu'il n'a pas cédés ou qu'il a sous-traités, mais il ne peut pas exercer contre le débiteur les actions qui appartiennent individuellement à chacun de ses créanciers (Art. 931, C.P.), pour la balance de la créance de ces derniers contre le débiteur, déduction faite de la partie payée par le produit des biens cédés.—C.S., 1902, Mathieu, J., Desmarteau v. Viau, 4 R.P., 282.

Que le curateur à une faillite n'a pas le droit de dispenser

du protêt les porteurs de billets endossés par l'insolvable ou la société dont il est un des membres.—C.S., 1903, Lavergne, J., *The Molsons' Bank v. Steele*, 5 R.P., 184.

ARTICLE 871.

Jugé :—1. Qu'un créancier peut constater sa créance par un jugement, contre son débiteur, même après la cession de biens de ce dernier, et il peut pratiquer une saisie en vertu de ce jugement.—C.S., 1898, Lemieux, J., *Gagnon v. Proulx*, 1 R.P., 153.

(Confirmant le jugement de Lavergne, J., R.J.Q., 13 C.S., p. 125) :—1. Une cession de biens incomplète, en ce qu'elle ne contient pas une liste assermentée des créanciers du débiteur et qu'elle n'a pas été suivie des avis requis, ne peut être opposée à l'encontre d'une saisie pratiquée sur les biens du débiteur.

2. Les modes d'exécution que le Code de Procédure (ancien texte) prescrit quant aux immeubles cédés par voie de cession de biens, n'excluent pas le mode ordinaire que possède un créancier, en vertu de son jugement, de procéder par bref "de terris" à la saisie et vente des immeubles de son débiteur. (St-Jorre v. Morin et Bégin, 10 L.N., p. 14, approuvé).—C.B.R., 1898, Birks & Lewis, 8 R.J., 517.

Qu'un gardien provisoire dans une cession judiciaire ne peut demander que des deniers qui se trouvent entre les mains d'un huissier par suite de la vente des biens du failli, à la poursuite d'un créancier, lui soit remis ; dans ce cas la Cour ordonnera que l'huissier dépose le montant en Cour pour qu'il soit distribué à qui de droit sous l'autorisation de la Cour.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Hockar v. Giffanny & Lockar*, 6 R.L., n.p., 330.

ARTICLE 876.

Jugé :—Les honoraires de l'avocat, sur une requête en vertu de l'art. 876 C.P., sur laquelle il y a eu contestation par écrit, inscription, enquête et audition, sont les honoraires d'avocat dans une action de deuxième classe, mais sans honoraire d'audition.—C.S., 1902, Desmarais, J., *In re Moreau*, 4 R.P., 38.

Le curateur à une faillite ne peut, sans l'avis des créanciers ou des inspecteurs, et l'autorisation du juge, répondre par écrit à une requête sommaire pour recouvrer la possession d'effets qui se trouvent entre les mains du curateur, à raison de la cession.—C.S., 1902, Fortin, J., *In re Rowe*, 5 R.P., 64.

ARTICLE 877.

The powers of the curator and inspectors are those and no others, given them by the Code of Procedure. They have no power to engage in litigation, even to collect debts, due to the estate or to recover property belonging to it, except by permission of the judge first duly obtained.—S.C., 1898, Andrews, J., *In re Plamondon*, 13 R.J., 377.

Le curateur à une faillite ne peut, sans la permission du juge, sur l'avis des créanciers ou des inspecteurs, exercer des procédés judiciaires pour des droits appartenant à la masse des créanciers.—C.S., 1898, Lemieux, J., Gagnon v. Proulx, 1 R.P., 153.

L'assurance faite en faveur d'une personne en cas de perte, "as his interest may appear," peut, au cas de faillite de celle-ci, être recouvrée valablement par le curateur à telle faillite qui devient alors cessionnaire ou fidéi-commissaire de l'intéressé principal.—C.B.R., 1898, Liverpool, London & Globe Ins. Co. & Valentine, 7 R.J., 400.

1. The condition attached by the law to the bringing of a suit by the curator is that he shall have obtained leave from the judge so to do. If he has not obtained such leave the power is not conferred and he is not the authorized mandatar of the debtor or his creditors, to render the estate liable for the costs and consequences of his action.

2. The power to grant this leave is only given to the judge or judges sitting in the district in which the judicial cession has been made, whatever is the district wherein the curator instituted his action.—C.S., 1898, Andrews, J., Hains v. Vincberg, 15 R.J., 1.

The curator to an insolvent estate has no right to waive protest on behalf of the insolvent as endorser on a promissory note.

Semble :—That the curator to an insolvent estate has the right to waive such protest on behalf of the creditors generally.—S.C., 1902, Curran, J., Dunenberg v. Mendelsohn, 8 R. de J., 562.

V. Art. 870, Paquette v. Dish, 3 R.P., 480.

ARTICLE 878.

Après la cession de biens d'un débiteur pour le bénéfice de ses créanciers, un des créanciers ne peut, en exécution d'un jugement qu'il a obtenu contre le débiteur, faire saisir et vendre, sans le consentement du curateur, des autres créanciers ou de la Cour, les immeubles de ce débiteur, mais la saisie et la vente de ces immeubles doit se faire à la poursuite du curateur. Birks v. Lewis, 8 B.R., 51. (discuté.)—C.B.R., 1902, Demers & Gagnon, 11 R.J., 498.

ARTICLE 879.

Une motion du curateur aux fins de forcer le créancier requérant l'émanation du mandat au shérif lui enjoignant de saisir et vendre les immeubles du failli, à lui donner la description des biens du dit failli, sera renvoyée, la loi indiquant elle-même au shérif ce qu'il doit faire.—C.S., 1899, Choquette, J., In re Castonguay, 17 R.J., 175.

Jugé :—Un créancier ne peut, après que son débiteur a fait cession de ses biens, faire vendre les immeubles de ce dernier, et le curateur, agissant en cette qualité, a le droit de s'opposer à cette vente.—C.S., 1901, Mathieu, J., Guimond v. Gravel, 4 R.P., 17.

ARTICLE 881.

Lorsque le dernier jour du délai fixé pour contester une feuille de dividende, préparée par un curateur à un failli, un créancier fait signifier à ce dernier une requête adressée à un juge en chambre, contestant les collocations faites et demandant la confection d'une nouvelle feuille de dividende, et que sur refus du juge de recevoir cette requête, le créancier la retire du dossier pour la produire sous le titre de contestation entre les mains du curateur quatre jours après, cette requête doit être considérée comme une contestation de la feuille de dividende, et le curateur ne peut l'attaquer par exception à la forme. Si, dans l'intervalle, le curateur a payé quelques créanciers, il ne peut plaider ce fait par une exception à la forme.—C.S., 1898, Tait, A.C.J., Beauchamp v. Gagnon, 4 R.L., n.s., 476.

Les frais d'une requête en contestation d'une demande de cession doivent être taxés en vertu de l'art. 125 du tarif de 1891 de la Cour Supérieure. Lorsque la cause est réglée, après la signification et la production de la requête en contestation, l'honoraire des procureurs est celui déterminé par l'item 8 du tarif. Lorsque dans sa demande de cession le créancier dit qu'il est créancier pour une somme d'au-delà de \$1,200, dont \$200 non garantis, sa demande est de la première classe de la Cour Supérieure. La demande de cession est une véritable action, et, quand elle est contestée, on doit appliquer le tarif des actions ordinaires de même classe.—C.S., 1898, Climon, J., Riou v. Massé, 4 R.L., n.s., 449.

Jugé :—1. La production d'une contestation de réclamation au greffe, après signification d'une copie au curateur, est valide et ne donne pas lieu à une exception à la forme.

2. Cette contestation peut se faire en tout temps avant le paiement du dividende, et être produite au greffe dans un délai raisonnable après signification de copies d'icelle aux parties intéressées.—C.S., 1898, Choquette, J., In re Lévesque, 2 R.P., 58.

Held :—1. That in a petition for a writ of "quo warranto," the fact that the petitioner is described in the petition and affidavit under the name of "Louis Pélouquin," while the affidavit is signed "Louis Poliquin" is sufficient ground for exception to the form.

2. Semble :—That a motion to amend such description in the petition and affidavit, accompanied by an affidavit stating that this is simply a clerical error, would be granted.—S.C., 1899, Curran, J., Poliquin v. Martel, 2 R.P., 60.

Held :—The curator to an insolvent estate has a right to attack a privileged claim by showing that part of what is supposed to be rental price goes to the repayment of a loan, and, therefore, does not constitute a privileged claim.—S.C., 1900, Doherty, J., In re Mercier, 3 R.P., 483.

Jugé :—Le créancier d'un débiteur insolvable est sans intérêt à soutenir que le cessionnaire d'un autre créancier du même débiteur n'a pas donné valable considération, et que le transport n'a pas été signifié au débiteur.—C.S., 1901, Mathieu, J., Johnson v. Sharswood, 3 R.P., 473.

ARTICLE 883.

Jugé :—Qu'en vertu des articles 882 et 883 du Code de Procédure Civile le créancier du failli ou le curateur, avec l'autorisation des inspecteurs, peut assigner le débiteur à comparaître devant le juge ou le protonotaire et l'interroger sous serment relativement à son bilan et à l'état de ses affaires ; que le failli n'a pas le droit d'être représenté ni assisté par un avocat à cet examen et surtout que l'avocat du failli n'a pas le droit de transquestionner ce dernier ; l'examen autorisé par ces articles n'étant que préliminaire et à l'effet de fournir des renseignements aux créanciers ou au curateur.—C.S., 1901, Langelier, J., *In re Riopelle*, 4 R.P., 180.

Jugé :—1. Que par l'article 883 C.P., le juge ne peut ordonner à un tiers de comparaître devant lui, ou devant le protonotaire, pour être interrogé sous serment, "relativement à la liquidation des biens d'un failli," mais que ce tiers ne peut être assigné et examiné, suivant l'article 882 C.P., que "quant au bilan et à l'état des affaires du failli."

2. Qu'un ordre d'assignation donné par le protonotaire, en l'absence du juge, en vertu de l'article 33 C.P., sur une requête qui ne renferme pas les termes mêmes de l'article 882 C.P., est sujet à révision.—C.S., 1902, Choquette, J., *In re Smith*, 4 R.P., 385.

ARTICLE 885.

Held (affirming Mathieu, J) :—1. That after a delay of two months has already been granted for making the proof of the allegations of the contestation of an insolvent's statement, a further delay of two months will not be granted because the insolvent has retarded the proceedings by filing an exception to the form and a motion for particulars (which he had a right to do), especially when otherwise it appears that the contestant had not used proper diligence.

2. (Affirming Loranger, J.) That particulars will be ordered on the allegations of a contestation of an insolvent's statement which state that the insolvent has secreted promissory notes and sums of money, and that the contestant will have to give the names of the parties to the said promissory notes, and the dates and amounts of each of them, a detailed statement of the sums of money collected and secreted, and of the sums which were in the possession of the insolvent and were secreted by him.

3. That a motion for particulars of secretion can be made by the insolvent at any time before foreclosure.

4. That an exception to the form by an insolvent, praying for the rejection of certain allegations of the contestation of his statement, be rejected as being too vague, will not be granted, when a motion for particulars on the same allegations, presented without waiver of the exception to the form, has been granted.

5. That the contestant will, however, be condemned to pay the costs of such exception to the form.—C.Q.B., 1899, Sylvestre & Létang, 2 P.R., 367.

Held :—That a pretended abandonment, whereby the defendant states that he has no assets whatever, cannot avail against a judgment of the Court declaring that the defendant had fraudulently done away with his property, and absconded from the province, especially where the said pretended abandonment had been intitled and filed in another cause, where the plaintiff was not a party, and had not been followed by the appointment of a curator or any other proceeding.—S.C., 1900, Davidson, J., Roumilhac v. Vianez, 3 P.R., 362.

Proceedings instituted under art. 885 C.C.P., against a debtor who has made a judicial abandonment, are of a penal nature, and the rules and principles which govern evidence, and its effects in criminal cases, must be applied, and to justify a conviction the guilt of the debtor as to omission to enter property in his statement, or secretion of property, must be established by clear and conclusive evidence.—C.K.B., 1902, Brice & Wilks, 11 R.J., 464.

ARTICLE 886.

Under the New Code of Procedure, where a debtor has made a judicial abandonment and given notice thereof to his creditors, and no proceedings have been taken for the appointment of a provisional guardian, or of a curator, the delay for contestation of the abandonment runs from the date of such abandonment, and after the expiration of four months, without any contestation, a debtor who has been imprisoned under a judgment against him for damages, is entitled to his liberation.—S.C., 1898, Tait, A.C.J., Burrows v. Keating, 13 R.J., 535.

ARTICLE 887.

Dans la contestation du bilan d'un insolvable, le contestant doit faire sa preuve dans les quatre mois de l'avis qui lui a été donné de la cession de biens. Il ne suffit pas qu'il conteste dans les quatre mois, mais il faut qu'il fasse sa preuve dans ce délai, si, avant l'expiration des quatre mois, il n'a pas obtenu la prolongation du délai.—C.S., 1897, Casault, J.C., Bégin v. Lemieux, 4 R.L., n.s., 161.

Cession de biens—Contestation de bilan—Prolongation de délai pour prouver les allégations de la contestation—Exception à la forme—Motion pour particularités—Art. 387, C.P.C.:—(Confirmant les jugements de la Cour Supérieure):—1. Sur une contestation de bilan par le curateur à une cession de biens, le failli qui attend la production d'exhibits par le curateur et l'ordre de la Cour avant de produire sa réponse à la contestation, et qui alors produit des exceptions à la forme contre des allégations vagues et des motions pour particularités, ne retarde pas la procédure sur la contestation de manière à autoriser le juge, aux termes de l'alinéa 3 de l'article 887 C.P.C., à accorder un nouveau délai de deux mois au curateur pour faire la preuve des allégations de sa contestation.

2. Dans l'espèce, le juge ayant fixé un délai de six jours pour la production de la réponse à la contestation du bilan, le

failli pouvait, dans les trois premiers jours de ce délai, produire une motion d'exception à la forme et, avant l'expiration de ce délai, une motion pour particularités, et on ne pouvait lui reprocher qu'il n'avait pas fait ces motions dans les trois jours de la production de la contestation du bilan.

3. La contestation du bilan d'un failli ayant un caractère pénal, chaque allégation doit préciser les faits dont on se plaint de manière à les identifier et à donner connaissance au failli des actes dont on fera la preuve contre lui. Ainsi des allégations que le failli aurait recelé frauduleusement des billets pour un montant excédant \$10,000, une somme d'environ \$7,000 reçue par lui en divers montants à son magasin et diverses autres sommes d'argent se montant en tout à plus de \$25,000,—sont trop vagues et la Cour Supérieure était bien fondée à en ordonner la précision.

4. Toutefois la Cour Supérieure ayant ordonné au curateur de préciser ses allégations de recel, et ayant ensuite renvoyé l'exception à la forme du failli avec dépens contre le curateur, le failli n'avait pas intérêt à se plaindre du jugement renvoyant son exception à la forme, puisqu'on lui avait accordé, sur sa motion pour particularités, tout ce qu'il aurait pu obtenir sur son exception à la forme.—C.B.R., 1899, Sylvestre & Létang, 8 R.J., 385.

ARTICLE 888.

Jugé :—Le débiteur qui s'entend avec un de ses créanciers, son parent, pour faire cession et ce après lui avoir remis des marchandises en paiement de partie de ce qu'il lui doit, et, de plus, ne donne pas le nom de tous ses créanciers, sera sur preuve de ces faits, condamné à la prison tel que prévu par l'article 888 C.P.—C.S., 1901, Choquette, J., In re Thibault, 4 R.P., 259.

ARTICLE 889.

Where a person was arrested under a writ of "capias ad respondendum," and the present defendant gave bail to the sheriff, and subsequently the debtor made an abandonment of his property for the benefit of his creditors and gave due notice thereof, and his "bilan" having remained uncontested during the four months following the notices, he was relieved from the effect of the "capias," his surety on the bail bond was also discharged from his obligation.—S.C., 1898, Curran, J., McClary Manuf. Co. v. Morin, 14 R.J., 423.

ARTICLE 895.

Quand une société a déjà obtenu jugement contre un débiteur, un membre de la société ne peut pas, après la dissolution de celle-ci, obtenir un autre jugement pour sa part de la même dette, mais il peut exécuter pour sa part le jugement déjà obtenu par la société.

ARTICLE 895—Continued.

Lorsque, dans sa requête accompagnant un *capias*, le membre d'une société dissoute demandera une nouvelle condamnation, et, de plus, que le *capias* soit maintenu, la Cour pourra n'accorder que cette dernière conclusion et joindre le *capias*, pour la part du poursuivant, au jugement rendu en faveur de l'ancienne société.—C.R., 1897, Casault, Routhier et Caron, J.J., Crépeau v. Boisvert, 13 R.J., 405.

Where a debtor is going to the United States merely because he is unable to obtain in this province employment sufficient for the support of his family, and he has secured a better situation in the United States, the circumstances do not disclose an intent to defraud his creditors, and he is entitled to have the writ of *capias* quashed. But no costs will be allowed the debtor on the quashing of the writ where he denied to plaintiff's agent the fact of his intended departure, and thereby created a reasonable suspicion against him.—S.C., 1897, Doherty, J., Seguin v. Cartier, 13 R.J., 346.

Where an asset which should be available for the payment of the creditors generally, is given to one of them, by a trader, at a time when he was insolvent and aware of his insolvency, a fraudulent preference is hereby conferred, which constitutes sequestration and renders him liable to arrest under writ of *capias* "ad respondendum".—S.C., 1898, DeLorimier, J., Cooke v. Jacobi, 13 R.J., 433.

1. The rules governing the use of the writ of "*capias* ad respondendum" are those of the place where the arrest under the writ is made; they are those of the "*lex fori*," and not those of the "*lex loci*." Therefore, the fact that the alleged sequestration of effects by a debtor, arrested under a writ of "*capias*" in the Province of Quebec, took place in another province of the Dominion of Canada, is not a bar to the exercise by the creditor of his remedy by way of "*capias*" in this Province, if the debtor be found within the jurisdiction.

2. The mere knowledge by the creditor issuing the "*capias*," that a criminal proceeding had been issued by another creditor, and the fact that the former had contributed to pay the expenses of such criminal proceeding, are not sufficient to rebut the presumption of good faith, so as to deprive the said creditor of the remedy by "*capias*" against his debtor while the latter is within the jurisdiction.—C.B.R., 1898, Gault & Clouter, 7 R.J., 546.

Les demandeurs ayant fait demande régulière de cession de biens au défendeur, un commerçant, ce dernier, au lieu de déposer son bilan, avait réuni ses créanciers et leur avait proposé une certaine composition. Les créanciers, sauf le demandeur, se montrèrent favorables à cette proposition, et accordèrent au défendeur un délai de huit jours pour faire signer cette composition, le défendeur dans l'intervalle mettant tout son avoir sous la garde des agents des créanciers,

Jugé :—Que les demandeurs ayant un droit absolu de forcer le défendeur à faire cession de ses biens, ils pouvaient le faire arrêter sous *capias*, l'intention de frauder n'étant pas nécessaire dans ce cas; et que, dans l'espèce, il y avait refus suffisant de la part du défendeur de faire cession de ses biens.

ARTICLE 895—Continued.

—C.R., 1898, Taschereau, Pagnuelo et Lavergne, J.J., Agnew & Dagenais, 14 R.J., 167.

The mere intention to leave the country without intent to defraud is no ground for issuing proceedings by way of *capias* or seizure before judgment.—S.C., 1898, DeLorimier, J., Kellert v. Carranza, 4 R. de J., 318.

Jugé :—Un *capias*, émané en vertu d'un affidavit ne contenant pas mention du lieu où la dette a été créée ou est payable, sera renvoyé sur motion à cet effet.—C.S., 1898, Caron, J., Dussault v. Rosa, 1 R.P., 129.

Held :—Where, in an attachment before judgment, the affidavit alleges : "That the defendant is about to leave the Province of Quebec and Ontario with the intent of defrauding his creditors in general, and the plaintiff in particular."

"That the defendant is about to secrete his goods and effects with intent to defraud his creditors in general, and the plaintiff in particular."

"That plaintiff will thereby be deprived of his recourse against the defendant,"—it will be dismissed with costs.—C.C., 1898, Tait, A.C.J., Finlayson v. Fulton, 1 P.R., 414.

The fact that the debtor spoke to several persons of going to Sacramento, Cal., to look after his interest in a certain succession does not show intention to abscond with intent to defraud, and does not justify the issue of a writ of "*capias*."

2. Allegations of fraudulent appropriation of moneys, which would support a criminal charge, cannot be used to justify the issue of a writ of "*capias*," the creditor not being entitled to substitute the latter proceeding for the remedy by criminal process.—S.C., 1898, Curran, J., Nelson v. Lippe, 14 R.J., 437.

Held :—That a "*capias*" will be quashed on petition to that effect, if the plaintiff does not allege in his affidavit that by the secretion or intended departure of the defendant he will be deprived of his recourse against him.—S.C., 1899, Doherty, J., Filiatrault v. Piché, 2 P.R., 289.

Jugé :—Que le fait par un défendeur, actionné en dommages pour rupture de promesse de mariage, d'avoir dit à la demanderesse qu'il s'en irait aux Etats-Unis pour se débarrasser d'elle, si elle insistait pour que leur mariage se fasse dans le délai convenu, ne suffit pas pour donner lieu à un "*capias*" contre lui, si rien ne prouve qu'il avait l'intention de mettre ses paroles à exécution, et de frauder la demanderesse.—C.S., 1899, Tellier, J., Walker v. Goldman, 2 R.P., 103.

Jugé :—1. Que le demandeur qui allègue, dans un affidavit pour "*capias*," que le défendeur lui est personnellement endetté en une somme excédant cinquante piastres, pour le montant d'un billet promissaire, dont il donne la date et le lieu où il a été consenti, et d'un jugement rendu sur ce billet, condamnant le défendeur à lui payer cette somme, n'est pas tenu de dire où le jugement a été rendu, le billet constituant la cause de la dette.

2. Que le déposant n'est pas tenu de dire quand le défendeur a caché et soustrait ses biens, s'il allègue que ce recel et cette soustraction ont été faits avec l'intention de le frauder.

3. Que le déposant n'est pas tenu de donner les raisons qu'il a de jurer que le défendeur a soustrait et caché ses biens, s'il jure positivement que ce récel et cette soustraction ont eu lieu.

4. Que le déposant n'est pas tenu de dire, dans son affidavit, de quelle manière la soustraction ou le récel ont eu lieu. —C.S., 1900, Mathieu, J., Lussier v. Vincent, 3 R.P., 98.

"Capias."—Lorsque, dans un affidavit pour un bref de "capias ad respondendum," le demandeur jure qu'il est informé des faits sur lesquels il se base pour demander l'émission du bref, il doit donner le nom de la personne qui lui a fourni les renseignements, et à défaut de cette indication le bref de "capias" sera cassé sur la requête du défendeur. —C.S., 1900, Lemieux, J., Lemieux v. Bussièrès, 18 R.J., 499.

L'allégation générale de récel dans l'affidavit et la déclaration sur procédure par "capias" est suffisante, et le demandeur ne peut être tenu de donner des particularités exposant quels sont les actes spéciaux de récel reprochés au défendeur. —C.S., 1900, Taschereau, J., Goold v. Ruthven, 8 R. de J., 283.

Que le fait de réclamer les dépens dus au procureur ne rend pas le "capias" nul si la demande comprend, en outre, une créance personnelle de plus de \$50 au demandeur.

Que tenter de mettre ses émoluments à l'abri de ses créanciers en ayant un associé pour créancier permanent, ne donne pas lieu au "capias." —C.S., 1900, Mathieu, J., Le Comptoir d'Escompte v. Decelles, 3 R.P., 130.

That an affidavit for "capias" must set forth that the defendant is immediately about to leave the provinces of Quebec and Ontario, and a "capias" issued upon an affidavit merely stating that the defendant is about to leave the said provinces, will be quashed on petition to that effect. —S.C. 1901, Davidson, J., Kidd v. MacKinnon, 5 R.P., 177.

Qu'un "capias" sera cassé sur requête, si l'affidavit ne fait pas voir que la dette pour laquelle il a été émis est une dette personnelle, ou s'il n'indique pas le lieu où elle a été créée, ou est devenue exigible. —C.S., 1903, Loranger, J., European Importing Co. v. Mallekson, 5 R.P., 255.

V. Art. 853, Perkins v. Perkins.

ARTICLE 897.

Jugé :—Que le bref de "capias" émis après jugement fait partie de la procédure originale et n'est pas une cause distincte.

2. Qu'une pièce de procédure signée du nom du procureur et sous sa direction, par une personne de son bureau, est régulière.

3. Qu'un procès-verbal d'huissier annexé à la pièce signifiée au moyen du mucilage est régulièrement dans le dossier. —C.S., 1897, Lynch, J., Buzzell v. Harvey, 1 R.P., 214.

1. Dans notre droit, même depuis notre nouveau Code de Procédure, le "capias ad respondendum" existe encore, et non seulement il existe avant jugement, mais il existe aussi

après jugement, comme moyen pour un demandeur de mettre en état d'arrestation son débiteur qui, pour le frauder, et lui faire perdre son recours, cache et soustrait ses biens.

2. Notre art. 987 C.P.C., ne contredit pas l'art. 832, ce dernier ne s'applique qu'à la contrainte par corps, tandis que l'autre a rapport au "capias," deux choses absolument différentes.—C.B.R., 1899, Elliott & La Banque de Québec, 9 R.J. 532.

ARTICLE 898.

Jugé :—Que le défendeur arrêté sur "capias," ne peut par motion demander et obtenir des détails se rapportant au lieu et temps des actes de recel, pour suppléer au contenu de l'affidavit mentionné à l'article 898 C.P.—C.S., 1898, Lynch, J. Buzzell v. Harvey, 1 R.P., 108.

Jugé :—Qu'un allégué basé sur la croyance du déposant d'après des renseignements pris, est valable s'il est précédé d'une assurance formelle, que le défendeur est sur le point de quitter les provinces de Québec et d'Ontario, et que ces deux allégués n'étant pas incompatibles peuvent s'appuyer l'un sur l'autre.—C.S., 1898, Mathieu, J., Nelson v. Lippé, 1 R.P., 19.

Jugé :—Qu'un affidavit pour "capias" qui ne mentionne pas la date où la dette a été contractée est insuffisant, et qu'un "capias" émané sur un tel affidavit sera renvoyé sur requête.

Semble :—Qu'il suffit que la requête en nullité de "capias" soit présentée dans un délai raisonnable.—C.S., 1898, Mathieu, J., Barlow v. Dolan, 1 R.P., 110.

Jugé :—1. Que les mots : "et que sans le bénéfice d'un "capias ad respondendum," émis contre la personne du défendeur, le demandeur perdrait son recours et souffrirait des dommages," équivalent à ceux du paragraphe 5 de la Cédula "R" de l'appendice du C.P., qui se lisent comme suit : "le demandeur sera ainsi privé de son recours contre le défendeur." (Dans l'espèce il s'agit de recel.)

2. Que le fait que le demandeur a juré que le défendeur lui était endetté pour \$550 et a conclu à jugement de pareille somme, quand les allégués de sa déposition démontrent qu'il n'est dû en réalité que \$525, ne constitue pas une irrégularité fatale au "capias."—C.S., 1898, Routhier, J., Landry v. Denny, 1 R.P., 79.

Jugé :—Un défendeur poursuivi par voie de saisie-arrest avant jugement, peut par motion, demander et obtenir des détails ou particularités quant au lieu, temps, des actes de recel et la nature de ces actes.—C.C., 1899, Choquette, J., Gaudet v. Mainville, 2 R.P., 382.

Jugé :—Que le fait de réclamer les dépens dus au procureur ne rend pas le capias nul si la demande comprend en outre une créance personnelle de plus de \$50 au demandeur.

2. Que tenter de mettre ses émoluments à l'abri de ses créanciers en ayant son associé pour créancier permanent, ne donne pas lieu au "capias."—C.S., 1900, Mathieu, J., Le Comptoir d'Escompte v. Decelles, 3 R.P., 130.

ARTICLE 901.

Jugé :—Qu'un "capias" émané sur l'affidavit du demandeur alléguant le départ prochain du défendeur, et la vente de ses meubles, en se basant sur l'information donnée à lui, le demandeur, par une personne digne de foi, sera cassé sur requête, si le demandeur n'indique pas le nom de la personne qui lui a donné cette information.—C.S., 1900, Lemieux, J., Lemieux v. Bussière, 2 R.P., 318.

Held :—An affidavit for conservatory attachment, founded upon belief, must state the grounds of such belief.

2. A conservatory attachment based upon a donation, the affidavit, and not only the declaration, must show that the debt is due and exigible, and that the deed of donation has been registered, and must also state that a demand of payment has been made of the moneys claimed in virtue of such donation.—S.C., 1901, Davidson, J., Lefebvre v. Castonguay, 4 R.P., 431.

Held :—The affidavit for attachment "en mains tierces," when founded upon information or belief, must state the grounds of such belief and the sources of such information, and, in the absence of such statement, the seizure will be quashed on petition.—S.C., 1901, Davidson, J., Duclos v. Beaumier, 20 R.J., 237.

ARTICLE 909.

Semble :—Que le demandeur en défaut de faire signifier ses affidavits dans le délai requis, peut être subéquemment autorisé à ce faire en payant les frais de son défaut.—C.S., 1897, Archibald, J., Renaud v. Hoffman, 1 R.P., 75.

Held :—The provision of law authorizing the plaintiff in certain cases to serve the defendant with the declaration by leaving a copy of the same for him in the prothonotary's office within three days from the seizure, withdraws these three days from the delay ordinarily required between service and return. Therefore, where the writ, in an action of revendication, was served upon the defendant with a delay of more than ten days, but a copy of the declaration was deposited in the prothonotary's office for defendant with a delay of only nine days, the service was held sufficient.—S.C., 1897, Archibald, J., Nordheimer v. Farrell, 1 P.R., 34.

Jugé :—Que le défaut par le demandeur dans une saisie-arrest avant jugement de faire signifier au greffe ou à la partie dans les trois jours qui suivent la saisie, une copie de l'affidavit sur laquelle cette saisie a été émanée, peut donner lieu à une exception à la forme.—C.S., 1897, Archibald, J., Renaud v. Hoffman, 1 R.P., 75.

Jugé :—Que dans une saisie-arrest avant jugement, le défaut de la signification d'une copie de l'affidavit dans les trois jours qui suivent la signification du bref, est un bon moyen d'exception à la forme.—C.S., 1898, Mathieu, J., Poitras v. Gagné, 1 R.P., 245.

Jugé :—Que le défaut de signification de la déclaration dans les trois jours qui suivent la saisie-gagerie, est un motif

valable d'exception à la forme, mais que si, cependant, cette déclaration est signifiée subséquemment, elle restera au dossier, mais le délai pour plaider sera reculé.—C.S., 1898, Mathieu, J., Marson v. Hughes, 1 R.P., 262.

Held :—That omission to leave a copy of the declaration with the defendant, or at the office of the Court, within three days after the service of a writ of conservatory attachment, is a good ground of exception to the form.—C.C., 1898, Dorion J., Bougie v. The Ogdensburg Coal & Towing Co., 1 P.R., 388.

Held :—That a plaintiff, in a conservatory attachment, will be allowed, on paying the costs of an exception to the form, to amend the conclusions of his declaration in such manner as they shall conform with the allegations of the affidavit, and also to furnish the defendant with a copy of the affidavit upon which the writ was issued.—S.C., 1899, White, J., Biron v. Tanguay, 2 P.R., 393.

Qu'il n'y a pas lieu de déclarer une saisie-revendication irrégulière pour le motif que le demandeur ne se serait pas conformé aux arts. 909 et 948 C.P.C., quand l'irrégularité est réparée et résultait d'une erreur cléricale, mais que les données sur l'exécution doivent être supportées par le demandeur.—C.S., 1900, Mathieu, J., Ruel v. Langlois, 3 R.P., 132.

ARTICLE 913.

Jugé :—Le défaut par le défendeur arrêté sur "capias" de renouveler le cautionnement fourni, malgré l'ordre de la Cour à cet effet, constitue une bonne raison pour lui ordonner de se remettre sous la garde du shérif.—C.S., 1901, Lange-lier, J., Béliveau v. Boschen, 4 R.P., 62.

Jugé :—1. Le débiteur condamné aux dommages par un jugement pour injures verbales et sur le point d'être incarcéré en vertu d'un bref de contrainte par corps, peut obtenir la suspension du bref en faisant cession de ses biens, pourvu qu'il fournisse caution de se mettre sous la garde du shérif quand il en sera requis.

2. Mais la cession de biens faite par le contraint par corps ne lui permet pas d'être libéré avant l'expiration des délais accordés au créancier pour la contester.—C.S., 1902, Mathieu, J., Fréchette v. Prévost, 4 R.P., 404.

ARTICLE 919.

Dans un "capias" et une saisie-arrêt avant jugement, basés sur les dommages causés par une fausse arrestation, l'affidavit du demandeur contenait l'allégué suivant :—

"That the said defendants are connected with a Spanish spy system which has been conducted by them and others in the United States."

Jugé :—Que ce ne serait là ni un acte dommageable pour le demandeur ni un acte comportant l'intention de frauder, et que cet allégué sera renvoyé sur requête en droit.—C.S., 1903, Mathieu, J., Kellert v. Carranza, 1 R.P., 264.

That a demurrer to a "capias" will not be dismissed on exception to the form, the defendant being at liberty to adopt that proceeding instead of the petition to quash.—S.C., 1899, Todd v. Murray, 3 R.P., 521.

The affidavit upon which a "capias" is founded must indicate the place where the debt was contracted, and in the absence of such indication the "capias" will be quashed on petition.—S.C., 1900, Mathieu, J., Sheridan v. Pingree, 17 R.J., 310.

ARTICLE 920.

Held :—That a defendant, who being arrested under a writ of "capias," pays the debt and costs in full to avoid detention, cannot by motion, demand the return of the writ and proceedings thereon, to discuss the validity of the "capias" or of the plaintiff's claim : his only recourse is by action to recover back the money paid or in damages.—S.C., 1900, Doherty, J., Leduc v. Martel, 2 P.R., 556.

ARTICLE 922.

Jugé :—L'article 922 C.P. n'est pas limitatif d'aucun délai pour la signification et présentation de la requête invoquant fausseté des allégations, mais n'a que l'effet de déterminer et fixer le mode et les délais dans lesquels il sera procédé à la contestation liée sur telle requête.—C.S., 1899, Bélanger, J., Poirier v. O'Dell, 2 R.P., 30.

ARTICLE 925.

Jugé (confirmant Routhier, J.) :—La disposition contenue dans l'art. 925 C.P.C., et qui permet au tribunal de condamner un débiteur qui a été élargi sous caution, à un emprisonnement indéterminé, est constitutionnelle.

Cet emprisonnement n'est ni une peine, ni une punition, mais simplement un moyen d'exécution pour forcer le débiteur à se vider les mains de ce qu'il détient au préjudice de ses créanciers.

La condamnation du débiteur à un emprisonnement limité à huit mois, n'est pas ce que la loi semble vouloir, mais ce n'est pas à lui à s'en plaindre, l'intérêt étant la mesure des contestations comme des actions et des appels.—C.R., 1899, Casault, Caron et Andrews, JJ., Quebec Bank v. Tozer, 17 R.J., 308.

ARTICLE 927.

That a pretended abandonment, whereby the defendant states that he has no assets whatever, cannot avail against a judgment of the Court, declaring that the defendant had fraudulently done away with his property, and absconded from the province, especially where the said pretended abandonment had been intitled and filed in another cause, where the

plaintiff was not the party, and had not been followed by the appointment of a curator or any other proceeding.—S.C., 1900, Doherty, J., Roumihac v. Vianez, 3 R.P., 362.

ARTICLE 931.

Held :—Where a bookkeeper, having left his employer's service, fails to account to his employer for a certain sum of money which the latter claims he has not accounted for, and when he is about to leave the provinces of Quebec and Ontario, the employer can attach by process of conservatorship such sum, which he claims is in defendant's keeping or deposited with a third party, and have the same placed in judicial custody in order to assure to the plaintiff the exercise of his rights over the same, and this attachment will hold good although it was made in the form of a "saisie-arrêt avant jugement."—S.C., 1898, Mathieu, J., White v. Steytler & Bank of Toronto, 1 P.R., 236.

Saisie-Arrêt Avant Jugement :—Le défendeur donna des billets promissoires aux demandeurs au montant de \$52 pour le prix d'une semeuse qu'il avait achetée. A l'échéance, ne pouvant payer les dits billets, il offrit de remettre la dite semeuse, plus \$10 pour les quinze jours pendant lesquels il l'avait employée. Les demandeurs refusèrent. Le défendeur ayant obtenu une situation sur le chemin de fer Drummond fut obligé de quitter St-Agapit pour venir résider à Lévis. Avant de partir, il fit un encan de tous ses effets après avoir donné avis public à la porte de l'église. Les demandeurs saisirent son salaire entre les mains de la compagnie. Il contesta la saisie, alléguant qu'il avait agi de bonne foi, ouvertement, et qu'il n'avait jamais eu l'intention de commettre aucune fraude au préjudice des demandeurs.

Jugé (après avoir consulté les autres juges) :—Un débiteur qui refuse de payer un montant qu'il doit et qui vend ses effets, même publiquement et de bonne foi, ne commet pas moralement une fraude, mais il commet une fraude légale qui donne ouverture à la saisie-arrêt.—C.S., 1898, Andrews, J., Massey & Harris v. Côté, 14 R.J., 78.

1. L'endosseur par complaisance de billets qui poursuit le faiseur, alléguant que ce dernier a fait escompter ces billets dont l'un est échu et non payé, qu'il est insolvable et en déconfiture, qu'il recèle ses biens dans l'intention de frauder ses créanciers et refuse de leur faire cession de ses biens quoique requis et tenu de le faire comme commerçant, et qui conclut à ce que ce faiseur soit tenu de l'indemniser de son cautionnement comme endosseur, soit en payant les billets, soit en en déposant le montant en Cour,—ne peut, à raison de ces faits, accompagner son action d'une saisie conservatoire des biens du défendeur, cette saisie n'étant permise que lorsque le saisissant a un privilège spécial qu'il veut conserver.

2. (Infirmant sur ce point le jugement "a quo"). Les faits allégués donnant ouverture à la saisie-arrêt avant jugement,—la créance de la caution sous l'article 1953 C.C. pour se faire indemniser par le débiteur étant une créance personnelle

ARTICLE ,931—Continued.

dans le sens de l'article 931 C.P.C.,—la saisie faite par les appelants pouvait valoir comme saisie-arrêt avant jugement malgré le nom de "saisie-conservatoire" qu'ils lui avaient donné.—C.B.R., 1898, Bourassa & Lorigan, 8 R.J., 289.

Qu'un débiteur qui conteste une demande de cession de biens ne peut être considéré comme ayant refusé de faire cession de biens.

Qu'une saisie-arrêt avant jugement prise contre un débiteur sur le seul motif qu'il aurait refusé de faire cession de ses biens, en contestant la demande que lui en avait faite son créancier, sera cassée sur requête à cet effet.—C.S., 1899, Pagnuelo, J. The Marlatt & Armstrong Co. v. Schloman, 6 R.L., n.s., 138.

Le demandeur avait fait une demande de cession à la défenderesse, mais celle-ci contesta la demande, et sa contestation ayant été renvoyée par la Cour Supérieure, elle inscrivit en révision où elle perdit encore. Dans l'intervalle le demandeur, craignant que la défenderesse ne dissipât ses biens avant le jugement de la Cour de Révision, fit émaner contre elle un bref de saisie-arrêt avant jugement :—

Jugé :—Que la défenderesse ayant résisté mal à propos à la demande de cession, le demandeur, aux termes de l'article 931 du Code de Procédure Civile qui autorise la saisie avant jugement lorsqu'un commerçant, qui a cessé ses paiements, refuse de faire cession de ses biens, bien que d'ailleurs requis, était bien fondé dans le recours qu'il avait adopté.—C.S., 1898, Gill, J., Renaud v. Hoffman, 15 R.J., 92.

Jugé :—Une saisie-conservatoire prise par un employé congédié, pour salaire non payé et dommages causés par son renvoi illégal, sera annulée sur requête à cet effet, l'employé n'ayant pas, dans ce cas, de privilège sur les biens de son patron.

2. Une saisie-conservatoire sera renvoyée sur exception à la forme, si, prise pour des dommages non liquidés, elle a été émise sans l'ordre d'un juge.—C.S., 1901, Mathieu, J., Poirier v. Ornstein, 3 R.P., 487.

An affidavit whereon an attachment issues, if founded on information or belief, must state the grounds of such belief and the sources of such information.—S.C., 1901, Davidson, J., Duclos v. Beaumier, 8 R. de J., 30.

Le bref d'arrêt simple obtenu au cours de l'instance, peut être mis à exécution après le jugement sur l'action, et avant que ce dernier ne devienne exécutoire.—C.S., 1901, Cimon, J., Lévesque v. Beaulieu, 8 R. de J., 181.

Les expressions "caché ou soustrait" signifient distraire ses biens de manière à ce que ses créanciers ne puissent les avoir.

Le fait de transporter ses biens dans un autre pays et de les mettre ainsi hors de la juridiction de nos tribunaux, et de l'atteinte des créanciers de notre province, constitue une soustraction.

Un débiteur insolvable, et qui le sait, qui néglige ou refuse de payer ses créanciers de la Province de Québec, et qui se prépare à transporter immédiatement des billots qu'il y a

faits, dans la province du Nouveau Brunswick, est présumé légalement être sur le point de cacher ou soustraire ses biens, quand bien même ce transport de billots serait une suite nécessaire de ses opérations de chantier.

L'intention de frauder ses créanciers est suffisamment prouvée par la connaissance que le débiteur avait du préjudice que l'acte, qu'il faisait, allait leur causer.

Les biens d'un débiteur sont le gage commun de ses créanciers.

Les actes d'un débiteur insolvable, surtout s'il connaît son insolvabilité, sont réputés faits en fraude de ses créanciers s'ils causent ou sont de nature à causer un préjudice.

Un débiteur insolvable, qui connaît son insolvabilité, commet une préférence ou une soustraction frauduleuse, en payant un ou plusieurs créanciers sans payer les autres, et en se mettant par là dans l'impossibilité de payer ces derniers, quelles que soient ses protestations de bonne foi et de bonnes intentions de les payer.—C.S., Cimon, J., 1902, Boulet "et al." v. McInerney, 8 R. le J. 447.

Un affidavit à l'appui d'une saisie-arrêt avant jugement, qui est simplement basé sur la croyance du déposant quant à la perte du recours du demandeur, au lieu d'affirmer ce fait positivement, est insuffisant, et la saisie-arrêt sera annulée sur requête.—C.S., 1902, Robidoux, J., Michaud v. Clément, 5 R.P., 25.

ARTICLE 932.

Le demandeur avait promis de vendre au défendeur un immeuble moyennant \$1,000, payable par versements semestriels de \$25 avec intérêt à 6 p.c., le demandeur n'étant tenu à consentir l'acte de vente définitif que lorsque \$500 seraient payés, le défendeur devant perdre tout droit s'il négligeait de payer deux versements. Par le même acte, le demandeur donnait à bail au défendeur le même immeuble, moyennant \$57 par semestre, le défendeur devant payer toutes les taxes, primes d'assurance et réparations :

Jugé :—Qu'un tel acte constitue une promesse de vente, et non un bail, ne donne au demandeur aucun privilège sur les meubles du défendeur, et ne donne ouverture ni à la saisie-gagerie, ni à la poursuite sommaire.—C.S., 1898, Pagnuelo, J., Picard v. Renaud, 2 R.P., 27.

ARTICLE 933.

That the affidavit for a "saisie-revendication" need not be signed by the plaintiff, his bookkeeper, clerk or legal attorney.—S.C., 1899, Curran, J., McGregor -Gourlay Co., v. La-belle, 2 P.R., 93.

ARTICLE 940.

Jugé :—Qu'un défendeur n'a pas le droit de faire réduire une saisie en mains-tierces au montant demandé plus les

frais.—C.S., 1899, Langeller, J., Copland v. Waterbury, 2 R.P., 384.

Jugé :—Qu'un affidavit pour saisie-arrêt, fait dans une cause où la demanderesse est désignée comme femme mariée, sans dire qu'elle est séparée de biens et constatant que le défendeur doit à la demanderesse, personnellement, une somme y mentionnée, est irrégulier, parce que la femme mariée est présumée commune en biens, lorsqu'il n'est pas dit qu'elle est séparée de biens, et que la créance due à la femme mariée, commune en biens, est une créance de la communauté. et, conséquemment, du mari.—C.S., 1900, Mathieu, J., Shorey v. Hamilton, 2 R.P., 574.

Bien qu'un demandeur qualifie sa procédure de saisie-conservatoire, et que cette procédure ne puisse être maintenue, néanmoins telle procédure peut valoir comme saisie-arrêt avant jugement, si, d'ailleurs, l'affidavit produit est suffisant pour justifier l'émanation d'une saisie-arrêt avant jugement.—C.S., 1902, Mathieu, J., Browne v. Ward, 8 R. de J., 511.

ARTICLE 946.

A une saisie-revendication, prise par un vendeur non payé, le défendeur peut plaider, sans exciper du droit d'autrui, que les marchandises ne sont plus dans le même état, et ont été vendues et sont en la possession d'un tiers.—C.S., 1898, Loranger, J., Chaput v. Pelletier, 4 R.L., n.s., 511.

Jugé :—Que le co-propriétaire par indivis n'a pas d'action en revendication pour saisir-revendiquer des biens appartenant à plusieurs membres sociétaires, mais que les droits des parties doivent être réglés sur action en compte et partage.—C.C., 1898, Gagné, J., Perrin v. Bilodeau, ..P., 361.

Qu'il y a lieu à exception à la fin si quelques-uns des objets énumérés dans la déclaration d'une saisie-revendication ne sont pas mentionnés dans l'affidavit ni dans le procès-verbal de saisie, et que le fait que cette différence changerait la classe de l'action est un préjudice suffisant.—C.S., 1898, Loranger, J., Baron v. Vallée, 1 R.P., 517.

Jugé :—Que l'animal qui traverse de la propriété de son maître sur celle du voisin par suite du mauvais état de la clôture de ligne de ce dernier, ne peut être considéré errant, et si le voisin le met en fourrière, il y a lieu à la saisie-revendication.—C.C., 1898, Bélanger, J., Toupin v. Leduc, 1 R.P., 470.

Le vendeur non payé qui a livré ses marchandises dans les trente jours précédant la faillite de l'acheteur, peut, dans les trente jours de la vente, et livraison, se faire remettre telles marchandises par l'acheteur, alors qu'elles sont encore dans la même condition. L'action en revendication, instituée par le curateur à la faillite de l'acheteur, contre tel vendeur, aux fins de le forcer à remettre telles marchandises pour le bénéfice commun des créanciers, sera, dans ces circonstances, déclarée mal fondée et renvoyée avec dépens et le vendeur sera maintenu dans ses droits et sa possession.—C.S., 1900, Gill, J., Bilodeau v. Durocher, 7 R. de J., 71.

Sur une demande tendant à obtenir la valeur d'effets mobiliers, confiés par le demandeur au défendeur, il est plus rigoureux d'accorder l'option de remettre tels effets, mais le défendeur ne peut souffrir de ce défaut, vu qu'il lui est loisible d'offrir ces effets mobiliers et que la Cour pourra toujours, en adjugeant au fonds, accorder un délai au défendeur pour faire cette remise.—C.S., 1900, Pagnuelo, J., *Randolf v. Saxe*, 7 R. de J., 31.

La saisie-revendication ne peut être dirigée que contre la personne qui possède l'objet revendiqué, ou qui, l'ayant possédé, s'en est départie par dol ou fraude dans le but d'en empêcher la revendication.

La vente d'un memorandum donné par un prêteur sur gages en échange de l'objet mis en gage, est une transaction commerciale, et celui qui l'achète de bonne foi du porteur, et retire l'objet, ne peut en être dépossédé, même par le véritable propriétaire lequel, dans l'espèce, n'offrait pas de rembourser le prix payé par l'acheteur.—C.S., 1900, Choquette, J. *Sauvé v. Despras*, 17 R.J., 453.

Que le locataire d'une maison n'a pas droit à une saisie-revendication pour saisir ses meubles entre les mains de son propriétaire auquel il est dû du loyer.—C.C., 1901, *Dorion, J. McAvoy v. The Merchants' Bank of Halifax*, 3 R.P., 400.

L'insuffisance ou des irrégularités dans un affidavit pour obtenir une saisie-revendication, ne constituent pas des moyens qui puissent faire annuler l'assignation elle-même; l'affidavit n'est requis que pour obtenir la saisie-revendication et cette saisie est indépendante de l'assignation.

Une exception à la forme invoquant semblables moyens et demandant le renvoi de l'assignation comme illégale et irrégulière sera renvoyée avec dépens.—C.S., 1902, *Langelier, J. Albert v. Gravel*, 8 R. de J., 456.

V. Art. 314, *Roberge v. Roberge*, 3 R.P., 403.

ARTICLE 948.

Dans une saisie-revendication, le défaut de signification d'une copie de l'affidavit dans les trois jours qui suivent la signification du bref, cause préjudice au défendeur, et est un bon moyen d'exception à la forme.—C.C., 1901, *Champagne, J. Champleau v. Oulmet*, 7 R. de J., 561.

V. Art. 909, *Ruel v. Langlois*, 3 R.P., 132.

ARTICLE 949.

Que, lorsqu'un piano est saisi-revendiqué, le défendeur a droit d'en garder la possession, préférablement au saisissant, en donnant bonne et suffisante caution, mais à son défaut de fournir ce cautionnement, la possession en sera accordée au demandeur aux mêmes conditions.—C.S., 1899, *Mathieu, J. Valiquette v. Desaulniers*, 6 R.L., n.s., 212.

ARTICLE 951.

Saisie-Revendication :—Where an article is seized in defendant's possession under a seizure in revendication, the fact that at the time of the seizure the defendant had been appointed guardian thereof under an execution against himself in another suit, is no answer on his part to the demand in revendication, inasmuch as he might have relieved himself of any responsibility as guardian towards the creditor who issued the execution by notifying him of the seizure in revendication.—S.C., 1898, Doherty, J., *La Banque d'Hochelega v. McConnell*, 14 R.J., 240.

ARTICLE 952.

A writ of "saisie-gagerie" cannot be issued when no rent is due, on the ground that the lessee has the intention of removing his furniture from the leased premises, although he has not yet done so. No action lies in favor of the lessor to declare the existence of his privilege and to put the property in the hands of justice so as to secure its exercise, on the ground that the lessee is about to remove the property from the premises leased. If the lessor is in position to swear that he verily believes that in virtue of circumstances, which he would relate in his affidavit, that the lessee is then immediately about to remove his property and to conceal it with intent to defraud, he would have the right to proceed by way of seizure before judgment.—S.C., 1898, Archibald, J., *Chassé v. Desmarteau*, 5 R. de J., 198.

Qu'une réclamation en dommages peut être opposée en compensation lorsqu'elle résulte de la violation du contrat même qui fait la base de l'action, par exemple, lorsque dans une action sur bail avec saisie-gagerie, le défendeur oppose à la demande de loyer de son propriétaire des dommages soufferts par lui, à la suite du défaut de faire à la maison les réparations convenues.—C.S., 1899, Archibald, J., *Marchand v. Bouchard*, 5 R.L., n.s., 323.

Held :—Nothing prevents the plaintiff, in an attachment for rent, from abandoning his claim for damages, and such desistment will not be rejected on motion.—S.C., 1901, Davidson, J., *Gariépy v. Poulin*, 4 R.P., 105.

ARTICLE 955.

Jugé :—Que l'affidavit nécessaire pour l'émanation d'une saisie-conservatoire étant essentiel à l'émanation de cette saisie, ne peut en aucun cas être amendé.—C.S., 1897, Andrews, J., *Corriveau v. Dugas*, 1 R.P., 142.

Held :—1. That the landlord's privilege ceases where the effects subject to it are destroyed by fire, and, consequently, does not extend to the insurance moneys, proceeds of a policy of insurance on such effects.

2. That where the tenant fails to furnish the premises leased with sufficient furniture or moveable effects to secure the future rent, the landlord's remedy is to have the lease

ARTICLE 955—Continued.

set aside and to recover damages; he cannot sue for the remainder of the term.—S.C., 1898, Tait, A.C.J. Vaughan v. Pelletier & Manchester Ins. Co., 1 P.R., 472.

Une action, non accompagnée de saisie, qui n'identifie aucunement le bois sur lequel le bûcheron prétend avoir un privilège, dont les conclusions sont à l'effet que le propriétaire lui-même produise le bois sur lequel le demandeur prétend avoir travaillé pour le compte de l'entrepreneur, qui n'est même institué que deux mois après que tout le bois du chantier a été livré par l'entrepreneur au propriétaire, et après que ce dernier a fait flotter et mêler tout le bois coupé dans les chantiers, sera renvoyée avec dépens en l'absence d'aucune preuve d'identification du bois et d'aucune preuve que ce bois pouvait, même lors de l'institution de l'action, être encore entre les mains du propriétaire.—C.C., 1898, De Lorimier, J., Rocheleau v. Way, 4 R. de J. 259.

Lorsqu'il s'agit d'une action en dissolution de société, il suffit, pour faire connaître les faits qui donnent naissance à la dissolution de société, à la banque où sont déposés les fonds de cette société, de mettre la banque en cause.—C.S., 1899, Casault, J.C., Bouchard v. Plamondon, 2 R.P., 324.

Jugé:—Qu'un demandeur qui se prétend créancier privilégié sur les deniers provenant d'une vente en justice, n'a pas pour cela le droit de demander le renvoi d'une opposition à fin de conserver régulièrement produite.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., Lovell v. Collins, 2 R.P., 19.

Jugé:—Il suffit, pour obtenir une saisie-conservatoire, d'alléguer dans l'affidavit l'un des cas de l'Art. 955 C.P., sans qu'il soit besoin d'y faire aucune allégation de fraude ou de recel comme dans l'arrêt simple, qui ne saurait être assimilé à la saisie-conservatoire.—C.S., 1899, Casault, J.C., Bouchard v. Plamondon, 2 R.P., 324.

Held:—That the alleged irregularity and nullity in the issuing of the writ was waived by the defendant, who had previously made a motion to fix the amount of bail by the giving of which the property attached might be relieved from seizure under said writ.—S.C., 1900, White, J., Bélanger v. Godbout, 3 P.R., 107.

Held:—1. Creditors of a succession are by law entitled to a separation of property from that of the heirs of the debtor, and have a right of preference or privilege upon the property of the said succession against the creditors of the said heirs.

2. Such creditors may obtain a conservatory attachment under article 955 C.C.P., to have the moveable property of such succession placed under judicial custody in order to assure the exercise of their rights upon it.

3. The fact that the heirs at law are minors and represented by a tutor who by law can only accept the succession under benefit of inventory, does not affect the right of creditors of the succession to the separation of property and the exercise of their rights upon it.

4. Nothing in the law requires as a condition for the obtaining of a writ of conservatory attachment that the affidavit

ARTICLE 955—Continued.

should set forth that the creditor has no other remedy equally convenient, beneficial and effective; it is sufficient if such affidavit set forth a state of facts leading to that conclusion.—S.C., 1900, Doherty, J., Hardy v. Shannon, 6 R. de J., 567.

Qu'il n'y a lieu à la saisie-conservatoire que dans les trois cas cités à l'art. 955.

Qu'on ne peut faire saisir-conserver dans une action prise contre l'administration d'une succession, que les meubles et créances sur lesquels on a un privilège, c'est-à-dire les meubles et créances de la succession, et non pas ceux du défendeur.

Qu'il n'y a pas lieu à la saisie-arrêt avant jugement lorsque le défendeur cache ou soustrait, non ses biens, mais ceux de la succession qu'il a administrée, même en y ajoutant que les biens du défendeur sont, pour la plupart, sinon en entier, des biens de cette succession.—C.B.R., 1901, Turcotte & Dumoulin, 5 R.P., 206.

Jugé :—Que l'indemnité due par une compagnie d'assurance, en cas de sinistre, est une simple créance résultant d'un contrat aléatoire, et, sauf le cas de cession anticipée de l'indemnité, le créancier hypothécaire n'a aucun droit de préférence à exercer sur cette indemnité, et, par conséquent, il n'y a pas lieu à l'exercice de la saisie-conservatoire entre les mains de la compagnie d'assurance.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., Leroux v. Cholette, 4 R.P., 193.

Held :—The purchaser who has not yet received the goods sold to him, and on account of which he paid certain sums, cannot seize, by way of conservatory attachment, goods of the same nature and quality, owned by the defendant, and which plaintiff alleges to be defendant's only asset.—S.C., 1901, Archibald, J., Papin v. Long, 4 R.P., 140.

Une saisie-arrêt avant jugement, prise sur les biens d'une succession en vertu d'un affidavit alléguant, contre des légataires universels, recel et départ de la Province, ne peut pas être changée en saisie-conservatoire, s'il est démontré que les allégations de l'affidavit sont fausses.—C.S., 1901, Choquette, J., Skarry v. O'Meara, 7 R. de J., 112.

Que le défendeur ne peut faire casser, sur requête, une saisie-conservatoire qu'en s'attaquant à l'affidavit ou en établissant que les biens saisis sont exempts de saisie; les autres moyens doivent être invoqués par plaider au fonds.—C.S., 1901, Mathieu, J., Lafleur v. Beaudin, 3 R.P., 442.

Une saisie-conservatoire prise par un employé congédié, pour salaire non payé et dommages causés par son renvoi illégal, sera annulé sur requête à cet effet, l'employé n'ayant pas, dans ce cas, de privilège sur les biens de son patron.—C.S., 1901, Mathieu, J., Poirier v. Ornstein, 3 R.P., 487.

Jugé :—Sauf le cas du par. 2 de l'art. 955 C.P., il n'y a pas lieu à la saisie-conservatoire pour les gages des matelots ou services rendus à bord des navires employés à la navigation intérieure.—C.C., 1902, Dorion, J., Bertrand v. Anderson, 4 R.P., 387.

Jugé :—1. Dans une saisie-conservatoire où le demandeur se prétend propriétaire des effets saisis, et les fait mettre sous la main de la justice pour assurer l'exercice de ses droits sur

iceux, l'intervention faite par le curateur à la faillite des débiteurs, qui conteste seulement le droit de propriété du demandeur sur les effets saisis, sera taxée suivant l'art. 60 du tarif, et non comme une requête en cassation de saisie-conservatoire.

2. Les frais d'intervention par le curateur seront taxés contre la partie qui succombe, et non pas contre la faillite.

3. La taxe d'un mémoire peut se faire en l'absence des procureurs de la partie succombante et sans avis à eux, si l'avis de taxe avait déjà été donné et que les procureurs aient envoyé leurs objections au protonotaire, par écrit.—C.S., 1902, Desmarais, J., Auger v. Montambault, 4 R.P., 457.

Un créancier n'a droit d'exercer son recours, par voie de saisie-conservatoire, que lorsqu'il est propriétaire d'un objet mobilier ou qu'il a un privilège sur celui.—C.S., 1903, Mathieu, J., Browne v. Ward, 8 R. de J., 511.

L'émanation d'une saisie-conservatoire est valable dès lors que le demandeur fait voir qu'il a droit au privilège du vendeur sur les biens et effets saisis.

Le fait que le procès-verbal de saisie contenant la nomination du gardien n'avait été signifié que deux jours après la saisie est une irrégularité, mais qui, dans l'espèce, ne peut avoir causé aucun préjudice à la défenderesse. Le fait que le demandeur aurait mal à propos désigné la défenderesse comme épouse de A. D. et mis le dit A. D. en cause pour autoriser son épouse, est une irrégularité qui ne rend pas nulle l'assignation de la défenderesse, mais, dans ces circonstances, la Cour ordonnera que les mots désignant la défenderesse comme épouse de A. D. et ceux relatifs à l'autorisation soient retranchés de l'action telle qu'instituée; 2^o et l'exception à la forme de la défenderesse sera renvoyée, chaque partie payant ses frais.—C.S., 1902, Mathieu, J., Blanchard v. Nivet, 8 R. de J., 326.

Le bref de saisie-conservatoire doit être accompagné d'une déclaration ou contenir un exposé suffisant des causes de la demande.

Si les objets à saisir sont, non des espèces, mais des sommes d'argent en la possession d'une banque, on doit procéder par saisie en mains tierces, et non par saisie-conservatoire.

Une saisie-conservatoire, prise pour saisir des sommes d'argent et non accompagnée de déclaration, sera renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1902, Mathieu, J., Leith v. Hall, 5 R.P., 155.

ARTICLE 956.

An action of conservatory seizure is subject to the same rules and delays as summary matters and attachments before judgment.

A judgment maintaining a conservatory seizure and ordering that the plaintiff be put in possession of the effects seized "under the authority of the Court," without fixing any delay for the delivery of the effects, is not executory until after the lapse of eight days after its date, and a writ of possession

issued before the expiration of that time, without service of the judgment, and without a further order of the Court, is premature and illegal.—S.C., 1901, Davidson, J., Kaufman v. Campeau, 19 R.J., 479.

ARTICLE 957.

A declaration in an action for injunction alleged that the plaintiffs were the owners of an immoveable property and remained in possession thereof for a number of years, when certain persons, acting in the plaintiff's name, assumed to sell the property to the defendant; that the deed of sale was null and fabricated, but it nevertheless recognized the plaintiff's right to enjoy the property for educational purposes; and that the defendant by violence dispossessed the plaintiffs. The conclusions simply asked that the defendant be enjoined from troubling the plaintiffs in their possession of the immoveable.

A petition for the issue of an interlocutory injunction alleged that the allegations of the declaration were true, that the matter was urgent and the plaintiffs were ready to give security, and concluded with a prayer that the defendant be ordered to restore the plaintiffs to the possession of the immoveable, and particularly of certain parts thereof, and be ordered not to molest them in such possession.

On inscription and answer in law :—

Held :—1. That the declaration disclosed no right to the remedy by injunction, and, moreover, showed that such remedy was inapplicable.

2. That, as the plaintiffs had not demanded the annulment of the deed of sale alleged by them to be fabricated, they could not, by injunction proceedings, be restored to the possession of an immoveable with which they had parted by the said deed.

3. That, in order to entitle a party to the remedy by injunction, it must appear "prima facie" that he has a clear legal right which has been violated, and that redress is urgently required and cannot be obtained by recourse to other general or special remedies.—C.R., 1898, Tait, Taschereau and Lavergne, J.J., *The School Commissioners of Outremont v. The Town of Outremont*, 1 P.R., 449.

Held :—That a petition for injunction, served on the opposite party, and asking, before praying for a permanent injunction, that the respondent be summoned to answer the merits thereof, is valid so far as an interlocutory injunction is concerned, although it be not accompanied with a writ of summons, and will not be dismissed on exception to the form.—S.C., 1898, Doherty, J., *Hart v. Rainville*, 1 P.R., 541.

Injunction—1. Sous l'empire du Nouveau Code de Procédure Civile, le bref d'injunction n'existe plus comme demande principale; il est une procédure accessoire à une action principale, et conservatoire de sa nature.

2. Il n'est accordé par le juge que pour empêcher la destruction de la propriété ou des autres droits que le demandeur réclame par son action, mais jamais sur une action en dommages.

ARTICLE 957—Continued.

"Sembler" que le recours légal, lorsqu'une motion pour faire rejeter l'injonction pour défaut d'avis au défendeur a été rejetée, n'est pas la révision, mais bien l'appel à la Cour du Banc de la Reine.—C.R., 1899, Casault, Routhier et Andrews, J.J., *McArthur v. Coupal*, 16 R.J., 521.

An action of damages lies against a person who passes off articles or goods manufactured by him as the manufacture of another, and a writ of injunction may be granted to restrain the sale of such goods under false representations, although the plaintiff has not registered any trade mark for the goods manufactured by him.—C.R., 1899, Taschereau, Climon and Lemieux, J.J., *The Vive Camera Co. v. Hogg*, 18 R.J., 1.

The cutting of trees on land by a trespasser alleging adverse title is irreparable injury within the meaning of Art. 957 of the Code of Procedure, and an interlocutory injunction may be issued in a possessory action, to restrain the party doing the injury from the continuance of the act.—C.R., 1899, Tait, Loranger, White, J.J., *McDougall v. Grignon*, 15 R.J., 535.

Held :—(Maintaining interlocutory injunction granted by *Mathieu, J.*) :—1. An injunction will be granted at the suit of the purchaser of a business to restrain the vendor from violating a stipulation in the agreement of sale whereby the vendor agreed not to enter the same business again at any time or help anyone to do so.

2. Such a stipulation is violated when the vendor enters the employ of a rival firm in the same locality, as their manager and soliciting agent.—S.C., 1899, *Lynch, J., Cook v. Brisebois*, 2 P.R., 162.

Injunction proceedings can be taken against parties to a suit only. Such suit may be instituted simultaneously with the application for the injunction.

The service of a petition or notice of any kind, without writ, does not suffice to constitute the person upon whom such service is made a party to a suit.—S.C., 1900, *Andrews, J., Paradis v. Paradis*, 19 R.J., 375.

Lorsqu'il appert que le requérant a apparemment le droit exclusif de se servir d'un nom ou d'une raison sociale, la Cour ordonnera, aux conditions exprimées en telle ordonnance, l'émanation d'un bref d'injonction interlocutoire en vue d'empêcher un défendeur de se servir de ce nom ou de cette raison sociale.—C.S., 1902, *Mathieu, J., Moore v. Trudel*, 8 R. de J., 164.

Qu'une demande d'injonction interlocutoire faite par requête libellée avant l'émanation du bref de sommation n'est pas une action, une instance ou un procès, et que la partie qui fait telle demande ne peut, même si elle ne réside pas dans la Province de Québec, être tenue de fournir un cautionnement pour les frais de cette requête.—C.S., 1902, *Robidoux, J., The Ozone Company v. Lyons*, 5 R.P., 238.

Qu'un associé au cours d'une action en dissolution de société a contre son associé le droit à une injonction interlocutoire mandatoire, pour l'empêcher de continuer d'enfreindre la règle que les parties doivent rester avec les mêmes avan-

tages jusqu'à ce que le procès soit fini.—C.S., 1903, Lavergne, J., Bourdon v. Dinelle, 5 R.P., 240.

ARTICLE 964.

Jugé :—1. Les listes des électeurs municipaux, faites sous les dispositions de l'article 4515 et suivants des Statuts Refondus de la Province de Québec, peuvent être cassées pour cause d'illégalité sous les dispositions de l'article 4376 des dits statuts, comme le constate l'article 4522.

2. Il n'y a pas lieu au bref d'injonction lorsque la loi pourvoit à un remède spécial aux griefs dont on se plaint.—C.S., 1902, Mathieu, J., Wallace v. Languedoc, 4 R.P., 361.

Que lorsqu'un jugement a été rendu maintenant un bref d'injonction et ordonnant au défendeur de s'abstenir de faire un certain acte, et que, nonobstant cet ordre, ce défendeur continue à faire cet acte, une règle "nisi" lui ordonnant de comparaître pour montrer cause pourquoi il ne sera pas emprisonné pour mépris de Cour et condamné à l'amende, peut émaner contre lui.

Que s'il est établi qu'avant l'émanation de cette règle ce premier jugement maintenant l'injonction avait été inscrit en Révision, la règle sera annulée et dissoute avec dépens contre le demandeur.—C.S., 1900, Gill, J., McGale v. Simard, 6 R.L., n.s., 209.

ARTICLE 968.

Held :—That a petition asking for a peremptory injunction must only be adjudicated upon at the trial, and cannot be tried before the action.—S.C., 1899, Doherty, J., The Consolidated Car Heating Co. v. Came, 2 P.R., 401.

ARTICLE 971.

Que s'il est établi qu'avant l'émanation d'une règle pour mépris, émanée contre un défendeur qui a un bref d'injonction, a été maintenu parce qu'il a fait un acte à lui défendu, s'il est établi qu'avant l'émanation de cette règle, ce premier jugement maintenant l'injonction avait été inscrit en Révision, la règle sera annulée et dissoute avec dépens contre le demandeur.—C.S., 1900, Gill, J., McGale v. Simard, 6 R.L., n.s., 209.

ARTICLE 973.

Held :—That in an action to enforce a contract of sale and to recover the price when the object of the sale has been tendered by the vendor to the purchaser, who refused to take delivery, and where it is perishable and its price liable to fluctuate, the Court will appoint a sequestrator with power to sell.—S.C., 1901, Davidson, J., Gordon v. Pinder, 4 R.P., 321.

Jugé :—Dans une requête pour séquestre, les moyens sur lesquels la demande est basée doivent être spéciaux, et il n'est pas suffisant d'alléguer simplement "que les immeubles ne

sont pas loués ni administrés," vu, surtout, que le défendeur absent du pays, avait nommé un procureur qui voit à l'administration des dites propriétés.—C.S., 1902, Mathieu, J., Meyers v. Ritson, 4 R.P., 394.

Jugé :—Dans une requête pour séquestre, les moyens sur lesquels la requête est basée devraient être spéciaux, et il n'est pas suffisant d'alléguer simplement "qu'il est de l'intérêt de la requérante que l'immeuble soit judiciairement séquestré."—C.S., 1902, Langelier, J., Crevier v. Cloutier, 4

R.P., 347.

ARTICLE 978.

Held :—That the fees on proceedings for the winding-up of a company, under the "Winding-up Act," are the fees of a first-class action, and do not fall under the general article of the tariff declaring all actions not otherwise provided for to be second class actions.—C.Q.B., 1898, Wurtele, J., Bogue & Promotive of Arts Ass., 1 R.P., 519.

Que dans un "quo warranto," intenté contre un conseiller municipal ou le requérant allègue généralement que l'intimé était intéressé dans un contrat qu'un tiers avait avec la municipalité, il pourra être ordonné au requérant, sur motion de l'intimé, de fournir les détails précisant de quelle manière l'intimé est intéressé dans ce contrat.—C.S., 1899, Doherty, J., Tremblay v. Brien, 6 R.L., n.s., 202.

Jugé :—1. Que dans une poursuite contre une corporation violant ses pouvoirs où il ne s'agit pas d'intérêt public général, il suffit de donner le nom de la personne qui a donné l'information et le montant du cautionnement fourni, dans la requête, à laquelle réfère l'information libellée sans réciter de nouveau ces faits dans l'information.

2. Que cette irrégularité, si c'en était une, ferait le sujet d'une exception à la forme, et non d'une inscription en droit.—C.S., 1900, Mathieu, J., Archambault v. The St. Lawrence Investment Society, 2 R.P., 519.

ARTICLE 980.

Jugé :—Que l'affidavit requis par l'Art. 980 C.P. pour l'émission d'un bref de "quo warranto," ne l'est que pour obtenir l'autorisation du juge, et que si le juge autorise l'émission du bref, le défendeur n'est pas reçu à se plaindre de l'insuffisance de cet affidavit.—C.S., 1898, Mathieu, J., Miron v. Martel, 1 R.P., 192.

Qu'un affidavit ainsi conçu : "Tous les faits allégués dans la requête ci-dessus sont vrais et bien fondés au meilleur de ma connaissance et croyance, d'après les renseignements que j'ai pris, et, après lecture faite, j'ai déclaré ne savoir signer," est suffisant pour obtenir l'autorisation du juge à l'émission d'un bref de "quo warranto."—C.S., 1898, Mathieu, J., Miron v. Martel, 1 R.P., 192.

Que l'affidavit exigé par l'article 980 peut être assermenté devant un commissaire de la Cour Supérieure qui est l'associé en affaires de celui qui le donne.—C.S., 1899, Langelier, J., Caisse Générale v. Dupuis, 2 R.P., 330.

ARTICLE 987.

Aux termes de l'article 987 C.P.C., toute personne peut porter plainte lorsqu'un individu usurpe ou exerce une charge dans une corporation municipale. On doit considérer comme personne intéressée aux termes de cette disposition le propriétaire d'immeubles porté au rôle d'évaluation, et qui paie des taxes à telle corporation municipale. Il n'est pas nécessaire que ce propriétaire, lors de l'institution des procédures sous l'art. 987 possède les qualifications d'électeur municipal, ces qualifications ne sont requises que lorsque les procédures sont instituées sous l'art. 346 C.M.—C.R., 1899, Mathieu, Lynch et DeLorimier, J.J., Sigouin v. Viau, 5 R. de J., 410.

Qu'une corporation peut, comme un individu, porter plainte, en vertu de l'article 987 du C.P., contre celui qui usurpe une charge.—C.S., 1899, Langelier, J., La Caisse Générale v. Dupuis, 2 R.P., 330.

1. La qualification d'un conseiller municipal peut être contestée par "quo warranto," conformément aux dispositions de l'article 987 et suivants du Code de Procédure Civile, malgré que la cause d'inéligibilité existe lors de l'élection.

2. La requête en contestation d'élection, remède accordé par les articles 4275 et suivants de "l'Acte des Corporations de Ville," n'exclut pas le recours par bref de "Quo warranto."

3. Le tribunal ne peut exercer ici la discrétion que l'on exerce en Angleterre sur la demande pour émanation d'un bref de "Quo warranto."

4. Le demandeur ayant participé à l'élection du défendeur et l'ayant lui-même proposé, comme conseiller, sachant dans le temps qu'il n'avait pas les qualifications voulues par la loi, a acquiescé à sa nomination et ne peut plus se plaindre de son défaut de qualification.—C.S., 1898, Bourgeois, J., Lemire v. Nault, 15 R.J., 33.

Un affidavit accompagnant une requête pour "quo warranto" est nul lorsqu'il est reçu devant un officier incompetent—dans l'espèce, un député greffier de la Cour de Circuit—et rend nul le bref lui-même, et le défendeur peut invoquer cette nullité par exception à la forme.—C.S., 1899, Mathieu, J., Lavoie v. Jeffrey, 16 R.J., 363.

Un conseiller municipal, qui était aubain lors de son élection comme tel, et de l'émanation d'un bref de "quo warranto," demandant son exclusion de sa charge pour la raison qu'il n'était pas sujet britannique, ne peut, en se faisant naturaliser pendant l'instance, obtenir le renvoi de ce bref, la naturalisation n'ayant aucun effet rétroactif.—C.S., 1899, Charland, J., Campeau v. Grosboillot, 17 R.J., 116.

Jugé :—Le candidat élu à une charge publique, et pour suivi par voie de "quo warranto," ne peut être forcé de lire ou d'écrire.—C.S., 1901, Bélanger, J., St-Arnaud v. Barrette, 4 R.P., 102.

Jugé :—1: Les seuls contrats qui, d'après l'art. 4215 S.R.Q., rendent celui qui les a incapable de siéger au conseil d'une ville, sont ceux qui établissent des relations constantes entre celui qui les a et la corporation.

2. Le fait d'avoir vendu à une ville une carrière et son outillage, ne rend pas le vendeur incapable de faire partie du conseil de cette ville.—C.S., 1902, Langelier, J., Léonard v. Martel, 4 R.P., 320.

Lorsque les raisons sur lesquelles la contestation de l'élection est basée existaient au moment de l'élection ou dans les délais fixés par ses différents statuts pour contester, si l'élection n'a pas été contestée suivant le mode et dans les délais spéciaux fixés par ces statuts, il y a prescription et la Cour n'a pas juridiction pour connaître des raisons de contestation sur un bref de "quo warranto."—C.S., 1902, Choquette, J., Chapdelaine v. Girouard, 8 R. de J., 268.

ARTICLE 992.

Les propriétaires de terrain ne peuvent être assujettis aux travaux d'un cours d'eau qu'en proportion de l'étendue de leur terrain égoutté, sans égard à la longueur du parcours de l'eau dans le dit cours de l'eau.

La requête pour "mandamus" doit préciser distinctement le devoir que le requérant veut contraindre l'intimé d'accomplir, et, dans l'espèce, la requérante devait indiquer spécialement les travaux dont elle demandait l'exécution.—C.S., 1898, Bourgeois, J., Vanasse v. La Corp. de Maskinongé, 4 R. de J., 228.

Jugé :—Qu'il n'y aura pas lieu d'accorder une requête pour "mandamus," dans le but de forcer la Cité de Montréal à faire une expropriation, s'il est prouvé par des affidavits que l'intimée n'a pas les deniers nécessaires pour la faire, le coût de cette expropriation excédant les limites de son pouvoir d'emprunt.—C.S., 1898, Mathieu, J., Halpin v. La Cité de Montréal, 1 R.P., 393.

Held :—1. That a writ of "mandamus" will not issue against a registrar to compel him to discharge a hypothec on certain lots not mentioned in a deed of retrocession whereof copy was remitted to him for registration, whether said omission was intentional or not.

By Tait, A.C.J. (Sept. 7, 1898). That such petition will not be heard, unless a copy is previously served on the respondent.—S.C., 1898, Davidson, J., Lagassé v. Ouimet, 1 R.P., 484.

Held :—That where the by-laws of a building society provide that a person desirous of becoming a member thereof must be approved of either by the directors or by the shareholders, and that a transfer of shares is subject likewise to the approval of either the directors or the shareholders, all proceedings which have to be adopted and pursued in consequence of a decision either of the directors or of the shareholders must be directed against the corporation and not against the directors or the shareholders.—C.Q.B., 1899, Upton & Hutchison, 2 P.R., 300.

"Mandamus."—(Confirmant Routhier, J., Sir L. N. Cassault, J.C., "dissentiente") :—1. Un bref de "mandamus" adressé à deux personnes, à l'une comme secrétaire et à l'autre comme assistante-secrétaire, sera maintenu contre la pre-

ARTICLE 992—Continued.

mière et rejeté avec frais quant à la seconde, s'il est démontré que cette dernière ne possède pas telle qualité.

2. Le "mandamus" adressé à deux personnes dont le concours est nécessaire pour l'accomplissement de l'acte demandé, sera rejeté pour les deux, s'il est déclaré illégal quant à l'une d'elles; mais il en sera autrement si tel acte pouvait être exécuté par l'une seulement de ces deux personnes.

3. Le fait que le bref a été adressé aux deux défendeurs comme notaires, et que dans la requête y annexée ils sont respectivement désignés comme secrétaire et assistant-secrétaire de la Corporation de la Ville de Lévis, n'empêche pas la désignation d'être suffisante, bien que le seul office reconnu par la loi soit celui de secrétaire-trésorier de la Ville de Lévis.—C.R., 1899, Casault, Caron et Andrews, JJ., *Mercier v. Roy*, 16 R.J., 510.

Que dans une requête pour "mandamus," lorsque le requérant, dans ses conclusions, demande plusieurs choses dont quelques-unes ne peuvent s'obtenir par "mandamus," l'intimée, toutefois, ne pourra faire une exception dilatoire pour forcer le requérant à opter entre ses différentes conclusions.—C.S., 1899, Curran, J., *Bédard v. La Municipalité du Village DeLorimier*, 6 R.L., n.s., 37.

No "mandamus" will be granted unless it is shown that the public officers or Court of inferior jurisdiction has omitted, neglected or refused to perform a duty belonging to such officer or any act which by law he is bound to perform.

"Mandamus" will not be allowed to revise the decision of magistrates who have once heard a case and decided it in a matter within their jurisdiction.

The law does not oblige a magistrate to issue his warrant except when, in his opinion, a case for so doing is made out, and under Sec. 559 Crim. Code, he is not obliged to give all his reasons, he has merely to express his opinion—when he does so the magistrate cannot be considered as having omitted, neglected or refused to perform the duty of his office.—S.C., 1899, Tait, A.C.J., *Thompson v. Desnoyers*, 5 R. de J., 405.

Held :—1. That a petition for a writ of "mandamus" to force a township corporation, to open a road and expend annually a certain sum of money thereon in accordance with a resolution of the County Council is sufficient in law, although it does not state that any public notice of the appeal to the County Council was given, where it does not appear that the respondent had acquiesced in the appeal to the County Council, and had been represented for that purpose and heard on the merits thereof.

2. That, if a municipal corporation has seven years to open and complete a road, and is bound to expend thereon a certain sum annually, an action may be taken to compel it to do so after one year.

3. That in such case it is not necessary for the plaintiff to allege that the said sum would be sufficient, if expended, to pay any indemnity which might be payable for land damages in connection with the said road.—S.C., 1899, White, J., *Young v. Corp. of Hereford*, 2 P.R., 481.

Held :—1. A "mandamus" to order the demolition of a projection over a city street should be asked against the city corporation and not against one of its officers.

2. To justify the issuing of "mandamus" in a similar case, the complainant must show a particular act of neglect of duty on the part of the city, involving a real injustice and damage to him.

3. "Mandamus" is not strictly demandable as of right, but may be issued or withheld in the discretion of the Court.—C.R., 1901, Casault, Routhier and Andrews, JJ., Pettigiew v. Baillargé, 20 R.J., 173.

Held :—1. A resolution of a club ordering the expulsion of one of its members, for acts deemed derogatory to the honor and dignity of the club, is not "ultra vires," nor unreasonable, and will not give rise to a writ of "mandamus."

2. If, however, the constitution of the club provides that such resolution shall be adopted by a two-thirds' vote, that means the two-thirds of the members present at the meeting, and not of the members who actually voted at the said meeting when the vote was taken.—S.C., 1901, Doherty, J., Lamarche v. Club de Chasse Canadien, 4 R.P., 75.

A "mandamus" does not lie against a railway company to compel such company to fulfil a statutory obligation such as to make and maintain crossings on petitioner's property.—S.C., 1902, Curran, J., Quesnel, v. Grand Trunk Railway Co., 8 R. de J., 342.

ARTICLE 995.

The plaintiff took out a writ of conservatory attachment against the defendant. After the execution of the writ, the defendant made an abandonment of her property, and a provisional guardian was appointed to her estate. The defendant contested the conservatory attachment by an exception to the form :—

Held :—That after the abandonment the defendant ceased to have any interest in prosecuting the exception to the form.—S.C., 1900, Davidson, J., Ledoux v. Simpson, 4 R.P., 57.

A conservatory seizure may be contested by way of a petition to quash.—S.C., 1901, Archibald, J., Papin v. Lough, 8 R. de J., 572.

The purchaser who has not yet received the goods sold to him, and on account of which he paid certain sums, cannot seize, by way of conservatory attachment, goods of the same nature and quality, owned by the defendant, and which plaintiff alleges to be defendant's only asset.

Conservatory attachment can only issue in virtue of an express provision of law.—S.C., 1901, Archibald, J., Papin v. Long & The Northern River Pulp & Lumber Co., 4 P.R., 140.

ARTICLE 1003.

Jugé :—Qu'on peut répondre à une requête accompagnant le bref de prohibition par une dénégation générale, en droit et

ARTICLE 1003—Continued.

en fait, de toutes les allegations de la requête, et une pareille réponse ne sera pas renvoyée sur motion.—C.S., 1898, Taschereau, J., Piché v. Guénette, 1 R.P., 470.

Jugé :—1. Les raisons invoquées pour demander un bref de prohibition, basées sur l'excès de juridiction de la Cour inférieure, doivent avoir été soulevées devant celle-ci.

2. Un juge de paix qui exerce de bonne foi ses fonctions, est compétent à agir "de facto," bien qu'il n'ait pas rempli toutes les formalités relatives à sa qualification.—C.S., 1898, Lynch, J., Hogle v. Rockwell, 20 R.J., 309.

1. Le bref de prohibition n'est jamais accordé, comme moyen d'appel ou de révision, des jugements rendus par les tribunaux inférieurs, mais bien pour ramener ces tribunaux dans les limites de leur juridiction, dont ils sont sortis ou sur le point de sortir. Conséquemment, ce bref ne peut être accordé pour réparer une illégalité de procédure, commise par un tribunal inférieur, si cette illégalité n'équivaut pas à un excès de juridiction.

2. Le bref de prohibition ne sera pas accordé, parce que la poursuite n'énonçait pas une demande judiciaire, suffisamment libellée, ou parce que le tribunal inférieur aurait refusé d'entendre quelqu'un comme témoin, ou pour d'autres raisons de ce genre.

3. Le bref de prohibition n'est accordé que lorsque la loi n'offre aucun autre remède à la partie qui le requiert. Conséquemment, quand le bref de certiorari peut être employé efficacement par la partie, elle n'a pas droit au bref de prohibition, lors même qu'elle serait dans un cas où le bref peut être émané d'ailleurs.

4. Le bref de prohibition doit être adressé au tribunal inférieur lui-même, et non aux juges qui le composent en leur qualité personnelle.—C.S., 1898, Lemieux, J., Breton v. Landry, 13 R.J., 31.

1. If the information and complaint presented to a secretary of the Harbour Commission or other similar corporation or board, does not disclose a properly described offence which the commissioners have the right to try, the secretary is not bound to act upon it. If he does, he is exposed to a writ of prohibition.

2. When the complaint and information is defective in an essential particular, a "mandamus" will not lie to compel the secretary of the commission to receive it or act upon it.—S.C., 1898, Andrews, J., Lamarre v. Woods & The Quebec Harbour Commissioners, 14 R.J., 1.

That a complaint in any form sufficient to disclose charges against an advocate of improperly carrying on trade and commerce and unduly retaining the money of a client, contrary to the by-laws of the local section of the Bar, is a matter which the local council of the Bar had complete jurisdiction, and, further, that the omission to preserve a complete record of the proceedings upon the inquiry, held by the Council, or to take written notes of the evidence of witnesses adduced, constituted mere irregularities in procedure which were insuf-

ARTICLE 1003—Continued.

cient to justify a writ of prohibition.—Supreme Court, 1899, *Honan v. Bar of Montreal*, 30 S.C. R., 1.

Jugé :—Que le magistrat de district a, comme tout autre magistrat, le pouvoir discrétionnaire d'ajourner la cause à lui soumise ou de procéder sur icelle, nonobstant tout arrangement fait entre les parties ou leurs procureurs.—C.S., 1899, *Lynch, J.*, "ex-parte" *Daigneault*, 3 R.P., 128.

Nonobstant les dispositions de l'art. 1074 de la loi des licences de Québec, il y a lieu au bref de prohibition si le magistrat a excédé sa juridiction.

Le magistrat excède sa juridiction s'il entend une des parties puis prononce sentence un jour auquel la cause n'aura pas été ajournée, conformément à l'art. 857 du Code Criminel.—C.S., 1899, *Bélanger, J.*, *Therrien v. McEachern*, 4 R. de J., 87.

Qu'un bref de prérogative émané pour empêcher un comité du Conseil de Ville de la Cité de Montréal de procéder à une enquête sur la conduite d'un de ses employés n'est pas un bref d'injonction, mais un bref de prohibition, et les formalités du bref de prohibition d'injonction ne s'y appliquent pas.—C.S., 1900, *Gill, J.*, *Laforest v. Laporte*, 6 R.L., n.s., 218.

Jugé :—Que si le percepteur du revenu provincial désavoue le greffier de la Cour du Recorder de Montréal, disant qu'il n'a pas autorisé une poursuite en recouvrement d'une amende pour vente de boisson le dimanche, il y a lieu au bref de prohibition pour empêcher la Cour du Recorder de continuer de siéger en cette cause.—C.S., 1900, *Mathieu, J.*, *Bois-seau v. La Cour du Recorder*, 2 R.P., 503.

Jugé :—1. Sous les dispositions du paragraphe 16 de la section 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, la Législature Provinciale avait le pouvoir de décréter le paragraphe 5, de la section 123 du Statut 37 Vict., (Qué.), 1874, et de conférer, comme elle l'a fait, au Conseil le pouvoir de décréter le règlement No 103 du Conseil de Ville de Montréal, et que le dit règlement n'excède pas les pouvoirs qui furent conférés au Conseil de la dite Cité de Montréal, par le dit paragraphe 5, de la section 123, du dit Statut, 37 Vict., (Qué.), 1874.

2. Ni la disposition du paragraphe 5, de la section 123, du Statut 37 Vict., (Qué.), 1874, ni le règlement No 103 du Conseil de la ville de Montréal, 1876, n'ont l'effet de modifier ou d'abroger les lois criminelles.

3. Les dispositions du paragraphe 3, de la section 123, du Statut 37 Vict., (Qué.), 1875, et du règlement No 103 du Conseil de la ville de Montréal, 1876, sont limités à la Cité de Montréal.

4. L'indisposition de l'emprisonnement décrite par le règlement No 103 du Conseil de la Cité de Montréal, 1876, sous l'autorité de la section 124, du Statut, 37 Vict., (Qué.), 1874, est légale.

5. Sous les dispositions du paragraphe 15 de la section 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, et du paragraphe 8 de la dite section, la Législature Provinciale pouvait, comme elle l'a fait par les dites sections 123 et 124 du Statut, 37 Vict., (Qué.), 1874, déléguer au Conseil de la Cité de Mont-

réal, le pouvoir de faire un règlement prohibant l'ouverture des théâtres le dimanche sous peine d'un emprisonnement.

6. L'ouverture des théâtres le dimanche est prohibée par le dit Statut 37 Vict., (Qué.), 1874, sections 123 et 124, et est une contravention au règlement No 103 du Conseil de ville de Montréal, 1876, autorisé comme susdit.—C.S., 1902, Mathieu, J., *McLaughlin v. The Recorder's Court of Montreal*, 4 R.P., 304.

ARTICLE 1006.

No appeal lies to the Court of Queen's Bench from a judgment of the Superior Court in an action of "mandamus" to compel a municipal corporation to recognize the plaintiff as a duly qualified member of their council and to reinstate him in that position from which they had removed him without lawful cause; and additional conclusions asking for a declaration by the Court of the illegality of the resolution of the Council professing to effect the removal, and that defendant abstain, pending the suit, from acting under the alleged illegal resolution, do not change the nature of the action or remove it from the conditions and restrictions of chapter 40 C.C.P.—C.Q.B., 1899, *The Corp. of DeLorimier & Bédard*, 10 R.J., 95.

Il n'y a pas d'appel à la Cour du Banc de la Reine d'un jugement de la Cour Supérieure maintenant un "mandamus" contre le secrétaire-trésorier d'une corporation municipale auquel il est enjoint de recevoir des taxes municipales et scolaires, lors d'une élection municipale, présidée par ce secrétaire-trésorier.—C.B.R., 1900, *Moisan & Petitclerc*, 3 R.P., 345. V. Art. 43, *Clarke & Jacques*, 3 R.P., 64.

ARTICLE 1007.

Semble :—Que la nullité des lettres-patentes d'une compagnie créancière peut être invoquée par plaidoyer, sans l'autorisation du Procureur-Général, surtout après la liquidation de la compagnie.—C.S., 1897, *Mathieu, J., Taylor v. Beaudry*, 1 R.P., 6.

V. S.C.R., Vol. 31, p. 165, *Adams & Regina*.

ARTICLE 1020.

La Législature de Québec a permis au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil d'accorder des pétitions de droit, mais elle a déterminé les conditions et les limites de l'exercice de ce droit d'un pétitionnaire, et, le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil ne peut les changer, en permettant d'appeler après les délais fixés par la loi, et cela même en vertu d'un arrêté du Conseil.—C.B.R., 1899, *Lord & La Reine*, 10 R.J., 97.

ARTICLE 1043.

Held :—That a party who, in an action in partition, has submitted to the notary some pretensions, which he mentions

in his report, has a right to set up again his pretensions by a contestation of the said report, and that said contestation will not be rejected on motion.—S.C., 1899, Doherty, J., Latour v. Latour, 2 P.R., 272.

ARTICLE 1044.

Jugé :—1. Que les héritiers ou légataires d'une succession sont obligés, lors du partage de cette succession, de faire rapport des fruits perçus depuis l'ouverture de la succession et provenant des biens lui appartenant, et que l'appelé qui, après l'ouverture de la substitution, a avant le partage perçu des fruits provenant de la chose sujette à partage, doit en faire le rapport.

2. Que cette demande de rapport peut être faite pour le tout par un seul des co-partageants, qui peut procéder par requête au cours de l'action en licitation, sans recourir à l'action en restitution.—C.S., 1898, Mathieu, J., Latour v. Latour, 1 R.P., 380.

ARTICLE 1050.

A proceeding by which a party opposes a judgment declaring the parties to an action in partition, proprietors of a certain immoveable property, and ordering the same to be sold by licitation, alleging that he is the owner of the undivided half said to belong to the defendant, and that plaintiff's half is now under seizure at the instance of one of his judgment creditors, is a tierce-opposition, and is not subject to the delay fixed by art. 1050 C.C.P.

A purchaser of part of an immoveable at sheriff's sale, becomes proprietor thereof by the fact of the adjudication, and may oppose judgments rendered in an action in partition of that immoveable, to which he is not a party, although at the time of the institution of the action, he had not paid the purchase price, and was registered as owner.

Although the writ of execution has been returned into Court by the sheriff and was not re-issued to him, a deed given by him to the purchaser upon payment of the price, will not be set aside as irregular, especially if the party invoking such irregularity shows no interest in doing so.

A tierce opposition need not attack the legality of the proceedings which led to the judgment complained of.—S.C., 1902, Lynch, J., Stanbridge v. Stanbridge, 5 R.P., 140.

ARTICLE 1059.

That in an action of boundary, the judgment homologating the surveyor's "procès-verbal" fixing the division line between properties to be bounded, and ordering boundary marks to be placed, is a judgment of a definitive character, which binds the judge of the merits, and must be especially appealed from within the delay fixed by the Code.—C.R., 1898, Carault, Caron and Andrews, JJ., Singster v. Lacroix, 1 P.R., 407.

Jugé :—Que le défendeur dans une action en bornage, ne peut répondre par exception dilatoire, qu'il a pris une action possessoire contre le demandeur.

2. Qu'il n'y a pas lieu de consolider une action en bornage et une action possessoire.—C.S., 1899, Lavergne, J., Mahoney v. Mahoney, 2 R.P., 395.

Action en Bornage.—Dans une action en bornage, lorsque le demandeur a préalablement protesté le défendeur de borner à l'amiable, et que le défendeur ne répond pas au protêt, le défendeur sera condamné aux frais de l'action, si le bornage pouvait se faire facilement, et si l'action en bornage n'est devenue nécessaire que par suite du refus et de l'obstination injuste de tel défendeur.—C.S., 1899, Taschereau, J., Gould v. McQuat, 5 R. de J., 493.

ARTICLE 1060.

Sur une action en bornage, le défendeur peut confesser jugement consentant au bornage pourvu que les frais soient communs, et si le demandeur accepte cette confession, les frais du procureur du demandeur seront considérés comme faisant partie des frais communs de la cause.—C.S., 1898, DeLorimier, J., Lacas v. Croteau, 4 R. de J., 210.

V. Art. 504, C.C., and the authorities referred to by the codifiers and the cases reported in the Codes of Messrs. DeBellefeuille and Sharp.

ARTICLE 1061.

That the boundary of two adjoining lands can only be proved by a signed "procès-verbal" by the owners of such lands.

The building of a fence in accordance with a verbal agreement is not a bornage.

What constitutes the oath of the expert land surveyor?—S.C., 1902, Lynch, J., Larocque v. Taylor, 8 R. de J., 497.

ARTICLE 1063.

Jugé :—Dans une action en bornage, lorsque les parties se sont entendues pour nommer un arpenteur, chacune d'elles sera tenue de déposer au greffe moitié du montant exigé par l'arpenteur pour prendre communication du rapport.—C.S., 1899, Lavergne, J., Sicard v. McKenzie, 2 R.P., 140.

ARTICLE 1064.

L'action basée sur l'art. 501 C.C., qui a pour objet, en déniant une servitude, d'obliger le défendeur à faire faire des travaux immobiliers pour rétablir le niveau primitif des terrains, pour la confection des travaux propres à protéger le terrain du demandeur contre l'écoulement des eaux venant des terrains du défendeur, et qui a aussi des conclusions en dommages résultant de l'aggravation de l'établissement illégal

ARTICLE 1064—Continued.

d'une servitude, est, de sa nature, une action réelle, négatoire. Celui qui intente une telle action et celui contre qui elle est intentée, doivent être propriétaires "animo domini" de leurs terrains respectifs. Les conclusions accessoires en dommages ne changent pas la nature de l'action. En outre de cette action réelle, le propriétaire du terrain, sur lequel les dommages ont été causés, peut avoir une action directe personnelle contre l'auteur même des dommages. Dans l'espèce, les baux ou promesses de vente consentis par les défendeurs à l'intervenant ne conféraient à ce dernier aucun droit de propriété dans les terrains en question ; les défendeurs sont toujours restés les seuls propriétaires de ces terrains, et, partant, l'action négatoire du demandeur a été bien dirigée contre les défendeurs.—C.R., 1898, Taschereau, Loranger et DeLorimier, J.J., Kieffer v. Les Ecclésiastiques du Séminaire & Bellew, 4 R. de J., 373.

Pour qu'il y ait trouble de possession suffisant pour donner ouverture à l'action en complainte, il n'est pas nécessaire que le défendeur prétende exercer un droit sur la propriété d'autrui ; il suffit qu'il ignore le droit de celui-ci en commettant sur sa propriété des empiètements ou des voies de fait répétés, malgré les protestations du propriétaire ou du possesseur.—C.B.R., 1898, Quebec District Ry. & Roy, 8 R.J., 177.

L'appelant étant créancier hypothécaire du nommé Maurice Latraverse pour environ \$475, celui-ci proposa, par lettre, de lui vendre sa terre pour \$425. En réponse l'appelant offrit \$400, que Maurice accepta, à la condition que l'appelant avant de prendre possession s'assurerait que l'intimé ne prendrait pas la terre à ce prix. L'appelant communiqua cette offre à l'intimé et, sur le refus de ce dernier d'acheter, se mit en possession de la terre. Aucun prix ne fut payé.

Jugé (infirmité le jugement de la Cour de Révision et rétablissant celui de la Cour Supérieure) :—Que, dans ces circonstances, le concours des volontés ayant rendu la vente parfaite, l'appelant pouvait joindre sa possession à celle de Maurice Latraverse, aux fins d'exercer l'action en complainte contre l'intimé qui l'avait troublé dans sa possession.

Question.—La possession annale est-elle requise pour la complainte comme pour la réintégrande (Art. 1064 C.P.C.) ? C.B.R., 1899, Beauchemin & Latraverse, 9 R.J., 56.

Where the ownership of effects is claimed by an action in revendication, and it appears that the effects claimed form part of a complete system of electric lighting, and that irreparable injury would be caused to the system by even the temporary withdrawal of the effects claimed, the Court will not disturb the person in actual possession until the respective rights of the contending parties shall have been regularly examined and finally adjudicated upon.—C.Q.B., 1900, Palliser & Simpson, 9 R.J., 308.

Si, en général, en matière d'action possessoire il n'y a point de recours en garantie, parce qu'il ne s'agit point du fond du droit, mais d'un fait dont la garantie ne peut être due même par celui qui serait garant du droit, néanmoins il y a lieu quelquefois de faire exception lorsqu'il s'agit d'un ac-

quéreur qui n'est recherché que parce qu'il prend possession des immeubles que son vendeur lui a cédés avec garantie.—C.S., 1900, DeLorimier, J., Grenier v. Perrault, 6 R. de J., 151.

ARTICLE 1081.

Jugé :—Que ni le créancier hypothécaire, ni son procureur, s'il a comparu par procureur, sur une requête en ratification de titre, n'ont droit à un avis de la demande de nomination des experts requis par l'art. 1081 C.P.—C.S., 1898, Mathieu, J., "ex-parte" Walker, 1 R.P., 199.

ARTICLE 1089.

Le délai de trois jours, donné au locataire pour déguerpir, est un délai de procédure, qui se continue de plein droit au jour juridique suivant, s'il expire un dimanche ou un jour férié.—C.S., 1901, Langelier, J., Beaudry v. Harrigan, 5 R.P., 99.

ARTICLE 1095.

Jugé :—Que la réconciliation qui aurait eu lieu après la prise d'une action en séparation de corps ne peut pas être décidée sur motion, et que l'examen de la demanderesse par le défendeur pour prouver ce fait ne peut être permis ; il faut une procédure spéciale à l'effet de prouver cette réconciliation.—C.S., 1898, Mathieu, J., Loiseleur v. Parent, 1 R.P., 286.

Jugé :—Quand on demande la déchéance des droits matrimoniaux acquis par le contrat de mariage, preuve de ces droits sera ordonnée avant que la séparation de corps et de biens soit accordée.

Cette preuve doit être faite par la production du contrat de mariage et du certificat de mariage.—C.S., 1902, Mathieu, J., Beauchemin v. Fouquet, 4 R.P., 469.

ARTICLE 1097.

Le défaut d'affichage et d'inscription du jugement de séparation de biens est une cause de nullité de l'exécution à l'égard des tiers ; il n'en est pas une à l'égard des parties et n'empêche pas le jugement de remonter, quant à ses effets à l'égard des parties, au jour de la demande.—C.S., 1900, Mathieu, J., Tourneur v. Drouin, 3 R.P., 169.

ARTICLE 1098.

Si la renonciation à la communauté par la femme ne peut être opposée aux tiers lorsqu'elle n'a pas été enregistrée, néanmoins la nullité de la renonciation, résultant de ce motif, n'a d'autre effet que de tenir la femme responsable pour la moitié des dettes de la communauté, mais sans affecter la validité de la séparation de biens légalement exécutée.—C.S., 1900, Pagnuelo, J., Mailloux v. Drolet & Péloquin, 6 R. de J., 509.

Par procédures aux fins d'obtenir le paiement des droits et reprises de la femme entend tout ce qui tend à liquider la communauté, par exemple, un inventaire, un compromis.—C.S., 1900, Mathieu, J., Tourneur v. Drouin, 3 R.P., 169.

Le jugement de séparation de biens est suffisamment exécuté par la déclaration de la femme, de laquelle déclaration un jugement lui a donné acte, qu'elle n'a point de droits et reprises à exercer contre son mari, mais la séparation de biens n'a d'effet contre les tiers qu'à compter de ce jugement, et la femme ne peut leur opposer sa renonciation à la communauté qu'à partir de l'enregistrement de telle renonciation. Partant, un contrat fait par la femme, avant l'exécution de la séparation de biens et l'enregistrement de sa renonciation, est fait au bénéfice de la communauté, et les sommes dues en vertu de ce contrat peuvent être saisies par les créanciers du mari.—C.R., 1902, Taschereau, Pagnuelo et Langelier, JJ., Bérard v. Magnan, 22 R.J., 217.

ARTICLE 1101.

Jugé :—Que dans une instance en séparation de corps et de biens par une femme contre son mari, dans laquelle il y a contestation, elle aura droit d'exiger de lui le paiement d'une pension provisoire et des déboursés dans la cause.—C.S., 1899, Lynch, J., Kelly v. Lavery, 3 R.P., 129.

Qu'un marchand, poursuivi en séparation de corps, peut réclamer de sa femme une pension alimentaire, si cette dernière s'est fait mettre en possession du magasin, ce qui prive le mari de ses ressources.—C.S., 1902, Langelier, J., Joly v. Garneau, 5 R.P., 137.

La femme qui poursuit en séparation de corps, n'a droit d'emporter avec elle que les linges et les hardes qui lui sont nécessaires ; pour les autres meubles, elle doit procéder par saisie-revendication et non par requête.—C.S., 1897, Mathieu, J., Schiller v. Daoust, 3 R.L., n.s., 422.

Jugé :—Dans une action en séparation de corps et de biens prise par la femme contre son mari le juge peut, suivant les circonstances, au lieu de désigner à la femme demanderesse en séparation de corps une résidence provisoire en dehors du domicile conjugal, "l'autoriser à demeurer" dans ce domicile, et enjoindre, par suite, au mari de le quitter.—C.S., 1902, Mathieu, J., Hébert v. Michaud, 4 R.P., 297.

Jugé :—Qu'une femme défenderesse dans une action en séparation de corps n'a pas droit à une provision pour les frais du procès avant d'avoir produit son plaidoyer, la Cour ne sachant pas encore si elle a réellement une défense à l'action du demandeur.—C.S., 1898, Mathieu, J., Brillon v. Montion, 1 R.P., 283.

Held :—In an action by the wife for separation from bed and board, in which the plaintiff also asks for an alimentary allowance and the care of the children, allegations in the plea, charging that some of defendant's acts were caused by the misconduct of the plaintiff herself, are not demurrable, although not of a nature to defeat the action for a separation.

inasmuch as such allegations of misconduct might affect the other conclusions of the plaintiff, namely, as regards the care of the children and the alimentary allowance.—S.C., 1901, Archibald, J., Courteau v. Skelly, 20 R.J., 215.

ARTICLE 1103.

Bien qu'en général, un époux poursuivi en séparation de corps ne peut exiger durant l'instance une pension alimentaire, cependant il peut y avoir des circonstances de nature à ordonner le paiement d'une telle pension alimentaire lorsque l'époux est dépossédé des biens et se trouve privé des ressources qui le faisaient vivre.—C.S., 1902, Langeller, J., Joly v. Garneau, 8 R. de J., 524.

Sur une action instituée par un époux contre son épouse pour la contraindre à retourner au domicile conjugal, la défenderesse peut, sur requête, être autorisée à ester en justice, par demande reconventionnelle, en séparation de corps et pour pension alimentaire.—C.S., 1902, Mathieu, J., Lafontaine v. Christin, 8 R. de J., 281.

ARTICLE 1114.

Jugé :—Qu'il n'y a pas lieu de se pourvoir par "habeas corpus" contre un jugement de la Cour de Circuit, déclarant absolue une règle pour contrainte par corps sous le prétexte que les procédés sur la règle sont irréguliers et ne justifient pas la détention du prévenu.—C.S., 1898, Mathieu, J., Desroches v. Perrault, 1 R.P., 286.

The writ of "habeas corpus" is a useful remedy for a tutor who wishes to recover the lost possession of his pupil, a girl of ten years old. The welfare of the child, not the disputed right of the parties, is the polar star for the guidance of the judge. It is for the Court to determine if the minor may assert its will, and is of age of discretion to decide for itself. The writ will be granted to restore the child into the legal custody whence it was recently and illegally carried away.—S.C., 1898, Lynch, J., Truax v. Ingalls, 4 R. de J., 442.

Qu'une personne arrêtée, condamnée et emprisonnée sous un nom qui n'est pas le sien, peut reconquérir sa liberté au moyen du bref "habeas corpus," même dans le cas où elle aurait volontairement porté ce faux nom et serait ainsi connue.—C.S., 1899, Mathieu, J., Lambe v. Chartrand, 6 R.L., n.º., 89.

Held :—However clear may be the right of a father to the control and custody of his minor child, such right cannot, where its enforcement is not essential to the securing of the liberty of such minor child, be enforced by a writ of "habeas corpus."—S.C., 1900, Doherty, J., Vautrin & Dupuis, 3 P.R., 232.

Jugé :—1. Que le bref "d'habeas corpus" est un moyen d'empêcher toute contrainte, et d'assurer la liberté individuelle ; que lorsqu'il n'y a pas contrainte, il ne peut y avoir lieu à une ordonnance sur un bref "d'habeas corpus."

2. Que tout ce que le tribunal peut faire sur un bref "d'habeas corpus," c'est de constater s'il y a contrainte, et si cette contrainte est constatée, de la faire cesser en remettant les choses dans l'ordre.

3. Qu'on peut, suivant les circonstances, considérer comme contrainte, l'enlèvement et la détention d'un enfant qui n'a pas l'âge de raison, et la soustraction de cet enfant à la garde légale de ses parents ; que si l'enfant n'a pas l'âge de raison, son enlèvement de la garde de ses parents, peut équivaloir à la contrainte, donnant lieu au bref "d'habeas corpus," et que le droit des parents d'avoir la garde de leur enfant, ou le devoir de l'enfant de retourner sous leur garde, peut équivaloir au désir d'être mis en liberté, et soustrait à cette contrainte.

4. Qu'il n'y a que le cas où l'enfant est contraint, ou doit être considéré comme étant contraint, et privé de sa liberté, que sa remise au père doit être ordonnée sur bref "d'habeas corpus."

5. Que le tribunal outrepasserait ses pouvoirs, si après avoir constaté qu'il n'y a pas contrainte, il décidait sur la contestation entre les parents, pour la garde de leurs enfants.

5. Que, quoique sous notre droit (Art. 243 C.C.), l'enfant doit rester sous l'autorité de son père, jusqu'à sa majorité, il n'en résulte pas que l'enfant doit être considéré comme contraint, lorsqu'il suit sa mère qui ne réside pas avec son père ; que, si l'enfant devait être présumé contraint par le seul fait qu'il se soustrait à l'autorité paternelle, il devrait être considéré comme contraint, jusqu'à l'âge de 21 ans, ou jusqu'à son émancipation.

7. Que, sur bref "d'habeas corpus," il ne sera pas ordonné à la mère, qui vit séparée d'avec son mari, de remettre son enfant âgé de sept ans, qui l'a suivie volontairement, et qui veut rester avec elle, sous la garde du père.—C.S., 1900, Mathieu, J., Daoust v. Schiller, 2 R.P., 529.

ARTICLE 1118.

Where, on the return day of a writ of "habeas corpus," the respondent appeared, and brought before the Court the child, the possession of whom was sought by the petitioner, and the cause was subsequently struck from the roll by the judge before whom it was pending, without any ulterior day having been fixed for the consideration thereof, and without the respondent having been bound by recognizance to appear on any later day to abide the judgment of the Court, the writ is exhausted, and the respondent and child cannot be forced to appear before the Court without a new writ.—S.C., 1899, Archibald, J., McGovern v. McGee, 16 R.J., 551.

ARTICLE 1130.

That paragraph 3 of article 1130 is not limitative, but simply provides for a special case.—S.C., 1901, Pagnuelo, J., Tufts v. Dalton, 3 R.P., 523.

Une action hypothécaire en recouvrement de taxes scolaires, portée devant la Cour de Circuit, et d'office renvoyée par cette dernière Cour devant la Cour Supérieure, ne peut être instruite sommairement devant la Cour Supérieure.—C.S., 1902, Robidoux, J., Commissaires d'Ecoles de Westmount v. Monette, 8 R. de J., 280.

Le défendeur, poursuivi devant la Cour de Circuit par le Barreau de Montréal, en recouvrement d'une amende de moins de \$100, pour exercice illégal des attributions des avocats, et qui plaide qu'il fait partie de l'Association des Comptables Licenciés, comme tel, il a un tarif de collection légal, peut évoquer la cause à la Cour Supérieure.—C.S., 1902, Mathieu, J., Le Barreau de Montréal v. Duff, 5 R.P., 125.

On peut procéder pour jugement par voie d'inscription ou de motion dans les causes évoquées devant la Cour Supérieure ; mais on doit toujours mentionner dans l'inscription ou la motion qu'on veut avoir jugement sur la validité de l'évocation.—C.S., 1902, Fortin, J., Roach v. Duggan, 5 R.P., 43.

Qu'il n'y a pas d'appel d'un jugement rendu en Cour de Circuit, en matière municipale, et que, par conséquent, une partie poursuivie pour taxes municipales ne peut, même en invoquant des droits futurs, évoquer la cause à la Cour Supérieure.—C.S., 1903, Desmarais, J., Le Maire de Nicolet v. The Imperial Oil Co., 5 R.P., 205.

ARTICLE 1133.

Jugé :—Que les frais de contestation d'une opposition à une saisie d'immeubles faite en vertu d'un jugement de la Cour des Magistrats, sont ceux d'une action de 4e classe en Cour Supérieure, et non ceux d'une action en Cour de Circuit pour le montant réclamé par le demandeur.—C.S., 1898, De Billy, J., Cassivi v. Kirouack, 1 R.P., 354.

ARTICLE 1144.

Jugé :—Un plaidoyer en droit à la Cour de Circuit, non appelable, ne sera pas renvoyé bien qu'il ne soit pas accompagné d'une inscription à jour fixe.—C.C., 1898, Andrews, J., La Corp. de Ste-Anne v. Richard, 1 R.P., 215.

ARTICLE 1147.

La Cour de Circuit siégeant à Montréal ne peut poursuivre, sur des immeubles, l'exécution de ses jugements pour une somme n'excédant pas \$40, et le défaut de juridiction en ce cas est absolu et matériel.

2. L'on peut ajouter au capital du jugement les frais taxés de l'action accordés par ce jugement, pour compléter la somme excédant \$40 ; mais on ne peut y ajouter "les frais subséquents," c'est-à-dire les frais d'un "fieri facias de bonis," ou le coût de ce bref, ni le coût d'une saisie-brandon en vertu d'icelui, ni le coût du retour de "nulla bona" quant aux meubles.

3. Le greffier de la Cour de Circuit, en pareil cas, n'a aucune autorité pour émettre un bref de " fieri facias de terris," et ce bref, partant, est nul.

4. La saisie et le décret de l'immeuble du défendeur, en vertu d'un tel bref, sont nuls.

5. Un créancier hypothécaire du aisi, qui n'a pas eu connaissance de la saisie, ni de la vente, et qui en éprouve un préjudice, a le droit d'obtenir, par requête, la nullité de cette vente et la mise de côté de ce décret.—C.S., 1900, Clmon, J., Masson v. Dansereau, 18 R.J., 141.

The costs incurred upon a writ of execution against the moveable property of the debtor and upon a seizure by garnishment, may be added to the costs of the suit for the purpose of justifying the issuing of a writ against the immovable property.—S.C., 1900, Lavergne, J., Lamothe v. Wigney, 19 R.J., 201.

ARTICLE 1150.

Where plaintiff fails to take advantage of the provisions of law regarding summary procedure, he thereby declares his option for ordinary procedure, and will not be allowed to change that option.—S.C., 1897, Archibald, J., Nordheimer v. Farrell, 1 P.R., 35.

Jugé :—1. Qu'une action en recouvrement d'un prix de vente, même payable à demande, n'est pas matière sommaire et ne doit pas être intentée comme telle.

2. Que le défendeur doit plaider plutôt par exception déclinatoire que par exception à la forme, que l'action a été à tort intentée sous l'acte des procédures sommaires.

3. Qu'une motion pour faire biffer les mots " procédures sommaires " à l'en-tête du bref et de la déclaration, ainsi que sur le plumeitif de la Cour, sera accordée en pareil cas, le demandeur payant les frais prévus par le tarif.—C.S., 1898, Pelletier, J., Caouette v. Côté, 1 R.P., 461.

Jugé :—Que sur motion du demandeur pour ajouter en tête du bref d'assignation les mots " procédure sommaire," la Cour, si le défendeur n'éprouve aucun préjudice ordonnera que la cause soit mise sur le rôle ordinaire pour le premier jour du terme suivant.—C.S., 1898, Mathieu, J., Lanctôt v. Renaud, 1 R.P., 157.

Jugé :—Qu'une saisie-arrêt avant jugement, basée sur un prêt d'argent, tombe sous l'acte des procédures sommaires.—C.S., 1898, Mathieu, J., Poitras v. Aubry, 1 R.P., 194.

Dans une action pour \$8.45, dont \$3.50 pour marchandises vendues au défendeur, et \$4.95, pour marchandises vendues au fils du défendeur, et que ce dernier s'est engagé à payer au demandeur :—

Jugé :—Qu'une exception à la forme à la seconde partie de la demande, basée sur le fait qu'une action de ce genre ne peut être réputée matière sommaire, sera renvoyée, mais sans frais.—C.C., 1898, Bélanger, J., Primeau v. Tereault, 1 R.P., 495.

Qu'un engagement par lequel le défendeur s'était obligé à servir le demandeur comme commis-restaurateur dans un res-

ARTICLE 1150--Continued.

restaurant avec logement, le défendeur en considération devant avoir droit à l'occupation des dits restaurant et logement comme locataire d'iceux, moyennant certaines conditions, doit être considéré comme un bail, et que le demandeur a droit, après l'expiration de ce bail, de prendre une action en expulsion, en donnant au défendeur deux jours pour comparaître.—C.S., 1899, Mathieu, J., Guilfoyle v. Lallemand, 5 R.L., n.s., 273.

Held :—That, when an action is summary by its nature, the plaintiff will, after return of the same, be allowed, on motion, to add to the fiat, writ and declaration, the words "summary matters."—S.C., 1899, Mathieu, J., Scott v. Gallagher, 2 P.R., 224.

Jugé :—Qu'un acte par lequel le propriétaire d'un immeuble le loue pour cinq ans, le preneur devant payer les taxes, cotisations et assurances, et où il est stipulé qu'à défaut de paiement sous 60 jours à compter de chaque échéance annuelle, le preneur perdrait tout avantage, n'est, malgré son titre de "promesse de vente et bail," qu'une vente de l'immeuble, résoluble sous certaines conditions, et qu'une saisie-gagerie en expulsion, prise par le vendeur, qui réclame du loyer et une indemnité, sera renvoyée sur exception à la forme, cette action n'étant pas entre locateur et locataire.—C.S., 1900, Langelier, J., Irving v. Monchamps, 3 R.P., 430.

Jugé :—Qu'une action par laquelle le demandeur demande qu'un certain billet lui soit remis ou soit déclaré nul et de nul effet est d'une nature sommaire.—C.S., 1900, Loranger, J., Ekenberg v. Mousseau, 3 R.P., 348.

Que le demandeur qui intente une action avec les délais ordinaires, peut, subseqüemment demander, par motion, à amender ses pièces, pour rendre sa cause sommaire, dans le cas où la cause est sommaire de sa nature.—C.S., 1899, Doherty, J., Godbout v. Hutchinson, 6 R.L., n.s., 48.

Jugé :—Qu'une action par laquelle un locataire demande la résiliation d'un bail de \$200 et \$85 de dommages, est de la compétence de la Cour de Circuit, et sera renvoyée à cette Cour sur exception déclinatoire.—C.S., 1900, Mathieu, J., Yon v. Vallée, 2 R.P., 562.

Qu'une action en nullité de résolution et de contrat ne peut être sommaire, et que, sur exception à la forme, la Cour ordonnera de retrancher tout ce qui a trait à la nullité du contrat lui-même.—C.S., 1900, Gill, J., Bédard v. La Cité de St-Henri, 3 R.P., 212.

Sur une motion dans la nature d'une exception à la forme par un défendeur alléguant qu'il a été irrégulièrement assigné par procédures marquées "procédures sommaires," alors que l'action ne fait voir aucun droit de procéder sommairement, il sera ordonné que les mots "procédures sommaires" soient rayés et qu'il soit procédé à l'avenir comme dans les procédures non sommaires.

Dans ces circonstances, le demandeur sera condamné à payer les frais de l'exception à la forme comme si cette exception avait été renvoyée après amendement.—C.S., 1901, Mathieu, J., Hutchinson v. McCaskill, 7 R. de J., 239.

In an action between lessor and lessee, the plaintiff will be allowed, upon paying costs of motion, to add the words "summary procedure" to the writ and copy thereof.—S.C. 1901, Doherty, J., *Cusson v. Vaillancourt*, 5 R.P., 88.

Jugé :—Une action par laquelle un locataire demande la résiliation d'un bail de \$168.00 et \$85.00 de dommages, est de la compétence de la Cour de Circuit, et sera renvoyée à cette Cour sur exception déclinatoire.—C.S., 1902, Taschereau, J., *DeGrosbois v. Bienville*, 4 R.P., 409.

Held :—When an action is summary by its nature, the plaintiff will be allowed, on motion, to add to the "flat," writ and declaration the words "summary procedure."—S.C., 1902, Mathieu, J., *Sessenwein v. Schwartz*, 4 R.P., 393.

ARTICLE 1152.

Jugé (*Infirmant* Langelier, J.) :—Une action entre locateur et locataire dans laquelle le locateur demande des réparations, ou à défaut, la résiliation du bail, et, à tout événement, une somme de \$12.50, à titre de dommages, est de la compétence exclusive de la Cour de Circuit, et l'incompétence de la Cour Supérieure étant "ratione materiae," le tribunal devait, d'office, renvoyer la cause devant le tribunal compétent.—C.R., 1901, Tait, Mathieu et Loranger, JJ., *Lafranchise v. Caty*, 19 R.J., 185.

ARTICLE 1153.

Dans une poursuite entre locateur et locataire, l'assignation à comparaître dans un jour de la date de la signification, n'accorde pas un délai suffisant au défendeur ; mais une exception à la forme, basée sur l'insuffisance de ce délai d'assignation, sera renvoyée si ce défaut de forme n'a pas causé de préjudice au défendeur.—C.C., 1897, Andrews, J., *Jean v. Brousseau*, 3 R. de J., 546.

ARTICLE 1160.

An opposition which raises the question, whether a judgment of the Court of Review, in a summary matter, can be executed within eight days, from the rendering thereof, is not frivolous and will not be dismissed on motion.—S.C., 1902, Tait, A.C.J., *Kavanagh v. Quinn*, 5 R.P., 166.

ARTICLE 1162.

V. Art. 1150, *Cusson v. Vaillancourt*.

ARTICLE 1163.

Le jugement par défaut, rendu par le protonotaire, dans une action fondée, sur billets promissaires prescrits, mais allégués comme écrits sous seing privé, reconnaissant un prêt, sera cassé et annulé sur une opposition à jugement, vu que

ARTICLE 1163—Continued.

la prescription des billets a éteint tout droit d'action du demandeur. Ce jugement ne constitue pas un contrat judiciaire inattaquable et prescriptible par trente ans.—C.S., 1898, Choquette, J., *Thomas v. Bourassa*, 4 R. de J., 496.

Held :—Final judgments only are susceptible of opposition, and, consequently, an opposition to a judgment rendered upon a petition by one of the parties to the suit praying for disavowal of certain proceedings will not be received, inasmuch as the judgment upon such petition is not a final judgment.—S.C., 1899, Davidson, J., *Mireau v. Gorn*, 2 P.R., 277.

Qu'un défendeur qui se prétend propriétaire d'une somme d'argent due par un tiers-saisi au demandeur en vertu d'un pourvoir contre ce dernier jugement par une opposition à jugement maintenant une saisie-arrêt prise contre lui, doit se 1899, Langelier, J., *St-Charles v. Cabana*, 5 R.L., n.s., 512.

Qu'une opposition à jugement, ayant pour moyen que l'avocat du défendeur avait négligé de plaider dans le délai ordinaire, parce que celui-ci ne lui avait pas fourni les déboursés nécessaires, sera renvoyée sur motion comme frivole, bien que cette opposition soit accompagnée d'une défense de paiement de la dette réclamée.—C.S., 1899, Langelier, J., *Préfontaine v. Sénécal*, 5 R.L., n.s., 206.

Lorsqu'un immeuble de la communauté, hypothéqué par les deux époux, est vendu, à la poursuite du créancier hypothécaire, sur une action dirigée contre le mari après la dissolution de la communauté, sans que les héritiers de la femme aient été mis en cause, ces derniers, qui n'ont pas fait opposition à la vente, ne peuvent demander la nullité du décret.—*Perreault & Mousseau*, R.J.Q., 6 B.R., p. 474, suivi.—C.S., 1899, Gill, J., *Boivin v. Montreal Loan & Mortgage Co.*, 15 R.J., 456.

Jugé :—1. Que l'opposition à jugement est une défense à l'action, et sera renvoyée sur inscription en droit si rien dans l'affidavit ne fait voir que l'opposant a été empêché de produire sa défense dans le temps voulu (*Ross v. Dawson*, M.L.R., 2 C.S., 361.)

2. Que le permis du juge de produire une opposition à jugement n'est qu'un ordre de procédure sujet à rescision (*Hamilton v. Bourassa*, R.J.Q., 5 C.S., 467.—C.S., 1900, Lorange, J., *Martineau v. Lacroix*, 3 R.P., 432.

Que la manière de se plaindre d'un jugement pour salaire rendu par le protonotaire, bien qu'il paraisse avoir été rendu par un juge, est par voie d'appel, de révision ou d'opposition à jugement, mais non par voie de contestation de saisie-arrêt après jugement.—C.B.R., 1899, *La Cie de Chemin de Fer des Comtés-Unis v. Letendre & Letendre*, 3 R.P., 295.

The opposition to judgment being considered as a defence to the original suit, the opposant is the defendant in the cause, and it belongs to him to move for peremption, if no proceedings have been taken thereunder during the delay necessary to acquire peremption.—S.C., 1900, Lynch, J., *Gilmour v. Odell*, 17 R.J., 237.

Lorsqu'une action a été instituée et jugée avant la loi de 1893, qui a établi la nouvelle Cour de Circuit pour le district de Montréal, la production d'une opposition à jugement doit être autorisée par un juge de la nouvelle Cour de Circuit, et non par un juge de la Cour Supérieure.—C.S., 1900, Langelier, J., Kollmeyer v. Donohue, 19 R.J., 65.

Qu'il n'y a pas lieu à opposition à jugement contre un jugement rendu après contestation, surtout quand il appert de l'opposition même qu'une partie au moins de la réclamation du demandeur était bien fondée.—C.S., 1900, Loranger, J., Robertson v. Prossor, 3 R.P., 351.

Une opposition à jugement, faite par le mari, commun en biens de la défenderesse, est régulière.—C.C., 1901, Andrews, J., Dion v. Dionne, 3 R.P., 497.

Jugé :—1. Dans les causes " ex-parte " de la Cour de Circuit, il n'est pas nécessaire de faire taxer contradictoirement le mémoire de frais avant de faire émettre un bref d'exécution.

2. Une opposition, basée sur le seul défaut d'avis de taxation du mémoire de frais, sans allégation de surcharge, sera renvoyée avec dépens.—C.C., 1901, Champagne, J., Poirier v. Girard & Girard, 4 R.P., 124.

Jugé (renversant la Cour de Révision et rétablissant Fontaine, J.) :—Qu'un jugement maintenant la contestation d'une feuille de dividende est un jugement final sujet à la révision ou appel, et ne peut être modifié par le même tribunal que suivant l'un des modes prévus par l'art. 1163 C.P.C.

Qu'il y a lieu de recevoir une requête civile contre un tel jugement lorsqu'il allègue que les curateurs condamnés n'ont pas eu avis de la dernière inscription de la contestation.—C.B.R., 1902, Bayeur & Seath, 5 R.P., 241.

Qu'une opposition à jugement, fondée sur le fait que le défendeur n'a pas reçu signification de l'action doit contenir les moyens de défense du défendeur à l'action, et que si elle a été prise après les délais, elle ne peut valoir, comme requête en révision, si elle ne contient pas ces moyens.—C.C., 1902, Champagne, J., Hénault p. Fulton, 5 R.P., 213.

ARTICLE 1164.

Held :—1. That the defendant may, in an opposition to a judgment rendered against him by default, allege reasons based upon the default of service of the action and the falsity of the bailiff's return, and reasons based upon the invalidity of the plaintiff's claim, and an inscription in law against the opposition, based on the ground that such reasons cannot be invoked at the same time, will be dismissed.

2. That a defendant who has not been served with a writ cannot be debarred from demanding the nullity of a judgment rendered against him, and that, although he may have no good plea to the action.—S.C., 1899, Archibald, J., Marion v. Leroux, 2 R.P., 557.

Qu'un défendeur qui ne réside pas au Canada et a été appelé par la voie des journaux, peut, avec sa requête en ré-

vision du jugement rendu contre lui par défaut, produire des exceptions préliminaires, et, notamment, une exception déclinatoire.—C.S., 1902, Lavergne, J., Lévy v. Arkbulatoff, 5 R.P., 204.

ARTICLE 1166.

Jugé :—Qu'une opposition à jugement, produite plus de quinze jours après la signification du jugement sera rejetée du dossier sur motion.—C.S., 1898, Mathieu, J., Cantin v. Braham, 1 R.P., 494.

Jugé :—Que l'ordre de sursis sur une requête civile ne saurait être accordé dans les cas où le jugement dont on demande la cassation est susceptible d'opposition à jugement.—C.S., 1898, Taschereau, J., Mathieu v. Corbell, 2 R.P., 102.

Held :—The service of judgment required by art. 1166 C.P., as a means of interrupting the defendant's right to file an opposition thereto, must be that of a duly stamped and certified copy of said judgment.—S.C., 1901, Davidson, J., Migneron v. Yon, 4 R.P., 185.

Held :—The delays provided for by art. 1166 C.C.P., do not begin to run until there has been either service of the judgment, or sale under seizure, or return of "nulla bona," or garnishment issued by virtue of the judgment opposed.—S.C., 1902, Davidson, J., Gault v. Allan, 4 R.P., 454.

ARTICLE 1167.

The mere fact that defendant's attorney failed to put in an appearance when the case, though recently inscribed, was called, without alleging any good, sufficient or legal cause for such failure, is no ground for granting a petition in revocation of the judgment rendered in favor of the plaintiff.—S.C., 1901, Tait, A.C.J., Seed v. McLaughlin, 8 R. de J., 252.

ARTICLE 1168.

Held :—That a judgment obtained by default while the defendant had regularly filed an appearance, will be set aside on "requête civile" if the Court finds that the defendant had a good defence.—C.C., 1898, Purcell, J., McDougall v. Charbonneau, 1 P.R., 91.

ARTICLE 1169.

Jugé :—Qu'un défendeur ne peut se soustraire au paiement d'une dette hypothécaire en plaidant simplement que les propriétés hypothéquées avaient été vendues par lui à un tiers qui s'était engagé vis-à-vis de lui à payer à sa place.—C.S., 1898, Mathieu, J., Venne v. Brunet, 1 R.P., 431.

ARTICLE 1170.

Jugé :—Qu'une opposition à jugement qui n'est pas accompagnée du certificat de production, sera renvoyée sur motion, la signification de tel certificat étant exigée sous peine de nullité.—C.C., 1898, Gagné, J., Bergeron v. Girard, 1 R.P., 349.

ARTICLE 1174.

Jugé :—Lorsque, malgré la production d'un plaidoyer dans une cause, l'action a été maintenue, sur le défaut du procureur du défendeur de comparaître lors de l'audition, et lorsque, subséquemment, une opposition à jugement est produite par le défendeur, et renvoyée avec dépens, le demandeur a droit à deux honoraires d'action contestée.—C.C., 1898, Casault, J., Fournier v. Poitras, 1 R.P., 114.

ARTICLE 1177.

Jugé :—Le fait que jugement a été rendu sans que les dépositions d'une des parties fussent produites ou dossier, étant restées entre les mains d'un sténographe, ne donne pas ouverture à la requête civile.—C.S., 1898, Lemieux, J., Côté v. Cloutier, 1 R.P., 241.

Jugé :—1. Que les causes qui peuvent donner lieu à la réception d'une requête civile ne sont pas strictement limitées à celles énoncées par l'article 1177 C.P.

2. Que la découverte de pièces tendant à établir qu'une partie en rendant témoignage dans une cause n'a pas juré la vérité, est un fait suffisant pour donner lieu à la réception d'une requête civile.

3. Que la Cour Supérieure est la seule compétente pour recevoir une requête civile, même lorsque la cause a été décidée en dernier ressort par un tribunal plus élevé.—C.S., 1897, Archibald, J., Durocher v. Durocher, 1 R.P., 90.

Un jugement ordonnant la vente, à la folle enchère, d'un immeuble vendu par le shérif, étant susceptible d'appel, il n'y a pas lieu d'admettre contre lui la requête civile.—C.S., 1898, Mathieu, J., Ploussard v. Todd, 4 R.L., n.s., 158.

A judgment ordering resale of an immoveable for false bidding at sheriff's sale, being appealable, a petition to revoke such judgment will not lie.—S.C., 1898, Mathieu, J., Ploussard v. Todd, 1 P.R., 223.

Que dans le cas où une cause est inscrite pour enquête et mérite, que les parties ayant été appelées, le défendeur fait défaut, son avocat étant engagé dans une cause en Cour de Circuit, et que le demandeur obtient jugement sur des billets promissaires, il n'y a pas lieu d'admettre une requête civile contre ce jugement.—C.S., 1898, Mathieu, J., Dumouchel v. Christin, 5 R.L., n.s., 221.

Jugé :—Qu'il y a lieu à recevoir une requête demandant l'annulation d'un jugement rendu en l'absence du défendeur, lorsque son avocat a quitté le pays à son insu, après lui avoir dit que la cause ne viendrait que plusieurs mois après (le demandeur ayant fait depuis accorder par défaut, une motion pour faire entendre la cause par privilège) et qu'enfin le défendeur a été mis sous l'impression que le demandeur n'était désisté de son action, et a une bonne défense.—C.S., 1898, Mathieu, J., Leet v. Lee Chu, 1 R.P., 332.

Jugé :—Une requête civile reçue par un juge ne sera pas renvoyée sur motion, sans affidavit, sous le prétexte qu'une opposition à jugement basée sur les mêmes faits aurait été

ARTICLE 1177—Continued.

renvoyée, et que ce fait n'aurait pas été dévoilé au juge.—
C.S., 1898, Loranger, J., Cantin v. Rochon, 2 R.P., 98.

Held :—That a plaintiff who has received notice to contest an opposition and also notice of inscription for "enquête" and merits "ex-parte" on the opposition, has no right to make a "requête civile" against the judgment maintaining the opposition, because such notices were not served on all the parties in the cause, nor because the "enquête" was not made before the open Court—S.C., 1898, Curran, J., Paquette v. Morin, 2 P.R., 21.

Held :—1. That art. 1177 C.P., is not limitative but merely interpretative.

2. That a "requête civile" will lie upon the affidavit of defendant to the effect that his attorney, owing to defendant's omission through a misunderstanding to inform him of his (the defendant's) new address, whither he had removed since the inception of the action against him, was unable to inform the defendant of the date for the hearing of plaintiff's action against him, thus causing judgment to be obtained against him by default.—C.C., 1898, Purcell, J., Glazier v. Kotzan, 1 P.R., 71.

Jugé :—Que le fait de n'avoir pas été averti par ses avocats du jour de l'instruction d'une cause, et d'avoir été condamné "ex-parte" par suite de cette négligence, ne donne pas à une partie le droit de se pourvoir par requête civile.—C.C., 1898, Champagne, J., Cusson v. Ethier, 1 R.P., 382.

Des lettres ou pièces qui avaient été adressées aux procureurs des demandeurs et qui étaient en leur possession lors de la demande en péremption d'instance ne furent pas produites lors de la contestation de la demande en péremption faite par le défendeur.

Jugé :—Que la production de ces lettres ou pièces après le jugement déclarant l'action périmée, ne donne pas ouverture à la requête civile.—C.S., 1899, LaRue, J., Durocher v. Bilodeau, 17 R.J., 119.

Qu'un jugement ordonnant à un tiers-saisi de déposer une somme d'argent en Cour, et ordonnant la convocation des créanciers du défendeur, pour en recevoir la distribution, pourra être révoqué sur requête s'il est basé sur des erreurs de fait.—C.S., 1899, Pagnuelo, J., Stephens v. McBean, 6 R.L., n.s., 227.

Jugé :—Qu'il n'y a pas lieu d'accorder une requête civile pour casser un jugement, lorsque ce jugement est susceptible d'opposition à jugement et que le défendeur a négligé d'employer ce moyen dans les délais requis par la loi, surtout quand, sur une ordonnance de "preuve avant faire droit," la requérante a failli dans sa preuve de la fraude alléguée à l'appui de sa requête.—C.C., 1899, Charland, J., Chevalier v. Morse, 2 R.P., 92.

Lorsque jugement a été rendu sans que l'une des parties, par suite d'un malentendu entre les procureurs, eût été entendue, cette partie peut, par requête civile, demander la révocation de ce jugement.—C.S., 1900, Gill, J., Fabien v. Gougeon, 18 R.J., 242.

Jugé :—Que l'on ne peut poursuivre l'annulation ou la révocation d'un jugement final par voie de requête sommaire.—

ARTICLE 1177—Continued.

C.S., 1900, Loranger, J., Roach v. Morahan & Morahan, 3 R.P., 141.

Jugé :—Le mari, commun en biens, ne peut se pourvoir par requête civile, contre un jugement renvoyant l'action de la femme vu son incapacité, laquelle incapacité n'a été invoquée qu'à la plaidoirie orale.—C.S., 1900, Langelier, J., Lefebvre v. Dominion Wire Manufacturing Co., 3 R.P., 417.

Held :—That a judgment declaring the contestation to an opposition maintained "by consent," cannot be revoked by way of "requête civile," unless it is also attacked by way of improbation.—S.C., 1900, Archibald, J., The Beaubien Co. v. Corbeil, 3 R.P., 435.

Il sera permis, sur motion, d'amender une requête libellée, en assermentant l'amendement et en payant les frais.—C.S., 1900, Gill, J., Bédard v. La Cité de St-Henri, 3 R.P., 212.

Jugé :—Un décret, comme un contrat, peut être attaqué pour fraude par un intéressé.

2. L'action en annulation de décret est soumise aux mêmes règles que l'action paulienne, et, comme elle, profite à tous les créanciers intéressés.—C.B.R., 1901, McNally & Préfontaine, 4 R.P., 125.

Jugé :—1. La requête civile ne peut être produite que si elle est permise par le juge.

2. Elle ne doit être permise que si "prima facie" elle fait voir un bon droit.

3. Une requête civile ne doit pas s'appuyer sur des allégations générales.

4. Il n'y a pas lieu à la requête civile si le jugement dont le requérant se plaint, ne lui a causé aucun préjudice.—C.S., 1901, Mathieu, J., Léveillé v. Charette, 4 R.P., 470.

Jugé :—Si les parties et le juge ont, par une erreur commune, considéré comme promulguée et applicable, une loi alors votée par l'Assemblée Législative, mais modifiée par le Conseil Législatif, de manière à n'être pas applicable aux causes pendantes il y a lieu de se pourvoir par une "requête civile" contre le jugement rendu conformément à cette prétendue loi.

"Quaere" :—Les Commissaires de la Cour Supérieure pour le district de Québec sont-ils tenus de prêter le serment d'allegiance, ou de le renouveler à l'occasion de l'avènement d'un nouveau Souverain ?—C.S., 1901, Mathieu, J., Lamallice v. La Cie d'Imprimerie Electrique, 4 R.P., 63.

Une requête civile ne peut être produite que si elle est permise par le juge. Elle ne doit être permise que si "prima facie" elle fait voir un bon droit. Les allégations générales dans une requête civile ne doivent pas être considérées.

Il faut, de plus, que le jugement, dont un requérant en requête civile se plaint, aurait quelque préjudice.—C.S., 1901, Mathieu, J., Smith v. Charette, 4 R.P., 468.

Une pièce de procédure intitulée "requête civile," mais ne contenant aucun des moyens requis, ne sera pas rejetée sur exception à la forme si elle peut valoir comme tierce-opposition.—C.S., 1902, Mathieu, J., In re The Montreal Cold Storage Co., 5 R.P., 91.

V. Art. 605, Brousseau v. Déchéne, 3 R.P., 397.

ARTICLE 1184.

Le jugement qui maintient une requête civile et ordonne qu'il sera sursis à l'exécution du jugement révoqué, sans cependant déclarer que les procédures déjà faites en exécution de tel jugement, seront nulles, doit être considéré comme rouvrant la cause mais sans affecter les droits qui peuvent être acquis en vertu du jugement ainsi révoqué.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., Dupuis v. Bernard, 7 R. de J., 549.

ARTICLE 1185.

Jugé :—Que si une tierce opposition a été signifiée au bureau du Protonotaire de la Cour, pour une partie décédée, les exécuteurs testamentaires de cette partie ne peuvent, par requête, demander le rejet de cette tierce-opposition comme non avenue.—C.S., 1898, Mathieu, J., Bell v. Burke, 1 R.P., 227.

Qu'une tierce-opposition n'est pas prescrite, quelle que soit la date du jugement attaqué, si le tiers-opposant n'en a eu connaissance que dans l'année qui la précède.—C.S., 1900, Tellier, J., The Royal Electric Co. v. Palliser, 3 R.P., 340.

Après que le créancier qui a fait émaner une saisie-arrêt a obtenu sans fraude un jugement ordonnant au tiers-saisi de lui payer le montant qu'il a reconnu devoir au débiteur, un autre créancier de celui-ci ne peut, par tierce-opposition, faire annuler ce jugement pour cause d'insolvabilité du débiteur, mais l'allégation d'insolvabilité doit être faite avant le jugement validant la saisie-arrêt.—C.B.R., 1901, Manseau & Bruyère, 11 R.J., 16.

Jugé :—La tierce-opposition ne peut empêcher la distribution des deniers, et le recours de la partie qui se porte tierce-opposante s'exerce par voie de contestation du projet de distribution, s'il y a lieu.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., Turgeon v. Shannon, 4 R.P., 156.

ARTICLE 1186.

Qu'une tierce-opposition n'est pas prescrite, quelle que soit la date du jugement attaqué, si le tiers-opposant n'en a eu connaissance que dans l'année qui la précède.—C.S., 1900, Tellier, J., The Royal Electric Co. v. Palliser, 3 R.P., 340.

ARTICLE 1196.

Dans les actions dont le montant excède \$400, il faut, pour déterminer le dépôt à faire, établir une distinction. Si c'est, comme dans le cas actuel, le défendeur qui inscrit en Révision, le montant en litige sera pour lui, le capital accordé plus les frais, et si les deux réunis n'excèdent pas \$400, le dépôt ne devra être que de \$50. Dans le cas où l'inscription est produite par le demandeur, le montant en litige sera celui réclamé par son action. Le défendeur produira au dossier le mémoire de frais taxé contre lui pour aider à déterminer le montant en litige quant à lui.—C.R., 1898, Casault, Caron et Andrews, JJ., Samson v. Talbot, 14 R.J., 11.

ARTICLE 1196—Continued.

Jugé:—Que si sur une action pour \$1,000, jugement est rendu en faveur du demandeur pour \$140, en Cour Supérieure, et est confirmé en Révision, sur inscription du défendeur, les honoraires de l'avocat du demandeur, en Révision, seront ceux d'une action de \$140.—C.S., 1898, Loranger, J., Mallet v. Martineau, 2 R.P., 46.

Jugé:—Une inscription en Révision, dans une action en résiliation d'un bail accompagné de promesse de vente, lorsque le prix de l'immeuble en question est de plus de \$400, doit être accompagnée d'un dépôt de \$75, et la Cour ordonnera à la partie qui inscrit de supplémenter son dépôt de \$50.—C.R., 1901, Taschereau, Loranger et Archibald, JJ., Marsolais v. Grenier, 4 R.P., 392.

Que dans le cas d'une inscription en Révision, si les procureurs de la partie intimée consentent à ce que le dépôt requis par l'article 1196 reste entre les mains de la partie appelante, la Cour de Révision ne déclarera pas, d'office, l'inscription irrégulière et nulle, surtout si elle est d'avis de confirmer au mérite, le jugement de première instance.

Semble, que dans le cas où, au mérite, la Cour de Révision, croirait devoir infirmer le premier jugement, elle devrait ordonner que preuve fut faite de l'autorisation, par la partie, du consentement donné par ses procureurs.—C.R., 1901, Casault, Caron et Andrews, JJ., Jutras v. La Corp. de St-François, 3 R.P., 530.

Que, dans une saisie-arrêt après jugement, c'est le montant auquel le défendeur a été condamné à payer en capital et frais, et non celui réclamé par l'action originale qui fixe la classe de l'action, et que, par conséquent, une inscription en Révision par un demandeur qui conteste une saisie-arrêt par laquelle il réclamait une somme excédant \$400, doit être accompagnée d'un dépôt de \$75 et non de \$50, bien que le montant originellement réclamé du défendeur fut moindre que \$400.—C.R., 1898, Tait, Taschereau et Pagnuelo, JJ., Veilleux v. Clapin & Clapin, 1 R.P., 256.

Jugé:—Que le montant en litige dans une action qu'on inscrit en Révision, est le montant total accordé à la partie adverse, et que, par conséquent, un dépôt de \$50 fait par un opposant sur une saisie faite pour plus de \$400, est insuffisant, même si le montant accordé au demandeur est moindre que \$400, et devra être complété.—C.R., 1898, Tait, Loranger et White, JJ., Lapierre v. Nadon, 1 R.P., 497.

1. In an action for a penalty of \$50, a deposit of \$50 is sufficient to inscribe the case in review. The fact that coercive imprisonment lies to enforce payment, does not make the amount in controversy different nor even add to the costs taxable on the judgment.

2.—(Caron, J., "dissentiente") Even if the demand in a case is of an appealable nature, it does not follow that an appeal lies from the judgment thereon of a Court having only a non-appealable ultimate jurisdiction. It is the nature of the jurisdiction of the Court which renders judgment, which decides whether there lies an appeal to the Queen's Bench,

and, consequently, a review before this Court, from such judgment.—C.R., 1898, Casault, Caron et Andrews, JJ., Dickey v. Thibault, 13 R.J., 58.

Lorsque par une seule inscription en Révision une partie a demandé la révision d'un jugement rendu à la fois sur une demande principale et sur une demande incidente, le procureur de la partie adverse n'a droit qu'à l'honoraire d'une seule contestation en Révision.—C.S., 1898, Mathieu, J., Legault v. Lallemand, 14 R.J., 149.

Jugé :—Que dans le cas d'une inscription en Révision, si les procureurs de la partie intimée consentent à ce que le dépôt requis par l'article 1196 C.P. reste entre les mains des procureurs de la partie appelante, la Cour de Révision ne déclarera pas d'office, l'inscription irrégulière et nulle, surtout si elle est d'avis de confirmer, au mérite, le jugement de première instance.

Semble que dans le cas où, au mérite, la Cour de Révision croirait devoir infirmer le premier jugement, elle devrait ordonner que preuve fût faite de l'autorisation par la partie, du consentement donné par ses procureurs.—C.R., 1901, Casault, Caron et Andrews, JJ., Jutras v. Corp. de St-François, 3 R.P., 530.

Held :—The fact that notice of inscription in Review was served on the opposite party within the eight days allowed for making the deposit, but not returned into Court within such delay, is not a ground for rejecting the inscription, and a motion to reject such inscription will be dismissed, where it is shown that the notice, after service, has been filed on the nearest following juridical day after the expiration of the eight days.—C.R., 1901, Gill, Mathieu and Langelier, JJ., McDonald v. Vineberg, 3 R.P., 548.

ARTICLE 1197.

Lorsqu'il y a eu une seule instruction et un seul jugement, lors même que les défendeurs ont contesté l'action séparément, une seule inscription et un seul dépôt en Révision sont suffisants.—C.R., 1898, Casault, Routhier et Lemieux, JJ., Dunont & Charbonneau, 1 R.P., 129.

Jugé :—Aux termes de l'art. 1196 C.P., le dépôt requis pour obtenir la révision des jugements doit être fait dans les huit jours qui suivent le jugement dont la révision est demandée. L'inscription doit être produite immédiatement après le dépôt, c'est-à-dire pas plus tard qu'un jour après l'expiration des huit jours.—C.R., 1898, Casault, Routhier et Andrews, JJ., Jamieson v. Rousseau, 1 R.P., 268.

Lorsque la preuve a été déclarée commune dans deux causes différentes, s'il y a eu deux jugements et si les parties dans les deux causes ne sont pas les mêmes, une seule inscription en Révision et un seul dépôt sont insuffisants, mais il sera permis à l'appelant de se désister de son inscription quant à l'une des deux causes, et, sur déclaration à cet effet de sa part, une motion pour faire rayer l'inscription sera renvoyée avec dépens contre l'appelant.—C.R., 1898, Casault, Routhier et Lemieux, JJ., Ward & Barthe, 1 R.P., 130.

Sur inscription en Révision par le défendeur d'un jugement condamnant ce dernier à payer au demandeur \$100 et les frais de l'action telle qu'intentée, alors même que la demande était pour \$1,000, un dépôt de \$50 est suffisant.—C.R., 1898, Casault, Routhier et Andrews, JJ., Samson v. Talbot, 1 R.P., 178.

Jugé :—Que lors d'une inscription en Révision sur une demande principale et une demande incidente, il ne peut être accordé à la partie en faveur de laquelle le jugement est confirmé qu'un seul honoraire en Cour de Révision, s'il n'y a qu'un seul et même jugement.—C.S., 1898, Mathieu, J. Le-gault v. Lallemand, 1 R.P., 287.

ARTICLE 1198.

Il n'est pas nécessaire que l'avis de l'inscription en Révision soit signifié dans le délai accordé pour la production de cette inscription ; il suffit qu'il le soit dans un délai raisonnable après le dépôt de l'inscription.—C.R., 1899, Gill, Davidson et Lemieux, JJ., Carter v. Reilly, 17 R.J., 129.

La cause est inscrite en Révision par le demandeur. Le défendeur demande, par motion, que l'inscription en Révision soit rayée du rôle et que la cause soit renvoyée dans le district d'Arthabaskaville, vu le défaut du demandeur, de mettre en cause, en Révision, la défenderesse en garantie. Celle-ci a comparu à la demande principale et a plaidé. Mais le défendeur a aussi plaidé à la demande principale.

Jugé :—La mise en cause de la défenderesse en garantie n'est pas requise dans l'inscription en Révision du jugement décidant du sort de la demande principale.—C.R., 1900, Casault, Caron et Andrews, JJ., Castonguay v. Savole, 3 R.P., 398.

Jugé :—(Routhier, J., dissident) Qu'une inscription en Révision, pour être valable, doit être signée par le procureur de l'appelant même, et ne peut l'être de son nom par un autre à qui il en aurait donné le mandat.—C.R., 1901, Casault, Routhier et Andrews, JJ., Drouin v. Rosenstein, 3 R.P., 563.

ARTICLE 1199.

Semble que la Cour Supérieure peut renvoyer une action faute de preuve, sauf au demandeur à se pourvoir, bien que le demandeur ait inscrit en Révision d'un jugement sur une motion pour faire rayer la cause du rôle des enquêtes et auditions.—C.B.R., 1900, La Corp. de Nicolet v. Tousignant, 3 R.P., 239.

ARTICLE 1203.

L'article 306 C.C., qui défend au tuteur d'appeler d'un jugement sans y avoir été autorisé par le juge sur l'avis du conseil de famille, ne s'applique pas à l'inscription en Révision qui n'est que pour une ré-audition devant le même tribunal présidé par trois juges.—C.R., 1902, Casault, Routhier et Andrews, JJ., Beaumont v. Lamonde, 5 R.P., 113.

ARTICLE 1208.

When a case is inscribed in Review and the record from the Court below is found to be incomplete, the Court of Review, on motion, will order the same to be sent back and completed before hearing argument.—C.R., 1899, Routhier, Caron and Andrews, JJ., Whiting v. Menier, 16 R.J., 448.

ARTICLE 1211.

Jugé :—1. Que les appelants ont droit à leurs déboursés et honoraires relatifs à l'inscription en appel, laquelle est nécessaire pour ces appels comme pour ceux d'un jugement final.

2. Qu'ils ont également droit aux déboursés et honoraires relatifs aux factums, s'il y a eu des factums de produits.

3. Qu'ils ont également droit à tous les honoraires pour vacations au greffe.

"Quaere":—Si plusieurs causes ont été consolidées pour les fins de la plaidoirie et des factums, y a-t-il lieu à plusieurs honoraires, ou à un seul —C.B.R., 1898, Paquet v. Taché, 2 R.P., 381.

V. Art. 46 for judgments determining the natures of interlocutory judgments.

V. Art. 1213 on the right to revise an interlocutory judgment in a case inscribed in appeal on the merits of the final judgment.

ARTICLE 1213.

The inscription of a case in appeal to the Court of Queen's Bench must be filed in the office of the prothonotary of the Court which rendered the judgment, before service of notice on the adverse party or his attorney.—C.Q.B., 1897, Inkiel & Laforest, 7 R.J., 454.

Sous le nouveau Code de Procédure, qui laisse la Cour de première instance saisie de l'appel jusqu'à l'exécution du cautionnement, la Cour d'Appel n'a pas juridiction pour renvoyer l'appel pour défaut de cautionnement.—C.B.R., 1897, Marsan & La Banque d'Hochelaga, 7 R.J., 40.

Jugé :—L'inscription en appel devant la Cour du Banc de la Reine doit être produite, au bureau du protonotaire de la Cour qui a rendu le jugement dont est appel, avant la signification de l'avis d'appel et de cautionnement à la partie adverse ou à son procureur.—C.B.R., 1898, Garon & Noël, 2 R.P., 26.

Inscription en Appel :—Lorsque la partie adverse a obtenu du protonotaire, aux termes de l'article 1213 du Code de Procédure Civile, un certificat du défaut de la partie qui a inscrit en appel de fournir le cautionnement requis, cette dernière ne peut plus obtenir la permission de fournir un cautionnement, l'inscription en appel étant censée désertée, sauf recours.—C.S., 1898, Mathieu, J., Stuart v. Euard, 14 R.J., 277.

Lorsque, vu le défaut de l'appelant de fournir cautionnement au jour fixe, l'appel a été déclaré déserté, l'appelant ne peut porter un nouvel appel du même jugement avant de

payer les frais du premier appel.—C.B.R., 1899, Cain & Bartels, 10 R.J., 323.

Jugé :—Que si la caution offerte pour l'inscription en appel a omis de se présenter au jour dit, et qu'un certificat de défaut a été obtenu contre elle, le délai pour fournir le cautionnement ne peut être étendu par la Cour, sur motion à cet effet.—C.S., 1899, Mathieu, J., Baron v. Vallée, 2 R.P., 137.

Jugé :—Qu'une motion pour faire renvoyer un appel pour non-transmission des dossiers dans les délais, doit être faite devant la Cour du Banc du Roi, et non devant la Cour Supérieure, dessaisie de la cause par l'inscription en appel et le cautionnement.—C.S., 1901, Langelier, J., Wright v. Phillips, 4 R.P., 37.

ARTICLE 1214.

La défenderesse ayant été poursuivie par la demanderesse pour la faire déchoir, à raison de l'inexécution des obligations stipulées, de certains privilèges que la demanderesse avait accordés à l'auteur de la défenderesse, la Cour Supérieure, avant de prononcer au fond, avait accordé à la défenderesse un délai de deux mois pour exécuter ces obligations et pour faire disparaître les griefs de la demanderesse. La défenderesse appela de ce jugement interlocutoire, sur permission spéciale et sous le cautionnement ordinaire, et ensuite demanda à la Cour Supérieure que le délai accordé par le jugement dont était appel ne commençât à courir qu'à compter du jugement final sur l'appel.

Jugé :—Que l'appel du jugement interlocutoire avait élevé à la Cour Supérieure toute juridiction, sur la cause, et que, partant, la demande de la défenderesse ne pouvait être accordée.—S.C., 1898, Mathieu, J., Town of St. Louis v. M.P. & I. Ry. Co., 13 R.J., 280.

Security for Costs—The respondents (defendants in the Superior Court) filed separate appearances in appeal, but, by mutual arrangement between them and the appellants, one factum only was filed by the latter, and one judgment rendered (dismissing the appeal). Upon the application for leave to appeal to the Supreme Court, the respondents urged that they were entitled to separate security for costs, from each of the four appellants, that is to say, four bonds of \$500 each.

Held :—That the appeal to the Supreme Court should be allowed upon security being furnished as for a single appeal, viz., to the extent of \$500.—Archer v. Severn, 12 Ontario Practice Reports, p. 472, followed.—C.Q.B., 1900, Bonsack Machine Co. & Falk, 9 R.J., 355.

In a case in which, by special leave, appeal has been allowed to the Judicial Committee of the Privy Council, execution may issue, pending such appeal, for the costs incurred in the courts appealed from, without, for that purpose, sending the record back to the Court of the first instance, when no security for the costs incurred in the Courts below has been given with the appeal to the Judicial Committee.—S.C., 1902, Robidoux, J., The Consolidated Car Heating Co. v. Came, 5 R.P., 48.

ARTICLE 1221.

Jugé :—1. Le délai pour appeler d'un jugement interlocutoire court à partir du jour du prononcé du jugement, et non de la transmission du jugement au protonotaire.

2. Un jugement ordonnant au shérif de vendre en bloc les immeubles saisis est un jugement final, dont il y a appel "de plano."

3. (Par Blanchet, J., sans adjudication par la Cour) :—Un avis donné à la partie adverse de la présentation d'une requête au juge, ailleurs qu'au chef-lieu du district, et l'ordre donné sur telle requête, sont illégaux et nuls.—C.B.R., 1900, Connolly & Stanbridge, 4 R.P., 186.

ARTICLE 1236.

Held :—That if a record in appeal is incomplete by reason of the absence of a document left with the prothonotary of the Court below, the proper way to obtain such completion is by writ of "certiorari," and a motion is insufficient.—C.Q.B., 1898, Whelan & Charette, 1 P.R., 339.

Held :—That the Court of Queen's Bench will grant a motion asking that a writ of "certiorari" may issue enjoining the prothonotary of the Superior Court to complete a record by adding thereto the affidavit upon which the writ (in a "qui tam" action) was issued, and the whole record in a case united for trial with the case now pending before the Court of Appeals, although the two cases were separate and distinct.—C.Q.B., 1898, Whelan v. Charette, 1 P.R., 353.

ARTICLE 1237.

V. Art. 276, McNally & Préfontaine, 3 R.P., 401.

ARTICLE 1240.

Held :—That the Court of Queen's Bench will order the parties who have signed affidavits filed during the pendency of the proceedings in appeal, to appear before its clerk to be examined in connection therewith.—C.Q.B., 1898, The By-town, etc., Co., v. The Hull Electric Co., 1 P.R., 398.

ARTICLE 1247.

V. Art. 1214, The Consolidated Car Heating Co. v. Came.

ARTICLE 1248.

Held :—That if an appeal as of right to the Privy Council from a judgment of the Court of Queen's Bench was refused by the said Court, and special leave to appeal was obtained from the Privy Council, and the judgment of the Court of Queen's Bench was reversed on such appeal, the appellant has a right to recover and have the fee and disbursements on his motion for leave to appeal, the cost of a copy of the judg-

ment rejecting his motion, and of the service of his bill of costs on the respondent.

2. That the tariff of fees made by the judges of the P.C. for proceedings in appeals to the Queen in Council only applies to costs incurred in England.

3. That the General Council of the Bar of the Province of Quebec has power to make, and, in fact, has made, a tariff for the costs incurred in this country in appeals to the Queen in Council, and that items not mentioned in the said tariff, such as attendances, etc., will not be allowed.

4. That the party succeeding before the Privy Council is entitled to recover from the opposite party all disbursements really incurred for printing, there being no tariff regulating the cost of the transcript.—C.Q.B., 1899, *England v. Kerry*, 1 R.P., 554.

V. Art. 121, *The Consolidated Car Heating Co. v. Came*.

An application to have the case sent back to the Court of first instance, for the re-examination of witnesses, will not be granted by the Court of Appeal, where the appellants who make such demand do not complain that they were prevented in the Court below from putting in the evidence in question.—C.Q.B., 1898, *Forget & Baxter*, 7 R.J., 530.

ARTICLE 1249.

V. Art. 1214, *The Consolidated Car Heating Co. v. Came*.

ARTICLE 1250.

V. Art. 1214, *The Consolidated Car Heating Co. v. Came*.

ARTICLE 1251.

V. Art. 1214, *The Consolidated Car Heating Co. v. Came*.

ARTICLE 1253.

Jugé :—Le fait par l'un des commissaires siégeant pour la décision sommaire des petites causes, de concourir dans le jugement, sans avoir entendu toute la preuve, constitue une grave irrégularité et donne lieu à l'émission d'un bref de "certiorari."—C.S., 1899, *Gagné, J., Caron v. Clément*, 2 R.P., 391.

ARTICLE 1275.

In an action in the Commissioners' Court, where the defendant has appeared and filed a plea, he is entitled to have the case continued to a subsequent day for trial, and a judgment pronounced against him on the same day as he appears, is illegal and will be set aside.—S.C., 1898, *Curran, J., Crevier v. Brassard*, 15 R.J., 236.

Held :—That, if a written defence is filed to an action before the Commissioners' Court, the trial must be postponed, and if the case is tried that day in the absence of the

defendant and his counsel, a writ of "certiorari" will lie against the commissioners.—S.C., 1898, Curran, J., Crevier v. La Banque Ville-Marie, 2 R.P., 49.

ARTICLE 1292.

Jugé :—Que lorsqu'une amende est infligée par la Cour du Recorder de la Cité de Montréal à la suite d'une poursuite prise par un particulier, la condamnation doit indiquer spécialement à qui l'amende doit être payée.

2. Que si la condamnation obtenue par un particulier porte simplement que l'amende sera "payée et employée conformément à la loi," il y aura lieu à se pourvoir par "certiorari" contre la décision de la Cour du Recorder.—C.S., 1898, Mathieu, J., Prévost v. Leclerc, 1 R.P., 230.

Jugé :—Que la Cour du Recorder de Montréal n'a pas le droit, en condamnant à l'amende et aux frais de poursuite et à la prison au cas de non paiement, d'exiger comme condition préalable à l'élargissement du débiteur, le paiement des frais de poursuite et de transport à la prison, et que telle décision sera cassée sur "certiorari."—C.S., 1899, Langelier, J., Lee v. DeMontigny, 2 R.P., 114.

Held :—1. That the by-laws passed by the Council of the City of Montreal are public laws within the limits of that City, without publication or promulgation.

2. That the Council of the City of Montreal has the power to pass a by-law prohibiting musical saloons or establishments where intoxicating liquors are sold, and vocal or instrumental music used for the purpose of attracting customers, and imposing a penalty upon persons keeping such establishments, and a conviction under such by-law will not be quashed on a writ of "certiorari."—S.C., 1899, Doherty, J., Ménard & DeMontigny, 2 P.R., 434.

Held :—That no "certiorari" will lie against a decision of the mayor of a town acting "ex-officio" as a justice of the peace in a town corporation, when such decision applies a by-law which is apparently "intra vires" and in force.—S.C., 1899, Tait, A.C.J., "ex-parte" Hart, 2 P.R., 334.

Jugé :—1. Le percepteur du Revenu peut poursuivre en son nom toute infraction aux dispositions de l'Acte du Revenu de l'Intérieur, en vertu du 4^e article du dit acte, et même toute personne quelconque peut se porter dénonciatrice ou plaignante pour une offense en vertu de l'art. 334 du dit Acte du Revenu de l'Intérieur, cette offense étant déclarée délit par la loi.

2. Une offense décrite dans la dénonciation et le bref de sommation comme suit, savoir :—"That C. M. not being a licensed tobacco or cigar manufacturer, did then and there unlawfully have in possession, in his store, a certain quantity of cigarettes not put up in packages and stamped in accordance with the provisions of law and the provisions of the Inland Revenue Act, to wit : Two boxes containing one hundred packages of cigarettes 'Sweet Caporal,' without any stamp or stamps whatever of the

ARTICLE 1292—Continued.

"Inland Revenue of Canada affixed thereon"—est l'offense telle que décrite par l'art. 334 du dit Acte du Revenu, et est la reproduction du texte même créant l'offense—et, par conséquent suffisante.

3. Le Code Criminel de 1892 autorise la Cour Supérieure, lorsqu'un dossier est devant elle en vertu d'un "certiorari," et pourvu qu'il y ait lieu à "certiorari," à entrer dans le mérite et l'appréciation de la preuve pour juger de la justice de la conviction quand il s'agit de l'application de lois fédérales et des procédures qui s'y rattachent.

4. Le Magistrat de District décidant une accusation poursuivie en vertu de l'acte concernant les convictions sommaires a le pouvoir de condamner le défendeur à un emprisonnement d'un mois à défaut de paiement immédiat de l'amende et des frais,—ou de le condamner à un emprisonnement d'un mois à défaut de meubles et effets pour payer l'amende et les frais ; ou sur l'insuffisance de meubles et effets pour les payer, (Art. 872 Code Criminel.)

5. Une conviction déclarant que l'amende sera prélevée et employée conformément à la loi, n'est pas insuffisante et illégale pour la raison qu'elle ne mentionne pas à qui la pénalité imposée doit être payée.

6. Pour l'offense précitée, le terme de l'emprisonnement indiqué à l'art. 113 du dit Acte du Revenu est de 6 mois, mais l'art. 953 du Code Criminel donne au magistrat le pouvoir discrétionnaire d'abréger une incarcération de cette nature.—C.S., 1899, Charland, J., Meunier v. Loupret, 2 R.P., 126.

A conviction which purports to be for breaches of a by-law, but fails to set out which of the large number of sections of said by-law defendant has violated and does not in other respects allege the offence or offences whereof defendant was deemed to be guilty in specific, distinct and substantive terms, is insufficient and defective and will be quashed on "certiorari."—S.C., 1900, Davidson, J., Riopelle v. Desrosiers, 3 P.R., 195.

Jugé :—Que le magistrat de police, dans une poursuite pour vente de boissons sans licence, ne peut légalement prononcer la conviction qu'à un jour par lui fixé lors de l'audition, et dans un délai n'excédant pas huit jours de l'ajournement et que s'il prononce cette conviction à une date plus éloignée, et non fixée lors de l'audition, un bref de "certiorari" sera accordé contre cette condamnation.

2. Que l'Acte de la preuve du Canada, 1893, ne s'applique pas à une suite pour vente de boissons sans licence intentée conformément aux lois provinciales sur ce sujet, et qu'un magistrat siégeant dans une de ces causes a le droit de refuser d'entendre la partie défenderesse comme témoin en sa faveur.—C.S., 1900, Mathieu, J., Cairns & Choquet, 3 R.P., 25.

Jugé :—1. Que, le fait que, sur une poursuite pénale, pour vente de liqueurs enivrantes à un mineur, le dénonciateur qui a aussi été entendu comme témoin pour prouver l'offense, se serait donné un faux nom, n'enlève pas à la Cour du Recorder la juridiction que la loi lui accorde pour

ARTICLE 1292—Continued.

juger ces offenses, et que cela ne peut donner lieu à "certiorari."

2.—Qu'une erreur dans le bref de sommation, lui faisant porter la date du jour où il est rapportable, et de fait rapporté, lorsqu'il est constaté que le bref a été signifié le jour où il a été fait, ne peut donner lieu non plus au bref de "certiorari," si le défendeur n'a pas invoqué cette irrégularité devant le Recorder.

3. Que le greffier de la Cour du Recorder qui est avocat, peut charger à l'accusé condamné, l'honoraire de huit piastres, mentionné dans l'article 1060 des Statuts Refondus de Québec.—C.S., 1900, Mathieu, J., *Pepin v. La Cité de Montréal*, 2 R.P., 565.

One Délima Garneau laid a complaint under art. 207 Criminal Code, before Elzéar Plamondon, J.P., against one Rose Mercier, charging that the latter had spoken the following words of her in a public restaurant, addressing the proprietor of the restaurant, Louis Bisson, viz: "à cause que tu as baisé la femme à Thomas Lagueux."

Plamondon issued his warrant and caused Rose Mercier to be arrested, convicted her of "vagabondage, suivant l'article 207 du Code Criminel," and condemned her in a fine of \$25 and costs or three months' imprisonment.

Thereupon, Rose Mercier, the petitioner, applied for a writ of "certiorari," alleging that the complaint contained no offence known to the law, and that Plamondon, as a Justice of the Peace, had no jurisdiction to deal with the case.

Held:—1. The Superior Court has power over a conviction by a Justice of the Peace in a penal matter.

2. Slandering a person in a public restaurant is not an offence under Art. 207 of the Criminal Code.—C.S., 1901, Andrews, J., *Mercier v. Plamondon*, 20 R.J., 288.

Jugé:—1. Une condamnation prononcée contre un pilote par les commissaires du Havre de Montréal ne sera pas cassée parce que l'accusé n'a été assigné que par simple lettre, s'il a comparu et s'est défendu contre l'accusation sur ce seul avis.

2. Les commissaires du Havre de Montréal n'ont pas le droit de condamner un pilote parce qu'il aurait, en vertu d'un engagement avec une ligne de paquebots, piloté plus de vaisseaux qu'il ne lui avait été permis d'en piloter par les commissaires du Havre.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., *Auger v. Les Commissaires du Havre de Montréal*, 3 R.P., 553.

Jugé:—Un "certiorari" ne sera pas maintenu pour des irrégularités dans la procédure, si ces irrégularités n'ont pas empêché que justice soit rendue.—C.S., 1901, Mathieu, J., *Huot & Weir*, 3 R.P., 502.

Jugé:—Le bref de "certiorari" n'a pas lieu, pour reviser la décision du Recorder, lorsque ce dernier a juridiction, et la Cour Supérieure ne peut, sur "certiorari," s'enquérir du bien ou mal jugé du tribunal.—C.S., 1902, Mathieu, J., *Wolf & Weir*, 4 R.P., 430.

ARTICLE 1293.

Que les dispositions de la loi de pharmacie de Québec relative à la tenue des magasins de drogues sont constitutionnelles.—C.S., 1898, Mathieu, J., Girard v. Muir, 1 R.P., 239.

Jugé :—Que la Cour Supérieure ne peut, sur un bref de "certiorari," reviser la preuve telle que constatée par un jugement d'un magistrat de police.—C.S., 1898, Mathieu, J., Girard v. Muir, 1 R.P., 239.

Le bref de "certiorari" est un bref de prérogative auquel, nonobstant toute disposition statutaire à ce contraire, on a droit d'avoir recours pour contrôler l'action des juridictions inférieures, et les ramener dans les limites assignées par la loi, chaque fois qu'il y a un manque, une absence ou excès de juridiction, et de plus, chaque fois qu'une pénalité non autorisée a été imposée.

2. Si un statut prescrit qu'une poursuite pour certaine offense doit être prise dans un certain délai après la commission de cette offense, et qu'une ou plusieurs offenses de même nature, contre le même statut, peuvent être insérées dans la même poursuite, alors une plainte faite à une date déterminée pour une seule offense est présumée faite et comprend toutes les offenses contre ce statut jusqu'à la date de cette plainte.—S.C., 1899, Lemieux, J., Mathieu & Wentworth, 15 R.J., 504.

A conviction which purports to be for breaches of a by-law, but fails to set out which of the large number of sections of said by-law defendant has violated and does not, in other respects, allege the offence or offences whereof defendant was deemed to be guilty in specific, distinct and substantive terms, is insufficient and defective, and will be quashed on "certiorari."—S.C., 1900, Davidson, J., Riopelle v. Desrosiers, 3 R.P., 195.

Un "certiorari" ne sera pas maintenu pour des irrégularités dans la procédure si ces irrégularités n'ont pas empêché que justice soit rendue.—C.S., 1901, Mathieu, J., Huot & Weir, 3 R.P., 502.

Une condamnation de la Cour du Recorder de Montréal, au paiement d'une amende au greffier de la Cour, et non à la Cité est illégale, et sera annulée sur "certiorari."—C.S., 1902, Langeller, J., Wilcock v. La Cité de Montréal, 5 R.P., 126.

Le comité de police de la Cité de Montréal ne peut empêcher un cocher licencié de stationner sur le terrain privé d'un propriétaire d'hôtel, avec le consentement de ce dernier.—C.S., 1902, Lavergne, J., In re Joseph Desmarais, 5 R.P., 167.

Que la Cour des Recorders de la Cité de Montréal a juridiction pour entendre une cause par laquelle on réclame du salaire, et ce, bien que le contrat contienne des clauses entraînant forfaiture d'un certain montant au cas d'inexécution du contrat par le locateur.

Que la Cour Supérieure ne peut, sur "certiorari" prendre connaissance d'une question de droit de retention au

cas de délit, d'une certaine partie du salaire, question qui n'a pas été soulevée devant la Cour des Recorders.—C.S., 1903, Lavergne, J., La Société Anonyme des Théâtres & Fouquet, 5 R.P., 248.

ARTICLE 1297.

Jugé :—Qu'à défaut de règle de pratique à cet effet, le requérant "certiorari" ne peut être forcé à donner un cautionnement pour les frais.—C.S., 1899, Taschereau, J., Desjardins v. Lauzon, 2 R.P., 192.

ARTICLE 1310.

Jugé :—1. Que l'interrogatoire requis pour une main-levée d'interdiction pour imbecillité, démence ou fureur doit être rédigé par écrit, à peine de nullité.

2. Que le juge peut réviser la décision du protonotaire en matière d'interdiction, quoique la requête en révision de ce jugement prétende être un appel de la décision du protonotaire.—C.S., 1899, Mathieu, J., "ex-parte" Roussin, 2 R.P., 203.

Que le protonotaire ou le juge peut, sur une requête en interdiction pour démence, se contenter de donner à l'intimé un conseil judiciaire.

Qu'il y a appel au juge de la décision du protonotaire nommant ainsi un conseil judiciaire.—C.S., 1903, Loranger, J., Ledoux v. Meunier, 5 R.P., 249.

ARTICLE 1312.

Jugé (confirmant Langelier, J.) :—La nullité d'un jugement en séparation de biens non exécuté, est absolue, et les tiers mêmes ne peuvent se prévaloir du fait que la femme se serait, dans le contrat passé avec eux, désignée comme judiciairement séparée de biens.

2. Le défaut d'autorisation d'une femme commune en biens est une nullité absolue dans l'assignation ; cette nullité est d'ordre public et doit être proposée par le tribunal même au cas où la femme ne s'en prévaudrait pas.

3. (Par Langelier, J.) Une action prise contre une femme commune en biens qui s'est faussement représentée dans le contrat sur lequel est basé l'action, comme séparée de biens, et n'a pas plaidé la nullité de l'assignation par exception à la forme, sera renvoyée, mais sans frais.—C.R., 1900, Taschereau, Gill et Doherty, JJ., Leclaire v. Robert, 3 R.P., 549.

ARTICLE 1338.

Jugé :—La renonciation de la femme à la communauté, dans une action en séparation de biens, doit se faire au greffe ou devant notaire, et la renonciation faite devant un commissaire de la Cour Supérieure est nulle et sans effet.

2. La femme autorisée par le juge à poursuivre son mari en séparation de biens, n'a pas besoin d'une nouvelle autorisation pour renoncer à la communauté.—C.S., 1901, Pagnuelo, J., *Trudeau v. Labossière*, 4 R.P., 46.

ARTICLE 1369.

V. Art. 94, *Béchar d v. Bernier*, 3 R.P., 36.

ARTICLE 1426.

Held :—1. No person is interested to take proceedings for the appointment of a curator to a vacant succession who is not either a relation or a creditor of the person from whom such succession devolves.

2. The provisions relating to family councils do not apply to the proceedings for the appointment of a curator to a vacant succession and only relations and creditors are competent to advise the judge as to the appointment of a curator to a vacant succession.—S.C., 1900, *Archibald, J.*, "ex-parte" *The Confederation Life Association*, 3 P.R., 214.

ARTICLE 1411.

Jugé :—Une compagnie étrangère n'est pas présumée connaître les lois de succession de la province, et avant de poursuivre une telle compagnie, en recouvrement d'un certificat de bénéfices, le demandeur doit faire connaître légalement à la défenderesse et constater par l'autorité compétente sa qualité d'héritier légitime du bénéficiaire en obtenant d'un juge de la Cour Supérieure des lettres de vérification tel que voulu par la loi : art. 1411 et s. C.P.

2. Sur poursuite prise avant ses formalités les offres du montant dû "à qui de droit" et la consignation en Cour, seront déclarées bonnes et valables, et l'action sera renvoyée sans frais jusqu'au plaidoyer où la défenderesse déclare s'en rapporter à justice, et avec les frais subséquents au dit plaidoyer.—C.S., 1901, *Routhier, J.*, *Roy v. Catholic Benev. Legion*, 4 R.P., 277.

ARTICLE 1444.

Une sentence arbitrale ne peut être renversée comme erronée quant à l'appréciation des faits que si les arbitres, en fixant l'indemnité qu'ils ont accordée, ont pris en considération des causes d'indemnités dont ils ne devaient tenir compte, ou ont accordé une indemnité tellement disproportionnée à celle que la Cour est d'avis qu'ils auraient dû accorder, que la Cour est forcée d'en conclure qu'aucun homme honnête et raisonnable n'aurait accordé une telle indemnité.—C.S., 1898, *Langelier, J.*, *The M.P. & I. Ry. Co. v. Wynnes*, 4 R. de J., 353.

INDEX TO THE CODE

ABANDON DE BIENS.—(See *Abandonment of Property.*)

ABANDONMENT OF PROPERTY.—

Consequent upon coercive imprisonment.....	849 <i>et seq.</i>
Who may make, for benefit of creditors.....	853
Procedure where demand made by unsecured creditor for \$200 or upwards.....	854
Service of demand same as in ordinary summons....	855
Demand must be filed with claim under oath, etc....	856
Demand may be contested by petition....	857
Procedure where party making the demand is not resident in the Province.....	857
How made.....	858
“ “ in case of <i>capias</i>	928
Declaration, how made, where debtor does not contest demand.....	859
Statement must be filed within four days of service of demand.....	859
Judge may extend delay for making.....	859
In case of partnership, where partner dead or absent	860
Statement must be sworn to, and show, etc.....	861
Declaration and statement to be filed by debtor.....	862
Effect of abandonment.....	863
Provisional guardian appointed.....	864
Powers of such guardian.....	864
Guardian must give notice of abandonment, how and to whom.....	865
Meeting to appoint curators and inspectors.....	866
Court must appoint curator and inspectors chosen by majority in number and value.....	867
Judge may appoint guardian and curator in certain cases.....	868
Such appointment made at instance of, etc.....	869
Powers of such guardian and curator.....	869
Formalities and notices in such case.....	869
Curator to take possession of and administer property abandoned, etc.....	870
(i) Other property.....	870
Proceedings by way of seizure, etc., suspended, etc.	871
Except where judge orders continuance.....	871
Curator must advertise his appointment.....	872
Where debtor acquires new property.....	873
Security by curator.....	874
Curator <i>ad hoc</i> to enforce security bonds.....	874

Curator subject to summary jurisdiction of judge.....	875
Property not belonging to debtor, but in possession of curator—recovery	876
May exercise rights of action of debtor—preliminaries to such exercise	877
May sell property of debtor—authorization.....	876
When authorized may direct sheriff to seize and sell immoveables of debtor.....	879
How sheriff executes warrant.....	879
Distribution of moneys realized from property of debtor.....	880
Dividend sheet.....	880
Contestation of claims or dividends.....	881
Debtor is bound to appear and answer questions con- cerning statement.....	882
And judge may order production of books, and examine consort of debtor or other persons....	883
Rules governing the examination of such persons.....	884
Contestation of statement by curator duly authorized	885
Grounds for contesting.....	885
Delay for contesting.....	886
Delay for proving grounds of contestation.....	887
Penalty incurred by debtor in case of fraudulent omission, fraudulent misrepresentation, secre- tion.....	888
If contestation not proved, or statement not contested, debtor discharged, and effect of discharge.....	889
Review and appeal from judgments and orders ren- dered in certain cases of abandonment of prop- erty	890
Debtor is discharged only to amount of proceeds of sale.....	891
Curator must keep register.....	892
Which may be consulted during reasonable hours....	892
Deposit of register in court	892
And prepare and file certificate of proceedings.....	892
<i>Capias</i> (See <i>Capias</i>)	895 <i>et seq.</i>
Abandonment—how made under.....	928
ABROGATION.—	
In certain cases of laws concerning procedure in force at the time of the promulgation of this Code..	1
ABSENCE.—(See Absence, Possession—Provisional.)	
ABSENTEE.—	
Defendant, service on, when he has left Lower Canada since commencement of suit.....	85
How summoned.....	136
If in another Province of Canada	137
Security for costs by	179
Power of Attorney from.....	177

Articulation of facts, how served upon.....	361
In executions against, how doors, trunks, etc., may be opened.....	620
Simple attachment before judgment of property of, how served.....	937
How summoned to answer seizure by garnishment...	679
Curator to.....	1331, 1337
ACCEPTATION. — <i>Sous bénéfice d'inventaire</i> (See <i>Inven-</i> <i>tory</i>).....	1405
ACCOUNT. —	
Judgment ordering, must fix delay for rendering account....	566
How rendered and sworn to.....	567
Necessary contents.....	568
What must be placed under receipts.....	569
What may and what may not be put under expendi- ture.....	570
When party may demand provisional execution for balance.....	571
Where parties accounted to must take communication of. Delay for contesting.....	572
Parties accounted to, whose interests are the same, must appoint the same attorney.....	573
Delay for answering contestation.....	574
Effect of failing to file contestation, answers or replications.....	575
Issue joined, reference to arbitrator, practitioner or accountant.....	576
What judgment on the account must contain.....	577
If defendant fail to render.....	578
ACCOUNTANTS AND PRACTITIONERS. —	
In what matters cases may be referred to, to what rules subject, powers and report of.....	410
May demand their costs, etc., before report be opened	414
Report of, how made available or impugned....	415
If valid, to form part of evidence.....	416
Reference to an accountant in case of an accounting	576
ACCOUNTING	566
ACT OF PARLIAMENT. —	
Abbreviated reference to.....	107
Questions as to constitutionality of.....	114
ACTE AUTHENTIQUE. —	
Improbation.....	235
Judgment by default upon.....	532
Provisional execution of judgments upon.....	594
Deposit of copy when original lost.....	1317

ACTE DE NOTORIÉTÉ.. .. .	1423
ACTE DE VENTE PAR SHÉRIF	760
ACTE D'OFFRES RÉELLES..... .. .	586
ACTES SOUS SEING PRIVÉ —	
Denial of signature..... .. .	208
Judgment by default upon	532
Provisional execution of judgment upon..... .. .	594
ACTIONS. — (See Shares)	
ACTIONS AT LAW —	
Against public officer	88
Place of instituting..... .. .	94-104
Personal, where brought..... .. .	94
Parties may appear in person, or by attorney..... .. .	83
<i>In formâ pauperis</i>	89-93
Personal, where brought	94
Against insurance company	95
For separation from bed and board, or for separation of property only, where brought	96
Against public officer, where brought..... .. .	97
In warranty, and continuance of suit, where.. .. .	98
Upon several causes of action arising in different districts..... .. .	99
When real or mixed, where brought... .. .	100, 101, 103
In matters of successions..... .. .	102
If defendants reside in different districts..... .. .	103
If sole judge in district cannot sit, where	104
Must be brought in proper court..... .. .	76
Person to bring must have an interest therein	77
But interest may be merely eventual..... .. .	77
Who may be parties to.. .. .	78, 81
Foreign corporations, or persons	79, 80
Defendant must be summoned..... .. .	82
(See Summons, Jurisdiction.)	
ACTION EN DÉCLARATION D'HYPOTHÈQUE —	
Appeal to Q. B. from C. Ct.	44
Service of judgment	547
Surrender of hypothecated immoveable..... .. .	580
Execution against immoveable in C. Ct..... .. .	1148
ACTION EN BORNAGE.—(See Boundary.)..... .. .	
ACTIONS, JOINDER OF.—(See Joinder)	
ACTION EN GARANTIE.—(See Warranty.)	
ACTION EN PARTAGE.—(See Licitation.)	
ACTION EN SÉPARATION DE BIENS.—(See Separation be- tween Consorts.)..... .. .	
	1090.

1423	ACTION EN REDDITION DE COMPTES.—(See <i>Account</i>).....	506
760	ACTION EN SÉPARATION DE CORPS.—(See <i>Separation between Consorts</i>).....	1090
586	ACTIONS OF BOUNDARY.—(See <i>Boundary</i>).....	1059
208	ACTIONS POSSESSOIRES.—(See <i>Possessory Actions</i>).....	1064 <i>et seq.</i>
532	ACTION OF IMPROBATION.—(See <i>Improbation</i>).....	225
594	ACTION HYPOTHÉCAIRE.—(See <i>Hypothecary Recourse</i>).....	1025
	ACTION <i>Qui Tam</i> .—(See <i>Qui Tam Actions</i>).....	89, 180
	ADDRESSING THE COURT.—	
	Order of.....	311
	ADJOURNMENT.—	
88	Courts may prolong terms by.....	112
104	When may be made by prothonotary.....	113
94	On account of absence of witness.....	305
83	What opposite party may require in such case.....	306
9-93	Court may order deposition to be taken in certain cases.....	307
96	For other causes.....	308
97	Conditions imposed by the Court.....	309
98	ADJUDICATION.—(See <i>Execution, Sale</i>).....	663
99	Of moveables, effect of.....	665
103	Of immoveables, effect of.....	778 <i>et seq.</i>
102	In case of licitation (See <i>Licitation</i>).....	1053 <i>et seq.</i>
103	ADJUDICATION OF QUESTIONS OF LAW UPON FACTS ADMITTED.....	500, 512
104	ADMINISTRATEURS DE SUCCESSIONS.....	80, 143, 833, 836
76	ADMISSIONS.—	
77	Allegations of opposite party not denied are admitted.....	111
77	Interrogatories upon articulated facts, when facts are held to be admitted.....	364
81	Noted by judge, make proof.....	364
80	Party failing to file contestations, answers or replications within delay, held to admit account.....	575
82	ADMISSIONS AND DENIALS.—	
	In pleadings, how made.....	100
	ADVERTISEMENTS.—	
44	Of judicial sale of immoveables, how made.....	716 <i>et seq.</i>
147	Sheriff continues, in spite of oppositions.....	730
180	If oppositions are decided after day fixed.....	733
48	Of sale for false bidding.....	767

Of hypothecary recourse against immoveables where owner unknown	1029
Of sale by licitation.....	1048
Where sale by licitation was prevented by opposition.....	1051
Of sale of immoveables belonging to minors.....	1352, 1353
Of sale of immoveables belonging to disqualified parties.....	1357
Of sale of moveables taken in execution.....	638, 639, 640
Of sale of moveable property of succession.....	1399, 1404
ADJUDICATION.—(Délibéré.)	
Discharge from, how effected in review.....	1207
Discharge from, how effected in Q.B.	1242
Case under, cannot be retarded by change of status of parties or cessation of functions.	266, 267
ADVOCATES AND ATTORNEYS.—	
Disavowal.—(See <i>Disavowal</i>).....	251
To elect domicile.....	86
Default to elect domicile.....	86
Change of Attorney.—	
Death, inability to act, or withdrawal of.....	259
If desirous to cease representing party, must give notice.....	260
Opposite party informed without further notice.....	261
When party ceases to be represented before case submitted to court.....	262
If defendant fails to appoint another attorney.....	263
Fees and disbursements before powers can be revoked.....	264
Revocation must be immediately followed by another appointment.....	265
AFFIDAVITS.—	
Commissioners to receive.....	25, 26, 27, 28, 29, 30
Force of affidavits received by such commissioners...	29
Force of affidavits received before certain other parties.....	30
With petition to plead in <i>forma pauperis</i>	90
Accompanying denial of signature.....	208
Or certain documents.....	209
Form and contents.....	112
In matters of adjudication upon questions of law.....	509
To obtain judgment by default in certain cases.....	532
To accompany oppositions to seizure of moveables...	647
To accompany oppositions to seizure of immoveables...	727
To accompany claim to moneys returned into court...	674
For simple attachment.....	933
For attachment in revendication.....	946
For interlocutory injunction.....	960

In suits against corporations irregularly formed....	980
In matters of mandamus	993
For capias.....	898 <i>et seq.</i>
For Habeas Corpus <i>ad subjiciendum</i>	1115
Commissioners for taking in C. Ct.	1127
Must accompany oppositions by third parties.....	1186
Must accompany oppositions to judgments.....	1165
For petition of right.....	1013
In hypothecary recourse, where owner unknown.....	1037
Must accompany petition in revocation of judgment..	1181
Accompanying motion to have case heard before its turn in Review..	1202
Must accompany petition for <i>certiorari</i>	1294
In matter of petition for letters of verification.....	1413
AFFIXING SEALS.—(See <i>Seals</i>).....	1362 <i>et seq.</i>
AJOURNEMENT.—(See <i>Adjournment</i>.)	
ALIAS WRIT OF EXECUTION.....	604
ALIENATION—	
By debtor of immoveable under seizure.....	715
Of property belonging to minors (See <i>Immoveables</i>)	1341 <i>et seq.</i>
ALIMENTARY ALLOWANCE.—	
Provisional execution can be had in action for .	594
To person civilly imprisoned.....	843, 844
ALLEGATIONS.—	
Must be paragraphed, etc.....	108
Repetition of.....	109
ALLOWANCE.—(See <i>Alimentary Allowance</i>.).....	843, 844
AMENDMENT.—	
To writ of summons, declaration, the defence and other pleadings, without costs and without leave.....	513, 515
Of summons, declaration, defence or other pleadings, with leave.....	516
Of copies of pleadings, before service of answer to same.....	517
After service of answer	517
Judge may <i>suo motu</i> order immediate amendment of certain irregularities.....	518
Of return of service, etc.....	519
Of pleading, to agree with facts.....	520
Non-joinder of party does not entail nullity if amended.....	521
Cannot be allowed if it changes nature of demand...	522
Conclusions may be corrected, modified, etc.....	522
Service of—delay.....	523, 524
Joinder of new defendant, effect of, service.....	525
Of irregular service.....	526

AMIALES COMPOSITEURS.—

Not bound to observe certain formalities	413
Not bound to follow rules of law	1436
(See <i>Arbitrator, Arbitration.</i>)	

ANCIENT BOUNDARIES.—(See <i>Boundaries.</i>)	1059
---	------

ANIMALS.—

Jurisdiction of justices of peace in cases of damages by animals.	63
---	----

ANNOUNCES.—(See *Advertisements.*)

ANNULLING OF LETTERS PATENT.—(See <i>Letters Patent.</i>) ..	1007
---	------

ANSWERS.—

Rules applicable to (See <i>Pleas and Pleading</i>).....	202 <i>et seq.</i>
To interrogatories upon articulated facts must be direct, categorical and precise.....	367
If not, may be rejected.....	368

APPEAL.—

To Q. B., general appellate jurisdiction.	42
To Q. B., when lies from final judgment of Superior Court.....	43
To Q. B. from Circuit Court, when it lies	44
To Q. B. from judgments rendered in Magdalen Islands.....	45
To Q. B. from interlocutory judgments.....	46
Respective jurisdictions of the Court of, sitting at Montreal and Quebec.	47
Evocation to Superior Court.....	49
To Court of Review.....	52
To the Privy Council.. ..	68
Proceedings in appeal to the Queen's Bench (See <i>Queen's Bench</i>)	1200
Proceedings in Review (See <i>Review</i>)	1189
Proceedings in appeal to the Privy Council (See <i>Privy Council</i>)	1249
Lies from final judgment rendered by judge in jury trial.....	492
Procedure in such case, conclusions.....	493
From judgments and orders in abandonments of pro- perty	890
From decision of judge as to release from <i>capias</i>	923
In matters of proceedings affecting corporations.....	1006
In matters of annulment of letters patent.. ..	1010
In matters of petition of right.....	1020
No, lies from <i>certiorari</i>	1306

APPEAL BOND.—

Execution of	1216-1217
--------------------	-----------

APPEARANCE.—

May be either in person or by attorney.....	83
How and when filed for defendant.....	161
Default.....	162
When defendant may be relieved from default	163
In cases of <i>certiorari</i>	1304

APPEL.—(See Appeal.)**APPLICATION DES DISPOSITIONS CONTENUES DANS CE CODE****APPOSITION DES SCELLES.—(See Seals, affixing of.)****ARBITRATION.—(See Arbitrators.)**

Reference to, by parties in case before Commissioners' Court.....	1276
Submission to.—	
Definition of submission to.....	1431
Who may enter into submission to.....	1432
Appointment of arbitrators	1433
What deeds of submission to, must contain.....	1434
Must be in writing.....	1435
In what cases submission to, becomes inoperative....	1438
Award cannot be rendered unless majority of arbitrators agree	1441
Award must be in notarial form.....	1442
Execution of extra-judicial.....	1443, 1444

ARBITRATORS.—(See Arbitration.)

When and what matters court may refer to.....	411
Need not be sworn, otherwise subject to the same rules as experts.....	412
Powers of	413
May demand their costs, etc., before the report be opened.....	414
Homologation of, award of, how obtained, how opposed.....	417
Reference to, in an accounting.....	576
Appointment of.....	1433
Duties of.....	1436
Revocation of appointment.....	1437
Recusation.....	1439
Proceedings if third arbitrator is called in.	1440
Award of, is invalid, unless two or three are agreed on each item.....	1443
How awards are made.....	1442
Enforcement of extra-judicial awards.....	1443, 1444
Death, etc., of arbitrators, effect of	1436

ARPEUTEUR.—(See Surveyor).....1060-1062**ARRÉRAGES DE RENTES.—(See Rents)****ARREST IN CIVIL MATTERS AND COERCIVE IMPRISONMENT.—(See Imprisonment.).....**

ARRÊT EN MAINS TIERCES.—(See Attachment before Judgment.).....	940
ARRÊT SIMPLE.—(See Attachment before Judgment.)....	931
ARTICULATED FACTS.—(Faits et Articles.)	
Interrogatories on (See Interrogatories upon Articulated Facts)	359 et seq
ASSAULT OR BATTERY.—	
Commissioners' Court has not jurisdiction in matters of.....	60
ASSIGNATION.—(See Summons, Jurisdiction.)	
ASSIGNATION DES JURÉS.—(See Jury Trial, Jurors.)	
ASSIGNATION DES TÉMOINS.—(See Witnesses.)	
ASSURANCE COMPANY.—	
Jurisdiction in suits against.....	95
ATTACHMENTS.—	
In District Magistrate's Court.....	1289
In Commissioners' Court.....	1258 et seq.
ATTACHMENT BEFORE JUDGMENT.—	
Simple attachment (Arrêt simple).—	
In what cases creditor may effect.....	931
How effected.....	932
Writ obtained by affidavit of certain parties.....	933
By whom issued.....	934
How seizure is effected: may be made in another district.....	935
Copy of writ must be served upon defendant.....	936
Service if defendant be absent or concealed.....	937
How defendant may obtain restoration within three days.....	938
Issue, form, execution and contestation, how governed.....	939
Attachment by Garnishment.—	
What and when allowed	940
How effected, and tenor of writ.	941
Writ clothed with all the formalities of ordinary summons, and subject to certain provisions....	942
Certain provisions of the Code applicable to.....	943
If declaration of garnishee be not contested.....	944
Contestation governed by rules contained in certain Articles.....	945
Attachment in Revendication.—	
Who may exercise right of, affidavit required.....	946
Tenor of writ, necessary indorsement.....	947
Formalities of issuing, of service, of execution.....	948

When effects may be returned to possession of defendant, and when may be delivered to plaintiff...	949
Inventory may be required before such delivery, establishing, etc...	950
If neither party demand effects they remain with guardian or sequestrator.....	951
In matters of petition of right.....	1022
By wife of her moveables in action of separation from bed and board.....	1103
<i>Attachment for Rent.</i> —	
Owner or lessor may cause certain effects to be seized	952
May seize in recaption within eight days..	953
Provisions regulating service, and declaration of....	954
ATTORNEY.—(See <i>Advocate, Change of Attorney</i>) ..	259
ATTORNEY GENERAL.—	
Constitutionality of Acts.....	114
How described in writ of summons.....	122
Duty to prosecute certain corporations.....	978 <i>et seq.</i>
AUDIENCE.—(See <i>Sittings</i> .)	
AUDITEURS.—(See <i>Accountants</i> .)	
AUDITION.—(See <i>Inscription of Law, Trial, Proof and Hearing in Default Cases, Review, Appeal</i> .)	
AWARD.—	
Of arbitrators, homologation of (See <i>Arbitrators, Arbitration</i>)	417
AVIS.—(See <i>Notice</i> .)	
AVOCAT.—(See <i>Advocate</i> .)	
BAIL.—	
In certain matters of capias.....	899
Release upon, in matters of capias (See <i>Capias</i> .)...	910 <i>et seq.</i>
In matters of <i>Habeas Corpus</i>	1120
BAIL BOND — Assignment of, by sheriff.....	912
BAILIFF.—	
Return (See <i>Return</i>).	
Cannot serve in cases in which he is interested.....	148
Testimony of	320
Cannot bid or purchase at sale.....	660
Must make minutes of sale	661
Cannot receive more than price of adjudication	663
When seizures at a distance are to be effected by bailiff of locality	616
To what costs entitled for service out of the district	116

Execution of <i>caipias</i> by	907
Cannot act as attorney before Commissioners' Court.....	1273
BENEFICE D'INVENTAIRE. —(<i>See Inventory</i>).....	1405
BIDDING. —	
In case of licitation.....	1052
And sale.....	735, 767
BILL OF EXCEPTIONS. —	
Abolished at jury trials.....	467
BILLET, LETTRES DE CHANGE, ETC. — (<i>See Bills and Notes</i> .)	
BILLS AND NOTES. —	
Initials, sufficient in suits on.....	122
May be seized.....	641
How sold.....	666
Judgment by default upon.....	532
Denial of signature must be accompanied by affidavit.	208
Defence of failure to present, must be supported by affidavit.....	208
BORNAGE. —(<i>See Boundary, Actions of</i>).....	1059
BOUNDARY. — <i>Actions of.</i>	
When they lie.....	1059
Surveyor named by court, and his duties.....	1060
More than one surveyor may be appointed.....	1062
Fixing of bounds and other proceedings of surveyor.	1063
BREF D'ASSIGNATION. —(<i>See Summons, Execution, etc., etc.</i>)	
CANCELLATION OF LETTERS PATENT	1607 <i>et seq.</i>
CAPIAS ad respondendum. —	
Hours for serving writ.....	126
Superior Court alone has jurisdiction in matters of...	894
In what cases writ may be obtained	895
Persons against whom, cannot issue.....	896
May be joined with summons or issue afterwards, and how.....	897
Writ is obtained upon affidavit	898
Form of affidavit, and what it must contain	898
On claim for unliquidated damages	899
Bail in such case.....	899
Affidavit may be made by one person or by several...	900
Affidavit founded upon information or belief must state grounds of such belief, etc.....	901
Writ issued by prothonotary or clerk of Circuit Court	902
Officer issuing writ must be satisfied that allegations are sufficient.....	903

Writ signed by issuing officer, and indorsed.....	904
Manner of addressing writ	905
<i>Execution of Writ —</i>	
If writ addressed to sheriff	906
If to bailiff.....	907
Defendant must be imprisoned in common gaol until released or security given	908
When and how declaration and affidavit may be served.....	909
<i>Release upon Bail.—</i>	
Provisional release, how obtained	910
Liability of sheriff	911
How sheriff may free himself ..	912
Release, how obtained.....	913
Release at any time before judgment.....	914
Notice of offering bail	915
Sureties may justify, if required..	916
Sureties may arrest defendant.....	917
But sheriff not bound to receive him without written requisition, what requisition must obtain	918
<i>Contestation of the Capias.—</i>	
When defendant may obtain his discharge upon petition	919
To decide, judge may order immediate return of writ	920
Delays for pleading to the action	920
If contestation merely to sufficiency of allegations, judge may dispose of it after hearing parties ..	921
If founded upon falsity of allegations ..	922
Contestations, subject to same rules and delays as summary matters	922
Defendant may appeal.....	923
How plaintiff may obtain suspension of order to discharge, appeal by plaintiff	924
<i>Effect of Capias.—</i>	
Imprisonment.....	925
Debtor may make abandonment at any time, saving, etc	926
Abandonments consequent upon, governed by what rules....	927
Abandonment, how made	928
Appointment of curator and record transmitted to prothonotary	929
Statement may be also contested by reason of secretation preceding capias	930
<i>CAPTAINS OF SHIPS —</i>	
Service upon	133
<i>CAUSES OF ACTION —</i>	
May be joined	87

CAUSE OF ACTION.—

Must be stated in writ or declaration.....	123
Exceptions in cases of actions on deeds of sale, notarial obligations, bills of exchange, private writings, etc.....	123

CAUSES SUSCEPTIBLES OU NON-SUSCEPTIBLES DE RÉVISION.—

(See Circuit Court)..... 1135, 1136

CAUSES RÉVISÉES.—

Jurisdiction of Court of Review.....	51
(See Jury Trial).....	491 et seq.

CAUTIONNEMENT.—(See Security, Sureties)**CÉDULE.—**

Judgment by default on	532
------------------------------	-----

CENS ET RENTES.—

Opposition for payment not necessary for claims for.	790
--	-----

CERTIFICATE OF HYPOTHEC.—

Must be returned with writ of execution.....	769
How procured	770
What it must contain.....	771-773
Form of, changed in certain cases.....	774
Not needed in cases of resale for false bidding.....	775
Sheriff allowed costs of	776
Privileges of others than debtor.....	777
Is <i>prima facie</i> evidence: how it may be contested....	809
Amendment of, discharge of claim mentioned there in; how effected	809
Registrar deemed officer of the Court as regards.....	810
How extinction of claims mentioned in, may be proved.....	812
Must be filed with application for confirmation of title	1072

CERTIORARI.—

Circuit Court has concurrent jurisdiction with S. C..	57
Revision of judgment by.....	1292
When obtainable.....	1293
Petition to obtain.....	1294
Service of notice of petition.....	1296
Effect of such service	1296
To whom petition for, must be presented	1297
Opposite party may appear and make objections.....	1298
Exigencies and formalities of writ.....	1298, 1299
Service and return	1300
Duty of persons to whom it is addressed.....	1301
Their liability on failing to comply	1302
Notice of issue of writ and return day must be given to opposite party.....	1303

123	Appearance of opposite party, inscription for hearing	1304
	Judgment upon.....	1305
	No appeal lies.....	1306
123	Procedure in other cases of.....	1307
	No <i>certiorari</i> from Magistrate's Court.....	1290
1136	CRESSION DE BIENS. —(See <i>Abandonment of Property.</i>)....	853
	CHALLENGE OF JURORS. —(See <i>Jury Trial, Jurors.</i>).....	446
51	CHAMBERS. —(See <i>Judge in Chambers.</i>).....	70
1 seq.	CHANGE OF ATTORNEY	259-265
	Death, etc., of attorney before hearing on the merits causes nullity of all subsequent proceedings —Exception.....	259
532	Notice must be given by withdrawing attorney.....	260
	Cases in which no notice required.....	261
790	When party ceases to be represented before hearing on the merits, opposite party must notify.....	263
	Effect of parties notified failing to appear or appoint another attorney.....	263
769	Party who revokes power of his attorney must ap- point another.....	265
770	Attorneys' powers cannot be revoked until paid fees and disbursements.....	264
-773	May take place in appeal.....	1237
774		
775		
776		
777		
808	CHARGES. —	
	Opposition to secure (See <i>Opposition</i>).....	724-725
	Opposition to, upon immovables under seizure.....	726
809	CHEMIN DE FER. —(See <i>Railway.</i>)	
810	CHEQUES —(See <i>Bills and Notes.</i>)	
812	CHICOUTIMI. —	
1072	Exceptional provisions concerning.....	39
	Appeals from, where tried.....	47
57	CHOIX DES JURÉS. —(See <i>Jury Trial.</i>).....	438
1292		
1293	CHURCHES	
1294	Circuit Court has ultimate jurisdiction in all suits for building and repairing, etc.....	54
1295	<i>Fabriques</i> and vestries of, how summoned.....	138
1296		
1297		
1298		
1299	CIRCUIT COURT	
1300	Jurisdiction of.....	54-58
1301	Ultimate jurisdiction of.....	54
1302	Original jurisdiction.....	55
	Evocation to, from Commissioners' Court.....	56
	<i>Certiorari</i> to, from Commissioners' Court and J. P.....	57
1303	Appellate jurisdiction.....	58

Powers of, and of its judges and officers, powers of clerk of.....	1126
Commissioners, etc., for receiving affidavits in S. C., have like power in	1127
Costs in district, cannot be greater than if defendant were sued in his county	1128
Jurisdiction for a district	1128
Jurisdiction for a county	1129
What suits may be evoked from, to Superior Court, how and when to be effected.....	1130
Execution of judgment in (<i>See Execution.</i>).....	1131, 1134
<i>Procedure in cases susceptible of Appeal or Review</i>	1135
<i>Procedure in cases not susceptible of Review or Appeal</i>	1136
Non-appealable cases are summary.....	1149
CIVIL DEATH.—	
Effect on testimony of person civilly dead.....	314
CIVIL STATUS.	
Registers of (<i>See Registers.</i>).....	1311
CLERK OF THE CIRCUIT COURT.—	
Powers of.....	1126
May issue <i>capias</i>	902
CLERK OF THE COMMISSIONERS' COURT.—	
Cannot act as attorney of parties.....	1273
COERCIVE IMPRISONMENT.—(<i>See Imprisonment, Capias, etc.</i>).....	
Refusal of witness to answer or produce object.....	330-333
For resisting seizure.....	630
For failure to comply with writ of mandamus.....	1001
COLLOCATION AND DISTRIBUTION OF MONEYS.—(<i>See Execution.</i>).....	
	794 et seq.
COMMENCEMENT OF PROOF IN WRITING—(<i>de preuve par écrit.</i>)	
Certain evidence serves	316
COMMERCIAL PAPERS.—	
Are liable to seizure.....	641
COMMISSAIRES.—(<i>See Commissioners, Examiners.</i>)	
COMMISSIONERS.—	
For the examination of witnesses (<i>See Commissioners.</i>)	389
To receive affidavits in C. Ct., powers of.....	1127
For affixing seals.....	1363

For taking affidavits to be used in any court in any district of the province	26
<i>Same</i> , appointed in other provinces.....	26
<i>Same</i> , appointed in foreign land.....	27
<i>Same</i> , designation of.....	28
Harbour, jurisdiction.....	65

COMMISSIONERS' COURT.—

Jurisdiction limited to certain localities.....	40
Jurisdiction of.....	50, 60
How and where held, decisions to be according to equity and good conscience.....	1253
Powers for keeping order and enforcing judgments..	1254
Recusation.....	1255
Recusation must be in writing ...	1256
Where all the commissioners are recused.....	1257
May grant interventions, and what attachments.....	1258
These may be executed beyond limits of district of issue.....	1259
Return of warrants for attachments.....	1259
Declaration of garnishee.....	1260-1261
Costs of garnishment.....	1261-1262
Minors over fourteen years may sue for wages in....	1263
Delay upon summons	1264
Tenor and contents of summons.....	1265
Service of summons in....	1266, 1267
When cases may be evoked to the Circuit Court...	1268
Any improbation to have effect of evocation.....	1269
Transmission of record in cases of evocation, security for costs required.....	1270
Effect of evocation.....	1271
Who may act as attorney before.....	1273
Penalty for acting as attorney for, without right....	1274
When case may be heard on return day.....	1275
Reference to arbitrators.....	1276
Cases to be tried summarily	1277
What testimony is sufficient—who cannot be a witness.....	1278
Court may compel attendance of witnesses.....	1279
Court may regulate costs....	1280
Execution of judgment and costs thereof.....	1281
Opposition in.....	1282-1283

COMMISSIONS FOR THE EXAMINATION OF WITNESSES..... 380-390

When, may be obtained.....	380
Delay for making application.....	381
Granting depends upon necessity shown by affidavit.	381
How commissioners are chosen.....	382
May be addressed to one person only when parties consent.....	383
Judge fixes number of commissioners who must be present to execute.....	384

Certain interrogatories annexed to commission.....	385
Instructions signed by judge must accompany... ..	386
Return of, what to contain, must be under seal, how opened.....	387
Parties applying for, must see after its execution.....	388, 389
Failure to return, will not prevent proceeding with the suit, in certain cases.....	390
COMMISSIONS ROGATOIRES.—(See Commissions for the examination of witnesses.)	
COMMUNITY.—	
Attachment against moveable property of, when wife may demand.....	1102
Inventory of, dissolved by death, who may demand and take part in.....	1398
COMPAGNIE.—(See Company.)	
COMPANY.—	
Joint Stock—unincorporated, service upon.....	140
“ —having no known place of business, service upon.....	141
“ —incorporated, service.....	142
“ —foreign, how summoned.....	143
“ —seizure and sale of shares in... ..	641, 642, 666
COMPARUTION.—(See Appearance.)	
COMPENSATION.—	
Plea of, form of.....	203
Court may declare between principal demand and cross demand.....	217
COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX.—(See Jurisdiction.)	
COMPÉTENCE DES TÉMOINS.—(See Witnesses.)	
COMPLAINT.—	
Action en complainte.....	1064 <i>et seq.</i>
COMPROMIS.—(See Arbitration.)	
COMPTE.—(See Accounts.)	
CONFUSOIRE.—(See Inspection of Documents.)	
COMPULSORY EXECUTION OF JUDGMENTS.—(See Execu- tion).....	
COMPULSORY PARTITION.—(See Licitation.)	
COMPUTATION OF TIME.—	
How reckoned	9, 10

385	CONCLUSIONS.—	
386	Court cannot adjudicate beyond, but may reduce....	113
387	May be corrected, modified, etc., when	522
389	CONFESSION OF JUDGMENT.—	
390	How and when made.....	527
	Prothonotary must identify person appearing to make, and how.....	528
	Proceedings on, if accepted.....	529
	If not accepted, notice must be given....	530
	Effect as to costs, if plaintiff does not recover more than conceded by.....	530
	If some only of the defendants make.....	531
1102	Its effect in the Commissioners' Court.....	1275
1398	CONFIDENTIAL REVELATIONS.—	
	When witness cannot be compelled to reveal.....	332
	CONFIRMATION OF TITLE.—(<i>Discharge from Hypothec.</i>)	
140	Who may obtain.....	1067
	Title deed to be lodged with prothonotary, and notice to be obtained from him.....	1068
141	Where application should be made if property be in different districts	1068
142	Formalities and publication of notice	1069
143	Of immovables by fiction of law.....	1070
666	Application for, must be presented on day fixed.....	1071
	Certificates must be filed with application, what they must contain	1072
	Provisions relating to certificates from registrar.....	1073
203	Oppositions of hypothecary creditors, delay for filing, and when necessary.....	1074
217	Opposition dispensed with.....	1075
	Creditors of vendor or assignor may over-bid	1076, 1077
	Applicant may retain property at highest bid... ..	1078
	If no out-bidding takes place within delay.....	1079
	Duty of applicant who desires to discharge the pro- perty from hypothec.....	1080
seq.	If sum deposited be insufficient, or none be mention- ed in deed, value must be determined by experts.....	1081, 1082, 1083
1431	Judgment.....	1084
1320	Judgment subject to certain hypothec and claim... ..	1085
	Distribution of price.....	1086
	Copies and registration of judgment, and costs thereof	1087
seq.	What the word "Hypothec" includes.....	1088
1087	CONCÈS DE L'ASSIGNATION.....	154
	CONCÈS DE FAUT.—	
10	How defendant may obtain.....	154

CONSEIL PRIVÉ —(See Privy Council.).....	68, 1249
CONSEIL DE FAMILLE. —(See Family Council.)..	1331 et seq.
CONSERVATOIRE.—(See Attachment before Judgment.)	955
CONSERVATORY ATTACHMENT (See Attachment before Judgment)	955
CONSIGNATION —(See Tender)	
CONSORTS.—(See Separation).....	1090
When one can be examined as witness in matters relating to the administration of the other's property	314
When entitled to custody of inventoried effects.	1397
CONSTITUTED RENTS.—	
Seizure of.....	700
CONSTITUTION DE NOUVEAU PROCUREUR.—(See Change of Attorneys.)	359 et seq.
CONSTITUTIONALITY —	
Of Statutes, questions affecting, notice to attorney-general	114
CONTEMPT OF COURT.—	
Imprisonment for	834
Disregarding writ of Habeas Corpus.....	1118
For refusing to appear and give information respecting the value of certain immoveables	1358
CONTTESTATION.—	
Of the action	164 et seq.
Of petition for letters of verification	1416-1431
Of writ of capias. (See Capias)	919 et seq.
Of report of distribution.....	813 et seq.
Upon the merits (See Merits, Pleas.).....	191 et seq.
CONTINUANCE OF SUIT.—	
Case ready for judgment not retarded by change of civil status of parties.....	266
When case reputed ready for judgment.....	267
Attorney aware of death or change of status of his client, to notify opposite party.....	268
Proceedings had subsequent to notice are null, suit suspended until continued.....	269
By whom a suit may be continued.....	270
How effected.....	271
Continuance held to be admitted if not contested within prescribed delay.....	272
How opposite party may compel a.....	273
How proceedings are continued.....	274

CONTRAINTS PAR CORPS.—(See *Imprisonment*). 832

COPY.—

Of writ of summons for defendant..... 127
 If, of pleading is incorrect, party who served may
 furnish another..... 517
 Of declaration and affidavit in matters of *capias*,
 how served 909
 Of authentic act, deposit of, to be used as an original. 1327-1328

CORONER.—

Serves writ instead of sheriff, where latter is inter-
 ested 35
 If sheriff also coroner, prothonotary acts for him..... 36
 Liable to coercive imprisonment.. 833
 Must keep duplicate register 1318

CORPORATE OFFICES.—

Usurpation of.—(See *Usurpation*)...... 987 *et seq.*

CORPORATIONS.—

Appeal to Court of Review in certain matters con-
 cerning municipal corporations..... 52
 Foreign corporations may sue here..... 79
 Plead in their corporate name..... 81
 Description in writ of summons..... 122
 Service upon..... 142, 143
 Service of, in another Province, in a certain case..... 213
 Peremption takes place against 281
 Summons for examination before trial, etc. 286
 How answer to interrogatories given..... 363
 Shares may be seized..... 641
 How 642, 643, 666, 687
 How, must make declaration to seizure by garnish-
 ment.. 684
Corporations illegally formed, or violating or exceeding
 their powers —
 Duty of Attorney-General to prosecute..... 978
 Security for costs of such prosecution..... 978-979
 Special information and authorization must precede
 summons 980
 Writ same as ordinary writs of summons..... 981
 Service, how effected 982
 Proceedings subject to same rules and delays as in
 summary matters..... 983
 Costs, how levied, if judgment be rendered against .. 984
 Judgment dissolving, and depriving them of their
 rights 985
 Curator, appointment of 986
 Appeal in matters of proceedings affecting corpora-
 tions 1000

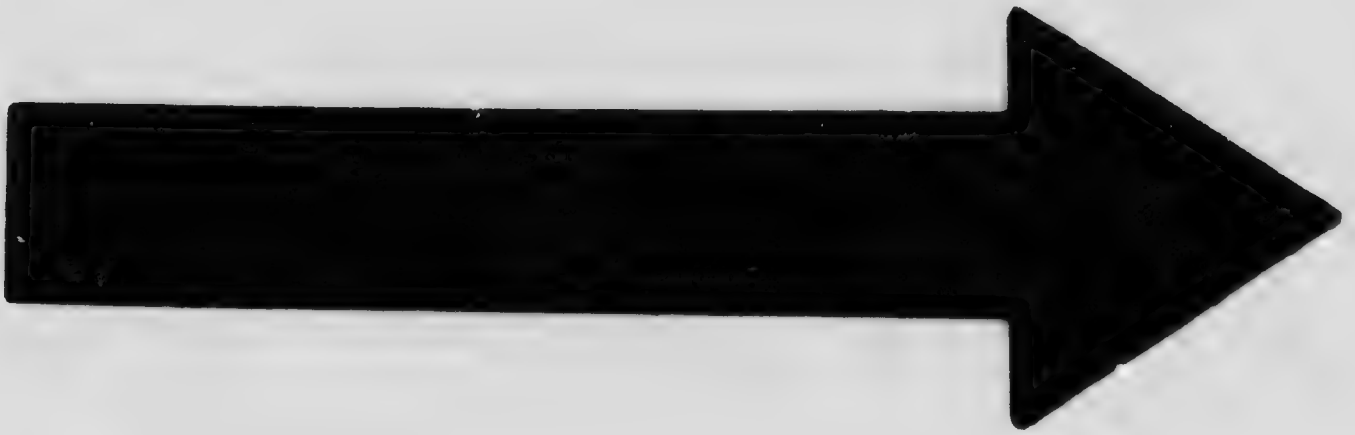
CORPS CERTAIN —

Must be capable of identification in the demand. ... 123

COSTS.—

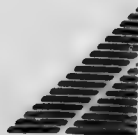
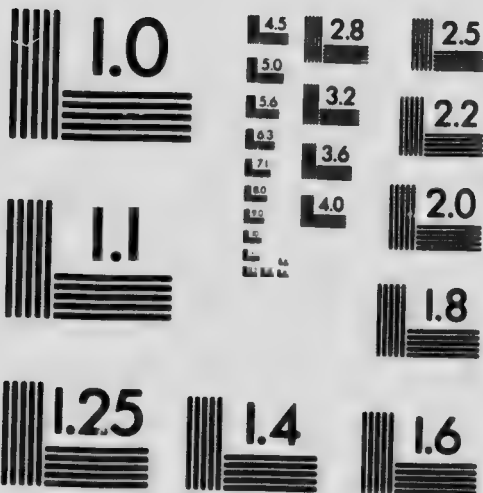
Of other party in action <i>in forma pauperis</i>	92, 93
Execution for same.....	93
Court declaring itself incompetent may award	172
Security for	179
Security in popular or <i>qui tam</i> actions.	190
Proceedings may be delayed until security put in	181
Application for security	182
Effect of not putting in security	182
Of peremption, power of court as to	285
Of examination for discovery and inspection of documents.....	290
Of depositions where more than five witnesses examined on same fact.....	337
Of transcribing stenographer's notes....	347
Of interrogatories upon articulated facts	369
Arbitrators may not award, unless	413
Verdict cannot pronounce upon.....	488
Condemnation to, involves by law distraction in favor of attorney.....	553
Taxation of, and revision of taxation	554
Bear interest from date of judgment.	556
Of witnesses summoned from beyond jurisdiction..	557
Of service in certain cases	558
Losing party to pay all, unless, etc	549
Amount in certain damage cases to be limited in certain cases.....	550
Amount to be limited in suits for alimentary allowance.....	551
Tutors, curators, etc, may be condemned to, in certain cases	552
Of examination of debtor after judgment	593
Provisional execution cannot be ordered for ...	595
Of judicial sale, must be taxed at once	669
Order of collocating ..	676
Of garnishee's declaration. ...	687
Seizing party to pay costs if garnishee discharged...	680
Order of collocation of.....	798
Upon oppositions to payment	791
Of contestation of report of distribution	816
Security for, if prosecution of corporation by Attorney General	978, 979
How levied, if judgment be rendered against corporation in action by Attorney-General ...	984
In matters of petition of right.....	1021
Of registration of judgment, of confirmation of title	1087
Where opposition to marriage dismissed	1113

In <i>Habeas Corpus</i> proceedings	1124
Security for, in cases of evocation from Commissioners' Court.....	1270, 1271
In Commissioners Court.....	1280, 1281
COTISATIONS.—(See <i>Assessments</i> .)	
COUR.—(See <i>Circuit Court, Review, Appeal, Queen's Bench, Superior Court and Court of Review, Commissioners' Court, District Magistrate's Court, Justices of the Peace, etc., Supreme Court</i> .)	
COURT.—	
Terms and sittings, etc., regulated by particular statutes.....	11
Court may shorten or prolong terms.....	12
Cannot sit on non-judicial days.....	14
Nor during long vacations, exceptions.....	15
Sittings must be in public, exception.....	16
Conduct of persons present at sittings.....	17
General powers of maintaining order.....	b, 19
May of their own accord suppress writings in cases before them.....	20
May appoint interpreter.....	21
May require an oath when necessary.....	22
Has same power as judge upon matters assigned to the latter.....	24
Order of addressing the.....	311
Questions of law may be submitted to the Court in certain cases.....	509, 512
COURT OF REVIEW.—(See <i>Review, Superior Court and Court of Review</i>) (For the other Courts see under their respective titles.).....	
52 et seq., 1175 et seq.	
ORDNANCE & TERMS.—	
Becomes exigible by sale under execution of property subject to its payment.	802
CREDITOR.—	
Purchasing at sheriff's sale may retain purchase money to amount of claim.....	759
Of vendor may outbid applicant in matters of confirmation of title.....	1076
CREDITOR —	
Effect of dilatoriness of first seizing creditor.....	656
Of insolvent. Right to moneys levied under execution	673
CROSS DEMAND.—	
When defendant may set up	217
Form of, same as incidental demand.....	218



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

Must be served with the defence.....	219
Issue upon, joined in same manner as principal demand, and contestation subject to same rules and delays.....	219
Compensation.....	217
CROSS-EXAMINATION.—	
Of witnesses	340
CROWN.—	
Appeal lies in cases relating to fees of office, etc., due the.....	44
CUMUL D'ACTIONS DE MÊME NATURE.....	87
CURATOR.—	
Pleads in his own name, <i>es qualitt</i>	81
May be condemned to costs in certain cases.....	557
Appointment of, to abandoned immoveable... ..	581
Powers of in such case.....	582
To an abandonment of property for benefit of creditors.—(See <i>Abandonment of Property</i>)	866 et seq.
To interdicted persons, emancipated minor, and absentees.—	
Proceedings to appoint, where explained.....	1337
To vacant successions.....	1338
Appointment duties and powers (See <i>Succession</i>)	1426 et seq.
To property of dissolved, etc., Corporations.....	1339, 986
To substitutions.....	1340
All curators.—	
Plead in their own names in their qualities.....	81
When liable to coercive imprisonment.....	836
CURATORSHIP.—(See Curators.)	
DAMAGES :—	
Trial by jury may be had in suits for.....	421
All judgments for, must liquidate.....	542
Costs, if award of, do not exceed eight dollars.....	550
Liability of opposant of sale of immoveables to.....	732
In what cases coercive imprisonment lies for.. ..	833
For want of reasonable cause in resorting to extraordinary remedies.....	893
Capias on claim for unliquidated.....	899
Simple attachment on claim for unliquidated.....	934
Action of, against public officer (See <i>Public Officer</i>)..	89
Jurisdiction of Justices of the Peace in cases of damages by animals.....	63
DEAF-MUTES.—	
How their evidence may be taken.....	310

DEATH.—(See <i>Advocates and Attorneys</i>)	259, 261
Of parties in appeal	1226
Of parties or attorneys cannot stay suit under ad- visement	539
DEBENTURES.	
May be seized.	641
How sold.....	606
DEBTOR.—	
Examination, of after judgment (See <i>Examination</i>)...	590-593
Execution against.— (See <i>Execution</i> .)	
DÉCISION DES QUESTIONS DE DROIT.—	
En certain cas.....	509 et seq.
DECLARATION.—	
Amendments to (See <i>Amendments</i>).....	513, 517
General rules applicable to.....	105 et seq.
Must state cause of action.....	123
Description of object of demand in	124
Certified copy must be left with defendant at time of service	127
Inscription of law against.....	191 et seq.
How and when copy is left with defendant in matters of capias.....	909
DECLARATION OF ABANDONMENT OF PROPERTY.—(See <i>Abandonment of Property</i>).....	838 et seq.
DECLARATION OF THE GARNISHEE.—(See <i>Garnishee</i> , <i>Seizure by Garnishment</i> , <i>Attachment before</i> <i>Judgment</i> .)	682 et seq., 943 et seq.
DECLINATORY EXCEPTIONS.—(See <i>Exceptions</i> .)	
First disposed of.....	166
Reference to competent Court or dismissal of action	170
Reference at any stage of suit.....	171
And by Court <i>proprio motu</i>	171
Costs.....	172
DÉCONFITURE.—(See <i>Insolvency</i> .)	
DÉCRET.—.....	778-780
DEFAULT.—(See <i>Judgment by Default</i> .)	
To return writ.....	154
Effect of default	162, 163
To answer interrogatories, effects of	384
Proof and hearing in default cases	418
Effect of default of parties to appear on day fixed for trial by jury.....	463
Judgment in default cases	532 et seq.

To contest opposition	652
Of defendant to appear in U. Ct. case, Plaintiff not bound to give notice of inscription.....	1138
Effect of default to appear in Commissioners' Court..	1275

DEFAULT.—(See *Default*.)

DEFENCES, ANSWERS AND REPLIES.—

Amendments to (See <i>Amendments</i>).....	514, 517
General rules applicable to.....	105
What defendant may plead by.....	196
Delay for filing.....	197
Delay to answer and reply to.....	198
Supplementary defence.....	199
Grounds of law against, how urged	200
Filing of exhibits referred to in the defence.....	201
Replies to allegations of opposite party must be categorical and special.....	202
Pleas of payment, novation, release, etc	203
Delay to plead to amended.....	204
Foreclosure by law	205
Foreclosure by judge.....	206
<i>Ex parte</i> proceedings where foreclosure to plead.....	207
Denial of signature to bills and notes, etc.....	208
Denial of certain documents.....	209
Defence to action upon judgment rendered out of Canada.....	210
Defence to judgment rendered in any other Province of Canada.....	211, 212, 213
Delay for pleading to the merits in Circuit Court (non-app. cases).....	1139
Demurrer in Circuit Court (non-app. cases).....	1144
Delay for filing, in summary matters.....	1155, 1156

DEPENDANT.—

Must be summoned	82
When summoned.....	94, 104

DÉFENSES.—(See *Defences*.)

DELAY.—

How reckoned.....	9
In long vacation.....	10
Of service of written proceedings, one clear day	34
On summons in S. C.....	140
Judge may shorten or extend delay mentioned in Arts. 136 and 141	145
For filing issues at law.....	192
To file defence.....	197
To answer and reply.....	198
For filing exhibits may be extended.....	201
To answer amended pleading.....	204

652	To file pleading, foreclosure.....	203
	For pleading in interventions.....	224
1138	To file reasons of improbation.....	232
1275	In contestation of petition to continue suit.....	271
	In demand to continue suit.....	273
	For summoning witnesses.....	297
	To proceed to trial in jury cases.....	442
517	For serving amendments.....	523, 524
105	For contesting accounts.....	572
196	For answering contestation.....	571
197	In execution of judgments.....	612
198	For sale of goods under execution.....	638
199	For debtor to plead to garnishment proceedings same	
200	as summary matters.....	681
201	For garnishee to make declaration.....	682
	For executing judgment against garnishee.....	689
202	For contesting garnishee's declaration.....	687
203	For serving opposition to seizure and sale of im-	
204	moveable.....	728
205	For sheriff to return opposition.....	729
206	For putting in bid for immoveable.....	735
207	Necessary at sale of immoveables before adjudication.	755
208	For payment of purchase money at sale of immove-	
209	able.....	758
	To file oppositions to payment.....	792
210	For reporting scheme of collocation or distribution...	791
	For contesting report of distribution.....	813
2, 213	For payment of moneys levied.....	828
	To file statement of abandonment of property.....	859
1139	For contesting statement of debtor who has aban-	
1144	doned his property for the benefit of creditors..	880
1156	For proving grounds of contestation.....	887
	For service of declaration and affidavit in matters of	
	capias.....	909
82	For pleading to action in matter of capias.....	920
104	In matters of contestation of capias.....	922
	In matters of mandamus.....	995
	In matters of the annulment of letters patent.....	1002
	For receiving oppositions to licitations.....	1020
9	For oppositions for payment in licitations.....	1066
10	For filing oppositions to title of confirmation.....	1074
34	In matters of oppositions to marriage.....	1107, 1108
149	On pleadings in C. Ct.....	1139
	Upon summons in actions between lessor and lessee..	1153
145	In summary matters.....	1154, 1155, 1156, 1157, 1159, 1161
192	Upon summons in Commissioners' Court.....	1264
197	Upon summons in non-contentious proceedings.....	1308
198	On summons of relatives for family council.....	1333
201	For removal of seals.....	1378
204	For presentation of petition for letters of verification	1414

DÉLAIREMENT.—(See Surrender.)

DÉLIBÉRÉ.—(See Advice.)	
DEMAND OF PAYMENT.—	
Not necessary under subsequent execution in same suit	609
DEMANDE EN JUSTICE.—(See Action)	
DEMANDE EN NULLITÉ DE DÉCRET.....	784-788
DEMANDE DE CESSION.—(See Abandonment of Property).....	853 et seq.
DEMANDS.—	
Particulars in declaration.....	123
Incidental. (See <i>Incidental Demand.</i>).....	215
Cross. (See <i>Cross Demand.</i>)	215
Supplementary	215
DEMURRER.—(See Inscription in Law)	191
Issues of law raised by, in C. Ct. in non-app. cases...	1144
DÉNÉGATION.—(See Denial.)	
DENIAL OF DOCUMENT.....	209
DENIAL OF SIGNATURE	208
DÉPENS.—(See Costs.)	519 et seq.
DEPOSIT.—	
Accompanying preliminary exception.....	165
Effect of depositing sum claimed in Court, in cases of declinatory exceptions	170
In matters of improbation	227
For stenographers' fees	295
For jury trial	434
By bidder at sheriff's sale.....	738, 749 et seq.
For review in matters of <i>capias</i>	924
For petition of right.....	1016
For confirmation of title	1080
For opposition to judgment	1169
In Review	1196
Of copy of authentic Act.....	1337 et seq.
DEPOSITION OF WITNESSES.—(See Witnesses, Affidavits, Oaths)	349 et seq.
When unable to attend through illness, etc	307
Before experts.....	405
In default or <i>Ex parte</i> cases.....	419
Made orally and in open Court in non-app. cases in Circuit Court	1142
DEPOSITARY.—(See Guardian).....	621 et seq.

DEPOT.—(See *Deposit*.)

DERNIER ÉQUIPEUR.—

Attachment before judgment in the case of.....	931
Affidavit for obtaining writ	933

DÉSARVEU.—(See *Disavowal*.)..... 251 *et seq.*

DESCRIPTION.—

Of object of demand in writ or declaration.....	124
Of parties in writ of summons	122

DESIGNATION.—(See *Description*.)DÉSISTEMENT.—(See *Discontinuance*.)..... 275 *et seq.*

DIFFAMATION.—

Commissioners' Court has not jurisdiction in action for	60
In action of damages for, proceedings in <i>forma pau-</i> <i>peris</i> not allowed	89

DIFFERENCE.—

Between French and English texts of C. P. C	2
---	---

DILATORY EXCEPTION.—(See *Exceptions*) 177-190

DISAVOWAL.—

Grounds for	251
When, may take place.....	252
Must be made by party himself, or his specially em- powered attorney	253
How made	254
Proceedings upon	255, 256, 257
Effect of, if maintained	258

DISCHARGE FROM HYPOTHECA.—(See *Confirmation of
Title*.)..... 1067 *et seq.*

DISCONTINUANCE.—

When allowable	275
How effected	276
Must be served, except when made at trial.	276
Its effect	277
Party who has effected, must pay costs before begin- ning again.....	278

DISCOVERY AND INSPECTION OF DOCUMENTS.—

Persons who may be examined.....	286
Rules governing the summoning, examination and punishment of witnesses, apply.....	287
Depositions as evidence in the case	288
Examination may be by prothonotary or judge.....	286

Procedure where dispute arises in examination before prothonotary	287
Inspection of documents.....	289
Costs of examination	290
DISCUSSION.—	
Rules governing exception of.....	190
Stay of suit when the defendant has a right to demand	177
Rules governing exception of.....	190
DISQUALIFIED PERSONS.—(See <i>Interdicted Persons, Minors.</i>).....	
	1331 <i>et seq.</i>
DISPOSITIONS.—	
Déclaratoires et interprétatives.....	1 to 39
DISTRACTION OF COSTS.—	
To attorney, goes with condemnation to.....	553
Who may execute for	555
DISTRIBUTION.—	
Of moneys levied upon moveables.—(See <i>Executi. n.</i>)	670 <i>et seq.</i>
Of moneys in abandonment of property	880
Of price in cases of confirmation of title.....	1086
DISTRICT MAGISTRATE'S COURT.—	
Jurisdiction of	61
Procedure before.....	1284-1291
Proceedings are summary.....	1284
Also proof and hearing	1284
Rules of non-appealable Circuit Court cases applicable to, when not inconsistent	1285
Certain articles relating to Commissioners' Court apply to	1286
All writs are signed by magistrate or clerk	1287
Attachments	1288
Garnishment proceedings in.....	1288, 1289
No proceedings can be removed from, to another Court	1290
Execution of judgments in excess of \$40 may be against immoveables.....	1291
The writ of execution.....	1292
DOCUMENTS.—	
Inspection of, production by witnesses.....	333, 334
DOMICILE.—(See <i>Election of Domicile.</i>)	
Of party appearing in person.....	84
DONNAGES.—(See <i>Damages.</i>)	

DOSSIER. —(See <i>Record</i> .)	
DOWER.	
Customary, not discharged by sheriff's sale.	781
ECRITS. —(See <i>Writings</i> .)	
EGLISE. —(See <i>Church</i> .)	
EJECTMENT. —(See <i>Lessor and Lessee</i> .)	
Provisional execution can be had in certain <u>cases</u>	594
ELECTION. —	
Mandamus against corporation refusing to make.....	992
What the writ orders in such case	998
Requisites for validity of the election.....	999
ELECTION OF DOMICILE. —	
Of party appearing in person, held to be at office of the Court.....	84
By advocates and attorneys	86
Service at domicile elected.....	129
Seizing creditor's, at sheriff's office.....	710
Tender may be made at the domicile elected in a contract.....	585
EMANCIPATION. —Of minor, family council.....	1331 <i>et seq.</i>
EMPHYTEUSIS. —	
Right of, not discharged by sheriff's sale.....	781
EMPRISONNEMENT EN MATIÈRES CIVILES. —(See <i>Imprisonment</i>).	
ENVOI EN POSSESSION. —(See <i>Possession</i>).....	1422-1425
EPOUX —(See <i>Consorts, Separation</i> .)	
EQUIPEUR, DERNIER. —(See <i>Dernier Equipieur</i>).....	931-933
ERROR. —(See <i>Amendment</i> .)	
Clerical, etc., in judgment, correction.....	545, 546
ENCHÈRES. —(See <i>Bidding and Sale, Sale, Sheriff's Sale</i> .)	
In case of forced licitation.....	1052
In case of confirmation of title	1076
ENQUÊTE. —(See <i>Proof</i> .)	
ENQUÊTE ET AUDITION. —(See <i>Proof and Hearing</i>).....	418-420
ENTRÉE DE LA CAUSE. —(See <i>Return</i> .)	
EVIDENCE. —	
Rules as to, contained in this Code, apply to cases pending at the time it comes into force.....	

In rebuttal, order of adducing	310
Who competent to give testimony	314
What are objections to credibility of	315
As commencement of proof in writing	316
Party may give evidence in his own behalf	316
Silence in such case not to be construed against him	317
Of notaries and witnesses in improbation	318
Of deaf-mutes, etc.	319
Deposition in former trial, when serves as	343
Taking down	345-354
By stenography, unless otherwise ordered	345
Court may order notes to be read to witness	346
Transcription of notes	347
Fees for same	347
Duties of stenographer as to notes	348
Correction of notes	348
How stenographers' notes must be deposited	348
How taken before the Court	349
Notes of evidence must be read over	350
Witness must sign deposition	350
If he cannot sign	350
Alterations	351
Admissions of parties to be	354
Report of experts, accountants, etc., if valid, to form part of evidence	416
In Commissioner's Court	1278 et seq.
(See <i>Witnesses, Proof.</i>)	
EVOCATION.—From Circuit Court to S. C.	49
From Commissioner's Court to C. Ct.	56
From Circuit Court to S. C.	1130
From Commissioner's Court	1268 et seq.
Of cases from certain inferior courts, when lies	1292
EXAMEN DES DÉBITEURS APRÈS JUGEMENT.—(See <i>Examination of Debtors</i>)	590 et seq.
EXAMEN DES DÉBITEURS.—	
Qui ont fait cession de leurs biens, par un créancier ou le curateur.	892 et seq.
EXAMEN DE TÉMOINS.—(See <i>Witnesses.</i>)	
EXAMINATION OF DEBTORS AFTER JUDGMENT	590
Judge may order production of books, etc., and certain persons	591
Rules governing	592
Costs of examination	593
EXAMEN PRÉALABLE DES PARTIES ET INSPECTION DE DOCUMENTS.—(See <i>Discovery</i>)	286-290
EXAMINATION OF WITNESSES.—(See <i>Witnesses, also Discovery and Inspection of Documents.</i>)	

EXAMINER.—(See Proof, Commissions.)**EXCEPTIONS, PRELIMINARY.—**

Must be urged by motion.....	164
Notice of motion, delay.....	164
Deposit necessary before motion presented.....	165
All preliminary exceptions are urged at same time, except.....	166
Recourse of plaintiff if he thinks exception is filed to retard suit.....	167
If defendant files his defence, proof is had upon all the issues, costs in such case.....	168
Foreclosure to plead.....	167, 169
Declinatory Exception.—	
Nature and effect of.....	170
Reference to competent Court, or dismissal of action. Court may refer to competent Court at any stage of the case.....	170
And this <i>proprio motu</i>	171
Costs.....	172
Exception of <i>Lis pendens</i>	173
Exception to the form.—	
Grounds of.....	174
Irregularities in writ, or service entail nullity only when not remedied.....	175
Waiver of grounds of.....	176
Copies of pleadings, etc., may be amended without leave before service of answer and with leave after answer (<i>See Amendments</i>).....	517
Dilatory Exception.— Grounds.....	177
Effect of, if founded on delay for making inventory and diliberating.....	178
Security for costs.....	179
Security for cos's in popular or <i>qui tam</i> actions....	180
Proceedings may be stayed until security given.....	181
For delay to plead until warrantors have been called in (<i>See Warranty</i>).....	183, 184
Exception of <i>Discussion</i>	190
EXCEPTION A L'APPEL	1220
EXCHEQUER COURT.— Jurisdiction of.....	67
EXECUTEURS.—(See Executors.)	
EXECUTION.— For expenses of witness.....	336
Returned <i>nulla bona</i> , creditor may obtain examination of debtor.....	590
Exemption from	598, 599
Provisional.— When it can be had.....	594
Cannot be ordered for costs.....	595
Cannot afterwards be allowed if judge omits to order.....	596

Power of Court to refuse or allow in certain cases...	597
<i>Compulsory</i> .—Can only be effected by a writ.....	600
Writ, to whom addressed.....	601
Formalities of writ.....	602
Remains in force while unsatisfied.....	603
Lost writ, <i>alias</i> writ can be obtained.....	604
Or creditor may obtain a <i>ventilioni exponas</i> of goods seized but not sold.....	604
Where debtor deceased or status changed.....	605
Execution upon property of heirs, etc.....	606
When, may be effected in name of deceased plain- tiff.....	607
Of some physical act, how effected, officer may use force.....	608
Demand of payment not necessary under subsequent execution in same suit.....	609
<i>In real actions</i> .—	
Writ of possession.....	610
Execution of such writ.....	611
<i>In personal actions</i> .—	
Delay for, exception in certain cases.....	612
What property creditor may seize.....	613
Different means of, may be simultaneously adopted..	614
When creditor has received part of judgment claim, mention must be made on writ.....	615
Where property is situated more than nine miles from place where writ issues.....	616
<i>Upon moveable property</i> .—Seizure of moveable property.....	617
Hours during which seizure may be made.....	618
Cannot be made on Sundays or holidays, except ..	619
Proceedings if debtor be absent, and no one to open doors, etc.....	620
Depository offered by debtor.....	621
Guardians or depositories related to seizing officer in certain degree cannot be appointed ..	622
Second seizure in hands of guardian.....	623
Powers of guardian and depository ..	624
Sufficiency of.....	625
Sheriff may demand advance for safe keeping.....	626
Which demand may be renewed.....	627
Right of seizing officer where he cannot find suitable guardian.....	628
Seizure is established by minutes (<i>procès-verbal</i>).....	629
What minutes must contain.....	630
Debtor must sign minutes if present.....	630
Seizure of current money.....	631
Minutes must be in triplicates, to whom copies given	632, 633
Where goods seized are of perishable nature.....	634
Notice of sale to debtor.....	635
Sale of moveables not to be commenced before 10 a.m., nor continued after 5 p.m.....	636

Goods seized may be removed to place more favourable for sale.....	637
Publication of sale, where and how made.....	638
Delay for sale.....	638
Publication of sale in certain cities, publication of and delay.....	639
How the sale is effected in seizure before judgment..	640
Debentures, notes and shares, etc., may be seized....	641
Shares of corporation, how seized.....	642, 643
Opposition to seizure (See <i>Opposition</i>).....	644 et seq.
Sale of moveables (See <i>Sale</i>).....	655 et seq.
<i>Payment and distribution of moneys levied.—</i>	
If no opposition, may be paid by officer to creditor, otherwise must be returned into Court... ..	670
Return of writ of.....	671
Plaintiff has preferential claim, exceptions	672
If debtor be insolvent, creditors must be called in, and how.....	673
Claims, how made.....	674
Order of distribution.....	675
Order of collocating judicial costs.....	676
Seizure by Garnishment, (See <i>Seizure by Garnishment</i> .)	677
<i>Execution upon Immovables.—</i>	
Against whom only can be made	699
Constituted rents.....	700
For municipal taxes and assessments	700
To whom writ is addressed, formalities.....	701
Writ executed by sheriff or one of his officers	702
When partly in one district and partly in another.....	703
Sheriff may exact sum sufficient to meet disbursements before seizing	704
Before effecting seizure, officer may demand specification from defendant; exceptions, liability of latter on failing to specify.....	705
Minutes of seizure	706
Are made in duplicate, service.....	707
Where no minutes are necessary.....	708
Ground rents may be mentioned in minutes oppositions for rents in redemption of seignioral rights cannot retard sale.....	709
Domicile of seizing party.....	710
Rules in case of second seizure	711, 712
Possession of immovables seized, remains with debtor until adjudication.....	713
Appointment of sequestrator in certain case.....	713
Penalty for cutting timber or deteriorating property.	714
Alienation by debtor during seizure	715
<i>Advertisements.—</i>	
How made.....	716, 717
Notice to register.....	719
Expenses of notice when seizure annulled	719

Certificate of release	720
<i>Suspension of sale and oppositions</i>	721 <i>et seq.</i>
How sale suspended	721
<i>Bidding and sale.</i> —	
How and where bids in writing may be given before day of sale	735
What such written bid must indicate.	736
Bid must be accompanied with affidavit	737
Affidavit when bidder is creditor	737
Where bidder not creditor, sheriff may require security or deposit	738
Sheriff must indorse date of filing and return into court	739
Sheriff must furnish list of such bids to officer making sale	740
Immoveables must be sold at door of parish church, except	741
Sheriff may require from seizing creditor certain deposit for expenses before proceeding to sale.	742
How and when put up	743
Sale must not proceed beyond certain amount	744
What conditions of sale must express	745
Bidder must give his name	746
Verbal bids by proxy	746
Minutes are taken	746
What a bid implies	747
Certain parties cannot become bidders	748
Deposit required before bid can be received in certain cases	749
Advertisements need not mention condition	749
Deposit where resale ordered upon false bidding	750
When deposit may be dispensed with	751
Effect of failing to deposit	752
Deposits to be refunded after adjudication	753
Where several immoveables may be sold as a whole rather than separately.	754
Delay necessary at sale before adjudication	755
To whom property must be adjudged	756
Proxies, duties and liabilities of persons acting as	757
Delay for payment of purchase money	758
Case of person having hypothec, etc., on property, or opposant, etc., becoming purchaser	759
Purchaser entitled to deed of sale, contents of such deed	760
<i>Resale for false bidding. (See Resale)</i>	761 <i>et seq.</i>
Return of writ	768
Six days after sale, sheriff must return, etc.	769
Certificate of privileges and hypothecs presented by interested party	770
What such certificate must contain	771, 772, 773
Change of form of certificate of hypothecs	774

No certificate of hypothecs need be produced in case of resale for false bidding.....	775
Allowance of sheriff.....	776
Effect of certificate of hypothecs.....	777
Effect of sheriff's sale. (See Sheriff's Sale).	778 et seq.
Payment of moneys without collocation.....	793
Collocation and distribution of moneys.—	
Delay for preparing and reporting scheme.....	794
What report must mention.....	795
Articles of collocation.....	796
Duty of prothonotary in making.....	797
Order of law costs.....	798
Order of collocation of other claims.....	799
Conditional hypothecs.....	800
Sum to be reserved in case of unliquidated prior claims.....	801
Hypothecary claims due with a term of payment.....	802
Claims for the capital of life rents.....	803
Interest and arrears of rents.....	804
Registered claims and taxed costs.....	804
Cases in which the record is insufficient to enable the prothonotary to perform a valuation.....	805, 806, 807
Experts appointed to establish value of immoveables.	808
Certificate of hypothecs, <i>prima facie</i> evidence; but may be contested, and how.....	808
Proceedings on production of acquittance of claim... ..	809
Registrar, officer of court for purpose of certificate....	810
Examination of persons as to discharge of hypothecs.	811
Case of absence of former hypothecary creditor.....	812
Delay for contesting report of distribution.....	813
To what contestation must relate, must be accompanied by reasons, and served on party interested.....	814
Inscription of contestation.....	815
Costs of contestation are taken out of moneys levied.	816
New report on maintenance of contestation..	817
To whom the right of contesting belongs.....	818
Party not bound to answer more than one contestation on same grounds.....	818
Proceedings on contestation.....	819
Motion to homologate report.....	820
Homologation of part not contested.....	821
Homologation.—	
How granted.....	820, 822
Proceedings, if person be collocated for sum not due him.....	823
Sub-collocation.—	
Sub-oppositions.....	824
Must be served.....	825
May be included in general report, or be reported separately.....	826

If a debtor fails to exercise his claims against an im-	
moveable, his creditor may do so	827
<i>Payment of moneys levied.—</i>	
After what delay parties are entitled to	828
Proceedings if moneys remain in hands of purchaser..	829
Remedy of parties aggrieved by report of distribution.	830
Moneys must be paid back if adjudication be set aside.	831
<i>In case of abandonment of property.—</i>	
Suspended	871
<i>Oppositions for payment.—(See Oppositions.)</i>	
<i>Of judgments in Circuit Court.—</i>	
Jurisdiction of court as to oppositions, etc	1131
Return of writ against immoveables	1132
Proceedings incidental to seizure and sale of im-	
moveables are carried on before S. C	1133
Transmission of record on return of writ to S. C.....	1134
<i>Of Judgments of Circuit Court in non-appealable cases:</i>	
Stay of.....	1146
Against immoveables	1147
When debt does not exceed \$40, can only be had	
against moveables.....	1147
Writ may issue at once against hypothecated im-	
moveable and in cases of seigniorial rents.....	1148
Stay of, while case appealed to Privy Council.....	1249
Of judgment of Commi-sioners' Court	1281
Of judgment in District Magistrates' Court.....	1290, 1291
EXECUTORS.—	
Foreign, can appear before our Courts.....	80
Foreign, summons	143
Imprisonment	833, 836
May demand affixing of seals... ..	1364
And inventory	1388
Notice to.....	1389
EXEMPTIONS FROM SEIZURE.....	598, 599
EXHIBITS.—	
Filing	155, 160
Must be filed with list.....	156
Cannot be received in blank.....	156
List must contain designation of	156
Until filed plaintiff cannot proceed with demand.....	157
Common to all parties	158
Cannot be taken out of office without consent and	
receipt.....	159
Imprisonment of person retaining.....	160
Filing	201
Failure to file.....	201
Delay to file may be extended.....	201

EX-PARTE.—

When defendant is foreclosed from pleading, plain- tiff may proceed.....	207
If defendant fails to appoint another attorney or appear in person, plaintiff may proceed.....	263
Proof and hearing, and proof in <i>ex parte</i> cases.....	418 <i>et seq.</i>
In trial by jury, when the defendant can proceed.....	463
Judgment.....	532-534
Cases heard <i>ex parte</i> in appeal.....	1223
In non-appealable cases in Circuit Court, notice.....	1138

EXPERTS AND VIEWERS.—

Court <i>suo motu</i> may refer points to.....	391
When and on whose application they may be appointed, nature of order appointing....	392
Number of, to be three or one.....	393
Are named in the order of reference to, if parties agree.....	394
If not, how appointed.....	395, 396
When validly recused others to be appointed.....	396
Grounds for recusing.....	397
Order or appointment to be served upon them, with requisition to be sworn.....	398
If expert refuses to be sworn or to act.....	399
Must on pain of nullity be sworn in writing.....	400
Oath to, how administered.....	401
Certain papers must be given them ..	402
Must fix time and place for investigation, and notify parties, delay on such notice ..	403
Parties and witnesses, how summoned before ..	404
May administer oaths ..	404
Evidence of witnesses before, how taken.....	405
Report of, how made.....	406, 407
Proceedings to compel, to file report.....	408
Court not bound to adopt opinion of.....	409
May demand their costs, etc., before report be opened	414
Report of, how made available or impugned ..	415
If valid, to form part of evidence.....	416
Employed to liquidate restitution of rents, issues and profits ..	543
Appointment of, to ascertain values in distribution of moneys levied under execution ..	806
Appointment and report of, in matters of partition. 1040 <i>et seq.</i>	
To inspect real property belonging to minors, etc. 1342 <i>et seq.</i>	

EXPROPRIATION.—

Provisions concerning, ratification of.....	1083
---	------

EXPULSION.—

Provisional execution of judgments in ejectment.....	696
--	-----

FABRIQUES.—	
Service of summons on	188
FACTS.—	
Which must be expressly pleaded	110
Which are held to be admitted	111
Assignment of, in trial by jury. (See <i>Jury Trial</i>)....	424 <i>et seq.</i>
New trial for defective assignment of facts	408
Where admitted. (See <i>Questions of Law, Decision of</i>)	509
FACTUM.—	
In jury trial	462
For decision of questions of law upon facts admitted	509
In appeal	1223
FAILLITE.—(See Abandonment of Property, Insolvency of Debtor.)	
FAITS ET ARTICLES.—(See Interrogatories.)	359 <i>et seq.</i>
FALSE BIDDER.—	
Liability of	765, 796
FALSE BIDDING.—	
Resale for.—(See <i>Resale</i> .)	761 <i>et seq.</i>
FAMILY COUNCILS.—	
In what cases advice of, is necessary	1331
How convened and composed	1332
Duty of person demanding convocation, delay on summons of relatives	1333
Relations and friends forming, must be sworn	1334
Minutes of advice of, must be signed	1335
Superior and Circuit Court, and any judge of same, have concurrent jurisdiction	1336
Proceedings must remain of record	1336
FAUX.—(See Improbation)	225 <i>et seq.</i>
FAST DAYS.—	
Duly appointed are non-juridical	7
FEEs.—(See Tariff of Fees.)	
Who may make tariffs of	37, 38, 1248
Penalty for exceeding tariff	37
FEMME MARIE.—(See Married Woman, Separation.)	
FILING.—	
Exhibits	201
Intervention	223
Reasons of improbation	232
(See various headings to which filing relates.) (See <i>Delays</i> .)	

FINAL JUDGMENT.—(See Judgment.)**FOLLE ENCHÈRE.—(See Resale.)** 761 *et seq.***FORCE.—**

May be used to eject under writ of possession 610
 May be used to effect seizure of moveables in execution 620

FORECLOSURE.—

From pleading to merits before preliminary plea has been answered 167
 Such foreclosure of no effect, if dilatory plea be maintained 169
 Where warrantors are called in 189
 From default to file pleading 205
 Order of judge declaring 206
 Issues are closed by 214, § 5

FOREIGN.—

Corporation or persons, when they may sue here 79
 How summoned 143, 190
 Corporations, how answers to interrogatories given. (See Companies, Corporations) 363

FORMA PAUPERIS.—Suits in (See *Pauperis*). 89 *et seq.***FORMS.—(See Exceptions)**

When those contained in appendix may be used 6
 No particular, needed in any proceeding 105
 Of reference to acts sufficient, if intelligible 107

Of Declaration.—

1. Action on deed of sale 231
 2. Action on deed of obligation 231
 3. Action on a bill of exchange by an indorsee against the acceptor 232
 4. Same by indorsee against the drawer and acceptor 232
 5. Action on promissory note 232
 6. Action on protested promissory note against the maker and indorser 233
 7. Action on private writing 233
 8. Action on account 233

For Publication of summons in Newspapers. 234*Of Affidavit of service by a literate Person.* 234*Of General Denial.* 234**Of Defence.—**

1. Defence of payment 235
 2. Defence of novation 235
 3. Defence of release 235
 4. Defence of compensation 235
 5. Defence of prescription 236

<i>Of Experts' Oath.</i>	236
<i>Of Certificate of the due administration of the Oath.</i>	236
<i>Of Witnesses' Oath.</i>	237
<i>Of Challenge to the Array.</i>	237
<i>Of Challenge to the Polls</i>	237
<i>Of Affidavit to obtain Judgment by Default or Ex parte.</i>	238
<i>Of Advertisement of Sheriff's Sale, Arts. 716, 733.</i>	238
<i>For Publication in the Newspapers of a Notice to Creditors Collocated</i>	239
<i>Of Demand of Abandonment upon a Trader who has ceased his Payments</i>	239
<i>Of Notice of Meeting of Creditors for the Appointment of Curator and Inspectors.</i>	240
<i>Of Notice of Appointment of Curator.</i>	240
<i>Of Affidavit for Capias.—</i>	
1. Against a debtor absconding from the Provinces of Quebec and Ontario ...	240
2. Against a debtor who secretes his property.....	241
3. Against a trader who refuses to make an abandonment	241
<i>Of Affidavit for Capias founded on Information and Belief.</i>	241
<i>Of Provisional Bail Bond.</i>	241
<i>Of Bailbond.</i>	242
<i>Of Petition of Right.</i>	242
<i>Of Notice to the Attorney-General.</i>	243
<i>Of Notice in the Newspapers in Hypothecary Actions against unknown Proprietors.</i>	243
<i>Of Writ for Sale of the Immoveable.</i>	244
<i>Of Appearance of Proprietor or Possessor.</i>	244
<i>Of Notice of Licitation.</i>	244
<i>Of Notice of Petition for Confirmation of Title.</i>	245
<i>Of Affidavit in support of Opposition to Judgment.</i>	245
<i>Of Nomination of Experts.</i>	246
<i>Of Experts' Oath.</i>	246
<i>Of Report of Experts.</i>	246
<i>Of Minutes of Family Council</i> ...	247
<i>Of Petition for Homologation</i>	247
<i>Of Notice by Beneficiary Heir.</i>	247
FRANCHISES.—(See Corporations, Quo warranto.)	
GAGES.—(See Wages.)	
GARANTIE.—(See Warranty.)	177, 183 <i>et seq.</i>
GARDIEN.—(See Guardian.)	621 <i>et seq.</i>
GARNISHMENT.—	
Seizure by (See Seizure by Garnishment).....	677 <i>et seq.</i>
Attachment by (See Attachment by Garnishment)...	940
In Commissioner's Court.....	1260 <i>et seq.</i>
In District Magistrate's Court.....	1288, 1289
GASPE.—	
Exceptional provisions concerning.....	39

GOODS SOLD AND DELIVERED.—

Judgment by default in actions for..... 532

GREFFE.—

Meaning of word (See *Office of the Court*) 5, 6, 7

GREFFIER.—(See *Circuit Court, Commissioners' Court.*)

GRAVÉS DE SUBSTITUTIONS.—

Imprisonment of..... 833, § 6

GUARDIAN.—

Appointment of..... 621, 622

Second seizure in hands of..... 623

Powers of 624

Sufficiency of..... 625

Must produce effects at time fixed for sale 657

Proceedings to compel, to produce effects..... 658

Entitled to discharge for effects produced..... 659

HABEAS CORPUS.—*Ad subjiendum.*—

Writ of, in civil matters, who may make applications for, and to whom..... 1114

To whom writ is addressed.. 1114

Application for, must be supported by affidavit..... 1115

Formalities of. When returnable..... 1116

Service of..... 1117

Consequences of default to comply with..... 1118

Proceedings continued *instantly* on return..... 1119

Judge in vacation may admit to bail when in doubt, and how..... 1120

Writ is then transmitted to the Court to be ordered upon..... 1121

Court may order pleadings in writing: subsequent proceedings..... 1122

Proceedings in Q. B. and S. C. are similar..... 1123

All costs incurred may be pronounced upon... . . 1124

When writ has been refused by one judge, application can only be renewed before Queen's Bench, unless new facts are alleged..... 1125

HARBOUR COMMISSIONERS.—

Jurisdiction of..... 65, 66

HEARING.—(See *Proof and Hearing, Inscription.*)

HEIRS.—

Service upon..... 135

Delay for making inventory and deliberating. Dilatory exception..... 177, 178

Execution against..... 605, 606

(See also *Sentis, Inventory, Letters of Verification, etc., etc.*)

236

236

237

237

237

238

238

239

239

239

240

240

240

240

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

241

HUISSIER.—(See Bailiff.)**HOLIDAYS.—**

What days are	7
Persons cannot be summoned on, without leave.....	125
If the day on which anything ought to be done is or becomes a non-judicial day	8
Courts cannot sit on	14
When seizures can be made on.....	619
Debtor cannot be arrested on; exception.....	841, 842

HOMOLOGATION.—

Of report of distribution	820, 823
Of report of experts, accountants, practitioners.....	414, 415, 416
Of reports of arbitrators	417
Of award of arbitrators.....	1443, 1444

HYPOTHECS.—

Discharge from (See Confirmation of Title)	1067
Certain, not discharged by sheriff's sale.....	781
Certificate of, to be filed with his return	769
What such certificate must contain.....	770
Registrar's certificate of, to be filed with application for confirmation of	1072
Collocation of conditional, in report of distribution...	800
Due with a term.....	802
Definition of.....	1068
Appeal lies in all actions in recognition of.....	44
Execution in case of surrender of immoveable subject to.....	1148

HYPOTHECARY CREDITOR.—

Of property for which confirmation of title is sought must file oppositions.....	1074
--	------

HYPOTHECARY RECOURSE.—

Against Immoveables of which the owners are unknown or uncertain.—	
When creditor may petition for sale of such immoveable	1025
What petition must contain.....	1026
Affidavit to accompany.....	1027
Proof ordered by Court and publication of notice...	1026
Notice, how given.....	1029
Proceedings, if no person appears within two months.	1030
Service of judgment not necessary	1031
Execution of judgment	1032
If proprietor appear before judgment... ..	1033
If several persons appear	1034
If there be opposite claimants without contestation of petition	1035
Proceedings, if one or more known owners are in possession jointly with others unknown	1036

HYPOTHECATED IMMOVEABLE.—

Voluntary surrender of..... 580

HUSBAND AND WIFE.—

Testimony of..... 314

Separation between (See *Separation*)..... 1090 *et seq.*

JES DE LA MADELEINE.—

Exceptional provisions concerning..... 37

Appeal from judgments rendered in the..... 45

IMMOVEABLES.—

Execution upon..... 690 *et seq.*

Exceeding five hundred dollars in value.—

Alienation of, belonging to minors or other disqualified persons or substitutions, cannot be effected without the permission of a judge..... 1341

Formalities required before making, experts to be appointed, and how..... 1342, 1343

Duty of experts, their report..... 1344, 1345, 1346

Where application based on grounds of necessity, account must be prepared..... 1348

Order authorizing sale must fix an upset price..... 1319

If authorization to sell is refused..... 1350

Sale must be made judicially, etc., by public auction..... 1351

Publication of time and place of sale..... 1352

When private sale may be effected..... 1354

Voluntary licitation of, held undividedly between a tutor and pupil..... 1355

Not exceeding four hundred dollars in value.—

Judge may order sale of, by auction, when..... 1357

Judge may order appearance of persons to give information..... 1358

Notice of sale..... 1359

Judge may exempt from publication..... 1360

Person charged with sale of, belonging to minors, etc., must return report to Court..... 1361

IMPRISONMENT.

For deteriorating immoveable under seizure..... 715

Coercive.— (*Contrai te par Corps.*)

When allowed..... 832

Who are liable to..... 833

For contempt of Court, resistance of process, etc..... 834

Limit of imprisonment in such cases..... 834

Who cannot be coerced by imprisonment in certain cases..... 835

When against tutors, curators, etc., etc..... 836

Formalities necessary before carrying into execution..... 837

Formalities of writ..... 838

How effected..... 839

No provisional release by bail.....	840
Time prohibited for effecting.	841
Court may order to be effected at any time.....	842
Alimentary allowance.....	843, 844
Redress against.....	845
Liberation, how obtained	846
Discharge may be ordered by judge.....	847
Failure of creditor to pay alimentary debt liberates debtor. debtor cannot be re-imprisoned for same debt.....	848
Abandonment of property consequent upon	849
After appointment of curator to property so abandoned, record of proceedings thereunder transmitted to prothonotary, etc.....	851
Contestation of statement by reason of secretion.....	852
Of debtor who has made fraudulent statement of abandonment of property.....	888
<i>Capias</i>	925
For failure to comply with writ of mandamus.	1001
For failure to comply with writ of prohibition	1005
For disregarding writ of <i>habeas corpus</i>	1118
For failure to comply with writ of <i>certiorari</i>	1302
For failure of notary to comply with order of Court for inspection of documents.....	1326
IMPROBATION.—(Inscription en faux.)	
Against party's own exhibits	223
Incidental.....	226
Deposit must precede petition	227
When, may be begun.	228
Proceedings in principal suit suspended	228
Declaration as to document impugned by party supporting it, form of, and delay for making.	229
Effect of failing to make such declaration, or declining to defend document.....	229
Proceedings if defendant in improbation defend document	230
Communication of impugned document, how taken.	231
Reasons of improbation to be filed and served	232
Issues, how joined.....	233
Judgment on, to declare to whom document shall be delivered.....	234
Direct actions of, provisions to apply to	235
Testimony of notaries and witnesses receivable.....	318
Of document before Commissioners' Court.....	1269
INCIDENTAL DEMAND.—(See also <i>Cross Demand</i>.)	
In S. C.....	217
How made.....	215
Issue joined and contestation as upon principal demand.....	216
	219

840	In appeal.....	1237
841	Omission in original demand may be remedied by....	218
842		
843, 844	INCOMPATIBLE.—	
845	Allegations in plea, dilatory exception	177, § 8
846	Causes of action cannot be joined	87
847		
	INCORPORATED BODIES.—(See <i>Corporations</i> .)	
848	IN FORMA PAUPERIS.—(See <i>Pauperis</i> .)	
849	Proceedings.....	89-93
	INFERIOR JURISDICTIONS.....	1253 <i>et seq.</i>
851	INDIVISIBLE RIGHT.—	
853	In cases of a dilatory exception where parties not joined.....	177, § 2
888	INFORMALITIES.—	
925	In writ or declaration, how pleaded (See <i>Amendment</i>).	174
1001	INFORMATION.—	
1005	By attorney general against corporations.....	978 <i>et seq.</i>
1118	For annulling letters patent	1007-1010
1302		
1328	INJUNCTION.—	
	In what cases judge of Superior Court may grant interlocutory.....	957
223	When cannot be granted.....	958
226	Additional, after interlocutory.....	959
227	Application is made by petition affidavit.....	960
228	May be granted without notice w. urgent.....	961
228	Otherwise notice must be given.....	961
229	Judge may allow either party to answer allegations of opposite party.....	962
229	Security must precede issuing of interim or inter- locutory	963
230	But may be dispensed with in case of additional injunction	963
231	Judge may at any time order security to be increased or reduced.....	963
232	Tenor of order granting	964
233	Served on opposite party.....	965
234	Service, when granted at time of issuing writ of summons.....	965
235	When granted without notice	966
318	Motion to vacate in such case, and its contestation..	966
1269	Suspension of.....	967
217	Final judgment.....	968
215	Service of	968
216	Final judgment confirming, remains in force not with- standing appeal, etc.....	969
219	Interlocutory, remains in force, when..	969

Who may provisionally suspend.....	96
What judge may order where, contravened.....	97
Punishment for infringing, or refusal to obey.....	97
Rule for imposing penalty.....	97

INJURES VERBALES.—(See *Diffamation*.)

INSCRIPTION.—

For proof and hearing.....	293-296
In cases not to be tried by a jury.....	293
Roll for, to be kept.....	294
Copy of pleadings for use of judge to be filed in court.....	295
Judge may require certain deposit before witnesses are heard.....	295
Notice of six days to be given.....	296
Service of, in default cases, not necessary.....	633
Notice of, in <i>ex parte</i> cases.....	534
Of contestation of report of distribution.....	815
For proof and hearing in non-app. cases in Circuit Court.....	1140
Notice of.....	1141
For proof and hearing in summary matters.....	1157, 1159
For hearing in <i>certiorari</i>	1304
In Appeal.....	1213
In Review.....	1198

INSCRIPTION EN FAUX.—(See *Improbation*)..... 225 *et seq.*

INSCRIPTION IN LAW.—(See <i>Issue of Law</i>).....	191-194
In summary matters, delay for hearing.....	1157
Delay in cases non-appellable.....	1157

INSOLVENCY OF DEBTOR.—

Right of estate to moneys levied under execution.....	672, 673
---	----------

INSOLVENT TRADER.—

Arrest of.....	895
----------------	-----

INSPECTION OF DOCUMENTS.—(See <i>Discovery</i>).....	286
Petition to be served.....	1329
When judgment orders such copy to be deposited....	1330
Notaries are bound to allow, to certain parties.....	1320
Need not allow, to others without judge's orders.....	1321
If notary refuses, judge's order may be obtained....	1322
Judge's order to fix time for communication or furnishing copy.....	1323
Service of order on notary.....	1324
Copy thus given must mention order, and entry to be made on copy of order.....	1325
Liability of notary failing to comply with order,....	1326
Application to obtain deposit of authentic copy, etc.....	1327, 1329

969	INSPECTORS.—	
970	To an insolvent estate, appointment of.....	865, 867
971	Authorization by, to the curator to sell.....	878, 879
972	Authorization by, to curator to contest statement.....	885
293-298	INSURANCE COMPANY.—	
293	Where summoned	95
294	INTERDICTIONED PERSONS.—	
295	Sale of immoveables belonging to (See <i>Immove-</i>	
295	<i>ables</i>).....	1341 <i>et seq.</i>
295	Sale of shares belonging to (See <i>Shares</i>).....	1341 <i>et seq.</i>
295	INTEREST.—	
295	Collocation of.....	804
533	On costs.....	556
534	Required for maintenance of action.....	77
815	INTERLOCUTORY JUDGMENTS.—	
1140	Appeal from.....	46
1141	How appealed from.....	1211, 1212
57, 1158	Heard by privilege.....	1225
1304	INTERPRETATION.—	
1213	Of Articles of Code, in case of difference between	
1198	English and French text.....	2
5 <i>et seq.</i>	Of rules concerning procedure.....	4
191-194	Of words, terms and expressions.....	5
1157	Of pleadings	105
1157	INTERPRETER.—	
272, 673	Judge may appoint.....	21
895	INTERROGATORIES.—(See <i>Discovery and Inspection of</i>	
286	<i>Documents</i>).....	286 <i>et seq.</i>
1329	<i>Upon articulated facts.</i> —	
1330	When parties may be examined on.....	359
1320	How parties are summoned to answer.....	360
1321	Summons to answer, must be served upon party him-	
1322	self. If absent, attorney may be served.....	361
1323	When party is absent.....	361
1324	Answers, how given.....	362
1325	Answers if a corporation	363
1326	Answers, foreign corporation.....	363
7, 1329	Effect of default to appear or to answer.....	364
	How they must be drawn up.....	365
	Answers taken down in writing and signed by party.....	366
	Effect of refusal to answer, facts held to be admitted.....	366
	Answers must be direct, categorical and precise.....	367
	Where dispute arises during examination.....	367
	Indirect answer may be rejected.....	368

Expense of, forms part of costs	369
Expenses of party summoned to answer	370
Examiner of evidence may summon parties to answer	378
INTERVENTIONS.—	
Who may intervene.....	220
Is made by declaration.....	221
Cannot stay proceedings, unless.....	222
Effect, when allowed	223
Service and filing.....	223
Proceedings subject to same rules as action.....	224
Delays for pleading in	224
By creditors of debtor in distribution of moneys levied	827
In appeal.....	1237
INVENTORY.—	
<i>Making of.</i> —	
Formalities applicable in all cases... ..	1387
Of property of a deceased person, or a community, dis- solved by death	1388
Notice to be present at, or represented at... ..	1389
Executing notary, by whom chosen.....	1390
Must be in authentic form.....	1391
Form of	1392
Difficulties arising between parties must be mentioned	1393
Parties may oblige notary to make such entry.....	1394
Latitude given to judge in deciding such difficul- ties	1395
By consent of parties, sale may be proceeded with at once, no valuation then necessary.....	1396
Custody of effects	1397
Closing.....	1398
Sale of inventoried effects (See Sale).....	1396-1404
<i>Benefit of.</i> —	
How applied for	1405
Public notice to be given by beneficiary heir	1406
Formalities to be observed by heir under, in sale of moveables.....	1408
Formalities to be observed in sale of immoveables, etc.	1409
Conditions of granting.....	1407
Consent of creditor necessary to sell moveables.....	1409
If beneficiary heir has claims against succession, cur- ator must be appointed.....	1410
ISSUE, JOINDER of	
Issues, how completed.....	214
Upon incidental or cross demand	219
In action of improbation	233

369	ISSUE OF FACT.—	
370	Cannot be inscribed before judgment on the inscription in law.....	195
378		
220	ISSUE OF LAW.—(<i>Demurrer</i>).—(See <i>Inscription in law</i>)	
221	When issue of law may be raised.....	191
222	How raised.....	192
223	Issue, how joined.....	193
223	Hearing upon inscription.....	194
224	In Circuit Court in non-app. cases raised by demurrer.....	144
224		
827	JOINDER OF ACTIONS.....	291, 292
1237	JOINDER OF CAUSES OF ACTION.....	87
	JOINDER OF ISSUE.....	214
	JOINDER OF PARTIES.—	
1387	Non-joinder of party in suit may be amended... ..	521
	Procedure where new defendant joined.....	525
1388	JOINT STOCK COMPANY.—(See <i>Company—Joint Stock</i> .)	
1389	JOURS NON-JURIDIQUES.—(See <i>Holidays</i> .)	
1390	JUDGE.—	
1391	Sittings of, must be public, exceptions.....	16
1392	Conduct of persons present at sittings of.....	17
1393	Maintaining order.....	18, 19
1394	May of their own accord suppress writings in cases before them.....	20
1395	May appoint interpreter.....	21
1396	May require an oath when necessary.....	22
1397	May administer oath.....	23
1398	In chambers, jurisdiction of.....	70
1404	Recusation of.—(See <i>Recusation, Disqualification</i> .)...	237
1405		
1406	JUDGMENT.—	
1408	Foreign, pleading to action on... ..	210, 213
	Rendered in any other province of Canada, pleading to action on.....	211, 213
1409	Confession of (See <i>Confession of Judgment</i>).	527
1407	By default and <i>ex parte</i>	532-535
1409	By judge or prothonotary.....	532
	In term or vacation.. ..	532
1410	Service of inscription not necessary in default cases..	533
	Notice of inscription in <i>ex parte</i> cases.....	534
214	Where some defendants appear and others default...	535
214	General rules as to.....	536-548
219	May be rendered on any juridical day in cases taken under advisement.....	536
233	Must be rendered in open Court, exceptions.....	557

Where judge is unable to render, in person	538
Cannot be stayed in suit under advisement by death of parties or attorneys	538
May be rendered by promoted judge	540
What it must contain, in contested cases	541
For damages must contain liquidation thereof	542
Ordering restitution of rents, issues and profits, must order liquidation thereof, how effected	543
Must be entered in Court register without delay	544
Draft to be followed in case of difference between it and register	545
Judge may correct clerical errors in, at any time	546
Service of, when necessary	547
Renunciation of, how effected, and effect	548
Voluntary Execution of	549 et seq.
Judgment ordering an account must fix delay for rendering	566
What it must contain	577
Against garnishee.—	
Delay for executing	689
Effect of	692
After verdict	491
Remedies against judgment after jury trial (See <i>Jury Trial</i>)	492 et seq.
Different from that rendered by trial judge	508
Upon case submitted for decision of questions of law, facts admitted	511
In summary matter	1160
Upon writ of <i>certiorari</i>	1305
JUDG.—(See Judge.)	
JUGE DE PAIX.—(See Justice of the Peace.)	
JUDICIAL SEQUESTRATION.—(See Sequestration.)	973 et seq.
JURISDICTION.—	
Courts which have civil jurisdiction in the province..	40
Of Court of Q. B., of S. C., of C. Ct., of J. P., is general	40
Of Commissioner's Ct. and Recorder's Court limited to certain localities	40
Of Supreme Ct.	41, 67
Of Privy Council	41, 68
Of Exchequer Court	67
Of Q. B. (<i>Appeal Side</i>)	42, 47
Of Superior Court and Court of Review	42-53
Of Circuit Court	54-58
Of Commissioners' Court	59, 60
Of District Magistrate's Court	61, 62
Of Justices of the Peace, Recorder's Court and other inferior jurisdictions	62-66

538	Of Judge in chambers	70
	Superior Court alone has, in matters of <i>captas</i>	591
539	In suits for separation from bed and board	1099
540	In suits for oppositions to marriage.....	1105
541	Of Circuit Court.—(See <i>Circuit Court</i> .)	
542	In lessor and lessee cases, how determined	1152
	In matters of family council	1336
543		
544	JURORS.—	
	List of, by whom and how made	430
545	List to be revised from time to time	431
546	Grounds of exemption same as in criminal matters...	432
517	In suits of a mercantile nature, how selected.....	435, 453
548	Special list of, how and when made.....	437
59 et seq.	Panel of, how struck.....	438-441
	Motion for <i>venire facias</i>	443
566	How, by whom, and when, summoned..	443, 441, 445
577	Must appear at time and place of trial under penalty.	447
	Challenge to array of.—	
689	When, how, and upon what grounds made.....	448, 449
692	To be decided by presiding judge	450
491	Effect of, if valid.....	451
	Order of calling, in mercantile cases.....	453
	Challenge for cause.—	
2 et seq.	When made... ..	451
508	Challenge to the polls.—	
	Grounds of	455
511	Court may require challenge to be reduced to writing.	456
1160	Challenge, how decided.....	457
1305	Juror himself may be examined as to matter of challenge.....	458
	Challenge founded on a judicial condemnation.....	459
	"Tales," panel may be completed by, in certain cases.....	460
	To what jurors are sworn	461
	If parties do not appear, jurors are discharged....	461
	Verdict.—	
40	Jurors may retire to deliberate.....	476
	When may be allowed to separate.....	477
40	Liability of, failing to attend again	477
40	When allowed to separate, must be admonished by the judge	478
41, 67	May re-examine witnesses, and ask opinion of judge..	479
41, 68	Agreement of nine sufficient to return verdict.....	480
67	If nine cannot agree, may be discharged.....	481
42, 47	Verdict of, how received.....	482
42-53	Are not bound to render verdict until they have been paid allowance	485
54-58	Allowance, how recovered.....	486
59, 60	Death or illness of.....	490
61, 62	Affidavits of, as to motives of verdict, cannot be received.	497
63-65		

Nor to establish that verdict rendered is not that which jurors intended to give	497
Certain acts of, are grounds for new trial	498
JURY TRIAL. —(See also <i>Jurors</i> .)	
In what cases allowed.....	421
At option of either party, when amount claimed exceeds \$400.	422
How option is made.....	423
Issues respecting right to trial to be decided before fixing	424
Each party must furnish <i>statement of facts</i>	425
Assignment of facts may be dispensed with by consent.	426
Judge may amend or strike out any of facts assigned	427
Where trial must be had.....	428
Judge may order trial in another district when action against public officer.....	429
May be fixed for day, either in term or for vacation...	433
Record to be transmitted when trial takes place out of district	433
<i>Special List and Striking of the panel.</i> —	
Court upon motion may fix day for striking panel.....	433
Motion to fix day for trial must be accompanied with deposit.....	434
Selection of jurors in mercantile cases.....	435
Language of jurors, when jurors must be <i>de mediate lingua</i>	436
Special list of 50 jurors, how made.....	437
Parties must attend at time fixed for striking the panel.....	438
How striking is effected.....	439, 440, 441
Proceedings, if party who has demanded trial by jury fails to proceed	442
<i>Summoning of Jurors.</i> —	
How effected, writ of <i>venire facias</i>	443, 444, 445
<i>Formation of Jury and Challenge.</i> —	
Return of writ of <i>venire facias</i>	446
Attendance of jurors, how enforced.....	447
Challenge to the array.....	448
Challenge must be in writing, and state causes.....	449
Challenge to be decided by presiding judge	450
Effect, if pronounced valid	451
Calling and swearing of jury.....	452
How jurors are called in mercantile cases.....	453
Who may challenge for cause, and when.....	454
Grounds of challenge to the polls.....	455
Court may require challenge to be reduced to writing.....	456
Challenge, how tried.....	457
Juror may be examined on oath as to matter of challenge	458

	Challenge founded upon a judicial condemnation.....	459
497	"Tales," what and when resorted to.....	460
498	To what jurors are sworn	461

Proceedings before the Jury.—

	Pleadings and <i>factum</i> to be given to prothonotary....	462
421	Effect of either or both of the parties failing to ap- pear on day of trial	463
422	Withdrawal of plaintiff, consequence non-suit.....	464
423	No paper can be read to jury without leave.....	465
	Notes kept by prothonotary.....	466
424	Certified copy of notes to be preserved, bill of excep- tions abolished	467
425	Evidence given orally, saving	468
426	Judge may dismiss action when plaintiff has given no evidence on which jury could find verdict...	469
427	Jury trial governed by ordinary rules as to conduct of cases inscribed for proof and hearing.....	470
428	Order to be followed in conduct of cases....	471
429	Judge may sum up evidence.....	472
433	Objection to charge of judge.....	473

Province of Judge and Jury.—

433	Judge decides as to whether there is evidence, and whether same is legal	474
433	Jury finds facts, judge gives law.....	475
434	Verdict.—(See <i>Verdict</i>).....	476-490
435	Remedies against judgments and proceedings in re- served cases	492-508
436	Appeal from final judgment....	492
437	Procedure upon inscription in Review or Appeal.....	493
	Motion for new trial	494
438	Motion for judgment in accordance with verdict.....	494
441	Judgment of C. R. in reserved cases.....	495
	Discretion of Court as to applying remedy in reserved cases.....	496
442	Affidavit of juror as to reasons for verdict cannot be received.....	497
445	New Trial.—(See " <i>New Trials</i> .").....	496
446	Where Different Judgment given from that rendered by Trial Judge, etc.....	508

JUSTICES OF THE PEACE.—

449	Jurisdiction of... ..	63, 66
50	Appellate jurisdiction of the Circuit Court over judg- ments of.....	68
51	Certiorari against.....	1292 et seq.

LANDS.—

54	How described in the demand.	124
56	Venue of actions relating to.....	100, 101, 103
57	Partition of, held in common	1037

Confirmation of title to. (See <i>Confirmation of Title</i> .)	1067
Appeal lies in all cases relating to titles to.....	44, 68
LAW.—	
Questions of, may be submitted to the Court in certain cases	509-512
LAWYERS.—(See <i>Advocates and Attorneys</i>.)	
LEASE.—(See <i>Lessor and Lessee</i>.)	
When no lease, or lease has expired, provisional execution will lie in action of ejectment	594
Privilege of lessor, opposition	646
LESSOR AND LESSEE.—	
Certain proceedings between	1089
Actions are summary	1150
Class of action and jurisdiction, how determined	1152
What lessor may demand	1152
Delay in actions between	1153
LETTRE DE CHANGE.—(See <i>Bills and Notes</i>.)	
LETTRES-PATENTES.—(See <i>Letters Patent</i>.).....	
	1007 <i>et seq.</i>
LETTERS PATENT.—	
Annulment of, by the Superior Court, when.	1007
Demand for annulment made by information	1008
Writ in same form as in ordinary summons, and proceedings subject to same rules and delays as in ordinary matters	1009
Appeal	1010
LETTERS OF VERIFICATION.—	
Who may apply for, and when	1411
Tenor of petition for	1412
Allegations must be verified by affidavit	1413
Service of petition	1414
What must accompany petition	1415
Contestation of	1416-1421
LEVÉE DES SCÉLLÉS.—(See <i>Seals</i>.).....	
	1375 <i>et seq.</i>
LIBELLE.—(See <i>Diffamation</i>.)	
LICITATION.—	
<i>Compulsory Partition and.—</i>	
Co-heirs and co-proprietors may bring action to obtain	1037
Who must be parties to such suit.....	1039
Special tutor must be named to minors.....	1039
Court before judgment orders expertise to ascertain whether immovable can be divided	1040
One expert sufficient if all parties of full age	1041

1067	Proceedings on report of expert.....	1042
44, 68	Allotment of shares.....	1043
	Proceedings before forming lots, if suit be for an account and a partition	1044
0-512	Court may order public auction, if immoveables cannot be advantageously divided.....	1045
	Advertisements and notices necessary when Court has ordered licitation.	1047
	Notice, how published	1048
594	In default of plaintiff, other parties may advertise....	1049
646	Delay for receiving oppositions.....	1050
	Sale to be delayed if oppositions cannot be decided before day fixed, Court may fix another day...	1051
089	Bids and final adjudication.....	1052
150	Conditions of sale, list of charges must have been filed, deed of sale	1053
152	Effect of, adjudication	1054
152	Liability of purchaser failing to pay price according to conditions of sale.....	1055
153	Delay for filing oppositions for payment.....	1056
eq.	Distribution of purchase money, certificate of registered hypothecs	1057
	Licitation of immovable situated in two districts.....	1058
007	Voluntary, of immovable held undividedly between tutor and pupil	1355
008		
	LIEU DE L'INTRODUCTION DE L'ACTION.—(See <i>Jurisdiction</i> .)	
009	LIQUIDATION.—	
010	Judgment of damages must contain	542
	Judgment condemning to restitution of rents, etc., must order liquidation thereof	543
11	LIS PENDENS.—	
12	Exception of	173
13		
14	LISTE DES PIÈCES.—(See <i>Exhibits</i> .)	
15	LITISPENDENCE.—(See <i>Lis pendens</i> .)	
21	LOCATEUR ET LOCATAIRES.—(See <i>Lessor and Lessee</i> .)	
7-	MAGDALEN ISLANDS.—	
	Exceptional provisions concerning.....	39
	Appeal from judgments rendered in.....	45
7	MAGISTRATE'S COURT.—(See <i>District Magistrates' Court</i> .)	1284 et seq.
8		
9	MAÎTRE DE VAISSEAU.—(See <i>Captains of Ships</i> .)	
0	MAÎTRES ET SERVITEURS.—(See <i>Masters and Servants</i> .)	
1	MANDAMES.—	
	When it lies.....	992
	How applied for.....	993

Writ same as ordinary writ of summons.....	994
Proceedings subject to same rules and delays as in summary matters.....	995
Issue of peremptory writ.....	996
Service of such writ.....	997
In matters relating to election to a vacant office.....	998
Number of voters to be present at such election.....	999
Return of peremptory writ.....	1000
Penalty for not complying with.....	1001
Penalty inflicted by rule served upon contravening party.....	1002
No appeal from, in matters relating to municipal corporations or offices.....	43, 1006
But review can be had in such cases.....	52
In cases where appeal lies, the delay to appeal is 30 days.....	1006
MARRIAGE.—	
Oppositions to (See <i>Oppositions</i>).....	1105 et seq.
MARRIED WOMEN.—	
How described in writ of summons.....	122
Service of	133
(See <i>Separation between Consorts</i>).....	1020 et seq.
MARINER.—	
Service of summons on	132
MATIÈRES SONNAIRES.—(See <i>Summary Matters</i>.).....	
1150 et seq.	
MEDIATORS.—(See <i>Arbitrators</i>)	
MÉDIÉTATÉ LINGUÆ.—(See <i>Jury Trial</i>.).....	
436, 440	
MASTERS AND SERVANTS.—	
Jurisdiction of justice of the peace in disputes between	63
Jurisdiction of the Recorder.....	64
Disputes between, are summary.....	1150
MEMBER OF PARLIAMENT.—	
Cannot be served on the floor of the House.....	147
MÉPRIIS DE COUR —(See <i>Contempt of Court</i>.)	
MÉRITS.—	
Demand of plea to, before answering preliminary pleas.....	167
Costs of contestation in such case.....	168
Dilatory exception afterwards maintained relieves defendant of foreclosure.....	169
Contestation upon the.....	191 et seq.
Inscription in law	191
Issue of law, when it can be raised.....	191
Issue of law, how raised.....	192

Issue, how joined	193
Hearing upon the inscription	194
Issue of fact cannot be inscribed before judgment on inscription in law	195
<i>Defence.</i> —	
What defendant may plead by defence	196
Filing of defence	197
<i>Answer and reply.</i> —	
Delay to	198
Additional pleadings	198
Supplementary pleas	199
Grounds of law urged by way of inscription	200
Grounds in the nature of preliminary exceptions urged by motion	200
MESURES PROVISIONNELLES. (See <i>Damages.</i>)	893 et seq.
MINOR. —	
Over fourteen years may sue for wages in Commis- sioners' Court	1263
Sale of property belonging to	1341 et seq.
(See <i>Immoveables, Shares.</i>)	
MINUTES. —	
How replaced where lost	1327 et seq.
(See <i>Inspection of Documents, Procès-verbal.</i>)	
MISE EN CAUSE. —(See <i>Joinder of Parties.</i>)	
Service of	525
MIXED ACTION. —	
Venue of	100, 103
MONEY. —	
Paid into court cannot be withdrawn without, etc....	588
Seizure of current	631
Payment of, levied in execution on moveables	670
Collocation and distribution of, levied on immove- ables	794
Payment of, levied on immoveables	828
Payment of, without collocation	793
MOTION. —	
Preliminary exceptions must be urged by way of	164
Truth of bailiffs, etc., return must be contested by motion	236
For judgment in accordance with the verdict	494
To dismiss opposition	651
Of exception to the appeal	1220
MONTREAL. —	
Appeals from judgments rendered at	47
Review of judgments rendered at	53

MOVABLES.—Seizure of. (*See Execution.*)Sale of. (*See Execution, Sale, Inventory, etc.*)**NOTES.—**

As witnesses 319

MUNICIPAL CORPORATIONS.—

No appeal lies in certain matters concerning..... 43,1006

Review may be had..... 52
(*See also Taxes.*)**NEW TRIALS.—**

May be granted in what cases 498,499

Misdirection and improper admissions as grounds of..... 500

There must be a substantial prejudice to give rise to..... 500

When verdict considered to be against weight of evidence..... 501

Accorded when amount is grossly excessive or insufficient..... 502

Unless plaintiff agrees to its reduction..... 503

Or unless defendant agrees to its increase 504

Discovery of new evidence, when ground for..... 505

Certain causes, how ascertained 506

Must be granted when judgment on verdict has been reversed and no further order has been given.. 507

NON-APPEARANCE.—(See Default.)**NON-CONTENTIOUS PROCEEDINGS.....** 1308 *et seq.***NON-JOINDER.—**

Of party not a cause of nullity when amended 521

NON-JURIDICAL DAYS.—

What are 7

When things are to be done on next juridical day..... 8

Court cannot sit on..... 14

NON-SUIT.—

Judgment of, on failure to put in security..... 182

Against plaintiff in jury trial..... 463 *et seq.***NOTARIES.—**

Certain powers of..... 83

Testimony of, in improbation cases..... 318

Must give communication, etc., of their official records to interested parties on payment of fees. (*See Inspection of Documents*)..... 1320

Choice of, in the making of the inventory..... 1390

NOTES.—

May be seized.....	641
How sold.....	666
In hands of garnishee.....	695

NOTICE.—

Of action against public officer.....	88
To Attorney-General (constitutionality of statute)....	114
Of filing of exhibits.....	155
Of inscription in law.....	194
Of decease, etc., of one of the parties.....	268
Of inscription for proof and hearing.....	296
Of inscription in default and <i>ex parte</i> cases.....	418
Of amendment made or to be obtained.....	524
Of plaintiff who refuses to accept confession of judgment.....	530
Of inscription for judgment in <i>ex parte</i> cases.....	534
By opposant to sale of moveables, that opposition must be contested.....	650
To suspend seizure of moveables of insolvent.....	871
In matters of petition of right, to Attorney-General..	1017
Of inscription in review.....	1198
Of inscription in appeal and giving security.....	1213
Of inscription for proof and hearing in the Circuit Court.....	1141
Of inscription in law in summary matters.....	1157
Of inscription for proof and hearing in summary matters.....	1159
Of petition for <i>certiorari</i>	1295

NOVATION.—

Plea, form of.....	203
--------------------	-----

NOUVEAU PROCÈS.—(See *New Trials*.)..... 498 *et seq.*

NULLA BONA.—

Examination of the debtor where return of... ..	590
Sheriff's return of, where no immoveables to seize....	768
Opposition to judgment must be made within ten days from return of	1166

NULLITY.—

Not entailed by non-joinder of party, if error amended.	521
Prejudicial irregularities entail nullity only when not remedied.....	175
Waiver of irregularities	176
When nullity of seizure may be demanded	645

OATH.—

Powers of court or judge as to.....	22
Right of judge, prothonotary or commissioner to administer.....	23

Form of, to be changed according to religious creed of witness	322
By quaker	322
Refusal to take, by witness.....	323
What witness must believe in order to make.....	324
Put by the court.....	371, 372
Administered by examiner of proof to witness.....	377
To experts, how administered.....	401
Experts may administer, to witnesses... ..	404
OBJECT OF DEMAND.—	
How described in writ or declaration.....	124
OBJECTIONS.—	
To incriminating questions	331
Reserved for hearing at the trial.....	355
To judge's charge to the jury.....	473
OFFICE OF THE COURT.—	
Meaning of the term.....	5, § 7
Election of domicile at.....	84, 86
Service of absentee at	85
Inventory of seizure when left at.....	633, 707
Copy of declaration left at, in <i>Capias</i>	909
OFFICES MUNICIPAUX.—	
No appeal in certain matters concerning.....	43, 1006
Review	52
OFFICIER PUBLIC.—(See Public Officer.)	88, 429
OFFRES RÉELLES ET CONSIGNATION.—(See Tender.) ...583 <i>et seq.</i>	
ONTARIO.—	
Attendance of witnesses residing in, compulsion.....	299, 300
Service of <i>subpoena</i> in.	361
Costs of such service	558
OPPOSITIONS.—	
<i>To the Seizure of Moveables.—</i>	
Who may make	644
Debtor may make, on what grounds.....	645
Privilege of lessor	646
Must be accompanied by affidavit... ..	647
Are served upon sheriff or bailiff by leaving original with him.....	648
Effect of.....	649
Proceedings by opposant after return.....	650
Judge may dismiss upon motion, if made with intent to unjustly retard sale.....	651
Default may be obtained against parties for non-contestation	652

Contestation subject to same rules and delays as summary matters.....	653
Sale under <i>venditioni exponas</i> cannot be stopped by, unless, etc.....	654
<i>To the Seizure and Sale of Immoveables.—</i>	
Sales, how suspended	721
Oppositions to annul (<i>afin d'annuler</i>).....	722
Oppositions to withdraw (<i>afin de distraire</i>).....	723
Oppositions to secure charges (<i>afin de charge</i>).....	724
Who may make.....	724
And when.....	725
Opposition to charges upon immoveables under seizure.....	726
To seizure and sale, must be accompanied with affi- davit	727
Must be served on sheriff.....	728
Delay for serving.....	728
Filed after period for delay.....	728
Effect of service of.....	729
Sheriff is bound to return with all papers	729
Sheriff bound to continue publications, etc., in spite of.....	730
Proceedings upon, in other respects same as opposi- tion to sale, etc., of moveables.....	731
Liability of party who makes, unsuccessfully.....	732
When decided before day fixed for sale.	733
When decided after.....	733
Sale under <i>venditioni exponas</i> cannot be stopped by, unless.....	734
<i>For Payment.—</i>	
Register of.....	789
When necessary to file.....	790
No costs allowed in certain cases.....	791
With whom and in what delay should be filed.....	792
<i>To licitations</i>	1050, 1051, 1056
<i>To confirmation of title</i>	1074, 1075
<i>To Marriage.—</i>	
Where brought.....	1105
Must be accompanied by notice.....	1106
Upon whom served.....	1107
Proceedings same as between lessors and lessees.	1108
If not presented on day fixed, judgment of non-suit may be obtained.....	1109
Are declared abandoned if opposant fail to proceed...	1110
Court may summon parents or friends of intending consorts.....	1111
Appeal or review.....	1112
Costs where dismissed.....	1113

To Judgement.—

"	when it lies.....	1163
"	what it must contain.....	1164
"	affidavit.....	1165
"	delay.....	1166
"	when the delay has expired.....	1167
"	order of judge for filing.....	1168
"	deposit.....	1169
"	service.....	1170
"	service of copy upon bailiff charged with writ.....	1171
"	stay of execution—return of writ.....	1172
"	procedure.....	1173
"	costs.....	1174
"	opposition by creditor to judgement of distribution.....	830

To Judgement by third parties.—

"	who may file.....	1185
"	how made and served.....	118
"	stay of execution.....	1187
"	procedure.....	1188

OPTION.—	
For trial by jury.....	422, 423
Of plaintiff between incompatible claims.....	177, § 6
ORDER.—	
Maintenance of, during sittings of Court.....	17 et seq.
ORDER OF TRIAL AND ADJOURNMENT.....	301-311
ORDRE ET DISTRIBUTION DE DENIERS PRÉLEVÉS.—	
Sur vente de meubles (See <i>Execution</i>).....	670 et seq.
Sur vente d'immeubles (See <i>Execution</i>).....	793 et seq.
ORIGINAL.—	
Of an authentic act, loss, how supplied ..	1327 et seq.
PAIEMENT.—(See <i>Payment</i>)	
PANEL.—(See <i>Jury Trial</i>.).....	433 et seq.
PAPERS.—	
All, filed, must be served on opposite party, except..	115
PARLIAMENT.—	
Members cannot be served on the floor of the House..	147
PARSONAGES.—	
Assessments for building and repairing, where sued for	54
PARTAGE ET LICITATION FORCÉE.—(See <i>Licitation</i>.) ..	1037 et seq.
PARTITION.—	
Compulsory, and licitation. (See <i>Licitation</i> .).....	1037 et seq.
PARTNERSHIP.—	
Commercial, how summoned	123
Service upon, how effected	139
PATERNITÉ.—	
Action en déclaration de, Commissioners' Court has not jurisdiction in.....	60
PAUPERIS, IN FORMA.—	
Proceedings in formd	89-93
When party may obtain leave to sue or plead in.....	89
Certain costs, however, must be paid by party.....	89
Permission is granted by petition.....	90
When leave may be revoked by judge.....	91
Costs party cannot be compelled to pay costs upon incident in suit before final judgment.....	92
Liability of other party as to costs	93
Execution for same.....	93

PAYMENT OR TENDER INTO COURT.—(See *Tender*.).....583 *et seq.*

PAYMENT.—

Plea, form of	203
Of moneys levied upon moveables	670 <i>et seq.</i>
Payment without collocation	712
Demand of, not necessary under subsequent execution in same suit	609
Of moneys levied (See <i>Execution</i>).....	828 <i>et seq.</i>
Of moneys of debtor who has made an abandonment of property.....	880, 881
By garnishees into Court of moneys seized.....	694
Of funds in compulsory partition	1057
Of funds in action of ratification of title.....	1086

PETITION.—

In revision of judgment by default.....	1175, 1176
In revocation of judgment (See <i>Judgment</i>).....	1177 <i>et seq.</i>
For separation from bed and board, by wife to be allowed to sue.....	1101
For sale of immoveables of which the owners are unknown.....	1025 <i>et seq.</i>
For mandamus	993
For release from arrest under <i>capias</i>	919 <i>et seq.</i>

PENALTY.—

For infraction of tariff by officers of justice.....	37
Appeal to the Circuit Court in matters of penalties under the Municipal Code.....	58
Cannot proceed <i>in forma pauperis</i> to recover.....	80
Commissioners' Court has not jurisdiction in matters of.....	60
Jurisdiction of District Magistrates' Court.....	61
For disobeying injunction.....	971, 972
For disobeying mandamus.....	1001
And prohibition.....	1005

PEREMPTION OF SUITS.—(Peremption d'instances.)

When, takes place (two years).....	279
When not	280
Against whom.....	281
How obtained.....	282
How covered.....	283
Effect of.....	284
Powers of Court as to costs.....	285

PENSION ALIMENTAIRE.—(See *Alimentary Allowance*.)

PEREMPTORY WRIT.—

Of mandamus.....	996-1001
------------------	----------

PERSONAL ACTIONS.—

Venue.....	94 <i>et seq.</i> , 103
------------	-------------------------

PETITION OF RIGHT.—

Writ of possession where suppliant is adjudged, immovables.....	1023
Mode of recovering moneys adjudged to suppliant....	1024
When may be addressed to Her Majesty.....	1011
Tenor of petition	1012
Petition must be supported by affidavit.....	1013
Petition must be left with Provincial Secretary.....	1014
Fee	1014
Procedure where lieutenant-governor's fiat obtained.	1015
Written proofs must be filed with petition in prothonotary's office.....	1016
Deposit	1016
Copy of petition and fiat left at office of Attorney-General.....	1017
Procedure where contestation filed	1018
Where not filed.....	1018
Where petition relates to recovery of property granted away or disposed of by Crown.....	1019
Inscription in appeal.....	1020
Costs.....	1021
Attachment in reversion of property, government is adjudged to surrender moveable property....	1022

PETITORY CLAIM —

Cannot be joined with possessory.....	1066
---------------------------------------	------

PITCHES.—(See Exhibits.).....	155 et seq., 201
-------------------------------	------------------

PLAINTIFF.—

How described in writ of summons	122
Proceedings when absent (See <i>Absent</i>).	
Preference of, on proceeds of sale by execution.....	672
Purchasing at sale under execution may retain purchase money.....	759

PLEAS AND PLEADING.—(See also *Exceptions, etc.*)

Pleading cannot be in the name of another.....	81
General rules.....	105-116
Facts and conclusions must be concisely stated.....	105
Dates, numbers and quantities may be denoted by figures	106
Form of reference to an act.....	107
Allegations must be paragraphed, etc.....	108
Admissions and denials.....	109
Repetition of allegations in subsequent pleading	109
Facts which must be expressly pleaded.....	110
Facts which are held to be admitted	111
Affidavits, form and contents	112
Copies must be served	116
Service out of the district.....	116

<i>Preliminary.—See Exceptions.....</i>	<i>161 et seq.</i>
<i>To the merits.—</i>	
Raising issue of law.....	191
How issue of law raised.....	191
How issue joined.....	192
Hearing upon the inscription.....	193
Issue of fact cannot be inscribed before judgment on the inscription in law.....	193
What defendant may plead by defence.....	193
Delay for filing defence.....	194
Delay for answering and replying.....	194
Additional pleadings.....	194
Supplementary pleas (<i>Puis darrein Continuance</i>).....	199
Grounds of law, how urged.....	200
Grounds in the nature of preliminary exceptions, how urged.....	200
Exhibits, filing.....	201
Party must answer his opponents' allegations with precision.....	202
General denial can only be pleaded alone.....	202
Pleas of payment, novation, release, compensation, form of.....	203
Amended pleading, delay to answer.....	204
Foreclosure from pleading.....	205, 206, 207
Denial of signature, affidavit required.....	203
Pleading failure to present bill or note at place fixed, affidavit required.....	203
Denial of certain documents, security for costs required And affidavit.....	203
To action on foreign judgment.....	210
To action on judgment in other provinces.....	211, 212, 213
Delays for, in intervention.....	224
Amendments to (See <i>Amendments</i>).....	511-536
Delays for pleading in Circuit Court.....	1139
PLEDGE.—	
Pledgee may oppose execution.....	646
POSSESSION.—	
When may be obtained.....	610
Execution of writ.....	611
Of goods seized before judgment.....	938
Of goods revendicated.....	949, 951
How requestor put in possession.....	970
Of property which the government has been con- demned to return.....	1022, 1023
<i>Provisional.—(L'envoi en possession.)</i>	
How and where applied for.....	1122
Act of notoriety to accompany petition, now made.....	1123
Can only be granted after certain public notions.....	1124
Proceedings on claims and petition same as upon ordinary suits.....	1125

POSSESSORY ACTIONS.—

Provisional execution may be had in.....	594
Who may bring, and against whom.. ..	1064
Limitation of.....	1065
Petitory claim cannot be joined with, or be brought until satisfaction of judgment in, exceptions...	1066

POURSUITES.—(See Actions.)

**POURSUITES HYPOTHÉCAIRES CONTRE DES IMMEUBLES DONT
LES PROPRIÉTAIRES SONT INCONNUS OU INCERTAINS.—**
(See *Hypothecary Recourse.*)..... 1025 et seq.

POWER OF ATTORNEY.—

Required from absent plaintiff.....	177
Special in incidental improbation.....	226
In case of recusation.....	243
Of disavowal	253
Of confession of judgment.....	527

PRACTICE.—(See Rules of Practice.).....1, 73, 74, 75**PRACTITIONERS.—(Practiciens.)**Reference to (See *Accountants.*)**PRECEDENCE.—**

Of certain cases in review.....	1201
Of appeals from interlocutory judgments.....	1225
Of oppositions to marriage, in review or in appeal....	1112

PRELIMINARY EXCEPTIONS (See Exceptions)..... 164-166**PRINIST.—**

Cannot be compelled to declare as a witness what has been revealed to him confidentially in his professional character.....	332
---	-----

PRESCRIPTION.—

Plea, form of.....	203
Of possessory action	1065

PREUVE.—(See Proof.)**PRISONERS.—**

Service on	134
Brought before the court to give evidence.....	302

PRIVILEGED CLAIMS.—

To execution money.....	672
(See <i>Execution, Distribution.</i>)	

PRIVILEGED CASES.—(See Precedence.)

PRIVY COUNCIL.—

Jurisdiction	41, 68
Appeal from Court of Review	69
Appeals to	1249-1252
Unless security be given, execution of judgment of court appealed from cannot be stayed by appeal to	1219
If appellant allows execution, security for costs is sufficient	1250
Certificate necessary to stay execution after six months	1251
Clerk of court which rendered judgment to enregister decree of	1252
PROBATE OF WILLS	1430

PROCEDURE.—

Where Code silent	3
Rules of, are interpreted with reference to each other (See <i>Summary Matters</i>)	

PROCÉDURES NON-CONTENTIEUSES.—(See *Non-Contentious Proceedings*.).....1308 *et seq.*PROCÈS PAR JURY.—(See *Jury Trial*.)421 *et seq.*

PROCÈS-VERBAL.—

Of service	152
What it should contain	153
Contestation of	226
Amendments to	519
Of seizure of moveables, what it must contain, service	629 <i>et seq.</i>
Of sale of moveables	661
Of seizure of immoveables	706
Of sale of immoveables, return into court	769
Of putting sequestrator in possession	976
Of affixing seals	1365
Of the removal of seals	1385
Of sale of immoveables belonging to a succession	1403

PROCURATION.—(See *Power of Attorney*.)PROCUREUR.—(See *Advocate and Attorney*.)PROCUREUR-GÉNÉRAL.—(See *Attorney-General*.)PRODUCTION DES PIÈCES.—(See, *Exhibits*.)

PROHIBITION.—

Writ of, when it lies	1003
Application for, same as <i>mandamus</i>	1003
Peremptory writ	1004
Penalty for disregarding	1005

PROMISSORY NOTE.—(See Note.)**PROOF.—**

When both preliminary pleas and to the merits have been put in, proof takes place on all the issues at once.....	168
May be declared closed on failure of party to proceed on day fixed.....	304
Order of making.....	310
Any party to a case may be examined as a witness..	316
His evidence as commencement of proof in writing....	316
He may give testimony on his own behalf.....	316
But his silence not to be construed against him.....	317
Oral admissions.....	354
In another district.....	357, 358
Oath put by the Court.....	371, 372
<i>Before Examiners.—</i>	
Sufficient cause.....	373
Rule appointing examiner must specify place for taking and delay for concluding.....	374
How examiner must be sworn.....	375
Notice to be given by him.....	376
How witnesses are summoned before examiner	377
Examiner may summon parties to answer interrogatories on articulated facts.....	378
Examiner must make a return of his proceedings.....	379
<i>In cases by default and ex parte.....</i>	418
How and when made, defendant entitled to notice, rights of foreclosed defendant.....	418
When evidence of witnesses may be taken in default and <i>ex parte</i> cases	419
Is filed and remains of record, when.....	420
<i>In non-appealable cases in Circuit Court.—</i>	
Made orally, etc.....	1142
What if demurrer has been filed.....	1144
In another district.....	1145

PROOF AND HEARING.—(See Inscription.)

Inscription for in Circuit Court in non-appealable cases.....	1140
Notice of.....	1141
Inscription for, in summary matters.....	1157, 1158
Notice to opposite party.....	1159

PROPERTY.—

What is liable to seizure.....	613
Abandonment of (See <i>Abandonment</i>).....	853 <i>et seq.</i>
Separation of—suits on (See <i>Separation</i>).....	1090 <i>et seq.</i>
Of minors, sale of, how effected	1341 <i>et seq.</i>

PROTEST.—

Of note, etc., failure to fulfil formalities	208
--	-----

PROTHONOTARY.—	
May adjourn Court	13
Powers during vacation	15
May administer oath	23
In absence of judge	33
Duties in regard to taxing witnesses	325
Of Superior Court, powers of, in non-contentious proceedings	1310
PROVISIONAL EXECUTION.—(See Execution.)	
PROVISIONAL POSSESSION.—(See Possession)..... 1422 et seq.	
PROVISIONAL REMEDIES..... 893 et seq.	
PUBLIC OFFICER.—	
Notice of suit	88
Venue of suit against	97
Trial by jury in action of damages against, may be ordered in another district... ..	429
PUBLICATIONS.—(See Advertisements.)	
PUIS DARREIN CONTINUANCE.—	
Supplementary defence, etc.....	199
PURGE DES HYPOTHÈQUES.—(See Ratification of Title). 1067	
QUAKER.—	
Oath of	321
QUEBEC.—	
Review of judgments at.....	53
Appeal from judgments rendered at.....	47
Petition of right in district of.....	48, 1015
QUEEN'S BENCH.—(In Appeal.)	
Jurisdiction of.....	42, 47
Proceedings in Appeal to	1209-1210
Where appeal is from Interlocutory judgment.. ..	1211-1212
Inscription in appeal. Contents.....	1213
Security, and how given.....	1214-1215
Transmission of documents and record.....	1216-1217
Appearance in appeal.....	1218
When respondent can obtain discharge of appeal....	1219
Exceptions which respondent may set up.....	1220
Reduction of security	1221
When appeal may be joined	1222
Filing factum.....	1223-1224
Hearing.....	1225
Who can institute appeal.....	1226
What constitutes a <i>quorum</i> of Judges in appeal.....	1227
Recusation of Judges.....	1228

13	Competency of Judges	1229
15	When incompetency appears on face of record	1230
23	When judge of Superior Court can sit in appeal and	
33	powers of	1231 <i>et seq.</i>
375	Interventions and other incidental proceedings	1237
	Judgment, how rendered	1241
1310	Discharge of order for advisement	1242
	Adjournment	1243
	Where judgment may be rendered	1244
	What judgment must contain	1245
	Taxation of costs in appeal	1246
	Execution of judgment	1247
	General powers of Court	1248
	QUESTIONS.—	
88	Witness not bound to answer incriminatory	331
97	Must not be leading, etc.	339
429	QUESTIONS OF LAW.—	
	May be submitted to the Court in certain cases	509-512
	QUI TAM ACTIONS.—	
199	Security for costs in	180
1067	Cannot be had in <i>forma pauperis</i>	89
	QUORUM.—	
321	Of judges in appeal	1227
	QUO WARRANTO.—(See <i>Usurpation of public or cor-</i>	
	<i>porate offices or franchises</i>)	987 <i>et seq.</i>
53	Review in matters of	52
47	Appeal	1006
1015	RAILWAY.—	
	Summons of certain, companies	144
47	Seizure of, minute of	706
1210	Notice of sale of railway	718
1212	Where railways must be sold	741
1213	How described in sheriff's deed of sale	750
215	RATIFICATION OF TITLE.—(See <i>Confirmation of Title</i>). ..	1067
217	RAPPORT.—(See <i>Return, Reports</i> .)	
218	REAL ACTION.—	
219	<i>Venus of</i>	100, 101, 103
220	RECEPTION DE CAUTIONS.—(See <i>Sureties</i>).	559 <i>et seq.</i>
221	RÉCLAMATION.—(See <i>Claims</i> .)	
222	RECONVENTIONNELLE (DEMANDE).—(See <i>Incidental De-</i>	
224	<i>mand</i>)	215 <i>et seq.</i>
225	RECORD.—	
226	Transmission of, how effected	31
227		
228		

RECORDER'S COURT.—

Jurisdiction of, limited to certain localities.....	40
Jurisdiction of.....	64, 66
Remedy by <i>certiorari</i>	1292 <i>et seq.</i>

RECTIFICATION DES REGISTRES.—(See *Registers*).—.....1311 *et seq.*

RECUSATION.—

Proceedings if made before judge makes declaration.....	244
If sole judge of district be liable to, action may be brought in an adjoining district.....	245
Judge's declaration conclusive, if party has no written proof.....	246
If recusation maintained.....	247
If maintained in another district record to remain there.....	248
Party may renounce his right to.....	249
Judge may decline to sit.....	250
Grounds of.....	237, 238
Judge aware of his liability to, is bound to declare it in writing.....	239
Parties are bound to make known grounds of, at once.....	240
Delay for making, after judge's declaration.....	241
If no declaration made, may take place at any time upon affidavit.....	242
Is proposed by petition.....	243
Is proposed, how, when party is absent from province.....	243
Of experts.....	396, 397
Of arbitrators.....	1439

REDDITION DE COMPTES.—(See *Account*).—.....566 *et seq.*RÉELLES (ACTIONS).—(See *Real Actions*).—.....100 *et seq.*

RE-EXAMINATION.—

Of witnesses by advocate.....	341
By the jury.....	479

REFERENCE.—

To accountants, experts, arbitrators, etc.....	391-417
--	---------

REGISTERS.—

Of Civil Status.—

Formalities required before using.....	1311
Requisites of duplicate.....	1312
Persons bound to keep, may be compelled to do so..	1313
Petition to rectify contents and service.....	1314
Judge may order persons interested to be called in..	1315
Judgment ordering rectification must be inscribed; subsequent copies must contain corrections.....	1316

40	<i>Of Registry Offices.—</i>	
4, 66	Must be authenticated, when and how.....	1317
seq.	<i>Of Sheriffs and Coroners.—</i>	
seq.	Must be kept, for what purposes, when filled duplicate to be deposited.....	1318
	Authentication of.....	1319
244	REGISTRAR —	
245	Is deemed to be officer of Court for certain purposes.....	810
246	REGISTRAR'S CERTIFICATE.—	
247	In case of execution upon immoveables.....	770 <i>et seq.</i>
248	In matters of confirmation of title.....	1072 <i>et seq.</i>
249	Is <i>prima facie</i> evidence, but may be contested.....	808
250	Amendment of.....	809
238	REGISTRATION.—(See Registers.)	
239	RÉINTÉGRANDE (ACTION EN).—	
240	When it lies.....	1064
241	REMÈDES.—	
242	Provisional.....	893 <i>et seq.</i>
243	RENISE.—	
244	Plaidoyer de.....	203
245	RENUNCIATION.—(See Renunciation.)	
246	RENT.—	
247	Attachment for (See Attachment before Judgment).....	952 <i>et seq.</i>
248	(See Lessor and Lessee, Lease).	
249	RENTS.—	
250	Constituted for the redemption of seigniorial rights, how designated in demand.....	124
251	How such rents are seized and sold.....	700
252	Not necessary to insert in minutes of seizure of immoveable.....	709
253	Opposition to secure charges not necessary for securing such rents.....	725
254	Claims for arrears of such rents.....	790
255	Effect of sheriff's sale in regard to such rents.....	791
256	Life rents, how collocated.....	803
257	Collocation of arrears of rents.....	804
258	Seizure of immoveables without previous discussion of moveables in the case of seigniorial rents...	614
259	RENUNCIATION.—	
260	Of judgment.....	648
261	RENVOL.—(See Reference.)	
262	RÉPLIQUES.—(See Pleas and Pleading.)	198

RÉPONSES.—(See <i>Pleas and Pleading</i>).....	199
REPRISE D'INSTANCE.—(See <i>Continuance of Suit</i>).....	266 et seq.
REPORT.—	
<i>Of Distribution (See Execution)</i>	794 et seq.
Contestation of	813 et seq.
<i>Of Experts. (See Experts)</i>	406 et seq.
<i>Of Accountants</i>	410
REQUÊTE.—(See <i>Petition</i> .)	
REQUÊTE CIVILE.—(See <i>Judgment</i>).....	1177 et seq.
RESULT FOR FALSE BIDDING.—(<i>Folle enchère</i> .)	
When and how demanded.....	761
Who may demand if plaintiff fail to.....	762
Proceedings to be summary.....	763
Purchaser may prevent.....	764
Liability of false bidder.....	765, 766
Sheriff proceeds to sale in virtue of original writ	767
RESERVED CASES.—(See <i>Jury Trial</i>).....	492, 494, 495, 496
RESIDENCE.—	
Of defendant must be stated in writ of summons.....	122
RESISTANCE TO PROCESS OF COURT, ETC.—	
Coercive Imprisonment for	834
RESISTANCE TO ORDER OF COURT.—	
Imprisonment or fine for.....	18, 19
RETRAXIT.—(See <i>Discontinuance</i>).....	275 et seq.
RETROACTIVE EFFECT.—	
Of new Code of Procedure.....	1
RETURN.....	151-154
Writ of summons must be filed on or before return day.....	151
And must be accompanied with certificate of service	152
Contents of return	153
Effects of non-return	154
Contestation of, is by motion.....	236
Of commissioners.....	387
Amendment of.....	519
Of writ of execution.....	671
<i>Of writ of execution. (See Execution)</i>	768 et seq.
Of warrants of attachment in Commissioners' Court.....	1259
Of writ of <i>certiorari</i>	1300
RÉUNION D'ACTIONS.—(See <i>Joinder of Actions</i>)... ..	291, 292

Index to the Code.

795

REVENDEICATION--

Attachment in (See *Attachment before Judgment*)...946 *et seq.*
By wife, of her moveables in action of separation
from bed and board..... 1103

REVIEW.—

Jurisdiction of Court of, in reserved cases.....	51
When may be had.....	52
From what districts, takes place in Quebec, and from what in Montreal.....	53
Appeal to Privy Council.....	69
Deposit and inscription in, have effect of staying execution of judgment, etc.....	1199
Of decision of judge in chambers.....	72
Trial judge in jury case may reserve case for Review.....	491
Appeal lies from decision of judge at trial.....	492
Motion before Court of, for new trial, etc.....	494
Appeal from judgment in review on reserved cases...	495
Power of Court of, in matters of jury trial.....	496
Power of Court of, in matters of provisional execu- tion.....	597
Of judgment and orders in cases of abandonment of property.....	890
Of opinion of judge as to release from <i>capias</i>	923
In injunction cases.....	969
In matters of proceedings affecting corporations.....	1006
No review in matters of <i>certiorari</i>	1306
<i>Procedure in Review.</i> —	
Before what judges.....	1189, 1190
Time and duration of sittings.....	1191, 1192
By whom review may be demanded.....	1193 <i>et seq.</i>
Deposit and <i>delay</i> for instituting.....	1196, 1197
Inscription for review and transmission of record..	1198
Effect of deposit and inscription.....	1199
Peremption.....	1200
Roll for hearing.....	1201, 1202
Judgment.....	1203 <i>et seq.</i>
Powers of Court of.....	1208
Statement which must be annexed to the inscription in.....	493
Statement to be annexed to motion for new trial...	494
Of judgments on <i>capias</i>	924
Effect of, upon interlocutory judgment.....	969
Review of oppositions to marriage is summary.....	1112
Of judgments rendered by prothonotary in absence of judge.....	33
Of taxation of costs.....	554
Of judgments of prothonotary in non-contentious proceedings.....	1310
Of certain default judgments.....	1175
Petition.....	1176

RULES OF PRACTICE.—

When abrogated by the present Court	
For Court of Q.B.	
For S. C. and C. Ct.	
Must not be incompatible with the provisions of this Code.....	
When they come into force.....	
Must be registered	
And notice to that effect posted up by prothonotary..	

SAGUENAY.—

Exceptional provisions concerning	
SAISIE-ARRÊT APRÈS JUGEMENT.—(See <i>Seizure by Garnishment</i> .).....	677 et
SAISIE-ARRÊT AVANT JUGEMENT.—(See <i>Attachment before Judgment</i> .)	931 et
SAISIE CONSERVATOIRE.—	
Quand en peut y avoir recours.....	
Procedure.....	
SAISIE EXECUTION.—(See <i>Execution</i> .)	
SAISIE DE MEUBLES.—(See <i>Execution</i> .).....	617 et
SAISIE D'IMMEUBLES.—(See <i>Execution</i> .).....	699 et
SAISIE GAGERIE.—(See <i>Attachment before Judgment</i> .).....	932 et
SAISIE REVENDICATION.—(See <i>Attachment before Judgment</i> .).....	946 et

SALARY OR WAGES —

Garnishment (See <i>Seizure by Garnishment</i>).....	
Exemption from seizure.....	
Minor 14 years old can sue for, before Commissioners' Court	

SALE.—(See *Execution, Sheriff*.)

Of Movable under Execution —

Hours for conducting	
Takes place at time notified.....	
New notices if retarded or no bidders	
Effect of dilatoriness of first seizing creditor	
Guardian, etc., must produce effects at time fixed for Proceed- to compel guardian to produce effects...	
Guardian entitled to discharge; mention of effects not produced	
Seizing officer cannot bid or purchase.....	
Minutes must be made of each bid.....	
Adjudication and payment.....	

..... 1	Officer cannot receive more than price of adjudication.....	663
..... 73	Must not be for more than debt unless debtor consents	664
this 73	Debtor may regulate order of selling.....	664
..... 74	Effect of adjudication	665
..... 75	Debentures, notes, shares, etc., are sold in the same manner as other property of debtor	666
..... 75	No demand to annul, can be received, exception	668
..... 39	Costs of, must be taxed at once.....	669
dar-	Of immoveables under execution (See Execution)...699 et seq.	721
...677 et seq.	How suspended.....	1341 et seq.
de-	Of property belonging to minors and other disqualified persons.....	1361
...931 et seq.	Person charged with sale must report and return into Court (See Immoveables, Shares)	1396
..... 955	Of inventoried effects.—	1399
..... 956	By consent of parties sale may be proceeded with at once; no valuation then necessary.....	1400
..... 617 et seq.	Date of, public notice.....	1401
...699 et seq.	Takes place where effects situated and for cash, unless, etc.....	1402
...932 et seq.	By whom effected.....	1403
dg-	Presence of persons interested.....	1404
...946 et seq.	Minutes of.....	
..... 697	Notice of, where co-heirs or co-partitioners are minors.....	
..... 699		
..... 1263		
..... 696	SEALS.—(See Seals.)	
..... 655	SCIRE FACIAS.—(See Letters Patent.)	1007 et seq.
..... 655	SEALS.—	
..... 656	Provisional execution of judgment for affixing or removing seals.....	594
or 657	Collocation of costs of sealing and inventory... ..	676, 796
ts 658	Affixing.—	
... 659	On property of succession.....	1361
... 660	Commissioner may be named, and how... ..	1363
... 661	By whom may be demanded.....	1364
... 662	Commissioner must draw up minutes, contents thereof	1365
	Seals, how affixed.....	1366
	Duty of commissioner if a will should be found while If doors are fastened or admittance refused.....	1367
	If after entering house commissioner meets with a declaration of opposition	1368
	Judge to decide forthwith on opposition.....	1369
	Result of references to judge to be certified on minutes.....	1370
	If no moveables, fact must be stated in minutes.....	1371
		1372

Minutes must be deposited in prothonotary's office...	1
Second fixing; when there may be, how effected.....	1
<i>Remoral</i> —	
Applications for, how heard.....	13
How executed, if affixing be declared null.....	13
If two affixings, when only,—can take place.....	13
Delay for, if affixed before the burial.....	13
Who may demand.....	13
How applied for.....	13
If allowed, inventory to be ordered, notice necessary	13
Persons not having the free exercise of their rights	13
must be represented at	13
How effected, inventory to be made at time.....	13
Returns to be made	13
What return must contain.....	13
Papers and effects found not belonging to the suc-	13
cession must be handed over to proper claimant	13
<i>SEAMEN.</i> —	
Service of summons on.....	13
<i>SECRET PROFESSIONNEL.</i> —	
Témoir.....	33
<i>SECRETING PROPERTY.</i> — (See <i>Attachment, Capias.</i>)	
<i>SECURITY.</i> — (See <i>Sureties.</i>)	
In appeal to Privy Council.....	124
Judgment ordering must fix time for offering.....	550
Bond entered into at office of Court.....	559
<i>SECURITY FOR COSTS.</i> — (See <i>Costs.</i>)	
In popular and <i>qui tam</i> actions.....	180
Proceedings may be delayed until security put in...	181
Application for.....	182
Effect of not putting in.....	182
Of prosecution, of corporation, by Attorney-General	978, 979
<i>SEDUCTION</i> —	
Commissioners' Court has not jurisdiction in matters	
of	
<i>SEIGNETIAUX (DROITS).</i> — (See <i>Rente.</i>)	
<i>SEIZURE.</i> — (See <i>Execution.</i>)	
Exemption from	596, 599
By garnishment. — (See <i>Saisie-Arrêt.</i>)	
When resorted to	677
How made, and tenor of writ	678
Debtor to be summoned.....	678
Service governed by rules of ordinary writ.....	679
Exception as to seizure of salaries, etc., where defend-	
ant deposits same.....	1147a

Index to the Code.

799

Garnishee cannot be condemned by default unless served personally, etc.....	679
If defendant absentee	679
Effect of	680
Delay for debtor to plead same as in summary matters.....	681
Delays of contestation.....	681
When declaration must be made; may, on notice, be made before return day.....	682
When garnishee must make declaration	683
How made by corporation	684
What garnishee must declare.....	685
Creditor has right to be present.....	686
Garnishee entitled to be taxed as witness.....	687
How he may collect them.....	687
Discharge of garnishee if not indebted.....	688
Seizing party to pay costs.....	688
Judgment against garnishee, must be served, delay for executing	689
If moneys are due at future time or conditionally.....	690
Penalty incurred by garnishee who fails to declare, relief on payment of costs.....	691
Effect of judgment on garnishee's declaration.....	692
Delay for contesting garnishee's declaration, must be served	693
Contestation otherwise subject to ordinary rules of suit.....	693
Case of several seizures by different creditors	694
If garnishee has in his possession moveable effects, negotiable paper, etc.....	695
Distribution of proceeds of sale	696
Of salaries or wages	697
SEPARATION BETWEEN CONSORTS.—	
From bed and board. or property only, <i>venue</i>	96
Of Property.—	
Authorization of judge necessary before bringing suit	1090
In what cases suit for, may be brought.....	1091
Formalities on summons, notice of actions must be published, and how.....	1092
Attachment of moveable property of community, how obtainable and effected.....	1093
Any creditor of defendant may intervene in suit for..	1094
Judgment of, cannot be rendered on confession.....	1095
Judgment of, may determine reprises of plaintiff	1096
Judgment of, must be inscribed without delay by prothonotary	1097
Execution of judgment.....	1098
From bed and board.—	
Jurisdiction.....	1099

Brought and tried in same manner as civil suits, exception	1100
Necessary preliminaries to suit for	1101
Attachment of moveable property of community, how obtainable and effected, revendication of wife's moveables	1103
Provisions of trial, judgment, execution and publication of suit for	1104
SEQUESTRATION. —	
Provisional execution may be had in judgments of...	594
Sequestrator when appointed to receive revenues of immoveable under execution	713
Demands for, how made, court may order <i>suo motu</i> ..	973
Nomination of sequestrator	974
Sequestrator must be notified of his appointment, etc.	975
Sequestrator must be sworn.	976
If appointment or administration be hindered by violence.....	977
Coercive imprisonment of sequestrator.....	837, § 2
SERMENT.—(See Oath.)	
SERVICE.—(See Summons.)	
Of all proceedings	115
Of writ or paper out of the district, how made	116
Of writ of summons	125-150
Sundays or holidays	125
Hours for effecting	126
How effected	127, 128
At elected domicile	129
On defendant residing in same domicile as plaintiff..	130
On several defendants.....	131
On mariners.....	132
On wives	133
On wives, separated.....	133
On prisoners	134
Upon heirs	135
On absent defendant.....	136
On absent consort	136
In another province of Canada	137
On church fabriques, etc	138
On a general partnership	139
On an unincorporated joint stock company.....	140
On company without a known office ..	141
On a body corporate.....	142
On foreign companies and executors.....	143
On foreign companies which control or lease railways, telegraphs, etc., extending to or passing through provinces.....	144

Judge may shorten or extend delay in certain cases, or order other mode of service	143
Fraudulent evasion of.....	146
In church, in court, or on the floor of the House.....	147
On whom bailiff cannot make	148
Delays of	149
Defendant may compel, within certain delay after issue of summons.....	150
What return of, of summons must contain.....	153
On corporation in another province in a certain case..	213
Of intervention.....	223
Of reasons of improbation.....	232
Of amendment, delay	523, 524
Of new defendant joined in action.....	525
Amendment of irregular.....	526
Of judgment, when necessary.....	547
Costs of	558
Of opposition upon bailiff or sheriff	648
Of garnishment.....	679
Of duplicate of minute of seizure of immoveable.....	707
Of opposition to seizure and sale of immoveables	728
Of demand of abandonment.....	832
Of attachment before judgment.....	936, 937
Of attachment for rent.....	954
Of order granting injunction.....	965
Of final judgment upon injunction.....	968
Of writ of summons in proceedings against corpora- tions by Attorney-General	982
Of peremptory writ of mandamus.....	997
Of opposition to marriage.....	1107
Of writ of <i>habeas corpus</i>	1117
Of summons in U. Ct.....	1137 <i>et seq.</i>
Of notice of petition for <i>certiorari</i>	1295
Of writ of <i>certiorari</i> and return	1300
Service of judgments on <i>certiorari</i>	1305
Of petition for inspection of documents.....	1329
Of petition for letters of verification.....	1414

SERVITUDS.—(See Masters and Servants.)

SERVITUDES.—

Sheriff's sale does not discharge property from.....	781
Opposition to secure, cannot be received	726

SEIZURES.—

May be seized.....	641
How seized.....	642, 643
How sold	666, 667
In corporations, belonging to minors, substitutions, etc., sale of.....	1321, 1347, 1356, 1353, 1357

SHERIFF.—

Coroner acts in his place, in certain cases.....	35
If, also coroner, prothonotary or deputy acts.....	36
Cannot bid at sale.....	748
Notice of revision of jury list.....	431
<i>Venire facias</i> summoning jury.....	443 <i>et seq.</i>
Return of <i>venire facias</i> by	446
When property must be sold at sheriff's office.....	741
Sales by. (See <i>Sheriff's Sales, Execution.</i>).....	735 <i>et seq.</i>
Execution of warrant from curator to sell immove- ables of insolvent.....	879
Liability of, for sufficiency of sureties in matters of <i>capias</i>	910-9 1
Return.—(See <i>Return.</i>).....	76A <i>et seq.</i>

SHERIFF'S SALE.—(See *Execution, Bidding and Sale.*)... 735**Effect of.—**

Conveys ownership when adjudication is perfect	778
In what condition purchaser takes property	779
Adjudication conveys all rights and servitudes, but does not warrant contents	780
Does not discharge from servitudes.....	781
Nor from hypothecs resulting from seigniorial rights, except.....	781
Emphyteusis, or substitution, or customary dower. ...	781
Proceedings if debtor refuses to give up property.....	782, 783
Vacating.—	
At instance of debtor, when.....	784
At suit of purchaser, when.....	785
Delay within which application must be made by judgment debtor.....	786
Application for, how made; preferential right of seizing party.....	787
Grounds of nullity may be set up by false bidder.....	788

SIGNATURE.—

Denial of, how effected.....	208, 209
------------------------------	----------

SIGNIFICATION.—(See *Servies.*)**SITTINGS OF COURT.—**

May be prolonged.....	12
Behaviour of persons at.....	17, 18
Maintenance of order during.....	18
By different judges at same time	33

SLANDER.—

Suits for, cannot be tried before Commissioners Court	69
---	----

SOCIETIES.—(See *Partnership.*)

SUMMARY MATTERS.—(See <i>Summary Matters.</i>).....	1160 <i>et seq.</i>
--	---------------------

SOURCES.—	
Témoins.....	319
SOUS-ORDRE.—(See Sub-Collocation).....	824
STATUTE.—	
Abbreviated reference to	107
Questions as to the constitutionality of.....	114
STATUS.—	
Registers of.....	1311 et seq.
STAY—(See Suspension.)	
Of execution while case appealed to Privy Council...	1249
Of Execution.—	
When and by whom granted in C. Ct. in non-app. cases.....	1146
STENOGRAPHERS.—	
Fees, judge may require deposit to cover.....	295
Notes.....	346-349
STENOGRAPHY.—	
Evidence taken by.....	345
Court may order notes to be read to witness	346
SUB-COLLOCATION.—	
Upon moneys levied.....	824
SUBROGATION.—	
Judgment against garnishee effects subrogation.....	692
SUBMISSION.—(See Arbitration).....	1431
SUBPŒNAS.—	
How served (See Witnesses.).....	301
SUBSTITUTION.—	
Rights of, not yet opened, not discharged by sheriff's sale.....	781
Immoveables of, cannot be alienated without permission of judge.....	1341
SUBSTITUTION DE PROCUREUR.—(See Change of Attorney).....	259 et seq.
SUCCESSIONS.—	
Jurisdiction.....	102
Proceedings relating to.—	
Affixing seals (See Seals).....	1362 et seq.
Vacant.—	
Appointment of curator.....	1426
Duties of such curator	1427
Power of such curator	1428
Must account for administration.....	1429

SUIT.—

Continuance of.—(See <i>Continuance</i> .).....	266 <i>et seq.</i>
Discontinuance.—(See <i>Discontinuance</i>).....	275 <i>et seq.</i>
Peremption of.—(See <i>Peremption</i>).....	279 <i>et seq.</i>

SUMMARY MATTERS.—

When judgment upon opposition to marriage appeal- ed from, etc., then proceedings are summary...	1112
Cases non-appealable in Circuit Court are.....	1149
What are summary matters	1150
Procedure in ordinary matters govern in, except.....	1151
Jurisdiction and class of action in lessor and lessee cases.....	1152
<i>Delays in.—</i>	
Summons in lessor and lessee cases and in other sum- mary actions.....	1153
Motion for preliminary exception.....	1154
Defence.....	1155
Other pleadings	1156
Hearing upon inscription in law.....	1157
Notice of proof and hearing.....	1159
Interventions and oppositions.....	1161
Judgment in.....	1160
Cases before Commissioners' Court are summary....	1277
Cases in District Magistrate's Court.....	1284

SUMMONS.—

Defendant summoned or heard.....	82
Where, should be taken out in different kinds of ac- tions	94-104
Procedure concerning	117, 150
Suits before Superior Court.....	117
May be in English or French.....	118
Signing, attesting and issuing by prothonotary.....	118
May be issued on Sunday or holiday when urgent....	119
Remains in force for six months, while unserved.....	120
To whom directed.....	121
Tenor of.....	122
Cause of action to be stated.....	123
Exceptions in cases of actions on deeds, bills and notes, etc., etc.	123
Objects to be clearly described in	124
Cannot be served on Sunday or holiday without leave.....	125
Hours for serving	126
Service of, how effected	127, 128
Service at elected domicile	129
Summons of defendant residing in same domicile as plaintiff.....	130
Of several defendants.....	131
Of mariners	132

6 et seq.	Of wives.....	132
5 et seq.	Of prisoners..	134
9 et seq.	Of heirs.....	135
	Of absent defendant.....	136
	Of absent consort.....	136
	In another province of Canada.....	137
1112	Of church fabriques and vestries.....	138
1149	Of general partnership.....	139
1160	Of unincorporated joint stock company.....	140
1131	Of company without a known office.....	141
	Of body corporate.....	142
	Of foreign companies and executors.....	143
1152	Of foreign companies which control or lease rail- ways, or telegraphs, or telephones, extending to or passing through province.....	144
1153	Judge may shorten or extend delay mentioned in Articles 136 and 141, or order other mode of service than that of Articles 143 and 144.....	145
1154	Where defendant fraudulently evades service.....	146
1155	Service of, in church, in court or on floor of the House.....	147
1156	On whom bailiff cannot serve.....	148
1157	Delays on.....	149
1159	Defendant may compel service within certain delay after issue.....	150
1161	Amendments to writ of.....	513, 517
1160	Irregular, new service of writ.....	526
1277	<i>In Circuit Court.</i> —	
1284	Service of.....	1137
82	Delay upon, in lessor and lessee cases.....	1153
-104	Delay upon in other summary cases.....	1153
150	Delay upon, in Commissioners' Court.....	1264
117	Tenor and contents of, in Commissioners' Court.....	1265
118	Who may serve, in Com. Court.....	1266, 1267
118	<i>In non-contentious proceedings.</i> —	
119	Delays in.....	1308
120	SUPERIOR COURT AND COURT OF REVIEW. —	
121	Jurisdiction of C. R. in reserved cases.....	51
122	Jurisdiction of..	48-53
123	Evocation from Circuit Court.....	49
124	Courts and persons subject to superintendence and control, etc., of S. C.....	50
125	Alone has jurisdiction in matters of <i>Capias</i>	894
126	SUPPLEMENTARY DEMAND, ETC.	199
28	SUPREME COURT OF CANADA. —	
29	Appellate jurisdiction.....	41
30	Jurisdiction of.....	67
31		
32		

SURETIES.—(See also Security.)

How offered.....	560
Sufficiency, how justified	561
Ground of objection to.....	562
Sufficiency of, how decided	563
If accepted, bond to be drawn up to remain of record.	564
Acceptance of, decided summarily.....	565
For bail in matters of <i>Capias</i>	916-918
In appeal to Privy Council.....	1249

SURRENDER.—(Délaissement.)

Of moveables or immoveables, how effected in voluntary execution of judgments.	579
Voluntary, of an hypothecated immovable	580
Judge must appoint curator, against whom subsequent proceedings are directed	581
Powers of curator in such case.....	582

SURVEYOR.—

Appointment of, to determine boundaries.....	1060-1062
--	-----------

SUSPENSION DES PROCÉDURES.—(Stay of Proceedings.)

By dilatory exception.....	177
By motion for security.....	181
By intervention.....	222
By disavowal	256
By death or change of status of parties.....	209
Upon execution, by opposition	649
By opposition to seizure of immoveables.....	729
Where sale has already been stopped.....	654
In what cases sale suspended.....	721
By abandonment of property, notice required.....	871
By opposition in the Circuit Court in non-appealable cases.....	1146
By opposition to judgment	1172
By petition for review	1176
By petition to revoke judgment.....	1184
By tierce-opposition.....	1187
By inscription in review.....	1199
By inscription in appeal.....	1214
By appeal to Privy Council	1249
By opposition in Commissioners' Court.....	1282
By notice of petition for <i>certiorari</i> , and <i>certiorari</i>	1296, 1300

SWEARING.—

Experts	400, 401
Witnesses.....	321-324

TARIFF OF FEES —

Promulgation of.....	37, 39
Penalty for exceeding	37
Court of Appeal may establish, when.....	1248

TAXATION.—

Of witnesses by prothonotary.....	333
How taxation may be enforced.....	336
Of expenses of answering interrogatories.....	370
Of costs.....	554
Of witnesses summoned outside the jurisdiction.....	557
Of service outside the province.....	558
Of party summoned to answer interrogatories on articulated facts.....	370
Costs of judicial sale must be taxed at once.....	689
Garnishee entitled to be taxed as witness.....	687
Of fees of registrar in relation to certificate of hypothec in matters of distribution.....	810
Of sheriff's costs on sale of immoveables.....	776
Of costs in appeal.....	1246

TAXES.—

Opposition not necessary to obtain payment of municipal or school.....	790
Circuit Court has jurisdiction to the exclusion of the S. C. in the matter of school taxes.....	54
Appeal to Circuit Court in certain cases in the matter of municipal taxes.....	58
Jurisdiction of District Magistrates' Court in the matter of municipal and school.....	61

TÉMOINS.—(See Witnesses.)

TENDER AND PAYMENT INTO COURT.

Must describe object offered.....	583
How made.....	584
May be made at elected domicile.....	585
What authentic document recording, must contain...	586
May be renewed by pleading and paid into court.....	587
Withdrawal of moneys paid into court.....	588
When opposite party may receive, without prejudice..	588
Expense of tender by whom borne.....	589

TERMES DES DIVERS TRIBUNAUX.—(See Courts,ittings.)

TESTAMENTS.—(See Wills.) 1430

TESTAMENTARY EXECUTOR.—(See Executor.)

TESTIMONY.—(See Evidence.)

TEXTS.—

Difference between English and French version of the Code.....	2
--	---

TIERCE OPPOSITION.—(See Oppositions.) 1185 et seq.

TIERCE-SEIZI.—(See Garnishee, Seizure by Garnishment, Attachment before Judgment.) 617 et seq., 940 et seq.

TIMBRES.—	
Bref d'assignation émis sans timbres en certains cas urgents.....	119
TITLE, CONFIRMATION OF.—(See Confirmation of Title.) 1067 <i>et seq.</i>	
TRAITEMENT.—(See Wages.)	
TRANSMISSION DE DOSSIERS.—(See Records.)	
TRADERS.—	
May make abandonment of property, when.....	853
TRIAL.—	
Inscription (See <i>Inscription</i>).....	293-296
Summoning witnesses.....	297-303
Order of, and adjournment	304-311
Examination of witnesses (See <i>Witnesses</i>).....	312-344
Taking down evidence (See <i>Evidence</i>)	345-351
Incidents of, and evidence.....	355 <i>et seq.</i>
Adjournment (See <i>Adjournment</i> .)	
By jury (See <i>Jury Trial</i>)	421
TRIBUNAL.—(See Court, Sittings.)	
TUTOR.—	
Pleads in his own name <i>es qualité</i>	81
Provisional execution of judgment nominating.....	594
May be condemned to costs of suit, in certain cases..	552
Proceedings to appoint, to minors.....	1337
Appointed on advice of family council.....	1331 <i>et seq.</i>
May be imprisoned	833
Tutor <i>ad hoc</i> in case of voluntary licitation.....	1355
Special, must be named to each minor in cases of partition and forced licitation.....	1039
To represent disqualified parties at the removal of seals	1382
URGENCY.—	
Issue of writ of summons in cases of.....	119
USURPATION OF PUBLIC OR CORPORATE OFFICES OR FRANCHISES.—	
Who may bring complaint, and when	987
Rules governing summons and proceedings thereon ..	988
Petition may declare who has a right to the office, and court may adjudicate upon both claims...	969
Tenor of judgment if complaint well founded, and fine to wife defendant may be condemned....	990
Rights of persons declared entitled to office.....	991
VACANCE.—(See Holiday, Sittings, Courts.)	
VACANT SUCCESSION.—(See Succession)	
	1426

119 et seq.	VAISSEAU.—(See <i>Ships</i> .)	
	VENDITIONI EXPOS.—	
	Where writ of execution lost, goods seized but not sold.....	004
853	VENDOR.—	
	Privilege of, in concurrence with builder's privilege..	005
3-296 7-303 4-311 2-344 5-351 et seq.	VENIRE FACIAS.—	
	Writ of, how issued and tenor.....	443
	How served.....	445
	VENTE.—(See <i>Sale, Sheriff's Sale, Execution</i> .)	
	VENTILATION.—	
	Of charges upon immoveables	805
421	Experts and their report.....	806, 807
	VERDICT.—	
	How and when rendered	476
	When jurors allowed to separate	477
	If they fail to attend again, liable for contempt.....	477
	How admonished by court when permitted to separate	478
	Jury may at any time re-examine witnesses, or ask opinion of judge.....	479
	Agreement of nine jurors sufficient to return a.....	480
	If jury cannot agree on, may be discharged.....	481
	Reception and entry of	482
	Special, if on an assignment of facts	483
	General, if no assignment.....	484
	Before rendering, jurors may demand allowance ; effect of default to pay	485, 486
	Must be on all the issues	487
	Cannot pronounce upon costs.....	488
	Amendment of clerical errors in	489
	If juror becomes unable, or in default to perform his duty.....	490
	Judgment after	491
	Judgment <i>non obstante veredicto</i> . (See <i>Jury trial</i> .) 492 et seq.	
	When considered to be against weight of evidence....	501
	VERIFICATION.—(See <i>Letters of Verification</i> .)	
	VÉRIFICATION DES TESTAMENTS.—(See <i>Wills</i> .)	
	VEUVE.—	
	Comment désignée dans le bref d'assignation.	122
	VIEWERS.—(See <i>Experts</i> .).....	391 et seq.
	VISITE DES LIEUX.—(See <i>Experts</i> .).....	391 et seq.
	VICE-ADMIRALTY COURT.—	
	<i>Certiorari</i> does not lie from, to S. C. or C. Ct	1307

VOLUNTARY EXECUTION OF JUDGMENT.....	559 et seq.
VOLUNTARY LICITATION.—	
Of immoveable held undividedly between tutor and pupil.....	1355
VOLUNTARY SURRENDER.—(See Surrender.).....	579 et seq.
WAGES.—	
Exempt from seizure.....	598-599
Garnishment of	697
WARRANT OF ARREST.—(See Capias.)	
WARRANT OF ATTACHMENT.—(See Attachment before Judgment.)	
WARRANTY.—	
Stay of suit to exercise recourse in.....	177
Delay to plead	183
Delay for calling in warrantors.....	184
Form and contents of demand in.....	185
Course of warrantor if, simple or personal.....	186
In real warranty, any remote warrantor may be at once called in.....	187
Warrantee in case of real warranty may take up contestation	188
Warrantee relieved from contestation may remain in suit to protect his rights	188
Execution of judgment of.....	189
Delay to plead.....	189
Warrantor may plead against warrantee.....	189
WIFE.—	
Testimony of, for or against husband.....	314
Service on, separated from bed and board.....	133
Service on, separated as to property.....	133
WILLS.—	
Probate of.....	1430
WITNESSES.—	
Judge may require certain deposit before witnesses heard.....	295
How summoned.....	297
Delay.....	297
May be summoned to declare what they know, or produce documents.....	298
Summons of, residing in Ontario.....	299
For such purpose special order is necessary.....	300
Service of subpoenas on, in Lower and Upper Canada.	301
In prison, order from judge to bring him before court	302
Penalty on witness disobeying subpoena.....	303

Travelling expenses must be tendered him.....	303
Punishment of, when he resides in Ontario.....	303
Failure to produce, effect of.....	304
Adjournment on account of absence of.....	305
Inability of witness to attend, power of Court in such case.....	307
Order of examining.....	310
Examination of (See <i>Examination for Purposes of Discovery and Inspection of Documents</i>).....	312-344
Testimony of one witness sufficient.....	312
Other witnesses may be excluded from the room..	313
Competency of.....	314
What are objections to the credibility of.....	315
Examination of party by opposite party	316
His evidence as a commencement of proof in writing	316
Party may give testimony on his own behalf.....	316
But his silence not to be construed against him.....	317
Testimony of notaries and witnesses admissible in action of impropbation...	318
Deaf-mutes may be.....	319
Bailiff who has served writ of summons cannot testify as to certain facts.....	320
Must be sworn before giving evidence.....	321
How if a quaker.....	321
Form of oath to be changed according to religious creed of.....	322
If witness refuse to take oath.....	323
May be examined as to religious belief.....	324
What he must believe in order to make the oath.....	324
Any person present may be examined.....	325
Witness present cannot stipulate that travelling expenses be paid before he testifies	326
Preliminary interrogations.....	327
Objections to, may be established by preliminary examination.....	328
Party cannot impeach credit of his own.....	329
But may prove by others the contrary of what he has said.....	329
Refusal to answer or to produce object may entail coercive imprisonment.....	330, 333
May object to answer incriminatory questions.....	331
Priests or lawyers cannot be compelled to reveal professional confidences, nor officers of State secrets of public policy.....	332
How examined to prove identity of any object, may be called on to produce object of litigation if in possession thereof.....	333
Is bound to produce, etc., documents in his possession touching matters in issue.....	334
Duty of prothonotary to tax.....	335
How taxation may be enforced	336

Costs of depositions where more than five, examined on same fact.....	33
May not withdraw without permission of the Court...	33
How examined	33
How cross-examined.....	34
When may be re-examined.....	34
Examination of, may be continued from day to day...	34
Penalty for default in such case	34
Deposition of, given at former trial, etc., when may serve as evidence	34
How examined in contested cases.....	34
Taking down evidence by stenography	345 <i>et seq.</i>
How taken by the Court.....	349
Notes of evidence must be read over.....	350
Must sign deposition	350
If he cannot sign	350
Alterations of depositions.....	351
Unauthenticated marginal notes, etc.....	352
What deposition must first contain	353
Examination of, by consent.....	355
Examination of witnesses who are ill, or about to leave the province.....	356
Examination of, elsewhere than where the case is pending without formality of commission... ..	357-358
How summoned in Circuit Court in non-app. cases...	1143
Judge may order, to be examined in another district..	1145
Before Commissioners' Court.....	1278
Commissions for the examination of.....	380-390
How summoned before experts	404
Costs of, when summoned from beyond jurisdiction..	557
Commissioners' Court may compel attendance	1279
WRIT OF ATTACHMENT BY CARNIMENT.....	941 <i>et seq.</i>
WRIT OF ATTACHMENT IN REVENDEICATION	1021 <i>et seq.</i>
WRIT OF ATTACHMENT FOR RENT	1027 <i>et seq.</i>
WRIT OF CAPIAS.....	891 <i>et seq.</i>
WRIT OF CERTIORARI	1293 <i>et seq.</i>
WRIT OF EXECUTION.—(See <i>Execution</i>)	
WRIT OF HABEAS CORPUS.—(See <i>Habeas Corpus</i>)... ..	1114 <i>et seq.</i>
WRIT OF INJUNCTION	957 <i>et seq.</i>
WRIT OF MANDAMUS.....	992 <i>et seq.</i>
WRIT OF POSSESSION.—	
When granted	810
Execution of writ	811
In matters of Petition of Right.....	1023

WRIT OF PROHIBITION.....	1003 <i>et seq.</i>
WRIT OF QUO WARRANTO.....	987 <i>et seq.</i>
WRIT OF SCIRE FACIAS	1007 <i>et seq.</i>
WRIT OF SEIZURE BY GARNISHMENT.....	678 <i>et seq.</i>
WRIT OF SIMPLE ATTACHMENT.....	932 <i>et seq.</i>
WRIT OF SUBPENA.....	301
WRIT OF SUMMONS.—(See <i>Summons</i>).....	117 <i>et seq.</i>
WRIT OF VENDITIONI EXPOS.—	
Creditor may obtain when writ of execution lost, etc, goods being seized but not sold.....	601
WRIT OF VENIRE FACIAS.....	443
WRITINGS.—	
Court may <i>suo motu</i> suppress, etc	20
Judgment by default in actions founded on private...	532
Provisional execution of judgments on actions, based upon private	594